

The University of Chicago  
Library







M. EMERY.

Portrait miniature peint en 1811  
par le comte de Toustain du Manoir.

# MONSIEUR EMERY





M. EMERY

Portrait miniature peint en 1811  
par le comte de Toustain du Manoir.

# MONSIEUR EMERY

## DU MEME AUTEUR

**Henri Hardouin et la musique du Chapitre de Reims au XVIII<sup>e</sup> siècle.** Reims, Matot, 1926.

**Etienne-Alexandre Bernier, évêque d'Orléans.** Deux volumes in-8°. Paris, Plon, 1938. Ouvrage couronné par l'Académie française, « Grand Prix Gobert ».

**Etienne-Alexandre Bernier. Lettres, mémoires, rapports inédits.** Reims, Imprimerie du Nord-Est, 1938.

**Histoire de l'Eglise de Reims du I<sup>er</sup> au V<sup>e</sup> siècle.** Reims, Imprimerie du Nord-Est, 1941. Extrait du tome CLII des **Travaux de l'Académie de Reims.** Ouvrage couronné par l'Académie française.

**La vie et l'œuvre de saint Remi.** Reims, Matot, 1942.

### A paraître prochainement :

**Nicolas Philbert, évêque constitutionnel des Ardennes.**

### En préparation :

**Monsieur Emery et Napoléon.**

Chanoine J. LEFLON

Docteur ès-Lettres

Professeur à l'Institut Catholique de Paris

# MONSIEUR EMERY

---

L'ÉGLISE D'ANCIEN RÉGIME  
ET LA RÉVOLUTION

*BONNE PRESSE*

BX4705

.E47L4

v.1



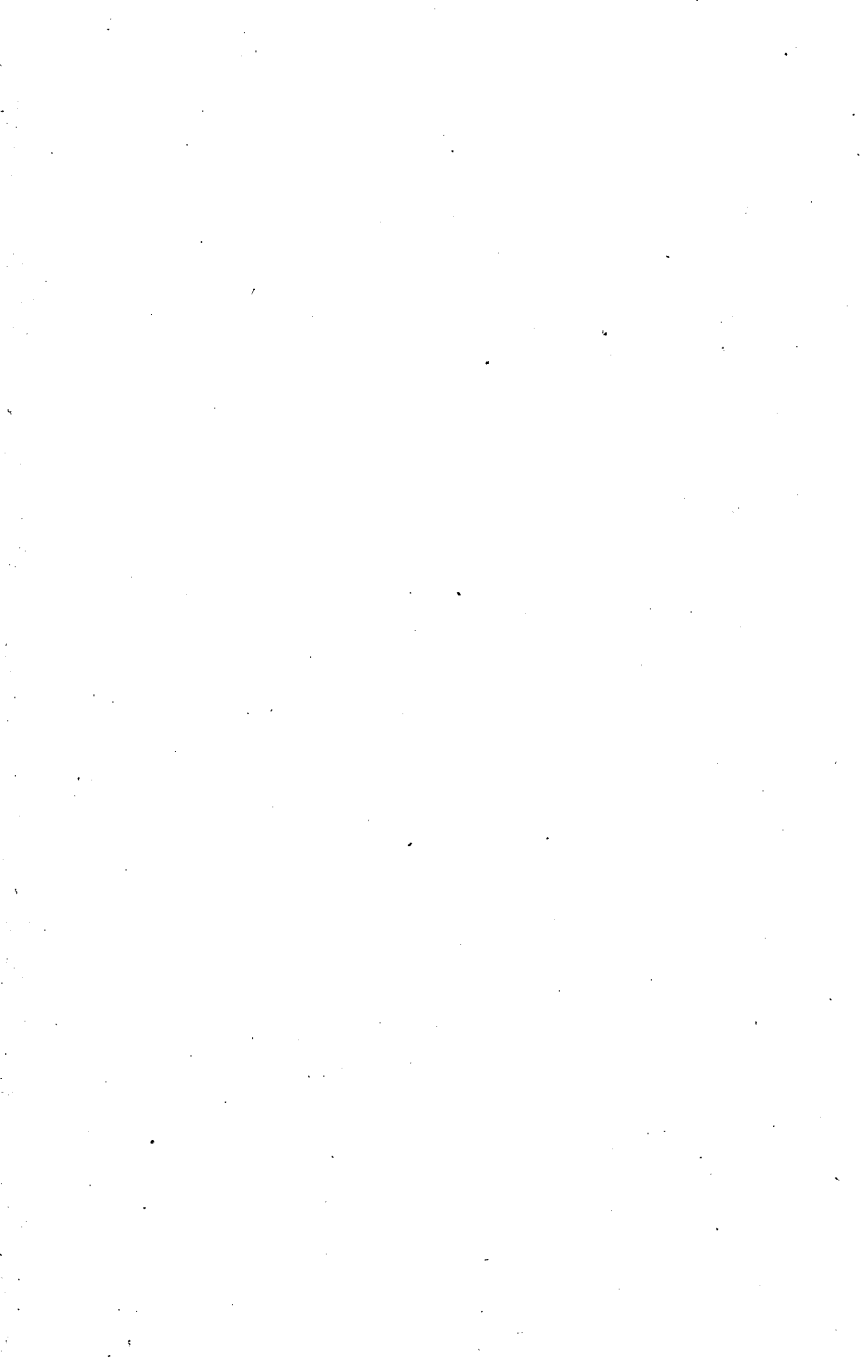
L. C. Co-op Purch.

NIHIL OBSTAT : REMIS DIE 10<sup>a</sup> OCTOBRIS 1944, A. PONSIN, V. G.  
IMPRIMATUR : PARISIIS DIE 13<sup>a</sup> DECEMBRIS 1944, P. BOISARD, V. G.

1688679 Chy.

*A ma mère.*

756368



## AVANT-PROPOS

Vers 1830, M. Faillon, directeur au Séminaire Saint-Sulpice de Paris, eut l'heureuse idée de constituer sur M. Emery un important et riche dossier qui permettrait d'écrire l'histoire de sa vie. Ce dossier comprend quatre sortes de pièces : des pièces d'Archives, des notes personnelles du Supérieur général, des lettres écrites ou reçues par lui en original ou en copie, enfin les souvenirs des contemporains. Le tout, sauf quelques documents non cotés, fut relié par les soins de M. Faillon et forme douze gros volumes in-folio (1).

Les pièces d'Archives, extraites surtout des *Archives nationales*, représentent la partie la moins satisfaisante du dossier, et

---

(1) Ces 12 volumes de *Matériaux pour la vie de M. Emery* portent les titres suivants : I. *Actes autographes et pièces diverses*. — II. *Administration du diocèse de Paris pendant la Révolution*. — III. *La dispersion des Séminaires*. — IV. *Lettres d'évêques. Mémoires*. — V. *Correspondance avec Messieurs du clergé*. — VI et VII. *Correspondance avec M. de Bausset*. — VIII. *Correspondance avec divers membres de la Compagnie*. — IX et X. *Lettres diverses*. — XI. *Lettres et pièces concernant l'Université. Documents sur la béatification de la Mère Agnès*. — XII. *Pièces tirées des Archives. Emprisonnement de M. Emery. Pièces diverses. Oraisons funèbres*. Le classement n'est pas très méthodique. Le Séminaire Saint-Sulpice possède pour chaque tome un répertoire analytique détaillé.



on le comprend facilement. A cette date, les archives des Cultes et celles de la Secrétairerie d'Etat, séries F 19 et AF IV, n'étaient pas encore communiquées. Les archives des Cultes et les archives de la légation Caprara n'ont donc pas été utilisées qui représentent, pour la période du Consulat et celle de l'Empire, une source essentielle. Celles de l'*Archivio segreto della Santa Sede* au Vatican ne le furent pas davantage et pour la même raison, les Archives vaticanes n'ayant été ouvertes aux historiens que sur la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le geste libéral de Léon XIII. Les *Archives départementales de l'Ain*, qui pouvaient être plus accessibles, elles non plus ne furent pas exploitées : elles fournissent des détails intéressants sur la seconde arrestation de M. Emery en 1793 et les conséquences que celle-ci entraîna pour son frère, le commandant Emery de Saint-Martin (2). Enfin, les papiers du cardinal Fesch que conserve l'archevêché de Lyon, ceux de Mgr Duvoisin que conserve l'évêché de Nantes permettent de compléter sur certains points le dossier de M. Faillon.

Les notes de M. Emery recueillies et groupées par M. Faillon sont de deux espèces ; elles comprennent des notes personnelles du Supérieur général sur sa vie spirituelle, les cahiers de ses retraites, les extraits du Nouveau Testament faits par lui à la Conciergerie durant sa longue captivité, de rares schémas de lectures spirituelles ; elles comprennent en second lieu des copies ou brouillons de mémoires composés par lui sur les affaires religieuses du temps, mémoires pour Rome, règles de conduite pour la réconciliation des constitutionnels et des abdicataires, mémoires sur les serments, interprétation du serment de Liberté soumise à Genzonné, réflexions sur les articles organiques, sur le projet d'organisation de l'Université, etc.

---

(2) Ces documents m'ont été aimablement transcrits et communiqués par M. l'archiviste de l'Ain auquel j'exprime ma reconnaissance.

Les correspondances forment à elles seules six volumes : correspondances avec le cardinal Fesch, avec Mgr de Bausset (deux volumes), avec les cardinaux romains et les évêques de France, avec le grand-maître de l'Université, avec les prêtres de la Compagnie de Saint-Sulpice, avec ses anciens élèves. La correspondance avec les Sulpiciens d'Amérique est malheureusement incomplète, M. Nagot ayant eu l'idée malencontreuse de brûler une partie des lettres reçues de M. Emery pendant la Révolution. On trouve dans ces documents des renseignements abondants et parfois piquants sur la négociation du Concordat, son application, les Séminaires de France et d'Amérique, la restauration de Saint-Sulpice et des Séminaires diocésains, la vie des diocèses, la reconstitution de la Compagnie de Jésus par les Pères du Sacré-Cœur, etc. MM. Boulay de La Meurthe, de La Gorce, Lanzac de Laborie, Latreille, ont largement puisé dans ce dossier (3).

Toutefois, les documents les plus intéressants restent ceux de la dernière catégorie, les souvenirs des contemporains, et c'est le grand mérite de M. Faillon d'avoir entrepris cette enquête. Après lui on aurait pu retrouver les lettres et recueillir les pièces d'Archives, mais le témoignage des témoins directs nous aurait manqué, et c'eût été une perte irréparable. Signalons parmi ces relations celle de Sœur Rosalie, filleule de M. Emery, de Mgr Le Tourneur, de Mgr de Mazenod, de Mgr de Saussin, du P. Varin, du P. Dumesnildot, de Mlle Jouen, de Clausel de Coussergues. Signalons surtout celle de l'abbé de La Sure que M. Emery avait glissé comme secrétaire français à la légation. Cette dernière relation semble n'avoir pas été utilisée jusqu'ici comme elle le mérite, car, sur

---

(3) BOULAY DE LA MEURTHER, *Documents sur la négociation du Concordat*, 6 vol. — L. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon* : t. I<sup>er</sup>, *Consulat provisoire et Consulat à temps* ; t. IV, *La religion*. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège, L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*.

la rétractation des évêques constitutionnels nommés à des sièges concordataires, elle apporte des détails curieux et des précisions suggestives. Tous ces souvenirs de témoins ne sont pas seulement précieux pour l'histoire de M. Emery, du Séminaire Saint-Sulpice, de la Compagnie ; ils nous fournissent sur les massacres de septembre 1792, sur la Révolution, le Consulat, l'Empire, sur les prisons de la Terreur, d'importantes informations. On sait quel parti en a tiré M. J. Hérissey dans son ouvrage sur les *Aumôniers de la guillotine*.

C'est avec ces documents collationnés par M. Faillon que M. Gosselin et Mgr Méric ont composé leur *Vie de M. Emery*. L'ouvrage du premier déçut M. Faillon ; il regretta que l'auteur eût utilisé si incomplètement les sources mises à sa disposition ; celles-ci, estima-t-il, eussent permis une synthèse plus riche et plus vivante. Ce livre apparaît, en effet, un peu terne ; le personnage, qui pourtant ne manquait pas de relief, est comme éteint, et le milieu, pourtant si chargé de couleurs, reste uniformément gris. Les perspectives, d'autre part, restent un peu étroites. Le regretté M. Levesque définissait de façon pittoresque cette biographie : « La grande histoire vue par une lucarne de Grand Séminaire. » Le travail publié par M. Gosselin, malgré ses imperfections et ses lacunes, n'en est pas moins très honnête et très sérieux. Lorsqu'on a étudié le dossier dont il disposait, on est obligé de convenir qu'il n'avance rien que de très exact, de très solide, de très sûr, et qu'il tire de ses sources un parti toujours judicieux. La seconde biographie de M. Emery, due à Mgr Méric, fournit plus de détails ; elle a des prétentions littéraires ; elle fait une place plus large à l'histoire générale de la Révolution et de l'Empire. Cette œuvre toutefois est, dans l'ensemble, moins satisfaisante que celle de son prédécesseur. Mgr Méric cite les documents plus qu'il ne les exploite ; il n'a pas su lire, par exemple, les pièces relatives à la seconde arrestation du Supérieur général qui sont pourtant si suggestives et permettent, quand on les analyse bien, une reconstitution vivante de ce dramatique épisode ; il

manque en outre de synthèse ; ses développements sur l'histoire générale de la Révolution sont plutôt des *excursus*, et ces *excursus*, parfois brillants, ne s'intègrent pas suffisamment à la vie de son personnage pour éclairer le rôle joué par lui et le caractère si original, si audacieux, si sage de son action.

Il semblait donc que le travail pût être utilement repris. Nous disposons actuellement d'une documentation plus complète. Les archives du ministère des Cultes, versées aux *Archives nationales*, les archives impériales et celles de la légation Caprara sont communiquées aux travailleurs, les *Archives vaticanes* ouvertes aux historiens. D'autre part, l'histoire de la Révolution et celle de l'Empire ont réalisé depuis vingt années de considérables progrès. L'histoire générale s'est enrichie de nombreux travaux dus à MM. Aulard, Mathiez, Lefebvre, Masson, Madelin, de La Gorce, pour ne citer que les principaux. Ceux de M. Mathiez ont amené les historiens catholiques, trop longtemps inspirés par Barruel, à reviser certaines de leurs positions. Ceux du professeur Lefebvre ont projeté sur les massacres de septembre et sur la mentalité populaire une nouvelle lumière. La thèse de Mlle Bourdin sur les Sociétés populaires nous introduit au Club du Luxembourg installé au Séminaire et nous permet de mieux voir M. Emery aux prises avec les Jacobins du quartier. Les études du P. Misermont sur les serments et les polémiques qu'elles occasionnèrent permettent une mise au point de ce problème délicat que le Supérieur général pour sa part essaya de résoudre. Nous connaissons par Mgr Pisani, par M. A. Gazier, l'épiscopat constitutionnel et l'Eglise constitutionnelle ; grâce à M. Lanzac de Laborie et à Mgr Pisani, l'histoire de l'Eglise de Paris durant toute cette période (4). Ces dernières années enfin ont vu paraître une série de monographies consacrées à des

---

(4) P. PISANI, *L'Eglise de France et la Révolution*, 4 vol. — *Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel*. — A. GAZIER, *Etudes sur l'histoire religieuse de la Révolution*. — L. LANZAC DE LABORIE, *op. cit.*

évêques d'Ancien Régime, constitutionnels ou concordataires, qui apportent à l'histoire générale une précieuse contribution (5). Comment ne pas signaler enfin la thèse de M. Madelin sur le ministre de la police Fouché, toujours si hostile à l'Eglise, à M. Emery et aux Sulpiciens ?

On ne peut jamais se vanter d'apporter du définitif en histoire. Du moins doit-on essayer d'apporter du nouveau en utilisant tous les documents devenus accessibles et les travaux des spécialistes qualifiés. Cet ouvrage n'a pas d'autre prétention. Sur les rapports de M. Emery avec Napoléon, auxquels sera consacré un second volume, *M. Emery et Napoléon*, il ne semble pas que l'on puisse, au moins pour le fond, rien ajouter à ce que l'on sait déjà. L'attitude du Supérieur général vis-à-vis de l'empereur est connue. « M. Emery est le seul homme qui me fasse peur », déclarait celui-ci, au témoignage de Sœur Rosalie, témoin bien informé. « Personne n'a défendu le Pape comme ce gallican », reconnaît dans ses *Mémoires* le cardinal Consalvi. Son attitude vis-à-vis de la Révolution, par contre, se dégage aujourd'hui plus nettement, grâce à la connaissance plus complète que nous possédons maintenant de cette période confuse, dramatique et troublée. On saisit mieux ce qui constitue l'originalité du Supérieur général de Saint-Sulpice ; l'homme ressort plus en relief sur son milieu ; les problèmes qu'il eut à résoudre apparaissent dans toute leur complexité ; on discerne avec plus de précision les courants entre lesquels il naviguait et la ligne de conduite qu'il s'est fixée dans une situation mouvante et embrouillée.

M. Emery, de son temps, n'a pas eu que des admirateurs.

---

(5) E. LAVAQUERY, *Le cardinal de Boisgelin*. — L. MAHIEU, *Belmas*. — CH. LEDRÉ, *Le cardinal Cambacérés*. — DOM DU BOURG, *Mgr du Bourg*. — E. VINCENT DUBI, *Mgr Le Tourneur*. — J. BINDET, *Bécherel*. — E. APOLLIS, *Gausserand*. — A. ROUSSEL, *Le Coz*. — LÉVY SCHNEIDER, *Champion de Cicé*. — J. LEFLON, *Bernier*.

On peut même dire que dans l'Eglise de France, pendant la Révolution, on l'a plus combattu que suivi. Il y avait chez lui un curieux mélange de hardiesse et de prudence, de fermeté et de souplesse, de réserve et d'initiative, d'indépendance et de fidélité à la tradition qui déconcertait les gens à système, un désintéressement, un détachement, une sérénité, une hauteur de vues qui déroutaient plus encore les esprits passionnés et partisans. Mais ses ennemis eux-mêmes, ceux de droite ne furent pas les moins acharnés, durent tous s'incliner devant son caractère éminemment sacerdotal et devant sa profonde vertu. Il n'eut d'autre politique, si on peut employer ce mot en parlant du Supérieur général de Saint-Sulpice, qui toujours se tint jalousement en dehors et au-dessus des factions, il n'eut d'autre politique que d'être simplement et totalement prêtre. Napoléon, qui se connaissait en hommes, l'avait nettement perçu. « Le petit prêtre », disait-il volontiers pour désigner M. Emery. Ce fut le secret de son influence si profonde, de son paisible et silencieux rayonnement. Les Jacobins eux-mêmes, avant l'empereur, subirent l'ascendant de sa surnaturelle sagesse ; comme lui, conscients de sa force, ils le respectaient tout en le craignant, ils l'estimaient tout en le persécutant. Peu de figures, dans le clergé français de cette époque, apparaissent plus attachantes. En un temps où trop d'ecclésiastiques du second ordre, voire du premier, se laissèrent dépasser par les événements, M. Emery se montra à la hauteur de sa providentielle mission ; jamais « le petit prêtre » dont parlait Napoléon n'apparut inférieur à sa tâche. Ce « petit prêtre » en réalité fut grand.

Cet ouvrage doit beaucoup à M. Levesque qui mit à la disposition de l'auteur sa rare compétence et sa complaisante érudition durant les dernières années de sa longue vie. Il doit beaucoup pour le chapitre sur Orléans et le jansénisme à M. le professeur Le Bras ; pour le chapitre sur l'Anjou à M. le chanoine Uzureau. M. Boisard, Vice-Supérieur général de Saint-Sulpice, a bien voulu, après Mgr Ponsin, vicaire général de Reims, revoir tout le texte et suggérer de très sages retouches,

en particulier sur la question si délicate des serments. Je leur en reste profondément reconnaissant.

Composé voici deux ans, pendant les jours sombres de l'occupation allemande, ce volume paraît grâce aux prodiges réalisés par la Maison de la Bonne Presse, à un moment où la sagesse lumineuse et éminemment sacerdotale du Supérieur général est plus que jamais nécessaire au clergé de France qu'il honora jadis si magnifiquement. L'histoire est un perpétuel recommencement. Puissent les leçons du passé et les exemples du « petit prêtre » éclairer notre route et régler notre action pour l'union des âmes et la grandeur de notre patrie (6) !

---

(6) Les références aux *Matériaux pour la vie de M. Emery* seront indiquées par l'abréviation suivante : D. E.

## CHAPITRE PREMIER

### LA FAMILLE — LES ETUDES LES ANNEES DE FORMATION

I. Gex et la famille Emery. Les Rousph de Varicourt et Voltaire. — II. Les études au collège des Jésuites de Mâcon. Jacques Emery et le comte de Lowendal. La vocation sacerdotale. — III. Les études en Sorbonne et chez les Robertins. Les ordinations. La vocation sulpicienne.

#### I

Rien de plus traditionnel et en même temps de plus ouvert que le milieu familial où naquit, le 26 août 1732, le futur Supérieur général de Saint-Sulpice, Jacques-André Emery. Ensermée dans ses murailles austères qui évoquent les âpres luttes des guerres religieuses, dominée par la masse imposante de son château fort, peuplée de vieilles églises et de vieux couvents autour desquels se pressent les rues bordées de maisons basses, la ville de Gex semble ramassée sur elle-même, comme pour mieux défendre le double trésor de son héritage spirituel et matériel. Mais, du haut des remparts qui semblent concentrer la vie intérieure de la cité, le regard embrasse de larges perspectives : au loin les sommets du Jura couverts de verdoyantes forêts, les Alpes de Savoie, le massif du Mont Blanc, couronnés de neiges



éternelles ; plus près, le torrent du Jornant qui précipite ses eaux bouillonnantes entre des roches abruptes, le lac paisible et magnifique sur les bords duquel s'étale la riche et protestante Genève, vision grandiose qui libère l'esprit et l'arrache au cercle trop étroit dans lequel il risque de s'enfermer.

Au foyer qui voit grandir le petit Jacques, mêmes antithèses et mêmes contrastes. Sa mère, dame Pierrette-Gasparde-Etiennette de Borsac, appartient à la petite noblesse terrienne ; elle tient de cette origine sa dignité sérieuse, des mœurs sévères, des principes arrêtés, une foi profonde et convaincue. Son père, Joseph Emery, avec le titre d'écuyer et de conseiller du roi, exerce, dans la ville, les fonctions de maire et, dans le bailliage de Gex, celles non moins honorables de lieutenant général criminel ; il incarne l'administration et la justice, l'autorité, la loi, le roi ; il assure avec le respect du droit écrit celui des us et coutumes ; sa gravité est en rapport avec la double charge qui lui vaut dans tout le pays une haute considération.

Mais cette famille, conservatrice s'il en fut, se trouve en relations avec les milieux religieux, politiques, intellectuels les plus divers. Elle compte en effet dans la région gexoise une parenté fort nombreuse : les Fournier, qui donneront à l'Eglise de France le futur évêque de Montpellier ; les Girod, qui deviendront les Girod de l'Ain après avoir figuré dans les assemblées révolutionnaires ; les Roush de Varicourt surtout, beaucoup plus proches et de toutes les façons. D'abord calvinistes, et calvinistes ardents, au point de compter parmi eux des ministres, voire le chef de l'Eglise réformée de Lyon, Alexandre Roush, les Varicourt, en se convertissant à la religion catholique, gardent contact avec les protestants ; ils sont en outre très liés avec Voltaire, leur voisin et bienfaiteur. Une dette contractée envers un magistrat

de Genève, homme de paille des Jésuites, hypothéquait leurs biens et compromettait leur fortune. Pour les sauver de la ruine, peut-être aussi pour le malin plaisir de jouer un bon tour aux Révérends Pères, le patriarche de Ferney, muni des procurations voulues, entame contre le représentant de la Compagnie un procès retentissant qui assure gain de cause à ses protégés. Ce fut le principe d'une amitié qui ne se démentit jamais. Voltaire, plus tard, se prendra d'affection pour la cousine de M. Emery, Reine-Philiberte de Varicourt ; il fera de sa chère « Belle et bonne » sa fille spirituelle et sa fille adoptive ; il la dotera, la mariera avec le marquis de Villette, en attendant que « Belle et bonne » recueille à Paris, dans son hôtel de Villette, le dernier soupir du philosophe impénitent. Sa faveur s'étendra, quoiqu'il soit d'Eglise, au frère de Reine-Philiberte, Pierre de Varicourt, futur doyen de Gex et futur évêque d'Orléans. L'auteur de *Candide* s'entremettra pour obtenir un bon bénéfice « à ce grand garçon, l'un des plus beaux prêtres du royaume et l'un des plus pauvres » (1) ; il l'accueillera dans son château de Ferney avec une familiarité respectueuse, et si le titre d'« Apollon Pasteur » (2) qu'il lui décerne dans l'intimité n'a rien de bien ecclésiastique, jamais, assure l'évêque d'Orléans, il ne se permettra en sa présence le moindre sarcasme contre la religion. On cite même, comme « particulièrement piquant », le fait que le jeune abbé de Varicourt ait écrit parfois ses sermons « sur le bureau où Voltaire traça les pages impies du *Dictionnaire philosophique* et les vers blasphématoires de l'*Epître à Uranie* » (3).

Gex aussi bien ne regardait pas seulement vers

---

(1) J. STERN, *Belle et bonne*, 13.

(2) BOSCHERON DESPORTES, *Notice historique et biographique de M. Pierre-Marie de Varicourt, évêque d'Orléans*, 4.

(3) *Id.*, *ibid.*

Ferney, mais aussi vers Genève ; elle en dépendait au point de vue ecclésiastique, puisque alors tout le pays gexoïis relevait de ce siège épiscopal ; elle en dépendait aussi économiquement, par le mouvement de ses affaires. Or, Genève, c'était Calvin, c'était Jean-Jacques Rousseau, et l'échange des marchandises entraînait fatalement celui des idées qui cheminent avec elles ; mais c'était aussi saint François de Sales dont la foi si ferme, si douce, et l'humanisme chrétien avaient réalisé, dans la fermentation intellectuelle du xvi<sup>e</sup> siècle, l'heureuse synthèse du passé et de l'esprit nouveau.

De son pays, à la fois si traditionnel et si ouvert, de sa famille, Jacques-André Emery gardera toute sa vie ce double caractère. Personne ne se montrera plus obstinément fidèle à l'héritage national et religieux de la vieille France ; personne ne se montrera plus accueillant ni plus souple vis-à-vis de la France moderne, issue de la Révolution. Tandis que d'aucuns resteront comme fascinés par les souvenirs d'un régime révolu qu'ils s'obstinent à vouloir intégralement restaurer, il aura le sens très juste des évolutions et des adaptations nécessaires. On le verra, sans fléchir, adapter les principes immuables aux situations qui changent, et revêtir les vérités éternelles de formes accessibles aux hommes de son temps ; on le verra, sans cesser d'être lui-même, pénétrer les milieux les plus hétéroclites et les plus opposés à l'Eglise avec une indépendance souveraine et digne qui, partout et toujours, imposera l'estime et le respect. Jamais les premiers plans n'arrêteront son regard habitué dès l'enfance aux vastes horizons de la montagne ; avec une sagesse hardie, il le portera haut et loin, au delà du présent obscur, jusqu'à l'avenir qui douloureusement se prépare ; ni les brumes de la vallée ni les plus sombres nuages ne cacheront à ses yeux la sereine lumière des sommets.

## II

Jacques Emery commença ses études classiques avec un prêtre, ami de sa famille, qui lui apprit les rudiments du latin. Il les continua chez les Carmes qui tenaient un petit collège dans la ville de Gex. Il les termina à Mâcon sous la direction des Révérends Pères de la Compagnie de Jésus qui exercèrent sur sa formation intellectuelle et religieuse une profonde influence.

Humanistes justement réputés, les Jésuites donnèrent à son esprit une large et solide culture. A leur école, il acquiert non seulement la connaissance, mais l'amour des lettres gréco-latines ; le grave Quintilien, le bon Horace, le doux Virgile, l'éloquent Cicéron, Stace et Martial eux-mêmes lui deviennent familiers, et leurs textes, gravés dans sa mémoire, émailleront plus tard, avec un à-propos heureux et discret, ses lectures spirituelles et jusqu'à sa correspondance. Il leur devra le souci du mot juste, du terme propre, le sens des nuances, le goût de la précision que nous retrouverons jusque dans ses discussions théologiques ; il leur devra surtout cet équilibre du jugement, du style, de la pensée qui restent les meilleurs fruits d'un commerce assidu avec les anciens ; il leur devra enfin cette estime des valeurs humaines qui leur permettra d'utiles et bienfaisants contacts avec les milieux intellectuels et politiques les plus divers, fussent-ils étrangers, fussent-ils opposés à ses croyances et à sa foi.

Jacques Emery était laborieux, intelligent, spirituel ; il avait de l'idéal, de l'enthousiasme et du cœur. Il brille dans les concertations qui opposent en champ clos les défenseurs de Carthage et de Rome, manie avec une correction simple, élégante, la langue de Cicéron et celle de Racine, rivalise en vers, en prose, avec les auteurs latins et français. Devenu le meilleur élève de sa classe, il

est donc choisi en rhétorique pour haranguer un maréchal de France, le comte de Lowendal, que le collège de Mâcon reçoit avec tous les honneurs dus à ses exploits et à son rang. Il le fait dans un long poème qui ne compte pas moins de trois cents alexandrins, et qui mêle à l'éloge du héros celui du roi de France et du soldat français (4).

Le maréchal fut si ravi de ce discours qu'il décerne incontinent au jeune poète un brevet d'officier. Mais Jacques Emery avait donné une tout autre orientation à sa vie ; il avait opté pour le sacerdoce. Dans les familles d'ancien régime, la tradition réserve en effet les titres et la charge du père à l'aîné ; quoique doué d'une intelligence assez médiocre — Voltaire le qualifiait de « lieutenant plus innocent que criminel », — Claude-François deviendra à son tour lieutenant général criminel du bailliage de Gex. Le troisième fils de Joseph Emery entrera au service et obtiendra dans les armées du roi le grade de capitaine, avant de commander sous la Révolution les gardes nationales du canton de Thoiry. L'usage courant destinait le second, Jacques, à la carrière ecclésiastique ; il devait être d'Eglise.

Quelle que fût alors la force de cette tradition, ce n'est pas moins en vertu d'un choix personnel que celui-ci s'engage au service de Dieu. Sur l'origine de cette vocation, les documents qui nous restent se montrent absolument muets. La doit-il à la foi, à la piété de sa mère ? Date-t-elle de sa première enfance ? L'appel de la grâce se fit-il entendre plus tard ? Nous l'ignorons. Le terrain d'ailleurs se trouvait admirablement préparé. L'éducation chrétienne, sérieuse du foyer avait déjà cultivé les dons naturels et surnaturels de son âme ; celle du collège assure leur complet épanouissement dans un

---

(4) D. E., I., 2.

heureux équilibre de discipline et de liberté, de prière et d'effort. Car si les Révérends Pères Jésuites croient à la grâce, autant sinon plus que les jansénistes leurs ennemis, ils croient aussi aux possibilités de la nature et à l'action personnelle. S'ils estiment à sa juste valeur, autant sinon plus que Monsieur de Cambrai, l'efficacité de l'oraison, ils professent aussi qu'on ne doit pas s'enfermer dans une quiétude expectante et laisser à Dieu, passivement, le soin exclusif de tout transformer. Ils cultivent l'énergie et tempèrent d'un ascétisme rigoureusement méthodique leur mystique du meilleur aloi. Formé aux méthodes ignatiennes, Jacques Emery tiendra de ses maîtres, avec le culte de la piété cordiale qui éclaire et chauffe, celui de la volonté qui apporte à l'œuvre de l'Esprit-Saint son indispensable collaboration. Il acquiert une force d'âme peu commune, mais aussi, avec Dieu, une intimité confiante, paisible et douce. Il se prépare à mieux goûter plus tard les méthodes sulpiciennes qui adaptent à la formation des jeunes clercs la haute spiritualité de l'Ecole française en la complétant d'emprunts ignatiens dus à la prudente sagesse de M. Tronson.

M. Emery gardera toute sa vie la plus grande reconnaissance à ses maîtres de Mâcon, et restera profondément attaché à la Compagnie de Jésus. « J'aime les Jésuites, écrira-t-il en 1803, je les ai défendus dans le temps de toutes mes forces contre les attaques de leurs ennemis. » (5) Il regardera leur « destruction comme un des plus grands maux que pût souffrir la religion » (6), encouragera ses anciens élèves de Saint-Sulpice, Varin, de Broglie, Tournely, à les reconstituer sous un autre

---

(5) *A l'abbé Guillon*, secrétaire du cardinal Fesch, 31 octobre 1803, D. E., V, 5 089.

(6) *Id.*, *ibid.*

nom, interviendra auprès du cardinal Fesch pour leur épargner les foudres de Bonaparte et favoriser leur approbation ; il les considérait comme l'une des forces essentielles du catholicisme. « C'est tout dire, constate-t-il, que leurs plus grands ennemis ont été et sont encore les plus grands ennemis de la religion et de l'Eglise. » (7)

### III

Après avoir achevé ses humanités au collège de Mâcon, Jacques Emery entra en 1749 au Grand Séminaire de Lyon pour commencer sa philosophie. Il n'y reste qu'un an, car c'est à Paris, en Sorbonne, qu'il veut terminer ses études ecclésiastiques. Comme ses nombreux frères et sœurs grèvent lourdement le budget familial, il passe en 1750 le concours d'entrée aux Robertins qui lui assure une bourse dans cette maison excellente et justement réputée. Le concours, difficile et fort disputé, comporte à l'écrit une version et un thème ou une amplification latine, à l'oral un examen sur la logique ou la métaphysique. Excellent latiniste, déjà bon argumentateur, Jacques Emery s'assure un brillant succès.

Ce brillant succès lui permettra donc de se préparer aux grades théologiques dans le plus laborieux et le plus régulier des trois Séminaires que dirigent, auprès de Saint-Supice, les fils de M. Olier. Leur recrutement fort différent donne, en effet, à chacun d'eux, une physionomie et un caractère assez particuliers. Tandis que le Grand Séminaire, plutôt aristocratique, se compose de fils de familles susceptibles de payer une forte pension, tandis que le Petit Séminaire, moins onéreux, s'ouvre

---

(7) D. E., V, 5089.

de préférence aux classes moyennes disposant d'une fortune plus modeste, les Robertins, par la volonté de leur fondateur, n'accueillent que des étudiants sans ressources et soigneusement sélectionnés. La valeur intellectuelle de ceux-ci, leur volonté d'acquérir par leur effort une situation que leur a refusée la naissance, y maintenaient un niveau d'études sensiblement supérieur à celui des communautés contiguës. Le niveau moral ne souffrait pas, loin de là, de cette application au travail ; plus studieux, plus disciplinés et plus fervents que leurs voisins, les Robertins ne souffrent guère du relâchement qu'introduisent à Saint-Sulpice l'esprit du siècle et la décadence générale des institutions religieuses. La plus modeste des trois maisons demeurait, à tous les points de vue, la meilleure. Jacques Emery s'y trouvait dans les conditions les plus favorables pour conquérir ses grades et recevoir une excellente formation sacerdotale.

Bien vite, le nouvel arrivant révèle à ses maîtres et à ses confrères ses hautes qualités d'esprit et de cœur. « Habile et serré dans les argumentations, large et limpide dans l'exposition des thèses, studieux et toujours fidèle au règlement de la maison, il mérita l'estime de ses condisciples et appela sur lui l'attention de ses directeurs dont la modestie égalait la clairvoyance. » (8) Bientôt, son sérieux et ses succès lui valent d'être nommé maître de conférences, fonction très recherchée et doublement avantageuse ; reprendre devant ses collègues, moins réceptifs, l'enseignement des Docteurs de Sorbonne, le mettre à leur portée, répondre à leurs difficultés, résoudre leurs objections, n'est-ce pas le meilleur moyen d'approfondir par un travail personnel les matières du programme ? On apprend surtout en enseignant bien. Jacques Emery, qui enseigne bien, développe

---

(8) Mgr MÉRIC, *Histoire de M. Emery*, I, 16.



donc et précise ses connaissances ; pour éclairer et compléter ses cahiers, il prend directement contact avec les grands théologiens et remonte aux sources. On devine le profit qu'il tire de pareilles études et de l'adaptation qu'elles exigent au jeune auditoire qui bénéficie de ses répétitions.

Brillant élève des Robertins, brillant conférencier, Jacques Emery pouvait conquérir les plus hauts grades en la noble maison de Sorbonne ; le directeur des études du Grand Séminaire Saint-Sulpice, M. Legrand, théologien alors très réputé, ne doutait pas de son succès. Malheureusement pour lui, les luttes extrêmement vives que l'Alma Mater soutient contre le Parlement de Paris à propos de la Bulle *Unigenitus* font, par représailles, suspendre le cours de licence. Il ne pourra ni préparer ni subir cette épreuve. Il lui faudra renoncer au titre et au bonnet de Docteur.

Cependant, chez les studieux Robertins, le travail intellectuel n'empêche pas, loin de là, de poursuivre le but essentiel du Séminaire, la formation spirituelle des clercs qui se destinent au sacerdoce. Sous la direction de l'excellent M. Béchet, dont les originalités tempèrent d'un certain pittoresque l'austérité de la maison, Jacques Emery se dispose aux ordinations successives qui le rapprochent de l'autel ; il reçoit la tonsure le 20 décembre 1750, les quatre Ordres mineurs le 15 mars 1755, le sous-diaconat le 12 juin 1756, le diaconat le 4 juin 1757 des mains de M. de Beaumont, archevêque de Paris. Il entre alors à la Solitude d'Issy pour se consacrer dans la Compagnie de Saint-Sulpice au ministère des Grands Séminaires.

Son noviciat, qui dura deux ans, laissa dans son âme une empreinte ineffaçable ; il aimait rendre hommage à son ancien Supérieur, M. Garcin, qui exerça sur lui une influence si profonde, se rendait en pèlerin dans la

chambre sanctifiée par ses vertus, s'y mettait à genoux pour recueillir encore ses précieuses leçons de vie intérieure et de prière, « s'imaginant encore, rapporte M. Garnier, l'entendre parler et s'excitant à la ferveur par le souvenir de cet heureux temps ». « Faisons oraison, mon enfant, lui avait dit M. Garcin, un jour qu'il se rendait avec lui à Paris. Faisons oraison ; l'oraison est toute ma vie. » (9) Cette leçon ne devait pas être perdue.

La Solitude ne permet pas seulement à Jacques Emery de progresser dans l'oraison et d'approfondir la spiritualité de l'Ecole française ; elle lui permet aussi de compléter, grâce à la compétence de M. Le Pelletier, ses études de théologie morale que les cours de Sorbonne sacrifiaient trop aux études de théologie dogmatique ; elle lui permet enfin de parfaire dans des conditions idéales sa préparation au sacerdoce qui lui fut conféré, le 11 mai 1758, par M. Dondel, évêque de Dol, suppléant M. de Beaumont, exilé en Périgord à la suite de ses luttes contre le Parlement de Paris. Il voit ainsi se réaliser sa double vocation de prêtre et d'éducateur de prêtres. Après de longues années de labeur et de formation, M. Emery se trouve à la hauteur des missions extrêmement difficiles auxquelles la Providence le destine successivement. Dans la décadence générale d'un siècle qui finit, dans les secousses tragiques d'un nouveau siècle qui commence, il saura réaliser un grand œuvre, et l'Eglise d'Ancien Régime, l'Eglise de la Révolution, l'Eglise napoléonienne bénéficieront tour à tour de ses lumières, de sa sagesse surnaturelle, de sa force, de sa rare vertu.

---

(9) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 209.



## CHAPITRE II

### LES DEBUTS DANS LES SEMINAIRES DE PROVINCE : ORLEANS, LYON, ANGERS

I. M. Emery, directeur au Grand Séminaire d'Orléans. Hostilité des jansénistes contre le supérieur du Séminaire, M. Lejeune, et contre les Sulpiciens dont ils surveillent l'enseignement. —

II. M. Emery, directeur au Grand Séminaire de Lyon. M. de Montazet et les jansénistes. Les problèmes théologiques. —

III. M. Emery, supérieur du Grand Séminaire d'Angers. Situation du diocèse et du Séminaire d'Angers. L'évêque, M. de Grasse. Réforme du Séminaire. M. Emery, vicaire général.

La Chambre ecclésiastique de 1781.

Il était réservé à M. Emery de se trouver toute sa vie aux prises avec des situations particulièrement difficiles. Avant de réaliser à Paris l'heureuse réforme au Séminaire Saint-Sulpice alors déchu de sa faveur, avant de jouer sous la Révolution, sous le Concordat, sous l'Empire, le rôle de premier plan qui lui était réservé dans l'Eglise de France, il connut en province, dès le début de son ministère, des tâches moins écrasantes, sans doute, mais infiniment délicates. Ainsi le voulurent ses supérieurs qui se reposent sur son tact, sa prudence, pour lui confier, dans des diocèses agités par des querelles théologiques, divisés par des ques-

tions de personnes, gouvernés par des évêques hostiles ou insuffisants, des postes malaisés et ingrats. Ainsi le permit la Providence qui, dès le principe, et de loin, oriente déjà vers sa grande et laborieuse mission le futur supérieur de Saint-Sulpice.

Orléans, Lyon, Angers, seront les trois écoles où, dans des conditions différentes, mais avec un égal profit, il développera et mûrira les dons exceptionnels que la nature et la grâce lui ont généreusement départis. Professeur de dogme et de morale, il devra, dans des milieux travaillés par un jansénisme ombrageux et passionné, enseigner avec une fermeté discrète la doctrine théologique de l'Eglise. Supérieur de Séminaire, associé par un prélat discutable et discuté à l'administration d'un diocèse désuni, il s'initiera au maniement des affaires ecclésiastiques et au gouvernement des âmes. Les problèmes doctrinaux, intellectuels, religieux et même matériels qui travaillent le XVIII<sup>e</sup> siècle déclinant lui deviendront familiers et, dans le cadre restreint où se limite durant trente-trois ans son action, il pourra discerner les périls que fait courir au royaume et à l'Eglise la crise intellectuelle, spirituelle, économique d'une société encore brillante qui court fatalement à sa ruine ; il cherchera la manière efficace de remédier à ses maux ; il mettra au point la méthode apologétique et apostolique qui lui permettra de se faire entendre et accepter. Si cette période de sa vie n'appartient pas encore à l'histoire générale de l'Eglise de France, si elle demeure renfermée dans le cadre restreint des trois diocèses où il passe obscurément la première partie de son existence, si elle ne présente ni le même intérêt ni la même grandeur que la fin de sa carrière mêlée à de tragiques événements, elle n'en reste pas moins révélatrice d'une âme qui se prépare et d'une époque qui finit.

## I

Le diocèse d'Orléans, où arrive en 1759, au sortir de la Solitude, Jacques-André Emery, était en proie depuis un demi-siècle à des luttes religieuses d'une exceptionnèlle gravité. Le jansénisme comptait en effet, dans toute la province et dans la ville épiscopale elle-même, des partisans nombreux, actifs, passionnés et ardents. Ces partisans, on les trouvait naturellement chez les légistes, chez les parlementaires et dans une magistrature ombrageuse, fidèle à sanctionner tous les abus de juridiction ; on les trouvait dans la bourgeoisie et le petit peuple ; on les trouvait au sein du clergé et du Chapitre ; on les trouvait enfin dans certaines communautés religieuses particulièrement irréductibles dans leur obstination (1). L'Hôtel-Dieu, les Bénédictines de Saint-Loup, les Ursulines de Saint-Charles surtout, plus généralement connues sous le nom pittoresque de Bourniquettes depuis 1722, s'entêtent à refuser la signature du formulaire. De 1722 à 1756, trente-quatre années durant, les Bourniquettes restent privées de sacrements ; vingt-huit Ursulines, trois Augustines, deux Sœurs expédiées à Saint-Charles par lettre de cachet meurent sans Extrême-Onction, sans viatique ; avec les Capucins qui leur disent la Messe, les Carmes qui parfois les remplacent, se succèdent des incidents où le comique et le tragique se mêlent curieusement. Trente-quatre années durant, visites épiscopales, admonitions, sommations se multiplient avec la même mise en scène. L'un après l'autre, les différents évêques : M. Fleuriau d'Armonville, Monsieur de Paris, Monsieur de Montmorency, échouent devant la résistance intré-

---

(1) G. LE BRAS, *Pour l'histoire du jansénisme dans l'Orléanais, Revue d'histoire de l'Eglise de France*, XVIII, 189-199.

pide des moniales qui s'entêtent et trouvent parmi les laïques dévoués, dans le clergé lui-même, des protecteurs fidèles et vigilants (2).

En 1754, l'affaire du chanoine de Cougnou accroît encore la tension des esprits. Malgré ses 84 ans, ce vénérable ecclésiastique refuse jusqu'au bout, avec une fermeté inébranlable, la soumission que l'on réclame de lui. Le Chapitre de la cathédrale qui vient, avant de l'administrer, s'assurer de ses dispositions, essuie le plus brutal refus; à trois de ses confrères qui l'exhortent à réparer le scandale de sa vie, il répond en qualifiant la Bulle « d'œuvre du diable ». Monsieur de Montmorency, qui joint ses efforts aux leurs, « ne recueille que des injures » (3). Cougnou mourut sans sacrements. Tandis que les pamphlétaires ridiculisent par des chansons les chanoines ses confrères, leur allouent des « picotins d'avoine » pour nourrir leur esprit et des « bottes de foin » pour reposer mollement leur paresse (4), le Parlement de Paris entre en lice; il prononce l'abus contre la délibération du Chapitre; il saisit son temporel; il le condamne enfin à fonder un service perpétuel pour l'âme du défunt.

Cette lutte incessante entraîne successivement la démission de deux évêques. Monsieur de Paris s'était, en 1753, retiré dans son abbaye de Saint-Jean d'Amiens, avec l'espoir qu'un successeur plus heureux réussirait à ramener la paix. Mais le successeur, après s'être vu exilé pour la fermeté dont il faisait preuve, abandonne

---

(2) Voir à ce sujet : P. RATOUIS, *Les Bourniquettes de Saint-Charles*.

(3) P. RATOUIS, *Les Bourniquettes*, 155, PICOT, *Mémoires pour servir à l'Histoire ecclésiastique pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle*, I, 412.

(4) Sur le Grand Séminaire d'Orléans et la crise janséniste, voir : MOUILLÉ, *Histoire du Séminaire d'Orléans*, Bibliothèque du Séminaire Saint-Sulpice, ms.

à son tour, en 1757, un parti qu'il juge impossible à gagner. La nomination de Louis-Sextius de Jarente de la Bruyère, en 1758, est saluée comme un triomphe par les jansénistes orléanais qui comptent sur le nouveau prélat pour voir refleurir, dans le diocèse, le sage gouvernement du cardinal de Coislin si tolérant, si bienveillant à leur endroit.

Louis-Sextius de Jarente de la Bruyère avait pris possession de son siège depuis un an lorsque M. Emery arrive comme professeur de théologie au Séminaire d'Orléans. Parmi les premières victimes du nouvel évêque figure le supérieur du Séminaire, M. Lejeune, expédié à Autun. Le Sulpicien avait en effet attiré sur sa personne le ressentiment des jansénistes qui l'accusaient d'avoir pris une part active aux mesures vexatoires dont ils furent l'objet. M. Lejeune figure en effet au nombre des vingt-deux Docteurs que la Faculté de Paris a nommés « pour examiner le moyen de ramener les opposants à l'unité de doctrine et à l'obéissance du décret apostolique qui a force de loi dans l'Eglise de France » ; il accompagne Monsieur de Montmorency lors de sa visite au chanoine Cougnou ; en qualité de vicaire général, il est venu plusieurs fois chez les Bourniquettes de Saint-Charles essayer à force d'instances d'arracher leur soumission ; dénoncé pour avoir contribué au refus de sacrements dont le chanoine appelant et réappelant s'est trouvé l'innocente victime, il a dû subir les admonestations du bailliage d'Orléans instrumentant contre sa personne et partir en exil. Nommé vicaire capitulaire, après la démission de Monsieur de Montmorency, par les chanoines favorables à la Bulle, malgré l'opposition des chanoines hostiles aux Jésuites, on lui attribue une série d'incidents qui motivent les protestations du parti. Un directeur de Séminaire, M. Gofory, reçoit-il son changement, les Capucins



refusent-ils de dire la Messe aux Bourniquettes, les Ursulines récusent-elles les Carmes comme chapelains parce qu'ils desservent Saint-Charles, c'est lui qu'on rend responsable. Il est la bête noire des jansénistes orléanais..

Poursuivi par leur rancune tenace, investi en outre de la confiance des précédents évêques et, le siège vacant, du Chapitre lui-même, ce personnage ne pouvait que gêner M. de Jarente, prélat plus politique que religieux, soucieux de pacification à tout prix. Le nouvel évêque se propose en effet d'adopter une attitude diamétralement opposée à celle de ses malheureux prédécesseurs. Il décide donc d'expédier ailleurs un supérieur de Grand Séminaire qui lui paraît aussi indésirable qu'encombrant. Avec M. Lejeune, il fait partir également un autre Sulpicien, M. Dompeyre, qu'on accuse de faire refuser par les jeunes prêtres le vicariat de Saint-Jean-le-Blanc. Comme les curés de cette paroisse, les vicaires de Saint-Jean-le-Blanc se voyaient en effet régulièrement sommés, par des arrêts émanant de la Cour, d'administrer les Bourniquettes en danger de mort et, plus d'une fois, ils avaient dû prendre la fuite ou se cacher pour se soustraire à cette mise en demeure qui leur était signifiée par ministère d'huissier (5). Un poste aussi incommode ne pouvait être désiré, et il n'était point nécessaire que M. Dompeyre fît grande pression pour décourager les candidats. Toutefois, à tort ou à raison, on lui reproche l'attitude de ses élèves vainement désignés par l'administration épiscopale pour ce ministère délicat. Le départ de M. Dompeyre remplit de joie ses ennemis, et les *Nouvelles Ecclésiastiques* ne manquent pas de recommander à la bienveillance des Lyonnais ce Sulpicien éconduit. « Beau cadeau pour la

---

(5) P. RATOUIS, *Les Bourniquettes*, 188.

primatie » qu'un pareil homme avec de pareils précédents (6) !

Le nouveau supérieur du Séminaire, Claude Savary, Docteur de Sorbonne, ne trouve pas longtemps grâce devant les jansénistes orléanais. Sans doute reconnaissent-ils qu'il « est moins brouillon et moins pétillant que son prédécesseur », mais il s'est assez mal annoncé en ne rendant pas visite à MM. Dudin, Odigier, Sarrabourde, les plus anciens chanoines de la cathédrale, quoiqu'il ait vu les autres, sans doute parce qu'ils se sont courageusement « distingués parmi les confrères dans les troubles du Chapitre » (7). Ces trois chanoines représentent en effet le parti de la résistance. Les premières démarches de M. Savary étaient guettées, elles n'apparurent que plus significatives. On ne pouvait se méprendre sur le sens et la portée d'aussi volontaires omissions.

Par ailleurs, on surveille attentivement l'enseignement des Sulpiciens. En 1759, Nicolas Rousset se voit attaqué pour avoir dicté un cours sur les attributs divins où il soutenait la prédestination fondée sur la prévision des mérites, et en 1761, les *Nouvelles Ecclésiastiques* s'inquiètent de savoir « quelle doctrine on enseigne au Séminaire ». « Peut-être, ajoute la feuille janséniste, serons-nous bientôt en état d'en donner des échantillons. » (8)

En 1761 justement, M. Emery se trouve en exercice et professe à Orléans l'une des matières qui prête le plus aux querelles de cette époque : le dogme ; il lui faut aborder les questions redoutables du libre arbitre et de la grâce ; entre saint Thomas et l'*Augustinus*,

---

(6) *Nouvelles Ecclésiastiques*, 1760, p. 150.

(7) *Id.*, p. 120.

(8) 1761, p. 120.

il doit se prononcer. Or, si l'on parcourt les *Nouvelles Ecclésiastiques* de cette période, nulle part on ne rencontre son nom. Faut-il supposer qu'en raison de sa jeunesse il est moins suspect que ses collègues et que, sur l'orthodoxie de son enseignement, les défenseurs de la vérité se trouvent moins en éveil ? N'est-il pas au contraire plus vraisemblable de penser qu'au moment où M. de Jarente inaugure, en pacificateur, une politique nouvelle et procède chez les Sulpiciens du Séminaire à des remaniements significatifs, le nouvel arrivant fait l'objet d'une particulière vigilance ? On ne pouvait attendre d'un esprit aussi ferme et aussi opposé aux erreurs jansénistes qu'il minimisât la doctrine et composât avec les décisions officielles du Saint-Siège. Mais déjà il excelle dans les procédés et possède cet art difficile de ménager les susceptibilités sans abandonner les principes véritables, qui caractérisera son talent. Il évite avec soin ce qui sent la polémique pour exposer avec une aimable sérénité la théologie authentique de l'Eglise.

En envoyant à Orléans, dans ces conjonctures, cet « excellent sujet », le Supérieur général de Saint-Sulpice avait eu la main heureuse. Son espoir ne fut pas déçu.

## II

L'adresse et le tact avec lesquels le jeune professeur de dogme s'acquitte de sa première mission le font désigner, en 1765, pour professer au Grand Séminaire de Lyon la théologie morale. Il s'agit de remplacer dans ce Séminaire, important entre tous, un directeur éminent, M. Régnier, que M. Couturier appelle auprès de lui à Paris ; succession difficile qui ne laisse pas d'embarrasser beaucoup le Supérieur général. Esprit

très cultivé et très ouvert, M. Régnier jouissait à Lyon d'une estime et d'un crédit peu communs ; la solidité et l'étendue de ses connaissances, le charme de sa parole, la sûreté de son commerce, sa profonde vertu, lui avaient mérité la confiance d'un clergé qui se donne à bon escient. On le consulte comme une sorte d'oracle, on s'en rapporte à ses décisions. D'autre part, dans une ville commerçante où se pose avec acuité la question du prêt à intérêt et travaillée profondément par un jansénisme agressif, l'enseignement de la morale apparaît spécialement délicat, d'autant que le professeur, outre ses leçons au Séminaire, donne chaque année aux prêtres du diocèse des conférences officielles, sous la présidence d'un archevêque qui soutient sans aucune réserve les appelants et les réappelants.

Nommé avec une précipitation assez singulière au siège primatial de Lyon, quinze jours seulement après la mort du cardinal de Tencin, M. de Montazet avait, dès le principe, pris nettement position en supprimant dans son diocèse la signature du formulaire prescrit par Alexandre VII. Pour son compte, il adopte officiellement les principes et la doctrine de M. de Fitz-James qui l'avait nommé son vicaire général à Soissons ; ouvertement, il se proclame l'élève et le disciple de ce prélat. Autour de sa personne, pour mieux affirmer ses préférences, l'archevêque groupe des jansénistes notoires auxquels il accorde toute sa confiance : l'abbé May, simple tonsuré, Docteur *in utroque*, avocat consultant, rédacteur aux *Nouvelles Ecclésiastiques* ; le P. Lambert, Dominicain gyrovague, que se repassent l'un après l'autre les couvents de sa province, et qui enfin se fixe à Lyon où il rédige pour le compte de l'archevêque des mandements que Rome censurera ; Gourlin, à qui M. de Fitz-James doit une bonne partie de ses œuvres pastorales et qui va prêter, lui aussi, à Monsieur de Lyon

sa plume complaisante et tendancieuse (9). Toutes ses faveurs vont aux Oratoriens qu'il installe avec une joie manifeste chez les Jésuites dépossédés et dissous, aux Dominicains partisans déclarés de Quesnel, aux jésuites non moins suspects. Tous ses efforts tendent à arracher les séminaristes de Saint-Irénée aux Sulpiciens qu'il n'aime guère, pour les confier à des maîtres douteux. Bientôt, et par des moyens détournés, il essaye de les soustraire à leur influence par l'institution d'une « année de ville », pendant laquelle ils feraient, après leur philosophie, une année entière de théologie, soit au collège des Oratoriens où règnent Tabaraud et Vallat, soit chez les Dominicains dont la doctrine ne vaut guère mieux. Plus tard, il imposera à Saint-Irénée, comme manuel, la *Théologie* de Lyon infectée de jansénisme. Il n'est pas jusqu'aux matières temporelles qui ne deviennent, par sa malveillance, sujet de pénibles contestations, car il entend modifier, comme trop avantageux pour la Compagnie, le Concordat signé par ses prédécesseurs, et restreindre, dans une large mesure, l'autonomie relative de l'économe administrateur.

On ne pouvait souhaiter archevêque plus mal disposé dans un milieu plus hostile. A Lyon, en effet, le jansénisme s'appuie sur un parti nombreux et ardent. La rigidité de sa doctrine, l'austérité de sa morale, son ardeur combattive, sa passion froide répondent au tempérament du pays et à ses enthousiasmes contenus. Dans cette ville où l'on professe et pratique un christianisme sévère, les rêves apocalyptiques se mêlent aux controverses de théologie ; les convulsionnaires de Saint-Médard et le diacre Paris comptent de chauds partisans ; on annonce le prochain avènement de

---

(9) *Notes historiques sur le Séminaire Saint-Irénée de Lyon*, p. 10, C. LATREILLE, *La petite Eglise de Lyon*, p. 8.

l'Antéchrist et les temps redoutables où, devant l'iniquité surabondante, la charité subira un lamentable recul.

On comprend donc quel problème posait en pareille occurrence le départ de M. Régnier. A M. Couturier qui lui confiait ses incertitudes, M. Le Grand répondit par la désignation de M. Emery.

Vous avez en lui une bonne tête, observe-t-il au Supérieur général. Il n'est pas Docteur, sans doute, parce que de son temps la licence a été interrompue en Sorbonne par les querelles du Parlement ; mais c'est un sujet instruit, fort capable de remplacer avantageusement notre confrère, et même je ne serais pas étonné qu'il satisfît mieux encore le clergé du diocèse (10).

La « bonne tête » fut ainsi envoyée à Lyon pour la rentrée d'octobre 1765. Avant d'inaugurer son enseignement au Séminaire Saint-Irénée, alors agrégé à l'Université de Valence, le nouveau directeur prit, dans cette Université, les grades et le titre de Docteur en théologie. Presque immédiatement, et dans ses cours et dans les consultations qu'on lui demande, il se trouve aux prises avec le problème du prêt à intérêt, problème d'autant plus épineux qu'à Lyon le prêt à intérêt se trouve largement pratiqué dans les milieux d'affaires et condamné plus énergiquement encore par les jansénistes, ni plus ni moins que l'usure, au nom de l'Ancien et du Nouveau Testament (11).

La solution était malaisée. D'une part, la doctrine que M. Emery qualifiera lui-même « d'ancienne » (12) interdit formellement de percevoir des intérêts. D'autre part, avec l'essor de l'industrie moderne, étroitement

---

(10) D. E., IV, 43.

(11) C. LATREILLE, *La petite Eglise de Lyon*, 20.

(12) Emery à Fesch, 3 septembre 1805, D. E., non classé.

tributaire des gros capitaux qu'exigent l'acquisition de machines, l'achat de matières premières, la constitution d'un fonds de roulement, l'évolution économique modifie du tout au tout les données d'un problème résolu pour un système différent. Enfin, dans le monde du grand commerce et de la finance, l'opinion s'accrédite de plus en plus qu'à un taux modeste et raisonnable les intérêts sont parfaitement légitimes. La question doit être reprise en rapport avec cette nouvelle situation.

L'embarras de M. Emery, il l'avouera plus tard, fut extrême. Très ouvert aux idées modernes, il serait plutôt favorable à la solution que l'avenir imposera. Il devance ainsi les moralistes du XVIII<sup>e</sup> siècle dont la doctrine reste liée au régime économique des âges précédents. Mais cette doctrine représentait alors la doctrine classique ; enseigner officiellement la théorie adverse qui n'a pas encore acquis, loin de là, droit de cité, serait prématuré ; un renversement aussi radical des positions séculaires n'irait pas sans graves périls. Que fait donc le prudent Sulpicien ? En principe, il enseigne la thèse traditionnelle.

Mais en même temps, écrira-t-il plus tard au cardinal Fesch, devenu archevêque de Lyon, je déclarai à nos jeunes gens que le sentiment contraire avait pour lui des raisons si précieuses et des autorités si graves qu'il ne fallait pas condamner facilement ceux qui le suivaient, les obliger à s'en départir et à restituer les intérêts qu'ils auraient perçus ; qu'on pouvait et qu'on devait présumer de leur part la bonne foi et l'ignorance invincible ; que, quand ils étaient consultés sur cette manière de faire valoir son argent, ils devaient dire qu'ils ne l'approuvaient point et conseiller de faire valoir son argent d'autre sorte, mais qu'il ne fallait pas inquiéter ceux qui à Lyon étaient persuadés que ce genre de placement est très licite (13).

---

(13) *Emery à Fesch*, 3 septembre 1805, non classé.

On ne pouvait, avec plus de sagesse, concilier plus adroitement les exigences d'une doctrine alors commune, que les théologiens postérieurs seront amenés à réviser, et la tolérance d'une pratique sans cesse plus courante avec le système économique en voie d'instauration (14).

Professeur de morale à Saint-Irénée, M. Emery devait, en vertu même de sa charge, aborder devant un auditoire plus large et plus prévenu que ses élèves des questions non moins brûlantes que le prêt à intérêt. La tradition voulait, en effet, qu'il donnât chaque année durant les retraites ecclésiastiques, en présence du seigneur archevêque lui-même, des conférences aux membres du clergé lyonnais. Loin d'éluder les problèmes litigieux, il saisit au contraire, avec une loyauté courageuse, l'occasion qui s'offre à lui de ramener à des conceptions moins extrêmes des esprits que la passion entraîne ou que l'erreur séduit. Mais s'il ne craint point de s'avancer sur les terrains dangereux que se disputent écoles et partis, il le fait avec une adresse, un tact et une modération si parfaits que les plus malveillants se trouvent désarmés. Pour couvrir son enseignement d'une autorité incontestable, M. Emery recourt au besoin à d'innocentes ruses, et déjà s'initie aux préparations diplomatiques dans lesquelles, plus tard, nous le verrons exceller.

Doit-il parler de l'attrition ? Il prend soigneusement ses assurances pour prévenir les tempêtes que pareil sujet risque fort de soulever. La nécessité de la contrition parfaite pour le pardon des péchés au tribunal de la pénitence, n'est-ce point le cheval de bataille

---

(14) Vers la même époque, M. Emery donnait à M. Vernet, supérieur du Séminaire de Viviers, une solution analogue, D. E., VIII, 8003.



qu'enfourchent de préférence les jansénistes lorsqu'ils partent en guerre contre les Jésuites et les Sulpiciens leurs suppôts ? Pour ces défenseurs de la morale stricte, la contrition imparfaite inspirée par la crainte procède de la concupiscence vicieuse et insulte à la charité ; elle est donc radicalement incapable, même avec l'absolution du prêtre, de purifier les âmes et de les réconcilier avec Dieu. Il s'agissait, pour le confesseur, de rétablir la légitimité de l'attrition dont l'Eglise miséricordieuse et humaine se contente au besoin lorsque les âmes trop égoïstes ou les esprits trop faibles se trouvent incapables de s'élever, comme elle le souhaite, jusqu'à l'amour désintéressé de Dieu. Tâche difficile.

Heureusement, si M. de Montazet adopte en principe et aveuglément tout ce qui se rapporte directement ou indirectement à la doctrine janséniste, sa théologie reste superficielle ; les détails et les finesses d'école lui échappent ; les principes solides eux-mêmes lui font souvent défaut. En le prenant au dépourvu et en lui présentant habilement les choses, il n'était pas très difficile de lui subtiliser une approbation équivalente dont la portée véritable lui apparaîtrait mal. M. Emery se rend donc chez l'archevêque quelques jours avant sa conférence ; il lui propose toutes les décisions qu'il est dans l'intention de soutenir, les établit avec clarté sur des preuves solides, montre qu'elles sont conformes à la doctrine du clergé de France, à celles des plus grands théologiens. Ebloui par ce brillant exposé, rassuré surtout par l'autorité des maîtres de Louvain que son habile interlocuteur ne manque pas d'invoquer, le prélat se déclare entièrement d'accord avec lui sur la position qu'il adopte et défend. M. Emery n'en demandait pas davantage. Fort de cette déclaration, il se retranche derrière l'autorité du prélat pour rétablir

les droits et la valeur de l'attrition. Comment contredire un enseignement qu'il donne comme l'enseignement même d'un archevêque aussi favorable au parti janséniste ? Les auditeurs les plus hostiles se trouvent interdits et désarmés ; tous gardent le silence et l'adroit conférencier ne rencontre en pareille matière, malgré la doctrine qu'il soutient, aucune contradiction (15).

La diplomatie est affaire de langage autant que d'attitude. A Lyon, M. Emery s'exerce, non seulement à manœuvrer entre les écueils, mais encore à revêtir de formes heureuses les vérités qu'il propose à ses auditeurs rétifs ou prévenus. Les plus chatouilleuses oreilles peuvent les entendre sans avoir lieu de se dresser. Très maître de sa parole, il insinue plus qu'il n'affirme ; les nuances abondent ; jamais sa pensée, pour atteindre plus sûrement son but, ne se refuse ni aux sinuosités ni aux détours ; rarement l'objectif est abordé de front. Son esprit très cultivé connaît toutes les ressources de l'art littéraire ; sa théologie s'imprègne d'humanisme. Ses silences eux-mêmes sont éloquents.

On s'en aperçut à Lyon, lors d'une retraite ecclésiastique où il traite, en conférence, de l'Eglise et de son autorité doctrinale. Condamner des hérésies christologiques ou trinitaires des premiers siècles, aborder même la question du protestantisme et de la contre-réformation catholique n'étaient point très dangereux ; ces querelles relevaient de l'histoire ; le recul et le temps les avaient définitivement apaisées. Il en allait autrement des erreurs contemporaines. Sans doute, celles des philosophes et des incrédules trouvaient chez les jansénistes eux-mêmes des adversaires bien armés et résolus, car la tradition des Arnauld, celle des solitaires qui tenaient aux Granges, école d'apologétique, se

---

(15) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 115-116.

maintenaient chez les disciples de Port-Royal dont le zèle et la science n'étaient pas toujours indignes de ces grands noms. Mais l'ardeur au moins égale avec laquelle ils discutaient le pouvoir doctrinal du Saint-Siège risquait fort de soulever parmi les retraitants lyonnais une vive opposition et d'aliéner leur archevêque qui présidait en personne la réunion.

La progression du discours laisse prévoir que ce point névralgique, à son tour, va être touché ; d'avance, avec des sentiments qui se devinent, l'auditoire guette le conférencier. Arrivé au passage critique, l'orateur s'arrête : tous se tiennent aux écoutes ; dans la salle haletante où règne un silence inquiet, les esprits demeurent en suspens. L'archevêque n'est pas le moins attentif, qui pourrait le premier, et pour cause, se croire spécialement visé. Quelques secondes s'écoulent qui paraissent interminables ; la pause se prolonge, impressionnante. Puis, d'un ton extrêmement calme, qui masque sous une indifférence affectée les préoccupations et les intentions du conférencier, celui-ci, brusquement, passe à autre chose. Une partie manque à son discours, dont le plan jusqu'alors si logique boite de manière évidente. On crut qu'à la dernière minute, par crainte de soulever des protestations, il avait supprimé le développement prévu. Aussitôt, on se précipite chez lui pour s'en assurer sur son texte même.

L'archevêque comprit. Piètre théologien, homme d'Eglise discutable, il était du moins homme de lettres et homme du monde (16). « M. Emery, avoua-t-il, s'est montré prudent ; il n'a pas parlé de nous, mais il

---

(16) M. de Boufflers, son successeur à l'Académie française, loua dans son discours de réception « l'homme de lettres, l'homme du monde, l'homme d'Eglise » qu'avait été l'archevêque de Lyon.

a suffisamment fait entendre ce qu'il en pensait. » (17) Ainsi jadis, saint François de Sales, dont le conférencier avait recueilli sur place, dans son diocèse de Genève, les traditions et l'esprit. « Je crois, écrit-il dans un chapitre délicat de sa *Vie dévote*, avoir dit tout ce que je voulais dire et fait entendre, sans le dire, ce que je ne voulais pas dire. » (18)

Par cet heureux mélange de douceur et de force, d'intransigeance et d'adresse, le professeur de Saint-Irénée acquit peu à peu la confiance du clergé lyonnais. M. de Montazet lui-même, malgré ses préventions, finit par lui accorder ses bonnes grâces. Comme le reconnaît l'un de ses premiers biographes, « dans une position délicate, il se montra ce qu'il fut depuis dans ces circonstances bien plus difficiles, sage avec fermeté et conciliant sans mollesse ; il sut gagner l'estime de ceux même dont il ne partageait pas les opinions. » (19)

### III

Ce théologien ingénieux et ferme, qui réussissait à combattre le jansénisme sans donner prise à ses plus âpres défenseurs, ne laissait point, toutefois, de gêner l'archevêque de plus en plus favorable aux appelants. Aussi le prélat saisit-il, avec un empressement manifeste, l'occasion inattendue que lui fournit, en 1775, l'embarras d'un collègue pour se débarrasser élégamment de sa présence par le plus honorable des avancements.

L'évêque d'Angers, M. de Grasse, vient en effet de perdre le supérieur de son Grand Séminaire ; acculé, par ailleurs, dans son diocèse, à des difficultés presque

(17) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 117.

(18) *Introduction à la vie dévote*, III<sup>e</sup> partie, ch. xxxix.

(19) *Biographie de l'Ain*, 235.

inextricables, il cherche, pour rétablir une situation gravement compromise par son incurie et ses maladresses, un vicaire général qu'il investirait de son autorité. M. de Montazet, auquel il se confie, lui propose immédiatement son professeur de morale : « J'ai là justement, lui dit-il, l'homme qu'il vous faut, M. Emery. Demandez-le à M. Bourrachot, celui-ci ne manquera pas de vous l'accorder. » (20)

Tout ravi de trouver à Lyon le sauveur attendu, M. de Grasse s'adresse de suite au Supérieur général de Saint-Sulpice qui fait droit à sa demande. La lettre de nomination part le 8 janvier 1776. Cette lettre est brève, pressante, catégorique. M. Emery doit partir au plus tôt ; il passera par Paris où se trouve Monsieur d'Angers qui désire le voir ; M. Bourrachot le mettra personnellement en rapport avec le prélat. Tout indique qu'il ne s'agit pas d'une simple proposition, mais au contraire d'une décision formelle à exécuter dans le plus bref délai (21).

M. Emery cependant hasarde des objections et formule des réserves. Soit qu'il ait pénétré le jeu de l'archevêque, soit qu'il cherche à décevoir les calculs des jansénistes lyonnais, soit qu'il pressente dans quelle situation on risque de le jeter, il hésite et diffère son acceptation. Mais le Supérieur général, poursuivi par les instances de M. de Grasse, insiste avec force et, le 26 février, lui intime à nouveau son changement en des termes qui interdisent, et de manière définitive, tout essai de résistance ; impossible de refuser à M. de Grasse, sous peine de le désobliger gravement, ce qu'il demande avec un empressement si vif. « La volonté de Dieu se déclare d'une manière particulière », qui

---

(20) D. E., I, 867.

(21) D. E., I, 30.

ne permet aucun doute ; M. de Grasse sera à Paris jusqu'au 15 mars ; M. Emery doit faire diligence pour arriver dans cette ville avant le départ du prélat (22).

Le sacrifice était dur. Il fallait quitter Lyon après douze années de fécond et laborieux travail, dire adieu au Séminaire Saint-Irénée pour lequel son ancien directeur gardera, ses lettres au cardinal Fesch en témoignent, un si profond attachement, abandonner ses élèves et le clergé dont il possédait la confiance. Il fallait surtout aborder, dans un diocèse tout autre, un terrain inconnu, semé de contradictions et d'embûches ; la personne de l'évêque qui le réclame, le Séminaire qui exige impérieusement une réforme, le diocèse désorganisé et divisé que l'on veut confier à son administration, tout préoccupe et inquiète le nouveau supérieur. Il sait ce qu'il perd, il devine ce qui l'attend. Mais l'abandon filial à la volonté de Dieu constitue le principe fondamental de sa mystique. Il se met donc en route pour Paris d'où il gagnera Angers.

Ce que furent ses impressions dans sa première entrevue avec le prélat médiocre qui avait multiplié les démarches pour s'assurer son concours, aucun document ne permet de les préciser. Les politesses aimables dont ce grand seigneur ne manqua point de le combler ne pouvaient éblouir un esprit aussi perspicace ni dissiper ses justes préventions. D'avance, il connaît le personnage, et les renseignements recueillis sur son caractère et ses procédés administratifs ne présentent rien de bien encourageant.

Monté sur le siège d'Angers en 1758, M. de Grasse n'avait point tardé à mettre le désordre et le trouble dans un diocèse remarquablement tenu par ses trois prédécesseurs immédiats. Marcher dans le sillage

d'évêques aussi éminents que MM. Le Pelletier, Poncet de la Rivière, de Vaugiraud, paraissait la simple sagesse, surtout pour un successeur de moyens réduits qui était si loin de les égaler. M. de Grasse n'eut pas, tant s'en faut, cette élémentaire sagesse ; on pourrait même croire qu'il mettait son application à prendre en tout le contrepied. Ce serait peu de le dire incapable ; plus encore qu'incapable, il se montrait brouillon. Chez lui, les coups d'autorité alternent avec des périodes d'indolence ; le souci de ses prérogatives, l'ombrage que lui portent ses représentants locaux se concilient mal avec ses habituelles absences d'une Eglise qu'il prétend personnellement régenter. S'il lui arrive de passer quelquefois dans son diocèse, c'est pour y soulever des querelles ou pour s'y reposer d'incessants voyages qui représentent le plus clair de ses travaux. Tout le monde sait qu'il ne confirme guère, que les ordinations le fatiguent ou lui font perdre un temps précieux, que, pour recevoir le Saint-Esprit, il faut le chercher dans les diocèses voisins auprès d'évêques plus fidèles à la résidence. S'il écrit chaque année, en Carême ou dans les circonstances extraordinaires, des Pastorales pour l'édification de ses ouailles, la théologie, loin d'y gagner, en souffre, car son orthodoxie est plus que douteuse ; les belles-lettres n'ont pas lieu de s'en réjouir davantage, et la chose paraît d'autant plus sensible qu'elles furent jadis honorées sur le siège qu'il occupe par un membre de l'Académie française, M. Poncet de la Rivière, dont le souvenir reste vivant et la mémoire vénérée. Négligent toute sa vie, il le restera jusque dans la mort, partira sans sacrements (23),

---

(23) « Il est mort le mercredi, mais sa mort a été cachée jusqu'à jeudi. Ce qu'il y a de plus triste, c'est qu'il est mort sans sacrements. » *Emery à Rangeard*, 29 juillet 1782, D. E., X, 385.

laissera ses affaires dans le plus complet désordre et de lourdes dettes obéreront sa succession (24). Ces manquement continuel à la résidence, ces accès d'autoritarisme que suivent d'inconvenables abandons, les décousus d'une administration aussi fantasque ont créé dans le diocèse un malaise des plus graves ; le Séminaire lui-même souffre profondément.

Les Sulpiciens d'Angers n'avaient eu qu'à se féliciter de MM. Le Pelletier, Poncet de la Rivière, de Vaugiraud qui leur témoignèrent continuellement la plus entière confiance. Avec M. de Grasse, la situation se retourne en leur défaveur. L'appui du nouvel évêque, pourtant, leur eût été bien nécessaire pour combattre des tendances nouvelles qui s'infiltrèrent, comme ailleurs, dans la maison confiée à leurs soins. Déjà, sous M. de Vaugiraud, un mouvement d'opposition s'établit contre la formation traditionnelle qu'ils donnent à leurs élèves.

Leurs règlements, écrit-on, relèvent de la bigoterie la plus maussade et la plus ridicule. Les prêtres formés désormais selon les maximes d'un Olier et d'un Bretonvilliers n'ont plus ces mœurs douces et honnêtes qu'on admirait autrefois. Ils sont infectés d'un esprit qui contraste complètement avec celui de leur siècle ; le Séminaire n'est plus qu'un noviciat de moines ou mieux encore un bagne de forçats. Ce sont ces procédés qui ont disposé la nouvelle génération d'ecclésiastiques à l'incrédulité et même à l'athéisme (25).

---

(24) *Lettres du baron de Castelnau*, p. p. DE GOIX. « L'état où il laisse son diocèse et ses affaires ne sont pas faits pour donner l'idée de s'y fourrer... Il reçut son évêché après la mort de M. de Vaugiraud avec 70 000 livres pour les réparations ; il ne les fit pas et il n'en a fait aucune durant son épiscopat. Il est endetté de tous côtés et je ne crois pas que 300 000 livres suffiraient à tout liquider. » 16 août 1782, p. 304-306.

(25) *Ms. Grille*, cité par G. LETOURNEAU, *Histoire du Séminaire d'Angers*, 155.



Un évêque digne de sa mission eût discerné le péril et maintenu, au prix d'adaptations sages, les principes essentiels de l'éducation cléricale. D'autant que ce prélat, si peu scrupuleux sur l'accomplissement de ses propres devoirs, tient âprement, et ce n'est pas chez ce déconcertant personnage la moins étonnante de toutes les contradictions, pour la morale austère des jansénistes. La logique voudrait donc qu'il combattît avec une fermeté vigilante le relâchement qui menace son Séminaire et compromet l'avenir de tout son clergé. N'a-t-il pas, le 27 avril 1763, dans un mandement sensationnel, fulminé contre la morale des Jésuites, condamné les *Assertions* qui mettent en péril la pureté de l'Évangile, entrepris la défense des Parlements qui soutiennent les jansénistes et sanctionnent les refus de sacrements ? Cette Pastorale, qui lui valut la désapprobation de l'épiscopat et une condamnation formelle de Clément XIII, n'était point de nature à le rapprocher des Sulpiciens.

Les *Nouvelles Ecclésiastiques* se chargent d'ailleurs de l'indisposer contre eux et de maintenir sur leur doctrine sa suspicion en éveil. Dès 1760, on y attaque ses deux vicaires généraux, MM. Houdeline et de Monteclerc. « Protecteurs zélés du sulpicianisme qui infecte le diocèse, ils ne peuvent qu'être, tous ceux qui savent penser en ont la persuasion, les ennemis secrets de M. de Grasse. » (26) La feuille janséniste soutient le prélat, épouse ses querelles, approuve ses mandements (27). Ses absences même, sur lesquelles on passe condamnation, sont tournées à grief contre les directeurs du Séminaire, car « les zéloteurs de la doctrine molinienne, formés par leurs soins, ont l'indécence

---

(26) *Nouvelles Ecclésiastiques*, 8 octobre 1760.

(27) *Id.*, 12 septembre 1763.

d'en tirer avantage pour répandre sans ménagements leurs erreurs », abus de confiance qu'on ne saurait dénoncer trop haut (28) !

Le conflit enfin ne reste pas d'ordre purement doctrinal, il s'étend bientôt jusqu'au temporel. M. de Grasse élève en effet des contestations contre les droits de Saint-Sulpice à la propriété du grand et du petit Logis Barrault qui abrite le Séminaire ; il réclame sur ces bâtiments les droits de son diocèse et prétend contrôler les recettes et les dépenses de l'économat ; ses exigences vont jusqu'à ordonner qu'on dépose les revenus de la maison dans un coffre à double serrure dont une des clés resterait entre ses mains ; il fallut lui faire observer qu'en raison de ses habituelles absences ce coffre risquait fort de s'ouvrir bien rarement (29). Le prélat veut surtout reviser le Concordat passé en 1698 avec la Compagnie et conclure, sur des bases nouvelles, un accord plus avantageux. Aussi le supérieur, M. Demolin, écrivait-il assez mélancoliquement en 1768 : « Nous attendons notre évêque ces jours-ci. Dieu veuille qu'il soit un peu mieux disposé en notre faveur. Au reste, ajoutait-il philosophiquement, *tela praevisa, minus feriunt et de assuetis non fit passio.* » (30) On comprend donc que, dans ces conditions, le pauvre supérieur, âgé, infirme, mal soutenu, voire positivement contredit, ait laissé peu à peu fléchir la discipline, et que dans sa maison, que gagne l'esprit du siècle, un certain relâchement se soit à la longue introduit.

Relever le Séminaire, telle serait la première tâche de M. Emery, son successeur. Mais immédiatement,

---

(28) *Nouvelles Ecclésiastiques*, 8 octobre 1760.

(29) G. LETOURNEAU, *Histoire du Séminaire d'Angers*, 157-164.

(30) *Id.*, 162.

à cette tâche qui rentre dans sa vocation, une autre vient s'ajouter, sans qu'il réussisse malgré ses efforts à s'y soustraire, l'administration du diocèse.

A vrai dire, ce que recherche M. de Grasse, dans l'extrême embarras où il se trouve, c'est moins un supérieur capable d'assurer la formation de ses clercs qu'un bon vicaire général sur lequel il se puisse reposer. Aussi, dès le premier contact, s'ouvre-t-il de ses intentions en proposant à M. Emery de l'associer au gouvernement de son Eglise. Celui-ci refuse net. C'était pour lui question de principe ; l'esprit de la Compagnie exigeait positivement que les Sulpiciens se consacrent exclusivement à leurs élèves ; aucune activité extérieure, aucun ministère ne devait les détourner de cet unique objet ; pour son compte, il se conformerait d'autant plus strictement à cette règle que la réforme du Séminaire d'Angers réclamait tout son temps, tous ses soins et ne permettait pas la dispersion de ses efforts. C'était également question d'opportunité et pour le supérieur et pour l'évêque lui-même.

C'est dans votre intérêt, Monseigneur, observe-t-il à M. de Grasse, et pour votre propre tranquillité que je vous conjure de vouloir bien prendre quelque temps pour réfléchir sur cette affaire, et pour bien peser les graves inconvénients que pourrait entraîner l'exécution de votre projet. Si j'arrive à Angers avec un autre titre que celui de supérieur du Séminaire, vos anciens grands vicaires et leurs nombreux amis se défieront aussitôt de moi ; ils me supposeront plein des ressentiments et des préjugés que vous m'aurez inspirés contre eux et il n'en faudra pas davantage pour ruiner tout le bien que vous attendez de la nouvelle organisation de votre diocèse (31).

M. de Grasse se rendit à ces excellentes raisons. Mais le 3 avril suivant, une sorte de révolution éclate dans la curie diocésaine ; simultanément, les six vicaires

---

(31) G. LETOURNEAU, *Histoire du Séminaire d'Angers*, 175.

généraux en exercice, MM. Chotard, de Mougon, de Caqueroy, d'Alichoux, de Villeneuve, Poulain de la Guerche, donnent leur démission ; leur patience est à bout ; ils se refusent à assumer plus longtemps, avec un évêque aussi impossible, des responsabilités aussi lourdes.

En fait, cette grève générale prévenait les désirs du prélat. Il en profite aussitôt pour reprendre un projet que la résistance de M. Emery avait primitivement écarté. Le supérieur d'Angers, cette fois, se résigne ; il est donc nommé vicaire général avec MM. de Morion, Huvino de Bourghelles, de Sapinaud de la Rairie. Plus tard, avec le recul de l'expérience, il conviendra que pareil cumul, en dépit des embarras qu'il est susceptible de créer, ne manquait pas de sérieux avantages. Si les anciens supérieurs avaient eu raison de l'interdire comme contraire à l'esprit de Saint-Sulpice, il n'en reste pas moins vrai, avouera en 1805 leur successeur, qu'« un bien réel résulta de cet usage » ; il se félicitera même de ce que, « dans les derniers temps » où les évêques multipliaient les postes de grands vicaires pour ouvrir aux cadets de noblesse, leurs clients, la voie des dignités ecclésiastiques, il ait fini par prévaloir. Vicaire général, le supérieur devenait par là même « indépendant de tous ces jeunes gens » et ne risquait plus de subir leurs ingérences indiscretes. Lui-même n'avait pu rétablir l'ordre dans le Séminaire d'Angers « en assez mauvais état » qu'à la faveur de cette qualité (32).

Le Séminaire d'Angers réclame en effet une sérieuse réforme que sa situation spéciale rend plus urgente et plus complexe à la fois. Séminaire diocésain, il comprend, outre les clercs du diocèse, des étudiants ecclésiastiques qui viennent de toute la province suivre les

---

(32) A Levadoux, 6 novembre 1805, D. E., VIII, 8227.

cours de l'Université. De là un recrutement plus large et des conditions plus favorables pour la solidité des études et l'ouverture de l'esprit. De là aussi, avec la fréquentation des Facultés, une facilité plus grande pour l'infiltration des idées nouvelles et des occasions plus fréquentes de dissipation et de relâchement.

M. Emery s'applique, d'abord, à restaurer la discipline, condition essentielle de toute formation sérieuse, et s'ingénie à cette tâche ingrate avec toute son énergie, sa prudence et son cœur. Déjà on le voit inaugurer, sur une échelle plus restreinte, la méthode qu'il appliquera plus tard, en plus grand, avec une maîtrise consommée et dans des conditions autrement difficiles, au Séminaire Saint-Sulpice de Paris. Cette méthode est faite d'autorité et de souplesse ; elle tempère l'austérité de bonne humeur et sa rigueur s'humanise à force de tact, de délicatesse et de bonté. A Saint-Irénée, M. Emery avait entendu raconter, de quelle façon glaciale et sèche, le supérieur M. Dénavit crut devoir inaugurer ses fonctions : « Messieurs, déclara-t-il en commençant sa première lecture spirituelle, je suis ici pour vous faire accomplir votre devoir. Si vous ne l'accomplissez pas, je saurai pour ma part m'acquitter du mien. » Après avoir prononcé avec lenteur ces deux phrases qui refroidirent fortement son auditoire, il se couvrit de son bonnet et l'on entama Rodriguez (33).

La « douceur angevine » n'eût point goûté cette entrée en matière dont la gravité lyonnaise elle-même garda longtemps un souvenir peu charmé. Dès le début, le nouveau supérieur d'Angers inaugure ses conférences spirituelles qui étaient, assure-t-on, spirituelles dans tous les sens du mot, substituant le plus possible à la lecture monotone qui risque d'assoupir, la parole vivante

---

(33) *Notes historiques sur le Séminaire Saint-Irénée*, 224.

et personnelle qui exerce sur les jeunes âmes une si profonde et si durable action.

C'est par l'explication du règlement qu'il commence, règlement dont s'accommode mal l'indépendance de l'époque et qui risque de paraître suranné à des séminaristes prévenus contre sa « bigotterie maussade et ridicule » (34). Il s'agit non seulement d'exposer ses exigences, mais encore de les justifier ; derrière la lettre qui tue quand on ne la dépasse point, il faut découvrir l'esprit qui anime. Déjà M. Emery excelle dans cet art qui lui permet d'assurer l'ordre en le faisant comprendre et aimer. Mais quand la persuasion échoue, l'autorité intervient avec vigueur, car il tient essentiellement à la régularité et à l'exactitude ; il y tient pour lui, pour ses directeurs, pour ses élèves et au besoin pour le seigneur évêque lui-même qui doit donner l'exemple le premier.

On le vit bien, un jour d'ordination où M. de Grasse se décommande inopinément le matin même. Le prélat est rentré tard dans la nuit ; son voyage fut long et pénible ; son état de fatigue ne lui permet pas de supporter, à jeun, pareille cérémonie ; il faut donc la remettre à une date ultérieure. Voilà ce que son valet de chambre vient mander au supérieur de sa part. Mais le supérieur, indigné de cette désinvolture, court au palais, pénètre dans la chambre de l'évêque : « Monseigneur, lui déclare-t-il avec fermeté, c'est absolument impossible de renvoyer, après une retraite de huit jours, des ordinands qui, pour un certain nombre, sont venus de loin. Un voyage à Paris qui ne paraissait pas bien nécessaire et qui aurait dû se terminer plus tôt ne constitue pas une excuse suffisante ; le clergé ne comprendrait pas une pareille abstention. »

---

(34) Ms. Grille, cité par G. LETOURNEAU, *Histoire du Séminaire d'Angers*, 157.

Et comme M. de Grasse représente qu'à la cathédrale le bruit de la foule et l'affluence populaire risquent de l'incommoder : « Qu'à cela ne tienne, réplique-t-il avec une ironie souriante. Levez-vous, Monseigneur. Nous allons dresser un autel dans votre chambre et nous ferons ici l'ordination. » L'évêque se laisse vaincre par cette courageuse insistance, il sort du lit, s'habille et se rend à la chapelle du Grand Séminaire pour la fonction (35).

Le respect de la discipline ne favorise pas moins les études que la piété. Aux études, dont saint François de Sales disait « qu'elles sont le huitième sacrement du prêtre », M. Emery consacre tous ses soins. Pousser au travail les étudiants qui suivent les cours de l'Université n'est pas bien nécessaire ; le souci des diplômes à conquérir, la valeur des maîtres, la tenue intellectuelle des Facultés suffisent à soutenir leur effort. Mais il faut songer aux élèves moyens dont M. Mollevaut dira plus tard qu'ils constituent la majorité et réclament toute la sollicitude des maîtres soucieux de leur mission.

Les élèves médiocres, écrira le supérieur de la Solitude, sont les plus nombreux dans tout Séminaire, et par conséquent, ce seront eux qui auront plus d'âmes à sauver. Les hommes de talent sont rares, plus rares encore les hommes de génie ; ce sont les hommes ordinaires qui servent de véhicule à la vérité et à la grâce dans le monde (36).

Ces hommes ordinaires, le supérieur d'Angers se garde bien de les négliger. Aussi réforme-t-il en leur faveur le système d'examens par argumentations qui avantage les sujets brillants, mais déconcerte souvent les modestes ou les timides ; pour ces derniers, il décide qu'on procédera désormais par questions simples qui

---

(35) D. E., II, 3077-3078.

(36) *Bulletin des Anciens Elèves de Saint-Sulpice*, 1938, 614.

permettront aux professeurs de mesurer plus exactement leur capacité et leur travail. Le même souci apostolique de s'adapter aux possibilités inégales des séminaristes l'amène à modifier les programmes de philosophie. Rendre les matières plus accessibles à de jeunes esprits chez qui les dispositions métaphysiques ne sont pas générales, suivre une méthode progressive qui ne risque pas de dérouter et de dégoûter les débutants, ce n'est point, à ses yeux, abaisser le niveau des études, mais au contraire favoriser son relèvement.

Trop ouvert enfin aux problèmes intellectuels de son époque pour maintenir ses élèves dans l'ignorance des controverses contemporaines, soucieux au contraire de les armer efficacement contre les erreurs qu'ils devront combattre plus tard, il introduit dans sa maison l'étude des questions scientifiques. Sur son initiative, dans une séance académique présidée par François d'Andigné, on soutient publiquement une thèse latine où les hypothèses de Buffon sur l'origine du monde sont critiquées d'une manière fort honorable pour les connaissances de ce temps. C'était aussi une idée bien étrange d'expliquer tout le système du monde par l'explosion dans la masse solaire d'une comète projetée par l'éclatement d'une étoile. « La physique romanesque » (37) du naturaliste ne résiste pas à cette savante discussion. Le récit de la Genèse, par contre, sort entièrement vainqueur du débat. La thèse fut imprimée et envoyée à l'abbé Sigorgne. L'abbé Sigorgne soumit le travail à « un habile géomètre d'Allemagne » qui se trouvait chez lui et qui « lut cette réfutation avec une admiration enthousiaste. « Il ne m'a laissé ni paix ni trêve, mande-t-il à M. Emery le 20 août 1779, avant d'en avoir une copie. Tout protestant qu'il est, il a été bien

---

(37) *Sigorgne à Emery*, 27 juin 1773, D. E., IX, 9583.



aise de voir cette défense indirecte de Moïse. » (38)

La réforme du Séminaire, la direction des études, l'éducation ecclésiastique des nombreux élèves confiés à ses soins, eussent largement suffi à absorber le supérieur d'Angers que des préoccupations apostoliques orientent par ailleurs vers des travaux personnels. Mais à toutes ces tâches, la volonté ferme de M. de Grasse, la pression des circonstances ajoutent, dès son arrivée, l'administration du diocèse. Il faut suppléer l'évêque absent et déficient, et le suppléer de telle manière que son esprit autoritaire, tâtilon, ne prenne aucun ombrage d'une collaboration qu'il a lui-même imposée. M. Emery réussit et ce prodige d'activité et ce prodige de diplomatie. Désignation des curés, nomination des vicaires, concessions et dispenses, règlement des multiples affaires que comporte la direction spirituelle et temporelle d'une Eglise, tout le sollicite et il fait face à tout sans être écrasé. Sa facilité de travail n'a d'égal que son aptitude au gouvernement. Le nombre de lettres qu'il trouve le temps d'écrire est incroyable ; on en comptera bientôt quatre mille par an ; les journées ne suffisant plus à cette correspondance, il lui consacre une partie de ses nuits ; tandis que la communauté se repose, sur le petit pupitre qui lui sert de bureau, sa plume court, hâtive et nerveuse, envoyant de toutes parts solutions et conseils. Peu à peu, cette position inconmode déformera sa taille. Mais la pensée restera ferme, spirituelle et chaude, assaisonnée d'un grain de malice, relevée même de propos piquants. Le vicaire général n'oublie jamais qu'il s'adresse en prêtre à des âmes et toujours, avec discrétion, la note surnaturelle vient se mêler aux exposés les plus administratifs, pour les élever au plan

---

(38) *Sigorgne à Emery*, 20 août 1779, D. E., IX, 9589.

supérieur auquel il veut porter ses correspondants. Ménager de ses minutes, souverainement ordonné dans l'organisation de sa vie, sans tomber dans la sécheresse, il évite tout verbiage inutile ; ennemi des formules, il ne se paie pas de mots ; le trait est rapide mais lumineux ; il porte et fait du bien.

Que M. Emery ait toujours recueilli tous les suffrages et obtenu une approbation constante, unanime, on ne saurait cependant le prétendre, surtout quand il s'agissait de problèmes, aussi irritants que les problèmes financiers. A Angers, comme dans tous les diocèses de France, les discussions entre bénéficiers et congruistes sont aiguës et la crise s'aggrave, qui oppose de plus en plus les ecclésiastiques du second ordre à ceux du premier. La composition de la Chambre ecclésiastique de 1781 et la répartition des décimes soulèvent, en 1786, une polémique assez violente à laquelle le supérieur du Séminaire se trouve péniblement mêlé. Une *Lettre de MM. les curés du diocèse d'Anjou à Mgr l'illustrissime et révérendissime évêque d'Angers* le met publiquement en cause et cherche à le compromettre avec les mécontents. Le travail auquel se sont livrés les députés, lit-on dans ce libelle, est si fantasque, que « les curés qu'ils ont diminués n'en savent pas plus la raison que ceux qu'ils ont augmentés. C'est ce dont nous avons été témoins. Les opérations du bureau ont été si confuses, si destituées de règles, si guidées par l'arbitraire que le grand vicaire qui présidait en l'absence de l'évêque, après avoir représenté l'injustice, se retira » (39). Or, ce grand vicaire n'était autre que M. Emery.

En 1786, l'*Avertissement de l'Assemblée générale du clergé d'Anjou, présidée par Mgr l'illustrissime et révé-*

---

(39) *Lettre de MM. les curés du diocèse d'Angers*, 65.

*rendissime évêque, à tous les bénéficiers du diocèse, entreprit de remettre les choses au point et d'expliquer l'absence du supérieur par les nécessités de sa charge. Il est bien exact, y lisons-nous, qu'« en 1781, M. Emery, supérieur du Séminaire, présidait la Chambre ecclésiastique comme vicaire général ; exact aussi que, pendant les trois mois où cette Chambre se réunit six fois par semaine », il s'excusait souvent de ce que « sa présence nécessaire au Séminaire lui faisait négliger quelques séances ». Mais il n'en est pas moins vrai « qu'il suivit le rôle et l'arrêta avec les autres députés. Avec quelle force, avec quelle indignation, ajoute le document, ne désavouerait-il pas l'auteur s'il connaissait l'imputation calomnieuse qui lui est faite ! » (40).*

Quand paraît en 1786 cet *Avertissement*, M. Emery, devenu Supérieur général de Saint-Sulpice, ne réside plus à Angers, mais à Paris. Du moins a-t-il pu, avant de quitter le diocèse, acquérir, sur la fin de son administration, une expérience à la fois pénible et précieuse. Dans la Chambre ecclésiastique, il a touché du doigt le point sensible d'un régime qui ne répond plus à la situation nouvelle, fonctionne mal, aigrit les âmes, en attendant que la crise économique dont souffre l'Eglise gallicane précipite le clergé de second ordre dans une Révolution qui le brisera après l'avoir exploité et flatté.

M. Emery quitta Angers avec regrets. Dans une lettre qu'il adresse, en 1782, à Rangeard, archiprêtre d'Angers et curé d'Andard, il avoue n'« avoir éprouvé que des agréments » dans ce diocèse où s'écoulèrent les meilleures années de sa vie (41). Mal passé n'est que songe et, auprès des difficultés incroyables qu'il rencontre

---

(40) *Avertissement de l'Assemblée générale du clergé d'Anjou*, 65.

(41) *A Rangeard*, 16 octobre 1784, D. E., X, 9387.

dans sa nouvelle charge, celles qu'il éprouva au service de M. de Grasse lui paraissent relativement si minimes qu'il en arrive à les oublier. Mais l'histoire qui aime suivre ses personnages dès le principe de leur carrière, pour mieux saisir l'épanouissement de leur talent ne saurait les méconnaître sans injustice ni erreur.



## CHAPITRE III

### LA CRISE DE L'APOLOGETIQUE ET DE LA MYSTIQUE CHRETIENNES

I. M. Emery et l'apologétique du xviii<sup>e</sup> siècle. Abondance et insuffisance des ouvrages d'apologétique. M. Emery publie *l'Esprit de Leibniz*. L'apologétique et les exigences de l'esprit nouveau. — II. M. Emery et la crise de la mystique chrétienne. La retraite des mystiques et ses causes. M. Emery publie *l'Esprit de sainte Thérèse*. Une intervention courageuse enveloppée de prudentes et adroites précautions.

#### I

Durant ce long et fructueux séjour en province, M. Emery s'était donc heurté, à Orléans et à Lyon, au problème janséniste, à Angers, aux problèmes administratifs et financiers très aigus qui préparaient la crise de 1789. Mais si l'Eglise de France se trouvait minée intérieurement par ces querelles théologiques et par la rivalité croissante du bas et du haut clergé, elle subissait également de l'extérieur le rude assaut des philosophes et de l'Aufklaerung. Depuis le début du siècle, au nom de la raison éclairée, au nom de l'histoire, au nom de la science, une campagne adroite, concertée, puissante s'était ouverte pour saper les bases mêmes des croyances religieuses.

Pour répondre à ces attaques, les apologistes ne faisaient pas défaut, loin de là ; à en juger par les chiffres, le XVIII<sup>e</sup> siècle risquerait même de passer pour l'âge d'or de l'apologétique ; rarement, en effet, on vit pareille abondance d'ouvrages destinés à défendre la saine philosophie et le dogme chrétien. M. Monod en compte 750 entre 1715 et 1789 ; la période la plus favorable, qui va de 1760 à 1765, en publie 25 par an ; après 1770, la production se ralentit et tombe en moyenne à 10 par an, ce qui représente encore un total respectable (1). Il faut, d'autre part, ajouter à ces livres les articles de journaux, car les *Nouvelles Ecclésiastiques* des jansénistes et les *Mémoires de Trévoux* des Jésuites, si opposés pour tout le reste, conjuguent leurs efforts sur ce point et poléminent ferme contre les ennemis de la foi.

Cet immense effort demeura-t-il aussi vain qu'on a bien voulu le prétendre ? Il ne le semble pas. En 1789, la France n'est pas aussi déchristianisée qu'on le croit généralement ; si l'on excepte « ce qui est de la cour et la société, soit de Paris, soit de province » (2), la nation, dans son ensemble, reste croyante.

Il n'y a effectivement en France, écrit M. Levy-Schneider, qu'une minorité d'irréligeux et, nous pouvons l'assurer, dans cette minorité même, la plupart des hommes sont déistes et non athées ; beaucoup d'entre eux et presque toutes les femmes sont d'habitudes catholiques et, autant que de nos jours, les familles de bonne bourgeoisie ont de leurs parents dans les Ordres et s'accommodent d'en respecter la condition et les convictions. Il faut se garder de l'erreur commune des historiens qui en jugent par la société parisienne, les

---

(1) A. MONOD, *De Pascal à Chateaubriand. Les défenseurs français du christianisme de 1670 à 1802.*

(2) L. LEVY-SCHNEIDER, *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, 1922, 180.

écrivains, les salons. Lorsqu'on étudie l'histoire de la province, on s'aperçoit que l'irréligion était alors superficielle, restreinte à une élite sociale (3).

Or, si la nation, dans son ensemble, a gardé l'essentiel de sa foi religieuse, ne le doit-elle pas en partie à ces apologistes nombreux, obstinés, qui défendent contre les négateurs les antiques traditions chrétiennes du pays ?

Toutefois, à supposer que la masse des bonnes gens ait ressenti l'heureux effet de leur influence, il n'en resterait pas moins vrai que, sur les esprits éclairés, leurs multiples ouvrages n'eurent aucune emprise ; auprès d'eux, ils ne trouvent pas audience ; on ne les lit point dans leurs cercles ; on les ignore ; on les traite par le mépris. Or, c'est justement le milieu qu'il fallait atteindre, parce que ce milieu créait l'opinion.

Cet échec incontestable n'est point dû au fond de leurs ouvrages, généralement solides et consciencieux. Traitent-ils de théologie ou de philosophie, ils utilisent les arguments classiques, mais restent écrasés sous la lourde armure de leur argumentation. Traitent-ils d'histoire comme Nonotte, pour relever *Les erreurs de Voltaire*, les critiques qu'ils adressent à sa méthode, toutes judicieuses qu'elles soient, manquent souvent de mordant. Traitent-ils d'exégèse, comme Guéné, dans ses *Lettres de quelques juifs portugais, allemands et polonais*, la compétence avec laquelle ils dénoncent les barbarismes et les bévues des détracteurs de la Bible est incontestable ; mais leurs réquisitoires demeurent sans écho.

La tâche, sans doute, était fort ingrate. Ils ont contre eux l'infériorité fatale de la stratégie défensive ; la

---

(3) L. LEVY-SCHNEIDER, *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, 1922, 180.



réponse frappe toujours beaucoup moins que l'objection. Ils ont contre eux les préjugés ambiants et doivent ramer à contre courant. Ils ont contre eux le discrédit qui frappe alors les défenseurs des croyances religieuses ; ils représentent, au siècle des lumières, l'obscurantisme des siècles passés. Pour compenser tant de désavantages, il leur eût fallu du talent, beaucoup de talent, sinon du génie. Or, le génie leur manque et même le simple talent.

Durant la période qui s'étend de la mort de l'archevêque de Cambrai à la publication du *Génie du christianisme*, une sorte de lumière grise se répand sur toute cette littérature religieuse qui paraît sans audace et sans éclat quand on la compare aux meilleures productions adverses. C'est ailleurs qu'on trouve la chaleur communicative, la verve étincelante, l'esprit d'entreprise et le travail acharné. Ici, la moyenne reste honorable et cela ne suffisait pas (4).

Leurs procédés apologétiques enfin ne répondent pas au goût du temps. Le XVIII<sup>e</sup> siècle aime l'ironie mordante, légère et spirituelle d'un Voltaire ; il aime aussi la sensibilité d'un Rousseau. Leurs arguments de raison paraissent froids et pesants ; ils n'ont pas trouvé le langage qui convenait aux hommes de leur temps. Plusieurs, comme Fréron, qui méritait mieux, ne devront leur célébrité qu'aux épigrammes acérées de Voltaire. Ils endorment, ils ennuiant ; leurs ouvrages demeurent ensevelis sous la poussière des bibliothèques. Ils attendent toujours un érudit patient et courageux pour les sortir de l'oubli qui depuis cent cinquante ans les recouvre. Leur histoire reste à faire presque entière-

---

(4) R. P. MORÉ DE PONTGIBAUD, *Dictionnaire des Lettres françaises*, article sur l'« Apologétique au XVIII<sup>e</sup> siècle ». Je dois à l'obligeance de l'auteur communication de cet article encore inédit.

rement (5). Avouons qu'elle n'a rien de spécialement alléchant.

Ce mince succès ne réussit pas à décourager les apologistes du XVIII<sup>e</sup> siècle ; il ne les éclaira pas davantage sur leurs erreurs de tactique. Qu'ils se soient obstinés à combattre, on ne peut que les en féliciter ; mais qu'ils se soient obstinés à combattre avec des armes qui ne portent pas sur ceux qu'ils veulent atteindre, on ne peut s'empêcher de le regretter très vivement.

Au fond de ses Séminaires de province, M. Emery assiste à la bataille, il marque les coups et s'inquiète du résultat. Les forces sont inégales ; les défenseurs de la foi ont pour eux le nombre ; ses ennemis ont pour eux les moyens. Comment se désintéresser d'une lutte qui met en jeu la vie même de l'Eglise gallicane ? Mais comment intervenir efficacement dans le combat ? Grossir l'armée des apologistes ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est adopter une méthode qui tienne compte de l'esprit du temps. Avec sa lucidité habituelle, M. Emery juge la situation et fixe sa ligne de conduite. A son tour, il entrera dans la lice, mais il n'y entrera pas directement ni personnellement. Comment se mesurer avec Voltaire, Montesquieu, Diderot, d'Alembert ? Quelles que soient son intelligence, sa science, sa dextérité de plume, fatalement il leur restera inférieur et sa cause en souffrira ; un ouvrage composé par ses soins risquera de faire bien petite figure ; ils ont un nom, du prestige, du talent, sinon du génie ; il est, lui, totalement inconnu en dehors d'une sphère très restreinte ; sa qualité de prêtre ne contribuera pas à lui donner audience ; la petite Compagnie n'a aucune prétention

---

(5) « L'histoire de la résistance chrétienne au XVIII<sup>e</sup> siècle reste à faire », constate M. CHÉREL, *De Télémaque à Candide*, 294.

littéraire et ne passe point pour spécialement éloquente ; enfin, comme il l'écrira plus tard au cardinal Fesch, « à Saint-Sulpice, nous redoutons même le nom d'auteur » (6).

M. Emery adoptera en conséquence une tactique adroite et modeste à laquelle il demeurera fidèle jusqu'au bout ; au lieu d'intervenir personnellement dans le débat, il fera donner contre les philosophes les philosophes eux-mêmes ; des extraits de leurs œuvres judicieusement choisis et habilement groupés apporteront au lecteur les arguments, les preuves, les réponses nécessaires. Comment celui-ci resterait-il insensible aux raisonnements de ces grands maîtres ainsi transformés en apologistes de la foi. Cette méthode, sans doute, ne lui paraît nullement idéale et constitue à ses yeux un simple pis aller. Cependant, faute de pouvoir recourir à une autre en soi plus satisfaisante, M. Emery se résigne, non sans regret, à l'utiliser. Une lettre qui accompagne, en 1799, l'envoi de son *Esprit de Bacon* à Mgr Spina nous livre à ce sujet toute sa pensée. « Il est bien malheureux, écrit-il, qu'on soit réduit à employer en faveur de la religion une arme de cette espèce. Mais tel est l'état des choses que cette arme est propre à étonner et à ébranler des incrédules qui résisteraient à toutes. » (7) Le Supérieur général définissait ainsi lui-même le caractère de son œuvre et la nature exacte de son dessein.

Quel philosophe choisir pour abriter sous son manteau des vérités qu'il veut rendre accessibles aux âmes ? M. Emery n'hésite pas : il choisit Leibniz. C'était montrer à nouveau un sens très juste de l'actualité ; des études

---

(6) *Emery à Fesch*, 18 avril 1807, D. E., non classé.

(7) *M. Emery à Mgr Spina*, 1799, D. E., I, 297.

récentes de M. Paul Hazard nous permettent d'expliquer cette préférence et la justifient abondamment (8).

Leibniz se trouve en effet intimement mêlé à la pensée du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sans doute, depuis longtemps on a abandonné ses monades qui forment la partie caduque de son système ; mais on garde son rationalisme qui semble le triomphe de l'esprit humain en quête de raisons suffisantes ; on apprécie également son optimisme, car après le pessimisme littéraire et théologique du XVIII<sup>e</sup> siècle, le courant naturaliste du XVI<sup>e</sup>, demeuré souterrain plutôt que définitivement refoulé, réapparaît, par réaction, encore plus puissant. Cet optimisme leibnizien, Voltaire lui-même, sous l'influence intellectuelle de Poppe et l'influence sentimentale de Mme du Châtelet, l'a partagé longtemps ; Zadig en est témoin. La brouille survenue avec sa maîtresse qui le quitte pour le beau Saint-Lambert, le tremblement de terre de Lisbonne qui lui fournit une occasion idéale pour attaquer la Providence et les dogmes chrétiens l'amènent sans doute à retourner ses positions, et *Candide*, « le plus désespéré de tous les livres » (9), inflige à Zadig un noir et cruel démenti. Mais Rousseau, qui émeut l'opinion par sa sensibilité éloquente, défend avec succès une conception plus favorable du monde ; la nature est bonne, répète-t-il sur tous les tons, la nature est foncièrement bonne ; le malheur et le mal, uniquement imputables aux hommes, viennent d'une éducation fautive et de fausses institutions qui réclament de nouvelles méthodes et de profondes réformes. Par Rousseau, l'optimisme reste à la mode ; il prend seu-

---

(8) P. HAZARD, *Voltaire et Leibniz*, Académie royale de Belgique, Bulletin de la classe des Lettres, 1937, 435-449, et « Le problème du mal dans la conscience européenne au XVIII<sup>e</sup> siècle », *The Romanic Review*, avril 1941.

(9) P. HAZARD, *Voltaire et Leibniz*, 446.

lement une allure sociale et révolutionnaire pour garantir enfin la félicité universelle qui doit être la règle et que l'humanité peut se promettre, si elle en respecte les conditions.

Enfin, Leibniz n'est pas seulement philosophe, il est encore mathématicien et savant. Ceux même qui « abandonnent son dogmatisme pour le sensualisme de Condillac ou l'idéologie, son héritière » (10), recueillent ses principes pour résoudre, à leur façon, l'énigme du monde : principe de l'économie des forces qui permet, dit Maupertuis, « de faire opérer la nature avec le moins de dépenses possible », principe de continuité invoqué par le naturaliste genevois Bonnet qui se réfère à l'axiome fameux du « Platon de la Germanie », la nature ne fait pas de sauts, pour expliquer les phénomènes de la vie. La métaphysique de ce grand homme « déborde les mathématiques mêmes et, comme les intuitions du génie, féconde toutes les branches du savoir humain (11).

En faire le témoin du christianisme, c'était abriter sous son autorité, alors considérable, les vérités philosophiques, morales et religieuses battues en brèche par la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle et les rendre acceptables aux esprits les plus prévenus. D'autant que pour élargir son travail et en accroître l'intérêt, M. Emery ajoute aux pensées de Leibniz sur la religion un grand nombre d'autres pensées sur l'histoire, la critique, la psychologie, alors peu connues :

Ce recueil de morceaux choisis, fort variés, permet à ceux que rebuterait l'œuvre intégrale un contact direct avec la pensée du génial métaphysicien. Peu de lecteurs, en effet, explique M. Emery dans la préface, peuvent par

---

(10) P. HAZARD, *Voltaire et Leibniz*, 448.

(11) *Id.*, 449.

eux-mêmes dégager de ses nombreux ouvrages les richesses qu'ils renferment dans une certaine confusion. Sauf sa *Théodicée* et ses *Nouveaux essais sur l'entendement humain*, Leibniz, écrit-il, « n'a donné au public que des opuscules très courts, composés à de grands intervalles les uns des autres, qui ne forment pas de suite et, par conséquent, fourmillent de répétitions » (12). On y trouve en outre quantité de détails « qui n'ont rien d'intéressant ou du moins n'intéressent que la littérature allemande » (13). Enfin, l'édition récemment parue en six gros volumes in-4° ne se trouve pas à la portée de tous. « Combien est-il de personnes auxquelles le prix de la collection ne permet pas de l'acquérir et, parmi ceux qui possèdent ce trésor, combien en est-il qui n'auront ni le loisir ni la patience de la fouiller dans sa totalité ? » (14) Mettre à la portée du grand public l'essentiel de la pensée leibnizienne ne présente pour celui-ci qu'avantages et commodité. Préambule alléchant qui invite le lecteur à se mettre en contact avec des textes soigneusement choisis et heureusement ordonnés, et lui fait accepter, par là même, une apologie de la religion en bonne et due forme, où l'athéisme, le matérialisme, le pessimisme, l'incrédulité se trouvent bel et bien confondus.

Le succès de cet ouvrage engagera M. Emery à continuer ce genre de publications. En l'an VII, sous le Directoire, il éditera *Le Christianisme de Bacon* ; sous le Consulat, *Les Pensées de Descartes*. La philosophie conservait alors tout son prestige et gardait dans les milieux intellectuels, à l'Institut surtout, quantité de partisans. Toujours soucieux de parler à ses contemporains un langage qu'ils puissent accepter, le Supérieur

(12) *Esprit de Leibniz*, édition 1772, p. iv.

(13) *Id.*, *ibid.*

(14) *Id.*, p. vi-vii.

général de Saint-Sulpice s'abritait derrière l'autorité incontestable de ces penseurs pour introduire dans leur esprit prévenu quelques idées chrétiennes. Quand le langage et les goûts auront changé, il recourra, dans le même dessein, à d'autres auteurs et modifiera du tout au tout le caractère de ses éditions ; il abandonnera alors Leibniz, Bacon, Descartes, et songera à publier des morceaux choisis de Chateaubriand. Chateaubriand, pressenti, s'y prêtera de bonne grâce et, pour favoriser ce dessein apostolique, renoncera de son propre mouvement, avec beaucoup de libéralité, à ses droits d'auteur (15).

Chez l'auteur du *Génie du christianisme*, l'apologie de la religion se revêtait de formes discutables, certes, et s'appuyait sur des arguments esthétiques ou sentimentaux dont la faiblesse n'échappait nullement à l'esprit critique et si traditionnel du savant Sulpicien. Mais si la vérité est éternelle, elle prend les âmes, dont les goûts diffèrent et changent, de mille et mille façons. Aux yeux de M. Emery, l'essentiel est de lui ouvrir les cœurs par le côté qui les séduit.

Pour lui, devant cette tâche délicate, il semble modestement s'effacer. Mais s'il ne produit rien de son cru, son originalité n'en reste pas moins grande. A ses contemporains, qui l'oublent trop, il rappelle justement que l'apologétique n'est pas une science en soi et abstraite, mais un art souple, psychologique, nuancé, vivant, qui doit chercher sa voie et, avant tout, s'adapter à la mentalité des individus comme à celle de leur temps. « A mesure qu'on a plus d'esprit, on trouve qu'il y a plus d'hommes originaux. Les gens du commun ne trouvent pas de différence entre les hommes » (16), écrivait

---

(15) D. E., iv, 987.

(16) *Pensées*, édit. Brunsvieg minor, 323.

Pascal qui, travaillé du même souci, ne s'en remettait pas à la géométrie qui prouve, mais recourait à la finesse qui permet de persuader. Les siècles qui se succèdent ne se ressemblent pas plus que les individus divers et changeants. Le XVIII<sup>e</sup> ne pouvait être convaincu par les méthodes qui réussissaient au XVII<sup>e</sup> ; celles-ci devaient se renouveler pour répondre à l'évolution des tendances et des goûts. C'est le mérite de M. Emery d'avoir compris cette nécessité urgente, et l'on doit regretter qu'à son époque les défenseurs de l'Eglise n'aient pas mieux saisi toute la portée de son intelligente et modeste suggestion.

## II

La crise qui secoue, au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Eglise de France n'est pas seulement due aux querelles théologiques soulevées par les problèmes de la grâce, ni à l'esprit d'indépendance et d'opposition qui se manifeste de plus en plus, vis-à-vis des évêques, dans le clergé de second ordre, ni aux assauts concentrés des philosophes, auréolés de prestige et parfois de génie, contre la foi mal défendue par des apologistes mal adaptés et sans talent. Elle est due aussi à un abaissement sensible de la vie intérieure et à la défaveur qui frappe la spiritualité en même temps, sinon plus, que la morale et le dogme chrétiens. Le XVII<sup>e</sup> siècle avait été celui de « l'invasion mystique », avec le XVIII<sup>e</sup> siècle commençait « le procès des mystiques », « la retraite des mystiques » (17), leur déroute même, écrit M. Pourrat (18).

---

(17) H. BREMOND, *Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des Guerres de religion jusqu'à nos jours*, II, XI.

(18) P. POURRAT, *La spiritualité chrétienne*, IV, 318.



Cette retraite, sinon cette déroute, il serait injuste de l'imputer au jansénisme exclusivement. Sans doute, par sa doctrine et par ses luttes, le jansénisme a desséché et raidi les âmes. Ce ne sont pas seulement les bâtiments de Port-Royal qui ont été ruinés, c'est l'esprit primitif qui a disparu ; le moralisme et le stoïcisme chrétiens que professent ses fidèles ne rappellent d'aucune manière la fraîcheur poétique et l'émouvante ferveur des tout premiers élans. Au Pascal qui écrivait d'une plume brûlante son *Testimonial* et les *Mystères de Jésus*, a succédé le bon Nicole, antimystique et froid (19).

Mais quelque stérilisante qu'ait été pour la piété chrétienne cette funeste et trop efficace évolution, il n'en reste pas moins vrai que la responsabilité se partage. Par leurs controverses et leurs erreurs regrettables, les mystiques eux-mêmes ont contribué à leur discrédit. La querelle qui opposa Bossuet à Fénelon n'est point close ; l'un et l'autre gardent encore leurs défenseurs comme leurs adversaires ; mais adversaires et défenseurs s'accordent à reconnaître que le premier par sa fougue, sa raideur, on dit même par ses incompréhensions, le second par sa subtilité inquiétante, sa souplesse fuyante, ses erreurs incontestables, ont également concouru, quoique de façon inégale, à créer la défiance dont souffre désormais le pur amour.

Le rationalisme du siècle, aussi fatal à ce pur amour que le jansénisme et le quiétisme, achève la déroute, et par la condamnation dont il frappe la mystique et par la déviation qu'il entraîne chez ceux qui veulent échapper à ses coups.

Ceux qui le professent méconnaissent en effet, par

---

(19) H. BREMOND, *Histoire littéraire du sentiment religieux*, t. IV, chap. XI. *Nicole ou l'antimystique*.

principe, au nom de la raison raisonnante, les intuitions mystérieuses de la prière qu'ils traitent de ridicules et de folle imagination. Le siècle des lumières n'a que faire de ces décevantes clartés où il ne voit qu'extravagance et creuse vision. D'autre part, surtout dans les milieux protestants de Hollande et d'Allemagne, les âmes religieuses, pour se garantir contre les négations des philosophes qui les choquent et les déconcertent, se réfugient dans le sentiment qu'un ancien Bénédictin La Croze, passé à l'hérésie, appelle « le sixième sens » par lequel « on goûte Dieu », faute de pouvoir le démontrer (20). Poiré, Jurieux, Saurine versent ainsi dans un mysticisme faux (21) ; dans l'Eglise évangélique, tout un mouvement se dessine qui soustrait la croyance à la preuve objective pour la ramener à une expérience religieuse purement subjective. Jean-Jacques Rousseau sera leur disciple, et plus encore, sous une autre forme et dans un tout autre style, Emmanuel Kant. *La Critique de la raison pure* et *La Critique de la raison pratique* marquent l'aboutissement doctrinal, systématique de la tendance piétiste. Kant soustrait les vérités métaphysiques à la science pour les retrancher dans la foi.

M. Emery n'ignore pas ces déviations dangereuses, car son information très large et très étendue lui permet de suivre, dans les pays protestants, cette funeste évolution de la pensée religieuse. Il connaît Poiré qui édite pêle-mêle en Hollande le *Catéchisme de la vie intérieure* de M. Olier, saint Bernard, sainte Thérèse et les

---

(20) LA CROZE, *Entretiens sur différents sujets d'histoire, de littérature, de critique*, cité par A. CHÉREL, *De Télémaque à Candide*, chap. x.

(21) Sur le mouvement mystique en Allemagne et en Hollande, voir MAX WIESER, *Der sentimentalische Mensch gesehen aus der Welt Hollaendischer und Deutscher Mystiker im XVIII Jahrhundert*, Gotha, 1924.

œuvres de Mme Guyon. Il a lu Jurieux qu'il ne condamne pas entièrement : « La théologie mystique de Jurieux, avoue-t-il, renferme au fond quelques observations assez sages. » (22) Mais en France, la crise mystique se présente sous un aspect tout autre. Elle provient moins de la déformation piétiste et sentimentale que du rationalisme ambiant. C'est donc contre ce rationalisme négateur et contre ses préjugés qu'il s'élève exclusivement.

Mais, fidèle à la méthode qu'il a employée en apologétique, le directeur du Séminaire de Lyon n'intervient pas directement et personnellement. La science théorique et vécue qu'il possède de la haute doctrine spirituelle l'autoriserait pourtant à le faire. Il a été formé par l'Ecole française dont il maintiendra et restaurera, au Séminaire Saint-Sulpice, la riche et noble tradition. Il est nourri également de la doctrine carmélitaine, car Saint-Sulpice, pour des raisons historiques, a toujours et parallèlement suivi cette double voie. M. de Bérulle, M. Olier ont été trop intimement liés à la fondation des Carmels français pour que leurs disciples se cantonnent exclusivement dans la spiritualité très intellectuelle du Grand Siècle. Ils restent en contact trop étroit avec les filles de sainte Thérèse, intimement unies à l'œuvre des Séminaires, pour ne point s'inspirer des écrits de leur fondatrice. Durant la Terreur, M. Duclos habitera, rue Saint-Jacques, la même maison que Mme de Soyécourt et ses religieuses. Dès le Directoire, à l'instigation du Supérieur général, il les réinstallera dans le couvent des Carmes qu'elles rachèteront, et le second fondateur de Saint-Sulpice passera à bon droit pour le second fondateur du Carmel dans notre pays.

L'expérience spirituelle de M. Emery l'autorisait

---

(22) *Emery à Bausset*, 31 janvier 1801, D. E., VI, 356.

donc à intervenir personnellement dans le débat. Nul doute qu'il ne fût capable de défendre contre le rationalisme les droits de la mystique et de mettre en garde les chrétiens contre un discrédit aussi injuste que stérilisant. Il préférera s'effacer et laisser à sainte Thérèse elle-même la parole en publiant des extraits de ses œuvres.

... Une infinité de personnes, lisons-nous dans la préface, ont écrit et écrivent encore sur la piété. Nous sommes bien éloignés de condamner la multiplicité même excessive des ouvrages de ce genre, mais il faut pourtant avouer que c'est aux saints qu'il appartient singulièrement de parler de la sainteté, et que mille raisons nous engagent à les écouter et à les suivre préférablement à tous les maîtres qui se présentent à nous. Le langage de la piété a bien plus de grâce et de vérité dans leur bouche : leurs maximes sont consacrées par l'expérience, toute leur vie en est la démonstration. Jamais l'homme, dans leur personne, ne peut être mis en contradiction avec le prédicateur, parce qu'ils donnent en même temps les leçons et les exemples. Profondément pénétrés des vérités qu'ils inculquent, véritablement enflammés de zèle pour le salut du lecteur, ils n'ont pas besoin de s'agiter comme tant d'autres et, si on peut s'exprimer ainsi, de se battre les flancs pour s'animer et pour mettre quelque chaleur dans leurs discours. Ce sont leurs écrits qui nous offrent les exemples de ces mouvements affectifs qui touchent le cœur, de cette onction insinuante qui le pénètre, de ce pathétique tendre qui achève de le gagner ; infiniment plus accrédités que les écrivains vulgaires, ils sont dispensés de fournir des preuves ; leur autorité suffit et cela est vrai surtout à l'égard des saints dont la gloire principale est d'avoir été singulièrement éclairés dans les voies spirituelles (23).

Après l'*Esprit de Leibniz*, M. Emery publie donc, en 1775, l'*Esprit de sainte Thérèse*. Cet ouvrage, avoue-t-il dans sa préface, lui a été inspiré par l'*Esprit de*

---

(23) L'*Esprit de sainte Thérèse*, p. p. MIGNÉ, *Œuvres de M. Emery*.

*saint François de Sales*. Mais la similitude des titres ne doit pas faire illusion sur la différence des méthodes. Dans son *Esprit de saint François de Sales*, Camus a mis beaucoup de lui-même.

C'est du saint François de Sales, écrit l'abbé Bremond, parlé si j'ose dire ou « camunisé », qu'on me passe ce mot, puis indéfiniment commenté. Livre d'or et de plomb. Aussi longtemps que l'auteur se borne à raconter le Saint et à nous redire ses propos, il est exquis au plus haut point. Les dissertations interminables qu'il associe, vaille que vaille, à ses souvenirs, et dans lesquelles il expose à bâtons rompus quelques-unes de ses idées favorites, paraissent naturellement moins heureuses (24).

Dans son *Esprit de sainte Thérèse*, M. Emery n'ajoute rien de son cru. Seule la préface, insinuante et sinieuse, est de sa plume. L'ouvrage lui-même se compose uniquement de citations tirées des écrits de la Sainte, sans commentaires ni paraphrase. Ce que veut M. Emery, c'est mettre le lecteur en contact direct avec le texte et rendre celui-ci plus accessible au grand public qui le méconnaît trop.

Les ouvrages de saint François de Sales se trouvent à la portée ou entre les mains de tous les fidèles ; ils paraissent d'autre part plus facilement abordables. Ceux de sainte Thérèse, par contre, outre qu'ils sont moins répandus, même dans les milieux dévots, se heurtent à des préventions aussi injustes que tenaces.

On croit qu'il ne s'y agit, le plus souvent, que de révélations, de ravissements, d'extases, que la Sainte est perpétuellement abîmée dans la divinité ; que de là elle donne des leçons de perfection et tient un langage que les hommes peuvent à peine entendre ; en un mot, que ses œuvres ne sont utiles et intelligibles qu'à des âmes d'une oraison émi-

---

(24) H. BREMOND, *Histoire littéraire du sentiment religieux*, I, 172.

nente, et dont le nombre ne peut donc qu'être fort petit, même dans les communautés religieuses les plus ferventes.

Voilà le préjugé que rapportent et que répandent des personnes même pieuses qui en ont tenté la lecture, et il faut convenir que le préjugé n'est pas sans quelque fondement, car il est vrai que la Sainte parle souvent de visions et de révélations, surtout dans sa *Vie* écrite par elle-même ; qu'elle entre dans d'assez grands détails sur leurs suites et leur usage ; qu'elle décrit les opérations les plus extraordinaires du Saint-Esprit dans les âmes ; qu'elle suppose ou qu'elle tend à établir dans les religieuses auxquelles elle adresse la parole la contemplation la plus parfaite et la plus haute mysticité. Il ne faut donc point être surpris si des personnes d'une piété commune, et qui tombent sur cette partie des œuvres de sainte Thérèse, n'y comprenant rien, ou du moins n'y voyant rien qui puisse être à leur usage, abandonnent le livre sans l'approfondir davantage et en dégoûtent tous ceux qui se proposeraient d'en entreprendre la lecture (25).

La forme de sainte Thérèse ne rebute pas moins que la doctrine.

Le dégoût provenant du fond des matières est fortifié par le désordre du discours. Le lecteur, à tout moment, en perd le fil et ne le retrouve qu'avec peine, parce que sainte Thérèse, ne pouvant contenir les élancements de l'amour qui la consume, abandonne tout à coup son sujet et se livre à de longues digressions. Il y a plus : accablée d'affaires et d'infirmités, et ne travaillant en conséquence que dans des intervalles de temps très courts et très éloignés les uns des autres, il ne lui a pas été possible de mettre toujours de l'ordre et de la liaison dans ses pensées (26).

Pour combattre les préjugés qui se rencontrent non seulement chez les rationalistes, mais encore — retenons l'aveu — chez « les personnes même pieuses », et rendre les écrits de la Sainte plus accessibles, M. Emery présente donc une suite de textes ordonnés par ses

---

(25) *Œuvres de M. Emery*, p. p. MIGNE, 14.

(26) *Id.*, *ibid.*

soins. Mais il ne le fait pas sans précautions oratoires. Rien ne trahit mieux que sa préface la mentalité ambiante que dénonçaient le P. Caussade lorsqu'il publiait les *Instructions spirituelles en forme de dialogue sur les divers états d'oraison, suivant la doctrine de Bossuet*, et le Dominicain Schramm, lorsqu'il écrivait en 1720 : « En voyant ce titre *Théologie mystique*, vénérable lecteur, n'aie pas la nausée ni la peur que le mot mystique inspire à tant de gens. » (27)

Pour désarmer ces préventions, M. Emery, au début de sa préface, introduit donc sainte Thérèse sous le manteau de Platon :

On a dit qu'il n'était point d'auteur plus admiré et en même temps moins lu que Platon ; je ne sais si on ne pourrait point en dire autant d'une Sainte à qui la beauté du génie, l'élévation des pensées, la magnificence du style, la grandeur du caractère donnent d'ailleurs avec le divin Platon, une conformité frappante. On voit bien que nous parlons de sainte Thérèse, et les personnes instruites ne seront point étonnées que nous trouvions des rapports singuliers entre elle et le philosophe de l'antiquité qui a parlé le plus noblement de la divinité et pénétré le plus avant dans ces mystères (28).

Comme si le Platon de la Grèce ne suffisait pas, au centre de la préface il appelle à la rescousse le « Platon de la Germanie », Leibniz, qu'il cite longuement :

Ce grand homme, qui a mené de front toutes les sciences, et qui les a menées si loin, le Platon de la Germanie, n'a donc point cru que les extases fussent des chimères ni que la contemplation de Dieu, c'est-à-dire, dans le langage des mystiques, l'oraison de contemplation et d'union, n'en pût être le principe. Il y a plus ; loin de les croire uniquement propres à repaître l'imagination de quelques dévots oisifs, il les a envisagées comme le plus haut point de la perfection et de

---

(27) P. POURRAT, *La spiritualité chrétienne*, IV, 322-323.

(28) *Œuvres de M. Emery*, 14.

la félicité humaine ; car, c'est par des exercices et des méthodes qui tendent à mettre l'âme dans un état approchant de l'extase, qu'il croit que l'homme pourrait se rendre supérieur à toutes les douleurs (29).

La philosophie, alors si fort en faveur, sert également à M. Emery pour faire accepter à son lecteur prévenu tout ce que sainte Thérèse dit de ses extases et de ses ravissements.

Nous avons cru, écrit-il, seulement devoir mettre sous leurs yeux quelques-uns des sentiments et des effets qu'éprouvait sainte Thérèse dans cet état admirable, et c'est un autre point de vue sous lequel cet état nous offre le spectacle le plus intéressant, le plus digne de fixer les regards d'un chrétien et même d'un simple philosophe. On acquiert dans cette partie des œuvres de sainte Thérèse, curieusement méditées, plus de connaissances importantes sur l'âme que dans tous les écrits des métaphysiciens anciens et modernes. C'est une espèce de psychologie expérimentale, bien supérieure à tous leurs succès et à tous leurs efforts. Que nous ont-ils effectivement appris ces hommes si vantés, et quel est le résultat de leurs profondes recherches ? (30)

Comme si la philosophie ne suffisait pas encore à défendre la mystique contre les préjugés ambiants, M. Emery s'applique en outre à donner de sainte Thérèse une idée juste en faisant ressortir sa valeur humaine et ses charmes. La véritable sainteté, loin d'éteindre les serviteurs de Dieu, donne au contraire tout leur développement aux qualités naturelles. L'humanisme ne perd rien, bien au contraire, à devenir dévot.

Aussi l'auteur emprunte-t-il aux *Lettres*, aux *Fondations*, à *La manière de visiter les monastères*, de longs et larges passages qui nous présentent la réformatrice sous un aspect sympathique et vivant.

---

(29) *Œuvres de M. Emery*, 24.

(30) *Id.*, 22-23.



Les œuvres de sainte Thérèse proprement dites ne sont point l'unique fond dont nous avons tiré nos matériaux. Nous avons mis encore à contribution ses lettres imprimées et celles que nous avons adoptées ne seront pas la partie de notre ouvrage la moins curieuse et la moins instructive. On doit sentir qu'en général nous avons dû préférer celles qui renferment des sentiments de piété et fournissent des règles de conduite, à une multitude d'autres où on ne voit que des détails sur le gouvernement temporel de ses monastères. Cependant, pour donner dans toute son étendue l'esprit de sainte Thérèse et accréditer encore plus universellement ses maximes, nous avons jugé convenable d'en insérer quelques-unes qui ne servent immédiatement qu'à faire connaître sa capacité dans la conduite des affaires, la gaieté de son caractère, la sensibilité de son cœur, les charmes de son esprit. On conviendra sans doute, après les avoir lues, que cette Sainte, si sévère à elle-même, si élevée dans la contemplation, et qui semblait n'y plus tenir à la terre, était la femme de son siècle non seulement la plus habile, mais encore la plus propre à rendre la vertu aimable. On y apprendra, suivant la remarque du célèbre évêque de Bethléem (*Lettres de sainte Thérèse*, t. II, préface p. XXVII), à spiritualiser le commerce du monde et à humaniser la plus sublime spiritualité ; on y remarquera que si les saints ont, pour ainsi dire, leurs jours de fêtes et de cérémonies, ils ont aussi comme leurs jours ouvriers et domestiques, mais que toujours ils sont saints, sérieux dans leurs jours de fêtes, sans être jamais à charge, aisés et naturels dans les autres jours, sans scandaliser personne, modestement gais, noblement familiers, d'une piété aimable et insinuante, faisant voir par leur exemple que la vertu n'est point farouche et que, se faisant toute à tous, elle se rend aimable, accessible à tout le monde et ne rebute que ceux qui ne la connaissent pas (31).

Pour appuyer cette thèse, M. Emery utilise même les *Avis et maximes sur le gouvernement des religieuses* de la Mère Marie de Saint-Joseph qui ne sont pas l'œuvre de sainte Thérèse, mais reproduisent ses principes et reflètent sa pensée intime.

---

(31) *Œuvres de M. Emery*, 15.

Les maximes de la fille étaient celles de la mère, et l'esprit de la première nous fait parfaitement connaître l'esprit de la seconde (32).

La meilleure manière de faire comprendre cet enseignement alors si discrédité est encore de le faire vivre. L'auteur le déclare sans ambages. Sans doute, il songe aux rationalistes dont il voudrait redresser les idées fausses et combattre les erreurs; mais il vise surtout les âmes chrétiennes et religieuses qui ignorent par trop les écrits de la réformatrice du Carmel et les négligent systématiquement, comme s'ils n'étaient point capables d'orienter et de nourrir efficacement leur piété.

Notre ouvrage, écrit-il, fera connaître plus particulièrement la Sainte à une infinité de personnes séculières et régulières qui ne l'auraient jamais connue que de nom et qui seraient éternellement restées dans le préjugé que sainte Thérèse était une sainte d'une piété inaccessible et qui n'offre rien à l'imitation. Touchées de cette doctrine également aimable, édifiante et sublime, dont nous avons transporté tant de traits sous leurs yeux, elles seront puissamment excitées à puiser elles-mêmes dans les ouvrages de la Sainte et à exploiter jusqu'au bout une mine précieuse qu'on leur annonce comme bien éloignée d'avoir été épuisée (33).

Exploiter jusqu'au bout cette mine précieuse, M. Emery ne prétend pas le faire. On doit même ajouter qu'il ne le veut pas. Quand on relève, en détail et de façon précise, ses omissions et ses coupures, on s'aperçoit, en effet, que ses choix répondent à un dessein bien net. Qu'il s'agisse de chapitres entiers ou de simples phrases, rien de plus caractéristique que les éliminations auxquelles on le voit procéder. Un examen critique un peu approfondi montre, en effet, qu'il laisse systématiquement de côté presque tout ce qui concerne les plus

---

(32) *Œuvres de M. Emery*, 18.

(33) *Id.*, 23.

hauts degrés d'oraison. Peu d'emprunts sont faits au *Château intérieur* et aux *Pensées sur le Cantique des cantiques* ; de ces deux ouvrages on ne retrouve dans l'*Esprit* que les premiers chapitres. Parle-t-il de l'union, M. Emery se borne aux conseils pratiques qui intéressent les oraisons initiales, donnant à peine les règles à suivre pour l'état de quiétude. Des dernières demeures du *Château*, qui est le traité le plus complet et le plus méthodique de sainte Thérèse sur les degrés supérieurs d'oraison, on ne relève aucune trace.

L'*Esprit de sainte Thérèse*, par ailleurs, ne consacre à l'oraison proprement dite que sa III<sup>e</sup> partie. La I<sup>re</sup> et la II<sup>e</sup> insistent longuement sur les vertus fondamentales qui conditionnent la prière et sur les obstacles à vaincre pour assurer les purifications nécessaires : courage, humilité, mépris de la santé, vigilance contre l'esprit du monde et l'amitié sensible, patience, mortification, obéissance, discrétion. La IV<sup>e</sup> partie contient exclusivement des lettres de la Sainte qui permettent à M. Emery de faire soigneusement ressortir son esprit positif. La V<sup>e</sup> comprend, outre les *Méditations sur le « Pater »*, faussement attribuées à sainte Thérèse, et ses *Exclamations*, deux opuscules d'allure toute différente, que M. Emery présente comme des chefs-d'œuvre de fine psychologie, de sens pratique et d'expérience, forts utiles à toutes les supérieures, ainsi que l'écrit sur *La visite des monastères* et les *Avis de la Mère Marie de Saint-Joseph* sur leur gouvernement.

La III<sup>e</sup> partie, proprement réservée à l'oraison, revient encore sur la nécessité et la valeur des vertus. L'obéissance et la charité peuvent nous élever à la plus haute perfection. (Ch. XII.) Elles sont préférables à toutes les consolations de l'oraison et aux ravissements mêmes. On ne doit point craindre de quitter l'oraison lorsque

l'occasion de pratiquer les vertus y oblige. (Ch. xii.) La fin de la contemplation n'est autre que l'action ou le service de Dieu. (Ch. xi.) L'essentiel est de parvenir à la perfection, et celle-ci ne requiert point le don d'oraison contemplative. (Ch. x.) Marthe était une sainte, encore qu'elle s'occupât des soins de la maison.

Il semble donc qu'un double souci ait présidé au choix de ces textes. M. Emery veut d'abord être pratique. Son rôle reste celui d'un simple initiateur ; rester accessible à toutes les âmes désireuses de vie intérieure, leur livrer seulement l'essentiel de cette doctrine si haute qu'elles méconnaissent et ignorent, tel est simplement son dessein. Sur le jardin fermé de l'Epoux, il leur ouvre de simples perspectives sans pousser jusqu'au bout une exploration qui les dépasserait. Mais ces perspectives sont telles qu'elles éveilleront le désir de pénétrer plus à fond. Aussi le voit-on citer avec une complaisance manifeste de longs passages où sainte Thérèse décrit les joies surnaturelles, la paix intérieure, le recueillement de l'oraison.

Le chapitre xiii de la III<sup>e</sup> partie est intitulé : « Plaisir inconcevable de l'âme dans l'oraison d'union ». Le chapitre xiv emprunte même à la *Vie* de la Sainte de longues pages relatives au ravissement et à l'extase. Rien de plus efficace pour inspirer le désir et éveiller le goût de ce commerce intime avec le Christ et avec Dieu. Aussi M. Emery escompte-t-il que ce contact partiel avec les œuvres de sainte Thérèse amènera son lecteur, piqué de cette découverte, à une étude plus complète du texte intégral. Il escompte surtout qu'il poussera celui-ci à marcher courageusement sur les traces de ce modèle entraînant.

Notre ouvrage, écrit-il, fera connaître plus particulièrement la Sainte à une infinité de personnes séculières et régulières qui ne l'auraient jamais connue que de nom et qui seraient

éternellement restées dans le préjugé que sainte Thérèse était une sainte d'une piété inaccessible et qui n'offre rien à l'imitation. Touchées de cette doctrine également aimable, édifiante et sublime, dont nous avons transporté tant de traits sous leurs yeux, elles seront puissamment excitées à puiser elles-mêmes dans les ouvrages de la Sainte et à exploiter jusqu'au bout une mine précieuse qu'on leur annonce comme bien éloignée d'avoir été épuisée (34).

Suit donc tout un paragraphe pour indiquer les meilleures éditions de la Sainte, y compris l'adresse et le nom de l'éditeur.

Pratique, M. Emery veut aussi rester prudent. Son époque nourrit contre les mystiques des préjugés très forts dont il faut tenir compte pour les combattre plus efficacement. L'esprit du siècle a gagné le peuple chrétien, les Séminaires, le clergé, jusqu'aux monastères. De là ses ménagements. Le Christ lui-même ne livra pas tout d'un coup toute sa doctrine à ses apôtres, incapables de la comprendre et de la porter. Son enseignement s'adapte à la mentalité de ses disciples pour éclairer leurs âmes et les élever progressivement. L'éditeur de sainte Thérèse s'inspire de cette méthode évangélique. C'est d'ailleurs la méthode des auteurs spirituels de son temps qu'on a parfois qualifiés de mystiques timides et honteux, comme s'il ne leur avait pas fallu un certain courage pour résister au courant, comme si l'état général des esprits ne leur avait pas imposé de nécessaires ménagements.

Que M. Emery s'applique dans son ouvrage à ne pas effaroucher ses contemporains, la chose paraît évidente (35). A vouloir trop, on risque de ne rien obtenir.

---

(34) *Œuvres de M. Emery*, 25.

(35) Mais les préjugés étaient si forts qu'il ne semble pas y avoir entièrement réussi, témoin la lettre suivante que lui adresse, le 9 novembre 1774, le célèbre naturaliste genevois Bonnet, auquel il avait envoyé son ouvrage. « Vous avez mis

Le mieux est parfois le plus grand ennemi du bien. Aborder de front l'obstacle n'entre point dans sa méthode. Il préférera toujours la résistance souple à la résistance rigide, l'insinuation adroite à la brutale affirmation. Toujours, avec une sagesse admirable, il saura tenir et tenir ferme en s'adaptant.

Aussi bien, si l'auteur insiste surtout sur les vertus pratiques et effectives qui disposent à l'union, s'il ne réserve qu'une place restreinte aux degrés supérieurs d'oraison, s'il pratique des coupes sombres dans certains ouvrages de la Sainte, il se garde cependant de passer sous silence certains états qui relèvent de la mystique la plus haute. Sa timidité voisine avec de prudentes hardiesses. Il publie par exemple et publie intégralement

---

dans ce morceau intéressant (la préface) autant de philosophie qu'il pouvait en comporter relativement à vos vues. Je vous tiens grand compte de vos sages réserves sur les visions de sainte Thérèse. Cet article n'était pas facile à manier dans les circonstances particulières et il me semble que vous vous en êtes tiré très habilement. » Bonnet regrette néanmoins qu'il n'ait pas supprimé tout ce passage. « Je ne vous le dissimulerai point, continue-t-il, je crains avec fondement que *l'Esprit de sainte Thérèse* ne nuise plus à cette religion que vous aimez qu'il ne la servira. Vous savez, comme moi, combien notre siècle est antipathique avec la mystique et tout ce qui lui est analogue. Je regrette donc sincèrement que vous n'ayez pas retranché de ce livre tout ce mystique si opposé à cette dévotion vraiment éclairée qui satisfait également l'esprit et le cœur, qui est la seule qui puisse convenir à un esprit intelligent et la seule digne du *grand Etre* auquel il doit ses adorations et ses hommages. Si vous étiez moins philosophe, je n'aurais pas tant insisté sur ces réflexions, ou plutôt je les aurais entièrement supprimées. Le temps est venu où la religion doit se montrer aux hommes dans cette noble et majestueuse simplicité qui est celle de ses origines. Contemplez-la dans l'Evangile et opposez ce tableau admirable de la perfection humaine avec ceux que vous offrent de trop nombreuses productions de l'esprit monastique... Somme toute, conclut Bonnet, le volume aurait dû être réduit au tiers ; un ami éclairé, plus sévère encore, dit au dixième. » D. E., IX, 9237-9240.

trois relations de la Sainte à ses confesseurs qui vont très haut et très loin. Sans doute estime-t-il ces lettres plus accessibles à ses lecteurs que les traités *ex-professo*. Sans doute les présente-t-il moins pour donner des règles de conduite qu'à titre d'expérience personnelle. Mais ces précautions n'empêchent point l'adroit éditeur de faire lire et entendre la doctrine qu'elles renferment et qui est purement mystique. —

Quant aux visions et révélations, si M. Emery les supprime impitoyablement, ce n'est point, il le déclare sans ambages, pusillanimité de sa part, mais en raison du but pratique qu'il s'est assigné.

Nous n'avons mis sous les yeux du lecteur aucune des révélations et des visions de sainte Thérèse, si on excepte celle de l'enfer, qui renferme une moralité très instructive ; on en voit la raison : le plan de notre ouvrage, tel que nous l'avons fait connaître, les excluait évidemment, car ce n'est de notre part ni incrédulité ni pusillanimité, c'est-à-dire que nous n'avons pas été déterminés à n'en point faire usage parce que nous n'y ajouterions pas ou nous craindriions de paraître y ajouter foi ; nous sommes persuadés qu'il y a autant de faiblesse à tout rejeter qu'à tout croire en ce genre. Une incrédulité décidée à l'égard de toutes les visions et les révélations particulières, d'abord, ne conviendrait point à un chrétien qui connaît l'histoire des premiers siècles de l'Eglise et qui les respecte, car cette histoire nous apprend que de saints personnages, de l'un et l'autre sexe, en ont été constamment favorisés, et les fidèles ne doutaient pas que ces sortes de grâces ne fussent alors très fréquentes (36).

Suit un long et vigoureux passage qui défend la réalité et l'authenticité de ces extraordinaires communications avec Dieu.

Tel est donc l'esprit de cet ouvrage. Modeste, sans prétention, il n'en constitue pas moins, courageusement, sous sa timidité apparente, une tentative heureuse pour

---

(36) *Œuvres de M. Emery*, 17-18.

enrayer la déroute des mystiques, réintroduire l'estime, le goût et la pratique de l'oraison.

Par cette initiative, M. Emery contribua pour sa part à maintenir dans l'Eglise de France la grande tradition spirituelle qui tendait à fléchir dangereusement. De cette tradition, qui continuait dans l'ombre, il demeure à la fois un défenseur et un témoin ; car, malgré les apparences, cette tradition continue bel et bien. On la devine dans les couvents de femmes qui demeuraient plus attachées que les couvents d'hommes à leur vocation et à leur esprit ; 1791 et 1793 le prouveront abondamment. On la retrouve chez les Carmes, les Jésuites (37), les Chartreux, les Sulpiciens. Malheureusement, la vie mystique du XVIII<sup>e</sup> siècle attend toujours son historien. L'abbé Brémond, qui avait projeté de l'écrire, est mort avant d'avoir pu réaliser son dessein.

Ces quelques pages, consacrées à l'*Esprit de sainte Thérèse*, demeurent un simple et superficiel sondage. Un sourcier viendra peut-être détecter un jour, à fond, cette nappe demeurée souterraine qui réapparaît au grand jour avec le P. de la Clorivière et le P. Grou. Nous aurons alors la complète explication de certaines abdications et de certaines fidélités, qui attristèrent et honorèrent l'Eglise de France quand survint la grande épreuve de la Révolution. On sait d'une manière générale, qu'avec le jansénisme, l'opposition du clergé, le rationalisme des philosophes, la faiblesse de l'apologétique chrétienne, la décadence spirituelle du XVIII<sup>e</sup> siècle a préparé la crise religieuse de 1789. Mais on le sait trop vaguement. La déroute des mystiques appellerait

---

(37) Sur la tradition mystique au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la Compagnie de Jésus, voir l'ouvrage récent du P. J. BREMOND, *Le courant mystique au XVII<sup>e</sup> siècle, L'abandon dans les lettres du P. Milleg*.



une étude approfondie qui projetterait des lumières extrêmement précieuses sur toute cette histoire qui conserve tant de zones obscures. La vie d'une Eglise, comme celle des prêtres, des religieux, des simples chrétiens qui la composent, s'intensifie et diminue fatalement dans la mesure même où s'intensifie et diminue son esprit d'oraison.

## CHAPITRE IV

### M. EMERY, SUPERIEUR GENERAL

- I. La démission de M. Le Gallic et l'élection de M. Emery. —
- II. La décadence du Grand Séminaire de Saint-Sulpice. Ses causes : le cardinal Fleury et M. Couturier ; les vocations douteuses et intéressées des cadets de noblesse ; les vocations contraintes ; l'influence des philosophes et des économistes.  
La crise spirituelle. Les études.

Pendant les grandes vacances de 1782, M. Emery est mandé à Paris. Il s'y rend sans inquiétude ni méfiance ; il s'agit sans doute d'une assemblée extraordinaire qui réunira les consultants et les assistants de la Compagnie, mais rien ne laisse percer les intentions réelles du Supérieur général qui veut se démettre de sa charge ; les motifs invoqués par M. Le Gallic ne sont que trop vraisemblables ; l'état des Séminaires que gagne l'esprit du siècle, la nécessité de réagir contre le relâchement, l'étude judicieuse d'adaptations nécessaires suffisent à expliquer cette convocation insolite. L'absence du supérieur d'Angers ne peut être que passagère. En réalité, sans qu'il le soupçonnât aucunement, il courait au-devant des responsabilités nouvelles. Paris le garderait pour toujours.

## I

L'assemblée a lieu au début de septembre, dans la maison d'Issy. Treize sessions se tiennent d'abord, entièrement consacrées au programme officiellement établi, et les travaux se déroulent sans que le Supérieur général démasque l'objet principal assigné dans son esprit à ce Chapitre extraordinaire. C'est seulement à la fin de la quatorzième séance qu'il communique sa décision : sa mauvaise santé, la dureté de ses oreilles, le poids d'une charge trop lourde pour ses épaules fléchissantes l'obligent, assure-t-il, à résigner des fonctions qui le dépassent ; il prie donc ses confrères de vouloir bien accepter sa démission.

Ce fut un vrai coup de théâtre. La première surprise passée, les capitulants insistent avec force pour que M. Le Gallic n'abandonne pas, en des temps aussi incertains, la direction de Saint-Sulpice. La détermination qu'il a prise est sans exemple dans l'histoire de la Compagnie ; ses prédécesseurs sans exception ont exercé leur mandat jusqu'à la fin. Mais toutes les représentations demeurent entièrement vaines ; tout au plus obtient-on quelque délai pour réfléchir et prier. Le lendemain, 10 septembre, en dépit de nouvelles instances, M. Le Gallic maintient sa démission et, le soir même, l'assemblée procède à l'élection de son successeur. La majorité des suffrages se porte sur M. Emery.

Cette nomination le prenait complètement au dépourvu. Le départ de M. Le Gallic lui avait causé, comme à ses confrères, une pénible surprise ; le résultat du vote met le comble à son étonnement. D'autres avant lui, et par leur âge et par l'ancienneté de leur charge, devaient recueillir cette succession inattendue ; de tous les assistants, le supérieur d'Angers est à la fois le der-

nier nommé et le plus jeune. Il s'agit par ailleurs de recueillir un héritage aussi glorieux qu'écrasant et de maintenir, en des conditions particulièrement difficiles, les traditions de fondateurs illustres et saints ; le souvenir de « ses pères », qui soutenait jusqu'alors son imitation généreuse, décourage par avance tous les efforts qu'il tenterait pour continuer leur œuvre ; la vénération dont il les entoure, au lieu d'animer son zèle, le déconcerte douloureusement. Longtemps M. Emery se débat, et le procès-verbal de l'assemblée enregistre avec une simplicité émouvante sa tenace résistance et ses ardentes supplications. Pour céder, il lui faut un ordre devant lequel, tout en pleurs, il s'incline ; la volonté de Dieu est formelle ; par obéissance, il acceptera de commander (1).

M. Le Gallic attendit le soir pour communiquer aux élèves du Séminaire, qui se trouvaient en vacances à Issy, un changement aussi important. Après la prière, en quelques mots, il leur annonce que ses infirmités l'ont obligé à se démettre, qu'il n'est plus leur supérieur, que jamais il n'oubliera ceux qui furent ses enfants, qu'il les portera dans son cœur jusqu'à la mort, qu'il est enfin remplacé par un homme dont ils ne tarderont pas à apprécier les rares mérites, M. Emery.

Au nom de la communauté, le directeur, M. de Verclos, répondit « que tous les cœurs étaient pénétrés du regret de perdre un si digne supérieur et de la plus vive reconnaissance pour tous les services qu'ils en avaient reçus ; que la seule chose qui pût alléger leur douleur était le choix de l'excellent supérieur que la Providence leur donnait ». Après quoi, on donne le sujet d'oraison, et les élèves se retirent interdits. C'est le grand silence

---

(1) *Registre des Assemblées générales*, D. E., XII, 807-808.

qui ne leur permet pas d'échanger leurs impressions ; chacun regagne sa chambre, préoccupé, soucieux, inquiet (2).

Dès le lendemain matin, les séminaristes se concertent pour tenter chez M. Le Gallic une démarche que n'inspirait pas, semble-t-il, la seule honnêteté. Ils lui disent leurs regrets, lui présentent leurs excuses, lui promettent enfin, s'il veut revenir sur sa décision, une régularité plus grande qui fera sa consolation. En réalité, ils devinent les véritables raisons de son départ subit et redoutent les réformes que le nouveau supérieur ne manquera pas d'imposer. M. Le Gallic les reçoit avec une bonté toute paternelle, mais leur oppose un catégorique refus : « La chose est consommée, leur dit-il, je n'ai pris ce parti qu'après de longues réflexions et mûr examen. Vous insisteriez inutilement ; ma démarche est irrévocable. Ne pressez pas davantage, ajoute-t-il avec une bonhomie émue, vous me feriez faire l'enfant. » (3)

Depuis la veille, d'ailleurs, sa démission avait été notifiée aux membres de la Compagnie. Rien de plus émouvant que cette circulaire où l'ancien supérieur laisse entendre, avec une sincérité parfaite, les motifs exacts de sa décision. Si la Providence, qui règle toutes choses en ce monde par des vues particulières, l'avait placé à la tête de Saint-Sulpice, il rentrait dans son premier état de directeur avec un plaisir que tous devaient partager, car son départ mettait en sa place l'homme qu'il fallait, M. Emery. « Il réparera mes fautes, ajoutait M. Le Gallic avec une humilité touchante, il perfectionnera le peu de bien que j'ai pu faire et, par les béné-

---

(2) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 149.

(3) *Id.*, *ibid.*

dictions du ciel que vos prières attireront sur la Compagnie, l'ordre et la subordination s'y maintiendront ; l'esprit de nos pères, leurs vertus et leur ferveur y fleuriront de plus en plus pour l'édification du clergé et l'honneur de la religion. Je ne suis donc plus votre supérieur, concluait-il, mais votre simple confrère qui vous demande votre simple amitié et le secours de vos prières dont j'ai besoin pour mourir saintement. » (4)

M. Emery est donc bien, malgré lui, Supérieur général de la Compagnie. Un mois à peine le sépare de la rentrée toute proche ; il n'a pas de temps à perdre pour réfléchir aux mesures qui s'imposent s'il veut, dès le principe, s'attaquer à l'urgente réforme que la situation du Grand Séminaire exige impérieusement. L'œuvre sera longue, difficile ; elle demandera de l'énergie, de la patience, de la continuité, du temps.

## II

« J'ai vu tomber Saint-Sulpice » (5), écrivait en 1841 Mgr Brumault de Beauregard. Tous les souvenirs des contemporains, tous les documents recueillis au XIX<sup>e</sup> siècle par M. Faillon ne confirment que trop cette assertion mélancolique du vieil évêque d'Orléans. La vénérable maison, fondée au XVII<sup>e</sup> siècle par M. Olier pour initier les futurs prêtres aux grandeurs du sacerdoce et préparer leur âme à la réception des Ordres sacrés, se trouvait en pleine décadence lorsque M. Emery en assume la direction.

Cette crise ne datait pas de son prédécesseur ; elle remontait à M. Couturier dont les hautes relations,

---

(4) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 150-151.

(5) *Souvenirs de Mgr de Beauregard*, D. E., IV, 169.

l'influence et le crédit furent la cause regrettable d'admissions douteuses et de vocations intéressées ; elle s'accrut sous M. Bourrachot, pour devenir, sous M. Le Gallic, vraiment inquiétante. Bien pénible est le spectacle d'une pareille déchéance, qui succède d'aussi près à des débuts si fervents. Mais si douloureux que paraisse le tableau, il importe néanmoins de le tracer avec une objectivité rigoureuse. Les ombres, par contraste, mettent en valeur la lumière ; sur ce fond chargé de couleurs peu riantes, les traits du nouveau Supérieur se dégagent avec un relief plus saisissant ; ses mérites exceptionnels ressortent davantage. L'histoire religieuse de cette époque si triste, si sombre, si mal connue, s'en trouve elle-même singulièrement éclairée.

On attribue généralement aux étroites relations qui s'établirent entre M. Couturier et le cardinal Fleury le changement d'esprit qui s'affirme, vers 1750, au Grand Séminaire Saint-Sulpice. A vrai dire, c'est sous le gouvernement de M. Le Pelletier, son prédécesseur, que le ministre de Louis XV, en faisant d'Issy sa résidence favorite, introduit dans la communauté les préoccupations séculières. Il aime, en effet, la solitude de cette campagne où, dans le château de la reine Marguerite de Navarre, sous les ombrages du parc dessiné par Lenôtre, il goûte un calme et une paix inconnus à la cour. Déjà, sous M. Lechassier, il avait demandé au Supérieur général d'agrandir l'ancien pavillon de chasse et de bâtir à son usage un appartement où il pourrait s'installer. L'affaire n'eut pas de suites immédiates. Elle devait être reprise plus tard, vers 1728. Le cardinal multiplie alors ses instances, et M. Lechassier, à contre-cœur, se résigne à céder. « On prolonge à angle droit l'aile du château qui est la plus rapprochée de Paris en construisant, dans le même style et avec le même appareil, un bâtiment qui affleurerait à la rue et dont

l'entrée principale donnait sur l'ancienne cour. » (6) Le cardinal en prit aussitôt possession.

On devine quels inconvénients comportait pour de jeunes clercs le séjour habituel d'un hôte aussi illustre. Sa présence attire auprès de lui les autres ministres ; archevêques, évêques, Abbés, grands seigneurs viennent à Issy faire leur cour à l'éminent prélat, dispensateur des bénéfices ecclésiastiques et des grâces royales. On y reçoit le Dauphin Louis et la Dauphine Marie-Josèphe de Saxe, le comte de Provence et le comte d'Artois, Adélaïde-Clotilde, femme de Charles-Emmanuel de Savoie, Madame Elisabeth, voire Louis XV en personne (7). Cela crée parfois des situations piquantes, témoin l'histoire du bon Sulpicien qui, seul à la maison, doit introduire à Lorette Madame la Dauphine. Comment offrir l'eau bénite à cette personne du sexe, puisque la retenue ecclésiastique interdit formellement de lui toucher la main ? Une rose providentielle, « reine d'un charmant bosquet qui environne la sainte chapelle », lui permet de résoudre, à point nommé, ce problème embarrassant. Il cueille la rose, la trempe dans le bénitier, la présente à la princesse en guise de goupillon. La princesse, qui se méprend, croit que ce galant homme veut lui offrir une fleur ; elle la prend, soulève un peu son fichu, met dessous la fleur et l'eau bénite, jette un cri et la retire précipitamment de l'endroit où elle l'avait cachée. Le pauvre Sulpicien, tout confus, s'explique, s'excuse. Madame l'entend, « sourit, s'impute toute la faute », et le brave homme finit par croire que la Dauphine a grandement raison de s'attribuer à elle seule

---

(6) P. BOISARD, *Issy, le Séminaire et la Compagnie de Saint-Sulpice*, 34.

(7) *Id.*, 35.



l'entière responsabilité du regrettable malentendu (8).

Les séminaristes, qui passent leurs congés ou leurs vacances à la campagne, n'imitent pas toujours la prude réserve du Sulpicien candide et « ingénu » dont Baston nous rapporte la curieuse aventure dans ses pittoresques *Mémoires*. Un jour, raconte M. de Beauregard, le Dauphin arrive à Issy où l'on doit fêter sa guérison. Cinquante gardes du corps accompagnent le prince, en uniformes rutilants. Pareille visite, en pareil équipage, honore sans doute la maison. Mais les directeurs sont alarmés par l'allure de l'escorte. Comment éviter à leurs élèves le périlleux contact d'aussi fringants cavaliers ? Il est donc convenu que ceux-ci resteront sous les armes et à cheval tout le temps que durera la réception. Cette mesure satisfait la prudence ; elle garantit l'ordre ; elle écarte l'esprit du siècle et la dissipation. Malheureusement, un certain nombre de séminaristes reconnaissent parmi ces gardes indésirables des parents, des amis. Ils insistent pour les voir ; ils réclament qu'on les autorise à mettre pied à terre, à rompre les rangs. Les Sulpiciens s'y opposent. Mais le Dauphin, auquel on recourt, lève toutes les consignes. Les gardes, trop heureux, sautent à bas de leurs montures ; ils se mêlent à la communauté ; on les invite à dîner au réfectoire. A la nuit, le jardin de Lenôtre s'illumine et on tire dans le parc un feu d'artifice aussi brillant que bruyant (9).

Encore était-ce Issy où, dans un cadre familial et champêtre, le Grand Séminaire Saint-Sulpice se détendait de ses travaux. Mais bientôt cette invasion du siècle gagné la maison de Paris elle-même. On sait quelle influence exerce le Supérieur général sur le

---

(8) BASTON, *Mémoires*, I, 43-45.

(9) *Souvenirs de Mgr de Beauregard*, D. E., IV, 16.

premier ministre. De là un mouvement de visites plus ou moins intéressées qui, à certains jours, deviennent incessantes. Le samedi, en particulier, la cour se remplit de voitures. On voit défilér chez M. Couturier les personnes de première qualité. Le duc de Brissac, qui seul a la permission d'embrasser les enfants de France, vient chaque matin le voir (10) ; on sait que le grand seigneur, « célèbre par ses trois queues et son honnêteté » (11) proverbiales, tutoie le supérieur. Pareille familiarité avec un aussi grand personnage donne la mesure de son crédit. Aussi recourt-on à son entremise pour obtenir du cardinal Fleury, qui « ne voit que par ses yeux » (12), grâces et bénéfices ; évêchés, abbayes, prébendes, tout dépend de sa protection.

Le recrutement du Séminaire se ressent bientôt d'une situation si favorable aux calculs ambitieux. On y voit affluer « les fils de famille, voire les princes » ; il est bientôt « rempli de gens de distinction » (13). On rencontre sans doute parmi eux des vocations sérieuses et solides ; plus d'un honorera, sur les sièges épiscopaux de France, l'Eglise d'Ancien Régime ; d'aucuns même sauront souffrir et mourir pour leur foi. Chez d'autres, au contraire, des vues purement humaines, la recherche exclusive de bénéfices richement pourvus, le néfaste usage qui condamne les cadets de noblesse à trouver dans les Ordres un établissement avantageux, suffisent à expliquer une orientation assez étrangère à la grâce. Ils arrivent résignés ou contraints. Certains manquent des dispositions les plus élémentaires ; une haute naissance n'est point toujours garante de vertu. « Beaucoup

---

(10) BASTON, *Mémoires*, I, 164.

(11) *Id.*, 172.

(12) *Id.*, *ibid.*

(13) *Id.*, *ibid.*

de mauvais sujets » (14), assure Mgr de Beauregard, se glissent parmi les élèves dont quelques-uns sont tout simplement scandaleux, tel le fils d'un grand seigneur libertin que Louis XV comblait de ses faveurs ; « trop fidèle imitateur des mœurs de son père », il est accusé en matière de morale « des plus coupables écarts » (15). Un peu plus tard, vers 1770, un clerc hautain, mélancolique et sombre, franchira en boitillant le seuil du Séminaire, qui se consolera de sa réclusion forcée par des escapades amoureuses ; il fera son chemin dans l'histoire ; il s'appelle Charles-Maurice de Talleyrand.

Les Talleyrand demeurent à Saint-Sulpice l'exception. Aux indignes, d'ailleurs, M. Couturier lui-même saura barrer la route ; leur hypocrisie aura beau « couvrir ses défauts du masque de la vertu » (16), celui-ci se laisse rarement tromper. Les choix qu'il présente au cardinal Fleury, Baston le reconnaît, « furent bons, quelques-uns même excellents » (17). Mais les influences s'exercent parfois supérieures à la sienne : les intrigues de cour, « la vile, mais puissante protection d'une maîtresse » (18) imposent des nominations qu'il ne réussit pas toujours à empêcher.

Néanmoins, malgré la vigilance du supérieur, malgré les précautions dont il s'entoure pour dépister les hypocrites et pour exclure les indignes, l'esprit du Séminaire ne laisse d'être profondément affecté. Son austérité fléchit et la mondanité le gagne. Habités au confort et au luxe, les cadets de noblesse, voués à la cléricature, ne se contentent pas du pauvre mobilier qui est traditionnel dans la maison ; « le duvet amollit

---

(14) *Souvenirs de Mgr de Beauregard*, D. E., IV, 165.

(15) *Id.*, *ibid.*

(16) BASTON, *Mémoires*, I, 173.

(17) *Id.*, 174.

(18) *Id.*, *ibid.*

quelques couches » (19) ; tapis, tentures, rideaux envahissent les chambres « qui se décorent ». Ils ne se résignent pas davantage à faire eux-mêmes leur ménage et leur lit, ce serait déroger ; l'élévation de leur naissance leur interdit ces humbles travaux ; des valets doivent donc les servir, le désordre s'en trouve accru (20). Leur tenue extérieure, enfin, est moins ecclésiastique que séculière ; leur savante coiffure multiplie les ondulations ; elle étage sur leur tête un triple rang de frisures ; ils portent des vêtements somptueux, se couvrent d'étoffes fines et traînent à leur suite une queue d'impressionnante grandeur.

A ces changements extérieurs, si contraires à la simplicité sulpicienne, d'autres correspondent à l'intérieur des âmes, infiniment plus graves et plus alarmants. Ce Grand Séminaire Saint-Sulpice, où toujours régnaient une grande ouverture de cœur et une saine gaieté, est devenu triste ; une lourde gêne pèse sur les relations entre les élèves qui se ferment et les directeurs qui s'inquiètent ; c'en est fini de l'aimable cordialité qui faisait le charme de la maison (21).

Tandis que les séminaristes fervents, et les témoignages contemporains affirment qu'ils sont loin de manquer, pâtissent dans cette atmosphère déprimante qui empêche l'épanouissement de leur âme, tandis que leur élan vers la vie spirituelle se trouve alourdi et freiné par le contact perpétuel de confrères relâchés et mondains, ceux que poussent au sacerdoce la pression de leur famille ou leur ambition personnelle se plient mal aux exigences d'une vie dont ils ne comprennent pas la surnaturelle grandeur. Le conformisme auquel ils se

---

(19) BASTON, *Mémoires*, I, 173.

(20) *Id.*, *ibid.*

(21) *Souvenirs de Mgr de Beauregard*, D. E., IV, 169.

résignent sans conviction, par nécessité, par intérêt, devient bientôt une intolérable gêne. On connaît les aveux de Siéyès : « Dans une position si contraire à son goût naturel, avouera-t-il plus tard, il a contracté une sorte de mélancolie sauvage accompagnée de la plus stoïque indifférence. » (22) Les aveux de Talleyrand sont plus significatifs encore : « Je fus si malheureux, confiait-il sur la fin de sa vie à ses hôtes de Valençay, que je passai mes deux premières années de Séminaire sans parler à personne. Je vivais seul en silence. » (23) Ses confrères d'alors ont noté « son chagrin habituel qui le rendait peu sociable et lui avait donné une réputation de hauteur » (24). L'un d'eux, M. de Béthisy, « qui éprouvait pour lui une sorte de sympathie triste » (25), reçut un soir, de ces airs douloureux et farouches, l'explication suivante que Mgr Dupanloup devait recueillir plus tard avec soin : « Ils veulent faire de moi un prêtre, lui dit son jeune collègue. Eh bien ! vous verrez qu'ils en feront un sujet affreux. Mais je suis boiteux, cadet ; il n'y a pas moyen de me soustraire à ma destinée. » (26)

Pour ces ecclésiastiques sans vocation que la Révolution détachera sans peine de leur Eglise et de leur Dieu, les historiens se sont montrés bien durs, comme

(22) SIÉYÈS, *Notice sur la vie de Siéyès, écrite à Paris en messidor an II*, p. p. la Révolution française, 1892, 163.

(23) *Lettre de la princesse de Dino à Mgr Dupanloup*, 10 mai 1830, citée par B. DE LACOMBE, *Talleyrand, évêque d'Autun*, 12.

(24) *Souvenirs sur Mirabeau et les deux premières Assemblées législatives*, 360.

(25) B. DE LACOMBE, *Talleyrand, évêque d'Autun*, 10.

(26) *Id.*, *ibid.* D'après une relation de Mgr LE TOURNEUR, M. de Cucsac aurait recueilli de Talleyrand, alors élève de Saint-Sulpice, un aveu analogue : « On me force d'être ecclésiastique ; on s'en repentira. » D. E., IV. 214.

si une pitié compréhensive ne devait pas tempérer en leur faveur la juste condamnation de leur déplorable conduite. Victimes d'un état de choses qui les engageait malgré eux dans le sacerdoce, soumis à une pression sociale que les meilleurs alors se résignaient à subir, et que bien peu, comme Turgot, eurent le courage de secouer à temps, ils étaient voués du même coup au sacrilège et au malheur. Leur entrée au Séminaire marque le début de leur infortune et celui de leur misère ; toute leur vie ils souffriront de cette blessure. Rien ne pourra la guérir, et les événements tragiques dont ils seront tour à tour les acteurs et les témoins, les bénéficiaires et les victimes, n'apaiseront jamais le drame secret qui les déchire intérieurement. Derrière le masque impassible, impénétrable d'un Talleyrand, ministre du Directoire, du Consulat, de l'Empire et de la Restauration, sous l'altière et méprisante désinvolture qu'affecte, au service de tous les régimes, ce grand seigneur dévoyé, est-il si difficile de retrouver ce « chagrin habituel » qui valait sa réputation de hauteur au séminariste de Saint-Sulpice, malheureux et contraint ?

On conçoit sans peine les dangers et les souffrances d'un pareil refoulement. D'aucuns se libèrent en affichant leur résistance et en faisant bon marché des règles du Séminaire ; malgré leur déplorable exemple, ils n'étaient pas, à bien réfléchir, les plus dangereux. D'autres, au contraire, contiennent leur rébellion et cherchent dans l'étude des philosophes un dérivatif à leur tourment. Pareilles lectures détendent leur esprit ; elles alimentent surtout leur indignation et leur haine. Ici encore, écoutons les aveux de Talleyrand :

Je vivais seul en silence, avouera-t-il un soir, retiré pendant les récréations dans une bibliothèque où je cherchais et devois les livres les plus révolutionnaires que je pouvais trouver, me nourrissant de l'histoire des révoltes, des séditions, des

bouleversements de tous les pays. J'étais indigné contre la société (27).

Dans l'âme de ces jeunes clercs, c'est déjà l'esprit de 1789 qui fermente ; ils rêvent de réformes ; la violence même ne les effraye pas. Ainsi, dans leur cellule de Saint-Sulpice, un Talleyrand, un Siéyès, un Barrère, un Vergniaud accumulent les énergies destructrices. La crise dans laquelle ils se débattent, et que d'autres, à Paris, en province, connaissent avec eux, explique en partie les défaillances qui se préparent. Autant que les idées subversives des philosophes, dans le clergé comme dans le Tiers-Etat, comme dans le peuple, les rancœurs ouvrent la voie à la Révolution.

Aux pervers qui déjà se dégradent, aux contraints qui déjà s'insurgent, s'ajoutent les résignés qui acceptent et composent. Ils seront d'Eglise, puisque aussi bien il le faut, mais le monde et les affaires ne les perdront pas pour autant. Corrects dans leurs mœurs, irréprochables dans leur tenue, animés d'une religion « honnête et éclairée », ils entendent cependant rester du siècle et garder contact avec lui. Du siècle, ils ont l'esprit léger, spirituel, brillant, un peu vide parfois, les manières raffinées, les dehors aimables, les goûts dispendieux. Du siècle, ils ont aussi les préoccupations intellectuelles, politiques, sociales ; ils fréquentent comme lui les philosophes, les économistes et les physiocrates. L'étude du grave Tournely se complète chez eux par celle de Locke, de Diderot, de Condillac, de Voltaire ; après les arides argumentations de Sorbonne, leur cœur se réchauffe à la lecture de Rousseau.

Ce singulier mélange d'influences si contraires ne laisse de troubler ces jeunes cervelles, et les bons Sul-

---

(27) *Lettre de la duchesse de Dino à Mgr Dupanloup*, citée par B. DE LACOMBE, *Talleyrand, évêque d'Autun*, 12.

piciens s'inquiètent bientôt de voir leurs séminaristes tout rêveurs ; certaines confidences leur découvrent la cause du mal. Ce mal, ils ne réussiront pas toujours à l'enrayer. En dépit de quelques expulsions, Siéyès fut du nombre, et d'une constante vigilance, les auteurs à la mode continuent à exercer leurs ravages. Dans la maison, les séminaristes qui ne perdent pas la foi par le commerce habituel d'écrivains sceptiques, incrédules, railleurs, n'en demeurent pas moins troublés de pareilles lectures ; la science des philosophes les impressionne ; le prestige dont ils jouissent leur en impose ; le charme de leur talent achève de les gagner.

D'autant que ces cadets de noblesse n'ambitionnent pas seulement les hautes charges de l'Eglise, ils veulent concourir pour leur part à l'amélioration de la société ; c'est le souci de leur époque ; ils envisagent même de participer un jour, sous « un despote éclairé », au gouvernement du royaume. L'ombre de Richelieu, celle de Mazarin, hantent déjà leur humble cellule, comme elles hanteront plus tard, dans leurs diocèses de province, les splendeurs de leur palais. De Brienne, l'abbé Morellet rapporte qu' « il étudiait la théologie comme un Hibernois pour devenir évêque et les Mémoires du cardinal de Retz pour devenir homme d'Etat » (28). D'autres, pour compléter leur formation, étudient en outre, avec passion, les économistes et s'initient à la finance ; en 1749, déjà, un clerc de Saint-Sulpice adresse à un jeune confrère, sur le papier-monnaie, toute une lettre fort édifiante ; l'auteur de la lettre s'appelle Turgot, son destinataire Cicé. Selon un mot célèbre, ces jeunes clercs se préparent moins à administrer des sacrements qu'à administrer des provinces. Sur l'esprit apostolique,

---

(28) Cité par SICARD, *L'ancien clergé de France*, I, 144.



les prétentions personnelles et les préoccupations sociales l'emportent trop souvent.

Ces préoccupations sociales, à condition de rester moins exclusives, étaient en soi fort louables. Saint Vincent de Paul, au xvii<sup>e</sup> siècle, les avait connues et Fénelon après lui. Il faut passer par les corps pour atteindre les âmes ; les progrès d'une science qui favorise le bien commun ne saurait trouver l'Eglise indifférente ; elle s'honorera toujours de compter parmi ses théologiens et ses chefs des maîtres en éveil sur les besoins nouveaux. Mais il y avait dans cet engouement un péril, et le péril est d'autant plus grave que des calculs intéressés rendent encore cette déviation plus regrettable. A ces jeunes clercs qui veulent être autre chose que prêtres, le véritable esprit de Saint-Sulpice risque fort de demeurer totalement étranger. D'aucuns, sans doute, même avec ces ambitions temporelles, feront plus tard grande figure ; sur l'Eglise gallicane qui finit, un Cicé, un Boisgelin jetteront un dernier éclat, et leur prestige soutiendra, après la Révolution, les laborieux débuts de l'Eglise concordataire. D'autres prélats de même type, les Dillon, les Brienne laisseront par contre des souvenirs trop mêlés. Aux meilleurs évêques de cette école, les disciples de M. Olier préféreront toujours d'autres prélats plus modestes : un Fontanges, un Lefranc de Pompignan, un Bausset surtout, en qui ils reconnaîtront les dépositaires authentiques de nos traditions religieuses ; ils les aimeront comme des fils, ils les vénéreront comme des saints.

Dans ce milieu envahi par toutes ces influences séculières, il était fatal que le niveau spirituel baissât. A Saint-Sulpice, comme ailleurs, s'affirme « la retraite des mystiques ». Si, malgré la décadence assez générale des Ordres religieux, les Sulpiciens conservent toute leur régularité et toute leur ferveur primitive, s'ils se

nourrissent pour leur compte de la haute doctrine si largement diffusée au xvii<sup>e</sup> siècle par les maîtres de notre Ecole française, les Bérulle, les Condren, les Olier, s'ils gardent avec amour la pratique de l'oraison mentale et le souci de s'unir habituellement à Dieu, leurs enseignements, leurs exemples trouvent au Grand Séminaire de Saint-Sulpice un assez faible écho. Les Registres des assemblées tenues au xviii<sup>e</sup> siècle par les consultants de la Compagnie nous en fournissent des preuves évidentes ; les aveux sont nets, la persistance du mal se traduit par les remèdes qu'on propose et qu'on cherche vainement à leur apporter.

Dès 1745, on songe à raccourcir l'oraison mentale, car « plusieurs personnes » se plaignent de sa durée excessive ; consacrer une heure entière à cet exercice quand on a pour lui ni aptitude ni goût, c'est une « perte de temps » manifeste. On invoque même contre lui la fatigue et l'intérêt des santés qui obligent un grand nombre d'élèves à demander la permission de s'en abstenir pour se reposer le matin (29). Pareil langage eût fort scandalisé les fondateurs du grand siècle qui tenaient ce « temps perdu » pour le plus utilement employé et faisaient de cette pratique, à ses heures laborieuses, l'objet de leurs efforts constants et soutenus. A leurs yeux, « la fin première et dernière du Séminaire n'est autre qu'une vie profonde en Dieu dans le Christ Jésus » (30). La prière mentale, qui conditionne cette vie, constituait pour eux la pratique essentielle de toute formation ecclésiastique ; ils avaient fait de Saint-Sulpice, avant tout, une école d'oraison.

La prière que l'on récite en commun, le soir, ne souffre

---

(29) *Registre des assemblées générales*, D. E., XII, 805.

(30) *Pietas Seminarii*, I.

pas d'une moindre défaveur. Les devoirs qu'elle rend à Dieu sont pourtant les devoirs classiques de cette vertu de religion que le Christ, « religieux de Dieu », pratiqua en perfection et que le prêtre, son continuateur, doit, lui aussi, exercer. Le texte emprunté à M. Olier, dans sa *Journée chrétienne*, les exprime avec une force, une richesse, une plénitude incomparables. Mais dans son fond et dans sa forme, cette prière est jugée « trop mystique » (31). Le reproche qu'on lui adresse d'être « moins une prière qu'une invitation à la prière » (32) trahit jusqu'à quel point le sens spirituel s'est émoussé dans la maison. Aussi bien les élèves se détachent-ils des auteurs qui seraient susceptibles d'inspirer leur oraison et d'ouvrir leur esprit aux réalités de la grâce. A ces maîtres de la vie intérieure, certains préfèrent des livres d'un tout autre genre.

La lecture spirituelle qui se fait à la maison par ceux qui vont en Sorbonne, lisons-nous dans le procès-verbal de 1743, est peu profitable et même nuisible à plusieurs qui lisent des ouvrages de littérature ou quelquefois même des poètes et des histoires profanes, et l'on propose comme remède la lecture commune d'ouvrages bien choisis (33).

Tous ces points retiennent à plusieurs reprises l'attention inquiète des consultants. D'abord, ils s'appliquent à maintenir les usages ; bientôt, ils se résignent à composer. Ce n'est pas d'ailleurs sans regrets, ni précautions oratoires ni réserves prudentes.

Tous sont convenus, porte le procès-verbal de 1759, qu'on ne saurait trop estimer et respecter la sagesse de nos pères. Toutefois, on a observé que, suivant les premières vues de M. Olier, le Séminaire Saint-Sulpice n'avait d'abord été établi

---

(31) *Registre des assemblées générales*, D. E., XII, 805.

(32) *Id.*, 804.

(33) *Id.*, 805.

que pour recevoir des ecclésiastiques d'âge mûr qui s'y présentaient pour s'y préparer à la réception des saints Ordres... ; que c'était pour de pareils sujets que les règles nous avaient d'abord été dressées, mais que, depuis longtemps, le Séminaire ayant obtenu l'approbation et l'estime générales, grand nombre de personnes, même de première condition, s'étaient empressées d'y faire entrer leurs enfants qui se destinaient à l'état ecclésiastique dès qu'ils sont capables d'étudier en théologie, que nonobstant leur éducation chrétienne et les heureuses dispositions qu'ils apportent au Séminaire pour l'étude et la piété, leur grande jeunesse et souvent même la délicatesse de leur tempérament ne permettent pas d'espérer qu'ils soutiennent une règle faite pour des personnes d'un esprit plus mûr et d'une santé plus robuste. On a conclu unanimement que ce ne serait pas s'écarter des règles de la prudence et de l'esprit de nos pères que de faire quelques changements dans les articles précités. On réduira donc l'oraison à une demi-heure, mais « par manière d'essai » et seulement « pour le temps des vacances ». Les vacances finies, on « laisse à la prudence du supérieur » de continuer cet usage, « supposé que les séminaristes, touchés de cette condescendance qu'on a pour leur jeunesse, s'appliquent de meilleur cœur à l'oraison ainsi abrégée ». Encore les directeurs, « selon que l'Esprit de Dieu le leur suggérera, conseilleront-ils à quelques-uns de la prolonger davantage dans quelque autre temps de la journée » (34).

L'espoir des consultants fut déçu. A un supérieur qui le consultait après la Révolution sur l'opportunité de réduire la prière mentale pour mieux assurer l'assistance régulière des élèves, M. Emery répondra que l'expérience tentée à Saint-Sulpice n'avait pas été concluante sur ce point. Les mesures de « condescendance » prises au siècle précédent s'étaient révélées inefficaces ; les séminaristes n'avaient guère mieux pratiqué l'exercice ainsi réduit (35). En 1782, le procès-verbal de la 31<sup>e</sup> assemblée le constate suffisamment ; les adoucissements

---

(34) *Registre des assemblées générales*, D. E., XII, 807-808.

(35) D. E., VIII, 852.

sements consentis n'ont pas enrayé le mal, bien au contraire.

M. le Supérieur fait remarquer que le règlement du Séminaire ne s'observe plus depuis quelque temps avec la même exactitude et qu'il serait bon de remettre les choses sur l'ancien pied. L'assemblée pense qu'il est nécessaire, pour le bien du Séminaire et pour l'honneur de la maison, de rétablir les choses le mieux qu'il sera possible en faisant observer le silence, en inspirant aux séminaristes l'amour de l'oraison, l'assiduité aux exercices de piété, en empêchant les fréquentes sorties de la maison, en bannissant la mondanité, en supprimant l'usage de la frisure, de la poudre, des soutanes à queue longue et traînante (36).

Cet aveu pénible, qui précède immédiatement la démission de M. Le Gallic et l'élection de M. Emery, montre bien jusqu'où s'est étendu le relâchement.

Les supérieurs successifs ont pourtant, de toutes leurs forces, essayé de réagir, qui ne manquaient ni de talent, ni de mérite, ni de profonde vertu. M. Couturier s'y emploie le premier avec un succès relatif ; la mort de M. le directeur, M. Matheflon, qui jouissait sur les élèves d'un ascendant et d'une autorité incomparables, le prive de son meilleur auxiliaire, et les directeurs suivants ne lui prêtent pas le même appui. Sa perspicacité en éveil, sa haute conscience, ses exemples ne suffisent pas à maintenir dans l'esprit ancien les recrues nouvelles ; il meurt accablé des plus sombres pressentiments.

Messieurs, déclare-t-il à ses confrères qui entourent son lit de mort, il faut vous attendre à voir le trône renversé et l'Eglise persécutée. Je ne puis vous faire connaître la source de mes prévisions à ce sujet, mais je regarde ce que je vous dis comme certain et inévitable. Plusieurs d'entre vous seront

---

(36) *Registre des assemblées générales*, D. E., XII, 808.

témoins de ces terribles événements et quelques-uns en seront probablement les victimes (37).

Moins homme du monde que M. Couturier, aussi retiré des affaires que son prédécesseur y fut mêlé, M. Bourrachot gouverna surtout par la bonté. Théologien courageux et solide, esprit profondément intérieur, il s'impose par sa science, sa douceur, sa piété. En dépit de sa candeur naïve, il se laisse rarement tromper ; sa conscience, son indépendance, son désintéressement ne favorisent nullement les calculateurs et les indignes. Mais une longue maladie affaiblit avec les forces de son corps celles de son âme ; sa paternelle indulgence dégénère en faiblesse, et les derniers mois de son supériorat portent les plus graves préjudices à la maison qui décline sensiblement. La fermeté inégale et trop nerveuse de son successeur immédiat, M. Le Gallic, loin d'enrayer le mal, ne réussit qu'à le rendre plus aigu. Ses qualités éminentes se trouvent gâtées par une vivacité et une causticité naturelles qu'il ne maîtrise pas toujours à temps ; les directeurs, qu'il rabroue parfois en public, n'en souffrent pas moins que les élèves, et sur le roi lui-même il se permet des bons mots que des oreilles charitables ne manquent pas de rapporter (38). Une surdité précoce accroît encore ses défauts de caractère. Découragé de son insuccès, débordé par une situation dont il n'est plus maître, il prend parti de se retirer avec l'espoir que M. Emery, désigné par lui au choix de ses confrères, sauverait la maison. Car la maison avait bel et bien besoin d'être sauvée. « Lorsque arriva M. Emery, rapportait plus

---

(37) D. E., IV, 939.

(38) Comme on lui disait que le roi était atteint de la petite vérole : « Il n'y a, répliqua-t-il, rien de petit chez les grands. »

tard Mgr de Beauregard, le Séminaire était perdu. » (39)

Dans cette maison où souffraient si gravement tant de choses, les études cependant demeuraient fortes ; « les libertins » eux-mêmes travaillaient avec ardeur (40). Le trait mérite d'être retenu, car ce clergé d'Ancien Régime, qu'on accable si facilement de reproches parfois excessifs, possédait une valeur intellectuelle que le clergé des siècles suivants n'a pas toujours égalée. La nécessité d'acquérir ses grades pour accéder à certaines charges, l'existence d'Universités nombreuses qui provoquaient l'heureuse émulation de la capitale et des provinces, le prestige incomparable de la Sorbonne entretenaient chez les clercs une ardeur aussi profitable à la science théologique qu'à la culture humaine.

Les élèves du Grand Séminaire Saint-Sulpice suivaient les cours de la Faculté de Paris ; ils s'y rendaient matin et soir, trois par trois, en argumentant ou en récitant leur chapelet. Dans la vieille maison, sur laquelle planait la grande ombre de Richelieu, ils suivaient les cours de maîtres réputés, copiaient les cahiers, recueillaient les explications. Revenus au Séminaire, ils n'étaient pas, loin de là, abandonnés à leur initiative ; on guidait leur travail, on soutenait leur effort. L'un de ces messieurs, le directeur des études, complétait ou éclairait l'enseignement reçu. Plusieurs de ces directeurs d'études ont laissé un nom et des ouvrages. M. Lafosse, mort en 1745, dont le traité *De Deo ac divinis attributis* parut si remarquable qu'il fut édité sous le nom illustre de Tournely ; M. Montaigne, qui composa sous le même nom les traités *De mysterio SS. Trinitatis* et *de Angelis, De opere sex dierum, De locis theologicis, De Gratia Christi* et *De Sacramentis* ; M. Le Grand, enfin, qui était,

---

(39) *Souvenirs de Mgr de Beauregard*, D. E., IV, 772.

(40) *Id.*, 173.

au témoignage de Baston, « à la tête de la Faculté tout entière » ; ses *Censures de l'histoire du peuple de Dieu* du P. Berruyer, de l'*Emile* de Rousseau, du *Bélisaire* de Marmontel montrent que cet excellent théologien s'attaquait opportunément aux erreurs contemporaines ; il fait bonne figure parmi les apologistes de son temps (41).

Le directeur des études est assisté dans sa tâche par plusieurs maîtres de conférences qui donnent des répétitions aux élèves moins doués que dépasse parfois le niveau de certains cours. Le titre est des plus honorables et la fonction très recherchée. Le chanoine Baston, qui exerça longtemps cette charge avant d'entrer au Chapitre de Rouen, nous a laissé sur l'activité intellectuelle de ses élèves des souvenirs aussi détaillés que piquants. Saint-Sulpice est, comme la maison de Sorbonne, « une ruche animée, bourdonnante » ; on s'y livre à des passes d'armes brillantes ; on échange des arguments en bonne et due forme qui foudroient l'adversaire ; les syllogismes de tous les modes et de toutes les figures retentissent avec fracas (42).

Des bibliothèques richement pourvues permettent enfin aux séminaristes de compléter par des lectures personnelles l'enseignement de leurs professeurs. Le cardinal de Fleury avait légué ses livres à Saint-Sulpice ; des ouvrages modernes n'avaient cessé d'enrichir cette précieuse collection que le Séminaire devait à la munificence du prélat.

Enfin, pour être juste et pour tempérer de couleurs moins fortes ce tableau un peu sombre, il ne faut pas oublier de faire, avec M. Gosselin, deux importantes observations. La première, c'est que le relâchement dont

---

(41) GOSSELIN, *M. Emery*, I, 179.

(42) BASTON, *Mémoires*, I, 181-182.



souffrait le Grand Séminaire Saint-Sulpice « n'atteignit pas les trois autres communautés du Petit Séminaire, des philosophes et des Robertins » ; composées de sujets appartenant aux classes moyennes de la société où l'éducation était plus mâle, l'ambition moins vive et l'esprit de foi mieux conservé, celles-ci « ne renfermaient pas les mêmes principes de décadence » ; la seconde observation est qu'au Grand Séminaire « il y avait toujours un noyau considérable de sujets solides et fervents qui en soutinrent l'ancienne réputation par l'esprit de zèle et de dévouement dont ils donnèrent des preuves éclatantes dans les différents degrés de la hiérarchie ecclésiastique. Il suffira de dire que l'épiscopat français, dont l'héroïque fermeté offrit en 1791 un si beau spectacle à toute l'Eglise, renfermait plus de cinquante évêques formés au Séminaire Saint-Sulpice sous le gouvernement de M. Couturier » (43).

On trouvait donc dans la maison même les éléments sérieux sur lesquels s'appuyerait une réforme qu'ils seraient les premiers à soutenir. A cette réforme, M. Emery va se consacrer de toute son âme, il sera assez heureux pour la mener progressivement à bien.

---

(43) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 78.

## CHAPITRE V

### LA REFORME DU GRAND SEMINAIRE DE SAINT-SULPICE

I. Les premiers contacts. M. de Juigné et M. Emery. M. Emery et les membres de la Compagnie. M. Emery, Abbé commendataire de Boisgroland. L'accueil défavorable des séminaristes. — II. Portrait de M. Emery. Sa vie spirituelle ; son esprit d'oraison ; son esprit de pénitence. — III. La réforme du Grand Séminaire de Saint-Sulpice. Les lectures spirituelles de M. Emery. La frisure. La lutte contre l'irrégularité des élèves. Le complot des pétards. Une histoire de somnambule. L'ordre et la ferveur restaurés.

#### I

Le nouveau Supérieur général fut accueilli avec des sentiments très divers. M. de Juigné, archevêque de Paris, auquel il présente ses devoirs, lui marque la plus grande bienveillance ; rencontre émouvante de deux hommes que des événements tragiques vont plus tard séparer ; leurs vues ne concorderont pas toujours, mais toujours, malgré les influences qui s'acharneront à le discréditer dans son esprit, l'archevêque émigré gardera à son vicaire général toute sa confiance, et M. Emery pardonnera à ce prélat hésitant les fluctuations de sa pensée et les faiblesses de son caractère, en raison de

son inlassable bonté. M. de Juigné se trouvait à Conflans dans sa maison de campagne. A son visiteur, qu'il connaît déjà de réputation, il donne sans tarder un témoignage effectif de son estime en le faisant nommer Abbé commendataire de Boisgroland.

Au presbytère Saint-Sulpice, où M. de Tersac malade et vieilli termine un long et fructueux pastorat, l'accueil n'est pas moins encourageant. Les membres de la Compagnie se montrent tout aussi favorables. Les amis du monde envoient leurs félicitations cordiales. Quant aux moines de Boisgroland, ils ne sont pas les derniers à se réjouir ; par l'organe de leur prieur claustral, le P. Valin, ils écrivent à M. Emery leur respectueuse satisfaction.

Mais le nouvel Abbé n'est pas plus enthousiaste que le nouveau Supérieur ; il connaît mieux que personne les inconvénients et les abus de la commende ; il se qualifie lui-même de « voleur titré » (1). Ce « voleur titré » se montrera donc le plus libéral des bénéficiers ; il se déchargera entièrement sur M. Paillou, chanoine de Luçon et futur évêque de La Rochelle, de toute son administration temporelle ; il apportera enfin, pour terminer un procès intenté à son prédécesseur par des gens d'affaires « très difficiles » (2), le plus grand esprit de conciliation. Les revenus de Boisgroland, sans être négligeables, n'avaient rien d'extraordinaire ; cependant, tout modestes qu'ils soient, ils compléteront

---

(1) « Dans le vrai, les Abbés commendataires sont des voleurs titrés, écrit M. Emery en 1784 au P. Favre, bibliothécaire des Bénédictins d'Orléans, pour le remercier de ses compliments sur l'abbaye à laquelle il vient d'être nommé. Je le serai le moins possible, ajoute-t-il, de l'abbaye qui m'est confiée. Au reste, il y a peu de chose à voler, parce que le revenu est modique. » Communication de M. le chanoine Uzureau.

(2) D. E., I, 52.

utilement les maigres ressources que tire M. Emery d'une simple chapellenie obtenue en sa faveur, au château de Gex, lorsqu'il était encore au Séminaire de Lyon. L'Abbé de Boisgroland n'abusera pas davantage des armoiries prélatices que l'édit de 1696 l'oblige à se donner. Désintéressé et vraiment humble, il ne portera ni la mitre ni la crosse. Si le cumul de ses deux bénéfices l'aide, comme ses prédécesseurs, à soutenir son rang, il saura toujours les utiliser pour répandre autour de lui (3), avec discrétion, d'abondantes largesses ; les biens qu'il tient de l'Eglise et ceux qu'il tient de sa famille seront au service de la Compagnie, de ses élèves et de la charité.

Pour lui, loin d'être grisé par cet afflux subit de grandeurs qu'il n'ambitionnait nullement, que rien ne lui faisait prévoir, il se trouve plutôt interdit et déchiré. Une lettre qu'il écrit à cette époque à un médecin lyonnais, M. Rast, nous transmet l'expression de ses plus intimes sentiments.

On parle à cœur ouvert ? un ami. Je vous proteste donc qu'aucun sacrifice ne m'a coûté davantage que celui que j'ai

---

(3) « Ce que j'admirais le plus chez les vénérables Sulpiciens était leur désintéressement ; ils auraient pu introduire beaucoup de bénéfices dans leur Congrégation ; ils y étaient rares et le hasard les apportait en quelque sorte. Les bonnes œuvres absorbaient le superflu des dépenses annuelles. La plus ordinaire de ces dépenses était de remplir le vide des pensions, car, quoique tous les séminaristes dussent payer, beaucoup manquaient à ce devoir. On supposait que c'était impuissance ; on avait la délicatesse de n'en parler à personne ; on leur épargnait à eux-mêmes la mortification de leur en parler. Jamais on n'a contraint un ecclésiastique admis au Séminaire à le quitter parce qu'il n'acquittait pas sa dette alimentaire. Tel arrivait aux premières dignités de l'Eglise qui devait encore toute la nourriture de son éducation ecclésiastique et avait si parfaitement oublié que, prélat riche et magnifique, il ne s'en est jamais souvenu. » BASTON, *Mémoires*, I, 48.

fait en acceptant la place et en cessant de résister. Je me regarde comme un homme privé de toute espérance, de plaisir et de liberté, chargé d'un travail également important, désagréable et difficile. Je mets en Dieu toute ma confiance. Après trente années d'études et de méditation, je serais malheureux et bien peu avancé si je n'envisageais pas la supériorité comme une servitude et les petits honneurs qui y sont attachés comme un misérable dédommagement des peines et des sollicitudes qui en font partie, lorsqu'on en veut remplir les devoirs (4).

Beaucoup plus délicate que ces prises de contact avec l'archevêque bien disposé, avec le curé de Saint-Sulpice, avec les sujets de la Compagnie, avec les Cisterciens de Boisgroland, était la première visite des séminaristes parisiens. Du Petit Séminaire plus accessible aux classes moyennes en raison du chiffre plus modique de sa pension que le Grand Séminaire réservé plutôt aux fils de famille, des Robertins composés de boursiers appliqués et laborieux, des philosophes eux-mêmes, il n'y avait pas grand'chose à craindre. Ces trois communautés, par suite de leur recrutement, ont échappé davantage à la contagion du siècle ; l'esprit y demeure vraiment bon. La réception qu'ils firent au nouveau Supérieur dans leur maison de campagne fut joyeuse, confiante, cordiale. On s'ingénia, en prose et en vers, à célébrer le successeur de M. Le Gallic par des compliments ingénieux. L'abbé de Saint-Léger surtout excella par son élégance et son goût. Cela lui valut, au dîner suivant, une attention aimable dont il nous a lui-même transmis le souvenir : au dessert, M. Eméry choisit, sur la table des messieurs, deux poires magnifiques et les envoya au « petit poète » en guise de remerciement (5).

Restait le plus difficile : gagner les élèves du Grand

---

(4) *A Rast*, 28 septembre 1882, D. E., IX, 9097.

(5) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 155.

Séminaire évidemment indisposés et prévenus. La démarche qu'ils avaient tentée, le lendemain de l'élection, auprès de M. Le Gallic laissait deviner sans peine leurs sentiments à l'égard du successeur. L'échec de cette tentative, les bonnes paroles de l'ancien supérieur, ses conseils, ses assurances apaisantes, ne réussirent pas à désarmer leur opposition. M. Emery se voit environné de froideur et de défiance ; autour de lui, pendant les récréations, le vide se fait avec un ensemble gênant ; une allocution qu'il essaye au moment de la lecture spirituelle, au cours d'une promenade, sur les bords d'une rivière, n'aboutit à aucun résultat. La situation devenait pénible. L'heureuse initiative de M. de Villers essaya d'y mettre fin.

Ce n'était pas un sujet bien fervent que M. de Villers et on aurait pu reprendre à sa conduite qui n'était pas irréprochable. Mais s'il ne figure pas au nombre des meilleurs ecclésiastiques de la maison, du moins se garde-t-il du relâchement extrême auquel s'abandonne un trop grand nombre de ses confrères. Sa valeur intellectuelle l'a fait désigner comme maître de conférences. Il a du cœur, des manières honnêtes, des sentiments délicats. L'attitude boudeuse et désobligeante qu'on adopte autour de M. Emery le choque et lui donne à réfléchir ; le crédit dont il jouit en vertu de son titre lui permet d'agir ; il s'y emploie utilement. Il représente donc aux opposants l'incorrection et l'inconvenance de leurs procédés vis-à-vis d'un supérieur qu'ils ne connaissent pas et qui mérite autrement d'égard et de respect. On l'écoute ; il persuade et, sous sa conduite, une délégation se forme pour se rendre chez M. Emery afin de lui présenter des excuses. Délicatement, adroitement, M. de Villers explique, au nom de ses confrères, que leur attachement à M. Le Gallic et la profonde tristesse

qu'ils éprouvent de son départ inattendu les ont empêchés jusqu'alors de présenter leurs devoirs à son successeur ; l'incorrection de leur retard est imputable à leur seul chagrin ; ils espèrent qu'en raison de leurs regrets M. Emery voudra bien leur pardonner. La réponse ne fut pas moins habile.

Je suis très loin, Messieurs, répondit le Supérieur général, d'être insensible à votre démarche ; la cause de votre retard n'est que trop légitime ; le profond attachement que vous témoignez à M. Le Gallic vous honore et montre combien vous êtes susceptibles des plus louables sentiments. Pour moi, je n'ai qu'un désir : me conduire vis-à-vis de vous de telle manière que je puisse mériter, comme lui, votre estime et votre affection (6).

La situation, pour le moment du moins, se détendait et devenait moins fausse. Mais la fin des vacances approche ; il faudra bientôt quitter Issy, regagner l'austère maison qui borde la façade majestueuse de Saint-Sulpice. On y retrouvera, avec le retour des absents, le Séminaire au complet ; l'attitude douteuse ou hostile de la communauté expose le Supérieur à perdre très vite le terrain si mouvant qu'il a incomplètement gagné.

## II

Octobre arrive. Les élèves du Grand Séminaire s'installent ou se réinstallent. Dans les couloirs, les chambres, les cours, les conversations vont leur train ; on échange ses impressions et ses craintes. Tout le monde est en éveil.

M. Emery paraît. Son physique, au premier abord, ne prévient pas en sa faveur. C'est un petit homme,

---

(6) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 156.

d'une taille peu avantageuse et légèrement contrefaite ; l'une de ses épaules dépasse l'autre, le dos commence à se voûter (7). Les traits du visage accusent d'étonnants contrastes ; une lèvre inférieure proéminente, un menton très mobile, extrêmement saillant (8), donnent au bas de la physionomie une expression énergique, tenace, rude. Mais le front, un front magnifique, très large, très dégagé, qu'encadre sous une calotte noire une couronne de cheveux blanchissants, rayonne l'intelligence et, dans les orbites profondes, les yeux très noirs s'éclairent d'un tel feu que, dans leur lumière, tous les défauts disparaissent (9). On est fasciné, dominé, séduit. M. Emery a une façon de regarder les gens qui pénètre jusqu'au plus profond des âmes, pouvoir extraordinaire dont il a conscience et dont il ne manque pas d'user. C'est une habitude chez lui d'accueillir en silence ceux qui l'abordent pour la première fois ; il se plante droit devant eux, redresse sa petite taille, les toise sans prononcer une seule parole. Les moins timides se trouvent déconcertés, interdits. « M. Emery, assurent ses anciens élèves, développait une puissance incroyable. » (10) C'est peu de le dire grand. « Il fut toujours M. le Supérieur », écrit de lui l'évêque de Nancy, M. de Forbin Janson (11). En toutes circonstances, dans l'intimité de son Séminaire, pendant les heures les plus tragiques de la Révolution, devant le redoutable empereur à qui il en impose, « jusque dans les bras de la mort » (12), il gardera ce caractère. Le titre qu'il porte ne reste pas chez lui un vain mot ;

(7) *Souvenirs du P. Dumesnildot*, D. E., IV, 479.

(8) *Souvenirs de M. Renaudet*, D. E., X, 296.

(9) *Souvenirs du P. Dumesnildot*, D. E., IV, 479.

(10) *Souvenirs de Mgr de Beauregard*, D. E., IV, 173 et 440.

(11) *Souvenirs de Mgr de Forbin Janson*, D. E., IV, 158.

(12) *Id.*, *ibid.*



rarement il correspondit mieux à une plus exacte réalité.

Cependant, un bon sourire détend bientôt cette physionomie sévère ; les lèvres serrées, qui tantôt s'agitent, tantôt se soulèvent en une moue impressionnante, s'ouvrent doucement ; il commence à parler. Il le fait lentement, par habitude de prudence sans doute, mais aussi par goût de la précision ; les mots sont choisis avec justesse ; ils disent exactement ce qu'il veut dire, avec une propriété de termes qui exclut les expressions flottantes, vagues, convenues (13) ; car cet homme loyal a horreur de l'à-peu près, des formules qui déguisent ou remplacent la pensée ; il est ferme, sobre, droit. Il est aimable aussi, spirituel, gai et, lorsqu'on le mérite, affectueux. Les lettres qu'il écrira durant la Révolution à ses élèves exilés nous surprennent par la chaleur et la cordialité des sentiments. Avec M. de Bausset, le saint évêque d'Alais, son amitié confiante demeure enveloppée de respect, car il entoure la dignité épiscopale d'une religieuse vénération. Mais, avec ses chers enfants, il se permet une liberté plus grande.

Quel plaisir pour moi, mande-t-il à Villèle le 25 août 1795, d'avoir reçu de vos nouvelles. Je ne savais pas où vous viviez. J'étais seulement instruit que vous avez rejoint Charles (de Broglie), Tournely et Grivel aux environs d'Augsbourg, et que depuis vous vous en étiez séparé. Vous voilà donc à Muenster. Dieu veuille vous y bénir et préparer votre retour dans la patrie. Il n'y a pas de jour que je ne prie pour vous. Dans la lettre que j'avais écrite à Grivel, persuadé que vous étiez encore au milieu d'eux, je disais, parlant de vous quatre, que vous étiez les quatre personnes au monde que j'aimais le plus et dont j'étais le plus aimé. Vassor qui s'est trouvé là, et qui avait cru d'abord qu'il était l'un des quatre, m'a fait des plaintes et m'a dit qu'il avait de justes prétentions. Je lui ai répondu que vos droits étaient imprescriptibles et que je pouvais seulement, au lieu de quatre, en mettre cinq. Non,

---

(13) *Souvenirs du P. Dumesnildot*, D. E., IV, 479.

mon cher Villèle, personne ne vous déplacera dans mon cœur et ne s'y mettra avant vous. Quelque part que je sois, vous serez toujours présent à mon esprit et cher à mon cœur. Je vous embrasse et vous souhaite toute sorte de bonheur (14).

Ce prêtre, si froid de prime abord et, dans sa vie, si austère, possède en effet une sensibilité exquise et du meilleur aloi. Cette sensibilité ne tient pas de Rousseau qu'il n'aime guère ; elle n'a rien de commun avec la fausse sentimentalité d'un siècle qui prodigue les démonstrations larmoyantes et les embrassades avant de s'abîmer dans la plus sanglante des tragédies. Elle est vraie, humaine, chrétienne surtout ; disciplinée par une rude ascèse, informée par une ardente et surnaturelle charité, elle s'inspire moins de la *Nouvelle Héloïse* que de l'*Évangile* et du plus authentique esprit salésien. Si un jugement très sûr la contrôle et l'empêche de se prodiguer, si elle ne se répand jamais au hasard, si, au contraire, elle se réserve à bon escient, une délicatesse charmante la couronne qui constitue chez le Supérieur un de ses dons les plus précieux. La délicatesse de M. Emery ! Que de gestes, que de mots charmants elle lui inspire, plus efficaces que toute son autorité pour lui concilier les âmes ! Il ne se lasse pas d'en utiliser les ressources ; sans cesse il la recommande à ses confrères comme le meilleur moyen de résoudre les difficultés et de réduire les résistances. Une lettre écrite par lui en 1801 au supérieur de Viviers, M. Vernet, qui abusait un peu de la manière forte, nous livre sur ce point toute sa pensée et nous communique son intime secret : « Je connais vos principes qui sont sages, mais je ne serais pas surpris, quand vous ne mettriez pas assez de moelleux dans vos formes, que vous ne garderiez pas assez de ménagements ni de condescendance dans vos

(14) A Villèle, 25 août 1795, D. E., IX, 9204-9205.

procédés et dans vos expressions. » Et il lui recommande « les petites attentions, les petites prévenances, qui ne sont rien en elles-mêmes, mais qui ont de grands effets pour ou contre, selon qu'on les a ou qu'on ne les a pas » (15).

Cet homme de cœur, qui a pour ses enfants des délicatesses maternelles et presque féminines, est également homme d'esprit. L'esprit chez lui est naturel et il deviendrait facilement vif, acéré, mordant sans l'étroite surveillance que le Supérieur exerce sur les saillies de son caractère prime-sautier. Parfois cependant, il lui donne libre cours pour infliger à qui le mérite de piquantes et justes leçons. On a rappelé souvent l'histoire de ce grand prélat qui se vantait un jour, devant des séminaristes, d'avoir été renvoyé avec deux confrères pour un repas plantureux que s'étaient permis, en cachette, les trois délinquants. « Les trois coupables que vous avez expulsés, observait-il au Supérieur, n'en sont pas moins devenus évêques ! — C'est vrai, Monseigneur, réplique M. Emery ; c'est vrai, ils sont devenus évêques. Mais qui vous dit que ce n'est pas une suite de la punition ? » (16)

Le mot était dur. Mais le mauvais goût avec lequel ce personnage plaisantait en présence de jeunes clercs sur une mesure qui ne l'honorait nullement justifiait la réplique ; les auditeurs qui la rapportent ne s'y méprirent nullement.

Car, d'ordinaire, cet esprit si vif, qui aurait pu blesser, servait à M. Emery pour animer les conversations et répandre autour de lui la bonne humeur. Ce disciple de saint François de Sales déteste l'hypocondrie, et volontiers il eût appliqué aux Séminaires ce que Monsieur de

---

(15) A. M. Vernet, 14 mai 1803, D. E., VIII, 8593-8594.

(16) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 173.

Genève disait des saints ; un Séminaire triste eût été un triste Séminaire de toutes les façons. Il voulait que l'on vécût « bonnement et familièrement avec les jeunes clercs » (17) et qu'on les maintînt dans une saine gaieté.

La gaieté et la gausserie provoquent à rire, lisons-nous dans l'*Introduction à la vie dévote*, par simple liberté, confiance et familière franchise, conjointes à la gentillesse de quelques mots, et les jeux de paroles, qui se font des uns aux autres avec une modeste gaieté et joyeuseté, appartiennent à la vertu nommée eutrapélia par les Grecs, que nous pouvons appeler bonne conversation (18).

Aussi rien de plus vivant que les entretiens du Supérieur où finement, dans un sourire, il glissait, en détendant les esprits, des remarques opportunes. Tous ceux qui l'ont connu s'accordent à reconnaître le charme de cet incomparable causeur, en qui la vieille société française pouvait reconnaître le représentant authentique de ses plus honnêtes traditions.

A ces dons extérieurs correspondait une âme de haute qualité, de vie intérieure intense, de solide vertu. Cette âme, les notes que rédigeait chaque année durant sa retraite le Supérieur général la révèlent dans toute sa profondeur. On ne saurait parcourir sans une vive émotion ces cahiers jaunis qui ont échappé par miracle aux perquisitions révolutionnaires et que respecta, sous le régime consulaire, la police hargneuse de Fouché. Les dates inscrites à certaines pages, à elles seules, sont éloquentes :

1789. — Je garderai à tout prix la paix du cœur.

1791. *Mois de novembre*. — Au milieu des troubles et des agitations désolantes de l'Eglise et de l'Etat, Dieu a permis que je fasse tranquillement ma retraite à Issy. J'y ai renou-

(17) A M. Vernet, 2 mai 1808, D. E., VIII, 8546.

(18) *Introduction à la vie dévote*, III<sup>e</sup> partie, ch. xvii.

velé les résolutions précédentes... Mais comme je me suis aperçu que je manque de douceur et de patience à l'égard des personnes de la maison qui remplissaient mal leur office, que je leur parlai (*sic*) avec émotion et aigreur, j'ai résolu d'être entièrement attentif sur ce point et de souffrir avec patience ce que la Providence avait permis (19).

En pleine Révolution, il se recueille, se surveille, se réforme et, comme si de rien n'était, poursuit son effort pour conquérir la douceur au milieu des violences de son temps. La douceur, telle est, en effet, la vertu qu'il s'applique davantage à pratiquer ; nécessaire à tout supérieur pour le rendre maître des autres en le rendant d'abord maître de lui-même, elle lui apparaît personnellement indispensable pour contrôler sa nervosité instinctive et le jeu de ses premiers mouvements.

J'ai remarqué, note Sœur Rosalie, sa filleule, qui le connut si bien, que la grande égalité de caractère qu'on admirait en lui n'était pas du tout naturelle. Il aurait été prompt, ardent et impétueux de son naturel, mais il avait su dompter son caractère (20).

Les doux possèdent la terre, mais plus encore ils possèdent Dieu et sont possédés par lui. Avec la mortification de son tempérament irascible, l'oraison était pour M. Emery la condition essentielle de sa propre sanctification personnelle et l'âme de son apostolat.

Il faut que le supérieur, comme règle vivante de la maison, soit homme de toute vertu pour être un exemple à tous. De plus, il faut qu'il soit homme d'oraison continuelle, car l'oraison est la vie des vertus, et afin qu'étant toujours uni à Dieu et rempli de lui, il vivifie tous les sujets par la participation de sa vie, tenant ainsi Dieu lié à tous ses membres auxquels il procure par ses prières la communication abondante de l'esprit et de la charité.

---

(19) D. E., I, 67.

(20) *Souvenirs de Sœur Rosalie*, D. E., IV, 966.

Cette page de M. Olier ne figure pas seulement dans ses carnets de retraite où il l'a transcrite entièrement de sa main (21), elle inspire encore toute sa conduite. En 1785, il prend comme résolution de méditer fréquemment l'écrit de M. Olier qui est à la tête de ses résolutions « pour me pénétrer, écrit-il, de l'obligation où je suis de tendre à une perfection particulière, et je considérerai que si j'étais un saint prêtre je ferais changer la face du Séminaire ; j'édifierais par mon exemple ; j'attirerais des grâces par mes prières ; je m'occuperais infatigablement du salut de tous et je mettrais dans mes exhortations publiques et particulières un feu et une action qui les rendraient bien plus utiles » (22).

Aussi la fidélité à la prière prime-t-elle chez lui tout le reste :

Dans le cas où je ne pourrais en même temps remplir mes exercices de piété et veiller sur l'ordre du Séminaire, note-t-il en 1787, j'ai renouvelé la résolution de préférer le premier point à l'autre (23). Rien d'ailleurs de plus efficace pour garder, « à quelque prix que ce soit, la paix du cœur », rien de plus sûr pour attirer sur le Séminaire les bénédictions de Dieu. Je veillerai beaucoup à ne point perdre la vie intérieure, à ne pas trop m'affecter des manquements de quelques séminaristes, mais je prierai alors, je gémirai devant Dieu, je baiserais les pieds du Crucifix, je considérerai que ces mouvements violents de mon intérieur ne viennent pas d'un véritable zèle, mais d'amour-propre, et qu'après tout, outre qu'ils ne remédient à rien, Dieu ne veut pas que je procure le bien de la maison avec un détriment si notable de mes exercices de piété, et je me représenterai que je serai plus utile à la maison et à ces personnes en prenant doucement patience et en continuant d'être en état de prier Dieu pour moi et pour les autres. Je me souviendrai alors de cette maxime de

---

(21) D. E., I, 60.

(22) *Id.*, I, 63.

(23) *Id.*, I, 65.

M. Tronson : *Superior plura Deo committat, et cum fecerit quod in se est, quietus permaneat* (24).

La prière sera donc pour son âme et pour son œuvre une source d'apaisement. Elle sera aussi un principe de surnaturelle sagesse :

J'aurai toujours soin de prier Dieu avant de donner un avis à quelqu'un et, en général, avant de rien déterminer dans les cas douteux, et même je tâcherai de mettre toutes mes entreprises et mes actions sous la protection de Dieu et de la Sainte Vierge. Je me souviendrai donc de cette maxime de M. Tronson : *Superior Deum non praecedat, sed subsequatur, ita ut praecedat oratio* (25).

Jusqu'à la fin de sa vie, dans les grandes occasions comme dans les petites, il cherchera ainsi dans le contact de son âme avec le Christ l'inspiration de sa conduite ; déjà il agit avec ses élèves comme il agira avec les Jacobins, comme il agira avec Napoléon. Jamais, sous l'Empire, il ne se rendra aux Tuileries, à Fontainebleau, à la Commission ecclésiastique avant de s'être agenouillé à la tribune de la chapelle. C'est là qu'il trouve son conseil :

Dieu, écrit-il en 1783, pour régir sa famille ne veut pas de gens savants et capables qui agissent en leur science et en leur capacité, mais il veut des gens qui laissent agir son esprit, qui soient vides d'eux-mêmes, qui ne se gouvernent point par des vues humaines et des vues prises de la seule raison, ni même par le conseil d'hommes qui ne seraient précisément que raisonnables et savants et ne seraient point consommés en lui seul.

Nous retrouvons dans les notes de M. Emery, citées au long, tout ce passage de M. Olier. Un autre le complète qui nous livre mieux encore son intime secret :

---

(24) D. E., I, 65.

(25) *Id.*, I, 62.

Si le supérieur doit vivre anéanti à son esprit, c'est afin qu'il soit illuminé de Dieu et qu'il n'agisse point par sa propre lumière (26). *Qui sequitur me non ambulat in tenebris sed habebit lumen vitae.*

Pour garder fidèlement cette vie intérieure, premier objet de ses soins, M. Emery consacre de longues heures à la prière. La tribune de la chapelle est contiguë à son appartement ; il y récite à genoux, malgré la fatigue, toutes ses Heures (27) ; il y revient souvent pour de courtes visites qui lui apportent la solution de ses difficultés ou le reposent de son travail. Rentré dans son cabinet, aux prises avec les soucis de sa lourde tâche, accablé d'occupations absorbantes et délicates, il s'applique encore à garder le recueillement de son âme, et pour l'entretenir aussi habituel que possible, ce grand esprit ne dédaigne pas les humbles pratiques : il ne sort jamais de sa chambre, il n'y pénètre jamais « sans saluer une image de la Sainte Vierge, à l'exemple de M. Olier et de M. Bretonvilliers » (28). Sur son bureau couvert de papiers et de livres, il a toujours quelques grains qui lui servent, écrit-il, à compter, en les passant d'un endroit à l'autre, « combien de fois son cœur s'est élevé à Dieu » (29).

Un véritable esprit d'oraison s'accompagne nécessairement d'un égal esprit de pénitence. Mortifié, M. Emery le sera à la manière des saints. Au réfectoire d'abord. « A Lyon, rapporte-t-il après la Révolution, au supérieur de Viviers, on donnait un plat de plus aux directeurs les jours maigres. Pendant vingt-deux ans que j'y suis resté, j'ai toujours laissé passer le

---

(26) D. E., I, 60.

(27) *Souvenirs de Mgr Mioland*, D. E., IV, 63.

(28) D. E., I, 69.

(29) D. E., I, 65.



plat. » (30) Il ne désapprouve cependant ce supplément de nourriture, parfois nécessaire à des maîtres âgés et fatigués. « Nous qui sommes vieux, reconnaîtra-t-il plus tard, nous avons besoin d'un régime un peu plus soigné que des jeunes gens en pleine force. » (31) Mais, pour son compte, le Supérieur refuse cet adoucissement, il ne veut d'autre menu que celui des simples séminaristes. Encore en use-t-il avec une édifiante frugalité ; ses résolutions de retraite en 1783 portent : « Je me priverai de quelque chose à tous les repas. » (32)

Bientôt, ces mortifications ne lui suffisent plus ; son désir croissant d'imiter le Christ, une conscience plus délicate de ses responsabilités personnelles, le souci apostolique d'expier les fautes de ses enfants le poussent à reproduire, pour son compte, les austérités des saints.

J'ai résolu de faire pénitence, note-t-il en 1787 : 1° pour me conformer à l'exemple que m'a donné Notre-Seigneur ; 2° pour l'expiation de mes péchés ; 3° pour les péchés des jeunes gens du Séminaire, à mesure que je les connaîtrai, et, à cette fin, je porterai le cilice le vendredi ou le samedi, au moins pendant la moitié de la journée. Je tâcherai de me lever à 4 heures pour faire mon oraison d'une heure avant celle de la communauté ; dans ce dessein, je dirai Matines la veille, et j'essayerai de me coucher tout habillé (33).

A sa mort, rapporte Mgr de Mazenod, on découvrit dans sa chambre toute une collection d'instruments de pénitence. L'état dans lequel il les laissait prouva suffisamment combien il s'en était servi (34).

Cette ascèse impitoyable demeure cependant souriante et discrète. Rien de renfrogné chez ce prêtre qui

---

(30) *A. M. Vernet*, 10 février, D. E., VIII, 8522.

(31) *Id.*, *ibid.*

(32) D. E., I, 62.

(33) *Id.*, I, 65.

(34) *Id.*, *Souvenirs de Mgr de Mazenod*, D. E., IV, 162.

se traite si durement. L'Évangile conseille à celui qui jeûne de parfumer sa tête et de laver son visage ; il blâme la mine défaite et l'air sombre des pharisiens. M. Emery voulait donc que la pénitence fût aimable et joyeuse. Dieu aime que l'immolation se pare d'un sourire ; l'asservissement de la chair doit épanouir l'âme et non l'abattre, en assurant son heureuse libération. A cette conviction qu'avait confirmée sa propre expérience, M. Emery ne doit pas seulement l'esprit tout salésien qui inspire sa mortification personnelle, il lui doit aussi, assure Mgr Le Tourneur, évêque de Verdun, « un don particulier pour persuader de la pratiquer, et, dans les formes les plus aimables, il savait conseiller et recommander les plus rudes austérités » (35). A M. de Sambucy, il rapporte un jour de Moulins, où il visite le Séminaire, un petit cadeau. « C'est, lui dit-il, un présent de votre sœur la Carmélite, et qui vous sera d'une grande utilité. » Le jeune abbé, tout radieux, déballe le paquet qui contient, on devine sa surprise, une discipline ! Quelques jours plus tard, le Supérieur lui demande s'il a étrenné cet instrument. « Samedi, ajoute-t-il, est veille de fête. Excellente occasion, ne la manquez pas. » (36)

Un autre fait que relate Mgr Le Tourneur est encore plus piquant. C'était sous le Directoire. Le jeune abbé Le Tourneur rend visite à M. Emery qui habite alors, rue d'Enfer, un modeste appartement. Il porte des habits laïques, et comme sa toilette est « un peu plus soignée que de coutume », M. Emery commence par lui en faire compliment. « Eh ! que vous êtes bien, aujourd'hui, lui dit-il malicieusement. Mais il manque quelque chose

---

(35) *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 220.

(36) D. E., IV, 118.

à votre toilette. Oui donc ! Tous les jeunes gens bien mis portent des manchettes et vous n'en avez pas. Il ne faut pas que vous en soyez privé. Je vais vous en donner moi-même. »

« Il me conduisit alors, raconte l'évêque de Verdun, dans son cabinet, ouvrit un tiroir tout rempli d'instruments de pénitence et me met à chaque bras un bracelet de fer. » (37)

M. Carron qui avait reçu, dans des formes analogues, un semblable présent ne trouva pas la plaisanterie de son goût. Il est vrai qu'il venait chercher tout autre chose, une permission, et que la scène avait un témoin, M. de Mazenod, que l'ahurissement de son confrère amusa (38). Peut-être, à la réflexion, le futur évêque du Mans revint-il à des dispositions plus ascétiques ? Il est des leçons qui ne portent pas du premier coup.

Tant de qualités naturelles et surnaturelles, qui s'harmonisaient en d'heureux contrastes, devaient assurer à M. Emery auprès de ses confrères, auprès de ses élèves, auprès des hommes politiques eux-mêmes un prestige sans égal. Dans un siècle où tant d'hommes, dans l'Eglise de France et jusque sur les marches du trône, se montrèrent si inférieurs à leur tâche et se laissèrent déborder par des événements qui dépassaient les lumières de leur intelligence ou l'énergie de leur volonté, M. Emery se montrera à la hauteur de toutes les tâches. Il ne sera pas seulement le premier prêtre de France, il sera encore, selon l'heureuse expression de M. Latreille, « la conscience vivante du clergé français » (39).

---

(37) D. E., IV, 220.

(38) D. E., IV, 142.

(39) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège. L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, 80.

## III

Mais avant d'être, sous la Révolution et l'Empire, « la conscience vivante du clergé français », dans le cadre plus restreint du Grand Séminaire Saint-Sulpice, M. Emery se fera d'abord la conscience vivante d'une communauté déchue. Immédiatement et sans perdre de temps, il s'applique à cette œuvre urgente et difficile et commence ses lectures spirituelles par l'explication du règlement, tâche extrêmement délicate, vu les dispositions de l'auditoire doublement prévenu, et contre le règlement qu'il juge suranné, et contre le supérieur dont il redoute les réformes. Il s'agit de vaincre les préjugés, de désarmer les malveillances ; il s'agit de rendre à ces jeunes clercs indisciplinés, frondeurs, un esprit d'obéissance diamétralement opposé à l'esprit du siècle qui les anime ; il s'agit surtout de conquérir leur respect à force d'autorité, de tact, de persuasion.

M. Emery excelle dans cet art peu commun qui exige un adroit dosage ; il en connaît toute l'efficacité ; il en possède toutes les ressources. En Anjou déjà, sa maîtrise s'est affirmée ; à Paris, en pleine possession de ses moyens, il se surpasse encore et déploie tout son talent. Rien de moins tendu que ses commentaires, rien de plus varié. Le ton est grave, mais demeure enjoué. Jamais d'invectives véhémentes. Pas de mise en scène. Aucun éclat de voix, aucun effet, mais une causerie souriante, abandonnée, spirituelle. Peu d'ordres catégoriques, mais plutôt des exhortations pressantes et des insinuations discrètes. Tout lui sert pour convaincre, les arguments surnaturels d'abord, et on devine avec quelle conviction cette âme intérieure, si vide de son propre esprit et si pleine de l'esprit de Dieu, savait les présenter ; la parole du Supérieur faisait écho à sa prière ; elle trouvait dans la grâce son inspiration ; elle devenait vraiment la parole de Dieu.

Si la sagesse chrétienne, pour demeurer une sagesse chrétienne, doit remonter à sa source surnaturelle, elle ne méprise pas pour autant les humbles secours de la sagesse humaine qui est aussi, à sa manière, une sagesse ; bien au contraire, elle utilise ses ressources pour la porter au plan supérieur où elle atteint sa perfection. M. Emery ne l'ignorait point ; il fait donc appel à ses lumières et, pour appuyer l'autorité de l'Évangile, il invoque très volontiers l'autorité toute profane des « honnêtes gens ». Rien de plus curieux que les petits cahiers où il esquisse par écrit ses improvisations du soir et recueille, pêle-mêle, dans un désordre apparent et une juxtaposition surprenante, les textes les plus divers ; on y relève des citations de la Sainte Écriture, des Pères, de saint François de Sales, de Bossuet, de Duguet, des Conciles, mais aussi des vers de Juvénal, d'Horace, des maximes de La Rochefoucauld, des passages empruntés aux littérateurs contemporains. La vaste érudition du Supérieur, sa très large culture lui servent ainsi à émailler ses entretiens de fleurs sacrées ou profanes, et comme chez son maître, Monsieur de Genève, ces fleurs séduisantes couvrent de leur poésie et de leur sourire les plus amers renoncements. « Il était admirable, rapporte un de ses auditeurs, dans l'explication du règlement. Pour lui appliquer le mot d'Horace : *Omne tulit punctum, miscens utile dulci*. La finesse de ses aperçus, son aimable gaieté auraient fait trouver douce à un mondain l'austérité des principes. » (40) Les histoires amusantes, les traits piquants, les anecdotes pittoresques se mêlent aux exemples édifiants tirés de la vie des saints. Lui-même, au besoin, se met en scène avec une simplicité malicieuse pour excuser ses perpétuelles remontrances. « Je suis obligé de gronder par-

---

(40) *Souvenirs de M. du Bourg*, D. E., VIII, 8000.

fois, disait-il. Il y a longtemps que je fais le métier. A la communauté des Robertins, on me donnait dans les comédies le rôle de grondeur comme celui qui me revenait davantage et que je remplissais avec le plus de naturel. Excusez-moi, Messieurs, si je n'ai pu encore me corriger de ce vilain défaut. » (41) Le surnaturel, l'esprit, la sagesse, la psychologie s'unissent ainsi pour rendre ses commentaires persuasifs et attrayants ; présentée par lui, la vieille règle semble se rajeunir, s'humaniser, se moderniser pour mieux élever les âmes à la hauteur de ses exigences ; on la trouve moins surannée et moins rude, on la comprend, on l'accepte, on l'estime, on se trouve plus à même de la pratiquer.

Parfois, l'émotion succède au sourire et la délicate sensibilité du Supérieur se trahit discrètement ; ce n'est plus le chef qui parle, mais le père, un père qui aime et aimera toujours ses enfants, un père qui toujours gardera fidèlement, quoiqu'il arrive, leur souvenir ; car la mission du Sulpicien ne se termine pas au Séminaire, toute sa vie il demeure l'ami des prêtres, le serviteur du clergé. De là cette page admirable qui mérite d'être citée intégralement :

Quand vous voudrez plus tard connaître l'état de votre âme, il faudra vous interroger vous-même en passant devant la porte du Séminaire. C'est là, direz-vous, que demeurerait ce vieillard qui était alors Supérieur de la maison ; c'est là que se trouve mon ancien directeur qui m'a donné tant d'avis, là aussi mon ancien professeur. Entrerai-je pour les visiter ? Si vous continuez votre route, vous pourrez juger que chez vous tout n'est pas en règle et que vous avez déchu de votre zèle et de votre première ferveur. Si, au contraire, vous entrez dans la maison, que vous alliez voir votre supérieur, votre directeur, vos professeurs, soyez persuadé que tout va bien. « Peut-être, vous direz-vous, mon directeur a ses affaires,

---

(41) D. E., IV, 9.

je ne veux pas le déranger. » Messieurs, ce serait méconnaître les sentiments d'un directeur de Séminaire. Ils sont les hommes du clergé, uniquement consacrés à votre service ; ils n'étudient que pour vous ; ne craignez ni de les déranger ni de les importuner.

« Mais peut-être que mon directeur m'a oublié ? » Oh ! ce serait nous faire injure, nous n'oublions jamais ceux que nous avons formés. Les liens qui nous unissent à vous sont indissolubles. L'affection paternelle qu'éprouve un directeur de Saint-Sulpice pour un jeune prêtre qu'il a formé ne s'altère pas avec le temps. Le jeune prêtre est sorti de la maison, mais l'affection reste tout entière (42).

Des lectures spirituelles faites durant plus de vingt ans par M. Emery, il ne reste malheureusement que des notes éparses et très peu de pages entièrement rédigées, soit que ses papiers aient partiellement disparu durant la tourmente révolutionnaire, soit plutôt qu'il préférât à un texte écrit une improvisation plus abandonnée et plus vivante.

Une lecture spirituelle, cependant, nous est parvenue intégralement. Sans doute, en raison du sujet, M. Emery voulut-il peser tous ses mots et mesurer exactement ses paroles. Le soin avec lequel il fixa dans le détail tout cet entretien montre bien la gravité d'une question qui, actuellement, nous fait sourire, mais qui risquait alors de soulever de terribles tempêtes, la question de la frisure. Dans quelle mesure peut-on tolérer ou condamner chez des clercs cette mode séculière qui étage sur leur tête, à grand renfort d'épingles, d'ondulations, de poudre, des édifices compliqués et savants ? Tel est le problème qu'il s'applique à résoudre. Il y consacre trois séances successives, soit une heure et demie. C'est dire quelle importance on attache à cet usage et quelles difficultés rencontre la solution. En guise de

---

(42) D. E., non coté.

préparation immédiate, la veille des ordinations, certains séminaristes passaient des heures entières chez le perruquier et demeuraient toute la nuit sur une chaise pour ne pas détruire dans leur sommeil une œuvre d'art aussi essentielle à la réception fructueuse de l'Esprit-Saint.

Après avoir brièvement rappelé les règles générales de la discipline ecclésiastique sur la modestie que les clercs doivent observer dans leurs habits et dans tout leur extérieur, M. Emery aborda franchement la question.

Vous attendez, Messieurs, dit-il, que je vous parle en ce moment de la frisure ; vous savez déjà ce que j'en pense, mais vous désirez que je vous dise nettement s'il y a du péché ou du moins de l'imperfection dans cette pratique et jusqu'à quel point on peut la tolérer sans blesser les règles de la modestie ecclésiastique. Voici quelques principes d'après lesquels vous pourrez juger vous-mêmes ce qu'il y a de répréhensible en cette matière, et ce qu'on peut absolument permettre ou tolérer.

1° Il y a certaines frisures qu'on ne peut excuser de péché, et même de péché grave, parce qu'elles tournent infailliblement au mépris de la religion et de ses ministres. Certains ecclésiastiques, en effet, sont en cela semblables à des femmes et les surpassent même par la recherche de leurs frisures, car on ne voit pas parmi les gens du siècle ni même parmi les femmes ces frisures à deux ou trois étages dont la tête de quelques ecclésiastiques est ridiculement hérissée. De pareils excès sont évidemment intolérables, et c'est bien ici le lieu d'appliquer la décision du cardinal Cajetan, qu'on ne doit pas entendre en confession un ecclésiastique qui porte de longs cheveux, mais qu'il faut d'abord le renvoyer au perruquier pour les faire raccourcir : *Remittendi sunt ecclesiastici comati ad tonsorem, et deinde sunt audiendi.*

2° Il y a sans doute d'autres espèces de frisures moins ridicules et moins blâmables ; je n'examine pas si l'on peut absolument se les permettre sans péché. Je me borne à examiner si, à parler en général, il ne serait pas plus parfait de s'en abstenir. Je dis à parler en général, parce qu'on peut supposer un jeune clerc encore mineur et qui ne pourrait convenablement résister sur ce point à la volonté de ses parents.



On peut même supposer un ecclésiastique dans une telle situation que les convenances l'obligeraient d'accorder là-dessus quelque chose à l'usage, pourvu qu'il le fît avec une certaine mesure que nous voyons observée par des ecclésiastiques d'un rang distingué ; car, pour le dire ici en passant, nous connaissons des aumôniers du roi et de la reine dont les cheveux sont beaucoup plus modestes que ne les portent plusieurs ecclésiastiques de cette maison. Ces restrictions étant supposées, je n'hésite pas à dire qu'il est en soi plus parfait de s'abstenir de toute espèce de frisure. Sans m'étendre à citer à l'appui de cette assertion une foule de décrets et d'autorités qui vous sont bien connus, je me borne à quelques réflexions bien simples qui suffisent pour vous convaincre. J'en appelle d'abord à vos propres sentiments. Quel est celui qui vous paraît le plus estimable de deux ecclésiastiques, dont l'un est élégamment frisé et l'autre porte des cheveux courts et modestes ? Toutes choses égales d'ailleurs, vous ne pouvez hésiter là-dessus ; le second vous semble certainement plus digne de votre estime, et si vous aviez à choisir un confesseur, vous lui donneriez assurément la préférence. Secondement, ce qu'il y a de plus parfait pour un ecclésiastique est certainement ce qui le rend plus propre à bien remplir ses fonctions, c'est-à-dire à prêcher utilement la parole de Dieu, à convertir les pécheurs, etc. Or, qui oserait dire qu'un ecclésiastique élégamment frisé est plus propre à remplir des saintes fonctions que celui dont la chevelure est simple et modeste ? N'est-il pas évident, au contraire, que les hommes apostoliques et les saints missionnaires, qui jouissent d'une grande réputation de zèle et obtiennent de grands succès dans l'exercice du saint ministère, perdraient bientôt cette grande autorité s'ils substituaient la frisure à la simplicité de leurs cheveux ?

3°. On doit assurément regarder comme un acte très imparfait celui qu'on n'oserait offrir à Dieu comme devant tourner à sa gloire et à notre sanctification. Or, quel est celui qui, en se frisant, pourrait dire à Dieu dans la sincérité de son cœur : Mon Dieu, je vous offre cette action ; c'est pour votre amour et pour vous plaire que je la fais ; j'espère qu'elle sera du nombre de celles que vous récompenserez au dernier jour ?

Peut-être croira-t-on s'excuser en disant qu'on se frise par un motif de propreté et pour observer certaines convenances établies par l'usage.

Mais ne peut-on être propre sans le secours de la frisure ?

Ne peut-on tenir un milieu entre la malpropreté et une élégance recherchée ; observer, en un mot, ce juste tempérament que les saints ont donné pour règle aux personnes religieuses et aux ecclésiastiques : *Capillos nec spargat negligentia, nec componat industria* ?

Quant aux raisons de convenance qu'on pourrait alléguer en faveur de la frisure, il ne faut qu'un peu de réflexion pour en comprendre la faiblesse, en égard surtout à votre situation dans le Séminaire. En effet, les personnes tant soit peu raisonnables que vous êtes dans le cas d'aller voir excuseront sans peine la simplicité de vos cheveux si vous leur faites entendre que vous êtes obligés de renoncer à la frisure pour obéir aux avis de votre supérieur, ou par un motif d'économie, ou pour éviter une perte de temps considérable.

Sur la fin de cet entretien, le ton s'élève et Bossuet vient à la rescousse, qui, devant la cour assemblée pour la profession de Mlle de la Vallière, condamnait « ces excréments superflus que méprise la nature et dont la curiosité fait une affaire. « Je ferai tomber les cheveux des filles de Sion », dit le Seigneur dans Isaïe. Quelle sorte de vengeance ! Quoi ! Fallait-il foudroyer et le prendre d'un ton si haut pour abattre des cheveux ? Ce grand Dieu qui se vante de déraciner par son souffle les cèdres du Liban tonne pour abattre les feuilles des arbres. Est-ce là le digne effet d'une main toute-puissante ? Qu'il est honteux à l'homme d'être si fort attaché à des choses vaines, que les lui ôter soit un supplice ! » (43)

Quelles seraient les conclusions ? L'auditoire se le demandait avec une curiosité inquiète. Elles furent à la fois fermes et modérées.

1° Il y a un genre de frisure si ridiculement recherché, au jugement des laïques eux-mêmes, qu'il est scandaleux dans

---

(43) BOSSUET, *Sermon pour la profession de Mlle de la Vallière.*

un ecclésiastique et ne peut être autorisé par aucun exemple.

2° On doit éviter absolument toute espèce de frisure qui exige des cheveux longs et un attirail de longues épingles pour les soutenir. Autoriser ce genre de coiffure, ce serait évidemment se moquer des règles de l'Eglise qui prescrivent si souvent aux ecclésiastiques de porter les cheveux courts et modestes.

3° On s'abstiendra désormais de recourir au perruquier pour le soin ordinaire de la chevelure ; il lui est absolument défendu de s'en charger ; chacun prendra par lui-même un soin raisonnable de ses cheveux.

4° On ne défend pas absolument l'usage de la poudre, on recommande seulement d'en user avec modération.

5° Enfin, chacun doit se pénétrer de ce principe que plus il observera de modestie et de simplicité dans son extérieur, et particulièrement dans sa chevelure, mieux il entrera dans l'esprit de l'Eglise et de ses saints canons (44).

On devine aisément que la satisfaction ne fut pas unanime. Le plus mécontent fut le perruquier du Séminaire, navré pour la dignité de son art qui se réduirait désormais à une vulgaire taille de cheveux, plus navré encore des préjudices pécuniaires que lui causait la mesure dont il était victime ; lui interdire de friser les séminaristes, c'était le frustrer d'un revenu considérable, plus de huit mille livres par an. On juge de sa désolation ! Il accourt chez M. Emery, gémit, prie, supplie, proteste qu'on lui enlève le pain de sa femme et de ses enfants. Toutes ses plaintes demeurent inutiles ; on ne lui permettra l'entrée de la maison que s'il renonce à friser les élèves ; s'il ne peut s'y résigner, on comprendra fort bien qu'il cherche ailleurs d'autres pratiques plus en rapport avec les besoins de sa famille et de son talent (45).

Les doléances du pauvre perruquier trouvèrent naturellement plus d'écho auprès des séminaristes mondains,

---

(44) D. E., non coté.

(45) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 167.

et un certain mécontentement s'en suivit qu'il fallait bien escompter.

Par ailleurs, la fermeté avec laquelle M. Emery contrôle personnellement la régularité des élèves ne laisse de provoquer de vives réactions. Le Supérieur veut, en effet, qu'on se lève à l'heure pour l'oraison et fait lui-même la visite des chambres où les paresseux prolongent indûment leur sommeil ; il veut aussi que chacun se tienne chez soi pendant les heures d'étude, et pour éviter, l'hiver, dans les salles communes, les rassemblements autour des poêles qui nuisent à la discipline, il fait établir une cheminée dans chaque cellule ; il veut enfin que l'on garde le silence en dehors des récréations et qu'on s'interdise dans les couloirs, aux portes, les conversations bruyantes et inutiles.

Fréquemment, à l'improviste, il sort de son cabinet, parcourt du haut en bas la maison, rappelle à l'ordre par sa seule présence et par son seul regard les délinquants. Pour dépister cette surveillance gênante, un service de guet s'organise. On se relaye pour suivre les allées et venues du Supérieur et des sonneries convenues signalent son irruption prochaine aux quartiers menacés ; un coup de cloche avertit le premier étage du péril, deux et trois coups mettent le second et le troisième en alerte ; chacun peut, à temps, prendre ses précautions ; les rondes de M. Emery tombent dans le vide et demeurent sans effet. Pour empêcher ces sonneries d'alarme, on enferme d'abord la corde de la cloche dans une armoire dont le réglementaire seul possède la clé. Mais bientôt cette mesure ne suffit plus, il faut supprimer la corde elle-même et la remplacer par un câble de fer qu'on encastre dans le mur sur toute la longueur de son parcours. Il ne reste plus qu'une ressource aux guetteurs : monter dans le clocher, mais ils seraient certains d'y être rejoints et pris. Il leur faut

donc, malgré eux, renoncer à leur service, et la surveillance du Séminaire se trouve facilitée (46).

Tandis que certains clercs s'appliquent à déconcerter la vigilance du Supérieur pour favoriser leur désordre, d'autres, pour désarmer sa rigueur, poussent l'indignité jusqu'à l'abus de la pénitence. Un séminariste sorti la nuit sans permission apprend que sa fugue a été signalée par le portier ; son délit est extrêmement grave ; le règlement le sanctionne par l'exclusion. Que fait donc le délinquant pour se tirer de ce mauvais pas ? Pendant l'oraison, qui suit immédiatement sa rentrée matinale, il s'approche de M. Emery et demande à se confesser ; il compte ainsi prévenir l'action du Supérieur, lier celui-ci par le secret et rendre impossible son intervention. M. Emery se tient heureusement sur ses gardes, devine le piège dans lequel ce faux pénitent voudrait le faire tomber et déjoue immédiatement son odieux calcul :

« Messieurs, dit-il à la communauté, toute surprise d'un discours aussi insolite qui interrompt contre toutes les règles le silence et le recueillement de la prière, Messieurs, vous savez que le règlement général de la maison défend expressément de découcher, sous peine d'exclusion. M. N..., qui a commis cette faute, nous a mis dans la nécessité de lui appliquer cet article du règlement. Je crois devoir vous en prévenir dès ce moment. » (47)

Mais s'il faut renoncer au vain espoir de tromper une surveillance aussi attentive, l'intimidation, la crainte du scandale réussiraient peut-être à décourager cet importun réformateur. Son prédécesseur, M. Le Gallic, n'était pas insensible aux démonstrations tapageuses et ménageait parfois les insoumis afin de s'épargner

---

(46) D. E., IV, 246.

(47) *Id.*, IV, 1040.

leurs représailles. Et on racontait la bonne histoire de cette tenture que les séminaristes avaient abattue un jour de Fête-Dieu, au reposoir Saint-Sulpice, devant toute la foule prosternée ; quelques sujets résolus avaient coupé les cordes qui la retenaient au-dessus de l'autel, et le pauvre M. Le Gallic avait éprouvé d'un pareil scandale une profonde humiliation (48). On racontait aussi une histoire, meilleure encore, de pétards éclatant en pleine nuit aux quatre coins de la maison, au grand émoi des Sulpiciens épouvantés et consternés. Ne pourrait-on reprendre en plus grand, car la leçon devait être plus forte, cette dernière démonstration qui avait si fort impressionné l'ancien supérieur ? Le complot s'organise et on prend jour pour la Saint-André, fête de M. Emery, qui comprendra, on l'espère, tout le sens d'une si bruyante manifestation.

Les conjurés se procurent donc le matériel nécessaire, et le 28 novembre, après le couvre-feu, disposent les pièces d'artifice dans les couloirs ; des traînées de poudre assureront une mise à feu rapide et presque simultanée. En pleine nuit, une explosion formidable secoue tout le Séminaire. M. Emery se lève en hâte, sort de sa chambre ; avec l'aide de son domestique et de quelques élèves, au risque d'être brûlé et blessé, il éteint plusieurs pétards qui n'ont pas encore éclaté. Le guet à pied et à cheval accourt pour prêter aide et main-forte. Mais le Supérieur, qui garde tout son sang-froid dans la panique générale, défend absolument qu'on ouvre à la police, assure que tout est fini, qu'il n'y a aucun danger, que ce n'est rien, qu'il n'a besoin d'aucun secours extérieur pour assurer la sécurité de la maison. Le calme une fois rétabli, il se recouche et s'endort à nouveau avec une tranquillité paisible, remet-

---

(48) D. E., IV, 25.

tant au lendemain les mesures énergiques qu'appelle un scandale aussi pénible et aussi périlleux de toutes les manières pour la communauté confiée à ses soins.

Quels sont les coupables ? On l'ignore et on l'ignorerà sans doute quelque temps. Mais les sanctions n'attendront pas la fin de l'enquête, car la maison renferme assez d'éléments dangereux pour qu'on puisse éliminer immédiatement les plus suspects ; la conduite habituelle de certains séminaristes ne suffit-elle pas à elle seule pour motiver leur exclusion ? Le soir même, avec un calme et une fermeté impressionnants, M. Emery annonce la décision rigoureuse qu'il a prise en raison de ce grave incident : plusieurs clercs, dont il est particulièrement mécontent, seront renvoyés ; leur vocation n'offre aucune garantie ; leur irrégularité systématique est une cause de désordre continu : elle paralyse la bonne marche du Séminaire ; la liste est arrêtée ; mais comme le lendemain est un dimanche, l'exécution sera remise au lundi suivant. Le lundi, quatre élèves, appelés chez le Supérieur, sont priés de partir, sans espoir ni délai. Un cinquième suit bientôt, qui a eu la langue trop longue. Ne s'est-il pas vanté, par jactance ou par inconscience, non seulement d'avoir participé à l'affaire des pétards, mais encore d'avoir voulu mettre le feu au Séminaire ? Le propos est rapporté ; la sanction suit immédiatement. Or, le délinquant était le propre neveu d'un archevêque qui se trouvait naturellement à Paris, son habituelle résidence. Le prélat accourt, intercède, supplie. Peine perdue. Il essaye alors d'obtenir au moins un délai et demande qu'on permette au coupable de passer au Séminaire la nuit suivante... Mais le Supérieur reste inébranlable. « Monseigneur, répond-il, de deux choses l'une : ou M. votre neveu ne couchera pas ce soir dans la maison où je n'y coucherai pas moi-même. Comment voulez-vous que je demeure sous le même toit

avec un homme qui a menacé de mettre le feu au Séminaire ? »

Ces exécutions, toutefois, n'atteignaient pas avec certitude les vrais coupables. Pour découvrir ceux-ci, M. Emery se livre à une enquête habile et discrète ; il envoie chez les artificiers de la capitale des personnes de confiance pour s'informer s'ils n'auraient pas vendu, récemment, à des jeunes abbés, des pétards, fusées et autres pièces d'artifice. L'un d'eux répond qu'effectivement des étudiants ecclésiastiques, quelques jours auparavant, se sont approvisionnés chez lui ; il ignore complètement leurs noms, mais il pourrait, croit-il, les reconnaître sans peine. Le Supérieur le fait donc venir au Séminaire, l'embusque auprès d'une fenêtre d'où il peut, sans être aperçu, voir défiler les séminaristes qui se rendent deux à deux à la chapelle, pour la récitation de l'Angélus. Au passage, l'artificier signale ses clients. Ceux-ci étaient au nombre d'une vingtaine, et d'aucuns portaient de grands noms. Le soir même, malgré les réclamations, protestations et supplications de leurs familles et de leurs puissants protecteurs, tous quittaient la maison (49).

On devine facilement l'émotion de la communauté que partagent des sentiments très divers ; l'abattement des libertins n'a d'égal que la satisfaction des élèves sérieux ; les uns constatent avec terreur que rien n'ébranlera la fermeté du Supérieur, qu'ils devront se ranger ou partir ; les autres se réjouissent d'un assainissement qu'ils appellent de leurs vœux et qui favorisera, dans une atmosphère détendue, leur préparation au sacerdoce.

Bienfaisante pour les esprits réfléchis et bien équilibrés, la secousse ne laisse pas cependant d'être un peu forte pour les têtes faibles ; l'explosion des pétards en

---

(49) D. E., IV, 197.



pleine nuit les avait effrayés ; les dramatiques renvois qui se succèdent pendant plusieurs jours, à une cadence impressionnante, avec une régularité implacable, achèvent de les détraquer. Un soir, M. Emery est assis devant son petit pupitre, dans son cabinet ; après une journée surchargée de visites et d'affaires, il doit, pour mettre à jour son énorme correspondance, travailler tard dans la nuit. Soudain, il entend ouvrir furtivement sa porte. Un séminariste s'introduit dans son appartement, armé d'un énorme couteau ; avec des gestes d'automate, il se dirige vers la chambre à coucher du Supérieur, va droit au lit, le perce de coups et se retire avec une inconscience tranquille, sans prêter la moindre attention à la présence du Supérieur qui a la sagesse de ne pas bouger. Le lendemain, le dangereux somnambule, qui ne se souvenait de rien, fut prié de rejoindre dans le monde les artificiers ses confrères (50).

Impitoyable vis-à-vis des séminaristes libertins dont l'amendement lui paraît impossible, M. Emery se montre au contraire d'une patience et d'une longanimité inlassables avec certains caractères qui eussent découragé un esprit moins compréhensif et moins averti ; sous des apparences déconcertantes, il discerne les richesses profondes de certaines âmes qui se disputent violemment la grâce ; leurs éclats, leurs révoltes même lui découvrent toutes les possibilités de leur nature impétueuse et ardente ; quand l'heure de Dieu aura sonné, la conversion, il le devine, sera en rapport avec l'ampleur même de leurs égarements. Certains tempéraments, dans le mal comme dans le bien, ne se donnent jamais à moitié ; le tout est de savoir attendre, « sans enjamber sur la Providence », le moment opportun pour intervenir avec fruit.

Tout paraissait inquiétant chez Antoine-Louis-Augustin de Retz, jusqu'à son nom qui rappelait des antécédents fâcheux. Ce jeune séminariste semble avoir, comme son oncle, « l'âme peut-être la moins ecclésiastique qui fût dans l'univers » (51). Mais, à l'inverse du cardinal, qui trompait systématiquement les Messieurs de Saint-Lazare et donnait à son extérieur, pendant les retraites d'ordination, « toutes les apparences ordinaires », Antoine de Retz étale avec une affectation évidente ses fâcheuses dispositions. Lui aussi a décidé de « faire le mal par dessein, ce qui est, sans comparaison, le plus criminel devant Dieu, mais ce qui est sans doute, écrivait le coadjuteur de Paris, le plus sage devant le monde » (52), et il affiche ouvertement cette excellente résolution que son oncle, plus politique, renfermait dans le secret de son âme. L'abbé de Retz a pris parti contre la réforme, et la chose est d'autant plus grave que sa naissance, son esprit, ses qualités brillantes et aimables lui valent auprès de ses confrères un prestige et une influence considérables. Il fait la mauvaise tête avec obstination, avec éclat. Or, M. Emery ferme les yeux, car si la tête est mauvaise, le cœur, lui, est excellent, et le Supérieur prévoit que, tôt ou tard, chez ce jeune homme incommode, la bonne nature triomphera de la mauvaise avec le secours de la grâce. Loin de brusquer un élève aussi bouillant, ce qui perdrait tout, il tempore, il patiente. Pareille longanimité semble friser l'injustice et tenir à la faiblesse. Autour de lui on s'étonne, on critique ; pour un peu, on dirait qu'il y a deux poids et deux mesures dans la maison.

M. Emery, qui voit plus loin et plus haut que les

---

(51) *Mémoires du cardinal de Retz*, édit. Garnier, I, 4.

(52) *Id.*, 58.

séminaristes et que ses confrères eux-mêmes, ne se laisse pas déconcerter ; il écoute en souriant les observations de ses directeurs. « Messieurs, leur dit-il, ce sont les derniers efforts du diable pour retenir un sujet qu'il craint de se voir enlever. » Et, dans cette conviction, il supporte sans broncher les plus violentes incartades.

M. de Retz est, en effet, fort mécontent. M. Emery, auquel il réclamait un appartement plus commode, l'a logé au-dessus de lui ; de là des protestations véhémentes contre la surveillance jalouse dont le jeune séminariste se trouve l'objet et la sujétion étroite dans laquelle on voudrait le maintenir, mais dont il saurait bien se libérer. « Pourquoi vous plaignez-vous ? lui répond doucement M. Emery. Vous devriez, au contraire, vous montrer extrêmement flatté de mon attention. N'êtes-vous pas mon supérieur ? »

M. de Retz ne goûta point cette plaisanterie. Ses réclamations demeurant vaines, il passe à l'action. Rentré dans sa cellule, il renverse donc au milieu de sa chambre tout son tas de bois, culbute ses chaises, sa table, son lit et fait un tel sabbat que le vacarme remplit toute la maison. Un prélat, qui se trouve en visite chez M. Emery, ne peut cacher sa stupéfaction. Celui-ci le rassure : « Ce n'est rien, Monseigneur, ce n'est rien. Il y a dans cette chambre une pauvre tête exaltée. Soyez tranquille, elle se calmera. »

De fait, la pauvre tête exaltée se calma. Un soir, le Supérieur, après avoir réfléchi et prié, se décide à porter le coup décisif. Il mande M. de Retz dans son cabinet, l'invite avec une autorité douce à se mettre à genoux, à réciter le *Veni Sancte Spiritus* ; puis, se plantant droit devant lui, les yeux dans les yeux, il lui reproche sa conduite avec force, avec cœur. M. de Retz, profondément remué, écoute sans mot dire. « Maintenant, lui dit M. Emery avec fermeté, je ne vous demande ni aveu,

ni promesse, ni désaveu. Assez longtemps vous avez été un sujet de chagrin et d'épreuve pour nos messieurs et pour moi. Ne prétendez pas à la prêtrise. Il ne vous reste plus qu'à faire une retraite, et vous verrez alors ce que Dieu vous mettra dans le cœur. »

M. de Retz fit sa retraite, et comme il n'accomplissait rien à moitié, la conversion fut radicale. Désormais, il édifia la communauté par sa régularité, sa piété, sa pénitence ; aussi ardent au service de Dieu qu'il l'avait été jadis dans sa tumultueuse résistance, il coupe ses magnifiques cheveux frisés avec tant de soin, choisit pour cellule une mansarde où il passe l'hiver sans feu, s'impose pour l'expiation de ses fautes des austérités si rudes qu'il faut modérer sa soif d'expiation. Son caractère fantasque et brusque se modifie, s'égale, s'apaise ; ses communions deviennent fréquentes, ses oraisons se prolongent. Bientôt, il consummera son sacrifice en partant pour la Chine, car il brûle de prêcher l'Evangile et cherche le martyre. Mais Dieu ne lui demandera pas le témoignage du sang. Il mourra prématurément en 1793, victime de son zèle et de sa charité, sans avoir revu sa famille ni son pays (53).

Une conversion si subite et si éclatante ne pouvait que produire une impression profonde. D'autres suivirent, moins dramatiques sans doute, mais aussi solides et aussi bienfaisantes pour la maison : celle de M. de Villers, maître de conférences ; celle de l'abbé de La Chièse, célèbre depuis par ses fructueuses missions dans le midi de la France. Tout un mouvement spirituel se dessine qui ravit les élèves fervents, entraîne les médiocres, décourage les libertins dans leur inutile résistance. Peu à peu, le Séminaire se transforme, l'ordre

---

(53) D. E., II, 3137, IV, 241-242.

se rétablit, la régularité se généralise, la piété refleurit ; on reprend goût à l'oraison.

L'action personnelle de M. Emery complète en effet très heureusement son action officielle, si énergique et si avisée. Cet homme écrasé d'affaires et de soucis se donne entièrement à ses élèves ; lorsqu'il s'agit de leur faire du bien, il ne marchandé ni ses peines ni son temps. Sans cesse, pendant les récréations, il se mêle à eux, soit pour combattre l'influence malfaisante d'éléments sujets à caution, soit pour encourager les vertus hésitantes et timides.

Il recherchait toujours les égrillards, rapporte le P. Dumesnildot ; de peur qu'ils ne mettent la dissipation dans le Séminaire, il les faisait beaucoup parler, leur posait des questions sur eux, sur leur pays et sur les choses qu'ils savaient afin de les gagner et de les connaître (54).

Les jours de promenade, comme s'il n'avait pas besoin lui-même de se reposer, le Supérieur se prodigue davantage ; il invite régulièrement dans sa voiture les éclopés et les malades ; on s'entasse avec lui dans le carrosse, et le voyage, en si agréable société, présente tant de charmes qu'il semble trop court. Parfois même il abandonne complètement son équipage à cette jeunesse ravie de son attention délicate, descend à pied les rues étroites qui conduisent à la campagne par le village de Vaugirard, et les bonnes gens du quartier regardent avec étonnement ce petit prêtre, voûté et vieillissant, qui s'en va d'un pas si digne et si alerte, avec une bande de clercs animés et joyeux.

Revenu au Séminaire, M. Emery reçoit dans son cabinet, à longueur de journée, ses chers enfants. Jamais il ne paraît pressé quand il s'agit de consoler ceux qui

---

(54) D. E., IV, 477.

s'ennuient et pleurent, comme le futur archevêque de Bourges, de Villèle, ceux qui réclament conseil et appui, ceux dont la vocation ou la vertu chancelle ; le temps qu'il leur consacre, si inutile qu'il paraisse au regard des affaires si nombreuses, si graves qui le sollicitent, n'est point à ses yeux du temps perdu. Ce fin psychologue n'ignore pas que certaines âmes ne se livrent pas du premier coup, qu'il faut se résigner, pour les mettre à l'aise, à de longues préparations, et que, pour quelques minutes décisives, on doit parfois consentir des entretiens répétés sans effet immédiat et apparent. Aussi reçoit-il ses élèves autant qu'ils le veulent, aussi longtemps qu'ils le désirent ; jamais il ne les éconduit ; jamais il ne les congédie ; on croirait qu'il n'est nullement pressé, qu'il dispose de loisirs continuels, qu'il n'a rien à faire ; jamais surtout il ne laisse tomber la conversation ; il l'anime, au contraire, avec entrain, esprit et bonté, guettant le moment propice où il pourra recueillir les confidences qui se dérobent et placer les avis opportuns.

Et tandis que les séminaristes s'attardent, de grands personnages, des évêques, des archevêques même exercent leur patience dans l'antichambre qui se remplit. En reconduisant ses élèves qui le quittent munis d'encouragements, d'avis spirituels et de pastilles de chocolat, il s'excuse auprès des visiteurs illustres ; il a dû les faire attendre. « Ce pauvre petit s'ennuyait, explique-t-il, il fallait que je le console. Je me dois d'abord, Monseigneur, à ces chers enfants. » (55) Comment rester insensible à une si intelligente et si délicate bonté ?

Aussi, peu à peu, les cœurs se gagnent, la tristesse

se dissipe dans la maison qui s'épanouit et se range ; entre les séminaristes, les directeurs, le Supérieur, la gêne d'autrefois cède à la confiance ; une affectueuse cordialité règne entre maîtres et élèves : leurs rapports deviennent aussi agréables que bienfaisants. A la longue, le progrès s'affirme, et tandis que, sur la fin du siècle, tant de vénérables institutions ecclésiastiques périssent lamentablement, tandis que les Ordres religieux, dans leur ensemble, voient s'accroître leur triste déchéance, grâce à M. Emery, le Grand Séminaire Saint-Sulpice retrouve, avec son esprit primitif, la ferveur de ses débuts glorieux. A la veille de la Révolution, le *Registre des assemblées générales* dans lequel nous avons relevé avant 1780 des constatations si navrantes, se clôt par un exposé particulièrement élogieux ; les consultants unanimes se félicitent de la situation des Séminaires confiés à la petite Compagnie ; le Séminaire de Paris, plus qu'aucun autre, « donne lieu à des réflexions consolantes » ; tous notent avec joie « que l'esprit de piété, de régularité et de ferveur s'est renouvelé d'une manière sensible depuis plusieurs années (56). Cette délibération, la dernière, porte la date du 23 mai 1789.

La modestie du Supérieur général ne permet pas qu'on lui attribue le mérite de ce laborieux et complet relèvement. Mais ses confrères, comme ses élèves, rendent pleinement justice à son mérite. Si le Séminaire Saint-Sulpice, écrit le 26 juillet 1842 Mgr de La Tour d'Auvergne, évêque d'Arras, est devenu « le premier Séminaire de l'Europe par le bon esprit qui y règne et les manières exquises qu'on y entretient », il le doit « à la véritable piété qu'y a établie M. Emery » ; il le

---

(56) *Registre des assemblées générales*, 33<sup>e</sup> assemblée, D. E., XII, 810.

doit « à l'exemple des vertus sociales et sacerdotales de son chef éminent » (57).

La grande épreuve peut venir. Maîtres et élèves sauront se tenir à la hauteur de ces tragiques événements. Leur fidélité, leur zèle, leur courage, leur sagesse, leur modération toute sulpicienne et désintéressée, leur indépendance vis-à-vis des partis, pour certains leur martyre, honoreront la vieille maison qui leur communiqua le meilleur de son âme. Dans l'histoire religieuse de l'Eglise de France, ils écriront des pages magnifiques et, la Révolution finie, l'Eglise concordataire trouvera parmi eux, avec l'élite de son clergé, les meilleurs ouvriers du renouveau chrétien.

---

(57) D. E., IV, 6.





## CHAPITRE VI

### LES ETATS GENERAUX — LA CONSTITUANTE LES LOIS DE SECULARISATION

I. La convocation des Etats généraux. Pressentiments de M. Emery. — II. Les Journées de Juillet et d'Octobre 1789. Mort du chevalier de Varicourt. — III. Les lois de sécularisation. M. Emery et Talleyrand. M. Emery et l'abbé Maury. — IV. La fondation du Séminaire de Baltimore. Les Sulpiciens d'Amérique et Chateaubriand.

#### I

La convocation des Etats généraux de 1789 avait suscité dans tout le royaume les plus grandes espérances ; avec plus ou moins de sensibilité, de naïveté, de grandiloquence, les documents contemporains nous redisent à l'envi l'enthousiasme général ; et les historiens de toutes les écoles, si habituellement divisés lorsqu'il s'agit d'expliquer ou de juger la Révolution, reconnaissent unanimement la ferveur quasi religieuse de ses débuts (1).

Ce n'est pas seulement le Tiers-Etat qui se réjouit, justement persuadé qu'il retirera de cette convocation les plus grands avantages politiques économiques et

---

(1) G. LEFEBVRE, 1789, p. 111.

sociaux ; les privilégiés eux-mêmes, en imposant cette réunion qui leur deviendra funeste, croient affaiblir à leur profit l'autorité du roi, supprimer l'absolutisme, recouvrer leur ancienne puissance ; nobles et Parlements, associés dans une résistance commune, escomptent bien, avec l'appui du peuple, une revanche définitive de leur asservissement ; ils se flattent de réussir, sur le terrain judiciaire et administratif, une nouvelle Fronde qui leur assurerait enfin le pouvoir. Avec des vues toutes différentes, la noblesse libérale, pour sa part, seconde le mouvement, qui se laisse entraîner par des idées généreuses et rêve de restaurer la société mal faite, selon des principes nouveaux. L'égoïsme des intérêts, l'aveuglement des rancunes chez les uns, les théories philanthropiques et humanitaires chez les autres, unissent ainsi l'aristocratie française qui conjugue ses efforts en opposant ses desseins.

Le clergé lui aussi, dans son ensemble, se laisse gagner par la fièvre ambiante. Sans doute, les grands prélats ne partagent pas tous l'ardeur de l'évêque de Blois, de l'archevêque d'Arles, si favorables à la réunion des Etats ; cinq d'entre eux se sont même opposés nettement, en 1788, au vœu de l'Assemblée du clergé de France qui demandait au roi leur convocation prochaine. Beaucoup, en outre, ont été péniblement froissés et fortement refroidis par les opérations électorales, assez souvent funestes à leur dignité comme à leur prestige. Mais ils sont de leur classe ; fils de nobles, ils épousent les sentiments de l'aristocratie, comme ses ambitions politiques, et ils les épousent d'autant plus que leur haute naissance et leur caractère épiscopal constituent pour beaucoup un double titre à exercer le pouvoir, en recueillant l'héritage des Richelieu et des Fleury. Ils sont aussi de leur époque ; la philosophie du

siècle a souvent déteint sur leur théologie, ses préoccupations économiques sur leur zèle ; les affaires du monde parfois les sollicitent autant que les affaires de Dieu ; un certain nombre enfin se trouvent acquis au libéralisme régnant. Quant au clergé de second ordre, il est trop avantagé par le nouveau système d'élections, trop puissant en nombre dans la Chambre ecclésiastique, il a tenu un rôle trop important dans la rédaction des cahiers pour ne pas croire fermement à la régénération du royaume et à l'abolition des abus. Tandis que l'aristocratie compte tenir la couronne à sa merci, tandis que les Parlements attendent que leur prétention traditionnelle à contrôler les décisions royales reçoive enfin sa consécration et devienne un droit incontesté, tandis que les « bons curés » pleins d'illusions rêvent d'instaurer sur des bases nouvelles une Eglise rajeunie, le peuple salue le retour de l'âge d'or et se figure « arriver dans une terre promise qui présente l'image du paradis » (2).

Un homme cependant ne partage nullement cet enthousiasme quasi universel et ces dangereuses illusions. Cet homme s'appelle M. Emery. Déjà, en 1778, en apprenant que l'Assemblée du clergé de France vient d'émettre une résolution pour demander la convocation des Etats généraux, il avait exprimé ses appréhensions à M. de Saussin, « avec une vivacité et un emportement » qui surprirent et choquèrent son interlocuteur ; et comme celui-ci lui faisait observer que les Parlements et les provinces réclamaient cette convocation : « Eh ! quoi, répondit le supérieur, dans l'état où se trouve la France, que pouvons-nous attendre de cette Assemblée ? Que peut-elle donner de bon ? » (3) La

---

(2) *Cahiers de doléances d'Auxerre.*

(3) *Souvenirs de Mgr de Saussin*, D. E., IV, 60.

nouvelle que le roi s'est enfin rendu au vœu général de toute la nation le consterne et il manifeste son inquiétude en termes si pessimistes que ses auditeurs en restent interdits : « Hélas ! s'écrie-t-il, tout est perdu ! Que ne doit-on pas craindre pour la religion dans un royaume catholique, gouverné par un ministre philosophe et protestant, et quel peut être le résultat d'une assemblée aussi tumultueuse que les Etats généraux dans un temps où les liens de la subordination et de l'obéissance sont déjà si affaiblis ? Que vont devenir nos belles institutions ? » (4)

Avec un Henri IV, intelligent, énergique, souple, qui savait diriger les débats et au besoin s'imposer, cette « assemblée tumultueuse » pouvait fournir un travail utile et ordonné. Avec un Louis XVI, indolent, hésitant et faible, qui laisserait sans aucune direction la représentation nationale, on ne pouvait attendre que désordre et chaos. Les événements ne vérifièrent que trop la profonde sagesse de cet homme lucide ; il avait prévu qu'en obligeant le monarque à convoquer les Etats généraux, l'aristocratie aveugle précipitait la France dans une inévitable Révolution.

Ce n'était pas, toutefois, que le Supérieur général jugeât tout parfait dans « nos belles institutions », car ces belles institutions se trouvaient alors singulièrement faussées. M. Emery connaît mieux que personne les vices d'un système politique qui fonctionne mal et gémit en secret sur les abus dont l'Eglise de France est la première à souffrir. Mais il veut que l'autorité s'exerce, gouverne et commande ; il entend qu'elle demeure entre les classes, les partis, l'arbitre équitable et respecté. Et, puisque les réformes s'imposent, c'est de son esprit

---

(4) *Souvenirs de M. de Belloc*, D. E., IV, 240.

politique et de son énergie morale qu'il les attend. Or, il ne voit que faiblesse sur le trône, insubordination chez les sujets, confusion partout. Dans ces conditions, l'issue de l'aventure ne peut être que fatale ; pour lui, « tout est perdu ».

Quelque temps sans doute, à la faveur d'apparences trompeuses, l'illusion générale réussit à se maintenir. La brillante Messe du Saint-Esprit qui ouvre les Etats généraux, la solennelle procession où les députés, cierge en main, accompagnent le Saint Sacrement, le faste princier de la séance inaugurale, laissent à ceux qui jugent par le dehors une impression rassurante pour le prestige de la religion, comme pour le prestige du roi ; ils se félicitent de ces heureux débuts. Mais le Supérieur général de Saint-Sulpice est trop perspicace et trop averti pour se fier à des pompes extérieures qui dissimulent mal des symptômes inquiétants.

Ses nombreuses relations lui permettent en effet de suivre au jour le jour et dans le détail la marche des événements ; dès lors, comme durant toute la crise révolutionnaire, il se tient si soigneusement au courant que l'ampleur et l'exactitude de son information ne laissent pas de nous surprendre. Si les évêques avec lesquels il se trouve le plus intimement lié, M. de Bausset, M. de Fontanges, ne figurent pas au nombre des députés ecclésiastiques, s'il garde une certaine réserve vis-à-vis des Boisgelin, des Cicé, qui lui paraissent trop politiques et ne réalisent pas suffisamment son idéal religieux, il possède du moins la confiance de M. de Pompignan qui jouera aux Etats généraux, à la Constituante, au ministère, un rôle assez important ; il se rencontre également avec M. de La Luzerne, qui suivra lors des serments la même attitude que lui et s'inspirera des mêmes principes libéraux.

Parmi les députés des trois ordres, il compte enfin des compatriotes, des amis, voire même des parents. Le clergé d'Anjou est représenté par Rangeard, curé d'Audard et archiprêtre d'Angers, qui est resté en correspondance avec l'ancien vicaire général de M. de Grasse ; le Tiers-Etat de Gex par les deux Girot, Girot de Thoiry et Girot de Chevry, alliés à sa famille ; la noblesse de Gex, par M. Prez de Crassières, lié aux Varicourt ; le clergé de Gex, enfin, par son cousin, M. Routh de Varicourt, curé de Gex, doyen d'Aubonne, official du diocèse de Genève « à la partie de France ». Or, l'abbé de Varicourt n'est pas seulement dans son bailliage et dans son diocèse un personnage important ; par sa sœur, Mme de Villette, la « Belle et bonne » de Voltaire, il se trouve en rapports avec les philosophes et la haute société parisienne, et ses frères, qui servent comme jadis son père, à Versailles, dans les gardes du corps, lui permettent un certain contact avec le château. Modéré par ailleurs, judicieux et ouvert, ce prêtre, très digne et fort exact à remplir les devoirs de son état, est vraiment en mesure de fournir au Supérieur général des renseignements aussi étendus que sérieux.

Or, M. de Varicourt, nous le savons, par ses *Mémoires*, fut assez mal impressionné par les premières dispositions de ses collègues. Pendant la procession solennelle qui ouvrit les Etats généraux, il marchait côte à côte avec Grégoire qui l'inquiéta par ses prétentions, ses rancunes, son étroitesse passionnée (5). Le costume imposé aux membres du Tiers lui paraît en outre « un germe de mésintelligence entre les ordres », car si les représentants des communes réussissent, par leurs protestations, à supprimer la quatrième corne

---

(5) *Mémoires de Mgr de Varicourt*, D. E., XII bis. f° 5.

« qu'on veut donner à leur chapeau », leur tenue sombre, qui rappelle celle des Oratoriens ou celle des Frères des Ecoles chrétiennes, les humilie à tel point qu'ils « promettent de déshabiller les autres » (6). Cette promesse, ils la tiendront sans tarder.

De fait, dès le lendemain de la séance royale, ils entrent en conflit avec le clergé et la noblesse à propos de la vérification des pouvoirs, qui pose indirectement le problème du vote par ordre ou par tête. Dans la Chambre ecclésiastique, d'après discussions se succèdent qui échauffent fortement les esprits. Si quelques évêques libéraux, comme M. de Vienne, se prononcent pour la vérification en commun, la plupart des grands prélats s'accordent pour la résistance et se solidarisent avec l'aristocratie. Les curés eux-mêmes se partagent en deux camps ; tandis que les plus ardents avec Grégoire, Jallet, le Cesve, Gouttes, se déchaînent avec violence, les sages hésitent et s'inquiètent. La majorité se dégage difficilement ; à quelques unités près, les suffrages s'équilibrent et les scrutins s'épluchent avec passion. La noblesse s'entête ; le Tiers s'obstine ; la cour intrigue ; le roi tergiverse ; la rue s'agite et menace ; Paris est tout enfiévré.

Saint-Sulpice cependant continue, durant toute cette crise, sa vie régulière, laborieuse ; au Séminaire, les journées se déroulent suivant l'ordre habituel, dans le silence, le travail, la prière ; car la vieille maison a retrouvé sa ferveur ; les abus ont cessé, la réforme triomphe et s'affermi. Mais au moment où M. Emery pourrait jouir de son œuvre et goûter, après des luttes pénibles, un légitime repos, les événements qui se précipitent lui posent d'autres problèmes et le mettent en

---

(6) *Mémoires de Mgr de Varicourt*, D. E., XII bis, f° 5.



présence de nouvelles responsabilités. Il s'agit cette fois du royaume et de l'Eglise de France sur lesquels pèse une redoutable menace. Quelle attitude adopter dans la confusion générale ? On se le demande autour de lui.

M. Emery est homme d'autorité ; il l'est par tempérament et par goût naturel ; il l'est aussi par tradition et par conviction. Il se trouve en excellentes relations avec M. de Broglie qui commande autour de Versailles et de Paris les troupes concentrées par le roi ; il compte parmi ses élèves les deux fils du maréchal ; plus d'une fois, par l'un d'eux, Maurice, qu'il estime et affectionne particulièrement, il lui fera passer renseignements et avis. Mais si l'on peut entièrement se reposer sur la droiture et l'énergie du chef, comment se fier aux soldats que travaille l'esprit révolutionnaire ? Comment surtout faire fond sur Louis XVI, dont les vellétés de résistance n'ont d'autre résultat que d'énervier l'opinion et de fournir des armes aux excitateurs ? Car ses malheureux sursauts d'énergie sont exploités par les révolutionnaires alarmés qui dénoncent, à cor et à cri, le complot aristocratique, afin de provoquer l'insurrection du peuple menacé. La maladresse de ses amis met le comble à la disgrâce du monarque. Là où il faudrait s'unir, ils ne savent que se diviser ; les uns s'obstinent dans une attitude intransigeante et provocante ; les autres se laissent entraîner par de généreuses illusions ; les politiques, plus sages, essayent vainement de composer. Tandis que le Tiers, renforcé des « bons curés », acquiert chaque jour une puissance nouvelle, on perd du temps, on gaspille ses forces ; on se laisse arracher de mauvaise grâce, après avoir manqué un coup d'Etat, une capitulation lamentable qu'il eût été sage de prévenir par d'opportunes concessions.

Quelles furent, durant ces semaines décisives, les impressions de M. Emery ? Quelle attitude préconise-t-il ? Quels conseils recueillent auprès de lui les députés qui le consultent ? Nous aimerions le savoir. Malheureusement, les documents rassemblés par M. Faillon ne fournissent à ce sujet aucune indication ; abondant pour d'autres périodes, le dossier reste, pour ce temps, d'une pauvreté déconcertante ; on n'y trouve aucune lettre ; et la chose s'explique par les rapports directs que la proximité de Versailles permet avec les députés. Quant aux souvenirs des contemporains recueillis au XIX<sup>e</sup> siècle par les premiers biographes, ils ont trait surtout aux événements postérieurs ; sur la crise de mai-juin 1789, ils demeurent presque entièrement muets.

Cependant, à défaut de témoignages directs, il ne paraît pas impossible de deviner les préférences intimes du Supérieur général. M. Emery n'a rien d'un indécis et, malgré le respect qu'il professe pour les vertus de M. de Juigné, il ne peut approuver les fluctuations de ce prélat hésitant qui « veut et ne veut pas » (7) ; son ralliement au Tiers-Etat, après l'échauffourée dont il risqua d'être victime, manqua vraiment de grandeur, encore qu'il parût dans l'Assemblée en costume épiscopal et précédé de son porte-croix ; le mot spirituel prêté à son cocher, qui partagea ses périls et le sauva par son adresse : « Il s'en fallut de peu pour qu'il n'y eût en même temps deux sièges vacants » (8), les souhaits de bienvenue du président Bailly, qui mêle d'impertinence l'expression de sa joie, ne soulignent que trop son manque de caractère ; sa haute situation exigeait plus de lumière dans les vues, plus de fermeté dans la conduite.

---

(7) *Emery à Fontanges*, D. E., VI, 166.

(8) *Mémoires de Mgr de Varicourt*, D. E., XII bis, 12.

Esprit très positif, le Supérieur général ne verse pas davantage dans l'utopie, et la vénération dont il entoure M. Le Franc de Pompignan ne l'empêche pas de redouter la candeur un peu naïve du bon archevêque de Vienne. L'abbé de Varicourt, qui se rallia au Tiers en toute dernière heure, en même temps que Talleyrand, la veille de la réunion officielle ordonnée par le roi, ne goûtait guère ce prélat, dont il essayait en vain de dissiper les illusions généreuses. « Je ne sors jamais de chez lui, écrivait-il dans ses *Mémoires*, qu'avec des sentiments de surprise de voir sous ses cheveux blancs aussi peu de connaissance des hommes de son siècle. » (9) Jugement un peu excessif que son cousin n'eût pas désavoué entièrement.

M. Emery enfin est trop modéré, trop charitable, trop soucieux des formes et des convenances, pour ne point désapprouver les discours véhéments et la passion rancunière de certains curés qui passent vraiment la mesure ; il ne saurait partager les sentiments d'un Grégoire, dont il estimera cependant, toute sa vie, la dignité et l'incontestable désintéressement ; il n'aime pas les exagérés, à quelque parti qu'ils se rangent ; il redoute par-dessus tout les esprits faux. Quant aux Bretons, les Jallet, les Le Cesve, les Ballard, leur attitude ne pouvait ni l'étonner ni le rassurer. L'ancien vicaire général de M. de Grasse avait eu, pendant son administration, l'occasion fréquente de constater les tendances du bas clergé dans les provinces de l'Ouest ; et la Chambre ecclésiastique d'Angers, dont il avait assumé la difficile présidence, lui laissait des souvenirs assez désagréables pour qu'il craignît, au sein d'assemblées houleuses, les excès de prêtres trop ardents. Aussi

---

(9) *Mémoires de Mgr de Varicourt*, D. E., XII bis, 9.

bien, les conseils de sagesse qu'il ne manque pas de prodiguer ne peuvent, dans la fièvre universelle, trouver un accueil favorable. Les violents, les faibles, les maladroits semblent rivaliser d'ardeur pour précipiter le royaume sur la pente fatale qui conduit à la Révolution.

Le premier ordre, évêques en tête, s'est donc réuni au Tiers qui triomphe, et le roi a dû capituler. Mais si le roi, un instant, capitule, la cour médite sa revanche et ressaisit le monarque qui concentre des troupes autour de Versailles et de Paris. Tout le pays est secoué, la province par la peur des brigands, la capitale par celle d'un complot aristocratique ; la crise du chômage, la raréfaction des denrées, la hantise de l'accaparement, les menaces et les forfanteries de la noblesse, les excitations des orateurs et des libelles, mettent le comble à l'exaltation des esprits ; les nerfs sont tendus à l'extrême. Pour mettre le feu aux poudres, la moindre étincelle suffirait.

## II

Le dimanche 12 juillet, l'abbé Courtade, qui est allé, comme d'habitude, faire le grand catéchisme rue de Sèvres, rencontre des « bandes fort émues » (10) et rapporte des nouvelles alarmantes. Le Palais Royal s'agite ; le tocsin sonne ; on pille les boutiques des armuriers. Dans la soirée, on apprend les incidents des Tuileries, la mutinerie des gardes françaises, la charge du Royal-Allemand. Le curé de Saint-Sulpice, M. de Pancemont, met le comble à l'inquiétude ; il sait de source sûre que les émeutiers ont résolu de piller le Séminaire et il accourt avertir le Supérieur de l'extrême danger qui le menace ; la maison est suspecte d'acca-

---

(10) D. E., IV, 640.

parement ; le peuple doit venir en force reprendre les vivres dont il manque et punir les affameurs ; mais elle est plus encore suspecte d'aristocratie ; ses élèves appartiennent pour la plupart à la noblesse ; deux d'entre eux sont les propres fils du maréchal de Broglie que le roi a donné comme successeur à Necker, de Broglie, « le plus dur et le plus esclave des hommes », assurent les agitateurs, de Broglie, le suppôt de la tyrannie, de Broglie, qui veut étouffer dans le sang la voix de la liberté.

Tandis que la panique s'empare des séminaristes, M. Emery garde tout son sang-froid ; à ceux qui ont des parents ou des amis dans la capitale il conseille de se retirer ; aux autres, il prêche le calme et la confiance. Pour lui, il se réserve d'agir. Auprès de la conciergerie, le Supérieur fait donc préparer du pain, du vin, des vivres pour calmer les émeutiers en les restaurant copieusement ; il se munit d'argent pour gagner leurs bonnes grâces ; il alerte ses relations de l'extérieur, recourt même, assure-t-on, à l'intervention des députés. Après quoi, toutes les précautions humaines étant prises, il se réfugie dans la prière et invoque la protection de Dieu.

La nuit se passe en alarmes continuelles. Saint-Lazare est pris d'assaut, pillé, saccagé et partiellement brûlé. Le tour de Saint-Sulpice peut venir d'un moment à l'autre. Aussi le Supérieur général reste-t-il sur pied ; par crainte de feu, il monte la garde et parcourt sans cesse tous les coins du Séminaire, accessible de plusieurs côtés. Mais le quartier demeure relativement calme et le jour arrive qui apporte une certaine sécurité. A l'heure habituelle, les directeurs et les élèves qui restent se rendent à la salle des exercices et M. Emery, comme si tout était normal, avec un calme que tout le monde

admire, donne le sujet d'oraison sur le bon emploi du temps.

Les heures s'écoulaient, lentes et chargées d'inquiétude. Le sac de Saint-Lazare qui se poursuit, quatorze heures durant, a-t-il suffisamment repu et lassé les émeutiers ? Une intervention apaisante s'est-elle produite en faveur de Saint-Sulpice auprès des meneurs qui les retiennent ? Ceux-ci ne paraissent toujours pas. Seuls des commissaires se présentent pour visiter la maison. Ils viennent, expliquent-ils, s'assurer des provisions qui s'y trouvent et constater si, oui ou non, le supérieur s'est rendu coupable d'accaparement. M. Emery reçoit avec la plus grande amabilité ces enquêteurs, qu'une bienveillante initiative a sans doute envoyés. Il leur offre de visiter le Séminaire, où se trouvent seulement des réserves normales. « Nous achetons, explique-t-il, comme les simples particuliers, notre pain chez le boulanger ; vous pouvez le vérifier par vous-même. C'est vous dire que nous n'accumulons ni le grain ni les farines. Pour nous procurer des vivres, sans prendre aucune disposition spéciale, nous nous en rapportons simplement aux mesures générales de l'autorité. » (11) L'enquête parut sans doute concluante ; Saint-Sulpice fut épargné.

Mais durant plusieurs jours, l'alerte demeura vive ; des bandes armées circulent dans le quartier ; pour se mettre dévotement à genoux sur le passage des porte-Dieu qui se rendent, avec les cierges et le dais, administrer le viatique aux mourants (12), elles n'en sont pas moins redoutables pour les communautés suspectes de favoriser le complot des aristocrates ; on s'attend d'un

---

(11) *Souvenirs de Sambucy*, D. E., IV, 640.

(12) *Id.*, *ibid.*

moment à l'autre à l'attaque des troupes commandées par de Broglie ; le tocsin sonne presque sans répit. La prise de la Bastille le 14, le rappel de Necker, la visite à Paris, le 17, du roi « reconquis par son peuple » (13) ramènent peu à peu un calme provisoire et relatif. Tout finit à Notre-Dame par un *Te Deum* d'action de grâces qu'ordonne l'archevêque, et le Séminaire, à demi rassuré, peut goûter dans sa maison d'Issy le repos des vacances.

Mais tandis que la capitale s'apaise pour un temps, les provinces à leur tour se soulèvent ; dans les villes, c'est la révolution municipale qui impose de nouvelles autorités, dans les campagnes le mystérieux mouvement de la grande peur qui lance contre les abbayes et les châteaux les villageois affolés par l'annonce des brigands. L'Assemblée nationale s'émeut de cette nouvelle jacquerie, infiniment plus redoutable que les précédentes, car elle se lie étroitement à l'agitation des grandes cités ; paysans et ouvriers conjuguent leurs efforts jusque-là séparés, voire divergents, et le « quatrième état » se constitue avec une puissance qui inquiète bientôt la bourgeoisie elle-même. La crainte, les idées généreuses, une manœuvre parlementaire montée par le Club breton pour réussir « une opération magique » entraînent, dans la fièvre du 4 août, l'aristocratie, les évêques, les curés qui renoncent à leurs privilèges ; l'Ancien Régime a vécu.

Mais bientôt, avec la réflexion qui succède à l'enthousiasme, on s'applique à restreindre un sacrifice imprudemment consenti ; les patriotes se divisent et un parti modéré se constitue qui voudrait arrêter la Révolution ; la cour intrigue, le roi se refuse à dépouiller « son fidèle

---

(13) Le mot est de Bailly.

clergé et sa fidèle noblesse ». Une fois de plus, tandis que des troupes se concentrent pour un coup de force devant lequel Louis XVI reculera, une nouvelle journée s'organise qui arrachera une nouvelle capitulation ; une fois de plus, les raisons économiques s'ajoutent aux raisons politiques pour inspirer les meneurs et soulever le peuple alarmé ; le pain est cher, les vivres rares, on ramènera donc de Versailles, pour assurer la diminution des prix et l'abondance des farines, « le boulanger, la boulangère et le petit mitron » ; le complot aristocratique surtout menace plus que jamais, le banquet des gardes du corps en est la preuve largement suffisante ; on arrachera donc le monarque à la néfaste influence de ses conseillers pour le mettre sous la protection de son bon peuple, dans sa bonne ville de Paris.

Or, à Versailles, deux cousins de M. Emery, François et Gabriel de Varicourt, veillent sur la sûreté du roi. Le 6 octobre, tous deux se trouvent de service au palais que menace la foule, le premier aux grilles de la cour, le second dans les appartements de Sa Majesté. Le matin, dans le grand escalier qui sera, quelques heures plus tard, le théâtre de scènes tragiques, ils se croisent et, avec une gravité triste et résolue, se serrent silencieusement la main ; ils viennent, sans le savoir, de se faire leurs adieux. Peu après, le peuple force l'entrée du palais et se précipite chez la reine en proférant contre celle-ci des menaces de mort. Courageusement, François de Varicourt, l'épée en main, barre le passage aux émeutiers ; avec une poignée de gardes fidèles, engagé dans une lutte inégale, un instant il les refoule ; bientôt, accablé par le nombre, criblé de blessures, épuisé, il succombe ; on l'achève sans pitié. Sa résistance, cependant, ne reste pas inutile ; Marie-Antoinette a le temps de se réfugier chez le roi où La Fayette les prend l'un et l'autre sous sa hautaine protection. Le soir



même, le peuple victorieux ramenait dans la capitale son souverain définitivement reconquis et déjà captif. La tête de François de Varicourt se balançait sanglante au bout d'une pique et, de ses yeux demi-clos, contemplait cette marche funèbre qui conduisait à la mort les malheureux souverains.

On devine la tristesse de M. Emery à la nouvelle de ces tragiques événements qui l'atteignent à la fois dans ses sentiments monarchiques et dans ses affections familiales. Toutefois, s'il pleure son cousin tombé en gentilhomme à son poste d'honneur, son deuil se tempère d'une fierté légitime ; le sacrifice du jeune chevalier a permis de sauver la reine ; un crime a été épargné à la nation. Marie-Antoinette, d'ailleurs, il ne manque pas de le savoir, rend à son courageux défenseur le juste hommage que mérite sa vaillance ; aux courtisans qui, après coup, se vantent de l'avoir protégée, alors qu'en fait ils se cachaient au moment du péril : « Messieurs, dit-elle d'un ton ferme et sec, si je dois la vie à quelqu'un, c'est à ce malheureux Varicourt. Je ne puis l'oublier ! » (14)

A la douleur que ressent M. Emery de cette mort qui le touche de si près, s'ajoute la profonde inquiétude que lui cause la situation du royaume et de l'Eglise. Dépouillé de ses privilèges séculaires, courbé par la Déclaration des Droits de l'homme sous le régime commun, le clergé ne forme plus un corps dans l'Etat. Le catholicisme perd son caractère officiel, l'ordre ecclésiastique se trouve aboli. Déjà on projette la confiscation de ses biens.

Les Journées d'Octobre, en effet, ne marquent pas seulement l'abaissement définitif de la royauté, en réalité elles ouvrent bel et bien la crise religieuse que le Supé-

---

(14) *Mémoires de Mgr de Varicourt*, D. E., XII bis, 37-60.

rieur général prédisait comme une conséquence fatale des Etats imprudemment convoqués. Et tandis que s'apaisent peu à peu les bruits de la rue, tandis qu'à Paris tout rentre progressivement dans un ordre provisoire et apparent, durant ces soirées d'un automne où finissent tant de choses, dans le silence de sa vieille maison menacée par le péril commun, M. Emery prolonge sa prière anxieuse. Avec son jeune cousin, tombé sous les coups du peuple en révolte, dans le grand escalier de Versailles abandonné et désert, tout un passé vient de mourir. Que réservent à la religion, à la France, les jours sombres d'un hiver qui approche à grands pas ?

### III

Avant de suivre Louis XVI et de s'établir à Paris, l'Assemblée nationale amorce en effet les débats qui dépouilleront le clergé, séculariseront les religieux, supprimeront les couvents. L'initiative de ces mesures spoliatrices appartient à un évêque, M. de Talleyrand. Déjà expert dans l'art de trahir les régimes qui croulent pour profiter des régimes qui s'annoncent, M. de Talleyrand esquissait alors la première des évolutions successives qui assureraient sous la République, l'Empire, la Restauration et le Gouvernement de Juillet, la continuité de son règne. D'un air détaché, le 10 octobre, il gravit la tribune et, avec une modération insidieuse, suggère « une opération sur la propriété ecclésiastique » susceptible, assure-t-il, de renflouer efficacement les finances obérées de l'Etat. Monsieur d'Autun avait frayé la voie ; Mirabeau avec sa fougue, Barnave avec sa passion logique et froide soutiennent, aggravent sa motion tandis que, vainement, le sage Malouet essaye de transiger. Le 19 octobre, la discussion reprend à Paris, dans

la grande salle de l'archevêché, où les représentants s'installent de façon provisoire chez M. de Juigné qui se dispose à partir. C'est alors qu'intervient pour combattre les projets un maître orateur qui révèle sa redoutable puissance, l'abbé Maury.

De cette époque datent, entre le futur cardinal et le Supérieur général de Saint-Sulpice, des relations personnelles qui subiront plus tard bien des vicissitudes. Leur origine, leur tempérament, leur caractère, leur conception de la vie et de l'action sacerdotale, tout semblait opposer ces deux hommes que les événements rapprocheront et sépareront tour à tour. De sa famille et de sa condition initiale, le premier garde une verdeur de paroles, une truculence, un air gavroche, une vulgarité d'éducation et de sentiments qui tranchent vivement sur la délicatesse, la réserve, la distinction modeste du second. Excessif dans les attitudes et les idées, peu sûr de jugement et de commerce, ce Méridional ne pouvait s'accorder avec un esprit aussi modéré, aussi équilibré, aussi sage, aussi désintéressé, aussi intérieur surtout que M. Emery. Jusque dans la manière de servir l'Eglise et de la défendre, leurs méthodes se trouvent en contradiction : l'un aime la polémique, l'autre la déteste, car il la juge inutile, voire malfaisante ; l'un soulève les oppositions, l'autre les dissout ; l'un provoque, l'autre apaise ; l'un fait front bruyamment, l'autre en silence négocie ; l'un mêle sans cesse la politique à la religion, l'autre les veut à tout prix séparer ; l'un est servile et servile bassement, l'autre désintéressé et fier ; l'un s'inféode aux partis, l'autre jalousement conserve son indépendance et plane au-dessus des camps.

Mais c'est un principe chez M. Emery d'utiliser au mieux, pour assurer le bien et pour éviter le pire, avec leurs qualités comme avec leurs faiblesses, les hommes avec lesquels il faut nécessairement compter. D'un

Talleyrand lui-même, malheureusement promu à l'épiscopat, il s'est appliqué, assez vainement d'ailleurs, à tirer quelque chose ; il le reçoit à Issy, dirigeant sa retraite avant son sacre pour éveiller dans son âme les dispositions essentielles que suppose la plénitude du sacerdoce, état de perfection. Le succès, sans doute, reste bien maigre, et le supérieur tristement le constate quand, la veille de la cérémonie, il recommande à la communauté « Monsieur d'Autun qui doit être sacré demain. Priez pour lui, Messieurs, ajoute-t-il, priez pour lui. Il en a grand besoin. » (15) Talleyrand, depuis lors, en aucun ordre, n'a plus sollicité de M. Emery des conseils qu'il ne désire nullement parce qu'il est incapable de les suivre. Mais, toute sa vie, il gardera de lui un souvenir respectueux et professera pour sa personne une estime nuancée de quelque regret. Si le Supérieur général de Saint-Sulpice ne réussit pas à ramener dans le devoir ce fils de noblesse dévoyé dans l'Eglise, s'il n'apaise pas les remords de conscience qui le feront défaillir et blêmir tandis que Grimaldi lui impose les mains, du moins prépare-t-il des contacts éloignés qui pourront, à l'heure voulue, se révéler bienfaisants.

Au moment où M. Emery noue avec lui ses premières relations, Maury se trouve au début de son étonnante carrière politique ; il n'a point encore révélé pleinement ses ambitions, ses outrances, ses faiblesses ; son rare talent, son audace, son intrépidité, son courage lui valent dans les milieux ecclésiastiques un énorme crédit ; il apparaît l'un des meilleurs champions de la cause religieuse, le digne adversaire de Mirabeau. M. Emery, mieux que personne, discerne l'incontestable valeur du député de Péronne, mais il devine aussi ses insuffisances

---

(15) *Souvenirs de Mgr de Saussin*, D. E., IV, 47, 43. — *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 202.

et ses périlleux défauts. Maury a du feu, de l'esprit, un à-propos souvent vulgaire, mais toujours déconcertant ; il excelle à dominer un auditoire défavorable et houleux ; sa forte stature, sa voix de stentor, ses poings vigoureux dont il use au besoin pour se maintenir par la force en possession de la tribune, n'imposent pas moins que sa crânerie, son verbe sonore et chaud. Mais il manque de fond et, bien qu'il doive plus tard administrer des leçons d'orthodoxie à ceux qu'il trouvera trop conciliants ou trop tièdes, la théologie n'est point son fait. M. Emery lui fournit donc pour ses discours les arguments doctrinaux qui lui manquent et qu'il saura d'ailleurs magnifiquement exploiter ; avant de se jeter à corps perdu dans le débat, plus d'une fois il vient au Séminaire consulter le Supérieur général sur la façon d'étayer ses thèses oratoires ; par là s'expliquerait, assure-t-on, la plénitude de certains discours où le tribun ecclésiastique se révèle infiniment plus substantiel qu'un Boisgelin aimable, nuancé, mais dépourvu de vigueur.

Il est plus facile de ravitailler en arguments un homme intelligent, trop court de doctrine, que de communiquer à une âme superficielle et vulgaire la délicatesse des sentiments humains et la profondeur de vie spirituelle sans lesquels, chez un prêtre, l'éloquence la plus prestigieuse demeure sans portée véritable et sert très mal la cause de Dieu. M. Emery, cependant, s'applique à cette tâche, il attire le fougueux orateur dans la Solitude d'Issy et dirige sa retraite comme il dirigea jadis celle de Talleyrand. Le succès fut médiocre ; sous les ombrages du parc dessiné par Lenôtre, dans la vieille maison si riche de religieux souvenirs, Maury promène son agitation plus que sa prière ; plein de tumulte, il n'aime guère le silence ; son âme, pourtant, aurait grand besoin de s'apaiser au contact de Dieu qui disciplinerait ses forces exubérantes. Mais la vie dont il

surabonde est plus celle de la nature que celle de la grâce, et l'idéal de Saint-Sulpice, *vivere summe Deo in Christo Jesu*, lui demeure malheureusement fermé. Pour rester fort loin des abandons et des désordres que l'histoire condamne et explique chez un Talleyrand, malgré les dignités dont Rome comblera sa fidélité provisoire et tapageuse, Maury ne sera jamais un homme d'Eglise ; il appartiendra à la politique beaucoup plus qu'au sacerdoce, et les conseils du Supérieur général, ses exemples, seront incapables de lui donner en quelques jours l'esprit intérieur, le désintéressement, sans lesquels il n'est pas de véritable prêtre ; trop extérieur, trop occupé de sa personne, trop sûr de lui, il échappera toujours à l'action uniquement surnaturelle d'un maître qui le dépasse et qu'il ne comprendra jamais.

S'il n'obtient pas de son pénitent la conversion profonde qui, peut-être, eût épargné à sa vie des erreurs si regrettables, M. Emery ne réussit pas mieux à modérer son tempérament excessif et outrancier. Certains défauts de jugement, certaines insuffisances d'éducation première se corrigent bien rarement, l'inconscience qui les accompagne les rendant presque irrémédiables. C'est en vain que, dans la paix d'Issy, le sage supérieur prêche la modération ; en vain que, plus tard, sans se lasser, il s'applique à tempérer l'ardeur intempestive qui risque de rendre stérile, sinon positivement nuisible, un si merveilleux talent ; Maury, à la tribune, gâtera trop souvent par ses violences l'effet de ses meilleurs discours et, plus d'une fois, ses provocations intempestives, ses erreurs de tactique parlementaire compromettront les nobles causes qu'il voulait défendre et sauver.

Plus tard, en 1806, après son ralliement à la cause impériale, soucieux de se concilier les milieux ecclésiastiques assez inquiets d'une conversion aussi inattendue

et aussi soudaine, le cardinal reviendra à Issy pour une nouvelle retraite. Il y retrouvera M. Emery, blanchi par l'âge, cassé par les épreuves de la Révolution, plus indépendant que jamais des causes politiques, plus détaché des choses humaines, plus près de Dieu qu'il aspire à retrouver dans la mort. Mais il n'était point homme à goûter pareilles leçons, et tandis que son ambition, sa platitude, son assurance, ses palinodies achèvent de le discréditer aux yeux de ses contemporains, le « petit prêtre », dont il avait méconnu les conseils, ne cesse de grandir en défendant presque seul, contre l'empereur qui le redoute, les droits méconnus de Pie VII prisonnier.

#### IV

Les efforts de conciliation que tentent l'insinuant abbé de Montesquiou et l'aimable M. de Boisgelin ne réussissent pas mieux que les intransigeances éloquentes de Maury à sauver les biens ecclésiastiques ; on ne voulait pas seulement confisquer des richesses dont l'usage assez souvent ne concordait plus, il faut l'avouer, avec les intentions positives des pieux donateurs ; on voulait surtout que le clergé cessât d'être un ordre dans la nation et qu'il devînt entièrement tributaire de l'Etat. Voté le 2 novembre 1789, le décret spoliateur fut sanctionné de suite par le roi et « publié sous la signature de Louis XVI, sous le contre-seing de M. de Cicé, garde des Sceaux et archevêque de Bordeaux » (16). Il restait maintenant une dernière œuvre à accomplir : séculariser les personnes et fermer les couvents.

---

(16) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, I, 151.

Ces mesures atteignaient personnellement M. Emery qui perdait du même coup sa chapellenie de Gex et son abbaye de Boisgroland. Mais il est trop détaché des choses de la terre pour s'affecter de ce dommage pécuniaire, d'ailleurs assez restreint ; la chapellenie de Gex ne lui rapporte, toutes retenues déduites, que 160 à 170 livres annuelles (17) ; l'abbaye de Boisgroland, mieux dotée, lui vaut au maximum un bénéfice de 3 000 livres (18). A ses yeux, ce sacrifice ne compte guère ; pour ce qui le concerne, il l'accepte sans regrets.

Le sort des religieux obligés de choisir entre l'abandon de leurs vœux et une forme de vie qui ne correspond nullement, dans les maisons qu'on leur assigne, ni à leur vocation ni à leurs goûts, l'attriste au contraire et le préoccupe vivement, car les monastères d'hommes, à quelques exceptions près, ne se montrent ni courageux ni fidèles ; c'est à croire que l'Assemblée a prévenu les désirs de certains moines, tant ceux-ci mettent d'empressement à obtenir leur sécularisation. Heureusement, les couvents de femmes, dans l'ensemble, tiennent bon où la vie religieuse demeure fervente, où la grande tradition mystique ailleurs oubliée, méconnue, se maintient encore silencieusement. Saint-Sulpice qui n'a pas dégénéré et conserve pieusement les traditions de ses pères peut compter sur la fidélité de ses membres. Mais, comme toutes les Congrégations, la petite Compagnie se trouve condamnée, ses biens lui seront ravés, ses sujets dispersés. Que deviendra l'œuvre de M. Olier ?

---

(17) D. E., I, 28.

(18) En 1784, les revenus de l'abbaye de Boisgroland se montaient à 4 750 livres « sous réserves de pots-de-vin » ; ces revenus étaient frappés de 750 livres aux décimes ; le mauvais état des bâtiments, les grosses réparations exigées par l'église abbatiale les restreignaient de façon considérable. D. E., I, 58.



Au moment où le clergé séculier, menacé lui aussi par la crise révolutionnaire, réclame une formation plus solide et des vertus plus affirmées, elle apparaît plus que jamais nécessaire. Comment la maintenir et la sauver ?

Or, par une coïncidence providentielle, au moment même où le décret spoliateur recevait du roi sa sanction, le 6 novembre 1789, le Pape érigeait un siège épiscopal à Baltimore. M. Emery qui l'apprend tourne alors les yeux vers l'Amérique qui lui semble, à point nommé, ouvrir à la Compagnie un sûr refuge et de nouvelles possibilités d'action ; elle pourra y survivre aux épreuves qui menacent l'Eglise gallicane et, le cas échéant, s'y reconstituer pour reprendre plus tard en terre française son ministère traditionnel dans les Grands Séminaires qui se réouvriront. 1790 décide cette lointaine fondation. Au mois d'août, le Supérieur général convoque à Paris une assemblée extraordinaire et lui communique son intention d'offrir au nouvel évêque de Baltimore quatre Sulpiciens pour la formation de ses clercs. L'assemblée unanime approuve la sagesse de ses vues et, de suite, M. Nagot s'embarque pour Londres afin de transmettre à Mgr Carroll, qui s'empresse d'accepter, les propositions de son Supérieur. Un accord est immédiatement conclu qui précise les engagements réciproques : Saint-Sulpice payera le voyage et pendant les deux premières années l'entretien des directeurs ; ceux-ci recevront, par contre, dans le comté de Cecil, à dix lieues de Baltimore, la ferme de Bohemia pour subvenir aux charges de la communauté. M. Nagot, désigné comme supérieur, emmènerait avec lui trois de ses confrères, MM. Tessier, Garmer et Levadoux.

Mais il ne suffisait pas d'assurer à la Compagnie un refuge en terre étrangère, il fallait surtout que, malgré la différence des situations, la nécessité des adaptations

provisoires, son esprit se maintint fidèlement. De là les instructions précises et pressantes rédigées par M. Emery à l'usage des partants.

Les prêtres de Saint-Sulpice envoyés pour fonder un Séminaire à Baltimore, écrit le Supérieur, tâcheront de concevoir la haute idée de leur vocation. Ils penseront que ce Séminaire est le premier établissement de ce genre, et sera pendant longtemps l'unique dans tous les Etats d'Amérique ; qu'il s'agira dans ce Séminaire de former tous les ouvriers apostoliques que la Providence destine à affermir les catholiques dans la foi, à ramener les hérétiques dans le sein de l'Eglise, à porter la lumière de l'Evangile aux sauvages ; en un mot, à faire régner Jésus-Christ et son Eglise dans une partie du monde bien plus étendue que l'Europe entière. En conséquence, ils ne négligeront rien pour arriver à une éminente sainteté, persuadés qu'ils feront plus de bien par la sainteté de leur vie que par leurs enseignements et leurs exhortations. Ils se rappelleront souvent qu'ils sont destinés à perpétuer l'esprit et le nom de la Compagnie dans le Nouveau Monde, et ils auront toujours sous les yeux les usages et les règles du Séminaire de Saint-Sulpice, pour s'y conformer autant que possible.

Puisque Dieu a bien voulu verser jusqu'à la fin ses bénédictions sur les travaux de la Compagnie de Saint-Sulpice, on est assuré par l'expérience que son esprit est bon ; et puisque son esprit propre et caractéristique est de s'occuper uniquement de l'éducation du clergé, les directeurs du Séminaire de Baltimore se borneront et se consacreront entièrement à cette œuvre ; et, s'ils étaient obligés dans les commencements et dans les circonstances extraordinaires d'embrasser quelque partie étrangère à cette œuvre, ils doivent se regarder alors comme dans un état violent et n'être point tranquilles qu'ils ne se voient rentrés dans leur propre genre de vie.

L'esprit propre de la Compagnie est encore un esprit intérieur. Ils auront donc le moins de commerce qu'ils pourront avec le monde ; et de tous les exercices de piété, ceux auxquels ils s'attacheront davantage sont l'oraison mentale et la retraite annuelle.

Ce Séminaire de Baltimore peut, durant longtemps, être le Séminaire de tous les diocèses des Etats-Unis. Présumons de la bonté de Dieu que la religion catholique s'y étendra de plus en plus par le moyen des élèves qui s'y formeront, et du zèle

qu'on leur inspirera pour la propagation de la foi et de la piété chrétienne (19).

Les Sulpiciens destinés à l'Amérique s'embarquèrent au mois de mars 1791 avec deux séminaristes américains, deux séminaristes anglais et un séminariste français, Edouard de Mondésir, qui nous laissera de ce voyage une relation détaillée, aussi intéressante pour l'histoire religieuse de l'Amérique que pour celle des lettres françaises. Car, à Saint-Malo, un jeune homme, encore incrédule, encore ignoré et déjà romantique, monte à bord, qui deviendra plus tard un apologiste du catholicisme et le chef d'une nouvelle école, Alphonse de Chateaubriand. Pendant la traversée, Chateaubriand, qui s'ennuie et « bâille sa vie », cherche à se distraire et à tuer le temps. Bien vite, il entre en relations avec les Sulpiciens qui lui paraissent de si bonne compagnie ; pour s'occuper, et « faute de mieux », il participe à leurs exercices de piété et à leurs entretiens. La petite communauté suit, en effet, le plus exactement possible, la Règle du Séminaire ; à heures fixes, elle fait son oraison, son examen particulier, sa lecture spirituelle et récite son chapelet. Le jeune vicomte n'assiste pas à l'oraison, car le soir il rêve trop longtemps sur le pont solitaire pour se lever le matin en temps voulu ; on ne signale pas davantage qu'avant le déjeuner il scrute sa conscience avec l'aide de M. Tronson. Mais habituellement il est présent à la lecture spirituelle.

Or, M. de Chateaubriand ne goûte nullement le ton endormant et monotone avec lequel les bons Sulpiciens débitent la *Perfection chrétienne* ; aussi « le bouillant chevalier » leur arrache-t-il le livre ; avec des inflexions de voix et des gestes dramatiques, il s'évertue à intro-

---

(19) *Instructions à M. Nagot*, GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 233-234.

duire dans le texte austère du froid Rodriguez les accents d'Atala, d'Eudore et de René. Ses auditeurs condescendants lui passent d'abord cette fantaisie qui déconcerte leurs sages habitudes, jusqu'au jour où M. Nagot lui observe « qu'un auteur ascétique ne se déclamait pas sur le ton de la tragédie ». A quoi M. de Chateaubriand répondit « qu'il mettait de l'âme en tout » (20).

Cette âme, il voulait la sentir dans la prédication aussi bien que dans la lecture. De là cette curieuse scène qui se déroule durant la Semaine Sainte et que rapporte Edouard de Mondésir dans sa pittoresque relation. « Le jour du Vendredi-Saint, écrit-il, M. Levadoux officia sur le tillac. Il parla bien et nous en fûmes suffisamment édifiés. » Seul le jeune vicomte ne se trouve pas satisfait de cette éloquence toute sulpicienne. « Après le service, il demande à M. Nagot la permission d'adresser quelques paroles aux matelots, bons Bretons et bons catholiques. M. le supérieur y consentit. Alors, notre nouveau missionnaire, prenant en main un grand crucifix, se mit à haranguer l'équipage et débita des phrases extrêmement fortes et brûlantes, au point que, s'il se fût trouvé un juif à bord, je ne doute nullement que les matelots ne l'eussent jeté à la mer. » (21)

L'éloquent prédicateur restait cependant incroyant et, par instants, affichait son scepticisme. Il lui arrivait même de scandaliser les Sulpiciens en leur racontant, sur les moines de l'île Gracieuse qui disaient la Messe après avoir festoyé jusqu'à 2 heures du matin, des histoires peu édifiantes. Si leur délicatesse souffrait de ces

---

(20) *Relation d'Edouard de Mondésir*, D. E., IV, 517-525. Cette relation a été publiée par V. GIRAUD dans son édition d'*Atala*.

(21) *Id.*, 513.

propos, leur foi robuste ne s'en trouvait nullement ébranlée. Mais, sur les séminaristes beaucoup moins prémunis, l'influence de ce jeune vicomte, « qui alors ne pensait pas bien », se révéla parfois malheureuse ; pour l'avoir trop fréquenté durant la traversée et trop souvent entendu, l'un d'eux, protestant converti, Tulloch, se dégoûta de son état et revint en Angleterre (22). Aussi, la traversée finie, les directeurs de Baltimore quittent-ils sans regret ce compagnon sentimental, encombrant, contaminé par la philosophie du siècle, gagné par l'esprit de Rousseau.

Chateaubriand, pour sa part, gardera de ses rapports avec M. Nagot et ses confrères le meilleur souvenir ; plus d'une fois, non sans émotion, il leur rendra hommage dans ses écrits. Si ces messieurs de Saint-Sulpice, par leurs exemples discrets, leurs sermons un peu ternes, leurs lectures pieuses et monotones, ne lui rendent pas la foi qu'il prétend morte dans son cœur, le commerce de ces honnêtes gens ne fut pas seulement pour son ennui une diversion agréable, il prépara de loin l'orientation de sa carrière. Chateaubriand lui-même, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, soulignera avec reconnaissance « le hasard singulier » qui le mit en relations par M. Nagot avec M. Emery et par M. Emery avec Fesch pour le faire nommer à Rome secrétaire du cardinal ambassadeur ; évoquant alors son voyage en Amérique et « l'obscurité de sa jeunesse », il avouera, au soir de son existence, que tout ce passé le prend encore « par l'imagination et par le cœur » (23).

Le grand écrivain ne restera que six mois sur les rives du Mississipi d'où il rapportera, avec une pro-

---

(22) *Vie de M. Emery*, par M. GARNIER, ms., *Bibliothèque du Séminaire Saint-Sulpice*.

(23) CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*, II, 308.

fusion de couleurs et d'images, le thème des *Natchez* et celui d'*Atala*. Les Sulpiciens, eux, s'y fixèrent de façon définitive. Après bien des tâtonnements et quelques malentendus, ils y établirent une œuvre solide et durable. Missionnaires d'abord, puis, selon leur vocation, exclusivement adonnés à l'éducation cléricale, ils rendront à l'Eglise des Etats-Unis d'immenses services que celle-ci appréciera à leur juste valeur. En les envoyant dans le Nouveau Monde pour sauver la Compagnie menacée par la Révolution, leur Supérieur avait obéi à l'une de ces inspirations qui caractérisent les hommes aux larges vues, guidés par l'Esprit de Dieu. Aussi l'Eglise d'Amérique lui garde-t-elle, pour cette initiative intelligente et féconde, la plus vive reconnaissance. Ses évêques le considèrent comme l'un des fondateurs de leur jeune chrétienté, et le Souverain Pontife Pie XII, dans un document officiel, a consacré ses titres à la gratitude de la papauté (24).

---

(24) *Lettres du bureau administratif de la National Catholic Welfar Conference*, 11 novembre 1941, p. p. *Bulletin des anciens élèves de Saint-Sulpice*, 1942, p. 377-378. *Lettre de S. S. Pie XII à M. Fenlon, président du Séminaire de Baltimore*, id., 379-380.



## CHAPITRE VII

### LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGE

I. La fête de la Fédération, 14 juillet 1790. Les fédérés aux Robertins. Le Champ-de-Mars. — II. Le vote de la Constitution civile du clergé. Attitude du clergé. Attitude de M. Emery. Echec des négociations. — III. M. Emery et le serment constitutionnel. Refus unanime des Sulpiciens. M. de Pancemont. — IV. M. Emery et les constitutionnels. Fermeté de ses principes. Sa méthode de discussion. — V. M. Emery et l'application de la Constitution civile. Le P. Poiré. L'évêque de la Seine, Gobel. Le sacre des premiers évêques constitutionnels. — VI. La suppression de la Compagnie. La dispersion des Sulpiciens. La mise en sûreté des archives et des souvenirs historiques.

#### I

Après les alertes de juillet et d'octobre 1789, le Séminaire avait repris sa vie régulière ; comme le roi Louis XIV aux jours les plus sombres de son règne, malgré ses occupations et ses angoisses, M. Emery y suivait « le même cours d'heures et de journées » (1). Un pèlerinage exceptionnel à la chapelle de Lorette avait cependant marqué le caractère inquiétant de cette rentrée sur laquelle planaient tant d'incertitudes ; dans le sanc-

---

(1) SAINT-SIMON, *Mémoires*.



taire, si cher à la piété sulpicienne, maîtres et élèves avaient supplié la Vierge de prendre le royaume, l'Eglise, la Compagnie sous sa protection. Puis chacun s'était remis à sa tâche habituelle, tandis que la Constituante entreprenait une refonte générale des institutions.

Jusqu'en juin 1790, la maison connut une existence à peu près normale ; la rue était calme ; les discussions de l'Assemblée, celles des clubs, celles de la Section du Luxembourg ne troublaient pas trop le cours ordinaire de ses exercices et de ses travaux ; le devoir quotidien s'accomplissait avec une ferveur plus grave ; le Supérieur n'avait qu'à se féliciter du bon esprit de ses enfants. Seule la fin de l'année scolaire souffrit d'une certaine perturbation.

Il fallut en effet loger les délégués de la garde nationale qui affluaient de province pour la fête civique de la Fédération. Saint-Sulpice, on devait s'y attendre, reçut son contingent. Au lieu de répartir ces hôtes indésirables dans les différentes communautés qui se groupaient autour de l'église paroissiale, M. Emery, avec sagesse, sacrifia complètement la maison des Robertins. Ceux-ci se retirèrent à Vaugirard dans leur campagne ; le supérieur, M. Galais, demeuré sur place, reçut la consigne de bien traiter ses nouveaux pensionnaires et de pourvoir très largement à leurs besoins. Les autorités favorables avaient eu d'ailleurs l'attention de choisir pour le Séminaire des fédérés aussi calmes que possible. On leur recommande en outre de se conduire avec réserve et correction ; ils avaient l'avantage d'être reçus « chez les plus honnêtes gens de Paris » ; ils sauraient donc eux-mêmes se comporter en honnêtes gens. Les bons soins de M. Galais furent plus efficaces encore que ces bienveillantes consignes ; le vin généreux dont il rafraîchit ses hôtes, les menus plantureux qu'il leur servit achevèrent la conquête des patriotes provin-

ciaux. De part et d'autre, on n'eut qu'à se féliciter de rapports si heureux et si cordiaux (2).

Cependant, tandis que se concentraient à Paris les gardes nationales du royaume, les préparatifs du Champ-de-Mars s'activaient fiévreusement ; il fallait, pour trois cent mille spectateurs, construire un colossal amphithéâtre et dresser, au centre, l'autel de la patrie qui recevrait leur serment. Malgré le nombre des ouvriers employés, ces immenses travaux commencés trop tard risquaient fort de n'être point terminés à la date voulue. La municipalité inquiète fait donc appel au zèle des Parisiens ; elle réclame pour cette œuvre patriotique des terrassiers volontaires ; au besoin même, elle leur force la main. C'est ainsi qu'une députation en armes de la Section du Luxembourg se présente au Grand Séminaire Saint-Sulpice, au Petit Séminaire, à la Communauté des clercs de la paroisse pour réclamer leur concours. En réalité, cette invitation constitue bel et bien une mise en demeure à laquelle il est difficile, sinon périlleux, de se dérober. M. Emery rassemble donc, au son de la cloche, un certain nombre d'élèves appartenant aux trois maisons. Ceux-ci, aussitôt, partent au nombre de cent cinquante avec M. de Savine et plusieurs directeurs ; rangés par quinze, ils défilent dans les rues de Paris, au son du tambour, encadrés de patriotes qui chantent des hymnes révolutionnaires. M. de Pancemont, curé de Saint-Sulpice, suit dans son carrosse, avec une pelle et une pioche à chaque portière (3). On arrive au Champ-de-Mars ; on se met à l'ouvrage.

C'était un étrange spectacle, écrit Mgr Méric. La maîtresse en jupon court et la robuste poissarde, la courtisane échevelée et la Sœur converse, les agréables de la cour et les forts de la

---

(2) *Souvenirs du chanoine Bodé*, D. E., IV, 288.

(3) *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 214.

halle, le financier et le porteur d'eau, les comédiens et les moines, les séminaristes, les écoliers, les vieillards et les enfants formaient cet atelier immense et mobile, dont chaque point offrait un groupe curieux ou bizarre. Ici, c'était un Chartreux bêchant sans lever la tête, tandis que la brouette, traînée par une harengère, était remplie de terre par les filles de la rue Saint-Honoré ; là, c'était un académicien attelé avec un Capucin au même haquet, poussé par un chevalier de Saint-Louis ; plus loin, on voyait des détachements d'ouvriers des villages voisins, ayant à leur tête leur maire en écharpe et leur curé, arriver et se mettre tous à l'ouvrage avec la même ardeur. Le Champ-de-Mars était alors le Champ de l'Egalité. Des barriques de vin qu'on distribuait gratis aux travailleurs étaient promenées sur des brouettes dans l'intérieur de l'enceinte ; des tavernes ambulantes, des boutiques portatives en garnissaient les dehors et offraient des rafraîchissements plus délicats aux ouvriers de bonne compagnie et aux curieux dont la foule était innombrable. Des chansons et des cris de joie se mêlaient aux travaux. Le refrain ordinaire de ces chants patriotiques était : « *Ça ira, ça ira, les aristocrates à la lanterne ! Vivent les aristocrates !* » et quelques autres du même genre (4).

Tandis que les jeunes clercs terrassent de leur mieux, les patriotes, remplis de commisération, les plaignent « de la gêne dans laquelle on les tenait ; ils leur promettent de venir les chercher le jour de la fête pour les conduire au bal... Heureusement, ajoute l'auteur de la relation, on ne pensa pas à nous ce jour-là » (5).

On oublia bien avant la Fédération les élèves du Séminaire ; soit qu'on voulût simplement obtenir d'eux une démonstration de principe, soit qu'on les trouvât par trop inexpérimentés dans le maniement de la brouette et de la pioche, ils en furent quitte pour une seule séance ; la Section ne vint plus réclamer leur concours. Ils ne

---

(4) Mgr MÉRIC, *Histoire de M. Emery*, I, 117-118.

(5) *Souvenirs du chanoine Bodé*, D. E., IV, 288.

figurèrent pas davantage à la fête du Champ-de-Mars où M. de Talleyrand, ceint d'une écharpe tricolore en guise de cordon liturgique, célébra sur l'autel de la patrie l'un de ses rares offices pontificaux.

## II

La fête de la Fédération, les historiens s'accordent à le reconnaître, fut pour la cause royale un véritable succès. Sincèrement attachés à la monarchie qu'ils ne songent nullement à remplacer par la République, touchés de la bonhomie personnelle de leur souverain, les délégués des provinces acclament avec enthousiasme Louis XVI, le Dauphin ; Marie-Antoinette elle-même reçoit sa large part d'ovations populaires. La presse démocratique nota avec chagrin que les cris de « Vive le roi ! » avaient étouffé ceux de « Vive l'Assemblée ! » et de « Vive la nation ! » (6).

Un prince habile n'eût pas manqué de saisir une occasion aussi favorable pour redresser une situation compromise. Apathique et déjà résigné, Louis XVI constate simplement que « tout n'est pas perdu » (7). Tandis que, dépités d'un résultat si contraire à leurs desseins, les révolutionnaires redoublent d'ardeur pour ressaisir l'opinion qui leur échappe, le roi demeure entièrement passif. Non seulement il n'agit pas, mais, une fois de plus, il capitule. Le 22 juillet, en effet, huit jours exactement après la cérémonie du Champ-de-Mars, il accepte la Constitution civile du clergé, qui sera promulguée le 24 août.

Vis-à-vis de cette Constitution bâtarde, qui amalga-

---

(6) A. MATHIEZ, *La Révolution française*, I, 96.

(7) *Lettre de Louis XVI à M. de Polignac*, cité par A. MATHIEZ, *ibid.*

maît à doses fort inégales le gallicanisme parlementaire, le gallicanisme épiscopal et le gallicanisme presbytérien, en assurant aux légistes « la part du lion » (8), le clergé de France adopte trois attitudes différentes.

Par faiblesse, calcul ou conviction, sept prélats, ce ne sont pas les plus recommandables, le cardinal de Brienne, Talleyrand, Jarente, Savine, Gobel, Miroudot, Martial de Loménie, moitié environ des prêtres s'y soumettent ; le jeu des intérêts, les déviations de la théologie, la confusion des idées, les rancunes personnelles ou les passions collectives les entraînent et les aveuglent ; ils se refusent à reconnaître les vices radicaux de cette loi qui régira désormais le culte catholique. D'aucuns, sans doute, n'en approuvent pas tous les articles, tel Grégoire qui lui reproche de « ne pas assez se prononcer sur l'autorité du Pape » (9), de réduire le rôle des évêques, de soumettre à des non-catholiques l'élection des ministres sacrés (10). Mais ces critiques de détail n'empêchent pas le curé d'Emberménil de trouver « pour le fonds » cette Constitution « excellente » ; si elle touche, assure-t-il, à des questions secondaires de simple discipline ecclésiastique, elle laisse absolument intact le dépôt même de la foi ; malgré ses imperfections, elle s'impose comme l'« unique moyen de sauver le catholicisme français et de le réconcilier avec la Révolution » (11).

A l'extrémité opposée, justement convaincus des atteintes portées aux principes essentiels du catholi-

---

(8) E. PRÉCLIN, *Les jansénistes du XVIII<sup>e</sup> siècle et la Constitution civile du clergé*, 489.

(9) A. GAZIER, *Etudes sur l'histoire religieuse de la Révolution française*, p. 16.

(10) GRÉGOIRE, *Légitimité du serment*, p. 25.

(11) A. GAZIER, *Etudes sur l'histoire religieuse de la Révolution française*, p. 25.

cisme par les nouveaux décrets, Maury et ses partisans se retranchent dans une opposition irréductible et sans merci ; tout doit être rejeté en bloc ; aucun essai d'accommodement ne peut être tenté. Leur zèle, malheureusement, n'est point toujours exempt de préoccupations politiques ; avec les progrès de l'émigration, il arrivera même que celles-ci l'emportent de plus en plus sur les vues purement religieuses. Rien de plus édifiant à ce sujet que certaines déclarations du fougueux Maury.

Le Pape, assure-t-il aux nobles de Coblenz, impatient de voir excommunier intrus et jureurs, le Pape publiera cette Bulle d'excommunication dès que vous aurez battu et dispersé leur armée ; il a besoin de vos sabres pour tailler sa plume (12).

A cet intransigeant, l'intransigeance des révolutionnaires semble, pour la cause royaliste, un avantage inappréciable.

Cette multitude de fanatiques, écrit-il au cardinal Zélada, le jour même des massacres de septembre 1792, n'est nullement d'accord que pour établir en France un gouvernement républicain. Il est très heureux pour le clergé et pour la religion que ces démagogues soient intraitables et qu'on ne puisse entrer en négociation avec aucun d'entre eux. La force armée décidera de tout, et les résistances persévérantes des factieux sont pour moi un nouveau motif d'espérer fermement qu'elle rétablira le tout. Le problème, ajoute-t-il avec une illusion naïve, sera incessamment résolu (13).

Dans le clergé de France, au début surtout, cette attitude rencontre assez peu d'approbations. Si les évêques, sauf sept, demeurent fidèles, s'ils discernent nettement les vices fondamentaux du nouveau système,

---

(12) Maury à Zélada, *Mémoires inédits du cardinal Maury*, p. p. RICARD, I, 35.

(13) Maury à Zélada, 2 septembre 1792, *id.*, p. 93.

si leur condamnation précède de six mois la condamnation officielle de Rome, dans l'ensemble, ils souhaitent, ils cherchent la conciliation. M. de Boisgelin, leur porte-parole, l'a suffisamment montré au cours des débats ; le 29 juin, après avoir nettement souligné en quoi les décrets s'opposent absolument aux principes constitutifs de l'Eglise, il a terminé son discours « en demandant pour tous les objets spirituels, les formes canoniques, et pour tous les objets mixtes, le concours de la puissance ecclésiastique et de la puissance civile » (14). Pour sauver ces « formes canoniques », l'archevêque d'Auch, dans un mémoire curieux, sous formes d'interrogations prudentes, suggère au Pape des solutions si larges qu'elles en deviennent hardies (15). M. de Pompidan, M. de Cicé, ministres du roi, « avec la clause que Sa Majesté prendrait les mesures nécessaires et convenables à l'exécution de la loi », ont conseillé l'acceptation. Inquiet des dispositions du clergé et du gallicanisme de certains prélats (16), impressionné « par les trop terribles circonstances qui ne permettaient pas

---

(14) *Discours de M. l'archevêque d'Aix sur le rapport du Comité ecclésiastique concernant la Constitution du clergé*, p. 46.

(15) *Mémoire présenté au Souverain Pontife par l'archevêque d'Auch, au nom de tous les évêques de sa province, relativement à la conduite qu'ils doivent tenir, relativement à la nouvelle Constitution ecclésiastique décrétée par l'Assemblée nationale.* — A. THEINER, *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de la France, 1790-1800*, I, 285-296.

(16) Arch. Vat., *Francia*, 582, 14 juillet 1790. « Je crains davantage le clergé que le ministère, écrivait DUNAGNI, non pas qu'il n'y ait dans le clergé nombre de personnes raisonnables dont les principes et le zèle peuvent inspirer confiance au Saint-Siège, mais parce que à côté des deux tiers qui pensent peut-être de cette façon, il y a un autre tiers qui ne pense pas de même... Je sais que quelques métropolitains sont d'avis qu'ils ont eux-mêmes le pouvoir de confirmer les nouveaux élus aux évêchés dépendant de la métropole. »

de se comporter comme Sa Majesté l'aurait certainement fait dans une autre position » (17), le nonce insinué que le point de vue des évêques mérite considération. Barruel, enfin, qui devait plus tard tenir un tout autre langage, envisage avec une assurance tranquille et presque joyeuse le baptême de la Constitution.

Heureusement, écrit-il, ses lois, sans être absolument les mêmes que les nôtres, ne sont pas jusqu'ici inconciliables avec nos dogmes... Elle a besoin de nous, de nos moyens, pour entrer dans l'Eglise ; ne les refusons pas, puisqu'ils sont nécessaires pour conserver la paix (18).

De quel côté se portaient les préférences de M. Emery, il n'est pas difficile de le deviner. Homme de doctrine, il discerne les questions de principe sur lesquelles il est impossible de transiger ; conciliateur, il en distingue les applications pratiques sur lesquelles, d'un commun accord, un arrangement est susceptible d'intervenir.

Sur le premier point, sa pensée est aussi nette que ferme ; avec une clarté, une vigueur, une force qu'on ne rencontre pas toujours dans l'abondante littérature publiée par les adversaires des décrets, ses *Lettres au P. Lalande* (19) mettent en pleine lumière le vice radical de la nouvelle législation. Le Supérieur général, en effet, au lieu de se perdre dans les discussions de détail, va droit au cœur du problème ; il pose, au début de sa première lettre, la question de compétence, qui est, dit-il, « la vraie question ». Car il ne s'agit pas d' « examiner si la Constitution rappelle l'antique et vénérable discipline de l'Eglise, comme on le dit pour tromper les sots,

---

(17) Arch. Vat., Francia, 582, 20 juillet 1790.

(18) *Journal ecclésiastique*, p. 337.

(19) *Le fanatisme de l'ignorance confondu, ou réponse à l'exposé des décrets*, par le P. LALANDE, de l'Oratoire.



mais de savoir si les objets de discipline sont du ressort de la puissance ecclésiastique » (20).

Tout est là, qu'il y ait 130 évêchés ou seulement 83, qu'on en crée quelques-uns ou qu'on en supprime d'autres, qu'un siège épiscopal perde le titre de métropolitain ou qu'un autre l'acquière, ces points sans doute n'intéressent que la discipline ; ils ne sont point de foi.

Mais ce qui est essentiellement de son ressort, c'est la puissance pour régler ces objets, pour donner à l'Eglise une discipline, la modifier, la changer, régler son gouvernement, lui donner des ministres, graduer les autorités, en un mot, la question de compétence. Voilà le vrai, le seul point controversé. Or, sous cet aspect, ce n'est plus une affaire de discipline, mais un dogme qui tient à la révélation que Jésus-Christ a confiée à ses apôtres, que les apôtres ont fixée par une tradition constante, suivie d'une pratique générale partout la même (21).

Soumettre une puissance qui est une émanation de celle de Jésus-Christ même, envoyé par son Père, à l'autorité civile, faire dépendre la mission des représentants de Jésus-Christ de la Constitution de chaque Etat, confier la destinée de la religion, sa discipline, son gouvernement à une puissance qui peut être l'ennemie de cette religion, exposer à la mobilité, au caprice des gouvernements humains une législation aussi invariable dans ses principes, que l'autorité qui l'établit, ce sont autant d'erreurs opposées à la révélation (22).

Ainsi se trouvait démasquée, de façon lumineuse, l'erreur fondamentale de la Constitution.

De cette erreur fondamentale, M. Emery le montre avec une implacable logique, découlent toutes les autres,

---

(20) *Œuvres complètes de M. Emery*, p. p. MIGNE, col. 1546.

(21) *Id.*, col. 1546-1547.

(22) *Id.*, col. 1548.

la nouvelle circonscription des diocèses en premier lieu. « Simple question géographique », affirmait Camus, qui relève, comme les questions territoriales, du pouvoir civil ; car les limites des diocèses dépendent étroitement de la distribution des territoires. Ce n'est pas l'Eglise, en effet, qui a créé les métropoles ni les diocèses ; elle les a pris du pouvoir civil, en adoptant la distribution même des provinces romaines, et le pouvoir civil est bien libre de modifier cette vieille organisation. « Question de principe, répond le Supérieur général, car un territoire n'est pas une réunion de maisons, de champs ; ce sont des âmes que la puissance civile ne peut jamais fixer. » Par ailleurs, « ce n'est pas la ville où l'Eglise place ses évêques qui leur donne leur puissance spirituelle ; c'est l'Eglise elle-même qui seule peut la leur conférer. L'exercice de la juridiction, la liberté d'en faire usage est de droit ecclésiastique ; ce n'est pas à la puissance civile à en conscrire les bornes » (23). La nouvelle délimitation des diocèses, que l'Assemblée ordonne de sa seule autorité, est ainsi la première conséquence du faux principe qui se trouve à la base même de la Constitution.

Du même principe découle une seconde conséquence qui constitue, elle aussi, une usurpation de compétence, le nouveau mode d'élection purement civile des évêques et des curés ; car les collèges électoraux qui nomment les juges, les magistrats, nomment aussi les pasteurs des âmes ; les évêques n'en font point partie, comme c'était le cas dans la primitive Eglise dont les réformateurs prétendent ressusciter l'antique discipline ; les prêtres non plus n'y figurent pas, sinon comme simples citoyens ; les électeurs enfin ne sont pas forcément

---

(23) *Œuvres de M. Emery*, col. 1551.

catholiques ; des protestants, des juifs, des non-baptisés reçoivent de l'Assemblée le pouvoir de désigner les chefs spirituels d'une Eglise à laquelle ils n'appartiennent point. Quant à l'élection des curés, outre qu'elle constitue une innovation sans exemple dans l'histoire, elle est réglée de telle façon que « parmi les électeurs du district, il n'y a pas souvent un seul homme de la paroisse à laquelle il faut donner un pasteur » (24).

On ne pouvait, avec plus de logique et de force, dénoncer l'abus de compétence commis par l'Assemblée constituante. Il s'agissait bel et bien d'une usurpation de pouvoir spirituel que l'Eglise, à moins de trahir sa foi et de renoncer à ses dogmes, ne pouvait reconnaître et accepter.

Sur des principes aussi radicalement opposés il fallait renoncer à s'entendre ; mais, sur l'application des nouvelles lois, une transaction qui sauverait, avec l'aveu de l'Eglise et de l'Etat, les exigences des dogmes et des canons ne semblait pas irréalisable. Pour ce qui concerne les élections, par exemple, M. Emery constate que dans leur *Exposition sur les principes*, dont il a « admiré l'exactitude, la modération et la sagesse », les évêques députés ne montrent « aucune opposition théorique à cette nomination par mode de suffrage. Ils insinuent même, écrit-il, qu'ils auraient volontiers concouru à rappeler cette ancienne manière de pourvoir les Eglises vacantes, et ils auraient en cela rempli les vœux de plusieurs assemblées de clergé qui ont autrefois demandé à nos rois le rétablissement des élections avec de grandes instances » (25). Mais il faudrait que leur modalité fût convenue avec l'autorité ecclésiastique, que le clergé en corps y puisse participer, que les

---

(24) *Œuvres de M. Emery*, col. 1562.

(25) *Seconde lettre au P. Lalande*, *id.*, col. 1583.

évêques élus reçoivent légitimement l'institution canonique. Sur d'autres articles moins épineux, il était beaucoup plus facile de trouver un terrain d'entente. Quand il s'agira, après la Révolution, de refondre la carte ecclésiastique de France et de renouveler entièrement son épiscopat, la loi de germinal an X poussera, sur certains points, les innovations beaucoup plus loin que la Constitution civile de 1790. Celle-ci maintenait quatre-vingt trois diocèses ; celle-là, sans tenir aucun compte de leurs titres et de leur ancienneté, supprimera plus largement encore sièges et métropoles ; elle réduira les évêchés à cinquante, les archevêchés à dix ; elle imposera la démission et, au besoin, mesure sans précédent dans l'histoire, la déposition de tous les évêques ; elle accordera leur nomination au premier Consul qui les désigne comme il désigne les administrateurs civils et les préfets. Mais toutes ces innovations reçoivent alors l'approbation de Rome dont les droits spirituels se trouvent respectés. Instruit par la fâcheuse expérience des Constituants, Bonaparte se garde de retomber dans leurs erreurs, il s'entend avec le Pape ; il ne règle pas seul, de sa propre autorité, des questions qui dépassent la compétence de l'Etat. Que les décrets de 1790 puissent, aux mêmes conditions, être acceptés et sanctionnés par l'Eglise, M. Emery l'escompte et le souhaite. Son attitude à l'égard de M. de Pompignan qu'il se refuse à condamner, les instructions qu'il adresse en septembre 1790 aux membres de la Compagnie montrent suffisamment qu'il partage en cette matière les espoirs et les vues de l'épiscopat français.

On reproche, en effet, et très vivement à M. de Pompignan, ministre de la Feuille, comme à M. de Cicé, d'avoir tenus secrets les Brefs pontificaux par lesquels Pie VI, le 10 juillet, les avertissait l'un et l'autre que la Constitution civile, émanant d'une autorité incompé-

tente, reposait sur une doctrine fausse, qu'elle présentait un caractère nettement schismatique et que son approbation par le roi serait un malheur et une faute. Les lettres de Pie VI parvinrent seulement le 22 juillet à leurs destinataires qui, le 21, avaient conseillé au roi l'acceptation. Tous deux, d'un commun accord, gardèrent sur elles le plus profond silence. On ne manqua pas de les en blâmer. En émigration, M. de Cicé devra subir les avanies de ses collègues ; Bernis lui déconseillera le séjour de Rome où ceux-ci lui « feraient la mine » (26) ; à Londres, il se verra tenu à l'écart ; on lui infligera de continuelles et cuisantes mortifications. Quant à M. de Pompignan, l'ex-Jésuite Barruel se charge de l'exécuter ; dans un article nécrologique de février 1791, puis dans son *Histoire de la Révolution*, il se montre extrêmement sévère pour le pauvre prélat, « mort, écrit-il, pour avoir étouffé sa douleur » (27). Faute d'avoir publié la lettre pontificale, assure Barruel, il s'est rendu gravement responsable des suites fâcheuses qu'entraîna l'ignorance de leur teneur. Cette lettre « en disait assez pour décider sur cette malheureuse Constitution du clergé. La politique l'a tenue secrète ; je reproche à cette politique les serments de tous ceux que la manifestation du Bref à M. de Pompignan en aurait détournés » (28).

En 1802, lorsqu'il édite les écrits de l'archevêque de Vienne (29), pour lequel il professait une estime profonde, M. Emery s'attache dans un *Discours préliminaire* à venger sa mémoire. Sans insister sur l'hypothèse

---

(26) Cicé à Bernis, 11 novembre 1794. A. THEINER, *Documents sur les affaires religieuses de France*, II, 55.

(27) *Journal ecclésiastique*, février 1791, p. 280-282.

(28) *Id.*, *ibid.*

(29) *Lettres à un évêque sur différents points de morale et de discipline concernant l'épiscopat par M. de Pompignan, archevêque de Vienne*, an X.

vraisemblable d'un ordre positif émanant du roi, qui lui-même garda le silence sur le Bref qu'il avait personnellement reçu et qui était autrement pressant, le Supérieur général invoque « les considérations que la prudence pouvait juger alors importantes pour le bien de la religion » (30) ; il invoque aussi l'attitude des autres évêques auxquels fut communiqué le fameux document, lorsqu'on le découvrit, après la mort de M. de Pompignan, dans les papiers du prélat. « Les plus zélés, tels que M. l'évêque de Clermont, jugèrent d'après sa teneur qu'il serait imprudent de le publier ; la diffusion de cette lettre provoquerait dans les milieux politiques, dans le peuple, une telle émotion que toute négociation en deviendrait impossible. » (31)

D'ailleurs, le caractère secret de ces Brefs, le silence officiel que Pie VI gardait et garderait jusqu'en mars 1791 sur les affaires religieuses de France, la réserve constante de la cour romaine, tout laissait supposer que le Pape entendait, lui aussi, ménager l'opinion extrêmement chatouilleuse, afin d'épargner au malheureux Louis XVI un surcroît de difficultés, afin de ne pas compromettre les chances probables d'une éventuelle transaction.

L'espoir que cette transaction souhaitée finira par intervenir se trahit avec évidence dans une circulaire qu'adresse, en septembre 1790, le Supérieur général de Saint-Sulpice aux membres de sa Compagnie. Les consignes qu'il donne aux supérieurs de province à la veille d'une rentrée incertaine, alors que la Constitution civile vient d'être promulguée, sont en effet aussi nettes que possible : rester. Rester si, « comme il est certain », les

---

(30) *Lettres à un évêque sur différents points de morale et de discipline concernant l'épiscopat par M. de Pompignan. Discours préliminaire, p. xviii.*

(31) *Id., ibid.*

évêques trouvent bon « que tous les directeurs des Séminaires, quoique non désignés par eux, continuent d'y travailler ». « Je ne doute pas, écrit M. Emery, qu'un semblable arrangement ne soit agréable à MM. les directeurs, puisqu'il laisserait subsister l'état actuel des choses dont nous sommes tous contents. » La nouvelle législation pose, sans doute, pour leur entretien, des problèmes matériels, puisqu'elle ne reconnaît que quatre professeurs par Séminaire et n'assure en conséquence que quatre traitements ; mais ce problème financier ne doit pas entrer en ligne de compte. Si les évêques les laissent en fonction « sans qu'il en résulte aucune augmentation de dépense pour les départements », qu'ils s'empressent d'accepter. « Si quelqu'un y répugnait, observe le Supérieur général, il montrerait qu'il a, dans un faible degré, l'esprit de désintéressement et de pauvreté qui a toujours fait le caractère de la Compagnie. » Rester, encore et toujours, « même si les évêques jugeaient à propos de ne pas faire tomber la totalité de leurs choix sur des membres de la Compagnie » et s'ils leur associaient « des étrangers ». Dans le cas, cependant, où une telle association entraînerait des désagréments si graves « qu'ils nécessiteraient la sortie des directeurs », ceux-ci pourraient se retirer, sans cesser d'être regardés et traités « en tout comme de fidèles sujets de la Compagnie ».

Tout, d'ailleurs, facilite leur maintien dans les maisons de province jusqu'alors confiées à leurs soins. « C'est un trait de la Providence, note M. Emery, qu'aucun des diocèses où Saint-Sulpice a des Séminaires n'ait été supprimé ; il est consolant de pouvoir envisager comme possible et même comme probable que chacun de nos Séminaires demeurera dans l'état où il se trouve. » Enfin, indépendamment de cette situation particulière si favorable aux membres de la Compagnie,

la situation générale conseille le *statu quo* ; rien n'est définitif ; il faut gagner du temps et, sans appuyer dans ce document officiel sur l'éventualité d'un accord, M. Emery insinue que ce régime provisoire, en ménageant l'avenir, permet d'attendre un définitif arrangement. La circulaire se termine, en effet, sur cette déclaration suggestive : « J'ai quelque raison de croire qu'on ne mettra pas si tôt à exécution la nouvelle Constitution ecclésiastique. » (32)

Malgré la bonne volonté des évêques de France et du roi Louis XVI, les négociations échouèrent. L'Assemblée qui refuse tout recours au Pape pousse l'intransigeance jusqu'à écarter la proposition de Boisgelin qui demande la convocation du Concile national ; à Rome, l'ambassadeur de Bernis sert mal la cause difficile qu'il est chargé de défendre ; il devait obtenir que le Saint-Siège fît toutes les concessions sans qu'il lui fût possible de rien céder en échange, et il apporte à cette entreprise ingrate une mauvaise volonté évidente qui achève de tout gêner ; en Italie, en Allemagne, les émigrés, pour des raisons plus politiques que surnaturelles, poussent à la résistance ; en Avignon, l'insurrection des sujets pontificaux complique le problème religieux de revendications territoriales. Comme si l'opposition radicale des principes ne suffisait pas à provoquer une rupture, il semble que tout se réunisse pour envenimer des rapports infiniment délicats ; avec les incidents qui se multiplient, avec la tension qui s'accroît chaque jour, le problème, en soi très ardu, finit par devenir insoluble, d'autant que la Constituante, sans attendre la sanction de Rome, passe immédiatement à l'application des décrets.

Dès le début d'octobre, la nouvelle législation ecclé-

---

(32) *Circulaire de 1790. Recueil des circulaires de la Compagnie de Saint-Sulpice.*



siastique est notifiée aux évêques et aux Chapitres. Les premiers répondent par l'*Exposition des principes* ; les seconds, par d'énergiques protestations. La mort de M. Conen de Saint-Luc met immédiatement en jeu le système des élections épiscopales, et il en résulte à Quimper de sérieuses difficultés. Tandis que partout la résistance s'organise, l'Assemblée, qui s'obstine, complète son œuvre en arrêtant de nouvelles dispositions ; le 15 novembre, pour prévenir l'opposition des métropolitains, elle défère au tribunal de district l'institution canonique ; le 27, elle décrète que tous les fonctionnaires ecclésiastiques devront prêter serment à la Constitution. La première de ces lois aggravait singulièrement ses précédents abus de compétence ; la seconde mettait le comble à toutes ses erreurs en coupant désormais tous les ponts (33).

### III

Ce serment constitutionnel, M. Emery n'avait pas à le prêter, puisque le Séminaire Saint-Sulpice n'était pas Séminaire diocésain. Il échappe ainsi aux sanctions prises contre les réfractaires ; il ne sera ni déporté ni interné ; il pourra demeurer à son poste et se maintenir, jusqu'en 1793, dans sa maison.

Toute différente est la situation de ses confrères de province qui tombent sous le coup de la loi. Or, aucun d'eux ne faiblit ; la Compagnie ne compte parmi ses membres aucun jureur ; tous les Sulpiciens demeurent fidèles sans aucune exception. A supposer d'ailleurs que leur conscience connût quelques incertitudes, les directives du Supérieur général eussent suffi à les éclairer.

---

(33) Le mot est de Montlosier : « La loi du 27 novembre coupe tous les ponts. » Cité par P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, I, 329.

La position qu'il prend vis-à-vis du serment est en effet des plus catégoriques ; il le déclare illicite et, s'il ménage par charité les personnes, s'il évite par prudence les éclats inutiles, il se montrera pour l'Eglise constitutionnelle un adversaire d'autant plus redoutable que sa résistance inflexible sera exempte de toute collusion politique et se tempérera dans les formes d'une sage modération.

Mais si l'attitude de ses fils, unanimes à refuser le serment, le remplit d'une fierté légitime, les dispositions du clergé ne laissent pas de lui inspirer quelque inquiétude ; il connaît ses faiblesses, ses rancunes, la déformation trop fréquente de ses principes ; il redoute les effets de la pression populaire qui ne manquera pas de s'exercer violemment ; ce qu'avait préparé dans les esprits l'influence des philosophes et du gallicanisme presbytérien, la crainte, l'intérêt, l'ambition pouvaient le consommer pour le malheur des âmes. Aussi apprend-il avec une joie manifeste la résistance énergique des évêques et des prêtres qui, devant la Constituante, repoussent toutes les sommations, bravent toutes les menaces. « Cette séance, disait-il, est le triomphe de l'Eglise de France ; on devrait en conserver la mémoire et en célébrer l'anniversaire. » (34) Aussi constate-t-il avec une satisfaction profonde qu'à la paroisse Saint-Sulpice M. de Pancemont imite leur courageux exemple, en digne successeur du vénérable M. Olier.

La nomination de cet ecclésiastique, en 1788, avait cependant causé au Supérieur général une certaine déconvenue. Depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, en effet, il était de règle que cette cure importante fût confiée à un Sulpicien. M. Olier voulait que le Séminaire restât inti-

---

(34) GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 244.

mement uni à la paroisse ; destinés au ministère, les jeunes clercs participeraient à ses offices, à ses catéchismes, à ses œuvres ; ils s'initieraient ainsi à la vie pastorale ; pour compléter les leçons théoriques, ils trouveraient à leur portée une sorte d'école d'application. Il importait donc que le Séminaire et la paroisse, intimement associés à leur formation sacerdotale, fussent confiés l'un et l'autre à la Compagnie ; la concordance d'esprit et de méthode garantirait leur parfaite collaboration.

Pour éviter que la cure n'échappât à Saint-Sulpice, en 1788, M. Emery avait prié M. de Tersac de vouloir bien se démettre en faveur de M. de Verclos. La mort de M. de Tersac empêcha l'effet de cette résignation. Par ailleurs, l'abbaye de Saint-Germain, de laquelle dépendait la nomination, se trouvait alors vacante. Une contestation s'élève donc entre l'archevêque de Paris et les religieux qui prétendent au droit de collation. Un tiers intervient qui les départage au nom de la Régale, M. de Marbeuf, ministre de la Feuille. Tout se termina par un accord amiable qui fit désigner un vicaire général de M. de Marbeuf, l'abbé de Pancemont.

Le choix causa à M. Emery une vive déception. Sans doute, la personne de l'élu méritait toute confiance ; ancien élève de Saint-Sulpice, M. de Pancemont gardait à cette maison une reconnaissance d'autant plus grande que ses parents, opposés à sa vocation, avaient laissé au Séminaire toute la charge de ses études ; entre ses maîtres et lui, les relations sont restées empreintes d'estime et d'affection réciproques ; il n'a accepté le grand vicariat d'Autun que sur les conseils et les instances de M. Emery.

Physiquement, le nouveau curé de Saint-Sulpice manque complètement de charmes ; sa laideur est célèbre ; on en plaisante volontiers. Mais, moralement,

il possède une âme vraiment sacerdotale et l'esprit de Saint-Sulpice le pénètre tellement que, dans une retraite qu'il fait au Séminaire, le Supérieur général l'invite à donner le sujet d'oraison. Son intelligence est cultivée, sa doctrine sûre ; il a du tact, de la fermeté, de la sagesse, de la modération. Sa conduite pendant la Révolution restera irréprochable ; curé, il se maintiendra à son poste le plus longtemps possible, non sans courir parfois de très graves périls. S'il s'expatrie, c'est seulement à la toute dernière extrémité, et la première éclaircie le ramènera dans sa paroisse pour reprendre le culte avec M. de Sambucy. Sauf, peut-être, sur la fin de sa vie où il apparut, sur le siège de Vannes, un peu trop soucieux de servir Napoléon, entre M. de Pancemont et le Supérieur général, la plus parfaite unité de vues ne cessera de régner. Vis-à-vis des jureurs, des prêtres mariés, du Concordat, ils s'inspireront des mêmes principes ; l'un et l'autre travailleront de concert à faciliter l'apaisement. Si le curé de Saint-Sulpice n'appartient pas à la Compagnie, il se trouve avec elle en communion d'idées aussi étroite que possible. Aussi, la première déception passée, M. Emery ne tarde-t-il guère à se consoler d'un pareil choix. A supposer d'ailleurs que son esprit eût gardé quelques préventions, la superbe attitude de cet ecclésiastique n'eût pas tardé à les dissiper entièrement.

On a souvent décrit la scène fameuse qui se déroule à Saint-Sulpice, le 3 janvier 1791, pour la prestation du serment. L'église est pleine comme aux plus grands jours de fête, car M. de Pancemont, loin de se dérober, comme certains de ses confrères, a publié qu'il ferait le prône ce jour-là. L'assistance ne comprend pas seulement de pieux fidèles soucieux d'entendre l'orateur et au besoin de le soutenir, on y remarque aussi des paroissiens moins dévots dont les allures, les conver-

sations, l'attitude trahissent suffisamment les véritables intentions. Le curé de Saint-Sulpice monte en chaire, tandis que, pour le protéger, les prêtres de la communauté se groupent à droite et à gauche sur les degrés de l'escalier. Le prône se déroule comme à l'ordinaire ; aucune allusion à la législation nouvelle ; aucun mot sur le sujet qui tient l'auditoire en suspens. Le prédicateur, après sa péroraison, s'apprête à descendre de chaire, lorsque des cris s'élèvent : « Le serment ! Le serment ! » D'un geste large et ferme, M. de Pancemont réclame le silence. « Le serment, répond-il avec calme et autorité, le serment, je ne puis le prêter ; ma conscience me le défend. » Les hurlements redoublent, accompagnés de menaces : « Le serment ou la lanterne ! » Et les révolutionnaires se précipitent sur le vaillant prêtre qu'on arrache difficilement à leurs coups. Deux gardes nationaux parviennent enfin à l'enlever dans leurs bras. Frappé violemment à la tête, brisé d'émotions, il défaille ; mais son courage, lui, ne faiblit pas. Bailly, qui vient le soir au presbytère exprimer ses excuses pour un incident aussi regrettable, ne réussit pas mieux à ébranler sa résolution. Le maire de Paris a beau lui assurer que sa conscience doit se taire lorsque la loi a parlé, le curé de Saint-Sulpice demeure inébranlable. La communauté suit son exemple ; sauf un prêtre sacristain et deux prêtres habitués au service de la Fabrique, tous refusent absolument de jurer (35).

Cette scène du 6 janvier, le départ de M. de Pancemont quelques semaines plus tard, son remplacement par l'Oratorien Poiré, élu par le collège départemental, marquaient l'application immédiate de la Constitution civile à laquelle manquait la sanction nécessaire de

---

(35) *Souvenirs de Mgr Le Tourneur, de Sambucy, de Belloc*, D. E., IV, 213 ; IV, 642 ; IV, 253.

l'autorité religieuse. Après avoir caressé longtemps l'espoir d'un baptême qui la réconcilierait avec les lois canoniques et les principes théologiques du christianisme, il fallait renoncer à un arrangement que M. Emery, avec la grande majorité de l'épiscopat, escomptait et souhaitait. La législation des cultes entre immédiatement en vigueur ; elle s'impose avec l'appui de la force publique et même, au besoin, avec celui de la violence populaire. Deux Eglises vont désormais se partager le clergé et les fidèles, tandis que les divisions politiques se compliqueront de divisions religieuses aussi funestes aux âmes qu'à la cause même de la Révolution.

#### IV

Vis-à-vis de l'Eglise constitutionnelle qui s'installe à Paris et dans tous les diocèses de France, M. Emery adopte une attitude extrêmement ferme ; les nouveaux évêques, élus par les collèges électoraux et dépourvus d'institution canonique régulière, sont des pasteurs illégitimes ; à aucun prix on ne doit reconnaître leur autorité ; à aucun prix on ne doit entrer en communion avec eux. L'orthodoxie exige tous les sacrifices, celui des situations acquises, celui de la liberté, au besoin celui de la vie. Sur ces questions de principe, il est absolument impossible de transiger.

Disposé pour son propre compte à souffrir la persécution qu'il prévoit inévitable, le Supérieur général de Saint-Sulpice s'applique à affermir ses élèves contre les périls qui menacent leur fidélité et leur foi. Non content de prémunir leur intelligence contre les séductions de l'erreur, il fortifie leur volonté par de pressantes exhortations. Habituellement spirituels et enjoués, ses entretiens deviennent graves et presque sombres ; ils ouvrent sur l'avenir de sanglantes perspectives ; ils pro-

duisent une impression d'autant plus profonde qu'on ne saurait mettre en doute la pondération de leur auteur. Un homme aussi positif, aussi équilibré, aussi averti, ne peut être suspect de pessimisme systématique ni d'exagération oratoire. Pour se mettre en mesure d'imiter, le cas échéant, leur courageux exemple, on lit au réfectoire les Actes des martyrs ; pour se préparer aux luttes prochaines par les austérités de la pénitence, chaque vendredi on observe le jeûne. Il n'est donc pas question de céder.

Mais s'il n'est pas question de céder, il y a façon de tenir. Beaucoup de prêtres catholiques se lancent alors dans la polémique. A Paris, dans tous les diocèses, les écrits se multiplient pour justifier la résistance, démontrer les erreurs théologiques qui rendent la Constitution civile inacceptable, condamner comme schismatique le serment exigé par la loi. A la faveur de dangereuses équivoques, les nouveaux décrets risquent de désorienter les âmes ; il s'agit de montrer que, malgré leurs prétentions, ils n'intéressent pas seulement la discipline, qu'ils sapent les bases de la société chrétienne, qu'ils attaquent la substance même de la foi. Avec une pénétration lucide, une logique implacable, une solide érudition, le Supérieur général, lui aussi, se consacre à cette tâche. Ses *Lettres* au P. Lalande paraissent coup sur coup.

Cependant s'il défend avec courage et vigueur les droits de la vérité, sa discussion demeure courtoise dans la forme et modérée dans le ton ; jamais sa plume ne se fait blessante ; jamais elle ne recourt aux propos violents, aux termes colorés, aux ironies mordantes que se permettent volontiers certains publicistes réfractaires. Il ne croit pas que la meilleure manière de convaincre soit de faire rire aux dépens de ses adversaires ni que les injures tiennent lieu d'arguments ; jamais il ne

s'abaisse aux procédés qui abondent trop souvent dans les libelles de l'époque ; jamais il ne tombe dans le pamphlet.

Ses écrits, en effet, n'ont pas seulement pour but de satisfaire les insermentés en légitimant leur attitude ni de soutenir les hésitants contre les séductions de l'intérêt et les sophismes de l'erreur ; ils s'adressent aux constitutionnels eux-mêmes qu'il faudra tôt ou tard réconcilier ; ils dépassent les problèmes du jour et ménagent une solution aux problèmes du lendemain. Aussi prévoyant que sage, M. Emery ne pense pas au seul présent ; il pense aussi à l'avenir ; il sait que le moment viendra où, par la force des choses, sonnera l'heure de l'apaisement. Cet apaisement, il faut déjà le préparer. Couper dans le vif, froisser, aigrir, n'est que trop facile dans l'animation de la lutte, lorsqu'on a de l'esprit, de la vigueur, et lorsque le zèle n'est pas insensible aux applaudissements des ardents. On ne succombe que trop vite à cette dangereuse tentation. Mais on risque alors, pour un succès immédiat et bruyant, de s'interdire l'action bienfaisante qui deviendra plus tard nécessaire. Celui qui ne désespère pas de recoudre se garde bien d'accentuer la déchirure ; l'amertume, l'aigreur que laissent dans les âmes les coups reçus dans la fièvre du combat compromettent fatalement les réconciliations futures. M. Emery se garde bien de l'oublier.

Cette attitude toutefois ne s'inspire pas seulement d'une politique à longue portée, elle est tout imprégnée de l'esprit évangélique et de vues purement surnaturelles. Avec les constitutionnels, le Supérieur général se comporte exactement comme jadis le fondateur de Saint-Sulpice avec les jansénistes de son temps ; ses principes sont les mêmes. « Il ne faut pas les blesser, écrivait M. Olier, mais agir avec eux avec douceur, avec



une grande ouverture de cœur pour les attirer à l'union et les faire servir à la gloire de Dieu. » (36) M. Emery ne suivra pas d'autre méthode, il ne tiendra pas un autre langage, témoin cette admirable lettre qu'il adresse à M. Nagot en pleine Terreur, après sa première arrestation :

Soyez les uns et les autres des hommes de paix. Paraissez tels à l'occasion des controverses que vous traiterez, ou plutôt que vous éviterez, autant que vous pourrez, avec sagesse, bien persuadés que votre piété, votre régularité, votre éloignement des affaires, votre fuite du monde, votre désintéressement vous accrédi-teront plus et gagneront plus d'âmes à l'Eglise que toutes les disputes les plus savantes (37).

Aussi préfère-t-il aux discussions publiques qui risquent de s'échauffer et de s'aigrir les entretiens privés d'homme à homme qui permettent un certain rapprochement. Fin psychologue, il use d'une méthode adroite, souple, qui surprend parfois, mais ne rebute jamais. Fidèle au précepte du Christ qui défend d'éteindre la mèche encore fumante et de rompre le roseau à demi brisé, il se montre extrêmement soucieux de ne pas couper définitivement les ponts. C'est pourquoi, au lieu de marquer dès l'abord, brutalement, sa position, il tâte discrètement celle de son partenaire pour éviter les points de friction, chercher les points de contact. C'est pourquoi, au lieu de le prendre de haut et de parler en docteur au nom de la vérité, il se fait modeste, insinuant ; au lieu de se raidir avec fierté dans son orthodoxie, il pratique cette forme exquise de charité qui s'appelle la charité intellectuelle, s'appliquant à comprendre les difficultés des âmes, à suivre leurs raison-

---

(36) *Lettres de M. Olier*, p. p. E. LEVESQUE, II, 154.

(37) *Emery à Nagot*, 28 avril 1793, *Histoire du Séminaire de Baltimore*, ms. de FAILLON, Biblioth. Séminaire Saint-Sulpice.

nements, à entrer dans le mouvement de leur pensée ; profondément intérieur, il compte avant tout sur le rayonnement de sa vie spirituelle ; sa discussion n'est que l'écho de sa prière ; chacun de ses arguments est pesé, chacune de ses paroles réfléchie en présence de Dieu.

Rien de plus caractéristique à cet égard qu'un document curieux conservé dans les archives de Grégoire par son secrétaire Rondeau ; c'est le compte rendu d'un entretien qu'eut en 1809, avec le Supérieur général de Saint-Sulpice, un janséniste, l'abbé Dalléas. Le document sans doute appartient à une époque de dix-huit ans postérieure aux luttes de la Constitution civile ; il émane en outre d'un témoin assez peu favorable. Mais le Supérieur général n'avait pas attendu 1809 pour mettre au point sa méthode et, compte tenu des réserves qui s'imposent sur les dispositions de l'auteur, ce texte apparaît extrêmement suggestif ; la scène est prise sur le vif ; le morceau entier vaut d'être cité.

Mes réponses et mes répliques, écrit Dalléas, firent rentrer M. Emery en lui-même ; elles déridèrent entièrement son front, et l'air d'autorité sombre et composé que je vis d'abord en lui ne tarda pas à disparaître, il fit place à celui d'humilité. Semblable à cet individu qui, comme un caméléon prend, toutes les fois que son intérêt l'exige, l'air, le ton et les manières convenables, soit pour éviter d'être connu comme tel, soit pour en imposer, soit pour atteindre le but qu'il se propose, soit enfin pour exécuter le dessein qu'il a formé. Aussi, vers la fin de cet entretien, il s'opéra un changement subit et bien visible dans l'air et les manières de M. Emery ; pas de politesses qu'il ne me fit, pas de choses obligeantes qu'il ne me dît en m'invitant gracieusement à aller raisonner souvent avec lui sur l'ancien droit canon. Bon Dieu ! conclut Dalléas, bon Dieu ! quel homme !... (38)

---

(38) *Bibliothèque des Amis de Port-Royal, Papiers Grégoire.*

Que Dalléas, en roide janséniste, ait été surpris, décontenancé, voire choqué par la souplesse d'un interlocuteur aussi insaisissable, la chose n'est que trop évidente. M. Emery lui paraît ondoyant, changeant, en perpétuelle métamorphose. En réalité, cette attitude, qu'il exagère et ne comprend pas, s'inspire d'une préoccupation constante : ne pas heurter de front par crainte d'une rupture, procéder par insinuations plutôt que par affirmations massives, éviter avec des partenaires têtus les controverses irritantes et stériles, se montrer accueillant, aimable pour engager à revenir. Ainsi la liaison se maintient, s'affermît qui pourra, avec le temps, la patience, la grâce de Dieu, réaliser enfin un heureux rapprochement.

S'il réproûve les polémiques acerbes et violentes qui risquent de blesser les âmes au lieu de les réunir, et de sacrifier au succès immédiat les apaisements lointains, M. Emery, pour les mêmes raisons, ne déconseille pas moins de recourir aux jeux d'esprit. L'esprit est une arme extrêmement dangereuse, mais c'est une arme française. Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle en avaient usé et abusé contre la religion, et d'aucuns croyaient bon de l'utiliser à leur tour contre les constitutionnels et leurs amis. On tourne donc en ridicule les prélats citoyens. Parfois leur nom malheureux porte à des plaisanteries faciles. A Versailles, on raconte qu'Avoine n'a pu atteindre sa ville épiscopale ; ses chevaux l'ont mangé en route. A Nantes, une dame, qui tient pour « les bons prêtres », invite sa chatte Minette à suivre la procession que préside l'intrus Minée. A Reims, dans certains milieux, l'évêque Diot est couramment appelé l'évêque Idiot. Ailleurs, on souligne la roture de ces parvenus. De Marolle, on écrit qu'il est cousin germain d'un concierge et qu'il a été sacré par un cocher de fiacre. Encore peut-il se passer du premier, ci-devant

suisse du palais épiscopal de Soissons, puisqu'il a pénétré dans ce palais par une fausse porte ; mais il doit se résigner à subir la paternité spirituelle du second. Aussi bien l'Assemblée nationale ayant mis au creuset le clergé de France, l'Eglise constitutionnelle en a recueilli la seule crasse et cela explique la symbolique aventure du citoyen Avoine. Avoine a eu beau « se faire décroter » avant de visiter les couvents de son diocèse, personne ne consent à le recevoir, il n'a trouvé qu'une seule porte ouverte : la sienne. On s'amuse de ces impertinences, on les colore, on les corse à plaisir.

On renchérit également sur les avanies qu'essuyent les intrus ; les égards même qu'on leur témoigne, les fêtes qui accompagnent leur prise de possession, les banquets patriotiques et les bals qui la clôturent ne prêtent pas moins à la moquerie ; tout sert de prétexte à la satire, et les mauvais tours qu'on leur joue, soit en dressant une potence devant leur palais, soit en étendant le drapeau des morts sur leur passage, et les rasades qu'ils versent aux patriotes dont la présence pieuse a rehaussé leur intronisation, et les dîners qu'ils servent et les « ça ira » qui ponctuent les danses sacrées jusqu'à 3 heures du matin, au soir de leur installation schismatique (39).

Cet esprit n'était pas toujours de bon goût, et les grosses plaisanteries, qui faisaient rire le bon peuple à gorge déployée, ne laissaient pas de choquer la délicatesse du Supérieur général. Fût-il excellent, il ne l'approuvait pas davantage, car sa qualité même le rendait plus acéré et plus pénétrant. Jamais, pour sa part, il ne recourut à cette arme qu'il eût maniée avec maîtrise, mais qu'il estimait funeste, car elle porte des

---

(39) Voir à ce sujet les pages curieuses de Dom LECLERCQ, *L'Eglise constitutionnelle*, p. 190-191.

coups extrêmement sensibles et laisse des cicatrices qui se ferment rarement.

Tandis que des plaisantins trouvent moyen de rire en des conjonctures si douloureuses, d'autres pratiquent une opposition bruyante et recourent à des mises en scène dramatiques qui frappent l'imagination du peuple et accroissent la tension des esprits. Fidèle à la maxime, « le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit », M. Emery ne redoute pas moins les seconds que les premiers. Ses consignes aux membres de la Compagnie sont très nettes : opposer aux injonctions légales un refus de principe aussi ferme dans le fond que modéré dans la forme ; après avoir protesté, évité les éclats, telles sont les instructions qu'il donne, en janvier 1791, aux supérieurs et directeurs des Séminaires.

Si après avoir refusé de prêter le serment, écrit-il, on ne vous signifie rien, vous continuerez d'habiter le Séminaire et de garder les séminaristes ; vous les retiendrez à titre de pensionnaires ; vous leur ferez les mêmes instructions de doctrine et de piété, mais vous changerez quelque chose à la forme ; par exemple, les classes se convertiraient en conférences ; en un mot, vous mettriez dans les apparences et les formes ce qui serait nécessaire pour faire juger que vous ne vous regardez plus comme étant proprement Supérieur du Séminaire. Si on vous signifie que vous ne pouvez plus continuer vos fonctions, vous offrirez de les faire provisoirement et jusqu'à ce qu'on vous ait donné des successeurs ; mais vous ne quitterez pas le Séminaire que vous n'ayez rendu compte et fait la remise des papiers et du mobilier. Vous ferez cette remise à la municipalité, et c'est avec elle que vous traiterez, plutôt qu'avec vos successeurs, quoique vous deviez en user à l'égard de ceux-ci avec honnêteté et avec une charité édifiante (40).

Ainsi donc les Sulpiciens refuseront le serment ; mais après avoir refusé le serment, ils ne partiront pas en

---

(40) *Circulaire de 1790, Recueil des circulaires de la Compagnie de Saint-Sulpice.*

claquant les portes ; au contraire, ils resteront aussi longtemps qu'ils ne seront pas remplacés ; bien qu'ils n'aient plus aucun droit, ils continueront une œuvre d'autant plus importante qu'il s'agit de prémunir les élèves contre les séductions du schisme ; leurs fonctions seront les mêmes, seules « les formes » changeront. Après avoir reçu l'ordre de cesser leur ministère, ils se maintiendront encore jusqu'à l'arrivée des vicaires épiscopaux, leurs illégitimes successeurs. Enfin, ils ne quitteront pas leur Séminaire sans avoir satisfait aux dispositions légales, remis les papiers et le mobilier à qui de droit ; pour cela ils traiteront avec les municipalités plutôt qu'avec les mandataires de l'évêque intrus. Quant aux nouveaux directeurs du Séminaire constitutionnel, quels que soient vis-à-vis des schismatiques les sentiments intérieurs des Sulpiciens, ceux-ci les traiteront avec une honnêteté et une charité édifiante.

Ces instructions seront fidèlement suivies. Et tandis qu'à Coutances, le supérieur des Eudistes, le P. Lefranc, jette aux pieds de l'évêque Bécherel les clés de sa maison, puis lui tourne le dos dans un silence glacial et méprisant (41), les membres de la Compagnie quittent à petit bruit leurs maisons de province, non sans avoir reçu, comme à Reims, les remerciements respectueux et courtois de la municipalité.

## V

A Paris, la situation se présente toute différente, le Séminaire Saint-Sulpice, qui n'est pas Séminaire diocésain, ne doit pas céder la place aux vicaires épiscopaux ; il échappe donc à l'expulsion et peut continuer

---

(41) J. BINDET, *François Bécherel*, p. 128.

son œuvre. Mais un curé constitutionnel, l'Oratorien Poiré, s'installe à Saint-Sulpice à la place de M. de Pancemont et, sur le siège de Paris, le métropolitain Gobel supplante M. de Juigné, l'archevêque légitime. Comment se comporter vis-à-vis du premier et vis-à-vis du second ?

De la paroisse, le Séminaire, depuis M. Olier, suivait régulièrement les offices ; il assurait ses catéchismes, il rehaussait de sa présence les processions. Le jour où s'installe Poiré, comme par hasard, tous les élèves sont à la campagne. Désormais, ils y passeront tous les dimanches ; on ne reverra plus la communauté en surplis blancs traverser les rues et gravir lentement les escaliers du portail ; dans le chœur immense, à la Grand'Messe, aux Vêpres, aux Saluts, les stalles demeurent obstinément vides ; un alibi, qui ne trompe personne, masque régulièrement une absence très sensible dont le clergé constitutionnel ne veut pas avouer la réelle signification.

Mais en juin 1791, aux approches de la Fête-Dieu, la Section du Luxembourg, soudain prise d'un saint zèle, entreprend de donner à la procession du Saint Sacrement tout le lustre possible. Ses commissaires viennent trouver M. Emery et le prient de participer, comme de coutume, avec tous ses élèves, à la cérémonie qui aurait lieu le jeudi suivant avec toute la pompe traditionnelle. Le Supérieur général se garde bien de répondre par un refus formel, il remercie les commissaires de leur honnêteté, les assure qu'il fera part de leur démarche et transmettra leur invitation. Le mercredi, en effet, il s'acquitte ponctuellement de sa mission officielle ; après quoi, il ajoute cette simple phrase : « Chacun de vous, Messieurs, sait exactement ce qu'il doit faire. » Les séminaristes comprennent. Tous, sans exception, sollicitent individuellement la permission de sortir en ville le lendemain. Cette permission, la chose

va de soi, leur est octroyée avec une complaisance manifeste et, une fois de plus, comme par hasard, le jour voulu, la maison se trouve vide comme par enchantement (42).

Les révolutionnaires ainsi joués manifestèrent bien haut leur mécontentement et voulurent amener le peuple contre le Séminaire qui venait de se déclarer contre la Constitution. Mais la Section du Luxembourg était alors, comme le quartier de Saint-Sulpice, relativement modérée. Le citoyen Poiré, d'autre part, se montrait fort libéral et ne poussait pas, bien au contraire, aux mesures violentes. Tout se termina sans incident.

Les rapports du supérieur et du nouveau curé ne laissaient pas cependant d'être fort délicats. Mais une bonne volonté réciproque régla heureusement une situation qui risquait de devenir irritante et prêtait à de continuels incidents. A aucun prix, M. Emery n'entendait reconnaître l'illégitime successeur de M. Olier ; soucieux toutefois d'éviter avec son voisin immédiat une lutte ouverte et périlleuse, il fait agir auprès de lui deux Oratoriens, les PP. Arnould et Petit auxquels il confie ses intentions. Ceux-ci immédiatement le rassurent. « Soyez tranquille, Monsieur, lui disent-ils, M. Poiré ne se mêlera pas de votre maison et vous n'aurez rien à débattre avec lui. » Le nouveau curé promet en effet à ses confrères qu'il n'inquiéterait pas les Sulpiciens. Non content de transmettre par personnes interposées cette déclaration rassurante, il se rend personnellement chez le Supérieur. Celui-ci le reçoit avec une réserve assez froide, mais fort honnêtement et l'entretient de choses générales. Le curé constitutionnel de Saint-Sulpice essaye bien de l'entraîner sur le terrain religieux et d'engager une controverse sur le serment. Son inter-

---

(42) *Souvenirs de Fontanges*, D. E., IV, 345.



locuteur se dérobe. Tout ce qu'il peut en recueillir, c'est une déclaration très nette qui décourage son insistance. « Je n'étudie pas la théologie depuis quarante ans, lui dit M. Emery, pour ignorer ce que je dois penser en cette matière. » Et il passe sans transition à un autre sujet. Le citoyen Poiré, qu'il affecte d'appeler « mon Père », sans lui donner le nouveau titre qu'il porte indûment, eut assez d'esprit pour répondre aux dispositions du Supérieur par une attitude tolérante. Plus d'une fois pourtant, surtout pour les inhumations, il aurait pu lui créer des difficultés redoutables en faisant valoir ses droits curiaux. Toujours il se prêta à des arrangements amiables, acceptant que les Sulpiciens décédés au Séminaire fussent, en vertu du Concordat jadis passé avec la paroisse, enterrés par leurs confrères sans présentation à l'église (43). Il semble d'ailleurs que sa conscience ait connu quelques incertitudes. On assure même qu'il se disposait à rétracter son serment lorsqu'il fut surpris par la mort.

L'installation de Gobel sur le siège de Paris pose un problème plus grave encore que celle de Poiré à Saint-Sulpice, car la municipalité, soucieuse de donner le maximum d'éclat à cette cérémonie religieuse et civique, ordonne de sonner les cloches de toutes les églises et de toutes les communautés quand les salves d'artillerie et le bourdon de Notre-Dame annonceront la prise de possession du nouveau métropolitain. Que faire ? Désobéir positivement n'allait pas sans péril ; d'autre part, un carillon spécial et solennel en l'honneur d'un évêque illégitime paraîtrait une reconnaissance équivalente de son autorité schismatique. L'industriel Supérieur adopte un moyen terme. Le 27 mars, il fait retarder l'examen particulier jusqu'au moment où tonne le

---

(43) *Souvenirs de Sambucy*, D. E., IV, 643.

canon ; il fait alors sonner pour cet exercice, mais à la manière habituelle, sans mettre en branle, comme pour les offices religieux, les cloches de la chapelle. D'abord surpris par le bouleversement insolite de l'horaire traditionnel, les séminaristes comprennent ; ils s'amusent de « cette ruse innocente » (44) qui conciliait les devoirs et les intérêts de la maison.

Pendant quelques mois, le citoyen Gobel et M. Emery continuèrent à s'ignorer pacifiquement. Bien qu'il fût édifié sur leurs sentiments, l'évêque se garde bien de tracasser les Sulpiciens fidèles à l'Eglise romaine. Quant au Supérieur, il estime que son abstention systématique et son silence suffisent à marquer sa réprobation. De part et d'autre, on évite les conflits et les éclats. Mais l'évolution des événements et la logique des choses finirent par rendre patente une rupture déjà consommée effectivement. Le moment arrive en effet où, officiellement, M. Emery doit se prononcer pour l'archevêque légitime, M. de Juigné, contre les usurpations de son prétendu successeur. Il le fera nettement, sans hésitation, sans détour.

Le 11 avril, le Directoire de Paris ordonne la fermeture des chapelles où célèbrent, dans les collèges, les hôpitaux, les communautés, les prêtres réfractaires ; seules demeurent ouvertes celles que desservent des ecclésiastiques en communion avec Gobel. En exécution de cet arrêté, un commissaire se présente donc au Grand Séminaire de Saint-Sulpice pour notifier au Supérieur la décision municipale et lui demander si, oui ou non, il reconnaît pour son supérieur le nouveau métropolitain. La réponse est catégorique : « Je n'ai, déclare-t-il, je n'aurai d'autre archevêque que l'archevêque légitime, M. de Juigné. — Dans ce cas, répond le commissaire,

---

(44) G. GAUTHEROT, *Gobel*, p. 101.

nous devons prendre immédiatement les mesures prévues par les autorités. »

Tout ce qu'on put obtenir de ses dispositions évidemment bienveillantes fut un délai de quelques heures pour retirer le Saint Sacrement et procéder aux rangements nécessaires. Le soir, la communauté se rend donc en pèlerinage à la crypte où reposent les premiers fondateurs de la Compagnie ; sur leurs tombeaux qui vont être inaccessibles, tous s'agenouillent et prient longuement. Le lendemain matin, on célèbre une dernière Messe pendant laquelle on consomme les Hosties consacrées. Puis les scellés sont apposés sur la chapelle désormais interdite au culte romain (45).

L'application de la Constitution civile n'intéressait pas seulement la juridiction ecclésiastique, le pouvoir d'ordre lui-même se trouvait mis en cause. De nouveaux évêques devaient être sacrés afin de remplacer les anciens titulaires chassés de leur siège pour refus de serment. Le seraient-ils de façon valide ? Il importait d'acquiescer sur ce point une absolue certitude, car ils ordonneraient à leur tour des évêques, des prêtres, et, sur la transmission du sacerdoce, aucun doute ne pouvait planer.

Qui imposerait les mains aux premiers prélats schismatiques ? A défaut de Brienne, à défaut de Jarente qui se déroberait par un mot d'esprit, Talleyrand se résigne. M. Emery, qui l'apprend, prévient aussitôt le nonce ; la cérémonie aura lieu dans l'église de l'Oratoire, le 24 février ; les évêques du Finistère et de l'Aisne, Expilly et Marolle, seront sacrés par l'évêque d'Autun, assisté de Gobel, évêque de Lydda, et de Miroudot, évêque de Babylone. Ces renseignements sont aussi sûrs que précis ; Dunâgni, d'abord incrédule, est

---

(45) *Souvenirs de Sambucy*, D. E., IV, 665.

obligé de se rendre à l'évidence sur les preuves indiscutables que le Supérieur lui fournit. Convaincu et attristé, il prie alors ce dernier d'envoyer à la cérémonie des ecclésiastiques compétents qui suivraient attentivement toute la fonction, contrôleraient l'observation des règles liturgiques, vérifieraient par eux-mêmes qu'aucun rite essentiel n'a été omis.

Pour cette mission délicate, le choix de M. Emery tomba sur MM. Fraysinous et de Sambucy ; moins connus que les directeurs de Séminaire ils passeraient plus facilement inaperçus. Sambucy, d'ailleurs, offrait le double avantage de connaître parfaitement son Pontifical et d'être en excellentes relations avec les Oratoriens, ses anciens maîtres au collège de Juilly. Grâce à leur bienveillance, il réussit non seulement à pénétrer dans leur église, mais encore à se placer derrière un pilier, tout contre le sanctuaire, de façon à ne perdre aucun détail. On poussa même l'amabilité jusqu'à offrir aux deux abbés une stalle dans le chœur ; mais ils déclinent cette proposition compromettante qui les eût associés au culte constitutionnel. Sambucy, le crayon en main, observe et note les irrégularités commises. Mais sa présence et son attitude éveillent l'attention ; on le prend pour un espion, on le surveille, il en arrive même à se figurer que, dans son discours, Grégoire a voulu l'apostropher.

« Ce discours, écrit-il, sans rapport avec la cérémonie, ne fut qu'une longue diatribe contre la cour et le clergé fidèle. » Un passage surtout semblait particulièrement viser les émissaires de M. Emery : « Il en est dans cette enceinte, s'écria l'orateur, qui, au sortir du temple, vont déverser sur nous le poison de la calomnie. » Aussi, Fraysinous et Sambucy jugent-ils prudents de s'éclipser au plus vite. Rentrés au Séminaire, ils certifient que Talleyrand avait suivi très exactement le Pontifical.

Seuls le serment de fidélité au Pape et la lecture des Bulles avaient été omis. M. Emery en fut à la fois rassuré et navré. « Hélas ! dit-il, voilà un bien grand scandale ! »

Mais la validité du sacre ne supposait pas seulement l'observation matérielle des rites essentiels, elle exigeait également chez le consécrateur l'intention intérieure de transmettre la plénitude du sacerdoce, et on pouvait se demander si Talleyrand, qu'on prétendait incrédule, avait bien eu cette intention. M. Emery réussit personnellement à s'en assurer. Les relations qu'il a gardées avec le ci-devant évêque d'Autun, les souvenirs d'Issy où il dirigea sa retraite épiscopale, l'estime respectueuse que lui garde l'ancien élève de Saint-Sulpice lui permettent cette démarche infiniment délicate. Au cours d'une conversation, il amène adroitement la question gênante et pourtant capitale qui le préoccupe. La réponse est formelle. Talleyrand affirme, sans hésiter, qu'il a bien eu l'intention de donner de véritables évêques à l'Eglise constitutionnelle (46). Ses *Mémoires*, d'ailleurs, dans la mesure où ils méritent créance, confirmeront plus tard cette catégorique déclaration. « S'il se décida, rapporte-t-il, à sacrer les premiers évêques constitutionnels, ce fut pour éviter le presbytérianisme et sauver la constitution hiérarchique de l'Eglise. »

Les nouveaux prélats, écrit-il, étaient bien disposés à se passer de l'institution canonique donnée par la cour de Rome, mais ils ne pouvaient se passer du caractère épiscopal qui ne pouvait leur être conféré que par des hommes qui l'eussent reçu. S'il ne se fût trouvé personne pour le leur conférer, il aurait été grandement à craindre, non pas que tout culte fût proscrit, comme il arriva quelques années après, mais ce qui me semblait le plus dangereux, parce que cela pouvait être durable, c'est que l'Assemblée, par les doctrines qu'elle avait

---

(46) *Souvenirs du chanoine Bodé*, D. E., IV, 289.

sanctionnées, ne poussât bientôt le pays dans le presbytérianisme, plus accommodé aux opinions alors régnautes, et que la France ne pût être ramenée au catholicisme dont la hiérarchie et les formes sont en harmonie avec celles du système monarchique (47).

Cette crainte du presbytérianisme n'avait rien de chimérique. Dans quelle mesure fut-elle chez Talleyrand déterminante ? Il est bien difficile de le savoir. Mais sur les intentions positives de l'évêque d'Autun sacrant les premiers évêques de la nouvelle Eglise, aucun doute n'est possible. La validité des ordres conférés par les constitutionnels ne fut jamais mise en question.

## VI

L'Eglise constitutionnelle avait maintenant ses chefs, illégitimement élus, mais validement consacrés. Tandis que les évêques citoyens prennent successivement possession de leurs diocèses, les Sulpiciens quittent les Séminaires de province dans lesquels ils s'étaient maintenus jusqu'à la consommation définitive du schisme ; les uns prennent leurs passeports et partent à l'étranger, les autres demeurent sur place pour maintenir fidèles et clergé dans le devoir. Légalement supprimée, la Compagnie se disperse. Que deviendra l'œuvre de M. Olier ?

Au moment où va s'accomplir cette dislocation douloureuse, M. Emery arrête en conséquence les dispositions nécessaires. Dispositions matérielles d'abord. Les ressources de la Compagnie de Saint-Sulpice ne sont pas négligeables. « Les revenus bruts tels que les déclare, en 1791, le Supérieur général, se montent à 143 366 francs. Charges déduites, soit 74 967 francs, il reste un revenu net de 68 399 francs qui doit subvenir

---

(47) TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 135-136.

*aux besoins ordinaires et extraordinaires des cent cinquante prêtres qui composent la Congrégation.* Ils forment toute la ressource de ceux qui sont mis hors de service par la vieillesse, les infirmités et d'autres accidents. » (48) Mais ces biens tombent sous le coup des dispositions légales qui sécularisent les propriétés ecclésiastiques. Dans l'impossibilité où se trouve le Supérieur d'assurer désormais une retraite honnête à chacun de ses confrères, car « l'état du Séminaire Saint-Sulpice de Paris est aussi précaire que celui des Séminaires de province, il faut, écrit-il, que chacun use des ressources que peut lui offrir la Providence, soit dans le diocèse où il serait, soit dans sa famille ou dans son propre diocèse ». Pour subvenir aux besoins immédiats, « on distribuera entre le Supérieur et les directeurs les fonds du Séminaire qui seraient en réserve. Cette distribution se fera par égales portions. Il semble qu'il serait plus convenable d'en faire une où l'on aurait égard à l'âge et aux infirmités, mais elle pourrait être sujette à des embarras et il est plus simple de s'en tenir à la première ».

De son côté, M. Emery fera de son mieux pour aider de toutes les manières les membres dispersés de la Compagnie ; pour cela, il restera, quoi qu'il arrive, à son poste :

Dans tout événement, écrit-il, je ne quitterai pas Paris et je demeurerai toujours en situation de pouvoir correspondre facilement avec chacun des membres de la Compagnie et de pouvoir les servir en toutes choses. J'aurai le plus grand soin de ceux qui, à raison de leur âge, de leurs infirmités et d'autres circonstances, éprouveraient de plus grands besoins ; je me ménagerai à Paris des ressources et je les prie d'être sans inquiétude pour l'avenir.

Ces dispositions matérielles une fois prises, M. Emery passe aux spirituelles.

Dans leur isolement, leur exil, leurs épreuves, les membres de la Compagnie doivent se montrer fidèles et demeurer fervents ; il s'agit de leur sanctification personnelle ; il s'agit de l'édification et du bien des âmes ; il s'agit enfin de préparer l'avenir qui permettra, sans doute, de reconstituer leurs Séminaires et de reprendre l'œuvre de M. Olier.

De là ces exhortations émouvantes :

Je recommande à MM. les directeurs, au nom de Dieu, de la Sainte Vierge, notre bonne patronne, de notre saint fondateur et de tous les saints prêtres de notre Compagnie, de conserver au milieu du monde l'esprit de notre sainte vocation, qui est un esprit intérieur, et, pour cela, d'être fidèles à la pratique de l'oraison mentale, de la lecture spirituelle, de l'examen particulier, du chapelet, etc. ; en un mot, de faire les mêmes exercices de piété, et autant que faire se pourra, aux mêmes heures que dans le Séminaire. Quelque part que nous soyons, quelle que soit la maison que nous habiterons, séculière ou ecclésiastique, pensons que nous serons en spectacle, et qu'on s'attend de notre part à de grands exemples de piété, de mortification et d'abnégation. Usons de la plus grande discrétion, et soyons à charge le moins que nous pourrons dans les maisons où l'on voudrait bien nous recevoir pour quelque temps. Ne laissons échapper ni plainte ni murmure contre les auteurs de nos maux. Soyons souvent dans les temples, prosternés en prière. Evitons l'oisiveté, et occupons-nous quand ce ne serait qu'à copier et mettre en ordre nos entretiens et nos sujets d'oraison.

Nous avons, pour être fidèles à ces avis, des raisons générales de salut et d'édification ; mais nous en avons encore de particulières. Quoique nous n'ayons pas une certitude entière de pouvoir reprendre un jour la conduite des Séminaires, nous en avons cependant de légitimes espérances ; il faut que nous conservions soigneusement l'esprit de notre vocation et que nous puissions être propres à donner les leçons et les exemples de la vie mortifiée et intérieure. Nous entrerions même parfaitement dans les vues de Dieu si nous savions profiter des malheurs publics et particuliers pour devenir entièrement des



hommes de prière et nous détacher de plus en plus de ce malheureux monde.

Quelles que puissent être nos peines et notre détresse, deux choses doivent nous remplir de consolation et de joie : la première est que nous ne souffrirons que pour obéir à Dieu ; la seconde est qu'aucun membre de la Compagnie n'aura trahi sa conscience et que la mort entière de la Compagnie sera précieuse et honorable devant Dieu et devant les hommes.

Je finis en vous donnant à tous le saint baiser, en vous assurant du plus tendre et du plus inviolable attachement, en me recommandant à vos prières, en priant de mon côté le Dieu de paix qu'il vous la donne sans fin dans tous les lieux où vous transportera sa divine Providence : *Dominus pacis det vobis pacem sempiternam in omni loco* (49).

Une dernière mesure restait à prendre : mettre en sûreté les archives de la Compagnie, les souvenirs historiques, les manuscrits, les reliques des fondateurs. Pour opérer ce sauvetage, le Supérieur s'adresse à sa cousine, Mme de Villette. Mme de Villette ne peut être suspecte ; chérie de Voltaire qui avait assuré son mariage et sa fortune, elle avait reçu dans son hôtel de la rue de Beaune le philosophe mourant, fermé ses yeux, assisté, par une faveur exceptionnelle, à la Loge des Neuf-Sœurs, dans le sanctuaire même, à l'éloge funèbre de son protecteur par le Vénérable Fr<sup>\*\*</sup> Lalande, présidé enfin à la triomphale translation de ses cendres. Son mari, le marquis de Villette, se montre des plus favorables à la Révolution, rédige les cahiers du bailliage de Senlis, publie des factums, harangue la foule au Palais-Royal pour célébrer la réunion des Ordres, présente des motions à la Société de 1789 « dont il est l'un des premiers adhérents » (50), reçoit et traite dans son hôtel de la rue de Beaune les fidèles amis de Voltaire : Lalande, Camille Desmoulins, les frères Lameth, Rabaut

---

(49) D. E., VIII, 8005 et sq.

(50) J. STERN, *Belle et bonne*, p. 136.

Saint-Etienne et le baron prussien Anacharsis Clotz qui donne à « Belle et bonne » le baiser fraternel.

Or, Mme de Villette possède à côté du Séminaire un second hôtel, l'hôtel d'Elbeuf, dont une entrée ouvre sur le cul-de-sac Férou, face à la porte des Robertins. Il sera donc extrêmement facile de transporter chez elle, sans attirer l'attention, objets précieux, reliques et papiers. Malgré sa dévotion à Voltaire et son scepticisme religieux, « Belle et bonne » est restée en excellentes relations avec son voisin et cousin, le Supérieur général de Saint-Sulpice. Elle a du cœur, aime rendre service. Sans hésiter, dès la première ouverture, elle met entièrement à la disposition de M. Emerý son hôtel d'Elbeuf. La maison est grande ; elle paraît garantie contre les perquisitions des patriotes par le civisme de ses habitants ; Mme de Villette abritera avec joie ce qu'on voudra bien lui confier.

Le précieux dépôt demeura rue Férou jusqu'au début de 1793. Il émigre alors à l'hôtel de Beaune, dans l'appartement même où Voltaire rendit le dernier soupir. A cette époque, en effet, l'hôtel d'Elbeuf ne paraît plus très sûr. La Terreur est déchaînée et le marquis de Villette devient suspect. Sans doute, il a renoncé à son titre pour s'appeler simplement le citoyen Villette ; sans doute, il a multiplié les gages à la Révolution et figure parmi les députés de la Convention nationale ; son fils enfin, né le 3 novembre 1792, porte le prénom de Voltaire, et le choix d'un tel patron pour « le petit philosophe » vaut à cet excellent père les félicitations de Manuel et un article élogieux du *Moniteur*, car si le nouveau saint, lisons-nous dans le numéro du 7 novembre, ne figure pas dans le calendrier ecclésiastique, « il a fait des miracles certains et surtout plus utiles à l'humanité que les Dominique, les Thomas d'Aquin et d'autres inscrits au Martyrologe ». Mais le citoyen Villette a protesté

énergiquement contre les massacres de septembre et, dans un article de la *Chronique*, attaqué la toute-puissante Commune de Paris ; celle-ci le poursuit devant les tribunaux comme calomniateur ; la Convention le soutient, et Chaumette doit venir à la barre de l'Assemblée reconnaître l'illégalité de sa citation. Dangereux triomphe pour le « marquis sans culotte », que pourraient bientôt suivre de tragiques lendemains. Le fier courage avec lequel il intervient pour défendre Louis XVI et sauver la tête du roi achève de le compromettre. Gravement malade, presque impotent, il se fait porter à la tribune de l'Assemblée pour voter contre la mort. Ce fut le dernier acte de sa vie publique. La maladie de langueur qui le condamne à l'inaction et le conduit au tombeau lui épargne le sort des Girondins, et le volage mari de « Belle et bonne » meurt le 1<sup>er</sup> juillet 1793, après avoir racheté, en gentilhomme, par la fière attitude de ses derniers mois, le dévergondage de ses mœurs grecques et les aberrations de son esprit.

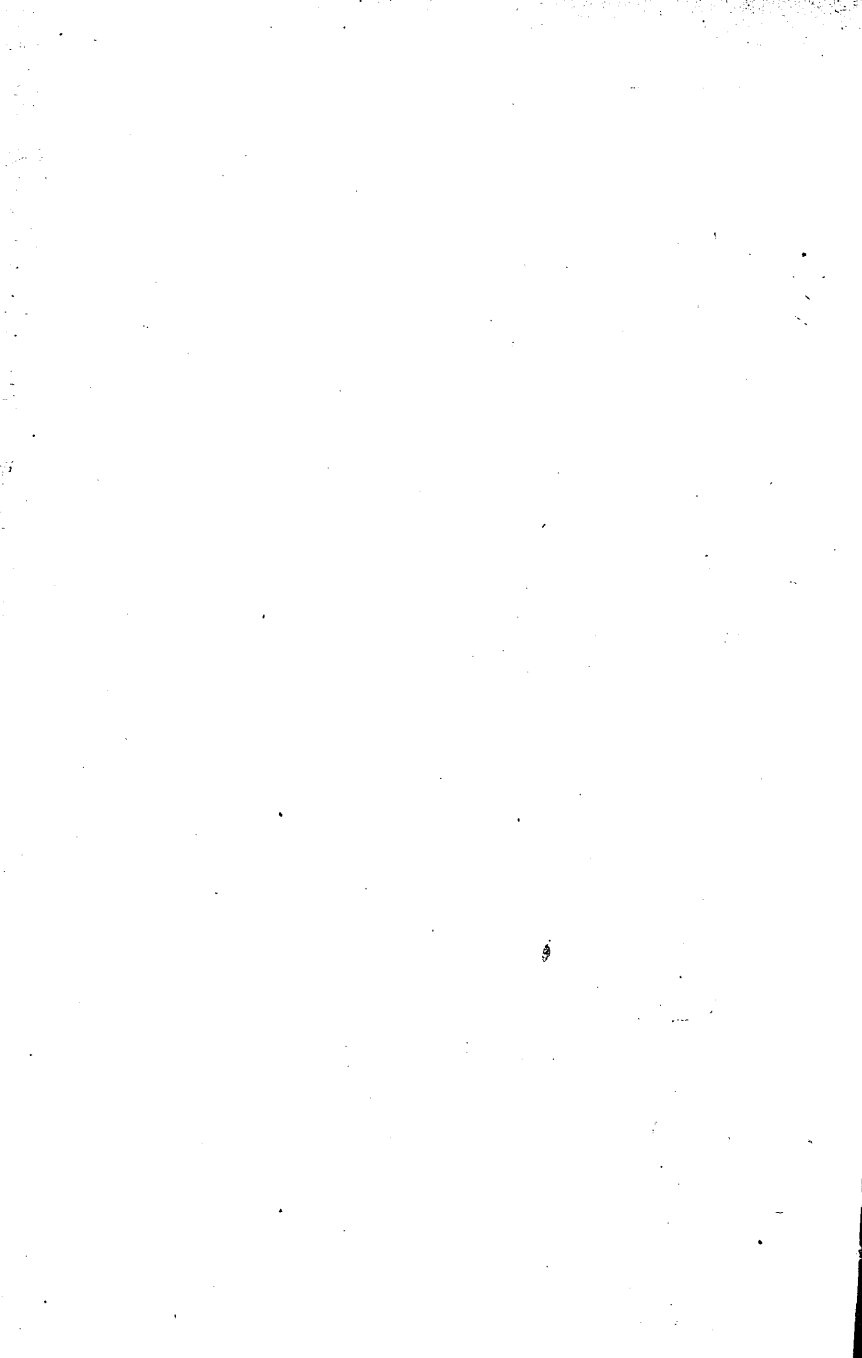
L'hôtel d'Elbeuf n'offre plus, dans ces conditions, les garanties suffisantes ; on a bien dissimulé dans un double plafond le précieux dépôt, mais une perquisition soigneuse pourrait le découvrir, et les propriétaires devenus suspects risquent d'être arrêtés et dépossédés. L'hôtel de Beaune, par contre, présente toute sécurité. C'est là que mourut Voltaire, et l'asile est d'autant plus sacré que, par une volonté suprême, le philosophe aurait interdit d'ouvrir avant vingt ans l'appartement où il exhala son dernier soupir. D'accord avec sa cousine, M. Emery se décide donc à transférer dans cette chambre inviolable le trésor qu'il s'agit de sauver. Ce fut ainsi que les manuscrits de M. Olier, de M. de Bretonvilliers, de M. Tronson, l'ornement et le calice qui avaient servi au fondateur de Saint-Sulpice pour sa première Messe, les constitutions, les Règles de la Com-

pagnie, le registre des assemblées générales, les vases sacrés du Séminaire, passèrent chez l'auteur de *Candide* les mauvais jours de la Terreur. Le choix d'un pareil reliquaire ne laissait pas d'être piquant... (51)

L'avenir montrera que ces précautions n'étaient pas inutiles. Car 1792, avec la chute du trône, inaugure la persécution sanglante, et, malgré la protection relative de la Section du Luxembourg installée au Séminaire, pour M. Emery, pour Saint-Sulpice, le péril va croissant.

---

(51) J. STERN, *Belle et bonne*, 150-161.



## CHAPITRE VIII

### LA PREMIERE TERREUR LES MASSACRES DE SEPTEMBRE

I. La Section du Luxembourg et la Société patriotique du Luxembourg au Séminaire. L'accueil de M. Emery. La Section et le Séminaire. — II. Les massacres de septembre 1792. Les perquisitions du 10 août et les arrestations. La Section du Luxembourg et les massacres. Les rescapés ramenés au Séminaire. Danger couru par M. Emery et ses élèves. La protection de la Section.

#### I

Le Séminaire Saint-Sulpice, qui n'était pas Séminaire diocésain, ne tombait pas sous le coup des nouvelles lois qui régissaient l'Eglise de France ; ses directeurs échappent à l'obligation du serment ; il ne doit pas, comme les maisons de province, céder la place au Séminaire constitutionnel que le métropolitain de la Seine installe à Saint-Magloire, sous la direction des ci-devant Oratoriens Tournaire, Talmon et Daunou. Mais, bientôt, sur la demande de Gobel, jaloux de supprimer les établissements rivaux et de s'approprier leurs bourses, « effets, ustensiles » et revenus (1), il est fermé,

---

(1) G. GAUTHEROT, *Gobel*, p. 146.

le 3 décembre 1791, par un arrêté du Conseil du département, en même temps que Saint-Nicolas du Chardonnet, Saint-Marcel, Saint-Louis, le Saint-Esprit, Saint-Firmin, la Sainte-Famille et la communauté de Laon.

Si le nombre des élèves se trouvait alors considérablement réduit, l'œuvre de formation sacerdotale ne continuait pas moins avec une régularité et une ferveur d'autant plus grandes que seuls demeuraient les plus résolus. La disparition de la Sorbonne et du collège de Navarre avait toutefois entraîné une organisation nouvelle des études ; pour remplacer les cours abolis de ces Facultés célèbres, il avait fallu instituer des conférences ; M. Montaigne assurait, deux fois par semaine, celles d'Écriture Sainte, et M. de Brunière, trois fois par semaine, celles de morale (2). D'autre part, si la communauté demeure fidèle à tous les exercices traditionnels et respecte les horaires accoutumés avec une exactitude scrupuleuse, le caractère exceptionnel des circonstances, le petit nombre des étudiants, leur valeur morale, leur sérieux amènent M. Emery à assouplir la règle sur quelques points. C'est ainsi qu'il permet aux jeunes clercs d'entrer dans les chambres de leurs confrères pour y travailler en commun, de lire les journaux qu'il leur commente parfois en récréation, de sortir en ville plus facilement. Il arrive même que, pour se mieux renseigner sur la marche des événements politiques, il les envoie lui-même aux séances de l'Assemblée nationale (3). Ce régime plus large, plus familial, ne nuisait en rien à la bonne marche de la maison. Demeurer fidèle à sa vocation en des temps si défavorables n'était pas un mince mérite, et on devine avec

---

(2) *Souvenirs du chanoine Bodé*, D. E., IV, 290.

(3) *Souvenirs de Badad*, D. E., IV, 707.

quelle gravité ces séminaristes d'élite se préparaient au sacerdoce qu'il fallait déjà recevoir en grand secret, comme en temps de persécution. Les survivants de cette époque tragique nous ont décrit ces ordinations mystérieuses et impressionnantes qui se faisaient le dimanche, rue des Saints-Pères, dans la chapelle du cardinal de La Rochefoucauld. Le consécrateur était tantôt l'évêque de Clermont, tantôt le futur martyr des Carmes, l'évêque de Beauvais (4).

Le maintien, en plein Paris, de cette communauté illégale posait plus d'un problème. Dissimuler son existence était d'autant plus difficile que la Section, puis la Société patriotique du Luxembourg avaient pris possession du Séminaire ; il fallait vivre avec ces hôtes indésirables, gênants, dangereux, côte à côte, dans la même maison. L'Assemblée nationale avait en effet, le 5 mars 1790, remplacé par quarante-huit Sections les soixante districts établis dans la capitale, le 13 avril 1789, pour l'élection des députés aux Etats généraux, et, dans le quartier Saint-Sulpice, la Section du Luxembourg avait succédé au district des Carmes, supprimé par l'organisation nouvelle. Le rôle des nouvelles Sections ne se bornait plus à la désignation des représentants ; composées d'un Comité de seize membres qui devaient, à tour de rôle, assurer une permanence, elles constituaient, dans chaque quartier, une véritable administration, un instrument de surveillance, et ces organismes politiques se montraient d'autant plus envahissants que les assemblées sectionnaires, fréquemment réunies, renforçaient leur puissance et stimulaient leur action. Pour installer leurs bureaux et tenir leurs assemblées, ces Sections en quête de locaux choisissent de préférence les couvents désaffectés où elles trouvent,

---

(4) *Souvenirs du chanoine Bodé*, D. E., IV, 290.



à bon compte, un abri commode et spacieux. Celle du Luxembourg jette donc son dévolu sur le Séminaire Saint-Sulpice dont l'emplacement et la disposition lui paraissent avantageux. Elle prie M. Emery de lui céder une partie de sa maison.

Pour être présentée en termes fort honnêtes, cette demande ne laissait pas d'être fort désagréable, car cette cohabitation n'impose pas seulement une gêne continue, elle peut devenir une inquisition permanente et, pour la communauté, un redoutable péril. Mais comment éconduire ces hôtes envahissants ? Un refus positif entraînerait une réquisition formelle et provoquerait une périlleuse hostilité. M. Emery n'hésite pas. Mieux vaut accorder de bon gré ce qu'il faudrait céder par force. Il accueille donc avec courtoisie les émissaires du Comité, entre dans leurs vues, mais en même temps manœuvre pour se concilier leur bienveillance, faire la part du feu et limiter les dégâts. C'est entendu, il mettra à leur disposition la salle des exercices ; vaste, meublée, agréable, elle conviendra parfaitement à l'usage que la Section en veut faire ; celle-ci en jouira à titre purement gracieux, sans avoir à supporter aucun frais de location ni d'entretien.

On ne pouvait se montrer plus honnête ni plus adroit, car cet empressement habile dispense, pour le moment, d'offrir davantage et permet de restreindre le sacrifice. Le local prêté se trouve près de la porte d'entrée ; il suffira d'interdire l'accès intérieur de la maison pour que celle-ci demeure presque entière à la disposition du Séminaire. D'autre part, comme les séances du Comité se tiennent uniquement le soir, tout le reste du jour il se trouvera entièrement libre et la communauté pourra s'en servir pour ses réunions habituelles, comme auparavant. Si tout se bornait là, vraiment on en serait quitte à bon compte.

Ce fut ainsi que, durant quelques mois, sous les regards assez étonnés des anciens supérieurs dont les portraits vénérables s'alignaient le long des murs, la salle des exercices servit de cadre à des exercices fort différents de caractère et d'esprit ; le matin, on y faisait l'oraison ; à midi, l'examen particulier ; le soir, à 7 heures, la lecture spirituelle ; puis, dans le même décor, d'autres personnages se livraient à des travaux moins mystiques et plus bruyants ; dans la chaire où M. Emery venait d'expliquer Rodriguez, un commissaire de la Section s'installait pour commenter la Déclaration des droits de l'homme et les décrets de l'Assemblée ; sur les bancs des séminaristes, les patriotes prenaient place, soit pour entretenir leur civisme, soit pour proposer des motions énergiques contre les entreprises liberticides des aristocrates et des accapareurs. M. Olier, M. Tronson, M. de Bretonvilliers présidaient à ces discussions parfois tumultueuses ; ils n'y reconnaissaient ni le langage du grand siècle, ni son respect de l'autorité, ni son goût de l'ordre et de la tenue, ni ses préoccupations religieuses. Témoins muets, ils accusaient mieux que tous les discours la saisissante antithèse qui opposait à la vieille société française les forces jeunes de la Révolution.

Cette cohabitation successive et piquante ne dura pas bien longtemps. Le juge de paix de la Section vient lui aussi s'installer au Séminaire et il faut lui céder, durant le jour, la salle des exercices pour tenir audience et concilier les plaignants. La communauté se réunit alors pour l'oraison, l'examen particulier, la lecture spirituelle, dans la chapelle, qu'un décret de l'Assemblée a permis de réouvrir. Chacun vit chez soi, à part, dans la même maison.

Les relations d'ailleurs demeurent excellentes, car l'adroit Supérieur, qui connaît les heureux effets des

petites prévenances et des petites attentions, s'applique à gagner les bonnes grâces des sectionnaires ; il assure la bonne tenue et le nettoyage des locaux ; l'hiver, il procure le chauffage ; en toute saison, orateurs et auditeurs trouvent dans la salle des rafraîchissements appréciés ; les bureaux sont garnis de papier, d'encre, de plumes (5), et tandis qu'à l'origine des sociétés populaires, Damard, leur fondateur, devait apporter dans sa poche un bout de chandelle avec un briquet et de l'amadou (6), les patriotes du Luxembourg, plus heureux, n'ont aucun souci d'éclairage. M. Emery pourvoit à tout. Autour de lui, certains directeurs murmurent et taxent de faiblesse naïve son inlassable condescendance. Il écoute en silence leurs critiques faciles et continue sa politique, bien persuadé que, sans compromettre sa dignité et ses principes, ces bons procédés lui assureront une certaine influence dans la Section et garantiront la sécurité de ses fils. L'avenir montrera qu'il ne s'était point trompé dans ses calculs ; même durant la Terreur, malgré tout ce qui l'oppose aux patriotes du quartier, il saura toujours, par des rapports d'homme à homme, se ménager avec eux des contacts utiles et bienfaisants.

On le vit bien lorsque le citoyen Pache, demeurant 18, rue de Tournon, et le citoyen Meusnier, ingénieur et mathématicien, demeurant place Saint-Sulpice, fondent, avec les Jacobins Polverel, Hassenfratz et l'académicien Monge, la Société patriotique de la Section du Luxembourg. Ce nouveau club, après avoir siégé quelque temps à Saint-Sulpice, dans la chapelle des Allemands, demande lui aussi l'hospitalité du Sémi-

---

(5) *Souvenirs de Mondésir*, D. E., IV, 513.

(6) *Journal des Clubs et Sociétés patriotiques*, n° 11, p. 33.

naire (7). M. Emery eût éconduit bien volontiers le citoyen Pache et ses collaborateurs, infiniment plus remuants et plus dangereux que la Section. Mais, une seconde fois, il applique avec le même succès la même tactique ; il offre d'abord la salle des exercices qui pourrait servir alternativement aux différentes réunions, puisque celles-ci ne se tiennent pas le même jour. Mais cette salle est jugée trop petite. Il cède alors la salle des conférences qu'on avait, jusqu'alors, réussi à sauvegarder ; le club y tiendra la séance deux fois par semaine, le mardi et le samedi, à 6 heures, à partir du 30 janvier 1792.

Mais bientôt, avec le succès, les réunions deviennent plus fréquentes et le Séminaire est envahi presque tous les soirs. Chose plus grave, le 18 avril, la revision des statuts fait admettre les femmes de 21 ans et les jeunes filles de 14 ans, dont les parents sont membres du club (8). Cette innovation comporte, au point de vue politique, certains risques, car, dans la Société patriotique du Luxembourg, l'élément féminin pourrait devenir envahissant et prépondérant ; mais elle crée aussi une situation délicate vis-à-vis du Séminaire qu'une stricte clôture interdit aux « personnes du sexe ». Pour se garantir contre ces risques, on décide que le nombre des citoyennes sera limité au cinquième des sociétaires ; pour régler cette situation, on s'adresse à M. Emery.

Les clubistes ne l'avaient point consulté avant d'adopter le principe et ils auraient fort bien pu, sans le prévenir, passer à l'immédiate application. Or, ils se gardent bien de le faire ; il est même assez curieux de constater quels ménagements ils gardent pour obtenir

---

(7) Y. BOURDIN, *Les Sociétés populaires à Paris sous la Révolution*, p. 346 et sq.

(8) *Id.*, p. 348.

à leurs adhérentes l'accès intérieur de la maison. Une députation officielle est nommée, rapporte le procès verbal, « pour se rendre chez M. le Supérieur, afin de lui faire part de cette publicité des séances et de l'introduction des femmes dans le Séminaire » (9) ; cette députation est de marque, elle comprend les citoyens Meusnier, Tanche, Ceyrat, Pache ; elle communique en termes fort honnêtes la décision arrêtée. Cette décision, on le devine aisément, ne pouvait ravir M. Emery, mais la démarche était courtoise ; elle sauvait les formes ; elle marquait un évident souci de conserver vis-à-vis de sa personne une attitude déférente et correcte. Avec d'autres que lui, on eût pris certainement moins de précautions.

Le club de la Section du Luxembourg se montre d'ailleurs, au début, relativement modéré. Son fondateur, le citoyen Pache, est l'homme de Roland qui l'a introduit au ministère. Partisan de Brissot, Pache soutient alors les Girondins qu'il abandonnera plus tard ; il recrute ses adhérents dans la classe moyenne, dans la petite bourgeoisie du quartier Saint-Sulpice, qui ne compte pas, loin de là, pour le plus avancé de Paris. Débonnaire et un peu débraillé, ce Suisse, issu de petites gens, qui connaîtra une si haute fortune, suivie d'une si longue et si obscure disgrâce, reste l'une des figures les plus curieuses, les plus impénétrables de la Révolution. Son instruction étendue apparaît inégale, mais sa sobriété, son désintéressement, sa puissance de travail, ses convictions fortes et volontiers silencieuses, les services qu'il rend avec un dévouement que rien ne rebute, à ses détracteurs même imposent le respect. Sa ténacité est proverbiale, comme sa fière indépendance ; son air paternel, son abord familial lui valent une

---

(9) *Registre des délibérations de la Société populaire du Luxembourg*, 18 avril 1792. Arch. Préfecture de police.

grande popularité. Poursuivi après la réaction thermidorienne et abandonné de tous, il ne marquera aucune aigreur et, dans sa solitude de Thin-le-Moutier, s'enveloppera d'une dignité taciturne ; un peu triste, facilement songeur, il se montre, à l'inverse de tant d'autres, inébranlablement fidèle à ses principes, et vivra de ses souvenirs.

Ce que furent ses relations avec M. Emery, nous aimerions le savoir. Malheureusement, les documents se bornent à signaler entre les deux hommes quelques contacts officiels, sans nous rien livrer de leurs entretiens. La rondeur un peu lourde du citoyen Pache et la réserve pleine de finesse du Supérieur n'étaient pas le seul contraste qui les opposât. Leurs principes politiques et religieux ne concordaient guère, encore que le premier fût encore royaliste et ne manifestât contre les prêtres aucun parti pris d'hostilité. Mais leur pays les rapprochait auquel ils demeuraient l'un et l'autre profondément attachés. Gex avoisinait la Suisse et dépendait ecclésiastiquement de Genève ; en Suisse, le futur maire de Paris avait connu, avant la Révolution, quelques années de retraite pacifique ; en Suisse, le Supérieur général chercherait, après sa dure détention, un peu de repos et de tranquillité. Malgré la divergence de leurs idées, malgré la différence de leur éducation et de leur caractère, tous deux sont animés d'une même modération, d'un même désir d'entente ; ils finissent par se rencontrer.

Mais les sociétaires du club ne sont pas tous aussi accommodants que son fondateur. En face de la majorité assez calme se dresse parfois une minorité houleuse ; du renfort arrive à certains jours des Sections voisines pour soutenir les ardents (10) ; des orateurs

---

(10) E. MEILLÉ, *Les sections de Paris pendant la Révolution française*, p. 144.

tiennent parfois dans les réunions des discours incendiaires, tel le boucher Legendre qui n'est point habitué à mâcher ses mots ni à édulcorer ses propositions ; tels les commissaires des Jacobins qui viennent exalter les mérites des Sociétés populaires :

Elles veillent sans cesse, s'écrie leur porte-parole, le citoyen Sala, et opposent la mâle fermeté de la vertu toute-puissante par elle-même à l'intrigue basse et sanguinaire des cannibales destructeurs qui, nés pour l'esclavage, asservis par toutes les passions, couverts de tous les vices, ont toujours à la main la torche de la discorde ou le poignard de la vengeance (11).

Bientôt, dans le club, le problème de la guerre échauffe les esprits. Pache, le 20 mars, se montre des plus belliqueux, et son patriotisme agressif fait bon marché de la neutralité de la Suisse comme de l'équilibre européen (12). Au sein de l'Assemblée, les brissotins l'emportent qui veulent abattre les tyrans ; on réclame « le rétablissement d'une compagnie de soldats patriotes, ci-devant gardes-françaises dans chacune des six légions de la garde nationale parisienne » (13) ; on souscrit des secours pour les combattants ; on s'élève, après les premières défaites, contre le roi qui renseigne le Comité autrichien ; on soutient contre lui les généraux qui doivent demeurer indépendants de la couronne (14).

La question religieuse soulève des discussions non moins ardentes. En avril, un débat s'engage entre le serrurier Petit et une certaine dame Gomez, au sujet des cloches ; ces cloches bruyantes qui favorisent la superstition, Petit voudrait qu'on les envoyât à la fonte pour les convertir en monnaie. Mais la citoyenne Gomez s'indigne « contre le déluge d'impiétés » qu'a vomi son

---

(11) Y. BOURDIN, *Les Sociétés populaires*, p. 354.

(12) *Id.*, p. 373.

(13) *Id.*, p. 393.

(14) *Id.*, p. 397-398.

contradictoire, et invoque contre sa proposition des raisons sentimentales, constitutionnelles, civiques et religieuses.

Le son perçant et continu des cloches, assure-t-elle, est plus propre que le bruit sourd et plein du tambour à prévenir en cas de danger. La religion, par ailleurs, est la religion de l'Etat ; la Constituante l'a reconnue et organisée ; la Révolution a été faite sous ses auspices ; on l'a toujours invoquée contre les clameurs des nobles et du haut clergé.

Il faut donc respecter ces sonneries dont la nation peut bénéficier pour son salut et pour sa liberté.

Autre passe d'armes entre les mêmes adversaires, à propos des Messes que l'on célèbre à l'occasion des fêtes civiques et de la coutume « inconcevable » qui jette la foule à genoux sur le passage du Saint Sacrement. Dame Gomez une fois de plus relève le gant et légitime ces pieux usages ; si elle exprime un regret, c'est que, les fêtes étant pour tous les citoyens de tous les cultes, la sainteté de l'action « soit blessée par l'indifférence et la distraction de ceux qui n'y participent point » (15). Loin de les laïciser, elle voudrait donc, au contraire, les rendre plus pieuses et plus recueillies.

Dame Gomez ne reste point seule dans le club à soutenir la cause religieuse. A propos des processions de la Fête-Dieu, une autre femme du peuple, la citoyenne Gillon, intervient, qui réussit par son éloquence à écarter une adresse injurieuse qu'on veut envoyer à la municipalité ; elle légitime la présence de la garde nationale à ces manifestations publiques du culte traditionnel ; la Révolution, affirme-t-elle, doit maintenir ces coutumes séculaires, dût le boucher Legendre se découvrir en pleine rue devant les sommations de la foule et

---

(15) Y. BOURDIN, *Les Sociétés populaires*, p. 402, et *Biblioth. Nat.*, ms. Nelles, 2705, f<sup>os</sup> 98-101.



arrêter de force son cabriolet (16). La salle des exercices, où résonnaient jadis dans le style de Sorbonne les discussions scolastiques, n'avait jamais entendu pareilles argumentations. En tolérant, il le fallait bien, la présence inévitable des « personnes du sexe » à l'intérieur du Séminaire, M. Emery avait introduit dans le club des sans-culotte des apologistes en jupon.

Cependant, malgré les efforts de ces dames éloquentes et courageuses, dans la Société patriotique de la Section du Luxembourg la poussée révolutionnaire et antireligieuse se fait bientôt plus sensible. Le veto opposé, le 18 juin, par le roi aux décrets qui frappent de déportation tous les prêtres réfractaires sur simple dénonciation de vingt citoyens, le renvoi de Roland, de Servan, de Clavières, la retraite de Paché qui suit dans leur disgrâce les ministres patriotes et quitte son emploi à la Guerre, provoquent dans le club une vive émotion. Si le futur maire de Paris garde encore un ton modéré, s'il propose une réforme captieuse qui maintiendrait en droit le principe du veto, mais le supprimerait en fait, en le restreignant aux décrets ordinaires et non urgents, les sociétaires réclament l'abolition pure et simple de ce privilège abusif et proposent en termes violents des mesures rigoureuses ; ils réclament de l'Assemblée nationale « une énergie, une force dignes des représentants d'un peuple libre qui demande par notre organe que vous sévissiez contre nos tyrans » (17). Puisque les ennemis du peuple veulent du sang, « il faut les contenter. Qu'ils s'y baignent, mais dans le leur ; que les sociétés se réunissent ; prenons tous les armes ; prenons cette mâle fermeté que nous montrions au

---

(16) Y. BOURDIN, *Les Sociétés populaires*, p. 405.

(17) *Id.*, p. 409.

14 juillet 1789. Cette époque est prête à se renouveler. Que nos tyrans frémissent de voir renouveler avec elle la punition de leur complot et leur chute totale » (18). Girondine et brissotine au début, la Société patriotique de la Section du Luxembourg évolue rapidement vers le jacobinisme. Bientôt, Roland se verra exclu de son sein pour incivisme. Les journées d'août approchent, avec les massacres de septembre, qui en seront la tragique et sanglante conclusion.

Le Séminaire cependant, à côté de la Section et du club, poursuit dans la même maison sa marche normale.

Ce qu'il y eut de plus étonnant dans cet amalgame assez singulier, écrit M. Le Tourneur, ce fut la régularité ponctuelle de tous les exercices qui continuèrent pendant un an ou quinze mois, comme auparavant, et presque jusqu'au 2 septembre 1792. C'était, ajoute-t-il, une grande édification pour toutes les personnes qui fréquentaient la Section de voir cette persévérance parfaite, comme si le Séminaire se fût trouvé seul et dans une parfaite solitude (19).

Des deux côtés, en effet, on observe une certaine discrétion. Celle des sectionnaires et des clubistes, il fallait s'y attendre, n'était pas toujours parfaite. Plusieurs fois, le bruit de la cour et des réunions troubla le silence de la communauté et le repos de la nuit. M. Emery se permettait alors des représentations et toujours, assure M. Le Tourneur, on avait égard à ses doléances. Dans le Séminaire, d'autre part, il arrivait que l'on commît parfois des imprudences. Celles des élèves avaient pour excuse l'inexpérience de la jeunesse ; celles des directeurs étonnent davantage. Mais une situation aussi pittoresque prêtait aux jeux d'esprit, et M. Montaigne succombait parfois à cette dangereuse tentation ; dans la

---

(18) Y. BOURDIN, *Les Sociétés populaires*, p. 411.

(19) *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 212.

salle même qui servait aux réunions du club, il hasarda des antithèses piquantes sur la chaire de vérité, dans laquelle il enseignait le matin, et la chaire de l'erreur dans laquelle d'autres lui succédaient le soir. M. Emery se montra fâché de cette intempérance de langage qui valut à son auteur des reproches assez vifs (20). Un autre Sulpicien, le bon M. Béchet, pour de tout autres raisons, se montrait plus compromettant encore. C'était pourtant un homme bien inoffensif ; mais sa candeur naïve et son insatiable curiosité l'exposaient à commettre bien des impairs. Qu'il eût les manies innocentes d'un érudit, qu'il passât des mois entiers à élucider dans la *Genèse* des problèmes extraordinaires jusqu'à lui insoupçonnés, la chose n'était point dangereuse. Plût à Dieu qu'il se fût cantonné dans la bibliothèque du Séminaire sur laquelle il veillait avec une sollicitude jalouse ! Hélas ! on le voyait partout ; dans sa passion de tout savoir, il ne cesse de fureter autour du club ou de la Section ; toujours à l'affût des nouvelles, il a le malheureux talent de se montrer le jour où il faudrait justement se tenir coi et se met en observation à sa fenêtre aux moments les plus inopportuns. Le 10 août 1792, lorsqu'on amène à la Section les canons pris aux Tuileries, après le massacre des Suisses, on l'aperçoit à la façade de la maison, bien en vue et très attentif ; c'est un événement historique ; il ne peut manquer d'en être témoin. Plus tard, sous la Terreur, M. Béchet deviendra célèbre par le déguisement dont il s'affuble ; pour échapper à la police, notre bon Sulpicien imagine en effet de se travestir en apothicaire et, pour prouver l'authenticité de ses nouvelles fonctions, sort armé d'une immense seringue qu'il dissimule au mieux dans un

---

(20) *Souvenirs de Mondésir*, D. E., IV, 512.

énorme parapluie. Plusieurs fois ses originalités et ses imprudences provoquèrent le mécontentement de M. Emery. « Il nous vendra, disait-il, il nous vendra. » (21)

Le Supérieur, qui maintient dans sa maison une communauté illégitime, donne en effet la consigne formelle de ne pas s'afficher ; les élèves doivent passer aussi inaperçus que possible, demeurer dans leurs chambres aux heures d'affluence, ne point paraître surtout aux fenêtres de l'extérieur. Officiellement le Séminaire n'existe plus, et il faut sauver cette fiction. Lui-même, plus que personne, s'y applique ; lorsqu'on lui fait remarquer qu'il existe encore un groupe de séminaristes dans la maison, sa réponse est invariable : « C'est vrai, j'ai encore ici quelques gens qui m'ont été confiés par leurs parents et dont je dois répondre à leurs familles ; je ne puis les congédier brusquement dans les circonstances actuelles. Au reste, la communauté est désorganisée ; il n'y a plus de règlement et chacun fait à peu près ce qu'il veut. » (22) En réalité, nous assure M. de Sambucy, tous observaient ce règlement avec plus de fidélité que jamais.

D'autre part, afin de mieux masquer la situation effective, le Supérieur prend bientôt le parti de diviser sa communauté en deux sections : l'une d'elles part pour Issy sous la direction de M. Duclaux, l'autre demeure à Paris. Chacune de ces sections ne compte guère qu'une quinzaine d'élèves ; grâce à cette sage précaution, on échappe plus facilement aux observateurs indiscrets.

Ainsi se continua, dans des conditions aussi délicates que pittoresques l'œuvre de Saint-Sulpice pendant les années 1791 et 1792. Le Supérieur, fidèle à son poste,

---

(21) D. E., IV, 650.

(22) D. E., IV, 665.

observe le premier les consignes qu'il donnait en janvier 1791 aux membres de sa Compagnie : demeurer sur place aussi longtemps que les circonstances le permettraient ; poursuivre l'instruction, la formation des clercs qui consentiraient à rester. Tandis que beaucoup s'expatrient et abandonnent leur champ d'apostolat sans attendre toujours que les lois de déportation les condamnent à l'exil, M. Emery maintient son Séminaire et, jusqu'à l'extrême limite des possibilités, garde un noyau d'élèves dans la vieille maison qu'il ne se résigne pas à voir finir. Seuls les massacres de septembre, qui mettent en péril la vie de ses enfants, le contraindront à fermer Saint-Sulpice.

## II

Avec la journée du 10 août 1792 commence en effet ce qu'on appelle aujourd'hui la première Terreur. Moins systématique que la seconde, moins légale, elle se développe dans l'anarchie consécutive à la chute du trône, à l'abolition de la Constitution, à la rivalité de la Commune et de l'Assemblée législative ; elle n'est point, comme celle-ci, dirigée par un organisme officiel, le Comité de Salut public, créé seulement en avril 1793, mais éclate un peu partout, à Paris, dans la banlieue, en province, sous des impulsions qui restent mystérieuses ; peu soucieuse de formes judiciaires, elle condamne et frappe avec une brutalité capricieuse qui déconcerte les historiens soucieux de logique et d'explications générales, et pose, au point de vue religieux comme au point de vue politique et sociologique, des problèmes très complexes qui demeurent partiellement irrésolus.

Dans la vie de M. Emery, cette période obscure et tragique apparaît la plus douloureuse et la plus délicate.

Si le Supérieur de Saint-Sulpice échappe à la mort et même à la captivité, s'il jouit au Séminaire d'une sécurité relative, tandis qu'autour de lui et près de lui tombent, avec huit de ses confrères, les évêques et les prêtres insermentés réfugiés dans le quartier, c'est pour connaître des angoisses terribles et prendre au sujet du serment de Liberté des décisions laborieuses. La seconde Terreur, qui le traînera en prison et le conduira presque à l'échafaud, sera pour lui, avec une situation plus nette, à certains égards moins pénible. En septembre 1792, dans une capitale ensanglantée par les massacres, en proie à l'anarchie, soulevée par des passions violentes où se mêlent étrangement au patriotisme le plus authentique la fièvre obsidionale, la peur des complots aristocratiques et des trahisons intérieures, la haine anti-religieuse, dans les idées et dans les choses tout est confusion ; dans cette situation mouvante, en plein chaos, au centre même du foyer révolutionnaire, il faut prendre parti.

A distance, avec le recul de l'espace ou celui du temps, les perspectives paraissent différentes ; allégé de certaines données immédiates et concrètes, le problème se simplifie et la solution devient claire. Mais dans l'atmosphère des lieux et du temps où vit le Supérieur général, privé de toute communication avec son archevêque légitime et avec la Cour romaine, la question se présente avec une complexité troublante. Or, c'est dans cette atmosphère qu'il faut se replacer pour comprendre, avec ses hésitations et ses répugnances, la décision finale qu'avec une entière bonne foi il crut pouvoir adopter.

La journée du 10 août eut, en effet, dans tout le quartier Saint-Sulpice les plus graves répercussions. Après l'assaut des Tuileries, on amène en triomphe au Sémi-

naire des canons pris aux défenseurs du château. Une foule immense se répand dans les cours, qui accompagne ces trophées encore couverts de sang. Des Suisses blessés sont également transportés dans la maison, en attendant qu'on les hospitalise ou qu'on les achève. Le bon M. Béchet, aux aguets selon son habitude, avertit de suite le Supérieur qui le reçoit assez mal, car il redoute pour sa communauté les effets d'une curiosité aussi imprudente ; vraiment ce n'était pas le jour de se montrer.

Bientôt d'autres nouvelles parviennent plus inquiétantes encore. La royauté abattue, on s'attaque aux insermentés ; bénéficiaires du veto opposés par Louis XVI aux décrets qui les frappent, ils passent pour complices de sa résistance et pour agents de l'étranger. Aux alentours du Séminaire, sectionnaires, fédérés, clubistes procèdent à des perquisitions.

Dans la soirée, rapporte M. Le Tourneur, la maison des clercs de Saint-Sulpice, rue Cassette, est envahie par une bande d'hommes armés de piques, de sabres, de fusils, portant des lambeaux des vêtements des Suisses massacrés et même des oreilles encore sanglantes de ces braves. Ils font mettre en ligne le long du mur tous les clercs qu'ils laissent là pendant que les chefs vont fouiller la maison et visiter les papiers du Supérieur. Celui-ci recevait le journal connu alors sous le nom d'*Ami du Roi*. A chaque fois qu'ils en rencontraient un numéro, ils le jetaient à terre avec fureur (23).

Lecteur de l'*Ami du roi*, le supérieur, M. de Savine, s'était montré en outre résolument opposé à la Constitution civile ; depuis l'installation du P. Poiré, ses clercs, chargés d'assurer les cérémonies aux offices de la paroisse, ne paraissaient plus à Saint-Sulpice. Ce double crime motive son arrestation.

---

(23) *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 214.

Le lendemain, 11 août, les perquisitions s'étendent à tout le quartier ; on fouilla la rue Cassette, la rue du Vieux-Colombier, la rue des Aveugles, la rue des Fossoyeurs où beaucoup de prêtres réfractaires cherchaient un refuge économique et discret. Les ordres partent de la Section du Luxembourg qui a pris un nouveau nom, significatif de son orientation nouvelle ; elle s'appelle maintenant Section de Mutius Scévola et se montre, assure-t-on, l'une des plus exaltées. Une cinquantaine de réfractaires sont alors appréhendés. Parmi eux se trouve l'archevêque d'Arles, M. du Lau, que rejoindront bientôt les deux évêques de Saintes et de Beauvais, MM. Pierre et François de La Rochefoucauld. On amène ces captifs, l'un après l'autre, au Séminaire, où le Comité siège en permanence « au milieu d'un peuple nombreux qui réclame leur tête à grands cris » (24). Là, ils subissent un interrogatoire qui porte directement ou indirectement sur le serment et la Constitution civile du clergé. Le soir même, à 10 heures, toutes ces opérations une fois terminées, le citoyen Ceyrat, commissaire de la Section, conduit tous ces prévenus dans l'église des Carmes convertie en prison.

Le 15 août, c'est le tour de la communauté d'Issy. Depuis quelques jours on savait au Séminaire Saint-Sulpice qu'une agitation extrême régnait autour d'elle, car l'arrivée rue Cassette de M. Dubourg, déguisé en ménétrier, avait donné l'alarme. On s'amuse d'abord de voir cet excellent homme ainsi travesti en musicien ; on le plaisante sur la nouvelle compétence qu'il vient de se découvrir et sur le violon qu'il porte sous le bras sans être capable d'en tirer le moindre son. Mais bientôt on cesse de rire lorsqu'on apprend la lourde menace qui

---

(24) MS. DE LAPIZE DE LA PANNONIE, p. p. Mgr DU TEIL, f° 10.



pèse sur les séminaristes et les directeurs retirés à la maison de campagne ; car Lazowski est installé dans le village où il possède une propriété, Lazowski dont l'ardeur révolutionnaire est si grande qu'il a mérité le surnom de « Foudroyant » ; chose plus grave, ses fidèles canonniers de Saint-Marceau l'accompagnent, dont la réputation n'est plus à faire, et des fédérés brestois, marseillais, renforcent sa troupe d'éléments non moins excités. De sa part, de la part de ses hommes et de leurs auxiliaires provinciaux, on peut tout craindre pour la communauté.

De fait, le 15 août, le Foudroyant et sa troupe envahissent la maison d'Issy ; ils appréhendent les séminaristes, les directeurs, et les entraînent, avec M. Duclaux et M. Le Gallic, chez M. Dubourg où Lazowski les interpelle violemment : « Sacrés coquins qui forgent des poignards dans des chapelles secrètes ! Sacrés coquins qui veulent égorger nos femmes et nos enfants, nos enfants au berceau ! »

Et les fédérés de ponctuer par leurs cris de mort les invocations de cette inquiétante litanie : « Vengeons nos frères ! Vengeons nos frères ! Vengeons nos frères ! » reprennent-ils en brandissant leurs armes.

L'épicier Gogues, maire de la commune, essaye vainement de s'interposer ; il invoque son autorité et l'illégalité de ce qu'il appelle honnêtement « la démarche » de Lazowski. Le Foudroyant répliqua « qu'il n'avait besoin d'aucun ordre, qu'il était venu avec ses frères d'armes et qu'il n'avait d'autre formalité à remplir, qu'il n'y avait plus de loi qui pût les arrêter, que la nation était souveraine et absolue », que si la municipalité d'Issy avait accompli son devoir, il n'aurait pas eu besoin d'agir. Tout ce que le maire peut obtenir, c'est une mesure particulière en faveur de M. Duclaux et de

M. Le Gallic ; la présence du premier s'imposait pour assurer la sauvegarde de la maison et du mobilier, dont la commune était responsable ; l'âge du second, occupé « à se tranquilliser », le rendait inoffensif.

Toutes ces discussions terminées et procès-verbal dûment dressé par Lazowski d'une part et le maire Gogues d'autre part, un cortège s'organise pour conduire les captifs à la municipalité de Paris. En tête marche le Foudroyant que suivent deux pièces d'artillerie servies par les canonniers de Saint-Marceau, puis viennent, entre les fédérés marseillais et brestois, les séminaristes et les Sulpiciens, auxquels ont été réunis plusieurs prêtres de la communauté de Saint-François de Sales. On marche au son du tambour « qui ne contribuait pas peu, assure un témoin, à exalter toutes les têtes » (25). La vue de ces réfractaires en costume ecclésiastique excite « la rage de la multitude », ce fut sur toute la route « un cri continu » (26) ; les vieillards eux-mêmes ne sont pas respectés, auxquels on enlève leurs per-ruques à la pointe des piques ; auprès de la Croix-Rouge, il s'en faut de peu que tous soient écharpés. Avec la foule qui se presse davantage dans le centre de la cité et avec l'excitation qui grandit, le péril va croissant. De toute évidence, les vingt-huit prisonniers n'atteindront pas sains et saufs la Maison commune où la municipalité doit statuer sur leur sort.

Sur la demande des Brestois, Lazowski les conduit donc à la Section la plus proche qui était justement celle du Luxembourg ; sur leurs pas, le peuple se précipite dans le Séminaire, « demandant à grands cris, rapporte Léon des Ormeaux, de faire un sacrifice à la

---

(25) *Lettre de Léon des Ormeaux*, p. p. BÉGIS, *Bulletin de la Société d'Histoire contemporaine*, 1899.

(26) *Id.*, *ibid.*

liberté en nous immolant dans le péril extrême de la nation » (27).

M. Emery se trouvait à la prière du soir quand le portier Bazin, qui a reconnu les élèves et les directeurs, accourt le prévenir : « Monsieur le Supérieur, lui dit-il, voilà tous vos messieurs d'Issy qui arrivent. Il paraît qu'ils ne viennent pas de leur plein gré, car ils sont escortés de soldats. »

Cette grave communication n'empêche pas celui-ci de terminer l'exercice, sans rien retrancher au texte habituel. Mais, la prière finie, il conseille aux membres de la communauté qui auraient dans la capitale soit des parents, soit des amis, de se rendre chez eux immédiatement, car « dans les circonstances présentes, nous ne pouvons, explique-t-il, prévoir les événements » (28). Plusieurs séminaristes alors se retirèrent ; seuls demeurent ceux qui n'ont sur place aucune relation. Tout le monde par ailleurs a quitté le costume ecclésiastique et se travestit de son mieux. Tandis que le bon M. Béchet revêt la tenue d'un apothicaire, M. Emery endosse une redingote grise et se coiffe d'une immense perruque. En d'autres temps, on se fût amusé de ces déguisements pittoresques. Mais, dans la maison où retentissent des cris de mort, les circonstances sont beaucoup trop graves pour qu'on ait le cœur à plaisanter.

Le 16 août, les arrestations continuent. Après Issy, c'est Vaugirard qui se met en branle, où passent leurs vacances les deux communautés sulpiciennes de Laon et des Robertins. Le sieur Bach, commandant le bataillon de la commune, se saisit du supérieur et des directeurs, ainsi que de M. Fauconnet, supérieur des

---

(27) *Lettre de Léon des Ormeaux*, p. p. BÉGIS, *Bulletin de la Société d'Histoire contemporaine*, 1899.

(28) D. E., IV, 8769.

Trente-Trois, qui se trouve au milieu d'eux. Le motif de leur détention est spécifié de façon très nette dans le procès-verbal dressé par le sieur Bach : il sont « tous prêtres non assermentés » (29). A ce délit s'ajoute, pour M. Rousseau, une accusation supplémentaire ; on a découvert sur lui une lettre de l'abbé Maury, très hostile à la Révolution. « Affaire très grave, soulignera au Comité de la Croix-Rouge un commissaire de la Section. Affaire très grave et très mauvaise. » (30)

Avec les supérieurs et les directeurs, le commandant de Vaugirard emmène également une vingtaine de séminaristes. Il conduit d'abord tous ces réfractaires à la mairie du village, puis on s'achemine vers Paris au milieu des vociférations et des menaces. Rue de Sèvres, un coup de feu est tiré sur les prisonniers ; aucun d'eux n'est blessé, mais tous s'attendent à un massacre général et croient leur dernière heure venue. On atteint finalement, à l'angle de la rue de Sèvres et de la rue du Cherche-Midi, l'église des Prémontrés où siège la Section de la Croix-Rouge. Fouilles et interrogatoires se succèdent. Après quoi on décide de séparer des maîtres, seuls incriminés, les simples élèves. Les premiers sont enfermés aux Carmes, les seconds sont reconduits sous escorte à Vaugirard, avec ordre de quitter Paris dans les trois jours. Un seul séminariste de Laon est retenu pour deux motifs : il est dans les Ordres sacrés ; on a saisi sur lui plusieurs lettres « annonçant une correspondance suspecte et même une initiation dans une coterie où l'on n'est admis qu'après les plus terribles serments de silence et de réserve, et un petit agenda de dépenses où il s'est trouvé porté, entre autres

---

(29) GRENTE, *Les martyrs de septembre*, p. 23.

(30) *Relation du chanoine Bodé*, D. E., IV, 290.

choses, plusieurs ports de lettres à Coblentz » (31).

Par M. Bodé, relaxé avec ses confrères, M. Emery apprend bientôt les détails de cette arrestation, car M. Bodé avant de partir vient lui faire ses adieux et lui soumettre un cas de conscience embarrassant. Le sieur Bach, commandant le bataillon de Vaugirard, a saisi en effet sur M. Gallois, supérieur des Robertins, une somme de sept mille livres, et sur cette somme la Section de la Croix-Rouge a remis à chacun des clercs libérés cinquante livres pour leur voyage. Le jeune séminariste vient remettre cet argent qui ne lui appartient pas et dont il ne veut pas disposer. M. Emery, avec un optimisme apaisant, rassure son visiteur : « Gardez cette somme, mon enfant, lui dit-il ; gardez-la sans aucun scrupule ; si vous ne la dépensez pas pour l'aller, elle vous servira du moins pour le retour. » (32)

Le retour pourtant risquait fort de tarder. Car la tension des esprits s'accroît dans la capitale avec les événements qui se précipitent. Le 14 août, après avoir arrêté les émissaires officiels qui lui notifient la déchéance du roi et vainement essayé d'entraîner ses troupes sur Paris, La Fayette passe dans le camp des Autrichiens. Le 19 août, on apprend la chute de Longwy ; le 20, la marche des Prussiens sur Verdun qui, mal défendu, ne pourra tenir. A Paris, la fièvre monte, patriotique et révolutionnaire tout ensemble. La presse crie à la trahison. Aux fédérés, aux volontaires, qu'on lève en masse contre les envahisseurs, les orateurs des clubs dénoncent les ennemis du dedans qui s'unissent à ceux du dehors et leur préparent le chemin. Contre ces ennemis du dedans qui veulent égorger le

---

(31) *Procès verbal de l'arrestation de l'abbé Rostain*, SOREL, *Le couvent des Carmes*, p. 95-96.

(32) *Relation du chanoine Bodé*, D. E., IV, 288-299.

peuple et ruiner la liberté, on réclame à grands cris des mesures préventives et radicales. L'appel au meurtre retentit dans la cité.

Cet appel trouve, dans certains milieux, un profond écho. Plus que jamais la hantise du complot aristocratique affole les esprits et, tandis que l'Assemblée impuissante hésite et tergiverse, la Commune, de plus en plus audacieuse, se résout à l'action. Le 27 août, elle fait fermer les barrières et décide le désarmement des suspects. Le 29 août commencent les visites domiciliaires que doivent diriger dans chaque Section trente commissaires désignés à cet effet. A 6 heures, ordre est donné à tous les citoyens de rentrer immédiatement chez eux, avec interdiction absolue de quitter leur domicile ; des piquets en armes gardent tous les coins des rues, des barrages de bateaux sont établis sur la Seine.

A 10 heures, rapporte Ignace Laurent, tout était en marche. Il n'y eut pas une maison, pas un étage, pas une famille, pauvre ou riche, où ne se présentât la forme armée. Personne ne fut excepté, pas même les membres de la Législative ; chacun fut, dans cette nuit, visiteur et visité. On se contente pour les maisons ordinaires du détachement de la garde nationale à qui le quartier était échu. On réserve pour les maisons suspectes les Marseillais et les Brestois à la suite desquels on mit un commissaire nommé par le Comité de la Section (33).

Ces visites domiciliaires, qui devaient se terminer à 6 heures du matin, se prolongèrent en fait durant deux jours. On devine sans peine le trouble et l'émotion des Parisiens.

Cette émotion et ce trouble se calmaient à peine lorsqu'on apprend, le 2 septembre, que les Prussiens ont mis le siège devant Verdun. A cette nouvelle, la Commune appelle aux armes contre « l'ennemi qui est aux

---

(33) *Relation de Claude-Ignace 'Laurent.*

portes » ; il faut, de suite, former une armée de 60 000 hommes ; les citoyens doivent marcher immédiatement sous leur drapeau. Le peuple convoqué d'urgence se réunit au Champ-de-Mars. Là, Danton prononce son fameux discours et distribue la tâche aux diverses catégories de citoyens : une partie d'entre eux se portera aux frontières ; une autre creusera des retranchements ; la troisième, avec des piques, défendra l'intérieur des villes. « De l'audace, s'écrie-t-il, de l'audace, toujours de l'audace et la France est sauvée ! »

Le soir, à 2 heures, on tire le canon d'alarme ; le tocsin sonne dans les tours des églises, le tambour bat la générale. Dans les sections qui se rassemblent, l'excitation est à son comble. Aux Carmes, les prisonniers se préparent à la mort ; à M. de Villèle qui vient le visiter, M. de Cucsac réclame, pour suivre leur exemple, les *Actes des martyrs*. Que se passe-t-il au Séminaire ?

En raison de l'affluence, la section de Mutius Scévola a quitté la salle des exercices pour siéger dans l'église Saint-Sulpice, sous la présidence de Joachim Ceyrat. Une motion est présentée « de purger les prisons en faisant couler le sang de tous les détenus avant de partir pour Paris » (34). Les voix prises, la motion est adoptée et transmise à la ville ; il s'agit de se garantir contre une attaque des ennemis intérieurs qui ne manqueraient pas d'ouvrir les prisons, une fois les patriotes sortis de la capitale, afin de massacrer le peuple et de tendre la main aux envahisseurs. Les citoyens qui lutteront sur le champ de bataille doivent prévenir les coups de poignard qu'on veut leur porter dans le dos. S'il plane un certain doute

---

(34) *Extrait des délibérations de l'Assemblée générale de la Section du Luxembourg, 2 septembre 1792, A. SOREL, Le couvent des Carmes, p. 120, n. 1.*

sur l'heure exacte où fut prise cette décision (35), la mentalité qui l'inspire apparaît en toute évidence ; pour la majorité présente, la répression du complot aristocratique exige immédiatement des mesures implacables.

De fait, aux Carmes, les massacres ont commencé. D'où viennent les massacreurs ? De la Section du Luxembourg, affirme avec Mortimer-Ternaux M. de la Gorce (36). De la rue Saint-Hyacinthe, et par conséquent du faubourg Saint-Marceau, rapporte un rescapé, le prêtre Saurine (37). Dans quelle mesure les habitants du quartier prennent-ils part à la tuerie ? Autre problème. Car le quartier est calme ; autour du couvent où opèrent les bandes, beaucoup de gens ne se doutent absolument de rien et, dans cette chaude journée d'automne, on se promène tranquillement au Luxembourg. Il semble toutefois établi qu'un commissaire de la Section, Violette, présida l'exécution dans le couloir qui conduit à l'escalier du jardin. Quant au Comité, il demeure entièrement passif. L'Assemblée, avertie par le commandant « que nombre de citoyens se portent à la maison des Carmes », autorise bien celui-ci à « prendre toutes les voies que sa prudence lui indiquera avec une force suffisante pour prévenir les accidents ». Mais le commandant fait rapport que « sa prudence n'a pu éviter ces mêmes accidents » ; il observe « que la force serait devenue inutile dans cette occasion, que la multitude innombrable s'est portée à sacrifier à sa juste vengeance

---

(35) P. CARON, *Les massacres de septembre*, p. 338.

(36) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, II, 271.

(37) HÉRISSAY, *Relation de Saurine, septembre 1792, d'après une relation inédite*, *Revue des Deux Mondes*, 1937, p. 613-630.



les prêtres perturbateurs qui étaient détenus dans cette prison » (38).

Ainsi périrent aux Carmes, dans les conditions que l'on sait, trois évêques et cent onze ecclésiastiques dont deux séminaristes de Saint-Sulpice, MM. de Ravinel et de Lézardièrre, et huit membres de la Compagnie : MM. Gallois, supérieur de la communauté des Rober-tins ; de Cucsac, supérieur des philosophes ; Psalmon, supérieur de la communauté de Laon ; Hourrier et Rousseau, directeurs au Séminaire de Laon ; Guérin, directeur au Séminaire de Nantes ; Luzeau de la Mulonnière, directeur au Séminaire d'Angers ; Gauguin, bibliothécaire de la maison d'Issy (39). Quarante-quatre prêtres seulement échappèrent au massacre ; les uns durent leur salut à des protections individuelles, d'autres réussirent à s'échapper ou à se cacher, d'autres enfin furent épargnés officiellement par l'intervention du commissaire Violette.

Ces derniers furent ramenés à minuit au Séminaire et conduits, rapporte Berthelet de Barbot, dans une salle dont on avait fait une prison. Ils s'y trouvent depuis une heure environ lorsqu'ils reçoivent la visite peu rassurante d'un « égorgueur » qui vient vérifier l'état de leurs vêtements, car les fossoyeurs ne voulaient donner que 400 francs pour les dépouilles des victimes, et notre homme voulait s'assurer par lui-même si, dans la perspective d'une prochaine déportation, les captifs s'étaient vraiment habillés de neuf, comme le prétendait le commissaire auquel il avait présenté ses réclamations.

---

(38) *Extrait du registre des délibérations de la Section du Luxembourg*, MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, III, 479-480.

(39) E. LEVESQUE, *Les bienheureux martyrs de Saint-Sulpice*.

« Heureusement, écrit Berthelet de Barbot, nos habits, examinés de près, se trouvèrent usés. » L'égorgeur constata que « tout cela ne valait pas grand'chose » et se retira en maugréant (40). Les rescapés en furent quitte pour l'émotion. Pouvaient-ils toutefois se croire définitivement sauvés ? L'Assemblée de la Section n'avait pas encore statué sur leur sort et, si le commissaire Violette avait, aux Carmes, déployé en leur faveur de louables efforts, les éléments extrémistes pouvaient fort bien soit exiger leur tête, soit empêcher leur libération.

De fait, le 3 septembre, cette Assemblée se réunit. Immédiatement, la discussion devient chaude ; bientôt même le sort des prisonniers n'est plus seul en jeu, et le débat s'élargit car, dans le Séminaire, se trouvent d'autres ecclésiastiques que le Comité semble avoir délibérément oubliés lors des perquisitions et des rafles qui précédèrent le massacre. Pourquoi ne pas les astreindre à la règle commune ? Pourquoi ne pas les citer à leur tour, afin de vérifier leur civisme ? Un clubiste propose donc qu'on les mette en demeure, tout comme les autres, de prêter le serment ; en cas de refus, ils subiraient immédiatement le même sort. Ne fallait-il pas, sans distinction ni exception, supprimer tous les ennemis de la patrie ?

Un observateur, aux écoutes dans une salle voisine, prévient immédiatement M. Emery. Le péril est extrême, deux heures ne passeront pas avant que la menace ne soit mise à exécution. Que faire ? Impossible de fuir ; toutes les portes de la maison sont gardées par des sentinelles. Prêter le serment ? On n'y peut consentir. Reste à prévoir le pire. Le Supérieur, fort ému, rassemble dans la tribune de la chapelle tous les membres

---

(40) A. SOREL, *Le couvent des Carmes*, p. 158.

de la communauté. « Messieurs, leur dit-il, nous n'avons plus, selon toutes les apparences, que quelques instants à vivre. Profitons-en pour nous préparer à la mort. Que tous ceux qui auraient besoin de se confesser le fassent sans délai ; après cela, nous nous mettrons en prière et nous ferons à Dieu le sacrifice de notre vie. »

Les confessions finies, on récite les psaumes de la pénitence. Les minutes paraissent interminables. Soudain, on frappe à la porte. Au lieu du message de mort que l'on attendait, l'observateur, qui a repris l'écoute, apporte au contraire un message de libération. Bien que fortement soutenue par les plus ardents, la proposition du motionnaire a été finalement écartée ; des sectionnaires influents se sont montrés garants du civisme de M. Emery. « C'est un excellent citoyen, assurent-ils, il a eu pour tous les membres de l'Assemblée les plus grandes attentions, il leur a cédé gracieusement les plus belles salles du Séminaire, il leur a procuré de lui-même, sans qu'ils aient eu besoin de le demander, du feu en hiver et des rafraîchissements en toute saison ; il serait donc tout à fait déraisonnable d'user de rigueur envers un homme qui a bien mérité de la nation. »

Cette courageuse intervention sauva la communauté (41). Mais l'alerte avait été chaude. Aussi le Supérieur, soucieux de les mettre en sûreté, invite-t-il les élèves, jusqu'alors demeurés avec lui, à rentrer dans leur famille au plus tôt. La même mesure fut prise pour la communauté d'Issy.

La première Terreur épargne donc M. Emery comme l'épargnera la seconde. Tandis que la mort frappe autour de lui et prélève sur les Sulpiciens une large proportion de victimes, au milieu du Séminaire, où se

---

(41) *Relation de Claude-Ignace Laurent.*

règle le sort des prisonniers, il jouit d'une évidente protection. Mais on devine sa tristesse et ses angoisses. Heure par heure, par les séances de la Section, il a suivi les événements dont les échos bruyants parviennent jusqu'à lui ; il sait exactement ce qui se passe ; il écoute les interrogatoires ; par MM. de Villèle, Le Tourneur, il garde contact avec les prisonniers des Carmes ; par les rescapés, il apprend les détails horribles des massacres ; sur les chariots qui ont servi au transport de cadavres et qu'on remise, le 3 septembre, dans la cour du Séminaire, il voit de ses yeux le sang des martyrs. A ce sang, volontiers il eût mêlé le sien. Mais la Providence le réserve pour d'autres épreuves.

Aux persécutions de la seconde Terreur, les contradictions les plus douloureuses vont bientôt s'ajouter. Suspect aux révolutionnaires qui lui infligent une longue et dure captivité, il paraîtra en outre désapprouvé par Rome et par la majorité de l'épiscopat ; discuté même au sein de la Compagnie qui n'approuve pas unanimement les décisions de son chef, il connaîtra les jours les plus sombres de son existence et, lassé de la vie, comme l'apôtre saint Paul, il appellera la mort comme une libération.



## CHAPITRE IX

### LE SERMENT DE LIBERTE ET D'EGALITE

I. Le serment de liberté et d'égalité. M. Emery se maintient au Séminaire. Son rôle dans l'Eglise de France. Il prête le serment de liberté et l'autorise. Impossibilité de consulter Rome. Les évêques émigrés et dispersés. L'internonce Salamon. Interprétation de Gensonné. — II. La polémique relative au serment de liberté. Emery et Maury. La lettre du cardinal Zélada. Indiscrétions de Maury. La confusion de la politique et de la religion. Les évêques dans l'ensemble désapprouvent le serment. Les réponses de Rome. Sentiments de M. Emery.

#### I

Les massacres de septembre entraînèrent un exode presque général du clergé français. Beaucoup de prêtres et d'évêques qui s'étaient jusque-là refusés à l'émigration partent pour l'étranger ; les uns le font de leur propre mouvement, d'autres pour obéir aux lois de déportation qui les frappent. M. Emery restera. Sans franchir la frontière, il lui était pourtant facile de trouver un refuge paisible dans un coin de province ; dans son pays de Gex, il l'avoue à M. Giraud, sa famille lui aurait fourni très volontiers un asile assuré, et, personnellement, il eût préféré cette solution qui répondait à son amour de la solitude et garantissait sa tranquillité.

Trouvez-vous trop heureux, écrivait-il à l'abbé Courtade le 5 octobre 1792, d'habiter dans les bois et les montagnes, loin des grandes villes. Trop heureux, pourvu qu'une bonne partie de votre temps puisse être donnée à la contemplation et à la prière. Tout paraît perdu pour la religion (1).

Mais à l'heure où « tout paraît perdu pour la religion », il ne veut pas désertier son poste. « C'est pour moi, assure-t-il à M. Giraud, un devoir. » (2) « Dans tout événement, avait-il écrit en janvier 1791 aux membres de la Compagnie, je ne quitterai pas Paris. »

S'il se maintient, au péril de sa vie, en plein centre d'agitation, c'est d'abord par fidélité à Saint-Sulpice. Supérieur général, il n'entend pas « abandonner les cendres de ses pères » ni accélérer, par son départ, « la dévastation de notre chapelle, la seule peut-être du royaume qui n'ait pas été dévastée et profanée ». « Si j'ai à périr, ajoute-t-il, qu'il serait consolant pour moi de périr dans le Séminaire et de mêler mes cendres aux cendres de mes pères ! » (3)

Mais si noble que soit cet attachement à ces lieux et à ces choses si vénérables qu'il espère par sa présence garantir et sauver, il n'explique pas seul la ferme détermination de M. Emery. Les intérêts généraux de l'Eglise de Paris et de l'Eglise de France ne le retiennent pas moins à son poste que les intérêts particuliers de Saint-Sulpice. L'Eglise de Paris, en effet, est privée de son archevêque légitime, M. de Juigné, qui donna, l'un des premiers, l'exemple un peu hâtif des émigrations épiscopales, si bien que ce diocèse, comme tant d'autres, se trouve privé de direction à l'heure même où la présence et l'autorité de son chef s'avéraient plus que jamais nécessaires. En son absence, M. de Juigné

---

(1) *A Courtade*, 5 octobre 1792, D. E., X, 5.

(2) *A Giraud*, 21 avril 1793, D. E., I, 135-137.

(3) *Id.*

a délégué ses pouvoirs à ses vicaires généraux, et sa confiance a voulu associer le Supérieur général de Saint-Sulpice à leur administration. Se soustraire à cette lourde charge, il n'y fallait pas songer, et M. Emery ne marchandait point son concours ; il le marchandait d'autant moins qu'il déplorait bien souvent les funestes conséquences qu'entraînait pour le clergé et pour les fidèles l'éloignement de leurs pasteurs. A distance, ceux-ci se rendent difficilement compte de la situation réelle ; quoi qu'ils fassent, et de plus en plus, avec le temps qui s'écoule, la mentalité de l'émigration fausse certaines de leurs perspectives. Des responsabilités sont à prendre et, pour bien juger, il faut être sur place ; tel est le point de vue du Supérieur général, et ce sera plus tard le point de vue de Napoléon (4). Ces responsabilités, M. Emery les assumait, non seulement à Paris où souvent son avis prévaudrait, mais encore dans toute l'Eglise de France.

On le consulte, en effet, de toutes parts ; il devient le conseiller officiel d'une foule de prêtres et d'anciens élèves qui lui soumettent leurs difficultés, lui demandent une solution ; peu habitués par les traditions d'Ancien

---

(4) Dans une note à Portalis, du 7 juin 1802, relative à l'évêque de Nancy, M. d'Osmond, qu'il estimait trop rigoureux vis-à-vis des anciens constitutionnels, Napoléon écrit que « pour juger ce qu'ont fait les prêtres dans les moments de trouble, il fallait y avoir été ». *Correspondance de Napoléon*, VII, 6121. Le P. DE CLORIVIÈRE, dans un mémoire relatif au second serment, soutiendra au contraire qu'un jugement porté à distance, hors de l'atmosphère parisienne, est au contraire plus objectif. — « Qu'on fasse attention que Paris est dans le cas de toutes les grandes capitales ; en temps de calme, c'est de ces villes surtout que vient la lumière, mais dans les temps de trouble et de persécution, c'est aussi d'elles que se propagent les principes les plus contraires à la religion ; que Paris avait perdu ses plus forts soutiens, soit par leur mort violente, soit par leur exil forcé ; que le choc y a été plus violent, la séduction plus grande, et que



Régime à recourir à Rome, coupés de leurs évêques dispersés, ils en réfèrent à ce simple prêtre qui se voit investi, par les circonstances, d'une autorité considérable et leur donne, sans caractère officiel, les directives d'un véritable chef. Malgré les insécurités de la poste et les inquisitions de la censure, sa correspondance est plus abondante que jamais. Chez lui, c'est un va-et-vient incessant de visites que permettent les allées et venues d'une maison envahie par les sectionnaires et les clubistes. Silencieux et retiré, il mène dans l'ombre une vie très agissante ; peu d'hommes ont eu plus d'influence sur leur temps. Mais la situation dans laquelle il se trouve est des plus fausses et le rôle qu'il joue dans le chaos universel lui impose de dangereuses décisions. La première, celle qu'on lui reprochera davantage, concerne le serment de Liberté.

La déchéance du roi rendait caducs les deux serments jusqu'alors prescrits : le serment civique inséré dans le titre II, article v de la Constitution du royaume, et le serment de fidélité à la Constitution civile du clergé. Après la chute du trône, une troisième formule leur est substituée le 14 août : « Je jure d'être fidèle à la Nation et de maintenir la Liberté, l'Egalité, ou de mourir en

---

nulle part la prévarication n'a été plus étendue ; que la plupart ou du moins les premiers de ceux qui ont le plus encouragé à faire le serment ont fort tergiversé dans leurs sentiments ; que généralement, dans le diocèse de Paris, dès le commencement de la Révolution, on avait embrassé le système de tout concilier, de céder tout ce qu'on croyait pouvoir céder, et qu'en conséquence de ce système, on y avait pris le parti qui favorisait davantage la faiblesse de la nature, moyen dont les suites ont été bien funestes à la religion ; qu'enfin on ne s'y est guère déterminé que par l'avis de quelques particuliers, et qu'on ne l'a fait d'ordinaire que lorsque le mal présent et la grandeur du péril prochain ôtaient au grand nombre le calme nécessaire pour délibérer en liberté. » (L. MISERMONT, *Les évêques et le clergé de France contre le serment de Liberté*, p. 96-97.)

les défendant », qui sera complétée, le 3 septembre, sur le rapport de Gensonné, dans les termes suivants : « Je jure d'être fidèle à la Nation, de maintenir de tout mon pouvoir la Liberté, l'Egalité, la Sûreté des personnes et des propriétés, et de mourir s'il le faut pour l'exécution de la loi. » Le nouveau serment est exigé le 14 août de tous les membres des Assemblées primaires électtorales et de tous les pensionnaires de l'Etat, le 15 de tous les fonctionnaires publics, le 3 septembre de tous les citoyens, le 3 octobre des Congrégations de femmes. Parallèlement à ces mesures, une loi du 26 août oblige tous les ecclésiastiques qui ont refusé ou rétracté le serment constitutionnel à sortir du territoire dans les quinze jours, sous peine de déportation à la Guyane ; elle frappe également de déportation, sur simple dénonciation de six citoyens demeurant dans le département, tous les autres ecclésiastiques non soumis au serment constitutionnel.

Cette législation nouvelle aggrave singulièrement la situation du clergé. Celle des réfractaires est très nette ; les délais prescrits pour prêter le serment constitutionnel sont écoulés ; même s'ils le voulaient, ils ne pourraient plus se mettre en règle ; ils tombent ainsi fatalement sous le coup des sanctions. Deux partis s'offrent à eux : s'expatrier de façon immédiate ou se cacher, avec le risque, s'ils sont découverts, de se voir déportés à la Guyane ou de subir — les événements de septembre l'avaient montré suffisamment — une mort plus rapide et plus violente. Le cas des autres prêtres qui n'étaient pas assujettis au serment constitutionnel est plus embarrassant. Jusqu'alors, ils avaient échappé à la loi de 1791 qui visait seulement les évêques, les curés, les vicaires, les professeurs, et voici qu'à leur tour ils doivent prêter un serment qui s'impose à tous les membres du clergé sans aucune distinction. Aucun délai

n'est prévu par l'Assemblée ; jusqu'alors, si l'on s'en rapporte aux dispositions du texte, en cas de refus, ils n'encourent d'autre sanction que la perte de leur pension. Mais l'Assemblée n'est pas seule maîtresse ; en face d'elle s'installe la Commune, autrement agissante, et le peuple, soulevé par la hantise du complot aristocratique, travaillé par d'ardentes passions antireligieuses, substitue aux formes légales qui lui paraissent trop lentes et peu sûres une répression expéditive. Sans attendre, il faut donc se prononcer.

Le clergé français connaît alors, une seconde fois, le drame de conscience qui l'avait divisé un an plus tôt. Mais il le connaît dans des circonstances infiniment plus tragiques et dans des conditions beaucoup plus troublantes. La nouvelle formule, imposée aux laïques comme aux clercs, semble indifférente aux questions religieuses ; elle n'implique en soi aucune adhésion à un système ecclésiastique qui bouleversait la discipline et mettait en cause la juridiction spirituelle. Mais sa terminologie est vague, susceptible de plusieurs interprétations. Peut-on garantir que sa portée reste purement politique et qu'il présente, objectivement, un sens acceptable pour des catholiques ? Tel est le problème. Et ce problème, il faut le résoudre de suite dans une atmosphère enfiévrée, au lendemain de massacres qui peuvent reprendre d'un moment à l'autre. Et ce problème, il faut le résoudre presque seul, sans avoir la possibilité de recourir aux évêques ni de s'éclairer comme en 1791 par la lecture de mémoires émanant soit de théologiens, soit de supérieurs qualifiés.

A Paris, en province, les prêtres en réfèrent à M. Emery ; la science du Supérieur, sa modération, sa profonde sagesse, sa fermeté leur inspirent confiance. N'est-il pas d'ailleurs le mandataire officiel de M. de Juigné ? Que répondre ? La question est aujourd'hui

tranchée. Des documents extraits des Archives vaticanes, le procès de canonisation des martyrs de septembre, les travaux de M. Misermont (5) nous ont fait connaître sur ce point la pensée du Saint-Siège ; cette pensée était défavorable au serment. Informé à temps du jugement porté par le Saint-Siège, M. Emery eût certainement adopté une attitude toute différente. Lui-même d'ailleurs, avec une soumission très humble et très simple, écrira plus tard, le 21 avril 1793, à son confrère, M. Giraud, résidant à Rome : « Puisque la plupart des évêques et notre Saint-Père répugnent au serment, si aujourd'hui il fallait le faire, je ne le ferais point... » Et encore : « J'ai fait dire à Sa Sainteté... que je ne soutiendrais jamais une opinion que je saurais n'être pas la sienne, et que dans le cas présent je pourrais dire : *causa finita est*. » Mais la vérité exige que, pour juger équitablement la décision du Supérieur général en cette circonstance, on se replace exactement dans l'atmosphère de septembre 1792 et qu'on pose dans le concret le problème angoissant qu'il dut résoudre rapidement, qu'on pèse ses raisons, qu'on tienne compte enfin des données qu'il possédait et de celles qui lui faisaient défaut. On est alors convaincu de son entière bonne foi, et son attitude pratique ouvre sur le drame religieux de la Révolution des perspectives aussi profondes que pleines d'enseignements.

Nous sommes donc au lendemain des journées tra-

---

(5) L. MISERMONT, *Le texte peu connu d'un document pontifical important sur le serment de Liberté-Egalité, Le serment de Liberté-Egalité et quelques documents inédits des Archives vaticanes, Cause des martyrs de septembre, Pie VI et le serment de Liberté-Egalité, « De juramento Libertatis et Aequalitatis causa formalis et martyrii adaequata », Les évêques et le clergé de France contre le serment de Liberté-Egalité, Le serment de Liberté-Egalité, Revue des études historiques (juillet-septembre 1938).*

giques de septembre. Certains prêtres ont été massacrés pour avoir refusé le serment de Liberté (6), certains ont été sauvés pour l'avoir consenti (7). Il est à prévoir que d'autres seront mis eux aussi dans cette alternative : jurer ou périr. Il faut décider, et décider de suite. D'aucuns ont reproché à M. Emery d'avoir tranché de son propre chef, sans consulter le Saint-Siège. Lui-même, un peu vertement, a fait justice de ces détracteurs qui raisonnaient dans le calme et de très loin :

Ceux qui disent qu'il fallait attendre le jugement du Pape, écrit-il à M. Giraud, raisonnent comme des hommes qui reviendraient du Monomatopa. Il aurait fallu au moins deux mois pour avoir une réponse de Rome et le glaive était levé sur la tête des ecclésiastiques ; il menaçait de se promener sur toutes les têtes dans le royaume. Si le serment pouvait être fait en conscience, il fallait donc ne point tarder de le dire (8).

De fait, la Cour romaine, à laquelle l'internonce Salamon avait, dès le mois d'août 1792, communiqué le texte du serment, ne donnera pas de réponse officielle avant le 8 février 1793 ; encore s'agit-il d'une réponse particulière relative à la situation spéciale de Chambéry (9). Dans sa lettre du 5 septembre 1792 à Salamon, le cardinal Zélada, tout en fixant au représentant du Saint-Siège une ligne de conduite personnelle, ne se montre pas absolument catégorique sur le fond et s'exprime avec prudence sur le serment :

---

(6) C'est le cas pour les frères Nativelle auxquels le serment de Liberté fut demandé explicitement par le commissaire Violette. (GRETE, *Les martyrs de septembre 1792 à Paris*, p. 266.)

(7) C'est le cas pour M. Allais de Lépine, *id.*, p. 19.

(8) A Giraud, 21 avril 1793, D. E., I, 135-137.

(9) A Chambéry, le second serment était pratiquement assimilé au serment constitutionnel. Voir à ce sujet : F. MISERMONT, *Le serment de Liberté-Egalité, Revue études historiques*, 1938, p. 27 et sq.

Le Saint-Père, écrit-il, est, pour à présent, d'avis que vous ne devez pas le prêter en attendant qu'il ait fait examiner la matière pour en juger avec maturité... Quand le Pape aura reçu les éclaircissements nécessaires, il pourra porter un jugement. En attendant, ajoute le cardinal, je veux vous prévenir que si dans ledit serment il y a quelque vice intrinsèque, la seule raison de mettre les fidèles à l'abri de la persécution ne serait pas suffisante pour le justifier, ne pouvant aucun objet temporel permettre de professer l'erreur (10).

Quant à savoir s'il y a dans le serment de Liberté un vice intrinsèque, le cardinal ne se prononce pas.

On comprend parfaitement la réserve de la Cour romaine ; vu les graves conséquences que comporte le refus, elle ne veut pas s'engager sans avoir examiné très sérieusement la question. Mais la documentation demande du temps. Ce fut seulement le 16 juin 1793 que la Congrégation extraordinaire de dix cardinaux, créée en 1791 pour les affaires ecclésiastiques de France, put tenir sa première séance après avoir réuni le dossier nécessaire. La question du second serment était alors dépassée et la seconde Terreur battait son plein. Or, en septembre 1792, à Paris « où le glaive était levé sur les têtes des ecclésiastiques », il fallait trancher d'urgence. On risquait de le faire avec moins de données, la tête moins froide, un peu vite.

A défaut du Pape, a-t-on dit, M. Emery pouvait, comme les martyrs des Carmes, consulter l'internonce Salamon (11). Cet internonce, M. Misermont l'apprécie de façon très élogieuse : « C'était, assure-t-il, un prêtre sûr, dévoué, prudent..., observateur averti et informateur précieux. » (12) Sur ce personnage, ambitieux, remuant

---

(10) Arch. Vat. Nunz. di Francia, t. 538. f<sup>os</sup> 363-368.

(11) A. BATARD, *Le serment de Liberté et les serments dans la Mayenne*, p. 12.

(12) L. MISERMONT, *Pie VI et le serment de Liberté*, p. 18.

et impatient de jouer les grands rôles, Spina, qui l'avait vu à l'œuvre, donne une note assez différente ; il lui reconnaît du zèle, de la bonne volonté. « Mais je ne compterais pas beaucoup, ajoute-t-il, sur ses lumières et sa capacité » (13), et prudemment, malgré ses avances, il le tient à l'écart. Quelque jugement que l'on puisse porter sur cet ecclésiastique, il n'en était pas moins le mandataire officiel du Saint-Siège, et par lui on pourrait savoir la pensée de la Cour romaine. Mais après avoir échappé au massacre de l'Abbaye, Salamon se cache. Comment l'atteindre ? Où le trouver ? Par ailleurs, quelles directives pouvait-il fournir ? Aux prisonniers des Carmes qui l'ont consulté sur le second serment, il a répondu qu'il osait assurer que le Pape ne lui serait pas favorable, mais qu'il n'avait pas d'instructions ; que si, pour son propre compte, il était décidé à le refuser, il ne blâmerait pas ceux qui le prêteraient. Si M. Emery avait pu joindre l'internonce au début de septembre, il en aurait recueilli la même solution, solution plutôt personnelle et en tout cas assez flottante (14).

Trouverait-on plus de lumière auprès des évêques ? Malheureusement non, et M. Emery lui-même s'en explique dans une lettre à l'évêque de Limoges :

---

(13) A Consalvi, 24 mars 1801, BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la négociation du Concordat*, II, 330.

(14) SALAMON, *Mémoires inédits de l'internonce à Paris, pendant la Révolution*, p. p. BRIDIER, p. 31. Le 30 mai 1792, le Pape avait fait avertir les évêques de France par Bernis « de s'abstenir d'admettre n'importe quelle formule de serment sans avoir auparavant consulté ce Siège apostolique », et Bernis, le 9 juillet suivant, avait répondu par l'assurance « que les évêques dûment avertis avaient déclaré qu'ils ne se prêteraient à aucun nouveau serment sans l'approbation préalable du Saint-Père ». (L. MISERMONT, *Pie VI et le serment de Liberté*, p. 201.) Il est assez curieux de noter que, malgré cette assurance de Bernis, aucune mention n'ait été faite de cette défense pontificale ni de cette promesse épiscopale, ni par les évêques présents à Paris ni par Salamon lui-même.

Si les évêques, écrit-il, avaient pu se réunir, conférer et prononcer un sentiment, nous n'en aurions point eu d'autres, et toute discussion ultérieure nous aurait paru inutile. On dit bien dans le temps que M. l'archevêque d'Arles et les deux évêques renfermés aux Carmes ne goûtaient pas ce sentiment. Je savais aussi que M. le cardinal de La Rochefoucauld et M. l'évêque de Clermont lui étaient contraires. Ce n'était point encore là une autorité décisive, d'autant plus que quelques autres évêques, comme M. l'évêque de Die, paraissaient penser différemment. Cependant, on s'arrêta et on crut devoir attendre. Mais le moment du 3 septembre arriva et il fut encore moins possible qu'auparavant de consulter les évêques. Ils étaient séparés et cachés. On n'osait même pas sortir pour aller à leur découverte. Ils partirent les uns après les autres, sans qu'on pût s'assurer qu'ils persévéraient dans leurs sentiments. On prétendit même que quelques-uns avaient cru devoir eux-mêmes prêter le serment avant leur départ (15).

Peut-on s'en rapporter, à défaut des autorités officielles, aux ecclésiastiques de second ordre que recommande leur science ou leur autorité morale ? Des renseignements parviennent au Séminaire qu'il n'est point possible, dans le trouble général, de vérifier, et qui tous ne sont pas exacts.

La très grande majorité des plus savants et plus vertueux ecclésiastiques qui sont encore dans la capitale, et qui ont cru devoir préférer le service des fidèles à la sûreté personnelle que donne la déportation, a cru, écrit M. Emery, qu'il ne renfermait rien d'illicite et qu'on pouvait le prêter dans les circonstances. Ainsi ont pensé le Général de Saint-Lazare et tous les Lazaristes, le Supérieur de l'Institution et tous les Oratoriens qui étaient demeurés fidèles, les Supérieurs des Séminaires du Saint-Esprit et de Saint-Marcel, les Messieurs de Saint-Nicolas qui ont échappé au massacre de Saint-Firmin, le syndic de la Faculté et la très grande partie des docteurs de la Maison de Sorbonne, quelques évêques restés à Paris, comme Mgr l'évêque de Die, le doyen de nos évêques ; et nous aussi, après y avoir bien réfléchi, avons pensé de même.

---

(15) *Emery à l'évêque de Limoges*, D. E., V, 5330-5383.



La multitude des prêtres détenus aux Carmes et ensuite massacrés raisonnaient quelquefois sur le serment. Le premier mouvement fut de le repousser, et ce premier mouvement a aussi été presque universel parmi ceux qui ont cru ensuite que la conscience ne le défendait pas. Dans les derniers jours, les sentiments se partagèrent à mesure qu'on discutait, et une notable partie, au jour de leur martyre, étaient dans l'opinion qu'on pouvait le prêter. Les ecclésiastiques renfermés à Saint-Firmin, au nombre de quatre-vingt-douze, parmi lesquels se trouvaient presque tous les docteurs de la Maison de Navarre, pensaient de la même manière. Je tiens ces faits de deux ecclésiastiques échappés l'un du massacre de Saint-Firmin, et l'autre de celui des Carmes (16).

Cet accord semble impressionnant.

M. Emery réunit les quelques Sulpiciens qu'il peut atteindre. Ensemble, ils retournent le problème et discutent la formule exigée par la loi. Présente-t-elle un sens acceptable ? Ils arrivent à s'en persuader. Mais avant d'arrêter sa décision, le Supérieur tient à s'assurer que son interprétation correspond bien aux intentions des législateurs. Il s'abouche donc avec le rapporteur du projet, le Girondin Gensonné, et lui soumet la déclaration suivante qu'il a rédigée par écrit :

1° Il a envisagé et il envisage le serment ordonné dans le décret du 3 septembre 1792 comme renfermé purement dans l'ordre civil et politique.

2° Par la liberté, il a entendu et entend, non pas la licence ni l'anarchie, ni le droit de dire et de faire impunément tout ce qui nous plaît. Mais par la liberté politique dont il s'agit uniquement ici, il entend en général tout ce qui exclut la servitude d'un côté et le despotisme de l'autre, et plus particulièrement l'état où l'on est gouverné par des lois et non par des volontés purement arbitraires.

3° Par égalité, il n'entend ni l'égalité de fortune, ni l'égalité d'autorité et de pouvoir, ni en un mot toute égalité qui serait destructive de l'ordre social ; mais par égalité, il entend la

---

(16) F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, *Rev. Hist. de la Révolution française*, 1923, p. 276.

répartition des charges et des impôts entre les citoyens, en raison des facultés et sans privilèges, la condamnation aux mêmes peines pour les mêmes délits, sans distinction de personnes, et le droit pour chaque citoyen de voter dans toutes les assemblées, de parvenir à tous les emplois sans qu'aucun puisse en être exclu à raison seulement et sous prétexte de l'obscurité de sa naissance ou de la médiocrité de sa fortune.

4° Par la loi dont il s'agit dans la formule, il entend toutes les lois qui ont pour objet la liberté et l'égalité ainsi entendues, la sûreté des personnes et des propriétés.

La clause, mourir s'il le faut pour l'exécution de la loi, n'emporte, pour les officiers chargés par état de la manutention des lois, que l'obligation de ne pas céder facilement aux obstacles et d'employer pour les surmonter le courage ordinaire, et pour les simples citoyens que l'obligation de la soumission et de l'obéissance, et c'est ainsi qu'il faut encore entendre la maintenir de tout son pouvoir (17).

Gensonné assura le Supérieur que cette déclaration répondait exactement aux intentions des législateurs. Cette interprétation officieuse et qu'il estime autorisée met fin à ses hésitations. Il en conclut que le serment de Liberté, purement politique, ne touche en rien aux opinions religieuses. Il le prête donc le 10 août et le déclare licite à tous ceux qui viennent le consulter.

Des raisons très graves engageaient par ailleurs à le consentir sans délai. Certaines sont d'ordre purement matériel. Le refus de serment entraîne en effet pour les réfractaires la suppression immédiate de la pension qui constitue souvent leur unique moyen de subsistance ; prêtres, religieux, religieuses se trouvent ainsi condamnés à la misère, et le Supérieur général s'inquiète de cette périlleuse et pénible situation.

Voilà donc, écrira-t-il, un très grand nombre de personnes et surtout de religieuses jetées dans un état de mendicité et exposées à des tentations très dangereuses, et cependant ce sont des religieux qui, contre un grand nombre de leurs con-

frères, n'ont point voulu prendre part au schisme, sont demeurés fidèles aux évêques et ont refusé de remplacer les vicaires et les curés (18).

D'aucuns lui reprocheront sévèrement de s'être montré par trop sensible à ces considérations pécuniaires.

Je crois, lui écrira Maury, s'il m'est permis de dire tout ce que je pense sur la défection des nouveaux assermentés, je crois qu'en se rassurant sur la pureté de ses intentions, on cherche des prétextes de relâchement sans s'avouer à soi-même les véritables motifs de sa faiblesse. On se flatte peut-être avec raison de faire du bien en France. On est secrètement attaché à sa fortune, à l'espoir de conserver son état (19).

Cette leçon de désintéressement, administrée par ce personnage qui devait plus tard se montrer de moins en moins indifférent aux profits et honneurs humains, s'applique vraiment mal au Supérieur de Saint-Sulpice si profondément détaché des biens temporels. M. Emery se trouvait d'autant plus libre pour invoquer cet argument que la suppression des pensions n'affectait nullement ni sa propre situation ni celle des membres de la Compagnie.

Il faut mettre à l'écart Saint-Sulpice, observait-il discrètement à l'évêque de Limoges, parce que nous n'avons aucune prétention au traitement et nous n'avons pas même fait parvenir nos noms à la municipalité (20).

Ce n'était pas pour lui qu'il s'inquiétait, ni pour les siens, mais pour les pauvres prêtres, les pauvres religieux et les pauvres religieuses dont il connaissait la misère et dont il redoutait le périlleux dénuement.

Plus graves que les pertes matérielles étaient les dan-

---

(18) F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1792*, p. 280.

(19) *Id.*, *ibid.*, p. 290.

(20) *Emery à l'évêque de Limoges*, D. E., V, 5330-5383.

gers extrêmes auxquels exposait le refus de serment. Si l'Assemblée, en effet, n'a porté contre les réfractaires d'autre sanction que le retrait de leur pension, si elle ne les frappa ni d'exil, ni d'emprisonnement, ni de mort, l'initiative populaire se passe de formes légales et massacre les prêtres qui refusent le second serment comme ceux qui ont refusé le premier ; on peut prévoir, d'autre part, que la Convention future consacrera prochainement ces rigueurs et substituera à ces exécutions sommaires une répression officielle et organisée. Or, il ne s'agissait pas seulement d'épargner aux ecclésiastiques que leur situation dispensait du serment constitutionnel, et qui pouvaient, en conséquence, se maintenir sur le territoire national, les souffrances de l'exil, la prison et la peine capitale ; il s'agissait surtout de maintenir le culte catholique qui risquait avec leur départ, leur incarcération ou leur supplice, de devenir impossible et de disparaître complètement. Grâce à eux, un certain service religieux pouvait être assuré qui soutenait les fidèles et maintenait les pratiques chrétiennes. Leur départ risquait d'interrompre presque entièrement leur ministère, péril redoutable pour la foi, surtout en un temps où les catholiques, plus que jamais, avaient besoin de secours spirituels.

Ainsi l'intérêt général de l'Eglise et des âmes dépassait de très loin dans les préoccupations de M. Emery l'intérêt personnel. Si le serment était intrinsèquement mauvais et évidemment illicite, tout devait céder devant le principe ; il fallait consentir tous les sacrifices et revenir au besoin, comme au temps de la persécution, à la religion des Catacombes. Mais si le serment présentait un sens acceptable, ne devait-on pas pour des raisons aussi graves pousser aussi loin que possible les concessions permises ? Ainsi raisonnait le Supérieur général.

Sa pensée allait plus loin encore. Avec une largeur d'esprit rare à son époque et une hardiesse de vues qui font de lui un véritable précurseur, il estime en effet que, vis-à-vis de la Révolution, le clergé doit adopter une attitude indépendante. Quelles que soient ses préférences intimes (il était lui-même royaliste convaincu), M. Emery ne combattrait personnellement aucun régime. S'abstenir de toute collusion politique, demeurer à l'écart de tous les partis, se tenir sur le terrain strictement religieux, telle est l'attitude qu'il adopte, telle est l'attitude qu'il conseille. Ses déclarations sont très nettes :

Oh ! si l'on avait toujours sous les yeux, écrira-t-il en 1796 à l'abbé de Villèle, cette sentence de Notre-Seigneur : « Cherchez d'abord le règne de Dieu et sa justice et tout le reste vous sera donné par surcroît », si on s'était uniquement ou du moins principalement occupé des affaires de Dieu, Dieu se serait chargé de faire les nôtres... Vous frémiriez si vous étiez témoin jusqu'à quel point est funeste à la religion la prévention de quelques personnes dominées par des vues de contre-révolution très mal entendues et pour qui la religion, au lieu d'être une fin, n'est qu'un moyen (21).

Ce texte, où percent de mélancoliques regrets, ne livre pas seulement la pensée profonde de M. Emery, il trahit également une situation à laquelle, depuis deux ans, il essaye vainement de remédier. Et ici se pose le grave problème qui constitue le drame religieux de toute la Révolution.

Que celle-ci ait été essentiellement antichrétienne, on l'a, de part et d'autre, soutenu et nié (22). Résoudre d'une manière absolue ce problème embrouillé serait méconnaître la complexité d'un mouvement dont cer-

---

(21) *Emery à Villèle*, 16 novembre 1796, D. E., IX, 9207.

(22) La première thèse a été soutenue par BARRUEL dans son *Histoire de la Révolution*, la seconde par A. MATHIEZ. Voir à ce sujet : A. MATHIEZ, *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution, Coup d'œil critique*, p. 1-42.

tains ressorts demeurent mystérieux. Qu'il faille accorder dans ses origines et dans son évolution une part assez large à la haine de l'Eglise, la chose paraît évidente ; la Révolution doit trop à la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle, aux rancunes des légistes, aux préjugés populaires pour qu'on puisse oublier son opposition foncière au catholicisme. Mais c'est un fait également que, par suite d'une confusion entre le domaine politique et le domaine religieux qu'un historien moderne de la Révolution a pu qualifier de « détestable » (23), cette opposition foncière s'envenima progressivement.

La Constitution civile du clergé, « erreur capitale de la Révolution » (24), posa aux ecclésiastiques et au roi lui-même une question de conscience. Pour obéir au Pape, pour sauver les principes fondamentaux du catholicisme, les prêtres fonctionnaires doivent refuser le serment. En soi, l'affaire est purement religieuse. Mais elle ne le reste pas longtemps. Les réfractaires trouvent en effet auprès de la noblesse et de Louis XVI un appui qui les lie à la cause aristocratique. La première, malgré le scepticisme qui l'a gagnée profondément, soutient activement « les bons prêtres », et les plus incrédules, les plus libertins de ses membres se transforment en défenseurs de la foi. Le second, par conviction et par devoir, repousse toute communion avec les schismatiques et refuse de sanctionner les mesures qui frappent le clergé fidèle ; si par faiblesse, par espoir d'un éventuel arrangement avec la Cour romaine il se résigne à accepter la Constitution civile, l'approbation qu'on lui arrache lui laisse d'amers regrets et de cuisants remords. Les décrets qui suppriment les Congrégations

---

(23) G. LEFEBVRE, *La première Terreur, Les cours de Sorbonne*, p. 86.

(24) DEBIDOUR, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat de 1789 à 1870*, p. 68.

séculières et déportent les insermentés sur la dénonciation de vingt citoyens révoltent son âme ; leur approbation lui paraît un péché, leur refus une stricte obligation ; il leur oppose son veto. Mais en même temps qu'il satisfait aux exigences de sa conscience chrétienne, la résistance inefficace et maladroite qu'il essaye sur le terrain politique, la collusion dont on l'accuse avec les envahisseurs du territoire national, les soulèvements qui se préparent en Bretagne et dans le midi de la France, les menaces des émigrés, le manifeste de Brunswick surtout accréditent l'idée d'un complot dirigé de l'intérieur et de l'extérieur contre les patriotes. Dans ce complot, par le fait des circonstances, par l'imprudence de certains ecclésiastiques, par le retour des insermentés et des moines qui reviennent dans les fourgons des Autrichiens ou des Prussiens pour se réinstaller dans leurs paroisses ou leurs couvents (25), le clergé réfractaire se trouve impliqué. Les journaux, les clubistes le dénoncent au peuple travaillé par la fièvre obsidionale ; avec les aristocrates et la cour il constitue, assure-t-on, un danger ; tous ses vœux sont pour la noblesse dont il secondera les représailles et pour les ennemis du dehors qu'il se prépare à accueillir en libérateurs. Ainsi l'opposition religieuse, à laquelle la Constituante l'a si maladroitement condamné, prend figure d'opposition politique ; dans la mentalité populaire, il appartient au parti de la contre-révolution. Il est donc très largement compris dans les massacres de septembre qui doivent, répètent les excitateurs, supprimer ce que nous appellerions aujourd'hui « la cinquième colonne », afin de garantir la sécurité intérieure du pays.

Que les réfractaires aient été victimes d'une cam-

---

(25) J. PETER et Dom POULET, *Histoire religieuse du département du Nord pendant la Révolution*, I, p. 297 et sq.

pagne injuste, de calomnies systématiques, et fatalement entraînés par une situation imputable, dans son principe, à la Constituante, ou qu'ils aient contribué par leur attitude et leur imprudence à accréditer cette confusion, celle-ci n'en était pas moins profondément regrettable. Aussi comprend-on qu'à l'heure où elle s'avérait la plus funeste M. Emery ait cherché à la dissiper. La distinction qu'il établit à propos du second serment manifeste chez lui la préoccupation évidente de séparer deux domaines qui auraient dû rester entièrement distincts. S'il avait cru ce serment religieux et contraire aux principes du christianisme, affirme-t-il, à aucun prix il ne l'aurait autorisé ni prêté. Purement politique, il le juge acceptable. L'occasion même lui paraît bonne pour les catholiques de prendre position ; elle leur permet de rompre avec le parti aristocratique, de reprendre leur indépendance, de redresser l'opinion qui, à tort ou à raison, les solidarise avec les émigrés, les Autrichiens et les Prussiens, de situer enfin leur résistance sur le terrain exclusivement religieux.

Je suis persuadé en mon particulier, écrira-t-il en janvier 1793 au cardinal Maury, que si tous les catholiques s'étaient accordés à prêter le dernier serment, dans le bon sens dont il est susceptible et qui paraît le plus naturel et légitime, l'Eglise de France aurait été sauvée ou du moins aurait respiré... Et les motifs de ma persuasion sont qu'on aurait plus eu de prétexte de calomnier les prêtres catholiques et de les présenter au peuple comme des ennemis de la patrie, comme des fauteurs de despotisme, comme des hommes qui ne voudraient aucune espèce de liberté et d'égalité (26).

Plus tard, lorsqu'il sera question de condamner le second serment et d'imposer aux jureurs une rétrac-

---

(26) *Emery à Maury*, janvier 1793, F. UZUREAU, *Emery et Maury en 1793*, p. 279.



tation, l'objection qu'il présente s'inspire de la même conviction ; il se demande alors avec inquiétude « combien puissamment ne seront pas confirmés aux yeux de ce pauvre peuple tous les préjugés funestes qu'on a cherché et réussi à lui inspirer contre le clergé » (27).

Vouloir ainsi séparer les questions politiques et les questions religieuses, afin de redresser la mentalité populaire, représentait alors une tentative hardie et vouée pour le moment à un échec fatal. La confusion était alors trop grande et trop profondément ancrée, de part et d'autre, dans les esprits pour que cette attitude nouvelle fût comprise et procurât de suite le nécessaire apaisement. Dans le camp révolutionnaire, malgré les déclarations de Gensonné, on n'entend nullement que le second serment répare l'erreur du premier. Il y a bien la réponse de Delacroix à la municipalité de Melun, d'après laquelle les prêtres fonctionnaires qui avaient refusé le serment constitutionnel devraient être considérés comme en règle s'ils consentaient le second. « Il est temps, déclarait Delacroix, que vous fassiez disparaître ces inégalités politiques qui défigurent la plupart des lois, notamment à l'égard des ecclésiastiques. » (28) Mais Roland, consulté sur le même sujet, répond, texte en main, que la loi ne prévoit rien à cet égard (29). Quant à l'Assemblée, elle ne se prononce pas ; elle garde, en effet, l'arrière-pensée « que le réfractaire étant, par définition, un contre-révolutionnaire politique, il ne fallait pas effacer la distinction qui le caractérisait » (30). D'autre part, loin de redresser

---

(27) *Emery à l'évêque de Limoges*, V, 5330-5383.

(28) G. LEFEBVRE, *La première Terreur*, p. 80.

(29) G. AUDIAT, *Un bon ouvrier de vérité*, M. l'abbé Uzureau, p. 10. A. MATHIEZ, *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août 1792*, p. 36.

(30) G. LEFEBVRE, *La première Terreur*, p. 86.

sa politique religieuse, elle l'accentue davantage, laïcise l'état civil, dissout les Congrégations encore existantes, interdit le costume ecclésiastique, institue le divorce. Les constitutionnels eux-mêmes commencent à être frappés par la mise en vente des palais épiscopaux, l'envoi à la Monnaie des bronzes et orfèvreries d'église, l'interdiction des processions, la suppression du casuel. Bientôt, ils subiront à leur tour une persécution violente, partageront le sort des Girondins, des fédéralistes auxquels on les lie politiquement, et ce sera une nouvelle confusion.

Par ailleurs, dans le camp réfractaire, chez les émigrés surtout, sous l'effet d'influences diverses, les deux points de vue, politique et religieux, continuent à se mêler ; une tradition séculaire, des services réciproques, la foi promise tiennent les évêques et les prêtres étroitement attachés à la couronne. La Révolution, par contre, ne les a point gâtés et l'on comprend sans peine qu'ils ne la regardent pas d'un œil favorable. Ainsi, leur attachement pour le malheureux Louis XVI se renforce d'une vive aversion pour le nouveau régime ; le sentiment de l'honneur qui garantit leur fidélité se double de rancunes infiniment moins nobles, mais aussi agissantes et aussi tenaces ; la solidarité du trône et de l'autel leur paraît d'autant plus indissoluble qu'ils se trouvent associés tous deux dans la même persécution ; leur théologie par là se teinte fortement de royalisme ; les passions partisans achèvent de tout embrouiller.

Sur les révolutionnaires, l'action de M. Emery ne produira pas immédiatement ses effets, il faudra attendre les dernières années du Directoire et surtout le Consulat pour que son indépendance vis-à-vis des partis et son attitude uniquement religieuse lui assurent dans les milieux politiques une considération pleine de

respect et lui permettent une influence salubre. Chez les royalistes, par contre, elles lui attireront, sur-le-champ, des antipathies très vives et une opposition tenace. Lui-même, d'ailleurs, avait exactement prévu à quelles critiques et à quelle hostilité il s'exposait en autorisant le second serment. Mais il avait accepté d'avance cette pénible épreuve ; une lettre touchante à son cher Tournely nous confie sur ce point ses courageuses dispositions :

Je n'ignorais pas, lui écrira-t-il, que l'opinion que j'ai embrassée déplairait à bien du monde et m'exposerait au reproche de faiblesse et de relâchement. Cette crainte m'a fait hésiter longtemps à examiner la question et ensuite à faire connaître mon opinion après l'avoir formée. Mais j'ai cru à la fin que la gloire de Dieu et le bien de l'Eglise exigeaient de moi que je ne la dissimulasse pas à ceux qui venaient en foule me demander mon sentiment. J'ai donc eu le courage de le dire avec la pleine persuasion qu'elle serait improuvée de beaucoup de personnes dont je révere la vertu et qu'elle m'attirerait des reproches et des outrages. Mais Dieu m'a fait la grâce d'acquiescer à ce que ce genre de persécution fût ajouté à tous les autres et qu'après avoir tant souffert et tant travaillé pour la cause de l'Eglise, je passasse encore pour un déserteur. En ne recevant point sa récompense dans ce monde, c'est le moyen d'en recevoir une plus abondante dans l'autre. Ainsi, mon cher enfant, tranquillisez-vous sur mon compte ; laissez parler les hommes ; je n'ai, surtout dans l'état présent des choses, aucun besoin de réputation (31).

De fait, sur la question du serment de Liberté, presque aussitôt des polémiques s'engagent extrêmement vives. Mais, tandis que les lettres et mémoires qui condamnent M. Emery lui sont extrêmement pénibles, et par les attaques dont il est l'objet, et par la confusion qu'ils maintiennent trop souvent entre la politique et la religion qu'il s'efforce de séparer, le Pape, com-

---

(31) *A Tournely*, 7 mars 1793, D. E., IX, 9212.

préhensif, le ménage ; s'il rappelle, d'autre part, certains principes que des préoccupations trop concrètes ont fait méconnaître et oublier, en maintenant le débat dans la théologie pure, Pie VI rejoint les vues du Supérieur général, soucieux avant tout de ne point mêler aux intérêts exclusifs du royaume de Dieu des intérêts partisans et humains.

## II

M. Emery a donc autorisé le second serment ; il l'a personnellement prêté. L'urgence d'une solution lui impose cette initiative ; il ne se prononce que sur des raisons d'intérêt général extrêmement graves et après avoir reçu officiellement de Gensonné les assurances nécessaires. Aussi les auteurs qui se montrent les plus hostiles au parti qu'il crut devoir embrasser rendent-ils loyalement hommage à la sagesse de sa conduite.

Il avait agi prudemment, écrit M. Misermont, en prenant une décision hardie sans consulter Rome qui ne pouvait parler à temps, semblait-il, et sans s'adresser à l'épiscopat français, devenu impuissant du fond de l'exil à diriger efficacement le mouvement catholique dans notre pays. Lui et les directeurs du Séminaire attendaient un grand bien de la prestation du serment ; ils espéraient par cette formule pouvoir continuer auprès des fidèles le ministère sacerdotal ; ils donnèrent donc à leur serment un sens parfaitement orthodoxe ; le firent reconnaître par le rapporteur du décret... On ne pouvait s'entourer de plus de garanties (32).

Mais si, malgré de longues hésitations et de vives répugnances, le Supérieur général finit par trancher, il n'entend point se lancer dans la polémique pour soutenir et faire triompher son opinion. Fidèle à sa méthode coutumière qui consiste à traiter les problèmes d'homme

---

(32) L. MISERMONT, *Le serment de Liberté-Egalité*, p. 35-36.

à homme avec ses visiteurs et ses correspondants, il n'engage pas de discussion publique, et c'est bien malgré lui qu'il se trouve entraîné dans la controverse par l'indiscrétion d'un confrère, M. Begougne, et du fougueux Maury.

Le bon M. Béchet, qui décidément n'avait pas la main heureuse, mit en branle cette pénible affaire en rédigeant sur le serment de Liberté un mémoire dont il envoie des copies un peu partout. L'une de ces copies parvient à Sion, en Valais, à M. Begougne, qui la transmet à l'archevêque de Nicée afin de recueillir son avis et celui des milieux pontificaux. Celui-ci lui répond, le 5 décembre 1792, par une lettre sévère qui se prononce avec force contre le nouveau serment. M. Begougne s'empresse de répandre cette lettre qui ne manque pas de produire une certaine impression. De là, entre le Supérieur général et le futur cardinal, un échange de correspondance qui se prolonge jusqu'en mars 1793. M. Emery ne se propose pas seulement de justifier son point de vue, il cherche aussi à éclairer Rome « qui se plaint, dit-il, de n'être pas assez instruite sur un certain nombre de points dont la connaissance est nécessaire à l'instruction de la cause et qu'on ne pouvait pas deviner » (33). Maury, de son côté, s'applique à établir que le second serment est « plus perfide et plus impie que le premier ».

Le premier, assure-t-il, n'était qu'hérétique, au lieu que celui-ci consacre la rébellion, délie des serments les plus sacrés, anéantit toute hiérarchie religieuse et sociale, autorise les principes et les actions les plus coupables. Quant à sa perfidie, elle n'est que trop bien prouvée puisque cette formule a séduit tant de gens de bien et de bons esprits (34).

---

(33) A Giraud, 21 avril 1793, F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, p. 282.

(34) Maury à Emery, 30 janvier 1793, *ibid.*, p. 281.

Dans la pensée du Supérieur, cette correspondance purement privée n'était nullement destinée à la publicité. Or, MM. Begougne et Maury ne se contentent pas de la communiquer autour d'eux et d'en expédier des copies, ils la font imprimer. Le Supérieur général s'en montre fort mécontent. De là, sous sa plume, un mot assez piquant sur son confrère, « le seul étourdi qu'il y ait à Saint-Sulpice » (35), et un passage assez vif sur l'indiscrétion surprenante de l'archevêque de Nicée :

J'ai reçu les deux lettres dont vous me parlez, écrit-il le 21 avril 1793 à M. Giraud ; je savais qu'elles avaient déjà été envoyées ailleurs ; on m'en avait écrit de Dusseldorf ; je comprends par votre lettre qu'elles auront été envoyées partout. Je ne saurais vous dire combien je suis touché du procédé de M... Je crus qu'il serait intéressant de faire connaître à Rome l'état actuel des choses, les inconvénients qu'aurait la censure, les motifs qui avaient déterminé les évêques résidant à Paris, les docteurs de Sorbonne, une infinité de prêtres aussi vertueux qu'éclairés à croire le serment licite... Je m'adressai à M... avec lequel j'étais lié ; je lui écrivis confidentiellement. A peine est-il une personne à Paris à qui je donne connaissance de mes lettres ; et voilà qu'il rend mes lettres publiques et qu'il envoie les réponses qu'il me fait par toute la terre. Je vous avoue que ce procédé m'étonne au delà de tout ce que je puis vous dire (36).

Cette indiscrétion, qui le mêlait sans son aveu à une polémique retentissante, déplut souverainement au Supérieur général. Personnellement, il pouvait en souffrir. Maury, en effet, le prend de haut, affecte un ton ironique et presque méprisant, se montre à son égard peu déférent, sinon irrespectueux. Que ce personnage, grisé par sa fortune et par l'immense crédit dont il jouit

---

(35) *Emery à Courtade*, 9 avril 1795, D. E., X, 13.

(36) *Emery à Giraud*, 13 mars 1793, F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, p. 292.

alors auprès du Pape, de la Cour romaine, de l'émigration, l'appelât cavalièrement : « Mon cher abbé », qu'il oubliât les égards dus à son âge, à ses services, à sa dignité, à son caractère, qu'il ironisât sur les confidences mélancoliques d'un homme attristé et presque découragé, la chose ne pouvait surprendre chez ce parvenu auquel manquera toujours l'éducation première et qui ne péchera jamais par excès de tact, de délicatesse et de jugement. Mais la publicité qu'il donne à cette correspondance intime rendait plus mortifiant encore le langage qu'il se permet de tenir. Qu'on en juge par le passage suivant :

Je crois, s'il m'est permis de dire tout ce que je pense sur la défection des nouveaux assermentés, je crois qu'en se rassurant sur la pureté de ses intentions, on cherche des prétextes de relâchement, sans s'avouer à soi-même les véritables motifs de sa faiblesse. On se flatte, peut-être avec raison, de faire du bien en France. On est secrètement attaché à sa fortune, à ses amis, à l'espoir de conserver son état, au séjour de Paris et de son pays. On est las de combattre, on désespère d'un avenir plus heureux, on est accablé de chagrin et de découragement. On n'examine pas si on ne se sacrifie pas soi-même par tous ces sophismes qui semblent tendre à la plus grande gloire de Dieu. On est épouvanté de la perspective des persécutions, de la misère. On voudrait être mort pour être tranquille (37).

C'est en ces termes que ce « fils » se permet « de répéter à son père ce que sa bonté paternelle lui a appris dans son enfance » (38).

Plus grave encore était le paragraphe relatif aux sentiments de Pie VI.

Je vous dirai que ce fut le Pape lui-même qui m'apprit, à mon retour d'Allemagne, que vous aviez prêté le nouveau serment, et qu'il daigna même m'en parler tristement, avec beaucoup

---

(37) *Maury à Emery*, F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, p. 290.

(38) *Id.*, *ibid.*, p. 291.

d'intérêt pour vous, ainsi que pour votre Congrégation. Je mis ensuite votre réplique sous ses yeux ; il la réfutait en la lisant avec moi. Il m'ordonna de vous répondre ; il voulut voir ma lettre ; il me dit en me la rendant : « Faites-la partir. M. Emery devinera aisément que dans la position où vous êtes, vous ne vous seriez pas permis de l'envoyer sans Nous l'avoir communiquée, et il est bon qu'il sache ce que Nous pensons de ce serment. » (39)

Rendre publique cette conversation privée, c'était engager l'autorité du Saint-Siège. M. Emery s'en montra d'autant plus surpris qu'une réponse du cardinal Zélada, en date du 18 mars 1793, ne concordera nullement avec les affirmations tranchantes de l'archevêque. Une lettre curieuse, écrite à mots couverts, nous met au courant de toute cette affaire :

Comme vous ne m'avez pas donné la date des recettes, écrit M. Emery à M. Vernet, je ne puis savoir de laquelle vous parlez parce que j'en ai reçu deux. J'ai été fort mécontent de l'auteur de la recette, qui a très indignement manqué à la confiance en rendant publique une réponse à une consultation qui était faite en toute confidence. On dit qu'il a fait imprimer la première. Je lui ai répondu très fortement en lui prouvant que sa recette était fort mal appuyée et en lui reprochant qu'il imputait au consultant des choses aussi fausses qu'injurieuses. Je lui ai déclaré en même temps que je cessais à son égard toute espèce de correspondance. Ce qui pouvait et devait embarrassant (*sic*) le consultant, c'est que le médecin (40) disait tenir du grand maître (41) et, après cette décision, si elle était véritable, il ne pouvait qu'avoir la bouche fermée. Mais on a écrit au chancelier de l'Université, le C. Zela (42), tout ce qui avait été annoncé par le personnage en question et le C. Zela paraît lui donner un démenti, et voilà ce qu'il écrit le 18 mai : *In riposta...*

---

(39) Maury à Emery, F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, p. 285-286.

(40) Maury.

(41) Le Pape.

(42) Le cardinal Zélada, secrétaire d'Etat.



Voici la traduction :

En réponse à ce qui regarde le compatriote (43) (il répond à un Provençal), les personnes sensées ne doivent pas croire à ce que dit un particulier selon sa propre manière de penser, mais on doit s'en tenir à ce qui a été dit jusqu'à présent et à ce qui pourra se dire par celui seul qui peut décider en telle matière ; anticiper ce jugement, c'est chose inutile et peut-être aussi désagréable (apparemment au S. P.) (44). Or, ce qui avait été dit et écrit par le C. Zela de la part du S. P., c'est que si la formule était purement *civico*, on pouvait s'en servir (45).

L'authenticité de ce document, qui semble aujourd'hui contestable (46), ne faisait aucun doute pour M. Emery. Il s'en autorisera encore, en 1801, pour appuyer le jugement de Bernier, lors des discussions relatives à la promesse de fidélité : « Le cardinal Maury est connu depuis longtemps pour donner sa pensée comme celle des autres et ses décisions pour celles de Rome. » (47)

Enfin, les lettres émanant de l'archevêque de Nicée paraissent au Supérieur général extrêmement néfastes par la regrettable confusion qu'elles entretiennent continuellement entre le point de vue politique et le point de vue religieux. Ce n'est pas qu'elles négligent les arguments d'ordre théologique, mais elles en invoquent d'autres, avec une complaisance manifeste, qui appartiennent à un ordre tout différent et risquent de justifier contre les prêtres fidèles les préventions populaires. La prestation du serment, assure Maury le 30 janvier 1793, « légitimerait tout ». Or, « rien n'est encore décidé sur le sort de la France, puisque l'Europe entière se réunit

---

(43) Maury.

(44) Le Saint-Père.

(45) *Emery à Vernet*, ss. d., D. E., VIII, 8641.

(46) Voir à ce sujet F. MISERMONT, *Le serment de Liberté*, p. 41.

(47) *Emery à Bausset*, 3 janvier 1801, D. E., VI, 86.

pour renverser son nouveau gouvernement. La cause est soumise à l'arbitrage des souverains et on ne peut exiger de nous, catholiques, que nous regardions avant eux les usurpateurs comme nos maîtres légitimes. Voilà nos principes, voilà ce que les catholiques anglais nous ont appris avec un grand courage. Si nous nous tirons de là, nous sommes en contradiction avec la foi que nous avons toujours professée sur l'autorité royale » (48).

Et en février de la même année :

L'apôtre saint Paul décide que le serment, par la confirmation qu'il donne à un pacte, est la fin de toute dispute, *omnis controversiarum finis ad confirmationem est juramentum* (Heb. VI, 16). Or, voudriez-vous en rester où nous en sommes aujourd'hui ? Voudriez-vous que toute dispute fût terminée entre nous, c'est-à-dire que la catholicité et la monarchie fussent abolies en France, sans retour ? Voilà, en dernière analyse, quel serait le résultat de votre serment (49).

Prêter ce serment, c'était trahir du même coup l'Eglise et la royauté.

On a imaginé cet expédient, écrit Maury, pour préparer les esprits au gouvernement républicain, vers lequel on tendait depuis trois ans, et il est tellement vrai qu'on a voulu renfermer les principes religieux dans cet engagement sacré que, sans se relâcher des premières maximes qui ont détruit le catholicisme en France, on n'a plus exigé depuis cette dernière vexation le serment précédent, en vertu duquel on avait renversé cependant toute la discipline de l'Eglise. Rien n'est changé à cet égard. Vous avez donc connivé à l'oppression de la religion catholique, laquelle se trouve sacrifiée par votre serment. La nouvelle formule a été inventée pour établir la République, comme la première l'avait été pour introduire le schisme (50).

---

(48) Maury à Emery, 30 janvier 1793, F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, p. 282.

(49) Maury à Emery, 13 mars, *ibid.*, p. 287.

(50) *Ibid.*, p. 288.

Enfin, la conclusion de la dernière lettre invoque étrangement dans un but politique les trois vertus théologiques.

Adieu, mon très cher abbé, ne désespérez de rien et relevez votre tête abattue sous le poids des tribulations, pour entrevoir dans l'avenir de plus heureux temps. En vérité, ce n'est pas la foi, ce n'est pas l'espérance qui sont difficiles à conserver à la vue de l'Europe réunie pour nous venger : c'est la charité qui coûte aux gens de bien, à la vue de la France. Je vous renouvelle du fond de mon cœur l'hommage du respectueux et inviolable attachement que je vous ai voué pour toujours (51).

Pour contestable qu'elle fût, dans le fond et dans la forme, l'intervention de Maury n'en répondait pas moins au sentiment assez général du clergé français. La majeure partie des évêques se montre, en effet, défavorable au serment ; seuls les six prélats réfugiés à Constance : M. de Juigné, archevêque de Paris ; M. de la Luzerne, évêque de Langres ; M. de Barral, évêque de Troyes ; M. Cortois de Pressigny, évêque de Saint-Malo ; M. Cortois de Balore, évêque de Nîmes ; M. d'Osmond, évêque de Cominges, soutiennent sa licéité. Mais leurs voisins de Fribourg, M. de Bovet, évêque de Sisteron ; M. de la Broue de Vareilles, évêque de Gap ; M. de Saint-Aulaire, évêque de Poitiers ; M. de Chilleau, évêque de Chalon-sur-Saône ; M. de Cluny, évêque de Riez ; M. de Polignac, évêque de Meaux, le condamnent sévèrement. En Allemagne, en Angleterre, sauf M. de Boissgelin, archevêque d'Aix, et M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, toujours enclins à la conciliation, leurs collègues émigrés adoptent la même attitude. Au mémoire de M. de la Luzerne, qui

---

(51) F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, p. 291.

partage les vues de M. Emery (52), d'autres mémoires répondent qui émanent de M. de Mercy, évêque de Luçon (53); M. de Bovet, évêque de Sisteron (54); de M. Leyssin, archevêque d'Embrun (55); de M. de Bonald, évêque de Clermont (56); de M. Pisani de la Gaude, évêque de Vence (57). Dans les diocèses, même opposition; si Paris, dans l'ensemble, se décide à jurer, si, à Besançon, les vicaires généraux, d'abord hostiles, autorisent finalement la formule imposée par la loi, à Cambrai on exige des restrictions; à Lyon, enfin, on adopte les principes d'intransigeance qui prévaudront dans cette ville jusqu'au Concordat. Saint-Sulpice lui-même se divise; certains membres de la Compagnie demeurés en France: MM. Douville, la Sausse, le Tensorer, Tassin, se refusent à suivre M. Emery; d'autres qui ont dû s'expatrier blâment la conduite de leur Supérieur, et celui-ci doit leur écrire pour se justifier; à Lyon, ses confrères, à Rome, M. Roux, supérieur du Séminaire d'Avignon, composent des dissertations contre la licéité du second serment (58).

---

(52) *Dissertation sur le serment de Liberté et d'Egalité, décrété et devenu loi en France, les 14 et 15 août 1792*, par Mgr CÉSAR DE LA LUZERNE, évêque de Langres, pair de France. Voir à ce sujet, sur M. de la Luzerne, CHARONNET, *Mgr de la Luzerne et les serments pendant la Révolution*. Ce mémoire a été publié par L. MISERMONT, *Les évêques et le clergé de France contre ce serment de Liberté-Egalité*, p. 3-22.

(53) *Ibid.*, p. 3-22.

(54) *Ibid.*, p. 22-48.

(55) *Ibid.*, p. 48-52.

(56) *Ibid.*, p. 52-68.

(57) *Instruction morale et polémique de M. Pisani de la Gaude, évêque de Vence, sur le serment des citoyens décrété par l'Assemblée le 3 septembre 1792*. Le Pape fit insérer ce document ainsi que le mémoire de l'évêque de Sisteron, dans la collection des *Testimonianze delle Chiese di Francia nel lore originale francese*.

(58) L. MISERMONT, *Les évêques et le clergé de France contre le serment de Liberté-Egalité*, p. 71-83.

Cette désapprobation qui s'affirme de plus en plus impressionne vivement le Supérieur général. Que « les dévotes aristocrates », dont parlait à Maury scandalisé le bon M. Béchet (59), accablent de leurs excommunications et de leur mépris ceux qui avaient cru pouvoir, en conscience, se conformer à la loi, qu'elles les déclarent aussi coupables, sinon même plus coupables que les constitutionnels, car les constitutionnels s'étaient seulement séparés de Rome, tandis qu'ils se séparaient, eux, du Pape et du roi ; que certains ecclésiastiques trop intransigeants défendent aux catholiques d'entendre leur Messe et de recourir à eux pour les confessions, on pouvait le regretter ; ces anathèmes âgrissaient les âmes et créaient dans le camp réfractaire de funestes divisions. « Rien n'est plus propre, écrivait mélancoliquement M. Emery, à achever de désoler cette malheureuse Eglise. » (60) On pouvait cependant ne tenir aucun compte de pareilles sentences ; elles émanaient de gens sans mandat et trop souvent s'inspiraient beaucoup plus de préjugés politiques et de préférences sentimentales que de principes doctrinaux. Aussi le Supérieur général qualifiait-il de « téméraire » la conduite de ces prêtres et de ces fidèles « enthousiastes » (61).

Ceux qui ont prêté le serment, observait-il, sont autant que les autres éloignés d'acquiescer à la Constitution civile du clergé ; ils ont autant d'attachement pour leurs supérieurs légitimes, autant d'horreur pour les intrus, autant de docilité pour le Saint-Siège (62).

---

(59) *Maury à Emery*, 13 mars 1793, F. UZUREAU, *Maury et Emery en 1793*, p. 286.

(60) *Emery à Maury*, janvier 1793, *ibid.*, p. 279.

(61) *Id.*, *ibid.*, p. 278.

(62) *Id.*, *ibid.*

Mais s'il est permis de négliger ces condamnations tranchantes que fulminent, avec les « dévotés aristocrates » du bon M. Béchet, certains ecclésiastiques respectables, mais un peu absolus et, en tout cas, nullement qualifiés, il en va autrement lorsque l'autorité des évêques et du Pape intervient. Or, au bout de quelques mois, il apparaît manifeste que le Pape et les évêques se montrent défavorables et qu'ils désapprouvent bel et bien le second serment. Mieux instruit de leur sentiment, avec une loyauté et une soumission parfaites, M. Emery cesse alors de soutenir sa licéité.

J'ai fait dire à Sa Sainteté que la distinction du Pape qui parle *ex cathedra* et du Pape qui parle comme personne particulière n'était, par rapport à moi, d'aucun usage ; que je ne soutiendrais jamais une opinion que je saurais n'être pas la sienne, et que dans le cas présent je pourrais dire : *Causa finita est*.

Effectivement, je ne prendrai plus la défense du serment, et j'ai toujours décidé que, dans les lieux où il causait du scandale, c'est-à-dire où le public croirait qu'il entraîne quelque chose de contraire aux bons principes, il ne devait pas être émis, même par ceux qui, en leur particulier, le croiraient licite. Je n'ai jamais conseillé de le faire, je n'en ai jamais parlé qu'aux personnes qui m'ont consulté. J'ai été très persuadé que le serment était licite, j'ai cru même que, dans ces circonstances, il était bon de le faire. Des personnes très intelligentes et très instruites sont même persuadées que le clergé de Paris, par la prestation qu'il en a faite, a prévenu de grands maux.

Puisque la plupart des évêques et Notre Saint-Père répugnent au serment, si aujourd'hui il fallait le faire, je ne le ferais point ; l'esprit de notre Compagnie a toujours été de marcher à la suite des évêques et de respecter leur autorité (63).

Non content de donner à ses supérieurs cette ferme assurance pour manifester hautement sa fidélité aux principes de l'Eglise et libérer entièrement sa conscience, M. Emery se décide, le 15 mars 1793, à une démarche

---

(63). Emery à Giraud, 21 avril 1793, D. E., I, 135-137.

officielle qui suppose de sa part, à cette date, beaucoup de courage et de résolution. Ce jour-là, il se présente au Séminaire devant le Comité de la Section et prie l'officier public d'enregistrer au greffe la déclaration suivante :

L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, le deuxième de la République, le 15 mars à 8 heures du matin, par-devant nous, s'est présenté le citoyen Emery, lequel nous a dit qu'il avait, avec ceux de ses confrères qui étaient alors auprès de lui, prêté le serment prescrit par l'Assemblée nationale législative le 17 août 1792, qui a pour objet le maintien de la liberté, de l'égalité, de la sûreté des personnes et des propriétés ; mais qu'instruit que quelques personnes donnaient aux termes dans lesquels le serment est conçu une interprétation fausse et dangereuse, également contraire à ses intentions et à ce qu'il a cru, dans le temps et les circonstances du décret, être le sens propre et véritable de ces termes ; et que, ne voulant donner aucun lieu de suspecter jamais la droiture de ses sentiments et la pureté de ses intentions, il nous requiert de constater par ces présentes le développement du sens dans lequel il a entendu et prêté ledit serment, après en avoir auparavant conféré avec les commissaires civils de cette Section et être tombé d'accord avec eux que c'était là le seul et véritable sens (64).

M. Emery fait alors insérer textuellement dans les registres de l'officier public l'interprétation du serment qu'il avait soumise à Gensonné et que celui-ci avait reconnue conforme aux intentions formelles des législateurs.

De cette déclaration, écrit-il à M. Giraud, je ne fais point mystère. Cependant, je ne l'affiche ni ne la publie à son de trompe, parce qu'une étincelle, au milieu des matières inflammables qui nous environnent, pourrait exciter un grand incendie, attirer d'autres serments et d'autres formules plus astreignantes. Dans l'état d'oppression où sont les prêtres, le parti le plus sage pour eux est de ne pas parler ni remuer dans leurs places. Cependant, ajoute-t-il, si le Pape ou les évêques ne jugeaient pas

ces restrictions suffisantes, s'ils prescrivaient un mode d'agir pour ceux qui ont prêté le serment, il n'y a pas de doute qu'alors je devrais être le premier à la suivre et que je donnerais l'exemple (65).

Ce « mode d'agir » pouvait être une rétractation officielle. Cette rétractation, certains prélats l'imposent, et, à Rome, une forte pression s'exerce pour que le Souverain Pontife l'exige formellement de ceux qui ont consenti le second serment. Tout en soumettant d'avance son propre jugement à celui du Saint-Siège, M. Emery n'estime pas cette mesure indispensable ; il la trouve même souverainement inopportune, et comme son confrère, M. Giraud, lui propose « d'imiter l'exemple de M. de Fénelon », il lui répond par un refus catégorique appuyé des arguments suivants :

Vous connaissez bien peu la situation actuelle des choses. Ce serait appeler le couteau, non pas sur ma tête (grâce à Dieu ! je ne crains pas la mort), mais sur la tête de tous les prêtres qui voudraient imiter mon exemple. Persuadé que le serment n'est que purement civil, le public regarderait la rétractation comme un signal de contre-révolution. Ce serait mettre le trouble dans les consciences de ceux qui sauraient ce que j'ai fait, qui ne m'imiteraient pas tous, et qui très certainement ne se reprochent rien et n'ont point commis, dans l'émission du serment, la faute la plus légère, parce qu'ils se sont déterminés sur des raisons et des autorités respectables. On peut se tromper sans être coupable. Vous ne savez donc pas qu'on fait périr chaque jour des hommes, uniquement pour avoir témoigné qu'un roi nous conviendrait mieux qu'un gouvernement républicain ; que les prisons regorgent de prêtres incarcérés pour avoir dit la Messe dans des maisons particulières, ou pour des faits encore moins graves (66).

À l'évêque de Limoges, M. Emery ne tient pas un autre langage ; contre la rétractation obligatoire, il

(65) *Emery à Giraud*, 21 avril 1793, D. E., I, 135-137.

(66) *Id.*, *ibid.*



invoque les mêmes objections. Malgré l'insistance des royalistes et des émigrés, le Pape, sur ce point, lui donnera entièrement raison.

La décision du Saint-Siège fut, en effet, communiquée à M. Montaigne, « au ci-devant Séminaire de Saint-Sulpice à Paris », par une lettre expédiée de Rome, le 16 juillet 1793, sous la signature de Grimaldi.

Nous avons reçu, écrivait Grimaldi, depuis ma dernière une lettre du cardinal Zélada, qui nous écrit, comme ministre du Pape, en réponse à une que nous avons adressée à Sa Sainteté pour des affaires relatives à notre commerce. Parmi tous ces articles, il y a celui-ci : « Pour ce qui est du dernier serment, il veut (le Pape) qu'on prenne garde de traiter de schismatiques ceux qui l'ont fait, ce serait prévenir son jugement. Mais il veut qu'on avertisse les fidèles de s'abstenir de ce serment, par la raison que, dans le doute s'il est permis ou non, il est du devoir de s'en abstenir. Au reste, le Pape se réserve, en temps opportun, de prononcer définitivement sur ce serment (67).

Cette lettre transmettait la décision du Saint-Siège en des termes que reproduira presque mot à mot l'ensemble de ses réponses postérieures. La formule du serment de Liberté, déclare-t-elle, est ambiguë, objectivement douteuse, et on ne peut, en bonne théologie, prendre Dieu à témoin d'un engagement religieux formulé en termes équivoques. Le fait d'avoir subjectivement éliminé le doute, en se formant la conscience, n'autorise pas à jurer dans ces conditions incertaines. *In dubio iurare non licet*, tel est le principe constamment invoqué par l'autorité pontificale chaque fois qu'on la consulte au sujet du second serment.

Quant à l'attitude à garder vis-à-vis des ecclésiastiques ou des fidèles qui l'auraient consenti, la lettre de Grimaldi se borne à l'indication suivante : « Qu'on prenne garde de les traiter de schismatiques. » En quoi

---

(67) Arch. Nat., W I A 4, n° 4.

elle donne tort aux « dévotes aristocrates » et aux prêtres « enthousiastes » qui les englobaient dans la même réprobation que les constitutionnels mêmes, et raison à M. Emery qui les affirmait aussi attachés aux évêques, aussi dociles au Saint-Siège, aussi éloignés des intrus que les autres réfractaires.

Cette indication générale, des documents postérieurs la préciseront plus tard en déterminant la conduite qui s'impose aux ecclésiastiques qui ont juré de maintenir la liberté. Aucune censure ne les frappe, aucune rétractation ne leur est imposée. Ils doivent seulement se mettre en règle avec leur conscience : *Consulant conscientiae suae* (68). Enfin, soucieux d'apaiser les esprits et de ménager les prêtres respectables qui ont prêté de bonne foi ce serment douteux, le Saint-Siège se borne à donner des réponses particulières aux consultations qu'il reçoit (69). Il évite de porter une condamnation solennelle, officiellement. Lorsque la Congrégation extraordinaire des dix cardinaux chargés des affaires ecclésiastiques de France aura rendu sa décision, Pie VI ne la publiera pas. Ainsi, la Cour romaine se maintient avec prudence et modération dans les principes théologiques ; elle s'interdit les mesures rigoureuses, inopportunes et injustes qu'on voudrait lui faire prendre ; elle évite avec soin les compromissions politiques dans lesquelles voudraient l'entraîner les royalistes de l'émigration. Elle épargne donc à M. Emery et à tous ceux qui ont de bonne foi imité son exemple,

---

(68) Sur l'interprétation de cette formule, voir L. MISERMONT, *Le serment de Liberté*, p. 80 et sq. ; elle implique le recours au sacrement de Pénitence, si le serment a été prêté avec une conscience douteuse.

(69) On trouvera toutes ces réponses dans l'article de M. MISERMONT, *Le serment de Liberté-Egalité*, *Revue des études historiques*, juillet-septembre 1938, p. 22 et sq.

les peines canoniques, les rétractations et le désaveu humiliant qu'on essayait de lui arracher. On ne pouvait souhaiter de sa traditionnelle sagesse plus de condescendance ni de compréhension.

Le Supérieur général ne put connaître la pensée authentique du Saint-Siège qu'après sa libération ; le jour même où partait de Rome la lettre de Grimaldi, on l'arrêtait pour la seconde fois, et cette pièce interceptée allait grossir son dossier. D'avance, avec une humilité édifiante, il s'était soumis à la décision pontificale. Mais son âme délicate et sensible avait cruellement souffert des polémiques auxquelles Maury l'avait indiscrètement mêlé et des contradictions qu'il rencontre dans son entourage même ; de là ces confidences attristées :

Croyez, écrit-il à M. Giraud, le 21 avril 1793, que, par la miséricorde de Dieu, la vie ne me tient à rien. Abreuvé, comme je le suis, de chagrins, de soucis, de sollicitudes en tout genre, accablé de travail, environné d'alarmes continuelles, après avoir tout fait et tout sacrifié pour la cause de l'Eglise, après avoir eu le bonheur, dans une défection si générale, de conserver tous les sujets de la Compagnie fidèles aux pasteurs légitimes, ne m'occupant encore aujourd'hui que de leurs intérêts, passer cependant pour un homme qui trahit leur cause, demeurer en butte à leur censure, voir ce genre de persécution s'ajouter à tous les autres ; comment ne serais-je pas dégoûté de la vie ?...

Je suis très touché, ajoute-t-il, du désagrément que vous a occasionné ma façon de penser sur le serment ; je le conçois parfaitement et je vous assure que j'y suis beaucoup plus sensible qu'à ce qui peut me concerner moi-même. La Providence vous a ménagé ces désagréments pour que vous ne fussiez pas tenté de prendre quelque vaine complaisance dans l'intégrité des membres de la Compagnie. Supportez cette humiliation ; Dieu vous prépare peut-être une consolation plus grande que vous ne l'espérez et ne la désirez. J'ai bien des raisons de penser que, dans moins de quinze jours, on saisira et on enfermera tous les prêtres non constitutionnels ; et la prison, dans

ces temps-ci, annonce le massacre. Votre supérieur et vos confrères auraient alors le bonheur de verser leur sang pour la cause de l'Eglise de Jésus-Christ et d'accroître le nombre des martyrs de la Compagnie. S'ils avaient commis quelque faute, elle serait lavée dans leur sang, et la Compagnie reprendrait sa première pureté (70).

Il s'en fallut de bien peu que ce dernier souhait ne se réalisât immédiatement.

---

(70) *Emery à Giraud*, 21 avril 1793, D. E., I, 135-137.



## CHAPITRE X

### LA SECONDE TERREUR ARRESTATION DE M. EMERY

I. M. Emery et les membres dispersés de la Compagnie, ses élèves, sa famille. M. Emery et la mort du roi. — II. La lettre de M. Emery au commandant Emery, son frère, interceptée à Pouilly. La lettre d'Edgeworth de Firmont à M. de Juigné. Les tribulations du commandant Emery. Il bénéficie d'un non-lieu. — III. Première arrestation de M. Emery. Ses deux interrogatoires. Sa détention à Sainte-Pélagie. Intervention de Mme de Villette. Sa libération. La Section du Luxembourg lui laisse gratuitement l'usage de son appartement. Le Conseil de famille des Varicourt. — IV. Seconde arrestation de M. Emery. La rafle du 12 juillet 1793. Les prisonniers internés aux Carmes. L'enquête et les interrogatoires. M. Emery fait appel à l'intervention de la Section du Luxembourg.

#### I

Au bout de quelques jours, la première Terreur s'apaisa ; le revirement très net de l'opinion parisienne, inquiète de l'anarchie pour la sécurité des personnes et des choses, l'action des Girondins hostiles aux extrémistes de la Montagne et de la Commune, la victoire de Valmy et l'invasion de la Belgique qui écartent la menace étrangère, une lassitude enfin des luttes inté-

rieures et extérieures qui paraît assez générale, amènent une certaine détente.

A Saint-Sulpice, après ces semaines tragiques, M. Emery retrouve une relative tranquillité. Dans la maison, entièrement abandonnée par ses élèves, autour de lui, la solitude se fait plus complète. « Nous ne sommes plus que trois, écrit-il le 3 octobre à Courtade, Crenier, Béchet et moi. » (1) M. Duclaux demeure à Issy où une chambre lui est bienveillamment louée par l'acquéreur, dans le pavillon de la reine Margot. Ses autres confrères se dispersent dans la capitale ; M. Le Gallic habite rue Honoré-Liberté ; M. Montenis, rue du Coq-Saint-Honoré ; M. Montaigne, qui reviendra plus tard au Séminaire, s'est retiré pour quelque temps. Les autres Sulpiciens de la capitale ont été massacrés aux Carmes où se cachent en province.

Abandonnée par ses hôtes habituels, la vieille maison, par contre, se trouve envahie de plus en plus ; après la Section, après le juge de paix, après la Société patriotique du Luxembourg, c'est la garde nationale du quartier qui installe au rez-de-chaussée un corps de garde permanent ; puis, bientôt, on imagine de loger dans les cellules vides les femmes des volontaires partis pour le front. « Nous sommes de plus en plus chassés de chez nous », écrit mélancoliquement le Supérieur. Mais au milieu de toute cette agitation, la communauté réduite continue sa vie régulière, la chapelle reste ouverte où les Messieurs disent chaque matin leur Messe, et le Saint Sacrement y demeure en permanence. Dans cette situation curieuse et qui apparaît presque invraisemblable, M. Emery, respecté, poursuivra jusqu'au 18 juillet 1793 son action discrète et féconde. Il reçoit, il écrit, il dirige, il soutient.

---

(1) A Courtade, 3 octobre 1792. D. E., X, 5.

Les membres de la Compagnie d'abord. Ses lettres les suivent partout : en France, en Espagne, en Allemagne, en Italie, à Rome, en Amérique, toujours animées de sentiments surnaturels, toujours pleines de conseils opportuns ; il les met en garde soigneusement contre ce travers trop français de juger trop vite et de railler maladroitement les étrangers ; il les engage à étudier avec soin le caractère de la nation où ils vivent, à se mettre en relation avec les habitants du pays qui les accueille, à se rendre maîtres de leur langue ; il discute avec eux des projets de fondation qu'il juge parfois chimériques ; il se préoccupe enfin de leur situation matérielle et leur envoie des secours.

J'ai fait parvenir à M. de Saint-Félix qu'on me dit logé à Madrid..., écrit-il à Dom Diego Roques, une somme pour distribuer par égale portion à tous les confrères qui sont en Espagne. La portion de chacun ne sera pas considérable, mais les plus petits secours seront précieux dans les circonstances où vous êtes. Vous ne manquez de rien pour le moment, mais il faut pourvoir à un petit entretien et avoir au moins de quoi suffire à un petit déplacement. Assurez tous nos amis, que j'embrasse de tout mon cœur, que vous me serez tous toujours très chers et très présents à mon souvenir, que tous vos besoins seront les miens et que ce qui m'engage en partie à dévorer tous les dégoûts et à braver tous les dangers de ma situation, c'est de pouvoir sauver quelques débris de notre temporel qui serve à leur soulagement (2).

Emery ne s'intéresse pas moins activement à ses anciens élèves.

Je vois souvent Sambucy, écrit-il le 25 janvier 1793, Fourcade et Teste de temps en temps. La Neuville est à Paris, Legris à Versailles. Il a eu une aventure singulière dont il s'est tiré habilement et qui montre en lui un zèle et un courage dont vous ne l'auriez pas cru capable. Mais la prudence

---

(2) A Dom Diego Roques, non coté.



l'oblige à changer de gîte. Cette aventure tient à la confession d'un grand personnage (3).

Le Supérieur entretient également une correspondance régulière avec Courtade retiré dans le Midi, avec Stadler, avec Florac, avec les deux de Broglie qui se trouvent à Dusseldorf, et les lettres de ses chers enfants l'enchantent « par la piété dont elles sont remplies » (4). La gravité même des événements ne l'empêche pas de songer à ces dispersés dont la pensée le poursuit, témoin cette lettre dont l'heure et la date sont particulièrement émouvantes :

*21 janvier 1793, 9 heures du matin.* — Il faut que je vous aime bien, écrit-il à Stadler, pour m'occuper de vous pendant l'acte de la sanglante tragédie qui se joue et qui formera l'une des époques les plus mémorables de l'histoire du monde, plus mémorable que celle de Charles I<sup>er</sup>. *Quis talia fando temperet a lacrimis. Excidat illa dies aevo, nec postera credent saecula. Nos certe peccamus* (5).

Sur le régicide qui l'a bouleversé profondément, M. Emery ne craint pas de donner des détails.

Il est mort avec beaucoup de magnanimité, écrit-il à Babad le 22 janvier, déclarant qu'il était innocent, qu'il pardonnait à ses ennemis et qu'il souhaitait que sa mort contribuât (*sic*) au bonheur de son peuple. On ne lui a pas permis de parler plus longtemps. C'est un prêtre anglais qui demeurait aux Missions-Étrangères et que vous avez vu souvent venir se confesser à M. Nagot qu'il a choisi pour son confesseur ; rien de plus édifiant que la manière dont le roy vivait dans sa prison (6).

Avec ses confrères figurent parmi les correspondants de M. Emery les membres de sa famille. Ce n'est pas

---

(3) A Courtade, 25 janvier 1793, D. E., X, 7.

(4) *Id.*, *ibid.*

(5) A Stadler, 21 janvier 1793, D. E., IX, 9183.

(6) A Babad, 22 janvier 1793, D. E., VII, 8061.

cependant qu'il soit en parfaite communion d'idées avec son frère qui commande à Saint-Genis, en qualité d'ancien officier, la garde nationale et remplit les fonctions d'administrateur du district de Gex (7). Ce dernier, comme sa charmante cousine la marquise de Villette, a subi l'influence de son voisin, le patriarche de Ferney ; il se pique de philosophie, et sa foi chrétienne s'en ressent ; sa conduite, par ailleurs, n'a rien d'exemplaire, car il a une fille naturelle dont le Supérieur général s'occupera plus tard et qu'il inscrira, par esprit de justice, sur son testament ; il verse enfin dans la Révolution et appuie les patriotes de son pays. Mais une affection réciproque et de mutuels services rapprochent, malgré ces graves divergences, le prêtre et l'officier gexoïs. Le second se trouve embarrassé dans ses affaires par la dépréciation des assignats, et sa gêne est d'autant plus grande qu'il traite avec Genève où habitent ses créanciers. Les payer en argent, il n'y faut pas songer, « ce serait contrevenir à la loi » que le commandant, en bon citoyen et en homme prudent, se garde bien d'enfreindre. Payer en assignats lui reste possible, mais ses spéculations sur la dépréciation monétaire ont mal réussi et il ne se résigne pas à subir la perte qui résulte du change. Il envisage donc de régler sa dette en nature et d'expédier, pour se couvrir, les fromages qu'il produit, « la seule chose, écrit-il, qu'on soit autorisé à exporter avec le bois ». Son frère, toujours large, le tire d'embarras en lui envoyant des fonds en numéraire (8).

Le commandant, par ailleurs, ne laisse pas d'être fort utile au Supérieur ; la proximité de la Suisse, ses voyages d'affaires à Genève lui permettent de passer

(7) E. DUBOIS, *Histoire de la Révolution dans l'Ain*, I, 228.

(8) *Le commandant Emery à M. Emery*, 28 juin 1793, D. E., non coté.

certaines lettres qui risqueraient d'être ouvertes ou arrêtées à la frontière, et il s'acquitte d'autant mieux de cette tâche assez dangereuse que son civisme le met au-dessus de tout soupçon. Par son entremise discrète s'écoule ainsi, avec l'Allemagne et la Suisse, une correspondance plus libre et plus sûre, et ce n'est pas un mince avantage quand le cabinet noir sévit en grand. Pareil jeu, toutefois, n'allait pas sans péril ; bientôt découvert, il entraînera l'arrestation des deux frères.

M. Emery, d'ailleurs, depuis plusieurs mois, malgré la bienveillance de la Section, ne se faisait aucune illusion sur le sort qui lui était réservé. « Il n'y a rien de nouveau pour moi, écrivait-il à Stadler le 21 janvier, mais nous ne sommes pas sans appréhension. » (9)

Comment ne pas penser à la mort, confiait-il le lendemain à Babad, dans les circonstances où nous sommes ? Le roy a péri hier sur l'échafaud. Croyez-vous qu'après avoir versé son sang, on ménagera celui de ceux qu'on croit dans ses intérêts ? Pouvez-vous calculer la suite de cet événement (10) ?

Ces appréhensions n'étaient que trop justes ; le 19 mai, jour de la Pentecôte, on arrêtait pour la première fois le Supérieur général ; le 15 juillet, après une mise en liberté précaire, une seconde détention le retiendra quinze mois en prison et il échappera de justesse à l'échafaud.

## II

Le 1<sup>er</sup> avril 1793, était ouverte au bureau de poste de Pouilly une lettre adressée au commandant Emery. Était-ce l'effet d'un simple sondage effectué au hasard dans la masse du courrier ? Était-ce au contraire la conséquence d'une dénonciation ? La seconde hypo-

---

(9) A Stadler, 21 janvier 1793, D. E., IX, 9183.

(10) A Babad, 22 janvier 1793, D. E., VIII, 8061.

thèse paraît plus vraisemblable. Sœur Rosalie nous assure, en effet, que les républicains du cru se montraient fort hostiles au Supérieur général. « C'est à lui, rapporte-t-elle, que le département de l'Ain doit la conservation de sa foi en ces temps difficiles, car c'est lui qui, par ses bons conseils, dirigeait les ecclésiastiques du pays et les maintint dans le devoir. » Elle suppose donc que « des compatriotes, inquiets de son influence », signalèrent son activité et mirent en éveil le cabinet noir (11). Par ailleurs, ses relations de parenté et d'amitié avec le curé de Gex éveillaient la suspicion. Député du clergé aux Etats généraux, M. de Varicourt avait opposé aux menées révolutionnaires une si vive résistance qu'il « courut plus d'une fois les plus grands dangers, désigné qu'il était aux mains sanglantes des émeutiers par sa fidélité aux principes religieux et monarchiques » (12). Revenu dans sa paroisse, il refuse le serment et continue, en face du curé constitutionnel, Neyroux, l'exercice de son ministère ; de là, une lutte ardente qui se traduit par des scènes macabres ; on brise le cercueil d'un défunt qui a refusé les sacrements de l'intrus pour se faire administrer par son pasteur légitime ; on arrache le suaire, on jette le corps dans un fossé ; puis comme l'intervention de la troupe oblige à inhumer le cadavre dans le cimetière, le lendemain, on le déterre et il reste sans sépulture, jusqu'à ce que les autorités prennent des mesures énergiques pour mettre fin au scandale. A ces violences s'ajoutent les calomnies ; on prétend que le doyen fait passer de l'argent à « l'armée noire », et le départ de ses trois frères pour Coblenz ne laisse pas de donner à ce bruit quelque

---

(11) *Souvenirs de Sœur Rosalie*, D. E., IV, 964.

(12) J. LAVANCHY, *Le diocèse de Genève pendant la Révolution*, I, 17.

apparence de fondement ; d'autres accusations par contre relèvent de l'invention pure, mais leur absurdité même n'est pas étrangère à leur succès. N'assure-t-on pas que, dans la nuit, M. de Varicourt s'est porté dans le voisinage de la cure et qu'ayant aperçu le sieur Neyroux, son rival, il lui a tiré un coup de fusil dont la balle n'a percé que sa soutane (13). Menacé de justes représailles pour ce crime imaginaire, le curé de Gex se retire à Genève. Il émigre, nouveau délit. Cousin de cet aristocrate, ennemi juré du peuple et de la Révolution, M. Emery ne pouvait être dans son pays natal en odeur de sainteté.

Sans doute, le commandant son frère sert le nouveau régime, et la pureté de son civisme pourrait garantir celui du Supérieur général, son correspondant. Mais, dans la région, cet excellent patriote ne compte pas que des amis. A Saint-Genys, il se trouve « en butte, écrit-il, à l'injuste malveillance d'un municipal de village qui écorchait impitoyablement le 5<sup>e</sup> bataillon des volontaires de l'Ain cantonnés dans le village ». Comme substitut du juge de paix, M. Emery de Saint-Martin a vertement tancé et sévèrement puni « cet aubergiste malhonnête ».

Je le fis suer à grosses gouttes, écrit-il, en déclamant contre ceux qui décrient les assignats, mettent les volontaires dans l'impuissance de subsister, ce qui tendait à les dégoûter, ainsi que ceux qui voudraient se dévouer à la détresse de la patrie (14).

De là des rancunes tenaces qui cherchent l'occasion de s'assouvir.

Or, la lettre décachetée au bureau de poste de Pouilly

---

(13) J. LAVANCHY, *Le diocèse de Genève pendant la Révolution*, p. 23.

(14) *Le commandant Emery à M. Emery*. 28 juin 1793, Arch. nat., W 4, 181.

« par les commissaires du corps municipal de la commune nommés à l'effet de procéder à l'inventaire des lettres et paquets des gens suspects » (15) semble fort compromettante. Datée du 23 mars, elle ne porte aucune signature et renferme dans une enveloppe fermée, sans adresse, un second pli, signé Essex, que le correspondant anonyme charge le commandant Emery d'expédier en Suisse à son destinataire, M. de Juigné.

Le nom de M. de Juigné éveille l'attention ; ce que lui mande Essex paraît plus inquiétant encore. Cet ecclésiastique, qu'on identifiera plus tard avec l'abbé Edgeworth de Firmont, dernier confesseur du roi Louis XVI, entretenait le prélat de sa situation particulière et de celle du diocèse. Personnellement, il était réduit à se cacher.

Depuis l'époque douloureuse qui donna lieu à ma dernière lettre, écrivait-il, je ne puis me montrer à Paris. On me croit à Londres, on m'y a vu ; les feuilles publiques ne laissent aucun doute à ce sujet, et ce préjugé, qui a fait pendant quelque temps ma sûreté, est justement ce qui me condamne aujourd'hui à la solitude la plus entière, puisqu'en me montrant je ne puis plus être aux yeux des hommes qui nous gouvernent qu'un émissaire de la cour perfide que j'ai été apitoyer sur le sort du roi et soulever contre la France. Ajoutez à cela, Monseigneur, que l'homme qui avait attiré pendant quelques instants tous les regards, et qui avait ensuite passé les mers, était le dépositaire de votre confiance, nouveau titre de proscription aux yeux du tribunal de sang qu'on vient d'établir et qui va bientôt entrer en exercice.

De là les difficultés extrêmes qu'éprouve Essex dans l'administration du diocèse que le prélat a bien voulu lui confier ; il a dû, faute de la liberté nécessaire, partager ses pouvoirs entre plusieurs ecclésiastiques « éprouvés », sans exclure ceux qui ont consenti le

---

(15) Arch. de l'Ain, L 70, f<sup>os</sup> 17 et sq.

second serment et présumer pour cela le consentement de l'archevêque. Sa lettre se terminait sur un paragraphe élogieux pour les prêtres et rassurant pour leur chef :

Vous savez, Monseigneur, que votre clergé, loin de perdre à la persécution, semble y avoir gagné : il travaille d'une manière vraiment édifiante. Les scandales sont infiniment rares, quoiqu'il n'y ait plus de lois pour les réprimer. Le centre du diocèse ne manque pas d'ouvriers, mais les extrémités sont bien abandonnées et, de la manière dont les choses vont aujourd'hui, on ne peut leur offrir de secours (16).

Tout cela parut grave, très grave, aux commissaires de la commune de Pouilly. Ils alertent donc le district, puis le Conseil général du département auquel ils expédient tout le dossier.

Le 19 avril, le Conseil général du département examine l'affaire. Ses soupçons se portent immédiatement sur M. Emery, car une lettre du 4 avril est arrivée dans l'intervalle à l'adresse du commandant, qui est de la même écriture et porte le timbre de Paris. D'autre part, ils n'ignorent pas que ce dernier est revenu tout récemment de la capitale « où il a fait un séjour d'environ un mois et qu'il a un frère qui a été Supérieur général de Saint-Sulpice et même, à ce qu'il croit, le dernier Supérieur » (17). Considérant donc « que la lettre en date du 23 mars adressée à M. Emery, commandant les gardes nationales à Saint-Genis, annonce positivement que celle qui y était contenue était destinée à M. de Juigné, « ancien évêque à Chalon-sur-Saône et Constance » (*sic*) ; que le sieur Emery était l'intermédiaire dont on se servait pour faire parvenir cette lettre à sa destination, qu'il était même chargé de mettre

---

(16) Arch. nat., W 4, 181, pièce 40.

(17) Arch. de l'Ain, L 70, 19 avril 1793, f<sup>os</sup> 17 et sq.

l'adresse ; que la lettre en date du 4 avril adressée audit Emery, qui est de la même écriture, était d'un des agents choisis pour faciliter la correspondance entre le ci-devant archevêque de Paris Juigné et l'auteur de la lettre qu'Emery était chargé de lui faire parvenir ; que la lettre destinée à M. de Juigné contient des principes dangereux et contraires à la Révolution, qu'elle décide des démarches perfides et criminelles, qu'elle prouve un vaste complot et des projets odieux déjà exécutés en partie et contractés entre Juigné son correspondant et plusieurs autres personnages marquants ; qu'il est du plus grand intérêt pour la chose publique de couper le fil de cette trame infernale ourdie contre la liberté et d'en découvrir les auteurs... « Ouï le procureur général syndic », le Conseil permanent du département de l'Ain décide que le commandant Emery sera arrêté, qu'une perquisition aura lieu à son domicile où l'on saisira « tous les papiers suspects et propres à fournir quelque indication » ; que « dans le cas même où on ne trouverait point de papiers suspects parmi ceux dudit Emery, le commissaire du district lui demandera la représentation et la remise de quelques lettres écrites de son frère, ci-devant Supérieur général de Saint-Sulpice ; lui fera certifier au bas qu'elles sont bien réellement de l'écriture de son frère, les paraphera et les fera parapher » ; enfin, « les copies collationnées des lettres adressées au citoyen Emery les 24 mars et 4 avril et de la lettre destinée à M. de Juigné seront adressées par le premier courrier au Comité de Sûreté générale près la Convention nationale, sauf à y envoyer les originaux après l'interrogatoire du citoyen Emery » (18).

Averti en sous main du péril qui le menace, le com-

---

(18) Arch. de l'Ain, L 70, 19 avril 1793, f<sup>os</sup> 17 et sq.



mandant se décide à prévenir son arrestation et, de son propre mouvement, se rend à Bourg pour se justifier. Le Conseil général, évidemment bien disposé à son endroit, finit par admettre ses explications ; le 8 juin 1793, il reconnut que les deux lettres reçues de son frère « qui ont fait naître des soupçons et prendre des mesures de sûreté contre sa personne ne peuvent faire charge contre lui, puisqu'elles ne sont pas de son fait ; qu'il paraît que le Sulpicien Eméry a voulu dérober à la connaissance de son frère la lettre destinée au sieur Juigné, puisqu'elle était cachetée sous enveloppe et qu'il lui a marqué que « c'était la correspondance du monde la plus innocente ». Il pousse même la bienveillance jusqu'à confirmer cette dernière affirmation du Supérieur : « Ces lettres, assure le rapport, ne contiennent rien de contraire à l'ordre public et à la tranquillité générale. » Enfin, hommage officiel est rendu au civisme du commandant ; « ce vrai patriote a fait des sacrifices pour encourager les gardes nationales à surveiller l'exportation des grains ». En conséquence, le Conseil général du département arrête « qu'il jouira de sa pleine et entière liberté » (19).

Mais avant d'obtenir ce non-lieu, le 8 juin 1793, le citoyen Emery de Saint-Martin a connu de terribles émotions ; son premier voyage à Bourg fut des plus dramatiques ; à l'aller, pour s'épargner l'humiliation d'être conduit de brigade en brigade, il précède tout juste d'une heure les gendarmes lancés à ses trousses ; au retour, il se voit assailli par plusieurs furieux qui le tiennent « trois heures sous le couteau », parce que, dans l'intervalle, une nouvelle lettre de son frère était parvenue qui parlait de la trahison de Dumouriez comme

---

(19) Arch. de l'Ain, L 70, f<sup>os</sup> 299-300.

chose agréable (20) ! Un autre voyage à Gex, chef-lieu du district, n'est pas moins mouvementé : « Les femmes qui me voyaient entrer, écrit le commandant, tremblaient, me faisant cacher au moindre bruit » (21) ; à Gex, il passe plusieurs fois sur la sellette et subit dans le couvent Sainte-Claire, bondé de prisonniers, une détention de plusieurs jours ; ses affaires en souffrent et ses débiteurs en profitent pour nier leurs créances (22). Même définitivement absous, le pauvre homme ne retrouve pas la tranquillité ; quand il rentre chez lui, on veut l'arrêter à deux reprises sur la route, et dans sa maison en désordre, la vue de ses buffets enfoncés par les enquêteurs, de ses papiers entassés pêle-mêle, lui occasionne « un tel accablement qu'il doit garder le lit plusieurs jours » ; le municipale, son ennemi, le poursuit de ses calomnies ; sa famille enfin s'épouvante de cette affaire, et sa belle-sœur expédie ses effets chez son frère pour les mettre en sûreté. Aussi le malheureux commandant se livre-t-il à des réflexions désabusées sur l'inconstance des faveurs humaines. « Rien de plus facile à perdre, écrit-il, que la bienveillance du peuple ; il paraissait m'avoir donné sa confiance, et personne n'y avait plus de droit que moi ; cependant, tout à coup, il se déchaîne. » (23) Aussi s'étonne-t-il, le 12 mai, de ce que le Supérieur général, dans sa maison, continue à jouir d'une tranquillité totale, tandis que ses lettres malencontreuses attirent sur son frère de si graves persécutions (24).

---

(20) *Le commandant Emery à M. Emery*, 20 avril 1793, pièce 1, Arch. nat., W 4.

(21) *Id.*, *ibid.*

(22) Arch. nat., W 4, 181, pièce 2.

(23) *Id.*, *ibid.*

(24) *Id.*, 12 mai 1793, pièce 2.

## III

Cette tranquillité ne dura pas longtemps. Le 19 mai, jour de la Pentecôte, M. Emery est mis en état d'arrestation. A 7 heures du matin, par ordre du Comité de Sûreté générale, le commissaire de police de la Section du Luxembourg s'assure de sa personne, fouille son appartement et visite ses papiers ; mais le Supérieur en défiance avait pris ses précautions ; « on ne trouve chez lui rien d'essentiellement suspect » (25) ; les enquêteurs emportent seulement quelques lettres « qui méritent attention » et proviennent, pour la plupart, des Sulpiciens d'Amérique. La perquisition terminée, le prisonnier est conduit à la mairie où il restera enfermé plusieurs jours. Le 23, il subit, au Parquet de la commune, un premier interrogatoire, « interrogatoire très dur », écrira-t-il à Villèle après sa première libération (26). Le 24, c'est le Comité de Sûreté générale qui le met sur la sellette. Les questions portent sur ses rapports avec M. de Juigné, archevêque de Paris, sur la lettre d'Essex et sur certaines expressions anticiviques relevées dans sa propre correspondance.

Avec le premier, M. Emery assure qu'il n'a entretenu aucune relation directe ni indirecte, « quoique je le respecte, ajoute-t-il, car il était mon supérieur ecclésiastique ». S'il a accepté de lui transmettre la lettre d'Essex, c'est qu'« il connaissait cet Irlandais pour un très honnête homme et que, sur sa parole, il croyait son pli absolument étranger aux affaires politiques ». En vain essaye-t-on de lui arracher le vrai nom et l'adresse de cet ecclésiastique, l'adroit Sulpicien se dérobe. « Il s'appelle Essex, répond-il, et j'ignore sa

---

(25) Arch. nat., W 4, 181, pièce 56.

(26) A Villèle, 31 mai 1793, D. E.

demeure. » Il demeurerait alors près de Villeneuve-Saint-Georges. Mais la police a identifié le personnage, et à la question suivante : « L'ecclésiastique irlandais, dont vous avez fait parvenir la lettre, n'avait-il pas confessé le roi à ses derniers moments ? » M. Emery est contraint de répondre par un aveu (27). Or, la chose est grave, et le commissaire Ingrand ne manque pas de le souligner ; transmettre « au sieur Juigné » une correspondance émanant d'un prêtre qui avait « rempli ce ministère auprès du ci-devant roi » n'allait pas sans compromettre gravement les intermédiaires. Aussi bien, laissant de côté les autres lettres, où l'on pouvait relever des phrases suspectes, le Comité de Sûreté générale ne retient que ce chef d'accusation. Le 26 mai, il arrête que pour ce motif le citoyen Emery sera « renvoyé à l'accusateur public au tribunal criminel révolutionnaire pour qu'il soit par lui statué sur ce qu'il appartiendra » (28).

En attendant sa comparution devant Fouquier-Tinville, le Supérieur général est écroué à Sainte-Pélagie. De cet établissement qui, sous l'Ancien Régime, servait à la fois de maison de retraite pour pensionnaires payants et de refuge pour les filles enfermées par ordre du roi, la Révolution avait fait une prison « humide et malsaine » ; les cellules sont étroites, six pieds carrés en tout et pour tout, « infectées par les ordures du prisonnier à qui il n'était pas permis de satisfaire ailleurs aux besoins de la nature » ; leur ameublement se réduit à une mauvaise paille, un matelas « aussi dur que le marbre, une couverture à demi usée ». La nourriture est à l'avenant, « une livre et demie de mauvais pain, un plat de haricots très durs, accommodés ordinai-

---

(27) Arch. nat., W 4, 181, pièces 42 et 44.

(28) *Id.*, *ibid.*, pièce 6.

rement avec de la mauvaise graisse ou du suif, ragoût infect et malpropre ». Moyennant finances, on peut toutefois améliorer relativement le mobilier et l'ordinaire, car le concierge Brochant tire revenu de son hospitalité ; si les détenus ont le gousset bien garni et possèdent ce qu'il appelle, « avec un sourire sarcastique, des sonnettes », il leur procure une cuvette, un pot à eau, quelques plats fêlés, au triple de leur valeur. Il s'entend aussi avec un restaurateur qui participe largement aux bénéfices de son entreprise et fournit, à grands frais, un menu moins rudimentaire et mieux préparé (29).

M. Emery n'eut guère le temps de goûter ce charmant régime. Sa cousine, Mme de Villette, immédiatement alertée, multiplie en effet les démarches, et ses relations très étendues avec les personnages politiques, avec Girod de l'Ain surtout, lui permettent d'agir efficacement. De son côté, la Section du Luxembourg, toujours reconnaissante envers le Supérieur de son honnêteté, de ses attentions, de ses largesses, adresse au Comité de Sûreté générale un rapport favorable et réclame son élargissement. « Considérant que la Section du Luxembourg sur laquelle est domicilié ledit Emery a donné des témoignages avantageux sur sa manière de se conduire pendant la Révolution, qu'il a été un des premiers prêtres à prêter le serment de maintenir la liberté et l'égalité », celui-ci arrête, le 31 mai, que le citoyen Emery « sera mis en liberté sous l'obligation de fournir caution et certificateur de caution » (30).

Cette pièce en main, Mme de Villette court à Sainte-Pélagie. En pleine nuit, elle réclame son cousin, lui fait revêtir des habits civils qu'elle a eu soin d'apporter,

---

(29) C. DAUBAN, *Les prisons de Paris sous la Terreur*, 377-379.

(30) Arch. Préfecture de police, carton 20, pièce 206.

l'oblige à sortir de suite, le ramène chez elle, à l'hôtel d'Elbeuf. « Belle et bonne », « si bonne, rapporte Sœur Rosalie, qu'elle se mettrait au feu pour rendre service » (31), se hâte d'élargir le Supérieur détenu, car le 31 mai les massacres ont failli recommencer dans les prisons ; « le tocsin a sonné continuellement », l'alerte fut très vive. « Toute la journée, écrit M. Emery à son cher Villèle, je me suis préparé à la mort. » (32) Heureusement, au lieu de rester passive comme en septembre 1792, la force armée établit des barrages qui tiennent les égorgeurs en respect. Mais le mouvement, avorté la veille, peut reprendre et réussir le lendemain. Il faut donc, au plus tôt, arracher le Supérieur à ce redoutable péril.

Mais il faut également le soustraire à Fouquier-Tinville qui parfois n'est pas moins expéditif que la justice populaire. Le Comité de Sûreté générale a déféré M. Emery à son tribunal « pour qu'il soit statué par lui sur ce qu'il appartiendra », et Fouquier-Tinville pourrait de suite entamer la procédure ; la sagesse engage à la prévenir. L'expérience montrera bientôt que « Belle et bonne » avait eu raison de se hâter. Le 8 juin, en effet, le sieur Tavernier, huissier du tribunal révolutionnaire, se présente à Sainte-Pélagie et demande « le nommé Emery » pour le conduire à l'instruction. Le concierge Brochant répond que « le nommé Emery » a été mis en liberté le 31 mai et, pour se couvrir, produit l'ordre d'élargissement. « Communication prise », l'huissier dresse procès-verbal et se retire en menaçant (33).

Le Supérieur général échappait ainsi de justesse

---

(31) *Souvenirs de Sœur Rosalie*, D. E., IV, 964.

(32) *A Villèle*, 10 juin 1792, D. E., IX, 9197.

(33) Arch. nat., W 4, 181, pièce 15.

à l'accusateur public ; cinq jours plus tard, l'instruction de son affaire aurait commencé. Quelle pouvait être la conclusion de ce procès ? Lui-même nous en avertit. « Je courais grand risque, écrit-il à Villèle, de périr sur l'échafaud », et il cite à l'appui une déclaration officielle : « Dix personnes ont été décapitées, lui assure un administrateur de la mairie, qui le méritaient moins. Que j'aurais été heureux, ajoute-t-il avec une sorte de regret, de terminer ainsi ma vie ! Il me semble que, par la grâce de Dieu, mon cœur était tout préparé. » (34)

M. Emery ne demeura pas longtemps à l'hôtel d'Elbeuf, chez sa cousine Mme de Villette. Il regagne bien vite Saint-Sulpice et se réinstalle au Séminaire. Ses amis, pourtant, l'engagent à chercher ailleurs un asile plus sûr ; d'aucuns même lui conseillent de se retirer en province et de se faire oublier. Il s'y refuse absolument.

Je suis revenu dans ma maison où je suis toujours environné d'alarmes, écrit-il à Villèle. Je voudrais que la Providence s'expliquât et me mît dans la nécessité de quitter. Mais, tandis que je puis encore servir Dieu dans la chapelle et demeurer uni aux cendres de mes Pères, je crois devoir ne pas désertier et attendre les événements (35).

Le Supérieur général est même si décidé à se maintenir sur place qu'il s'assure, le 6 juillet, la jouissance légale de son appartement. Bien national, le Séminaire aurait dû, régulièrement, être mis aux enchères et vendu au profit de la nation ; en fait, il se trouve bel et bien aliéné, car la Section du Luxembourg, qui l'occupe depuis deux ans, obtient qu'il soit réservé à ses services et devient pratiquement propriétaire de l'immeuble

---

(34) A Villèle, D. E., IX, 9198.

(35) *Id.*, *ibid.*

entier. C'est donc à elle que s'adresse M. Emery. Il lui fait remettre, lisons-nous dans le *Régistre des délibérations*, « une lettre par laquelle il expose les services qu'il a rendus à la Section et demande à rester dans son logement, ainsi que ses collègues dans le leur, en payant le loyer du local qu'ils occupent ». Cette requête reçoit un accueil des plus bienveillants. Le 6 juillet, « vu les services importants que le citoyen Emery a rendus jusqu'à ce jour à la Section », l'assemblée générale de Mutius Scevola « lui accorde son logement sans paiement et dit qu'il a bien mérité de la Section » (36). En vertu de cette délibération, le Supérieur général, comme ses confrères, se voyait garantir l'usage des chambres laissées à sa disposition ; il en jouirait à titre absolument gracieux ; on lui décernait enfin publiquement un certificat de civisme. C'était beaucoup plus qu'il ne sollicitait.

Bien qu'il se trouvât couvert par ce certificat de civisme officiellement enregistré au greffe de la Section, M. Emery ne se fait aucune illusion. Sa situation demeure précaire ; son dossier reste entre les mains de l'accusateur public ; rien ne garantit qu'il sera éternellement oublié. Les patriotes de Mutius Scevola, par ailleurs, ne se montrent pas tous unanimement favorables ; certains extrémistes n'approuvent pas son élargissement et manifestent à ce sujet quelque dépit. La situation politique, enfin, évolue rapidement au profit de la Montagne qui écrase les fédéralistes de la Gironde. Aussi M. Emery prend-il les dispositions nécessaires pour assurer en toute hypothèse le gouvernement de la Compagnie ; il nomme vice-supérieur M. Gazaniol, ancien supérieur du Séminaire de Lyon, et lui donne

---

(36) *Régistre des délibérations de l'assemblée générale de Mutius Scevola*, 6 juillet 1793.



pour assistants M. Bouillaud, ancien supérieur du Séminaire de Clermont, et M. de Saint-Félix, ancien supérieur du Séminaire Saint-Charles de Toulouse ; le premier sera chargé des confrères qui résident en Espagne, le second des Sulpiciens réfugiés en territoire allemand. Il met également en sûreté les fonds dont il dispose. Nous savons qu'il confia, avec 35 pièces d'or et médailles, 16 400 livres de billets et assignats au perruquier Bertin qui, plus tard, par crainte de se compromettre, fera au Comité de la Section déclaration de ce dépôt (37). On peut supposer que d'autres personnes, moins peureuses ou plus discrètes, reçurent en garde d'autres valeurs.

Au Séminaire, mai et juin 1793 s'écoulaient sans incident. Le 9 juillet, meurt le ci-devant marquis Charles Villette qui laisse, avec une réputation fort douteuse, des affaires embrouillées. « Belle et bonne », qui reste veuve avec deux enfants, réunit d'urgence un Conseil de famille et prie son cousin de vouloir bien en faire partie pour défendre avec elle les droits des mineurs. Comment refuser pareil service à cette femme généreuse et dévouée ? Rien de plus piquant, toutefois, que la composition hétéroclite de ce Conseil qui comprend « des amis et des parents d'Amable-Prospère, Charlotte-Philiberte-Marie Devilette, âgée de 6 ans et 7 mois passés, et de Voltaire Villette (*sic*), âgé de 8 mois passés, savoir : les citoyens Claude-René Cordier-Montreuil, leur oncle paternel ; Jacques-André Emery, Supérieur de Saint-Sulpice, leur cousin ; Jean-Baptiste Girault, député à la Convention nationale ; Guillaume-Olivier Corancez, l'un des fondateurs du *Journal de Paris* ; Charles Gault, homme de loi ; Jean-François Lemoire,

---

(37) Arch. nat., F 7, 4700.

ancien fondé de pouvoirs de Charles Villette » (38). La situation apparaît plus curieuse encore lorsqu'on voit ce prêtre vénérable, si attaché à ses devoirs, prendre en mains les intérêts temporels du « petit philosophe » que le patriarche de Ferney souhaitait impatiemment à sa fille spirituelle (39) et qui portait, à l'opposition de sa sœur, largement dotée de saints patrons, un prénom unique et si peu chrétien. Il se présente donc avec tout ce Conseil, le 11 juillet, chez le juge de paix de la Section et fait désigner comme tutrice la citoyenne Villette et comme subrogé tuteur le citoyen Cordier-Montreuil. Cet acte de libéralisme et de charité reconnaissante ne devait pas détourner le coup qui le menaçait depuis quelque temps. Le même jour, 11 juillet, le Comité de Sûreté générale ordonnait son arrestation.

#### IV

L'ordre d'élargissement, signé le 31 mai par Rouère, Alquier et Basire, n'était pas un non-lieu. L'interrogatoire avait été transmis à Fouquier-Tinville et, le 3 juillet, Le Carpentier, secrétaire du Comité de Sûreté générale, soucieux de compléter le dossier, transmettait à l'accusateur public une pièce qu'il vient de retrouver et qu'il juge très importante.

Cette pièce, écrit-il, m'a paru pouvoir vous donner de grandes lumières pour juger l'affaire d'Emery, ancien Supérieur de Saint-Sulpice. Je me hâte de vous l'envoyer, ajoute-t-il, ainsi que celle que je pourrai trouver sur cette horde de scélérats politiques (40).

---

(38) J. STERN, *Belle et bonne*, 163.

(39) *Voltaire à d'Alembert*, 27 novembre 1777, *Œuvres de Voltaire*, p. p. GARNIER, I, 322.

(40) Arch. nat., W 4, 180, pièce 181.

Le Carpentier ignorait encore à cette date la libération du prévenu ; car dans un billet du 4, où il promet à Fouquier-Tinville de « mettre sous les yeux du Comité les demandes que vous faites », on relève cette phrase significative : « ... Quand (*sic*) à Emery, il est détenu à Sainte-Pélagie... » (41) Il semblerait donc qu'en cédant aux sollicitations concordantes de la citoyenne Varicourt et de la Section du Luxembourg, Rouère, Alquier et Basire aient agi à l'insu de leurs collègues. Peut-être espéraient-ils qu'une fois sorti de prison, leur protégé échapperait aux poursuites, soit qu'il disparût dans une retraite sûre, soit qu'il réussît simplement à se faire oublier.

Or, loin de se cacher, le Supérieur général se réinstalle au Séminaire. Dans cette maison envahie par les patriotes et les clubistes, sa présence ne pouvait demeurer inaperçue. La demande qu'il adresse au Comité pour la location de son logement attire d'ailleurs l'attention des sectionnaires qui ne lui sont pas, tant s'en faut, également favorables ; l'accueil qu'elle reçoit excite enfin l'hostilité des plus ardents qui manifestent « beaucoup d'humeur » (42). L'occasion leur semblait bonne pour se débarrasser de ce prêtre importun, suspect, et voici, qu'au lieu d'éliminer cet indésirable, l'Assemblée générale lui vote, avec l'expression de sa reconnaissance, l'usage gratuit et *sine die* de son appartement. Le dépit qu'ils éprouvent de cette décision les détermine à intervenir ; ils adressent au Comité de Sûreté générale une dénonciation en règle, et l'affaire rebondit.

Le 12 juillet, le Comité de Sûreté générale ordonne

---

(41) Arch. nat., W 4, 180, pièce 181.

(42) *Ibid.*, pièce 48. M. Emery au citoyen Ceyrat, président de la Section du Luxembourg.

l'arrestation de M. Emery. Mais, cette fois, sa personne n'est plus seule en cause, il s'agit de mettre la main sur « toute cette horde de scélérats politiques » que signalait Le Carpentier à l'accusateur public. Saint-Sulpice est un centre ; avec le chef de la conspiration, il faut saisir tous ses complices. On prépare donc un vaste coup de filet.

Dès le 13, une surveillance étroite s'organise ; « pour épier toutes les démarches des personnes qui allaient et venaient habituellement chez les ecclésiastiques dudit Séminaire, dix policiers sont postés jour et nuit autour de la maison ». Le 15, on passe à l'action. « Conformément aux ordres reçus, le commissaire du Luxembourg, dès 5 heures du matin, pose des factionnaires : 1° chez le portier de la principale porte d'entrée ; 2° chez le domestique du citoyen Crenier, au premier étage du corps de logis sur la rue ; 3° chez le citoyen Emery, dans le corps du logis du milieu, au premier étage ; 4° chez le citoyen (*sic*) qui est au troisième étage dudit corps du logis, tous lesquelles (*sic*) factionnaires ont eu la consigne de laisser entrer librement tous ceux qui se présenteraient dans ledit logement, mais n'en laisser sortir aucun (*sic*), de les observer en toutes et principalement à ce qu'aucuns papiers ne soit détournés. » (43)

Le piège est tendu. 51 personnes vont y tomber ; des ecclésiastiques d'abord, MM. Le Gallic et Montenais, Sulpiciens, qui ont reçu du Supérieur une invitation à dîner ; Fontanges et Sambucy qui viennent se confesser ; un curé d'Auvergne, Rougane, « résidant à la maison du ci-devant *Hermite*, du ci-devant Valérien qui porte sur lui un écrit intitulé *Nouveau cas de conscience* ; Desplant, natif de Digne, ci-devant prêtre de

son état ; Duval, natif de Landerneau, professeur de mathématiques, prêtre non fonctionnaire ; Casaque, natif de Saint-Miellé (*sic*), département de la Meuse, prêtre non fonctionnaire ; Guyonnet, natif de Saint-Pardoux, département de Lot-et-Garonne, diacre ; Rice, natif d'Irlande, sous-diacre. Des religieuses arrivent, les unes après les autres, qui appartiennent à une communauté de l'Assomption, rue de Mézières, car l'opération fait boule de neige ; Marguerite Frelle se présente la première avec Marie de Ravignac ; inquiète de leur absence qui se prolonge de façon insolite, Anna Antoine se met à leur recherche, elle est prise dans la souricière. Le même sort échoit, pour la même raison, à Marie Bernard, « âgée de 18 ans, pensionnaire chez les Dames ex-religieuses de l'Assomption », puis à Marie Gallou, leur domestique ; la police les retient. Le personnel de la citoyenne Firmont, « ci-devant Récollette », partage leur surprise et leur mésaventure ; sa cuisinière, Marie Lavoignac, qu'elle envoie « prendre des nouvelles de la santé de M. Emery, ci-devant Supérieur du Séminaire », tardant à revenir, elle recourt à son domestique Nautrin, enfin au charron Catry, son commissionnaire ; ils sont appréhendés successivement. On arrête enfin pêle-mêle des musiciens ; Alexis Martin, « que son mauvais génie a conduit dans une maison où il ne fréquente point, et cela dans un moment où des mesures de sûreté publique obligent d'envelopper les innocents avec les coupables » ; son jeune élève Denadode, âgé de 15 ans, qui l'accompagne ; Joseph Goulet, « venu donner une leçon au portier Bazin » ; des étudiants : Antoine Clemenceau, ancien élève de Saint-Sulpice, qui a quitté la théologie pour le droit ; François Coutret, « fréquentant les écoles de chirurgie de Saint-Cosme » ; le tourneur Bigot ; Bernard Solminiac, natif de Bordeaux, élève de la communauté de

philosophie ; Pierre Lacroix, domestique du sieur Fontanges ; le citoyen Tranchefeux, portier du sieur Carrette, rue Quincampoix ; la limonadière Jeanne Bazin ; le sieur Bruni, demeurant à Issy, au ci-devant Séminaire, venus, soi-disant, chez le portier Bazin ; Rose Mary et sa sœur Catherine, en visite chez le cuisinier de la maison ; des gens manifestement étrangers à l'affaire qui s'adressent à la Section, soit pour retirer leur carte, comme François Ledoux, soit « pour faire une déclaration au Comité militaire au sujet du logement des femmes », comme Pierre Boucher ; de simples curieux comme Claude de Bonnet, « attiré par le bruit qu'il dit avoir entendue (*sic*) à l'entrée du Comité civil » ; des provinciaux, enfin « les Noël père et fils qui désiraient voir l'assemblée des Sections de Paris ». A tous ces arrivants on joint, avec le Supérieur général, les Sulpiciens Crenier, Montaigne, Béchet et le personnel de la maison : Bazin, portier ; Comignot, domestique de M. Emery ; Paulet, dit Beauvais, domestique du sieur Crenier ; Léger, domestique et portier. 51 personnes se trouvent prises dans cette rafle générale (44).

Tout fier de ce succès magnifique, le secrétaire du Comité de la Section adresse le soir même au Comité de Sûreté générale un bulletin de victoire ; il réclame en même temps, pour interroger les prévenus, des enquêteurs adroits.

Vous devez, écrit-il, disposer de quelques-uns de vos membres et, s'il est possible, du citoyen More pour les entendre avec nous. Vous aurez par ce moyen tous moyens de connaître la filiation que vous devez avoir sur le sujet Emery... De la prudence surtout, ajoute-t-il, car il faut prendre des renards aussi fin (*sic*) qu'ils sont dangereux ; ne ménagé (*sic*) donc plus des gens qui sont la cause de nos maux (45).

(44) Arch. nat., W 4, 180, pièce 11.

(45) Arch. nat., F 7, 4700.

Le Comité de Sûreté générale répondit par d'immédiates félicitations : « Vos mesures sont bonnes, écrit-il le jour même. Venez ce soir, on sera convoqué. » (46)

Tandis que s'échange cette correspondance officielle, les prisonniers sont enfermés au Séminaire dans les salles du rez-de-chaussée ; ils y passeront la nuit, « assis sur des bancs ou couchés sur le pavé » (47). On relâche bientôt dix d'entre eux, après délibération du Comité sectionnaire : les citoyens et citoyennes Paimbeuf, Rose Mary, Marie-Christine Mary, Marianne Cayon, Gaulet, Denadots, Bonnet, Noël père et fils, Bigot « qui n'avaient point de rapport aux correspondances du citoyen Emery » (48). A 4 heures du matin, les 41 autres, escortés de 300 fusiliers et de gendarmes, sont conduits « par la rue de Tournon à la caserne des Carmes, suivant le même chemin, note Fontanges, qu'avait coutume de prendre la procession du Saint Sacrement » (49). On enferme les citoyens dans le dortoir à droite en entrant sur le premier palier de l'escalier, et les citoyennes dans le dortoir à droite en entrant, au fond du corridor intitulé « salle de l'état-major » (50).

Les premiers, rapporte Sambucy, retrouvent dans leur dortoir d'autres prisonniers parmi lesquels ils reconnaissent « un évêque qui était, je crois, celui de Die » (51). Tout le monde couche sur la paille, car l'évêque auquel on veut procurer un matelas refuse ce soulagement et ce privilège ; par point d'honneur, ses compagnons s'empressent de l'imiter.

---

(46) Arch. nat., W 4, 180, pièce 11.

(47) *Souvenirs de Fontanges*, D. E., IV, 349.

(48) Arch. nat., W 4, 180, pièce 70.

(49) *Souvenirs de Fontanges*, D. E., IV, 349.

(50) Arch. nat., W 4, 180, pièces 101-102.

(51) *Souvenirs de Sambucy*, D. E., IV, 591.

Les heures passent, monotones, incertaines. Chacun attend le moment de comparaître. Mais l'enquête subit un retard de plusieurs jours. « Nous ne pouvons recevoir les individus arrêtés qu'à 11 heures du matin », mande le Comité de Sûreté générale au Comité de surveillance du Luxembourg, le 16, à 2 heures après-midi (52). Ce dernier, pourtant, se montre très impatient d'accélérer l'affaire ; un tri s'impose parmi les détenus qui tous ne sont évidemment pas coupables ; d'autre part, écrit-il, « il s'agit de démasquer des prêtres et de découvrir leurs trames cachées sous le voile d'une fausse religion qui cache ses mystères d'iniquités dans le secret impénétrable des cœurs » (53). Ne les accuse-t-on pas « d'avoir fait une traînée de poudre depuis le mont Valérien jusqu'au Séminaire de Saint-Sulpice pour faire sauter le Séminaire et le club qui s'y tenait » (54) ? La Section insiste donc pour qu'on fasse diligence, et, le 15, le Comité de Sûreté générale l'autorise à procéder elle-même aux premiers interrogatoires.

Les commissaires se mettent à l'œuvre ; leur empressement est tel que le 20, à minuit, « ils se transfèrent devant la porte de l'accusateur public, logeant au palais ». Mais, à cette heure, la porte est close. Ils ont beau insister auprès du concierge Durand et lui représenter « qu'ils apportent un paquet de la part du Comité de Salut public », le concierge de Fouquier refuse obstinément de leur ouvrir ; ils en sont quitte pour dresser un procès-verbal de protestation (55). L'accusateur public avait pourtant reçu, le 18, du Comité de Sûreté générale, ordre de hâter l'instruction, « afin de rendre

---

(52) Arch. nat., F 7, 4700.

(53) *Id.*, *ibid.*

(54) *Souvenirs de Sambucy*, D. E., IV, 591.

(55) Arch. nat., F 7, 4700.



la liberté à ceux de ces citoyens contre lesquels il serait injuste de sévir et auxquels on n'aurait rien à reprocher » (56). Mais il se trouve accablé d'affaires, et ses journées sont suffisamment laborieuses pour qu'il puisse réserver le repos de ses nuits.

Les commissaires de la Section du Luxembourg, malgré leur dépit, ne poursuivent pas moins leur enquête, et, le 25 juillet, tous les interrogatoires se trouvent terminés. Sur les 41 prévenus, le Comité en retient 13 qui lui paraissent « avoir des liaisons plus particulières avec le citoyen Emery », principal accusé, savoir les citoyens Crenier, Béchet, Montaigné, Montenis, Casaque, Le Gallic, Rougane, Bazin, Guenois, femme Beauvais, Beauvais dit Paulet, Comignot et Bouché « qui seront à la diligence de l'accusateur public » (57). Les autres furent relâchés le 26. Deux d'entre eux toutefois, Catry et Fontanges, restèrent un certain temps en balance.

Amable-Jean-Baptiste Catry, charron de son état et commissaire de la citoyenne Firmont, ci-devant Récollette, portait sur lui un papier qui retient l'attention des enquêteurs. C'était la copie d'une lettre de la Sainte Vierge, écrite aux citoyens de Messine dans le temps que saint Paul prêchait l'Évangile.

Quiconque, assure-t-elle, la portera avec dévotion sera préservé de tout accident et ne peut mourir de mort subite, ni de ferre (*sic*), ni de feu, ni d'eau, ni d'aucun autre accident fâcheux, sans avoir reçue (*sic*) les sacrements, ni même ne peut être offensé de ses ennemis tant visibles qu'invisibles (58).

Ce précieux talisman faillit justement perdre le pauvre Catry. On le presse de questions. Où a-t-il trouvé cette

---

(56) Arch. nat., W 4, 180, pièce 13.

(57) *Id.*, *ibid.*, pièce 69.

(58) *Id.*, *ibid.*, pièce 188.

pièce compromettante ? Que signifie ce texte mystérieux ? Quels sont ces ennemis visibles et invisibles dont parle ce document ? Tant bien que mal, Catry réussit à fournir des explications vraisemblables et rassurantes. On se résout à le libérer.

Le cas de Fontanges était infiniment plus grave ; son caractère sacerdotal, ses relations fréquentes avec M. Emery suffisaient à le rendre suspect ; mais on lui reproche plus que tout le reste de n'avoir pas consenti le dernier serment. Le président de la Section dans laquelle se trouvait la Visitation de la rue Saint-Jacques, nommé Le Comte, avait réussi à le faire élargir, « sous la condition exigée par l'accusateur public que, dans deux fois vingt-quatre heures, il aurait prêté ce serment ». Mais le jeune abbé refuse absolument de souscrire à cette condition ; avec une loyauté courageuse, il écrit à Fouquier qu'il ne pouvait acheter à ce prix sa liberté et qu'ainsi il le fît enfermer de nouveau si par ce refus il était coupable ». Une religieuse déguisée, qui venait de nuit assister à sa Messe dans la chapelle de la Visitation, est chargée de transmettre à qui de droit cette fin catégorique de non-recevoir. Mais au lieu de s'adresser directement au redoutable destinataire, cette religieuse recourt à sa tante, « en sorte que Fouquier, après avoir lu la lettre et l'avoir jetée par terre avec colère, ne put cependant se défendre d'un mouvement de compassion pour un homme dont les sentiments étaient si délicats et la conduite si loyale ». « Hé bien ! répond-il, qu'il soit tranquille, mais qu'il n'aille plus à Saint-Sulpice. » (59)

Restaient avec M. Emery treize prévenus. Peut-on espérer qu'ils bénéficieront, eux aussi, et sans tarder,

d'un non-lieu ? Le Supérieur général qui ne compte pas être mis, personnellement hors de cause tente une intervention en leur faveur et, une seconde fois, essaye de faire jouer les influences qui, lors de sa première détention, s'exercèrent si heureusement. Il recourt donc à Mme de Villette et au citoyen Ceyrat, président de la Section, et rédige à leur intention les deux lettres suivantes.

Sous couleur d'excuser son absence imprévue, la première de ces lettres adressait à « Belle et bonne » un appel délicat et discret :

Je crois devoir vous prévenir, chère cousine, qu'hier je fus mis en état d'arrestation avec tout ce qui reste de directeurs et de domestiques dans la maison. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'on a arrêté tous les hommes et femmes qui sont entrés le même jour dans la maison. Nous avons été conduits le matin à la caserne des Carmes, mais nous ne savons pas positivement à quelle heure nous en sortirons et où nous nous rendrons. On dit que nous serons traduits à un Comité de la Convention et que c'est par ordre de la Convention que nous avons été arrêtés. Quoi qu'il en soit, j'ignore les motifs de cette mesure. Mais il est nécessaire de vous en donner avis, dans la crainte que vous ne trouviez mauvais que, dans les circonstances où je vous dois toute sorte d'attentions, je ne paraisse point chez vous. Vous jugerez mon excuse bien légitime. Si je pouvais prendre un langage profane, je dirais que le sort me poursuit ; mais je m'expliquerai mieux en disant que la Providence m'éprouve et me dégoûte de plus en plus de la vie (60).

Au citoyen Ceyrat, président de la Section et juge de paix, le Supérieur général recommande spécialement MM. Le Gallic et Montenais, mais il réclame aussi pour son propre compte un extrait du procès-verbal qui lui exprimait la reconnaissance officielle de la Section.

---

(60) Arch. nat., W 4, 180, pièce 47.

J'ai eu l'honneur, citoyen président, de vous remercier de ce que vous voulûtes bien faire pour moi dans l'assemblée où il a été question de mon logement. Je vous réitère mes remerciements ; mais il n'en est pas moins vrai que si la Section ne m'avait pas été si favorable, très probablement mon arrestation avec tout l'éclat qui l'a accompagnée n'aurait pas eu lieu, car on prétend de tous côtés que mes dénonciateurs au Comité de Sûreté générale sont quelques membres de la Section, et des personnes très intelligentes croient que ce sont ces mêmes membres qui ont témoigné beaucoup d'humeur de la délibération qu'on avait prise à mon égard.

Je ne m'arrête point à ces présomptions, et, quoi qu'il en soit, voici ce qui fait l'objet de cette lettre :

M. Le Gallic, qui venait dîner au Séminaire, a été arrêté, il est encore détenu. Vous savez que, depuis onze ou douze ans, il habite la campagne et ne se mêle absolument point des affaires du Séminaire. Vous savez que, depuis qu'il a été obligé de quitter la campagne, il occupe une chambre en ville, et que, s'il venait depuis quelques mois prendre son dîner au Séminaire, il venait à l'heure du dîner et partait aussitôt après, comme il aurait fait dans une auberge. Par conséquent, s'il s'est fait des dénonciations contre le Séminaire, elles ne peuvent pas le regarder.

Je vous prie de faire faire ces attentions aux commissaires qui l'interrogeront et de le leur recommander, parce que la promptitude de son élargissement dépend à peu près d'eux, et que je souffre beaucoup de voir ce vieillard vénérable, et qui a des besoins, dans une situation aussi pénible.

J'aurais à peu près les mêmes observations à faire pour M. Montenon qui est encore un vieillard hors de combat, qui depuis huit ou dix ans ne se mêlait de rien, ne confessait même pas, et qui doit être regardé par rapport au Séminaire comme un étranger, parce que depuis deux ans il habite la Section des Tuileries et qu'il ne va au Séminaire que pour y dîner, et ainsi que M. Le Gallic n'a été arrêté que comme étranger.

J'ai plusieurs fois prié le citoyen Grison de me délivrer, conformément à l'ordre de l'assemblée, un extrait du procès-verbal qui me regarde ; il a toujours répondu qu'il me le donnerait, et cependant je ne l'ai pas ; il pourrait m'être utile. Si je ne craignais de vous compromettre, je vous prierais de lui dire de ne pas différer de me l'expédier. J'ai prié le citoyen Bertin de le demander. Mon dessein, certainement, n'est pas

de profiter de la faveur de la Section, car, quand je serai tiré de ma captivité, je n'aurai rien de plus empressé que de m'enfuir du Séminaire.

Je suis avec bien du respect et de la reconnaissance, citoyen juge et président, votre très humble et très obéissant serviteur,

EMERY (61).

Ces deux lettres furent interceptées et versées au dossier. Aussi bien, que pouvait, dans cette situation infiniment critique, l'intervention de « Belle et bonne » ? Quant au président de la Section, Joachim Ceyrat, l'hostilité évidente de certains collègues ne lui permettait guère d'intervenir efficacement. Abandonné à lui-même, le Supérieur général est donc transféré, le 3 août, à la Conciergerie avec MM. Le Gallic, Montenis, Crenier, Béchet. Ses confrères seront élargis le 16 août. Il restera seul captif et on ne réussira pas une seconde fois à le tirer de prison par surprise, car une note émanant du Tribunal révolutionnaire recommande à son sujet une toute spéciale vigilance : « Bien prendre garde de ne pas libérer Emery » (62), lisons-nous sur la couverture de son dossier. De fait, il ne sera élargi que le 23 octobre 1794, après avoir subi à la Conciergerie, au Plessis ensuite, une dure et longue détention.

---

(61) Arch. nat., W 4, 180, pièce 48.

(62) Arch. nat., W 4, 180.

## CHAPITRE XI

### LA CAPTIVITE DE M. EMERY

I. M. Emery à la Conciergerie. Son interrogatoire par le Tribunal révolutionnaire. Ses adieux à M. Nagot. La préparation à la mort. — II. Vie de M. Emery à la Conciergerie. Sa vie de piété. Sa vie intellectuelle. — III. L'apostolat de M. Emery. Ses auxiliaires Bimbenet et Ploquin. — IV. Les évêques constitutionnels Lamourette, Fauchet, Savine, Montault. Les prêtres constitutionnels. Les parlementaires de Paris et de Toulouse. La conversion d'Eglé. — V. M. Emery au Plessis. Il échappe au Tribunal révolutionnaire. La mystérieuse protection dont il jouit. Hypothèses diverses. Le 9 Thermidor. Libération de M. Emery. Levée des scellés. Le dépôt du perruquier Bertin.

#### I

De toutes les prisons parisiennes, la Conciergerie était la plus mal famée. Cette mauvaise réputation tenait en premier lieu à la grossièreté de ses gardiens ; « ivres, parlant un langage extraordinaire, toujours suivis de chiens énormes, faits comme eux pour répandre la terreur » (1), ces gardiens traitent avec rudesse les détenus confiés à leurs soins.

---

(1) RIOUFFE, *Souvenirs d'un détenu*, dans DAUBAN, *Histoire des prisons*, 141.

Le Luxembourg, écrit Riouffe, le Port-Libre, les Carmes, les Bénédictins anglais, Saint-Lazare, les Anglaises de Saint-Antoine, où d'heureux détenus n'ont connu longtemps que les chaînes de l'amour, étaient des prisons muscadines ; les guichetiers y sont polis ; ils parlent un langage intelligible, et quand on y est transféré de la Conciergerie, de Pélagie, des Madelonnettes et de la Force, on serait tenté de les prendre pour des académiciens (2).

L'argot des gardiens, leur allure débraillée, leur brutalité même cadraient parfaitement avec la tenue répugnante de cette geôle infecte, surpeuplée de prévenus. Ses hôtes, après la Terreur, nous ont décrit les cachots dans lesquels on enfermait d'abord les arrivants ; ils portent des noms sinistres : la Paillerie, Belair, le Grand-César, la Gaillotte, la chambre du Noviciat, la Morgue, la chambre des Mouchards, Bonbec, le plus redouté de tous ; la seule lumière qu'ils reçoivent arrive par le seul trou « pratiqué dans la porte » (3) ; à l'intérieur, on s'entasse sur de la paille pourrie, « au milieu d'une fange plus dégoutante que celle des animaux les plus immondes » (4) ; la vermine pullule ; on reçoit même, de jour, de nuit, la visite des rats qui se promènent sans façon sur les prisonniers étendus ; aucune aération, sauf lorsqu'on apporte les repas ou lorsqu'on vide les « griaches ». Mais alors « il s'exhalait en dehors une telle puanteur que le greffe était littéralement empoisonné » (5). La société est à l'avenant. Beugnot y voisina avec un assassin et un escroc, Beaulieu avec des voleurs qui juraient, fumaient, buvaient et prélevaient sur les nouveaux pensionnaires un droit de bienvenue et de joyeux avènement.

---

(2) DAUBAN, *Histoire des prisons*, 141.

(3) BEUGNOT, *Mémoires*, dans RIOUFFE, *op. cit.*, 169.

(4) BEAULIEU, *Essai historique sur les causes et les effets de la Révolution française*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 194.

(5) DAUBAN, *op. cit.*, 145.

Au bout de quelque temps, on réussissait généralement à quitter ce délicieux séjour et cette compagnie charmante pour le quartier des « pailleux ». Les détenus étaient alors enfermés dans des « chambres de paille », ainsi appelées en raison du mode de couchage qui les caractérisait. Ces chambres de paille, intérieurement, ne valaient pas beaucoup mieux que les cachots. Mais la société était plus choisie et leurs hôtes avaient l'appréciable avantage de pouvoir les quitter de 8 heures du matin jusqu'à l'appel du soir pour se promener dans la cour et les galeries, avantage tout relatif d'ailleurs, car la cour est très étroite, et des galeries, Riouffe écrit qu' « elles sont infectées par l'odeur des urines » (6).

Moyennant protection et surtout moyennant finances, les plus fortunés peuvent à la longue obtenir une « chambre de pistole ». Pour 27 livres 3 sols le premier mois et 22 livres le second, ils louent une cellule qu'ils partagent avec plusieurs compagnons ; là, ils jouissent d'un lit étroit et d'un grabat fort mauvais. Mais en comparaison des chambres de paille et surtout des cachots, ce nouveau séjour leur paraît ravissant : « Je me croyais, rapporte M. Beaulieu, arrivé dans un lieu de délices. » (7) Le confort est pourtant rudimentaire et l'hygiène épouvantable. Les chambres de pistole, en effet, se trouvent auprès de cette infirmerie dont Beugnot nous fait une répugnante description : cinquante couchettes entassées dans une salle de cent pieds de long ; au milieu, à l'usage des malades, « les commodités » qui débordent souvent ; un médecin, Thierry, qui ne connaît pour tout remède que la tisane et dont le diagnostic invariable : « Tu vas mieux », s'applique à tous indistinctement (8).

---

(6) DAUBAN, *Histoire des prisons*, 146.

(7) *Id.*, 195.

(8) *Id.*, 181.



Malgré ce voisinage nauséabond, les chambres de pistole n'en sont pas moins extrêmement recherchées et toujours pleines ; avant d'y trouver une place, il fallait souvent attendre plusieurs jours la vacance souhaitée ; on se disputait cet agréable séjour, « le premier hôtel garni de Paris », écrit Riouffe, au moins quant au revenu (9).

La Conciergerie, enfin, qui communique directement avec le Tribunal révolutionnaire, est constamment sous les yeux du redoutable Fouquier-Tinville ; du premier étage, une petite fenêtre qui plonge dans le préau lui permet d'examiner furtivement ses clients (10) ; dans cette prison, on échappe plus difficilement qu'ailleurs à son attention vigilante ; aussi le comte Beugnot a-t-il écrit que cette antichambre du Tribunal révolutionnaire était aussi « l'antichambre de la mort » (11).

C'est dans cette gêôle de réputation sinistre qu'arrive, le 3 août 1793, le Supérieur général pour attendre l'instruction de son procès. Dix jours après son entrée, le 13 août, à l'heure où les huissiers distribuent à « ceux qui doivent monter le lendemain » (12) ce qu'on appelle le *Journal du soir*, c'est-à-dire les actes d'accusation, il entend appeler son nom. A travers les grilles de l'escalier Bonbec, on lui passe sa feuille sur laquelle figure le crime dont il répondra : correspondance contre-révolutionnaire. Le 14 août, escorté de gendarmes, il franchit la porte étroite qui ouvre dans le promenoir, sur l'escalier en colimaçon, et gravit les marches qui conduisent au tribunal. « Dans l'une des salles de l'auditoire », il comparaît devant le juge Ardouin, assisté

---

(9) DAUBAN, *Histoire des prisons*, 150.

(10) LENÔTRE, *Le tribunal révolutionnaire*, 252.

(11) DAUBAN, *op. cit.*, 176.

(12) LENÔTRE, *op. cit.*, 261.

de son greffier Ducreux, « en présence de Fouquier-Tinville », accusateur public. L'interrogatoire commence.

La première question porte sur les fonctions de supérieur qu'il aurait indûment exercées, après la Constitution civile; sans avoir prêté le serment. La défense est adroite. Le citoyen Emery, « à proprement parler, n'a plus fait les fonctions de supérieur, quoiqu'il y ait des jeunes gens qui aient demeuré dans la maison ». Ces jeunes gens, il ne pouvait les mettre à la porte jusqu'à ce qu'ils eussent été retirés par leurs parents... Il ne donnait pas de leçons... Au reste, il n'a rien fait clandestinement et qu'au vu et su de la Section du Luxembourg que lui, ancien Supérieur, avait reçue dans l'ancien Séminaire pour y tenir ses séances.

La seconde question est infiniment plus embarrassante ; elle aborde le chef principal d'accusation ; on lui demande, en effet, « s'il a entretenu quelque correspondance avec des prêtres déportés ou émigrés et notamment avec ceux qu'il regardait dans l'ancien ordre de choses comme ses supérieurs ».

M. Emery avoue qu'il a reçu « quelques lettres des prêtres de la Compagnie, dont il est le chef, qui avaient été déportés et qui l'instruisaient du lieu de leur déportation », mais il n'a jamais eu de correspondance avec des prêtres émigrés. Quant à « ceux qu'il regardait comme ses supérieurs, il nie avoir entretenu avec eux « aucune relation » directe ni indirecte. On lui objecte alors la lettre d'Essex, interceptée au bureau de poste de Pouilly. Le Supérieur répond d'abord « que cette lettre n'était point de lui », que son auteur l'assurait d'autre part « qu'il n'était nullement question d'affaires ni de nouvelles politiques », que son contenu, enfin, le département de l'Ain l'a reconnu officiellement, « ne renfermait rien de contraire à l'ordre général public et à la tranquillité générale ».

Suivent plusieurs questions sur certaines expressions suspectes relevées dans sa correspondance avec son frère sur lesquelles, dans ses précédents interrogatoires, il a dû s'expliquer. Enfin apparaît un nouveau chef d'accusation. Pendant la détention de M. Emery, une lettre du Havre, datée du 15 juillet, est arrivée au Séminaire, et cette lettre aggrave singulièrement son cas.

Les 3 000 francs en numéraire que vous m'avez annoncés par votre chère du 12 courant, lui mande un certain Martin, me sont bien parvenus. Un de mes amis est ici qui va partir avec son épouse pour Baltimore ; il sera chargé de faire le remboursement à M. Nagot de la somme en piastres que je tirerai sur lui à l'époque que le navire sera capable de mettre à la voile (13).

Cette lettre constitue la preuve flagrante d'un nouveau délit ; le citoyen Emery fait passer du numéraire à l'étranger. Le Supérieur répond « qu'il avait été chargé de faire passer à Nagot un argent que lui, Nagot, avait laissé en dépôt, avant son départ, chez la citoyenne Gouy, rue Cassette, Section du Luxembourg ; qu'il savait très bien qu'il était défendu de faire passer des espèces dans les pays étrangers, et qu'aussi il n'avait point proposé de faire passer ces espèces, qu'il les avait envoyées au citoyen Martel, négociant au Havre, qui lui avait écrit qu'avec cet argent il achèterait des marchandises, qu'il ferait passer ces marchandises à son fils établi à Philadelphie, et qu'alors que ces marchandises seraient vendues, il ferait remettre au citoyen Nagot une valeur en monnaie du pays ; que lui, répondant, avait toujours différé de faire passer ce dépôt jusqu'à ce que la paix fût faite ; mais que, pressant les besoins du sieur Nagot, il avait proposé au sieur Martel cette voie ». Cet essai de justification ne satisfait pas le Tribunal. Dans la lettre de Martel, « il n'est pas

---

(13) Arch. nat., W 4, 180, pièce 46.

question de marchandises, observe-t-il, mais seulement de change de numéraire ». Après avoir signé son interrogatoire qu'on vient de lui relire, le prévenu est redescendu dans sa prison (14).

De cet interrogatoire, auquel il a pourtant répondu avec adresse et sang-froid, M. Emery rapporte dans sa cellule une impression pessimiste ; son affaire est mauvaise, sa condamnation fatale. Il ouvre alors son Bréviaire et lit dans l'office du jour des textes qui lui semblent un providentiel avertissement : *Nunc, Domine, secundum voluntatem tuam fac mecum et praecepe in pace recipi spiritum meum ; expedit enim mihi mori magis quam vivere*. Tel est le capitule de None. Comment ne pas l'appliquer à son actuelle situation ? Le Supérieur général conclut donc qu'il lui faut se préparer au sacrifice suprême ; longuement il médite et prie. Songeant alors à ceux qu'il va laisser derrière lui et qui devront continuer son œuvre, il écrit à M. Nagot une lettre émouvante qui transmettra aux Sulpiciens d'Amérique les adieux de leur chef et ses suprêmes volontés.

Je vais dans quelques heures, mon cher Monsieur N..., comparaître devant le Tribunal révolutionnaire et je n'attends qu'un jugement de mort. Je profite de ces derniers moments de ma vie pour vous donner ainsi qu'à tous vos confrères ma bénédiction et pour vous assurer que, dans le ciel où j'espère être reçu par la miséricorde de Dieu, je ne vous oublierai pas. Je ne cesserai de demander à Dieu qu'il vous protège et qu'il fasse réussir tous vos desseins qu'il sait bien n'être que pour sa gloire. Je me suis occupé jusqu'à la fin de vous procurer des secours ; j'espère que vous en recevrez encore après ma mort. Une lettre du C. Martel qui m'annonçait avoir reçu mille écus que vous aviez laissé en dépôt chez M. de Gouy et qui a été interceptée fournit un des chefs d'accusation qu'on m'invente. Quelle consolation pour moi de périr victime de

---

(14) Arch. nat., W 4, 180, pièce 76.

mon attachement à l'Eglise et de ma tendresse pour vous ! Au nom de Dieu, que votre maison et les jeunes gens qui doivent s'y former soit toujours regardé (*sic*) comme le capital de l'œuvre. Les biens qu'elle produira dans la suite sont immenses. Que vous et les professeurs travaillent donc sans cesse à se rendre propres à l'œuvre par l'acquisition des connaissances relatives aux préjugés et aux opinions locales et en faisant prévaloir l'esprit de retraite et de prière, l'esprit intérieur, sur toutes les autres bonnes œuvres qui se présenteraient à faire et qui toutes doivent être subordonnées à la grande œuvre qui vous est confiée par la Providence. Vous connaissez et vous avez sous les yeux le règlement de Saint-Sulpice. Dieu bénira vos travaux à mesure que vous vous y conformerez davantage. Je crains de n'avoir pas le temps de clore ma lettre. Je me presse de vous prier de faire connaître à MM. Levadoux, Richard, Flaget, Ciquart, mes derniers sentiments pour eux. Combien j'ai été consolé dans ma prison de recevoir des nouvelles des trois premiers. Je désire bien que ma réponse puisse leur parvenir. Vous ferez aussi connaître mes derniers sentiments à MM. David et Maréchal. J'embrasse de tout mon cœur vos collègues qui travaillent dans la même maison que vous ; Dieu sait combien ils sont chers à mon cœur. Je finis par les paroles de saint Paul : *Ego scio quia non amplius videbitis faciem meam... Et nunc commendo vos Deo et verbo gratiae ipsius, qui potens est aedificare et dare hereditatem in sanctificatis omnibus.*

Je ne dois pas oublier les jeunes gens que vous avez conduits avec vous ; vous leur direz que je me suis souvenu d'eux dans mes derniers instants et que j'ai prié Dieu qu'il les confirme et les fit (*sic*) croître sans cesse dans sa grâce.

Vous assurerez Mgr Carroll du profond respect dont j'étais pénétré pour lui. Vous lui direz que je vous recommande ainsi que tous vos confrères à ses bontés et à sa protection dont j'espère que vous continuerez de vous rendre dignes. Dieu bénisse M. Delarue. Il doit sentir que c'est Dieu qui lui inspira la pensée de vous accompagner. Je souhaite toute sorte de paix et de bonheur aux domestiques qui sont auprès de vous (15).

Tout résigné qu'il soit à subir la peine capitale, M. Emery ne prépare pas moins très soigneusement

lui-même sa propre défense ; il compose coup sur coup deux mémoires où il reprend sur les délits qu'on lui reproche ses précédentes justifications ; le premier de ces mémoires se termine par les observations suivantes qui abritent la responsabilité du Supérieur sous le patronage de la Section.

Le citoyen Emery croit devoir faire remarquer, écrit-il :

1° Que s'il avait été capable d'entrer dans quelques intrigues et de faire quelques rassemblements contraires à l'ordre, il n'aurait pas été assez dépourvu de raison pour occuper une chambre qui est au milieu des salles et des chambres où s'assemblent la Section, les clubs et les commissaires de tous les différents bureaux, et même de n'en avoir jamais découché.

2° Que les commissaires du Comité révolutionnaire, invités par le Comité de Sûreté générale de rechercher dans les registres de la Section s'il n'y avait point eu en quelque temps des plaintes contre le citoyen Emery, n'ont trouvé relativement à lui que les délibérations qui ordonnaient des députations pour lui faire des remerciements.

3° Que huit jours avant sa dernière arrestation l'assemblée générale de la Section avait arrêté à l'unanimité que, eu égard aux services importants que le citoyen Emery avait rendus à la Section depuis l'origine de la Révolution, il conserverait son logement au Séminaire, qu'on n'accepterait point l'offre qu'il faisait d'en payer le loyer et que le citoyen Emery avait bien mérité de la Section.

Enfin, la conduite du citoyen Emery doit être bien pure, puisque 45 personnes interrogées relativement avec lui, non seulement n'ont fourni aucune charge, mais encore la plupart ont rendu témoignage à son civisme ; que sa correspondance ayant été mise à découvert et scrupuleusement examinée, n'a donné lieu, suivant le jugement du département de l'Ain, à aucune espèce d'inculpation (16).

La défense ne laissait pas d'être fort adroite, mais la cause n'en restait pas moins très compromise. M. Emery ne se fait aucune illusion, il se prépare à la mort.

---

(16) Arch. nat., W 4, 180, pièces 79 et 80.

## II

Utiliser saintement les derniers jours qui lui restent, exercer sur ses compagnons de captivité un apostolat actif et discret semblent au Supérieur général la meilleure façon de disposer son âme au sacrifice suprême. Il organise donc sa vie de prisonnier.

Sa vie de piété d'abord, et ce n'est point facile, car dans cette geôle nauséabonde, bruyante, surpeuplée, il ne trouve pas, tant s'en faut, le recueillement du Séminaire. Que de vacarme et quelle agitation ! Bien avant le jour, on entend le « gémissement régulier de la pompe du préau où remplit les seaux Bergerat, le porteur d'eau de la prison » (17). Dès 5 heures du matin, la foule envahit l'escalier qui conduit au Tribunal révolutionnaire ; on se dispute, on se bat pour s'assurer les meilleures places à l'audience, et le bruit de ces altercations pénètre jusque dans les cellules où reposent les prévenus. D'énormes clés grincent dans les serrures de fer ; des portes s'ouvrent et claquent ; c'est Barrassin, l'homme de confiance du concierge Richard, qui commence sa corvée. Ce voleur de grands chemins, condamné à quatorze ans de fers pour ses exploits, se spécialise en effet dans les travaux les plus répugnants (18) ; il est chargé des « griaches » qu'il vide avec force plaisanteries et jurons. Dans les cachots, les chambres de paille, les chambres de pistole, les guichetiers font l'appel, flanqués de leurs énormes chiens. Vers 8 heures, les prisonniers se mettent en branle à leur tour ; c'est le moment où les pailleux et les pensionnaires à la pistole sont poussés hors de leurs cellules ;

---

(17) LENÔTRE, *Le tribunal révolutionnaire*, 262, Arch. nat., F 16, 180.

(18) BEAULIEU, *Essai historique sur les causes et les effets de la Révolution*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 196.

dans le passage qui sépare la cour des femmes et le guichet, dans le préau et la galerie qui l'entoure, ils se mettent à tourner en rond. Bientôt descendent les « belles captives » ; elles portent, rapporte Beugnot, « un négligé coquet dont les parties étaient assorties avec tant de fraîcheur et de grâce que l'ensemble n'indiquait pas du tout qu'on eût passé la nuit sur un grabat et le plus souvent sur de la paille fétide » (19).

Les caquetages vont leur train. La galanterie s'en mêle ; derrière les grilles, « assez larges pour qu'on puisse s'embrasser », s'échangent de tendres baisers (20). Puis commence le défilé des prisonniers qui montent à l'audience, encadrés de gendarmes, tandis que les visiteurs du dehors se présentent au guichet « où se fait l'amour » (21). A midi, pour le déjeuner, les dames redescendent « habillées avec recherche et coiffées avec élégance » ; de chaque côté de la grille, « on dispose des bancs à hauteur d'appui », on déjeune, on tient salon, « on parle agréablement de tout sans s'appesantir sur rien », on traite le malheur « comme un enfant méchant dont il ne fallait que rire », et de fait on rit très franchement « de la divinité de Marat, du sacerdoce de Robespierre, de la magistrature de Fouquier » (22). On chante aussi, et de bon cœur, des couplets patriotiques sans doute, mais surtout des couplets satiriques et de tendres romances.

A cette époque, écrit Beugnot auquel nous devons tous ces pittoresques détails, aucune promenade de Paris n'offrait de réunion de femmes mises avec tant d'élégance que la cour de la Conciergerie, à midi ; elle ressemblait à un parterre de fleurs, mais encadré par du fer (23).

---

(19) DAUBAN, *op. cit.*, 184.

(20) RIOUFFE, *Mémoires d'un détenu*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 150.

(21) *Id.*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 148.

(22) BEUGNOT, *Mémoires*, dans DAUBAN *op. cit.*, 184.

(23) *Id.*, *ibid.*



Jusqu'au pied de l'échafaud, le frivole XVIII<sup>e</sup> siècle folâtre et s'amuse. « Les nouveaux venus sont ébahis de se trouver en pareil lieu à pareille fête. » (24)

Cette fête, toutefois, est troublée par instants ; des condamnés descendent du tribunal après avoir entendu leur sentence de mort ; on échange des adieux, des souvenirs, de suprêmes recommandations ; dans la chambre, près du greffe, la « fournée » se prépare ; les aides du bourreau coupent les cheveux, dégagent les cols, ligotent les prisonniers ; la charrette arrive et la porte, une fois de plus, se referme. Elle se rouvrira le lendemain pour une exécution nouvelle. Quelles seront les victimes ? Chacun, en secret, se le demande. Mais bientôt, pour chasser cette pensée funèbre, la fête recommence, car on cherche moins à s'amuser qu'à s'étourdir. La proclamation du *Journal du soir*, les convocations distribuées par les huissiers pour la prochaine audience rappellent une fois de plus à la tragique réalité ; devant l'escalier Bonbec, les détenus se pressent « avec une avidité sans pareille » (25) pour savoir les noms de ceux qui doivent comparaître. Vite, on secoue cette impression, et la coquetterie, la galanterie, l'esprit de jouissance reprennent leurs droits. Une troisième fois, les dames reparaissent en « déshabillé élégant » (26). Les conversations, les jeux, les minauderies se prolongent jusqu'à la sonnerie de cloche qui rappelle les détenus dans leurs cellules respectives. On se dit bonsoir et chacun regagne, qui sa chambre de paille, qui sa chambre de pistole. Tard dans la nuit, les chants se prolongent. Enfin, dans cette prison sur laquelle plane constamment une menace de mort, le silence, un lourd silence, s'établit. Alors commencent les rondes des gar-

(24) BEUGNOT, *Mémoires*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 166.

(25) LENÔTRE, *Le Tribunal révolutionnaire*, 259.

(26) BEUGNOT, *Mémoires*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 184.

diens. Le concierge, flanqué de deux guichetiers, vient visiter les cellules, et ses acolytes, avec une pique énorme, « sonde les murailles pour s'assurer si les captifs n'ont pas fait quelque trou pour s'enfuir » (27). A chaque fois que sonne l'horloge du Palais, les chiens se mettent à aboyer, et leurs hurlements, qui se répondent, résonnent lugubrement dans la nuit (28).

Dans cette geôle bruyante, il était bien difficile de se recueillir et de prier ; « son bourdonnement continu, écrit Beaulieu, étourdissait singulièrement » (29). M. Emery, cependant, y accomplit ses exercices de piété avec une ponctualité toute sulpicienne. Pour cela, il essaye de s'isoler et profite des moments favorables où ses compagnons de chambre se promènent dans le préau. Mais le vacarme est tel que le bruit des conversations, l'éclat des rires, des cris, des chants, pénètre dans sa cellule close. Comment échapper à ce tintamarre incessant ? M. Emery imagine de bourrer ses oreilles de coton ; mais le coton ne suffit pas à étouffer le vacarme de la prison enfiévrée. Il recourt donc à la mie de pain durcie. Le résultat, un peu meilleur, n'est pas encore satisfaisant. Il emploie enfin de la cire et peut, désormais, dans un silence relatif, vaquer à la prière et consacrer de longues heures à l'oraison.

Bientôt, on lui apporte l'Eucharistie, car M. Montaigne, après sa libération, obtient l'autorisation de le voir ; le concierge Richard et sa femme, leur servante Rosalie Lamorlière se montrent d'autant plus bienveillants que leur vénalité trouve à cette complaisance des avantages appréciés. M. Montaigne enveloppe une pixide d'argent pleine d'Hosties consacrées dans un mouchoir qu'il laisse

---

(27) BEAULIEU, *Essai historique sur les causes et les effets de la Révolution*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 198.

(28) BEUGNOT, *Mémoires*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 184.

(29) BEAULIEU, *Essai historique...*, dans DAUBAN, 166.

glisser à terre. M. Emery ramasse le mouchoir et, par le même procédé, rend à son confrère une pixide vide. On utilise également les bons offices de Mme de Candé qui se charge d'entretenir le linge du prisonnier et lui apporte des adoucissements : matelas, draps, couvertures ; il est aisé de dissimuler la custode dans le paquet qu'on ne vérifie pas soigneusement. Rentré dans sa chambre, le Supérieur brise les Hosties et les partage en parcelles aussi nombreuses que possible qu'il étend sur de la mie de pain préalablement humectée. Cette multiplication des saintes Espèces lui permet de se communier chaque jour et de partager avec les détenus qui le désirent le corps sacré du Sauveur (30).

A la Conciergerie, M. Emery ne se borne pas à prier, il trouve encore moyen de se livrer au travail intellectuel. Quelques livres lui parviennent, l'Ecriture Sainte d'abord, qu'il lit et relit dévotement. Du Nouveau Testament, il extrait, sur les bienfaits de la persécution, tous les textes qu'il rencontre, pour les transcrire sur un petit cahier ; son écriture, on l'a noté, par respect sans doute pour le texte inspiré, est plus soignée que de coutume. Ce recueil de 14 pages porte sur la couverture cette émouvante inscription : *Excerpta ex Novo Testamento quae ad persecutionem et tribulationem justorum spectant. Scripta in carcere, Augusto anno 1793.*

Avec l'Ecriture Sainte, le Supérieur général cultive la théologie. Il réclame la *Somme* de saint Thomas qu'il étudie du premier traité au dernier. Plus tard, il se félicitera de cette captivité providentielle qui lui permet ce travail de fond. « Beaucoup de théologiens, dira-t-il, citent la *Somme* dans leurs ouvrages ; mais très peu en ont fait une lecture suivie. Je dois à ma détention l'avan-

---

(30) *Souvenirs de Fontanges*, D. E., IV, 351. *Souvenirs de Mgr de Mazenod*, D. E., IV, 140 et 790.

tage d'avoir fait cette lecture ; jamais, sans cela, je n'aurais eu le loisir ni peut-être le courage de lire cet ouvrage fondamental. » (31) Durant ses quinze mois de réclusion, le temps certes ne lui fit pas défaut pour s'assimiler complètement cette doctrine magistrale ; mais s'astreindre, dans ces conditions si défavorables, à un effort aussi soutenu supposait, de sa part, beaucoup plus de volonté qu'il ne veut bien le reconnaître.

La *Somme*, d'ailleurs, malgré son étendue et sa richesse, ne suffit pas à son activité intellectuelle. Nous savons qu'il étudia également un traité de Grotius intitulé *De veritate religionis* qu'il appréciait beaucoup.

J'ai relu ce traité dans ma prison, écrira-t-il le 23 février 1796 au physicien Le Sage, et je fus frappé d'un argument en faveur de la Providence, qu'il tire de la stabilité des gouvernements et de la manière dont les révolutions s'opéraient (32).

Plus tard, dans sa retraite de Thoiry, il demandera à nouveau qu'on lui prête cet in-folio ou du moins qu'on lui copie cet argument qui, dans ces circonstances, l'avait singulièrement frappé. « J'aurais besoin, écrit-il, de l'avoir sous la main. » Ainsi, les préoccupations apologétiques poursuivent le Supérieur jusque dans sa prison.

### III

Comment d'ailleurs oublierait-il l'urgente nécessité de cette tâche doctrinale lorsqu'il voit s'étaler à la Conciergerie même le libertinage de l'esprit ? Que ses compagnons de captivité se montrent insoucians, folâtres, qu'ils rient, jouent, chantent, flirtent, s'amusent jusqu'au

---

(31) *Souvenirs de Mgr de Mazenod*, D. E., IV, 143. *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 212.

(32) *Lettre de M. Emery au physicien Lesage*, p. p. E. Jovy, 21-23.

pieu de l'échafaud et tournent en chansons plaisantes leurs propres misères et celles de leur patrie, il ne s'en étonne pas trop. Chez beaucoup, il le sait, cette attitude n'est qu'une simple façade qui masque l'angoisse des âmes et recouvre de sérieuses préoccupations ; habitude d'honnêtes gens accoutumés au convenu et aux dissimulations du monde, fierté française qui brave la souffrance, défie la mort, entoure d'élégance jusqu'à ses infortunes, travers national qui porte à plaisanter de tout, alors qu'on est profondément ému, faiblesse humaine enfin qui s'empresse de jouir et de goûter la vie, le Supérieur général avait trop de psychologie pour ne pas démêler toutes ces influences ; sous les dehors frivoles, il devinait sans peine les véritables sentiments des cœurs angoissés.

Infiniment plus grave que la légèreté des mœurs lui apparaissait le dérèglement des esprits. Certains détenus, chez les hommes surtout, affichent hautement leur impiété. Riouffe nous raconte l'histoire de ce jeune Bordelais, Ducorneau, qui prenait un malin plaisir à scandaliser un Bénédictin « un peu candide », son compagnon de chambre, volait au pauvre homme son Bréviaire, lui soufflait sa chandelle pour l'empêcher de dire son office, mêlait à sa prière des chansons égrillardes (33). Riouffe lui-même, pour se montrer plus discret, ne laisse pas de sourire lorsque des « curés respectables » lui parlent de miracles afin de le convertir (34). Clavière, ci-devant ministre du Cabinet Roland, accable de moqueries l'évêque constitutionnel Lamourette et M. de Saumenil qui s'unissent pour prier (35). Chez certains, jusqu'aux approches de la

---

(33) RIOUFFE, *Mémoires d'un détenu*, dans DAUBAN, 154.

(34) *Id.*, *ibid.*, 166.

(35) *Id.*, *ibid.*, 164.

mort, l'irréligion se fait blasphématoire et railleuse : « N'allez pas dire que j'irai dîner avec les anges », répond le général Miacinski quand on lui propose de se confesser (36).

Ce scepticisme, toutefois, chez les gens de bonne société, demeure généralement spirituel et revêt des formes honnêtes. Mais quand les patriotes, à leur tour, après les aristocrates et les prêtres, tombent sous les coups redoublés de la Terreur, l'incrédulité se fait plus agressive et plus grossière dans la prison. Plus tard, M. Emery évoquera le souvenir de ces révolutionnaires qui tenaient « aux prêtres catholiques enfermés avec eux les propos les plus outrageants » (37). Epreuve doublement pénible.

Il arrivait enfin que certains constitutionnels affichent scandaleusement leur incroyance, tel ce jeune homme ordonné par Fauchet qui déclarait, au témoignage de Beaulieu, « être entré dans le sacerdoce pour embrasser un état avantageux », niait son caractère sacerdotal et l'existence même de Dieu (38).

Or, tous ces prisonniers peuvent, d'un moment à l'autre, être cités, condamnés, guillotins. M. Emery s'emploie donc à les réconcilier avec l'Eglise, ministère infiniment délicat qui exige dans ce milieu mêlé, dans ces circonstances tragiques, un rare ensemble de qualités surnaturelles et de savoir-faire humain. De l'aveu général, dans l'accomplissement de cette tâche difficile, il se montra merveilleux.

Il fallait d'abord s'assurer des auxiliaires et se ménager des concours. Le plus inattendu fut peut-être celui du concierge Richard dont il gagne les faveurs.

---

(36) J. HÉRISAY, *Les aumôniers de la guillotine*, 49.

(37) *Œuvres de M. Emery*, p. p. MIGNE, col. 1432.

(38) BEAULIEU, *Essai historique...*, dans DAUBAN, 196.

Richard tranchait nettement sur la grossièreté de ses guichetiers ; c'était, au fond, un brave homme, pitoyable, accommodant, et ses anciens pensionnaires ont rendu à son attitude correcte, voire bienveillante, un hommage unanime. Plus accommodante et plus pitoyable encore, sa femme ne craignait pas de proposer aux condamnés le ministère des aumôniers constitutionnels et au besoin d'alerter Lothinger, vicaire épiscopal de Gobel, pour les préparer à la mort. Le ménage, par ailleurs, ne refuse jamais les petits cadeaux qui entretiennent l'amitié en témoignant la reconnaissance des détenus. Peu à peu, M. Emery gagne sa confiance et jouit ainsi pour son apostolat d'une relative liberté. Au début, l'exécution n'était pas immédiate et généralement une nuit s'écoulait entre la sentence et la décapitation des condamnés. Le Supérieur obtient toute facilité pour passer avec eux cette nuit suprême ; ces quelques heures, il les met à profit de son mieux ; il exhorte, encourage, console, confesse, distribue le viatique, et les victimes montent dans la charrette l'âme en paix, réconciliées avec Dieu. Plus tard, quand la procédure est accélérée, la fournée qui descend du tribunal part directement à l'échafaud. M. Emery s'arrange donc pour connaître d'avance la liste des prisonniers convoqués à l'audience ; le concierge lui communique les noms ; il peut ainsi atteindre les prévenus avant leur comparution (39).

Bientôt, l'arrivée de son confrère Ploquin et d'un jeune officier, apparenté à un Sulpicien, Bimbenet, lui permet, sans attendre la dernière heure, d'élargir et d'approfondir son action. Ancien économiste du Petit Séminaire de Paris, Ploquin avait été arrêté à Orléans comme réfractaire. A son refus de serment constitu-

---

(39) J. HÉRISSAY, *Les aumôniers de la guillotine*, 128-129.

tionnel s'ajoute un autre délit, fort inattendu celui-là. Il avait, par piété filiale, emporté une lettre de M. Olier à M. Tronson. Peu avertis de l'histoire religieuse du grand Siècle, les juges « confondent Olier avec un certain Augier que Ploquin avait connu à Saint-Sulpice et qui se trouvait détenu à Orléans dans la prison de la Croix. L'accusateur public appela Augier fondateur de Saint-Sulpice, et s'appuyant sur cette lettre de 1653 où il est question de s'exposer à la croix, d'aimer la croix plus que soi-même, doctrine mystique qui dépassait son intelligence, il reprocha à Ploquin d'entretenir une correspondance actuelle (1793) avec Augier, réfractaire, ennemi de la République » (40). Il sera pour ce double crime condamné et guillotiné.

Quant à Bimbenet de La Roche, son cas était plus grave encore : cet officier émigré avait servi dans l'armée des princes. Arrêté à Orléans avec Ploquin, il est comme lui déféré au Tribunal révolutionnaire et interné à la Conciergerie. Récemment converti après une jeunesse fort orageuse, Bimbenet déploie un zèle de néophyte et met au service de Dieu le tempérament fougueux qui le poussa jadis aux pires excès. « Je ne me suis pas ennuyé un seul instant », écrira-t-il à son frère, le 29 décembre 1793, après trois mois et demi de captivité (41). De fait, rapporte M. Emery, « tout le temps qu'il n'entretenait pas de Dieu quelqu'un de ses compagnons de captivité, il le passait en prières et en oraisons » (42). Lui-même nous décrit l'emploi de ses journées : le matin, lever à 5 heures ; au saut du lit,

---

(40) *Lettres de M. Olier*, p. p. E. LEVESQUE, I, 191, Arch. nat., W 329, n° 548.

(41) JAUFFRET, *Mémoires pour servir à l'histoire de la religion à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, II, 348.

(42) M. Emery au frère de Bimbenet, 25 janvier 1795, JAUFFRET, *op. cit.*, 353.



réunion de vingt à trente minutes avec M. Emery et communion.

Nous ne manquons ici d'aucun secours et d'aucune consolation de toutes les manières, écrit-il le 20 octobre. On nous procure de la ville le résultat de l'instrument précieux. Ainsi, jugez de notre bonheur. On peut le goûter, le sentir, mais non le dépeindre (43).

Ainsi, ajoute-t-il le 29 décembre, nous n'avons rien à désirer, si ce n'est de souffrir davantage pour l'amour de Celui qui a tant souffert pour nous (44).

Ses « petits exercices » l'occupent avec les Sulpiciens une partie de la journée ; il les complète pour sa part par des lectures pieuses, car il s'est fait apporter *Le combat spirituel* et *La vie dévote*. Le reste de la journée, Bimbenet, selon sa propre expression, « fait le chien courant ». « J'ai le bonheur, écrit le jeune officier, de faire sortir de temps en temps le lièvre du gîte. » Il le rabat alors sur M. Emery et sur Ploquin, et c'est pour lui « une grande consolation de pouvoir aider quelques âmes à se débarbouiller et à se réconcilier avec Dieu » (45). Pour mieux garder contact avec son gibier, « le chien courant » renonce au séjour plus confortable des chambres de pistole et vit avec les pailleux. Il se garde bien d'ailleurs de leur parler uniquement religion, mais chante, rit et joue avec eux ; il s'est même institué professeur d'une espèce de jeu de dames, « le polonois », pour lequel il possède une particulière compétence. C'est le plus gai et le plus joyeux de tous les prisonniers. Grâce à lui, le « vénérable Père » M. Emery, et le « vénérable Frère »,

---

(43) JAUFFRET, *op. cit.*, 304.

(44) *Id.*, 320.

(45) *Id.*, 325.

M. Ploquin (46), « fort heureux de souffrir l'un et l'autre pour la justice, ne travaillent pas mal » (47).

« Fort heureux de souffrir pour la justice », ces deux prêtres imposent en effet par leur calme rayonnant et leur paisible tranquillité. Du second, qui partageait avec lui et avec deux autres compagnons la même chambre de paille, Beaulieu a écrit :

De ces trois hommes, le seul Sulpicien était heureux, car, malgré sa misère, il ne paraissait tourmenté d'aucun souci. Il serait impossible d'avoir une contenance plus assurée, l'esprit plus libre dans la position la plus pénible de la vie (48).

Quant au second, devenu par droit d'ancienneté « le patriarche de la maison » (49), il faisait sur les prisonniers une impression plus forte encore.

J'ai vécu avec M. Emery, ancien Supérieur de Saint-Sulpice, écrit le même Beaulieu ; la sérénité de son âme, la douce gaieté qu'on voyait même dans toute sa personne dans ces lieux d'effroi prouvaient aux plus incrédules quelles consolations peut donner la religion à ceux auxquels elle est chère (50).

La seule vue de ce petit prêtre qui trouvait dans sa foi le secret de cette fermeté en même temps si grande et si simple, l'éclat de son regard, lumineux et profond, sa réserve discrète, ses mots heureux et son silence même produisaient sur tous la plus vive impression. Dans les corridors sombres et empestés, dans l'étroit préau où tournent les prisonniers, tels des oiseaux en cage, aux alentours du greffe où se fait la toilette des condamnés, il glisse comme une ombre furtive, guette

---

(46) JAUFFRET, *op. cit.*, 320.

(47) *Id.*, 325.

(48) DAUBAN, *op. cit.*, 196.

(49) JAUFFRET, *op. cit.*, 364, *Lettre de Bimbenet*, 2 octobre 1793.

(50) DAUBAN, *op. cit.*, 196.

l'occasion favorable, reste à l'affût des confidences et des aveux ; la flamme de ses yeux noirs pénètre jusqu'au fond des âmes ; elle pose une interrogation muette ; elle apporte une lumière, un réconfort ; son attitude inspire la sympathie ; toute sa personne impose le respect. Il va et vient au milieu de cette cohue bourdonnante, inquiète, agitée, prend part aux conversations avec un mélange charmant de gravité, d'enjouement, d'esprit ; puis, soudain, disparaît pour lire, réfléchir ou prier. Il prend part également à certaines réjouissances, car la tradition s'est introduite chez les détenus de régaler, chacun leur tour, leurs compagnons de misère, et le Supérieur entend bien, comme les autres, payer son écot.

Il choisira seulement son jour pour glisser, après le festin, une leçon de pénitence chrétienne. C'est le Mardi gras, et le Mardi gras conserve ses droits à la Conciergerie même. M. Emery a commandé le déjeuner du Carnaval et il entend bien faire les choses, car le menu comporte des poulets. Malheureusement, par ces temps difficiles, la crise des subsistances sévit jusque dans les basses-cours, et les poulets servis par le traiteur sont des pauvres bêtes étiques. Le Supérieur s'excuse avec humour de sa déconvenue que répare d'ailleurs le reste du festin. Le lendemain, à nouveau, il réunit ses convives. « Messieurs, leur dit-il, nous avons célébré hier le Carnaval, mais il faut aussi nous conformer à l'ancien usage de célébrer le Mercredi des cendres, c'est-à-dire jeûner et faire maigre aujourd'hui. » (51) On suivit d'autant mieux son conseil qu'il s'était procuré des aliments en rapport avec les exigences de la pénitence quadragésimale.

---

(51) D. E., IV, 790.

## IV

Combien d'âmes M. Emery réussit-il à réconcilier avec l'Eglise pendant ses longs mois de détention ? Dieu seul le sait, car elles furent très nombreuses. Lui-même, dans une lettre au Pape Pie VI, écrite après sa libération, s'exprimera à ce sujet avec autant de modestie que de mesure.

J'ai demeuré pendant seize ou dix-sept mois dans la Conciergerie qui était la prison du Tribunal révolutionnaire et j'y suis devenu le plus ancien de tous les détenus. Ce long séjour m'a mis dans le cas d'être témoin de presque toutes les condamnations à mort qui ont eu lieu depuis l'érection de ce Tribunal. La plupart des personnes qualifiées qui ont péri se sont jetées avant la mort entre les bras de la religion que plusieurs d'entre elles avaient depuis longtemps oubliée ou méconnue ; elles se sont confessées et ont montré la résignation la plus héroïque. J'ai dit : les personnes qualifiées, parce qu'en général elles ont eu plus de facilité de revenir à Dieu que les personnes d'une classe inférieure. J'ai dit aussi : la plupart des personnes qualifiées, pour ne rien avancer dont je ne sois certain, parce qu'il en est effectivement quelques-unes qui, avant de monter en jugement, ont paru n'avoir point appelé la religion à leur secours. Mais cependant il est très possible que, dans le court intervalle de temps qui s'est écoulé depuis leur jugement jusqu'à leur mort, intervalle pendant lequel nous n'avons pu apprendre ce qu'elles ont fait, elles aient enfin ouvert les yeux à la lumière et confessé leurs péchés ; car il est très remarquable qu'il n'y a presque point eu d'exécutions là où la Providence n'ait permis qu'aient été compris quelques prêtres (52).

D'autres ecclésiastiques, enfermés avec lui, partagent en effet son ministère, tel Ploquin, tel le bon Bénédictin dont parle Riouffe, tel M. de Beauregard. D'autres, sous des déguisements divers, pènètrent dans

---

(52) THEINER, *Documents inédits sur les affaires religieuses de France*, I, 441.

la Conciergerie, tel M. Montaigne, tel M. Magnin qui, sous le nom de citoyen Charles, exerce la profession de fripier et vient proposer aux captifs ses vieux vêtements et ses absolutions (53). D'autres enfin, Sambucy, Kéramenant, de Bruillant, Bemensriether, de Voisins, Carrichon, Brun, avec des confrères qui demeurent ignorés ou que l'on connaît seulement par leur nom d'emprunt, Renaud, Malmaison, assurent sur le passage des charrettes leur périlleux ministère ; on les appelle les aumôniers de la guillotine, et l'histoire consacrera ce titre glorieux. Il arrive enfin que des évêques et des prêtres constitutionnels, réconciliés ou non avec Rome, se consacrent également au ministère des prisons, soit officiellement, comme les vicaires épiscopaux de Gobel, Girard, Lothringer, soit comme Fauchet, Lamourette et Montault, par le fait de leur propre captivité.

De cette *turba magna* internée avec M. Emery et sanctifiée par son ministère, quelques personnalités se dégagent à raison soit de leur dignité, soit de leur rôle politique, soit de leur situation. La plus illustre serait, dit-on, Marie-Antoinette elle-même. Le Supérieur général, si l'on en croit le témoignage de M. Mermod, curé de Gex, aurait raconté dans son pays « qu'étant logé au-dessus de la reine et ayant eu la facilité de correspondre avec elle par le moyen de quelques autres prisonniers, il lui fit un jour parvenir un billet dans lequel il lui disait : « Préparez-vous à recevoir l'absolution. Aujourd'hui, à minuit, je serai devant votre porte et je prononcerai les paroles sacramentelles. » A l'heure convenue, avec la complicité des guichetiers, il se serait rendu devant la cellule de la princesse, aurait entretenu celle-ci à travers le judas, lui aurait enfin donné l'absolution. Moins invraisemblable que la Messe soi-disant

---

(53) J. HÉRISSAY, *Les aumôniers de la guillotine*, 52.

célébrée par M. Magnin dans la cellule même, devant la maréchaussée à genoux, cette confession nocturne, rapportée fort tard par des témoins indirects et lointains, est catégoriquement démentie par le témoignage de Sœur Rosalie. « Il m'a raconté, rapporte-t-elle, qu'il était logé dans une salle située au-dessus de celle où était la reine Marie-Antoinette, et qu'il éprouvait une bien vive peine de ne pouvoir pénétrer dans la salle de cette princesse ni communiquer avec elle. Il s'efforçait alors de prier pour elle, ne pouvant lui être utile autrement. » (54)

Un problème analogue se pose pour Charlotte Corday. Lorsqu'elle monte à l'échafaud pour expier l'assassinat de Marat, M. Emery se trouve à la Conciergerie depuis la veille. Nouvel arrivant, il ne jouit pas encore pour son ministère des facilités qui lui seront accordées plus tard. Au Tribunal révolutionnaire qui lui demande à qui elle recourait à Caen pour la confession, Charlotte Corday déclare qu'elle n'a point de confesseur. « Faut-il en conclure qu'elle ne pratiquait pas et qu'elle mourut incroyante ? Faut-il plutôt penser qu'elle ne voulut pas contribuer par une réponse imprudente à la proscription d'hommes déjà trop menacés ? Les deux thèses ont été soutenues ; vraisemblablement, on ne saura jamais le secret que l'héroïne normande emporta avec elle dans sa tombe. » (55)

Sur la rétractation de certains évêques constitutionnels internés à la Conciergerie, nous avons, par contre, et par M. Emery lui-même, des renseignements très sûrs et de toute première main. Les plus précis, les plus catégoriques concernent Lamourette.

---

(54) *Lettre de M. Mermod à M. Faillon*, 4 novembre 1842, D. E., IV, 456., *Souvenirs de Sœur Rosalie*, D. E., IV, 963.

(55) J. HÉRISSAY, *op. cit.*, 52.

Il est un évêque intrus, rapporte-t-il à Pie VI, le plus distingué des évêques, de son espèce par les connaissances théologiques et les talents, qui trois jours avant sa mort rétracta son serment, coucha par écrit sa rétractation en forme d'amende honorable, la déposa entre mes mains et désira qu'elle parvînt à Votre Sainteté aussi promptement que le permettait la sûreté du dépositaire. Cet évêque, c'est celui de Lyon (56).

Sur Fauchet, proscrit avec les Girondins, M. Emery ne peut donner au Pape « la même certitude ». Nous savons par M. Le Tourneur dans quelles conditions inattendues l'évêque du Calvados et le Supérieur général se rencontrèrent à la Conciergerie. Il était 11 heures du soir quand on introduit le premier dans la chambre de pistole où reposait le second. « Quand je le vis venir, racontait M. Emery, au témoignage de M. Le Tourneur, je me dis à moi-même : « Il est perdu. Dans quelques heures, peut-être, il sera conduit à l'échafaud ; je veux donc m'occuper de son âme. » Fauchet était assez embarrassé de me voir là et n'osait me regarder ; je ne savais moi-même quel moyen prendre pour me mettre en rapport avec lui. Mais m'étant aperçu qu'il manquait d'un petit meuble nécessaire : « En toute autre circonstance, lui dis-je, je ne vous ferais pas la proposition de vous communiquer ce meuble, mais c'est tout ce que je puis faire pour vous dans ce moment. » Fauchet, qui jusque-là n'avait pas osé lever les yeux sur moi, prit confiance à ces paroles et répondit à ma politesse par quelques mots de remerciement. » (57)

Le lendemain matin, l'évêque et le prêtre reprennent la conversation engagée la veille. Adroitement, M. Emery la fait glisser sur la Constitution civile, exprimant à son voisin de cellule son douloureux étonnement de ce qu'il

---

(56) THEINER, *Documents inédits sur les affaires religieuses de France*, I, 441.

(57) D. E., IV, 116.

ait épousé avec tant de chaleur un schisme qui tendait à la destruction de l'Eglise et qui le conduisait à l'échafaud. « Monsieur le Supérieur, lui répondit Fauchet, j'ai été trompé. Je croyais d'abord qu'il ne s'agissait que de quelques réformes utiles à l'Eglise, mais je vois maintenant qu'on veut détruire la religion. Je me repens très sincèrement d'avoir donné dans un pareil parti. » (58) Cette déclaration catégorique permet d'espérer que ce malheureux évêque souscrira une rétractation formelle et se prêtera à recevoir l'absolution de ses censures.

Malheureusement, écrit M. Emery, douze jours avant sa mort, il fut tiré de la chambre où il logeait avec moi pour être mis au secret ; mais ce qu'il avait commencé à me témoigner de ses sentiments et ce qu'il a fait depuis ne m'ont laissé guère de doutes à cet égard. L'avant-veille de sa condamnation, lorsqu'il traversait la cour pour aller au tribunal, il se détacha des gendarmes qui le conduisaient pour venir à moi et me demander le secours de mes prières ; et le lendemain, jour où il savait que devait être prononcé son jugement, il se détacha encore de ses gendarmes pour me conjurer de lui donner ma bénédiction, et il savait très bien à quelles conditions seulement il pouvait l'obtenir (59).

Le Supérieur général ne peut fournir au Pape d'assurances plus formelles. Mais nous savons par le témoignage de Lothringer que le travail heureusement commencé par M. Emery aboutit au résultat cherché.

Pour Fauchet, je puis vous dire positivement, écrit le vicaire épiscopal de Gobel, qu'il a abjuré non seulement ses erreurs sur la Constitution civile, mais aussi ce qu'il a prêché dans le temps à l'église Notre-Dame, ce qu'il a débité dans son club dit la Bouche de Fer sur la loi agraire, le sermon de Franklin, etc. ; qu'il a fait abjuration de toutes ses erreurs ; qu'il révoquait son serment impie et son intrusion, après avoir

---

(58) D. E., IV, 116.

(59) THEINER, *op. cit.*, 441.



fait sa profession de foi, ce qui occasionnait des murmures entre les gendarmes qui étaient présents, lesquels me disaient tout haut que je serais, au premier jour, guillotiné comme lui (60).

D'autres cas sont moins nets. Celui de Gouttes d'abord. Arrêté le 7 janvier 1794, transféré à Paris, écroué à la prison de la Conciergerie, l'évêque de Saône-et-Loire fut enfermé dans la prison de la Conciergerie où il rejoint M. Emery. Fut-il réconcilié par le ministère du Supérieur général ? Son biographe, M. Charmasse, le pense.

Les deux captifs se sont trouvés réunis du 10 au 26 mars, écrit-il, et il est très vraisemblable de croire que, grâce à la facilité laissée aux détenus de communiquer entre eux dans les couloirs et les préaux, le prêtre fidèle ait pu exercer son ministère à l'égard de son frère tombé dans le schisme et lui accorder, au nom de Dieu, la grâce que les hommes lui avaient refusée. Si la réconciliation suprême manque du témoignage décisif, elle est au moins rendue croyable par cette rencontre que la Providence semble avoir elle-même préparée (61).

Malheureusement, cette hypothèse ne repose sur aucune preuve, elle est contredite en outre par le silence absolu que garde sur cette conversion suprême le Supérieur général dans sa lettre à Pie VI. S'il avait vraiment reçu la rétractation de Gouttes, il n'aurait pas manqué de transmettre au Saint-Siège cette bonne nouvelle. Or, à ce sujet, dans ce document on ne trouve pas le moindre mot.

A propos de Gobel, la même remarque s'impose. Nous avons pourtant sur ce prélat le témoignage de Sambucy, sérieux et généralement bien informé.

M. Emery, rapporte-t-il, eut le bonheur de réconcilier Gobel à l'Eglise avant qu'il montât dans la charrette fatale pour

---

(60) J. CHARRIER, *Claude Fauchet*, II, 346.

(61) A. CHARMASSE, *Gouttes, évêque constitutionnel de Saône-et-Loire*, 288-289.

aller à l'échafaud. Je le rencontrai dans sa route et je dois à la vérité de dire que sa tenue annonçait la résignation et le repentir le plus profond (62).

Mais comment expliquer, si cette version est exacte, que M. Emery ne fasse aucune mention de l'évêque de Lydda dans le rapport détaillé et précis qu'il adresse au Pape sur les évêques constitutionnels convertis par ses soins ?

Quant à Savine, il ne faut pas s'étonner du doute qui plane sur la conversion de cet étrange personnage dont la tête passa toujours pour être un peu dérangée. Le Supérieur général vécut avec lui dans la Conciergerie.

J'y ai vu aussi l'évêque de Viviers, rapporte-t-il à Pie VI ; il est très certain qu'en arrivant dans la prison il se rétracta, qu'il déposa l'acte de sa rétractation entre les mains de son confesseur, et que si cette rétractation ne peut être produite, c'est qu'elle fut supprimée par le dépositaire dans un moment où il se vit exposé à des recherches personnelles. Mais le danger étant passé, l'évêque de Viviers n'a donné aucune suite à sa démarche, et son caractère novateur a paru reprendre le dessus ; il est pourtant vrai qu'il a refusé de s'unir aux évêques constitutionnels ; il ne tient point du tout à sa place et il verrait sans peine que Votre Sainteté pourvût au gouvernement de son diocèse. Il est vraiment triste qu'un personnage qui réunit à des lumières un cœur excellent, dans qui les prêtres catholiques de son diocèse ont trouvé le défenseur le plus zélé, se soit livré à de si étranges innovations. Il m'a souvent témoigné qu'il avait été trompé par les libertés de l'Eglise gallicane, et que ce n'était qu'en les suivant et les poussant jusqu'aux dernières conséquences qu'il avait été mené si loin ; qu'il méditait une déclaration de ses sentiments à ce sujet qui étonnerait beaucoup de monde, et que les théologiens qu'on appelle en France ultramontains lui paraissaient les seuls conséquents (63).

---

(62) G. GAUTHEROT, *Gobel*, 354.

(63) THEINER, *op. cit.*, I, 442.

La lettre suivante, écrite le 15 avril 1795 à un destinataire inconnu, confirme par des détails curieux la relation officielle de M. Emery.

Je peux vous assurer que le citoyen dont vous me parlez s'est rétracté et a mis sa rétractation par écrit. Je le tiens de celui même qui l'avait reçue et qui en avait été dépositaire. Lorsque celui-ci passa de la Conciergerie au Plessis où l'autre l'avait précédé de quelques jours, il crut devoir la supprimer et il eut raison, parce que dans le passage on était exactement fouillé et qu'une semblable pièce aurait valu, si elle eût été trouvée, la mort à l'un et à l'autre. Le dépositaire était chargé de la rendre publique après la mort de l'autre qui n'a point eu lieu par la bienfaisance d'un jeune homme de son diocèse, commis au Tribunal, qui écarta les pièces pendant quelque temps. Le dépositaire, qui avait reçu la confession en même temps que le dépôt et avait rendu le même service aux fermiers généraux, fut ramené à la Conciergerie le lendemain de la translation et périt le surlendemain. Il fut regretté du c. sav. et c'a été pour le sujet dont il s'agit une grande perte, car il aurait eu plus de grâce que tout autre pour soutenir son ouvrage et aurait pu faire rétablir sa pièce qui n'existait plus. Je tiens le même fait de la rétractation de l'abbé de Beauregard, vic. gén. de Luçon à qui le c. sav. l'avait fait lire et qui lui avait même donné le conseil de quelque correction. L'abbé de Beauregard a péri aussi. J'ai beaucoup vu le citoyen ; il ne m'a pas parlé de ce qu'il avait fait, et il tenait quelquefois des propos et avançait des principes qui ne paraissaient pas conséquents à une rétractation sincère et permanente sans qu'ils lui fussent formellement opposés ; je le rencontre quelquefois dans les rues ; il loge chez un ancien domestique, et la dernière fois que je l'ai vu, il balançait s'il n'accepterait pas une place de commis dans un bureau ; vous comprenez qu'il doit être dans une grande détresse (64).

Après une série d'aventures en rapport avec son caractère fantasque, Savine finira par se réconcilier avec Rome et apportera dans sa pénitence la même étrangeté que dans ses erreurs.

---

(64) D. E., VIII, 8514.

Beaucoup plus solide et plus durable sera la conversion de Montault, sauvé, comme Savine, par la réaction thermidorienne de l'échafaud qui le menaçait. Montault se trouvait déjà réconcilié avec l'Eglise lorsqu'on le défère au Tribunal révolutionnaire comme accapareur de subsistances et de grains ; en réalité, cette affaire d'accaparement n'était qu'un prétexte invoqué par les Jacobins de Poitiers pour se débarrasser de sa personne et punir sa trop grande fidélité à la cause religieuse qu'il s'obstinait à défendre contre leurs entreprises de déchristianisation. Il arriva à la Conciergerie, écrit M. Emery au Pape Pie VI, « étant déjà dans de bons sentiments et après avoir mis ordre à sa conscience ; sa conduite a été très édifiante ; il se confessait tous les huit jours, priait sans cesse et, de retour dans le lieu de sa naissance, situé dans le diocèse de Poitiers, il s'est confiné dans une campagne, a renoncé absolument à toutes les fonctions de son Ordre et a résisté constamment à toutes les sollicitations qui lui ont été faites pour les reprendre. Il n'attend, pour se jeter aux pieds de Votre Sainteté, que le moment où il pourra le faire sans s'exposer à un grand danger. » (65)

Ce que ne dit pas le modeste Sulpicien, mais ce que proclamera avec reconnaissance l'évêque constitutionnel de Poitiers, devenu évêque concordataire d'Angers, c'est la profonde influence exercée sur lui par le Supérieur général durant leur captivité. Le bon prélat racontait volontiers sa première entrevue avec M. Emery qui l'accueille dans la prison avec une si délicate bonté, et le félicite de sa rétractation si courageuse « en un temps où seule elle eût plus que suffi pour attirer une condamnation capitale » (66) ; il rappelait avec émotion les

---

(65) THEINER, *op. cit.*, I, 441.

(66) M. MAUPOINT, *Vie de Mgr Montault*, 40-41.

exercices de piété, oraison, récitation du Bréviaire, du chapelet qu'ils faisaient en commun, leurs lectures spirituelles qui se prolongeaient par des entretiens théologiques et ascétiques ; il avouait enfin que, dans ses longues conversations avec M. Emery, « il avait puisé de judicieux conseils, de précieuses lumières et une énergie de caractère qui, depuis, ne l'a pas abandonné et lui eût tout fait sacrifier mille fois plutôt que d'étouffer un seul instant la voix de sa conscience » (67). De fait, Montault, libéré par Thermidor, passa de longues années, auprès de Loudun, dans la solitude et la pénitence. Devenu évêque concordataire d'Angers, en 1802, il désavouera avec une humilité et une insistance que d'aucuns trouvèrent excessives sa conduite et ses erreurs ; il donnera l'exemple de la plus haute piété et des plus solides vertus ; on le vénérera comme un saint. Avec les prêtres constitutionnels enfermés avec lui à la Conciergerie, le succès du Supérieur général fut plus grand encore qu'avec les évêques intrus.

Ce qui consolera beaucoup Votre Sainteté et que je peux avancer avec confiance, écrit-il au Pape, c'est que les prêtres constitutionnels, qui ont péri en grand nombre, ont tous, avant de monter au tribunal, condamné le serment qui les avait liés à la Constitution civile et demandé instamment d'être réconciliés à l'Eglise ; tous ont protesté qu'ils n'avaient jamais cessé de croire et de reconnaître la primauté du Saint-Siège (68).

Quand on sait avec quelle loyauté et quelle mesure le Supérieur général gradue ses affirmations, on ne peut qu'être convaincu par un témoignage aussi net. Dans sa modestie, il n'oublie qu'une seule chose : le rôle qu'il joua, très large, dans cette universelle rétractation.

Non moins difficiles à convertir que les constitu-

---

(67) M. MAUPOINT, *Vie de Mgr Montault*, 40-41.

(68) THEINER, *op. cit.*, I, 441.

tionnels étaient les parlementaires imbus d'esprit légiste, janséniste et gallican. Le temps était passé où ces vénérables magistrats se dressaient contre le roi et contre l'Eglise pour faire échec à l'autorité du premier et défendre, contre les empiétements, de la seconde les droits du pouvoir civil. La Révolution, qu'ils avaient favorisée en s'alliant avec la noblesse pour une nouvelle Fronde, avait fait d'eux ses premières victimes. Fidèles aux traditions d'un passé qu'ils contribuèrent à abolir par leur opposition systématique aux réformes nécessaires, ils avaient cru pouvoir résister au nouveau régime comme à l'ancien, en rédigeant, toutes chambres réunies, d'énergiques protestations. Mais, tandis que le roi par des lettres de cachet se contentait de les exiler dans une autre ville, la Terreur triomphante les traite en aristocrates et les condamne à l'échafaud.

Les magistrats de Paris ont les premiers l'honneur de l'audience, et dans les salles magnifiques où ils trônaient jadis dans leur longue robe noire garnie d'hermine blanche, ils comparaissent en criminels. Ceux de Toulouse bientôt les suivent. Dans la prison, ils apportent leur dignité roide, doctorale et compassée, mais aussi leurs préjugés philosophiques, religieux et leur défiance vis-à-vis de l'Eglise. Ils sauront mourir certainement en stoïciens avec fermeté et courage ; mourront-ils en chrétiens ?

A la Conciergerie, ces nobles parlementaires rencontrent M. Emery. Par sa science du droit ecclésiastique, sa haute culture, sa valeur humaine, M. Emery les égale et les surprend. Par sa vertu souriante, sa vie spirituelle, sa valeur morale, il les dépasse et les domine. Sa bonté souriante achève la conquête de ces hommes intègres, loyaux, qu'aveuglent trop souvent l'esprit de caste et l'orgueil intellectuel. Le résultat se fait bientôt sentir.

Je ne mets pas en doute, rapporte Sambucy, qu'il n'ait pu voir en particulier tous les membres du Parlement de Paris qui furent guillotisés sur la place de la Révolution. Il m'était aisé de le juger au recueillement touchant et à la résignation profonde qui se faisaient remarquer dans chacun de ces respectables magistrats, surtout lorsqu'ils étaient placés au pied de l'échafaud... Il en fut de même peu de temps après des magistrats du Parlement de Toulouse qui furent exécutés à la barrière du Trône (69).

Sur ces derniers nous avons le témoignage du Supérieur général lui-même.

Un jour, relate Mgr Mioland, il nous raconta en lecture spirituelle qu'à la Conciergerie il avait eu l'occasion de préparer à la mort et de confesser tous les parlementaires de Toulouse que Robespierre avait fait venir.

Et le Supérieur concluait :

Voyez, Messieurs, l'admirable Providence ; ces magistrats seraient morts comme ils avaient vécu, en incrédules ou en jansénistes, et je les ai vus mourir en vrais pénitents, avec les meilleures dispositions de foi et de piété (70).

On pourrait continuer indéfiniment le récit de ces conversions éclatantes obtenues à la Conciergerie par le zèle et l'adresse du Supérieur général si lui-même, par modestie, n'avait gardé sur ce sujet une discrétion aussi édifiante que regrettable pour l'histoire. « Il fallait, écrit Mgr de Mazenod, en quelque sorte lui arracher l'aveu de ses belles actions. » (71) Si l'on excepte, en effet, sa longue lettre du Pape relative aux constitutionnels et les confidences échappées sur les magistrats de Toulouse dans l'abandon d'une lecture spirituelle, M. Emery n'évoquait pas volontiers ses souvenirs de captivité. C'est par d'autres que nous pouvons deviner

---

(69) *Sambucy à M. Faillon*, 28 janvier 1822, D. E., II, 1842.

(70) D. E., IV, 33.

(71) D. E., IV, 144.





Je ne mets pas en doute, rapporte Sambucy, qu'il n'ait pu voir en particulier tous les membres du Parlement de Paris qui furent guillotisés sur la place de la Révolution. Il m'était aisé de le juger au recueillement touchant et à la résignation profonde qui se faisaient remarquer dans chacun de ces respectables magistrats, surtout lorsqu'ils étaient placés au pied de l'échafaud... Il en fut de même peu de temps après des magistrats du Parlement de Toulouse qui furent exécutés à la barrière du Trône (69).

Sur ces derniers nous avons le témoignage du Supérieur général lui-même.

Un jour, relate Mgr Mioland, il nous raconta en lecture spirituelle qu'à la Conciergerie il avait eu l'occasion de préparer à la mort et de confesser tous les parlementaires de Toulouse que Robespierre avait fait venir.

Et le Supérieur concluait :

Voyez, Messieurs, l'admirable Providence ; ces magistrats seraient morts comme ils avaient vécu, en incrédules ou en jansénistes, et je les ai vus mourir en vrais pénitents, avec les meilleures dispositions de foi et de piété (70).

On pourrait continuer indéfiniment le récit de ces conversions éclatantes obtenues à la Conciergerie par le zèle et l'adresse du Supérieur général si lui-même, par modestie, n'avait gardé sur ce sujet une discrétion aussi édifiante que regrettable pour l'histoire. « Il fallait, écrit Mgr de Mazenod, en quelque sorte lui arracher l'aveu de ses belles actions. » (71) Si l'on excepte, en effet, sa longue lettre du Pape relative aux constitutionnels et les confidences échappées sur les magistrats de Toulouse dans l'abandon d'une lecture spirituelle, M. Emery n'évoquait pas volontiers ses souvenirs de captivité. C'est par d'autres que nous pouvons deviner

---

(69) *Sambucy à M. Faillon*, 28 janvier 1822, D. E., II, 1842.

(70) D. E., IV, 33.

(71) D. E., IV, 144.





l'étendue et la profondeur de son action. A l'exemple de saint Paul, il se donnait tout à tous ; grands seigneurs, intellectuels, hommes de loi, hommes d'Eglise, simples fidèles bénéficiaient de sa sollicitude apostolique, et sa rayonnante miséricorde s'étendait jusqu'aux âmes les plus dégradées, témoin la touchante scène de la pauvre Eglé que nous rapporte Beugnot.

Eglé, ainsi l'appelle Beugnot, du nom qu'elle portait sans doute chez les familiers de son milieu spécial (72), a été ramassée le 24 octobre, rue Saint-Nicaise, par une patrouille qui surveille le dédale étroit de ce quartier mal famé. Son crime n'a rien de contre-révolutionnaire, il appartient à tous les temps. On la conduit au poste pour la diriger sur la Salpêtrière où elle retrouvera des collègues qui ont eu, elles aussi, maille à partir avec la police des mœurs. Mais Eglé a bu au corps de garde force rasades et, dans son excitation, pousse des cris séditieux : « Vive le roi ! Vive la reine ! Vive le Dauphin ! » Son délit change alors de nature et s'aggrave singulièrement. Cette ennemie du peuple relève du Tribunal révolutionnaire ; on l'enferme à la Conciergerie. Le Tribunal révolutionnaire essaye de sauver cette fille qu'il n'estime pas bien dangereuse. Mais elle injurie les juges, traite de voleur le président qui parle de confisquer ses biens, et crie de plus en plus fort : « Vive le roi ! Vive la reine ! Vive le Dauphin ! » On la condamne à mort. Eglé accueille sa sentence par des imprécations ; les termes les plus choisis de son vocabulaire sonore et coloré traduisent avec éclat sa véhémence et vertueuse indignation. Elle brave la mort et la justice. Mais au moment de partir à l'échafaud une terreur la saisit, et son langage toujours cru trahit les

---

(72) M. J. Hérissay a cru pouvoir identifier Eglé avec Claire Sévin, *Les aumôniers de la guillotine*, 137-138.

remords de son âme coupable : « Je ne veux pas, dit-elle, aller coucher avec le diable. » M. Emery est là ; il l'absout, la bénit. « Dès lors, rapporte Beugnot, rassurée, joyeuse même, elle saute dans la charrette avec la légèreté d'un oiseau. » (73)

Ainsi ce Sulpicien discret, effacé, qui, par fidélité à l'esprit de M. Olier, son Père, avait délibérément restreint toute son activité à l'intérieur du Séminaire, voyait s'ouvrir devant lui, entre les murs de sa geôle, le plus vaste champ d'apostolat. A la Conciergerie où se confondaient toutes les grandeurs et toutes les misères humaines, il fut pour beaucoup l'agent de la miséricordieuse Providence ; il sut pacifier, reconforter, consoler et sauver.

Il serait difficile de dire, écrit Mlle Jouen, combien de condamnés sont allés au ciel avec joie ayant été éclairés, soutenus et réconciliés avec Dieu par son zèle... J'ai vu des personnes baiser les endroits où il avait passé, par vénération et reconnaissance (74).

En termes plus concis, Beugnot, qui le vit à l'œuvre, rend exactement le même témoignage : « Le bon M. Emery, écrit-il, fut l'ange de cette prison. » (75)

## V

Le 15 germinal an II (4 avril 1793), M. Emery fut transféré de la Conciergerie à la maison d'arrêt de l'Egalité, établie rue Saint-Jacques dans les bâtiments contigus des ci-devant collèges du Plessis et Louis-le-Grand. Il ne gagnait pas au change. La maison d'arrêt de l'Egalité était sans doute infiniment plus spacieuse

---

(73) BEUGNOT, *Mémoires*, dans DAUBAN, *Histoire des prisons*, 190.

(74) *Souvenirs de Mlle Jouen*, D. E., IV, 1013-1020.

(75) BEUGNOT, *Mémoires*, dans DAUBAN, *op. cit.*, 190.

que la Conciergerie, étroite et surpeuplée ; on y trouvait des cours mieux aérées et plus vastes ; on y souffrait moins de la promiscuité et de l'entassement ; chaque prisonnier enfin disposait d'une couchette, et les pailleux « bénissaient leur destinée » (76) qui leur procurait cet appréciable adoucissement. Mais le régime cellulaire beaucoup plus strict rendait précaires ces avantages relatifs ; les détenus ne sortent que trois heures par jour ; vingt et une heures durant ils restent enfermés dans leurs cachots étroits, sombres ; ils ne connaissent plus la vie trépidante, chantante, presque joyeuse qui leur faisait oublier jusqu'alors leur misère et leurs dangers.

Si les geôliers se montrent moins débraillés et moins grossiers qu'à la Conciergerie, leur chef, par contre, est loin de valoir son collègue Richard, compatissant et humain. Impitoyable sur le règlement, Hallé rançonne sans scrupule ses malheureux pensionnaires, leur vend vingt-quatre livres un canard et quatre bouteilles de vin (77), perçoit une très large dîme sur les vivres, la boisson, les vêtements qu'on leur apporte, et ses prélèvements substantiels paraissent d'autant plus sensibles aux prévenus que leur régime alimentaire n'a rien de confortable, et qu'à leur arrivée une fouille minutieuse les a complètement dépouillés. Du repas, qui se sert à 3 heures, les survivants de cette geôle nous ont tracé le tableau peu appétissant ; ils nous décrivent « la longue table dressée au milieu de la cour, branlante et mal fixée, les assiettes infectes, les plats dégoûtants dans lesquels chacun puise à même avec les doigts et chacun mord à belles dents dans sa portion ». Quant à la fouille, elle a lieu dans les règles, après un séjour

---

(76) DAUBAN, *op. cit.*, 435.

(77) *Id.*, *ibid.*

de plusieurs heures dans un boyau obscur, étroit, si bas de plafond qu'il est impossible de s'y tenir debout. De ce « rapiotage » impitoyable, les prisonniers sortent entièrement démunis ; argent, or, assignats, objets de toilette, couverts, tout leur est confisqué ; en fait de trousseau, Dauneau conserva, outre ses habits et sa chemise, un seul mouchoir de poche ; double avantage pour le concierge Hallé qui perçoit son tribut et sur les objets qu'il confisque et sur les objets que reçoivent en remplacement les détenus rançonnés par ses soins (78).

On se résignerait encore à ce régime et à ces procédés, si la maison d'arrêt de l'Egalité n'était administrée par Fouquier-Tinville en personne : c'est de lui qu'elle relève directement ; il en contrôle la discipline ; il y règle l'admission des prisonniers destinés au Tribunal révolutionnaire ; on n'en sort habituellement que pour monter à l'échafaud ; presque chaque soir arrivent les sinistres charrettes ; par fournées de quarante ou cinquante, les victimes s'y entassent ; la maison d'arrêt de l'Egalité se vide ainsi aussi rapidement qu'elle se remplit. La captivité dans cette geôle n'a donc rien de rassurant.

Au Supérieur général, qui pouvait se croire oublié, cette translation subite parut de fort mauvais augure. Il en conclut que son jugement est imminent et, de nouveau, se prépare à la mort. Une dernière fois, il écrit à M. Montaigne pour lui faire ses adieux et lui transmettre ses recommandations suprêmes.

Je dois dans quelques heures comparaître devant le Tribunal révolutionnaire ; je ne doute pas que je sois condamné à mort. Ainsi, je n'ai pas un moment à perdre pour achever de vous témoigner mes derniers sentiments.

---

(78) DAUBAN, *op. cit.*, 435.

Je commence par vous remercier de l'attachement que vous m'avez témoigné dans les derniers temps de ma vie, du zèle avec lequel vous avez travaillé à la prolongation de mes jours et de votre empressement à pourvoir à tous mes besoins. Dieu veuille vous en récompenser dans cette vie et dans l'autre.

Vous voudrez bien faire connaître à mon digne prédécesseur, à MM. Crenier, Béchet, Montenis et Duclaux, que j'ai persévéré jusqu'à la fin dans mes sentiments pour eux, qui leur sont bien connus ; que je souhaite bien sincèrement la prolongation de leurs jours dans des temps si difficiles, et je demande à Dieu de tout mon cœur, qu'ainsi que vous, ils croissent sans cesse en grâce et en charité et que nous puissions tous nous réunir dans la gloire.

Vous voudrez bien dire aux jeunes gens qui nous ont été fidèles jusqu'à la fin, et particulièrement à Lagardiole, que je meurs on ne peut plus touché et reconnaissant de l'attachement qu'ils nous ont témoigné et des services qu'ils nous ont rendus en tout genre.

Vous ferez aussi connaître à Adam et à Bazin (79) ma reconnaissance et mon amitié. Je les recommande à votre souvenir dans tous les temps.

Si Dieu permet que vous puissiez dans la suite avoir quelque relation avec les membres de la Compagnie, vous leur direz que je suis mort victime de ma tendresse pour eux et de mon attachement à la Compagnie ; car c'est pour me mettre en état de leur fournir quelque secours, pour leur servir de centre de correspondance, pendant que cette correspondance était possible et licite, pour veiller sur la conservation des respectables restes de M. Olier et de M. de Bretonvilliers, que j'ai résisté à toutes les instances qui m'ont été faites pour me retirer et disparaître.

Je ne sonde point les desseins de Dieu, ils sont impénétrables et je les adore. Je n'ose donc rien présumer sur le rétablissement de la paix dans notre patrie, sur le retour et la réunion de mes confrères. Je me contente de dire que c'est le vœu le plus ardent de mon cœur.

Je meurs avec la consolation et l'espérance que le nom et l'esprit de Saint-Sulpice ne périront point entièrement. Le

---

(79) Adam était le domestique de M. Emery, Bazin le portier du Séminaire.



Maryland les conservera. Vous connaissez mes intentions par rapport à un établissement si cher à mon cœur et si précieux à la religion. J'ai une juste confiance que vous les ferez connaître dans le besoin et que vous les remplirez avec fidélité.

Adieu, mon cher Monsieur Montaigne. Si cette lettre vous parvient avant ma mort, vous me secourrez pour ce moment par vos prières et par celles des personnes que vous voudrez bien avertir de ma situation. Je meurs plein de confiance dans la miséricorde de Dieu qui n'a jamais éclaté sur moi plus sensiblement que dans les derniers temps de ma vie (80).

Rien de plus impressionnant que le texte original de cette lettre ; coupé par son auteur dans le sens vertical en deux morceaux qui n'offrent séparément aucun sens, il parvint par deux voies différentes à son destinataire qui réunit les deux fragments et les conserva avec piété comme le testament d'un confesseur de la foi.

Soucieux de marquer jusqu'au bout son attachement à ses fils, M. Emery, au seuil de la mort, gardé une autre préoccupation : il pense à son frère dont la conduite et l'irrégion lui causèrent jadis tant de chagrin. Le commandant était venu à Paris sans réussir à le voir ; il lui écrit donc pour lui adresser, avec infiniment de délicatesse et de tact, des conseils bienfaisants pour son âme :

On me dit que vous partez mercredi par le courrier, mon cher frère, je vous souhaite un heureux voyage et je vous sais gré de celui que vous avez fait à Paris, et que j'avais désiré, moins pour avoir le plaisir de vous voir que pour concerter avec vous des mesures qui fussent utiles à votre temporel. Dieu n'a pas permis que mes vœux fussent remplies. Retournez et emportez avec vous la résignation à tous les événements qui intéressent ma personne. Imaginez que j'ai fini ma carrière. Elle a été suffisamment longue et singulièrement protégée par la Providence. Je sortirai de ce monde avec le

---

(80) Ms. Montaigne, col. 10, bibliothèque du Séminaire de Saint-Sulpice.

témoignage que je n'ai fait aucun mal aux hommes et que je leur ai fait quelque bien... Je meurs plein de confiance dans la miséricorde de Dieu. Cette miséricorde éclate déjà dans le temps qu'elle m'a donné pour me préparer à la mort, dans les motifs qui l'auront déterminée et dans la paix intérieure dont elle me fait jouir dans mes liens et à la veille de ma mort. Vivez, mon cher frère, de manière à assurer notre réunion dans la cité céleste. Aimez, honorez, pratiquez fidèlement notre sainte religion. Loin de vous laisser entraîner à ces erreurs et à ces extravagances du jour qui déshonorent l'espèce humaine, déplorez-les amèrement et qu'elles vous servent de motifs pour vous attacher de plus en plus aux bons principes. Depuis l'âge de 16 ans, j'ai fait mon occupation principale et même unique de l'étude de la religion. Je m'en suis encore occupé, et même plus que jamais, depuis neuf ou dix mois que ma captivité dure, et je peux assurer en toute sincérité que plus je l'ai étudiée, plus je l'ai approfondie et plus elle m'a paru belle, aimable, consolante, vraie et inébranlable dans ses fondements.

Après avoir chargé son frère d'exprimer ses derniers sentiments à tous les membres de sa famille, M. Emery terminait par ces mots :

Vous ferez connaître à tous ceux qui ont été les auteurs de ma détention et de ma mort que je leur pardonne bien volontiers (81).

Les semaines passent, les journées se succèdent ; le tour du Supérieur général ne vient toujours pas. Un soir, pourtant, il croit le moment venu ; un billet expédié en hâte à M. de Forcade avertit celui-ci que la charrette arrive dans la cour et qu'on l'appelle pour y monter. En conséquence, il prie son ancien élève de se rendre à la séance du Tribunal révolutionnaire qui décidera de son sort, afin d'être témoin de son jugement et d'en rapporter les détails aux membres de la Compagnie.

---

(81) D. E., I, 350-351.

M. de Forcade, fort ému, exécute cette consigne et court au Palais avec quelques confrères décidés comme lui à suivre leur maître jusqu'au pied de l'échafaud. Ils attendent en vain. C'était une fausse alerte, M. Emery ne comparait pas (82).

## VI

Les mois s'écoulent ; au Plessis comme à la Conciergerie, le Supérieur général semble complètement oublié. Le 27 juillet 1794, pourtant, une dénonciation en règle, qui émane de la Section de Mutius Scevola, aurait dû réveiller l'attention de Fouquier-Tinville. Le perruquier Bertin, auquel M. Emery avait confié des sommes importantes, est pris en effet d'un scrupule patriotique et, pour se mettre à couvert, il vient faire au Comité déclaration de ce dépôt. « Il écrit, lisons-nous dans le procès-verbal, qu'il est d'un bon républicain d'assurer et de conserver les droits de la République en cet événement et les droits et intérêts de qui il appartiendra. » (83) Bertin reçut des félicitations pour son civisme et son honnêteté. « Sa conduite est d'autant plus louable, note un post-scriptum, qu'il n'a aucune reconnaissance du détenu. » (84) Le Comité décide d'abord que le perruquier restera « dépositaire des effets énoncés et veillera à leur conservation ». Mais, le 22 il se ravise, et le commissaire Chandelier procède dans sa boutique à la saisie des valeurs. On trouve chez lui 14 000 livres en billets à ordre et 1 200 livres en assignats. Beaucoup plus grave est la découverte de médailles d'or, « toutes terriblement contre-révolutionnaires, aux effigies de

---

(82) A. FORCADE, D. E., IV, 1006.

(83) Arch. nat., F 7, 4700.

(84) *Id.*, *ibid.*

Charles VII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, du cardinal de Fleury ; plusieurs pièces d'or étrangères y sont mêlées » (85). Il n'en fallait pas plus pour faire rebondir le procès du Supérieur. Cependant, M. Emery ne comparait toujours pas.

Comment expliquer l'oubli systématique dont il bénéficie quatorze mois durant ? Où chercher les protecteurs mystérieux qui le dérobent au Tribunal révolutionnaire ? Dut-il son salut à Robespierre lui-même ou à Fouquier-Tinville ? On l'a parfois prétendu ; son influence, assure-t-on, leur semblait très avantageuse « pour inspirer aux condamnés une résignation dont s'accommodaient fort bien les gardiens et les bourreaux » (86). « Ce petit prêtre, disaient-ils, empêche les autres de crier. » Des influences se sont-elles exercées en sa faveur, celle des conventionnels avec lesquels il se trouvait lié, celle de Mme de Villèle, celle de la Section du Luxembourg, celle enfin d'une tante de Fouquier-Tinville qui avait déjà sauvé Sambucy lors des massacres de septembre 1792 ? La chose n'a rien d'impossible.

Toutefois, il semble bien qu'il faille chercher moins haut ; de simples secrétaires intervenaient parfois plus efficacement que de grands personnages ; leur action restait silencieuse et, comme telle, beaucoup plus sûre, car il valait mieux faire le total silence sur les prévenus que d'attirer dangereusement l'attention du tribunal en réclamant leur grâce et leur élargissement ; l'histoire d'André Chénier, qui dut sa condamnation à la maladroite insistance de son père, en reste la meilleure preuve. L'évêque de Viviers, Savine, M. Emery lui-même

---

(85) J. HÉRISSAY, *Les aumôniers de la guillotine*, 148.

(86) *Souvenirs de Mgr de Mazenod, de Fontanges*, D. E., IV, 143, IV, 350.

nous l'a rapporté, fut épargné grâce à « la bienfaisance d'un jeune homme de son diocèse, employé au Tribunal révolutionnaire, qui écarta les pièces pendant quelque temps » (87). On connaît également le procédé dont usa Labussière en faveur des comédiens du Théâtre-Français ; ce procédé était, alors classique : tantôt pour des raisons personnelles, tantôt par humanité, tantôt par vénalité, de simples commis aux écritures faisaient disparaître les papiers ou les ensevelissaient dans la profondeur des cartons. Ce fut le cas pour le Supérieur général. « Une main invisible et inconnue, relate M. de Mondésir, avait pris soin chaque soir de mettre le dossier de M. Emery en dessous de tous les autres. » (88) Ce tour de passe-passe se joua durant plusieurs mois.

Cette main invisible et inconnue était celle du citoyen Blandin qui dressait la liste quotidienne des prisonniers appelés en jugement. Un condisciple et ami du Supérieur général se trouvait en excellentes relations avec ce greffier, son ancien camarade de collège. Déjà, à plusieurs reprises, il avait obtenu de sa complaisance la radiation de certains inculpés. Un jour, il aperçoit sur la liste le nom de M. Emery. « Emery, s'écrie-t-il. A quoi penses-tu ? C'est un excellent homme, je le connais particulièrement ; on t'a certainement trompé sur son compte, il faut absolument le rayer. »

Un rouleau de 50 louis, jeté sur la table, appuie d'un argument convaincant cette déclaration rassurante. Mais Blandin fait la sourde oreille. « Je ne puis, déclare-t-il, sauver le citoyen Emery, c'est un chef de parti. » Un second rouleau de 50 louis le persuade du contraire et endort ses scrupules. Un trait de plume, le nom est biffé.

Quelques jours plus tard, en plein tribunal, Blandin

---

(87) D. E., VIII, 8514.

(88) D. E., IV, 513.

doit lire une liste de prévenus qu'il n'avait sans doute pas établie lui-même. Le Supérieur général y figure. Que faire ? Blandin n'hésite pas ; au lieu de supprimer son nom, il le proclame avec sang-froid, en tête de tous les autres ; puis, avec une feinte colère, il ajoute : « Pour celui-là, je m'en charge ; c'est un chef de parti ; sa cause doit venir avec celle de ses complices ; leur cas se trouve lié avec le sien ; il ne perdra rien pour attendre. »

Autant de délais salutaires. Fouquier-Tinville, cependant, s'étonne de ces perpétuelles remises et demande des explications. Blandin les fournit sans sourciller : quelques pièces essentielles ont été égarées qui sont absolument indispensables pour l'instruction de l'affaire ; mais il ne perd nullement de vue cette cause ; en attendant que le dossier soit complet, il ne laissera pas, loin de là, chômer le tribunal (89).

## VII

Ainsi gagne-t-on, jour par jour, un temps précieux, et le 9 Thermidor apporte le salut. Mais avant d'apporter le salut, il cause aux détenus du Plessis les plus vives alarmes. Le tocsin sonne sans arrêt ; on bat la générale ; partout l'appel aux armes retentit ; à l'intérieur de la prison, les gardiens disparaissent. Les prisonniers, incertains, inquiets, redoutent un nouveau 2 septembre et se figurent que, pour accélérer l'œuvre trop lente de la guillotine, les massacres vont reprendre incessamment. Ensemble, ils tiennent conseil et préparent leur défense ; une muraille de matelas protégera les femmes et les enfants ; les hommes, armés de leur bois de lit, chargeront les assaillants et tiendront tête

aux assassins ; tous vendront chèrement leur vie ; tous résisteront jusqu'au bout.

La journée, puis la nuit se passent sur le qui-vive ; on entend des cris, des roulements de tambour, « la traînée sinistre des canons sur le pavé » (90). Le jour se lève et les détenus du Plessis ignorent toujours les graves événements qui viennent de se passer dans la capitale. Toutefois, « le maintien embarrassé des geôliers », les amabilités insolites du concierge Hallé « qui flûte sa voix », et de sa femme « qui mielle la sienne » (91) paraissent significatives des changements survenus. Bientôt, par des signaux des voisins, un prisonnier apprend la grande nouvelle : Robespierre est renversé, la Commune vaincue, la Terreur a pris fin. Dans la maison d'Egalité, la joie éclate ; on s'embrasse ; on rit ; on chante ; on fait toilette ; on commande un bon déjeuner, arrosé de vin généreux. « Tout devient riant, aimable. Le Plessis n'est plus une prison. » (92)

Le 9 Thermidor sauva M. Emery de la guillotine ; mais sa captivité, on ne sait pour quelle raison, se prolonge encore deux mois. Dès le 1<sup>er</sup> Thermidor, pourtant, des députés viennent à la maison d'arrêt d'Egalité chercher leurs amis afin de les élargir. Les jours passent, les semaines ; ses compagnons de captivité, l'un après l'autre, recouvrent la liberté. Le Supérieur général demeure. Serait-il cette fois encore oublié ? Le 3 Brumaire enfin, un certain Godart Decroze intervient en sa faveur auprès du Comité de Sûreté générale.

Tu n'as pas cru devoir, écrit-il à Goupilleau, proposer la mise en liberté du citoyen Emery, parce que tu as cru qu'il était question pour lui d'un jugement. Mais Emery, déjà incarcéré il y a plus de dix-huit mois pour l'affaire dont il s'agit,

---

(90) DAUBAN, *Histoire des prisons*, 445.

(91) *Id.*, *ibid.*

(92) *Id.*, *ibid.*

fut mis en liberté par le Comité de Sûreté générale, le 30 mai, qui jugea que la dénonciation contre lui était fondée sur une erreur. Je joins ici la correspondance d'Emery avec Martel dont la signature est connue chez tous les banquiers de Paris et en particulier chez Mallet, rue du Mont-Blanc. Fais l'usage que tu croiras convenable de cette correspondance, mais surtout je te prie de garder les pièces. Consulte les registres du Conseil à la date du 30 mai, et tâche que la liberté soit rendue à ce malheureux vieillard (*sic*). Mon frère t'en prie et conjure au nom de l'amitié qui l'unit depuis longtemps avec le frère d'Emery, ingénieur de l'Inde (93).

Cette requête reçut immédiatement satisfaction. Le 4 Brumaire, le Conseil décide que le citoyen Emery, « détenu dans la maison d'arrêt de l'Egalité, ci-devant collège du Plessis, sera mis sur-le-champ en liberté et que les scellés seront levés dans tous les appartements où ils ont été apposés ». L'arrêt est signé de Goupilleau, Clauzel, Méaulle, Bourdon de l'Oise et Rewbell (94).

M. Emery fut élargi le même jour. Le 9 Brumaire, on procède à la levée des scellés. Pendant la détention du Supérieur général, le Comité de la Section du Luxembourg avait pris possession de son appartement pour la tenue de ses séances ; ses livres, hardes et papiers furent alors resserrés, avec une partie de son mobilier, au-dessus du magasin au Bled n° 33, dans une chambre du premier étage, appelée chambre des archives. On lui restitue le tout. Il rentre également en possession, « après recollement de l'inventaire dressé le 1<sup>er</sup> septembre 1793, des meubles laissés dans sa chambre et dans son cabinet » (95).

Restait le dépôt confié au perruquier Bertin. Pour les assignats et les billets à ordre, aucune difficulté ne s'éleva. Mais pour les médailles d'or, les représentants

(93) Arch. nat., F 7, 4700.

(94) Arch. Préfecture de police, carton 27, pièce 43.

(95) Arch. nat., F 7, 4700.



de la Section réclament huit jours de délai. La Commission des arts, consultée entre temps, fait opposition à la remise et réclame toutes ces pièces pour la nation. Les énergiques protestations du mandataire de M. Emery, le citoyen Tronquey, contre « cette attitude peu républicaine », obtiennent heureusement gain de cause, et le 23 Pluviôse an III, le Comité de Sûreté générale ordonne la restitution intégrale du dépôt (96).

Après avoir passé quelques jours chez M. Montaigne, rue des Maçons-Sorbonne, le Supérieur général se réinstalle au Séminaire. Il n'y retrouve plus le Comité de Mutius Scevola, car les thermidoriens, qui veulent concentrer le pouvoir entre les mains de la Convention, se défient des Sections parisiennes qu'ils ont réduites à douze et profondément remaniées ; celle du Luxembourg, qui s'était prononcée le 9 Thermidor en faveur de la Commune, avait des droits particuliers à la surveillance d'une Assemblée jalouse de ressaisir la puissance et de frapper ses ennemis. Mais la vieille maison, entièrement envahie par des femmes de volontaires et de soldats, n'a point gagné au départ de ces hôtes qui maintenaient entre ses murs un ordre relatif. Bien avant Thermidor, les citoyennes logées dans les cellules des élèves avaient causé du scandale, et il fallut sévir contre une certaine fille Ternissien qui se signalait par son inconduite bruyante (97). L'explosion de jouissance qui suivit la chute de Robespierre ne pouvait améliorer la situation morale de ce phalanstère patriote. La tenue matérielle, d'autre part, laissait beaucoup à désirer ; nous le savons par les doléances d'un certain Barbier qui devait assurer le nettoyage des locaux ; Barbier ne réussissait pas à obtenir des locataires la rétribution

(96) Arch. nat., F 7, 4700.

(97) *Registre des délibérations de la Société patriotique du Luxembourg*, Arch. Préfecture de police.

qu'ils étaient tenus de lui payer, et la propreté générale en souffrait (98).

Habiter le Séminaire dans ces conditions ne pouvait être que désagréable et délicat ; aussi comprend-on qu'après leur élargissement MM. Montaigne et Béchet aient renoncé aux droits que leur garantissait une délibération en règle, prise en leur faveur le 6 juillet 1793 par l'Assemblée sectionnaire ; ils ne réoccupent ni l'un ni l'autre l'appartement qui leur est concédé à titre gracieux. M. Duclaux, lui aussi, abandonne Issy pour s'établir 142, rue Saint-Jacques, à La Vache-Noire, dans l'immeuble qui sert de refuge à la mère de Soyécourt et aux Carmélites de la rue de Grenelle. Le Supérieur général, toutefois, n'hésite pas à regagner Saint-Sulpice. Sa tranquillité, sa sécurité même lui conseillaient pour-tant de chercher en ville un asile plus calme et plus discret ; son âge, sa santé qu'ébranla sa longue et dure détention exigent des ménagements ; après tant d'émotions, tant de fatigues, il a besoin de calme, de repos. Mais il se fait un devoir de rejoindre son poste et d'y poursuivre, coûte que coûte, sa mission. Avec une obstination énergique et courageuse, il se maintiendra onze mois encore, jusqu'à l'extrême limite de la prudence et de ses forces, dans la chère maison qu'il veut protéger et sauver ; au milieu des citoyennes qui peuplent les cellules de ses directeurs, de ses élèves, auprès de la chapelle transformée en magasin, dans un isolement rendu plus douloureux encore par de pénibles contacts, il reprend de suite sa tâche laborieuse ; car la Terreur finie, dans la Révolution qui continue, l'Eglise de France cherche à renaître. Il faut reconstruire, rapprocher, apaiser. Plus que jamais, elle a besoin de lui.

---

(98) *Registre des délibérations de la Société patriotique du Luxembourg*, Arch. Préfecture de police.



## CHAPITRE XII

### LA REACTION THERMIDORIENNE

I. La Convention et la première séparation ; les lois de Ventôse et de Prairial an III. La promesse de soumission aux lois de la République. M. Emery déclare cette promesse licite. — II. La réconciliation des assermentés. Les deux méthodes : Paris et Lyon. — III. La réconciliation des prêtres mariés et apostats. Rigueur des constitutionnels. Les principes du Supérieur général. — IV. La direction générale de l'Eglise de France exposée à l'anarchie. M. Emery propose la nomination par le Pape d'un vicaire apostolique qui assurerait l'unité d'action indispensable. — V. L'opposition des constitutionnels. Attaqué par les *Annales de la religion* et dénoncé au gouvernement, M. Emery se retire à Gex. Son rapport à Pie VI. — VI. Le serment de Vendémiaire. M. Emery et la souveraineté du peuple. Distinction du droit et du fait.

#### I

Les thermidoriens, en abattant Robespierre, n'entendaient nullement clore la Terreur et déchaîner la réaction. Ils entendaient moins encore rendre la liberté à l'Eglise, car la plupart d'entre eux, les meneurs surtout, Tallien, Billaud-Varenne, Fouché, s'étaient signalés par leur haine et leur action antireligieuse ; on pouvait même craindre que leur triomphe n'entraînât une violente reprise de la déchristianisation que, par opportu-

nisme politique et peut-être par conviction personnelle, le « tyran » défunt avait combattue énergiquement. Mais les événements, bien vite, les dépassent et le mouvement qu'ils ont déclenché, malgré eux, les entraîne ; la coalition parlementaire qui appuya leur manœuvre était composée d'éléments trop disparates pour ne pas se désagréger rapidement ; la crainte les avait unis ; bientôt, les intérêts, les rancunes les séparent ; hébertistes et dantonistes s'opposent à nouveau ; les survivants de la Gironde réapparaissent ; les vainqueurs se divisent et la Convention qui a perdu son chef, faute de direction, va à la dérive ; sa politique, si l'on peut employer ce mot pour désigner une action aussi chaotique et aussi contradictoire, oscille selon les circonstances, entre la droite et la gauche, les réacteurs et les jacobins, les coups d'autorité et le laisser faire, le libéralisme et la rigueur. L'opinion, d'autre part, donne à la crise thermidorienne un sens que, dans l'esprit de ses promoteurs, celle-ci ne comportait nullement ; fatiguée des luttes civiles, plus lasse encore des répressions sanglantes, désireuse avant tout de repos, elle croit que c'est fini ; désormais on pourra vivre, et chacun de respirer. Telle est la force de cette conviction qu'elle s'impose aux conjurés de la veille et qu'elle les engage dans une direction absolument contraire à leurs primitifs desseins ; la réalité se modèle sur l'illusion et l'erreur se transforme en vérité.

Tandis que la queue d'Hébert et celle de Danton poursuivent la queue de Robespierre, tandis que Fréron s'agite avec les muscadins, tandis que la jeunesse dorée rosse les ci-devant tape-dur et poursuit impitoyablement les sans-culotte en bonnet rouge, le culte reprend un peu partout et, selon le mot de l'abbé Sicard, revit « par une sorte de génération spontanée ». Rien de plus divergent que l'attitude des pouvoirs locaux ;

tantôt ils ferment les yeux, tantôt ils sévissent ; le plus souvent, ils hésitent et tergiversent ; certains même se montrent favorables et prennent des initiatives prématurées. Le 21 décembre 1794, à la Convention, dans un discours très ferme et très courageux qui aura dans tout le pays un immense retentissement, l'évêque constitutionnel Grégoire réclame pour l'Eglise la liberté religieuse. Cette liberté, la pacification de la Jaunaye la concède en février aux provinces de l'Ouest ci-devant insurgées. La logique veut qu'elle soit étendue à tout le territoire de la République une et indivisible. L'opinion l'exige encore davantage et l'Assemblée se voit emportée par le courant. La fameuse loi du 3 Ventôse an III (21 février 1795) accorde donc à toutes les religions indistinctement le libre exercice du culte à l'intérieur des édifices dont elles peuvent disposer ; mais elle n'en salarie aucune, ne fournit ni églises ni presbytères, interdit toute cérémonie « hors de l'enceinte choisie pour les exercices », soumet enfin « tout rassemblement de citoyens pour un culte quelconque » à la surveillance des autorités constituées.

Après l'écrasement des jacobins et la réintégration dans la Convention des Girondins, mis hors la loi sous la Terreur, un second décret, le II Prairial an III (30 mai 1795) complète les dispositions de Ventôse ; cette fois, l'Assemblée accorde « provisoirement », aux citoyens des communes de la République, « le libre usage des édifices non aliénés, destinés originairement à l'exercice d'un ou de plusieurs cultes, dont elles étaient en possession au premier jour de l'an II » Mais elle exige, de « ceux qui exerceront dans lesdits édifices », un acte de soumission aux lois de la République.

Cette législation qui améliore de façon très sensible la situation des catholiques ne laisse pas de poser à leur conscience des problèmes fort embarrassants. Le pre-

mier est relatif au nouveau serment qui paraît aussi discutable que le serment de Liberté. Les réfractaires peuvent-ils, oui ou non, souscrire cet engagement qui conditionne la restitution de leurs églises ? Ce premier problème se complique d'un second : la nécessité d'éteindre le schisme ; car, sous l'impulsion énergique, passionnée, tenace, de Grégoire, l'Eglise constitutionnelle travaille à se reconstituer. S'ils refusent la soumission exigée par la loi, les non-jureurs ne risquent pas seulement d'aggraver la suspicion du gouvernement, de déconcerter sa tolérance, de se lier davantage encore à la réaction royaliste ; ils risquent surtout de se voir devancés par leurs rivaux qui se mettront immédiatement en règle et s'assureront ainsi la possession exclusive des édifices cultuels ; au lieu de supplanter le clergé patriote sévèrement atteint et par la perte de sa situation officielle et par la désertion de ses prêtres qui, pour une part, abdiquèrent le sacerdoce ou contractèrent mariage, et, pour une autre part, tendent à se réconcilier avec les évêques légitimes, ils lui laisseront libre carrière ; par suite de leur abstention, au lieu de s'affaiblir de plus en plus au profit de l'orthodoxie romaine, l'Eglise constitutionnelle reprendra une force nouvelle, et une occasion précieuse, unique peut-être, sera perdue qui permettait de consommer sa ruine et de restaurer enfin l'unité religieuse dans le pays divisé. On devine l'hésitation des réfractaires et leur cruel embarras.

M. Emery ne balance pas. Tandis que les évêques présents à Paris « croient par prudence ne pas devoir s'assembler » (1), le Conseil archiépiscopal se reconstitue ; il est formé de MM. Béchet, Jalabert, qui s'adjoignent M. Duclaux, car M. de Dampierre, poursuivi par la police, a dû se retirer à la

---

(1) *A Courtade*, 10 mai 1795, D. E., X, 11.

campagne, et M. de Malaret, arrêté le 22 Floréal (11 mai 1795), est écroué au Temple. Naturellement, le Conseil sollicite l'avis du Supérieur général que des ecclésiastiques, par ailleurs, invitent à se prononcer catégoriquement.

Or, la formule de soumission imposée par la loi, comme celle du serment de Liberté, paraît discutable en raison de son caractère ambigu. Dans le choix des termes, en effet, une fois de plus, et ce n'est pas la dernière, vraiment les conventionnels ne furent pas heureux. S'ils n'avaient d'autre intention que de se garantir le loyalisme du clergé réfractaire, s'ils voulaient seulement détacher celui-ci de l'opposition royaliste et de la contre-révolution, pourquoi ne pas exiger la soumission pure et simple ? Mais, comme les Constituants de 1789, comme la Législative en 1792, les conventionnels de l'an III ont tout réglé par eux-mêmes, sans souci des distinctions opportunes qu'un théologien averti leur eût suggérées utilement.

Il eût fallu, comme le fera plus tard Léon XIII dans sa Lettre au clergé et aux catholiques de France du 16 février 1852, « tenir soigneusement compte de la distinction considérable qu'il y a entre pouvoir constitué et législation ». On peut parfaitement promettre soumission à un gouvernement de fait, accepté par le peuple et comme tel devenu légitime. Mais si, par soumission on veut entendre également approbation de toute la législation, il n'est plus possible de promettre soumission globale à un ensemble de lois dont certaines renferment des dispositions contraires aux principes chrétiens. Bonaparte lui-même fera, en 1799, une confusion analogue ; en exigeant des prêtres la promesse de fidélité à la Constitution, il entendra leur faire approuver en bloc cette Constitution qui, comme les lois de l'an III, comportait des éléments opposés à la doctrine de



l'Eglise, et par conséquent ne pouvait être acceptée en totalité. En 1786, dans une lettre à son ami l'évêque d'Alais, M. Emery déplorera cette présomption constante et néfaste des législateurs qui, faute de consulter en matière religieuse « les gens du métier », rédigent des textes mal venus (2) ; certaines précisions, certaines nuances échappent à leur incompétence religieuse, et, inconsciemment parfois, ils arrêtent des formules inacceptables ou douteuses ; ainsi naissent des malentendus qu'il eût été facile de prévenir en s'assurant d'avance que les serments projetés correspondaient bien d'une part aux principes du catholicisme et d'autre part aux intentions du pouvoir civil.

Aussi imbus que les constituants de leurs prérogatives, les thermidoriens se gardent bien de recourir aux lumières d'un théologien sûr. Celles de leur collègue Grégoire leur suffisent et, au fond, il ne leur déplaît nullement d'embarrasser les réfractaires, de les diviser et par là d'avantager en fait les constitutionnels qu'ils mettent officiellement sur le même pied que leurs rivaux (3). La loi de Ventôse, en effet, ne fut guère favorable à leurs amis jureurs ; les catholiques disposaient depuis 1790 d'oratoires privés et profitent immédiatement de la loi nouvelle ; sur la seule paroisse Saint-Sulpice, ils ouvrent, dès le 4 Ventôse, chez les Orphelins de la rue du Vieux-Colombier, aux Missions-Etrangères, à l'Institution chrétienne, rue du Pot-de-Fer, trois chapelles. De suite, celles-ci sont envahies.

---

(2) A Bausset, 25 décembre 1795, D. E., XII, 96.

(3) A. Mathiez a justement noté cette intention. De Lanjuinais, promoteur de loi de Prairial, il écrit qu'il comptait favoriser par cet acte de soumission les prêtres constitutionnels et écarter les réfractaires intransigeants. *La réaction thermidorienne*, p. 260.

A Pâques, rapporte le Supérieur général, il fallut étendre des toiles dans la cour de l'Institution chrétienne, dire la Messe dans la cour. Dans chacune des chapelles, les Vêpres sont doublées pour satisfaire tous les assistants (4).

Les assermentés, eux, manquent des locaux nécessaires ; jusqu'à la Terreur, ils jouissaient des églises paroissiales ; or, celles-ci demeurent fermées ; ils se trouvent pris au dépourvu, et leurs fidèles, impatients et pressés, se rendent souvent chez les réfractaires. De là leurs véhémentes protestations.

Votre décret de Ventôse, écrivait Audrein, ne m'a pas rendu la paix. Il a trop favorisé les assermentés qui prêchent le royalisme ; il a trop peu protégé les prêtres républicains ; qu'ils rentrent dans leurs églises et le peuple sera content (5).

Cet appel fut entendu. Pour réserver aux constitutionnels l'usage des édifices cultuels, dont ils ont besoin et qu'ils réclament à grands cris, on subordonne la restitution de ceux-ci à un acte de soumission ; cet acte de soumission, on est certain que les prêtres patriotes l'accepteront sans aucun scrupule ; cette clause, par contre, déconcertera les réfractaires ; elle les écartera, elle les désunira. Autant d'avantages pour leurs rivaux. Seuls bénéficiaires de la loi, ils s'assureront par la possession exclusive des églises paroissiales et des cathédrales une écrasante supériorité. Il importe essentiellement de déjouer ce calcul.

Les jureurs, en effet, déploient une bruyante activité. Grégoire, leur chef, groupe autour de lui les évêques présents à Paris pour constituer avec ces « Réunis » le Conseil directeur de l'Eglise patriote ; les « Réunis » lancent une « Lettre encyclique à leurs frères les autres évêques et aux Eglises vacantes » ; ils publient un

(4) *A Courtade*, 19 mai 1795, D. E., X, 11.

(5) *Annales de la religion*, I, 137-138.

périodique : *Les Annales de la religion* ; ils fondent la *Librairie chrétienne* financée par Desbois ; ils sonnent de toutes parts le ralliement de leurs fidèles et de leur clergé. Doit-on, à cause de cette malencontreuse promesse, désertier la lutte et céder le terrain sans combat ? Tel est le problème.

Or, une fois de plus, au lieu de grouper toutes leurs forces et d'adopter une tactique uniforme, les catholiques se divisent. Les uns repoussent avec intransigeance toute soumission globale et indistincte aux lois républicaines qui comportent certaines dispositions contraires aux principes de l'Eglise ; les autres estiment que cette soumission de fait n'implique nullement une reconnaissance et une approbation de droit. Chez certains, la conscience parle seule ; mais il arrive, une fois de plus, que les préventions contre-révolutionnaires et les sentiments royalistes se mêlent aux raisons doctrinales et que les préférences sentimentales renforcent et vicient une résistance qui devrait rester religieuse exclusivement. Beaucoup hésitent ; le Conseil archiépiscopal de Paris lui-même refuse de se prononcer sur le fond ; il se borne à répondre que les adversaires de cette promesse « n'ont pas le droit d'anathématiser ceux qui pensent différemment, que les fidèles peuvent communiquer avec tous les prêtres soumissionnaires ou non qui reconnaissent l'autorité de leur archevêque légitime et cela tant que le Pape n'aurait pas prononcé souverainement » (6).

M. Emery, au contraire, prend nettement position. Il le fait par devoir, aux dépens de sa tranquillité, avec la conviction très ferme qu'en tranchant le problème il sert les véritables intérêts de l'Eglise, sans compromettre en rien les principes fondamentaux de la foi.

---

(6) P. PISANI, *L'Eglise de Paris et la Révolution*, II, 232.

Personnellement, il a tout avantage à se tenir en dehors de la discussion ; il sait quelles contradictions lui valut son attitude favorable au serment de Liberté et porte dans son cœur des blessures encore fraîches et toujours douloureuses. L'expérience d'un passé récent lui conseillerait de rester coi et d'imiter la prudente réserve des vicaires généraux, ses collègues. Mais son âme est trop magnanime pour se résoudre à un parti si commode. L'avenir du catholicisme est en cause et avec lui, immédiatement, le bien des âmes. On le consulte ; fût-ce au prix de son repos, il n'a pas le droit de se dérober. Il déclare donc licite la promesse de soumission aux lois de la République ; il engage à la souscrire sans délai.

Le Supérieur général, toutefois, ne tranche pas sans avoir longuement réfléchi et pesé ses raisons. Ces raisons qu'il expose sous plusieurs formes, soit dans des mémoires, soit dans des lettres particulières, sont essentiellement les suivantes :

1° La soumission est opposée à la révolte ; or, les catholiques ne se révoltent contre aucune loi de la République, quelque blâmable qu'ils la supposent, dans l'ordre civil ou dans l'ordre religieux.

2° La soumission aux lois d'un Etat ne regarde proprement que les lois civiles et politiques, et si elle s'étend encore aux lois religieuses, ce n'est que dans leur rapport à l'ordre civil et, en fait, on ne s'engage qu'à ne point troubler à cet égard l'ordre public.

3° La soumission aux lois n'emporte point l'approbation de ces lois ; on peut être fort bien soumis à des lois très injustes. Elle n'emporte pas même l'approbation du gouvernement auquel on est soumis, quoiqu'on le juge très tyrannique ou très peu fait pour opérer le bonheur du peuple. Prenons pour exemple la loi sur le divorce. Je suis soumis à cette loi même, c'est-à-dire que je n'emploie pas la violence pour empêcher qu'on l'exécute. Mais cela n'empêche pas que je ne dise ouvertement que cette loi est contraire aux bonnes mœurs et

à l'Evangile ; cela n'empêche pas que si un homme s'adresse à moi pour obtenir les secours de la religion, je ne lui dise, s'il a divorcé et épousé une autre femme, qu'il doit commencer par reconnaître et pleurer sa faute, renvoyer sa seconde femme et reprendre la première.

Est-ce que la loi du divorce n'a pas été en vigueur pendant plus de quatre ou cinq cents ans sous les empereurs romains, depuis même leur conversion au christianisme ? Et cependant les chrétiens ne faisaient-ils pas tous profession d'être soumis aux lois de l'Empire ?

4° Quand on entre et qu'on habite dans un pays protestant, idolâtre, mahométan, n'est-ce pas sous la condition, expressément ou tacitement exigée, qu'on sera soumis aux lois du pays ? Et cependant, dans des pays, combien de lois antichrétiennes ou anticatholiques ? A-t-on seulement la pensée d'exiger des étrangers qu'ils renoncent à leur religion ou à quelques points de leur religion ? Mais, malheureusement, il y a tant d'ecclésiastiques qui n'ont pas seulement les premières notions du droit des gens et du droit politique.

5° Une ligne avant ou après le décret, qui demande à ceux qui exerceront le ministère dans les églises rendues par la nation la déclaration de soumission, on déclare qu'on accorde la liberté la plus étendue pour l'exercice des différents cultes, et par conséquent pour tout ce qu'ils appellent opinions religieuses. Or, peut-on et doit-on supposer que, dans l'espace de deux lignes, on se contredise si grossièrement, et que, par la déclaration de soumission aux lois de la République, on exige que vous renonciez à quelques points de la doctrine ou de la discipline de cette religion dont on vient de vous dire qu'on vous maintenait le libre exercice et la libre profession (7) ?

Cette manière de voir fut partagée à Paris par l'ensemble du clergé ; elle reçut de plusieurs évêques, de M. de Juigné lui-même, entière approbation. Rome, à ce sujet, ne se prononça pas directement, bien qu'elle fût défavorable à une formule malencontreuse qui semblait impliquer avec la soumission légitime au gouvernement établi l'approbation indistincte de toute la législation,

---

(7) D. E., IX, 9139.

contraire ou non aux lois de l'Eglise. Mais l'émigration s'enflamme et, de nouveau, les passions se déchaînent, ce qui n'était pas le moyen d'éclaircir la question.

Il semble aujourd'hui que toutes les têtes sont renversées, écrit mélancoliquement à Rochebrune M. Emery, le 22 juillet 1795 ; on outre tout ; on exagère tout ; l'imagination frappée voit tout en noir ; on croit être plus catholique à mesure qu'on ferme les yeux sur la lumière et qu'on rejette tous les conseils de la prudence (8).

Les constitutionnels se montrent aussi animés que les royalistes. La loi de Prairial, en effet, ne peut les satisfaire, puisqu'elle les dépouille de leur situation privilégiée en les réduisant officiellement, sous le régime de la séparation commun à tous les cultes, à la même condition que leurs rivaux. Mais ils se flattent, grâce à la promesse, de recouvrer leurs avantages ; faute de souscrire cette condition essentielle, les réfractaires, ils l'escomptent bien, devront se confiner dans leurs oratoires plus ou moins clandestins. Or, les réfractaires, conseillés par M. Emery, se mettent en règle avec la loi ; ils officient au grand jour et, progressivement, rentrent en possession des églises aliénées qu'ils rachètent grâce aux larges ressources dont ils disposent ; ils rentrent même en possession de certaines églises paroissiales abandonnées par leurs curés jureurs. Première déception. D'autres suivent. Le clergé patriote voit fondre, au profit des incommuniants, le nombre de ses ouailles. Assez généralement, dans les villes surtout, ses adversaires ont pour eux le nombre, la société, la fortune ; il ne garde que le petit peuple, des jansénistes et quelques bourgeois, doctrinaires convaincus ; le reste de ses fidèles ne pratique plus ou pratique ailleurs que chez lui. Chose plus grave, il voit

---

(8) A Rochebrune, 22 juillet 1795, D. E., IX, 9139.

fondre également le nombre de ses prêtres ; les abdications, les apostasies, les mariages avaient fait dans ses rangs des brèches larges et douloureuses ; la rigueur de sa morale, imprégnée de jansénisme, les conditions extrêmement dures que mettent ses chefs à la réconciliation des *lapsi* découragent la bonne volonté des pénitents ou les rejettent chez les assermentés qui les accueillent avec plus de miséricorde. La crise de conscience, enfin, dans laquelle se débattent, depuis des années, tant de jureurs inquiets, ramène à l'Eglise catholique un nombre croissant de repentis.

## II

Ce mouvement de conversions et de rétractations qui désole et irrite les jureurs ne laisse pas de poser aux insermentés de délicats et difficiles problèmes. Il s'agit pour eux de sauver les principes que le Saint-Siège a fixés pour la réconciliation des assermentés ; mais il s'agit également de faciliter les retours qui, du même coup, apaisent les âmes douloureuses, affaiblissent le schisme et fortifient en France l'Eglise romaine. L'intérêt général n'est pas moins en cause que l'intérêt particulier des prêtres repentants.

Or, deux méthodes s'imposent chez les réfractaires. L'une est toute de rigueur. « Il ne faut pas, écrit à Lyon le vicaire général Linsolas, affaiblir par des pénitences légères le nerf de la discipline. » (9) Aussi les pénitences qu'il institue sont-elles longues et sévères. Les intrus doivent se rétracter publiquement en lisant devant l'assemblée des fidèles la formule rédigée par les représentants de l'archevêque ; entre leur rétrac-

---

(9) MONTERNOT, *M. de Marbeuf*, 281.

tation et leur réconciliation, ils demeurent réduits à la communion laïque et interdits des fonctions sacerdotales ; des jeûnes, des prières leur sont imposés à jour fixe, telles prières pour les jours de semaine, telles autres pour les dimanches, telles autres pour les fêtes, et cela pendant des mois et des années après leur absolution. Ces humiliations et ces mortifications risquent d'effaroucher les pénitents et d'amoindrir le respect des fidèles. Aussi M. de Marbeuf, qui pourtant n'est point suspect de conciliation excessive, rappelle-t-il son vicaire général à plus de discrétion ; il demande qu'on garde tout au moins « des ménagements extérieurs » (10). A Blois, l'intrépide et peu judicieux Thémines accable encore davantage ses pauvres curés ; les actes de rétractation qu'il impose sont interminables, accablants ; le pénitent se déclare « enseveli dans l'abîme profond de tous les crimes, chargé de tous les anathèmes de l'Eglise, séparé de son sein, privé de sa communion, de ses prières publiques et mort depuis longtemps à la grâce » (11). Cette amplification qui se poursuit, dans le même style, durant 14 pages mettait à rude épreuve la vertu du patient et celle des assistants eux-mêmes ; car ce texte implacable devait être lu intégralement devant l'assemblée des fidèles. « Nulle désertion publique, avait décrété Thémines, ne pourra être lavée par des lotions secrètes. » Si encore pareille séance avait suffi à obtenir le pardon des jureurs ! Mais le prélat s'est réservé le privilège de les réconcilier personnellement et, comme il se trouve en Espagne, il faut que ces malheureux attendent plusieurs mois avant de recevoir leur absolution (12). Dans maint diocèse, des

---

(10) MONTERNOT, *M. de Marbeuf*, 290.

(11) *Rétractation de Sylvain Briole*, arch. évêché, Blois, 3 K.

(12) J. LEFLON, *Bernier*, II, 19.



administrateurs trop zélés imitent ces exemples décourageants.

Au nom de la charité et au nom de la sagesse, M. Emery condamne sévèrement pareille méthode. Dès sa libération, bien avant la réouverture des églises, il propose d'en adopter une autre qui triomphera dans la capitale et s'appellera la méthode de Paris.

Le point le plus important, écrit-il dans un projet de mémoire intitulé *Demande à Rome*, c'est de ramener les constitutionnels à l'unité. Cette réunion paraît peu difficile en elle-même, si on en juge par la facilité qu'on a eue dans les prisons de faire abjurer aux constitutionnels menacés de mort leurs erreurs et par leur empressement à se réconcilier avec l'Eglise. C'est déjà quelques évêques constitutionnels qui ont témoigné leur repentir et se sont abandonnés à la conduite de directeurs catholiques. Plusieurs ont témoigné un grand désir de se réconcilier avec le Saint-Siège. Ils craignent seulement que leur réconciliation ne soit mise à des conditions trop humiliantes et trop difficiles. Il est bien vrai que, pour arrêter le mal dans son commencement et son progrès, la rigueur a été nécessaire ; mais aujourd'hui que le mal est fait, qu'il ne s'agit que de le guérir, qu'on ne peut espérer de le guérir qu'avec la douceur et l'indulgence, il semble que cette douceur et cette indulgence sont nécessaires. En général, ne suffit-il pas pour les constitutionnels qu'ils se repentent d'avoir prêté le serment et de n'avoir pas obéi au Saint-Siège, qu'ils témoignent leur repentir dans les occasions qui se présentent, que ce repentir devienne public par cette voye (?), et par le soin qu'ils auraient d'engager ceux qu'ils ont entraînés dans le schisme à ne plus reconnaître que les pasteurs légitimes ? Le Saint-Siège a bien ordonné la rétractation publique comme condition préliminaire à l'absolution, mais il n'a point ordonné que cette rétractation deviendrait publique par la voie des lettres et des écrits. Des déclarations verbales proférées (*sic*) une conduite qui leur serait analogue peuvent être une publicité de fait très équipollente à une publicité de droit.

D'autre part, « une rétractation écrite, annoncée et publiée, serait funeste dans les circonstances, parce qu'elle donnerait lieu à des actes violents contre la reli-

gion et qu'elle reculerait infailliblement une espèce de paix qu'on en ose espérer comme prochaine » (13). Dans le cas où cette paix précaire, incertaine ferait place, ce qu'il faut toujours prévoir, à une nouvelle reprise de la persécution, cette rétractation, consignée dans les registres officiels, exposerait en outre les administrateurs à des poursuites et constituerait des listes toutes prêtes à l'usage des proscripteurs. Effectivement, mande à M. Begougne le Supérieur général, on a voulu arrêter M. de Dampierre et mettre sous scellés tous ses papiers ; heureusement M. de Dampierre, « averti à temps, a pu s'évader avec la liste des rétracteurs qu'une loi non révoquée condamne à mort ». « Aussi, ajoute-t-il, on a jugé qu'il y avait péril de mort non chimérique à remplir cette condition que n'avait pas prévue le Saint-Siège en 1792 ; on a cru qu'il était contraire aux intentions du Pape de faire courir ce péril et admis à rétracter sans signature » ; avec la promesse de la donner plus tard, cette signature, « si le Saint-Siège, averti des circonstances, persistait à l'exiger » (14).

Enfin, l'intérêt des fidèles engage à suivre des voies de miséricorde et de douceur.

Ce n'est pas tant en faveur du clergé constitutionnel en lui-même, écrit M. Emery, qu'on insiste pour qu'on apporte à leur réconciliation toutes les facilités que peuvent permettre les saints canons, et qu'autorisent tant d'exemples dans l'Eglise, c'est principalement pour les fidèles qui leur adhèrent. Car qu'arriverait-il si l'on permet enfin l'ouverture des églises ? Les fidèles s'y porteront en foule et avec d'autant plus d'ardeur qu'ils auront plus de religion : les constitutionnels, qui sont leurs derniers pasteurs et presque les seuls prêtres qui demeurent dans le royaume, rentreront aussi dans les églises et seront pressés de célébrer les divins mystères et les offices

(13) *Demande à Rome*, D. E., II, 53.

(14) *A Begougne*, 15 août 1795, IX, 5001.

ecclésiastiques. Voilà donc les fidèles qui la plupart continueraient de communiquer avec les schismatiques et qui les suivraient comme leurs pasteurs ; voilà donc le schisme qui se consoliderait et se perpétuerait. Quel ne serait pas l'embarras du clergé catholique pour détourner les fidèles de telle communication ? Quelle perplexité et quelle tentation pour les fidèles eux-mêmes qui, voyant dans le service des constitutionnels le même extérieur, le même appareil de religion, que dans leurs anciens pasteurs, croient qu'il n'y a rien de changé dans la religion et ont peine à entendre et à prendre en grande considération ce qui tient à l'institution canonique et à la mission légitime (15).

Sans doute, les constitutionnels, qu'ils soient simples jureurs, intrus ou traditeurs, sont tous coupables devant l'Eglise et devant Dieu ; tout en proportionnant les réparations à leur faute, on doit exiger d'eux une rétractation et une pénitence.

Cependant, écrit le Supérieur, la conclusion de cet article, c'est qu'on désirerait être autorisé incessamment à dire que toutes les voyes de la douceur doivent être employées pour ramener les constitutionnels, que ceux qui sont vraiment repentants et soumis aux décisions du Saint-Siège doivent être traités avec une grande indulgence (16).

Les circonstances ne sont plus les mêmes qu'en 1792 où la situation appelait plus de sévérité ; il fallait alors marquer fortement la gravité du serment constitutionnel et, par des mesures énergiques, impressionner les hésitants. En 1795, les choses se présentent sous un aspect tout différent ; au lendemain de la Terreur, ce qui importe avant tout, c'est d'éteindre le schisme « qui est le plus grand mal de l'Eglise » (17).

---

(15) D. E., IX, 5001.

(16) *Id.*, *ibid.*

(17) *Œuvres de M. Emery*, p. p. MIGNE, col. 1522. *La conduite de l'Eglise dans la réception des ministres de la religion qui reviennent de l'hérésie ou du schisme depuis l'âge de saint Cyprien jusqu'au dernier siècle.*

Aussi, tout en respectant les règles posées en 1792 par le Bref pontifical pour la réconciliation des jureurs, M. Emery propose-t-il qu'on les applique avec la plus grande indulgence. Il n'hésite pas, pour son compte, à les interpréter et à les élargir jusqu'à rétablir sans délai dans leurs fonctions ecclésiastiques les jureurs et même les traditeurs qui ont satisfait pour l'essentiel aux exigences du Saint-Siège, « non dans la vue principale de favoriser leurs personnes, mais dans le désir de tirer immédiatement du schisme des paroisses entières et de ne pas laisser trop longtemps des fidèles privés de l'exercice public de la religion » (18).

Cette interprétation dépasse la lettre des instructions romaines ; M. Emery ne l'ignore pas. Mais il estime, en toute prudence, qu'elle se conforme aux véritables intentions de Pie VI.

Je me demande, écrit-il le 15 août 1795 au vicaire général d'Amiens, M. Begougne, si la playe faite à la discipline de l'Eglise, pour me servir de l'expression de saint Augustin, n'est pas suffisamment guérie par le grand bien qui en résulte (19).

Rappelant la parabole du Bon Pasteur, qui part dans le désert à la recherche de la brebis perdue pour la ramener dans ses bras, il souhaite qu'à l'exemple du Maître les disciples se décident à prendre les initiatives nécessaires.

Or, dans beaucoup de diocèses, « on ne se donne aucun mouvement pour la réconciliation des schismatiques » (20), et cette constatation le désole.

On ne s'est point assez occupé de ce grand objet, écrira-t-il encore en 1797 ; on a trop compté sur des événements qui n'étaient pas entrés dans le plan de la Providence et on

(18) *Œuvres de M. Emery*, p. p. MIGNE, col. 1522.

(19) *A Begougne*, 15 août 1795, D. E., IX, 5001, 5003.

(20) *A Rochebrune*, 22 juillet 1795, D. E., IX, 5144.

a négligé les moyens très canoniques qu'on avait entre les mains (21).

Les prêtres catholiques se sont tenus à une trop grande distance des jureurs, surtout des intrus ; ils ont pendant longtemps évité toute communication avec eux ; sans doute, ils ne pouvaient en avoir qui fût religieuse, mais ils ont soigneusement évité celles même qui n'auraient été que purement civiles. Ils ont donc été bien éloignés de s'avancer vers eux et de leur tendre les bras.

Sans doute, la conduite des constitutionnels reste « bien répréhensible ». Mais leurs personnes ne devaient-elles pas continuer d'être chères à leurs anciens collègues ? Mais leur retour à l'unité n'était-il pas infiniment important au bien commun de l'Eglise ? Mais n'étaient-ils pas, encore plus que les pécheurs ordinaires, dignes de tous les ménagements et de toutes les sollicitudes de la charité pastorale ? Il fallait aller au-devant de ces confrères si intéressants..., les gagner par les caresses et les saints artifices de la charité.

Loin de les attirer, on les rebute quand ils se présentent d'eux-mêmes ; « au lieu de leur montrer la porte déjà entr'ouverte et de leur insinuer amicalement qu'on était obligé, avant de les introduire, d'attendre qu'ils eussent rempli les formalités et passé par les purifications nécessaires..., on leur parle trop souvent avec dureté, on les abreuve de dégoûts » (22).

Cette attitude peu évangélique et indiscrete décourage les bonnes volontés, et le schisme profite de ces rigueurs. Infiniment plus sage et plus chrétienne, la voie de miséricorde s'avère en même temps de toutes la plus opportune et la plus sage. Aussi le Supérieur général rappelle-t-il les conseils que donnait saint Augustin aux fidèles de son temps trop zélés pour le retour des donatistes.

Détruisez les erreurs, mais aimez les personnes ; que la connaissance que Dieu vous a donnée de la vérité ne vous

---

(21) *Œuvres de M. Emery*, p. p. MIGNE, 1467.

(22) *Id.*, 1469.

inspire point d'orgueil ; combattez pour elle sans dureté et sans amertume ; élevez à Dieu vos mains suppliantes pour ceux que vous entreprenez d'instruire et de convaincre (23).

Telle est, dès 1794, la position prise par le Supérieur général vis-à-vis des constitutionnels repentants ; telle est la méthode qu'il pratiquera et conseillera inlassablement.

Que sa condescendance ait surpris, choqué, voire scandalisé, la chose ne saurait surprendre. Mais les critiques ne l'émeuvent point et jusqu'à ce que le gouvernement consulaire, d'accord avec Rome, ait définitivement réglé la question, il persistera dans sa manière de faire et dans sa manière de voir. Les événements d'ailleurs lui donnent raison ; à Paris surtout, sans compter les retours individuels, son attitude apaisante, souple, compréhensive, ramène à l'Eglise des paroisses entières. Aussi pourra-t-il s'appuyer sur les résultats de son expérience pour modérer, en 1807, les rigueurs excessives de son cousin Fournier, devenu évêque de Montpellier.

Dans les déclarations qu'on est en droit d'exiger, lui écrira-t-il, encore faut-il des ménagements pour la faiblesse humaine. Ainsi à Paris quand nous réconciliâmes tant de constitutionnels, nous n'exigeâmes point le mot de rétractation qui répugnait à plusieurs ; mais ils se rétractèrent dans le fait et nous donnèrent encore plus que nous demandions (24).

En 1797, dans son important mémoire intitulé *La conduite de l'Eglise dans la réception des ministres de la religion qui reviennent de l'hérésie ou du schisme, depuis l'âge de saint Cyprien jusqu'aux derniers siècles*, il exprime très nettement ses regrets de ce que certains

(23) *Œuvres de M. Emery*, p. p. MIGNE, 1526.

(24) E. APPOLIS, J. Gausserand, évêque constitutionnel du Tarn, 91.

prêtres et certains vicaires généraux par leur intransigeance aient, en 1794, rebuté les pénitents. « On a manqué des moments bien favorables pour l'extinction du schisme, écrit-il. C'a été un grand malheur. » (25)

### III

Beaucoup de constitutionnels ne se sont point bornés à prêter le serment schismatique et à usurper les fonctions curiales ; à ces fautes, ils ont ajouté le scandale d'un mariage sacrilège ; leur cas se complique et devient singulièrement embarrassant.

Combien parmi eux profitèrent spontanément de la législation révolutionnaire pour fonder un foyer illégitime ? Combien cédèrent à la faiblesse, à la pression, aux menaces ? Il est difficile de le dire. Le nombre des prêtres mariés pendant la Révolution demeure incertain. Consalvi en compte 10 000, un pamphlet du temps 12 000, Grégoire 2 000 seulement (26). Mais si, entre ces chiffres, l'écart paraît extrême, si pour toute la France une statistique d'ensemble reste à établir avec la dernière précision, il n'en reste pas moins vrai que l'ampleur du mouvement soulevait un très grave problème. Ce problème, de tous le plus douloureux, M. Emery, dès 1794, s'applique à le résoudre avec la même largeur de vues, la même miséricorde, le même souci de concilier les exigences formelles des principes, les intérêts généraux de l'Eglise, les intérêts particuliers des pénitents.

Tous les ecclésiastiques mariés appartiennent au clergé schismatique. « L'opprobre de ce scandale tombe uniquement sur l'Eglise constitutionnelle. Ce sont ses évêques et ses prêtres seuls qui l'ont donné, note dans

---

(25) *Œuvres de M. Emery*, 1470.

(26) GRÉGOIRE, *Mariage des prêtres*, 138.

sa *Demande à Rome* le Supérieur général en tête de sa consultation. » (27) S'il part de cette constatation, c'est moins pour accabler cette malheureuse Eglise que pour dégager, dès le principe, un aspect particulier de cette pénible situation. Sans doute, M. Emery ne manque pas d'observer que « ce trait à lui seul suffirait à la juger et à la couvrir d'infamie ». « Voilà donc, écrit-il, ce qu'a opéré cette Constitution civile qui devait ramener la ferveur des premiers siècles. » Vraiment, le résultat ne justifie guère l'assurance de ces prétendus réformateurs. Mais il ne s'agit pas d'insister sur les causes ; ce qu'il faut, c'est trouver le remède. Vis-à-vis de ces malheureux qui ont trahi l'un des plus graves engagements de leur sacerdoce, quelle attitude adopter ?

Les évêques constitutionnels se montrent intraitables ; à aucun prix, ils ne consentent à rétablir ces *lapsi* dans les fonctions de leur ministère ; bientôt même, ils restaureront à leur usage la discipline primitive de la pénitence publique. Les catholiques doivent-ils imiter cette conduite et user indistinctement d'une égale rigueur ? M. Emery ne le pense pas. « Plusieurs personnes zélées, écrit-il, prétendent qu'il n'y en a (*sic*) jamais eu d'exemple dans l'Eglise d'une semblable réhabilitation. Nous croyons personnellement que ces personnes se trompent. » Les précédents historiques qu'il rappelle, texte en main, fondent solidement cette opinion ; après certaines crises, les évêques, les Conciles, les Papes ont réglé avec une judicieuse miséricorde des situations similaires ; moyennant une pénitence convenable, les diacres et les prêtres, coupables d'avoir contracté des mariages sacrilèges, ont été admis à reprendre leur ministère. Cette question de fait tranche avec évidence la question de droit.

---

(27) D. E., II, 53 et sq.



D'autre part, écrit le Supérieur général, des distinctions s'imposent entre les prêtres dont il s'agit ; il en est qui se sont mariés de leur plein gré, par esprit de libertinage et qui ont toujours continué de vivre publiquement avec leurs femmes dont ils ont eu des enfants. Il en est d'autres qui notoirement n'ont été poussés à cette démarche si scandaleuse que par la crainte de la mort ou de la captivité, et pour ceux-ci, les uns ont épousé des femmes décrépites, les autres n'ont jamais habité sous le même toit avec leurs prétendues femmes et les ont répudiées aussitôt qu'ils ont pu le faire sans danger. Plusieurs enfin ont témoigné de très bonne heure un grand repentir de leur faiblesse. On conçoit facilement que ceux-ci sont bien plus dignes d'indulgence que les autres (28).

Enfin, des conditions s'imposent, « avant qu'il soit question de réhabiliter des sortes de prêtres. 1° Il est nécessaire qu'ils se soient séparés de leurs femmes, 2° qu'ils aient fait pénitence connue du public, 3° qu'après même cette pénitence on ait lieu de croire que leur réhabilitation ne sera point un scandale pour les fidèles et qu'ils exerceront utilement leur ministère. Il est vrai que si on n'était détourné de les rétablir dans leurs fonctions que par la crainte de ce scandale, on pourrait les employer dans les lieux où ils ne seraient pas connus » (29).

A Paris, en province, dans beaucoup de diocèses, cette manière de voir prévalut ; l'Eglise catholique se montra plus miséricordieuse que l'Eglise constitutionnelle pour les prêtres mariés. Cette dernière en souffrit. Repoussés par l'intransigeance de Grégoire et des Réunis, les ecclésiastiques désireux de reprendre leurs fonctions sacerdotales n'eurent d'autres ressources que de recourir à leurs supérieurs légitimes, et le clergé romain bénéficia de ces retours qui accrurent ses effectifs sans diminuer sa valeur. Car il n'accordait pas sans garanties sérieuses la réhabilitation nécessaire ; sincèrement converties, sou-

(28) *Mariage des prêtres*, D. E., II, 259 et sq.

(29) *Id.*, *ibid.*

cieuses de réparer par une vie plus apostolique et plus fervente leurs faiblesses et leurs erreurs passées, ces nouvelles recrues se montrèrent généralement dignes de la confiance qui accordait leur pardon. Beaucoup de ces prêtres apportèrent à la restauration religieuse un concours efficace et apprécié ; sous le Directoire, sous le Concordat, ils firent honneur au sacerdoce que dans les mauvais jours, par faiblesse, ils avaient un instant trahi.

Quant à l'Eglise constitutionnelle, tous les historiens le reconnaissent, elle subit le préjudice de son intransigeante sévérité. Au lieu de recouvrer par une sage miséricorde une partie de son clergé, elle rebute par ses fins de non-recevoir ceux de ses membres qui, par crainte, par faiblesse, avaient trahi leurs engagements durant les mauvais jours de la persécution révolutionnaire. Pour mettre leur conscience en règle avec Dieu et rentrer dans la vie ecclésiastique, ces malheureux demandent à leurs rivaux d'hier un pardon que refusent systématiquement leurs évêques. C'était, par un rigorisme étroit et mal entendu, décourager la conversion des *lapsi* et faire le jeu des insermentés plus accessibles au sincère repentir. Mais Grégoire était de ceux que la réalité n'éclaire jamais sur la fausseté de leurs principes ; esprit loyal, mais entier, il demeure insensible aux rudes leçons que lui administre l'expérience ; par archaïsme, par jansénisme, par goût de la pénitence primitive, il se raidit de bonne foi dans une attitude qui lui semble un strict devoir. En même temps, par une curieuse méconnaissance de la charité élémentaire qui est pourtant la base authentique de la morale chrétienne, il se lance, contre les réfractaires en général et contre M. Emery en particulier, dans une opposition âpre, amère, violente, qui concorde étrangement avec celle des sans-culotte et des terroristes inquiets.

## IV

En ces circonstances délicates qui posaient, dans une situation aussi mouvante que la réaction thermidorienne, tant de problèmes épineux, voire irritants, une direction générale et ferme eût été absolument nécessaire à l'Eglise de France. Or, cette direction manquait. Rome est difficilement accessible ; l'état de guerre qui se maintient et la surveillance jalouse exercée sur les prêtres rendent fort précaires les relations avec le Saint-Siège ; les diocèses abandonnés par leurs évêques reçoivent de l'émigration des consignes lentes et tardives qu'inspirent parfois une connaissance imparfaite de la réalité et d'injustes préventions ; certaines Eglises n'ont plus de titulaires ; la mort ou l'apostasie de ceux-ci les a privées de leurs chefs ; de là, entre les Chapitres squelettiques qui prétendent assumer le gouvernement et Rome qui le confie à des administrateurs apostoliques, des oppositions et des conflits. Les vicaires généraux, chargés par les prélats de les suppléer durant leur absence, manquent assez souvent de la prudence et de la science théologique indispensables ; l'intrépidité qu'ils apportent à exercer le culte malgré la persécution, au péril de leur vie, le zèle qu'ils déploient au service des âmes méritent sans doute l'admiration ; malheureusement, les décisions qu'ils prennent, les directives qu'ils donnent souffrent de leur ardeur même ; elles sont parfois excessives, rigoureuses, viciées chez certains par la passion et un secret orgueil ; plus d'un, parmi ces confesseurs de la foi, finira lamentablement dans le schisme anti-concordataire avec Thoignier à Blois, avec Clément à Rouen ; ils suivront un Thémines, ils suivront un Coucy dans leur révolte et leurs erreurs.

Affaiblie par les divisions, soumise à des directives essentiellement divergentes, l'Eglise de France se trouve

en outre menacée d'anarchie. Livrés à eux-mêmes depuis quatre ans, abandonnés entièrement à leur seule initiative, entourés de continuels périls, condamnés à une vie aventureuse, errante, pour accomplir leur dangereux ministère, les prêtres demeurés sur le territoire ont contracté pour la plupart des habitudes d'indépendance, pris des allures, des goûts de francs-tireurs ; les encadrer à nouveau dans des formations régulières, les plier à la discipline et au respect de la hiérarchie, soumettre leurs jugements, leur action à des consignes générales inspirées par des vues d'ensemble et un plan cohérent constituent une entreprise difficile. Tels les vétérans des grandes guerres, ils invoquent leurs états de service, leurs hauts faits ; plus ou moins ouvertement, plus ou moins consciemment, ils attendent la reconnaissance de leurs droits. Ils ne consultent plus leurs supérieurs ; chacun, dans son secteur, agit à sa guise, rend des oracles, légifère et tranche ; jusqu'en 1801, cette tendance s'accroît, les abus et le chaos iront croissants, et il ne faudra pas moins que la poigne vigoureuse de Bonaparte pour remettre, avec l'appui de Rome, chacun à sa place et à son rang.

Or, dès 1794, M. Emery discerne le péril ; un mémoire de sa main, intitulé *Demande à Rome*, ne se contente pas de le signaler avec une perspicacité inquiète ; il propose également, pour le conjurer, un remède singulièrement hardi : la nomination par le Pape d'un vicaire apostolique pour toute la France ; ce vicaire apostolique, dont l'autorité se substituerait provisoirement à celle des évêques absents, assurerait dans le pays la direction uniforme, indispensable pour la restauration religieuse. Ce texte curieux, demeure à l'état de brouillon, mérite d'être cité avec des incorrections, dans l'état même où il nous est parvenu.

L'état actuel de l'Eglise de France, privée de ses légitimes pasteurs et qui ne peut avoir aucune communication avec eux, semblerait exiger absolument qu'il y eût au moins un ecclésiastique revêtu des pouvoirs de vicaire apostolique dans toute l'étendue de la France et veillera (*sic*) aux intérêts généraux, mettra de l'uniformité et de l'ensemble dans la manière de se conduire, pourvoir aux besoins des diocèses abandonnés et y nommer des grands vicaires dont les pouvoirs subsisteraient jusqu'à ce que les évêques propres en eussent nommé eux-mêmes. Un semblable établissement est si convenable, si nécessaire que le public croit qu'il existe déjà et qu'on demande si tel et tel n'ont pas la qualité de vicaire apostolique (30).

Cette solution posait un problème de personne. Qui choisir ?

On sent que la commission est difficile et dangereuse, avoue le Supérieur ; on serait même embarrassé d'indiquer dans le moment des sujets propres à la remplir. Le Saint-Siège en connaît peut-être ou on lui en ferait connaître dans la suite, mais il serait toujours très bon qu'on commençât à s'occuper de cet objet. Quoique la persécution ait un peu diminué de sa violence, elle est très violente encore et peut durer encore longtemps (31).

Mais le problème de personne, si délicat qu'il fût, se doublait d'un problème canonique encore plus épineux ; déposséder de fait, même provisoirement, tous les évêques de France, leur substituer un ecclésiastique directement habilité par Pie VI constituait une véritable innovation. Cette innovation, bien qu'elle favorisât singulièrement l'autorité du Pape, les théologiens ultramontains eussent probablement hésité à l'admettre, comme ils hésiteront à admettre en 1801 le renouvellement de tout l'épiscopat. Qu'elle soit proposée par un prêtre dont le gallicanisme éveillait une certaine défiance dans les milieux pontificaux, il est assez piquant de le constater.

---

(30) D. E., II, 53 et sq.

(31) *Id.*, *ibid.*

Rien ne montre mieux que ce texte curieux la largeur d'esprit du Supérieur général. Il avait vu très juste lorsqu'il dénonçait, dès 1795, les divisions et l'anarchie qui menaçaient l'Eglise de France ; les événements ont malheureusement confirmé la sagesse de ses prévisions. Il avait vu plus juste encore en sacrifiant, pour remédier à ce péril, les doctrines gallicanes. La crise religieuse dont souffrait notre pays ne pouvait se résoudre que par l'intervention du Saint-Siège et par la reconnaissance de ses droits. Bonaparte, en somme, s'est rencontré sur ce point avec M. Emery ; personne n'a fait plus que lui pour affermir la puissance pontificale et ruiner l'épiscopalisme ; en exigeant du Pape la déposition de tous les évêques légitimes, il reconnut à celui-ci un pouvoir si absolu que le gallicanisme jaloux de ses libertés et fêru de ses privilèges se trouva mortellement atteint par ce coup.

Ce mémoire curieux, que les documents Emery nous conservent à l'état de brouillon, reçut-il une rédaction définitive ? Fut-il envoyé au Saint-Siège ? Le découvrirait-on un jour aux Archives vaticanes, où le fonds français relatif à la Révolution et à l'Empire se trouve en voie de classement ? Il n'était pas inutile d'insister quelque peu sur cette *Demande à Rome*, ébauchée par le Supérieur général au lendemain de sa détention. Ses précédents biographes l'ont passée entièrement sous silence. Omission regrettable, car, dans l'énorme dossier réuni par M. Faillon, ce document apparaît comme l'un des caractères les plus révélateurs ; nul ne montre mieux comment cet homme indépendant, lumineux, perspicace, savait dominer les événements, se libérer des préjugés, s'abstraire des théories, pour assurer, avec un sens très juste des situations et un sens plus juste encore de l'Eglise, le règne du Christ dans la discipline, l'union, la sagesse et la paix.

## V

La liberté relative accordée aux incommuniants ne faisait nullement l'affaire des constitutionnels qui se donnaient beaucoup de mouvement pour regrouper leurs révérendissimes évêques, leurs vénérables prêtres et leurs fidèles dispersés. Elle ne faisait pas davantage celle des jacobins qui poursuivent les non-jureurs de leur suspicion et de leur haine. Dès le 24 août 1795, M. Emery signale à Romeuf qu'« ils ont fait agir, les uns et les autres, les Comités contre les ministres du culte catholique qu'ils regardent comme des royalistes ». Il est vrai, ajoute-t-il, que « quelques prêtres de province ont commis des imprudences » (32). Le retour des déportés qui profitent de la réaction thermidorienne complique en effet la situation, car ils reviennent, pour la plupart, avec des dispositions intransigeantes et leur attitude politique compromet souvent le catholicisme avec les muscadins et la contre-révolution.

La réouverture des églises accentue encore l'opposition des terroristes et du clergé patriote. Il suffit de parcourir les *Annales de la religion* pour constater l'aigreur, la véhémence, l'acrimonie des Evêques Réunis et de Grégoire, leur inspirateur. Dès le premier numéro, on relève « les détails suivants » : « Il nous en coûte beaucoup de les imprimer, avoue le rédacteur, mais l'amour de la vérité et de la République nous en fait un devoir. » « Les prêtres réfractaires, émigrés ou déportés... sont revenus en grand nombre. 7 000 à 8 000 sont répandus dans les départements frontières... Dans tous les départements ils pullulent comme des sauterelles de l'Egypte. Plusieurs même ne sont pas prêtres, ce sont des brigands échappés de la Vendée...

---

(32) A Romeuf, 24 avril 1795, IX, 9151.

Ils se recrutent sans scrupule, pour renforcer leurs effectifs d'ecclésiastiques mariés et apostats. Les terroristes d'un côté, les riches de l'autre et surtout les restes des castes ci-devant privilégiées constituent leur clientèle... A Lunéville, des femmes ex-nobles, et qui certes n'avaient pas la réputation des Lucrèces, affluent chez eux pour faire pieusement leurs pâques ; c'est peut-être la première fois de leur vie... Ces nouvelles mères de l'Eglise se signalent par leur zèle, leur sectarisme, leur crédulité... Quand les fanatiques ont prononcé avec emphase ces mots, intrus, schismatiques, Bref du Pape, excommunication, toute la ménagerie femelle est subitement métamorphosée en un corps de docteurs... ; elles vont se faufiler dans toutes les familles et les ennuyer ou les troubler de leur caquet ridiculement théologique. » (33) Dans les numéros suivants, on pourrait relever, de la même encre, des articles aussi fielleux : Principes des dissidents, Retour des prêtres déportés, Fureur des athées et des dissidents à Angers, Troubles causés par les bons prêtres dans les Hautes-Pyrénées, Menées ténébreuses des dissidents à Oléron, etc.

Les rédacteurs des *Annales* ne se bornent pas à attaquer en général le parti réfractaire, ils en viennent aux personnalités et impriment des noms. Dès le premier numéro, « les chefs » sont signalés : Dampierre à Paris, Camus et Lacourt à Nancy, Blain à Orléans, Jalabert à Carcassonne, etc. Or, coïncidence curieuse, quelques jours après cet article, M. de Dampierre, poursuivi par la police, est obligé de s'enfuir à la campagne ; le 11 mai suivant, M. de Malaret, moins heureux, se laisse arrêter.

M. Emery n'est pas moins visé que les vicaires géné-

---

(33) *Annales de la religion*, I, 22-24.



raux ses collègues. Sans doute, il demeure prudemment dans l'ombre; mais son action n'échappe pas moins à la vigilance des « Réunis » ; ceux-ci regardent à bon droit comme le plus dangereux de tous leurs adversaires cet homme ferme et souple que Grégoire appellera, en 1800, dans un entrefilet haineux, « le rusé Hemery » (34). En 1800, bien que le culte constitutionnel se trouve officiellement détaché de la République, l'évêque de Loir-et-Cher signalera encore à la vigilance du pouvoir ce dangereux « chef du parti réfractaire ».

Il faut que le gouvernement, écrira-t-il, soit bien indulgent pour ne pas forcer dans leur dernière retraite ces prêtres cauteleux qui sont ses ennemis les plus implacables (35).

Ce recours au bras séculier était pratique assez courante chez les prêtres patriotes ; aussi comprenons-nous que M. Emery ait pu écrire, en juin 1795, à Mme de Broglie :

Pour ma sûreté personnelle, on m'a fort conseillé de partir ; les constitutionnels, malgré toute la réserve de ma conduite, m'ayant plusieurs fois dénoncé au Comité de Sûreté générale comme l'âme et le centre du culte catholique (36).

Les articles des *Annales*, hélas ! ne sont pas de nature à démentir la vraisemblance d'une pareille dénonciation ; les poursuites intentées quelques semaines plus tôt contre M. de Dampierre et M. de Malaret prouvaient suffisamment la réalité du péril.

Le Supérieur général refuse d'abord de quitter le Séminaire où le retiennent tant de souvenirs. Mais ses collègues insistent ; il doit se dérober à la nouvelle arrestation qui le menace. A quoi bon s'obstiner ? De toute façon il sera obligé d'abandonner sa maison.

---

(34) *Annales de la religion*, IX, 453.

(35) *Id.*, *ibid.*

(36) A Mme de Broglie, juin 1795, D. E., IX, 9215.

Mieux vaut prévenir ses ennemis par une retraite volontaire qui garantira sa liberté et lui permettra de continuer son action plus que jamais nécessaire. M. Emery, enfin, se laisse persuader. Il se retire d'abord rue d'Enfer, puis se décide à partir pour Gex. Après sa dure captivité, après les mois pénibles qu'il a vécus à Saint-Sulpice dans le Séminaire envahi, bruyant, profané, souffrant de la solitude, souffrant de la « disette » (37), il trouvera chez les siens la tranquillité, l'alimentation, les soins, le repos qu'exige sa santé compromise. Tout proche de la Suisse, il pourra se mettre en rapport avec ses confrères et ses élèves dispersés, avec l'archevêque de Paris, avec la cour de Rome. Son absence forcée restera active, utile, bienfaisante, et son pays natal, vivement secoué par la crise révolutionnaire, sera le premier à en profiter.

Le Supérieur de Saint-Sulpice arriva à Gex sur la fin de septembre 1795. Après avoir passé quelques jours dans sa famille, il franchit la frontière pour se mettre sans plus tarder et sans péril en communication directe avec le Chef de l'Eglise. Dès le début d'octobre, nous le trouvons en Suisse, à Nyon, d'où il adresse au Souverain Pontife une longue lettre que conservent les Archives vaticanes et que le P. Theiner a publiée intégralement. L'objet de cette lettre est double : « rendre compte de l'état de la Compagnie » au Saint-Père, lui « faire connaître différentes anecdotes propres à lui donner quelques consolations ».

La Compagnie a subi avec une fermeté inébranlable l'épreuve de la persécution sanglante. Elle a eu le glorieux avantage que, dans une si grande défection, il n'est pas un seul de ses membres qui n'ait été fidèle et qui n'ait rejeté avec horreur la Constitution civile ; il y a plus, quoique la moins nombreuse

---

(37) D. E., IX, 9215.

de toutes les Congrégations, elle a donné plus de sang à la Révolution que toutes les autres ensemble : dix-huit ont péri victimes de leur attachement au Saint-Siège et à l'Eglise.

L'épreuve, sans doute, a éclairé certaines âmes ; en prison, à la veille de la mort, de nombreux fidèles sont revenus à Dieu ; des évêques, des prêtres constitutionnels se sont réconciliés avec l'Eglise. Sur ces conversions suprêmes, M. Emery donne au Souverain Pontife des détails aussi précis que consolants. Mais ces retours individuels n'empêchent pas la situation religieuse de rester fort critique ; le gouvernement garde contre l'Eglise des préjugés tenaces, et ces préjugés, hélas ! trop de maladresses, trop d'exagérations imprudentes les expliquent partiellement et les confirment chaque jour. Des erreurs ont été commises, que, sous forme de regrets, le Supérieur général relève discrètement.

Oh ! si les évêques, en sortant de France, écrit-il, n'avaient pas été forcés d'abandonner la conduite de leurs diocèses à des ecclésiastiques plus distingués par leur zèle et leur régularité que par leur expérience et leurs lumières, si les prêtres déportés et rentrés en France avaient été plus sages et plus réservés dans leur conduite, si la sagesse et la prudence qui caractérisent les actes de votre pontificat avaient présidé à tant de décisions, tant de règlements donnés par quelques prélats, et qu'on eût voulu attendre sur plusieurs chefs les décisions de Votre Sainteté, j'ose assurer que l'Eglise jouirait aujourd'hui en France d'un assez grand calme, et que ses ministres, au moins ceux du second ordre, lui auraient été rendus (38).

Ces observations, M. Emery les présente comme un hors-d'œuvre. « Elles ne font pas l'objet de cette lettre », écrit-il, et il s'en excuse comme d'une digression (39). Dans son esprit, toutefois, il semble bien qu'elles soient

---

(38) A Pie VI, p. p. A. THEINER, *Documents inédits relatifs aux affaires ecclésiastiques de France*, I, 442.

(39) *Id.*, *ibid.*

en réalité tout autre chose et qu'elles trahissent bel et bien son idée de derrière la tête. Elles répondent, en effet, si fidèlement à ses préoccupations constantes ; elles traduisent si exactement sa pensée la plus familière, qu'on peut se demander si, malgré ses protestations oratoires et diplomatiques, ainsi présentées à la fin de son rapport, elles ne constituent pas sa véritable conclusion et si tout le reste ne visait pas simplement à les introduire et à les glisser.

M. Emery ne recevra qu'en 1798 la réponse du Saint-Siège. Son confrère M. Roux, qui était chargé de lui transmettre ce document, attendit en effet son retour en France pour être certain qu'il parviendrait sans encombre à destination. Cette réponse, datée du 18 mai 1796, émanait de Mgr Caleppi.

Monsieur, lui mandait le prélat, le Saint-Père a reçu avec une vraie satisfaction les différentes lettres que vous lui avez adressées, et a éprouvé une joie bien sensible de vous savoir en sûreté et d'apprendre tout le bien que vous avez fait, soit par vous-même pendant votre détention, soit par les dignes ouvriers de votre Congrégation que vous avez envoyés en Amérique. Sa Sainteté adresse au ciel des vœux ardents pour qu'il daigne continuer à bénir les efforts de votre zèle et veiller à votre conservation comme à celle de tous les membres de votre Congrégation, si utile à la religion et qui s'est tant distinguée dans les malheurs de la France.

Quoique le Saint-Père ne puisse, Monsieur, qu'applaudir au zèle qui vous porte à passer au Mississipi, cependant il croit que vous ferez bien de ne point trop vous presser à exécuter votre projet, vu que votre présence peut être encore plus utile à la France.

Bien loin que de faux bruits aient jamais pu diminuer la bonne opinion que Sa Sainteté a toujours eue pour votre personne, ils n'ont servi, au contraire, qu'à accroître l'estime qu'elle vous a toujours portée et dont elle cherchera à vous donner dans les occasions les preuves les plus convaincantes.

Le respectable M. Roux, administrateur du diocèse d'Avignon, a été plusieurs fois témoin de ces sentiments du Saint-

Père à votre égard ; en attendant, Sa Sainteté vous accorde, dans toute l'effusion de son cœur, ainsi qu'à tous les membres de votre Congrégation, sa sainte Bénédiction paternelle et apostolique.

Permettez, Monsieur, que je saisisse avec empressement cette occasion pour vous offrir l'hommage sincère de la vénération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc. (40).

Cette réponse si encourageante, M. Emery se garda bien de la publier. L'abbé Guillon, pourtant, aurait voulu l'insérer dans le supplément des Brefs de Pie VI. Mais c'est en vain que M. Jauffret, de sa part, en demande copie ; l'humble Supérieur ne se prête pas à cette communication.

Cette lettre ne renferme rien qui se rapporte directement à votre objet, répond-il ; il semblerait que c'est la vanité qui m'a engagé à la rendre publique. Il est si fort de l'esprit de ma Compagnie d'éviter tout ce qui a de l'éclat et d'affecter plutôt l'obscurité, que j'hésite encore, quelque empressement que j'aie de faire ce qui vous est agréable. Je prie Dieu de me faire connaître à cet égard ce qui est le plus conforme à sa volonté (41).

Le Supérieur général fit de même pour une autre lettre du Pape, reçue en 1795. Seuls quelques intimes eurent connaissance des deux documents, tel le P. Varin :

Je vais vous confier, lui dit un jour M. Emery, un secret que je ne dis pas à tout le monde. J'ai été l'homme le plus décrié de la France. Oh ! si nos évêques du dehors eussent été, comme nous, sous le couteau, ils eussent été bien plus indulgents. Mais voici la justification de ma conduite.

Il ouvre alors un portefeuille, en tire les deux lettres du Saint-Siège, les fait lire à son ancien élève ; il lui montre également une médaille que le Souverain Pontife lui avait envoyée avec sa paternelle bénédiction (42).

---

(40) D. E., I, 151-152.

(41) *Id.*, *ibid.*

(42) D. E., IV, 699.

## VI

La modération et la mesure constamment conseillées et pratiquées par le Supérieur général eussent été en effet plus que jamais indispensables au moment où se reconstituait l'Eglise de France sous les yeux inquiets de ses adversaires et de ses rivaux. Les constitutionnels sont aux aguets qui exploitent la moindre imprudence. Les jacobins, de leur côté, ne désarment pas ; la malheureuse équipée de Quiberon resserre le bloc des thermidoriens ; la Convention se rapproche de la Montagne et renverse sa politique ; l'Eglise subit immédiatement le contre-coup de ce revirement.

Le 20 Fructidor an III (6 septembre 1795), une loi déclare bannis à perpétuité les prêtres déportables, exige pour le culte privé la soumission pure et simple, interdit toute réserve et toute restriction. Le 7 Vendémiaire (21 septembre), une seconde loi impose une nouvelle formule de serment : *Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République.* Enfin, après la révolte du 13 Vendémiaire, une troisième loi remet en vigueur, le 3 Brumaire, les décrets de 1792 et de 1793 contre les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion.

Une fois de plus, le gouvernement révolutionnaire, soucieux de se reprendre, frappe, avec le royalisme qui relève la tête, les insermentés qui restent, dans son esprit, solidaires de la contre-révolution.

Le Supérieur général fut plus affligé que surpris lorsqu'il apprit par une lettre de M. Duclaux les derniers événements de la capitale ; ceux-ci vérifiaient malheureusement ses prévisions et justifiaient son attitude.

J'observe avant tout, répond-il le 22 octobre 1795 à son confrère, que les malheurs où la religion et ses ministres sont

précipités sont une suite du zèle outré et des préventions excessives de certaines personnes. Si on avait fait sans difficulté la déclaration de soumission (et cette déclaration dans le vrai n'en souffrait aucune), nous n'en serions pas où nous en sommes ; on n'aurait pas proposé d'autre déclaration ; on ne nous traduirait pas comme des ennemis irréconciliables de la République, et notre situation, ainsi que celle de la religion, serait encore infiniment moins triste si on s'était accordé à faire le serment de liberté et d'égalité ; et plus je réfléchis, plus je crois que le parti que nous primes était le plus sage (43).

Malgré les échecs répétés de sa politique conciliatrice, malgré le libellé fort contestable du nouveau serment imposé le 7 Vendémiaire, M. Emery n'abandonne pas sa ligne de conduite. Comme M. Duclaux lui confie les hésitations du Conseil archiépiscopal de Paris fort embarrassé par la nouvelle formule. « Il faut distinguer, répond-il, le droit et le fait. S'agit-il seulement du fait, c'est-à-dire de reconnaître que, actuellement et dans le fait, c'est l'universalité des citoyens français qui exerce la souveraineté ? » Dans ce cas, écrit le Supérieur général, je pense avec vous que la déclaration exigée pourrait être faite. « S'agit-il, au contraire, de reconnaître, en droit, qu'en général et dans tous les pays, la souveraineté réside dans l'universalité du peuple au sens que renferme la Déclaration des droits de l'homme ? » Le problème alors devient plus difficile, car les théologiens ne s'accordent pas sur ce point. Deux opinions se trouvent en présence.

La première, celle que soutient Bossuet, dans sa *Politique sacrée* et surtout dans son *Avertissement aux protestants*, s'oppose à la reconnaissance de la souveraineté du peuple. Pour son propre compte, M. Emery adhère pleinement à cette doctrine. « Tant que je persévérerai à la suivre, assure-t-il, je ne pourrai, sans mentir,

déclarer que je suis d'une doctrine contraire. Le second sentiment est communément soutenu par les auteurs qui ont écrit dans les Etats républicains. La Tradition et la Sainte Ecriture ne se sont pas suffisamment expliquées sur ce point... ; il n'a été la matière d'aucune décision ecclésiastique..., un grand nombre de canonistes et de théologiens très savants et très pieux, tels que Suarez, Salmeron, Azor, Navarre, etc., sans remonter jusqu'à Gerson et Almain, ont soutenu l'opinion contraire à la mienne et à la vôtre. » (44)

Personnellement, le Supérieur général n'a pas de décision à prendre ; il s'en félicite. « Je remercie, écrit-il, la divine Providence qui n'a pas permis que je me trouvasse à Paris dans des circonstances aussi affligeantes et aussi embarrassantes. » (45) Mais s'il évite d'approuver la nouvelle formule, il refuse catégoriquement de condamner les prêtres qui auraient cru, en conscience, le serment licite et l'auraient prêté de bonne foi.

---

(44) D. E., II, 101.

(45) *Id.*, *ibid.*





## CHAPITRE XIII

### LE DIRECTOIRE

I. Séjour de M. Emery à Gex. Hostilité des constitutionnels de l'Ain. Ses controverses avec des nobles libertins et avec son fermier. — II. Le retour à Paris. Nouvelles controverses sur le serment de Liberté et sa rétractation. Béchétistes, dampieristes. L'amitié de M. de Bausset, évêque d'Alais. — III. Une première tentative d'apaisement : le Bref *Pastoralis sollicitudo*. Les controverses sur l'authenticité de ce Bref. Sa diffusion par M. Emery. — IV. Le coup d'Etat de Fructidor. Le serment de haine à la royauté. — V. M. Emery rue d'Enfer. Sa vie active et retirée.

#### I

M. Emery demeure à Gex jusqu'en juillet 1796. Ses confrères, en effet, lui déconseillent de revenir ; le Directoire, qui succède à la Convention, a recueilli son testament, la loi de Brumaire, et poursuit la politique antireligieuse à laquelle sont revenus définitivement les thermidoriens ; la proclamation des directeurs, leurs premières mesures annoncent nettement cette inquiétante orientation. Ce n'est pas le moment de réapparaître dans la capitale ; il faut attendre une éclaircie.

A Gex, d'ailleurs, la tranquillité du Supérieur est loin d'être complète ; là aussi, il se heurte aux constitu-

tionnels ; inquiets de sa présence, ceux-ci répandent le bruit qu'il s'était montré favorable au serment schismatique et cette invention rencontre assez de crédit pour que M. Emery se croie obligé de la démentir. Une lettre, qu'il rédige à cet effet, circule dans la région ; les prêtres réfractaires en donnent lecture dans leurs oratoires. *Inde irae*. Les révolutionnaires du cru dénoncent ce perturbateur et, pour éviter leurs poursuites, M. Emery doit se cacher.

D'autre part, si la société gexoise entoure de prévenances et de respect ce prêtre vénérable dont le caractère et la haute situation honorent son pays natal, il arrive que certains hôtes de passage prennent de le confondre et de le molester. Ce fut pour deux jeunes nobles qui, un soir, dans une réunion, étalèrent bruyamment leur hostilité. La présence de cet ecclésiastique en soutanelle exerce la verve de ces beaux esprits ; son apparence chétive, son extérieur modeste, ses airs effacés leur donnent le change ; ils se flattent de remporter à ses dépens un brillant et facile succès ; ils attaquent donc la religion, le clergé, l'Eglise, multiplient les objections, renforcent leurs arguments de sarcasmes et d'injures. M. Emery se tait. Le silence de ce piètre adversaire qui renonce, croient-ils, à soutenir une lutte inégale, encourage leur audace et achève de les tromper. Ils s'en donnent à cœur joie et passent toutes les mesures. Leur illusion ne dure pas. Quand ils ont terminé leur réquisitoire et, par leurs fautes de goût, leurs outrances, leurs incorrections, indisposé les auditeurs, subitement, le Supérieur général se démasque. La riposte est rapide, spirituelle, foudroyante ; une aimable ironie relève de traits piquants et justes la rigueur du raisonnement ; la modération du ton, l'élégance et la distinction de la langue, la qualité de l'esprit, tout contribue à confondre les deux étourdis. Les rires de l'as-

sistance, qui s'amuse de leur surprise, complètent leur déroute. Ils perdent contenance, rougissent, balbutient ; leur situation devient aussi pénible que ridicule. Heureusement, après leur avoir administré cette leçon d'apologétique chrétienne et de courtoisie française, M. Emery prend congé de la compagnie, et les jeunes nobles, tout penauds, profitent de son départ pour s'éclipser sans bruit (1).

Ce n'est pas seulement dans les salons de Gex que le Supérieur général se heurte à l'incrédulité régnante ; à la campagne, il doit vaincre également les préjugés tenaces qu'il rencontre chez les paysans. Les paysans de l'Ain n'ont pas lu l'*Encyclopédie*, ni Diderot ni Voltaire ; les problèmes purement intellectuels généralement les laissent fort insensibles ; leur scepticisme ne se nourrit pas d'arguments philosophiques et doctrinaux, et l'esprit un peu gros dont ils assaisonnent leurs attaques contre l'Eglise ignore la finesse, le brillant, l'élégance des philosophes leurs contemporains. Mais les soucis matériels chez eux prédominent, et les mauvais souvenirs de l'Ancien Régime, qui nourrissent leur amère rancune, entretiennent chez eux une hostilité antireligieuse encore plus redoutable et plus profonde. M. Emery, plus d'une fois, eut l'occasion de le constater.

Un jour qu'il conversait familièrement avec l'un de ses fermiers, celui-ci lui avoue sans scrupule combien il est satisfait d'être affranchi, grâce à la Révolution, de toute pratique religieuse ; le départ de son curé, contraint à l'exil, lui semble une bénédiction. « Convenez, Monsieur, ajoute-t-il, que nous avons été bien embêtés. Il était temps que la Révolution nous rendît l'intelligence. » Et notre homme d'évoquer les vieilles querelles d'autrefois, la dîme, les moines, la lutte pour la terre, les

---

(1) *Lettre de M. Mermod*, D. E., V, 158.

récoltes, les chasses, etc. « Mon ami, lui répond le Supérieur général, êtes-vous donc plus heureux ? » Le fermier, en bon paysan, ne répond pas catégoriquement. Il a été aussi « bien embêté » par les représentants du peuple, les clubistes, les charrois militaires, les réquisitions et surtout le maximum. A-t-il donc tout gagné à la Révolution ? Et s'il a tout gagné au point de vue temporel, ce qui reste douteux, le bonheur complet ne suppose-t-il pas autre chose ? Ainsi, peu à peu la discussion s'élève ; on parle de l'âme, de la Providence, de Dieu, et le paysan ainsi chapitré finit par revenir à de meilleurs sentiments. Cet incident détermina M. Emery à composer pour les bonnes gens de la campagne un petit opuscule apologétique intitulé *Instruction en forme de dialogue sur les préjugés du temps contre la religion*, qui reproduit pour l'essentiel sa discussion avec son fermier ; dans cet opuscule, le rôle du Supérieur général est tenu par l'ancien prier du ci-devant monastère ; l'antithèse en devient plus frappante et l'intérêt plus piquant (2).

Ainsi donc, même dans sa retraite, M. Emery poursuit son apostolat ; l'affection qu'il porte à ses compatriotes, la connaissance de leur patois qu'il parle couramment, sa remarquable faculté d'adaptation lui permettent d'exercer dans son milieu social une profonde influence. Aussi laisse-t-il dans son pays un grand souvenir.

Tout le monde parle encore, écrivait en 1842 le curé de Gex, de sa bonté, de sa gaieté, de son désintéressement. Tous ceux qui l'ont connu parlent de lui avec le plus profond respect et la plus haute estime : on croirait qu'il était le parent et l'ami de tous les Gessiens (3).

---

(2) *Œuvres de M. Emery*, p. p. MIGNE, 1414-1446.

(3) *Lettre de M. Mermod*, D. E., V, 460.

## II

Sur la fin de juillet 1796, M. Emery quitte Gex et regagne Paris. L'échec du complot babouviste modifie l'orientation politique du Directoire qui, pour combattre ses ennemis de gauche, donne un coup de barre et se rapproche de la droite. Le clergé catholique bénéficie de ce revirement. Aussi l'occasion paraît-elle favorable au Supérieur général qui, le 8 juillet, laisse entrevoir à M. de Villèle son prochain retour ; pour arrêter sa décision de façon définitive, il n'attend plus que l'approbation de M. Duclaux, « car il faut, écrit-il, dans les démarches importantes, pouvoir dire qu'on s'est décidé avec conseil et obéissance » (4). M. Duclaux, sur place, est à même de juger si le moment est vraiment opportun pour faire sa réapparition. Sur réponse affirmative, M. Emery prend congé de sa famille, de ses compatriotes, de ses amis et, par le coche, gagne la capitale sous un déguisement et un faux nom.

La joie de retrouver ses confrères fut immédiatement troublée par le spectacle de leurs divisions. Informé sans doute que Rome désapprouve formellement le serment de Liberté, l'excellent M. Béchet a cru devoir se rétracter, en quoi il outrepassait les instructions du Saint-Siège qui imposaient aux jureurs cette seule condition : *consulanti conscientiae suae*. Son collègue, M. de Dampierre, se refuse à imiter son exemple et maintient la licéité de cet engagement. Le Conseil archiépiscopal se partage et, avec lui, le clergé parisien. Béchétistes et dampierristes s'opposent et constituent face à face deux partis. Une lettre publiée par un vicaire général de Toulouse reçoit une très large diffusion qui approuve les premiers et réproche les seconds. L'auteur

---

(4) A Villèle, 8 juillet 1796, D. E., IX, 920.

affirme avoir appris enfin que le Pape et les évêques de France se montrent unanimes à condamner le second serment ; il en conclut que la rétractation s'impose en conscience, et il impose cette démarche à tous les prêtres de son diocèse, sans réserve ni distinction. Les Sulpiciens émigrés partagent cette manière de voir et, avec une rigueur qui exclut tout ménagement, invitent leur Supérieur général à imiter M. Béchet ; d'aucuns vont même jusqu'à exiger sa démission. Pénible épreuve pour M. Emery qui souffre profondément d'avoir perdu l'estime et la confiance de ses fils. Il avouera plus tard à Mlle Jouen combien cette affaire l'avait abreuvé de tristesse : « C'était la croix la plus pesante, assurait-il, qu'il eût portée de sa vie. » (5)

Renoncer à ses fonctions, M. Emery l'eût fait très volontiers ; dans une lettre à M. Nagot, il se montre tout disposé à remettre le gouvernement de la Compagnie entre les mains de M. Duclaux. Mais sa personne n'est pas seule en cause ; cette retraite ne paraîtrait pas seulement un désaveu de ses principes ; en fortifiant la position de M. Béchet, elle fournirait un nouvel argument à ceux qui représentent comme obligatoire en conscience la rétractation du nouveau serment ; elle précipiterait, d'autre part, un mouvement que les circonstances politiques rendaient particulièrement inopportun, car le gouvernement du Directoire manifestait des dispositions plus bienveillantes envers l'Eglise, et une rétractation trop générale serait fatalement interprétée comme inspirée par une politique contre-révolutionnaire. Ce n'était pas le moment de décourager sa timide bienveillance en réveillant sa traditionnelle suspicion.

Malgré les tristesses et les amertumes qu'il éprouve, M. Emery reste donc à son poste. Il fait plus ; sous le

---

(5) *Souvenirs de Mlle Jouen*, D. E., IV, 1043.

titre *Observations sur une lettre d'un vicaire général de Toulouse relative au serment de Liberté-Egalité*, il publie un nouveau mémoire sur le second serment. La question de droit ici n'est pas en cause ; le Supérieur général a promis de ne plus soutenir la légitimité de cet engagement, et il tient parole ; il s'agit seulement d'une question de fait. Le serment de Liberté est-il, oui ou non, condamné par les évêques de France unanimes et par le Souverain Pontife lui-même ? Peut-on conclure de cette condamnation que les jureurs sont tenus à se rétracter ? Tels sont les deux points que le Supérieur général examine successivement pour répondre dans les deux cas par la négative.

Les évêques de France, d'abord, n'ont pas été unanimes. Quinze d'entre eux, restés en France, ont approuvé la prestation de serment ; un grand nombre d'autres l'ont personnellement souscrit avant de quitter le territoire, la chose est certaine. De plus, même à supposer que cette unanimité fût acquise, l'affaire, en raison de sa gravité, échappait à la compétence des prélats et relevait exclusivement du Saint-Siège.

Remarquez, écrit M. Emery, que toute condamnation faite par un autre que le Pape serait au moins irrégulière, que le Pape seul, ainsi que l'observe le cardinal Zélada, est en droit de prononcer dans cette cause, parce que la question intéressant une aussi grande Eglise que l'Eglise gallicane, un nombre aussi considérable d'évêques, de prêtres, de fidèles, c'est une de ces causes majeures que les plus zélés défenseurs de nos libertés conviennent être réservées de droit au Saint-Siège, ce qui est encore plus vrai lorsque le jugement lui en a été déferé par les parties elles-mêmes.

Or, le Pape n'a porté aucune espèce de jugement. Il s'est contenté de dire que ceux qui avaient prêté le serment devaient aviser leur conscience, parce que dans le doute on ne doit pas jurer : *Conscientiae suae consulant, cum in dubio jurare non liceat*. La maxime est incontestable. Ainsi, ceux à qui la conscience rend ce témoignage qu'ils ont prêté le serment dans



le doute s'il était licite, ont agi contre le respect qu'ils doivent au saint nom de Dieu, et doivent obtenir l'absolution de cette faute. La décision du Pape ne va pas plus loin.

Mais le Pape, de plus, a déclaré très expressément que ceux qui avaient prêté le serment n'étaient jusqu'ici obligés, par aucune espèce de loi, à le rétracter.

Et le Supérieur général de citer à l'appui la décision du 26 juillet 1794.

Il est donc bien prouvé, conclut-il, que, quand on a assuré le vicaire général de Toulouse que le Pape et les évêques condamnaient unanimement le serment, le témoignage n'a pas été conforme à la vérité, et quand on impose l'obligation étroite de le rétracter, c'est sur un fondement ruineux que l'on s'appuie. Aussi ne doit-on prendre, à l'égard des prêtres qui ont prêté ce serment, d'autres mesures que celles adoptées par le Saint-Siège, mesures pleines de sagesse et qui ne respirent que charité, paix, vérité (6).

L'argumentation du Supérieur général aurait demandé à être précisée. Sans doute, Pie VI n'a pas rendu de décision officielle générale et solennelle sur le serment de Liberté ; il a tenu secrète celle de la Commission cardinalice, s'est refusé à la publier et par conséquent ne l'a pas faite sienne ; mais les décisions particulières, envoyées de sa part, de façon constante et uniforme, à tous les consultants, montrent nettement le sens vers lequel il inclinait. En restreignant, d'autre part, au doute subjectif la formule *si in dubio juraverint*, M. Emery minimisait la portée de la réponse romaine. Mais sur l'objet essentiel du débat, la nécessité d'une rétractation, il se trouvait entièrement d'accord avec le Saint-Siège dont les bécétistes outraient les exigences et méconnaissaient la traditionnelle modération.

Au milieu de ces polémiques pénibles et de ces divisions douloureuses, M. Emery, heureusement, rencontre

---

(6) *Œuvres de M. Emery*, 1627-1635.

auprès de M. de Bausset un providentiel appui. De cette époque date entre le Supérieur général et le saint évêque une intimité profonde, et une correspondance s'engage aussi intéressante pour l'histoire de sa vie que pour l'histoire religieuse de son temps.

M. de Bausset est l'un des rares prélats qui soient demeurés en France pendant toute la Révolution ; sa modération, sa prudence, sa vie effacée le déroberont aux persécutions de la Terreur ; esprit très distingué, très fin, âme très noble dont la gravité se teinte de mélancolie, souvent immobilisé par des crises de goutte extrêmement douloureuses, il vit à la campagne, près de Longjumeau, dans le travail, le silence, la prière. Soucieux de sanctification, il a chargé M. Emery de sa direction spirituelle et reçoit de son expérience des conseils aussi autorisés que déférents.

Je suis enchanté, lui écrit le Supérieur, du désir que vous témoignez de vous donner entièrement à Dieu. Les infirmités continuelles qui vous assiègent ne peuvent qu'affaiblir insensiblement votre corps et vous avertissent que votre carrière ne sera pas aussi longue que vous aviez lieu de vous le promettre dans les premiers temps de votre vie. C'est dans les exercices de piété que vous trouverez la force et la consolation dont vous avez besoin. Vivant, comme vous faites, à la campagne et très éloigné du monde, vous avez une facilité de vivre en Dieu et avec Dieu, que vous n'auriez pas eue dans toute autre situation. Je suis, pour cet objet, à votre disposition et à vos ordres, encore plus que pour tout autre. Vous verrez de votre campagne, comme du haut d'un rocher, les tempêtes et les orages qui agitent et qui tourmentent tous ceux qui sont embarqués sur la mer de ce monde. Toutes les vagues de cette mer, qui est encore très courroucée, viendront se briser à vos pieds ; vous n'en ressentirez que le bruit (7).

Entre l'évêque et le Supérieur, l'identité de vues est totale ; M. de Bausset, lui aussi, se montre favorable

---

(7) *A Bausset*, GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, I, 407.

au serment de Liberté et publie en sa faveur un *Exposé des principes* qui soutient sa licéité. Comme au Séminaire, dont il suit ponctuellement la règle, ses journées se partagent entre la prière et l'étude ; M. Emery dirige son travail intellectuel comme il dirige sa vie de piété ; il lui confie pour les éditer les *Lettres de Fénelon* dont il s'est procuré le manuscrit, l'engage à écrire, pour la gloire de l'Eglise et pour le bien des âmes, la biographie de l'archevêque de Cambrai et celle de Bossuet son émule, lui procure des livres, revoit ses compositions, les complète, les critique, les corrige. Tous deux se rencontrent dans un souci commun d'apostolat intellectuel. Rien de plus uni que leurs âmes, rien de plus confiant que leurs lettres, rien de plus amical que leurs entretiens. Car si le saint prélat, retenu par la souffrance, ne peut facilement voyager, parfois M. Emery le rejoint à Villemoisian ; ensemble, ils parlent des orateurs du grand siècle, de ses mystiques, de l'Eglise de France, de Dieu. C'est, pour l'un comme pour l'autre, une heureuse détente et un bienfaisant repos.

### III

Si grande que fût l'autorité de M. de Bausset, elle ne suffisait pas cependant pour trancher le débat relatif aux serments. D'autres prélats pouvaient lui être opposés, plus nombreux, qui adoptaient exactement la position contraire. Enfin, le dernier mot appartenait à Rome. Défavorable au serment de Liberté, approuverait-elle du moins la soumission aux lois de la République ? M. Emery le crut un moment. Après l'armistice de Bologne, des négociations s'engagent en effet entre le gouvernement français et le Saint-Siège. Pierrachi est envoyé à Paris pour conclure un accord définitif. Or, cet accord doit régler deux questions essentielles :

la pacification politique de l'Italie où le Pape exerce un pouvoir temporel, la pacification religieuse de la France où, chef spirituel, il doit, d'une part, mettre fin aux divisions des catholiques et, d'autre part, enjoindre au clergé comme aux fidèles l'obéissance au pouvoir établi. Dès janvier 1796, lors des premières ouvertures, à son agent Rither qui lui indique les territoires, les prestations en nature, les objets d'art qu'on peut exiger de Rome vaincue, Delacroix observait que ce projet négligeait l'essentiel, à savoir la promesse du Pape d'intervenir pour faciliter la soumission du clergé réfractaire :

Il faut nécessairement, écrivait le ministre, que, dans les considérants, le Pape déclare à peu près que, pour prouver le désir qu'il a de faire rentrer dans le devoir ceux des citoyens français qu'on a cherché à égarer par fanatisme et à pousser à la révolte contre les lois sous prétexte de religion, il a proposé d'entrer en négociations de paix avec la République française (8).

Averti de ces intentions, le Pape fait donc rédiger, le 5 juillet 1796, le Bref *Pastoralis sollicitudo* qui donnait, sur ce point, entière satisfaction au gouvernement français. De ce Bref, Pierrachi ne fit aucune mention ; les négociations prennent en effet immédiatement une tournure défavorable ; le Directoire, inspiré par Grégoire, exigeait une Bulle pontificale qui désavouerait et annulerait tous les actes et écrits émanés du Saint-Siège depuis 1789, ce qui impliquait la reconnaissance de la Constitution civile solennellement condamnée. A Florence, une nouvelle tentative pour aboutir à un accord ne réussit pas davantage ; à son tour, le plénipotentiaire pontifical Caleppi renonce à produire la lettre de Pie VI. Mais à Rome, le représentant français, Cacault,

---

(8) R. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 179.

a eu connaissance du Bref et, le 3 août, envoie à Delacroix un exemplaire de ce document qui portait l'estampille de la Chambre apostolique. Delacroix, qui saisit toute l'importance de ce document, s'empresse de le publier dans *le Rédacteur*. L'impression fut énorme et l'accueil, reçu, on le devine, fort mêlé.

Après avoir rappelé que le souci de sa charge lui fait un devoir d'éclairer tous les fidèles et « particulièrement ceux qui sont soumis à de fortes tentations », le Pape déclarait :

Nous croirions manquer à Nous-même si Nous ne saisissons pas avec empressement toutes les occasions de vous exhorter à la paix et de vous faire sentir la nécessité d'être soumis aux autorités constituées. En effet, c'est un dogme reçu dans la religion catholique que l'établissement des gouvernements est l'ouvrage de la sagesse divine pour prévenir l'anarchie et la confusion et pour empêcher que les peuples ne soient ballottés çà et là comme les flots de la mer. Aussi saint Paul, en parlant non d'aucun prince isolément, mais de la chose en elle-même, affirme-t-il qu'il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu et que, résister à cette puissance, c'est résister aux décrets de Dieu même. Ainsi, Nos chers fils, ne vous laissez pas égarer ; n'allez pas, par une piété mal entendue, fournir aux novateurs l'occasion de décrier la religion catholique. Votre désobéissance serait un crime qui serait puni sévèrement non seulement par les puissances de la terre, mais qui pis est, par Dieu même qui menace de la damnation éternelle ceux qui résistent à la puissance. Ainsi, Nos chers fils, Nous vous exhortons, au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ, à vous appliquer de toutes vos forces à prouver votre soumission à ceux qui vous commandent. Par là vous rendrez à Dieu l'hommage d'obéissance qui lui est dû et vous convaincrez vos gouvernants que la vraie religion n'est nullement faite pour renverser les lois civiles. Votre conduite les convaincra tous les jours de plus en plus de cette vérité, elle les portera à chérir et à protéger votre culte en faisant observer les préceptes de l'Évangile et les règles de la discipline ecclésiastique. Enfin, Nous vous avertissons de ne point ajouter foi à quiconque avancerait une autre doctrine que celle-ci comme la véritable doctrine du Saint-Siège apostolique.

lique. Et Nous vous donnons avec une tendresse toute paternelle Notre apostolique Bénédiction (9).

Ces principes affirmés par le Chef de l'Eglise, le Supérieur général les avait pour son compte constamment suivis et constamment rappelés. Aussi s'empresse-t-il d'assurer au Bref pontifical une très large diffusion. Les *Annales de la religion* le publient en septembre, les *Annales catholiques* le reproduisent par deux fois en tête de leur numéro 19, puis avec le texte latin dans leur numéro 21. Pour atteindre les milieux où ne pénètrent guère ces deux journaux, M. Emery imprime à son tour une traduction du texte pontifical ; cette traduction, il la répand et la fait répandre par ses amis.

En soi, le Bref *Pastoralis sollicitudo* n'avait qu'une portée restreinte. Si le Pape exhorte les fidèles à la paix, s'il déclare nécessaire la soumission aux autorités constituées, il n'autorise pas pour autant la promesse de soumission aux lois de la République. Entre les deux formules, soumission aux autorités, soumission aux lois, il y a plus qu'une nuance. Mais cette distinction, si importante qu'elle soit, échappe généralement au public ; celui-ci conclut que Rome approuve la déclaration de soumission, puisqu'elle impose comme un devoir la soumission et que, loin de représenter l'orthodoxie, les détracteurs de cette promesse se trouvent en opposition avec le Souverain Pontife. Cette interprétation dépassait les intentions du Saint-Siège et faussait positivement la pensée de Pie VI. Les théologiens avertis discernèrent sans doute le sens exact des termes employés. Le profane, jugeant en gros, se perdit dans ces questions de mots et l'opinion se modifia peu à peu en faveur de ceux qui avaient conseillé et consenti la soumission aux lois.

---

(9) Bref *Pastoralis sollicitudo*, p. p. P. PISANI, *L'Eglise de Paris et la Révolution*, III, 109-110.

Aussi bien, n'est-ce pas sur ce point que portèrent les controverses. Ceux que gêne et mécontente le Bref pontifical choisissent, pour combattre son effet, un autre terrain que celui des distinctions théologiques ; ils attaquent son authenticité.

Accuser le Pape de trahir les intérêts de l'Eglise, les convenances tout au moins s'y opposaient, et ce furent surtout des laïques, plus royalistes que chrétiens, qui firent entendre des propos malsonnants. On se contentait de dire que le Bref était faux, inventé de toutes pièces, dépourvu des caractères les plus manifestes d'authenticité. On ajoutait que le Pape lui-même s'était indigné de l'audace de ceux qui avaient fabriqué cette pièce, et les colporteurs de nouvelles faisaient circuler des lettres venant de Rome qui donnaient les détails aussi précis que fantaisistes ; elles racontaient que Pie VI, rompant enfin le silence, avait déclaré publiquement que l'acte de soumission était criminel et impie (10).

De fait, le nonce de Lucerne interrogé répond que « si Sa Sainteté avait voulu publier un pareil Bref, elle ne se serait pas écartée de la voie qu'elle avait tenue d'autres fois dans de semblables occasions, c'est-à-dire qu'elle l'aurait envoyé aux évêques » (11).

Mais si le Pape se proposait d'envoyer son Bref aux évêques, pourquoi l'avoir adressé « à tous les fidèles du Christ, catholiques, résidant en France » ? D'autre part, l'enquête serrée à laquelle procède le Directoire, les affirmations catégoriques de Cacaault établissent nettement l'authenticité de la Lettre pontificale. M. Emery, de son côté, parvient à la même certitude.

Nous sommes parfaitement assuré, écrit-il le 3 novembre 1796 à M. de Bausset, que le Directoire n'a pas fait fabriquer le Bref, comme certains le prétendent, qu'il a été imprimé à Rome.

---

(10) P. PISANI, *L'Eglise de Paris et la Révolution*, III, 105.

(11) *Annales de la religion*, III, 477.

M. Gérard, grand vicaire de Lyon, résidant à Saint-Maurice, l'a reçu de Rome (12).

Cependant, si la Lettre pontificale n'est point l'œuvre d'un faussaire, elle manque, faute de publication officielle, du caractère essentiel qui eût engagé et la responsabilité et l'autorité du Saint-Siège ; le brutal renvoi de Pierrachi, l'intransigeance du Directoire, l'arrêt des négociations empêchent de la produire. Selon le mot de M. Pisani, « elle demeure à l'état de projet mort-né » (13).

Sa publication officieuse, toutefois, ne reste pas inutile. Elle servait d'abord les desseins du Saint-Siège et répondait à un calcul. Assez mortifiée par les procédés cavaliers du gouvernement français, la Cour romaine n'était nullement fâchée d'infliger une petite leçon de diplomatie à ces maladroits qui avaient manqué une si belle occasion.

Grâce à la complicité d'Azara et peut-être à celle de Cacault, des indiscrétions calculées firent savoir au Directoire combien il avait été près d'un accommodement ; l'empressement de Delacroix à répandre la Lettre du Pape, son désappointement quand il sut qu'il avait colporté une pièce de nulle valeur, prouvent qu'on avait frappé à l'endroit sensible. C'était la revanche courtoise de l'affront fait à Pierrachi ; et les directeurs, quelque peu bernés, comprirent alors que la diplomatie ne se fait pas avec les nerfs (14).

En prouvant, d'autre part, que le Pape, indépendant vis-à-vis des régimes et des partis, accepte et conseille la reconnaissance des gouvernements de fait, cette publication ouvrait la voie à des négociations futures et préparait l'avenir.

Assurer la diffusion du Bref pontifical, c'était donc

(12) A Bausset, 3 novembre 1796, D. E., VI, 2.

(13) P. PISANI, *L'Eglise de Paris et la Révolution*, III, 100.

(14) *Id.*, 101.



favoriser la tactique du Saint-Siège et répondre à ses secrètes intentions. Delacroix, trop pressé, ne soupçonna nullement ce calcul assez subtil de la finesse romaine et fit le jeu de ses partenaires plus adroits, en communiquant au *Rédacteur* le Bref *Pastoralis sollicitudo*. Le Supérieur général, pour d'autres motifs, servit avec la même inconscience la diplomatie pontificale ; en répandant la Lettre de Pie VI, il visait simplement à garantir par son autorité les principes de soumission et de loyalisme qu'il avait toujours défendus. Mais il arriva que pour appuyer sa propre thèse, il donna à ce document sensationnel le retentissement désiré par ses auteurs. C'était, sans le vouloir, réussir un coup double et le réussir parfaitement.

#### IV

Malgré les divisions intestines du clergé et des fidèles, malgré l'activité et l'opposition des Réunis, l'Eglise de France se reconstitue peu à peu grâce au libéralisme relatif dont s'inspire, après l'échec du complot babouviste, le gouvernement du Directoire. D'abord timides, craintifs et mal assurés, comme des gens longtemps poursuivis, les réfractaires reparaissent au grand jour et se réinstallent dans les églises ; bientôt même le culte catholique revêt un certain éclat. Des évêques, tel M. de La Tour-Landry, exercent solennellement les fonctions pontificales, réconcilient les sanctuaires profanés, procèdent à des ordinations, confirment. A mesure que le terrain paraît s'affermir, les déportés reviennent en foule et la confiance va croissant. Etait-ce, entre deux orages, une simple éclaircie ? Etait-ce au contraire la fin de la persécution ?

Si désireux qu'il soit d'un apaisement définitif, M. Emery ne se flatte d'aucune illusion. Ses lettres

à M. de Bausset trahissent constamment ses appréhensions et ses craintes. « Les affaires ecclésiastiques, lui écrit-il le 5 novembre 1796, ne prennent pas bonne tournure. » (15) Le silence que garde la Cour romaine sur le fameux Bref *Pastoralis sollicitudo* le remplit de perplexité : c'est en vain qu'on escompte une confirmation ou un démenti officiel. Les projets du gouvernement l'inquiètent davantage encore, car ses nombreuses relations lui permettent de suivre les événements politiques et les travaux des assemblées. En décembre 1796, il apprend qu'une nouvelle loi est à l'étude ; on lui communique même le projet de rapport qui voudrait « proposer à tous les prêtres la soumission et l'obéissance à la Constitution et déporter tous ceux qui la refuseront » (16).

Par l'abbé Godart, qu'il engage à voir une deuxième fois les ministres ou les chefs de bureau, le Supérieur général insinue en haut lieu que les législateurs, avant d'arrêter leur texte, devraient consulter les gens du métier (17) ; il entre personnellement en rapport avec les membres de la Commission. Malheureusement, ses efforts restent assez vains ; les préventions contre l'Eglise demeurent très fortes dans les milieux officiels ; le Directoire toujours flottant louvoie, sans principes arrêtés, entre les partis, selon les circonstances ; sa politique inconstante et au jour le jour déconcerte et ne donne pour l'avenir aucune sécurité.

Les élections de l'an V, qui renouvellent par tiers le Conseil des Cinq Cents et celui des Anciens, apportent, semble-t-il, des garanties rassurantes ; elles marquent dans l'esprit public une évolution de plus en plus favo-

---

(15) A Bausset, 3 novembre 1796, D. E., VI, 2.

(16) A Bausset, 2 décembre 1796, D. E., VI, 10.

(17) A Bausset, 25 décembre 1796, D. E., VI, 16.

nable à l'apaisement religieux ; elles modifient par un afflux massif de royalistes et de modérés la majorité des assemblées délibérantes. On pouvait donc espérer que, par le jeu régulier du régime parlementaire, le gouvernement accentuerait son libéralisme et qu'enfin le problème religieux recevrait une heureuse solution. De fait, le 27 Messidor (24 août 1797), les Cinq Cents abrogent les décrets de proscription et leur résolution est transformée en loi par les Anciens. Mais les manœuvres royalistes, les menaces de contre-révolution, enfin la trahison de Pichegru découverte par Bonaparte, décident le Directoire à un coup d'Etat. Bonaparte ne fournit pas seulement les arguments et les preuves, il fournit aussi Augereau et les exécutants. Dès le 19 Fructidor, une loi remet en vigueur les décrets de proscription jadis portés contre les réfractaires en 1792 et 1793 ; elle soumet à la réclusion les insermentés âgés et infirmes ; elle condamne à l'exil tous les déportés revenus en France à la faveur de mesures libérales ; en cas de désobéissance, elle les assimile aux émigrés et les punit de mort ; elle autorise le gouvernement à déporter par mesures individuelles les ecclésiastiques qui troubleraient la tranquillité publique ; elle soumet enfin tous les membres du clergé à un nouveau serment dont les termes semblent bien calculés pour le rendre particulièrement odieux, le serment de haine à la royauté.

Immédiatement se pose un nouveau cas de conscience ; immédiatement renaissent les polémiques et les divisions. Certains évêques, M. de Belloy, M. de Mercy, M. de La Tour du Pin, interprètent la formule et la déclarent acceptable. Après avoir rappelé que la religion est indifférente au régime du gouvernement et que l'adoption de la forme républicaine implique, par là même, le rejet de la royauté, l'évêque de Marseille s'attaque à la difficulté principale.

Quant au mot de haine à la royauté, que l'on exige d'ajouter au serment dont il s'agit, il ne doit, écrit-il, être considéré et raisonnablement interprété (quoique très déplacé dans le lieu) que comme une expression confirmative de la soumission exigée avec le rejet de la royauté. Ce mot de haine qui est susceptible, même dans les Saintes Ecritures, de diverses interprétations et significations, suivant la matière où il est employé, ne doit pas être entendu ici d'une haine effective contre la personne des rois ni contre les gouvernements étrangers, mais simplement comme une obligation que l'on contracte par serment de ne rien faire, ni dire ni écrire qui puisse nuire ou tendre à l'extinction et à la destruction de la République, et enfin de vivre avec fidélité et soumission à ses lois (18).

Cette interprétation recevra le 2 décembre 1797 une sorte de confirmation officielle. Chollet, rapporteur de la Commission, déclare en effet au nom de cette Commission, dont il exprime, assure-t-il, l'opinion unanime, « que ce n'était pas la personne des rois que l'on demandait de haïr, puisque la République signait chaque jour des traités d'amitié et de bonne intelligence avec les rois des Etats voisins; que ce n'était point cette haine des Brutus et des Caton contre tout ce qui portait le nom de roi que l'on exigeait des ministres du culte; que ce n'était point non plus la croyance d'un dogme politique sur la meilleure forme de gouvernement qu'on prétendait les astreindre à jurer; enfin, que ce n'était pas la royauté prise d'une manière abstraite qu'ils devaient faire serment de haïr, mais qu'ils devaient cette haine à la royauté que l'on tenterait de rétablir en France, parce que le pacte social la rejetait et que l'on ne pouvait être membre d'une société républicaine sans repousser toute idée qui tendrait à la renverser. Ministres du culte, disait-il en terminant, vous ne pouvez être soumis et fidèles à la République sans haïr

ce qui la tuerait en détruisant notre association » (19).

Malgré ces déclarations officielles et malgré la décision favorable du Conseil archiépiscopal de Paris, beaucoup de prêtres hésitent à prêter ce serment de haine que le cardinal de La Rochefoucauld qualifie « d'infâme » (20).

Voisin et Sambucy l'avaient refusé, écrit M. Emery à Courtade. J'entrevois que le premier le fera, le deuxième non. Cela dépend beaucoup des personnes avec lesquelles on est lié et qui se prononcent plus ou moins fort. L'esprit de parti se mêle partout, ajoute-t-il, et le zèle sert à couvrir beaucoup de passions (21).

Mais, abstraction faite de cet esprit de parti et de ces passions, la nouvelle formule n'est-elle pas radicalement contraire à la charité qui défend de haïr ? L'interprétation de M. de Belloy, celle du rapporteur Chollet suffisent-elles à rassurer les consciences ? Et si ces interprétations sont acceptables, doit-on par un refus général condamner tous les prêtres à la déportation et, en conséquence, priver toute la France de leur indispensable ministère ?

A cette double question qu'on lui pose de toutes parts, M. Emery évite de répondre catégoriquement ; il se dérobe à toute solution.

Je ne sais, écrit-il à Courtade, quel conseil donner. On n'a coutume de dire le *Veni Sancte* qu'au commencement des études et des exercices de piété. On a tort. Il faudrait en tout temps, mais aujourd'hui plus que jamais, ne commencer ni déterminer aucune entreprise sans ce saint préliminaire (22).

---

(19) *Moniteur*, 21 Frimaire an VI.

(20) CH. LEDRU, *Le diocèse de Rouen et la législation religieuse de 1793 à 1800*, 71.

(21) A Courtade, août 1797, D. E., X, 37.

(22) A Courtade, 10 octobre 1797, D. E., X, 37.

Courtade ne fut pas le seul à attendre vainement une décision, témoin la scène suivante que nous rapporte Mgr Le Tourneur, évêque de Verdun.

Le clergé de Saint-Thomas-d'Aquin, déjà rétracté, vint un jour consulter M. Emery sur *le serment de haine à la royauté*. Je voulais me retirer. « Restez, me dit M. Emery, vous n'êtes pas de trop. » Comme il possédait parfaitement et avait étudié à fond la matière, il exposa avec une clarté, une précision et une justesse parfaites, les raisons pour et contre le serment et conclut en disant : « Voilà les motifs de part et d'autre. C'est à vous, Messieurs, à les apprécier et à prendre un parti. — Mais, reprirent ces Messieurs, que devons-nous faire dans ces circonstances ? Quel est, Monsieur, votre sentiment ? — Je n'ai point d'autorité pour fixer votre jugement en cette matière, tout ce que je dois faire, c'est de vous faire connaître les motifs qui peuvent vous déterminer. » Comme ces Messieurs insistaient encore, M. Emery se leva et dit : « Messieurs, c'est fini », et les reconduisit à la porte. « Ces Messieurs, dit ensuite M. Emery à M. Le Tourneur, voudraient que je leur déclarasse qu'ils peuvent le prêter, afin de pouvoir se disculper ensuite de l'odieux de cette démarche. » (23)

De ces réflexions, M. Le Tourneur conclut que le Supérieur général était opposé au serment de haine. C'était forcer l'expression un peu flottante de sa pensée.

Un autre entretien de M. Emery avec le futur cardinal Bernet nous montre également avec quel embarras il louvoyait entre les thèses adverses.

J'étais alors curé d'Antony, écrit l'abbé Bernet qui fut plus tard cardinal et archevêque d'Aix, et ne voulant pas faire ce serment, je quittai ma paroisse. Mais avant de m'éloigner de Paris, j'allai faire une visite à M. Emery. Son étonnement me surprit encore plus moi-même, lorsqu'il me demanda pourquoi je quittais ma cure. « Mais, lui dis-je, à cause du refus du serment exigé. L'auriez-vous fait, Monsieur, à ma place ? — Non, me dit-il ; mais je ne suis pas surpris qu'un certain nombre de prêtres de la capitale l'aient fait. La Providence

a permis qu'ils aient envisagé la question sous un point de vue qui pouvait le leur permettre, afin de nous conserver la possession de nos églises que les différentes sectes n'auraient pas manqué d'envahir. » Et il ajouta ces paroles remarquables, en prenant à deux mains la perruque qu'il portait alors : « Je ne puis me faire à l'idée d'un pays sans culte. » (24)

Officiellement, M. Emery n'approuve donc pas le serment que, pour son compte, il n'eût pas consenti. Pratiquement, il se refuse à condamner ceux qui le prêtent afin de maintenir en France le culte catholique.

Seul le recours au Saint-Siège eût permis de résoudre le problème et de trancher le débat. Mais, entre le Directoire et la Cour romaine, la tension ne cesse de s'accroître et les relations avec le Pape deviennent pratiquement impossibles. La libération des détenus politiques, imposée par Bonaparte, provoque des troubles dans les Etats pontificaux ; le meurtre du général Duphot, au cours d'une émeute en décembre 1797, entraîne une action militaire de Berthier qui proclame la République romaine, et Pie VI est emmené, sous bonne garde, à Sienne, puis à Florence. Ce fut seulement en septembre 1798 que l'on connut, par une lettre de Mgr di Pietro à l'évêque de Grasse, la pensée du Souverain Pontife sur le serment de haine à la royauté ; la Congrégation cardinalice unanime l'avait déclaré illicite, et le Pape, avant de quitter Rome, avait confirmé de vive voix cette condamnation. Une réponse analogue, en date du 21 avril 1789, parvint à l'évêque de Lisieux par le nonce de Basse-Germanie, Mgr della Genga. Ces décisions pontificales justifiaient la réserve prudente de M. Emery.

A cette époque, d'ailleurs, une nouvelle loi, en date de Nivôse an VI (12 janvier 1798), avait rendu sans

---

(24) D. E., IV, 11-12.

valeur l'argument favori du Supérieur général, la nécessité de maintenir le culte. En vertu de ses dispositions, seuls peuvent prêter le serment de haine les prêtres qui ont consenti les serments de 1797, 1795, 1792 et 1791. C'était réserver aux constitutionnels exclusivement la liberté du culte conditionnée par le nouveau serment. Les réfractaires ne peuvent donc plus invoquer en sa faveur les avantages que cette liberté assure et qu'exige l'intérêt des âmes ; rien ne les garantit contre l'arbitraire du pouvoir ; il leur faut se cacher ou subir la persécution.

Ainsi donc, une fois de plus, l'hostilité du Directoire, qui reste, selon le mot de M. Mathiez, « essentiellement anticlérical », réduit à néant tous les efforts déployés par M. Emery en faveur de la pacification religieuse ; une fois de plus, sa politique se renverse et ses velléités libérales font place à des mesures d'exception ; les serments successifs qu'il impose aggravent sans cesse ses exigences ; elles aboutissent à une formule haineuse qui déconcerte les plus accommodants. Il ne pouvait mieux faire pour justifier toutes les intransigeances et favoriser les irréductibles qui triomphaient de ces perpétuelles déconvenues. « Le clergé doit sentir, écrivait Bernier le 15 septembre 1799, qu'il n'y a de sécurité pour lui que dans un changement de gouvernement. » (25)

## V

M. Emery ne se décourage pas. A quelques pas du Luxembourg où un gouvernement sans principes se discrédite de plus en plus par une politique sans idéal et sans grandeur, où Mme Tallien et les « Merveilleuses » étalent, au milieu de Paris en proie à la misère, sans la

---

(25) J. LEFLON, *Bernier*, I, 80, note 2.



moindre retenue, leurs costumes à la grecque, leurs mœurs infâmes et leur luxe insolent, rue d'Enfer, dans un modeste appartement, il mène une vie retirée, pauvre, austère et très agissante. Aucun domestique à son service ; pour entretenir son modeste ménage, la concierge de l'immeuble suffit largement ; lui-même fait sa cuisine, et quelle cuisine ! M. Le Tourneur le surprit un jour une cuiller de bois à la main, remuant dans une marmite suspendue à une crémaillère du riz qui menaçait de brûler ; c'était tout le menu de son maigre repas. Le Supérieur général s'excuse avec un bon sourire. « Voilà, mon cher enfant, à quoi nous a réduit la Révolution. » Et il continue à tourner sa pitance avec beaucoup de gravité (26).

Sa mise est à l'avenant : une grosse redingote grise, une perruque, un chapeau de laine ou un chapeau rond ; encore change-t-il souvent de tenue pour dépister la police. Son accoutrement, d'ailleurs, ne gagne rien à ces métamorphoses qui accroissent son vestiaire sans l'enrichir jamais. Qui soupçonnerait dans ce petit homme, médiocre de taille, chétif d'apparence, effacé de maintien et légèrement contrefait, « l'Eminence grise » de l'Eglise gallicane (27) ? Aussi bien le voit-on rarement dans les rues et dans les réunions plus rarement encore. Sa Messe l'attire chez les Sœurs de Charité ; mais elle est matinale ; à Saint-Sulpice, comme chez Monsieur Vincent, on se lève toujours très tôt. Il rentre bien vite dans son appartement et ne le quitte guère ; la prière, la correspondance, le travail intellectuel, les visites surtout occupent ses journées laborieuses, car il reçoit beaucoup de monde, des prêtres, des Sulpiciens, des jeunes

---

(26) D. E., IV, 118.

(27) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, IV, 161.

gens qui s'orientent vers le sacerdoce, des laïques, M. de Cousergues, M. de Bonald, M. Larcher, M. Gourgues, combien d'autres que nous ignorons. Les uns viennent chercher des absolutions, des conseils, du réconfort ; les autres lui transmettent des renseignements et servent d'intermédiaires ; par eux il se documente et par eux il agit, non seulement sur les milieux ecclésiastiques, mais sur les milieux littéraires et même sur les milieux politiques. Ce prêtre effacé qui vit, « près l'Enclos des Chartreux », et comme les Chartreux, solitaire, réussit en effet, sans sortir de chez lui, à pénétrer un peu partout et dispose d'une information très étendue, très sûre ; ce silencieux assure une diffusion très large aux consignes modérées qu'il formule à mi-voix. Toujours attentif à s'envelopper d'ombre, il s'efface et par vertu et par tactique à la fois. Etaler son influence, n'est-ce pas la diminuer d'autant ? Aussi humble que sage, le Supérieur général se défend soigneusement contre cette tentation captieuse. « Il écrit, remarque justement M. de La Gorce, mais ne signe pas ; suggère des avis, mais loin de les publier il les démarque. Il inspire, il anime les bonnes œuvres ; mais quand il leur a imprimé la vie, bien vite, il se retire. Il efface systématiquement ses traces derrière lui. » (28)

Tel fut M. Emery sous la Révolution et le Directoire ; tel nous le retrouverons sous le Consulat et sous l'Empire. Si Napoléon, qui se connaissait en hommes, lui accorde son estime et sa confiance, s'il le tire de l'ombre où il se cache pour en faire en matière ecclésiastique l'un de ses conseillers favoris, ce sera à son corps défendant et malgré sa continuelle résistance. Toujours il restera celui que Bonaparte appelait, avec un respect

---

(28) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, IV, 160.

mêlé d'étonnement et d'une certaine crainte, « le petit prêtre » ; toujours, alors que royalistes, jacobins, constitutionnels pratiquent si largement la palinodie et changent si facilement de drapeau, il se tiendra dans la même ligne, respectera le pouvoir sans se lier au régime et continuera de servir l'Eglise avec un total désintéressement ; toujours, enfin, soucieux de conciliation, de rapprochement, d'apaisement, sans duplicité ni faiblesse, il gardera « ce don bien français de la juste mesure » (29) — « ces extrêmes, écrit-il, ont tout perdu » ; — toujours il défendra son indépendance fièrement. Personne ne se montrera plus dévoué à l'empereur que ce royaliste, personne ne défendra mieux le Pape que ce gallican. Il était de ceux « qui cherchent avant tout le royaume de Dieu et sa justice ». Aussi, tout le reste, y compris la gloire et la grandeur humaines, lui sera-t-il donné, selon la promesse du Christ, par surcroît.

---

(29) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, IV, 160.

## INDEX NOMINUM

*Les noms de personnes cités dans ce volume sont en petites capitales, les noms de lieux en italique.*

- Aix, 90, 143.  
 Alais, 106.  
 Angers, 29 à 45, 144.  
 ALQUIER, 307, 308.  
 ARDOUIN, 322.  
 Arles, 140, 233.  
 Arras, 136.  
 AUDREIN, 375.  
 AUGEREAU, 424.  
 Augsbourg, 106.  
 Autun, 188.  
 Avignon, 182.  
 AVOINE, 196, 197.  
 AZARA, 421.  
 BABAD, 290, 292.  
 BACON, 55, 56.  
 BAILLY, 144, 190.  
 BALLARD, 148.  
 Baltimore, 162.  
 BALORE (CORTOIS DE), 276.  
 BARBOT (DE), 142.  
 BARNAVE, 155.  
 BARRAL (DU), 276.  
 BARRÈRE, 87.  
 BARRUEL, 177.  
 BASTON, 97, 101.  
 BAUSSET (Cardinal DE), 90, 116,  
 143, 374, 415, 416, 420, 423.  
 BAZIRE, 307, 308.  
 BAZIN, 230, 311, 357.  
 BEUGNOT, 320, 321, 328, 329,  
 353, 354.  
 BEAULIEU, 320, 321, 328, 331,  
 335, 339.  
 BEAUMONT (DE), 10, 11.  
 BEAUREGARD (BRUMAULT DE), 79,  
 82, 84, 86.  
 BEAUVAIS, 233.  
 BÉCHEREL, 199.  
 BÉCHET, 10, 228, 232, 236, 270,  
 278, 279, 288, 311, 357, 367,  
 372, 411, 412.  
 BEGOUGNE, 270, 271, 383.  
 BELLOY (Cardinal DE), 424, 425.  
 BEMENSRIETHER, 342.  
 BERNARD (Saint), 59.  
 BERNET (Cardinal), 427, 428.  
 BERNIER, 429.  
 BERRUYER, 97.  
 BERTHIER, 428.  
 BERTIN, 306, 360, 365.  
 BÉRULLE (Cardinal DE), 60, 91.  
 BODÉ, 238.  
 BILLAUD-VARENNE, 369.  
 BIMBENET, 336 à 339.  
 BLAIN, 397.  
 BLANDIN, 362, 363.  
 Blois, 381, 392.  
 BOISGELIN (Cardinal DE), 90, 143,  
 158, 160, 176, 276.

- Boisgroland*, 100, 101, 112, 161.  
 BONAPARTE, 112, 249, 373, 393, 424, 428, 431.  
 BONALD (DE), 277, 431.  
 BONNET, 54, 71.  
*Bordeaux*, 160.  
 BOSSUET, 58, 118, 123, 404.  
 BOUILLAUD, 306.  
 BOURG (DU), 298.  
 BOVET (DE), 276, 277.  
 BOURNIQUETTES, 15, 17, 18.  
 BOURRACHOT, 30, 80, 95.  
 BRETONVILLIERS (DE), 33, 113, 212, 357.  
 BRIENNE (Cardinal LOMÉNIE DE), 89, 90, 174.  
 BRIENNE (MARTIAL DE), 174.  
 BRISSAC (DE), 83.  
 BRISSOT, 222.  
 BROGLIE (CHARLES DE), 7, 106, 144, 290.  
 BROGLIE (Maréchal DE), 144, 150, 152.  
 BRUILLANT (DE), 342.  
 BRUN, 342.  
 BRUNIÈRE (DE), 216.  
 BRUNSWICK, 264.  
 BUFFON, 41.  
  
 CACAULT, 417, 420, 421.  
 CALEPPI, 401, 402, 417.  
 CAMUS, 397.  
*Carcassonne*, 397.  
 CARRICHON, 342.  
 CARRON, 116.  
 CARROLL, 162, 326.  
 CATRY, 310, 314, 315.  
 CAUSSADE, 64.  
 CEYRAT, 222, 233, 240, 308, 316, 317, 318.  
  
*Chambéry*, 254.  
 CHATEAUBRIAND, 164, 165, 166.  
 CHATELET (Mme DU), 53.  
 CHAUMETTE, 212.  
 CHILLEAU (DU), 276.  
 CHOLLET, 425, 426.  
  
 CLAVIÈRE, 226, 334.  
 CLÉMENT, 392.  
 CLOTZ, 211.  
 CLORIVIÈRE (DE LA), 73, 249.  
 CLUNY (DE), 276.  
 CICÉ (Champion DE), 89, 90, 143, 160, 174, 181, 182, 276.  
 CONDILLAC, 54, 88.  
 CORDAY (CHARLOTTE), 343.  
 CONDREN, 91.  
 COUCY (DE), 392.  
 COUSERGUES (DE), 431.  
 COUGNOU (DE), 16, 17.  
 COURTADE, 148, 288, 290, 426.  
 COUTURIER, 20, 23, 79, 83, 84, 94, 95, 98.  
 CUCSAC (DE), 240.  
  
 DALLÉAS, 195, 196.  
 DAMARD, 220.  
 DAMPIERRE (DE), 372, 383, 397, 398, 411.  
 DANTON, 240, 370.  
 DELACROIX, 266, 417, 418, 422.  
 DELLA GENGA, 428.  
 DEMOLIN, 35.  
 DENAVIT, 38.  
 DESBOIS, 376.  
 DESCARTES, 55, 56.  
 DESMOULINS, 210.  
*Dol*, 11.  
 DONDEL, 11.  
 DOMPEYRE, 18.  
 DIDEROT, 88.  
 DILLON, 90.  
 DIOT, 196.  
 DUBOURG, 233, 234.  
 DUCLAUX, 60, 229, 234, 288, 357, 367, 372, 403, 404, 411, 412.  
 DUCREUX, 323.  
 DUMESNILDOT, 134.  
 DUNAGNI, 176, 177, 204.  
 DUMOURIEZ, 298.  
 DUPHOT, 428.  
  
 EMERY (CLAUDE-FRANÇOIS), 6.  
 EMERY (JOSEPH), 2.

- EMERY (Le commandant), 6, 291,  
 292 à 299, 358, 359.  
 EXPILLY, 204.  
  
 FAUCHET, 335, 342, 344, 345.  
 FAUCONNET, 236.  
 FÉNELON, 58.  
 FESCH (Cardinal), 8, 23, 24, 31,  
 52, 165.  
 FIRMONT (EDGEWORTH DE), 290,  
 295, 296, 300, 301, 323.  
 FIRMONT (Mme DE), 300, 304.  
 FITZ-JAMMES, 21.  
 FLEURIAU D'ARMONVILLE, 15.  
 FLEURY (Cardinal), 80, 83, 86,  
 97.  
 FLORAC, 290.  
 FONTANGES (DE), 90, 143, 309,  
 314.  
 FORBIN-JANSON (DE), 105.  
 FOUCHÉ, 369.  
 FORCADE, 289, 359, 360.  
 FOURNIER, 387.  
 FOUQUIER - TINVILLE, 301, 303,  
 307, 308, 313, 314, 322, 323,  
 329, 356, 360, 361, 363.  
 FRAYSINOUS, 205.  
 FRÉRON, 50.  
  
 GALAIS, 170.  
 GALLOIS, 238.  
 GARNIER, 11.  
 GARCIN, 10, 11.  
 GAUDE (PISANI DE LA), 277.  
 GAZANIOL, 305.  
 GENSONNÉ, 258, 259, 266, 280.  
 Gex, 1, 2, 5, 6, 101, 143, 160,  
 247, 293, 399, 407, 408 à 411.  
 GIRARD, 342.  
 GIRAUD, 246, 248, 253, 271,  
 280, 281, 284.  
 GIROT DE L'AIN, 143, 302, 306.  
 GOBEL, 174, 200, 202, 203,  
 204, 215, 336, 342, 346, 347.  
 GOFORY, 17.  
 GOGUES, 234, 235.  
 GOURGUES, 431.  
  
 GOUTTE, 145, 345.  
 GOURLIN, 21.  
 GRASSE (DE), 29 à 45, 148.  
 GRÉGOIRE, 144, 145, 174, 195,  
 371, 372, 375, 390, 391,  
 396, 397, 417.  
 GRIMALDI, 157, 282, 284.  
 GRIVEL, 106.  
 GROU, 73.  
 GUÉNÉ, 49.  
 GUILLON, 8, 402.  
 GUYON (Mme), 60.  
  
 HASSENFRATZ, 220.  
 HÉBERT, 370.  
 HOUELINE, 34.  
  
 JALABERT, 372, 397.  
 JALLET, 144, 145.  
 17, 18, 20.  
 JARENTE (LOUIS-SEXTIUS DE), 17,  
 18, 20.  
 JARENTE (LOUIS-FRANÇOIS DE),  
 174.  
 JOUEN (Mlle), 412.  
 JUIGNÉ (DE), 99, 100, 144, 155,  
 200, 203, 248, 276, 295, 297,  
 300, 378.  
 JURIEU, 58.  
  
 KANT, 53.  
 KERAVENTANT, 342.  
  
 LA CHIESE (DE), 133.  
 LA CROZE, 59.  
 LACOURT, 397.  
 LA FAYETTE, 153, 238.  
 LAFOSSE, 96.  
 LALANDE (Le R. P.), 177, 180,  
 183.  
 LALANDE, 210.  
 LA LUZERNE, 143, 276.  
 LAMBERT, 21.  
 LAMETH, 210.  
 LAMOURETTE, 334, 342, 344.

- LA NEUVILLE, 289.  
 LARCHER, 431.  
 LOUIS XVI, 142, 144, 155, 160,  
 173, 183, 185, 295.  
 LA ROCHEFOUCAULD (Cardinal  
 DE), 426.  
 LA ROCHEFOUCAULD (FRANÇOIS  
 DE), 233, 257.  
 LA ROCHEFOUCAULD (PIERRE DE),  
 233, 257.  
*La Rochelle*, 100.  
 LA TOUR LANDRY (DE), 422.  
 LA TOUR D'Auvergne (DE), 136.  
 LA TOUR DU PIN (DE), 424.  
 LAU (DU), 233, 235.  
 LAURENT, 239.  
 LAZOWSKI, 234, 235.  
 LE CESVE, 144, 148.  
 LECARPENTIER, 307, 308.  
 LECHASSIER, 80.  
 LEFRANC, 199.  
 LE GALLIC, 75, 76 à 78, 80, 94,  
 95, 102, 103, 104, 126, 127,  
 234, 235, 288, 309, 316, 318.  
 LEGENDRE, 224, 225.  
 LEGRAND, 10.  
 LEGRIS, 289.  
 LEIBNIZ, 52 à 57, 64.  
 LEJEUNE, 17, 18.  
 LE PELLETIER, 32, 33, 80.  
 LESAGE, 333.  
 LE TOURNEUR, 115, 116, 227,  
 245, 344, 427, 430.  
 LEVADOUX, 162, 165, 326.  
 LEYSSIN (DE), 277.  
 LINSOLAS, 380.  
 LOCKE, 88.  
 LOTHINGER, 336, 342, 345.  
 LOWENDHAL (DE), 6.  
*Lyon*, 8, 20 à 29, 113, 344, 380.  
  
 MAGNIN, 342, 343.  
*Mâcon*, 5, 7, 8.  
 MALOUE, 155.  
 MARBEUF (DE), 188, 381.  
 MALARET (DE), 373, 397, 398.  
 MARIE-ANTOINETTE, 342, 343.  
 MARMONTEL, 98.  
  
 MAROLLE, 196, 204.  
 MAUPERTUIS, 54.  
 MAURY (Cardinal), 156 à 160,  
 175, 237, 260, 265, 270 à  
 276, 278.  
 MAY, 21.  
 MAZENOD (DE), 114, 116, 352.  
 MERCY (DE), 277, 424.  
 MERMOD, 343.  
 MEUSNIER, 220, 222.  
 MIRABEAU, 155, 157.  
 MINÉE, 196.  
 MIROUDOT, 174.  
 MONGE, 220.  
 MONLOSIER, 186.  
 MONTAIGNE, 96, 216, 227, 282,  
 288, 311, 331, 342, 356, 358,  
 366, 367.  
 MONTAULT, 342, 349, 350.  
 MONTAZET (DE), 21 à 29, 30.  
 MONTECLERC, 34.  
 MONTENIS, 288, 309, 316, 317,  
 318, 357.  
 MONTESQUIOU (DE), 160.  
*Montpellier*, 387.  
 MORELLET, 89.  
 MUENSTER, 106.  
  
 NAGOT, 162, 165, 194, 290,  
 324, 325, 412.  
*Nancy*, 397.  
 NECKER, 150, 152.  
 NEYROUX, 293, 294.  
 NICOLE, 58.  
 NONNOTTE, 49.  
*Nyon*, 399.  
  
 OLIER, 8, 33, 59, 60, 79, 91,  
 92, 111, 112, 113, 161, 187,  
 193, 212, 337, 357.  
*Orléans*, 15 à 20, 397.  
 ORMEAUX (DES), 235.  
 OSMOND (D'), 249, 276.  
  
 PACHE, 220, 221, 222, 223, 226.  
 PANCEMONT, 148, 171, 187 à  
 191.

PAILLOU, 100.  
 PARIS (DE), 15, 16.  
 PASCAL, 58.  
 PICHEGRU, 424.  
 PIETRO (DI), 428.  
 PIE VI, 183, 269, 272, 279,  
 283, 341, 344, 346, 347, 348,  
 349, 385, 394, 395, 399, 402,  
 413, 414, 417 à 420, 422, 426.  
 PIERRACHI, 416, 421.  
 PLOQUIN, 336 à 339, 341.  
 POLIGNAC (DE), 276.  
 POIRÉ, 190, 200, 201, 202, 232.  
 POLVEREL, 220.  
 POMPIGNAN (LE FRANC DE), 90,  
 143, 148, 174, 181, 182, 183.  
 PRESSIGNY (CORTOIS DE), 276.  
 PREZ DE CRASSIÈRES, 143.  
*Pouilly*, 292, 294, 323.

RAST, 101.  
 RABAUT SAINT-ETIENNE, 210.  
 RANGEARD, 32, 44, 144.  
 RÉGNIER, 20, 21, 23.  
 RETZ (ANTOINE DE), 131 à 133.  
 RICHARD, Sulpicien, 326.  
 RICHARD, conciergerie de la Con-  
 ciergerie, 328, 331, 335, 336.  
 RIOUFFE, 320, 321, 322, 334,  
 369.  
 RIVIÈRE (PONCET DE LA), 32, 33.  
 ROBESPIERRE, 329, 352, 356,  
 364, 366, 370.  
 ROLAND, 22, 226, 227, 266, 334.  
 RONDEAU, 95.  
 ROSALIE (Sœur), 110, 293, 303,  
 343.  
 ROUÈRE, 307, 308.  
 ROUGANE, 309.  
*Rouen*, 392.  
 ROUSSEAU (JEAN-JACQUE), 4,  
 50, 53, 59, 84, 165.  
 ROUSSET, 19.  
 ROUX, 277, 401.

*Saint-Genys*, 291, 294, 296.  
 SAINT-LUC (CONEN DE), 186.  
 SAINT-LÉGER (DE), 102.  
*Saintes*, 233.  
 SALAMON, 254, 255, 256.  
 SALES (SAINT FRANÇOIS DE), 4,  
 29, 40, 62, 102, 109, 118.  
 SAMBUCY (DE), 115, 189, 205,  
 289, 309, 312, 342, 346, 352,  
 361, 426.  
 SAURINE, 59.  
 SAUSSIN (DE), 141.  
 SAVARY, 19.  
 SAVINE (DE), évêque de Viviers,  
 174, 347, 348, 361.  
 SAVINE, Sulpicien, 171, 182.  
 SCHRAMM, 60.  
 SERVAN, 226.  
 SIÉYÈS, 86, 88.  
 SIGORGNE, 41.  
 SOYECOURT (Mme DE), 60, 367.  
 SPINA (Cardinal), 52.  
 STADLER, 290, 292.

TABARAUD, 22.  
 TALLIEN, 369.  
 TALLEYRAND (CHARLES MAURICE  
 DE), 84, 87, 88, 155, 157,  
 158, 159, 173, 174, 204, 206,  
 207.  
 TANCHE, 222.  
 TAVERNIER, 303.  
 TERSAC (DE), 100, 186.  
 TESSIER, 162.  
 THÉMINES (DE), 381, 392.  
 THÉRÈSE (Sainte), 59, 61 à 73.  
 THOIGNIER, 392.  
*Thoiry*, 6, 333.  
 TRONSON, 7, 112, 164, 212,  
 337.  
 TOURNELY, professeur en Sor-  
 bonne, 7, 88.  
 TOURNELY, 106, 268.  
 TURGOT, 87, 89.

SAINT-AULAIRE (DE), 276.  
 SAINT-FÉLIX (DE), 306.

*Valence*, 23.  
 VALLAT, 22.



- Vannes*, 189.  
VAREILLES (DE LA BROUE DE), 276.  
VARICOURT (FRANÇOIS DE), 153, 154.  
VARICOURT (GABRIEL DE), 153.  
VARICOURT (PIERRE DE), 3, 144, 148, 293, 294.  
VARIN, 7, 402.  
VAUGIRAUD (DE), 32, 33.  
VASSOR, 106.  
VERCLOS (DE), 77, 118.  
*Verdun*, 238, 239, 427.  
VERNET, 25, 107.  
VILLETTE (Marquis DE), 210, 211, 306.  
VILLETTE (Mme DE, « Belle et bonne »), 3, 144, 210, 211, 212, 291, 303, 304, 306, 307, 316, 361.  
VILLETTE (VOLTAIRE), 306.  
VILLERS (DE), 103, 133.  
VIOLETTE, 241, 243.  
*Viviers*, 107, 113, 361.  
VOISINS (DE), 342, 426.  
ZELADA (Cardinal), 254 273, 413.

## TABLE DES MATIERES

|                    |     |
|--------------------|-----|
| AVANT-PROPOS ..... | VII |
|--------------------|-----|

### CHAPITRE PREMIER

#### La famille. — Les études. — Les années de formation.

|                                                                                                                       |   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| I. Gex et la famille Emery. Les Routh de Varicourt et Voltaire .....                                                  | 1 |
| II. Les études au collège des Jésuites de Mâcon. Jacques Emery et le comte de Lowendal. La vocation sacerdotale. .... | 5 |
| III. Les études en Sorbonne et chez les Robertins. Les ordinations. La vocation sulpicienne.....                      | 8 |

### CHAPITRE II

#### Les débuts dans les Séminaires de province : Orléans, Lyon, Angers.

|                                                                                                                                                                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. M. Emery, directeur au Grand Séminaire d'Orléans. Hostilité des jansénistes contre le supérieur du Séminaire, M. Lejeune, et contre les Sulpiciens dont ils surveillent l'enseignement .....                      | 13 |
| II. M. Emery, directeur au Grand Séminaire de Lyon. M. de Montazet et les jansénistes. Les problèmes théologiques .....                                                                                              | 20 |
| III. M. Emery, supérieur du Grand Séminaire d'Angers. Situation du diocèse et du Séminaire d'Angers. L'évêque, M. de Grasse. Réforme du Séminaire. M. Emery, vicaire général. La Chambre ecclésiastique de 1781..... | 29 |

### CHAPITRE III

#### La crise de l'apologétique et de la mystique chrétiennes.

|                                                                                                                    |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| I. M. Emery et l'apologétique du XVIII <sup>e</sup> siècle. Abondance et insuffisance des ouvrages d'apologétique. |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

|                                                                                                                                                                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| M. Emery publie l' <i>Esprit de Leibniz</i> . L'apologétique et les exigences de l'esprit nouveau.....                                                                                                                             | 47 |
| II. M. Emery et la crise de la mystique chrétienne. La retraite des mystiques et ses causes. M. Emery publie l' <i>Esprit de sainte Thérèse</i> . Une intervention courageuse enveloppée de prudentes et adroites précautions..... | 57 |

## CHAPITRE IV

## M. Emery, Supérieur général.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. La démission de M. Le Gallic et l'élection de M. Emery.....                                                                                                                                                                                                                            | 75 |
| II. La décadence du Grand Séminaire de Saint-Sulpice. Ses causes : le cardinal Fleury et M. Couturier ; les vocations douteuses et intéressées des cadets de noblesse ; les vocations contraintes ; l'influence des philosophes et des économistes. La crise spirituelle. Les études..... | 79 |

## CHAPITRE V

## La réforme du Grand Séminaire de Saint-Sulpice.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Les premiers contacts. M. de Juigné et M. Emery. M. Emery et les membres de la Compagnie. M. Emery, Abbé commendataire de Boisgroland. L'accueil défavorable des séminaristes. Portrait de M. Emery. Sa vie spirituelle ; son esprit d'oraison ; son esprit de pénitence..... | 99  |
| II. La réforme du Grand Séminaire de Saint-Sulpice. Les lectures spirituelles de M. Emery. La frisure. La lutte contre l'irrégularité des élèves. Le complot des pétards. Une histoire de somnambule. L'ordre et la ferveur restaurés .....                                      | 117 |

## CHAPITRE VI

## Les Etats généraux. — La Constituante. — Les lois de sécularisation.

|                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La convocation des Etats généraux. Pressentiments de M. Emery.....                       | 139 |
| II. Les Journées de Juillet et d'Octobre 1789. Mort du chevalier de Varicourt.....          | 149 |
| III. Les lois de sécularisation. M. Emery et Talleyrand. M. Emery et l'abbé Maury.....      | 155 |
| IV. La fondation du Séminaire de Baltimore. Les Sulpiciens d'Amérique et Chateaubriand..... | 160 |

## CHAPITRE VII

**La Constitution civile du clergé.**

|                                                                                                                                                       |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La fête de la Fédération, 14 juillet 1790. Les fédérés aux Robertins. Le Champ-de-Mars.....                                                        | 169 |
| II. Le vote de la Constitution civile du clergé. Attitude du clergé. Attitude de M. Emery. Echec des négociations.....                                | 173 |
| III. M. Emery et le serment constitutionnel. Refus unanime des Sulpiciens. M. de Pancemont.....                                                       | 186 |
| IV. M. Emery et les constitutionnels. Fermeté de ses principes. Sa méthode de discussion.....                                                         | 191 |
| V. M. Emery et l'application de la Constitution civile. Le P. Poiré. L'évêque de la Seine, Gobel. Le sacre des premiers évêques constitutionnels..... | 199 |
| VI. La suppression de la Compagnie. La dispersion des Sulpiciens. La mise en sûreté des archives et des souvenirs historiques.....                    | 207 |

## CHAPITRE VIII

**La première Terreur. — Les massacres de septembre.**

|                                                                                                                                                                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La Section du Luxembourg et la Société patriotique du Luxembourg au Séminaire. L'accueil de M. Emery. La Section et le Séminaire.....                                                                                                       | 215 |
| II. Les massacres de septembre 1792. Les perquisitions du 10 août et les arrestations. La Section du Luxembourg et les massacres. Les rescapés ramenés au Séminaire. Danger couru par M. Emery et ses élèves. La protection de la Section..... | 230 |

## CHAPITRE IX

**Le serment de Liberté et d'Égalité.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Le serment de Liberté et d'Égalité. M. Emery se maintient au Séminaire. Son rôle dans l'Eglise de France. Il prête le serment de Liberté et l'autorise. Impossibilité de consulter Rome. Les évêques émigrés et dispersés. L'interne Salamon. Interprétation de Genissonné..... | 247 |
| II. La polémique relative au serment de Liberté. Emery et Maury. La lettre du cardinal Zélada. Indiscrétions de Maury. La confusion de la politique et de la religion. Les évêques dans l'ensemble désapprouvent le serment. Les réponses de Rome. Sentiments de M. Emery.....     | 269 |

## CHAPITRE X

**La seconde Terreur. — Arrestation de M. Emery.**

- I. M. Emery et les membres dispersés de la Compagnie, ses élèves, sa famille. M. Emery et la mort du roi. 287
- II. La lettre de M. Emery au commandant Emery, son frère, interceptée à Pouilly. La lettre d'Edgeworth de Firmont à M. de Juigné. Les tribulations du commandant Emery. Il bénéficie d'un non-lieu..... 292
- III. Première arrestation de M. Emery. Ses deux interrogatoires. Sa détention à Sainte-Pélagie. Intervention de Mme de Villette. Sa libération. La Section du Luxembourg lui laisse gratuitement l'usage de son appartement. Le Conseil de famille des Varicourt..... 300
- IV. Seconde arrestation de M. Emery. La rafle du 12 juillet 1793. Les prisonniers internés aux Carmes. L'enquête et les interrogatoires. M. Emery fait appel à l'intervention de la Section du Luxembourg..... 307

## CHAPITRE XI

**La captivité de M. Emery.**

- I. M. Emery à la Conciergerie. Son interrogatoire par le Tribunal révolutionnaire. Ses adieux à M. Nagot. La préparation à la mort..... 319
- II. Vie de M. Emery à la Conciergerie. Sa vie de piété. Sa vie intellectuelle..... 329
- III. L'apostolat de M. Emery. Ses auxiliaires Bimbenet et Ploquin..... 333
- IV. Les évêques constitutionnels Lamourette, Fauchet, Savine, Montault. Les prêtres constitutionnels. Les parlementaires de Paris et de Toulouse. La conversion d'Eglé. 341
- V. M. Emery au Plessis. Il échappe au Tribunal révolutionnaire. La mystérieuse protection dont il jouit. Hypothèses diverses. Le 9 Thermidor. Libération de M. Emery. Levée des scellés. Le dépôt du perruquier Bertin..... 354

## CHAPITRE XII

**La réaction thermidorienne.**

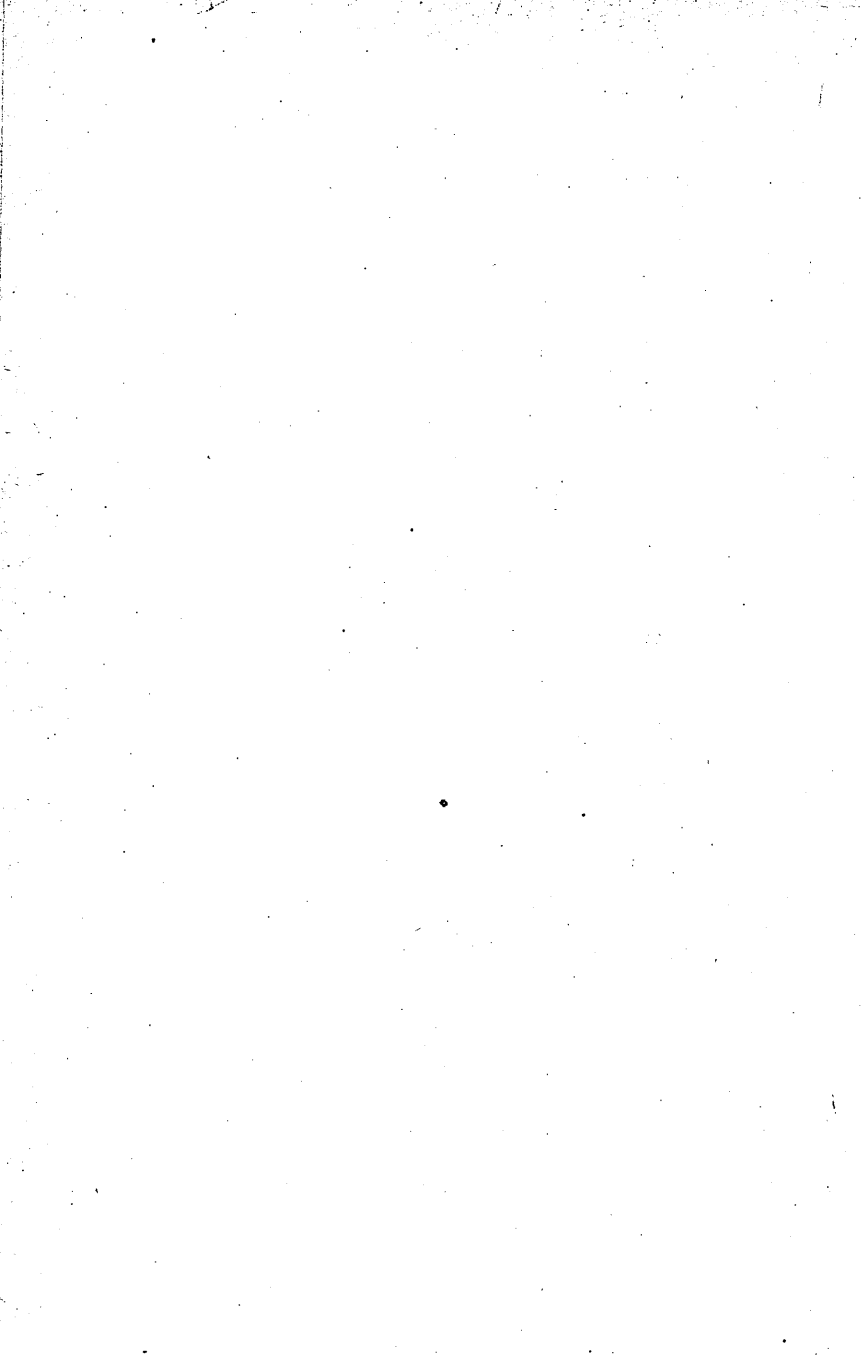
- I. La Convention et la première séparation ; les lois de Ventôse et de Prairial an III. La promesse de soumission aux lois de la République. M. Emery déclare cette promesse licite..... 369

|                                                                                                                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| II. La réconciliation des assermentés. Les deux méthodes : Paris et Lyon.....                                                                                                                | 380 |
| III. La réconciliation des prêtres mariés et apostats. Rigueur des constitutionnels. Les principes du Supérieur général .....                                                                | 388 |
| IV. La direction générale de l'Eglise de France exposée à l'anarchie. M. Emery propose la nomination par le Pape d'un vicaire apostolique qui assurerait l'unité d'action indispensable..... | 392 |
| V. L'opposition des constitutionnels. Attaqué par les <i>Annales de la religion</i> et dénoncé au gouvernement, M. Emery se retire à Gex. Son rapport à Pie VI.....                          | 396 |
| VI. Le serment de Vendémiaire. M. Emery et la souveraineté du peuple. Distinction du droit et du fait....                                                                                    | 406 |

## CHAPITRE XIII

## Le Directoire.

|                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Séjour de M. Emery à Gex. Hostilité des constitutionnels de l'Ain. Ses controverses avec des nobles libertins et avec son fermier.....                          | 407 |
| II. Le retour à Paris. Nouvelles controverses sur le serment de Liberté et sa rétractation. Béchétistes, dampierristes. L'amitié de M. de Bausset, évêque d'Alais. | 411 |
| III. Une première tentative d'apaisement : le Bref <i>Pastoralis sollicitudo</i> . Les controverses sur l'authenticité de ce Bref. Sa diffusion par M. Emery.....  | 416 |
| IV. Le coup d'Etat de Fructidor. Le serment de haine à la royauté.....                                                                                             | 422 |
| V. M. Emery rue d'Enfer. Sa vie active et retirée....                                                                                                              | 429 |
| INDEX NOMINUM.....                                                                                                                                                 | 433 |



IMPRIMERIE MAISON  
DE LA BONNE PRESSE  
S. A. 5, RUE BAYARD,  
PARIS, VIII<sup>e</sup> — 1944-73  
DÉP. LÉG. 1945-1<sup>re</sup>  
AUTOR. PARIS, 2 171



BX  
4705  
.E47L4  
v. 1

LEFION

Monsieur Emery.

1688679

SEP 7 1953  
OLD 8 86  
**Bindery**

JUN 2 1953 *Box (Cassidy)*  
JUN 24 1953 *5524: Kennedy*

Oct 17 1950

Jan 24 1951

MAR 16 1964

*L. Gottschalk (BM)*  
*L. Gottschalk L.G.*  
*(Fax)*

UNIVERSITY OF CHICAGO



47 595 371

BX  
4705  
.E47L4  
v. 1

1688679

LEFLON

Monsieur Emery.

|             |                        |
|-------------|------------------------|
| JUN 10 1966 | Wax (Carrick)          |
| MAR 18 1966 | Recherches             |
| MAR 16 1966 | Recherches (Gm) fac    |
| NOV 1 1966  | Recherches Fac<br>L.S. |

BX 4705  
.E47L4  
V.1

1688679  
SWIFT HALL LIBRARY

# **VOLUME**

# **2**

**LUME**

**2**



Chanoine J. LEFLON

Docteur ès-Lettres

Professeur à l'Institut Catholique de Paris

# MONSIEUR EMERY

---

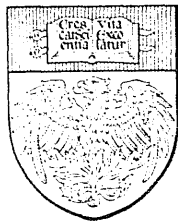
L'ÉGLISE CONCORDATAIRE  
ET IMPÉRIALE

---

---

*BONNE PRESSE*

The University of Chicago  
Library







NIHIL OBSTAT : PARISIIS DIE 4<sup>a</sup> JULII 1946, P. BOISARD, S. S. S.  
IMPRIMATUR : PARISIIS DIE 8<sup>a</sup> JULII 1946, A. LECLERC, V. G.

# MONSIEUR EMERY

## DU MÊME AUTEUR

**Monsieur Emery.** L'Eglise d'Ancien Régime et la Révolution. Paris, Bonne Presse, 1945.



**Henri Hardouin et la musique du Chapitre de Reims au xviii<sup>e</sup> siècle.** Reims, Matot, 1926.

**Etienne-Alexandre Bernier, évêque d'Orléans.** Deux volumes in-8°. Paris, Plon, 1938. Ouvrage couronné par l'Académie française, « Grand Prix Gobert ».

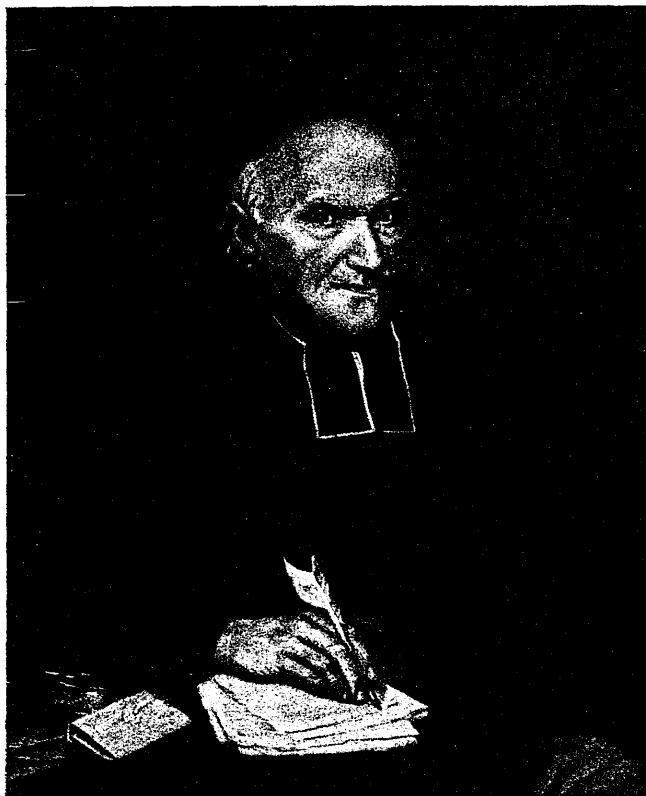
**Etienne-Alexandre Bernier. Lettres, mémoires, rapports inédits.** Reims, Imprimerie du Nord-Est, 1938.

**Histoire de l'Eglise de Reims du 1<sup>er</sup> au v<sup>e</sup> siècle.** Reims, Imprimerie du Nord-Est, 1941. Extrait du tome CLII des **Travaux de l'Académie de Reims.** Ouvrage couronné par l'Académie française.

**La vie et l'œuvre de saint Remi.** Reims, Matot, 1942.

**Gerber.** Editions Fontenelle, 1946.





Jacques-André EMERY  
(1732-1811)

Reproduction du portrait original  
conservé au Séminaire Saint-Sulpice.

Chanoine J. LEFLON

Docteur es-Lettres

Professeur à l'Institut Catholique de Paris

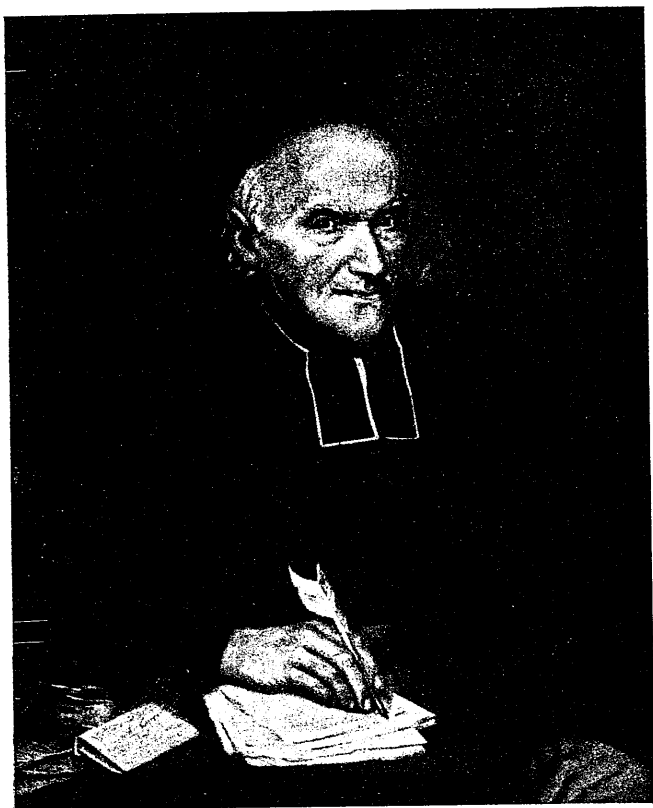
# MONSIEUR EMERY

---

L'ÉGLISE CONCORDATAIRE

ET IMPÉRIALE

*BONNE PRESSE*



Jacques-André EMERY  
(1732-1811)

Reproduction du portrait original  
conservé au Séminaire Saint-Sulpice.

Chanoine J. LEFLON

Docteur ès-Lettres

Professeur à l'Institut Catholique de Paris

# MONSIEUR EMERY

---

L'ÉGLISE CONCORDATAIRE  
ET IMPÉRIALE

*BONNE PRESSE*



BX 4705

E47 L4

V.2

*A la mémoire de mon père.*



Post. 1000

## CHAPITRE PREMIER

## AU LENDEMAIN DE BRUMAIRE

I. Les premières mesures religieuses du gouvernement consulaire. La promesse de fidélité à la Constitution. La controverse sur sa licéité. M. Emery autorise cette promesse. Opposition des royalistes et de Maury. M. Emery et Bernier. — II. Les hésitations de M. de Juigné. Le Mémoire des évêques résidant en France rédigé par M. Emery. Son envoi à Rome par Labrador. — III. L'administration des diocèses vacants. Les droits des Chapitres et la nomination par le Saint-Siège d'administrateurs apostoliques. L'affaire de Lyon. M. Emery soutient les droits des Chapitres.

## I

Lorsqu'au fond des carrières où il se cache pour échapper aux poursuites des Bleus, l'abbé Bernier, commissaire général des armées catholiques et royales, apprend le coup d'Etat de Brumaire, il écrit au chef vendéen Beauvillier ce simple mot qui en dit long sur sa perspicacité : « Espérons. »<sup>1</sup>

Les contemporains, en effet, ne distinguent pas, dès l'abord, le sens et la portée d'un événement si gros de

---

1. Arch. Nat., F<sup>7</sup>, 6243.

conséquences. Les catholiques surtout hésitent. On les comprend aisément. Des coups d'Etat, ils en avaient tant vu sous le Directoire, qui oscillait sans cesse entre les extrêmes, pour revenir en fin de compte, M. Mathiez le prouve, à son anticléricalisme foncier. Le dernier, « un de plus »<sup>2</sup>, pouvait-il, mieux que les autres, favoriser la liberté de l'Eglise ? Après tant de mécomptes, ils ne le croient guère. Le régime change de titre ; mais, sous ce vocable nouveau, continue la République qui ne les a pas gâtés, et les hommes qui s'installent au pouvoir, Bonaparte, Sieyès, Ducos, sont encore et toujours des hommes de la Révolution.

Du premier, on sait que la protection de Robespierre et de Barras assura sa fortune, qu'il se dit philosophe, qu'il parle avec mépris des moines, des prêtres, de la Cour romaine, qu'il rançonna le Pape à Tolentino ; les lauriers d'Italie, d'Egypte, en les recouvrant d'une gloire incontestable, ne permettent pas d'oublier ceux du général Vendémiaire. Les airs de pontife que prend le second, alchimiste officiel et mystérieux des Constitutions successives, ne rappellent que trop son sacerdoce ; de ce sacerdoce, malgré lui, il demeure bel et bien marqué. Quant au troisième, simple créature de l'ancien vicaire général de Chartres, tout laisse présager qu'il suivra docilement le sillage de son maître. Cette fâcheuse perspective ne réjouit ni les fidèles ni surtout le clergé.

Le choix des ministres ne rassure pas davantage, car il semble indiquer que le gouvernement consulaire entend poursuivre avec le même personnel la même politique religieuse. La Police échoit à Fouché, le Fouché de Nevers et de Lyon ; l'Intérieur à l'astronome

---

2. G. LEFEBVRE, *Napoléon*, 68.

Laplace qui incarne l'athéisme de l'Institut ; bientôt, l'évêque apostat, Talleyrand, s'installe aux Relations extérieures. Par là s'expliquent la réserve assez générale de l'esprit public et les appréhensions des croyants. « L'expérience de dix années se fait sentir, écrivait une observatrice, et la méfiance se mêle au contentement. »<sup>3</sup>

Quelle fut la réaction de M. Emery devant ce coup d'Etat qui prenait l'allure d'une simple révolution de palais ? Aucun document ne permet de le préciser. Il vit alors, très à l'écart, dans son petit appartement de la rue d'Enfer, « proche l'enclos des Chartreux », et ceux qui rencontrent dans le quartier Saint-Sulpice ce petit homme au dos voûté, vêtu d'une grosse redingote grise, couvert d'un pauvre chapeau de laine — on l'eût pris, assure M. Le Tourneur, pour un vieux domestique<sup>4</sup>, — ne se doutent pas qu'en matière théologique le général Bonaparte sollicitera ses conseils avertis. Pouvait-il soupçonner lui-même que le Premier Consul restaurerait bientôt l'Eglise de France avec le successeur du malheureux Pie VI, mort à Valence, captif de la République, et que, pour résoudre avec le nouveau Pape, lui aussi déporté, à son tour prisonnier, un conflit plus grave encore que le précédent, le Supérieur général de Saint-Sulpice figurerait avec les évêques dans les Comités impériaux ?

Ainsi donc, sauf l'avènement au pouvoir de Bonaparte, sauf un changement de vocable qui paraît accessoire, puisqu'il sauvegarde dans les mots la forme républicaine, le coup d'Etat de Brumaire, loin de rompre avec la Révolution, semble vouloir la continuer.

---

3. Cité par L. MADELIN, *L'avènement de Bonaparte*, 68.

4. *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 118.

Les premières mesures religieuses arrêtées par le gouvernement confirment cette impression défavorable. Si, le 7 Frimaire, un décret relâche les ecclésiastiques captifs ou déportés, seuls en bénéficient ceux qui ont prêté tous les serments ou contracté mariage ; les prêtres fidèles demeurent soumis à toutes les rigueurs précédentes. Les décrets du 7 Nivôse, qu'on croirait plus libéraux, en réalité n'innoyent guère, sauf le dernier qui annule les décisions prises par certaines autorités pour interdire l'ouverture des églises en dehors du décadi ; ils reproduisent, en somme, la législation du Directoire. Comme en 1794, 1796, 1797, la prestation d'un serment conditionne l'exercice du culte. Comme en 1794, 1796, 1797, le gouvernement établit la formule de ce serment, promesse de fidélité à la Constitution, de sa propre autorité, sans recourir à des théologiens compétents. Le Consulat retombe ainsi dans les erreurs de la Révolution, en imposant, au lieu d'un énoncé clair et manifestement acceptable, un texte ambigu qui prête à toutes sortes de contestations. Si le décret du 7 Nivôse avait exigé une promesse pure et simple de fidélité au nouveau régime, les prêtres catholiques pouvaient la consentir, puisque, selon l'enseignement de l'Eglise, on doit reconnaître le pouvoir effectif accepté par la nation et pratiquer le loyalisme envers lui ; mais il impose une promesse de fidélité à une Constitution qui renferme des dispositions peu conformes aux principes doctrinaux et comporte une législation contraire aux exigences de la conscience chrétienne. Faute de soupçonner cette distinction essentielle entre le régime et la législation, Bonaparte allait se heurter à des difficultés très graves, provoquer dans le clergé de nouvelles polémiques aussi passionnées, sinon plus, que les précédentes, faire le jeu des émigrés trop heu-

reux de couvrir sous des raisons théologiques une opposition qui n'avait rien de religieux, accroître la division des catholiques, entraîner des schismes partiels dont M. Emery lui-même pourra dire « qu'ils ne sont pas moins préjudiciables que le schisme constitutionnel »<sup>5</sup>.

Sans doute averti, mais trop tard, de la façon malheureuse dont il a libellé la nouvelle promesse, le gouvernement consulaire s'applique, dès le 10 Nivôse, à fournir officieusement une interprétation susceptible de rassurer les consciences. A cette date, en effet, le *Moniteur* publie l'article suivant :

On a dû remarquer, dans un arrêté des consuls du 7 Nivôse, que les ministres des Cultes, assujettis par les lois antérieures à un serment ou à une déclaration quelconque, y satisferont par la déclaration suivante : « Je promets fidélité à la Constitution ».

Cette formule est à elle seule une garantie parfaite de la liberté des opinions religieuses, car elle respecte toutes les délicatesses et jusqu'aux scrupules de la piété la plus craintive. Ce n'est pas un serment, une promesse faite à Dieu ; c'est un engagement purement civil. Celle de toutes les religions qui défendrait avec le plus de sévérité la fréquence des serments, ne peut donc apporter ici aucun obstacle. On ne promet pas, comme par le passé, de maintenir la Constitution ; il y avait dans ce mot maintenir, ou du moins il paraissait y avoir, une promesse d'action directe et positive pour soutenir, pour défendre un Code qu'après tout on ne pouvait être tenu d'approuver. On conçoit qu'un tel engagement pouvait jeter une sorte d'inquiétude dans quelques âmes qu'il était bien cruel de tourmenter pour une formule.

Aujourd'hui, on promet uniquement d'être fidèle, c'est-à-dire de se soumettre, de ne point s'opposer.

Or, une pareille déclaration est d'abord très suffisante et, de plus, elle offre l'inappréciable avantage de ne pouvoir rencontrer de résistance. Quelle est, en effet, la religion qui ne

---

5. *Mémoire des évêques de France*, D. E., II, 418.

recommande la soumission aux lois du pays où l'on est ? Et quel homme, fût-il prêtre, qui, par le seul fait de son habitation dans un pays, ne se croit pas tenu de respecter ses engagements ? <sup>6</sup>

Ce commentaire, tout officieux qu'il restât, n'en témoignait pas moins de préoccupations louables et constituait une véritable innovation ; ni la Législative ni le Directoire ne s'étaient mis en peine de fournir pareil apaisement.

Sans hésiter, M. Emery s'en autorise pour déclarer la promesse licite. Dès le 3 janvier, dans une lettre à M. Vernet, il s'explique très nettement sur ce point.

A Paris, la question ne fait aucune difficulté. Les évêques présents en France n'hésitent pas à se prononcer. Je pense qu'il faut se mettre en possession de l'exercice du culte catholique le plus tôt possible, parce qu'on ne sait, dans le temps où nous sommes, ce qui peut arriver ; s'il arrivait encore un changement de gouvernement, on laisserait les choses dans l'état où on les trouverait. Je suppose que ce fussent les Jacobins qui prévalussent... Je finis par cette considération. Rien, pas même le plus petit péché véniel, pour faciliter le rétablissement du culte ; mais malheur à ceux qui, par attache à leur propre sens ou par de vains scrupules, arrêteraient un si grand bien <sup>7</sup>.

Le 31 du même mois, le Supérieur général donnait à Romeuf la même solution qu'avait adoptée le Conseil épiscopal de Paris. Le serment est licite, affirmait-il, car « cette fidélité promise n'importe pas d'approbation à la Constitution, mais seulement l'engagement de ne pas s'y opposer. La note officielle parue dans le *Moniteur* en fait foi » <sup>8</sup>.

Sur le caractère officiel de cette note, M. Emery

---

6. *Moniteur*, 10 Nivôse an VIII.

7. A Vernet, 3 janvier 1800, D. E., VIII, 8610.

8. A Romeuf, 3 janvier 1801, D. E., IX, 9136.

n'éprouve d'abord aucune hésitation ; parue dans le journal du gouvernement, elle représente à ses yeux son interprétation même. Mais bientôt un doute se lève, car Fouché qui déjà poursuit, en marge de la politique consulaire, sa politique personnelle, cherche à faire prévaloir une exégèse contraire.

Le 2 Floréal (22 avril 1800), le ministre de la Police lance, en effet, une circulaire qui « par une savante et perfide altération feint de considérer la récente promesse comme un simple serment surajouté à tous les autres » ; seuls peuvent la prêter les ecclésiastiques qui auraient consenti les serments antérieurs, y compris le serment schismatique de 1790. « Que cette jurisprudence soit adoptée et du même coup le bienfaisant arrêt du 9 Nivôse, au lieu d'être une invitation à la paix, ne serait plus qu'une promesse pour l'Eglise constitutionnelle, seule jugée digne d'être fidèle. »<sup>9</sup>

Cette circulaire inquiète justement ceux qui, avec le Supérieur général, le Conseil archiépiscopal de Paris, les prélats demeurés en France, s'étaient appuyés sur l'interprétation du *Moniteur*, pour déclarer licite le nouvel engagement. Elle encourage par ailleurs les adversaires de la promesse ; trop heureux de trouver pour leur résistance un argument si précieux, ils accentuent leur campagne et redoublent leurs attaques contre les soumissionnaires avec une véhémence accrue. Dès le principe, en effet, les évêques émigrés, les royalistes, Maury, avaient pris position. Chez eux, les préoccupations politiques viennent se mêler, comme en 1792, pour accroître la confusion et déchaîner les passions partisans, à un débat qui devait rester purement religieux.

---

9. P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 17.



Comme l'écrit Mgr Pisani, la note du *Moniteur* ne pouvait leur donner satisfaction ; « accepter la Constitution consulaire, c'était avouer que la royauté était déchue et s'engager à ne pas travailler à la rétablir. Voilà justement ce qui incommodait plus d'une conscience » <sup>10</sup>.

Louis XVIII, dès avril 1800, charge donc Maury d'intervenir auprès du nouveau Pape, car Pie VII, « n'imitant pas son prédécesseur qui avait eu la faiblesse de ne pas reconnaître le titre du successeur de Louis XVI, n'a pas craint de signaler son avènement au pontificat par la reconnaissance du fils aîné de l'Eglise », écrivait le prétendant avec une satisfaction évidente.

Il faut saisir, ajoutait-il, l'occasion qui se présente enfin de réparer les maux qu'a faits à l'Eglise gallicane la longue séparation qui a existé entre le Souverain Pontife et le roi très chrétien.

Car l'Eglise gallicane souffre dans le clergé de second ordre, « de cet esprit d'indépendance qui s'est glissé partout. Il y a dans ce corps si respectable une tendance véritablement effrayante vers le presbytérianisme ». La vacance d'un nombre prodigieux de sièges, l'absence des évêques vivants « le privent » d'une direction plus que jamais indispensable. Pour comble de malheur, les serments successifs exigés par la Révolution multiplient les divisions. Aux schismes précédents, un nouveau menace de s'ajouter par suite de la nouvelle promesse. Que Maury presse donc le Saint-Siège de s'expliquer sur cet acte de soumission, « en traçant aux évêques et à tous les ecclésiastiques en général la route qu'ils devront suivre à l'avenir, d'une

---

10. P. PISANI, *L'Eglise de Paris et la Révolution*, IV, 22.

manière qui concilie nos droits avec le besoin que le peuple français, la monarchie elle-même ont de pasteurs légitimes ». Pour s'assurer que cette route concilierait effectivement les droits du souverain légitime et les besoins du peuple français, Louis XVIII désigne soigneusement qui le Pape « daignera consulter : d'abord, le cardinal Maury, ensuite les prélats les plus distingués de mon royaume par leurs principes et par leurs lumières, tels que M. l'archevêque de Reims, MM. les évêques de Clermont et de Boulogne » <sup>11</sup>.

C'était dire dans quel sens le prétendant voulait orienter la sentence du Pape.

On devine avec quel zèle Maury s'acquitte de sa mission. Il use de tout son crédit, alors fort grand, multiplie mémoires et démarches pour que Pie VII, écrit-il au comte d'Avary, « juge en notre faveur » tire argument du long silence de la Cour romaine. exploite enfin la décision des cardinaux qu'il réussit à surprendre et, tandis que le Souverain Pontife, pour de très graves raisons, sursoit à une promulgation qu'il estime inopportune, voire. dangereuse, l'indiscret cardinal publie à cor et à cris que la Congrégation des Affaires extraordinaires a condamné le dernier serment comme les autres. Cette Congrégation, en effet, se prononce contre la formule trop générale qui englobe dans la même promesse la soumission au gouvernement et la soumission aux lois ; les principes et la pratique de l'Eglise autorisent la première ; quant à la seconde, vu le caractère de certaines dispositions législatives, le clergé doit la refuser formellement.

Cette formule ambiguë, qui permet de ne point

---

11. Louis XVIII à Maury, 21 avril 1800, *Correspondance diplomatique du cardinal Maury*, p. p. Mgr RICARD, I, 391-392.

reconnaître le gouvernement consulaire, fait à merveille l'affaire de Maury et du roi. Aussi, quand, au cours des négociations concordataires, on s'applique à la modifier pour en bien spécifier l'objet, l'un et l'autre travailleront-ils à imposer un texte favorable à leur cause. La restriction suivante « sauf en tout cas les droits de la religion catholique », agréée à Louis XVIII ; car « si elle était admise, les évêques et les curés instruits sauraient, et l'on tâcherait de faire comprendre aux autres que les lois ecclésiastiques réprouvent l'infidélité, le parjure et le vol, que, conséquemment, elles ordonnent aux Français de rester fidèles à leur souverain et leur défendent d'adhérer à l'usurpateur de l'autorité »<sup>12</sup>. Casuistique admirable, qui permettait de refuser l'obéissance tout en la promettant !

Malheureusement, une autre rédaction finira par prévaloir que le prétendant ne saurait accepter.

On mande au roi, lisons-nous dans une dépêche adressée à Maury, que le cardinal Antonelli a écrit que si, à la formule de soumission, on substitue le mot de gouvernement à celui de Constitution, le Pape l'approuverait. Il est impossible que Sa Sainteté ne voie pas la nullité de cette distinction et qu'autoriser une promesse quelconque de soumission soit à la cause, soit à l'effet, c'est attaquer les droits qu'elle s'est empressée de reconnaître au moment de son exaltation<sup>13</sup>.

Que, chez Louis XVIII, les préoccupations politiques l'emportent sur les préoccupations religieuses, que le souci de maintenir ce qu'il appelle « ses droits » se trahisse si ouvertement, on ne saurait s'en étonner. Mais qu'un cardinal, comme Maury, qui se donne pour le plus zélé défenseur de la cause romaine, en atten-

---

12. *Louis XVIII à Delamare*, 16 novembre 1800, BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la négociation du Concordat*, I, 103.

13. *Louis XVIII à Maury*, 29 janvier 1801, *id.*, II, 252.

dant de la trahir pour assouvir son ambition, se prête à faire triompher des vues exclusivement humaines, on le conçoit plus malaisément.

Chez la plupart des évêques émigrés et des prêtres hostiles à la promesse, cette confusion de deux points de vue si différents apparaît moins criante. Ils héritent d'une longue tradition gallicane qui s'autorise de Bossuet pour soutenir le droit divin des Bourbons. Le souvenir des services rendus à l'Eglise par la monarchie s'ajoute aux souvenirs cuisants des persécutions révolutionnaires. La République, malgré l'épithète de consulaire qu'elle porte désormais, ne leur inspire aucune confiance ; elle reste pour eux le gouvernement antireligieux par essence ; par leur fidélité à la cause de Louis XVIII, ils croyaient servir celle de l'Eglise et le croyaient de bonne foi. Les apparences, il faut l'avouer, ne favorisaient pas le nouveau gouvernement.

Sans contact, et depuis des années, avec leurs compatriotes de France, les ecclésiastiques réfugiés en Allemagne, en Angleterre, en Italie, vivent, en outre, dans des cercles fermés et ne peuvent se rendre compte de l'évolution profonde survenue dans les esprits. L'exil, en accusant leur rupture avec la mentalité nationale, les enfonce de plus en plus dans leur mentalité d'Ancien Régime. La passion s'en mêle pour achever de tout obscurcir, et la discussion ne réussit qu'à les échauffer sans leur apporter de lumières.

Inutile de raisonner, écrivait mélancoliquement à Romeuf M. Emery, parce qu'il y a dans certaines personnes qui donnent le ton un parti pris de n'accéder à aucune espèce d'acte de soumission au gouvernement. On imagine par là ramener l'ancien gouvernement ; on se trompe et on sacrifie à cette illusion la religion <sup>14</sup>.

14. A Romeuf, 14 mars 1800, D. E., IX, 9164.

Cette violente opposition ne pouvait surprendre le Supérieur général. Chez les royalistes, il retrouve, comme en 1792, la même équivoque systématiquement exploitée au profit d'une politique partisane. De ce côté, rien ne change. Mais si les dispositions des monarchistes demeurent identiques, celles du gouvernement deviendraient peut-être plus libérales vis-à-vis de l'Eglise ? D'aucuns s'en flattent et, un instant, M. Emery le croit. Bientôt, les circulaires de Fouché, qui contrecarrent si nettement l'interprétation de la promesse donnée par *le Moniteur*, ébranlent sa première assurance. A quelle exégèse s'en tenir ? Il se le demande avec une inquiétude très vive. L'arrivée de Bernier va lui permettre enfin de connaître exactement la pensée du Premier Consul.

Bernier avait débarqué à Paris sur la fin de janvier, tout aurolé du prestige que lui vaut sa pacification de l'Ouest et l'ancien commissaire des armées catholiques et royales jouit alors d'un crédit immense dans les cercles officiels. Les ministres le reçoivent ; il figure aux soirées de Talleyrand ; Bonaparte a donné ordre de lui tenir sa porte ouverte ; souvent et longuement il s'entretient avec le curé de Saint-Laud des affaires de Vendée, et ce dernier, élargissant le débat avec son adresse insinuante, ne manque pas d'aborder le règlement général de la question religieuse. Par lui, on peut savoir dans quelle mesure l'article du *Moniteur* répond aux vues et aux intentions du gouvernement.

Or, jadis à Angers, Bernier fut élève de M. Duclaux. Sans doute, le caractère du personnage appelle de sérieuses réserves. Jeune clerc, il laissait déjà cette impression mêlée, qui se dégagera toute sa vie de son attitude énigmatique. Ambitieux, remuant, plein d'une assurance qui se dissimule mal sous une certaine

onction ecclésiastique, il inquiète et rassure, repousse et séduit. Le rôle qu'il a joué dans les guerres de Vendée, la réputation sanguinaire qu'on lui a faite, injustement d'ailleurs, la façon plus habile qu'honnête dont il dupa tous les chefs insurgés pour leur arracher la paix de Montfaucon, ne prédisposent pas en sa faveur. Mais c'est un principe chez le Supérieur général d'utiliser tels qu'ils sont, pour le bien, les hommes qui lui paraissent utilisables. Malgré le peu de sécurité qu'il donne, Bernier peut servir à dissiper une ennuyeuse incertitude. Si son adroite entremise permettait d'obtenir une déclaration formelle de Bonaparte, le problème posé par la promesse se trouverait heureusement simplifié. M. Emery charge donc M. Duclaux de s'aboucher avec le curé de Saint-Laud, et de lui adresser un mémoire sur la question.

Toujours prêt à offrir ses services, le ci-devant commissaire général des armées royales et catholiques accepte avec empressement la mission dont on le charge.

J'ai parlé au Premier Consul, répond-il au directeur de Saint-Sulpice, de ce qui faisait l'objet de votre mémoire. La réponse a été aussi claire que satisfaisante ; il m'a déclaré que l'article du *Moniteur* du 10 Nivôse an VIII, explicatif de la promesse, était *officiel*. Les lettres du ministre de la Police, ajoute Bernier, ne sont pas conformes aux vues du gouvernement, il m'a dit lui-même qu'elles n'auraient aucune suite <sup>15</sup>.

En quoi, l'ancien élève de M. Duclaux se montrait exact et bien informé, car Fouché lui-même retirera son interprétation ; il y mettra sans doute du temps, puisque la circulaire rectificative ne part de ses bureaux que

---

15. *Emery à Bausset*, avril 1800, D. E., VI, 47.

le 26 Prairial (15 juin 1800) ; il y apportera de la mauvaise grâce ; mais il finira par s'exécuter.

Sur une autre question, abordée par le mémoire de M. Duclaux, le retour des ecclésiastiques réfugiés à l'étranger, Bernier apporte deux réponses distinctes.

Le Premier Consul entend, affirme-t-il, que tout prêtre qui fera la promesse, fût-il déporté en Espagne ou ailleurs, dès qu'il l'est, en vertu de lois ou arrêtés, et non pas sur un jugement fondé sur des faits étrangers aux serments, puisse rentrer. Il n'en excepte aucun <sup>16</sup>.

Pour les prélats, au contraire, le chef du gouvernement envisage un délai et pose des conditions qui intriguent M. Emery. La lettre du curé de Saint-Laud, remarque-t-il, contient à leur sujet « un article important et embarrassant qui demande des explications ». « Il n'y a cependant pas lieu, pour le présent, écrit l'ancien commissaire des armées royales, au rappel d'un évêque non soumis. Bonaparte m'a dit positivement qu'il fallait attendre qu'il régnât entre les membres du clergé une union que nous désirons tous, avant de se prononcer sur cet objet. » « De quelle union veut-il parler ? se demande le Supérieur général. Entend-il parler des constitutionnels ? Je devais dîner aujourd'hui avec lui, avec M. Duclaux. J'aurais su ce que c'était ; mais il vient d'écrire qu'il était appelé aux Tuileries. » <sup>17</sup>

Ce projet d'union, alors mystérieux, nous paraît aujourd'hui très clair. Le Premier Consul, dès lors, envisageait le règlement général de la question religieuse avec Rome. Mais le discret abbé, qui l'oriente vers le Concordat, ne pouvait, sur ce point, donner plus

---

16. *Emery à Bausset*, avril 1800. D. E., VI, 47.

17. *Id.*, *ibid.*

de précisions, l'affaire se mûrissant dans le plus grand secret.

La démarche de M. Duclaux a donc partiellement abouti. Si une incertitude plane encore sur le sort réservé aux prélats émigrés, M. Emery acquiert du moins la certitude que le commentaire du *Moniteur* traduit bien la pensée du Premier Consul et il en éprouve un véritable apaisement. Mais, pour éclairer l'opinion et supprimer les critiques, il faudrait que le gouvernement donnât à cette assurance purement officieuse un caractère officiel. Une fois de plus, le Supérieur général recourt donc à l'habile intervention du prêtre angevin avec l'espoir d'obtenir une déclaration catégorique et publique, par laquelle tous les doutes se trouveraient levés. Malheureusement, écrit-il à M. de Bausset, « un commencement de troubles en Vendée a obligé le gouvernement à envoyer Bernier dans ce pays. J'en suis fâché, ajoute-t-il ; on aurait pu par ce moyen pousser l'affaire jusqu'au bout »<sup>18</sup>. Le curé de Saint-Laud prévoyait sans doute un échec. A son retour, la question reste en suspens.

Les garanties reçues, bien qu'elles demeurent incomplètes, apportent un argument nouveau en faveur de la promesse, et M. Emery ne manque pas de les invoquer à l'appui de sa décision. Dans les esprits toutefois, la confusion règne toujours, car le décret de Nivôse reçoit dans les départements, selon la situation locale et les dispositions personnelles des préfets, des applications fort différentes, en Anjou et en Bretagne fort libérales, témoin l'arrêté officiel du préfet d'Angers<sup>19</sup>, ailleurs moins bienveillantes et plus strictes. Ici, on réduit le

---

18. A Bausset, 6 avril 1800, D. E., VI, 50.

19. D. E., VIII, 8026.



sens de la promesse à une soumission purement politique ; là, on repousse toute restriction ; ici, on ferme les yeux, laissant en paix les ecclésiastiques qui se dérobent à souscrire l'engagement ; là, on les contraint rigoureusement à se mettre en règle. Le Consulat, à ses débuts, ne réalise pas l'unité ni la cohésion que permettra plus tard la centralisation de l'Empire. Si, dès lors, Bonaparte a déjà, dans ses grandes lignes, arrêté sa politique religieuse, son autorité mal assise ne lui permet pas encore de s'imposer.

## II

Ainsi donc, M. Emery se trouve fixé sur l'interprétation donnée à la promesse par le Premier Consul. Reste à connaître les sentiments de l'archevêque de Paris et du Siège apostolique.

D'aucuns lui reprochent d'avoir, comme en 1792, prévenu leurs décisions. A cette critique, il répond, une fois de plus, qu'on ne pouvait attendre, qu'il fallait se prononcer immédiatement, sous peine de voir les constitutionnels monopoliser le culte. Car ceux-ci ne pouvaient hésiter à souscrire la promesse, et le refus des prêtres fidèles aurait pour effet d'assurer à leurs rivaux la possession exclusive des églises. Ainsi se trouverait renforcé le schisme. Ainsi se trouveraient compromis les intérêts religieux des paroisses, car, sauf quelques régions, comme l'Ouest, sauf une minorité de chrétiens éclairés ou de contre-révolutionnaires irréductibles, l'ensemble des Français, qui tient avant tout aux offices, recourrait sans scrupule aux assermentés. Les études récemment consacrées à certains départements montrent que, sur ce point, le Supérieur de Saint-Sulpice voyait juste. A Blois, par exemple, les rapports

des vicaires généraux en 1802 établissent que, généralement, les campagnes restent indifférentes à l'orthodoxie du célébrant ; dans les Ardennes, on enregistre les mêmes dispositions.

Si, par ailleurs, le Conseil archiépiscopal de Paris avait escompté une décision ferme et catégorique de son archevêque, il eut éprouvé un grave mécompte. Le prélat, comme toujours, tergiverse, hésite. D'une part, les observations de ses mandataires l'impressionnent ; d'autre part, les influences de l'émigration l'inclinent en sens inverse. « Je pense, écrit-il d'abord, que la formule en elle-même est illicite. Mais si, par une explication expresse ou avouée par le gouvernement, elle est réduite à une soumission passive, je l'approuve. »<sup>20</sup> Non content de donner cette interprétation à ses vicaires généraux, il prie ceux-ci de la communiquer, témoin ce mot de M. Emery qui transmet à un destinataire inconnu « la réponse d'Antoine ». « Je n'ai contribué en rien dans le parti qu'il a pris, ajoute le Supérieur, je vous mande son avis, parce qu'il m'en a chargé. Je voudrais bien que cela réunisse tout le monde, mais j'en doute. »<sup>21</sup>

Que l'archevêque approuve la décision de ses représentants, une autre lettre, à mots couverts, nous le certifie. « Quant à ce qui concerne la condition exigée pour votre commerce. écrit M. Emery, Antoine autorise ce qui a été écrit par un de vos associés. Par la réponse qu'il a reçue, il paraît que son avis se trouve d'accord à celui qu'on a suivi. Tant mieux. Il est certain que presque tous les grands commerçants qui

---

20. D. E., V, 275.

21. D. E., I, 277, sans date ni destinataire.

sont au dehors » <sup>22</sup> ne partagent pas son opinion. Par là s'explique que M. de Juigné retombe bientôt dans ses hésitations coutumières. « Sans désavouer ses vicaires généraux qui conseillaient ouvertement la promesse, il laisse dire, il dit peut-être que la démarche lui paraissait illicite. Cette contradiction produisit une grande confusion dans les esprits et n'augmenta pas le prestige du prélat. » <sup>23</sup> De là ce mot sévère du Supérieur mécontent : « Toute la France est imbue du bruit de son opposition à la promesse et cela est déshonorant pour lui et pour nous ; pour nous, qui faisons profession de ne tenir aucun compte de lui ; pour lui, qui malgré tout continue tous nos pouvoirs. » <sup>24</sup>

Le prélat, en effet, ne reste pas insensible à la violente campagne que mènent contre la promesse les milieux de l'émigration. L'attaque se concentre particulièrement sur ses mandataires, principaux responsables du fatal mouvement qui rallie le clergé au régime nouveau. Plus encore que ses collègues, le Supérieur général se trouve en butte aux critiques ; dans un écrit répandu à profusion, l'évêque de Dax dénonce « un prétendu Conseil épiscopal de Paris, présidé par le sieur Emery, ce personnage si fameux par l'apologie du serment de la liberté, de la soumission aux lois, de haine à la royauté » <sup>25</sup>.

On reproche amèrement à M. de Juigné son incurable mollesse ; on voudrait qu'il désavouât ses grands vicaires et les mît enfin à la raison. « Il fait, écrit Maury, un mal incalculable par la faiblesse avec laquelle il tolère les égarements de son Conseil, ivre de

---

22. D. E., I, 181.

23. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, I, 286.

24. A Bausset, 22 juin 1800, D. E., VI, 53.

25. A Bausset, 9 mars 1800, D. E., VI, 38.

presbytéranisme et de démocratie, ouvertement révolté contre le corps épiscopal, et honteusement prostitué à tous les serments qu'on lui a proposés. » <sup>26</sup>

Aussi cherche-t-on à lui adjoindre un coadjuteur plus énergique qui saurait mettre fin aux entreprises de ces révoltés. En septembre 1800, Louis XVIII s'emploie activement à obtenir satisfaction sur ce point qui lui paraît « essentiel » ; il désigne pour cette dignité l'abbé Edgeworth, qui avait assisté Louis XVI sur l'échafaud, et charge l'abbé de Florac d'obtenir le consentement de M. de Juigné à cette nomination, tandis que Maury travaillerait à décider le Pape. Afin de réussir plus sûrement, il va même jusqu'à mettre en branle le tsar Paul I<sup>er</sup>. Cette promotion du coadjuteur de Paris, comme l'élévation au cardinalat de M. de Talleyrand, archevêque de Reims, qu'il sollicite en même temps, présente pour lui « la plus haute importance politique par les effets qu'elle ne peut manquer d'avoir sur l'opinion publique dans l'intérieur de la France » <sup>27</sup>.

Nous ignorons de quelle manière M. de Juigné accueillit la proposition du roi. Rome en tout cas se dérobe. La victoire de Marengo avait consacré le pouvoir de Bonaparte ; les négociations du Concordat s'engageaient. On opposa à cette double demande une fin de non-recevoir.

Si les fluctuations de l'archevêque réduisent ses vicaires généraux à leur propre initiative, la Cour pontificale, d'autre part, ne tranche pas le problème que pose la promesse. Quand paraissent les décrets de Nivôse, le Saint-Siège se trouve vacant depuis le

---

26. Maury à d'Avaray, 15 janvier 1801, *Correspondance diplomatique du cardinal Maury*, p. p. Mgr RICARD, II, 94.

27. Louis XVIII à Paul I<sup>er</sup>, 8 septembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 99-100.

25 août. Le Conclave, réuni péniblement à Venise le 30 novembre, n'aboutit pas, en raison des influences contraires qui partagent les cardinaux. Le nouveau Pape, quel qu'il fût, aurait besoin de quelque temps pour s'orienter au milieu d'une situation si complexe. On ne pouvait attendre sa décision, faute de se voir évincé par les constitutionnels qui, sous l'énergique impulsion de Grégoire, travaillaient activement à réorganiser leur culte.

Dès qu'il apprend l'élection de Pie VII, M. Emery en appelle à son jugement.

Voici le Pape nommé, écrit-il à son ami M. de Bausset. Je pense qu'il est très convenable que vous vous occupiez d'un mémoire sur la promesse et d'autres points de la situation de l'Eglise de France pour lui faire parvenir vos raisons, car vous ne doutez pas qu'il soit circonvenu aussitôt par les opposants 28.

Ceux-ci ne venaient-ils pas en effet de lui surprendre, grâce aux manœuvres de Maury, une reconnaissance officielle des droits de Louis XVIII, en obtenant qu'il notifiât au prince son avènement au souverain pontificat ? Les informations du Pape ne pouvaient sans péril rester unilatérales. Aux yeux du Supérieur général, les évêques présents en France doivent lui exposer non seulement leur manière de voir sur la promesse, mais aussi l'état général de l'Eglise gallicane, pour qu'une connaissance plus complète de la situation vienne éclairer son jugement sur le sens et la portée de ce serment. Il se met donc en devoir de rédiger un long mémoire qu'adoptent et prennent à leur compte tous les prélats restés sur place, document capital dont une simple analyse ne peut qu'amoindrir la portée.

---

28. A Bausset, 28 mars 1800, D. E., VI, 47.

Le mémoire s'ouvre sur un début très sombre. « Est-il une Eglise qui ait jamais éprouvé une désolation semblable ? » se demande M. Emery ; et il énumère successivement ce qu'il appelle « ses calamités ». En premier lieu, figure l'impiété, « si longtemps dominante qu'on n'a négligé aucun moyen de détruire le christianisme ». Contre ces attaques, les évêques de France ne peuvent réclamer du Pape dans le moment « que les secours de ses conseils et de ses prières ». Ils suggèrent néanmoins que, pour enlever aux philosophes et aux incrédules « une de leurs principales ressources », le meilleur moyen serait encore de rendre au clergé « la paix domestique ; car Votre Sainteté n'ignore pas que les divisions ecclésiastiques sont infiniment pernicieuses au fond même du christianisme et que c'est de la persuasion de cette funeste vérité que le plus redoutable ennemi de notre religion, Julien l'Apostat, les a fomentées de toutes ses forces ». L'unité retrouvée permettrait aux catholiques de concentrer leurs efforts pour tenir tête à un assaut redoutable que leurs divisions favorisent trop ; au lieu de s'épuiser en querelles intestines qui font le jeu de leurs adversaires, ils pourraient conjuguer toutes leurs énergies pour tenir tête à ce redoutable assaut.

Ebranlée du dehors, l'Eglise gallicane souffre, en outre, de divisions intestines par le schisme constitutionnel qui constitue sa « seconde calamité ». Pour réduire ce schisme, on peut s'adresser aux chefs, les évêques, ou aux simples prêtres. Vis-à-vis des premiers, les prélats signataires n'ont tenté aucune démarche ; ils en donnent la raison : « l'ignorance où ils sont de ce qui serait agréable à leurs collègues exilés et de ce qu'exigerait le Saint-Siège ». A cette raison, ils auraient pu en ajouter une autre, et qui répondait à leur

pensée de derrière la tête : toute tentative de rapprochement aboutirait à un échec. Les simples prêtres, au contraire, « avec beaucoup d'indulgence et de charité », reviendraient assez facilement de leurs erreurs ; « dans les diocèses où l'on use de cette voie », l'expérience s'avère concluante. « Si le mouvement de réconciliation s'étendait, si le culte catholique jouissait partout de la liberté, les faux évêques, qui deviendraient absolument nuls une fois abandonnés de leur clergé, ne seraient pas éloignés de se soumettre et de céder, s'ils pouvaient espérer un traitement qui ne les déshonorât pas. »

Comme si la séparation des deux Eglises ne suffisait point, les divers serments exigés depuis 1792 « ont entraîné des schismes partiels entre les catholiques non moins préjudiciables que le schisme des constitutionnels », « troisième calamité », pire peut-être que les deux autres. M. Emery, au nom des évêques, reprend donc la question des divers serments pour justifier la conduite de ceux qui les ont conseillés ou prêtés. Il termine par le dernier, la promesse de fidélité, et les arguments qu'il apporte en sa faveur se ramènent à trois : l'interprétation du *Moniteur*, interprétation officielle : « Nous en avons acquis la certitude par des informations prises auprès des nouveaux conseillers d'Etat et du Premier Consul lui-même » ; la conviction que le fait de se soumettre à la Constitution n'implique pas approbation de toutes les lois ; les précédents de 1790 ; car, en 1790, les évêques de France, sans aucune restriction, prêtèrent le serment de maintenir de tous leurs pouvoirs une Constitution dont certains articles comportaient déjà la confiscation des biens ecclésiastiques.

Le mémoire se concluait par l'engagement formel de se ranger, quoi qu'il arrive, aux décisions du Pape.

« Au reste, Très Saint Père, prononcez dans votre sagesse et faites-nous connaître votre jugement. Nous ne céderons en docilité et en soumission à aucun de nos collègues. Nous sommes disposés à dire que Pierre a parlé par votre bouche. » Ce qui n'empêchait pas les évêques, dans l'hypothèse où le Pape interdirait la promesse, de dégager, en termes fort déférents et à mots couverts, leur responsabilité au sujet des conséquences qu'entraînerait pareille condamnation. « Si, d'après la décision de Votre Sainteté et les circonstances où nous sommes, nous devons interdire l'exercice public du culte, si la religion par défaut de ce culte achevait de s'oublier et de périr parmi nous, notre excuse auprès du Prince des pasteurs serait dans l'obéissance que nous devons à celui qui est chargé de paître les brebis aussi bien que les agneaux. » <sup>29</sup>

Achévé le 15<sup>e</sup> mai 1800, le mémoire reçoit l'approbation des prélats résidant en France. Mais par quel canal le faire parvenir à destination ? Le Supérieur général s'abouche avec l'ambassadeur d'Espagne, Labrador, qui séjourne à Paris avant de regagner Rome. Malheureusement le départ de Labrador est différé ; Talleyrand retient le ministre parce qu'il veut lui aussi utiliser son entremise. « Il s'agit de mesures à prendre par le Pape, auprès duquel il se rend, écrit, le 25 juin, M. Emery à M. de Bausset. » <sup>30</sup>

A cette date, en effet, le Premier Consul avait déjà, par le cardinal Martiniana, engagé les premières négociations pour la conclusion d'un Concordat, et ces tractations n'échappent pas à M. Emery. L'ambassadeur d'Espagne, avec lequel « il doit avoir une confé-

---

29. D. E., II, 415-426.

30. A Bausset, 25 juin 1800, D. E., VI, 55.



rence », apportera, avec le courrier diplomatique de Talleyrand, le mémoire des évêques de France. Il emportera aussi deux lettres de M. de Bausset pour le cardinal Gerdil et pour le Pape lui-même. Le Saint-Siège sera donc informé de la situation exacte de l'Eglise de France et des conditions dans lesquelles se présente la prestation de la nouvelle promesse. Il pourra, en connaissance de cause, étudier et trancher le délicat problème posé à la conscience des prêtres catholiques par les décrets de Nivôse.

Le débat ouvert en décembre 1799 n'est pas à la veille de se clore. Nous retrouverons dans les chapitres qui suivent le mémoire des évêques de France et l'affaire toujours épineuse du serment de fidélité.

### III

D'autant que, sur le problème de la promesse, vient s'en greffer un autre, l'administration des diocèses vacants. En 1799, quarante-trois Eglises de France se trouvent sans évêques par suite du schisme, du martyre ou de la mort de leur légitime pasteur. Normalement, le gouvernement en revient au Chapitre qui doit nommer un vicaire capitulaire, et une première instruction pontificale, en date du 13 avril 1791, avait confirmé ce principe du Droit canon. Mais les prélats observent que, vu la désagrégation des Chapitres disloqués par l'émigration, une élection régulière apparaît difficile, et, le 26 octobre de la même année, une seconde instruction romaine arrête que l'administration, en cas de vacance, relèvera de l'archevêque ou du plus ancien suffragant, « si le Chapitre ne peut nommer un vicaire capitulaire ».

Or, cette clause restrictive prête bientôt à contes-

tations. Les chanoines qui se regroupent soit en exil, tels ceux de Saintes, soit sur place, tels ceux de Coutances, de Lyon, de Rouen, entendent exercer leurs droits. Leur objecte-t-on qu'ils sont trop peu nombreux pour représenter leurs corps ; ils se retranchent derrière l'adage : *Tres faciunt capitulum*. Leur oppose-t-on la règle qui fixe pour l'élection un délai de huit jours ; ils répondent que des circonstances exceptionnelles exigent plus de latitude. De là, entre les votants, l'archevêque ou le plus ancien suffragant, qui invoquent les instructions pontificales, de graves divergences et, dans le sein des diocèses, de pénibles divisions. A Coutances, par exemple, en 1798, après la mort de M. de Talaru, sept chanoines désignent deux vicaires capitulaires, mais, de son côté, M. Litard, auquel le défunt prélat avait confié ses pouvoirs, recourt à M. de La Rochefoucauld qui lui maintient son mandat et Rome donne raison au métropolitain <sup>31</sup>.

Bientôt même, la Cour pontificale intervient directement, passe par-dessus le Chapitre et l'archevêque, et nomme, de sa propre autorité, des administrateurs apostoliques. C'est le cas pour Lyon où l'affaire se complique par suite du désaccord des chanoines. Un premier Chapitre se réunit, en effet, qui comprend seulement trois votants. Ceux-ci désignent comme mandataire M. de Rulley. Mais les anciens vicaires généraux de M. de Marbeuf entrent en lutte avec cet ecclésiastique, dont le tempérament autoritaire les irrite. Ils réunissent donc un second Chapitre qui procède à une désignation nouvelle. Sur les entrefaites, arrive à Lyon un quatrième chanoine qui convoque un troisième

---

31. J. BINDET, *Bécherel*, 221.

Chapitre, lequel confirme le vote du premier<sup>32</sup>. Linsolas en réfère au Sacré-Collège réuni en Conclave à Venise. D'après l'instruction d'octobre 1791 et le précédent de Coutances, le gouvernement du diocèse devait revenir au plus ancien suffragant, l'évêque de Mâcon. Mais les cardinaux nomment administrateur apostolique M. Verdollin, qu'ils chargent, en outre, d'Autun et d'une partie de Sens, vacants par l'abdication de Talleyrand et de Brienne.

Il en résulte un conflit extrêmement aigu. Ce conflit est d'abord d'ordre canonique et met en opposition les principes ultramontains et les principes gallicans. Au nom de ce qu'ils appellent « nos libertés », les chanoines repoussent ce qui leur paraît une exigence abusive de l'autorité romaine<sup>33</sup>. Ce conflit canonique, à lui seul fort irritant, se double d'un autre qui achève de tout envenimer. Les vicaires capitulaires que nomment généralement les chanoines adoptent, en effet, les vues du Conseil épiscopal de Paris, la méthode parisienne, selon le mot de Mgr Pisani. Ils autorisent la promesse, excluent toute rigueur dans la réconciliation des constitutionnels, dans la solution des problèmes de morale posés par la crise révolutionnaire ; ils favorisent le ralliement au gouvernement, se tiennent à l'écart des mouvements contre-révolutionnaires, ne partagent ni les illusions, ni la politique des évêques émigrés. Or, on constate que les administrateurs nommés par les archevêques ou le plus ancien suffragant, à Coutances, en

---

32. Y. MONTERNOT, *M. de Marbeuf*, 397-398.

33. Bernier, dans une note du 3 octobre 1800, invoque auprès de Talleyrand cet argument pour hâter les nominations épiscopales : « Plus la décision sera retardée, écrit-il, plus Rome empiètera sur les libertés de la France ». BOULAY, *Documents*, I, 111-112.

1798, à Rouen en 1800, ou désignés par Rome à Lyon en 1800, à Rouen en 1801, suivent une ligne de conduite exactement opposée. Ils condamnent tous les serments, se montrent intransigeants pour la rétractation des assermentés, pour la restitution des biens ecclésiastiques, pour la réitération des sacrements administrés par les intrus ; hostiles à la République, partisans zélés de la restauration monarchique, dociles aux consignes de l'émigration, ils appliquent ce que Mgr Pisani a appelé la méthode de Lyon <sup>34</sup>.

Le choix des mandataires, d'autre part, se révèle parfois malheureux. L'exemple de Clément, promu en 1800 par l'évêque de Séez au gouvernement de l'archidiocèse de Rouen, reste le plus typique. On sait quelles furent les extravagances de ce personnage excessif et sans jugement, « caractère entier, fanatique, incapable de concessions et d'accommodements, un persécuté persécuteur », écrit M. Ledré, « type admirable de sectaire virulent et intraitable » ; « un illuminé, assurent ses adversaires, un homme très dangereux, un fou » <sup>35</sup> ; on dit même un intéressé, un ambitieux. Clément finira dans le schisme, car « il n'y a qu'une religion, la sienne » <sup>36</sup> ; il promènera le fer et le feu dans tout le diocèse. Il ne faudra pas moins que la poigne énergique du mal commode cardinal Cambacérès pour remettre un peu d'ordre dans l'Eglise de Rouen. Spina lui-même, plus tard, déclarera cette nomination regrettable <sup>37</sup>, et le bon Caprara écrira de M. du Plessis d'Argentré, responsable de cette désignation malencontreuse : « M. de Séez sera dans son âge avancé un

34. P. PISANI, *L'Eglise de Paris et la Révolution*, IV, ch. III.

35. Ch. LEDRÉ, *Le cardinal Cambacérès*, 45 et 50.

36. *Id.*, 36.

37. BOULAY, *Documents*, IV, 434.

saint ; mais il ne se conduit pas dans cette affaire de la façon la plus prudente. »<sup>38</sup>

A distance, il arrive que les plus remuants et les plus intrépides paraissent les plus zélés et les plus sûrs. Dès 1795 pourtant, l'évêque de Sisteron avait mis en garde contre ce péril. Laissant de côté la question de principe, qui oppose ultramontains et gallicans, il insinue que, sur place, on a l'avantage de mieux connaître les hommes, qu'on risque beaucoup moins de se laisser tromper par les apparences et par l'ambition.

Il pourrait arriver, écrit-il, que, contre l'intention du Saint-Père, le gouvernement d'un diocèse se trouverait remis en des mains peu propres à s'en acquitter dans des moments si difficiles auxquelles peut-être l'évêque aurait refusé de les confier. Beaucoup et peut-être trop d'ecclésiastiques sont rentrés dans ces derniers moments. D'aucuns par zèle, sans doute, mais sans consulter leurs forces, ont pu être jaloux d'y porter la plénitude des pouvoirs<sup>39</sup>.

M. de Séez n'avait pas eu connaissance de cette lettre adressée au Souverain Pontife. Trop prévenu, d'ailleurs, par des influences partisans, il ne pouvait goûter ce sage avertissement.

On doit tenir compte de toutes ces données pour comprendre la position de M. Emery. M. Emery est gallican ; comme tel, il soutiendra constamment le droit des Chapitres à assurer par eux-mêmes le gouvernement des diocèses vacants ; il n'admet pas qu'on dépossède les chanoines au profit du métropolitain ; il admet encore moins que Rome, de sa propre autorité, nomme des administrateurs apostoliques. Ses concep-

---

38. BOULAY, *Documents*, IV, 434.

39. *Observations de l'évêque de Sisteron*, A. Theiner, *Affaires religieuses de France*, II, 282-283.

tions canoniques, le cardinal di Pietro le reconnaît <sup>40</sup>, s'inspirent des principes admis par l'ensemble des ecclésiastiques français. La législation de l'Eglise n'avait en ce temps-là ni la netteté, ni la précision de l'actuel Droit canonique. De même que les procès fixent la jurisprudence, de même que les hérésies fixent le dogme, les controverses de 1799 et de 1800, relatives à l'administration des diocèses vacants, ont amené Rome à définir en cette matière les prérogatives du Siège apostolique. Ce qui apparaît aujourd'hui incontestable se trouvait alors bel et bien contesté par le clergé gallican presque unanime. Il faut s'en souvenir, si l'on veut juger équitablement l'attitude du Supérieur général.

Il faut observer, en second lieu, que, pour lui, les principes gallicans ne se trouvent pas seuls en cause ; sa correspondance avec le Chapitre de Lyon en fait foi. Sans doute, la validité de l'élection faite par les chanoines de la Primatiale ne lui semble pas indiscutable. Ces trois votes successifs, auxquels prennent part trois, puis quatre chanoines, sans parvenir à s'entendre, laissent planer un doute très grave sur la régularité de leur opération. Mais pourquoi n'avoir pas appliqué l'instruction pontificale d'octobre 1781, en remettant l'administration au plus ancien évêque suffragant, M. de Mâcon ?

Je vous dirai franchement ce que je pense, écrit M. Emery ; c'est à M. de Mâcon qu'on en veut. On a craint que le diocèse, après la mort de M. de Marbeuf, ne tombe sous sa juridiction. On s'est empressé de recourir à Rome pour faire

---

40. BOULAY, *Documents*, IV, 450, note 3. Dans une lettre du 13 mai 1802, le cardinal di Pietro dira des principes de M. Emery sur la nomination par Rome d'administrateurs apostoliques qu'ils sont « *non plausibili* », mais « *adottati comunemente dal clero francese* ».

pourvoir à son gouvernement et y perpétuer les principes et les mesures d'après lesquels il avait été gouverné, principes et mesures qu'on savait différents de ceux de ce prélat <sup>41</sup>.

En écartant M. de Mâcon, c'est la méthode de Paris que l'on veut exclure, pour assurer le triomphe de la méthode de Lyon dont le rigorisme effraye le Supérieur général.

Je ne vous dissimulerai pas, avoue-t-il, que la manière dont on se conduit jusqu'ici dans votre diocèse me paraît affreuse. Je vous ferais profondément gémir, si je vous disais tous les maux qui en ont résulté pour les affaires générales dans l'un et l'autre genre. J'ai sur ce sujet des anecdotes convaincantes <sup>42</sup>.

Et il dénonce amèrement l'impitoyable système qui régit la primatie des Gaules « avec une verge de fer » <sup>43</sup>.

Quant à la désignation de M. Verdollin, malgré l'estime qu'il professe pour ce digne ecclésiastique, M. Emery la déplore. Comment cet administrateur, qui réside à Hildersheim, au fond de l'Allemagne, pourrait-il gouverner en connaissance de cause une Eglise si lointaine ? Comment, à pareille distance, juger de l'exacte situation ? Comment rester insensible aux influences de l'émigration qui faussent ses perspectives ? Par ailleurs, cette nomination lui semble le résultat d'une manœuvre politique qui a profité de la vacance du Saint-Siège pour abuser de la bonne foi des cardinaux.

Je suis très fâché, écrit-il, que l'excellent M. Verdollin s'implique dans cette affaire qui lui fera peu d'honneur. Tout ceci n'est qu'une affaire d'intrigues, de la part de quelques prélats

---

41. A *Linsolas*, 9 février 1800, D. E., XII, 283.

42. *Id.*, *ibid.*

43. A *Linsolas*, 19 mars 1800, D. E., XII, 304-305.

qui compromettent en même temps et la Cour de Rome et l'Eglise gallicane sans aucun sujet <sup>44</sup>.

Certains aveux échappés à des agents royalistes montrent que le Supérieur général avait bien lu dans le jeu du parti monarchique. « Vous remonteriez facilement sur le trône, écrivait à Louis XVIII le général de Précy, si on faisait dans chaque diocèse ce que j'ai vu faire dans celui de Lyon. » <sup>45</sup> On ne constate pas sans un certain étonnement avec quel opportunisme les évêques réfugiés en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, font litière, en l'occurrence, de ces principes gallicans qu'ils professaient avec une conviction si fervente, qu'ils invoqueront en 1802 pour s'opposer au Concordat, qu'ils s'appliqueront sous la Restauration à remettre en honneur. Les conditions même dans lesquelles se rétablit le calme au sein de l'Eglise lyonnaise trahissent une fois de plus combien la politique se mêle à cette question. Ce que n'avaient obtenu ni les efforts de M. Emery pour aboutir à une conciliation, ni l'obéissance aux ordres de Rome, une injonction formelle de Louis XVIII suffit à l'imposer. Par soumission au roi légitime, les chanoines reconnaîtront l'autorité de l'administrateur apostolique Verdollin, « tant le royalisme était en faveur auprès du clergé lyonnais » <sup>46</sup>.

On constate, une fois de plus, chez le Supérieur général, le souci constant de séparer les deux domaines et de mettre fin à la détestable confusion qui avait porté de si grands préjudices aux intérêts de l'Eglise

---

44. A Linsolas, 4 février 1800, D. E., XII, 282.

45. DURIEUX, *Tableau historique du diocèse de Lyon pendant la persécution religieuse*, 359.

46. C. LATREILLE, *La petite Eglise de Lyon*, 45.



durant toute la Révolution. Les principes canoniques du droit gallican, qui règlent son attitude au sujet de l'administration des diocèses vacants, appellent, sans doute, des réserves formelles. Mais la justice oblige à reconnaître qu'en voulant dégager l'Eglise de France de toute compromission partisane, il s'inspirait, avec une sagesse toute surnaturelle, du plus authentique esprit chrétien.

## CHAPITRE II

### LES NEGOCIATIONS CONCORDATAIRES

I. Le discours de Bonaparte au clergé de Milan. Sa diffusion par M. Emery. Retour de Bernier. Arrivée de Spina à Paris. Vie retirée de Spina. — II. M. Emery et Spina. Leurs entretiens. Le mémoire des évêques. La situation générale de l'Eglise de France. — III. L'attentat de Noël. Première entrevue de M. Emery et de Bonaparte. — V. Spina et la promesse de fidélité. Révélation de Maury sur la condamnation de la promesse par la Congrégation des cardinaux. Embarras de Spina. Démarche de M. Emery auprès des ministres. Suggestions de Spina à Consalvi. La crise du Concordat.

#### I

Les premières mesures de pacification demeuraient hésitantes. L'autorité encore mal assise du Premier Consul devait compter en effet avec une double opposition, celle des révolutionnaires qui ne désarment pas vis-à-vis de l'Eglise, celle des contre-révolutionnaires qui compromettent celle-ci avec obstination, en faisant le jeu de ses adversaires. La liberté, reconnue au culte au prix d'une nouvelle promesse maladroitement formulée, avait accentué la division des catholiques au lieu d'assurer leur ralliement au régime nouveau ; la

confiance ne règne pas, l'union encore moins. Les conceptions de Bonaparte se trouvent pourtant d'ores et déjà arrêtées ; mais pour que sa politique s'affirme et s'impose, il lui faut d'abord consolider son pouvoir. Marengo qui consacre définitivement sa puissance lui permettra, avec un prestige nouveau, de dévoiler et de réaliser ses plans. Le régime des demi-mesures, auxquelles il dut provisoirement se borner, a pris fin ; on arrive au règlement général de la situation religieuse ; des négociations s'ouvrent qui aboutiront au Concordat.

Lorsque le vainqueur de Marengo rentre en France, on ignore les entretiens de Verceil et ses premières propositions au cardinal Martiniana. Mais le discours qu'il avait adressé au clergé de Milan et que publient certains journaux, contraste si vivement avec le ton ordinaire des harangues officielles que l'opinion intriguée se perd en conjectures sur la portée exacte de ses déclarations. Le 14 Messidor an VII (3 juillet 1800), un article officieux du *Journal de Paris*, rédigé par Roederer sur les indications de Bonaparte lui-même, en fait connaître la substance :

Il a dit aux patriotes milanais : laissez vos prêtres dire la Messe. Le peuple est souverain. S'il veut sa religion, respectez sa volonté. Il a dit aux prêtres de Milan assemblés en Consistoire : les amis naturels de l'Italie sont les Français. Que pouvez-vous attendre des protestants, des Grecs, des musulmans ? Les Français, au contraire, sont de la même religion que vous. Nous avons bien eu quelques disputes ensemble, mais tout cela se raccommode et s'arrangera <sup>1</sup>.

C'était la liberté religieuse promise ; c'était l'annonce, encore voilée mais déjà assez claire, d'un accord et d'une réconciliation.

---

1. *Journal de Paris*, 14 Messidor an VII.

Cette démonstration oratoire relevait évidemment d'un calcul. Elle frappe d'autant plus M. Emery que ses relations personnelles lui permettent un complément d'information. « J'ai appris par un conseiller d'Etat, écrit-il à M. de Bausset, le 8 juillet 1800, les propos très favorables à la religion tenus par Bonaparte. Vous serez étonné d'apprendre ce qu'il a dit au clergé de Milan. »<sup>2</sup> *Le Journal de Paris*, en effet, ne reproduisait pas le discours intégral qui semble bien avoir été plus explicite et il reste possible que le Supérieur général ait recueilli de son interlocuteur des assurances encore plus marquées. Le texte publié en Italie, sous le titre : « Allocution aux curés de Milan », se montre autrement catégorique que l'article officieux de Roederer, si catégorique même « qu'il abonde en passages où les pensées du général sont évidemment remaniées et faussées »<sup>3</sup>. Il n'en devenait que plus capable d'impressionner l'esprit public. Aussi est-ce sous cette forme que les *Annales philosophiques, morales et littéraires* le reproduisent<sup>4</sup>, avec une évidente satisfaction. M. Emery lui-même s'applique de bonne foi à répandre cette version ; il l'édite à ses frais, l'expédie à ses amis, à ses confrères, à M. Vernet en particulier, avec ordre de la diffuser dans leur région.

La police, qui met tout son zèle à saisir ces « libelles fanatiques », a beau poursuivre les colporteurs ; les efforts de Fouché et de ses agents restent vains. Bonaparte, qui a cherché délibérément cet éclat et personnellement inspiré l'article du *Journal de Paris*, tolère avec un sourire amusé les manœuvres

2. A Bausset, 8 juillet 1800, D. E., VI, 59.

3. BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la négociation du Concordat*, I, 21, note 2.

4. *Annales philosophiques et littéraires*, 1800, II, 244.

impuissantes de son ministre rageur. Qu'on ait forcé le sens de ses paroles, il ne s'en soucie guère. Il a voulu frapper l'opinion, et si le discours qu'on lui prête n'est pas absolument authentique, il n'atteint que plus sûrement son objet. Ceux qui, avec le Supérieur général, entreprennent cette campagne de presse servent donc utilement sa politique. Le problème est posé. Quant à la solution, vu les ménagements à prendre, elle se révélera progressivement.

Le mystère continue donc à planer sur les projets du Premier Consul et rien ne perce encore des négociations entreprises. M. Emery lui-même ne réussit pas à savoir. Pourtant, il se tient aux aguets, avec l'intuition que quelque chose se prépare et, grâce à ses relations, multiplie les sondages dans les milieux officiels.

Sur la fin de septembre 1801, réapparaît Bernier. Ce retour lui semble symptomatique. « Bernier est revenu, écrit-il à M. de Bausset, et, je crois, par ordre, pour affaires ecclésiastiques. »<sup>5</sup> Mais le curé de Saint-Laud demeure plus impénétrable que jamais et sa présence ne fournit que de simples indices sans permettre aucune conclusion. Quelques jours plus tard, le voile partiellement se déchire : « J'ai appris d'un prélat irlandais, qui le tient d'un ambassadeur, qu'on expédie des passeports au nonce Spina »<sup>6</sup>, confie M. Emery à l'évêque d'Alais. Le renseignement était sûr et son correspondant en eût apprécié toute la valeur, s'il avait pu identifier les deux personnages que le prudent Supérieur se garde bien de nommer ; il s'agit, en effet, de l'évêque de Waterford et de M. de Musquiz, ambassadeur d'Espagne ; car l'Espagne, seule puissance

---

5. A Bausset, 27 septembre 1800, D. E., VI, 64.

6. A Bausset, 3 octobre 1800, D. E., VI, 65.

catholique représentée à Paris, s'employait depuis quelque temps à favoriser un rapprochement entre la France et Rome ; M. Emery, qui avait utilisé les services de Labrador pour transmettre la lettre des évêques à Pie VII, n'ignorait pas son intervention.

Par le même prélat, le Supérieur général apprend, quelques semaines plus tard, la présence à Paris du nonce pontifical, débarqué dans le plus grand mystère. « M. Spina est arrivé avant-hier, mande-t-il le 7 novembre à M. de Bausset. Il doit dîner à l'ambassade d'Espagne avec l'évêque de Waterford. »<sup>7</sup>

Pour connaître cette première démarche, il fallait des informations spéciales, car le représentant du Saint-Siège s'applique à passer inaperçu ; loin d'afficher sa mission et son caractère, il s'efface le plus qu'il peut. Point de suite, sauf le bon Caselli, le plus modeste des hommes ; point d'équipage, sauf un seul courrier, Livio Palmoli. Aucun signe extérieur de sa dignité ; il porte des habits civils depuis le passage de la frontière. Pour séjour, une simple chambre d'hôtel, rue Saint-Dominique, dans laquelle il s'enferme pour échapper aux indiscrets. Aucune relation, sauf avec l'ambassadeur d'Espagne, M. de Musquiz, qui lui sert de mentor, le renseigne sur les hommes et les choses, et avec le mandataire de Bonaparte, Bernier. Selon sa propre expression, Spina mène une vie très retirée, *vita ritiratissima*<sup>8</sup>, écrit-il à Consalvi. C'était la consigne de sa cour, dont il exécute les ordres à la lettre. C'était aussi la consigne de Talleyrand. Tout doit rester secret, lui avait dit le ministre, Autun, comme écrit le nonce, en le

7. A Bausset, 7<sup>e</sup> novembre 1800, D. E., VI, 71.

8. Spina à Consalvi, 22 novembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 137.

désignant toujours par son titre épiscopal ; officiellement, il vient seulement pour traiter d'affaires temporelles ; des affaires ecclésiastiques, il faut qu'on ne sache rien, sans quoi les philosophes, les constitutionnels, les jacobins se déchaîneraient et les prêtres de tous les partis viendraient le tourmenter<sup>9</sup>.

Ces instructions répondaient parfaitement aux dispositions et aux tendances personnelles du négociateur romain. Chez lui, on ne trouve ni les qualités brillantes, ni l'élégante distinction, ni les airs dégagés, ni les vues parfois hardies, ni l'esprit de décision du cardinal Consalvi qui, du premier coup, se mettra à l'aise dans le milieu parisien. C'est un théologien sûr, mais un homme effacé, timide, un peu lent, un peu gêné aux entournures, un peu gauche, attaché aux traditions, essentiellement circonspect.

Spina par ailleurs se trouve entièrement dépaycé. La France a toujours mis sa coquetterie à déconcerter ses hôtes étrangers. La France, il l'a regardée de Valence, et le séjour forcé qu'il fit aux bords du Rhône, avec Pie VII captif, ne saurait lui laisser des souvenirs bien attendris. Il l'a regardée de Rome. Si, en débarquant à Paris pour subir sa séduction, Consalvi s'aperçoit immédiatement que, sur les rives de la Seine, les perspectives ne sont pas les mêmes que sur les rives du Tibre, l'archevêque de Corinthe réalise difficilement l'accommodation nécessaire. Il reste désorienté et embarrassé. Il reste surtout très défiant, défiant vis-à-vis du gouvernement issu de la Révolution, défiant vis-à-vis de la mentalité ambiante, défiant, enfin, vis-à-vis du clergé gallican qui lui paraît sujet à caution. Aussi se complait-il dans un isolement systéma-

---

9. *Spina à Consalvi*, 22 novembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 137.

tique et se plie-t-il sans aucune peine aux consignes concordantes de sa cour et de Talleyrand.

Cet isolement toutefois ne va pas sans danger. Que la cour de Rome ait prescrit à Spina cette vie très retirée, on se l'explique par la prudence qu'impose une situation délicate ; s'afficher, se produire, se répandre, c'était compromettre toute l'entreprise, et le Saint-Siège tient essentiellement au succès des négociations. En conseillant la même ligne de conduite, le ministre des Relations extérieures s'inspirait de vues toutes différentes. Sans aviser le Pape, il avait, de sa propre initiative, subitement transporté à Paris le siège des pourparlers afin de mieux tenir à merci le nonce réduit à ses seules ressources. Dans la capitale, il poursuit le même dessein en le chambrant. Livré à lui-même, le représentant de Pie VII se trouverait plus sensible aux manœuvres enveloppantes du subtil et industrieux Bernier ; privé de tout contact avec l'extérieur, il manquerait en outre d'informations sur la situation religieuse de la France ; les ecclésiastiques surtout se veraient impitoyablement écartés, qu'ils fussent jureurs ou réfractaires. On craignait charitablement que ceux-ci ne tourmentassent le pauvre prélat ; en réalité, sous ce vertueux prétexte, on entendait surtout évincer, non point les constitutionnels peu susceptibles de l'influencer, mais leurs adversaires demeurés, envers et contre tout, fidèles à l'Eglise romaine.

Avec sa perspicacité coutumière, M. Emery discerne le péril et cherche à le conjurer. Personnellement, il n'éprouve aucun désir de s'entremettre et, par là, se distingue de Bernier, toujours impatient de se jeter dans les affaires, toujours pressé de se mettre en avant. Le bruit court pourtant que le Premier Consul



aurait chargé le Supérieur général de la négociation<sup>10</sup>, et ce bruit prend assez de consistance, pour qu'en juin 1801, celui-ci expédie encore de catégoriques démentis. « Vous êtes dans une grande erreur, écrit-il à Romeuf, si vous croyez que j'ai eu des conférences avec B... sur les affaires ecclésiastiques. Je ne m'en suis pas plus mêlé et je n'ai pas été plus consulté que vous. »<sup>11</sup> Par son savoir, sa conduite irréprochable, l'estime générale dont il jouissait, son attitude en faveur de la promesse, il semblait « pourtant tout désigné pour remplir ce poste d'honneur et de confiance »<sup>12</sup>, note M. Séché, avec le regret manifeste qu'on n'ait pas recouru à pareille compétence.

Bonaparte lui préféra Bernier, « le prêtre qu'il me faut », déclarait-il en quelques mots très brefs qui sous-entendaient beaucoup de choses. Les faiblesses de l'homme, « un scélérat, disait le Premier Consul, mais j'en ai besoin, et je m'en sers », son ambition dévorante, son inlassable complaisance vis-à-vis du pouvoir, son manque total de scrupules lui donnaient des titres qui manquaient heureusement à M. Emery, trop indépendant, trop désintéressé, trop honnête pour se prêter au rôle que réserve à son mandataire le chef du gouvernement français. La justice cependant oblige à reconnaître que le choix du curé de Saint-Laud fut excellent. Si les ombres ne manquent point, loin de là, dans sa carrière agitée et dramatique, avec des procédés à lui, mais aussi avec une intelligence, une souplesse, une ténacité merveilleuse, il se montra dans cette négo-

---

10. PICOT, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, IV, 659.

11. A Romeuf, 29 juin 1801, D. E., IX, 9153.

12. T. SÉCHÉ, *Les origines du Concordat*, II, 64.

ciation si délicate, un grand serviteur de l'Eglise et de son pays.

M. Emery toutefois ne cache pas son inquiétude, car il se méfie de Bernier ; il craint que Spina, livré sans contrepoids à son influence, renseigné exclusivement par lui, ne se méprenne sur la situation réelle et ne se laisse circonvenir. Son intérêt personnel lui conseillerait pourtant de rester à l'écart. Mais le souci de la religion l'emporte sur celui de sa propre tranquillité ; de là ses tentatives répétées pour joindre le prélat ; de là une série d'entretiens qu'il est difficile de dater avec précision, les lettres du Supérieur général à M. de Bausset ne comportant, pour cette période, ni signature ni indication de mois<sup>13</sup>.

## II

C'est le 12 novembre que M. Emery rencontre pour la première fois le représentant du Saint-Siège ; mais il le voit « cinq ou six minutes seulement ». Spina se montre réticent ; fidèle à répéter la leçon apprise de Talleyrand, il « donna à entendre que les affaires temporelles faisaient en ce moment une grande diversion aux spirituelles ». Comme son interlocuteur lui demande si la lettre des évêques de France est bien parvenue au Pape, l'archevêque de Corinthe se dérobe. « Il m'a dit que le cardinal Gerdil n'était arrivé à Rome que deux jours avant son départ. Je lui ai représenté que

---

13. Souvent elles portent seulement le quantième du mois, sans indication de ce mois. M. Faillon, en constituant le dossier, a voulu préciser les dates de ces lettres qu'il a portées sur les manuscrits. Les dates qu'il leur a assignées sont souvent inexactes. Boulay de la Meurthe a redressé cette erreur grâce aux indications fournies par les dépêches de Spina, *Documents*, I, 131.

M. Labrador lui aurait envoyé votre lettre, comme il avait envoyé la mienne au cardinal Dugnani ; il m'a répondu que cela aurait bien pu ne pas arriver, parce le cardinal Gerdil avait été chaque jour attendu à Rome, qu'il s'était arrêté un mois à Bologne. D'où je conclus que le Pape n'aura reçu la lettre qu'à l'arrivée du cardinal Gerdil. » <sup>14</sup>

Le Supérieur général espérait, le jour suivant, reprendre l'entretien avec Spina. « Je devais dîner hier avec lui chez l'évêque de Waterford : il avait demandé qu'il n'y eût point d'autre Français que moi. Mais il fit dire et il me prévint quand je le vis qu'il ne pouvait pas dîner ce jour-là. » <sup>15</sup>

Autant de déceptions. M. Emery n'a recueilli aucune indication sur les pourparlers ; il ne sait pas davantage si le mémoire des évêques est arrivé à destination, et la chose l'inquiète, car ceux-ci attendent toujours et vainement un accusé de réception ; il n'a pu glisser le moindre renseignement, le moindre avertissement. De toute évidence, l'archevêque de Corinthe ne désirait pas prolonger la visite ; il ne se prêtait pas davantage à recevoir une seconde fois le Supérieur général.

Mais celui-ci juge si nécessaire d'éclairer le nonce pontifical, qu'il ne se tient nullement pour battu. Le surlendemain, il se présente de nouveau à l'hôtel de Rome.

Je retournai deux jours après, écrit-il à M. de Baussët, mais ne le trouvai pas. Je n'ai pas cru devoir m'y présenter les jours suivants : 1° parce qu'il est logé rue Saint-Dominique, près le boulevard, hôtel de Rome ; 2° parce que je ne crois pas devoir me jeter trop en avant. Il fait extrêmement le discret, et tous ceux qui ont été le voir n'en ont rien tiré que je

---

14. A Bausset, 12 juin 1801, D. E., VI, 128 bis.

15. Id., *ibid.*

sache. Cependant, mon dessein est d'y retourner dans quelques jours, au risque de ne point le rencontrer encore<sup>16</sup>.

Le jeu de cache-cache auquel se livre Spina, le mystère dont il s'enveloppe ne l'inquiètent pas moins que le silence systématique du curé de Saint-Laud<sup>17</sup>. « Je redoute beaucoup, écrira-t-il quelques semaines plus tard, les arrangements faits sans consulter personne. »<sup>18</sup> « Je n'entends point parler de Bernier, confie-t-il à M. de Bausset ; j'ai beau lui écrire ; je le crois absorbé par les occupations que lui donne le Premier Consul. »<sup>19</sup>

Enfin, vers le 24 novembre, le nonce reçoit M. Emery. L'audience dure deux heures et demie. « Je lui dis beaucoup de choses, rapporte le Supérieur général, et il m'en dit fort peu ; mais il m'a écouté avec beaucoup d'attention. »<sup>20</sup> Sur l'objet de ce long entretien, la correspondance avec l'évêque d'Alais garde, pour des raisons qu'on devine, une discrétion presque totale. Le seul renseignement qu'elle nous donne se rapporte à la promesse de fidélité. « Je n'ai rien conclu de sa conversation, sinon que le (Pape) prononcerait sûrement et qu'il prononcerait sous peu. »<sup>21</sup> Là se bornent toutes les indications. Une dépêche de Spina à Consalvi, en date du 24 novembre 1800, éclaire fort heureusement cette lettre énigmatique ; elle permet d'établir qu'au cours de cette audience, le Supérieur général remit au nonce le mémoire des évêques, lui exposa la situation religieuse de la France, aborda

---

16. A Bausset, 19 juin 1801, D. E., VI, 130.

17. A Bausset, s. d. D. E., VI, 75.

18. A Bausset, 7 février 1801, D. E., VI, 112.

19. A Bausset, s. d., D. E., VI, 75.

20. A Bausset, s. d., D. E., VI, 127.

21. *Id.*, *ibid.*

enfin la question litigieuse du dernier serment. Sous les formes très enveloppées de ce rapport tout diplomatique, on devine que les observations du visiteur ont bel et bien porté.

Votre Eminence, écrit l'archevêque de Corinthe, trouvera ci-joint un écrit qui m'a été présenté par l'un des vicaires généraux sur l'état actuel de l'Eglise de France. Il est vrai que les intrus sont généralement déconsidérés. Il est vrai que les prêtres catholiques, à Paris et dans tous les lieux où ils ont prêté le serment, exercent tranquillement le culte ; les églises sont ouvertes et le concours du peuple y est grand. Mais tout cela est peu pour l'instruction et pour ramener les esprits à la religion qui, dans le peuple et surtout à Paris est dans un déplorable oubli. Imaginez, ajoutez-il, ce qui peut arriver là où on a refusé la promesse.

Enfin, Spina s'avoue très frappé par les divisions que ce malencontreux engagement a suscitées chez les catholiques. « Votre Eminence, écrit-il, ne peut s'imaginer les dissensions qui existent entre les ecclésiastiques désignés sous le nom de fidélistes et infidélistes à cause de cette promesse. » <sup>22</sup>

Lui-même se trouve de ce fait dans une situation chaque jour plus fausse. La Congrégation cardinalice s'est prononcée défavorablement, il le sait. Mais comment l'avouer sans indisposer le gouvernement et sans compromettre les négociations concordataires ? Sans doute, à Bernier qui lui offre une déclaration officielle attestant qu'il s'agit seulement d'une simple soumission de fidélité au gouvernement, et fournit sur ce sujet un long mémoire, il confie en grand secret les sentiments de sa cour <sup>23</sup>. Mais, avec M. Emery, il garde

---

22. *Spina à Consalvi*, 24 novembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 139.

23. *Spina à Consalvi*, 24 novembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 140.

jalousement le silence. De là ses réponses embarrassées sur la fameuse lettre des évêques, si contraires sur ce point aux décisions des Eminences romaines. Cette lettre, lors de sa première entrevue avec le Supérieur général, Spina assure ne pas la connaître, et le retard du cardinal Gerdil, arrêté un mois à Bologne, retard que le Supérieur général avait lui-même appris par l'ancien nonce de France, Dugnani<sup>24</sup>, lui permet de se dérober à des questions trop pressantes. Cette fois, il laisse échapper un demi-aveu, car son interlocuteur lui remet une copie du mémoire pour qu'il en prenne connaissance, et quand, le lendemain, celui-ci réclame cet exemplaire qu'il tient à conserver, Spina répond « que, peut-être, le Pape ne l'a pas reçu et qu'il va lui envoyer cette copie. Cependant, il m'avait dit, observe M. Emery à M. de Bausset, qu'il croyait, au *post-scriptum* de la lettre, reconnaître qu'il l'avait vue à Rome », et le Supérieur général se déclare « presque fâché d'avoir perdu une copie qui m'avait beaucoup coûté à faire faire »<sup>25</sup>.

Ces frais inutiles n'expliquent pas seuls ce quasi-mécontentement. On croit lire entre les lignes que celui-ci a d'autres causes et porte sur un objet tout différent. Ce n'est pas l'unique circonstance où le malheureux nonce se tire comme il peut, et assez mal, de la situation impossible où le met ce malencontreux serment. La réponse qu'il avait adressée, le 18 novembre, à une consultation des prêtres de l'Orne et qui tombe entre les mains du préfet furieux de leurs attermoissements, amène Bonaparte à exiger en termes impératifs « une explication catégorique », et il faudra que

---

24. A Bausset, s. d., D. E., VI, 75.

25. A Bausset, s. d., D. E., VI, 127.

Bernier intervienne, fort adroitement d'ailleurs, pour le tirer de ce mauvais pas <sup>26</sup>.

On comprend donc que M. Emery n'éprouve qu'une satisfaction assez relative de ses premiers rapports avec le représentant du Saint-Siège. « Vous êtes très content de M. Spina, et moi assez peu, écrit-il à M. de Bausset qui avait correspondu avec l'archevêque de Corinthe au sujet de la lettre des évêques. » <sup>27</sup>

Et il donne pour raison l'affaire du serment. La netteté avec laquelle le Supérieur général formule son avis, place, en effet, le nonce dans une position difficile. Spina ne peut démentir la pensée de sa cour ; il ne peut davantage la livrer sans soulever un incident diplomatique immédiatement exploité. Mis au pied du mur, il ne sait aucun gré à son interlocuteur de l'embarras extrême qu'il lui cause, encore moins des subterfuges, voire des contradictions auxquelles il le réduit. Malgré la réserve du prélat, ces dispositions ne peuvent échapper à la finesse de M. Emery. Bientôt, d'ailleurs, des confidences, qui échappent à la circonspection de Spina, confirment cette impression. « Il m'est revenu, écrit le Supérieur général, qu'il m'a trouvé bien vif et bien aigre pour la promesse. » <sup>28</sup> Sur cette question si délicate, ils ne réussissent pas à se rencontrer.

Ce n'est pas, entre ces deux hommes, également soucieux de travailler pour l'Eglise, la seule divergence. La solution apportée par M. Emery au problème que posait le dernier serment se rattache dans son esprit

---

26. *Bernier au Premier Consul*, 17 décembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 162.

27. *A Bausset*, 12 décembre 1800, D. E., VI, 76.

28. *Id.*, *ibid.*

à une situation d'ensemble, et cette situation, il craint que l'archevêque de Corinthe ne la connaisse qu'imparfaitement. Pour se guider, Spina qui s'isole et qu'on isole, se limite trop aux données qu'il apporte de Rome et aux conseils intéressés de Bernier. Ces données, M. Emery voudrait qu'il les complétât et les contrôlât au contact du clergé demeuré en France sous la Révolution. Tant de choses ont changé et changent encore chaque jour ! Ceux qui, sur place, ont suivi cette évolution complexe et déconcertante pourraient, à son avis, fournir de précieuses indications.

Que Spina éconduise l'évêque de la Seine, Royer, le Supérieur de Saint-Sulpice le comprend et l'approuve, car les constitutionnels s'autoriseraient de ces relations pour se faire croire en communion avec le Pape, comme ils l'ont toujours prétendu, voire imprimé sur leurs lettres pastorales. Mais que l'archevêque de Corinthe ferme sa porte aux prêtres fidèles, voilà qui lui paraît aussi regrettable que désobligeant. Ne croirait-on pas que ceux-ci souffrent d'une suspicion ? Nul doute qu'à Rome Maury si longtemps en sa faveur et, avec lui, les émigrés d'Allemagne et de Londres ne les aient desservis. Il semble bien que Spina ait été prévenu contre eux et que, personnellement, M. Emery, en raison des responsabilités qu'il assumait, se heurte à quelque défiance. L'archevêque de Corinthe, d'autre part, ne rencontre pas beaucoup de sympathie auprès du clergé gallican. « On ne nous aime guère, écrira bientôt le cardinal Caprara, et nous sommes encore heureux d'avoir affaire à un Bernier. » Il faudra un certain temps pour que se dissipent ces malentendus et ces incompréhensions regrettables.

Pour avoir cherché, dès le principe, à établir les liaisons qu'il estime absolument nécessaires, le Supérieur



général essuie d'abord un pénible échec. En vain, suggère-t-il au nonce, trop retiré à ses yeux, des contacts qu'il juge indispensables et qui lui permettraient de recueillir d'utiles avis. « Rome n'a pas besoin de conseils, lui réplique Spina avec vivacité. » Cette réponse « étonna et inquiéta M. Emery »<sup>29</sup>. Les conseils du curé de Saint-Laud suffisent à Spina. Comment d'ailleurs ne serait-il pas satisfait de son partenaire ? Car la négociation avance vite, si vite même que Bernier sort de son mutisme ; alors qu'il ne répondait pas jusqu'alors aux lettres de M. Emery, subitement, il lui donne rendez-vous. « Il prétend avoir à me dire des choses qui me feront plaisir »<sup>30</sup>, mande celui-ci à l'évêque d'Alais. Il ajoutera quelques jours plus tard : « Je persévère à croire que nous touchons à un dénouement. »<sup>31</sup>

Spina, cependant, se montre toujours aussi hermétique. Les évêques de Saint-Papoul et de Senlis qui le visitent se voient « parfaitement reçus », mais ne peuvent rien en tirer<sup>32</sup>. Il évite, d'autre part, avec obstination tout ce qui pourrait éveiller l'attention sur les pourparlers en cours. M. de Dampierre, vicaire général de Paris, lui montre-t-il la lettre circulaire de Pie VII aux évêques de France, en date du 13 septembre 1800, l'archevêque de Corinthe « le prie de n'en point parler » et il donne les raisons qui imposent ce silence : « C'est que le système de Bonaparte et du gouvernement est qu'on ne parle point de ses intentions sur son affaire avec le Saint-Siège. »<sup>33</sup> Pour le même motif, le nonce

---

29. D. E., IV, 794.

30. A Bausset, 27 décembre 1800, D. E., VI, 78.

31. A Bausset, 17 décembre 1800, D. E., VI, 77.

32. A Bausset, 23 décembre 1800, D. E., VI, 82.

33. A Bausset, 3 janvier 1801, D. E., VI, 87.

refuse absolument de se produire dans les cérémonies religieuses.

M. Spina est très circonspect, écrit encore M. Emery, et ne veut rien faire ni rien dire. Je l'ai fait pousser indirectement pour aller dire la Messe de Noël dans l'un des oratoires publics de la paroisse ; il s'y est refusé. Pressé d'aller à Saint-Roch, où on célèbre annuellement une fête de la foi, il balance. Cependant, l'évêque de Saint-Papoul s'y trouvera, à ce que m'a dit Bernier <sup>34</sup>.

Les négociations, en effet, se trouvent moins avancées que ne prétendait un moment le curé de Saint-Laud, trop confiant dans le succès immédiat. Alors qu'on croit aboutir, Talleyrand entre en scène et torpille le projet arrêté de concert par les deux négociateurs, pour y substituer une rédaction toute différente et infiniment moins favorable. L'article premier surtout, celui même que, pour des raisons de principe, Spina avait placé en tête, comme la clé de voûte de tout le Concordat, est corrigé d'une plume dédaigneuse ; le catholicisme n'est plus la « religion d'Etat », mais seulement « religion de la majorité des Français ».

L'archevêque de Corinthe découvre alors qu'il se faisait quelques illusions et sur la situation autrement complexe qu'il ne croyait, et sur les hommes qu'il a jugés un peu vite sur leurs dehors si avenants. Il a mis beaucoup d'espoir dans le troisième consul, Lebrun, « un homme très aimable », écrit-il — ce que personne ne conteste, — « et qui jouit de toute la confiance » <sup>35</sup>, — ce qui paraît douteux, car son influence ne compte pas tellement. Chose beaucoup plus grave, il

---

34. A Bausset, 23 décembre 1800, D. E., VI, 82.

35. Spina à Consalvi, 24 novembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 141.

se trompe sur l'évêque d'Autun, et se trompe à tel point qu'il mande triomphalement à Consalvi : « Je crois que le ministre Talleyrand chantera la palinodie à Sa Sainteté. »<sup>36</sup> Or, c'est justement cet Autun, si disposé à se convertir, qui remet tout en question, adversaire d'autant plus redoutable qu'il possède parfaitement sa théologie et découvre du premier coup d'œil le point capital de friction. « Je crois que le ministre Talleyrand chantera la palinodie à Sa Sainteté », grave erreur que Spina pouvait s'épargner, moyennant quelques informations élémentaires auprès de M. Emery fort documenté, et pour cause, sur le personnage qu'il connaît à fond.

Cette déconvenue, que suivront plusieurs autres, commence à éclairer le représentant du Saint-Siège et, à mesure que les négociations deviennent plus laborieuses, on constate qu'il se rapproche peu à peu du Supérieur général ; leurs relations deviennent plus confiantes. Aux mauvais jours, de lui-même, l'archevêque de Corinthe recourt à ses conseils. « M. Spina est venu me voir, écrit-il, le 2 février 1801, à l'évêque d'Alais ; on a pensé se brouiller. »<sup>37</sup> Les changements de front de l'industriel Bernier, ses pirouettes diplomatiques, le zèle qu'il apporte à soutenir tous les projets successifs de son gouvernement, ont d'ailleurs fini par refroidir Spina qui ne s'en rapporte plus à ses avis tendancieux. Il découvre alors que M. Emery voyait juste, lorsqu'il lui dénonçait les inconvénients de ces apartés secrets ; après l'avoir rebuté de façon assez vive, il ne dédaigne plus les conseils avertis d'un

---

36. *Spina à Consalvi*, 22 novembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 137.

37. *A Bausset*, 11 février 1801, D. E., VI, 116.

homme qui s'impose par la connaissance de son milieu, son expérience, sa sagesse, son amour de l'Eglise et son absolu désintéressement. Sur ce terrain mouvant qui le déconcerte chaque jour davantage, le nonce pontifical cherche une orientation, des appuis.

### III

Si les relations de M. Emery avec Spina souffrent d'abord d'une gêne assez pénible, son premier contact avec le Premier Consul le laisse, en revanche, fort satisfait.

La nuit de Noël, tandis que Bonaparte se rend à l'Opéra, une machine infernale explose dans l'étroite rue Saint-Nicaise. L'hésitation des conjurés qui allument la mèche quelques secondes trop tard, le sang-froid du cocher, qui aperçoit le péril et emballe ses chevaux, permettent au général d'échapper de justesse. On devine l'émotion produite par l'odieux attentat.

Cette émotion, l'industriel Bernier s'applique immédiatement à l'exploiter pour remettre en route la négociation mal en point. La chose lui paraît d'autant plus facile que le Premier Consul attribue cette tentative criminelle aux jacobins, si opposés à la pacification religieuse ; excellentes dispositions pour le rapprocher de Rome et de l'Eglise. Aussi le curé de Saint-Laud conseille-t-il de multiplier les démonstrations de loyalisme ecclésiastique. Comme Spina, vu le caractère officieux de sa mission, ne peut se joindre à la démarche collective des diplomates accrédités, il présente de sa part une lettre qui « fait merveille »<sup>38</sup>. Dans l'église

---

38. *Spina à Consalvi*, 2 janvier 1800, BOULAY, *Documents*, I, 262.

des Carmes, où M. de Pancemont, curé de Saint-Sulpice, exerce le culte, il préside un *Te Deum* solennel et prononce un grand discours « analogue à la circonstance » qui laisse l'auditoire aussi ému que l'orateur<sup>39</sup>. Dans les autres oratoires de la capitale, les réfractaires, à l'envi, imitent cet exemple, tandis que la presse et les rapports de Fouché soulignent la portée et le sens de pareilles manifestations.

Ces manifestations, toutefois, restent purement paroissiales et peuvent s'expliquer par la seule initiative du clergé. Pour bien montrer qu'elles correspondent aux sentiments de l'administration diocésaine et à ses directions, le curé de Saint-Laud suggère donc aux vicaires généraux de Paris de se présenter en corps chez le Premier Consul pour lui offrir leurs félicitations et leurs vœux. « Bernier dit savoir de Fouché que Bonaparte serait flatté de cette démarche, écrit M. Emery à M. de Bausset, le 3 janvier 1801. »<sup>40</sup> Ce « dit » ne manque pas de perspicacité ni de saveur, car, tout comme Maury, ce personnage prête facilement aux autres ses propres pensées, et le Supérieur général ne l'ignore pas. Il n'ignore pas davantage que le ministre de la Police n'entend point favoriser, auprès du gouvernement, l'influence des ecclésiastiques qu'il poursuit de sa hargne. Scepticisme fort avisé, car Fouché, qui a déjà identifié les véritables auteurs de l'attentat, les royalistes, laisse volontiers accuser les jacobins, afin de ménager un coup de théâtre qui servira sa politique antichrétienne et son opposition au Concordat.

Par là s'explique la réponse fort prudente du Supérieur général.

---

39. *Journal des Débats*, 9 Nivôse an IX.

40. A Bausset, 3 janvier 1801, D. E., VI, 186.

Je dis à Bernier que je le priais de témoigner de notre part combien nous avions été touchés et il l'a fait et il m'a dit que le Premier Consul y avait été fort sensible. Nous nous en tiendrons là. Je crois que cela suffit au but. Une visite nous donnerait encore en spectacle et ferait tenir mille propos <sup>41</sup>.

Mais le curé de Saint-Laud tient à son idée, insiste, et les vicaires généraux se résignent.

M. de Dampierre et moi, écrit quelques jours plus tard M. Emery à M. de Bausset, avons fait hier la visite au Premier Consul. Nous avons conversé près d'une demi-heure. Il a agi avec beaucoup de cordialité. Il n'y a point eu de résultat précis. M. de Juigné avait désiré qu'on lui fit connaître les dispositions où étaient les évêques de faire la promesse de soumission ; ce qui a été fait. Nous l'avons remercié de la protection qu'il accordait à la religion. Nous lui en avons demandé la continuation. A votre premier voyage à Paris, nous vous donnerons des détails. Voilà la première démarche du clergé catholique auprès du gouvernement. Je crois que c'est un bien <sup>42</sup>.

Les souvenirs d'anciens élèves recueillis par M. Faillon permettent de compléter cette lettre rapide et réservée, qui annonçait un commentaire de vive voix. Bonaparte se trouvait à table quand se présentent les vicaires généraux, introduits par Bernier. Il mangeait du potage au riz. « Il leur dit qu'il voulait s'arranger avec le Pape, que le clergé avait une grande influence et que le gouvernement voulait un clergé tout dévoué, que les anciens évêques ne méritaient pas de blâme de tenir à la cause du roi leur bienfaiteur, mais qu'il voulait aussi s'attacher le clergé par des bienfaits. Il ajouta que, si l'arrangement n'avait pas lieu, il laisserait le clergé mourir de sa belle mort ; que, s'il avait lieu, la Bulle arriverait comme une bombe. » Comme le désir de traiter avec le Pape se trahissait ouvertement.

---

41. A Bausset, 3 janvier 1801, D. E., VI, 186.

42. A Bausset, janvier 1800, D. E., VI, 102.

« Général, lui déclare M. Emery, je ne suis nullement surpris des intentions que vous manifestez, vu les espoirs que nous avait donnés votre discours au clergé de Milan. » Il tire alors de sa poche le numéro du *Moniteur*, où ce discours avait été inséré, et demande au Premier Consul s'il autorise à l'imprimer de nouveau pour la consolation du clergé et des fidèles. Bonaparte ne dit ni oui ni non et se contente de répondre en souriant : « Prenez garde au ministre de la Police. » A quoi M. Emery réplique : « Je ne crains pas que le ministre de la Police se permette de blâmer la publication des sentiments que le Premier Consul lui-même a si hautement proclamés. »<sup>43</sup> Ce dernier en paraissait beaucoup moins convaincu. Fouché n'avait-il pas constamment, en sous main, voire par des circulaires qu'on l'avait après coup forcé à démentir, contrarié systématiquement ses vues de pacification religieuse ?

Tel fut le premier contact entre M. Emery et Bonaparte. Le Supérieur de Saint-Sulpice s'y montre tel que nous le verrons toujours, nullement empressé à se produire, adroit, ferme, réservé. Pour qu'il se rende aux Tuileries, Bernier doit insister à plusieurs reprises, comme plus tard Fesch, qui l'emmènera presque de force dans sa propre voiture. De même qu'en 1811, au Comité ecclésiastique, il se retranchera derrière Bossuet et derrière le catéchisme impérial, afin de couvrir ses avis, un texte de Bonaparte en personne lui sert déjà pour sonder celui-ci, pour l'engager davantage à s'entendre avec Rome, pour combattre enfin l'influence de Fouché, qui n'est tout de même qu'un ministre et, comme tel, doit suivre loyalement la direction de son chef, au lieu de s'y opposer selon sa perfide habitude.

---

43. D. E., IV, 791.

Le Consul, de son côté, se révèle avec ce curieux mélange de séduction, de brusquerie, voire de rudesse, qui le caractérise, aimable, mais cavalier, cordial, mais sans gêne ni façon ; les menaces alternent avec les promesses ; les bienfaits qu'il laisse entrevoir trahissent ses véritables intentions ; il s'agit moins de respecter les droits de l'Eglise et de sauvegarder les intérêts des âmes que d'utiliser à des fins politiques l'influence des prêtres qu'il se veut attacher. Si « l'entretien n'eut pas de résultats précis », le Supérieur général peut, du moins, en retenir certaines indications. Quant au général, il se connaissait trop bien en hommes pour ne point deviner, dès l'abord, l'exceptionnelle valeur de ce « petit prêtre » qu'il rencontrait pour la première fois et qui lui parlait avec tant d'autorité, de netteté, de franchise, de tact, d'esprit. Et, parce qu'il l'a jugé à sa valeur, il saura le retrouver.

#### IV

Tandis que se poursuivent les laborieuses négociations du Concordat, la question de la promesse continue à se poser avec une acuité croissante. Les divisions des évêques s'accroissent et s'accusent. M. de Juigné, toujours hésitant, finit par se rallier à l'avis de son Conseil ; M. de Bausset et M. de Cicé se prononcent nettement en sa faveur. M. de Cicé se montre le plus catégorique de tous, en rappelant la doctrine de l'Eglise.

Je dirai que c'est une erreur capitale aux yeux de la religion, écrit-il à Louis XVIII lui-même, que de la supposer incompatible avec un gouvernement quelconque ; étrangère à la politique du monde, elle s'accommode à toutes les Constitutions ; elle ne répugne ni au gouvernement aristocratique ni au républicain <sup>44</sup>.

44. *Cicé à Louis XVII*, 15 janvier 1800, BOULAY, *Documents*, II, 252, note 1.



C'était la doctrine même de l'Eglise.

Malheureusement, malgré les observations de Spina, qui propose de modifier la malencontreuse formule et de substituer à la promesse de fidélité à la Constitution celle de fidélité au gouvernement, on maintient toujours le même texte, car Bonaparte veut à la fois ménager l'opposition antichrétienne et faire pression sur Rome. Dans son esprit, le Concordat et le Concordat seul doit régler cette question ; plus celle-ci devient irritante, plus elle doit accélérer l'heureuse conclusion des arrangements souhaités.

Les royalistes ont donc beau jeu pour entretenir le malaise et prêcher l'intransigeance. Deux principes se trouvent en cause : le premier veut que les catholiques reconnaissent un gouvernement de fait, accepté par la nation et devenu légitime ; un second interdit de promettre fidélité, de façon indistincte et globale, à une Constitution qui renferme des éléments contraires aux lois de l'Eglise. Tandis que Rome s'applique à les concilier l'un et l'autre en obtenant une formule plus acceptable, certains évêques, les émigrés, Maury surtout, arborent bruyamment le second pour faire oublier qu'ils méconnaissent le premier. M. de Cicé pourtant, avec beaucoup de sagesse, observait à Louis XVIII qu'on ne doit pas lier la restauration de la religion à celle de la dynastie et que « la restauration de la monarchie ne pouvait être l'œuvre d'une armée étrangère ni d'insurrections dégénérées en brigandage, qu'elle ne pouvait venir que d'un mouvement de l'opinion »<sup>45</sup>. Louis XVIII et ses partisans continuent à mêler les deux causes et, pour utiliser l'Eglise à des fins politiques, veulent maintenir la solidarité du trône et du clergé

<sup>45</sup>. *Cicé à Louis XVIII*, 15 janvier 1800, BOULAY, *Documents*, II, 252, note 1.

gallican. « Mon principe de décision, répondait Maury au clergé de Marseille qui le consultait sur la promesse, est que tous les Français, étant liés par un serment antérieur de fidélité au roi, dont aucune puissance ne les a affranchis, ils ne peuvent, sans se parjurer, promettre, contre leur conscience, d'être fidèles à la République. »<sup>46</sup> A quoi M. de Mercy répliquait : « Comment veut-on que les liens des anciens serments conservent leur force, quand leur objet n'existe plus ? »<sup>47</sup>

Mais l'intransigeant cardinal traite avec mépris ce pauvre M. de Luçon, un de ces opportunistes sans doctrine, un de ces faibles et de ces prétendus sages qui perdent tout par de vaines concessions. Maury, lui, a des principes : « Mon principe est que... », et ces principes, il les applique fermement, en homme de caractère, sans la moindre compromission. Aussi se réjouit-il de ce que la Congrégation cardinalice ait rejeté la promesse. Malgré le secret prescrit, il réussit en effet à surprendre sa décision, « une découverte, écrit-il, arrachée à la sueur de mon front »<sup>48</sup>. Si l'évêque de Montefiascone a pris tant de peine, ce n'est pas naturellement pour satisfaire sa curiosité personnelle, mais pour répandre l'heureuse nouvelle et l'exploiter en faveur de sa cause. Aussi la claironne-t-il *Urbi et orbi* avec son habituelle indiscrétion. Les journaux de Londres lui font écho avec le souci évident d'embarrasser le Premier Consul et de gêner les négociations concordataires. Sur la fin de décembre 1801, le *Times* publie une lettre de M. de la Fare, écrite de Vienne, le 2 décembre 1801, et libellée comme suit :

---

46. Cité par T. SÉCHÉ, *Les origines du Concordat*, II, 32, note 1.

47. L. CHASSIN, *Les pacifications de l'Ouest*, II, 711.

48. Maury à d'Avaray, 22 mars 1800, BOULAY, *Documents*, I, 381, note 1.

M. le cardinal Maury me mande de Rome, sous la date du 5 novembre, et je pense bien qu'il s'est empressé de mander la même chose en Angleterre : La Congrégation... a été unanimement d'avis que la promesse ne pouvait être faite. Les circonstances ne permettent pas de publier un décret formel ; mais c'est assez pour que chacun sache à quoi s'en tenir <sup>49</sup>.

Ce document n'échappe pas à la police vigilante de Fouché ; aussi désireux de brouiller les cartes que Maury et la presse anglaise, il le signale à Bonaparte. Spina a avoué sa contrariété : « La lettre de Maury, écrit-il à Consalvi, a produit le plus mauvais effet. Il serait, ajoute-t-il, opportun qu'on ne laisse rien percer des sentiments de Sa Sainteté sur la promesse. » Il insiste enfin pour qu'on règle cette affaire. « Ce serait un grand gain, parce qu'on rendrait la sécurité et la tranquillité à tous les ecclésiastiques, parce qu'aussi l'exercice du culte serait plus libre en général. » <sup>50</sup> M. Emery ne se trouve pas moins troublé par ces divulgations. Comme l'archevêque de Corinthe se dérobe à toute explication, il recourt à Bernier qui lui adresse une réponse fuyante : « Le cardinal Maury est connu depuis longtemps pour donner ses pensées comme celles des autres. Un fait certain et avéré, c'est qu'il ne sait rien et ne saura rien. » <sup>51</sup>

Le Supérieur général n'ignorait pas ce travers du cardinal, « très aventurier en nouvelles » <sup>52</sup>, écrit-il lui-même à M. Vernet. En le confirmant dans cette opinion, le curé de Saint-Laud esquive sa question. Celui-ci sait parfaitement à quoi s'en tenir sur les sentiments de Rome que Spina lui a confiés en grand secret.

---

49. BOULAY, *Documents*, I, 286, note 2.

50. Spina à Consalvi, 16 janvier 1801, BOULAY, *Documents*, I, 286.

51. A Bausset, 3 janvier 1801, D. E., VI, 86.

52. A Vernet, 20 février 1801, D. E., VIII, 8642.

La lettre de Maury répond, en effet, à la réalité ; il est bien exact que la Congrégation condamne le serment, exact aussi que, pour des raisons d'opportunité, le décret n'a point reçu de publication. Bernier ne peut donc avouer que Maury dit vrai ; il ne peut, sans mentir, affirmer qu'il dit faux. Le subtil diplomate s'en tire par une formule adroite qui sous-entend une distinction. Maury ne sait rien et ne saura rien officiellement. Cela ne l'empêche pas de savoir officieusement.

De toute évidence, Bernier et Spina combinent leurs efforts pour que personne en France ne soit fixé sur le jugement du Saint-Siège relativement à la promesse. Aussi, lorsque, le 19 janvier 1801, le Premier Consul exige impérieusement des explications formelles sur la fameuse lettre de Maury, le nonce pontifical s'applique-t-il à éviter les précisions gênantes pour conclure : « D'après tout cela, je dois croire que non seulement la lettre que l'on dit écrite par S. Em. le cardinal Maury, mais que tout le surplus que les journaux annoncent, est supposé. L'empressement de Sa Sainteté de voir rétabli en France l'exercice public de la religion catholique et de raffermir entre lui et le gouvernement français une parfaite harmonie est tel que l'on ne doit pas douter d'aucune démarche de sa part qui puisse, de quelque manière que ce soit, s'y opposer »<sup>53</sup>. Des mois durant, Spina s'appliquera à nier l'authenticité de la lettre adressée par Maury à M. de la Fare ; en mars, il combinera encore avec le nonce de Vienne de la faire passer pour apocryphe<sup>54</sup>.

Ainsi, l'incertitude continue à planer sur les sentiments

53. *Spina à Bernier*, 19 février 1801, BOULAY, *Documents*, I, 380.

54. *Spina à Consalvi*, 5 mars 1801, BOULAY, *Documents*, II, 72. II, 72.

de Rome. Le Pape se refuse toujours à publier le décret de la Congrégation cardinalice; son représentant à Paris s'applique à le faire ignorer. Pourtant, la promesse conditionne toujours l'exercice du culte et la sécurité des prêtres ; pour l'avoir refusée, beaucoup d'ecclésiastiques restent contraints à un ministère clandestin qui laisse le champ libre aux constitutionnels ; ils sont en butte aux poursuites de la police qui les jette en prison.

A défaut d'instructions pontificales, en plein accord avec M. de Juigné et avec un certain nombre d'évêques, M. Emery continue donc à conseiller le nouveau serment ; le 28 janvier 1801, il écrit à M. Vernet :

Je crois qu'il n'y aura point de décision sur la promesse. Le cardinal Maury, dont on a fait circuler une lettre où il prétendait que la Congrégation des cardinaux s'était unanimement déclarée contre la promesse, assurait dans cette même lettre que le Pape ne prononcerait pas. La première assertion du cardinal a été ici formellement démentie par des personnes faites pour en être crues sur l'article et j'ai reçu une lettre de M. l'évêque de Luçon qui me mande qu'un très grand personnage a écrit en Vienne que la Congrégation *s'était séparée sans rien décider*. Il faut conclure de là que pour se déterminer sur la promesse, il ne faut point attendre le jugement du Pape. Cependant, ajoute-t-il, il faut joindre à cette promesse une déclaration qui en précise et délimite la portée, et la chose est possible dans certains départements. Puisque vous avez un préfet modéré, que ne prenez-vous le parti qu'a pris M. Roux à Avignon ? Si on ne veut faire la promesse qu'avec des explications ou additions, qu'on la fasse avec ces additions ; si on ne veut pas les insérer dans le registre, qu'on fasse une déclaration en présence de témoins, le préfet ne s'y opposera pas. Alors, il sera vrai qu'on n'a pas fait la promesse purement et simplement et qu'on pourra le rendre constant tout aussi bien que si les additions avaient été couchées sur le registre.

Toutefois, cette tolérance de certains préfets ne suffit pas au Supérieur général ; il voudrait que le ministre

couvrit officiellement cette manière de faire et autorisât cette restriction. Mais celui-ci se dérobe.

J'ai fait demander par un homme en place au ministre s'il garderait le silence et si on pouvait assurer le préfet de mon département qu'il le garderait dans le cas où celui-ci recevrait la promesse dans cette forme : « Instruit du sens que le gouvernement attache à la promesse par l'explication officielle du 10 Nivôse et du 7 (ou 1) Fructidor, je promets dans ce sens fidélité à la Constitution. » Il a répondu qu'il garderait le silence, mais qu'on ne devait pas le consulter. Il en serait de même chez vous.

En somme, le ministre se contente de fermer les yeux. Aussi certains préfets s'autorisent-ils de cette attitude négative pour se montrer fort libéraux. « Les préfets des Landes et du Roussillon reçoivent des additions. On ne leur a rien dit, quoiqu'on le sache fort bien. » Tout dépend donc des autorités locales et de leurs dispositions. Situation précaire dont gémit le Supérieur général, mais que ses interventions auprès du gouvernement ne réussissent pas à améliorer <sup>55</sup>.

Le gouvernement craint toujours, en effet, de s'avancer et refuse une approbation officielle de ces additions qu'il se contente de tolérer quand les préfets eux-mêmes les acceptent. S'il les avait autorisées, la promesse devenait, sans conteste, acceptable et tout le problème se trouvait résolu. Malheureusement, celui-ci demeurerait entier et devenait même de plus en plus angoissant.

Tandis que M. Emery s'entremet auprès du ministre, Spina, de son côté, essaye auprès du Saint-Siège une tentative d'accommodement. L'archevêque de Corinthe, qui connaît de mieux en mieux la situation, se montre de plus en plus impressionné par la résistance que ren-

---

55. A Vernet, 28 janvier 1801, D. E., VIII, 8617.

contre la négociation du Concordat, par les divisions du clergé, par les souffrances des prêtres.

Dans la crainte que le Concordat ne soit pas ratifié par le Premier Consul et que les pourparlers n'aboutissent à rien, écrit-il à Consalvi, je répète qu'il serait opportun qu'on examine en attendant si, en conséquence de tout ce qui a été dit et imprimé, il y aurait lieu de prononcer un *quisque consulat conscientiae suae* sur la question de la promesse, dans le sens que lui donne celui qui la prête pour supprimer l'occasion de tant de disputes qui causent des désordres infinis, et pour soustraire les pauvres ecclésiastiques qui la refusent à la persécution qu'ils éprouvent dans beaucoup de départements <sup>56</sup>.

S'en remettre à la conscience de chacun, telle est donc la solution que Spina préconise avec une netteté et une fermeté qui ne lui sont pas très habituelles. Il élargissait, ainsi en l'étendant aux simples prêtres la consigne donnée par Pie VII lui-même à l'archevêque de Reims, le 6 décembre 1800 : « La promesse, écrivait le Pape à M. de Talleyrand, n'a pu être jugée avant que toutes les opinions eussent été examinées. En attendant, les évêques agiront selon leur conscience. » <sup>57</sup> La suggestion de l'archevêque de Corinthe demeura sans réponse. Rome ne consent point à s'engager dans cette voie.

Les efforts parallèles du Supérieur général et du nonce pontifical pour obtenir, le premier du ministre, le second de sa cour, un acte officiel qui lèverait toutes les difficultés relatives à la promesse, échouent donc, les uns comme les autres, de la même façon. Du moins montrent-ils à l'évidence que les représentations de M. Emery auprès de Spina ne sont point restées vaines, que celui-ci consent maintenant à l'écouter. Les difficultés auxquelles

---

56. *Spina à Consalvi*, 28 avril 1801, BOULAY, *Documents*, II, 371.

57. Cité par T. SÉCHÉ, *Les origines du Concordat*, II, 28, note 2.

se heurte le nonce pontifical dans, cette France qu'il apprend à connaître, les déboires qu'il y rencontre, les échecs douloureux qu'il essuie, le rapprochent de cet homme si intimement mêlé au drame religieux de la Révolution, si averti, si éclairé par l'expérience et par l'épreuve et qui, comme lui, a souffert pour l'Eglise. Cette Eglise, le prêtre gallican et le prélat romain l'aiment du même amour ; malgré des vues assez différentes, ils ont le même souci de ses intérêts spirituels et de son renouveau. La dure réalité montre à l'archevêque de Corinthe quelles difficultés présente la manœuvre dans ce pays, instable, déconcertant, où tout reste en perpétuelle évolution. Peut-être aussi s'aperçoit-il que le Saint-Siège n'a pas de serviteur plus sûr, plus sage, plus dévoué, malgré son indépendance et ses audaces, que ce modeste Sulpicien ?

Les négociations du Concordat s'avèrent, en effet, de plus en plus laborieuses. L'irritation de Bonaparte contre les jacobins, consécutive à l'attentat de la rue Saint-Nicaise, avait permis à Bernier de substituer au texte de Talleyrand un troisième projet beaucoup plus favorable. Mais la découverte des vrais coupables, les royalistes, rend à Fouché tous ses avantages, d'autant qu'il réussit à compromettre Mlle de Cicé, sœur de l'archevêque de Bordeaux, et le P. de la Clorivière. Une fois de plus, comme le note mélancoliquement Spina, on revient en arrière avec un quatrième projet que le nonce déclare inacceptable.

Après les conférences de Lunéville, le Premier Consul prend personnellement l'affaire en main et rédige lui-même, en un style impératif et tout militaire, un cinquième projet que le représentant de Pie VII se voit obligé de repousser. Pour éviter une rupture, on en réfère au Saint-Siège. Mais les semaines passent.



Rome ne répond pas et Paris s'impatiente. De malencontreuses dépêches, expédiées par l'ambassadeur Cacault, accroissent l'irritation du gouvernement français ; le 19 mai, un ultimatum est envoyé à la Cour pontificale ; Cacault quittera Rome, si, dans les cinq jours, le Concordat proposé n'est pas accepté intégralement.

Depuis quelque temps, M. Emery s'inquiétait. Il n'ignore pas que, dès février, Spina « a déplu », ni qu'on a pensé se « brouiller » et le pauvre nonce est venu le voir tout déconfit de cette mésaventure. Mais l'orage passe et le Supérieur général se rassure. « Tout est raccommode », écrit-il à M. de Bausset<sup>58</sup>. Raccommode précaire auquel succède une suite de tensions. Ces tensions, Spina ne les avoue pas à M. Emery, le curé de Saint-Laud encore moins. Mais celui-ci les devine ; ce silence le préoccupe ; ce mystère ne lui dit rien de bon.

Il est bien certainement arrivé de Rome un courrier portant des dépêches se rapportant aux affaires ecclésiastiques, mande-t-il à M. de Bausset, et M. Spina ainsi que Bernier ont été souvent à la Malmaison pour conférer avec le Premier Consul. J'en ignore le contenu et je doute de plus en plus du résultat<sup>59</sup>.

Les informations sûres que permettent ses relations avec les milieux officiels accroissent, d'autre part, les craintes de M. Emery. Le Concordat rencontre dans le gouvernement même des adversaires tenaces, perfides, acharnés. « Tout ce qui entoure Bonaparte est mal disposé », confie le Supérieur à l'évêque d'Alais. »<sup>60</sup> A force de retarder les accords et de les entraver, ces

---

58. A Bausset, 11 février 1801, D. E., VI, 116.

59. A Bausset, 2 juin 1801, D. E., VI, 129.

60. A Bausset, 24 février 1801, D. E., VI, 117.

influences si actives réussiront-elles à les faire définitivement échouer ?

La nouvelle de l'ultimatum semble bien indiquer le succès des opposants.

J'ai été effrayé quand une personne très instruite m'a dit que Cacault était sorti de Rome et que le cardinal Consalvi s'était mis en route pour Paris, écrit M. Emery à M. de Bausset le 17 juin. J'ai cru que tout était perdu. Elle m'a rassuré le lendemain en m'assurant que le débat ici venait de M. Spina qui ne voulait pas consentir à signer certaines choses qui regardent plutôt la forme que le fond. Rien n'empêche que tout soit fini avant la fin du mois, comme Bernier me l'assurait <sup>61</sup>.

Le renseignement était exact, tout comme la prophétie du curé de Saint-Laud. Mais le Supérieur général ne pourrait suivre les dernières phases des pourparlers. Le 6 juillet, un ordre de Fouché le jetait une troisième fois en prison.

---

61. A Bausset, 17 juin, 1801, D. E., VI, 126.



## CHAPITRE III

### TROISIEME CAPTIVITE DE M. EMERY

I. Les sermons de Fournier. Son éloquence originale. Ses audacieuses allusions. Fournier enfermé comme fou à Bicêtre par ordre de Fouché. Mémoires et interventions en sa faveur. — II. Arrestation de M. Emery. Ses raisons réelles. Les interrogatoires. Les rapports de police. — III. Charité et courage du prisonnier. Son élargissement. Ses conseils à Fournier. Ses démarches pour la libération de son cousin.

#### I

Depuis quelque temps, Nicolas Fournier, cousin de Emery et prêtre de Saint-Sulpice, inquiétait la police par l'incroyable succès de ses prédications. Les foules se pressent au pied de sa chaire et se pressent à tel point que, sous peine de rester à la porte, il faut arriver une ou deux heures en avance ; les places se prennent littéralement d'assaut.

Cette affluence est due sans doute à l'originalité de l'orateur et à son incontestable talent. Alors que l'éloquence ecclésiastique continue à se figer dans le moule convenu, hérité du XVIII<sup>e</sup> siècle, celui-ci inaugure un genre tout nouveau et très vivant. Plus de longues thèses soigneusement rédigées, apprises par cœur et

récitées mot à mot. Fournier improvise avec feu dans un langage très direct, très concret, quelque peu populaire, dialogue avec son auditoire, le questionne, l'interpelle, l'apostrophe. Si la forme en souffre, c'est au profit du mouvement qui entraîne ; car la parole jaillit bouillante et sans apprêts de son âme impétueuse et passionnée. Une voix puissante, une mimique expressive, une action animée, des gestes dramatiques accroissent l'effet de ses discours. Habitues au pieux et monotone ronron des sermonnaires classiques qu'ils écoutaient avec autant de somnolence que de résignation, les fidèles sont ravis du contraste ; ils se trouvent saisis, émus, transportés.

Ces mérites toutefois ne suffisent pas à expliquer pareille vogue ; les hardiesses du Sulpicien y contribuent pour une très large part. Il émaille, en effet, ses discours d'allusions très claires aux événements contemporains et s'avance avec une si imperturbable audace sur les terrains dangereux qu'on l'écoute tout haletant et quelque peu inquiet. « Les apôtres, c'étaient nous, s'écrie-t-il à Saint-Roch, durant la Semaine Sainte de 1801, pour montrer comment la Passion de Notre-Seigneur a été renouvelée par les hommes de la Révolution ; ordonnés comme eux, nous avons lâchement abandonné Jésus-Christ ; les princes du peuple, c'étaient les princes et les nobles, conjurés contre la religion ; les scribes, c'étaient les magistrats et les Parlements ; les pharisiens, c'étaient les jansénistes ; la populace, c'était le peuple français. » Talleyrand lui-même se trouve nettement visé : « Nous avons vu dans la Révolution un traître se tourner contre Jésus-Christ, et dans le camp des évêques, successeurs des apôtres, il y a eu un Judas. »<sup>1</sup> On

---

1. Cité par Mgr MÉRIC, *M. Emery et l'Eglise de France*, II, 40.

devine la sensation produite par de tels rapprochements. Aussi le préfet Dubois, renseigné par les observateurs qui surveillent de près le culte réfractaire, signale-t-il dans un rapport de police que « le prêtre Fournier a dépassé les bornes de la raison et des convenances. Jamais orateur de la Ligue n'eût été aussi hardi ni aussi inconsidéré » <sup>2</sup>.

Malgré les conseils des vicaires généraux et du curé de Saint-Roch, épouvantés d'une telle audace, malgré les avis officiels qui lui parviennent des milieux gouvernementaux, le fougueux prédicateur refuse de se modérer ; loin de s'interdire les allusions qui assurent le plus clair de son succès, il les accentue encore et trouve le moyen de les introduire jusque dans les sujets qui s'y prêtent le moins. C'est ainsi que le jour de la Pentecôte, 24 mai 1801, il évoque, à propos de la descente du Saint-Esprit, l'exécution de Louis XVI. « O mon Dieu ! s'écrie l'orateur, la ville dans laquelle vous avez opéré le prodige que nous honorons en ce jour venait de commettre un grand crime en condamnant à mort votre Fils. La ville dans laquelle je parle s'est-elle rendue moins coupable ? Je me tais... » <sup>3</sup>

Les observateurs de la police ne manquent pas de relever pareils propos. Toujours chatouilleux, et pour cause, sur la question du régicide, Fouché griffonne personnellement en marge de leur rapport : « Si le fait est exact, le mettre à Bicêtre comme fou. » <sup>4</sup> On arrête donc Fournier pour le conduire dans cet asile d'aliénés. Là, « on le dépouille sans pitié de ses vêtements, on le

2. Arch. Nat., F 7, 3829.

3. Cité par L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, I, Consulat provisoire et Consulat à temps*, 328.

4. Arch. Nat., F. 6294.

couvre de la bure ordinaire des insensés, on le met en sabots, on le jette dans une loge infecte et humide ; une botte de paille fut le seul lit qu'on voulût bien lui donner »<sup>5</sup>. Un ordre exprès du préfet Dubois avait prescrit de lui couper les cheveux, mesure insolite et particulièrement vexatoire. « Ce fut la première fois que cette opération a été commandée », assure un mémoire composé par les amis et défenseurs du pauvre détenu<sup>6</sup>.

L'affaire eut un énorme retentissement. Le dimanche suivant, les auditeurs habituels de Fournier éprouvent une surprise et une déception très vives, lorsqu'ils voient, à sa place, dans la chaire de Saint-Germain-l'Auxerrois, un vicaire de Saint-Thomas-d'Aquin, « qui prêche prudemment sur la soumission aux lois de la Providence »<sup>7</sup>. Les bruits les plus pessimistes se répandent pour expliquer cette substitution inattendue ; on va même jusqu'à dire que le trop audacieux prédicateur aurait été passé par les armes. Fouché, d'autre part, s'emploie intentionnellement à faire du bruit autour de cette arrestation spectaculaire qui doit servir ses desseins. Depuis le Consulat, il n'avait cessé de poursuivre le clergé fidèle ; au moment où les négociations concordataires entrent dans une phase décisive avec l'arrivée de Consalvi, il s'applique davantage encore, pour brouiller les cartes, à soulever les passions anti-chrétiennes. « Le ministre de la Police profite du zèle immodéré de quelques prêtres pour justifier de nouvelles déportations qui réveillent d'anciennes haines, écrivit, le 1<sup>er</sup> juin, à la cour de Prusse, le perspicace

---

5. *Un petit mot sur la détention de Marie-Nicolas Fournier.*  
6. D. E., V, 5395.

7. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Consulat provisoire et Consulat à temps*, 329. Arch. Nat., F 3289.

Luchesini. »<sup>8</sup> « En même temps, remarque très justement Boulay de la Meurthe, il se servait du *Moniteur* et des autres journaux pour donner une publicité retentissante à ces mesures de persécution, qui, en réalité, n'étaient guère plus fréquentes, et pour leur prêter l'apparence d'une sorte de réaction contre la tolérance abusive dont aurait joui le clergé. »<sup>9</sup> « Les papiers publics rapportent de nombreuses arrestations de prêtres insoumis et fanatiques, mande encore Luchesini », et il ajoute, le 15 juin : « Ces événements ne servent pas mal les ennemis du rétablissement du culte en France. »<sup>10</sup>

Le 13 Prairial an IX, 2 juin 1801, la *Gazette de France* publie donc le rapport suivant du préfet de police Dubois :

Marie-Nicolas Fournier, ministre du culte catholique, se disant vicaire général d'Auch et d'Orléans, et ancien Docteur en Sorbonne, inscrit sur la liste des émigrés, avait obtenu une surveillance pour résider à Orléans. Ayant quitté cette commune sans autorisation, il était venu à Paris et débitait depuis quelques jours des sermons plutôt remplis d'outrages aux principes du gouvernement et à la tranquillité intérieure que de principes évangéliques. Cette conduite, qui prouvait une espèce de folie, attira l'attention du préfet de police qui fit arrêter l'individu. On a trouvé dans ses papiers un grand nombre de sermons dont plusieurs offraient le sens politique le plus dangereux, un traité où l'on réduit en crime l'acquisition de toute espèce de biens nationaux, et un autre, où colorant de raisons religieuses l'esprit de parti le plus frénétique, on déclare coupable tout ministre du culte qui fera la promesse de fidélité à la Constitution. Lui-même cependant avait fait cette promesse. Cette versatilité de conduite, l'incohérence des idées de ce prédicateur, son exaltation et la manie qu'il avait d'amal-

---

8. Luchesini au roi de Prusse, 1<sup>er</sup> juin 1801, BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la négociation du Concordat*, III, 32.

9. *Id.*, *ibid.*, note 1.

10. *Id.*, 72-73.



gamer publiquement des principes aussi étrangers avec des paroles de religion n'ont point permis de douter qu'il eût l'esprit aliéné au point de compromettre l'ordre public. En conséquence, le préfet de police, aux termes du paragraphe 6 de l'article 22 de l'arrêté des consuls en date du 12 Messidor an VIII, l'a fait arrêter et conduire à l'hospice des fous de Bicêtre <sup>11</sup>.

Fouché, qui veut frapper l'opinion, atteint pleinement son but. Les milieux diplomatiques eux-mêmes s'émeuvent. Mais l'impression produite n'est pas du tout celle qu'il cherche. « Cet acte arbitraire du Premier Consul n'a pas été généralement approuvé, écrit à sa cour l'ambassadeur d'Autriche Cobenzl. » <sup>12</sup> Sauf les philosophes de la *Décade* qui poussent des cris de triomphe et plaisantent sur la mésaventure du prédicateur insensé, dans l'ensemble, l'esprit public se montre défavorable. Les amis de Fournier en profitent pour le défendre. Le Supérieur général compose un mémoire, qu'une députation du clergé de Paris vient présenter à Bonaparte. Celui-ci reconnaît la pétition « très bien faite », mais, avec une brusquerie cavalière, éconduit les visiteurs en couvrant ses services. « Le préfet n'a agi que par ordre du gouvernement, déclare-t-il. J'ai voulu vous prouver que, si je mettais mon bonnet de travers, il faudrait que les prêtres obéissent à la puissance civile. » <sup>13</sup> C'était une façon comme une autre d'éluder le problème et de masquer sa réprobation.

Cette rebuffade ne décourage pas les avocats de Fournier. Puisque leur démarche auprès du Premier

---

11. *Gazette de France*, 13 Prairial an IX, A. AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 333.

12. BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la négociation du Concordat*, III, 12. Cobenzl à l'empereur d'Autriche, 24 juin 1801.

13. THIBEAUDEAU, *Mémoires sur le Consulat*, 157-158.

Consul n'a pas réussi, ils vont saisir l'opinion publique. Deux écrits paraissent donc ; le premier, qui s'intitule *Arrêté du ministre de la Police*, parodie violente, voire grossière, constitue un véritable pamphlet ; M. Emery, qui le réproouve et le qualifiera d'infâme, reste complètement étranger à sa rédaction comme à sa diffusion ; le second, qui s'intitule modestement *Un petit mot sur la détention de Marie-Nicolas Fournier, prédicateur catholique en plusieurs églises de Paris*, est au contraire inspiré, sinon intégralement écrit par lui ; il le répand très largement à Paris comme en province.

Sans doute, le Supérieur général n'approuve pas toutes les hardiesses de son cousin qui manque parfois de mesure comme de tenue. « M. Fournier a fait preuve de bien peu de tact, déclare-t-il à Mlle Jouen, un jour où l'orateur l'avait complimenté du haut de la chaire une demi-heure durant. Comment peut-on se permettre de louer si longtemps un homme en sa présence et un homme qui est son parent ? »<sup>14</sup> Quand le gouvernement découvrira que cet insensé possède assez de sagesse pour gouverner un diocèse, M. Emery adressera au nouvel évêque de Montpellier cette sévère monition :

Je ne vous verrai peut-être pas demain, mon cher Fournier, et je ne veux pas tarder à vous donner quelques conseils. Le premier et le plus important est de vous pénétrer dès à présent de la grandeur de votre état, des obligations qu'il vous impose, d'en faire l'objet de votre méditation de tous les jours, de toutes les heures, et de vous rappeler sans cesse cette parole de saint Paul : *Oportet episcopum irreprehensibilem esse..., sobrium, prudentem, ornatum, pudicum*. Souvenez-vous que dès à présent vous allez être en spectacle, et par conséquent que n'ayant rien, par la miséricorde de Dieu, à réformer dans le fond de votre conduite, vous devez réformer dans l'exté-

14. *Souvenirs de Mgr Le Tourneur*, D. E., IV, 222.

rieur tout ce qui pourrait donner des impressions moins favorables. Votre gaieté, surtout à table, paraît trop. Vous voulez plaisanter sans cesse, vous dissertez trop sur les mets qu'on sert à table. Ceux qui ne vous connaissent pas croiraient que vous êtes un homme de bonne chère. Ce n'est de votre part que plaisanterie et bonne humeur. Mais je sais qu'on ne pense pas toujours de même, et qu'à Lyon le prédicateur perdit beaucoup dans ses repas et dans ses sociétés particulières.

Je crois ne devoir pas perdre un moment pour vous donner cet avis, puisque vous allez être invité chez les ministres. Vous ne tarderez pas à l'être chez M. Cambacérès, qui est de Montpellier, et vous serez très observé. L'Apôtre disait à Tite ce que je vous répète : *In omnibus teipsum praebe exemplum bonorum operum, in doctrina, in integritate, in gravitate, verbum sanum, irreprehensibile.*

Vous savez de quel esprit et de quel cœur part ce qui précède <sup>15</sup>.

Mais si le Supérieur général ne se dissimule pas les défauts de son parent, s'il ne manque pas, au besoin, de l'en avertir lui-même, il n'en trouve pas moins odieux le traitement qui lui est infligé, d'autant qu'il discerne parfaitement, sous les motifs invoqués par le ministre, ses raisons de derrière la tête ; une lettre à M. de Bausset l'insinue avec prudence et dévoile à mots couverts le jeu perfide de Fouché.

On a arrêté M. Fournier pour le sermon de la Pentecôte, rapporte M. Emery à l'évêque d'Alais. On n'a pas eu d'autre prétexte qu'une phrase qui se réduit à supposer qu'il s'était commis à Paris contre Notre-Seigneur et sa religion d'aussi grands crimes que ceux qui s'étaient commis à Jérusalem. Mais la véritable cause est la foule qu'il entraînait et le denny (sic) où il jetait les philosophes. Tout cela tient à ce que nous avons observé et qu'on observe depuis trois semaines <sup>16</sup>.

---

15. Cité par Mgr MÉRIC, *M. Emery et l'Eglise de France*, II, 47-48.

16. *Emery à Bausset*, 3 juin 1801, D. E., VI, 129.

A ses yeux, l'arrestation de son cousin et les articles des journaux inspirés par la police se rattachent à une campagne montée contre le Concordat ; en quoi il voyait juste et se trouvait d'accord avec l'ambassadeur Luchesini.

## II

Cette campagne, Fouché entend bien la poursuivre et il s'y applique avec un zèle d'autant plus grand que la présence de l'habile Consalvi l'inquiète davantage. Quelle aubaine si, dans ces conjonctures, il pouvait compromettre avec les ennemis du gouvernement un vicaire général de Paris ! La police a reçu la consigne de surveiller tout spécialement les démarches du clergé en faveur de Fournier <sup>17</sup>. Elle connaît la parenté de celui-ci avec le Supérieur général ; elle sait qu'il appartient à la Compagnie de Saint-Sulpice et qu'il donne des cours au Séminaire déjà reconstitué. Elle devine par ailleurs que M. Emery n'est pas étranger à la pétition « très bien faite » présentée à Bonaparte en faveur de sa victime, dans l'entrevue de la Malmaison ; elle soupçonne qu'il serait également l'auteur des deux écrits répandus dans le public. Fouché ordonne donc son arrestation avec l'espoir qu'une enquête sévère établira son opposition au régime, en dévoilant ses entreprises et ses relations avec les ennemis intérieurs et extérieurs de l'Etat.

Le 6 juillet, les agents de Dubois l'appréhendent après avoir perquisitionné de fond en comble son appartement, saisi ses papiers et son argent. Le prisonnier, enfermé au petit dépôt de la préfecture, subit coup sur coup trois interrogatoires. De ces interrogatoires, comme des

---

17. Arch. Nat., F 7, 6294.

rapports qui les résument, et que signe le préfet Dubois lui-même, il ressort nettement que les libelles incriminés ne sont qu'un simple prétexte ; de toute évidence, on veut convaincre le Supérieur général de manœuvres hostiles au gouvernement.

Le commissaire, en effet, contrairement à ce qu'on pourrait attendre, ne débute nullement par des questions relatives aux écrits qui ont motivé l'arrestation. « Quels sont vos moyens d'existence ? » demande-t-il d'abord. Il veut absolument savoir d'où proviennent les 8 497 livres « trouvées chez lui, divisées par petites portions resserrées ou cachées dans divers endroits de son logis ». Le même jour, dans la seconde enquête, il reviendra encore sur ce point qui lui semble essentiel. D'où proviennent ces fonds ? Quelle en est la destination ? « Vous n'envoyez pas seulement de l'argent à l'étranger ; vous en recevez aussi. Ces sommes assez fortes font croire qu'elles ont une autre source que vos revenus. » On voudrait pouvoir établir que le Supérieur général reçoit des subsides des émigrés ou des puissances européennes. Mais celui-ci se justifie aisément. C'est le produit de son patrimoine dans le pays de Gex, le résultat de son épargne. « J'avais, déclare-t-il, autrefois, une abbaye de 4 500 livres de rente. J'ai fait des économies et je m'en sers aujourd'hui. » D'autre part, « les petites sommes trouvées séparément et indiquées au procès-verbal rédigé dans l'après-midi d'hier sont destinées pour payer des Messes à dix, douze et quinze sols ; car, à Paris, on n'en trouve presque point. Les autres sommes, dont six sacs de 1 200 francs, forment mon pécule particulier. Quant aux billets, c'est une suite de comptes avec Mme Nyon, dont le mari a imprimé les ouvrages dont j'ai fait les avances ; elle m'a fourni depuis des livres et c'est compte à régler entre nous ».

Le second interrogatoire s'ouvre par une série de questions relatives à la promesse. « Puisque vous êtes vicaire général de Paris, puisque vous vous occupez d'affaires ecclésiastiques, il paraît que vous étiez ou deviez être astreint à la promesse de fidélité. Pourquoi ne l'avez-vous pas faite ? » On insiste le lendemain, et pour cause, car le refus de cet engagement constitue un cas formel de déportation. « Expliquez-nous comment étant partisan de la promesse, comme vous le dites et que quelques-uns de vos écrits semblent l'annoncer, vous ne l'avez pas faite vous-même. Car celui qui autorise à exercer le culte et met dans la nécessité de faire la promesse ceux qu'il autorise, nous paraît devoir y être astreint le premier. »

« Je réponds ce que j'ai déjà dit ; que je ne me croyais pas dans le cas de la faire. De plus, nous avons cru utile et politique de ne pas faire d'abord la promesse, car l'ayant faite et exhortant les autres à la faire à leur tour, ils auraient pu croire que nous avions un intérêt direct et particulier à les engager à suivre notre exemple ; au lieu qu'en leur prouvant la nécessité de faire cette promesse et nous ne l'ayant point faite, par la seule raison que nous n'y étions point obligés, nos raisonnements devaient prendre un nouveau degré de force auprès des prêtres soumis à notre juridiction et les amener au but désirable pour le bien de l'ordre et de la paix. »

Cependant, il faut bien interroger le prisonnier sur les écrits relatifs à l'affaire de Fournier. « Quel est l'auteur de l'imprimé intitulé *Un petit mot sur la détention de Marie-Nicolas Fournier* ? » M. Emery refuse de livrer son nom « qui doit être assez connu » ; il refuse également de trahir l'imprimeur, encore qu'il sache le chiffre du tirage, mille ou mille cinq cents

exemplaires ; il refuse enfin de dire par qui ces exemplaires ont été transmis. Pour son compte, le Supérieur général en a expédié quelques-uns dans le pays de Gex et distribué d'autres chez lui aux amis de son cousin. Là se bornent tous ses aveux qui ne compromettent personne.

On arrive au second factum, l'*Arrêté du ministre de la Police* dont on a saisi un texte dans ses papiers. M. Emery assure qu'il n'a pris aucune part à cette publication qu'il réproouve, jusqu'à la qualifier « d'infâme ». On n'insiste pas. Il est trop évident que ce pamphlet n'est point dans la manière du prévenu.

Troisième pièce : le *Mémoire pour le citoyen Fournier*, prédicateur catholique. « Je ne le désavoue pas, répond le Supérieur, puisque j'y ai travaillé moi-même ; je le prends en entier sur mon compte. » Et comme le policier lui demande s'il en a fait usage, il réplique de telle façon que l'enquêteur tourne de court. « Je l'ai remis aux trois consuls et à deux conseillers d'Etat ; il n'a point été imprimé et je n'ai pas même permis qu'il y en eût une seule copie. Ce mémoire a été par moi rédigé d'après même le conseil d'un des trois consuls. »

Suit une série de questions sur les différents écrits trouvés dans son appartement, y compris le *Discours de Bonaparte au clergé de Milan*, sans doute suspect lui aussi. Comme le commissaire se préoccupe de savoir quel parti M. Emery en a tiré ou voulait en tirer, celui-ci s'explique non sans ironie : « Cet écrit a eu différentes éditions ; j'en ai donné beaucoup d'exemplaires ; il m'a paru devoir faire beaucoup de bien et, véritablement, il en a fait. » Décidément, l'avertissement que lui donna le Premier Consul, lors de sa visite officielle après l'attentat de Nivôse, lorsqu'il lui

avait présenté le texte imprimé de cette allocution, était tout à fait opportun : « Méfiez-vous du ministre de la Police. » Nul doute qu'à ce moment ce conseil ne revînt à sa mémoire et, qu'à son tour, il ne sourît, intérieurement du moins, en constatant l'embarras de son enquêteur et son manifeste dépit.

Enfin, on passe en revue tous ses correspondants. Un homme qui écrit tant et auquel on écrit tant doit être le centre de ramifications dangereuses ; ces ramifications, il importe de les découvrir en saisissant le fil qui relie toutes ces intrigues. De là, surtout dans le troisième interrogatoire, une série de questions extrêmement pressantes. « Oui, avoue le Supérieur général, je reçois beaucoup de lettres et de trop même pour ma bourse et pour mon temps. Mais elles sont toutes relatives à la promesse et à des matières ecclésiastiques », et il s'explique sur chaque cas. S'il se trouve en relations épistolaires avec des prêtres de l'Ouest, c'est pour les exhorter à se soumettre, de telle sorte qu'ils puissent rentrer en France ou librement exercer leurs fonctions. Où veut en venir le commissaire, M. Emery le discerne nettement ; malgré la longueur des séances, qui, parfois, se prolongent jusqu'à 10 heures du soir, malgré leur rapide succession, il échappe à tous les pièges qui lui sont tendus. Aussi bien, son attitude constamment loyale vis-à-vis du gouvernement lui rend-elle la tâche facile. C'est un procès tendancieux qu'on lui intente pour soulever l'opinion, inquiéter Bonaparte lui-même et contrarier les négociations de Consalvi<sup>18</sup>.

Plus encore que l'enquête des policiers, les rapports officiels trahissent ce perfide et malveillant dessein :

---

18. *Interrogatoires du citoyen Emery*, Arch. Nat., F 7, 7887.



J.-A. Emery, ex-Supérieur du Séminaire de Saint-Sulpice, ayant été signalé comme auteur et distributeur d'un imprimé intitulé *Un petit mot*, etc., le préfet de Police l'a fait arrêter et interroger, et a fait mettre les scellés sur ses papiers et effets, écrit le citoyen Cordérant.

Neuf exemplaires de ce pamphlet restant de mille cinq cents ont été trouvés chez lui ; ils ne portent ni nom d'auteur ni d'imprimeur.

Le prêtre Emery a nié qu'il en fût l'auteur, l'a attribué à un censeur de l'Ancien Régime dont il a refusé de dire le nom.

Les papiers saisis chez lui sont composés en partie de pamphlets et de libelles, qui ont paru depuis le 18 Brumaire relativement aux prétendus intérêts de la religion, en manuscrits, d'une correspondance très étendue avec les prêtres non seulement de tous les coins de la France, mais avec ceux qui sont émigrés ou déportés.

Il paraît être l'oracle du parti et l'homme de confiance de tous les anciens évêques.

Il n'a pas fait la promesse de fidélité à la Constitution, parce qu'il ne s'y prétend pas obligé, mais il la permet et même il la conseille aux autres. Mais le mot de cette énigme se trouve dans une des pièces de sa correspondance ; *on ferait la promesse de fidélité, laquelle ne lie pas les ministres du culte sous le rapport de l'empire qu'ils peuvent exercer sur les conscience*, etc.

Voilà comment ces hommes savent se faire une conscience selon leurs passions.

Ce n'est pas assez de fortifier les faibles par ses conseils ; il paraît que le prêtre Emery les aide de sa bourse, ou du moins des fonds dont il est le dépositaire et le distributeur, et c'est à cela que paraissent destinés les 8 497 francs trouvés chez lui.

Enfin, Emery se dit l'un des vicaires généraux de l'archevêque Juigné, ne se mêlant cependant que du conseil, à ce qu'il assure dans son interrogatoire, renvoyant le reste aux citoyens Dampierre et Malaret, et se bornant seulement à donner quelques permissions de dire la Messe et d'exercer quelques fonctions.

D'après cet exposé, on doit envisager Emery sous deux rapports, sous celui de distributeur de l'écrit *Un petit mot*, et sous celui de prêtre insermenté, agent des prêtres étrangers et chargé d'entretenir le feu du fanatisme.

Sous le premier rapport, quelque répréhensible que soit son ouvrage, il serait à craindre qu'il sortit triomphant d'un débat judiciaire, car les provocations prévenues par l'article 5 de la loi du 28 Germinal an IV ne sont pas assez ouvertement faites dans cet ouvrage pour appeler une condamnation inévitable.

Sous le deuxième rapport, Emery est dans la main du gouvernement. Vainement prétend-il échapper en se couvrant du titre de vicaire général qui, n'étant pas considéré comme celui d'un fonctionnaire public, ne l'astreignait point au serment ; il y était incontestablement assujéti par son titre et son emploi de *Supérieur de Séminaire*. Il est donc sujet à la déportation aux termes des anciennes lois, et la conduite qu'il tient ici doit lui attirer toute la sévérité du gouvernement. Le faire sortir du territoire français ne serait qu'affaiblir le mal, que déplacer pour quelque temps le siège de sa correspondance. Il faut le détenir soigneusement et au secret dans telle maison que le ministre indiquera <sup>19</sup>.

Le préfet de police Dubois renchérit encore dans son rapport du 19 Messidor an IX, 7 juillet 1801. La veille déjà, il avait fait passer une note perfide : « On a reconnu dès l'abord, écrit-il, que les liaisons de cet individu sont très étendues et qu'il connaît beaucoup de gens qui ne passent pas pour être les amis du gouvernement. »

Les papiers du prêtre Emery sont en très grand nombre. Ils sont en partie composés d'une correspondance très étendue avec les prêtres, non seulement de tous les coins de France, mais avec tous ceux qui sont émigrés ou déportés.

Il paraît qu'Emery est l'oracle du clergé et l'homme dans lequel tous les évêques, émigrés ou insoumis, ont placé leur entière confiance.

De toutes parts on le consulte soit sur la promesse de fidélité à la Constitution, soit sur la rentrée en France, et la possibilité de l'obtenir.

On trouve encore dans ses papiers une liste d'un grand nombre de prêtres des départements de l'Ouest qui demandent

---

19. Le citoyen Corderant était chef de bureau au ministère de la Police, *Almanach National*, an IX, 119.

à rentrer en France et une autre liste des déportés de la Vendée admis à résider comme citoyens français et à exercer le culte catholique <sup>20</sup>.

Voici enfin la conclusion de Dubois qui, par-dessus le prévenu, vise nettement tout le Conseil archiépiscopal de Paris :

Emery est ici le véritable représentant de Juigné ; c'est lui qui est à la tête de toutes les affaires ecclésiastiques et il n'est pas le moindre ennemi des prêtres assermentés et surtout du Concile qui a lieu dans ce moment.

Quoi qu'il ait rejeté dans son interrogatoire qu'il ne se mêlât que fort peu des affaires du diocèse, il n'en est pas moins vrai qu'il en est l'âme, que lui seul le dirige par ses conseils et qu'enfin les autres soi-disant grands vicaires de Juigné, tels que Malaret, Dampierre et autres, lui sont entièrement soumis.

Il distribue et probablement fait imprimer tous les ouvrages relatifs à l'espèce de guerre qui dans ce moment déchire le sein de l'Eglise <sup>21</sup>.

### III

Quelle serait la conclusion de cette affaire ? On pouvait se le demander, car des influences jouent en sens contraire. Au témoignage de Mlle Jouen, certains constitutionnels multiplient les démarches pour solliciter la déportation de cet adversaire actif et gênant. Le ministre de la Police, pour son compte, serait partisan de cette mesure, car elle débarrasserait le sol national d'un oracle indésirable, et cet ultramontain serait mieux à sa place outre-monts. Mais « M. de Lalande, évêque intrus de Nancy, ci-devant Oratorien, confrère et ami de Fouché, dans le moment employé au ministère de la Police, et M. Desprès-Cassier,

---

20. Arch. Nat., F 7, 3829.

21. *Id.*, et D. E., XII, 108.

général dans l'armée, s'emploient tous les deux avec chaleur »<sup>22</sup> à obtenir sa libération.

En attendant son arrêt, enfermé au petit dépôt de la préfecture, dans une promiscuité pénible qui lui rappelle les plus mauvais jours de la Conciergerie, le Supérieur général pratique « des vertus extraordinaires ».

Jamais, rapporte Mlle Jouen, il ne voulut accepter aucun adoucissement ; il refusa constamment la nourriture que je lui portais et il la donnait aux pauvres ; je lui fis porter un matelas sur lequel il n'a jamais couché, et il le prêtait aux femmes qui étaient dans sa chambre, car cette prison qui pouvait contenir au plus douze personnes en eut jusqu'à soixante ; c'était dans une chaleur excessive et il y avait tout à craindre pour la santé ; tout y était confondu, filles publiques, femmes honnêtes, hommes de tous les genres. Il fut respecté de tous et se rendit utile à tous. D'abord, il fit venir un aubergiste, il fit la liste de tous ceux qui ne pouvaient se rien procurer par leur misère et qui n'avaient que le traitement de la prison, qui consistait en une cruche d'eau et une livre et demie de pain de munition. Il commanda, pour les jours gras, la soupe et le bouilli et, le soir, un plat de légumes pour le dîner et le souper, et il n'a jamais vécu autrement que les pauvres qu'il nourrissait et jamais d'autre pain que celui de la prison et de l'eau. Je n'ai jamais pu lui faire accepter une tasse de chocolat ni quoi que ce soit. Il me fit lui apporter un catéchisme de Paris et profita d'un pauvre enfant qui se trouvait dans cette prison pour lui apprendre ses prières et son catéchisme ; plusieurs en profitèrent et il fit beaucoup de bien à ces pauvres gens. Dans le nombre de ces prisonniers, il y en avait des riches, qui n'ont jamais pu lui faire rien accepter et qui m'ont dit plusieurs fois, les larmes aux yeux, que c'était un saint et qu'il leur apprenait à souffrir avec patience et même joie en voyant sa charité et son amabilité. Cette préfecture était remplie d'espions et presque tous des prêtres apostats et mariés, qui avaient pour lui le plus profond respect et qui ne pouvaient supporter ses regards sans être couverts de confusion, et j'en ai vu pleurer de honte et même vanter ses vertus.

22. Notes de Mlle Jouen, D. E., IV. 1013 et sq.

Vers le 14 juillet, il y eut une mesure générale pour arrêter toutes les personnes suspectes au gouvernement. Alors, toutes les prisons furent encombrées. Dans celle où était M. Emery, il n'était pas possible d'y rester sans péril ; je fis beaucoup de démarches pour qu'on évacuât cette prison et qu'il ne fût pas transféré. Je craignais que, s'il était placé ailleurs, cela ne fît prolonger sa détention. A force de prières, j'obtins ce que je demandais, et le soir, à 9 heures, on vida cette prison ; ils ne restèrent que sept, y compris M. Emery. Il sut que c'était à mes sollicitations que cela s'était fait au grand chagrin de tous ces malheureux prisonniers. Lorsque j'arrivai le matin comme à mon ordinaire, je le trouvai très fâché contre moi. C'est la seule fois où il me dit des choses dures ; il me prouva que mon attachement pour lui était mauvais, puisqu'il m'ôtait la charité, que si il y eût été malade que ça n'était rien en comparaison de plus de soixante personnes que j'avais mises au désespoir ; il ne pouvait pas s'en consoler <sup>23</sup>.

Enfin, les démarches faites en faveur du Supérieur général aboutissent. Le 4 Thermidor an IX, 25 juin 1801, Fouché, bien à contre-cœur et avec un retard de deux semaines, autorise Dubois à mettre en liberté « cet individu », à la charge par lui « de souscrire la promesse de fidélité et de se faire cautionner par deux citoyens dont les principes et la moralité vous soient connus » <sup>24</sup>.

Au bout de trois jours, écrit M. Emery à M. de Bausset, c'est-à-dire après l'examen des papiers et imprimés trouvés chez moi, je devais sortir ; mais la décision finale devait partir du ministre de la Police qui avait promis ma prompte mise en liberté, et l'expédition, qu'il a fallu forcer en quelque sorte, n'a été faite qu'après quinze jours, tant je suis aimé dans les bureaux de ce ministre <sup>25</sup>.

L'ordre d'élargissement, rapporte Mlle Jouen, fut remis à M. de Crouseille, depuis évêque de Quimper, et à M. de Pancemont, curé de Saint-Sulpice, qui vinrent me chercher et nous

23. Notes de Mlle Jouen, D. E., IV, 1013 et sq.

24. Arch. Nat., F. 19, 3829.

25. A Bausset, 25 juin 1801, D. E., VI, 125.

fûmes dans des transports de joie le chercher. Nous le trouvâmes qui disait son Bréviaire. Il ne voulut nous voir que quand il eut tout fini. Il reçut la nouvelle avec beaucoup de sang-froid et, quand on lui dit qu'il avait failli être déporté en Italie, il nous assura qu'il n'en aurait pas été fâché, que ce voyage qu'il ne pourrait jamais faire lui aurait été agréable et utile<sup>26</sup>.

C'est la cinquième prison<sup>27</sup> que je fais, écrivait quelques semaines plus tard le Supérieur général à M. Bailly qui l'avait félicité de sa libération. Je souhaite en avoir fait la clôture pour tous les autres ecclésiastiques. Vous voyez que je ne suis pas l'enfant gâté du gouvernement et, dans le vrai, je n'ai rien fait dans le dessein de lui plaire et il ne me doit rien. J'ai embrassé et accrédité des opinions qui lui étaient favorables, mais ne l'ai fait que parce qu'elles me paraissaient vraies et qu'elles étaient utiles à la religion parmi nous<sup>28</sup>.

M. Emery ne joue pas au martyr. Cette lettre d'une bonhomie souriante, malicieuse, nous le livre tout entier avec sa loyauté, son absolu désintéressement, sa farouche indépendance à l'égard des partis politiques et du gouvernement quel qu'il soit ; sa profonde modestie, le ton détaché avec lequel il parle, sans rien dramatiser, de sa disgrâce comme d'une chose toute naturelle, et des raisons qui la motivèrent, ne mettent que plus en valeur ses intimes dispositions. « Je dois regarder cet événement comme une faveur du ciel, lisons-nous dans une lettre à M. de Bausset, puisque Dieu ne promet rien de plus dans le monde à ceux qui serviraient son Eglise avec plus de zèle. »<sup>29</sup> Servir l'Eglise et ne servir que l'Eglise, tel est l'unique principe dont il s'inspire. Rien ne pourra le détourner de cette ligne de conduite. Voilà justement ce que le ministre de la Police ne saurait lui pardonner.

26. Notes de Mlle Jouen, D. E., IV, 1013 et sq.

27. Sainte Pélagie, les Carmes, la Conciergerie, Le Plessis.

28. A Bailly, 18 avril 1801, D. E., non coté.

29. A Bausset, 25 juillet 1801, D. E., VI, 132.

M. Emery, après son élargissement, continuera donc avec le même esprit, les mêmes méthodes, son action efficace, sage et discrète en faveur de la pacification religieuse. Fouché et Dubois en sont quittes pour leurs frais ; leurs mesures vexatoires, leur tentative d'intimidation le laissent inébranlable ; ce petit prêtre, qui les inquiète, ils ne pourront le neutraliser. Ils ne l'empêcheront pas davantage d'intervenir en faveur de Fournier. A peine sorti de prison, le Supérieur général écrit à son cousin, transféré en Italie, pour lui adresser d'audacieux encouragements et des avis aussi surnaturels que pratiques.

Quand nous avons reçu, mon cher Fournier, le billet qui nous a instruits que vous suiviez la route de Dijon, nous étions informés qu'on vous conduisait à Turin, et que vous deviez être enfermé dans une espèce de Séminaire, devenu le lieu de votre réclusion. J'ai écrit à Lyon de chercher un négociant honnête qui vous ferait tenir par son correspondant à Turin l'argent dont vous auriez besoin, en m'engageant à le rembourser.

M. et Mme d'Auteroche sont repartis le lendemain de votre départ. On le leur a conseillé. M. d'Auteroche a réclamé vos papiers. On lui a tout rendu, excepté les sermons et les lettres, dont on a fait un paquet cacheté, qu'on garde au dépôt.

Il est inutile de vous dire la désolation de Mlle Jouen, de M. de Crouseille et de sa tante, etc. La désolation est générale.

L'auteur du fameux roman d'*Atala* a dit qu'il vous trouvait bien heureux, et qu'il voudrait être à votre place. Effectivement, aux yeux de la foi, rien de plus digne d'envie que votre sort.

Tout le Nouveau Testament est plein de vérités qui le prouvent : vous en trouverez un grand nombre dans la première Epître de saint Pierre. L'ouvrage imprimé sous le règne de François I<sup>er</sup> et dédié à ce prince, qui vous a été envoyé, semble fait pour vous. Lisez encore à la fin du *Paradisus*, le Psautier d'Horstius. Le capital pour vous est de ne pas laisser échapper cette grâce.

Je crois que Dieu vous appelle au ministère de la chaire :

suivez donc cette vocation, et dirigez vos études de ce côté. Si vous êtes à portée de lire quelques saints Pères, lisez les discours de saint Basile et ceux de saint Grégoire de Naziance ; ce sont deux mines que l'on n'a point encore assez exploitées, et notez toutes les sentences et tous les traits qui pourraient vous servir dans la suite. S'ils sont trop longs, contentez-vous d'en noter la substance et l'endroit du livre. Composez même dans votre retraite, mettez par écrit votre discours projeté sur la Trinité. Après tout, si vous manquez de livres, vous aurez toujours une Bible ; lisez-la attentivement et d'un bout à l'autre ; peut-être que cela ne vous est jamais arrivé.

Disposez tellement votre temps, qu'il vous en reste la plus grande partie pour la prière et pour l'étude. Si vous pouvez débiter par une retraite, ce serait le mieux ; car le point auquel vous devez vous attacher davantage, c'est de former votre intérieur, à purifier vos intentions, à n'avoir en vue que la gloire de Dieu. Rien n'est plus dangereux pour un prédicateur que les applaudissements et, s'il n'est pas un homme intérieur, un homme d'oraison, il est fort exposé à périr... Faites donc votre capital de la piété. Vous n'en prêcherez que mieux <sup>30</sup>.

Non content de soutenir Fournier et par ses conseils et par l'expression affectueuse de sa sympathie, M. Emery multiplie les démarches et met en branle toutes ses relations pour obtenir son élargissement. Après de longs échecs, son inlassable persévérance finira par l'obtenir, au début de 1803, grâce à la haute intervention du cardinal Fesch.

Fournier réapparaîtra alors dans les chaires de province et de Paris, toujours aussi éloquent et aussi audacieux, avec un supplément de prestige dû à l'odieux traitement si courageusement subi. Lorsque l'Empereur le nommera, en 1806, au siège de Montpellier, l'incorrigible prédicateur fera au préfet de police une visite ironique de remerciements « en lui

---

30. A Fournier, 28 juillet 1801, D. E., V, 52.



déclarant spirituellement qu'il considérait l'aventure de Bicêtre comme l'origine de sa fortune »<sup>31</sup>.

Les esprits malins trouvèrent une autre explication. Le bruit court, en effet, que, pour empêcher les intempérances verbales du fougueux orateur, le gouvernement a choisi le plus élégant et le plus sûr des moyens ; astreint à la majesté du style épiscopal, Nicolas Fournier devra contenir ses élans. Cette solution, si elle est authentique, valait infiniment mieux que celle du ministre Fouché.

---

31. L. LANZAC DE LABORIE, *Consulat provisoire et Consulat à temps*, 330. Duchesse d'ABRANTÈS, *Mémoires*, VIII, 473-474.

## CHAPITRE IV

### LES DEMISSIONS EPISCOPALES

I. La signature du Concordat. Inquiétudes de M. Emery. M. Emery et le légat Caprara. M. le Surre, secrétaire à la légation. M. Emery et Portalis. — II. La nouvelle circonscription des diocèses. Regrets de M. Emery. La démission générale des évêques. La question de principe. M. Emery et les droits du Pape. — III. Les refus de démission. L'opposition en Angleterre, en Espagne, en Allemagne. Intervention et conseils de M. Emery. Les résultats.

#### I

Lorsque M. Emery sort de prison, le 23 juillet 1801, l'accord entre le Saint-Siège et la France se trouve signé depuis huit jours par les plénipotentiaires de Pie VII, Consalvi, Spina, Caselli, et ceux du Premier Consul, Joseph Bonaparte, Crétet et Bernier. Mais, sur les dispositions de cet accord, rien ne transperce. « Le cardinal Consalvi est parti hier ou avant-hier, écrit le Supérieur général à M. de Bausset. J'ignore les conditions du nouveau Concordat. »<sup>1</sup>

Cette réserve s'explique. Il faut, en effet, que le Pape

---

1. A Bausset, 25 juillet 1801, D. E., VI, 132.

ratifie le traité, et Consalvi prévoit qu'à Rome la Congrégation cardinalice élèvera quelques oppositions. Ces oppositions, le secrétaire d'Etat réussit, non sans peine, à les vaincre et, le 15 août, le Souverain Pontife donne son approbation. En attendant, le doute continue à planer, et M. Emery, tout anxieux, se partage entre l'impatience et l'appréhension. « La Bulle est arrivée mardi, mande-t-il au début de septembre à l'évêque d'Alais. Le cœur me bat un peu, et je crains un peu d'apprendre, en même temps que je le désire. »<sup>2</sup>

Quelques jours plus tard parviennent au Supérieur des renseignements inquiétants ; on lui communique, en effet, « un petit écrit » renfermant quelques articles du traité, recueillis par un conseiller d'Etat qui en avait pris lecture à la Malmaison.

Je vous prie de croire, avoue-t-il, que j'en ai été consterné. Si la relation est exacte, je crains bien que le nouvel ordre de choses ne rencontre la plus amère censure et ne donne lieu à un nouvel ordre de troubles. La prudence ne permet pas d'écrire ce qui m'a été communiqué et que j'aime à croire peu exact<sup>3</sup>.

Une rectification heureusement suit bientôt, que le Supérieur général transmet immédiatement à M. de Bausset, dans une deuxième lettre du 17 septembre, doublement intéressante et par les précisions qu'elle nous donne sur l'objet de si vives alarmes et par les indications qu'elle fournit sur le climat psychologique de ce temps. Cette fois, nous savons de quoi il s'agit, car seul le destinataire se trouve en mesure d'interpréter le second billet par le premier et M. Emery peut maintenant dévoiler ce qu'il avait dû taire. Le « petit écrit » communiqué par le conseiller d'Etat assurait que

---

2. A Bausset, septembre 1801, D. E., VI, 134 bis.

3. A Bausset, 6 septembre 1801, D. E., VI, 135.

le Concordat « reconnaissait la déchéance de la Maison de Bourbon, parce que les peuples ont toujours le droit de changer de gouvernement » ; il transformait par ailleurs les évêques en « professeurs de morale » <sup>4</sup>.

Si de graves personnages, qui ont pris connaissance des textes originaux, les déforment à ce point, on devine quels bruits répandent l'imagination et la malveillance. Que M. Emery, tout en élevant un certain doute sur des clauses aussi extraordinaires, ne les regarde pas comme absolument invraisemblables, qu'il éprouve à cette nouvelle une véritable consternation, voilà ce qui nous en dit long sur les inquiétudes des catholiques les plus sages relativement aux dispositions religieuses du gouvernement. A un siècle et demi de distance, nous nous figurons trop aisément qu'ils se trouvaient dans une sécurité complète et dans un total ravissement. En réalité, ils tâtonnent, ils hésitent, ils tremblent, ils se demandent où on les conduit. Le Concordat proclamé, leurs incertitudes, loin de là, ne prendront pas fin. Rien de plus suggestif que leurs doléances parfois découragées. Caprara n'est pas seul à gémir sur « les bourrasques » qu'il subit ; il n'est pas seul à déclarer que tout va être perdu. Beaucoup d'évêques sincèrement ralliés au nouvel état de choses, M. Emery lui-même, expriment très longtemps des craintes identiques. Les périodes de renaissance religieuse n'apparaissent parfaites et lumineuses que de loin.

Le 10 septembre 1801, l'accord devient définitif après l'échange des ratifications à Paris. Reste à le convertir en loi d'Etat avec la sanction des Assemblées. Mais l'opposition des corps politiques se révèle tellement vive que Bonaparte doit différer la publication du Con-

---

4. A Bausset, 17 septembre 1801, D. E., VI, 138.

cordat ; prévue d'abord pour le 18 Brumaire, puis reportée à Noël, celle-ci n'aura lieu que le 9 avril 1802. Sans attendre, cependant, on se met à l'ouvrage pour préparer la réorganisation de l'Eglise de France sur des bases prévues par le traité, travail immense et infiniment délicat, qui relèvera d'une administration civile, l'administration des cultes, et d'un légat pontifical envoyé par Pie VII à Paris.

Ce légat, le Premier Consul l'exige pour avoir « par procuration le Pape à domicile »<sup>5</sup>. Comme il veut, par ailleurs, que ce « Pape à domicile » se montre très accommodant, il désigne lui-même pour ces hautes fonctions le cardinal Caprara, « très vieux, très bon, très faible et si indulgent pour les nouveautés françaises que, dans le Sacré-Collège, il passait pour jacobin »<sup>6</sup>.

Le cardinal arriva, le 4 octobre, muni de tout un cérémonial pour l'*Ingresso solenne di un Cardinale nelle citte e chiese principale della sua Legazione*, savamment établi par son cérémoniaire Mazio, et du cérémonial utilisé en 1664 pour la réception à Paris du cardinal Chigi ; précaution inutile, car son entrée dans la ville principale de sa légation n'eut rien de solennel ; le gouvernement s'arrange, en effet, pour qu'il arrive en pleine nuit, à 1 heure du matin. Une fois dans la capitale, on le livre, comme Spina, à Bernier, qui, d'ailleurs, le loge magnifiquement à l'hôtel Montmorin et pourvoit très largement aux frais de sa maison, grâce aux fonds que lui verse M. de Talleyrand sur le budget de son ministère.

Que le légat pontifical tombât à son tour sous la

---

5. P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 237.

6. J. LEFLON, *Bernier*, I, 194.

coupe du curé de Saint-Laud, la chose ne pouvait plaire à M. Emery. Sans doute, Caprara se trouve épaulé vigoureusement par ses secrétaires, Sala et Mazio, hommes énergiques et de toute première valeur ; c'est la différence avec Spina, réduit aux ressources limitées de l'honnête Caselli. Mais Sala et Mazio connaissent encore moins que l'archevêque de Corinthe le terrain difficile sur lequel ils devront opérer. Or, au moment où se réorganise l'Eglise de France, il importe plus que jamais de posséder une notion exacte de la situation, de se tenir au courant des fluctuations politiques, de porter sur les hommes des jugements avertis. Caprara ne doit pas se laisser isoler et chamber, ni par le gouvernement français, ni même par ses conseillers romains.

M. Emery s'emploie donc à établir avec le cardinal la liaison secrète et efficace qu'il conseillait jadis à Spina. Un ancien élève des Robertins lui paraît spécialement propre à cette délicate mission, l'abbé le Surre, qui nous raconte, dans des notes extrêmement intéressantes, l'origine de leurs relations.

La première fois que j'eus le bonheur de converser assez longtemps avec M. Emery, écrit-il, ce fut un jour d'été en 1801. J'avais été obligé de me cacher sous un faux nom, parce que j'étais devenu suspect à la police du temps, à cause d'un passeport d'Anvers qu'on m'avait délivré dans cette ville ; quelque temps après que j'y eus obtenu, à la recommandation de quelques graves personnages, le titre de *citoyen*, Mgr l'évêque de Waterford (Irlande) que j'avais connu particulièrement à Londres, ayant appris que j'étais alors à Paris, parvint à connaître mon adresse et m'invita à dîner chez lui, à l'hôtel de Vendôme, rue d'Enfer. Je n'y rencontrai que deux respectables convives, M. Emery et M. Matsch ; celui-ci était alors à la tête de l'établissement du Séminaire des Irlandais ; à peine avions-nous commencé à manger la soupe, qu'un mouvement de gaieté suggéra tout à coup à M. Emery une suite de plaisanteries, si

finies et si ingénieuses, touchant, si je m'en souviens bien, la *liberté des cultes*, alors à la mode, qu'un fou rire s'empara de Mgr l'évêque de Waterford et de moi, avec d'autant plus de force et de durée que la gravité de M. Emery et celle de M. Matsch contrastaient singulièrement avec une aussi grave et aussi plaisante critique.

Nous fûmes contraints, l'évêque et moi, de demander grâce au vénérable convive et la liberté de continuer notre dîner<sup>7</sup>.

Ce premier contact, en vérité fort pittoresque, marque le début de rapports suivis. Le Supérieur général associe le jeune prêtre à ses publications, à ses travaux, et, après l'avoir mûrement étudié, croit découvrir en lui les qualités nécessaires au rôle délicat qu'il lui réserve. En novembre 1801, il lui propose de l'introduire comme secrétaire français à la légation pontificale.

Je lui avouai franchement, rapporte l'abbé le Surre, que je ne me souciais pas d'entrer dans cette nouvelle carrière, non seulement à cause de mon incapacité, dont j'étais intimement convaincu, mais encore parce que je croyais connaître assez le caractère des Italiens pour être persuadé que j'aurais bien

---

7. Notes de l'abbé le Surre, D. E., V, 672. Né à Calais en 1763, M. le Surre avait été élève des Robertins. Attaché à la paroisse Saint-Sulpice après son ordination sacerdotale, il passe en Angleterre en 1791, voyage en Allemagne avec le fils d'un lord anglais, son élève, de 1795 à 1797. Il rentre en France en 1801. M. Emery l'indiqua comme vicaire général à M. Maillé de La Tourlandry, évêque de Rennes, puis à M. de Broglie, évêque de Gand. Napoléon le fait emprisonner en 1813, pour avoir montré la même intrépidité que ce dernier prélat dans la défense des libertés religieuses. Il devint, sous la Restauration, vicaire général du prince de Croy, à Rouen. C'est à M. le Surre que nous devons la première publication des célèbres ouvrages de spiritualité du P. Grou : *Pratique de l'oraison mentale*, *Le manuel des âmes intérieures*. Le P. Grou avait confié ses manuscrits à ce compatriote calaisien. On trouvera sur l'abbé le Surre de précieuses indications dans l'ouvrage du chanoine Mahieu : *Vie de M. l'abbé Libert*, Lille, 1930.

de la peine de sympathiser avec les membres, tout respectables qu'ils étaient, de la légation romaine.

M. Emery n'insista point, d'abord, sur cette première demande, mais peu de temps après, il revint à la charge. « Je dois convenir, me dit-il, qu'il ne s'agit pas ici de vous procurer une situation agréable, mais de vous mettre à même de rendre un service important à l'Eglise de France. M. le cardinal et son Conseil paraissent vouloir s'isoler entièrement du clergé de France ; ils sont cependant dans un pays et sous un gouvernement qu'ils ne connaissent que fort peu, et il est fort à craindre qu'avec les meilleures intentions du monde, ils ne commettent bien des erreurs. Pour les éviter, il est fort à désirer que M. le cardinal donne sa confiance à un prêtre français qui, demeurant constamment auprès de lui, lui ferait connaître au besoin tout ce qui lui serait communiqué par des ecclésiastiques d'un certain rang et d'une certaine influence, bien informés de tout ce qui concerne les affaires de sa légation, et de tout ce qui se passe secrètement à cet égard dans le sein même du gouvernement.

Je crus devoir lui représenter qu'il me paraissait difficile à croire qu'un prêtre aussi obscur et aussi ignorant que je le suis pourrait être admis à traiter *directement* avec le cardinal légat, sans devenir suspect aux membres de son Conseil, sans exciter leur jalousie ; position très-fâcheuse qui me serait insupportable. « Vous ne devez point, me répondit-il, vous livrer à cette crainte, mais penser qu'il s'agit ici d'une bonne œuvre dont vous pouvez apprécier toute l'importance. Je vais vous mettre en rapport avec deux ecclésiastiques d'un grand mérite, M. l'abbé Dombidaud de Crouseilles, vicaire général d'Aix (depuis évêque de Quimper), et le P. de la Brulerie, ancien supérieur des Théatins et maintenant directeur de la conscience du cardinal Caprara. »

Je ne tardai pas à comprendre les motifs qui avaient déterminé M. Emery à chercher le moyen de préserver la légation romaine des pièges qu'on ne manquait pas de lui tendre. Il savait que, depuis nombre d'années, la diplomatie française s'était fait connaître en général aux puissances étrangères par la plus insigne mauvaise foi, et notamment au Saint-Siège, par sa haine invétérée contre la religion catholique et contre ses ministres. Bonaparte avait été longtemps l'instrument du Directoire pour renverser de fond en comble les Etats du Saint-Siège et faire disparaître à jamais, s'il lui était pos-



sible, le centre de l'unité catholique. Il n'était pas difficile de voir qu'il ne voulait rétablir la religion que dans l'intérêt de sa politique. Il avait lui-même demandé au Pape le cardinal Caprara, qui avait joui d'une réputation de *facilité* et de complaisance dans les nonciatures de Lucerne et de Vienne, et qui n'est pas avantageusement noté dans les *Mémoires* du cardinal Pacca, qui sont singulièrement estimés.

J'allai donc voir M. l'abbé Dombidaud. C'était un homme de beaucoup d'esprit et d'une grande piété. Plus je le vis, plus je l'estimai. Son compatriote Portalis, conseiller d'Etat, chargé des affaires du culte, lui offrit, à l'époque du Concordat, un évêché, dont il lui laissa le choix. Il n'en voulut aucun. C'est par lui que M. Emery se procura les divers renseignements qu'il me communiqua durant tout le temps que je résidai à l'hôtel de la Légation, et il paraît que l'abbé Dombidaud les recevait lui-même de M. de Boisgelin, son ami intime, dont il avait été longtemps vicaire général. M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, avait donné plus d'une fois des preuves ostensibles de sa grande capacité dans les affaires et de sa modération. Il jouissait d'une certaine influence sur l'esprit du Premier Consul ; on sait qu'il est l'auteur de cette célèbre déclaration intitulée *Exposition des principes des évêques députés à l'Assemblée nationale*, en opposition avec la *Constitution civile du clergé*.

Je me rendis peu de temps après chez le P. de la Brulerie, si généralement connu et estimé ; il m'accueillit avec une grande bienveillance et nous convinmes qu'il me présenterait lui-même au cardinal légat, lorsqu'il l'en aurait prévenu. Nous nous rendîmes, en effet, peu de jours après à l'hôtel de la Légation romaine (ancien hôtel de Montmorin, rue Plumet), et le cardinal me reçut avec une grande cordialité. Le P. de la Brulerie lui rappela la promesse qu'il dût avoir faite de me recevoir au nombre des secrétaires de Son Eminence et de m'autoriser à travailler directement avec elle, lorsque je le jugeais nécessaire. « Oui, oui, répondit le prélat, en m'adressant la parole, c'est une chose convenue, et j'aurai toujours la plus grande confiance en vous. »

Je crus ensuite devoir faire une visite aux principaux membres de la légation, MM. Sala et Mazio (tous deux depuis cardinaux) ; Rubi, le théologien ; Vadorini, secrétaire particulier du cardinal, et Duci, casuiste. Mgr Sala était le secrétaire de la Légation ; homme de caractère, fort instruit, un peu vif, infa-

tigable dans le travail, et l'âme pour ainsi dire de l'administration de la Légation. Mazio avait des formes plus nobles et plus aimables ; Rubi, autant de modestie, de piété et d'humilité que de science. La diplomatie révolutionnaire déconcerta tellement celui-ci qu'il ne tarda pas de solliciter son rappel, et il l'obtint, j'en fus vraiment affligé<sup>8</sup>.

Adroitement, l'abbé le Surre se lie « avec ces messieurs », qui, pendant deux mois, rapporte-t-il, ignorèrent que je travaillais directement, mais de temps en temps, avec le cardinal<sup>9</sup>.

Rien ne caractérise mieux que cet épisode suggestif la manière de M. Emery ; des vues nettes, suivies avec une obstination douce et une souple persévérance, un grand esprit de décision, une subtile adresse à effacer ses traces en agissant par personnes interposées, le souci constant des intérêts de l'Eglise, une juste appréciation des hommes auxquels il recourt. L'abbé le Surre remplit très habilement et très discrètement la tâche que le Supérieur général lui avait confiée ; il fournit à Caprara, que Bernier envoûte et dupe, les renseignements les plus précieux, les plus sûrs, et le tira souvent de ses naïves illusions. Nous aurons souvent l'occasion de le retrouver.

Tandis que le légat et sa suite s'installent à l'hôtel Montmorin, le Premier Consul organise l'administration civile des cultes, sous la direction du conseiller d'Etat Portalis. La nomination de Portalis réjouit M. Emery : « J'apprends son nom, écrit-il à M. de Bausset. C'est une bonne nouvelle. »<sup>10</sup> Que la police des cultes échappe à Fouché, qui l'exerçait avec une

---

8. Notes de l'abbé le Surre, D. E., V, 674-676.

9. *Id.*, 676.

10. A Bausset, 14 octobre 1801, D. E., VI, 164.

malveillance et une perfidie notoires, la chose ne peut que ravir le Supérieur général. Ce retrait de juridiction lui paraît d'excellent augure. Que les affaires religieuses relèvent d'un homme aussi honorable, aussi sage, aussi bienveillant, il s'en félicite vivement. Le légat, pour son compte, eût préféré Bernier, et sa déception se trahit dans ses dépêches. Beaucoup plus avisé et bien mieux averti, M. Emery ne partage pas les regrets du bon cardinal.

Portalès, sans doute, choquera souvent le Saint-Siège par ses déclarations gallicanes, voire par ses hérésies positives. Celui-ci le jugera sévèrement ; on a même pu dire que « les documents romains déforment sa physionomie au point d'en faire un ennemi de l'Eglise » <sup>11</sup>. En réalité, il a rendu les plus grands services, mais à sa manière. Les principes qu'il expose avec une gravité sentencieuse ne concordent pas toujours avec l'orthodoxie la moins exigeante ; mais, quand on le voit à l'œuvre, on constate qu'il leur donne couramment des entorses et même qu'il les applique d'autant moins qu'il les invoque avec plus de solennité ; tous ceux qui l'ont étudié de près, sur sa correspondance et ses dossiers, en conviennent. Cette façon de dogmatiser à propos de tout, afin de rattacher chaque cas particulier à des règles générales, ne répond pas seulement à une manie de juriste ; elle s'inspire aussi d'une diplomatie prudente qui s'applique à masquer ses concessions pour rassurer le gouvernement et désarmer des suspicions vigilantes. En fait, on s'aperçoit vite que Portalès avantage l'Eglise autant qu'il le peut.

---

11. A. LATREILLE, *Annales de la Révolution française*, 1<sup>er</sup> juin 1936, 58.

Il est mieux disposé qu'on ne pense, écrivait l'ancien évêque de Vence au cardinal Consalvi. Sa besogne est entravée par tant de considérations qu'il faut patienter avec lui et ne point désespérer d'un meilleur ordre des choses de l'Eglise. Les maux sont grands et les remèdes lents <sup>12</sup>.

Le prélat voyait juste. A mesure, en effet, que la situation s'avère moins délicate, le conseiller d'Etat, qui a les coudées plus franches, accentue progressivement ses faveurs et s'engage avec plus de détermination. On s'apercevra à sa mort, et par contraste, de l'action très heureuse qu'il exerçait. « Cette mort est un vrai malheur, écrira M. Emery. Il avait les ressources et les capacités nécessaires pour prévenir beaucoup de mal et il en avait la volonté. » <sup>13</sup> Ses successeurs n'hériteront pas toujours de son savoir-faire ni de ses bienveillantes dispositions.

Les qualités de l'homme, sa valeur, sa conscience, ses sentiments chrétiens ne motivent pas seuls la joie du Supérieur général. Cette nomination lui agréait d'autant plus que des relations communes lui permettent d'exercer une certaine influence sur le directeur des cultes. Jadis, assesseur de M. de Boisgelin, à Aix-en-Provence, Portalis conserve avec cet archevêque des relations très intimes <sup>14</sup> ; M. de Crouseilles a chez lui « les entrées petites et grandes » <sup>15</sup> ; sa parenté avec l'abbé d'Astros, si digne et si zélé, permet de l'atteindre plus sûrement encore. Il arrivera même au Supérieur général de le voir personnellement dans les cas plus difficiles <sup>16</sup>. Mais, d'ordinaire, selon sa

---

12. *L'évêque de Vence à Consalvi*, 28 avril 1803, A. THEINER, *Affaires religieuses de France*, II, 368.

13. *A l'ancien évêque de Bayonne*, 21 mars 1807. D. E., IV, 41.

14. E. LAVAQUERY, *Le cardinal de Boisgelin*, I, 120.

15. *A Fontanges*, 20 novembre 1803, D. E., V, 5 284.

16. *Id.*, *ibid.*

manière de procéder, c'est par ces intermédiaires qu'il passe, afin de transmettre avis, conseils, suggestions, afin de se procurer aussi les renseignements utiles que l'abbé le Surre communique à Caprara.

Quant à Bernier, le Supérieur général ne l'utilise guère. Comment associer à ce jeu délicat un personnage aussi douteux qui mise sur tous les tableaux, aussi jaloux de son influence qu'il entend ne partager avec personne, aussi ombrageux vis-à-vis de M. Emery dont l'autorité morale le gêne en l'agaçant ? Le curé de Saint-Laud ne saurait favoriser cette intervention qui lui paraîtrait ingérence indiscrete et formelle intrusion. Il veut demeurer seul l'homme de la Légation et berne à plaisir le cardinal Caprara, tout en lui rendant, pour se rendre nécessaire, les plus signalés services. Il veut demeurer seul l'homme de la Direction des Cultes et assiste Portalis avec un empressement manifeste. M. de Boisgelin, M. de Crouseilles, l'abbé d'Astros se montrent autrement désintéressés, autrement loyaux, autrement sûrs. La liaison se fera à l'insu de Bernier, sans lui et parfois, pour déjouer ses manœuvres, en opposition avec lui.

## II

Dans les bureaux de Portalis, à la Légation, le travail commence donc pour organiser l'Eglise concordataire selon les stipulations du traité conclu entre Rome et le gouvernement français.

Un premier problème se pose : la démission des évêques d'Ancien Régime. Cette démission collective, Bonaparte l'avait voulue pour procéder à une réduction des sièges que l'on répartirait de façon plus équilibrée, d'après les nouveaux cadres de l'administration civile.

La mesure soulève naturellement des protestations ; de province, où les villes épiscopales menacées gémissent sur leur prochaine déchéance, on recourt à M. Emery pour solliciter son intervention en faveur de telle ou telle Eglise. « Je suis, répond-il, parfaitement étranger à tout ce qui se passe ; je n'ai vu aucun ecclésiastique, aucun évêque, sauf Bernier, qui ait été consulté. Je regrette infiniment que les limites et le nombre des anciens diocèses soient anéantis. » Du moins, promet-il de transmettre les suggestions de ses correspondants « à quelques-uns des faiseurs », mais sans beaucoup d'espoir ; on a fixé le nombre des sièges à cinquante ; on les a groupés par départements ; tout au plus peut-on espérer quelques modifications de détail, « si tout n'est pas encore définitivement arrêté »<sup>17</sup>.

Ces « quelques faiseurs », en réalité se réduisent à un, le curé de Saint-Laud. Le curé de Saint-Laud, on doit le reconnaître, s'employa de son mieux à limiter les suppressions, réussit à obtenir un supplément de dix diocèses et s'imposa un travail considérable pour établir une distribution aussi satisfaisante que possible. Il n'en reste pas moins vrai que des préoccupations plus politiques que religieuses l'amènent à multiplier ce qu'on a pu appeler « les sièges stratégiques », dans les régions de chouannerie et dans les régions frontières nouvellement conquises, aux dépens du Centre et surtout du Midi de la France, moins bien desservis<sup>18</sup>. Par là s'expliquent les doléances de M. Emery, soucieux avant tout des intérêts de l'Eglise et très respectueux des traditions. « Quand on voit traiter ainsi les limites si anciennes et si respectables des anciens diocèses et

17. A Chassan, 5 octobre 1801, D. E., non coté.

18. J. LEFLON, *Bernier*, I, 197-220.

quand on voit comment cela se fait » ! écrit-il à M. de Bausset avec une mélancolie nuancée de mécontentement. Sans doute, trouve-t-il excessive l'indignation d'un prélat qui lui déclare : « Vu la manière dont on s'y prend, on en arrive à croire que les évêques refusants finiront par avoir raison. » « Apparemment, avoue-t-il, ce prélat était dans un mouvement d'humeur. »<sup>19</sup> Le Supérieur général n'en regrette pas moins la désinvolture avec laquelle s'opère un découpage aussi arbitraire, au mépris de tout un passé et de si glorieux souvenirs.

La démission des évêques permettait de réduire le nombre des diocèses, afin de les mieux répartir. Elle laisse, en effet, les mains libres au gouvernement pour remanier la carte ecclésiastique et la remanier d'un coup sans procéder par extinction à la mort des titulaires, selon les dispositions adoptées par le dernier Concordat italien. Mais d'autres raisons, beaucoup plus déterminantes, motivent cette exigence, raisons d'ordre politique avant tout. Cette mesure qu'il impose aux évêques d'Ancien Régime, comme aux évêques constitutionnels de la Révolution, permet au Premier Consul de tenir la balance égale entre les partis. Ni vainqueurs ni vaincus, tel est son principe. Elle lui permet, en outre, d'éliminer des prélats si liés à la contre-révolution et au royalisme qu'il estime leur retour dangereux pour la paix. Sur ce dernier point, M. Emery se trouve d'accord avec lui ; en constatant l'attitude de certains refusants, tels Coucy, tel Thémines, il avouera que leur attitude légitimait ses craintes, qu'ils s'étaient vraiment rendus impossibles et même qu'on ne saurait les plaindre de leur exclusion. Bonaparte tenait absolument

---

19. A Bausset, 25 mars 1802, D. E., VI, 188.

à pouvoir les éliminer, afin de supprimer cette opposition intérieure qu'il prévoit et redoute. Aussi avait-il posé cette condition de façon très catégorique ; aussi Bernier l'avait-il formulée, avant toutes les autres, à Spina, dès son premier entretien. Il s'agit, en effet, selon sa propre expression de « l'article essentiel » de tout le Concordat<sup>20</sup>.

Mais si peu désirable que fût le retour général de ces prélats, ceux-ci n'en restaient pas moins évêques légitimement institués, et un grave problème doctrinal se posait : Pie VII avait-il le droit d'exiger leur renonciation ? Ce problème angoissait les théologiens gallicans imbus d'épiscopalisme et toujours soucieux de limiter l'autorité pontificale ; faire imposer par le Pape cette démission collective, c'était reconnaître à celui-ci un pouvoir que l'Eglise gallicane lui avait toujours dénié. Il n'angoissait pas moins les théologiens romains, et les *Archives vaticanes* gardent, avec leurs savants et volumineux mémoires, le témoignage de leurs perplexités.

M. Emery n'hésite pas un seul instant. Une note, entièrement écrite de sa main, nous livre sur ce point toute sa pensée, de façon explicite :

Ce qu'a fait le Pape ne peut être justifié, ne peut être ni valide ni licite, qu'autant que la conservation de la catholicité en France l'exigeait absolument ; cinquante évêques constitutionnels étaient alors réunis à Paris en Concile : si le Pape n'eût pas acquiescé au Concordat, il est souverainement probable que le gouvernement se serait déclaré pour l'Eglise constitutionnelle et qu'elle aurait prévalu en France. Le bouleversement des diocèses et la destitution des évêques étaient sans doute un très grand mal, mais un mal incomparablement moindre que l'autre. Le Pape a donc bien fait de préférer ce

---

20. Bernier à Spina, 12 novembre 1800, BOULAY, *Documents*, I, 116.



mal à l'autre, et je crois qu'il était en droit de le faire ; j'ai fait remarquer que cet acte supposait dans le Pape la plus haute puissance, et qu'il fallait la reconnaître pour justifier le Concordat. Cette observation est du plus haut intérêt dans les circonstances où les vrais catholiques doivent être tout occupés de défendre l'autorité du Saint-Siège.

Il ne s'agit pas de ce que peuvent les évêques et le Pape dans les cas communs, mais de ce que peut le Pape dans un cas extraordinaire où il s'agit de sauver une Eglise comme l'Eglise de France. Un très grand nombre d'évêques n'ont pas donné leur démission, n'ont point donné leur agrément à la suppression et au démembrement de leurs sièges. Si donc on peut demeurer tranquille en France sur l'état de la chose ecclésiastique, ce ne peut être qu'autant que le Pape a eu l'autorité et le droit dans ces circonstances de faire ce qui a été fait <sup>21</sup>.

Cette note trahit la soumission parfaite du Supérieur général aux décisions du Saint-Siège. Puisque le Souverain Pontife exerce le droit d'exiger cette démission, on doit conclure qu'il le possède. Sans doute; M. Emery limite-t-il l'usage de ce droit aux cas extraordinaires et telle reste bien la pratique de Rome, surtout quand il s'agit de mesures générales ; on l'a vu en 1816, sous la Restauration, où Pie VII refuse de recommencer en France l'opération de 1802, comme le voudrait le gouvernement royal, parce qu'alors la situation ne l'exige point. Mais cette restriction n'empêche pas le Supérieur général d'accepter et de soutenir le principe même. Tout gallican qu'il fût, il avait trop le sens de l'Eglise pour ne pas abandonner sur ce point, dès que Rome se prononce, la théorie généralement admise par le clergé de son pays et passionnément soutenue par les théologiens français. Il avait trop le sens du réel pour s'enfermer avec obstination dans un système qui ne cadre plus avec les faits.

---

21. Note autographe, sans date ni signature, D. E., non coté.

Aussi constaterons-nous qu'il s'évade progressivement du gallicanisme à mesure que les relations, de plus en plus tendues, entre Napoléon et Pie VII exigent de sa part une attitude pratique contraire à ses doctrines. Le cardinal Antonelli s'était montré fort perspicace, lorsque, dans son fameux *votum*, malgré ses réserves formelles sur certains articles, il se prononçait en faveur du Concordat justement à cause de l'article III et pour les raisons suivantes :

C'est un grand coup donné aux libertés gallicanes. Chacun sait combien les Français sont jaloux de ce que la cause de leurs évêques ne soit pas examinée et jugée à Rome en vertu de leurs prétendus privilèges. Or, le Pape, par sa suprême autorité, dépose cinquante ou soixante évêques de leur siège, et ne donne d'autre raison que le bien de l'Eglise. Cet acte de suprême autorité est sanctionné par le gouvernement lui-même ; on en fait un article exprès du Concordat. A l'avenir donc, on ne discutera plus pour savoir si le Pape peut déposer un évêque français pour le bien de l'Eglise. Reste seulement à voir si sa décision sera exécutée ; mais c'est une controverse de fait et non de droit <sup>22</sup>.

L'attitude immédiate de M. Emery concordait exactement avec cette déclaration du cardinal romain. De ce « grand coup » porté par Bonaparte lui-même, le gallicanisme ne se relèvera pas. Les nécessités de sa politique religieuse ont amené le Premier Consul à poser un principe qui le ruine par la base, et les Articles organiques, inspirés par sa doctrine, ne compenseront pas cette formelle condamnation. Ce principe, le clergé de second ordre l'admettra peu à peu et d'autant plus facilement que le pouvoir absolu conféré aux Ordinaires par le régime du Concordat l'amène à regarder vers le Saint-Siège pour trouver un contre-

---

22. *Votum* d'Antonelli, 14 août 1801, BOULAY, *Documents sur la négociation du Concordat*, VI, 113.

poids à leur autorité sans limites. Enfin, les épreuves de Pie VII prisonnier, sa douce fermeté et ses vertus, la nécessité de défendre, avec son indépendance, l'indépendance de l'Eglise même, favoriseront chez les simples prêtres un courant d'ultramontanisme qui inquiétera le gouvernement et débordera les évêques, demeurés fidèles à ce qu'ils appellent encore « nos libertés ». En raison de l'énergie avec laquelle il soutient les droits du Souverain Pontife, M. Emery, pour sa part, se verra qualifié d'ultramontain, et la dissolution de Saint-Sulpice, en représailles de sa ferme attitude, sanctionnera son abandon pratique des théories gallicanes. La curieuse note de 1801 marque le sens de cette évolution.

### III

Quel accueil feraient les évêques au Bref *Tam multa* par lequel Pie VII demandait leur démission ? Ceux qui résident en France obéiront sans aucun doute. Mais que répondront les émigrés d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, ceux d'Angleterre surtout ? A Paris, à Rome, on se le demande avec une certaine inquiétude. Spina, qui expédie le Bref vers le 20 septembre, se préoccupe vivement de l'effet produit et « attend avec impatience la réponse aux lettres qu'il écrit »<sup>23</sup>. L'opération, en effet, sera très laborieuse et la résistance très chaude.

Le Supérieur général, on le suppose bien, s'emploie de tout son pouvoir à faciliter la tâche de l'archevêque de Corinthe. Celui-ci recourt à lui pour transmettre le Bref pontifical. C'est le cas pour l'évêque de Mâcon dont le nonce ignore la résidence. M. Emery, qui connaît

---

23. A Bausset, 23 septembre 1801, D. E., VI, 142.

la retraite du prélat, rend immédiatement le service demandé. Mais il ne se borne pas à compléter l'adresse ; il modifie la suscription qui portait « Monseigneur l'évêque de Mâcon ». « J'ai craint, écrit-il, que ces mots ne choquent dans les bureaux où règne encore la jacobinerie et ne mettent quelque obstacle au départ ou à la remise de la lettre. »<sup>24</sup> Le « Monseigneur » se transforme donc en « Citoyen ».

Or, l'évêque de Mâcon ne donne pas signe de vie. « Mâcon et Vienne sont les seuls des évêques résidant en France qui n'ont pas encore donné leur démission. Marseille, Senlis, Angers, Saint-Papoul, Alais, Nîmes, Saint-Malo, Saint-Claude ont renoncé immédiatement à leur siège. Vienne n'a pas reçu la lettre du Pape, sans doute égarée »<sup>25</sup>, écrit à Chassan le Supérieur général, qui prévient le nonce d'expédier un double à ce « prélat » très estimé. Enfin, Mâcon envoie à M. Emery une réponse favorable<sup>26</sup>. Celui-ci la communique à Portalis qui la publie, le 11, dans *le Moniteur*. Vienne se prononce dans le même sens, on obtient donc l'unanimité pour la France. Ailleurs, hélas ! il en ira tout autrement. Des nouvelles inquiétantes parviennent d'Angleterre. Le journal *The Traveller* signale, en effet, qu'une réunion s'est tenue chez l'archevêque de Narbonne et pronostique la résistance des prélats. Ainsi commence une campagne de presse qui vise à impressionner les timides. Plusieurs journaux français, *Les Débats*, *La Gazette de France*, *Le Journal de Paris*, qui reproduisent, le 25 septembre, l'article du *Traveller* se voient supprimés par ordre du gouvernement français<sup>27</sup>.

24. A *l'évêque de Mâcon*, s. d., D. E., X, 636.

25. A *Chassan*, 5 octobre 1801, D. E., non coté.

26. A *Bausset*, 9 octobre 1801, D. E., VI, 161.

27. A *Bausset*, 27 septembre 1801, D. E., VI, 145.

Pour contrecarrer l'effet de cette fâcheuse nouvelle, celui-ci répand la version contraire que les journaux parisiens du 6 octobre s'appliquent à accréditer. Caprara avertit Rome, en avouant le scepticisme de Spina<sup>28</sup>. M. Emery, de son côté, transmet cette nouvelle à M. de Bausset avec une réserve prudente : « Le bruit a été que tous les évêques d'Angleterre, excepté deux, avaient donné leur démission. On a dit ensuite que tous l'avaient donnée. »<sup>29</sup>

Rien de plus faux. Aix, Bordeaux, Comminges avaient bien renoncé à leur siège ; le Supérieur général l'apprend de source sûre, « dans une maison où dîna Bernier, écrit-il à l'évêque d'Alais. Bernier faisait observer que c'était son ouvrage, ajoute-t-il »<sup>30</sup>. Le curé de Saint-Laud, en effet, se jette personnellement dans la campagne de presse, rappelant dans un article du *Moniteur*, en date du 29 septembre, la lettre du 3 mai 1791 par laquelle tous les évêques de France remettaient au Pape leur démission, « afin que rien ne puisse s'opposer aux voies que Votre Sainteté pourrait prendre dans sa sagesse pour rétablir la paix dans le sein de l'Eglise gallicane »<sup>31</sup>. Avec son assurance et sa fatuité coutumières, le curé de Saint-Laud ne manquait pas d'attribuer à son habile article un si heureux effet. De là, chez M. Emery, un certain agacement nuancé de mépris.

Il n'y avait pas grand mérite à rallier les archevêques d'Aix, de Bordeaux, ni l'évêque de Comminges ; de leur

---

28. Caprara à Consalvi, 7 octobre 1801, BOULAY, *Documents*, IV, 136.

29. A Bausset, 7 octobre 1801, D. E., VI, 157.

30. A Bausset, 6 octobre 1801, D. E., VI, 155.

31. Bernier à Talleyrand, 25 septembre 1801, BOULAY, *Documents*, IV, 110.

part, on ne pouvait attendre une décision contraire et, vraiment, leur conversion ne présente rien de miraculeux. Par ailleurs, ils ne forment en Angleterre qu'une minorité et c'est justement sur leurs collègues que Bernier aurait dû exercer ses dons de thaumaturge. Or, ces prélats résistent à son argumentation victorieuse. L'essentiel reste donc à gagner et M. Emery s'en inquiète, car il connaît les personnages ; il sait également quelle pression les milieux royalistes exercent sur eux.

Les princes de Londres et de Mittau, écrit-il à M. de Bausset, ont fait témoigner aux évêques démissionnaires, du moins à celui d'Aix, leur mécontentement. On voit facilement qu'ils auront prévenu ceux d'Allemagne, et je tremble que la plupart, circonvenus par de fausses nouvelles, ne refusent <sup>32</sup>.

Aussi, pour éviter une impasse, envisage-t-il, dès le début d'octobre, un accommodement.

Voici mes réflexions pour les refusants, confie-t-il à M. de Bausset. Ils peuvent dire pour leur justification que leur démission est relative au Concordat auquel ils ne peuvent asquiescer sans le connaître et sans être assurés que le Pape a été libre en l'approuvant, que d'ailleurs ils n'exciteront aucun schisme, qu'ils laisseront le Pape pourvoir comme il voudra au gouvernement de leur diocèse, qu'ils prétendent seulement ne pas concourir au renversement de ce qu'ils appellent le renversement de l'Eglise gallicane <sup>33</sup>.

Tout se ramène donc à une attitude de soumission passive qui laisse, en fait, au Souverain Pontife pleine et entière liberté. Par là, on eût évité le schisme de la Petite Eglise que le perspicace Supérieur devinait menaçant.

Mais encore fallait-il que les prélats acceptassent cette transaction, ce qui restait fort douteux. Par

---

32. A Bausset, 31 octobre 1801, D. E., VI, 168.

33. A Bausset, 10 octobre 1801, D. E., VI, 162.

ailleurs, le gouvernement français avait exigé une démission formelle et Rome promis de l'imposer. Ces réflexions, confiées à M. de Bausset et qui ne semblent pas avoir été communiquées à Caprara, ni surtout à Bernier, montrent du moins que le Supérieur général ne se faisait aucune illusion sur la difficulté du problème et qu'il escomptait des évêques résidant en Angleterre et en Allemagne une résistance obstinée.

D'Espagne arrivent, en revanche, des nouvelles plus favorables.

L'archevêque d'Auch, impatient de ne pas recevoir la lettre du Pape et craignant qu'elle ne se fût égarée en route, mande M. Emery à l'abbé d'Astros, m'apprend qu'il a envoyé sa démission à S. Em. le cardinal Casoni, nonce à Madrid, et il m'en fait passer une copie signée de lui que j'envoie à M. Bernier. Le 21 octobre, jour où il m'écrit, il m'apprend par un *post-scriptum* qu'il vient de recevoir la lettre du Pape qui a mis quinze jours au lieu de huit. M. l'évêque de Rieux, qui habite, comme lui, le monastère fameux de Montserrat, près de Barcelone, se disposait à envoyer sa démission au cardinal Casoni. Ainsi voilà encore deux démissions, et on voit qu'il ne faut pas être surpris que les autres tardent tant à être connues <sup>34</sup>.

Le 13 novembre, un mot de Bernier fait savoir au Supérieur général que Coucy et Thémines ont également remis leur démission au cardinal Casoni.

Il leur était bien difficile, remarque M. Emery, de tenir en Espagne, et isolés comme ils étaient, contre le Pape. Mais croyez-vous qu'en Angleterre et dans quelques parties de l'Allemagne ils n'eussent pas été résistants ? Ils ont poussé l'un et l'autre l'exagération et la prévention au plus haut point <sup>35</sup>.

Malheureusement, il s'agit d'une fausse nouvelle. En réalité, Thémines et Coucy avaient simplement promis

---

34. A d'Astros, 9 novembre 1801, Arch. Nat., F<sup>10</sup>, 2455.

35. A Bausset, 13 novembre 1801, D. E., VI, 174.

à Casoni de suivre la majorité de l'épiscopat français, et le nonce donnait à cette promesse un sens trop favorable et trop précis qu'elle ne comportait point. L'un et l'autre se rendront sans peine à l'avis des prélats d'Angleterre ; ils se montreront les plus acharnés de tous les opposants et deviendront bientôt les chefs les plus actifs et les plus fanatiques de la Petite Eglise. Coucy, en effet, ne peut agir « contre les lumières de sa conscience » <sup>36</sup>, Thémines doit obéir « au cri impérieux de la sienne » <sup>37</sup>, et cette conscience leur interdit d'accorder au Pape une démission qui serait « nulle » sans l'aveu de leur roi <sup>38</sup>.

Leur attitude, en effet, se lie étroitement à celle des évêques résidant à Londres. Tout contribue à favoriser la résistance de ces derniers, leur nombre, leur rassemblement au même lieu, leurs dispositions concordantes, les encouragements qu'ils reçoivent des princes français et du gouvernement de Sa Majesté britannique, également heureux d'accroître les embarras de Bonaparte. Certains d'entre eux pousseront la passion jusqu'à rendre la vie intenable à ceux de leurs collègues qui ont obéi au Pape, et les mettront pour ainsi dire en quarantaine. M. de Cicé et M. de Boisgelin subissent toutes sortes d'affronts. L'un de ces résistants, l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, intervient même auprès des ministres anglais pour qu'on refuse les passeports aux ecclésiastiques ralliés qui voudraient revenir en France <sup>39</sup>. Maury qui conseille au roi de réunir un Concile de l'Eglise gallicane pour soutenir les droits

---

36. *Coucy à Beauregard*, 20 janvier 1802, Archives de Curzon.

37. *Thémines à Casoni*, 27 février 1803, *Arch. Vat., Epoca Napoleonica, Francia*, III.

38. *Id.*, *ibid.*

39. BOULAY, *Documents*, V, 164, note 3.



de la royauté légitime, a vu juste lorsqu'il propose de le tenir en Angleterre <sup>40</sup>. Ce bloc d'opposants ne se dissociera pas, et M. Emery se trouve, moins que personne, en mesure de le désagréger, car, sur ces prélats, son influence reste nulle. Aussi bien ne tente-t-il pas la moindre démarche de ce côté. Tout son effort se porte ailleurs, sur l'Allemagne, où il compte un certain nombre de correspondants accessibles à ses conseils.

Au début de novembre, il apprend, en effet, que le Bref *Tam multa* n'est pas encore parvenu à un certain nombre d'évêques qui résident en pays germanique ; il s'inquiète de ce retard et, immédiatement, alerte Portalis par l'intermédiaire de l'abbé d'Astros.

Je reçois une lettre de M. l'évêque de Luçon qui est en Autriche, datée du 24 octobre, écrit-il à ce dernier. Il n'avait pas reçu la lettre du Pape, mais il me charge d'annoncer, s'il est nécessaire, au cardinal légat qu'on doit regarder sa démission comme donnée. On me montre aussi une lettre de M. l'évêque de Pamiers, datée du 30 octobre, qui réside près de Hambourg et qui n'avait pas encore reçu la lettre du Pape. Le prélat est déterminé à se démettre. Je vous prie de communiquer ces détails à M. Portalis <sup>41</sup>.

Le directeur des cultes ainsi averti fait expédier des doubles « par quelques affidés qui avaient, mande-t-il au Premier Consul, de l'influence sur les prélats les plus marquants » <sup>42</sup>.

Parmi ces « affidés » figure M. Emery <sup>43</sup>. Celui-ci se prête volontiers à cette mission ; il y apporte même

---

40. Maury à Louis XVIII, 23 septembre 1801, BOULAY, *Documents*, IV, 85.

41. A d'Astros, 9 novembre 1801, BOULAY, *Documents*, IV, 355, note 1.

42. Portalis au Premier Consul, 14 novembre 1801, BOULAY, *Documents*, IV, 352.

43. BOULAY, *Documents*, IV, 352, note 1.

d'autant plus de zèle qu'il s'agit de réparer une maladresse dont la gravité ne lui échappe pas.

On a pris de très fausses mesures dans l'envoi de ces lettres, écrit-il à M. de Fontanges. C'est en Angleterre qu'on les a fait parvenir plus tôt qu'ailleurs, et c'est là qu'elles devaient être envoyées plus tard. Il y avait là un rassemblement qui devait être fortement influencé. Les deux tiers de ceux qui ont refusé, placés ailleurs, auraient acquiescé sans difficulté <sup>44</sup>.

Aussi les pronostics du Supérieur général apparaissent-ils plutôt pessimistes.

Il y aura certainement des opposants en Allemagne et, dans le nombre, il y en aura qui auraient infailliblement donné leur démission, qui avaient même déjà fait connaître leurs sentiments à cet égard, s'ils n'avaient pas été influencés par des évêques d'Angleterre, qui certainement n'auront rien négligé pour amener à leur parti le plus qu'ils auront pu de leurs collègues.

Vous pouvez compter parmi les opposants en Allemagne les évêques qui sont à Munster. Cette ville a toujours été un foyer, à cause de quelques ecclésiastiques intrigants qui s'y trouvent et qui ont toujours conduit feu M. le cardinal de La Rochefoucauld, les évêques de Séez et de Limoges et celui de Digne. Je suis aussi presque persuadé de l'opposition de l'archevêque de Reims, de l'évêque de Soissons, de celui d'Auxerre et de celui de Boulogne. C'est celui-ci qui conduit les autres, excepté celui d'Auxerre qui a sa façon particulière. Il sera bien difficile qu'ils n'aient pas entraîné l'archevêque de Bourges, qui incline cependant fortement à la démission. Je ne sais rien de particulier des évêques du Puy et de Sisteron ; mais ils sont par eux-mêmes très disposés à l'opposition. M. de Luçon m'écrivait qu'il ne doutait guère que les évêques de Laon, de Nancy, de Carcassonne ne refusassent. Ainsi, il me paraît que le plus grand nombre en Allemagne serait des refusants. On peut compter parmi les acceptants le cardinal de Rohan et l'évêque de Luçon qui se sont déjà expliqués, les évêques de Langres, d'Amiens et de Pamiers. Nous avons encore dans ces quartiers les évêques de Meaux, de Valence ; plus loin ceux de

---

44. A Fontanges, 19 novembre 1801, D. E., V, 5249-5251.

Rennes, de Dijon. Je me rappelle encore l'archevêque de Cambrai. Quelles seront leurs dispositions ? Je les croirais favorables <sup>45</sup>.

Quant à M. de Juigné qui, « tirailé entre deux côtés, tantôt veut et tantôt ne veut pas » <sup>46</sup>, quel parti adoptera-t-il ? A ce sujet, M. Emery, qui connaît sa faiblesse et son indécision, se contente de poser un point d'interrogation. A Paris, cependant, on marque quelque impatience. « Le nonce et surtout M. Bernier, écrit le Supérieur général, sont très empressés de savoir quelles sont ses intentions ; cet empressement, ajoutait-il, tient peut-être aux vues qu'on a sur cet archevêché » <sup>47</sup>, allusion très nette aux prétentions du curé de Saint-Laud qui ambitionne la succession. Pour ne s'inspirer que de préoccupations désintéressées le souci de Spina n'en restait pas moins grand. Vu l'éclat que donnerait à la détermination du prélat le lustre particulier de son insigne Eglise, le gouvernement français lui-même témoigne de l'impatience et se décide à intervenir. Talleyrand envoie donc à Augsbourg, en grand mystère, le curé de Saint-Sulpice, avec tout un courrier, pour chapitrer M. de Juigné, hâter sa réponse et rapporter, si possible, son acceptation. Pancemont crut d'abord avoir réussi et communique à Caprara cette bonne nouvelle, assurance prématurée et vraiment excessive, car les lettres officielles qu'adresse à Pie VII le bon archevêque trahissent un certain flottement ; le mot de démission ne s'y trouve point. Malgré les assurances de Bernier, M. Emery se tient donc sur la réserve. « La démission réelle de M. l'archevêque de Paris, écrit-il à Bausset, le 3 décembre, a été tout un

---

45. A *Fontanges*, 19 novembre 1801, D. E., V, 5249-5251.

46. *Id.*, *ibid.*

47. A *Bausset*, 4 octobre 1801, D. E., VI, 166.

problème. »<sup>48</sup> Que ce problème ait reçu une solution ferme et définitive, il n'en paraît nullement certain. Aussi pense-t-il s'informer lui-même auprès de Pancemont. « Le curé de Saint-Sulpice est de retour, mande-t-il à l'évêque d'Alais ; il est à sept ou huit heures d'ici ; il était auprès de M. l'archevêque. J'ai envie d'aller le voir. »<sup>49</sup>

De fait, on pourra longtemps se demander dans quel sens et quand M. de Juigné se prononcera de façon catégorique et décisive. Après avoir laissé démentir par une gazette sa prétendue soumission, il finira par envoyer à Pie VII sa renonciation explicite et formelle.

Le chiffre des démissionnaires, cinquante-deux, et celui des refusants, quarante-cinq, accuse une majorité bien maigre ; « encore fallait-il comprendre dans les cinquante-deux démissionnaires neuf titulaires des Pays Réunis, sans lesquels la balance eût été renversée »<sup>50</sup>. On avait frisé l'échec.

M. Emery attendait mieux de l'épiscopat. Il a prévu sans doute qu'en Allemagne « le plus grand nombre serait des refusants », qu'ailleurs beaucoup refuseront ou ont déjà refusé ; il escomptait cependant « que la grande majorité sera des acceptants »<sup>51</sup>. Ce résultat, peu brillant, lui valut une relative déception.

Quant à l'attitude des opposants, le Supérieur général la condamne avec une extrême sévérité.

Les résistants, écrit-il à M. de Fontanges, se font beaucoup de tort à eux-mêmes, et ils en font encore plus à la religion ; ils ont contre eux tous les gens de bien. Leur conduite actuelle discrédite totalement le zèle qu'ils ont montré jusqu'à pré-

48. A Bausset, 3 décembre 1801, D. E., 181.

49. A Bausset, 9 mars, D. E., VI, 39.

50. J. LEFLON, Bernier, I, 234-235.

51. A Fontanges, 19 novembre 1801, D. E., V, 5251.

sent en laissant soupçonner qu'il ne servait que de masque à de petites passions et à des intérêts humains <sup>52</sup>.

Que des hommes d'Eglise ne servent pas l'Eglise pour elle-même, avec un total désintéressement et un total détachement des passions comme des partis politiques, M. Emery ne l'a jamais compris. Vu les ordres formels du Pape, vu la gravité des circonstances, vu les exigences de la situation religieuse, il ne conçoit pas qu'un évêque puisse hésiter sur son devoir, encore moins s'y dérober.

---

52. A Fontanges, 19 novembre 1801, D. E., V, 5251.

## CHAPITRE V

### LE NOUVEL EPISCOPAT

I. L'administration des diocèses vacants par la démission des évêques. Instructions données par le Saint-Siège au légat. Les observations du légat et les réflexions de M. Emery. — II. Les nominations épiscopales. Les vues de M. Emery. La nomination et la réconciliation des évêques constitutionnels. — III. Les consignes de M. Emery aux évêques nommés. Son intervention en faveur de MM. de Fontanges et La Tour du Pin. — IV. M. Emery refuse le siège d'Arras. Insistance de Bernier. — V. M. Emery et la rétractation des évêques constitutionnels. M. Emery absout et convertit Fesch.

#### I

La démission partielle de l'épiscopat crée une situation assez paradoxale, puisque les quarante-cinq refusants conservent le gouvernement de leur diocèse jusqu'à ce que Pie VII les dépose en instituant leur successeur, tandis que cinquante-deux autres, qui ont obéi au Pape, doivent normalement cesser tout usage des pouvoirs auxquels ils ont renoncé.

Cette situation paradoxale se complique de problèmes canoniques. Comment pourvoir à l'administration des évêchés devenus vacants ? M. Emery, dès la fin de

septembre, s'inquiète de trouver une solution apaisante. Spina, qu'il consulte, lui donne une réponse qui le satisfait pleinement : « Les titulaires démissionnaires, lui répond le nonce, doivent continuer à gouverner jusqu'à ce que le Saint-Siège ait accepté leur démission et déclaré leur siège vacant, acceptation et déclaration qui ne se feront qu'au moment de l'élection des nouveaux évêques. »<sup>1</sup>

Mais telles ne sont point les instructions données à Caprara. Un débat s'élève, en effet, qui divise les théologiens romains. Une acceptation formelle du Pape en Consistoire est-elle requise pour que la démission des prélats entraîne *ipso facto* la vacance de leur siège ? Les uns répondent par l'affirmative, d'autres par la négative, Marca et Riganti, Costanzi et Durani soustiennent des avis opposés. Le cardinal di Pietro tranche la question. Absolument indispensable, l'acceptation pontificale, observe-t-il, peut très bien ne pas être formelle ; en l'occurrence la demande de démission faite par le Pape l'implique équivalamment ; cette démission une fois donnée, le siège se trouve donc vacant et l'évêque ne doit plus exercer sa juridiction<sup>2</sup>. La Cour pontificale se range aux conclusions du cardinal.

Ce premier problème résolu, reste à aborder le second : comment pourvoir au gouvernement des diocèses déclarés vacants ? La règle générale voulait que celui-ci revînt au Chapitre qui nommerait un vicaire capitulaire. Rome, après di Pietro, estime qu'une dérogation s'impose, les Chapitres de France se trouvant dispersés ou par trop réduits. « Le Saint-Siège, portent

---

1. A Bausset, 27 septembre 1801, D. E., VI, 150.

2. Décision du cardinal di Pietro, BOULAY, Documents, IV, 11, note 1.

les instructions de Capraña, pour de justes et très graves motifs, ne doit permettre en aucun cas que les Chapitres, en les circonstances actuelles, procèdent à la nomination des vicaires capitulaires. »<sup>3</sup> En vertu des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés, le cardinal nommera des administrateurs apostoliques en déléguant soit les vicaires généraux en exercice, soit d'autres prêtres à son choix.

Arrivé aux faits et aux prises, vu la situation, le légat estime ces instructions inapplicables. Aussi soumet-il « humblement au jugement irréfutable du Saint-Siège quelques réflexions plausibles », afin d'en signaler les graves inconvénients. Il vaut mieux, affirme-t-il nettement, « suspendre une telle marche pour éviter des amertumes ultérieures et ne pas susciter de nouveaux obstacles qui retarderaient le rétablissement souhaité de la religion en France ». La sagesse invite à ménager les évêques, l'opinion, le gouvernement. Si le Souverain Pontife prive de leur juridiction les titulaires démis, on risque d'accroître la résistance aux pressantes exhortations du Saint-Siège ; on désavantage, en récompense de leur soumission, les prélats dociles qui perdent leurs pouvoirs alors que les refusants gardent l'administration de leur Eglise. On s'expose enfin à de vives protestations, car, jusqu'ici, les administrateurs apostoliques nommés par Rome condamneront la promesse, et les deux choses semblent liées dans l'esprit public ; les luttes relatives à cette promesse se rallumeraient, s'envenimeraient ; les plus graves difficultés s'élèveraient, en conséquence, avec le gouvernement. Pour toutes ces raisons, conclut Caprara, « il a paru bon au légat de n'avoir pas à s'éloigner de

---

3. *Instructions pour le légat*, BOULAY, Documents, IV, 72.



la règle qu'on avait fixée au début, quand on ignorait les décisions pontificales et il espère que sa conduite, comme étant la plus analogue à la circonstance, ne sera pas désapprouvée et que le Saint-Père l'autorisera à continuer le système pour tous les cas qui se produiront » <sup>4</sup>.

Rome se rend à ces observations, et les évêques démissionnaires restent chargés du gouvernement de leur ancien diocèse <sup>5</sup>. Une fois couvert par sa Cour, le cardinal avancera une autre raison que, dans son mémoire, il n'avait pas d'abord présentée. « Le légat, écrit-il, est du reste toujours plus convaincu qu'il ne faut pas se départir de ce système pour ne pas s'opposer aux principes du clergé gallican et qu'il n'y a pas lieu de donner des pouvoirs aux vicaires généraux des diocèses dont l'évêque se serait démis. » <sup>6</sup>

On revenait ainsi à la solution d'abord adoptée par Spina et que M. Emery trouvait la plus opportune. Que celui-ci soit intervenu auprès du légat pour faire prévaloir son avis, on ne saurait en douter. Son action s'exerce sur le cardinal par le truchement de l'abbé le Surre, qui a la sagesse de ne point découvrir la source de ses avis ; le Supérieur général, qui entretient avec son homme de confiance une correspondance très suivie, « pour lui transmettre ce que le ministère proposait et lui donner sur les affaires en cours des vues et des renseignements », prend soin, en effet, de déformer son écriture ; il lui envoie des lettres « toute griffonnées » <sup>7</sup>.

---

4. *Promemoria A sul governo spiritale delle diocesi di Francia*, BOULAY, *Documents*, IV, 368-371.

5. BOULAY, *Documents*, IV, 371, note 1.

6. *Caprara à Consalvi*, 5 décembre 1801, BOULAY, *Documents*, IV, 442.

7. *Souvenirs du Dr Pigné*, D. E., X, 10. 102. Le Dr Pigné déclare tenir la chose de l'abbé le Surre lui-même.

L'abbé le Surre se sert très adroitement et très discrètement de ces communications précieuses pour « diriger »<sup>8</sup> le cardinal sans démasquer son conseiller. Il arrive cependant que M. Emery agisse lui-même, et directement, sur Caprara, qui, d'ailleurs, professe pour sa personne une véritable admiration. « M. Emery, vous me rappelez saint Vincent de Paul, lui dit le cardinal, un jour où il le recevait à dîner. »<sup>9</sup> A propos de la démission de M. de Bausset, le Supérieur général lui adresse donc la lettre suivante qu'il est assez curieux de mettre en parallèle avec le mémoire du légat sur l'administration des diocèses vacants :

MONSEIGNEUR,

Mgr l'évêque de Marseille me charge d'envoyer à Votre Eminence la lettre ci-incluse.

Mgr l'évêque d'Alais, qui m'avait donné une commission semblable, m'écrivait que le Saint-Père lui déclarait accepter sa démission, et que vous, Monseigneur, lui donniez l'administration de son diocèse jusqu'à son remplacement. Ce prélat ne faisait aucune réflexion sur ces deux points. Mais il aurait été, ce me semble, à désirer que Sa Sainteté n'eût accepté, ou n'eût déclaré avoir accepté la démission des évêques, qu'au moment où elle leur donne des successeurs, en sorte qu'il n'y eût point eu de temps où l'Eglise gallicane eût été sans évêques. Il y a bien des inconvénients dans cette mesure, et il ne m'appartient point de les représenter à Votre Eminence ni de les apprécier. J'en ferai seulement observer un seul qui aurait pu lui échapper : c'est que les arrangements dont on s'occupe, pouvant n'être consommés que dans un temps peut-être éloigné, et le succès reposant tout entier sur la vie d'une personne mortelle, si, avant la consommation, on venait malheureusement à la perdre, *quod avertat Deus*, tous les sièges des évêques démissionnaires demeureraient vacants, et l'Eglise aurait perdu en France ses meilleurs évêques et les plus attachés au Saint-Siège ; et il ne suffirait pas de dire que le

---

8. *Souvenirs du P. Dumesnildot*, D. E., IV, 752.

9. *Id.*, *ibid.*

Saint-Siège continuerait de leur donner l'administration de leurs diocèses ; cette qualité d'administrateur pourrait être sujette à contestation ; car le droit antique de l'Eglise gallicane, droit très fondé, dans les Décrétales et dans le Concile de Trente, qui est aussi le droit commun, adjuge, le siège vacant, le gouvernement des diocèses au Chapitre de la cathédrale.

Mon intention, en faisant cette observation à Votre Eminence, est de fortifier de plus en plus le dessein où elle est d'accélérer, autant qu'elle pourra, la consommation de l'affaire si importante dont elle est chargée.

Ajouterai-je encore que les évêques constitutionnels prétendent toujours être des évêques titulaires, malgré la démission qu'ils ont donnée, parce qu'ils soutiennent qu'ils ne l'ont faite que dans les mains de leur prétendu métropolitain, de qui ils avaient reçu l'institution ; que ce métropolitain ne l'ayant point encore acceptée, ils continuent d'être évêques titulaires, prétention que ne peuvent plus avoir leurs compétiteurs, diront-ils, quand ils sauront que les démissions de ces derniers sont acceptées.

Votre Eminence voudra bien excuser la liberté que je prends de mettre sous ses yeux ces observations. Je n'y pensais point quand j'ai pris la plume. Cette lettre ne demande aucune réponse de sa part<sup>10</sup>.

Comme le cardinal, M. Emery est d'avis que les évêques démissionnaires gardent le gouvernement de leur Eglise. Il eût préféré toutefois que leur démission ne devînt effective qu'après la désignation de leur successeur ; on évitait ainsi de leur déléguer une juridiction nouvelle avec le titre d'administrateur apostolique qui heurtait les principes gallicans ; on évitait, en outre, de leur créer une situation inférieure, non seulement à celle des refusants que leur désobéissance maintient dans leur juridiction ordinaire, mais encore à celle des constitutionnels eux-mêmes dont Caprara ne souffle mot, et qui restent en possession de leurs sièges

---

10. *Emery à Caprara*, 2 décembre 1801, p. p. A. THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, 106-107, pièce XXXVII.

usurpés. En rappelant l'existence de cette Eglise rivale, qui ne se résigne pas à mourir, encore moins à se déjuger, le Supérieur général tenait compte de toute la situation d'ensemble. Il soulignait davantage encore combien l'édifiante soumission du Bref *Tam multa* réclamait d'égards et de ménagements.

On reconnaît là sa manière ; la solution du problème ne relève pas seulement de la théologie et du droit canon ; les données de la contingence et la situation de fait doivent entrer en ligne de compte, qui fournissent les éléments concrets ; si les principes abstraits relèvent de la science, leur application pratique requiert la vertu de prudence.

Tout en reconnaissant, avec di Pietro, que ceux de M. Emery « généralement adoptés par le clergé de France ne sont pas très plausibles »<sup>11</sup>, Rome, éclairée par Caprara, adoptera les vues de cet homme éminemment sage. Les prélats démissionnaires conservent donc l'administration de leur diocèse et, grâce à cette adroite mesure, tout se passera sans heurt jusqu'à la nomination du nouvel épiscopat.

## II

Les bureaux de Portalis, dès septembre 1801, établissent les dossiers des « évêquables », dressent des listes, accumulent les renseignements<sup>12</sup>. Ici encore, le curé de Saint-Laud reste le « grand faiseur ». Que ce personnage intervienne dans les distributions des sièges, la chose ne ravit point M. Emery. Le « grand faiseur »,

11. BOULAY, *Documents*, IV, 150, note 3.

12. Ces dossiers fort confus et incomplets se trouvent aux Archives Nationales, AF IV, 1044 et F 19, 1902.

en l'occurrence, se montre, comme d'habitude, travailleur acharné ; il entreprend dans tous les diocèses une vaste enquête pour dresser l'état des prêtres de second ordre susceptibles d'être promus au gouvernement des nouveaux évêchés, recopie le tout de sa main, rassemble sur les prélats d'Ancien Régime toute la documentation possible. Il se montre non moins soucieux d'exclure les constitutionnels et d'obtenir les meilleures nominations possibles. Mais, comme d'habitude aussi, des préoccupations politiques et son ambition personnelle viennent gâter son œuvre et ses intentions. Car il faut bien faire la balance et tenir compte des recommandations qui arrivent de partout : second et troisième consuls, ministres, généraux, législateurs, sénateurs, conseillers d'Etat, préfets, proposent leurs candidats ; Fouché n'est pas le dernier à vanter « spécialement » les siens, en particulier ses confrères de l'Oratoire, Primat et Tabaraud. Portalis enfin dit son mot, d'ailleurs fort sagement. Rien de plus curieux que l'examen de tous ces dossiers où les recommandations se formulent parfois de façon extraordinaire, où figurent des patrons vraiment inattendus.

Or, aucune trace n'y reste d'une intervention quelconque de M. Emery ; pas un mot, pas une ligne de son écriture ou signée de son nom. Faut-il en conclure qu'il se désintéresse d'une affaire aussi importante et demeure entièrement passif ?

Dès octobre 1801, le bruit se répand que le Supérieur général aurait fourni à Bernier les éléments de la première liste présentée le 31 octobre 1800, et un bulletin royaliste du 5 novembre imprime cette nouvelle, en soulignant qu'on a choisi tous les candidats parmi les partisans avoués ou supposés de la promesse de fidé-

lité<sup>13</sup>. En mars 1802, au moment des nominations, on prétend qu'il détient la feuille des bénéfices. De là ses dénégations catégoriques.

Ceux qui vous ont écrit que j'étais pour quelque chose dans le choix des sujets pour les places ecclésiastiques ont conjecturé et se sont trompés dans leurs conjectures. Je n'y suis pour rien, comme je n'ai été pour rien dans les différents arrangements relatifs au Concordat. Si on m'avait demandé mon avis, je l'aurais donné suivant mes lumières ; mais, heureusement pour moi, on ne m'a rien demandé ; aussi, dans tout ce qui s'est fait, je ne dois être pour rien, c'est-à-dire que je ne dois partager ni les louanges ni les blâmes<sup>14</sup>.

Personne pourtant ne connaissait, comme lui, le clergé de France. Personne ne souhaitait davantage d'excellentes nominations. Mais le gouvernement, dont les vues trop politiques ne s'accordent pas avec les siennes, uniquement religieuses, ne recourt pas à sa compétence incontestable. Bernier ne sollicite pas davantage ses avis, qui pourraient contrarier son influence et gêner ses combinaisons. Le Supérieur général enfin n'a pas coutume de s'imposer. Une fois de plus, il agit par intermédiaires, procède par suggestions, avec sa discrétion habituelle.

Réduire les changements au minimum, réserver la plus large part à l'ancien épiscopat, tels sont les deux points de vue qu'il s'applique à faire prévaloir.

Je ne cesse de dire ou de faire dire à ceux qui approchent les grands faiseurs, écrit-il à M. de Fontanges, qu'on doit nommer aux nouveaux évêchés les anciens évêques et les nommer de manière qu'ils continuent d'être chargés de leur ancien évêché. Mais je crois, ajoute-t-il, qu'on a changé de système à ce sujet<sup>15</sup>.

13. BOULAY, *Documents*, I, 111.

14. A Vernet, 19 mars 1802, D. E., VIII, 9 620.

15. A Fontanges, 26 décembre 1801, D. E., V, 524. GOSSELIN, II, 67-68.

En quoi il se montre parfaitement informé, car Bonaparte entend procéder à une refonte générale de toute l'administration ecclésiastique.

M. Emery, cependant, tient à son idée.

J'ai écrit à Bernier, mande-t-il au même prélat, qu'on pouvait compter que vous accepteriez le siège de Toulouse, s'il vous était rendu. Il faut croire que vous serez nommé à ce même siège ; je n'en ai point pourtant de certitude entière. Je ferai insinuer par les alentours des faiseurs qu'il est absolument nécessaire qu'il en soit ainsi <sup>16</sup>.

Bientôt, il apparaît évident que cet espoir ne se réalisera ni pour M. de Fontanges ni pour ses collègues. Le Premier Consul ne veut pas qu'aucun évêque reprenne le gouvernement de son ancien diocèse ; le principe de l'amalgame s'appliquera aux nominations du clergé de premier ordre comme à celles des hauts fonctionnaires ; on choisira les « préfets violets », comme les préfets civils, dans tous les partis, indistinctement ; le nouveau personnel ecclésiastique comprendra des hommes d'Ancien Régime, des hommes de la Révolution, des hommes nouveaux. De là, une large part faite au clergé de second ordre. De là surtout, l'introduction d'évêques constitutionnels dans la hiérarchie concordataire. Dans son premier projet, le curé de Saint-Laud avait proposé deux de ces derniers, Charrier de La Roche et Montault. Mais Charrier de La Roche et Montault, réconciliés avec Rome, ne pouvaient représenter une Eglise à laquelle ils n'appartiennent plus. Bonaparte ne fut point dupe de ce tour de passe-passe ; il porta le chiffre des évêques constitutionnels à douze et inscrivit sur la liste dix prélats non rétractés.

Rassuré par les affirmations de Bernier, qui croyait

---

16. *A Fontanges*, 26 décembre 1801, D. E., V, 524.

de bonne foi avoir éliminé ces candidats schismatiques, Caprara jouit de la plus parfaite quiétude. Cette quiétude, le curé de Saint-Laud se garde bien de la troubler quand le Premier Consul a signifié sa volonté formelle ; il s'en garde d'autant plus, que, toujours docile aux ordres de son gouvernement, il travaille désormais à faire accepter par Rome ceux qu'il avait lui-même évincés. Mais le Supérieur général a ses informateurs au ministère des Cultes ; ceux-ci lui communiquent la liste des évêques constitutionnels désignés par le gouvernement, Primat, Charrier, Le Coz, Beaulieu, Lacombe, Périer, Bécherel, Montault, Saurine, Raymond, Berdollet, Belmas, et il transmet à l'abbé le Surre ces douze noms.

J'allai sur-le-champ prévenir le cardinal, écrit le secrétaire français de la légation. « On vous a trompé, me dit-il, cela est impossible ». Je lui dis que cela était certain. « Impossible ! impossible ! » répliqua-t-il avec vivacité ; le Premier Consul a promis formellement de ne point nommer ces sortes de gens. » Ayant reçu ensuite de M. Emery la liste des sujets, dont la nomination était jusqu'alors restée inconnue, j'allai la présenter à Son Eminence en l'assurant qu'elle allait dans peu lui être officiellement adressée. Cette triste nouvelle le terrassa. Il me demanda si je connaissais bien ces évêques constitutionnels. « J'en connais quelques-uns, lui répondis-je, mais il sera facile de vous procurer tous les renseignements que vous pouvez désirer. » J'allais sur-le-champ chez l'abbé de Boulogne, avec qui j'étais fort lié. Il est difficile de se former une idée de la profonde consternation où le jeta cette épouvantable nouvelle. Livré à un mouvement d'indignation, il se promenait rapidement dans sa chambre en s'écriant souvent : « Voilà donc la France perdue ! Voilà l'Eglise de France dans la boue ! » Ce ne fut pas sans peine que je parvins à le calmer et à obtenir de lui tous les renseignements que je désirais <sup>17</sup>.

---

17. *Notes de l'abbé le Surre*, D. E., V, 681-682.



Ainsi renseigné sur les intentions du Premier Consul, Caprara se dispose à la résistance. Mais les manœuvres de l'industriel Bernier l'amènent bientôt à capituler. Le samedi 23 mars, le curé de Saint-Laud vient lui annoncer qu'on chantera à Notre-Dame, le lendemain, dimanche 24, un *Te Deum* solennel pour célébrer la paix d'Amiens. « Le gouvernement, ajoute-t-il, juge cette occasion idéale pour procéder à la réception officielle du légat ». Caprara accepte immédiatement cette proposition ; on arrête, de concert, les mesures à prendre pour la cérémonie. Mais, le soir à 5 heures, Bernier revient, flanqué de Portalis. Le Premier Consul, explique-t-il, a décidé que les deux clergés assisteraient au *Te Deum*, les constitutionnels aussi bien que les prêtres romains. Le légat se récrie et refuse catégoriquement de paraître à la cathédrale dans de telles conditions. Bernier et Portalis insistent, prient, supplient. Si Caprara s'obstine, tout est perdu ; le Concordat ne sera pas promulgué ; au moment d'aboutir, tout se trouvera remis en question. En réalité, on voulait seulement acculer le pauvre cardinal à une impasse pour le faire céder sur la nomination des anciens schismatiques ; car l'issue est toute prête par laquelle on le fera passer.

Bernier, en effet, tire de sa poche un papier qu'il se met à lire d'un ton dégagé, et propose au cardinal d'y apposer sa signature, moyennant quoi tout s'arrangerait. Celui-ci, tout ému, écoute la lecture de cette déclaration subtile, entortillée, par laquelle il se reconnaît le pouvoir de donner l'institution canonique aux constitutionnels, « après avoir procédé à leur réunion, de manière à ce qu'il ne puisse rester aucun germe de trouble ou occasion d'humiliation, parce qu'il faut réunir tous les partis ». Bernier l'assurant qu'il peut, en con-

science, souscrire cette déclaration qui ne renferme rien de contraire aux principes, Caprara se résigne. Le curé de Saint-Laud part avec son papier à la Malmaison. A 11 heures du soir, il revient à l'hôtel Montmorin, le visage tout rayonnant ; la déclaration a produit le plus heureux effet ; Son Eminence peut se dispenser de paraître le lendemain à Notre-Dame ; sa réception officielle est remise à plus tard.

De là, les ordres et contre-ordres que reçoit M. Emery.

Effectivement, écrit-il à M. de Bausset, on avait ordonné le *Te Deum* pour dimanche dernier. A 11 heures, je reçois une lettre de Bernier, qui me prévient de ne point faire chanter de *Te Deum* jusqu'à ce que le gouvernement eût manifesté ses intentions. Ce qu'une partie du public ignore, c'est que le cardinal, conduit par Bernier, devait venir à Notre-Dame, accompagné seulement de ses gens, pour chanter le *Te Deum*, que je n'en fus averti qu'à 8 heures du soir, le samedi, par un secrétaire français (M. le Surre) qui vint m'emprunter un manteau long ; qu'à 6 h. 30 du matin, je vais au cloître, où je trouve qu'on n'était point prévenu. C'était bien la chose la plus mal concertée et la plus propre à donner du scandale. Heureusement, le Premier Consul avait, à 11 heures du soir, le samedi, fait donner chez le légat un contre-ordre 18 :

Cette lettre curieuse ne trahit pas seulement la stupéfaction que causent à M. Emery ces allées et venues contradictoires et le caractère improvisé d'une pareille cérémonie dont le clergé de Notre-Dame, le matin même, ignore tout ; elle nous montre bien que ce soi-disant *Te Deum* n'était qu'un piège tendu au pauvre légat par le gouvernement et le curé de Saint-Laud.

La bourrasque passée, l'Eminence respire. Une audience du Premier Consul lui vaut bientôt de nouvelles émotions, car ses tentatives pour faire renoncer

Bonaparte à la nomination des évêques constitutionnels provoque une de ces scènes violentes auxquelles celui-ci recourt volontiers pour impressionner ses partenaires récalcitrants. « Vous ne voulez pas, s'écrie-t-il, de l'évêque Primat pour archevêque de Toulouse, parce qu'il a porté le bonnet rouge et abjuré sa foi. Mais saint Pierre n'a-t-il pas renié Jésus-Christ et obtenu ensuite la primauté dans l'Eglise ? » <sup>19</sup>

L'écho de ces paroles parvient, par l'abbé le Surre, aux oreilles de M. Emery. Il faut donc renoncer à exclure du nouvel épiscopat les évêques constitutionnels ; sur ce point, aucun doute ne reste possible. Mais tout pourrait s'arranger si ceux-ci souscrivaient une rétractation. Une confidence de M. de Boisgelin au Supérieur général autorise un espoir. « Comme le Premier Consul se plaignait à ce prélat des tergiversations du légat : « Général, observe celui-ci, ces messieurs ne peuvent recevoir l'institution canonique qu'après s'être mis en règle avec le Saint-Siège. — Je les ai nommés, répartit vivement le Premier Consul, qu'ils s'arrangent avec la Cour de Rome. » Cette réponse qui me fut communiquée par M. Emery, rapporte l'abbé le Surre, consola le cardinal. » <sup>20</sup>

Cette détente, malheureusement, ne dure guère, car Bonaparte conçoit cet arrangement avec Rome autrement que Rome elle-même. Le Saint-Siège exige une rétractation en forme ; or, soutenus par le gouvernement qui l'interdit, sous prétexte qu'elle humilierait des prélats fidèles aux lois de leur nation, les constitutionnels refusent avec obstination de souscrire la

---

19. *Notes de l'abbé le Surre*, D. E., V, 682.

20. *Id.*, 683.

formule présentée par Caprara. Par une manœuvre plus astucieuse que loyale, Bernier, dupant tout le monde, fera croire qu'il a tout réglé et on sortira par une fausse porte de cette dramatique impasse, la veille même du jour où doit se publier le Concordat.

### III

On devine l'effet produit par cette promotion de constitutionnels sur les titulaires d'Ancien Régime et sur le clergé romain. Les uns s'indignent, d'autres s'irritent, d'autres enfin se découragent. On va jusqu'à dire, qu'en prétendant restaurer le culte, Bonaparte vise bel et bien à ruiner la religion. Aussi certains évêques se dérobent-ils, lorsqu'on les pressent.

Vu l'état des choses, écrit le Supérieur général à M. de Bausset, Auch prie qu'on ne le présente pas. Il a fallu assurément des plans bien irréguliers et des pensées bien extravagantes pour décourager le zèle de ce prélat dont la pureté d'intention était généralement connue. En vérité, je serais presque tenté de croire, en voyant tout ce qui se passe, qu'on serait presque fâché d'avoir de bons évêques. Pour Auch, je n'ose le blâmer de refuser, mais j'aurais craint de lui en donner le conseil <sup>21</sup>.

Pourtant, à tous ceux qui le consultent, M. Emery répond catégoriquement : « Acceptez », car « si les bons refusent les sièges, les méchants s'en empareront. » <sup>22</sup> Acceptez ! conseille-t-il à l'ancien évêque constitutionnel Montault, qui se trouve indigne « en raison de ses antécédents » <sup>23</sup>. Montault n'avait rien d'un génie ; mais le Supérieur général, qui a vécu très

---

21. A Bausset, 3 juillet 1802, D. E., VI, 205.

22. A Chassan, 5 octobre 1801, D. E., non coté.

23. D. E., IV, 873.

intimement avec lui durant sa captivité, apprécie sa valeur morale, son humilité, sa piété. Il édifiera son diocèse par ses vertus, sa pénitence, et laissera le souvenir d'un vrai saint.

« Acceptez ! » dit encore M. Emery à M. de Maillé de La Tourlandry, fort mécontent de son envoi à Rennes <sup>24</sup>. Rennes valait tout de même Saint-Papoul, évêché crotté, s'il en fut, l'un des trois que redoutaient les « épiscopables » d'Ancien Régime et qu'ils priaient Dieu de leur épargner. « *A Luçon, Saint-Papoul, Alais, libera nos Domine !* » M. de Maillé se résigne et, pour lui marquer sa reconnaissance, le Supérieur lui enverra comme vicaire général l'abbé le Surre, son homme de confiance à la Légation.

« Acceptez ! », répète-t-il encore en juillet à trois évêques « nouvellement nommés », MM. de Crouseilles, Jacoupy, Duvoisin. « Peut-être, sans moi, auraient-ils refusé, mande-t-il à M. de Bausset. Vous voyez donc qu'en demeurant à Paris, je n'ai pas été inutile à la cause de l'Eglise. Je leur ai dit d'accepter en prenant la précaution de déclarer qu'ils porteront l'indulgence aussi loin qu'elle peut aller, mais que, sur tout ce qui intéresse la foi et la discipline de l'Eglise universelle, ils seraient inébranlables. » <sup>25</sup>

M. de Crouseilles, qu'on envoie à Quimper, hésite, en effet, et pour les raisons générales qui écartent ses collègues, et pour des raisons particulières, d'un ordre beaucoup moins élevé, voire peu flatteuses pour ses futurs diocésains. « Cet ecclésiastique se lamenta beaucoup de cette nomination, rapporte le cardinal Bernet qui assistait à son entrevue avec M. Emery. Il alla

---

24. A Bausset, 25 avril 1802, D. E., VI, 197.

25. A Bausset, 13 juillet 1802, D. E., VI, 113.

jusqu'à dire qu'il n'irait pas dans un pays aussi triste que misérable. Je fus témoin de la réponse que fit le saint prêtre et je déclare que je n'ai jamais entendu rien d'aussi juste, d'aussi ferme, d'aussi apostolique. » Le pays de Quimper, « aussi triste que misérable », était du moins un pays très chrétien et, plus tard, M. de Crouseilles « se félicitera hautement d'avoir suivi ce conseil à cause des abondantes bénédictions que Dieu répandra sur son ministère » <sup>26</sup>.

Pour Jacoupy toutefois, le Supérieur général se trouve embarrassé. Il ne connaît point ce prêtre, revenu d'Angleterre, qui doit sa promotion au général Jacoupy, son parent. Ce dernier avait demandé pour lui une place dans la chapelle des consuls. Soucieux d'obliger son collègue, Bonaparte répond par la promesse d'un évêché. La faveur, de toute évidence, beaucoup plus que le mérite, expliquait cette nomination. Le digne abbé en a conscience et ne peut se résoudre à accepter. A sa famille, très fière de cet honneur, qui l'accable d'insistances, il objecte loyalement la médiocrité de ses talents. M. Emery, consulté, réserve sa réponse. Avant de se prononcer, il demande huit jours, étudie le personnage qu'il reçoit à plusieurs reprises, interroge et fait parler. Après avoir reconnu chez lui de la droiture, du jugement, de la piété, il se prononce très catégoriquement. « On pourrait désigner à votre place un constitutionnel. C'est un devoir d'accepter. — Monsieur le Supérieur général, je n'ai pas la capacité voulue ; je manque, par ailleurs, d'expérience et de préparation, puisque j'étais simple vicaire de campagne. — Eh bien ! je vous donnerai un ecclésiastique

---

26. *Mgr Bernet à M. Faillon*, 1<sup>er</sup> février 1842, D. E., IV, 9.

très capable pour vous seconder. » <sup>27</sup> De fait, M. Emery lui assura pour ses débuts le concours d'un grand vicaire dont l'évêque d'Agen n'eut qu'à se féliciter.

La situation inquiète à tel point le Supérieur général que, bientôt, il ne se borne plus à décider les évêques hésitants ; il sort de sa réserve et, son crédit augmentant auprès de Portalis, pousse ses candidats. Trois prélats d'Ancien Régime lui sont particulièrement chers, MM. de Bausset, de Fontanges, de La Tour du Pin. Du premier, il ne peut être question. Le directeur des Cultes, avec lequel celui-ci se trouve lié depuis son enfance, voulait lui réserver un siège ; mais il objecte son état de santé, et le conseiller d'Etat ne le porte pas sur les listes. Bonaparte, qui connaît sa valeur et tient à son concours, inscrit son nom d'office et veut qu'on insiste. « Le citoyen Portalis parlera au citoyen Lacuée pour qu'il écrive à l'évêque d'Alais que je désire absolument qu'il accepte » <sup>28</sup>, ordonne le Premier Consul. M. de Bausset, à nouveau, se refuse.

Aux souffrances physiques que me font éprouver mes fréquentes attaques de goutte, répond-il, et à l'état de faiblesse où elles me laissent, se joint une lassitude d'esprit, qui est cause que je suis souvent des semaines entières sans pouvoir m'occuper deux heures de suite d'objets qui exigent un peu d'application. La retraite du monde et des affaires, un régime sévère, une vie paisible et uniforme peuvent seuls désormais convenir à mon existence physique et morale <sup>29</sup>.

Bonaparte, Portalis s'inclinent devant ces raisons, hélas ! trop réelles. M. Emery lui-même en reconnaît le bien-fondé et se résigne à voir l'Eglise de France privée

---

27. M. Cambis, directeur du Grand Séminaire de Baltimore, à M. Faillon, 6 juin 1842, D. E., IV, 721.

28. Note du Premier Consul, 17 mars 1802, BOULAY, Documents, V, 236.

29. BOULAY, Documents, V, 236, note 2.

d'un évêque aussi vénérable, aussi cultivé, aussi saint.

Avec MM. de Fontanges et de La Tour du Pin, en revanche, il espère mieux réussir. Sans doute, les dix métropoles, prévues par la circonscription nouvelle, se trouvent déjà pourvues ; ni l'un ni l'autre ne peuvent recouvrer leur titre archiépiscopal. Mais, sur les conseils du Supérieur, M. de La Tour du Pin consent à prendre un simple évêché.

Je suis très content d'insinuer que telle pourrait être sa disposition, écrit M. Emery à Fontanges. Sur cela, on a agi et on a proposé de lui donner Bayonne, comme un évêché qui renferme presque toutes les parties de sa métropole et dans laquelle il était fort aimé et respecté. Le ministre a acquiescé. D'autres personnes ont agi pour le faire nommer à Cahors. Il y a dans cette affaire, ajoute-t-il, une intention pour vous. Si on voit que M. l'archevêque d'Auch consent à accepter un simple évêché, on pourra vous proposer d'en accepter un aussi. Tous les évêques désirent fort que vous rentrassiez dans le corps, non seulement pour des considérations personnelles, mais aussi pour le bien de la religion. Je connais combien le parti de la retraite et du repos a d'avantages ; mais aussi, dans l'ordre temporel et spirituel, il a ses inconvénients <sup>30</sup>.

Le Supérieur général se montre si impatient de voir aboutir ce projet qu'il mande d'urgence M. de La Tour du Pin à Paris.

M. Emery m'a tant pressé d'arriver, écrit celui-ci à l'ancien archevêque de Toulouse, et j'ai été tellement frappé du désespoir où la nomination des constitutionnels jette les fidèles que je me suis décidé à venir et accepter ce qu'on me proposera. Peut-être arriverai-je trop tard ? Dieu l'aura voulu et j'en serai content. Vous n'imaginez pas, mon ami, ajoute-t-il, la douleur profonde des esprits à Toulouse et les craintes dans les endroits qui n'ont pas encore d'évêques. Un schisme est véritablement à craindre, parce que, outre l'exaltation de quelques mauvaises têtes, on a jusqu'à présent laissé du doute sur la

---

30. A Fontanges, 5 juin 1802, D. E., V, 5 262.



rétractation des élus et qu'eux-mêmes ont nié leur rétractation<sup>31</sup>.

Eclairé par l'expérience malheureuse de son propre diocèse, tombé entre les mains de Primat, comme son ami de La Tour du Pin et pour les mêmes raisons, M. de Fontanges, selon le désir exprimé par M. Emery, accepte à son tour un simple évêché, celui d'Autun, où il remplace avec avantage Charles-Maurice de Talleyrand. Il mourra bientôt sur ce siège, « martyr de sa charité, écrira Portalis à l'Empereur. C'est en servant lui-même les hospices et en y visitant fréquemment les malades qu'il a été frappé de la maladie que les prisonniers autrichiens ont apportée dans nos contrées »<sup>32</sup>. Dans une chapelle latérale de la cathédrale Saint-Lazare, où il repose, un épitaphe modeste et simple, comme sa vie, rappelle encore le souvenir de cet archevêque-évêque dont les vertus honorent l'Eglise napoléonienne, comme elles avaient honoré celle de l'Ancien Régime. Sa mémoire est de celles qu'on ne peut oublier.

#### IV

Cependant, le même homme qui presse les élus d'accepter, refuse pour son propre compte le siège d'Arras auquel Bonaparte le nomme, et le refuse avec obstination.

M. Emery se trouvait si en vue, si influent, si vertueux, si pénétré de l'esprit de son état, si sage, que sa candidature s'imposait, car peu de prêtres réunissent un si harmonieux ensemble de qualités naturelles et surnaturelles, un équilibre aussi parfait de connais-

---

31. *La Tour du Pin à Fontanges*, 10 juin 1802, D. E., V, 5265.

32. Arch. Nat., AF IV, 1045.

sances théoriques et d'expérience pratique, un culte plus élevé de l'idéal, un sens plus juste du réel. Il a l'estime et la confiance du clergé ; il possède du crédit dans les milieux intellectuels ; il est accepté des milieux politiques qui apprécient sa prudence, sa largeur d'esprit, sa modération.

Une note suggestive du ministère des Cultes résume tous ses mérites en soulignant avec soin toutes les garanties que donnent ses origines, ses relations, son attitude sous la Révolution et sous le Consulat.

Emery. Il est né dans les environs de Lyon, d'une famille ancienne et honnête alliée à Voltaire. Il était oncle du fameux marquis de Villette. Il a fait en faveur de la soumission des ouvrages dont Lally-Tollendal parle dans ses lettres. Il a d'excellentes mœurs, une grande réputation de science et de zèle. Il est âgé de soixante-sept ans. Il a fait sa soumission aux lois. Il exerce maintenant les fonctions de vicaire général de Paris <sup>33</sup>.

Cette candidature sourit évidemment à Portalis ; Boisgelin, Pancemont, de Crouseilles, l'abbé d'Astros, la soutiennent et, plus que personne, Bernier. Bernier, sans doute, a conscience de servir l'Eglise en lui assurant un évêque de cette valeur. Mais il ne serait pas lui-même, si un calcul personnel ne se mêlait à ces vues d'intérêt général. Le curé de Saint-Laud, en effet, convoite Paris ; son mérite, qu'il apprécie hautement, ses services, qu'il ne laisse jamais oublier, n'exigent pas moins que le premier siège de France. Or, à Paris, il entend avoir les mains libres. De là, chez lui, un souci évident d'éliminer les principaux représentants de l'administration diocésaine, M. de Dampierre et surtout M. Emery, en les installant sur des sièges suffisamment éloignés. Jamais le principe *promoveatur ut*

---

33. Arch. Nat., AF IV, 1044.

*amoveatur* ne reçut application plus manifeste. M. de Dampierre irait à Clermont en Auvergne, M. Emery à Arras, et pour légitimer l'installation du Supérieur sur ce siège, le curé de Saint-Laud ne manque pas d'invoquer d'excellents motifs, témoin la note suivante :

Emery. Il a de vastes connaissances, un caractère ferme et résolu. Il conviendrait pour cette dernière raison dans la place et le lieu où ce genre de caractère est le plus nécessaire, c'est-à-dire à Arras. Il y fera par son zèle respecter l'autorité malgré les efforts de son prédécesseur, s'il osait résister <sup>34</sup>.

Ce prédécesseur, M. de Conziè, se signale, en effet, par sa résistance anticoncordataire et, plus que lui encore, celui qu'on appelait « la lumière de l'Eglise gallicane », l'évêque de Boulogne, Asseline, dont le Concordat supprime le siège pour le rattacher à celui d'Arras.

Reconnaissons que les qualités de M. Emery répondaient de fait aux exigences de cette situation difficile ; pour ce poste délicat, on ne pouvait souhaiter choix plus judicieux. Mais les excellentes raisons alléguées par Bernier en masquaient fort adroitement d'autres, particulières au curé de Saint-Laud, ses raisons de derrière la tête, celles qu'il ne voulait et ne pouvait avouer.

Le 10 avril, une lettre de Portalis notifie au Supérieur général son élévation à l'épiscopat.

Je reçus hier au soir ma nomination, écrit-il le 11 à M. de Bausset. Dans le moment, plusieurs personnes, entre autres l'abbé Rousseau, arrivèrent pour me faire compliment. Je témoignai sans déguisement mon opposition. Je fus accablé de remontrances et même on me fit craindre le courroux du Premier Consul. J'accusai réception de la lettre et remis la réponse au lendemain. Je m'en occupe. Je ne balance pas pour le refus,

---

34. Arch. Nat., F 19, 1902.

quoi qu'il en arrive. Cependant, je vais assembler nos Messieurs. Saint-Sulpice est perdu si j'accepte <sup>35</sup>.

Le lendemain, d'autres ecclésiastiques accourent ; nouvelles instances. M. Brault, ancien grand vicaire de Poitiers, promu au siège de Bayeux, se montre particulièrement pressant. « Il me semble, dit-il à M. Emery, que votre grand amour pour l'Eglise devrait vous inspirer une résolution toute contraire. Et comment pourrions-nous, ajoute-t-il, accepter l'épiscopat, si vous refusez absolument cette charge, vous qui êtes bien plus capable que nous de la porter ? — Monseigneur, répond le Supérieur général, c'est par amour pour l'Eglise que je crois devoir refuser l'épiscopat. J'ai tout lieu d'espérer de servir bien plus l'Eglise dans la place que j'occupe en formant des directeurs de Séminaire et même des évêques, ce que je ne pourrais faire en administrant un diocèse. » <sup>36</sup> Il demeure d'autant plus inébranlable que certains ecclésiastiques approuvent sa décision. « J'ai constaté avec plaisir, écrit-il à M. de Bausset, que Luçon la trouve juste et raisonnable. » <sup>37</sup> Mais cet afflux de visiteurs qui apportent des félicitations et repartent navrés, ces discussions continuelles, le débat intérieur qui se livre dans sa propre conscience, épuisent le pauvre M. Emery. « Ne venez pas dans cette bagarre, écrit-il à l'évêque d'Alais. Je n'en puis plus ; je crains de tomber malade. » <sup>38</sup> « J'ai été témoin des angoisses que lui causait cette nomination, rapporte l'abbé le Surre, parce qu'il connaissait assez Bonaparte pour

35. A Bausset, 11 avril 1802, D. E., VI, 192.

36. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 80.

37. A Bausset, 13 avril 1802, D. E., VI, 193.

38. Id., *ibid.*

craindre qu'il ne voûlut jamais en démordre ; il en eût même la fièvre. » <sup>39</sup>

Pour comble de bonheur, deux invitations à dîner arrivent « au citoyen Emery, évêque d'Arras », l'une de Talleyrand, pour le 24 Germinal, l'autre du consul Lebrun <sup>40</sup>. Nouvel embarras. Etre reçu chez le consul Lebrun avec lequel il entretient des relations assez courantes, la chose ne prête pas à difficulté pour M. Emery. Il en va autrement pour le ministre des Relations extérieures ; le cardinal Consalvi adressait sans doute à Mme Grant, dans ses dépêches diplomatiques, l'expression de son respect ; le Supérieur général, pour son compte, ne désire nullement souper en tête à tête avec l'épouse illégitime du sacrilège évêque d'Autun.

Le 12, après une journée de réflexions, M. Emery rédige une longue lettre qui motive et adoucit son refus du siège d'Arras ; mais avant de l'envoyer à Portalis, il la communique à l'abbé le Surre qui l'approuve sans restrictions <sup>41</sup>.

J'ai reçu, écrit le Supérieur général, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je suis on ne peut plus touché de la marque d'estime et de confiance que daigne me donner le Premier Consul en me nommant à l'évêché d'Arras. C'est à vous, sans doute, que je suis redevable de l'opinion qui l'engage à me croire propre à l'épiscopat.

Je vous prie de lui présenter mes très humbles actions de grâces ; mais je vous supplie en même temps de lui faire trouver bon que je n'accepte pas. Je me détermine à cette démarche, après y avoir bien réfléchi et avoir invoqué les lumières de l'Esprit-Saint. Une multitude de raisons m'en font un devoir ; je ne vous en exprimerai qu'une.

J'étais Supérieur général du Séminaire de Saint-Sulpice et de la Congrégation qui porte ce nom, chargé par conséquent

---

39. *Notes de l'abbé le Surre*, D. E., V, 685.

40. D. E., I, 217-218.

41. *Notes de l'abbé le Surre*, V, 685.

de former les jeunes gens qu'on y élevait aux vertus de leur état, et particulièrement à l'éloignement pour les dignités ecclésiastiques ; car vous savez que l'ambition était un vice trop commun dans le clergé des derniers temps, et contre lequel il était nécessaire de prémunir l'esprit et le cœur des jeunes gens. Dans cette vue, il fallait que les supérieurs, qui donnaient des leçons sur la crainte et la fuite des dignités, en fournissent eux-mêmes l'exemple.

En conséquence, mes prédécesseurs ont toujours refusé les évêchés qui leur ont été offerts. Héritier de leur office, j'ai dû l'être aussi de leurs sentiments, et mon éloignement pour l'épiscopat est arrivé au plus haut point. Très certainement, si on m'avait, sous l'Ancien Régime, nommé à un évêché, je ne l'aurais pas accepté. Comment pourrais-je, à l'âge de soixante-dix ans, ne pouvant donc prudemment compter que sur trois ou quatre ans de vie, et ayant à peine le temps de connaître seulement de vue le troupeau immense qui me serait confié, comment, dis-je, pourrais-je réussir à arracher de mon cœur un sentiment si ancien et si profondément enraciné ? Les violences qu'il faudrait me faire ne pourraient que compromettre ma santé et ma vie.

Mais, de plus, que penseraient de moi tant d'ecclésiastiques devant qui j'ai fait pendant si longtemps une haute profession à cet égard ? Ne soupçonneraient-ils pas que cette profession n'était de ma part qu'un acte d'hypocrisie ; qu'au fond, j'avais autant d'ambition qu'un autre ; que, dans les disputes agitées entre les catholiques en France, au sujet des formules exigées pour le libre exercice du culte, je n'ai embrassé les sentiments favorables à ces formules que dans le dessein de plaire au gouvernement, de favoriser mon ambition ?

Et, de là, les leçons que je leur ai données sur les devoirs de leur état ne seraient-elles pas discréditées, et ne perdraient-elles pas dans leur esprit tout le poids qu'elles avaient reçu de mon autorité ? Quel avantage surtout ne tireraient pas de mon acceptation tant d'ecclésiastiques, soit au dedans, soit au dehors de la France, opposés à la soumission, et qui, parce que je lui étais favorable, m'ont traduit partout comme un homme infidèle à ses anciens principes, et qui était dévoré d'ambition ? Loin d'être étonné qu'un supérieur de Saint-Sulpice, nommé à un évêché, le refuse, on devrait plutôt être étonné de son acceptation.

Ce serait bien injustement qu'on regarderait mon refus

comme une marque d'opposition au nouvel ordre de choses, et comme pouvant servir de motif à d'autres refus. Aucun autre ne se trouve dans le même cas que moi, et je ne crains pas de dire que je servirai mieux cet ordre de choses en n'acceptant pas. Il y aura sûrement, dans les diocèses où l'on place des constitutionnels, et dans ceux dont les évêques n'ont pas donné leur démission, de nombreux opposants. Si j'accepte, et si ensuite on me consulte, mes conseils ne seront comptés pour rien, comme n'étant point ceux d'une personne désintéressée ; au lieu que, dans la supposition contraire, j'aurai quelque poids pour les déterminer à l'obéissance et lever leurs scrupules, et sûrement je serai consulté de différents endroits.

Je dis plus, je servirai mieux la religion et l'Eglise en persévérant dans ma première vocation. Le plus grand et le plus pressant besoin de la religion aujourd'hui est de former des prêtres, et de bons prêtres. Il y a au moins une lacune de douze années à remplir. Les ouvriers propres à cette œuvre, et qui voudraient s'y consacrer, seront pour les évêques assez difficiles à trouver. J'étais chef d'une Compagnie exclusivement dévouée à l'éducation ecclésiastique ; plusieurs membres de cette Compagnie vivent encore, ou en France ou dans les pays étrangers ; je connais les lieux de leur demeure, et je conserve assez d'ascendant sur eux pour les engager à reprendre leurs premières fonctions, si ingrates et si pénibles qu'elles puissent être. Je puis les indiquer aux évêques, et concourir à l'établissement de leurs Séminaires <sup>42</sup>.

Le même jour, le Supérieur général adresse à Bernier une lettre analogue, mais sur un ton plus vif, pour lui notifier son refus. Convaincu, à juste titre, que ce personnage portait la principale responsabilité d'une nomination qui lui cause de tels ennuis, il lui en exprime son mécontentement. De là, cette réponse un peu piquée de l'évêque d'Orléans :

Je ne mérite point, Monsieur, les reproches que vous m'adressez. J'ai cru, en vous rendant justice près du gouvernement, honorer l'épiscopat par vous et vous être utile. Je serais aussi étonné qu'affligé que vous refusassiez. Je le crois

---

42. *Emery à Portalis*, s. d., D. E., I, 221-224.

d'autant moins que je ne vois dans ce refus aucun motif fondé. Cessez, je vous en conjure, de vous opposer au bien d'un diocèse qui a besoin d'un homme ferme et instruit. Pesez les suites d'un refus. Je ne suis ni trop crédule ni susceptible de l'impression de la peur, et cependant je déclare que je redoute des suites pour le bien de la chose, le vôtre et celui de votre Congrégation. Prévenez-les par une acceptation qu'aucun des motifs que vous alléguiez n'excusera. J'attends votre réponse avant 10 heures demain. Je dois la rendre à cette époque. Daignez me la faire tenir et aussi bonne que je le désire. Agréez, Monsieur, l'hommage de mon respect <sup>43</sup>.

Le ton impératif de cette lettre, qui ressemble à un ultimatum, n'impressionne nullement M. Emery. Le curé de Saint-Laud se montre fort déçu de sa nomination à Orléans. « Je crois B... bien attrapé, écrit le Supérieur général à M. de Bausset ; il attendait Versailles ou Rouen. » <sup>44</sup> Il attendait surtout Paris. Mais l'attribution de ce siège à M. de Belloy, âgé de quatre-vingt-douze ans, réserve son avenir, car, avec ce vieillard, on ne peut compter sur un long pontificat, et Bernier, qui n'a pas quarante ans, ne saurait prévoir que l'archevêque nonagénaire lui survivra. Par ailleurs, le grand âge de ce prélat, qui a eu deux attaques d'apoplexie, ne lui permet guère d'assumer seul une charge trop lourde pour ses épaules. Bernier escompte bien que Belloy aura besoin de lui et médite de se faire donner par le légat, pour le diocèse de Paris, des pouvoirs d'administrateur qu'il recevra le 8 mai <sup>45</sup>. Cette situation provisoire permet donc à l'ambitieux personnage d'attendre une vacance, normalement prochaine, et de s'enraciner dans la capitale. Dans ces conditions, M. Emery devenait plus que jamais gênant.

43. Bernier à Emery, 13 avril 1802, D. E., I, 225.

44. A Bausset, 11 avril 1802, D. E., VI, 192.

45. Caprara à Consalvi, 8 mars 1802, Arch. Nat., F 19, 1922.



De là, chez Bernier, une nouvelle déception qui s'ajoute à la première et qui explique le ton comminatoire de sa réponse.

M. Emery, qui connaît l'homme et ses procédés, ne s'effraye point de cette mise en demeure. « Il y a des gens qui, par différentes considérations, veulent, à quelque prix que ce soit, que j'accepte, écrit-il à M. de Bausset quelques jours plus tard. C'étaient les gens qui avaient pris sous leur bonnet les menaces dont ils frappaient mes oreilles, comme si elles venaient d'ailleurs. »<sup>46</sup>

Il adresse donc à Bernier la lettre suivante, qui ne manque pas de piquant et comporte à l'égard du destinataire une leçon bien sentie de désintéressement :

Je persiste, répond M. Emery, à refuser l'évêché auquel j'ai été nommé. Je crois mes raisons légitimes et canoniques. Elles n'ont absolument rien qui puisse offenser le gouvernement, puisqu'il est très notoire qu'elles ne sont fondées sur aucune espèce d'opposition à l'ordre de choses qui s'établit, et que je favoriserai de tout mon pouvoir. Ma répugnance pour l'épiscopat est telle que les violences que je me ferais pour accepter et en exercer les fonctions auraient bientôt terminé ma vie. La seule perspective de cet état pour moi a déjà notablement altéré ma santé.

Depuis quand donc le refus d'un évêché serait-il un scandale et un crime ? Il ne peut l'être certainement aux yeux d'un ecclésiastique aussi instruit que vous ; il ne peut même l'être aux yeux du Premier Consul, que ce refus honore, puisqu'il prouve qu'il a jeté les yeux, pour remplir les places, sur des sujets qui ne les avaient pas brigüées.

Vous dites que je vous ai fait des reproches ; mais vous avez dû sentir que c'étaient les reproches de l'amitié. Il est très vrai que, si je me trouve dans une situation aussi pénible, c'est votre amitié pour moi qui en a été la cause, puisque c'est elle qui vous a engagé à me proposer pour un évêché. Mais

---

46. A Bausset, 19 avril 1802, D. E., VI, 196.

je n'en sens pas moins le prix de votre procédé, et je ne m'en crois pas moins obligé à la reconnaissance.

Vous me faites redouter les suites de mon refus, pour moi et pour les membres de ma Compagnie. Il n'est aucune suite que je redoute pour ma personne, parce qu'elle est exercée et préparée à tout. Mais je ne vois pas comment des prêtres, qui n'ont absolument aucune part à la détermination que j'ai prise, pourraient être l'objet de quelque animadversion. Cette animadversion porterait au fond sur l'Eglise et sur les évêques, à qui on rendrait inutiles les services que ces prêtres seraient disposés à leur rendre gratuitement.

Mais il me serait fort aisé de prévenir toutes les suites que vous appréhendez pour eux. Puisque je serais, en ce cas, le Jonas qui exciterait cette tempête, il ne s'agirait pour moi que de me jeter à la mer, ou, pour parler sans figure, de quitter Paris, de remettre mon autorité entre les mains d'un autre et de vivre dans une retraite éloignée ; ce qui depuis longtemps est l'objet de mes vœux <sup>47</sup>.

De fait, pour échapper à ces instances et à cette « bagarre », le Supérieur général quitte Paris pour « la campagne ».

Je ne suis pas dans ma maison, écrit-il à M. de Bausset. Ma perplexité est extrême ; je ne peux vous l'exprimer par lettre et vous ne pouvez pas l'imaginer. Oh ! que vous m'auriez été nécessaire ! Je voudrais connaître ce que Dieu demande de moi dans la circonstance. Dois-je rester ? Dois-je m'en aller ? Le bien même de ma Compagnie demande-t-il que je l'abandonne, même dans le cas où je ne vais point à Arras, cas qui est décidé pour moi ? Dieu seul peut faire connaître ce qui me convient <sup>48</sup>.

Retiré à Passy, M. Emery songe à s'éloigner davantage ; il parle de gagner le Gexois.

Mon goût et ma raison me porteraient à partir pour mon pays, confie-t-il trois jours plus tard au même prélat, sans rien dire et sans qu'on sût où j'étais allé. C'était le moyen d'échapper à toutes les recherches. On a cru qu'il suffirait que

---

47. A Bernier, 15 avril 1802, D. E., VI, 226-227.

48. A Bausset, 16 avril 1802, D. E., VI, 194.

je disparaisse pendant quelques jours dans l'idée que, dans cet intervalle, tout serait conclu pour les évêques <sup>49</sup>.

Conseil excellent, car le lendemain du jour où il écrivait cette lettre anxieuse, une heureuse nouvelle le tire de son « extrême perplexité » ; il apprend, en effet, que Bonaparte, d'abord très mécontent, consent à lui pardonner, pourvu qu'il prête son concours à M. de Belloy pour l'administration de son Eglise. « Le Premier Consul a dit samedi à M. l'archevêque de Paris que j'avais refusé, écrit le Supérieur à M. de Bausset, qu'il en était fâché, mais qu'il se réconcilierait avec moi si j'aidais l'archevêque dans le gouvernement de son diocèse. Voilà de quoi me rassurer. » <sup>50</sup> Sans doute, le bon M. de Belloy, interrogé quelques jours plus tard sur l'authenticité de ce propos, se montre « hésitant là-dessus ». « La nouvelle n'en reste pas moins très sûre. » On la tient du secrétaire et neveu de Portalis (l'abbé d'Astros) et la chose court tout Paris. « Notre vieil archevêque, constate M. Emery, a la mémoire si courte qu'il ne se souvient plus souvent le lendemain de ce qu'il a dit la veille. » <sup>51</sup>

L'incident est donc clos. Le 4 mai, paraît la nomination de l'abbé de La Tour d'Auvergne, et le Supérieur général se réjouit de ce que le siège d'Arras se trouve définitivement pourvu. On essayera, bien plus tard, de lui faire accepter soit Autun, soit Troyes, à sa préférence. Mais, avec l'appui du cardinal Fesch, il repoussera cette dernière tentative sans aucune difficulté.

Restaient les invitations de Talleyrand et de Lebrun. M. Emery les décline l'une comme l'autre et pour la même raison.

---

49. A Bausset, 19 avril 1802, D. E., VI, 195.

50. A Bausset, 20 avril 1802, D. E., VI, 196.

51. *Id.*, *ibid.*

Je n'ai point accepté l'évêché d'Arras, écrit-il au ministre des Relations extérieures ; je ne puis donc me rendre à l'invitation de Son Excellence. Elle se rappelle peut-être que les Supérieurs généraux de Saint-Sulpice avaient le privilège de ne point accepter d'évêché. Je tiens à conserver l'usage que m'ont transmis mes prédécesseurs <sup>52</sup>.

Mais Talleyrand insiste en termes si gracieux qu'un refus devient impossible : « Ce n'est pas l'évêque d'Arras, répond-il, c'est M. Emery que j'ai invité. » Celui-ci s'exécute. « Il y a bien des gens qui vont crier contre moi, avoue-t-il à Clausel de Coussergues ; mais j'accepte cette invitation du ministre de l'homme qui gouverne la France. » <sup>53</sup> Il escompte, en effet, solliciter l'intervention de son hôte en faveur du Séminaire Saint-Sulpice où celui-ci, jadis, avait appris cette théologie dont il dira plus tard qu'elle reste à ses yeux la meilleure école des futurs diplomates.

Avec moins d'esprit, mais avec son amabilité coutumière, le consul Lebrun se montre aussi pressant.

Evêque ou non, écrit-il au Supérieur général, j'ai invité M. Emery à une réunion presque tout ecclésiastique. Je n'ai eu d'autre vue que d'assembler des hommes que j'estime. Si j'étais simple fidèle, je louerais son refus ; mais, consul, je me permets de ne pas l'approuver, les circonstances demandant qu'on sacrifie sa répugnance et jusqu'à son humilité. Le prodige qui s'opère n'est pas l'œuvre des hommes, et la Providence qui le dirige marque aux instruments dont elle se sert les choix qu'elle juge nécessaires <sup>54</sup>.

Moins délicate, cette seconde réception ne présentait pas le même pittoresque que la première, car ce tête-à-tête avec Mme Grant et l'ancien évêque d'Autun ne manquait pas de piquant. Avec son tact et sa dignité,

52. A. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 80.

53. *Souvenirs de Clausel de Coussergues*, D. E., IV, 988.

54. *Le consul Lebrun à Emery*, 25 Germinal an X, D. E., I, 220.

M. Emery se tirait élégamment des situations les plus gênantes. Son hôte d'ailleurs avait assez d'esprit, d'usages et de désinvolture pour le mettre à l'aise. On pouvait craindre, toutefois, la sottise notoire de la favorite. « Votre Mme Grant ! disait l'Empereur à son ministre, je la trouve bien sotte. » A quoi celui-ci répondait : « Sire, c'est une rose. » Le Supérieur général put, en cette occasion, découvrir ces deux aspects complémentaires. Malheureusement, les détails nous manquent sur ce fameux dîner qui contrariait si fort le bon Sulpicien.

## V

La nomination des constitutionnels aux sièges concordataires posait le problème de leur réconciliation avec l'Eglise de Rome dont leur serment schismatique les avait séparés. Ce problème, l'évêque d'Orléans prétendit l'avoir résolu pour les dix prélats qui faisaient partie de la première promotion. M. Emery, qu'on a tenu à l'écart, n'eut pas à intervenir dans cette pénible affaire. On sait comment Bernier se chargea de la régler seul, écartant jusqu'à M. de Pancemont qui devait, d'accord avec le légat, l'assister comme témoin<sup>55</sup>. Bientôt, tout se découvre ; les constitutionnels, étonnés d'apprendre qu'ils ont consenti une rétractation le soir du Vendredi-Saint, protestent énergiquement. Caprara se montre péniblement surpris de leurs dénégations publiques après les assurances reçues de son mandataire. Bonaparte enfin, qui avait interdit au cardinal d'exiger autre chose qu'une simple renonciation à la

---

55. Voir le détail de cette scène dramatique dans : J. LEFLON, *Bernier*, I, 276-280.

Constitution civile et croyait ses ordres fidèlement suivis, réclame des explications. Que s'est-il passé ? M. Emery se le demande et cherche à démêler cet imbroglio.

Les constitutionnels, observe-t-il à M. de Bausset, ont bien souscrit une déclaration ; mais celle-ci reste sans valeur « parce qu'abandonner la Constitution civile aujourd'hui qu'elle n'existe plus, ce n'est pas reconnaître qu'elle n'a jamais été légitime et canonique ; au contraire, les mêmes évêques soutiennent qu'elle l'a été et qu'en conséquence ils ont été évêques légitimes en France ». Il s'agissait de la déclaration arrêtée d'accord avec Portalis.

Une autre formule, celle du procès-verbal remis au légat par Bernier, « paraît bien suffisante sans doute, écrit M. Emery ; ces paroles sont bien dans le décret d'absolution, auquel le procès-verbal dit qu'ils se sont conformés ». Malheureusement, ce procès-verbal ne porte pas la signature des évêques, mais seulement celle de Bernier et « tous les constitutionnels déclarent qu'ils n'ont rien fait de ce que suppose le procès-verbal. Il faut donc, conclut le Supérieur général ou qu'eux ou Bernier soit (*sic*) un faussaire. Bernier est invité à rentrer d'Angers pour donner les éclaircissements convenables <sup>56</sup> ».

Il y avait eu, en effet, réelle supercherie. Après avoir signé le décret d'absolution, dont le cardinal avait exigé l'acceptation pour compléter la déclaration officielle exclusivement autorisée par le gouvernement, Bernier l'avait distribué aux évêques. Ceux-ci avaient donc reçu matériellement ce décret, puisque l'évêque d'Orléans le leur avait offert, et puisque plusieurs l'avaient même

56. A Bausset, 3 juin 1802, D. E., VI, 199.

tenu dans leurs mains. Qu'ils l'aient reçu formellement avec les dispositions nécessaires, Bernier se garde de l'affirmer, et pour cause, car la plupart le rejetèrent après l'avoir lu, d'aucuns avec de violentes protestations. Cette distinction subtile permit à l'évêque d'Orléans, témoin unique de cette scène, d'assurer au cardinal que les anciens schismatiques ont régularisé leur situation.

Sans connaître les détails de cette affaire longtemps demeurée obscure, le Supérieur général avait donc, avec sa sagacité ordinaire, mis le doigt sur le vice fondamental de cette réconciliation discutable. Qu'il s'agisse d'un faux, il n'en doute pas. Quant à se prononcer sur la personne du faussaire, la prudence le lui interdit. Mais l'hésitation, qui le partage entre les constitutionnels et Bernier, montre assez qu'il ne juge pas plus favorablement le dupeur que les dupes. En réalité, les seconds se montraient sincères dans leurs protestations et leurs démentis. Le premier, pour se justifier, avouera un jour à Talleyrand s'être « sacrifié pour ces Messieurs »<sup>57</sup>. Il employait ce jour-là un bien noble mot pour masquer une triste comédie qui pèsera sur toute sa carrière et laissera une tache sur son honneur.

Sa disgrâce viendra bientôt à laquelle il ne survécut guère. Lorsqu'il mourra, à quarante-quatre ans, à Paris, dans une chambre d'hôtel, solitaire, d'un mal terrible qui le ronge et le torture, étouffé par le sang qu'il vomit, M. Emery le recommandera aux prières de sa Communauté. « Voici un homme, dira-t-il, à qui j'ai fait beaucoup de bien et qui a voulu me faire beaucoup de mal. Je n'en ai aucun ressentiment. Dieu veuille

---

57. Bernier à Talleyrand, 2 juillet 1804, Arch. Affaires étrangères, Rome, 936, f° 276.

avoir pitié de son âme. »<sup>58</sup> « La politique a empoisonné son épiscopat », écrira le ministre des Cultes, Portalis, qui rend d'ailleurs un juste hommage à l'excellente administration du diocèse d'Orléans<sup>59</sup>. La politique avait empoisonné non seulement son épiscopat, mais toute sa vie.

Or, au moment même où Bernier, rappelé d'urgence, essaye de justifier ses acrobaties et perd son équilibre, le Supérieur général qui s'est toujours, par principe, tenu à l'écart de la politique, pour se limiter strictement à sa tâche sacerdotale, voit recourir à lui un prêtre constitutionnel qu'il faut réconcilier avec l'Eglise romaine : Joseph Fesch, que Bonaparte a nommé archevêque de Lyon.

M. Emery connaît si peu le nouveau prélat qu'il hésite sur son nom.

Certain public ignore encore, écrit-il à M. de Bausset, que l'oncle du Premier Consul, appelé Fesch ou Felch, est nommé décidément à Lyon ; il doit voir le légat pour les préliminaires de son institution canonique et ne tardera pas à être sacré. Je tiens cela du grand vicaire qu'il a choisi<sup>60</sup>.

Un certain mystère entoure, et pour cause, la rentrée dans la vie ecclésiastique de ce personnage que ses antécédents ne recommandent pas spécialement pour le siège primatial des Gaules. Chanoine et archidiacre d'Ajaccio avant la Révolution, Fesch, depuis longtemps, n'exerce plus le sacerdoce. La fortune qui sourit à son neveu au siège de Toulon lui vaut en 1793 une place de garde-magasin militaire. Entraîné par le 9 Thermidor dans la disgrâce de Bonaparte, suspect de robespierrisme, menacé par la Terreur blanche et par

58. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 89.

59. Arch., Nat., AF IV, 1045.

60. A Bausset, 31 juillet 1802, D. E., VI, 217.



les royalistes, l'ex-abbé se réfugie en Suisse, déguenillé, sans ressources, « n'ayant en poche qu'un mouchoir rouge et vert, cinq livres et une lettre de crédit qu'il avait fait établir à Marseille et qu'il ne trouvera pas à négocier » <sup>61</sup> ; années pénibles, remplies de souffrances et d'humiliations. Son titre de catholique lui-même attire sur sa personne railleries et persécutions ; ce prêtre défroqué, parce qu'il n'appartient pas au protestantisme, se voit traité en apostat et ce n'est pas le moins piquant ni le moins tragique de cette paradoxale situation.

La campagne d'Italie le tire enfin de sa misère. L'oncle s'attache au neveu, et tandis que le second se révèle génial stratège, le premier se montre homme d'affaires accompli ; l'un se couvre de gloire, l'autre réalise de très substantiels profits. L'ex-chanoine d'Ajaccio amasse dans les subsistances, le pillage des Monts de Piété et d'autres entreprises aussi honorables que fructueuses, une énorme fortune. Le voilà gros propriétaire en Corse. Le Consulat l'établit bientôt dans la capitale où il achète, embellit, garnit de tableaux son fameux hôtel de la rue du Mont-Blanc. Là il mène, son livre de comptes en témoigne, la vie d'un bourgeois cosu « qui se tient à l'écart des scandales grossiers et des scandales trop affichés. Il fréquente toutefois beaucoup les salons officiels ; il assiste aux fêtes et aux bals qui s'y donnent ; on l'aperçoit dans les lieux où s'amuse la jeunesse dorée, à Frascati, au Pavillon de Hanovre ; il dîne au restaurant à la mode. Il ne dédaigne pas les élégances de la toilette ; il commande ses cravates de fine baptiste chez la Godin, rue Montmartre ;

---

61. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège, L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, 67.

il veille à la forme de ses bas de soie. Il ne méprise pas de s'asseoir à une table de bouillotte ou de reversi et il enregistre ses pertes sans mauvaise humeur ; à certaines décades, elles montent à 600 francs. Sa passion dominante, c'est le théâtre ; il y consacre à peu d'exception près chacune de ses soirées, et indifféremment il s'offre les spectacles les plus variés de fond et de forme, soit seul, soit aux côtés de sa sœur et de ses nièces, Pauline et Elisa <sup>62</sup> ».

Cette vie mondaine, quoique fort digne et sans excès d'aucune sorte, ne trahissait aucune intention de reprendre la vie ecclésiastique. Si Fesch figure au mariage civil de Caroline avec Murat et au mariage religieux de Louis et d'Hortense, célébré par le cardinal Caprara, c'est comme simple témoin. Il ne semble pas d'autre part qu'il éprouve grande aversion pour les assermentés, car ses trois nièces, filles de Letizia, ont reçu communion et confirmation de l'évêque constitutionnel Royer, et Letizia ne fait rien que sur ses conseils et d'après ses avis.

Or, en trois mois, l'oncle Joseph revient non seulement à ses convictions anciennes, mais encore à sa vocation « pour bénéficier d'ailleurs d'une promotion anormale et rapide » <sup>63</sup>. Le 25 avril 1802, il se prépare à partir en Corse, quand un ordre de Bonaparte le retient. Le 25 juillet, il est nommé archevêque de Lyon et, le 15 août, sacré par Caprara à Notre-Dame de Paris. »

---

62. VANEL, *Fesch et Mme Letizia aux eaux de Vichy*, *Bulletin hist. du diocèse de Lyon*, octobre 1932, cité par A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 77. On trouvera dans cet ouvrage une étude très documentée et très fouillée sur la vie de Fesch avant son épiscopat.

63. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 71.

Cette nomination au siège primatial de Lyon révèle soudain le caractère sacerdotal de Fesch que presque tout le monde ignore à Paris. Le cas n'a rien d'exceptionnel à cette époque ; la ville de Saint-Brieuc éprouve également une extrême surprise « de voir tout à coup un évêque dans le frère du préfet Caffarelli, qu'elle croyait être un laïque sous le nom de M. Jean »<sup>64</sup>. Qu'on fit subitement cette découverte pour le primat des Gaules, la chose devenait plus gênante, vu surtout le train de vie du personnage et sa parenté avec le Premier Consul. Mais, au lendemain de la Révolution, la faculté d'étonnement se trouvait fort émoussée. Tant d'ecclésiastiques se camouflaient pour exercer plus facilement leur ministère ou garantir leur sécurité ! Tant d'autres remontaient à la surface, après avoir si longtemps disparu ! Tant d'autres enfin, touchés par la grâce, se repentaient de leurs erreurs ! Personne ne crut que Fesch avait vendu du foin en Italie, encore moins luxueusement installé son hôtel de la rue du Mont-Blanc pour dépister la police et mieux distribuer ses absolutions. Mais s'il ne mène pas la vie de son état, ses mœurs, du moins, restent incontestées.

Qu'il affichât si brusquement un sacerdoce dont il ne semblait pas se soucier beaucoup depuis neuf ans, ce n'était point pour Fesch et pour le Premier Consul la difficulté principale. Fesch appartenait à l'Eglise constitutionnelle. Voilà ce qu'il ne fallait pas révéler. Chanoine et archidiacre d'Ajaccio, sous l'Ancien Régime, il avait renoncé au premier titre par suite de la dissolution du Chapitre, mais tenait à conserver le second. Aussi prête-t-il le serment de 1790, qui lui permet de

---

64. *Mémoires de Le Sage, Semaine religieuse de Saint-Brieuc*, 1892, 211.

devenir vicaire épiscopal de l'intrus Guasco. Or, bien des lieues, outre la mer, séparent la Corse de la capitale ; les années ont passé, pleines d'événements tragiques ; la vie séculière menée par l'ex-chanoine depuis 1793 a fait perdre le souvenir de sa vie ecclésiastique, et avant et pendant la Révolution ; on ignore sa rupture avec Rome et, comme on le pense bien, ni Bonaparte ni lui ne tiennent à éveiller l'attention sur ce point délicat, surtout après le grave incident des évêques constitutionnels et la polémique engagée sur leur prétendue abjuration.

Pourtant, afin de se mettre en règle, le nouveau primat des Gaules doit procéder à sa réconciliation avec l'Eglise catholique et obtenir l'absolution de ses censures. On devine son embarras. Confident de ses perplexités, l'abbé Jauffret, son ancien confrère au Grand Séminaire d'Aix, recourt à M. Emery. Cet ecclésiastique, en effet, se trouve en excellentes relations avec le Supérieur général ; c'est lui très vraisemblablement qui apprend à ce dernier le nom de l'archevêque de Lyon. « Je tiens la chose du grand vicaire qu'il a choisi, écrivait-il à M. de Bausset. »<sup>65</sup> Tout indique qu'on peut identifier le futur évêque de Metz avec ce grand vicaire qui va jouer un rôle très actif dans la réconciliation du nouveau prélat.

Comment va procéder M. Emery pour que tout se passe de façon régulière et cependant secrète ? Une lettre fort suggestive, dont l'évêché de Metz conserve l'autographe et le Séminaire Saint-Sulpice une copie, nous aide à l'établir. Le souci apparaît évident de tout cacher au cardinal Caprara :

---

65. A Bausset, 31 juillet 1802, D. E., VI, 217.

Il m'est venu une pensée, écrit le Supérieur à l'abbé Jauffret, que je me hâte de vous communiquer et qui dispensera M. F. de recourir au légat et de lui demander aucune absolution et qui, par conséquent, ne livrera rien à la discrétion de cette Eminence et de ses officiers.

Evêque constitutionnel, Fesch devait être réconcilié par le Pape ou son représentant à Paris ; simple prêtre, il peut recevoir l'absolution de son Ordinaire. Or, Fesch a domicile dans la capitale et relève à ce titre de la juridiction de M. de Belloy. Sur la déclaration de Jauffret attestant « qu'il est soumis à tous les jugements du Saint-Siège sur la Constitution civile », comme vicaire général de Paris, M. Emery l'absout donc « de toutes les censures et le dispense de toutes les irrégularités qu'il aurait encourues. La pénitence canonique consistera à dire une fois les sept psaumes pénitentiels ; le reste sera réglé par son confesseur au tribunal de la pénitence » <sup>66</sup>.

Fesch, d'autre part, comme prêtre d'Ajaccio, dépend de son évêque, « qui se trouve à Paris ». L'abbé Jauffret, *ad abundantiam juris*, recourra donc à ce prélat pour faire joindre son absolution, qui sera « encore plus authentique, *jus juri addendo* », à celle de M. Emery. Vu la solidarité corse, vu la qualité du pénitent et sa parenté avec le Premier Consul, Mgr Sebastiani a trop intérêt à se taire pour qu'on puisse douter de sa discrétion.

Moyennent cela, conclut le Supérieur général, F. n'aura aucun besoin des actes du légat et si, par la suite, il convenait qu'il parlât de son serment, il dirait qu'il a été absous et par son évêque propre et par l'archevêque de Paris, sans articuler aucune époque. Cette époque pourrait se rapporter à cinq ou six ans en arrière. Voilà la pensée que je vous communique <sup>67</sup>.

66. D. E., V, 5166.

67. *Id. ibid.*

Ainsi cette réconciliation demeurerait secrète. Selon l'expression de F. Masson, il y eut donc « collusion » entre M. Emery, Jauffret, les Bonaparte, les évêques corses, pour que Rome fût tenue dans l'ignorance. Lors du procès canonique instruit par le légat, avant de préconiser le Primat des Gaules, les prélats qui déposent ont bien soin, en effet, de taire son ancien serment. Les deux témoins appelés, l'évêque d'Ajaccio, Sebastiani, et celui de Nice, Colonna d'Istria, compatriotes l'un et l'autre de Fesch, affirment « la rectitude de sa conduite et l'excellence de ses principes » sans se permettre aucune allusion à ses écarts antérieurs. » <sup>68</sup> Sur le caractère systématique de ce silence, aucune contestation ne reste possible.

Faut-il en conclure avec F. Masson que M. Emery aurait donné une absolution invalide et joué, en la circonstance, une odieuse comédie ? Evidemment, non. Que cet auteur se trompe sur les conditions requises pour la validité de cette absolution, on peut l'en excuser ; un historien ne possède pas nécessairement en matière théologique une compétence indiscutable. Mais un historien ne devrait jamais émettre de jugements aussi catégoriques et aussi sévères, sans avoir étudié les documents. Or, M. F. Masson dut reconnaître qu'il n'avait pas lu la lettre du Supérieur général à l'abbé Jauffret <sup>69</sup>.

Vicaire général de Paris, M. Emery avait pouvoir pour réconcilier les simples prêtres constitutionnels qui résidaient dans ce diocèse. Domicilié dans la capitale, l'abbé Fesch relevait de sa juridiction. La seconde absolution, demandée à Mgr Sebastiani par cet ecclé-

---

68. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège. L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, 82.

69. *Id.*, 82, note 2.

siastique, son diocésain, ajoutait « une confirmation plus authentique encore ». L'ancien vicaire épiscopal réalise d'autre part, les conditions nécessaires, puisqu'il se déclare « soumis aux jugements du Saint-Siège sur la Constitution civile du clergé ». Les témoins ne manquent pas pour que cette réconciliation ait la publicité requise ; « nous les entrevoyons du côté de Jauffret, ou des compatriotes corses <sup>70</sup> ». Seule fait défaut la signature de l'archevêque élu. « Mais, la volonté de tenir le passé secret l'expliquerait, sans avoir même à invoquer la disparition des registres parisiens. » <sup>71</sup>

Il est donc faux, écrit M. Latreille, que d'inavouables complaisances aient permis au cardinal de rentrer irrégulièrement dans l'Eglise. Prétendre qu'il y a eu comédie, ce serait porter soit sur la probité, soit sur la clairvoyance de M. Emery qui, de toutes façons, fut le répondant moral du futur archevêque, un soupçon que dément tout ce qu'on sait du caractère du vénérable Sulpicien et de sa conduite antérieure ; ce serait se condamner à ne rien comprendre des actes de Fesch après son intronisation. L'ex-abbé est rentré dans le bercail orthodoxe par la porte dérobée, mais canoniquement. Il est vrai qu'il a bénéficié d'un traitement de faveur que ne méritait guère son passé ; on peut s'en scandaliser ; s'étonner outre-mesure serait pharisaïsme ou ignorance ; l'histoire offre d'autres exemples de complaisances accordées aux grands du monde <sup>72</sup>.

Quant à la sincérité du nouveau Primat des Gaules, on ne peut la mettre en doute. Dans sa lettre à l'abbé Jauffret, M. Emery suggérait que l'absolution au for externe des peines canoniques, encourues par suite de son serment schismatique, en appelait une autre, au for interne. « Le reste sera réglé par son confesseur au tribunal de la pénitence », écrivait-il, afin de compléter la conversion de cet ancien jureur. Nous savons que

---

70. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 83.

71. *Id.*, *ibid.*

72. *Id.*, 83-84.

« ce reste » fut réglé par le Supérieur général lui-même dans les conditions les plus satisfaisantes.

Durant des semaines, l'archevêque de Lyon disparaît. Le Premier Consul ignore ce qu'est devenu l'oncle Joseph ; il apprend enfin le lieu de sa résidence par le ministre de la Police, qui a beaucoup de mal à le découvrir. L'oncle Joseph s'enferme rue Saint-Jacques, dans une maison voisine de celle qu'habite le Supérieur général. Un mois durant, il vit dans la solitude et fait une longue retraite sous la direction de M. Emery. De cette retraite, il sort transformé. Sans doute, Fesch reste Fesch, avec son goût de l'autorité, sa raideur, son orgueil, ses violences, son amour du luxe, son caractère dépensier, son attachement à l'argent ; le vieil homme n'est pas mort et reparaitra souvent sous l'homme nouveau avec son tempérament de vrai Corse et de napoléonide. Mais il s'ouvre aux réalités surnaturelles et s'adonne à la piété.

Depuis neuf ans, ce prêtre défroqué et schismatique ne célèbre plus la Messe ; il faut lui réapprendre à la dire, car il a oublié les rubriques. Il n'a pas davantage fait oraison. Il a perdu enfin l'esprit de son état. M. Emery se consacre à cette tâche avec son autorité et son tact habituels. Le résultat demeure certes incomplet, mais il dépasse largement tout ce qu'on pouvait escompter. L'œuvre de ces débuts se perfectionnera peu à peu, car une amitié réelle se noue entre le prélat et le Sulpicien, si différents pourtant de toutes les manières. Le Supérieur général devient le directeur de conscience de l'archevêque qui se montrera de plus en plus édifiant, au point d'étonner plus tard le monde officiel et les Romains eux-mêmes par la régularité de sa vie et par l'austérité de la règle qu'il impose de façon intraitable à toute sa maison. Bientôt, M. Emery



pourra écrire à M. de Bausset : « Le cardinal Fesch gagne beaucoup à être connu. Il a vraiment l'esprit ecclésiastique, et je regarde comme un grand bonheur pour l'Eglise de France que l'Empereur ayant un oncle dans le clergé, cet oncle se trouve rempli de zèle pour la religion et pour l'Eglise. »<sup>73</sup>

Le sage Supérieur général, qui préférerait à la signature de formules les véritables rétractations de fait, récolte donc le fruit de sa prudence et de sa sagesse. Pour l'avoir tiré à une heure critique de sa vie d'une situation difficile et assez humiliante, il s'attache la reconnaissance du Primat des Gaules et prend sur lui un extraordinaire ascendant. Ce que n'eût pas obtenu une attitude rigoureuse et rigide, une méthode de souplesse, qui sauve les principes en ménageant ce prêtre schismatique, défroqué et forcément confus, le réalise peu à peu.

Aussi les évêques corses ne manquent-ils pas à la vérité présente lorsqu'au procès informatif du nouveau prélat, ils garantissent « la rectitude de sa conduite et l'excellence de sa doctrine ». Aussi Bonaparte, ravi de l'œuvre accomplie dans la circonstance par le Supérieur général, cesse-t-il un moment de jalouser son influence. Alors qu'il lui disait d'abord d'un ton agacé et mécontent : « C'est vous Emery ! C'est vous qui régez les évêques »<sup>74</sup> ; désormais il les lui envoie pour les « catéchiser ».

Aucun d'eux cependant, même parmi les constitutionnels promus aux nouveaux sièges, ne présentait le même arriéré. Dans la vie de M. Emery, comme dans l'histoire religieuse de l'Empire, il n'y eut, et de toutes les façons, qu'un cardinal Fesch.

73. *A Bausset*, 27 septembre 1806, D. E., VI, 335.

74. *Souvenirs du P. Varin*, D. E., IV, 705.

## CHAPITRE VI

### LE CONSEILLER DES EVEQUES DE FRANCE

I. La publication du Concordat. Le *Te Deum* à Notre-Dame de Paris. Le bonheur de n'être rien. — II. M. Emery et le cardinal de Belloy. L'administration du diocèse de Paris. Le Conseil archiépiscopal. Réserve et critiques de M. Emery. — III. M. Emery et l'épiscopat. Napoléon prend ombrage de son influence. La police surveille son courrier. Les *Articles organiques* et leur application. — IV. La réconciliation des prêtres constitutionnels. Leur nomination aux postes concordataires. — V. Les refus de sacrements et de sépulture ecclésiastique.

#### I

Le jour de Pâques, 10 avril 1802, avec une pompe renouvelée des cérémonies traditionnelles, se chante à Notre-Dame de Paris un *Te Deum* solennel, qui célèbre à la fois la paix générale consacrée par le traité d'Amiens et la paix religieuse réalisée par le Concordat.

Après un silence de dix ans, le bourdon de la cathédrale, remonté en hâte sur l'ordre de Chaptal, sonne la Résurrection du Christ et celle de l'Eglise de France! Sa voix grave, qui emplit les rues étroites de la Cité et de l'île Saint-Louis et, par les quais de la Seine, gagne

les quartiers plus lointains, arrache les gens de leurs maisons ; on se précipite hors de chez soi pour le mieux entendre ; on s'embrasse de joie ; on écoute, les larmes aux yeux. Les salves d'artillerie font écho. Dans chaque arrondissement éclatent les fanfares de trompettes. Escortés de toute une cavalcade « moitié militaire, moitié policière »<sup>1</sup>, où caracolent « les inspecteurs généraux et particuliers de la navigation, de l'illumination, du nettoyage »<sup>2</sup>, les hérauts proclament la convention signée avec le Saint-Siège et promulguent la loi de Germinal. L'armée a pris les armes et fait la haie sur le passage du cortège officiel. Précédé de quatre régiments de cavalerie, de toute la garde consulaire, des équipages du Conseil d'Etat, du Corps diplomatique, des ministres, le carrosse des consuls s'avance, attelé de huit chevaux, comme jadis celui des rois.

A Notre-Dame, le Tout Paris se presse, y compris les belles dames, « immense corbeille remplie de fraîches fleurs »<sup>3</sup> au milieu desquelles trône, telle une reine au milieu de sa cour, la citoyenne Bonaparte. Le légat célèbre une Messe basse, rehaussée de symphonie. A l'Evangile, Mgr de Boisgelin prononce un discours « analogue à la circonstance », au grand dépit de Bernier qui se croyait, mande à Bausset le Supérieur général, tout désigné pour célébrer son grand œuvre<sup>4</sup>. Au négociateur du Concordat, Bonaparte préfère l'orateur du dernier sacre royal ; à ses yeux, « pareil contraste valait toute l'éloquence du monde »<sup>5</sup>. « Commis-

1. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, I, 376.

2. *Rapport du préfet de police*, 28 Germinal, BOULAY, *Documents sur la négociation du Concordat*, V, 549-550.

3. Duchesse d'ABRANTÈS, *Mémoires*, IV, 230.

4. A Bausset, 18 avril 1802, D. E., VI, 195.

5. J. LEFLON, *Bernier*, I, 293.

sion bien délicate »<sup>6</sup>, écrit M. Emery à l'évêque d'Alais. L'archevêque de Tours s'en tira avec tact ; mais son genre aimable, facile et sans vigueur, où survivait la grâce superficielle du XVIII<sup>e</sup> siècle, ne convenait guère à la grandeur du sujet. On le sent à la fois hypnotisé et écrasé par le « Quel état et quel état ! » de Bossuet ; il le démarque pauvrement : « Qu'avons-nous vu et que voyons-nous ? » s'écrie-t-il ; il le dilue dans une prose coulante, sans relief. Avouons que l'agitation de l'auditoire ne favorisait guère son éloquence. Amenés de force par Berthier, après un déjeuner bien arrosé et copieux, les généraux en particulier se signalent par leur attitude incorrecte, ricanent et parlent tout haut de « capucinade ». La voix du prédicateur se perd dans tout ce brouhaha, que seuls les cuivres de la garde consulaire, accompagnant le *Te Deum* final, réussissent à dominer.

Or, tandis que se déroulent ces solennités aussi profanes que religieuses, M. Emery se tient dans la retraite et s'entoure de silence. « Je vais passer cette journée pompeuse dans la solitude »<sup>7</sup>, mande-t-il le jour même de Pâques à M. de Bausset. Cette absence n'est point le fait d'un protestataire, comme celle de Moreau, qui se promène ouvertement au Palais-Royal en signe d'opposition, comme celle de Grégoire, qui boude avec une hautaine amertume, comme celle des royalistes du faubourg Saint-Germain, qui font de l'esprit pour se consoler de leur impuissance et venger par des bons mots les droits de la monarchie légitime. Malgré les imperfections du Concordat, le Supérieur se montre ravi de cette pacification religieuse. Malgré son peu

---

6. A Bausset, Pâques 1802, D. E., VI, 195.

7. A Bausset, Pâques 1802, D. E., VI, 195.

de goût personnel pour les mises en scène extérieures, il ne méconnaît pas l'effet qu'elles produisent sur le commun des mortels, toujours sensible à ce que Pascal appelait « les grandeurs de chair » ; les rapports de police et de diplomates, les journaux, les Mémoires des contemporains s'accordent à signaler l'impression produite par la cérémonie de Notre-Dame, dans la capitale, dans tout le pays, voire même à l'étranger.

Mais le Supérieur général est avant tout homme intérieur. De la pompeuse cérémonie qui se déroule dans la cathédrale de Paris, on aurait pu écrire ce qu'écrira le chanoine Pataud de l'installation épiscopale de Bernier à Orléans : « Il y eut plus de symphonie que de dévotion » <sup>8</sup>. M. Emery pouvait y figurer à titre officiel, comme vicaire général, dans le chœur de la métropole ; il participe d'une autre façon, à ses yeux bien meilleure, à cette fête mémorable en se plongeant, à l'écart de tout bruit, dans le recueillement de sa prière. Cette aube de résurrection qui se lève sur l'Eglise de France ne dissipe nullement, loin de là, toutes les brumes et, s'il faut chanter, en esprit d'actions de grâces, l'*Alleluia* de cette Pâques radieuse, il faut aussi implorer l'assistance de Dieu sur ceux qui vont assumer la très lourde tâche de relever les ruines matérielles et morales accumulées par dix ans de révolution et de persécution presque constantes. Au *Te Deum*, au *Domine Salvos fac Consules*, qui retentissent dans Notre-Dame, avec cloches, orgues, cuivres et que l'artillerie ponctue de ses salves, il unit ses supplications muettes. Et, tandis que la foule bigarrée, où se mêlent croyants convaincus, curieux, badauds, mondains et mondaines, fonctionnaires, jacobins, généraux grognons en service commandé, se

---

8. Bibliothèque d'Orléans, ms 5671, f° 40.

presse dans la basilique, autour de Bonaparte, du légat, des nouveaux évêques, dans sa solitude et sa retraite volontaires, le Supérieur général de Saint-Sulpice joint les mains et fait oraison.

L'homme de Dieu se révèle en la circonstance avec sa modestie foncière et son absolu détachement : « Oh ! qu'on est heureux quand on n'est rien »<sup>9</sup>, écrit-il ce jour-là à M. de Bausset. Il n'avait tenu qu'à lui d'être quelque chose, de paraître en évêque à Notre-Dame, au milieu des nouveaux chefs des nouveaux diocèses, qui prêtaient le serment concordataire entre les mains du Premier Consul. Mais il a voulu rester simple prêtre et s'enfermer dans le systématique effacement de sa vie sulpicienne. Il l'a voulu par fidélité aux traditions de ses pères qui faisaient profession de refuser bénéfices et honneurs. Il l'a voulu par mépris des vanités humaines. Mais aucun égoïsme ne se mêle chez lui à ces sentiments tout surnaturels. D'aucuns choisissent l'ombre, parce que l'amour de leur tranquillité l'emporte sur l'ambition, parce qu'une expérience amère les a désabusés et jalousement renfermés en eux-mêmes. Sous la plume de M. Emery, le *Bene vivit qui bene latuit* de la sagesse antique ne prend pas seulement une forme nouvelle, il prend aussi un autre accent. Si le Supérieur général fuit les dignités ecclésiastiques, s'il se refuse avec une obstination farouche à sortir de sa retraite et de son obscurité, il ne se dérobe pas, loin de là, aux responsabilités les plus lourdes. Peu d'hommes dans l'Eglise de France, à cette époque, en assumeront de plus redoutables, dans une situation plus compliquée, plus délicate, plus tragique. Il ne se refuse pas davan-

---

9. A Bausset, Pâques 1802, D. E., VI, 195.

tage à l'action quand l'exigent la volonté de Dieu et les indications de la Providence.

Aussi va-t-il, sous le Consulat et plus encore sous l'Empire, jouer un rôle capital, discrètement d'abord et dans l'ombre, suivant sa méthode de prédilection, jusqu'au jour où, malgré lui, la confiance de Bonaparte l'attirera au tout premier plan. Et tandis que s'effaceront, dans une servilité obséquieuse et craintive, ceux qui, par leurs fonctions, auraient dû être quelque chose, on verra se dresser seul, en face du César impérieux et tout-puissant, le « petit prêtre » qui avait voulu n'être rien.

## II

Comme sous la Révolution, M. Emery reste vicaire général de Paris. Bonaparte l'exige. « A cette condition, je lui pardonnerai son refus de l'épiscopat », déclare-t-il à M. de Belloy. M. de Belloy s'empresse d'oublier ce propos du Premier Consul qui court tout Paris. Défaut de mémoire ? Le Supérieur général le dit et le croit. Mais lorsqu'on voit de quelle manière procède le vénérable prélat dans le gouvernement de son diocèse, on se demande si une part de calcul n'entre pas dans cette amnésie étonnante et soudaine.

Il y a en effet chez lui, sous des dehors bonasses et bénisseurs, sous une sénilité apparente, plus de finesse et d'astuce qu'on ne pense généralement. Ce nonagénaire se trouve jeune et sa joie se manifeste avec éclat lorsqu'un jour on lui présente un ancien soldat plus que centenaire<sup>10</sup>, sans doute parce que l'exemple de ce vétéran lui fait encore espérer une longue vie, car il ne tient nullement à mourir, mais aussi parce que, en com-

---

10. MME DE CHATENAY, *Mémoires*, II, 51.

paraison de ce vieillard, il donne une impression de verdeur. Il sait, par ailleurs, exploiter son grand âge, et ce thème revient souvent dans ses discours pour leur donner un ton paternel, qui tantôt émeut ses auditeurs, tantôt désarme leurs préventions. « Je suis votre père, affirme-t-il aux membres du collège électoral de la Seine », et l'assemblée, où foisonnent voltairiens et prêtres défroqués, applaudit<sup>11</sup>. « Mes enfants, j'ai bientôt cent ans, dit-il en 1807, aux pèlerins du Mont Valérien, mais je ne m'en aperçois pas à la tendresse que j'éprouve pour vous. » Et les pèlerins du Mont Valérien en pleurent d'attendrissement<sup>12</sup>.

Sous une faiblesse apparente et des allures effacées, M. de Belloy, comme il arrive souvent chez les vieillards, reste jaloux de son autorité, ombrageux, et se défie des ingérences. Ce contemporain de Louis XIV, qui a vu tant de choses, reste persuadé que personne ne possède une expérience comparable à la sienne, que celle-ci suppléerait très largement à l'affaiblissement de ses forces physiques, s'il en était besoin, et il n'a conscience d'aucun fléchissement.

Aussi s'arrange-t-il pour éliminer les mentors qu'on lui impose au début. Il faut bien qu'il laisse l'inévitable Bernier et son ami Pancemont organiser son diocèse et pourvoir aux premières nominations ; le légat a donné tout pouvoir au premier, avec le titre d'administrateur, et le gouvernement réclame le concours du second. Mais l'évêque d'Orléans, renvoyé dans son diocèse, le délivre bientôt d'un coadjuteur indésirable. Son collègue de Vannes doit, à son tour, rejoindre le sien et trouvera en Bretagne assez de difficultés pour l'absorber tout

---

11. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, 4-5.

12. *Journal de l'Empire*, 20 septembre 1807.



entier. M. de Belloy survivra même à l'un comme à l'autre et cette satisfaction ne laisse point insensible celui qui se compare si volontiers, le *Nunc dimittis* excepté, au vieillard Siméon.

Le cardinal profite de ce double départ pour ressaisir l'administration de son Eglise. Les vicaires généraux qu'il choisit ne risquent pas de le gêner en le surclassant. Abrial, oncle du ministre de la Justice, ne fait que passer, car il meurt en 1803 ; on le remplacera par l'ancien Cistercien Lejeas, oncle de Mme Maret, aussi peu encombrant. L'abbé de Mandolx, ancien vicaire général de M. de Belloy à Marseille, est l'homme de l'archevêque ; sa promotion à l'épiscopat, en 1803, introduit à sa place Maurel de Mons, jadis vicaire général, à Viviers, d'un oncle du cardinal. Restent de l'ancienne administration, M. de Malaret et M. Emery, deux valeurs, deux personnalités avec lesquelles il faut bien compter. Le premier disparaît en 1805. « Perte irréparable », écrit le Supérieur général à M. de Bausset. « Combien je le regrette »<sup>13</sup>, ajoute-t-il, et ses doléances s'expliquent lorsqu'on lit les Bulletins de police qui reprochent à M. de Malaret d'annihiler ses collègues et le cardinal lui-même<sup>14</sup> ; la chose n'était point difficile. On aurait dû se féliciter, au contraire, de ce qu'il suppléât si heureusement à leur notoire insuffisance. Aussi comprend-on que M. Emery ait apporté peu de goût et d'empressement à collaborer avec M. de Belloy et avec ses archidiacres. « Je ne me mêle point au gouvernement du diocèse, écrit-il à M. de Bausset. Je vais une fois la semaine au Conseil et souvent il n'y en a pas. »<sup>15</sup>

---

13. A Bausset, 15 août 1805, D. E., VI, 302.

14. A. AULARD, *Paris sous le Consulat*, III, 87.

15. A Bausset, 13 février 1803, D. E., VI, 235.

Evidemment, le Supérieur général n'éprouve ni sympathie ni admiration pour le vieux cardinal. La réorganisation d'une Eglise aussi importante, dans des conditions si difficiles, vu le prestige du premier siège de France, eût exigé plus d'envergure dans l'esprit, plus de décision dans la volonté, plus d'énergie surtout. Les petites habiletés du prélat, habiletés d'incapable et de faible, ses ruses quelque peu naïves, la candeur apparente avec laquelle il feint de ne pas voir ce qu'il ne veut pas voir, d'oublier ce qu'il veut oublier, ses manques de mémoire, calculés ou réels, agacent le Supérieur général. Si respectueux qu'il se montre de l'autorité, ses lettres confidentielles à M. de Bausset trahissent parfois sa réprobation. M. de Belloy manque de fermeté lorsqu'il s'agit de recouvrer le Séminaire Saint-Sulpice, puis d'empêcher sa démolition. Il manque de fermeté dans l'affaire des hospices. Membre du Conseil, qui dirige et contrôle leur administration, il ne réclame point la préséance due à sa dignité.

Je suis étonné comme vous et fâché, écrit M. Emery à M. du Bourg, que les évêques qui entrent dans le Conseil des hospices n'aient point de droit la présidence et n'ont pas même une place marquée. L'archevêque de Paris a subi cette situation ; il a quatre-vingt-quatorze ans et manque d'énergie <sup>16</sup>.

La nomination de ce vieillard, si inférieur à sa tâche, relevait de la politique. Le Supérieur général ne l'ignore point. Fouché voulait pour le siège de Paris, son confrère de l'Oratoire, le constitutionnel Primat et M. Emery en avait conçu de l'inquiétude.

Savez-vous, écrit-il à M. de Bausset, que le bruit a couru que l'intrus de Lyon serait archevêque de Paris, au point que le cardinal alarmé a cru devoir aller à la Malmaison, d'où

---

16. *A du Bourg*, 13 novembre 1802, D. E., V, 5339.

il est revenu content. J'ignore si tout ce bruit avait quelque fondement. Tout est à craindre jusqu'à ce que l'affaire de la nomination soit terminée <sup>17</sup>.

D'autre part, la candidature de M. de Boisgelin, soutenue par Portalis, rencontrait une forte opposition ; les royalistes ne lui pardonnent pas son ralliement au régime nouveau, les assermentés sa résistance à la Constitution civile. Fouché, qui soudain se transforme en gardien de la doctrine, trouve sa théologie insuffisante. « Beaucoup de gens, mande le supérieur à M. de Bausset, ont craint qu'on ne portât M. de Boisgelin à Paris et l'ont écarté avec soin. Ils le redoutent pour une raison facile à deviner » <sup>18</sup>, le crédit dont il jouit auprès du ministre des Cultes et du gouvernement.

Pour départager ces influences, on s'avise de confier le premier siège de France au doyen de l'épiscopat. Personne ne pouvait disputer à M. de Belloy ce titre incontestable. Le procédé trahit son auteur, Bernier, qui, pour son compte, y recourt adroitement dans son propre diocèse, afin d'éliminer les chefs des constitutionnels dans sa réception officielle à Orléans et à Blois <sup>19</sup>. Par ailleurs, cette promotion d'un nonagénaire reste une mesure d'attente et réserve à un avenir prochain un choix définitif qui, avec la pacification escomptée, deviendra plus facile. Personne ne pensait que le provisoire, comme il arrive souvent, se prolongerait des années. Faute d'obtenir l'homme qui convenait, du moins évitait-on le pire. Il fallut se contenter de cette boiteuse solution.

Le Supérieur général, qui souhaitait M. de Boisgelin,

17. A Bausset, 2 avril 1802, D. E., VI, 191, Arch. Nat. AF IV, 1044.

18. A Bausset, 28 mars 1802, D. E., VI, 189.

19. J. LEFLON, Bernier, II, 10 et 27.

mais plus encore M. de Fontanges ou M. de La Tour du Pin, ne se montre point satisfait de cette nomination que n'inspire nullement le souci des intérêts spirituels, mais la seule préoccupation de tenir la balance égale entre les partis. De là son peu d'empressement à se mêler aux affaires du diocèse mal dirigé. M. de Belloy, d'ailleurs, ne désirait guère qu'il y participât de façon trop active, et le Supérieur général avait assez de finesse pour sentir qu'on veut se passer de lui. Aussi garde-t-il vis-à-vis du vieil archevêque et d'une administration composée à son image, une réserve évidente ; il s'efface sans regret.

### III

Beaucoup plus profonde fut l'influence de M. Emery sur certains prélats qui jouissent de sa confiance et recourent à ses conseils. Avec la plupart des anciens évêques constitutionnels promus aux nouveaux sièges, si l'on excepte Montault d'Angers et Charrier de La Roche de Versailles, sincèrement et canoniquement réconciliés, il n'entretient d'abord aucune relation. La chose s'explique, et par l'attitude des personnages, et par la polémique retentissante relative à leur rétractation, et par leur hostilité hargneuse vis-à-vis de sa personne et de sa Compagnie, hautement accusées d'ultramontanisme. Lorsqu'en 1803 Fesch lui demande d'écrire aux archevêques, pour un objet que la correspondance ne précise pas : « Il y en a deux, répond-il, auxquels je ne saurais m'adresser, Le Coz et Primat, parce qu'ils n'ont aucune considération dans l'Eglise de France. »<sup>20</sup> Plus tard, nous le verrons, cette situation

---

20. A Fesch, 20 novembre 1803, D. E., non coté.

se détendra. Mais, sous la courtoisie des rapports, subsistera toujours quelque gêne. Trop de différences séparent ces anciens schismatiques du Supérieur général, celles d'un tempérament fort opposé, celles des conceptions religieuses absolument divergentes ; même en faisant abstraction du passé révolutionnaire, la mésintelligence de fond ne disparaîtra guère ; ils ne se rencontreront jamais complètement.

Avec leurs collègues d'Ancien Régime ou avec les nouveaux promus, la situation se présente autrement favorable. Unanime chez tous, le respect et l'estime à son égard se doublent chez certains d'une filiale affection ; M. Emery n'est pas seulement leur conseiller en matière de théologie, de droit canon, d'administration ; il est le père de leur âme.

Malheureusement, les rapports directs demeurent difficiles ; les *Articles organiques* prescrivent, en effet, une stricte résidence et, pour quitter son diocèse, un évêque doit obtenir de Napoléon une permission motivée et en règle qui ne s'accorde pas facilement. Celui-ci n'entend pas que se renouvellent les abus de l'Ancien Régime où Versailles et Paris pouvaient instantanément réunir un Concile, le Concile permanent de l'Eglise gallicane, disait-on ironiquement. Mais cette préoccupation, fort louable, se double d'une autre plus intéressée, celle de maintenir par système les prélats dans l'isolement ; mis dans l'impossibilité de se concerter oralement, même entre voisins, entièrement livrés à eux-mêmes, ils deviendraient ainsi plus maniables et plus dociles aux ordres du gouvernement.

Certaines circonstances exceptionnelles, toutefois, amènent les évêques à Paris, leur nomination, les fêtes de la promulgation du Concordat. Ils se trouvent alors nombreux dans la capitale, et le curé de Saint-Sulpice,

M. Depierre, en profite pour les inviter avec M. Emery. « Ce fut une réunion charmante, rapporte M. Abeil ; il était là au milieu de ses enfants. » <sup>21</sup> Le sacre impérial entraînera une affluence plus grande encore. Enfin, en 1811, la convocation du Concile national groupera beaucoup de prélats autour du vieux Supérieur, heureux de mourir avant cette assemblée qu'il redoute ; ils recueilleront alors, en faveur de l'indépendance spirituelle du Pape et de l'Eglise, un dernier et combien émouvant appel à la nécessaire fermeté.

Napoléon n'ignore pas quelle influence M. Emery exerce sur les chefs des diocèses de France ; il en prend d'abord quelque ombrage, redoutant que celui-ci n'établisse une liaison d'où résulterait une action convergente. « C'est vous, Emery, qui vous mêlez de régenter les évêques », lui dit-il un jour à brûle-pour-point. Le petit prêtre ne se laisse pas déconcerter par cette algarade aussi inattendue que brutale. « Sire, répond-il avec autant de calme que d'esprit, les évêques ont grâce pour se conduire eux-mêmes. Mais si quelques-uns croient devoir me demander avis, il me semble que mon âge et mon expérience me mettent en état de leur donner conseil. » <sup>22</sup>

L'Empereur n'insista pas. De toute évidence, il avait été mis en éveil et en garde par Fouché, car Fouché ne désarme jamais et sa police surveille le courrier de M. Emery.

J'ai des ennemis qui cherchent par tous les moyens à me nuire, écrit le Supérieur général à M. du Bourg, qui ont voulu persuader que j'étais en relations avec les évêques qui donnaient de la peine au gouvernement, qui ont produit même

---

21. *Relation de M. Abeil*, D. E., IV, 230.

22. *Relation du P. Varin*, D. E., IV, 705.

des copies de lettres qu'ils prétendaient que j'avais écrites et auxquelles ils cherchaient à donner mauvaise tournure <sup>23</sup>.

J'ai quelques raisons de croire qu'on intercepte les lettres écrites aux évêques, mande-t-il à Fournier. Votre secrétaire m'a assuré qu'une lettre qu'il a vue pendant votre visite avait été ouverte à Paris <sup>24</sup>.

Aussi le Supérieur général profite-t-il d'occasions sûres pour transmettre sa correspondance de la main à la main <sup>25</sup>. Aussi prend-il toutes sortes de précautions pour dépister la police, écrivant par exemple à son cousin Fournier, par l'intermédiaire d'une tierce personne de Lyon qui fait suivre à Montauban <sup>26</sup>. Aussi conseille-t-il d'envoyer les réponses, non au Séminaire, à son adresse personnelle, mais à Mlle Jouen <sup>27</sup> ou bien à l'homme de confiance de M. Duclaux, Bruni, rue Saint-Jacques, 142 <sup>28</sup>. Comme si cette précaution ne suffisait pas, il engage les prélats à mettre l'adresse d'une autre main. « Non que ce que vous m'écrivez puisse jamais être suspect, mande-t-il à Crouseilles de Quimper ; mais enfin, l'idée qu'on lit vos lettres ne me plaît pas. » <sup>29</sup> Fournier, dont la prudence était plus sujette à caution que celle de son collègue, recevra, en 1808, et pour cause, le même avis <sup>30</sup>.

Les questions que posent les évêques se rapportent, en effet, comme de juste, aux problèmes les plus délicats et les plus brûlants. Il s'agit, en premier lieu, des *Articles organiques*. Leur publication surprit, tout comme la

---

23. A du Bourg, 13 novembre 1802, D. E., V, 5339.

24. A Fournier, 17 septembre 1808, D. E., V, 5434.

25. A Crouseilles, 18 juin 1805, V, 5541.

26. A Fournier, 17 septembre 1808, D. E., V, 5434.

27. Id., *ibid.*

28. A du Bourg, 13 novembre 1808, D. E., V, 5339.

29. A Crouseilles, 18 juin 1805, D. E., V, 5541.

30. A Fournier, 17 septembre 1808, D. E., V, 5434.

nomination des évêques constitutionnels, le pauvre Caprara qui ne se doutait absolument de rien. En cette occurrence, ce fut, une fois de plus, l'homme de confiance glissé par M. Emery à la légation, M. le Surre, qui le tira de sa quiétude. M. le Surre a connaissance de ces fameux *Articles* par le libraire Adrien Leclerc « qui vint, rapporte-t-il dans ses notes, m'en apporter une copie qui me consterna. Je me rendis sur-le-champ auprès du cardinal et lui demandai si Son Eminence était informée de la publication légale de ce document. « C'est la première fois que j'en entends parler, répond celui-ci, et j'ai peine à comprendre cela. » Je lui fis observer que c'était la conviction générale que les *Articles* avaient été rédigés de concert avec Sa Sainteté et, en effet, le gouvernement s'efforçait de le faire croire à toute la France. » <sup>31</sup>

Cette version de propagande ne pouvait convaincre un homme aussi averti des exigences doctrinales que le Supérieur de Saint-Sulpice. Comment admettre que Pie VII ait souscrit un règlement en contradiction flagrante avec les principes les plus élémentaires ? « Que pensez-vous des *Articles organiques*, demande-t-il, le 5 avril, à M. de Bausset ? J'ai évité de voir aucun évêque, ajoute-t-il aussitôt. Le légat n'en a eu connaissance qu'avec le public. » <sup>32</sup> Ce qu'il en pense lui-même, la prudence interdit de le confier aux indiscretions de la poste. Mais un long mémoire intitulé : *Réflexions sur plusieurs Articles organiques*, entièrement écrit de sa main, où le gallicanisme lui-même vient à l'appui de la théologie la plus incontestable pour défendre les droits de l'autorité romaine et les libertés

---

31. *Notes de l'abbé le Surre*, D. E., V, 680.

32. *A Bausset*, 9 avril 1802, D. E., VI, 190.



de l'Eglise, exprime et motive avec la plus grande fermeté son entière réprobation.

L'article premier, dit M. Emery, qui défend de recevoir et de publier, sans l'autorisation du gouvernement, même les Bulles concernant la foi et la morale, est contraire au droit donné par Jésus-Christ à son Vicaire dans la personne de Pierre, par ces paroles : Pais mes agneaux, pais mes brebis.

Il est contraire même aux maximes de l'Eglise gallicane, puisque, d'après ces maximes, une définition dogmatique du Saint-Siège devient alors seulement règle de foi, quand elle est reconnue et approuvée par le corps des évêques.

Or, comment les évêques pourraient-ils reconnaître, si le gouvernement arrête la définition dogmatique ? Et comment alors combattre les hérésies ?

Il est même contraire aux coutumes de France, puisque d'Héricourt enseigne, dans son grand ouvrage sur les *Lois ecclésiastiques de France*, tome 1<sup>er</sup>, page 105, « qu'à l'égard des provisions de bénéfices, des Brefs de Pénitencerie et des autres expéditions qui s'obtiennent à Rome pour les affaires ordinaires, suivant la jurisprudence du royaume, on les exécute sans qu'il soit besoin ni de lettres patentes ni d'arrêt du Parlement »...

Or, cet article premier ne permet pas même aux particuliers de recevoir ou de publier un Bref de Rome sans l'autorisation du gouvernement.

L'article 2 complète le premier. Après avoir enlevé au Chef de l'Eglise le libre pouvoir de faire entendre immédiatement sa voix aux fidèles par Bulle ou par Bref, on lui enlève même le pouvoir de leur parler médiatement, par un nonce, un légat, un vicaire, sans l'autorisation du gouvernement.

C'est la négation de la puissance de gouverner l'Eglise, reconnue au Pape, même par les Conciles généraux.

L'article 3 interdit la publication en France des décrets des Conciles même généraux, avant l'examen et l'assentiment du gouvernement.

On y oublie que l'Eglise est indépendante de la puissance laïque dans sa doctrine. Comment donc un pouvoir séculier peut-il s'arroger le droit d'examiner les décrets même dogmatiques de l'Eglise assemblée dans un Concile général ?

Et comment peut-on répéter, dans de telles circonstances, que l'exercice de la religion catholique est libre en France ?

L'article 6 défère au Conseil d'Etat, appelle d'abus toute personne ecclésiastique coupable d'un excès de pouvoir.

Mais c'est un principe de foi que les pasteurs de l'Eglise ont reçu immédiatement de Dieu un pouvoir propre et particulier dans toutes les matières qui ont rapport à la religion, lesquelles sont la foi, la morale, la discipline.

Comment donc peut-on accepter une loi qui constitue les magistrats laïques juges des matières spirituelles, et, sous prétexte d'abus, attribuer au gouvernement civil, et dans les affaires ecclésiastiques, une autorité que Dieu ne lui a pas communiquée.

Les réflexions, relatives à l'article qui prescrit aux professeurs de Séminaire d'enseigner les quatre articles de 1682, ne paraissent pas les moins suggestives sous la plume de M. Emery ; la désolation que lui cause pareille exigence, le soin qu'il apporte à détruire les précédents historiques faussement invoqués par le gouvernement, les craintes qu'il manifeste pour l'orthodoxie des séminaristes marquent suffisamment l'indépendance et les limites de son propre gallicanisme.

Quel est donc, écrit-il, celui qui ne pleurera en voyant que, dans le présent *Article organique*, on prescrit que ceux qui seront destinés à enseigner dans les Séminaires devront souscrire cette déclaration ? Car si les maîtres admettent pour leur compte et enseignent pareilles maximes, les élèves en seront imbus et leurs conceptions déformées. Et de quel droit imposer cette déclaration qui n'a été discutée que par vingt-quatre évêques, que ces évêques ont retirée dans une lettre à Innocent XII, que Louis XIV lui-même a abandonnée, que le Pape enfin a formellement condamnée <sup>33</sup> ?

Ce vigoureux mémoire avait-il seulement pour but de préciser, plume en main, les idées du Supérieur général sur cette matière délicate ? Visait-il à éclairer ses confrères ou les évêques qui le consulteraient ? Etait-il, comme on l'a prétendu, destiné au cardinal

Caprara pour inspirer ses réclamations diplomatiques <sup>34</sup> ? Sur ces hypothèses, aucun document ne permet de se prononcer.

Au lieu de recourir au Supérieur général de Saint-Sulpice, Caprara, une fois de plus, préfère s'adresser à Bernier, et le zélé personnage dupant à nouveau, de la façon la plus odieuse, le trop naïf cardinal, accepte cette mission de confiance. Car l'évêque d'Orléans avait bel et bien travaillé personnellement à la rédaction des fameux *Articles* qu'il va maintenant condamner, comme en témoigne le projet primitif partiellement écrit de sa propre main. Mais c'était chez lui procédé habituel de prêter successivement sa plume aux deux partis, d'écrire la demande et la réponse, de plaider le *sic* et le *non* avec la même complaisance et la même conviction. Le rôle qu'il a joué dans la Commission qui libella cette charte gallicane ne l'empêche point de revendiquer, pour le représentant de Rome, les droits de l'Eglise qu'il a contribué à faire méconnaître <sup>35</sup>. Ici encore, son attitude peu loyale et intéressée s'oppose à la sereine indépendance du Supérieur général. Lequel des deux servait le mieux la cause du Saint-Siège ? Plus avisé, mieux averti, le bon cardinal aurait pu, sans trop de peine, le discerner.

Catégorique et radical, lorsqu'il s'agit de condamner, en principe, comme contraires aux droits de l'Eglise, les *Articles organiques*, ajoutés par le gouvernement français au Concordat de 1801, dans la pratique, au contraire, M. Emery se montre, selon son habitude, souple et modéré. A Fontanges qui le consulte, voici ce qu'il répond : certains évêques ont fait du zèle, tel

---

34. Mgr MÉRIC, *Vie de M. Emery*, II, 68.

35. J. LEFLON, *Bernier*, II, 141-146.

à Namur, M. Bexon qui oblige ses prêtres à souscrire les *Organiques* et jetté l'interdit sur trois cents ecclésiastiques qui s'y refusaient obstinément ; exigence maladroite dans ce pays nouvellement annexé où le stévenisme groupe une forte opposition politique et religieuse ; l'archevêque-évêque d'Autun s'est contenté de les envoyer à son clergé ; le Supérieur général ne l'en blâme pas nettement ; mais, avec discrétion, laisse entendre que cette communication officielle ne s'imposait point.

Pour le règlement, lui écrit-il, vous ne devez pas insister davantage ; c'est beaucoup que vous l'eussiez envoyé, car il y a plusieurs articles dans les *Lois organiques* auxquels on ne met aucune importance, qu'il convient de laisser tomber en désuétude et par conséquent dont il faut parler le moins qu'on peut. Le Premier Consul lui-même n'est point prévenu en faveur de cette partie de la législation ; il trouve fort mauvais que le dernier évêque de Namur en ait exigé la souscription et je tiens du nouvel évêque de Namur que le clergé ou de Namur ou de Bruges s'étant présenté à lui en habit à la française et ayant allégué pour cause les *Lois organiques*, le Premier Consul avait dit : « Je ne connais que le Concordat » <sup>36</sup>.

Cette lettre et ces conseils péchaient, sans doute, par excès d'optimisme. La déclaration qu'adresse au clergé belge Bonaparte, fort ennuyé des effets désastreux produits dans le pays par l'initiative maladroite de M. Bexon, s'inspirait plus de préoccupations opportunistes que de convictions profondes. Les *Articles organiques* lui tiennent infiniment plus à cœur qu'il ne veut bien l'assurer ce jour-là, pour les besoins de la cause. La politique constante et sans cesse plus accusée de son gouvernement le prouvera. M. Emery, cependant, se montrait perspicace en prévoyant que toute une partie de cette législation tomberait et que le meilleur

---

36. A Fontanges, 1<sup>er</sup> mars 1804, D. E., V, 5175.

moyen de la transformer en lettre morte était de l'ensevelir dans un silence prudent.

De fait, sur les soixante-dix-sept articles, quelques-uns seulement entrent en application, mais il s'agit justement des plus contraires à la liberté et aux droits de l'Eglise, tels les articles 1, 2, 3, 4 du titre I<sup>er</sup> qui soumettent à l'autorité civile la publication des lettres papales, des actes des Conciles « même généraux », l'exercice des fonctions ecclésiastiques par « tout individu se disant nonce, légat, vicaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination », tels les articles 6 et 7 du même titre qui établissent l'appel comme d'abus devant le Conseil d'Etat. Durant le xix<sup>e</sup> siècle, tous les gouvernements successifs, y compris, sous la Restauration, celui du roi très chrétien, s'en prévaudront avec une fidélité constante ; opposés pour tout le reste, ils réaliseront sur ce point une curieuse unanimité. Comme l'avait prévu le Supérieur général, une partie de cette législation, « plusieurs articles », écrit-il, deviendrait caduque. Inspiré par une doctrine, qu'au nom de l'Eglise, société parfaite, et de l'indépendance religieuse, M. Emery avait énergiquement réprouvée, l'essentiel subsisterait.

#### IV

La réconciliation et la nomination des constitutionnels posait, dans chaque diocèse, deux problèmes encore plus délicats et plus aigus que celui des *Articles organiques*. Le premier intéresse les rapports des prélats avec un gouvernement toujours ombrageux vis-à-vis des ingérences ecclésiastiques, toujours soucieux de contrôler l'exercice du pouvoir spirituel. Le second relève également de la politique générale de Bonaparte, qui

veut l'équilibre des partis et leur amalgame pour assurer une paix religieuse sans vainqueurs ni vaincus. L'un et l'autre soulèvent, en outre, dans chaque diocèse, des questions de personnes, de situations, liées à d'anciennes querelles, et les rancunes, les passions, les mesquineries locales rendent ces rivalités confessionnelles particulièrement irritantes. De toutes les difficultés que rencontrèrent les évêques, celle-là, au début du moins, fut sans conteste la plus épineuse, d'autant que les pauvres prélats se trouvent tiraillés entre les consignes de Portalis et les principes de la théologie que rappellent les instructions romaines.

Les divergences ne portent pas sur le but. Qu'il faille, avec ce personnel ecclésiastique, si divisé par le schisme, réaliser une synthèse, pour qu'il n'y ait plus, dans chaque diocèse, qu'un seul clergé sous l'autorité de l'évêque nommé par Bonaparte et institué par Pie VII, tout le monde s'accorde sur ce point. Mais sur le mode et les conditions, les divergences s'affirment. Les Ordinaires, décide Rome, doivent obtenir des constitutionnels une rétractation en règle avant de les admettre à leur communion, et Caprara rédige dans ce sens une première circulaire. Bonaparte ne veut pas entendre parler de rétractation. Prévenu par les jureurs, qui protestent contre les exigences du légat, le Premier Consul convoque le cardinal et, dans une scène violente, le somme de retirer ses instructions. Pancemont, de Cicé, Talleyrand insistent dans le même sens ; Caprara, au grand mécontentement de sa Cour, cède en gémissant.

Toujours bien informé, le Supérieur général avertit M. de Bausset, sans livrer, par prudence, aux indiscretions possibles, le fond de sa pensée. Que l'adhésion au Concordat, canoniquement, suffise, qu'elle constitue un abandon équivalent de la Constitution civile du clergé,

selon la thèse du gouvernement, évidemment, il ne l'admet pas ; autre chose est, abandonner simplement *de facto* une Constitution qui ne se trouve plus en vigueur, autre chose reconnaître en principe, *de jure*, son caractère schismatique, pour renoncer à cette erreur et obtenir absolution des censures encourues. Aussi le voyons-nous, quand il le peut, soumettre les constitutionnels aux conditions exigées par le Saint-Siège. L'intrus d'Avignon, Rovère, après avoir souscrit une première formule que Rome juge insuffisante, signe entre ses mains la formule officielle, et le légat, qui recourt à son entremise, accorde le décret d'absolution <sup>37</sup>. Le Supérieur général intervient également pour d'autres évêques intrus, comme Lalande, et obtient facilement satisfaction <sup>38</sup>.

Dans d'autres circonstances, au contraire, quand il ne s'agit plus d'évêques, mais de simples prêtres, de cas particuliers, mais d'une situation d'ensemble, quand l'intérêt général conseille de favoriser un large mouvement de rétractation, nous constatons chez lui beaucoup moins d'intransigeance ; comme il l'écrivait à M. du Bourg, il faut « concilier tous les esprits sans compromettre l'autorité des jugements ecclésiastiques » <sup>39</sup>. Or, tous les esprits ne se concilient pas de la même façon ; il y a les données individuelles ; il y a aussi, dans certains diocèses, particulièrement divisés, des données locales qui entrent en ligne de compte ; il faut du tact et du doigté. « Avec de la douceur, de la bonté, on peut venir à bout de tout en ce genre », observe le Supérieur général qui, plus que personne, réussit parfaitement ces opérations délicates, comme les réussit à Limoges

37. A. BOULAY, *Documents*, V, II, note 2.

38. Arch. Nat., AF IV, 1893, 46.

39. A du Bourg, 23 août 1802, D. E., V, 5333.

M. du Bourg qu'il félicite de son savoir-faire, comme les réussit à Versailles « où il n'y a plus un seul constitutionnel » Charrier de La Roche<sup>40</sup>. Aussi invite-t-il son cousin Fournier, qui n'excelle pas dans les nuances, « à garder des ménagements pour la faiblesse humaine ». Parfois, sans exiger le mot de rétractation, qui répugne à plusieurs, « il arrive qu'on obtienne non seulement des rétractations effectives, mais encore beaucoup plus qu'on n'en demandait »<sup>41</sup>.

Le gouvernement n'ordonne pas seulement qu'on se contente de l'adhésion pure et simple au Concordat pour ramener les jureurs à la communion de l'Eglise ; il ordonne également que l'on réserve à ceux-ci des places dans l'organisation nouvelle ; chaque évêque doit prendre parmi eux un vicaire général ; il doit, en outre, leur attribuer des cures et des dessertes dans une proportion fixée par le ministre des Cultes. Or, cette politique de l'amalgame, si chère au Premier Consul, choque vivement certains prélats qui gardent beaucoup de défiance vis-à-vis des anciens constitutionnels et ne se résignent point à leur confier des postes importants. C'est le cas dans le diocèse de Mende, où la raideur habituelle de M. Vernet n'aide pas M. de Lorry à plier docilement devant ces consignes impératives. Le sage M. Emery conseille plus de souplesse :

M. votre prélat, écrit-il à son confrère, aurait tort de se raidir à ne vouloir pas prendre de constitutionnel comme vicaire général. Je vois qu'on tient ferme sur ce point et que les évêques condescendent. Mais remarquez qu'on peut prendre un constitutionnel depuis plusieurs années, que l'évêque peut ensuite le révoquer quand il veut, qu'ensuite il n'est plus gêné dans sa nomination, qu'il est même des constitutionnels qui

---

40. A du Bourg, 10 juillet 1802, D. E., V, 5330.

41. A Fournier, 1<sup>er</sup> septembre 1807, D. E., V, 5440 bis.



sont convenus de quitter au bout de six mois, que quelquefois on a nommé pour vicaire général un curé qui ne quittait pas sa cure et se disposait à la reprendre si le grand vicariat ne lui convenait pas, ou s'il ne convenait pas au grand vicariat. Quoi qu'il en soit, je croirais que vous devriez donner le conseil à M. l'évêque de ne point se raidir sur cet article <sup>42</sup>.

De fait, pour la nomination de leur vicaire général constitutionnel, les évêques s'inspirent de cette adroite tactique qui sauve les apparences, sans influencer sur leur administration. Paris donne l'exemple où l'un des archidiacres, Abrial, est un jureur depuis longtemps rétracté. A Orléans, Bernier choisit Barbazan, qui exerce effectivement les fonctions de curé de Saint-Paul et nominalement celles de grand vicaire <sup>43</sup>. Ailleurs, on écarte les assermentés de premier plan pour recourir à des personnages effacés, voire étrangers au diocèse ; ainsi procède, à Aix, Champion de Cicé, qui appelle de Bordeaux un certain Martin, dont le préfet des Bouches-du-Rhône ne sait absolument rien <sup>44</sup>. On écrase enfin cet unique représentant de l'Eglise révolutionnaire, soit en multipliant le nombre des vicaires généraux honoraires, insermentés fervents, comme à Orléans où Bernier élargit systématiquement son Conseil, soit en l'encadrant de vigoureux caractères qui le réduisent à néant, comme à Lyon, où le pauvre Renaud, ancien vicaire épiscopal de Lamourette, entre Jauffret et Courbon, est bien obligé de se tenir coi <sup>45</sup>. L'ingéniosité des évêques s'applique donc à tourner les consignes officielles en faisant mine de leur obéir, et ces

42. A Vernet, 14 octobre 1802, D. E., VIII, 8652.

43. J. LEFLON, *Bernier*, II, 66.

44. L. LÉVY-SCHNEIDER, *L'application du Concordat par un évêque d'Ancien Régime*, Champion de Cicé, 198.

45. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège, l'ambassade à Rome du cardinal Fesch*, 103.

divers procédés, que suggère adroitement M. Emery, leur permettent, sans se raidir, d'éliminer pratiquement l'influence du constitutionnel introduit de force dans leur administration.

La nomination des curés et desservants se trouve aussi, par la volonté du gouvernement, astreinte à un dosage ; car il faut que la balance reste égale et que les jureurs ne paraissent point défavorisés par l'organisation concordataire. Sur ce point également, certains évêques éprouvent des scrupules ; ils hésitent à remettre leurs paroisses, surtout les cures de première classe, entre les mains d'ecclésiastiques considérés jusqu'alors comme des « loups ravisseurs ». A nouveau, M. Emery intervient pour conseiller une modération extrême et fait une distinction. S'agit-il de prêtres indignes, il faut se montrer intransigeant. « Quant aux places à donner, écrit-il à Vernet, le droit naturel et le droit divin défendent de donner charge d'âmes à des sujets qui en seraient indignes. » Si cette raison existe, on peut l'invoquer afin d'exclure un jureur ; elle sera admise ; car « le gouvernement sûrement convient de ce principe, et il lui suffit qu'un constitutionnel ne soit pas rejeté, parce qu'il a été constitutionnel ». S'agit-il, au contraire, d'un assermenté fidèle aux obligations de son sacerdoce, auquel on ne peut reprocher que son serment schismatique ? L'éliminer pour ce motif seul provoquerait un conflit avec le pouvoir civil. « Dans ce cas, écrit le Supérieur général, la prudence chrétienne demande qu'on pousse la condescendance aussi loin qu'elle puisse aller sans blesser les règles de l'Evangile et la discipline essentielle. »

Telle est l'attitude conseillée par M. Emery, qui ajoute aussitôt avec la juste conscience de s'avancer

sur un terrain aussi brûlant que dangereux : « Ne me citez en rien, parce qu'on me cite ensuite et on me fait dire des choses que je n'ai pas dites. » <sup>46</sup> De fait, l'expérience prouvera la sagesse de ces vues ; beaucoup de ces anciens schismatiques fourniront dans l'Eglise concordataire une carrière très honorable ; ils se montreront pasteurs édifiants et zélés.

## V

Le même souci de pacification et de détente qui inspirait la politique du gouvernement dans la réconciliation et la nomination des anciens constitutionnels l'amène à intervenir dans le culte lui-même, car le peuple, souvent, tient plus au culte qu'à la religion ; aussi, selon le mot sévère, quoiqu'assez juste de Grégoire, c'est le culte et non la religion qu'entend restaurer Bonaparte, nullement soucieux du rayonnement spirituel de l'Eglise, uniquement préoccupé de satisfaire l'opinion fidèlement attachée à des usages traditionnels. Or, pour l'ensemble des Français, le culte comporte sans doute la Messe dominicale, mais surtout la consécration des grands actes de la vie humaine et familiale, la naissance, le mariage, la mort, et cette consécration qui, pour beaucoup, constitue l'essentiel, le Premier Consul n'entend pas que le clergé la refuse, dussent la théologie et le droit canonique s'en trouver violés. De là, contre les prêtres qui ne se prêtent point à bénir le mariage des divorcés ou refusent la sépulture ecclésiastique, des poursuites voire des sanctions.

Six mois après la promulgation du Concordat, un grave incident se produit à Paris, qui émeut non seu-

---

46. A Vernet, 14 octobre 1802, D. E., VIII, 8652.

lement la capitale, mais encore la province, et, de Limoges, M. du Bourg s'adresse à M. Emery pour contrôler ses informations et recueillir son avis. Il s'agit des obsèques de M<sup>le</sup> de Charmeroy, « une des plus jolies danseuses de l'Opéra »<sup>47</sup>. Selon les règles observées en France, les gens de théâtre, regardés comme pécheurs publics, ne peuvent être enterrés à l'église; Molière, au xvii<sup>e</sup> siècle, avait connu la rigueur de cette dure prescription. Le curé de Saint-Roch pressenti rappelle le principe et déconseille de faire cette présentation qu'il se verrait obligé de refuser. Mais les comédiens du Théâtre de la République s'assurent du consentement du curé Rivière, qui exerce le culte à l'église des Filles-Saint-Thomas et montent tout un scénario pour saisir l'opinion. Malgré l'avis du curé de Saint-Roch, le cortège arrive à la porte de son église qu'on trouve fermée. Indignations. Protestations. On veut forcer l'entrée. L'acteur Dazincourt improvise un discours bien senti pour calmer la foule, et on se dirige vers l'église des Filles-Saint-Thomas « où le curé Rivière se trouve à point nommé pour procéder aux cérémonies d'usage »<sup>48</sup>.

Grâce à la complaisance de la paroisse voisine, les comédiens obtiennent ainsi satisfaction. Ce succès, toutefois, ne leur suffit pas et ils viennent, en corps, chez Portalis se plaindre de l'injure infligée à leur Corporation. Jacobins et anticléricaux exploitent l'incident. Une certaine presse se déchaîne. L'Institut entre en guerre. Les théâtres multiplient les représentations de *Tartuffe*. On annonce même à cette pièce un supplément que la police d'ailleurs interdit : *Tartuffe ou le*

47. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, 108.

48. *Id.*, 109.

*curé de Saint-Roch*. Cette affaire devient ainsi une affaire d'Etat.

Bonaparte s'inquiète et Portalis promet d'écrire à l'archevêque pour s'entendre avec lui « sur les principes qui doivent diriger les curés de son diocèse ». « L'Eglise de France, observe-t-il, était la seule qui considérât comme excommuniées les personnes consacrées au théâtre », en quoi il a parfaitement raison ; il faudrait, ajoute-t-il, revenir à la règle universelle, d'autant « que cette manière de voir est inconciliable avec les idées qui se sont établies ». Mais voici où ce docteur laïque s'égare étrangement. « Dans les principes d'une saine théologie, affirme-t-il, les curés doivent présumer que le défunt, dont on présente le corps à l'église, est mort dans les conditions qui le rendent digne de l'application des secours spirituels. De plus, après la mort, les hommes n'ont plus rien à juger ; ils ne peuvent se permettre de s'expliquer sur des choses dont le jugement n'appartient qu'à Dieu. » <sup>49</sup>

Toutefois, selon son habitude, après avoir dogmatisé avec plus de solennité que d'orthodoxie, le ministre, toujours bienveillant, s'applique à trouver une solution pacifique, d'autant qu'il discerne et dénonce « les petites menées des acteurs qui ont voulu du bruit et qui ont négligé de s'adresser à l'autorité » <sup>50</sup>. Mais Bonaparte, exaspéré d'une agitation qui contrarie sa politique, exige de M. de Belloy une sanction, et, dans une note officielle, *le Moniteur* du 30 Vendémiaire annonce que l'archevêque condamne le curé de Saint-Roch à trois mois de retraite, « afin que, rappelé à ses devoirs par la méditation, il apprenne que toutes ces

49. Portalis à Bonaparte, 25 Vendémiaire, *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat*, 539-540.

50. Portalis à Bonaparte, 26 Vendémiaire, AF IV, 1043.

pratiques superstitieuses, conservées par quelques Rituels et qui, nées dans des temps d'ignorance ou créées par des cerveaux échauffés, dégradèrent la religion par leurs niaiseries, ont été prosrites par le Concordat et la loi du 18 Germinal ».

On avait donc grossi l'incident à plaisir, et l'article du *Moniteur* n'apportait pas, loin de là, une note de sérénité. Le caractère officiel de cette gazette, sa diffusion plus large dans toute la France donnèrent à ce communiqué une portée si grande qu'il fit en province plus d'impression que tout le reste. Auprès de M. du Bourg, qui le consulte, M. Emery s'applique donc à remettre les choses au point.

Je ne suis pas surpris, lui écrit-il, que vous ayez été très affecté de l'événement en question et de la manière dont s'est expliqué le *Journal Officiel*. J'applaudis aux réflexions que vous faites ; mais je pense cependant que vous portez vos alarmes trop loin. On a fait parler M. l'archevêque et on donne à entendre qu'il a fait ce qu'il n'a pas fait. Il avait été consulté par la personne et il lui a dit de se conformer au Rituel. Cette personne, avec un peu d'adresse, aurait pu éviter l'éclat, mais, à la lettre, elle a été irrépréhensible. J'aurais bien des réflexions à faire et des anecdotes à vous apprendre, ajoutez-il avec une réticence prudente ; mais il est trop dangereux d'écrire dans ces temps <sup>51</sup>.

Sur le principe, M. Emery ne blâme donc nullement le pauvre curé de Saint-Roch, qui appliqua, en l'occurrence, les règles gallicanes relatives aux comédiens. La seule faute qu'il lui reproche, c'est de n'avoir pas trouvé la manière. On devine, par contre, entre les lignes, une désapprobation formelle du faible Belloy. Belloy aurait dû couvrir son subordonné, qui avait sollicité de lui une règle de conduite et agi confor-

---

51. A du Bourg, 30 octobre 1802, D. E., V, 5335.

mément à ses instructions. Loin de le couvrir, il laisse le gouvernement imprimer, dans son *Journal Officiel*, et en quels termes déplaisants, qu'une sanction sévère aurait été prise par l'autorité diocésaine contre M. Marduel, sans faire paraître la moindre protestation, le moindre démenti. Au lieu de détourner sur le curé de Saint-Roch les conséquences d'une décision qu'il avait prise lui-même, un archevêque plus ferme aurait su prendre ouvertement ses responsabilités. Avec autant d'esprit que de tact respectueux, M. Marduel ne manque point de le lui faire sentir. On rapporte, en effet, qu'à l'apparition de la note du *Moniteur*, trouvant le prélat balbutiant et désarmé, il lui aurait dit : « Monseigneur, je vois bien qu'il faut une victime ; je me soumettrai volontiers à en servir. » <sup>52</sup>

Tout était regrettable dans cette affaire que M. Emery qualifie de « vraiment malheureuse », y compris l'attitude peu reluisante de M. de Belloy, qui ne contribue nullement à lui donner du prestige, ni auprès du gouvernement qui mesure sa faiblesse ni auprès de son clergé qui, évidemment, ne peut compter sur son archevêque. Un peu d'adresse pouvait éviter l'incident, un peu d'énergie couper court aux campagnes qui veulent l'exploiter. M. de Belloy manqua de l'une comme de l'autre. Aussi M. Emery constate-t-il avec tristesse que ce refus d'obsèques religieuses « a réveillé à Paris la haine et la rage des ennemis de la religion ». Cependant, ajoute-t-il, pour rassurer son correspondant alarmé, « ne croyez pas que les suites en aillent jusqu'à vous » <sup>53</sup>.

52. A. REMACLE, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII*, 174.

53. *A du Bourg*, 30 octobre 1802, D. E., V, 5335.

Optimisme excessif, car « cette malheureuse affaire » n'entraîna pas seulement des conséquences particulières et locales ; elle eut sa répercussion sur la législation religieuse du Consulat et de l'Empire relative au refus de sépulture et de sacrements.

Le premier résultat fut d'élargir les règles du Rituel gallican relatives aux gens de théâtre et de faire tomber en désuétude les peines portées contre eux sous l'Ancien Régime. « Dans l'hiver qui suivit, on célébra sans difficulté le service funèbre de l'acteur Molé à Saint-Sulpice et celui de la Raucourt à Saint-Thomas-d'Aquin. » <sup>54</sup> On devient même si accommodant que, de leur vivant, on ouvre aux comédiens les églises, pour des exécutions musicales. Le 20 octobre 1803, M. Emery signale à Fesch, parmi les choses qui font beaucoup de bruit à Paris, « un oratorio que les acteurs de l'Opéra doivent exécuter à Saint-Roch avec affiches et désignation du prix des places. On presse M. l'archevêque, ajoute-t-il, de faire des défenses, et quoiqu'il désapprouve beaucoup, on ne croit pas qu'il en fasse » <sup>55</sup> L'expérience l'avait rendu prudent vis-à-vis de ces comédiens dangereux.

Un second résultat, d'une portée beaucoup plus large, fut l'insertion, dans le décret du 23 Prairial an XII sur les funérailles, de cette disposition comminatoire : « Lorsque le ministre d'un culte, sous quelque prétexte que ce soit, se permettra de refuser son ministère pour l'inhumation d'un corps, l'autorité civile, soit d'office, soit sur la réquisition de la famille, commettra un autre ministre du même culte pour remplir ces fonctions. » <sup>56</sup>

---

54. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, 114.

55. A Fesch, 20 octobre 1803, D. E., non coté.

56. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, 115.



A l'envi, préfets et magistrats de sûreté interviennent pour sévir contre les prêtres qui refusent les obsèques religieuses ; souvent même l'affaire rebondit jusqu'au ministère des Cultes. Toujours bienveillant et pacifique, Portalis évite les éclats et prêche la modération. Son successeur, au contraire, manifestera de l'intransigeance, de la raideur, et l'évêque de Montpellier se plaint amèrement à son cousin, M. Emery, de ses procédés impératifs, discourtois. A Lodève, en 1809, une mascarade s'organise devant une église où le Saint Sacrement se trouve exposé ; une bagarre en résulte au cours de laquelle l'un de ces « impies » est tué. Le curé refuse les obsèques religieuses. Sur ce, Bigot de Préameneu prescrit à Fournier d'interdire cet ecclésiastique et de le condamner à six mois d'internement dans un Séminaire <sup>57</sup>. Le mois suivant, le même ministre impose au même prélat, en matière d'inhumation, de nouvelles règles canoniques. « Il décide nettement, écrit Fournier au Supérieur général, que les duellistes morts en flagrant délit, les suicidés, les impies mourant sans donner aucun signe de religion, doivent tous être enterrés et qu'il faut les regarder comme des fous. Voilà qui est très commode, ajoute le prélat, mais bien peu édifiant. Qu'en pensez-vous ? » <sup>58</sup>

Avec les années, en effet, ces ingérences se multiplient. Bigot ne se borne pas à légiférer sur les conditions de sépulture ; il intervient à propos de tout et de quelle manière ! Le pauvre Fournier s'en montre exaspéré.

Vous ne vous faites pas une idée du ton qui règne dans la correspondance ministérielle avec les évêques, écrit-il

57. *Fournier à Emery*, 1<sup>er</sup> avril 1809, D. E., V, 5461.

58. *Fournier à Emery*, 13 mai 1809, D. E., V, 5466.

à M. Emery ; je ne crains pas de dire que, si cela continue, le clergé tombera dans l'esclavage et l'avitissement. Nous sommes devenus des commis de bureaux auxquels on demande des paperasses, des catalogues, des états infinis, ou des écoliers auxquels on apprend leur devoir sur le dogme, la morale, la discipline, de manière à nous menacer du fouet si nous n'obéissons pas. C'est le résultat inévitable d'une administration où un laïque, entouré de commis, la plupart sans religion, commande à tout le clergé de l'Empire, la baguette à la main. La correspondance de Portalis était autrement modeste, honnête et respectueuse pour le corps épiscopal. Mais, aujourd'hui, les choses ont cruellement changé et il faut toute la patience et la modération chrétiennes pour pouvoir supporter ce degré d'humiliation <sup>59</sup>.

Ces doléances amères et justifiées ne pouvaient surprendre M. Emery. Dès 1804, le Supérieur général avait dénoncé cette mise en tutelle du clergé de France. « Le pauvre Fauchet me disait à la Conciergerie, écrit-il à Jauffret, que la principale cause qui l'avait attaché à la Révolution, c'est qu'il avait voulu mettre l'Eglise en liberté. Que dirait-il, s'il vivait ? » <sup>60</sup>

Aussi, par instants, M. Emery laisse-t-il entendre une note pessimiste et désabusée.

Il est certain que la perspective de l'avenir est déchirante, confie-t-il à Fontanges le 23 décembre 1803. Ceux qui croient que le gouvernement ne veut pas sérieusement le rétablissement de la religion se trompent sans doute. Mais ils ont, pour soutenir leur opinion, des faits et des arguments auxquels il est difficile de répondre <sup>61</sup>.

Loin de calmer ces inquiétudes et de désarmer ces critiques, le césaro-papisme croissant ne fera que les justifier.

---

59. *Fournier à Emery*, 1<sup>er</sup> avril 1809, D. E., V, 5461.

60. *A Jauffret*, 1<sup>er</sup> mars 1804, D. E., V, 5166.

61. *A Fontanges*, 23 décembre 1803, D. E., V, 5271.



## CHAPITRE VII

### LA RESTAURATION DU SEMINAIRE SAINT-SULPICE

I. Le Séminaire de la Vache-Noire. Son organisation matérielle. Sa ferveur. — II. Le Séminaire de la rue Notre-Dame-des-Champs. Vaines tentatives pour recouvrer les anciens bâtiments du Séminaire Saint-Sulpice. Démolition du Séminaire. Installation provisoire à Notre-Dame-des-Champs. — III. Le Séminaire de la rue du Pot-de-Fer. Achat et ameublement de la maison de l'Instruction chrétienne. Le recrutement. Le rétablissement de l'heure d'oraison. La reprise du costume ecclésiastique. — IV. Rachat de la maison de campagne d'Issy. Construction de la chapelle de Notre-Dame-de-Toutes-Grâces. Promenades et congés à Issy.

#### I

Complicé par la démission des précédents titulaires, la réduction des diocèses, l'amalgame systématique d'éléments empruntés à l'épiscopat d'Ancien Régime, à l'épiscopat constitutionnel, au clergé de second ordre, le problème que pose l'article 2 du Concordat se trouve donc résolu, et il faut avouer que, malgré les craintes de M. Emery, malgré quelques nominations malheureuses dont Portalis se repentira bientôt, dans

l'ensemble, les choix donnaient satisfaction. Tous ces prélats ne sont pas des génies, encore moins des saints ; mais si la valeur intellectuelle de certains ne dépasse guère la moyenne, si la vertu n'atteint l'héroïsme chez aucun, la valeur morale chez tous reste incontestable ; plus scrupuleux que les rois très chrétiens, Bonaparte exige des mœurs irréprochables ; l'Eglise napoléonienne ne compte point de Brienne, de Jarente, de Talleyrand. Les anciens jureurs eux-mêmes se montrent dignes et d'une austérité presque janséniste. Ils se révéleront, sans doute, surtout Le Coz, Reymond, Saurine, bien insupportables parfois et ne brilleront pas toujours par l'excès de jugement. Mais si l'on voulait absolument, dans la synthèse nouvelle, faire une part à leur Eglise, on chercha du moins, en éliminant les plus irréductibles — les chefs, disait Bonaparte, — à trier les plus recevables. Tous ces évêques, ou presque, fournirent avec conscience un travail considérable pour restaurer le culte dans les départements qui relèvent de leur juridiction, et ceux qui ont étudié sur documents l'œuvre accomplie par eux reconnaissent qu'ils furent d'excellents administrateurs et s'acquittèrent très honorablement de leur laborieuse mission.

Cette réorganisation des diocèses se heurte immédiatement à une difficulté fort grave : l'insuffisance des effectifs. Réduit par la persécution, l'exil, les déprêtrisations, les abdications, les mariages, le clergé de second ordre ne répond plus aux besoins des paroisses. La plupart des prêtres sont âgés ; peu ou point de jeunes, car depuis dix ans on n'a guère fait d'ordinations. De là une crise redoutable qui menace toute l'Eglise de France et risque de compromettre les fruits du Concordat. Il faut donc d'urgence parer à ce péril,

de tous le plus inquiétant et le plus pressant<sup>1</sup> ; il faut assurer la relève, combler les vides, préparer un avenir meilleur. A quoi bon rouvrir les églises, si les pasteurs manquent au troupeau qui essaie de se regrouper ?

Consacré par vocation à l'œuvre des Séminaires, M. Emery s'attelle à cette tâche essentielle, bien avant la signature du Concordat. Dès le lendemain de Thermidor, nous constatons qu'il organise des ordinations. « On fait des ordinations à Paris, écrit-il à Courtade le 11 juin 1795. Sambucy est du nombre. » Mais on ne prend que « des sujets déjà engagés dans les ordres ou qui ont, comme vous, fini leur Séminaire »<sup>2</sup>.

L'évêque de Saint-Papoul, M. de la Tourlandry, réside, en effet, à Passy. Devenu garde national pour couvrir son identité, il partage son temps entre ses factions, dont il s'acquitte avec conscience, et son ministère clandestin. On le voit même en carmagnole. Le futur cardinal Bernet, l'un des élèves de M. Emery, éprouve quelque surprise à rencontrer sur le Pont-Neuf, dans cet accoutrement, le prélat qui l'a ordonné diacre. Son étonnement redouble quand ce faux jacobin se met à le bousculer, à l'injurier, pour lui glisser discrètement à l'oreille : « Trouvez-vous ce soir à minuit, rue des Rats ; je vous conférerai la prêtrise. »<sup>3</sup>

Depuis lors, le garde national de Passy a déposé l'uniforme et la carmagnole ; revenu de la déportation qu'il a subie après Fructidor, il reprend officiellement ses fonctions, pontifie aux Carmes, confirme, réconcilie les églises. Les ordinations ont lieu dans des con-

---

1. J. LEFLON, « Le clergé de second ordre sous le Consulat et l'Empire », *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, janvier-juillet 1945, 97-136.

2. A Courtade, 11 juin 1795, D. E., X, 13.

3. P. PISANI, *L'Eglise de Paris et la Révolution*, II, 271.

ditions moins héroïques, mais aussi moins pittoresques. « On donnera l'ordination à la Trinité, écrit le Supérieur général à Courtade, le 4 mai 1800 ; ainsi vous pourrez envoyer vos jeunes gens. » Un examen aura lieu auparavant « la veille de la Pentecôte ; le jour de la Pentecôte, la retraite s'ouvrira » <sup>4</sup>.

Courtade, qui devait lui-même recevoir le sous-diaconat en cette circonstance, préparait donc des candidats au sacerdoce. Le Supérieur général, de son côté, s'y emploie également.

En 1798 et 1799, rapporte M. Froment, M. Emery s'occupait de recruter des jeunes gens pour remplir les vides du clergé et se ménageait des ressources pour les aider dans leurs études. Quoiqu'il fût encore caché, il trouvait moyen de voir des jeunes gens et engageait surtout ceux qui avaient quitté le Séminaire à reprendre l'étude <sup>5</sup>.

Ce fut le cas de M. Froment.

Ces moyens restaient précaires et insuffisants. Le recrutement du clergé, sa formation réclamaient des méthodes plus suivies et des institutions stables. Aussi M. Emery se décide-t-il, dès septembre 1800, à rouvrir le Séminaire Saint-Sulpice. Vu l'insécurité relative de cette époque, où ne s'affirme pas encore nettement la politique religieuse de Bonaparte, cette résolution supposait une certaine audace. Vu les suspicions, toujours en éveil des jacobins, des constitutionnels et de Fouché, son exécution exigeait de la prudence. Ni la prudence, ni l'audace ne manquent au Supérieur général qui excelle à doser les contraires dans un sage équilibre.

On commence donc petitement et sans bruit, rue Saint-Jacques, chez M. Duclaux. L'hôtel habité par le

---

4. A Courtade, 4 mai 1800, D. E., X, 61.

5. Notes de l'abbé Froment, D. E., IV, 358.

bon Sulpicien ne porte pas un nom très élégant ni très ecclésiastique, il s'appelle *l'hôtel de la Vache-Noire*. Son propriétaire, qui habite le premier étage, pratique l'honorable et lucratif commerce de marchand de bestiaux. Cela n'empêche pas la vieille maison d'avoir un passé plus intellectuel et littéraire, car le *Roman de la Rose* y fut composé aux temps lointains du moyen âge et de l'amour plus ou moins courtois. Infiniment plus glorieux que son actuelle destination, ces souvenirs toutefois ne la recommandent guère pour servir de cadre à l'éducation de futurs prêtres ; l'esprit du chapelain Genius ne saurait leur servir d'exemple, les dispositions de l'Ami moins encore ; la langue du xvii<sup>e</sup> siècle, que parlent les disciples de M. Tronson, use de termes moins poétiques, moins fleuris, pour désigner les « personnes du sexe » ; comme leur morale et leur ascèse, elle se revêt d'une grave austérité.

Ce cadre, il faut le dire, avait été heureusement spiritualisé, car Mme de Soyecourt et ses Carmélites avaient habité un étage de cet immeuble durant la Terreur, tandis que les Sulpiciens en occupaient un autre. L'enseigne du marchand de bestiaux, qui avait couvert un Carmel en temps de persécution, pouvait aussi bien couvrir un Séminaire en voie de reconstitution. L'esprit de sainte Thérèse et celui de M. Olier, s'accordant une fois de plus, comme au temps du grand roi, avaient chassé celui de Jean de Meung et de Guillaume de Lorris.

Les débuts du Séminaire, ouvert dans ce local et dans ces conditions, ne manquent pas de pittoresque, si l'on en juge par le récit des témoins.

Voici quelle était la forme de ce Séminaire à la Vache-Noire, rapporte M. Froment qui y passe deux années. Le nourrisseur de vaches occupait le premier étage ; M. Duclaux était logé au



second, et c'était là que se rendaient les séminaristes, car la chapelle était assez petite ; on ouvrait les portes de la salle des exercices pendant la sainte Messe et, de cette sorte, toute la communauté y assistait commodément. Notre cuisinier était Bruni, le fidèle de M. Duclaux, qui l'avait amené d'Angers. Il n'était pas un modèle de propreté, mais il était un brave homme, bien affectionné à la maison <sup>6</sup>.

L'hôtel de la Vache-Noire suffit d'abord à abriter les premiers élèves. Bientôt, leur nombre augmente et atteint la quarantaine ; il faut donc les loger dans les maisons voisines « où nous avons, rapporte M. Froment, des appartements à nous » <sup>7</sup>. On ne manque pas seulement de chambres ; on manque de cours et de jardin. Les séminaristes, tous en habits laïques, car le costume ecclésiastique demeure interdit, prennent donc leur récréation « sur le boulevard du Mont-Parnasse après dîner, allant deux à deux et jamais plus de trois » <sup>8</sup>.

Cette installation de fortune, avec les sorties qu'elle exige, risquait de nuire à la régularité et au sérieux. Mais il s'agit de clercs que l'âge et les épreuves ont mûris, et, au lendemain de la crise révolutionnaire, dans une situation encore aussi incertaine, les vocations s'avéraient d'exceptionnelle qualité. Parmi ces premières recrues figurent MM. de Quélen, futur archevêque de Paris, d'Azolette, futur évêque de Verdun, et l'abbé Liautard qui, plus tard, fondera dans les mêmes locaux le collège Stanislas. Ce recrutement d'élite assure à la petite communauté un esprit et une ferveur très grands. On n'a point de cloche ; mais chacun arrive à l'heure avec une ponctualité toute sulpicienne ; personne ne manque à l'oraison du matin ; on garde le

---

6. Notes de M. Froment, D. E., IV, 358.

7. *Id.*, *ibid.*

8. *Id.*, *ibid.*

silence, et M. Emery exprimera bientôt à Romeuf toute sa satisfaction. « Il y a, écrit-il, trente ou quarante personnes rassemblées chez M. Duclaux, qui font tous les exercices du Séminaire et mieux qu'on ne les faisait de votre temps, parce que ce sont tous gens formés et pleins de bonne volonté. »<sup>9</sup>

Le Supérieur général, par prudence, ne réside pas à la Vache-Noire, mais il y vient souvent, soit pour des conférences d'histoire ecclésiastique et de droit canon, soit pour des conférences spirituelles. C'est M. Duclaux qui dirige la maison, préside l'oraison et les exercices, « glose habituellement à la lecture avec beaucoup d'intérêt »<sup>10</sup>. L'enseignement est assuré par quelques directeurs : M. Montaigne et, après son retour d'Italie, M. Fournier se chargent de l'Écriture sainte, M. Fraysinous, du dogme.

Pour les offices du dimanche, la communauté se rend à Saint-Jacques du Haut-Pas ; plus tard, elle adoptera l'église des Carmes où le clergé de Saint-Sulpice a repris le culte avec M. de Pancemont. Les ordinations se font, « mais seulement dans des oratoires privés »<sup>11</sup>, de préférence chez les Ursulines de la rue Saint-Jacques. Le consécrateur est ordinairement l'évêque de Saint-Papoul, M. Maillé de la Tourlandry.

## II

L'établissement de la Vache-Noire restait provisoire, et M. Emery se montre impatient d'une organisation plus satisfaisante et définitive. « Le Séminaire de la Vache-Noire, disait-il plaisamment, n'est qu'un Sémi-

9. *A Romeuf*, 8 novembre 1801, D. E., IX, 9155.

10. *Notes de l'abbé Froment*, D. E., IV, 358.

11. *Id.*, *ibid.*

naire bourgeois. » Ce Séminaire bourgeois, il voulait le transformer en un Séminaire normal dans des conditions plus favorables à sa régularité. Il voulait surtout le ramener dans les bâtiments construits pour l'abriter sous l'Ancien Régime, où le cadre, les souvenirs faciliteraient la reprise des anciennes traditions.

Malheureusement, la vieille maison de Saint-Sulpice est occupée. Le Sénat conservateur y a installé « un fourneau » et l'on y cuit des soupes populaires, des soupes à la Rumford, ainsi qu'on les désigne par le nom du physicien et philosophe qui en a donné la formule économique ; pour ménager le pain et la viande, alors rares, « on substituait au bouilli gras un potage où il entrait comme ingrédients de l'orge, des pommes de terre, des légumes secs, du riz, des oignons, du saindoux et du beurre » <sup>12</sup>. On distribuait cette mixture aux pauvres gens contre un bon ou pour la somme de deux sous.

La principale difficulté ne vient pas de ce fourneau qui trouverait sans peine, auprès du Luxembourg, un local aussi commode. Après la fermeture du club, des veuves de guerre ont pris leurs quartiers dans l'immeuble, « cent quatre-vingt-trois femmes, écrit M. Emery, et femmes de militaires, qui ne sont pas aisées à déloger » <sup>13</sup>. Le bon archevêque de Paris, M. de Belloy, s'emploie cependant à faire déménager au plus tôt ces indésirables pensionnaires ; il y réussit d'autant mieux que toute la rue se plaint d'un voisinage « plus bruyant qu'édifiant, tandis que la police accuse les trop joyeuses citoyennes de pactiser avec les

---

12. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous le Consulat*, V, 137.

13. A Bausset, 31 juillet 1802, D. E., VI, 216.

exclusifs, c'est-à-dire les jacobins »<sup>14</sup>. « Le Séminaire, écrit le préfet Dubois, est devenu un véritable cloaque ; il n'y a pas plus de mœurs que d'amour pour le gouvernement. »<sup>15</sup>

Ainsi, la maison devient libre et, comme M. de Belloy prétend avoir reçu de Bonaparte en personne l'autorisation d'y installer ses jeunes clercs, M. Emery, tout joyeux, célèbre à la Vache-Noire une cérémonie d'actions de grâces avec *Te Deum*. Hélas ! il fallut bientôt déchanter, car, le surlendemain, plusieurs membres du Conseil d'Etat représentent au Premier Consul qu'il ne trouvera jamais occasion plus favorable pour dégager enfin le portail de Saint-Sulpice ; cette occasion, il ne doit pas la manquer.

Les bâtiments du Séminaire obstruaient, en effet, la perspective de l'église ; ils en étaient si rapprochés qu'en dessinant les plans de sa célèbre façade, Servandoni avait dû, faute d'espace, engager les marches du perron dans l'intérieur du péristyle, au lieu de les placer au dehors, ce qui eût été plus normal et d'un meilleur effet. L'apparente singularité qui nous frappe aujourd'hui fut, en son temps, l'ingénieuse solution d'une grosse difficulté. Mais il avait été convenu, en principe, que le Séminaire serait démoli pour permettre l'établissement d'une place digne du monument. De cette future place, la première pierre fut posée en 1754 et le plan d'ensemble fut demandé à Servandoni. Selon l'esthétique du temps, les maisons devaient être construites sur un type uniforme, dont un spécimen seulement fut réalisé et subsiste encore à l'angle de la rue des Canettes ; malgré les bariolages et les enseignes, cette maison n'a pas perdu tout cachet de sobre élégance<sup>16</sup>.

En 1776, on revient à ce projet. Le roi propose alors au Supérieur général, M. Couturier, d'établir sa communauté chez les Jésuites supprimés. M. Couturier

14. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous le Consulat*, V, 142.

15. Arch. Nat., F 7, 3831.

16. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous le Consulat*, II, 141.

repousse avec esprit ce troc déplaisant. « Sire, répond-il, je n'aime pas les revenants. » On envisage alors de construire un nouveau Séminaire sur un terrain situé entre la rue du Pot-de-Fer et la rue Férou<sup>17</sup>. Mais l'affaire n'eut pas de suite ; tout demeure en l'état. En 1800, Lucien Bonaparte reprend la question, et un nouveau plan s'établit, qui dormait dans les cartons, quand, de leur propre initiative, les conseillers d'Etat viennent l'en tirer. Toujours soucieux d'embellir la capitale, Bonaparte ordonne de démolir immédiatement les bâtiments de Saint-Sulpice. On obéit avec un tel empressement qu'en trois semaines tout est rasé.

M. Emery eût voulu que M. de Belloy intervînt ; mais l'archevêque manque d'énergie et, par ailleurs, se laisse duper.

Il ne faut plus penser au Séminaire Saint-Sulpice, écrit mélancoliquement le Supérieur général à M. de Bausset. On l'abat ; on est déjà à la chapelle. On s'est visiblement moqué de M. l'archevêque qui ne s'en aperçoit pas et ne s'en émeut pas. Avant qu'on ne commence à abattre, il n'y a pas plus de trois semaines, un ministre lui avait dit : « Je donne ordre d'abattre une partie et de mettre M. l'archevêque en possession de la partie restante qui sera suffisante. » J'ai averti M. l'archevêque qu'on abattait en lui donnant une minute de la lettre à envoyer au ministre. Je n'ai reçu aucune réponse. Impossible d'obtenir aucune instance. Ce n'est pas assurément la bonne volonté qui manque ; mais avec un caractère naturellement si doux, avec tant de respect pour tout ce qui tient au gouvernement, avec un âge si avancé, etc.<sup>18</sup>.

Faute de pouvoir conserver les bâtiments, le Supérieur général voudrait du moins sauver les sépultures des anciens supérieurs et membres de la Compagnie.

---

17. Extrait du *Registre des consultants de la Compagnie de Saint-Sulpice*, D. E., XII, 774.

18. A Bausset, 13 février 1803, D. E., VI, 235.

Il n'y réussit pas davantage. Les corps de M. Olier et de M. de Bretonvilliers, enterrés sous le pavé de la chapelle, n'ont pas été retrouvés après la Terreur. Mais les caveaux demeurent inviolés. Sans procéder à aucune exhumation, à aucune translation, on comble le tout, on nivelle le sol. Aussi M. Emery disait-il aux séminaristes qu' « en traversant la place pour aller à la paroisse, ils passaient sur un grand reliquaire qui renfermait les restes de saints directeurs et de fervents séminaristes » <sup>19</sup>. De là, cet usage de réciter le *De profundis* et le *Miserere* en allant du Séminaire aux offices de Saint-Sulpice.

Quelques mois plus tard, « le reliquaire » faillit devenir une nouvelle place de Grève, car on veut y transférer les exécutions capitales. Edifié sur l'énergie et l'influence du bon M. de Belloy, le Supérieur général recourt au cardinal Fesch.

Le préfet du département, lui écrit-il, est obligé de quitter la place Vendôme pour se loger à l'ancien Hôtel de Ville et il trouve indécent que les exécutions aient lieu devant sa maison. Mais le public demande s'il est plus décent qu'elles aient lieu à la porte d'une grande église <sup>20</sup>.

Le cardinal Fesch ne se contente pas d'eau bénite de cour, comme son vénérable collègue de Paris ; il sait parler net et se faire écouter. Son intervention écarte le déplaisant projet.

Il faut donc renoncer à Saint-Sulpice et trouver un autre local. A la demande du cardinal de Belloy, le gouvernement offre, vers le milieu de 1803, la Maison des Orphelines, rue du Vieux-Colombier. Mais comme des Sœurs de Charité l'occupent, on doit au préalable

---

19. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 109.

20. Fesch à Emery, 5 octobre 1803, D. E., non coté.

assurer le logement de ces religieuses et de leurs pensionnaires. En attendant, le Supérieur général loue, pour une année, près de l'hôtel Fleury, rue Notre-Dame-des-Champs, un immeuble qui deviendra plus tard le collège Stanislas.

Ce fut là, rapporte M. Froment, que le Séminaire prit l'aspect d'une communauté. Les exercices s'y faisaient régulièrement et tout le monde y pouvait loger. On n'utilisait pas cependant toute la maison du collège Stanislas. L'hôtel Fleury, qui sert aujourd'hui d'entrée au collège, ne faisait point partie du Séminaire. Il était habité par des Ursulines qui y tenaient un pensionnat. La chapelle du collège était celle de ces Dames. Il y avait dans les bâtiments à l'usage du Séminaire une petite chapelle qui servait pour la Messe de communauté. Là, on ne célébrait point les offices ; on se rendait pour cela à Saint-Sulpice en habits laïques ; on montait dans la sacristie d'en haut et on déposait sa redingote pour prendre la soutane qu'on y déposait encore après l'office <sup>21</sup>.

Le jour de la Présentation, pour la rénovation des promesses cléricales qui attire un clergé nombreux, on demande l'hospitalité aux voisins.

Notre local ne nous permettant pas les évolutions nécessaires ni l'admission des étrangers, écrit M. Emery à M. de Bausset, nous avons emprunté la galerie de l'hôtel Fleury, ci-devant galerie de l'abbé de Ternay. Vous comprenez, Monseigneur, ajoute-t-il, que nous avons employé la veille force eau bénite. Notre archevêque a été fort édifié et a beaucoup parlé <sup>22</sup>.

Mais si la chapelle reste insuffisante, toute la communauté du moins peut résider rue Notre-Dame-des-Champs. Le Supérieur général lui-même s'y établit et prend personnellement la direction du Séminaire, qui lui donne toute satisfaction.

---

21. *Notes de l'abbé Froment*, D. E., 14, 358.

22. *A Bausset*, 23 novembre 1803, D. E., VI, 258.



Un souvenir du Séminaire de M. EMERY.  
Les colonnes de l'ancienne chapelle.



assurer le logement de ces religieuses et de leurs pensionnaires. En attendant, le Supérieur général loue, pour une année, près de l'hôtel Fleury, rue Notre-Dame-des-Champs, un immeuble qui deviendra plus tard le collège Stanislas.

Ce fut là, rapporte M. Froment, que le Séminaire prit l'aspect d'une communauté. Les exercices s'y faisaient régulièrement et tout le monde y pouvait loger. On n'utilisait pas cependant toute la maison du collège Stanislas. L'hôtel Fleury, qui sert aujourd'hui d'entrée au collège, ne faisait point partie du Séminaire. Il était habité par des Ursulines qui y tenaient un pensionnat. La chapelle du collège était celle de ces Dames. Il y avait dans les bâtiments à l'usage du Séminaire une petite chapelle qui servait pour la Messe de communauté. Là, on ne célébrait point les offices ; on se rendait pour cela à Saint-Sulpice en habits laïques ; on montait dans la sacristie d'en haut et on déposait sa redingote pour prendre la soutane qu'on y déposait encore après l'office <sup>21</sup>.

Le jour de la Présentation, pour la rénovation des promesses cléricales qui attire un clergé nombreux, on demande l'hospitalité aux voisins.

Notre local ne nous permettant pas les évolutions nécessaires ni l'admission des étrangers, écrit M. Emery à M. de Bausset, nous avons emprunté la galerie de l'hôtel Fleury, ci-devant galerie de l'abbé de Ternay. Vous comprenez, Monseigneur, ajoute-t-il, que nous avons employé la veille force eau bénite. Notre archevêque a été fort édifié et a beaucoup parlé <sup>22</sup>.

Mais si la chapelle reste insuffisante, toute la communauté du moins peut résider rue Notre-Dame-des-Champs. Le Supérieur général lui-même s'y établit et prend personnellement la direction du Séminaire, qui lui donne toute satisfaction.

---

21. *Notes de l'abbé Froment*, D. E., 14, 358.

22. A Bausset, 23 novembre 1803, D. E., VI, 258.



Un souvenir du Séminaire de M. EMERY.  
Les colonnes de l'ancienne chapelle.



## III

Cependant, il ne s'agit toujours que d'une installation provisoire, et on voudrait du définitif. Le gouvernement offre bien des immeubles, le collège des Grassins dans le quartier Saint-Benoît ; l'ancienne maison professe des Jésuites, rue Saint-Antoine ; l'ancienne abbaye Sainte-Geneviève, près de Saint-Etienne du Mont. Rien n'aboutit. Fatigué de ces propositions sans effet, soupçonnant qu'on berne une fois de plus le bon cardinal de Belloy, M. Emery se décide à chercher lui-même le local nécessaire. Sur la fin de 1803, il achète, rue du Pot-de-Fer, la maison de l'Instruction chrétienne. Le bâtiment est spacieux, susceptible d'agrandissements et d'aménagements, pourvu d'une chapelle et d'un jardin, proche de Saint-Sulpice ; enfin, des souvenirs s'y rattachent, chers à la Compagnie ; ceux de M. Olier qui installa, en 1730, à cette même place, les Sœurs de l'Instruction chrétienne, ceux de la Révolution, où la chapelle servit d'oratoire dès la reprise du culte.

Cependant, pour couvrir cette acquisition aux yeux du gouvernement toujours soupçonneux, le prudent Supérieur fait établir l'acte au nom d'un paroissien de Saint-Sulpice, M. de Carvoisin.

La vérité est, écrit-il à M. de Bausset, que M. de Carvoisin a acheté la maison 80 000 francs et que les frais d'acquisition montent bien à 10 000 francs, qu'il l'a achetée dans le dessein d'y loger le Séminaire. Mais cette maison, il l'a louée à des conditions très favorables, et est prêt à la céder, quand on aura des fonds à lui remettre et je crois bien qu'il n'exigerait pas tout ce qu'elle lui a coûté. Nous n'avons occupé cette maison que dans le mois de septembre, après que nous avons passé les vacances à Issy. Nous sommes obligés par un bail de garder notre maison actuelle jusqu'en Vendémiaire. Le temps des vacances sera favorable pour le déménagement. Assurément, rien ne remplacera le Séminaire de Saint-Sulpice, je ne

dis pas pour la beauté, mais pour la commodité et l'aptitude aux exercices d'une pension. Nous trouverons une chapelle ornée et à peu près aussi grande que la nôtre. Une partie de la maison est divisée en corridors. Mais il y en a une autre où ne sont que des appartements. Dans les circonstances, rien ne pouvait mieux nous convenir. En perçant une muraille, nous pourrions communiquer par la rue Férou avec Saint-Sulpice. Nous conserverons le nom de Saint-Sulpice, ce que je considère comme fort important <sup>23</sup>.

Il ne suffit pas de posséder l'Instruction chrétienne, il faut encore la meubler. M. Emery charge donc Mlle Jouen et Sœur Rosalie d'acquérir le matériel indispensable, et les souvenirs de cette dernière nous montrent que ce grand esprit ne dédaignait nullement de s'occuper, avec un sens très pratique, de tous ces problèmes ménagers.

Il avait le talent, rapporte-t-elle, de commander en priant et s'occupait des moindres détails, connaissant même le prix de tout ce qu'il fallait acheter et nous donnant des notes sur les objets qui lui étaient nécessaires. Il avait alors peu d'argent à dépenser et nous faisait acheter de vieux meubles, de vieux lits, du vieux linge. Il faisait sa caisse tous les jours, ne voulant point avoir de dettes et nous disait : « Je ne puis dépenser que cela. » <sup>24</sup>.

Ce fils d'homme de loi garde de son hérédité et de son éducation un culte tout provincial de l'économie, une aptitude réelle aux affaires et un goût des comptes bien tenus qu'on ne rencontre pas toujours chez les intellectuels ni dans le clergé.

Lui-même s'occupe de reconstituer la bibliothèque.

On vendait alors à vil prix, dans les dépôts du gouvernement, les livres ecclésiastiques provenant des couvents et autres communautés. Une partie considérable de ces volumes fut

---

23. *A Bausset*, 17 décembre 1803, D. E., VI, 256.

24. *Souvenirs de Sœur Rosalie*, D. E., IV, 965.

bientôt acquise par des épiciers et des brocanteurs qui les revendaient à bon compte et quelquefois au poids, en sorte que les ouvrages des saints Pères, les commentaires les plus estimés de l'Écriture Sainte, les théologiens et les canonistes les plus célèbres étaient souvent détruits par des clients qui n'en connaissaient pas le prix et se les procuraient uniquement pour des usages matériels <sup>25</sup>.

Le Supérieur général en profite pour les obtenir à des conditions très avantageuses. Il passe de longues heures dans les boutiques, fouille avec patience ces amoncellements poussiéreux qui cachent des trésors ensevelis ; il arrive parfois que les piles instables et trop hâtivement explorées s'écroulent sur le chercheur ; un jour même, un ouvrage trop solidement relié, en tombant, le blesse à la tête ; M. Emery s'en amuse et fait emplette du coupable. On voit même sur les quais, sur les ponts de la Seine, ce petit prêtre au dos voûté, furetant dans les boîtes des bouquinistes avec la passion curieuse des vrais amateurs. Tout ce qui porte le cachet de Saint-Sulpice immédiatement regagne le Séminaire. M. Emery se réserve également « par esprit de religion une prodigieuse quantité de Bibles et de Nouveaux Testaments qu'il distribuait ensuite aux séminaristes ; il disait même que, s'il était assez riche, il eût acheté tout ce qu'il en eût rencontré pour le soustraire aux profanations » <sup>26</sup>.

Ces livres lui paraissent indispensables pour soutenir l'effort intellectuel des maîtres et des élèves, surtout après la totale disparition des bibliothèques ecclésiastiques et religieuses. D'autres acquisitions s'expliquent par un souci moins immédiat et moins scolaire, celles de manuscrits originaux qui intéressent l'Eglise de

---

25. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 124.

26. *Id.*, II, 125.

- France. Dès qu'il apprend qu'un héritier besogneux met aux enchères les papiers de Fénelon, M. Emery s'en assure la propriété pour 2 400 francs. Saint-Sulpice possède ainsi en partie la correspondance de l'illustre archevêque, source de premier ordre pour l'histoire du quiétisme et du grand règne sur son déclin.

En octobre, la maison se trouve prête, et la communauté s'installe dans le nouveau Séminaire du Pot-de-Fer. Celle-ci n'est pas nombreuse. En 1804, elle ne compte que quarante-neuf candidats, écrit Portalis à Napoléon, dont deux seulement du diocèse de Paris <sup>27</sup>. En 1805, l'effectif augmente légèrement pour atteindre cinquante-sept séminaristes, dont deux ou trois pour Paris, les autres de vingt à trente diocèses différents <sup>28</sup> ; en 1810, on compte cent élèves dont seize Parisiens. Ces chiffres, à eux seuls, montrent la difficulté du recrutement et la lenteur des progrès.

Mais si la quantité manque, la qualité du moins se révèle excellente. La plupart de ces clercs ont atteint l'âge d'homme ; le futur archevêque de Paris, M. Affre, seul, fait exception ; il est si jeune, en comparaison de ses confrères, si petit de taille, qu'il paraît un enfant. De là cette réflexion piquante du Supérieur général, surpris d'un pareil contraste : « Avez-vous, Monsieur, amené votre nourrice avec vous ? » Les vocations ont subi l'épreuve de la persécution ; elles restent, d'autre part, entièrement désintéressées et surnaturelles, car les bénéfices ont disparu et, avec eux, la tentation de chercher carrière dans l'Eglise. La ferveur règne dans le Séminaire ; rien ne rappelle, loin de là, les relâchements et les désordres du siècle dernier.

---

27. Arch. Nat., AF IV, 1045.

28. A. Fesch, 28 décembre 1805, D. E., I, 294.

Les heureuses dispositions de ses élèves engagent M. Emery à rétablir l'heure entière d'oraison. C'est par là qu'il commence. D'autres eussent pensé qu'après la Révolution, alors que tant de choses ont changé, alors qu'il s'agit de reconstruire l'Eglise de France et d'exiger des prêtres, trop rares, un maximum de rendement, de nouvelles méthodes s'imposaient, orientées principalement vers l'action, plus que jamais nécessaire. Le Supérieur général s'inspire de la conception contraire. Pour lui, le Séminaire doit rester essentiellement, comme dans le passé, une école de vie intérieure et d'oraison ; il faut d'abord former dans le prêtre l'homme de prière ; à qui cherche avant tout le royaume de Dieu, le reste arrive par surcroît. Comme certains confrères lui objectent l'excessive longueur de cet exercice matinal et proposent de le réduire pour y habituer plus facilement les élèves, M. Emery répond en invoquant sa propre expérience :

Je crois que vous auriez bien fait de faire les trois quarts d'heure d'oraison, écrit-il à M. Vernet, et puisqu'il s'agit de recommencer le Séminaire, il fallait le recommencer avec sa règle et ses usages. On est toujours maître de redescendre ; mais il est très difficile de remonter. Je voudrais savoir si, dans les diocèses où il n'y avait qu'une demi-heure d'oraison, les prêtres sont plus dans l'habitude de faire oraison que dans ceux où on en ferait trois quarts d'heure ou une heure. J'ai vu l'heure d'oraison en usage et cesser d'être en usage dans le Séminaire de Saint-Sulpice. On crut qu'en réduisant l'oraison à une demi-heure les séminaristes seraient plus fidèles à y venir. On n'aperçut depuis la suppression aucune différence. Tous les hommes éminents en sainteté ont été élevés dans les temps où l'oraison était d'une heure. Il y a encore un avantage, c'est que les directeurs qui doivent en faire une heure sont bien plus fidèles à cette heure que lorsqu'ils n'en font qu'une demi-heure avec la communauté. Il y aurait encore bien des réflexions à faire là-dessus. A Lyon, on n'en faisait qu'une demi-heure ; ils ont repris avec cet usage ; ils n'au-



raient pas pu augmenter sans exciter des plaintes ; ils n'étaient pas déjà trop bien avec le gouvernement <sup>29</sup>.

En insistant sur la primauté de cet exercice, M. Emery ne défendait pas seulement les traditions de Saint-Sulpice ; il se montrait fidèle à la tradition tout court et à l'enseignement unanime de tous les saints.

Cependant, ici encore, il procède avec tact et sagesse. S'imposer, il pourrait le faire ; vu leur entière docilité, les séminaristes de Saint-Sulpice le suivraient immédiatement. Mais il veut que ceux-ci prennent l'initiative de cette réforme et la proposent spontanément, au lieu de se plier passivement aux ordres de leur Supérieur. Cette prolongation de leur prière prendra ainsi un caractère personnel, qui les y attachera davantage, car elle répondra aux vœux et aux besoins de leur âme, comme à leur intime conviction. « Messieurs, leur dit-il, autrefois le jeune âge des élèves avait obligé à réduire la durée de l'oraison ; il fallait ménager leur faiblesse. Vous êtes plus mûrs. Vous êtes pleins de bonne volonté. Il semblerait donc convenable de rétablir l'ancien usage ; mais je n'y procéderai point par voie d'autorité. Si vous désirez, de vous-mêmes, revenir à la tradition, je m'y prêterai bien volontiers. Réfléchissez. Je ne prendrai personnellement aucune initiative. » Cette suggestion discrète fut accueillie très favorablement. Quelques jours plus tard, les séminaristes vinrent solliciter du Supérieur général qu'on portât à une heure entière la durée de l'oraison. Inutile de dire que cette démarche trouva un accueil empressé <sup>30</sup>.

La règle générale toutefois s'assouplit pour les débutants. « Nous permettons facilement à ceux qui sont

---

29. A Vernet, 10 février..., D. E., VIII, 8521.

30. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 120.

jeunes, écrit M. Emery à M. Vernet, de sortir après la première demi-heure, du moins dans les commencements de l'année. »<sup>31</sup> Peu à peu, à mesure qu'ils pratiquent cet exercice, ceux-ci se rangent à l'usage commun.

On reconnaît, dans cette manière de faire, l'adresse du Supérieur général. Lui-même, d'ailleurs, donne l'exemple d'une exactitude intraitable. Un jour, il se trouve malade ; un séminariste médecin, M. Mansuy, l'engage donc à rester au lit plus tard qu'à l'ordinaire ; il refuse catégoriquement. « Je crois vraiment, répliquet-il, que, si j'étais séminariste, il y aurait des raisons suffisantes pour me dispenser de l'oraison ; mais, étant Supérieur, je ne crois pas ces raisons assez fortes. » Atteint d'un mal de jambes qui l'empêche de monter les escaliers, il se fait porter à la salle d'exercices, sur une chaise, par deux élèves. Personne ne peut obtenir qu'il reste chez lui.

C'est avec la même souplesse et par étapes progressives que se rétablit au Séminaire l'usage du costume ecclésiastique. Les *Articles organiques* et les règlements autorisent les évêques à porter la soutane dans leur diocèse et les curés dans leur paroisse, exclusivement ; hors du territoire, sur lesquels ils exercent leur juridiction, les uns et les autres doivent paraître en habit noir à la française. Mais, peu à peu, ces restrictions tombent en désuétude et la pratique contraire s'établit. Bonaparte d'ailleurs encourage cette entorse aux principes officiels, et M. Emery note avec soin, pour le transmettre à ses correspondants, les déclarations du Premier Consul<sup>32</sup>. Le 1<sup>er</sup> janvier 1804, lorsque le clergé

31. A Vernet, 10 février..., D. E., VII, 8521.

32. A Jauffret, 1<sup>er</sup> mars 1804, D. E., V, 5166.

de Paris, conduit par le cardinal de Belloy, vient en corps lui présenter ses vœux, dans la tenue légale, loin de féliciter les prêtres d'une si parfaite obéissance aux prescriptions du gouvernement, le chef de l'Etat marque le désir bien net qu'on reprenne les anciens usages. « J'aime, dit-il, que chacun porte l'habit de son état. »<sup>33</sup>

M. Emery n'avait pas besoin de ces encouragements. Dès que le Séminaire s'installe rue du Pot-de-Fer, on se rend aux offices de la paroisse en habit de chœur, et le quartier Saint-Sulpice retrouve avec joie la procession des blancs surplis gravissant, entre les tours, les marches du portail. La police ferme les yeux. Enhardis par ce silence, quelques élèves se risquent en soutane dans les rues de Paris, sans provoquer le moindre incident. Leur Supérieur s'en réjouit. Mais, s'il encourage ses clercs à imiter cet exemple, il se garde de rien prescrire sur ce point. Avant de remettre en vigueur l'article du règlement, qui oblige tous les séminaristes à porter le costume ecclésiastique, il attend que le mouvement, de lui-même, gagne et s'impose.

Deux années passent. Quelques retardataires demeurent. Pour les décider, voici la conversation qu'un soir M. Emery rapporte à sa communauté : « Une dame, d'un rang distingué, qui habite auprès de la maison, m'a présenté ses félicitations. Je vous fais mes compliments sur votre Séminaire, m'a-t-elle dit, car il reprend son ancienne splendeur. Je puis en juger, l'ayant vu avant la Révolution. » Je n'avançai pas, ajoute le Supérieur, voulant laisser à cette dame le temps de s'expliquer. « Je ne parle pas de la piété, con-

---

33. A Fontanges, 1<sup>er</sup> mars 1804, D. E., V, 5274. A un évêque de Belgique, qui se présente à lui en habit à la française, Napoléon fait la même observation.

tinua-t-elle ; j'ai vu souvent vos élèves à la paroisse et, bien sûrement, il ne sont pas, sous ce rapport, inférieurs aux anciens. Je parle de la fortune. Il paraît que vous avez un certain nombre de grands seigneurs ; car il y en a une vingtaine qui sont accompagnés de leur domestique, en se rendant à l'église. » J'ai tâché, conclut M. Emery, de prendre le parti de nos laïques, en disant ce qu'ils étaient. Mais vous voyez que les personnes du dehors peuvent s'y méprendre et regarder ces messieurs comme les laquais des autres. » <sup>34</sup>

Peu flattés de cette assimilation, les intéressés comprirent cette leçon très spirituelle. En 1804, presque tous les habits civils avaient disparu. A la rentrée d'octobre, M. Emery annonce donc que le moment est venu de remettre en vigueur l'article du règlement relatif au port de la soutane. L'usage avait précédé l'ordre ; la promulgation de la loi générale consacrait, sans à-coup, un état de fait précédemment établi.

Sur cette question du costume ecclésiastique, le Supérieur général se trouve entièrement d'accord avec le cardinal Fesch, qu'il félicite d'avoir pris dans son diocèse la même mesure <sup>35</sup>. Car Fesch, qui, en tenue laïque, avait, dix ans durant, mené la plus laïque des vies, se trouve pris d'un saint zèle pour la soutane et ordonne à tous ses prêtres de la porter habituellement. Devant l'opposition du préfet Corbigny et du clergé grégorien, Bernier s'était borné à un conseil <sup>36</sup>. Le Primat des Gaules, lui, ordonne impérativement, si impérativement même que le Supérieur général, peu favorable aux ultimatums, lui conseille d'accorder

---

34. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 122.

35. A Fesch, 23 mars 1805, D. E., V, 5073.

36. J. LEFLON, *Bernier*, II, 107.

quelque délai<sup>37</sup>. La mesure, en effet, rencontre à Lyon comme dans beaucoup de départements, quelque résistance. Les prêtres objectent leur pauvreté qui ne leur permet point de renouveler immédiatement leur vestiaire, excuse valable pour certains, simple prétexte pour d'autres qui ont appartenu à l'Eglise constitutionnelle et veulent garder les usages de la Révolution. « Une soutane coûte moins qu'un habit », observe M. Emery au Primat des Gaules, « mais pour tout arranger, ajoute-t-il aussitôt, avant de rendre le costume ecclésiastique obligatoire, on pourrait assigner un terme suffisant »<sup>38</sup>. Fesch patiente, mais sans beaucoup de succès. Bientôt il se fâche et, de sa plus belle encre, confesse au Supérieur général son extrême irritation.

Depuis dix-huit mois, j'écrivais à Lyon de tenir la main à faire porter la soutane ; les plus revêches étaient les personnages les plus à leur aise, même les plus riches. J'ai dû me mettre en colère et finir par l'ordonner. J'apprends que la généralité s'y conforme ; les autres obéissent en protestant sur l'usage de Rome. Ces MM. les chanoines ont très bien fait de me laisser partir pour scandaliser par leurs propos... Ils porteront la soutane malgré eux, car les dévots se scandaliseront et ils ont tout intérêt à les ménager<sup>39</sup>.

Ce n'était ni la manière ni le ton de M. Emery.

#### IV

Ainsi, peu à peu, se reconstitue, rue Pot-de-Fer, le Séminaire Saint-Sulpice ; s'il a fallu renoncer à la vieille maison pleine de grands souvenirs où les traditions se trouvaient pour ainsi dire incorporées aux

---

37. *A Fesch*, 23 mars 1805, D. E., V, 5073.

38. *Id.*, *ibid.*

39. *Fesch à Emery*, 1<sup>er</sup> juin 1805, D. E., V, 5012.

pierres, l'esprit du moins reste identique, identique aussi la méthode de formation spirituelle. Cette nouvelle fondation présente toute la ferveur des débuts. Mais si l'on n'a pu recouvrer les anciens bâtiments, qui se pressaient au pied de l'église, M. Emery est assez heureux pour rentrer en possession de la campagne d'Issy. En 1804, il réussit à la racheter, au moins partiellement, car les ressources financières demeurent limitées, et les acquéreurs, exploitant son impatience, se montrent fort exigeants. Pour le moment, on doit renoncer au parc, à Lorette, se contenter du parterre et de la maison. Encore le Supérieur général se procure-t-il difficilement les 52 000 francs nécessaires. L'immeuble, d'autre part, se trouve dans un état lamentable, et le jardin, autrefois dessiné par Lenôtre, a subi de terribles dévastations ; de gros frais s'imposent « pour remettre le tout sur l'ancien pied »<sup>40</sup>. Mais on rentre chez soi, et le Supérieur général ne cache pas sa vive satisfaction.

Une seule chose assombrit sa joie ; Issy n'est plus Issy tant qu'il lui manque Lorette ; or, la « Porte aux Lions » barre l'entrée de cette terre promise à laquelle les séminaristes ne peuvent accéder. Pour l'instant, il faut savoir se limiter ; acquérir, installer la maison de la rue du Pot-de-Fer, payer, réparer la maison et le parc d'Issy, le tout presque simultanément, semble déjà bien audacieux à M. Emery, vu l'insécurité des temps. « Nous allons de l'avant, écrit-il, comme si notre existence était sûre ; mais nous n'en fondons l'assurance que sur la protection de la Sainte Vierge et non sur les moyens humains. »<sup>41</sup>

---

40. A Bausset, 1<sup>er</sup> février 1804, D. E., VI, 263.

41. GOSSELN, *Vie de M. Emery*, II, 138.

Pour s'assurer cette protection nécessaire, le Supérieur général décide de construire dans le jardin d'Issy une petite chapelle en l'honneur de Notre-Dame pour remplacer celle de Lorette à laquelle, faute de moyens, il renonce provisoirement. Les séminaristes dessinent les plans, travaillent de leurs mains à leur exécution. M. Emery dédie cet oratoire à Notre-Dame de Toutes-Grâces. Pourquoi choisit-il ce vocable ? Dans une lettre au P. Grivel, lui-même nous en donne les raisons.

Saint François de Paule avait fait honorer la Sainte Vierge sous ce nom, dans l'église des Bons-Hommes de Chaillot. J'ai vu, dans les vies de M. Olier et de M. de Bretonvilliers, qu'ils avaient su gré à saint François de Paule d'avoir eu cette pensée et qu'ils allaient visiter fréquemment cette église des Bons-Hommes. On a pillé, on a détruit l'église ; mais le titre de Notre-Dame de Toutes-Grâces était tombé par terre ; je l'ai ramassé et je l'ai pris. N'ai-je pas bien fait ? Et croyez-vous que la nation me prendra pour un voleur <sup>42</sup> ?

Le rachat d'Issy permet de reprendre les congés dans cette maison de campagne. Le Supérieur général, en personne, entraîne ses élèves et, bien qu'il ait son carrosse, il lui arrive de partir à pied avec eux ; c'est surtout les jours de mauvais temps qu'il s'impose ce sport peu compatible avec son grand âge et le mauvais état de ses jambes. « Nous avons vu nous-même, plusieurs fois, ce vieillard vénérable et déjà septuagénaire, rapporte M. Gosselin, s'exposer à la pluie, à la neige et aux boues affreuses de Vaugirard pour adoucir, par son exemple, ce que pareil exercice avait de pénible pour les séminaristes, les égayer dans le chemin par l'agrément de ses propres entretiens et leur faire

---

42. A Grivel, 31 avril 1808, D. E., IX, 9051.

oublier la peine inséparable d'une pareille excursion. »<sup>43</sup>

Aussi peut-il se montrer intraitable avec ses confrères moins empressés à goûter ces plaisirs champêtres. L'été, « il voulait que tout le monde, sans exception, partît à 6 heures du matin les jours de grande promenade. Les directeurs eux-mêmes n'en étaient pas exceptés, relate M. Garnier ; nous allions tous avec les séminaristes et nous disions la Messe à Issy. M. Duclaux, voulant dire la Messe avant de partir, il ne le permit pas et le faisait monter en voiture avec lui. Outre que c'était l'ancien usage du Séminaire, il craignait que les directeurs, et surtout les jeunes gens qui seraient restés pour leur servir la Messe, n'arrivassent tard à la campagne »<sup>44</sup>. Les maîtres doivent mener exactement la même vie que les élèves : tel est le principe de M. Emery, celui qu'il a recueilli de la tradition. Ce principe, il l'applique scrupuleusement pour son compte et n'hésite pas au besoin à l'imposer avec rigueur.

C'est ainsi que, sans perdre de temps, avant la signature du Concordat, avant même le début des négociations avec Rome, avec un curieux mélange de hardiesse et de prudence, d'habileté et de foi, le Supérieur général restaure le Séminaire Saint-Sulpice. Cette maison va devenir, comme au XVII<sup>e</sup> siècle, le centre de tout un mouvement qui rayonnera sur les autres diocèses. Autour de son chef, se regroupent pour reprendre, en partie du moins, leurs établissements de province, les membres de la Compagnie qui ont survécu à la

---

43. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 116.

44. A. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 163.



tourmente de la Révolution. Peu à peu, celle-ci se reconstitue, et M. Emery préside avec tant d'activité, de dévouement, de fermeté, de sagesse, à son heureuse résurrection, qu'elle regarde à juste titre comme son deuxième fondateur le neuvième successeur de M. Olier.

## CHAPITRE VIII

### LA FORMATION DU CLERGE

I. La restauration de la Compagnie de Saint-Sulpice. M. Emery offre sa démission qui est refusée. Le regroupement des Sulpiciens. L'interdiction du ministère extérieur. L'affaire des Séminaires d'Amérique. — II. Les Séminaires de province. Les problèmes matériels. Le manque de directeurs. Exigences du cardinal Fesch. Les Petits Séminaires. — III. Les études ecclésiastiques dans les Séminaires. Projet de Séminaires métropolitains. Les projets de Fesch. Le Séminaire de Saint-Denys. Le fléchissement intellectuel du clergé de France.

#### I

Dans l'esprit du Supérieur général, la réouverture du Séminaire Saint-Sulpice de Paris n'est que le commencement d'une réorganisation générale de la Compagnie. Celle-ci, sans doute, n'a connu aucune défection ; mais ses membres se trouvent dispersés. Beaucoup d'entre eux, par suite des circonstances, ont assumé des fonctions ecclésiastiques étrangères à leur vocation ; les uns, comme vicaires généraux, administrent des diocèses en l'absence de l'évêque émigré ; M. Meilloc à Angers, M. Vernet à Viviers, M. Verdier à Autun, s'acquittent

avec courage et succès de cette tâche difficile ; d'autres consacrent leurs soins à d'anciennes communautés religieuses qui vivent clandestinement ou même en fondent de nouvelles ; à Paris, M. Duclaux dirige les Carmélites de Mme de Soyecourt et les Visitandines ; d'autres enfin s'adonnent soit au ministère pastoral, soit, comme Fournier et Frayssinous, à la prédication. La mort, par ailleurs, a creusé des vides, et la persécution prélevé son glorieux contingent de martyrs. Depuis 1789, tout recrutement a cessé. Il faut donc regrouper les survivants épars et les rendre à leurs fonctions primitives, afin de posséder le personnel spécialisé que vont réclamer bientôt les Séminaires de province en voie de reconstitution.

Or, aucun vœu, aucune promesse, ne lie ces Messieurs de Saint-Sulpice. Seule, l'autorité morale de leur Supérieur peut obtenir une soumission que n'exige de leur part nul engagement positif. « Tout est affaire d'estime et de confiance, écrira M. Emery au cardinal Fesch qui prétend se faire envoyer d'office tel ou tel directeur désigné par lui. Votre Eminence sait parfaitement qu'aucun motif tiré de la conscience ne les obligerait à m'obéir. » <sup>1</sup>

Cette autorité morale, le Supérieur général craint justement de l'avoir perdue. Aussi, offre-t-il sa démission à l'Assemblée générale, réunie en octobre 1802 dans son appartement de la rue d'Enfer. Ses décisions, relatives aux divers serments imposés depuis 1792, au serment de liberté surtout, prêtent au blâme, à la critique ; certains de ses confrères en ont reçu mauvaise impression et désapprouvent totalement sa conduite. Or,

---

1. A Fesch, 3 septembre 1805, D. E., V, 5055.

pour rallier les sujets qui restent, pour procéder à la réorganisation de la Compagnie, il faut un chef incontestable et incontesté. Un changement s'impose donc.

Les consultants protestent, unanimes ; M. Emery doit conserver ses fonctions, sa charge ; ceux mêmes qui discutent son attitude dans l'affaire des serments reconnaissent sa bonne foi et sa volonté de procurer uniquement le bien de la religion ; son refus d'accepter l'épiscopat prouve enfin son attachement à l'œuvre de M. Olier et lui acquiert de nouveaux titres à la vénération de tous ; personne, mieux que lui, ne peut, dans ces circonstances critiques, assurer la direction de Saint-Sulpice.

Le Supérieur général se laisse finalement convaincre et renonce à se démettre ; malgré les difficultés qu'il prévoit, le courage et la confiance ne lui manquent point.

Si Dieu veut bien me conserver encore quatre ou cinq ans, écrit-il à l'évêque d'Alais, je pourrai donner quelque stabilité à la reprise du Séminaire et de la Compagnie, et mourir avec quelque espoir qu'elle ne périra pas. Mais, dans le moment, j'ai bien des craintes. Je continue cependant de marcher et je me fortifie par la pensée que nous avons un Maître qui tient compte de la bonne volonté<sup>2</sup>.

Le Supérieur général aborde sa tâche avec des principes très nets et très arrêtés, ceux de la tradition sulpicienne qu'il maintient avec une rigueur absolue. Pareille intransigeance surprend, de prime abord, chez cet homme tellement souple qu'on l'accuse parfois d'opportunisme excessif. Pareil attachement aux conceptions du passé n'étonne pas moins chez un esprit si moderne, qui possède un sens très aigu des adaptations néces-

---

2. A Bausset, 17 décembre 1803, D. E., VI, 256.

saïres et suit hardiment l'évolution de son temps. On sait avec quelle indépendance, quelle hauteur de vues, on a même écrit « quel génie »<sup>3</sup>, il se dégagea des idées courantes pour désolidariser la religion de la monarchie, le spirituel du politique, reconnaître le nouveau gouvernement, accepter le fait de la Révolution.

Or, quand il s'agit de formation ecclésiastique, M. Emery demeure strictement fidèle à l'esprit de ses pères et fait preuve du conservatisme le plus radical, d'aucuns diraient peut-être le plus étroit. Loin d'essayer des méthodes nouvelles, il reprend intégralement les anciennes, comme si 1789 n'avait absolument rien changé. Loin d'orienter ses vues en un sens différent, l'expérience acquise durant la tourmente révolutionnaire, confirme son adhésion au système classique, car plus la vie sacerdotale devient militante dans un monde en pleine transformation, plus aussi elle doit reposer sur des bases solides et stables. Comme au grand siècle, « la fin première et dernière du Séminaire n'est autre qu'une vie profonde en Dieu dans le Christ Jésus »<sup>4</sup>. Cette vie intérieure doit primer.

Or, la réalisation de cette fin première et dernière exige des Sulpiciens tous les sacrifices. D'abord celui de leur situation actuelle. Tous les services qu'ils peuvent rendre dans les fonctions qu'ils exercent sont peu de chose auprès de ce service-là.

Apprenez-moi si je puis compter sur vous, écrit-il à M. Vernet engagé dans l'administration du diocèse de Viviers. Le bien que vous faites dans votre département est un bien momentané en quelque sorte. Le bien qu'il s'agit de faire dans un Séminaire qui serait acquis à Saint-Sulpice et où l'esprit de

---

3. R. ROUQUETTE, « Le cas de conscience de M. Emery », *Etudes*, novembre 1945, 216.

4. *Pietas Seminarii*, I.

la Compagnie pourrait se perpétuer est d'une plus grande importance. Recommandez cette affaire à Dieu et écrivez-moi en conséquence <sup>5</sup>.

Et comme des oppositions locales travaillent à évincer ce vicaire général, qui abuse parfois de la manière forte, M. Emery ajoute :

Si vos ennemis parviennent à vous faire destituer, vous avez raison de vous regarder comme heureux. Vous serez alors rendu à vos premières fonctions, bien plus importantes que les autres. M. Meilloc, qui avait gouverné seul le diocèse d'Angers pendant les temps les plus orageux avec la plus grande sagesse, n'est plus que supérieur de Séminaire <sup>6</sup>.

M. Vernet, bientôt, imitera l'exemple de M. Meilloc et réorganisera son ancienne maison.

Mais il ne suffit pas que les membres de la Compagnie reprennent la direction des Séminaires ; il faut qu'ils s'y consacrent exclusivement. Durant la Révolution, après la Terreur, ils se sont adonnés au ministère souvent avec zèle et avec succès ; confinés jusqu'alors dans le milieu toujours un peu factice d'une communauté fermée, ils ont découvert la vie pastorale et le drame passionnant des âmes engagées dans les problèmes de la vie réelle ; de cet apostolat qui les captive, une fois rendus à leur vocation première, tous gardent une certaine nostalgie.

Les religieuses, les fidèles qui bénéficièrent de leur direction les réclament. Fort gênés par la pénurie de leur clergé diocésain, les évêques se félicitent du concours qu'ils apportent aux couvents, aux paroisses ; beaucoup les encouragent dans cette voie, quand ils

---

5. A Vernet, 8 novembre 1802, D. E., XII, 8546.

6. Id., *ibid.*

n'exigent pas d'eux toutes sortes de services extérieurs ; quelques cours, la direction de quelques séminaristes ne suffisent point, estiment-ils, à occuper un homme et, quand la besogne presse, quand les ouvriers manquent, chacun doit accepter le maximum de travail.

Malgré leur insistance, M. Emery se montre irréductible ; les Sulpiciens doivent se consacrer exclusivement à leurs élèves ; la formation intérieure et intellectuelle d'un prêtre lui apparaît si essentielle et d'une portée si grande que concentrer sur cet objectif restreint son activité totale, ce n'est point gaspiller son temps ni ses forces, mais au contraire les utiliser de la manière la plus efficace, car aucune œuvre dans l'Eglise ne comporte plus de rendement ; les directeurs uniquement adonnés à ce travail de formation assurent plus aux paroisses, aux âmes, qu'en leur prêtant une aide immédiate. Faute de s'en tenir à cette règle, les maîtres cessent de mener exactement la même vie que leurs élèves ; des centres d'intérêt se créent pour eux, divergents et d'un attrait plus fort ; leurs pensées se portent ailleurs, même lorsqu'ils se trouvent dans la maison.

Tels sont les arguments que M. Emery ne se lasse pas de faire valoir auprès de ses confrères. Mais, intraitable sur le principe, il se garde de commander impérativement et d'exiger une coupure immédiate, radicale. Les Messieurs de Saint-Sulpice, observe-t-il au cardinal Fesch, toujours partisan de la manière forte, n'ont point promis obéissance à leur Supérieur général. « Il résulte toujours de là que je ne dois exercer ma supériorité qu'avec des ménagements infinis, et en prenant le ton de l'amitié et de la persuasion. Jamais je n'ai donné d'ordre ; je témoigne seulement que telle chose me fait plaisir et ils la font, parce qu'ils croient

sur mon autorité ou sur mes raisons qu'elle est juste et convenable. »<sup>7</sup>

Pour sa part, M. Emery donne l'exemple et, malgré les doléances de Mlle Jouen, convertie par lui sous le Directoire, malgré les services matériels qu'elle ne cesse de lui rendre, il abandonne sa direction. Avec ses confrères, il garde toutefois quelques tempéraments. M. Duclaux reste toujours supérieur de la communauté de Saint-Michel et donne ses soins à d'autres couvents. D'abord, le Supérieur général songe à lui interdire formellement ce ministère, puis, à la réflexion, tolère un délai qui permettra une rupture moins brutale. M. Vernet, à Viviers, reçoit sur le même point les consignes suivantes, catégoriques sur le fond, plus souples sur l'application :

Je ne peux pas, Monsieur, changer les règles et l'esprit de Saint-Sulpice, et je regarde comme un point capital de ces règles de ne point nous mêler de ministère extérieur et spécialement de la conduite des religieuses, ce qui renferme toutes les filles qui vivent en communauté... Très certainement, si ce point n'avait pas dû subsister dans la restauration de Saint-Sulpice, je ne me serais donné aucune peine pour cette restauration, parce que j'aurais regardé Saint-Sulpice comme ayant perdu son esprit propre et devenu incapable de faire le bien. Toutes les raisons que vous alléguez ont été parfaitement connues des fondateurs de la Compagnie et ont pu être alléguées en mille occasions... Comme fondateur et vicaire général, continuez de donner vos soins à l'établissement (des Dames de la Présentation au Bourg-Saint-Andéol) ; cela ne tirera pas à conséquence pour vos successeurs. Le Séminaire peut être en communauté de prières avec ces filles ; le supérieur peut faire profession de leur rendre service, procurer qu'elles aient un confesseur zélé et instruit ; mais on ne peut point perdre de vue ce point de nos règles : ils ne se chargeront pas de la conduite et de la direction religieuses<sup>8</sup>.

7. A Fesch, 1<sup>er</sup> juillet 1805, D. E., V, 5067.

8. A Vernet, 20 mars 1807, D. E., XII, 8540.



Avec les évêques, M. Emery se montre plus radical.

L'esprit de Saint-Sulpice, écrit-il au cardinal Fesch, est que les directeurs se renferment entièrement dans les fonctions de leur état dans le Séminaire, jusque-là qu'il ne doivent point prêcher au dehors, ni confesser des femmes et même des religieuses. Ils ne doivent diriger que des ecclésiastiques qui s'adresseraient à eux ou des jeunes gens qui ont des vues sur l'état ecclésiastique. Ils ne doivent se mêler en rien de l'administration<sup>9</sup>.

M. du Bourg, évêque de Limoges, se verra rappeler les mêmes principes en termes si tranchants que la lettre suivante prend la forme d'un ultimatum.

C'est un point fondamental de Saint-Sulpice et son caractère distinctif que les directeurs se renferment dans les fonctions propres à leur état et n'exercent aucune partie de ministère extérieur. On a cru que le travail pour la formation de bons prêtres était assez important pour occuper un homme tout entier... Le temps employé à confesser et à catéchiser les fidèles est très bien employé sans doute ; mais il l'est incomparablement mieux à former de bons prêtres... Si vous trouvez, Monseigneur, dans les circonstances où le service de nos deux directeurs en dehors du Séminaire vous paraisse nécessaire, donnez-leur des ordres auxquels ils se conformeront. Mais j'ai l'honneur de vous prévenir que, s'ils devaient dans la suite être appliqués à la moindre partie du ministère extérieur, je les retirerais et vous prierais de pourvoir, comme vous le jugeriez à propos, à la conduite de votre Séminaire. Si ces messieurs croyaient pouvoir faire plus de bien dans l'exercice du ministère que dans la conduite du Séminaire, je serais le premier à leur conseiller de suivre leur attrait, car je ne veux, par la miséricorde de Dieu, que sa plus grande gloire. C'est ainsi que M. Fournier ayant montré un talent extraordinaire pour la chaire et ayant cru qu'il ferait beaucoup plus de bien dans cette partie que dans le Séminaire, j'ai trouvé bon qu'il la suivît<sup>10</sup>.

---

9. A Fesch, 3 septembre 1805, D. E., V, 5051.

10. A du Bourg, 20 décembre 1807, D. E., V, 369.

M. du Bourg doit donc choisir : ou perdre ses Sulpiciens ou les consacrer entièrement à leurs fonctions ; les Sulpiciens de Limoges doivent choisir également : ou se consacrer au ministère ou se limiter à la formation des prêtres. Pas de milieu.

Cette intransigeance, M. Emery ne la manifeste pas seulement vis-à-vis des évêques de France ; vis-à-vis des évêques d'Amérique, il se montre aussi irréductible, aussi résolu. En 1789, il avait envoyé M. Nagot et quelques directeurs fonder un Séminaire à Baltimore. Il s'agit, en premier lieu, de préparer dans le Nouveau Monde un clergé indigène.

Si l'on ne forme pas sur les lieux un clergé suffisant pour desservir l'Eglise catholique américaine, et que l'on se contente d'y appeler des prêtres étrangers, écrit-il à ce dernier, on ne fait rien ou on ne fait que le bien du moment. Les étrangers n'y seront jamais en assez grand nombre ni aussi propres que les naturels du pays <sup>11</sup>.

Ces vues ne laissaient pas d'être en avance sur celles du temps ; Pie XI, au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, ne tiendra pas un autre langage. Il s'agit, en second lieu, de préparer un refuge à la Compagnie, menacée en France par la Révolution ; exposée à disparaître dans le pays où elle fut jadis fondée, elle garderait en terre lointaine quelques sujets susceptibles, le moment venu, de la faire revivre et de la reconstituer.

Or, le premier objectif n'est pas atteint. En 1794, le Séminaire de Baltimore compte seulement deux élèves, maigre effectif qui diminue encore pour tomber bientôt à zéro ; en onze ans, la maison fournira en tout et pour tout quatre sujets. La chose s'explique. Avant de former des prêtres, il faut former des familles chrétiennes et,

---

11. A Nagot, janvier 1793, VIII, 8104.

la première éducation religieuse faisant encore défaut, l'établissement ne peut remplir son objet.

Mgr Carroll consacre donc les Sulpiciens sans emploi, soit aux Missions, soit à la fondation de collèges. M. Dubourg, par exemple, dirige une maison d'éducation à La Havane. M. Emery s'en déclare très mécontent ; tel n'est pas le but qu'il s'est assigné en envoyant ses confrères outre-Atlantique, et il craint que, sortis de leur vocation, ceux-ci ne finissent par en perdre l'esprit. De là cette lettre à Babad sur M. Dubourg et ses initiatives.

M. Dubourg a de grands talents ; il a du goût pour les grandes entreprises et il est capable de les suivre ; mais je le crois un peu romanesque dans les calculs et, s'il est entièrement le maître, il peut se jeter dans des dépenses ruineuses. Son genre d'esprit, qui est très précieux, n'est pas précisément l'esprit de notre Compagnie. Le sien va au grand et aux entreprises d'éclat ; le nôtre est un esprit de retraite, de simplicité, d'obscurité, de vie intérieure. Rien ne va moins à notre esprit et à notre caractère que la conduite d'un collège ; c'est par rapport à nous un état forcé.

Aussi le Supérieur général en arrive-t-il à regretter cette fondation d'Amérique ; s'il avait prévu ce résultat, il n'aurait envoyé personne <sup>12</sup>.

Nous ignorons si Babad communiqua ces réflexions à son confrère. M. Garnier, auquel M. Emery s'adresse directement et dans les termes les plus explicites, ne peut ignorer sa pensée.

Je viens de relire toutes vos lettres, mon cher Garnier, lui écrit-il ; je vois par ces lettres que vous quitteriez avec peine Baltimore, et que vous êtes attaché à l'exercice du ministère. Vous voyez par là combien sage est la règle du Séminaire qui interdit aux directeurs la conduite des personnes du monde et même des religieuses. On a prévu qu'il en résulterait le dégoût

---

12. A Babad, 4 novembre 1803, D. E., VIII, 8132.

et la négligence des devoirs propres à notre état. Vous vous rappelez avec quelle constance vous avez résisté à Mgr l'évêque qui voulait vous envoyer dans les Missions avec M. Tessier. Vous vous êtes toujours défendu, en disant avec vérité que cela était contraire à mes intentions. J'avais pensé qu'étant destiné à l'enseignement et appelé à honorer l'enseignement catholique, vous vous rendriez plus utile en continuant vos études qu'en remplissant les fonctions extérieures du ministère, d'autant plus que, ainsi que je viens de l'observer, l'exercice de ces fonctions affaiblirait l'esprit propre de votre vocation. Voyant que vous n'aviez aucun devoir de directeur de Séminaire à remplir, vous avez sans doute fait sagement de ne point laisser votre sacerdoce inutile ; mais vous éprouvez que cela a mis en péril votre première vocation <sup>13</sup>.

L'envoi en Amérique de la petite colonie sulpicienne n'a donc pas atteint son premier but ; la fondation du Séminaire de Baltimore a échoué et les directeurs se détournent de leur vocation. En France, la fin de la crise révolutionnaire, l'établissement du régime nouveau dispensent de chercher un refuge en terre étrangère ; ainsi disparaît le second objet qui avait, en 1789, déterminé cette nouvelle fondation. Saint-Sulpice peut maintenant, dans une sécurité relative, se reconstituer sur place. Comme, d'autre part, les sujets manquent pour les nouveaux Séminaires prévus par le Concordat, il faut rassembler tous les effectifs disponibles. Aussi le Supérieur général se décide-t-il à rappeler ses confrères de Baltimore.

On devine la tristesse de Mgr Carroll qui lui écrit cette lettre désolée et pressante :

Je ne m'étonne nullement que vous ayez été affligé de ce que le Séminaire, établi sur tant de sacrifices de votre part et avec de si belles espérances, ait été dépourvu d'élèves si longtemps. Je suis, comme vous, intimement persuadé du peu de fond qu'il y a à faire sur les recrues qui arrivent, comme par

---

13. A Garnier, 1<sup>er</sup> février 1803, D. E., VIII, 8108-8110.

hasard, d'Europe, et des grands avantages qu'on pourrait tirer de prêtres élevés dans la discipline et l'esprit du Séminaire. Je vous déclare, comme je l'ai fait constamment partout, que je n'ai vu ni connu des hommes nulle part plus capables par leur caractère, leurs talents et leurs vertus que ne le sont vos messieurs de former des ecclésiastiques tels que la religion les demande dans ce moment. En conséquence, je crois que ce serait un des plus grands malheurs qui pourraient arriver à ce diocèse s'il venait jamais à les perdre. J'ai ce sentiment tellement imprimé dans mon esprit et dans mon cœur, que j'ai été consterné en voyant que vous aviez eu, pour un moment, la pensée de les rappeler. Je vous supplie instamment de bannir cette idée de votre esprit et de ne douter nullement qu'enfin ils remplissent les vues de votre Compagnie et le but que vous vous étiez proposé en leur donnant cette destination.

Je vous conjure, ajoutait l'évêque au mois de septembre suivant, par les entrailles de Jésus-Christ, de ne pas nous les enlever entièrement, et, s'il est nécessaire que je me soumette à la terrible épreuve de voir partir le plus grand nombre, je vous supplie d'y laisser au moins un germe qui puisse fructifier dans la saison décrétée par le Seigneur <sup>14</sup>.

Malgré cette lettre émouvante, M. Emery persiste dans sa décision et maintient le rappel général de tous les Sulpiciens de Baltimore. Mgr Carroll manifeste alors son déplaisir ; il en vient même, à se plaindre avec une certaine amertume de ce que, après onze ans, ces messieurs ne laissent en Amérique qu'un seul collègue comme unique trace de leur séjour. De là, cette réponse un peu ferme du Supérieur général :

Très certainement, écrit-il au prélat, dans tout le cours de la Révolution française, il n'y a eu rien de semblable à ce que nous avons fait pour vous et votre diocèse. Une petite Compagnie comme la nôtre, la plus petite de toutes les Sociétés, vous offre d'établir un Séminaire dans votre nouvelle Eglise ; elle envoie un nombre considérable de sujets ; elle y joint même des Séminaristes pour qu'on puisse commencer les exercices

---

14. *Mgr Carroll à M. Emery*, janvier et septembre 1801, cité par A. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 106-107.

aussitôt ; elle les envoie à ses dépens ; elle se charge d'entretenir ses sujets et, de fait, les a toujours entretenus depuis ; elle sacrifie pour cet établissement la majorité de ses épargnes et donne près de 100 000 francs. Que résulte-t-il de là ? Au bout de dix ans, on n'est pas plus avancé que le premier jour. Il ne s'agit pas dans ce moment de quitter le Séminaire de Baltimore, puisque, dans le fait, il n'a jamais existé ; il s'agit seulement d'abandonner le projet de Séminaire. On a, de temps en temps, promis d'y envoyer des sujets ; on faisait envisager cela comme une faveur et une grâce ; mais il n'en est point arrivé et les obstacles sont venus d'où on devait le moins les attendre.

Vous me dites, Monseigneur, que la Compagnie n'aurait laissé d'autre monument qu'un collège. J'espère que vous voudrez bien tenir quelque compte de tous les services que ses membres vous ont rendus pendant l'espace de dix ans. S'il y avait des plaintes à former, il me semble que ce serait moi qui serais en droit de les faire, puisqu'au bout de dix ans de séjour, et après bien des promesses, nous n'avons rien fait ou rien pu faire de ce qui était l'objet de notre entrée dans votre diocèse.

Au reste, Monseigneur, je suis bien éloigné de vous rien imputer ; nous savons que vous n'avez pas été le maître et nous demeurons toujours très reconnaissants de toutes les bontés que vous nous avez témoignées <sup>15</sup>.

Malgré le mécontentement qu'il éprouve et ne dissimule point, M. Emery accorde un délai. Seul M. Garnier, pour le moment, regagne la France, tandis que ses confrères restent à Baltimore. Pie VII, consulté lors de sa venue à Paris, déconseillera de découvrir saint Pierre pour couvrir saint Paul. On se conformera à cet avis et le rappel général des Sulpiciens d'Amérique n'aura pas lieu. Plus tard, le Supérieur général se félicitera hautement d'avoir patienté. Avec son entière approbation, M. Nagot fondera des Petits Séminaires et, reprise

---

15. A *Mgr Carroll*, 2 février 1803, D. E., V, 5304.

sur cette base plus modeste, l'œuvre, peu à peu, portera ses fruits.

En l'occurrence, il faut le reconnaître, M. Emery s'était d'abord trompé. L'Amérique se trouve loin de la France et il réalise mal la situation réelle de cette jeune Eglise. Mgr Carroll voyait plus juste, qui voulait commencer par un travail de fond et, avant d'ouvrir des Grands Séminaires, préparer des foyers chrétiens. Le souci compréhensible de rendre les Sulpiciens à leur vocation, pour qu'ils s'y consacrent de façon exclusive, selon les traditions de la Compagnie vérifiées par l'expérience, avait enfermé cet esprit, pourtant si large et si perspicace, dans une conception trop particulariste des choses. Valable pour la France, où la Révolution n'avait pas déraciné la foi, elle ne pouvait s'appliquer à un pays neuf où le recrutement du clergé indigène exigeait un travail préparatoire de longue haleine. Cette erreur de perspective s'explique à cette époque où la crise européenne, le blocus et la guerre rendaient plus difficiles encore les relations déjà si lentes entre deux mondes si différents et si lointains. La réflexion, la temporisation, les conseils de Pie VII fidèlement suivis, empêchèrent qu'elle ne fût définitive. Saint-Sulpice demeura à Baltimore. L'Amérique, la Compagnie, la France, l'Eglise n'auront pas lieu de le regretter.

## II

La reconstitution des Séminaires français demeure lente et laborieuse. Il faut, en premier lieu, des bâtiments ; or, les anciens abritent des administrations, des préfectures, servent de casernes, de dépôts. Comment les recouvrer ? A Lyon, l'oncle Joseph se montre assez puissant et parle assez fort pour obtenir, à lui seul,

gain de cause. M. Emery se borne donc à diriger ses revendications en lui conseillant de garder avant tout Saint-Irénée auquel sont attachés tant de souvenirs.

C'est le berceau de la plupart des ecclésiastiques qui en verront la conservation avec beaucoup de satisfaction, écrit-il au cardinal, et moi qui ai été élevé dans cette maison et qui l'ai habitée pendant douze ans, comme professeur de morale, je partagerai cette satisfaction<sup>16</sup>.

Tous les évêques ne jouissent pas de la même influence ni du même crédit que le Primat des Gaules ; plus d'une fois, le Supérieur général intervient pour appuyer leurs réclamations et guider leurs démarches. L'idéal pour lui serait d'obtenir la restitution pure et simple des établissements possédés avant la Révolution. « Car, il y a, écrit-il, une grâce attachée à une maison qui a été bâtie *ad hoc*, qui a été sanctifiée par les saints. »<sup>17</sup> Comme M. du Bourg, à Limoges, ne peut obtenir la restitution de son Séminaire, M. Emery se risque dans les ministères afin d'appuyer sa demande. Mais de l'Intérieur, on le renvoie à Portalis. Portalis, à son tour, « dit que cela regarde les Finances »<sup>18</sup>, procédé classique de l'administration pour éluder les responsabilités ou décourager les requérants. De guerre lasse, l'évêque de Limoges se résigne à acheter une maison. Nouvel obstacle ; le préfet veut l'abattre, et le Supérieur général doit retourner à l'Intérieur ; ses efforts persévérants, à la fin, aboutissent, et le prélat rassuré reçoit immédiatement une réponse favorable qui lui garantit l'immeuble convoité<sup>19</sup>.

M. de Talleyrand lui-même se voit mis à contribution.

16. A Fesch, 20 octobre 1803, D. E., non coté.

17. A du Bourg, 13 novembre 1802, D. E., V, 5337.

18. A du Bourg, 5 janvier 1806, D. E., V, 536.

19. A du Bourg, 27 juin 1806, D. E., V, 5337.



Comment pourrait-il éconduire le solliciteur, quand il s'agit d'un Séminaire qu'il connaît bien pour y avoir traité princièrement son Chapitre et son clergé lors de son installation sur le siège de saint Lazare, le Séminaire d'Autun ? Le ministre promet son appui et obtient satisfaction pour son ci-devant diocèse. C'est peut-être la seule reconnaissance que doive ce dernier à son ancien évêque. Pareille démarche, avouons-le, supposait une certaine audace. Mais le Supérieur général avait de ces entrevues délicates une certaine habitude, et son tact, sa présence d'esprit lui inspiraient des formules si adroites que le chef de la diplomatie française avouait son admiration <sup>20</sup>.

Une fois en possession des bâtiments, reste à les pourvoir des meubles et du matériel nécessaires ; or, les fidèles ne se montrent pas toujours généreux.

Il conviendrait d'exciter pour cet objet la charité de vos ouailles, écrit M. Emery à M. du Bourg. Vous pourriez, quand vous serez d'ailleurs dans le cas de donner quelque avis général à vos curés, les prévenir pour faire prendre en considération cet objet aux personnes qui font de bonnes œuvres et des dispositions testamentaires pieuses.

Et le Supérieur de continuer sur ce thème avec un enjouement que lui permettent ses relations très amicales avec cet ancien élève qu'il affectionne :

Commencez, Monseigneur ; c'est avoir fait à moitié que d'avoir commencé. C'était la maxime d'Horace : *Dimidium facti qui coepit habet*. Invitez les dames de Limoges à envoyer au Séminaire dès qu'il y aura cuisine, quelques pièces vieilles ou inutiles de leur ménage ; recevez tout, tables, marmites, écuelle, écumoire, fourchettes, etc., et jusqu'au fourneau. Si on a une fois commencé, l'émulation s'y mettra. La vertu de saint Martial, quoiqu'il doive être bien mécontent des Limousins, n'est pas épuisée. Saint Léonard vous prêtera encore son

---

20. D. E., III, 318.

aide ; mais je compte beaucoup sur sainte Léocadie ; elle inspirera les femmes, et les femmes ont été presque les seuls instruments de bien en ce temps-ci <sup>21</sup>.

Dernier problème à résoudre, non moins difficile que les précédents : trouver pour la formation des élèves les maîtres nécessaires. Beaucoup de prélats en réclament à Saint-Sulpice, certains avec d'autant plus d'insistance qu'anciens élèves et amis de la Compagnie, ils se croient des titres particuliers à obtenir la préférence. Malheureusement, les sujets manquent. « J'ai la meilleure volonté de fonder votre Séminaire, écrit M. Emery à M. du Bourg ; mais je ne peux créer des Sulpiciens ni ressusciter ceux qui sont morts. » <sup>22</sup> L'évêque de Limoges devra attendre jusqu'en 1807, où il obtiendra un supérieur, M. Chudeau, et un seul directeur, M. Dilhet. Ce dernier, récemment rentré d'Amérique, lui arrive avec les références suivantes : « M. Dilhet a de l'expérience, du zèle, de l'activité, il a travaillé dans le centre de l'Amérique. Puisqu'il a réussi auprès des sauvages, il n'aura pas de peine à réussir auprès des Limousins. » <sup>23</sup>

Le cardinal Fesch sera servi plus tôt, car l'oncle Joseph emploie des méthodes à lui pour constituer son corps professoral. « M. le cardinal voudrait s'emparer de tous les membres de la Compagnie pour son Séminaire, écrit le Supérieur général à Fontanges. Mais vous sentez, Monseigneur, quels ménagements je dois prendre avec cette Eminence. » <sup>24</sup> Cette Eminence, en effet, soutient que Lyon, siège primatial, doit passer avant tous les autres et, pour faire respecter ses prétentions, ne

---

21. *A du Bourg*, 10 août 1803, D. E., V, 5343.

22. *A du Bourg*, 21 juin 1806, D. E., V, 5354.

23. *A du Bourg*, 4 septembre 1807, D. E., V, 5365.

24. *A Fontanges*, 6 septembre 1805, D. E., V, 5235.

craint pas de dépouiller ses collègues qui protestent vainement. « Je ne me mets point en peine des autres, mande-t-il brutalement à Jauffret. J'entends que le Séminaire de Lyon soit parfaitement composé autant pour la science que pour la vertu ecclésiastique des directeurs. J'exige que M. Bouillot se rende de Clermont à Lyon pour octobre, et les autres directeurs aussi »<sup>25</sup>, car, non content d'enlever son supérieur à Clermont, Fesch réquisitionne des Sulpiciens à Aix, à Grenoble, avec un égoïsme déconcertant.

Avec son « très cher Monsieur Emery », le terrible cardinal emploiera plus de formes qu'avec les évêques ; mais ses exigences restent les mêmes ; il veut mener l'affaire tambour battant, témoin cette lettre, fort aimable, tour à tour impérieuse et forte, qui porte si bien la griffe de son auteur :

On travaille avec beaucoup d'activité à la réparation de Saint-Irénée. J'ose espérer que le Séminaire sera en état d'être habité avant la fin d'octobre. J'ai tenu ma parole, tenez vos promesses. C'est à vous à y envoyer les sujets convenus. L'archevêque d'Aix, tout en refusant, me laissait une porte ouverte pour me permettre de prendre ou pour me donner vos messieurs. Voyez d'organiser mon Séminaire le plus tôt possible. Vous serez le seul responsable devant Dieu. N'ayez point de regret de me donner plusieurs de vos bons sujets. L'an prochain, il faudra bien m'en donner autant. Je suis au moment d'obtenir les Colinettes, au-dessus et auprès de Saint-Irénée. C'est là que j'établirai mon Séminaire diocésain. Ces deux maisons pourront contenir quatre cents théologiens, dont j'aurais besoin pour couvrir le déficit actuel de deux cent cinquante prêtres et soixante autres qui meurent dans l'année. Le supérieur de Saint-Irénée pourrait l'être ainsi des deux maisons.

Prenez donc vos mesures, veuillez bien m'en écrire, et sachez que je n'aurai de repos et que je ne vous laisserai tranquille que lorsque vous m'aurez mis en état d'être content de cette

---

25. Fesch à Jauffret, 18 juillet 1805, D. E., V, 5156.

partie de mon ministère. Si vous voulez bien me contenter, pensez à me donner des hommes qui vous ressemblent un peu. Je suis un très grand ambitieux, je l'avoue, et je le suis au point que vous devez craindre mon ambition.

Comment alimenter, me direz-vous, cette quantité de sujets ? Où trouver quatre cents théologiens ? Je n'ai pas de secret pour vous. J'ai déclaré la guerre aux curés qui n'établissaient pas une pédagogie dans leurs paroisses. J'ai déjà obtenu la promesse de plusieurs curés. Dans un an, j'espère faire la visite de mon diocèse, et sans doute j'établirai des écoles. Je trouverai des sujets que les curés fourniront jusqu'au moment de leur admission dans les Petits Séminaires.

Pour les fonds, en établissant un don à donner pour plus de neuf cents Fabriques, avec les aumônes et les revenus du secrétariat, je pourrai les trouver. En réalité, l'archevêque et les grands vicaires marcheront avec des besaces. Du reste, comptons-nous pour rien la Providence <sup>26</sup> ?

Cette pieuse conclusion, la lettre en témoigne, ne s'inspire d'aucun quiétisme, car Fesch se charge d'aider le ciel afin d'être aidé par lui. M. Emery, qui doit ménager le personnage, ne peut guère résister à cette pittoresque sommation. Fesch est tout puissant et, quoiqu'à sa manière, de plus en plus édifiant ; il jouit d'une influence trop grande, trop nécessaire, pour que les services rendus ou attendus ne déterminent pas le Supérieur général à céder. L'intérêt passionné qu'il porte à la formation de ses clercs, et que son Père spirituel lui a sans nul doute inspiré, aide ce dernier à passer sur une brusquerie aussi cavalière. Napoléon lui-même ne saura résister sur ce point aux assauts impérieux du cardinal. « Si on soumettait l'oncle Joseph à l'alambic, dira-t-il un jour, il n'en sortirait que des Séminaires ; c'est l'essence de sa constitution. »

De fait, le Primat des Gaules multiplie les écoles cléricales. Aussi ne comprend-il pas la lenteur de ses

---

26. *Fesch à Emery*, 1<sup>er</sup> juin 1805, V, 5132-5133.

vénérables collègues. Ceux-ci accusent la conscription de leur enlever les recrues nécessaires à leurs maisons ecclésiastiques ; cette objection malsonnante atteint Fesch au cœur, car elle atteint du même coup son impérial neveu ; il la réfute donc avec son habituelle vigueur.

Ce n'est pas la conscription qui est cause du manque de prêtres. Depuis que je suis à Lyon, elle ne m'a pris que trois clercs, dont l'un ne se souciait pas de prendre le sous-diaconat, dont l'autre a été retardé pour mieux éprouver sa vocation. Malgré la conscription, Saint-Irénée contient cette année cent dix théologiens, les quatre Petits Séminaires quatre cents élèves. On doit plutôt accuser la vieillesse, le peu d'aptitude, la nonchalance des pasteurs qui ne savent pas profiter des moyens de persuasion et de la bénédiction que Dieu accorde aux efforts d'un zèle vraiment épiscopal... Si la loi de conscription était mitigée, on chercherait d'autres raisons. On n'aurait point de Séminaires. On ne trouverait point de ressources. Je ne nie point les difficultés que les évêques rencontrent, mais je n'en trouve la cause que dans eux-mêmes <sup>27</sup>.

Lyon une fois pourvu — à tout seigneur, tout honneur, — les Sulpiciens reprennent les Séminaires d'Autun, d'Angers, de Saint-Flour, d'Aix, qui hérite sans peine d'Avignon, où le constitutionnel Périer ne les désire nullement, de Toulouse, de Clermont, de Viviers, de Limoges, de Nantes ; malgré les souvenirs de la Mère Agnès, qui lui donnaient pourtant certains droits à passer en tête, Le Puy termine la série en 1810.

La Compagnie limite son activité aux Grands Séminaires. Mais ceux-ci, pour leur recrutement et la préparation de leurs élèves, en exigent de petits. De ces maisons, consacrées à une tâche plus modeste et parfois plus difficile, le Supérieur général reconnaît l'absolue nécessité. Aussi insiste-t-il auprès des évêques pour

---

27. Fesch à de Broglie, 16 janvier 1806, D. E., 5132-5133.

que ceux-ci les multiplient dans les départements qui constituent leur vaste diocèse, en quoi il se montre entièrement d'accord avec son disciple, le cardinal Fesch. En 1805, Fesch en a déjà ouvert cinq, sur lesquels il compte pour atteindre en octobre le chiffre de cent théologiens. Mais comme ce chiffre de cent théologiens ne suffit pas aux besoins de son Eglise, le Primat des Gaules, en 1807, fonde trois autres Petits Séminaires, dans le Rhône, l'Ain, la Haute-Loire ; pour les pourvoir des maîtres nécessaires, il supprime des curés, car mieux vaut laisser quelques paroisses sans desservant que négliger la formation des futurs clercs. « Aucune œuvre n'égale, en importance, celle-là », écrit-il à M. Emery <sup>28</sup>.

Celui-ci l'encourage, car, pour son compte, il songeait dès 1797 à ouvrir lui-même « un Petit Séminaire pour les humanistes, suivant le plan du Concile de Trente, comme la communauté de M. Savine et de M. Dubourg » ; à cette époque, pourtant si peu sûre, « il épie le moment » favorable <sup>29</sup>. Ce projet ne put aboutir. En 1803, M. Emery le reprend, car M. Dubourg parle de ramener en France son collègue d'Amérique, et le Supérieur général l'approuve. « Des Petits Séminaires où l'on enseignerait les humanités, outre les belles-lettres, écrit-il à Babad, sont aujourd'hui incomparablement plus utiles qu'autrefois. » <sup>30</sup>

M. Dubourg, plus que personne, possédait la compétence voulue pour diriger à Paris l'un de ces établissements qui pourrait servir de modèle. Son heureuse initiative avait, sur la fin de l'Ancien Régime, dédoublé

28. *Fesch à Emery*, 24 mars 1807, D. E., V, 5023.

29. *A Courtade*, 29 mai 1897, D. E., X, 22.

30. *A Babad*, 4 septembre 1803, D. E., VIII, 8120.

la maison des clercs de Saint-Sulpice, en transférant à Issy les basses classes, de la septième à la quatrième, de manière à constituer deux groupes homogènes, infiniment plus maniables. Soumettre à la même règle, aux mêmes méthodes, au même régime, dans une communauté disparate, les élèves de dix-huit ans et ceux de dix ou onze ans ne lui semble pas l'idéal en matière d'éducation ecclésiastique ; tout le monde, à ses yeux, gagne à les séparer, les candidats au sacerdoce aussi bien que leurs professeurs et leurs supérieurs. Le R. P. d'Alzon, plus tard, s'inspirera de cette conception judicieuse pour organiser les alumnats des Assomptionnistes. On ne voit pas que, sous le Consulat et l'Empire, les diocèses de France aient adopté ce système ni que M. Emery l'ait recommandé. Les évêques rencontrent alors tant de difficultés pour la fondation de leurs écoles cléricales, qu'ils se résignent souvent à des solutions de fortune, afin de courir au plus pressé.

Aussi avouent-ils souvent leur amère déception ; beaucoup d'entre eux signalent et déplorent l'importance des déchets. Le Primat des Gaules, qui exige du rendement, s'attaque à Saint-Irénée, et son vicaire général Courbon accuse les directeurs de se montrer « trop serrés ». M. Emery, fort sagement, représente au cardinal qu'en cette matière il faut garder un juste milieu, que le point de vue de l'administration, talonnée par les besoins urgents des paroisses, ne concorde pas toujours avec celui des maîtres « qui visent un idéal ». « Il y a de bonnes et de mauvaises veines », ajoute-t-il, en homme d'expérience qui ne s'affole pas de voir fondre certains cours et dégage la responsabilité des professeurs, inégalement heureux selon la valeur inégale des classes qui se suivent et ne se ressemblent pas. Epis pleins, épis vides, vaches grasses, vaches

maigres, alternaient dans la vision prophétique de Pharaon. « Beaucoup d'évêques se plaignent, écrit le Supérieur général à Fesch, de ce que les élèves élevés gratuitement dans les Petits Séminaires soient perdus pour le sacerdoce. Votre Eminence doit s'attendre à la même chose. »<sup>31</sup> Tout oncle de l'empereur, tout Primat des Gaules qu'il fût, l'exigeant cardinal ne pouvait échapper à la loi commune ; ses ordres impératifs ne suffisaient pas à l'en dispenser.

Soucieux avant tout d'assurer au mieux la lointaine préparation au sacerdoce des enfants et des adolescents, le Supérieur général ne se désintéresse pas, toutefois, des problèmes financiers que pose l'entretien des Petits Séminaires. Les évêchés tout récents n'ont pu constituer de réserves ; on ne dispose pas de bourses fondées ; les évêques ont beau stimuler la générosité trop lente des fidèles, Fesch et ses vicaires généraux prendre leur besace, les ressources sont maigres. Comment équilibrer ces lourds budgets, puisque, dans la plupart des Petits Séminaires, l'éducation reste gratuite ou presque ? Lorsqu'il pense reconstituer en France la maison de M. Dubourg, M. Emery envisage une solution : admettre des élèves payants qui ne se destineraient pas à l'état ecclésiastique et qui, plus fortunés, verseraient de « fortes pensions » pour établir une sorte de compensation. Ainsi le Petit Séminaire deviendrait mixte. Le système ne lui semble pas idéal ; mais « vu les circonstances », il s'y résigne, par nécessité, en attendant mieux<sup>32</sup>.

De fait, le manque de collèges libres, le discrédit des lycées, trop militaires et si peu favorables à l'éducation

31. A *Fesch*, mars 1805, D. E., V, 5035.

32. A *Babad*, 4 septembre 1803, D. E., VIII, 8120.



chrétienne, amènent beaucoup de parents à choisir pour leurs fils ces établissements mixtes qui échappent seuls au monopole officiel. Il en résulte un accroissement de ressources, mais aussi une atmosphère moins ecclésiastique, préjudiciable à la formation des futurs prêtres, voire même périlleuse pour leur vocation. Il en résulte également, avec l'Université, une lutte qui se prolongera, au delà de l'Empire, durant toute la Restauration. M. Emery préférerait de toute évidence que les écoles cléricales fussent exclusivement réservées aux enfants qui s'orientaient vers le sacerdoce. Les récentes décisions de la Cour romaine lui ont entièrement donné raison sur ce point.

### III

Cette œuvre de réorganisation des Grands Séminaires souffrait cependant d'une grave lacune qu'il importe de signaler. Au point de vue spirituel, les nouvelles maisons donnent toute garantie, puisqu'on y fait revivre les traditions du passé. Mais au point de vue intellectuel, la formation reste élémentaire et la culture se trouve sacrifiée aux besoins immédiats du ministère. Sans doute, les élèves reçoivent-ils tout l'essentiel de la science ecclésiastique ; ils arrivent au sacerdoce pourvus des connaissances indispensables à l'exercice de leurs fonctions. Mais cet essentiel, qui suffit peut-être aux individus, ne suffit pas au corps entier. Réduit au bagage assez mince qu'il retient de ses cours hâtivement suivis, accablé par ailleurs de tâches pastorales, vu l'insuffisance croissante des effectifs, le clergé français reste en marge du mouvement d'idées qui entraîne son époque. Il y perd son prestige et son influence. Il faudrait plus que jamais travailler à la synthèse harmo-

nieuse de la foi qui demeure, de la pensée moderne qui évolue, de la science qui réalise des progrès étonnants. Cette synthèse qu'ont tentée et réussie les siècles antérieurs ne se fait plus. On n'a ni le temps ni les moyens de pousser les études ; les prêtres deviennent si rares que les diocèses ne réservent aucun sujet pour les spécialisations nécessaires. Il faut des curés, des curés et encore des curés ; comme les généraux dont la bataille a décimé les troupes, épuisé les dernières réserves, les pauvres évêques jettent jusqu'à leur dernier homme dans la mêlée, pour essayer de colmater les brèches toujours plus larges. Même réservé à une élite, le travail intellectuel serait un luxe dans ces temps de misère.

D'ailleurs, le voulût-on, où et comment former cette élite ? La Révolution a supprimé les Facultés de théologie ; elle a fermé les admirables ateliers ouverts par les Mauristes, les Bollandistes, qui se consacraient aux études de critique et d'histoire positive. Faute de vocations, faute de ressources, faute d'institutions, l'Eglise concordataire se trouve dans une situation très défavorisée par rapport à celle de l'Ancien Régime, et le niveau intellectuel de son clergé va devenir très inférieur à ce qu'il était avant 1789.

Un homme cependant veut réagir : c'est Fesch. Fesch pourtant n'a rien d'un intellectuel ; il s'entend beaucoup mieux aux affaires, aux comptes et aux tableaux qu'aux travaux de l'esprit et ne pâlit guère sur les livres. Mais il a bénéficié de l'ancienne formation ; il compare, il regrette et comme il ne se perd jamais en vains gémissements, le voilà lancé, et lancé à fond. Sur le principe, l'oncle Joseph voit très juste. Mais, sur les moyens à prendre, ses idées prennent des formes si tranchantes, si extraordinaires, que le classique et sage Supérieur

général ne se trouve pas d'accord avec lui. Les perspectives de celui-ci, il faut l'avouer, se restreignent à l'immédiat. M. Emery a la hantise des âmes sans pasteur. Pour le moment, répète-t-il, allons au plus pressé ; formons sans hâte excessive, mais le plus rapidement que nous pourrons, des prêtres munis de la science indispensable, et comme le cardinal parle de prolonger les études dans son Séminaire diocésain, il lui répond : « Pensez aux besoins des paroisses. Il faut d'abord pourvoir au nécessaire avant de s'occuper de ce qui serait utile. »<sup>33</sup>

Le Supérieur général exige sans doute qu'on travaille et très consciencieusement. Il organise avec soin les cours de Saint-Sulpice ; il fait même enseigner l'hébreu « par un professeur qui nous revient d'Amérique », en ajoutant avec une pointe de malice : « C'est pour accréditer la maison. »<sup>34</sup> Mais le niveau intellectuel a fortement baissé. Jadis les séminaristes de Saint-Sulpice suivaient en Sorbonne l'enseignement supérieur des Facultés ; au retour, des maîtres de conférences bien choisis leurs assuraient des répétitions extrêmement profitables à leur formation. Il faut aujourd'hui recourir à des maîtres moins qualifiés. Les élèves, d'autre part, n'égalent pas la valeur scolaire de leurs devanciers ; car la plupart sont d'un certain âge et, après les secousses de la Révolution, leurs préoccupations vont ailleurs qu'à la science. Que le Supérieur général regrette ces insuffisances, on ne saurait en douter, car lui-même a fait de très brillantes études ; il possède une solide et élégante culture ; il a un goût très vif pour les choses de l'esprit. Mais on ne vit pas dans un temps

---

33. A Fesch, 15 mars 1805, D. E., V, 5038.

34. A Bausset, 23 novembre 1803, D. E., VI, 158.

normal, et le sens du réel qui le caractérise lui fait sacrifier un idéal qui ne correspond guère aux exigences et aux possibilités du présent. De là, ses divergences avec Fesch qu'il trouve chimérique et plus encore avec le vicaire général et l'homme de confiance du cardinal, Jauffret, « grand fabricant de systèmes », écrit-il à Vernet<sup>35</sup>.

Le vicaire général de Lyon approuve, en effet, avec chaleur la fondation de Séminaires métropolitains qui grouperaient dans chaque métropole tous les clercs de la province ecclésiastique. Le projet émane de Portalis qui, dans son rapport officiel, allègue des motifs en partie fort louables. Il faut, observe-t-il, aider les évêques écrasés par les charges financières et leur assurer les subsides du gouvernement. Les Séminaires, pour vivre, ont besoin de dotations : « On ne peut les soutenir tous » ; si on les réduit à dix, les charges deviennent moins lourdes pour l'Etat comme pour les diocèses. Cette concentration, qui épargne les ressources, économiserait en même temps le personnel enseignant et permettrait d'assurer des maîtres compétents. « Les bons professeurs sont rares, explique le sentencieux ministre. Pour trouver un nombre de professeurs convenables au nombre des Séminaires, il faudrait nécessairement recourir à la médiocrité, surtout dans un temps où les événements politiques ont fait perdre au clergé beaucoup d'hommes instruits qui, de longtemps, ne pourront être remplacés. »

Mais voici où reparaît chez cet excellent homme, animé de si louables intentions, le légiste impénitent. « Il importe à l'Etat, assure-t-il, de surveiller la doctrine des ecclésiastiques et d'avoir conséquemment et

---

35. A Vernet, 22 décembre 1805, D. E., XII, 8534.

pour ainsi dire sous la main l'enseignement des Séminaires. Or, il est plus facile d'en surveiller dix que d'en surveiller soixante. » Et Portalis de dresser, comme un Père de l'Eglise gallicane, un programme qui donnera toutes les garanties possibles au gouvernement : « On enseignera la morale, le dogme, les maximes de l'Eglise gallicane, les règles de l'éloquence sacrée. Dans l'enseignement du dogme, on cherchera surtout à donner un appui à la morale ; on y ajoutera à la dignité de l'homme en donnant le sentiment de sa noble destinée. » Le ministre reconnaît d'ailleurs que « les évêques ont le dépôt de la doctrine chrétienne et sont gardiens naturels des mœurs », qu'on ne peut, en conséquence, « dépouiller les archevêques du soin de diriger les études et de veiller sur la conduite et les mœurs des personnes qui composeront les Séminaires métropolitains » <sup>36</sup>. Ce qui n'empêchera pas le gouvernement de réclamer pour lui le droit exclusif de nommer et de destituer les professeurs de ces maisons.

Ce projet subira des modifications profondes, car les prélats tiennent à leurs établissements diocésains, et M. Emery, qui défend leur point de vue, réussit à le faire triompher auprès du ministre des Cultes. Les Séminaires métropolitains vont, de ce fait, prendre un caractère tout différent ; ils resteront régionaux pour leur recrutement ; mais, au lieu de grouper tous les clercs de la province, ils recevront seulement un choix d'élèves plus doués et leur niveau scolaire dépassera celui des maisons ecclésiastiques établies dans les simples évêchés. A M. de Fontanges, le Supérieur général communique immédiatement ce premier résultat de ses démarches pressantes :

---

36. Arch. Nat. F <sup>19</sup>, 3954.

Chaque diocèse aurait son Séminaire, lui écrit-il. Il est vrai que les faiseurs de projets semblaient d'abord vouloir le contraire ; mais, sur mes représentations, on a changé d'avis. On projette donc d'établir dix Séminaires métropolitains, et ceux qui auraient fait dans ces maisons leurs cours d'études, cours qui seraient plus forts qu'ailleurs, subi des examens et soutenu des thèses, seraient exclusivement aptes à posséder des canonicats, des cures de première classe et à être grands vicaires <sup>37</sup>.

Evidemment, M. Emery n'approuve pas cette innovation. Ses avantages pourtant ne lui échappent point ; ils sont d'ordre intellectuel, puisque les élèves des Séminaires métropolitains bénéficieraient d'un enseignement plus élevé ; ils sont aussi d'ordre financier, puisque l'Etat promet des subventions, des bourses, se charge du traitement du supérieur et des professeurs. Mais ce concours officiel pourrait se payer d'une redoutable servitude. Assez inquiet de ce qu'on médite en haut lieu, le Supérieur général intervient donc pour obtenir quelques éclaircissements :

Aucun de vos collègues n'a été consulté sur le projet, écrit-il à l'archevêque d'Autun ; j'en ai eu seulement connaissance par celui qui est chargé de le rédiger. Je craignais fort que, sous prétexte de l'argent, le gouvernement ne s'attribuât la nomination des professeurs. Le projet porté par Portalis laissait cette nomination à la libre disposition des évêques. Mais j'entends dire qu'au Conseil d'Etat on ne leur a seulement donné que la présentation. On croyait me faire beaucoup de plaisir en m'annonçant tout cela <sup>38</sup>.

Que les évêques se trouvent frustrés d'un droit inhérent à leur charge, que le contrôle de la doctrine leur échappe pour relever de l'Etat, M. Emery se refuse

---

37. A Fontanges, 27 décembre 1803, D. E., V, 5270.

38. A Fontanges, 1<sup>er</sup> mars 1804, D. E., V, 5274.

à le tolérer : « Si un empereur était insouciant ou un ministre hérétique, voilà donc pourtant tout l'enseignement de l'Eglise gallicane entre ses mains », écrit-il au Primat des Gaules<sup>39</sup>. Et à M. de Fontanges : « J'ai vu avec peine que le gouvernement voulait régler un point qui est entièrement de la compétence des évêques sur lesquels il serait très sage qu'il se reposât, et dont, jusqu'à l'empereur Joseph, aucun prince ne s'était même mêlé. »<sup>40</sup>

Le Supérieur général insiste donc auprès de Fesch, alors ambassadeur à Rome, pour qu'il fasse rectifier ce malencontreux projet ; l'importance de la chose est telle, lui écrit-il, que son retour en France s'impose presque.

Tout ce qui a été réglé pour les Séminaires métropolitains a besoin d'être refondu, et votre présence, Monseigneur, est nécessaire. Il y a plusieurs métropoles comme Toulouse, Bourges, etc., où on n'a pas encore pu obtenir de maison pour Séminaire et où il n'y a pas encore un seul séminariste. C'est des diocèses suffragants de la métropole qu'on enverrait des sujets pour le Séminaire métropolitain, et il y a encore beaucoup de diocèses où l'on n'a pas pu encore commencer de Séminaires, et beaucoup où les séminaristes sont en très petit nombre. Ainsi, dans le Séminaire d'Autun, il n'y a que dix-huit séminaristes, et cependant le diocèse d'Autun renferme les anciens diocèses de Mâcon, de Chalon et de Nevers. Je sais qu'on a dû écrire à Votre Eminence que votre présence devenait bien nécessaire en France pour prévenir le dépérissement entier du clergé et par conséquent la ruine de la religion. J'espère que la cessation de la guerre dans le continent fournira des facilités pour le retour de Votre Eminence; mais je crains bien que les accroissements que prendra le royaume d'Italie ne donnent encore lieu à des changements dans l'ordre

---

39. A Fesch, 3 septembre 1805, D. E., V, 5054.

40. A Fontanges, 1<sup>er</sup> mars 1804, D. E., V, 5274.

ecclésiastique qui prolongeraient votre séjour au delà des monts <sup>41</sup>.

Le cardinal, d'ailleurs, se trouve en plein accord avec M. Emery sur les graves inconvénients que présentent les Séminaires métropolitains ainsi régentés par le gouvernement. Comme lui également, il se montre fort indisposé contre l'abbé Jauffret, car Jauffret, non content de soutenir au ministère des Cultes les vues de Portalis, a, de sa propre initiative, organisé d'après le système prévu le Séminaire de Lyon. De là cette lettre qui exprime et traduit le mécontentement de l'Eminence:

J'avoue que le décret pour les Séminaires métropolitains est une plaie à la discipline essentielle de l'Eglise. Avant qu'il ne fût publié, je fis une guerre à M. Jauffret, parce qu'il avait pris des arrangements pour mon Séminaire de Lyon et les avait portés à la sanction du gouvernement. Il faudra travailler à faire modifier cette loi, lorsque la paix permettra d'assigner des fonds pour les Séminaires métropolitains <sup>42</sup>.

Fesch, cependant, reste partisan des Séminaires métropolitains qui assureraient à une partie du clergé une formation intellectuelle de valeur. « Ils seraient regardés par les évêques, écrit-il à M. Emery, comme les anciennes Universités où les jeunes ecclésiastiques se rendaient pour entendre les professeurs. » Il pose, toutefois, deux conditions ; maintien des Séminaires diocésains ; surveillance de l'enseignement par les prélats dépositaires de la foi. Sur ce second point, d'ailleurs, le cardinal se rassure aisément : « Il n'y aurait à craindre que pour la doctrine », observe-t-il, pour ajouter immédiatement : « Les évêques veilleront toujours. » <sup>43</sup>

41. A Fesch, 3 septembre 1805, D. E., V, 505.

42. Fesch à Emery, 8 décembre 1805, D. E., V, 5019.

43. Id., *ibid.*



« Les évêques veilleront toujours. » De l'ensemble, on peut l'escompter. Toutefois, on ne peut oublier que parmi eux le gouvernement a introduit un certain nombre de constitutionnels dont l'orthodoxie prête à caution, et que deux archevêchés, Toulouse et Besançon, leur furent dévolus. Qu'on établisse à Toulouse un Séminaire métropolitain, l'inconvénient ne semble pas très grave ; Primat, très sincèrement, a rompu avec le schisme par une réconciliation en règle avec le Saint-Siège et, malgré ses antécédents révolutionnaires, ses dispositions nouvelles donnent assez de garanties pour que M. Emery envoie des Sulpiciens diriger la formation de ses clercs. Avec Le Coz, par contre, il en va tout autrement.

Le Coz, sans doute, est un excellent homme, doué de cœur, on disait alors de sensibilité, et d'une foncière bonté ; durant la Terreur, il a confessé la foi et souffert pour elle. Mais il reste obstinément attaché à ses anciennes convictions. Pie VII lui-même n'a pas mieux réussi que Bernier à le ramener et, comme Bernier, il a dû se contenter d'embrassades émues. Le Coz aime les démonstrations verbales et se grise volontiers de paroles grandiloquentes dans le plus mauvais style de la Révolution, qui masquent sous leurs boursoflures ou entraînent dans leur flot les déviations de ses pensées. Loyal, de bonne foi, pieux, mais d'esprit assez faux, comme un certain nombre des constitutionnels, ses collègues révérendissimes, il ne donne pas sécurité suffisante en matière de principes, et l'orthodoxie de sa doctrine demeure beaucoup plus que douteuse. On ne peut donc se fier à lui pour contrôler l'enseignement de son Séminaire métropolitain. Loin d'en garantir l'enseignement, il contribuerait plutôt à le gêner, d'autant que son entourage lui ressemble par

sa ferveur constitutionnelle. L'archevêque de Besançon a rassemblé dans sa ville métropolitaine tout un groupe d'anciens évêques et de prêtres inféodés à Grégoire, aussi passionnés, sinon plus, que le chef du diocèse, et il s'inspire de leurs conseils tendancieux. Rome ne sera pas seule à s'en plaindre. Portalis lui-même, à la fin, s'en fatiguera. Après avoir essayé vainement de calmer ce vertueux personnage par des lettres relevées de sentences, comme il convient à un docteur de la loi gallicane, car, à force de correspondre avec les évêques, le conseiller d'Etat s'est pénétré du style ecclésiastique et prend volontiers « le ton pastoral » <sup>44</sup>, le ministre des Cultes, finalement, en arrive aux semonces. Le Coz recevra même un *veniat* du Premier Consul. Mais sa turbulence naturelle résiste aux exhortations comme aux reproches ; sur lui, on ne peut rien gagner.

Aussi des influences jouent-elles pour que le gouvernement installe le Séminaire métropolitain de sa province dans une autre ville que Besançon. M. de Fontanges voudrait qu'on le fixât à Autun et M. Emery appuie sa proposition au ministère sans invoquer naturellement la vraie raison.

Je crois que vous avez bien fait de prévenir M. Portalis, écrit-il à ce prélat. Si vous obtenez ce que vous demandez, vous empêcherez que l'établissement ne se fasse dans un lieu où il ne serait pas sans inconvénient, ce qui est un grand avantage. Mais je ne sais si vous y gagnerez beaucoup pour votre diocèse. Dans l'état présent des choses, vous êtes maître de votre Séminaire et vous êtes assuré qu'on y recevra une éducation ecclésiastique. Il est vrai que vous n'êtes point doté ; mais vous avez les mêmes ressources que tous les autres diocèses. Avez-vous, Monseigneur, reconnu tous les inconvénients de la loi dont il s'agit ?... Il y a inconvénient à entrer dans le débat.

---

44. V. BINDEL, *Histoire religieuse de Napoléon, I. Les évêques de Bonaparte*, 143.

Les intentions du Premier Consul étaient très bonnes, celles du ministre l'étaient aussi. Mais, par les changements faits au plan, faits au Conseil, faits au Tribunal, les choses ont tourné de manière que je croirais avantageux que le plan demeure sans exécution. Au reste, je crois qu'il y a encore loin du moment présent à celui de la réalisation. J'ai des raisons pour voir rarement M. Portalis ; mais ne doutez pas que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour vous procurer l'avantage que vous désirez. L'abbé de Crouseilles pourra beaucoup pour votre affaire. C'est lui qui avait suggéré, en vue de vous, que la loi portât que les établissements fussent faits, non dans la ville métropolitaine, mais dans l'arrondissement métropolitain. Il se fondait sur une raison que vous n'alléguez pas, c'est que votre ville est plus centrale <sup>45</sup>.

Naturellement, Le Coz proteste, et, selon son habitude, très véhémentement, car il devine sans peine les suspensions très désobligeantes qui ont conseillé pareille translation.

Comme l'avait prévu et souhaité le Supérieur général, le projet relatif aux Séminaires métropolitains n'aboutira point à une organisation définitive. Des Facultés de théologie vont être constituées et intégrées dans l'Université impériale. Devenu, à son corps défendant, mais pour jouer un rôle très utile à l'Eglise, membre du Conseil de cette Université impériale, M. Emery présidera bientôt à leur organisation. Ici encore, les vues du gouvernement ne concorderont guère avec ses propres conceptions. Du moins s'appliquera-t-il à pallier les inconvénients d'un système qu'il n'approuve guère, mais auquel, faute de mieux, on doit provisoirement se résigner.

Pour l'heure, un autre projet s'agite dans la tête toujours en travail du cardinal Fesch. Napoléon avait organisé à Saint-Denys un Chapitre d'évêques pour les

---

45. *A Fontanges*, 29 mars 1804, D. E., V, 5272.

prélats démissionnaires ou démissionnés. Autour de ce Chapitre, Fesch veut constituer un centre de hautes études ecclésiastiques ; il communique donc à M. Emery, son conseiller habituel, ce projet mirifique dont il est très fier :

J'ai bien désiré d'être à Paris pour vous consulter sur un projet que j'ai envoyé au gouvernement sur le Chapitre de Saint-Denys. Je voudrais en faire une école de perfectionnement des études ecclésiastiques, en y établissant une communauté de prêtres, qui seraient en nombre égal des départements de la France, qui officieraient journellement à l'église et s'occuperaient des sciences ecclésiastiques. Etant à portée de voir souvent et de traiter avec des hommes vieillis dans les fonctions épiscopales, ils apprendraient facilement l'art d'administrer un diocèse. Il sortirait de là des grands vicaires, des orateurs, et il s'y formerait d'habiles canonistes, de savants théologiens : ce serait le corps de réserve pour la défense de la foi, des mœurs, et pour le renouvellement de l'esprit ecclésiastique. Il y aurait en outre une autre communauté, en forme de Petit Séminaire, pour les prêtres desservants et les enfants de chœur <sup>46</sup>.

Pareille innovation ne sourit nullement au Supérieur général qui se charge de refroidir le cardinal. Sa réponse, qui contraste avec sa manière habituellement enveloppée, prend une allure assez rude, ironique, sinon cavalière et laisse percer un certain agacement : « J'admire le zèle de Votre Eminence, l'étendue de ses vues dans les projets dont elle a fait part au gouvernement. Mais oserais-je lui représenter que ses vues sont un peu trop semblables à celles de Platon dans sa République, c'est-à-dire qu'elles sont très élevées, très vastes, mais d'une exécution très difficile. » Ce préambule introduit des objections. Première objection : le financement de l'affaire. Comment assurer à cet établissement les ressources considérables qu'il exigerait ?

---

46. *Fesch à Emery*, 2 avril 1806, D. E., V, 5021.

Deuxième objection : le recrutement. « Où trouver cent ecclésiastiques propres à la chose et, s'ils sont trop peu nombreux, l'émulation fera défaut ? » Troisième objection : la proximité de la capitale. « Saint-Denis sera toujours une petite ville et Paris attirant. Les élèves auront toujours des raisons plausibles de quitter la petite résidence. » Voici enfin la conclusion : « Il n'y a que vous, Monseigneur, qui avez conçu le projet, qui puissiez par votre présence et votre influence habituelle faire marcher la machine dans le sens que vous avez en vue. » <sup>47</sup>

Fesch s'estima-t-il honoré de ce que M. Emery l'égalât au divin Platon ? La chose paraît douteuse. Du moins eut-il le mérite de ne point se piquer. On s'étonne même, quand on connaît ses réactions brutales, de sa réponse si calme ; l'impétueux cardinal, qui bouscule si facilement les gens et manie si volontiers le style militaire familial à son impérial neveu, réfute les objections du Supérieur général avec une étonnante modération. Rien ne manifeste mieux de quel respect il entoure son vénérable correspondant.

En répondant à votre lettre du 20 avril, je commence par l'article qui concerne le Chapitre de Saint-Denis, où vous me dites que mon projet est d'une exécution trop délicate, faute d'ecclésiastiques et d'émulation.

Faudra-t-il donc renoncer à l'espérance de voir bien organiser l'Eglise de France, et dans dix ans les Séminaires ne seront-ils pas organisés ? D'ailleurs, n'est-ce pas encourager à prendre l'état ecclésiastique que de préparer des places honorables aux jeunes ecclésiastiques qui se sont distingués dans le Séminaire ?

Pour l'émulation, je craindrais qu'il y en eût trop, et qu'elle ne dégénérât en prétention orgueilleuse aux premières places de l'Eglise. Ces jeunes prêtres qui auraient fait quatre ans de

---

47. A Fesch, 20 avril 1806, D. E., V, 5098.

Séminaire, qui, avant d'être élus prêtres du Chapitre, passeraient quatre examens publics et très rigoureux, qui seraient là à la disposition du grand aumônier, pour être appelés aux emplois de grands vicaires, et pour être chargés, dans les cas extraordinaires, des missions importantes, sous la main du gouvernement qui les encouragerait par des faveurs ou par des expectatives, ces jeunes prêtres n'auraient pas d'émulation ?

Si j'avais pu vous détailler l'esprit des statuts que j'ai proposés au gouvernement, je suis convaincu que vous conviendriez que ce ne serait pas faute d'émulation que cette communauté ne marcherait pas.

Quand au voisinage de Paris, il dépendra de l'exactitude des prêtres, directeurs de la maison, d'en éviter les inconvénients, et ce ne sera pas la faute de l'institution s'il se glissait des abus, ou il faudrait abandonner tout espoir de voir rétablir des maisons où la régularité serait observée. D'ailleurs, il faut donner quelque chose à l'assistance du ciel <sup>48</sup>.

Le projet de Fesch ne devait pas aboutir. Faut-il le regretter ? Le cardinal voyait cependant très juste et très loin, lorsqu'il voulait créer « un corps de réserve pour la défense de la foi » ; il avait une conscience très exacte de l'insuffisance des études ecclésiastiques ; il redoutait pour le clergé, pour l'Eglise, les funestes conséquences de cet handicap. L'avenir, sur ce point, lui donnera, hélas ! trop raison.

M. Emery, il faut l'avouer, portait ses regards moins loin. Obsédé par les besoins urgents des diocèses, il pense surtout au présent. Quand on connaît la situation presque désespérée dans laquelle se débattent la plupart des évêques, faute de sujets, quand on a lu dans les archives leurs lettres angoissées, quand on a étudié les rapports pessimistes de Portalis et les statistiques dressées par les services des Cultes, quand on sait qu'en 1805, toute l'Eglise impériale, Belgique comprise, ne comptait que six cents prêtres au-dessous de quarante.

---

48. *Fesch à Emery*, avril 1806, D. E., V, 5022.

ans, soit huit ou dix par diocèse, que la plupart des curés sont âgés, fatigués, usés par les épreuves de la Révolution et par un travail sans rapport avec leurs forces, quand on met en regard le chiffre croissant des décès et les chiffres squelettiques des ordinations, on comprend cette politique à court terme ; on la regrette cependant, car elle entraîna des conséquences redoutables pour l'efficacité du ministère, l'action sur les milieux intellectuels, la sécurité même de la foi.

Le Supérieur général de Saint-Sulpice a-t-il discerné suffisamment ce péril réel, mais lointain ? Il ne le semble pas. Quand il félicite le cardinal « de l'étendue de ses vues », il met plus d'ironie que de conviction dans ce compliment qui introduit des critiques si péremptoires. Les projets de Fesch étaient pour le moins originaux, et, en matière d'éducation ecclésiastique, M. Emery n'aime pas les innovations hasardeuses ; il reste l'homme de la tradition, du passé, se refuse à faire des expériences, préfère utiliser celles de ses devanciers. Le système proposé ne lui paraît pas viable et il a sans doute raison de ne pas se fier aux intuitions de cette Eminence, singulière sur plus d'un point.

Que le caractère inouï, risqué, de cette fondation sans exemple ait fait méconnaître à cet esprit si ouvert l'idée féconde qui l'inspirait, on doit en convenir. Certaines choses échappent toujours aux hommes les plus avertis, surtout quand ils se débattent au milieu de problèmes quasi inextricables. L'histoire, d'ailleurs, n'avait pas encore appris au clergé de France, jusqu'alors si cultivé, le péril d'un fléchissement intellectuel. Elle nous l'a révélé depuis. Eclairés par la crise du xix<sup>e</sup> siècle, nous n'aurions plus maintenant la même excuse. Souhaitons que cette dure leçon ne soit pas méconnue plus que les autres. *Historia magistra vitae.*

## CHAPITRE IX

### LE SACRE DE NAPOLEON ET LA NOUVELLE ORIENTATION DE SA POLITIQUE RELIGIEUSE

I. La politique religieuse de Napoléon s'oriente vers une politique impériale. Conséquences spirituelles de ses entreprises temporelles sur les Etats du Saint-Siège. — II. Le sacre et le séjour de Pie VII en France. Pie VII et M. Emery. — III. Les représentations de Pie VII et des évêques de France à Napoléon. Suggestions de M. Emery. — IV. M. Emery et l'ambassade du cardinal Fesch à Rome. M. Emery, Fesch et Chateaubriand. Le rappel de Fesch. — V. L'optimisme de Fesch partagé par M. Emery. Equivoques et confusions. Un apaisement provisoire.

#### I

Le sacre marque une étape nouvelle dans les relations de Napoléon et du Saint-Siège. Pour qui juge alors de l'extérieur, il symbolise en apparence le triomphe complet du second comme du premier. En recourant au Souverain Pontife, comme jadis Charlemagne, pour recevoir de ses mains la couronne impériale, la nouvelle dynastie authentique ses droits à l'égard des vieilles cours d'Europe, méprisantes jusqu'alors pour le Corse parvenu ; mais elle reconnaît par le fait même et de



façon éclatante ceux du successeur de saint Pierre ; le prestige dont elle voulut se revêtir rejaillit donc sur celui-ci. L'accord des deux puissances, spirituelle et temporelle, semble donc s'affirmer total. En réalité, sous des dehors aussi brillants que trompeurs, la cérémonie du 2 décembre 1804 posait entre le Sacerdoce et l'Empire les principes d'un terrible conflit.

« Je suis, disait Napoléon, le successeur de Charlemagne. » Il l'était en titre, sans doute, mais avec des conceptions toutes différentes et une mentalité infiniment moins chrétienne que le disciple d'Alcuin, grand admirateur de saint Augustin et lecteur assidu de *la Cité de Dieu*. Au lieu de mettre sa puissance au service de la chrétienté, il entend mettre la puissance de l'Eglise au service de la sienne. Couronné à Rome, Charlemagne restait l'Empereur romain. Couronné à Paris, Napoléon devient l'Empereur des Français. Cet Empereur ne résidant plus à Rome, mais à Paris, le Pape doit partager la même capitale, celle du monde ; de là ces tentatives répétées pour l'établir auprès de Notre-Dame, dans l'ancien archevêché qui va être restauré, agrandi ; la barque de Pierre quittera le Tibre pour s'amarrer sur la Seine, aux berges de la Cité. Evêque universel de l'Empire nouveau, Pie VII jouera dans celui-ci le rôle réservé par le Premier Consul aux doublures violettes des préfets laïques dans les départements ; on l'emploiera « pour organiser politiquement l'Europe, comme on a employé, pour organiser politiquement la France, les chefs spirituels des divers diocèses »<sup>1</sup>. Quant aux autres continents, par les Missions catholiques, ils seront soumis indirectement à l'influence de Sa Majesté ; les Missions de Syrie, de Perse, de Chine,

---

1. V. BINDEL, *Le Vatican à Paris*, 7.

d'Amérique, assurées par des Congrégations françaises réunies en une seule et soustraites à la Congrégation de la Propagande, relèveront uniquement de Napoléon par l'intermédiaire du grand aumônier, Fesch, leur directeur très sûr.

Ce système, sans doute, ne prend pas du premier coup une forme aussi définie ; il ne s'affirme que progressivement. Car la nouvelle politique religieuse, qui découle du sacre, « apparaît à chaque instant mouvante et en voie d'incessante création »<sup>2</sup> ; comme la politique allemande de l'Empereur, elle reste en perpétuel *fieri* ; aussi a-t-on pu la qualifier d'« ouverte » en empruntant ce qualificatif expressif au langage bergsonien<sup>3</sup>. Les idées de Napoléon se dégagent, s'amplifient, à mesure que ses victoires agrandissent son Empire et portent ses frontières de l'Espagne à la Russie, jusqu'aux limites de l'Europe. Saisi par un engrenage implacable qu'il a imprudemment déclenché et dont il ne reste plus maître, le successeur de Charlemagne se laisse entraîner chaque jour davantage. « Quand s'arrêtera-t-il ? » demandait avec inquiétude le perspicace Talleyrand. Pas plus dans les affaires religieuses que dans les autres, Napoléon ne pourra s'arrêter. Le mouvement, au contraire, s'accélérera ; sa vitesse, sa force croissantes l'emporteront, comme malgré lui, pour aboutir à son écrasement.

Ces conceptions césariennes se compliquent de préoccupations stratégiques. Une guerre à mort est engagée avec l'Angleterre ; il faut assurer la droite et les arrières des armées qui combattent en Allemagne. Or, l'Angle-

---

2. A LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège. L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, 600.

3. V. BINDEL, *Le Vatican à Paris*, 23.

terre possède la maîtrise des mers. La défaite de Trafalgar, dont Napoléon ne se relèvera jamais, a son contre-coup en Italie, à Rome même. La péninsule peut devenir une base, base de débarquement pour les ennemis, base d'espionnage pour leurs agents. Il faut donc la tenir et la tenir solidement. De là cette descente vers le Sud qui se heurte aux Etats du Saint-Siège progressivement occupés. Le blocus continental, enfin, devra, sous peine de manquer son effet, ne comporter aucune fissure ; le Pape se verra donc mis en demeure de fermer ses ports aux négociants britanniques et, par conséquent, de rompre avec leur nation.

Or, ce qui restait avec les autres puissances simple affaire politique, prend ici une portée religieuse. Père commun de tous les fidèles, Pie VII veut s'en tenir à une neutralité scrupuleuse, car l'Eglise, universelle par essence, n'a pas le droit de prendre parti. La Cour romaine ne saurait donc se solidariser avec une puissance, fût-elle catholique, contre les adversaires de celle-ci, fussent-ils protestants ou schismatiques. L'indépendance territoriale du Saint-Siège constitue, d'autre part, l'indispensable garantie de son indépendance religieuse ; la condition de sujet entraînerait pour le Pape une sujétion préjudiciable à son autorité ; elle lui ferait perdre le titre de Pontife souverain ; incorporée dans le grand Empire, la papauté risquerait d'y apparaître, sinon d'y être en fait, incorporée spirituellement ; elle perdrait alors son autonomie. Le principe même de l'Eglise, société parfaite, se trouve bel et bien mis en jeu. Par là s'explique l'inébranlable résistance du doux, mais irréductible Pie VII.

Cependant, le caractère mixte du problème, qui lie à des questions de territoire la question religieuse, les raisons stratégiques dont s'autorise l'Empereur, engagé

dans une guerre difficile, pour légitimer ses empiétements sur les Etats pontificaux, créent chez les catholiques français une certaine confusion. « On voulait spiritualiser les intérêts temporels »<sup>4</sup>, écrit à son neveu, le 30 avril 1806, le cardinal Maury, très sévère pour ce qu'il appelle l'aveuglement de Rome. M. Emery, lui-même, rassuré par Fesch, regardera d'abord ces « brouilleries » comme de pures divergences politiques et verra dans l'occupation d'Ancône et des ports italiens de simples mesures de sécurité militaire. Il faudra un certain temps pour que le développement de la crise accuse son véritable caractère et dévoile toute sa portée. Alors, tandis que d'aucuns, avec Maury, en aveugles plus ou moins volontaires, persisteront dans leurs illusions commodes, avec lucidité et courage, le Supérieur général posera le problème sur son véritable terrain, celui de l'indépendance de l'Eglise, et soutiendra Pie VII contre les prétentions de l'Empereur tout-puissant.

Le sacre, qui imprime une orientation toute différente à la politique religieuse de Napoléon, ouvre également dans la vie du Supérieur général une période nouvelle, aussi dramatique, sinon plus, que celle de la Révolution et, de toutes, la plus glorieuse. De 1801 à 1804, son rôle s'était borné à favoriser la réorganisation de l'Eglise de France en facilitant pour le mieux l'application du Concordat. Il va maintenant s'élargir à la mesure de la lutte qui s'engage entre le Sacerdoce et l'Empire. Désormais, ce n'est plus seulement pour l'Eglise de France qu'il va travailler, c'est pour l'Eglise romaine. Sans négliger pour autant les intérêts

---

4. Maury à son neveu l'abbé Maury, 30 avril 1806, *Collection particulière*.

des évêques et des diocèses, il se posera en champion de la papauté. Mais il le fera progressivement. L'évolution de son attitude, de plus en plus marquée, de ses idées, de plus en plus nettes, suit l'évolution des événements. Le conflit du Pape et de l'Empereur, qui éclate en 1808-1809 par l'occupation de Rome et l'enlèvement de Pie VII, est déjà, depuis 1806, plus que latent. En s'amplifiant peu à peu, il amplifiera parallèlement l'action de M. Emery, et cette vie, déjà si haute, atteindra son sommet.

## II

C'est dans ce cadre d'histoire générale qu'il faut replacer pour les bien comprendre les dernières années du Supérieur général. Cet ensemble les éclaire et leur donne tout leur relief.

Durant les fêtes du sacre, M. Emery se tient dans l'ombre. On ne signale pas sa présence à la cérémonie de Notre-Dame et la chose ne saurait nous étonner ; cet homme de prière n'aime point les solennités et les pompes officielles, leur préférant de beaucoup l'humilité de sa retraite où, dans l'oraison solitaire, son âme s'unit plus facilement et plus profondément à son Dieu. S'il consultait son goût, il se retirerait à Issy pour échapper « à la cohue ». « Les évêques arrivent en foule, écrit-il à M. de Bausset. Vous avez raison de regarder ce temps comme étant pour moi un temps de recueillement, de travail et d'embarras. Je vous estime fort heureux d'être à la campagne. » <sup>5</sup>

M. Emery ne figure pas davantage dans les réceptions de la cour où se presse le tout-Paris. Il assiste toutefois

---

5. A Bausset, 28 novembre 1804; D. E., VI, 284.

à deux audiences publiques de Pie VII, qui restent de caractère exclusivement ecclésiastique. La première a lieu à l'archevêché où le Pape reçoit le clergé. Le Souverain Pontife se montre extrêmement gracieux à l'égard du Supérieur général que lui présente le cardinal de Belloy.

Le Pape me sourit, rapporte-t-il, et me dit des choses très aimables, à ce qu'on m'a rapporté, car je ne distinguai point ce qu'il daigna me dire. M. le cardinal Fesch lui avait parlé de moi la veille et de Saint-Sulpice et m'a dit qu'il voulait me présenter. Mais il me suffit d'avoir reçu la bénédiction du Saint-Père <sup>6</sup>.

La seconde audience fut réservée au Séminaire. « Vu la petitesse du local, rapporte M. Garnier, M. Emery ne jugea pas à propos d'inviter Sa Sainteté » <sup>7</sup> dans l'ancienne maison de l'Institution chrétienne. Après avoir célébré la Messe à Saint-Sulpice, le IV<sup>e</sup> dimanche de l'Avent, et communiqué de sa main tous les élèves, Pie VII accueillit la communauté dans la chapelle des Allemands où un trône avait été dressé. En cette occurrence, on remarqua les attentions toutes spéciales qu'il eut pour le Supérieur général agenouillé à ses pieds. Le Souverain Pontife lui mit les deux mains sur la tête et lui témoigna une particulière affection <sup>8</sup>.

Beaucoup plus caractéristique encore de son estime et de sa confiance, fut l'audience particulière qu'il réserva, quelques jours plus tard, à M. Emery. Nous savons par M. Garnier que celle-ci dura deux heures, que le Saint-Père, dérogeant à la règle générale, permit

---

6. A Bausset, 15 décembre 1804, D. E., VI, 286.

7. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 143.

8. *Id.*, *ibid.*

à son visiteur de s'asseoir<sup>9</sup>. Sur cet entretien dont la longueur indique l'importance et où tant de questions relatives à la situation religieuse durent être passées en revue, celui-ci garda la plus entière discrétion. Sur un seul point qui intéressait la Compagnie, le maintien des Séminaires d'Amérique, il transmet à ses confrères la pensée de Pie VII, qui conseillait de surseoir au rappel des Sulpiciens. Sur tout le reste, au grand regret des contemporains intrigués et des historiens encore plus déçus, absolument rien ne transpire. M. Emery ne répète qu'un seul mot du Pape, aussi optimiste que gracieux vis-à-vis de notre pays : « Tous mes espoirs dans l'avenir sont en la France. »<sup>10</sup> Les questions les plus insidieuses, les insistances les plus indiscrètes ne purent obtenir davantage. Les curieux en restent pour leurs frais.

La satisfaction du Souverain Pontife s'explique par l'accueil enthousiaste et respectueux que Paris lui a réservé. Elle dut réjouir d'autant plus le Supérieur général que celui-ci n'était nullement étranger à ces manifestations de la piété publique. Des notes très intéressantes, rédigées par Clausel de Coussergues, nous montrent en effet avec quel empressement il favorisa la campagne de presse organisée par ce fonctionnaire du ministère des Cultes.

Lorsque le Pape Pie VII vint en France, rapporte ce dernier, je parlai à M. l'abbé Frayssinous et à M. Emery de l'importance qu'il y aurait à ce que les journaux s'exprimassent en termes les plus dignes sur tout ce qui touchait la personne et les actes du Souverain Pontife. Non seulement M. Emery le trouva à propos, mais il me dit qu'il contribuerait à une telle œuvre autant qu'il lui serait possible. Les connaissances que

9. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 143.

10. *Notes de Clausel de Coussergues*, D. E., IV, 988.

j'avais faites en pays étranger, pendant mon émigration, m'avaient donné accès dans le journal politique le plus religieux qu'il y eût alors, *la Gazette de France*.

Le soir que le Pape devait arriver à Paris, j'allai à son devant jusqu'à Villejuif. L'Empereur le conduisait dans sa voiture et, comme il suivait les boulevards extérieurs jusqu'aux Invalides, je fus conduit avec assez de rapidité pour arriver avant cette voiture devant le château des Tuileries. Je vis le Pape monter avec l'Empereur le grand escalier et, après quelques minutes, descendre dans la cour d'où, accompagné d'un cortège convenable, il monta au pavillon de Flore qui lui était destiné. Je sus, dans le moment même, que le chambellan qui accompagnait Sa Sainteté lui dit ces mots : « C'est ici que logeait Madame Elisabeth, sœur de Louis XVI », et que le Pape, levant les yeux au ciel, dit : « *Sancta Elisabeth !* »

J'allai le soir même chez M. Emery. Je lui rendis compte de ce que j'avais vu, du rapport que j'avais fait à *la Gazette de France*. Je le priai de me faire accorder, par une lettre de sa part, l'entrée chez le prélat qui devait accompagner le Saint-Père, chaque fois qu'il devait sortir dans Paris. Avec cette lettre, je fus parfaitement reçu de ce prélat qui me fixait chaque matin l'heure de la sortie du Pape et qui m'accordait chaque fois l'avantage de l'accompagner dans sa voiture.

Le séjour du Pape à Paris dura environ cinq mois. Pendant ce temps, il alla dans toutes les églises de la capitale et dans les grands établissements qui méritaient d'être observés, comme la Bibliothèque du roi, les vastes galeries contenant les animaux empaillés et la vaste collection du Muséum. Parmi les professeurs de cet immense établissement, se trouvait M. l'abbé Haüy, prêtre très pieux et ami de M. Emery. Celui-ci me donna une lettre qui nous fit parfaits amis. Je suivis le Saint-Père et, à ma prière, l'abbé Haüy dicta lui-même une ample relation de la visite du Pape au Jardin des Plantes. La visite du Pape à la Bibliothèque royale remplit une place considérable dans *la Gazette de France*, et je dus également cet avantage à M. Emery.

Il est à remarquer que Napoléon avait craint que la ville, dominée si longtemps par Voltaire, témoignât des sentiments de dédain au Souverain Pontife. C'est ce qui fit que, quoiqu'il eut établi la censure la plus rigoureuse sur les journaux qu'il avait réduits au nombre de douze, il avait voulu voir comment



ces journaux, dès le lendemain de l'arrivée du Pape, s'étaient exprimés. Il fut si satisfait de la rédaction de *la Gazette de France* qu'il ordonna qu'on la transportât, sans en changer un seul mot, dans *le Moniteur*. Le lendemain, il jugea que cette rédaction écrite dans le même esprit appartenait à de vrais catholiques et il ordonna de même qu'elle fût transportée dans *le Moniteur* ainsi pendant tout le temps que le Pape serait en France...

Ce qu'il y a d'important ici, conclut Clausel de Coussergues, c'est que ce fut à M. Emery que fut due la parfaite convenance avec laquelle il fut parlé du Pape <sup>11</sup>.

Mais, si Napoléon se déclare satisfait d'une campagne de presse si bien conduite, Fouché en éprouve le plus vif mécontentement. « Il y a un fait important à connaître, rapporte Clausel de Coussergues, pour sentir combien l'Empereur aurait été mal servi par la police dans le désir qu'il avait qu'on honorât le Pape qui était venu le sacrer. Dans le rapport que je fis de la visite du Pape à l'église Sainte-Elisabeth, faubourg Saint-Antoine, je notai le respect et l'affluence d'un peuple nombreux. Cet article me fit mander à la police. Le chef de division chargé des journaux me dit : « Monsieur, vous avez eu tort de vanter la population de ce faubourg peuplé de canailles. Du reste, il n'y avait pas aussi grande affluence que vous le dites. Mais on veut qu'on le dise ainsi. » <sup>12</sup> Si Fouché avait connu le rôle joué en l'occurrence par le Supérieur général, sa haine pour Saint-Sulpice eût encore redoublé. Mais la police, si bien faite qu'elle fût, ne savait pas tout. De longue date, l'adroit M. Emery avait trouvé moyen de la dérouter.

---

11. Notes de Clausel de Coussergues, D. E., IV, 987-988.

12. *Id.*, 988.

## III

La police se trouve d'ailleurs devant une tâche écrasante ; il lui faut protéger et surveiller les éminents personnages, les délégations départementales, les préfets, les fonctionnaires, les innombrables curieux que les cérémonies du sacre attirent à Paris. Les ecclésiastiques eux-mêmes accourent, qui ne sont pas le moindre souci du malveillant Fouché, ceux du second ordre, mais surtout, péril encore plus grave, tous ceux du premier.

Le souci de rehausser par la présence des évêques la cérémonie de son couronnement amène, en effet, l'Empereur à déroger pour une fois à son principe : maintenir les prélats dans un isolement complet pour qu'ils ne puissent concerter leur action et demeurent ainsi plus dociles dans sa main. Tous arrivent de leur diocèse, qu'ils n'ont pas le droit de quitter sans une permission expresse du gouvernement, heureux de retrouver Paris, plus heureux encore de se rencontrer. Ils ont ainsi l'occasion inespérée de s'entretenir ensemble des affaires religieuses, de comparer leurs difficultés, d'aviser aux remèdes qu'exige la situation peu satisfaisante de l'Eglise gallicane, de proposer enfin leurs suggestions. Tout n'est point parfait, tant s'en faut, dans le régime concordataire ; il y a bien des doléances, bien des requêtes à formuler.

Cette réunion exceptionnelle paraît d'autant plus favorable que, dans la capitale du nouvel Empire, les prélats, groupés en corps, peuvent associer leurs efforts à ceux de Pie VII, bénéficier de ses conseils et de son appui. Jusqu'alors, Napoléon faisait l'impossible pour empêcher leurs rapports avec Rome ; l'article premier des Organiques trahit nettement cette préoccu-

pation. Défiant à l'égard de toutes les conférences épiscopales, au point d'interdire par les mêmes Organiques les Conciles nationaux ou simplement provinciaux, il l'est plus encore envers ce qu'il appelle l'ingérence romaine. Après avoir sacrifié à son prestige personnel le premier principe qui s'opposait à tout contact entre les chefs des diocèses, voici qu'en même temps il sacrifie le second, qui les coupe du Saint-Siège. Non seulement ceux-ci se rassemblent à Paris ; ils se rassemblent en outre autour du successeur de Pierre, condition idéale, semblait-il, pour obtenir un heureux aménagement du régime concordataire. Napoléon, par ailleurs, oserait-il refuser cette satisfaction au Souverain Pontife qui, par un privilège exceptionnel, est venu de Rome le sacrer ? Cette occasion si favorable, les évêques la saisissent avec empressement. Pie VII, de son côté, travaille dans le même sens, et il s'y applique d'autant plus qu'il a mis comme condition formelle à sa venue les avantages spirituels qu'il escompte pour l'Eglise de France et la Papauté.

Les évêques expriment leurs desiderata qui se rencontrent sur un certain nombre de points : insuffisance du clergé, accroissement du nombre des diocèses, dotation de ceux-ci, traitement des desservants, fondation de Séminaires, rétablissement des Chapitres avec leurs droits et privilèges, soumission des constitutionnels, etc., autant de questions pratiques « intéressant l'Eglise concordataire dans sa vie et son activité quotidienne »<sup>13</sup>. Ces desiderata, la Légation les centralise et Bernier les formule dans un mémoire très adroit. Les cardinaux romains, de leur côté, proposent leurs demandes que

---

13. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège. L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, 365.

di Pietro catalogue avec moins de nuances et qui s'inspirent d'autres préoccupations : articles organiques, législation sur le mariage, application du Concordat italien, rétractation des constitutionnels, « questions surtout de nature théologique et qui concernaient les pays italiens au moins par moitié ». Les deux documents seront fondus pour devenir les *Rappresentanze del Papa a S. M. l'Imperatore dei Francesi sugli affari della Relligione cattolica in Francia*. Paris devient ainsi le centre de toute une activité diplomatique où les doléances des évêques de France s'ajoutent aux doléances de la Cour romaine, sans toujours concorder avec elles ni pour la forme ni plus le fond<sup>14</sup>.

A cette activité, le Supérieur général participe, mais à sa manière habituelle, dans l'ombre et sans se démasquer. Les prélats accourent à Saint-Sulpice ; anciens élèves pour la plupart, fils très chers pour quelques-uns, ils sollicitent les avis de leur maître et de leur père. Sauf les constitutionnels, Le Coz, Saurine, qui se dérobent à la rétractation que Pie VII exige, tous ont la plus grande confiance en M. Emery. Comme il avait prévu, avant les fêtes du sacre, ce temps sera pour lui « un temps de travaux et d'embarras »<sup>15</sup>.

Depuis 1802, les correspondances épiscopales affluent dans son bureau d'où partent conseils et suggestions. À côté du ministère des Cultes et de la Légation pontificale, ce bureau constitue comme une troisième direction des affaires religieuses qui ne se trouve pas toujours d'accord avec les autres et inquiète le Premier Consul. Quand il reproche à M. Emery de régenter les évêques, Bonaparte ne se trompe pas tellement. Le

14. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 365, et J. LEFLON, *Bernier*, II, 215.

15. A. Bausset, 28 novembre 1804, D. E., VI, 284.

Supérieur général, en effet, déplore leur manque de cohésion. Ils travaillent et travaillent parfaitement dans leur diocèse, mais de façon individuelle et cloisonnée. En face d'un pouvoir central autoritaire et puissant, ils ne forment par un corps. Leurs efforts restent dispersés. Il faudrait donc rendre leur action convergente. On opérerait alors avec plus de poids, en formant bloc devant le gouvernement.

Dès 1803, le Supérieur général s'applique déjà à grouper réclamations, doléances et renseignements ; il alerte certains prélats pour recueillir les unes comme les autres et sollicite des rapports. A défaut de tous les évêques de France, les cardinaux vont se rencontrer à Paris ; il faut les documenter pour qu'ils agissent à coup sûr.

Prochainement, écrit M. Emery à M. du Bourg, va se tenir la réunion des cardinaux à Paris pour conférer sur les besoins et l'état de l'Eglise de France. Il en est parmi eux qui pourraient bien n'être pas parfaitement au fait de tous ces besoins ; je croirais donc utile que quelques évêques leur fissent connaître ce qui est et ce qui pourrait être l'objet de leurs représentations au Premier Consul. Je vous inviterai donc, Monseigneur, à vous adresser à l'un d'eux, ou le cardinal-archevêque de Lyon, ou le cardinal-archevêque de Tours ; peut-être préférerez-vous celui-ci ? Excusez la liberté que je prends ; je crois qu'il n'y a pas de temps à perdre <sup>16</sup>.

Ainsi, le Supérieur général prenait, de sa propre autorité, l'initiative de ces consultations épiscopales qu'il estime indispensables. A l'occasion du sacre, qui rassemble les prélats autour de Pie VII, il s'emploie de façon plus active encore à faire coïncider leurs vues et leurs efforts. Les conversations permettent toujours des échanges d'idées autrement suggestifs que la corres-

---

16. A du Bourg, 24 mars 1803, D. E., V, 5342.

pondance, d'autant qu'à cette époque le courrier, surveillé par la police, se trouve condamné à une réserve gênante. Malheureusement, ces contacts directs, qui favorisaient l'accord des prélats, désavantagent les historiens de l'Eglise de France, car tous ces entretiens qui nous eussent appris tant de choses sur la situation religieuse et sur le rôle joué en l'occurrence par M. Emery n'ont laissé aucune trace dans les archives officielles ni même dans les archives privées. *Verba volant*. Un seul document nous reste, qui permet de deviner bien d'autres interventions.

Je ne sais, écrit le Supérieur général au cardinal Fesch, si M. Jauffret a communiqué à Votre Eminence une idée qui s'est présentée à moi aussitôt que le Pape est arrivé à Paris, c'est qu'il convenait de saisir ce moment pour rendre l'exercice du culte public à Paris, comme il l'est généralement dans toute la France : 1° parce que le Pape, le chef de la religion, venant à Paris, invité par le chef du gouvernement pour accomplir l'acte de religion le plus solennel, il semblait indécent que l'exercice public de cette religion fût défendu sous ses yeux.

2° Parce que la liberté du culte public rendue à Paris dans ces circonstances serait un trait de politique, car on ne peut se dissimuler que beaucoup de personnes se permettent de blâmer le voyage du Saint-Père et enveloppent l'Empereur de leur censure téméraire. Or, rien ne serait plus propre à leur fermer la bouche et à montrer que le voyage du Pape était motivé par le bien de la religion que de rendre, à l'occasion de sa présence, une liberté au culte que, très certainement, le gouvernement rendra tôt ou tard. J'entrevois bien quelques objections, mais il sera facile de répondre, ajoute M. Emery en terminant 17.

Ce document, unique, semble-t-il, dans le dossier du Supérieur général ouvre de curieuses perspectives sur son activité ; il nous montre également que la démarche exceptionnelle de Pie VII venant sacrer l'Empereur ne

---

17. A Fesch, 11 décembre 1804, D. E., non coté.

suscite pas moins de critiques dans les milieux parisiens que dans les milieux romains. Le faubourg Saint-Germain, lui aussi, s'est ému, où le zèle royaliste se pare du zèle religieux pour attaquer le nouveau régime et blâmer la Papauté. Cette attitude ne pouvait surprendre M. Emery habitué de longue date à ces manœuvres devenues classiques. Dissiper cette confusion systématiquement entretenue depuis quinze ans, il ne prétend plus le faire. Du moins s'emploie-t-il à utiliser cette opposition insidieuse pour convaincre Fesch par des arguments auxquels l'oncle de Napoléon ne pouvait rester insensible.

Que le Pape abandonnât la dynastie légitime des Bourbons pour leur substituer une dynastie usurpatrice, le faubourg Saint-Germain ne pouvait le pardonner. Le mouvement qui rallie au nouveau régime un certain nombre de familles aristocratiques accroît encore son dépit. Les ecclésiastiques eux-mêmes se laissent gagner ; car, pour répondre au désir de son neveu, soucieux d'agréger à sa cour les plus beaux noms de France, Fesch introduit dans la grande Aumônerie un certain nombre de nobles représentatifs à souhait ; il demande au Supérieur général de lui céder, comme clercs de la chapelle impériale, des séminaristes bien nés, et ce dernier s'y prête, sans beaucoup d'enthousiasme d'ailleurs. De Sambucy, de Boulogne, Jauffret, Fournier acceptent le titre et les fonctions bien rémunérées qu'on leur offre. Les royalistes s'indignent. Sambucy, Boulogne s'émeuvent et, pour se disculper, reportent sur M. Emery la responsabilité d'une décision que ses conseils auraient entraînée.

Mécontent à juste titre de cette attitude peu courageuse et peu loyale, celui-ci leur ménage une verte leçon. Il les invite à Issy pendant l'octave de la Nativité

de la Sainte Vierge et, après le dîner, sur un ton mi-plaisant, mi-sévère, remet les choses au point, avec ce mélange de causticité, de gravité, d'ironie, qui donnait à ses remontrances un tour particulièrement mordant. « Messieurs de la grande Aumônerie, leur dit-il, vous rejetez sur moi tout l'odieux qu'on croit voir dans votre acceptation. Vous êtes venus en effet me consulter. Vous m'avez consulté aussi sur les honoraires. — Combien cette place nous vaudra-t-elle ? — Tant. — C'est une considération. — Il y a bien des tours de bâton dont on ne parle pas », ajoute-t-il en regardant Sambucy avec une insistance particulière <sup>18</sup>. On devine l'effet de cette algarade, d'autant plus mortifiante que de nombreux ecclésiastiques participaient à la réception. Ces messieurs de la grande Aumônerie restèrent interloqués, muets. Ils se le tinrent pour dit.

#### IV

Pie VII regagne Rome tout ému de l'accueil qui lui a été réservé. Sa douceur grave, sa rayonnante bonté, ses mots heureux ont conquis tous les cœurs. S'il rentre en Italie sans avoir obtenu de Sa Majesté les engagements qu'il escomptait, du moins rapporte-t-il la sympathie et l'affection de la France. Dans la lutte qui va s'ouvrir entre le Sacerdoce et l'Empire, il en recueillera bientôt le bénéfice incontestable. Beaucoup de préventions contre le Saint-Siège sont tombées au contact de celui qui l'incarne avec une aussi manifeste vertu. Le gallicanisme lui-même, surtout dans le bas clergé, a perdu beaucoup de virulence. Pour rester d'ordre moral, ces avantages avaient leur prix.

---

18. *Souvenirs de M. Abeil*, D. E., IV, 230.



Sur la joie de Pie VII toutefois une ombre plane. Napoléon qui l'a séduit l'inquiète plus encore ; les manques d'égard qui trahissent le parvenu, mais surtout le système, ont contrasté avec les plus délicates attentions ; on a fait miroiter aux yeux du Saint-Père les plus belles espérances, et les merveilles de ce mirage se sont évanouies devant des refus brutalement exprimés. De là, outre les déceptions personnelles du Souverain Pontife, les critiques dont l'assaillent les milieux romains ; autour de lui, chez ses conseillers les plus intimes, grandit un mécontentement d'abord sourd, puis manifeste ; la défiance contre les Français se trahit de plus en plus ouvertement ; l'atmosphère se charge d'électricité en même temps que de nuages. Le couronnement de l'empereur à Milan comme roi d'Italie, les décrets qu'il signe pour l'organisation religieuse du nouveau royaume, l'occupation d'Ancône attribuée à des raisons militaires, accroissent la tension. Le 13 novembre 1805, Pie VII adresse à Napoléon une lettre de protestation qui laisse percer des menaces de rupture. C'était après l'échec de la descente en Angleterre et après Trafalgar. Napoléon, qui reçoit la dépêche à la veille d'Austerlitz, en conclut que la Cour pontificale profite de ses embarras, mise sur sa défaite pour se montrer exigeante. Aussi répond-il après sa victoire, avec une extrême violence. L'extension aux Etats vassaux d'Italie du Concordat italien, l'ordre intimé au Saint-Siège de fermer ses ports aux Anglais, la conquête et l'occupation de Naples acculent à un conflit.

Déjà fort délicate par elle-même, la situation de Fesch à Rome devient impossible en raison de ses brutalités et de ses maladresses. Au lieu d'aplanir les difficultés, à force de tact et de douceur, il entre en lutte avec

l'adroit et sage Consalvi qui abandonne la Secrétairerie d'Etat juste au moment où sa haute intelligence, son charme, sa souplesse eussent été si utiles pour éviter l'irréparable. L'ambassadeur de France est rappelé, le 18 avril 1806, pour se voir remplacé, chose significative, par l'ancien conventionnel Alquier. Fesch regagne donc la France. S'il garde jusqu'en août 1807 son titre d'ambassadeur, son rôle officiel est fini. Un autre commence, beaucoup plus important, beaucoup plus dramatique. Pour le jouer, il aura près de lui M. Emery.

Le Supérieur général ne pouvait se montrer ravi d'un retour motivé par d'aussi graves événements. Sans doute, il déplorait l'éloignement d'un personnage influent qui pouvait, sur place, rendre d'utiles services. Peut-être même, on croit le deviner, ne jugeait-il pas cette Eminence spécialement qualifiée pour la diplomatie, surtout à la Cour pontificale. Le tempérament entier, autoritaire, ombrageux, cassant de Fesch, ses brutalités de Corse et de napoléonide, son mauvais caractère enfin, ne le désignaient nullement pour cet art subtil qui exige de la souplesse, pratique les demi-silences et, sur la physionomie impassible, étale d'énigmatiques et impénétrables sourires.

Les démêlés héroï-comiques du cardinal avec Chateaubriand avaient gêné le Supérieur en même temps qu'ils l'éclairaient sur les deux personnages réunis par ses soins. M. Emery avait cru réussir un beau coup en obtenant pour le second un poste de secrétaire auprès du premier. Il se trouve, en effet, pour des raisons différentes, fort lié avec l'un comme avec l'autre. Son voyage en Amérique avait noué entre l'auteur d'*Attala* et ces messieurs de Saint-Sulpice des rapports très amicaux. La renommée littéraire de ce jeune écrivain, la superficielle, mais brillante apologie qu'il avait entreprise du

christianisme ne pouvaient qu'accroître à Rome le prestige de l'ambassade et de l'ambassadeur. On sait comment Fesch et Chateaubriand se brouillèrent. Réduit par le cardinal ombrageux et jaloux à signer des passeports et des paperasses sans intérêt, le secrétaire se console d'abord en rêvant sur les ruines romaines. Les belles-lettres n'y perdront rien avec la première esquisse des *Martyrs*. Mais l'impatience gagne ce génie méconnu. Ses entretiens avec l'irritable Eminence prennent de moins en moins le ton harmonieux des duos attendris qu'échangent Eudore et Cymodocée dans la paix romantique du soir qui descend. Tout finit par un éclat.

M. Emery cependant essaye de rapprocher ces deux hommes dont la bonne entente lui paraît si désirable. Il le fait avec infiniment de délicatesse et de tact, sans appuyer, car ils ont également les nerfs à fleur de peau. Ses cordiales relations avec l'un comme avec l'autre permettent de les utiliser pour des communications réciproques, aussi iréniques que satisfaisantes pour leur incommensurable vanité. Les auteurs se montrent toujours flattés, quand on leur parle de leurs chefs-d'œuvre; les diplomates ou ceux qui se croient tels aiment qu'on souligne leurs heureux procédés.

Oserai-je prier Votre Eminence, écrit le Supérieur général à Fesch, de trouver bon que j'insère ici un petit mot pour M. de Chateaubriand. Il m'écrit une lettre relative aux intérêts de son ouvrage dans laquelle il se loue beaucoup de vos bontés <sup>19</sup>.

Ces efforts restèrent vains. La brouille éclatante et regrettable de l'ambassadeur et du secrétaire d'ambassade en présageait d'autres plus éclatantes et plus regrettables encore avec les cardinaux de la Cour ponti-

---

19. A Fesch, 20 novembre 1803, D. E., non coté.

ficale. Consalvi lui-même, si séduisant qu'on l'avait surnommé « la sirène de Rome », ne réussit pas à charmer son intraitable collègue. Sa souplesse, son aimable douceur ne parviennent au contraire qu'à l'exaspérer. Le crédit que le Pape accorde à son éminent secrétaire d'Etat ajoute à cette incompatibilité d'humeur une rivalité d'amour-propre. Cette tension croissante ne pouvait échapper à un homme aussi perspicace, aussi bien informé que M. Emery.

Il n'était point facile de donner à un si grand personnage que Fesch des avertissements trop catégoriques devant lesquels eût sans doute regimbé cette Eminence. Pour s'en tenir souvent à des généralités prudentes, qui laissent au destinataire le soin des conclusions pratiques, les conseils de M. Emery n'en formulaient pas moins de très opportunes leçons. Sans cesse, il rappelle le cardinal au soin de sa propre sanctification.

Je prie Dieu de tout mon cœur, lui écrit-il le 29 juillet 1803, qu'il bénisse toutes vos démarches et qu'il fasse descendre sur vous le Saint-Esprit avec les dons de piété, de conseil et de force. Vous êtes, pour ainsi dire, à la source de toutes les grâces spirituelles, puisque vous pouvez si souvent visiter les tombeaux des saints apôtres et ceux de tant d'autres saints pontifes. Sûrement vous ne vous occupez pas tellement des objets de votre légation que vous ne donniez un temps notable à vos propres affaires. Ce serait pour vous le moment de relire le *Traité de la considération* au Pape Eugène et de vous appliquer une bonne partie de ce que dit saint Bernard au Pape et, dans sa personne, à tous les prélats qui sont chargés de beaucoup d'affaires, ces affaires fussent-elles les plus importantes de toutes pour le bien de la religion, parce que, après tout, il n'y en a point de plus importante pour nous que celles que Dieu nous a confiées avant toutes les autres <sup>20</sup>.

---

20. A Fesch, 29 juillet 1803, D. E., V, 5049.

Le cardinal recueille ces leçons de haute sagesse spirituelle, si utiles pour l'établir dans la sagesse simplement humaine qu'il ne pratique pas toujours, et les recueille d'autant plus volontiers que les lettres du Supérieur général prennent parfois un ton affectueux qui le touche; il y est question de « tendre, respectueux et profond dévouement »<sup>21</sup>. Or, l'archevêque de Lyon sait que son vénérable père connaît la valeur des mots, qu'il ne les emploie pas au hasard, qu'il n'use jamais de vaines formules. Il devient donc de plus en plus édifiant, se lève chaque matin, comme au Séminaire, à 5 heures, lit la Vie des saints, celle de saint Charles en particulier, s'adonne à l'oraison. Non content de s'imposer à lui-même une règle quasi monastique, Fesch y soumet tous ses familiers, et, comme il ne badine point, chacun doit respecter l'ordre des exercices. « Puisque cela vous fait plaisir, écrit-il au Supérieur général, je vous dirai que le règlement de ma maison est ponctuellement suivi. On s'en est beaucoup moqué à Rome et j'imagine qu'on en parle comme d'une singularité. »<sup>22</sup>

Peut-être eût-on préféré que l'ambassadeur de France se montrât moins dévôt et plus commode; car les « singularités » de sa vie pieuse s'accompagnent d'autres « singularités » peu en rapport avec son éclatante ferveur; illogisme humain auquel il faut savoir se résigner, surtout avec un tempérament comme celui-là. Un Fesch ne se refond jamais totalement. Quand on se rappelle ce qu'il fut, constitutionnel sous la Révolution, puis brasseur d'affaires, puis bourgeois cossu et mondain, entièrement oublieux de son sacerdoce, compte tenu de ses déficiences, en vérité fort graves, on ne peut

---

21. *A Fesch*, 21 décembre 1803, D. E., V, 5066.

22. *Fesch à Eméry*, 12 janvier 1806, D. E., V, 5121.

qu'admirer cette métamorphose. Si incomplète qu'elle demeure, elle honore le Père spirituel ; elle honore l'illustre pénitent.

M. Emery, qui doute, à juste titre, des capacités de l'ambassadeur, n'en souhaite que plus vivement sa présence en France, où il le croit plus utile. Cette présence, il la désire pour le diocèse de Lyon que Fesch administre de trop loin, car, malgré leur incontestable valeur, ses vicaires généraux ne donnent pas, loin de là, entière satisfaction. Jauffret, « un grand fabricant de systèmes », se permet des initiatives malheureuses pour appliquer ses conceptions parfois chimériques. Quant à Courbon, « qui a d'excellentes qualités, il n'a pas dans un haut degré celle des formes, écrit M. Emery au cardinal. Il n'a pas, aurait dit Platon, sacrifié aux grâces et peut-être, dans la communication de ses idées et de ses observations sur ce qu'il croit être le plus grand bien, ne met-il pas assez de formes »<sup>23</sup>. Billet plus malicieux sans doute qu'il ne veut bien le paraître, car, par-dessus la tête du vicaire général, le trait spirituel semble bien viser l'archevêque lui-même. Il est des choses qu'on ne peut faire entendre aux grands personnages de façon trop directe et trop appuyée. A eux de comprendre. L'Eminence, elle non plus, ne sacrifiait point aux grâces. Hélas ! elle n'y sacrifiera jamais.

Sur place, le Primat des Gaules contrôlera et dirigera Courbon comme Jauffret. Il s'exercera, en outre, à la prédication qui relève de sa charge, non moins que l'administration du diocèse. Car, cet homme, pour le reste si ombrageux, si en garde contre toute ingérence, si jaloux d'exercer personnellement ses privilèges, s'efface quand il s'agit d'annoncer la parole de Dieu ;

---

23. A Fesch, 15 mars 1805, D. E., V, 5040.

avec une libéralité qui ne lui est pas coutumière, il cède à ses collaborateurs les chaires de son diocèse, y compris la chaire de sa cathédrale où il ne monte presque jamais. C'est, en effet, un piètre orateur. Tandis qu'il tranche de tout, plume en main, et tranche avec une telle vigueur qu'il donne souvent l'impression de sabrer, un auditoire lui fait perdre tous ses moyens ; les mots ne viennent pas ; l'archevêque s'intimide, hésite, s'embarrasse. Soucieux de son prestige, il se résigne donc à un silence qui masque prudemment une infériorité dont il a conscience et qu'il ne veut pas avouer.

Ses antécédents ecclésiastiques ne le préparaient nullement à cet apostolat, tout nouveau pour lui. Il n'a été ni vicaire ni curé ; ses fonctions de chanoine d'Ajaccio, dans un Chapitre d'Ancien Régime, comportaient d'autres obligations. Il arrive donc à l'épiscopat sans avoir acquis au préalable cette expérience de la parole qui suppose une longue pratique, de patients efforts et quelques échecs. *Fiunt oratores*, disaient les maîtres anciens de la rhétorique classique. Fesch le constate avec effroi. Son élévation au siège de Lyon le trouve novice en éloquence. Il faudrait donc que le Primat des Gaules se résignât à débiter. Or, la chose ne lui sourit guère. De là cette lettre curieuse de M. Emery qui déplore son abstention, le rappelle à son devoir, avance quelques conseils, l'encourage à essayer.

Je demande à Dieu de tout mon cœur, écrit-il le 13 mars 1807, qu'il dilate le cœur de Votre Eminence, parce qu'on ne saurait trop aimer Dieu, et c'est ma demande de tous les jours. Je demande aussi, puisque Votre Eminence le désire, que Dieu lui délie la langue, c'est-à-dire apparemment qu'il lui donne la volonté et la faculté de parler en public. Votre Eminence a tout ce qui est nécessaire pour cela. Il ne s'agit que de commencer ; mais il faut procéder, comme saint François de Sales le conseillait à l'archevêque de Bourges, frère de Mme de Chantal,

c'est-à-dire peu à peu, dans de petites occasions et de l'abondance du cœur. Car, pour de longs discours d'apparat, ni le public ni votre état ne les exigent de vous, et, sans cela, vous pourrez être, comme une infinité d'autres, un excellent pasteur des âmes <sup>24</sup>.

Cependant, si la bonne administration de son diocèse et l'évangélisation de ses ouailles réclament la présence de Fesch, les intérêts généraux de l'Eglise de France l'exigent davantage encore. Bien souvent, le Supérieur général le répète au cardinal, regrettant que, comme les saints, il n'ait pas le don de multilocation. Que de fois, il lui écrit : « Revenez ! » La réorganisation des diocèses pose tant de problèmes dont l'heureuse solution exigerait son intervention directe ! Quelle influence pourrait remplacer la sienne, et pour combattre les influences contraires, et pour soutenir la faiblesse du pauvre légat, et pour encourager la bonne volonté de l'excellent Portalis ?

A mesure que la politique religieuse de Napoléon, au début simplement concordataire, accentue son césarisme en se faussant, à mesure que le conflit avec Rome s'amplifie et s'accuse, les invitations de M. Emery prennent une tournure de plus en plus pressante. On croirait même que le rappel de l'ambassadeur correspond à ses plus intimes désirs. Fesch serait plus utile à Paris qu'à Rome. Dans la Ville Eternelle, où d'ailleurs il se rend indésirable, son action diplomatique ne saurait avoir la même efficacité. La capitale de l'Empire tend à devenir en même temps le centre des affaires religieuses ecclésiastiques. Tout dépend de Napoléon qui a l'initiative, beaucoup moins de Pie VII, réduit à refuser ou à accepter. C'est donc sur Napoléon qu'il

---

24. A Fesch, 13 mars 1807, D. E., V, 5 108, et 20 mai 1807, V, 5 072.



faut agir, afin de modérer si possible ses exigences dans les limites raisonnables. Personne n'aura plus d'autorité que son oncle pour le retenir sur la pente dangereuse où il s'engage et la France avec lui. De là ce billet impatient et presque angoissé : « Oh ! que j'eusse désiré que Votre Eminence fût à Paris dans la circonstance pour l'honneur de l'Eglise gallicane ! Mais peut-être, si elle vient de bonne heure, sera-t-il encore temps. » <sup>25</sup>

## V

Le retour de Fesch qui assure à la religion un défenseur actif, en cour et bien placé, tranquillise provisoirement le Supérieur général. Il semble d'ailleurs qu'en ce début de conflit, le cardinal ait réussi à lui faire partager ses conceptions et ses illusions. Fort mécontent du Saint-Siège dont il parle avec une acrimonie méprisante, porté à soutenir par solidarité familiale la cause de son neveu, l'ambassadeur ne voit de tous ces différents que le côté exclusivement politique. Fermer les ports romains aux Anglais, mettre fin aux agissements de leurs espions, « couvrir les derrières de l'armée de Naples et en assurer ses communications avec l'Italie » <sup>26</sup>, toutes ces mesures se légitiment à ses yeux par des raisons de sécurité militaire. « Aigri par des ressentiments personnels, aveuglé sur les mobiles et les ressorts de l'opposition du Pape, il s'était, une fois pour toutes, convaincu des bons droits de son neveu. » <sup>27</sup>

25. A Fesch, 26 mars 1806, D. E., V, 5079.

26. « Ce sont les termes du dernier projet de note préparé pour Alquier, le 22 janvier 1808 », *Arch. Affaires étrangères, Rome*, 941, f° 20, A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège. L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, 589, note 1.

27. A LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 589.

Sans aller peut-être aussi loin, M. Emery admet d'abord cette thèse officielle et il l'admet d'autant plus facilement que les adversaires de l'Empire, pour susciter une opposition politique, répandent des nouvelles inquiétantes. Vu sa nature, son origine, ses buts, cette campagne de rumeurs le met en garde contre les interprétations malveillantes ; ce pessimisme tendancieux et intéressé le fait réagir en sens inverse pour exagérer plutôt la note optimiste, témoin cette lettre à M. du Bourg, évêque de Limoges :

Je ne suis pas surpris que les bruits qui vous alarment soient parvenus jusqu'à vous ; nous en avons ici les oreilles rebattues ; c'est de Paris qu'ils se répandent dans les provinces. Mais vous pouvez et devez croire que ce sont de faux bruits. Certainement la religion et l'Eglise ne sont pas ce qu'elles doivent être ; elles manquent de secours et de protection suffisantes. Mais c'est une calomnie atroce de dire que le gouvernement veut détruire la religion. C'est encore un bruit très faux qu'on s'occupe d'un règlement pour la religion qui doit détruire sa substance. M. le cardinal Fesch m'a pleinement assuré qu'il n'en était rien. Il est vrai qu'il y a une brouille fâcheuse entre le Pape et l'Empereur ; mais elle ne regarde que le temporel ; l'objet principal est qu'on veut que le Pape s'oblige par un traité à fermer ses ports aux Anglais et aux Russes toutes les fois que la France sera en guerre avec eux, et le Pape, disant qu'il est le Père commun, s'y refuse <sup>28</sup>.

On juge par cette lettre de la confusion qui règne. L'équivoque se trouve exploitée et par les ennemis intérieurs de l'Empire pour l'attaquer avec les royalistes, et par ses partisans, avec Fesch, pour le soutenir. Les premiers, qui utilisent le catholicisme à des fins partisans, en arrivent à grossir le péril jusqu'à prêter à Napoléon des intentions tellement excessives qu'elles

---

28. *A du Bourg*, 24 juillet 1806, D. E., V, 5360.

en paraissent invraisemblables. Les seconds, en revanche, prévenus, comme Fesch, en sa faveur, méconnaissent le caractère religieux du débat, purement politique à leurs yeux. A M. Emery, lui-même, il faudra quelque temps pour établir un juste départ entre les deux données d'un problème spirituel engagé dans des incidences temporelles et que les passions s'acharnent à embrouiller. La chose ne doit pas nous surprendre, car, selon la juste remarque du professeur Latreille, « la portée des affaires d'Italie échappait à la plupart des contemporains, inclinés à juger plutôt d'après la France l'Etat des rapports entre le Sacerdoce et l'Empire »<sup>29</sup>. Comme les idées napoléoniennes enfin, la situation se trouve en pleine évolution, ce qui ne contribue pas à éclaircir les perspectives.

Le moment approche où, à la lumière des événements qui s'aggravent, le Supérieur général mettra le doigt avec sûreté sur le point névralgique. Si, en 1806, le conflit menace déjà, il n'a pas encore éclaté. Deux ans devront passer pour que la lutte devienne ouverte. M. Emery alors prendra nettement position ; au lieu de suivre Fesch, comme au début, il le précédera dans la résistance et méritera ses blâmes, en attendant qu'à son tour il finisse par l'entraîner.

Pour l'instant, les négociations engagées par l'intermédiaire du cardinal Spina et de Mgr d'Arezzo autorisent encore un espoir. L'Empereur, d'autre part, vu l'extrême danger auquel l'expose la quatrième coalition, concentre sur l'Allemagne toute son attention et tous ses efforts ; le problème italien passe au second plan. En 1807 seulement, la paix de Tilsit, après une victoire qu'il croit décisive, lui permettra de rouvrir la

---

29. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 589.

querelle pour ordonner l'occupation de Rome et des Etats pontificaux.

Ce répit provisoire permet à Fesch de reprendre en main l'administration de son diocèse et le règlement des affaires religieuses de France. Il obtient alors l'épiscopat pour deux de ses protégés, son vicaire général Jauffret et le fameux prédicateur Fournier,<sup>30</sup> qu'il avait, en 1802, sur la demande de M. Emery, arraché aux griffes de Fouché.

L'archevêque de Lyon eut à cœur d'imposer personnellement les mains aux deux prélats en même temps qu'à Imbertrès, promu au siège d'Autun. Cette cérémonie lui permit, en décembre, de marquer à nouveau son éclatante dévotion.

Nos trois évêques ont été sacrés le jour de la Conception, écrit à M. d'Aviau le Supérieur général. Ils ont fait leur retraite à Issy ; jusque-là rien de merveilleux. Mais M. le cardinal Fesch, qui devait les sacrer, a fait la retraite avec eux ; voilà ce qui est notable. Le sacre s'est fait dans la chapelle impériale avec édification des assistants. Le cardinal donna un grand repas où étaient le cardinal Maury, plusieurs évêques, le ministre des Cultes, une quarantaine de curés et autres ecclésiastiques. Le cardinal dit le grand *Benedicite* et les grâces, et fit lire un chapitre de l'Épître à Tite sur le devoir des évêques. Imaginez si on fut ébahi ou pour mieux dire édifié. Il y a bien eu quelques critiques, mais enfin la chose se passa ainsi. J'y étais. Le secrétaire de M. le cardinal m'a dit qu'on avait continué depuis ce temps de lire à table. Vous voyez que malgré qu'on en dise nous commençons à montrer autrement que par notre pauvreté, que nous rappelons les premiers siècles de l'Eglise <sup>30</sup>.

L'année 1806 finissait donc pour M. Emery dans un certain optimisme. La présence de Fesch, son crédit, le rassurent ; sa piété le console. Une grosse étape

---

30. A d'Aviau, 14 décembre 1806, cité par LYONNET, *Le cardinal Fesch*, 38-39.

cependant avait été franchie depuis 1804. Les deux ans écoulés marquaient de façon progressive la déviation de la politique concordataire vers la politique impériale, qui, par la suppression de son indépendance territoriale, vise à l'annexion de la Papauté, incorporée dans tout le système napoléonien. Ainsi apparaissent déjà les conséquences d'un sacre qu'on a pu qualifier de « funeste »<sup>31</sup>, car s'il associe dans un accord aussi pompeux qu'éphémère le Sacerdoce et l'Empire, il imprime aux conceptions religieuses de Bonaparte une orientation si fatale qu'elle aboutit à les opposer l'un à l'autre, pour le malheur provisoire de Pie VII, pour le malheur définitif de Napoléon.

---

31. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 588.

## CHAPITRE · X

### M. EMERY ET LE GALLICANISME

I. Le *Catéchisme impérial*. L'opposition de M. Emery au projet de *Catéchisme impérial*. Ses raisons. — II. L'évolution des idées gallicanes de M. Emery. Une suppression significative. Les leçons de la Révolution. Le progrès de l'ultramontanisme dans le clergé de second ordre. M. Emery édite les *Nouveaux opuscules* de Fleury. But de cette publication. — III. Les félicitations de Rome. Le mécontentement de Fesch. L'intervention de Fouché. La défense de M. Emery. La Compagnie et le Séminaire menacés. — IV. Les mandements épiscopaux. Les panégyriques de l'Empereur. Observations de M. Emery aux évêques. Pas de manifestes !

L'opposition de M. Emery à la politique religieuse impériale s'affermira avec une netteté croissante à mesure que le caractère de la lutte engagée avec le Saint-Siège apparaîtra plus nettement. Elle se manifestera aussi de façon plus ouverte à mesure que l'aggravation de la crise, puis la volonté formelle de Napoléon qui le prend pour arbitre, l'obligent à se prononcer plus catégoriquement. Officieuse d'abord, elle agit d'abord, selon sa méthode préférée, sur les intermédiaires et comme dans les coulisses ; officielle à partir de 1809, elle éclate dans la Commission ecclésiastique et le met directement aux prises avec l'Empereur en personne.

L'évolution parallèle de ses conceptions et de son

attitude, qui rend si passionnante et si suggestive la dernière période de sa vie, ne facilite pas, tant s'en faut, la tâche de ses biographes. Il est plus commode de suivre un tracé rigoureusement rectiligne que d'épouser les contours sinueux d'un dynamisme vivant. Sous peine de fausser tout le graphique, les dernières inflexions de la courbe ne doivent pas accuser le profil de son point de départ ni celui de son progressif développement. Sous peine de déformer toutes les perspectives, la distinction entre l'action officieuse et l'action officielle de M. Emery, de 1809 à 1811, ne peut davantage être forcée, car elles s'exercent simultanément. Les affaires religieuses de France enfin, succession du cardinal de Belloy, nomination de Maury à Paris, délégation des pouvoirs capitulaires aux évêques nommés par le gouvernement sans institution canonique du Pape, divorce et mariage de l'Empereur, réactions du gallicanisme, se mêlent aux affaires romaines par un chassé-croisé de causes et de conséquences réciproques. Autant de points de vue qu'il faut distinguer sans les séparer.

L'exposé successif de ces différentes questions exige donc une vue continuelle, synthétique, de cet ensemble compliqué et de cet incessant *fieri*, dans lequel se meut avec un curieux mélange de souplesse et de fermeté, d'hésitations provisoires et d'assurance toujours plus grande, le conseiller des évêques de France devenu le conseiller de Napoléon.

## I

La première opposition de M. Emery s'élève au sujet du *Catéchisme impérial* publié en 1806, sur l'ordre et sous le contrôle de Sa Majesté. Elle demeure encore discrète ; tout reste entre le Supérieur général, le cardinal Fesch et M. de Bausset.

Bien des raisons indisposent M. Emery contre cette innovation qu'il estime inopportune et regrettable ; le fait d'abord qu'elle s'autorise des *Organiques* sur lesquels nous connaissons sa pensée. « Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toute l'Eglise de France », portait l'article 36, comme si la liturgie et la rédaction d'un manuel d'enseignement religieux relevaient de l'autorité du gouvernement. Le zèle que déploie Bernier pour appliquer cet article 36 ne saurait par ailleurs réconcilier le Supérieur général avec ce projet. « C'est le voisin de l'archevêque de Tours, mande-t-il à M. de Bausset, qui remue tout cela. »<sup>1</sup> Outre qu'il se méfie toujours de l'activité envahissante d'un prélat qu'il n'estime guère, cette initiative contrarie la politique de silence qu'il conseille vis-à-vis de cette indésirable législation. Tout se passe enfin en dehors des évêques que Portalis exclut, sous prétexte qu'ils ne réussiraient pas à se mettre d'accord ni sur le principe d'un catéchisme commun, ni sur la rédaction à adopter.

M. Emery n'ignore pas les motifs que l'on invoque. On exhume un vœu déposé en 1785 devant l'Assemblée du clergé de France, pour bien montrer qu'il ne s'agit pas d'une innovation. Mais le Supérieur général, que d'Astros consulte, répond que ce vœu est resté un vœu. « Il ne croit pas, relate un rapport conservé aux Archives nationales, qu'on ait jamais agité la question d'un unique catéchisme dans l'Assemblée du clergé de France. »<sup>2</sup> On fait ressortir également qu'un manuel uniforme, utilisé dans tout l'Empire, dispenserait, en changeant de résidence, d'assimiler un texte tout diffé-

---

1. A Bausset, 21 juillet 1804, D. E., VI, 281.

2. Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 5438.



rent qui déroutent les habitudes prises et impose un second effort de mémoire contrarié par le premier. Cet avantage, tout réel qu'il soit, ne compense pas, aux yeux de M. Emery, les inconvénients qu'il estime plus graves.

J'avais observé à Votre Eminence, rappelle-t-il au cardinal Fesch, que le bien qui résulterait de l'unité de catéchisme était très léger, et se réduisait à ce que les enfants, avant leur première Communion, passant d'un diocèse à l'autre (ce qui est un cas très rare), ne seraient point obligés d'apprendre un nouveau catéchisme, au lieu que le trouble au moins pendant très longtemps qui en résulterait serait considérable. Car si on veut que ce catéchisme soit enseigné dès à présent, il faut donc que tous les enfants dans toute l'étendue de l'Empire changent actuellement de catéchisme, et voilà les parents, qui sont les premiers catéchistes, ou obligés d'apprendre un nouveau catéchisme, ou dans l'impuissance de catéchiser leurs enfants <sup>3</sup>.

Toutefois, l'opposition du Supérieur général se motive par des raisons plus hautes que ces raisons pratiques ; les principes se trouvent en cause.

Ce qui me peine le plus, ajoute-t-il, ce n'est point le fond, c'est la forme et je ne sais comment la concilier avec l'honneur et avec ce que nous appelons les libertés de l'Eglise gallicane. C'est dans votre sein seulement, Monseigneur, que je dépose mes inquiétudes sur ce point <sup>4</sup>.

Ce catéchisme unique s'appellera, en effet, le *Catéchisme impérial* et cette épithète en dit long. Impérial, il doit, selon les vues de Napoléon, inculquer aux enfants de France le respect de son autorité, la soumission à sa puissance, la fidélité à l'impôt et surtout à la conscription. Ces obligations d'ordre civique et dynastique l'emportent dans son esprit sur le dogme, dont il parle

---

3. A Fesch, 20 avril 1806, D. E., V, 5098.

4. Id., *ibid.*

avec mépris, comme de questions oiseuses, subtiles, contestées entre théologiens disputeurs ; elles l'emportent même sur les obligations envers Dieu et envers l'Eglise. De là le développement disproportionné donné, sur son ordre, au quatrième commandement. Ce chapitre, essentiel à ses yeux, retient toute son attention. Portalis, qui n'ose le demander « à un d'Astros »<sup>5</sup>, recourt pour sa rédaction à Bernier. Si complaisant que soit l'évêque d'Orléans, l'Empereur trouve son texte insuffisamment explicite ; il impose des corrections et des additions. La pédagogie catéchistique n'y gagne guère, car il faudra que les pauvres enfants apprennent une réponse de quinze lignes pour fonder sur deux raisons les devoirs envers Sa Majesté, et une de dix lignes pour énumérer « les motifs particuliers qui doivent plus fortement nous attacher à Napoléon I<sup>er</sup>, notre Empereur »<sup>6</sup>.

Dans sa lettre à l'oncle, le Supérieur général ne pouvait guère critiquer *ex professo* ces innovations imposées par le neveu. Mais son texte nuancé trahit son idée de derrière la tête. En vain avait-il conseillé de s'en tenir au texte du catéchisme de Bossuet, « dans la pensée, écrit-il, qu'on entraînerait dans de graves inconvénients ». Mais on n'a pas retenu cette suggestion. De là ses doléances, « M. Jauffret, m'ayant communiqué ce qui se passait, confie-t-il à Fesch, j'en gémis

---

5. A. LATREILLE, *Le catéchisme impérial*, 51.

6. Voici le texte de cette seconde réponse : « Il est celui que Dieu a suscité dans les circonstances difficiles pour rétablir le culte public de la religion sainte de nos pères et pour en être le protecteur. Il a ramené et conservé l'ordre public par sa sagesse profonde et active ; il défend l'Etat par son bras puissant ; il est devenu l'Point du Seigneur par la consécration qu'il a reçue du Souverain Pontife, chef de l'Eglise universelle. » A. LATREILLE, *Le catéchisme impérial*, 81.

et je crus qu'on pouvait par là exister (*sic*) gratuitement de grands troubles dans l'Eglise de France »<sup>7</sup>.

C'était, une fois de plus, se montrer perspicace, car le *Catéchisme impérial* rencontrera la plus vive opposition et la Petite Eglise l'exploitera contre l'Eglise concordataire. Dans sa brochure *Le véritable esprit du catéchisme à l'usage de toute l'Eglise de France qui vient d'être publié par M. Buonaparte*, l'abbé Blanchard pose la question suivante : « Quel est le premier et l'un des principaux objets que M. Buonaparte, de concert avec les persécuteurs, s'est proposé en publiant ce catéchisme ? » Et il répond : « C'est incontestablement de faire reconnaître de plus en plus, par un exercice continu, la puissance qu'il s'est arrogée sur les choses spirituelles et sur ce que la religion a de plus sacré. »<sup>8</sup> Avec plus de modération que M. Blanchard, dont le préfet de Haute-Garonne dénonçait « le style forcené »<sup>9</sup>, M. Emery avouait simplement son impuissance à concilier le nouveau manuel avec « l'honneur et les libertés de l'Eglise gallicane » ; il aurait pu dire de l'Eglise tout court.

Une chose cependant le rassure : le catéchisme sera publié avec approbation du légat, et le Supérieur s'en félicite, car « il ne sera pas dit que ce sont seulement des laïques qui ont prescrit aux évêques le fond et la forme de leur enseignement ». Encore cette garantie le satisfait-elle imparfaitement. « Est-ce à un théologien italien sous le nom de légat à donner un catéchisme à l'Eglise gallicane » ?<sup>10</sup> demande-t-il, avec un mécontentement qui trahit de vives susceptibilités nationales.

---

7. A Fesch, 20 avril 1806, D. E., V, 5098.

8. A. LATREILLE, *Le catéchisme impérial*, 145.

9. *Id.*, 148.

10. A Fesch, 20 avril 1806, D. E., V, 5098.

Ce « théologien italien » lui semble par ailleurs d'autant moins qualifié pour donner un catéchisme à de jeunes Français, qu'un projet rédigé par ses soins, puis soumis à Jauffret et « à d'autres », par Portalis fut jugé « très défectueux »<sup>11</sup>.

M. Emery ne pensait pas alors que le catéchisme impérial, imposé pour des raisons politiques par le gouvernement, lui serait un jour fort utile et que, devant la Commission ecclésiastique de 1811, les évêques, les ministres, il serait heureux de s'en couvrir pour défendre les droits du Siège apostolique, sans blesser Napoléon. En 1806, il ne prévoyait nullement que ce texte officiel, dont il dénonce les inconvénients, lui permettrait cette adroite parade. Il ne soupçonnait pas davantage que l'évolution de son propre gallicanisme le munirait d'armes non moins efficaces pour soutenir l'indépendance spirituelle de l'Eglise contre un césaro-papisme croissant.

## II

Comme les ecclésiastiques d'Ancien Régime, M. Emery avait été élevé dans les idées gallicanes, « communément adoptées par le clergé de France », avoue le cardinal di Pietro. Il héritait d'une longue tradition qui rentre aujourd'hui dans les souvenirs historiques, mais demeurait alors bien vivante. Sous peine de ne rien comprendre à son attitude, à l'époque concordataire, dans la crise du Sacerdoce et de l'Empire, il faut donc faire abstraction de nos conceptions actuelles et se replacer, avec le recul nécessaire, dans le climat théologique de son temps.

---

11. A Fesch, 20 avril 1809, D. E., V, 5098.

En 1807, le Supérieur général se trouve déjà loin de sa première position gallicane ; on ne relève plus sous sa plume de déclarations analogues à celle qui figurait en 1772 dans son *Esprit de Leibniz* :

Nous ajoutons, pour écarter jusqu'aux plus légers soupçons d'ultramontanisme, que nous sommes très attachés aux maximes du clergé de France, consignées dans sa déclaration de 1682. Nous regardons cette déclaration comme un monument précieux, même au Saint-Siège, dont nous ne doutons pas qu'il ne loue un jour la sagesse et ne réclame l'autorité, parce que, en même temps qu'on y rejette des prérogatives qui n'ont point de fondement dans l'Evangile, on y établit celles qui sont de droit divin, et sur lesquelles repose l'immuable grandeur du Saint-Siège ; et, si l'Eglise gallicane y indique d'une main la partie de l'édifice qu'on peut abattre, elle montre de l'autre celle qui doit être à jamais sacrée et inviolable. Le moment n'est peut-être pas éloigné où l'on adoptera dans les Etats catholiques de l'Europe nos maximes ; et la crainte qu'en poussant précipitamment la juridiction du Pape, on ne le fasse reculer au delà de ses justes bornes, nous a donné lieu de faire l'observation précédente <sup>12</sup>.

La seconde édition de l'*Esprit de Leibniz*, en 1804, ne contient plus cette déclaration ; M. Emery l'a supprimée. La chose naturellement ne passe point inaperçue ; en 1819, les gallicans et les jansénistes, qui ont excellente mémoire, soulignent dans la *Chronique religieuse* que « l'omission de ce passage important, dans une édition nouvelle publiée trente-trois ans après la première, mérite d'être remarquée » <sup>13</sup>. On devine que la disparition de ce « bel éloge » contriste les uns comme les autres ; aussi pour se consoler rejettent-ils la responsabilité de cette regrettable disparition sur la Compagnie de Saint-Sulpice, particulièrement chère aux amis de Port-Royal. « M. Emery était devenu Supérieur général

12. *Esprit de Leibniz*, préface.

13. *Chronique religieuse*, t. I, janvier 1819, 14.

de sa Congrégation, écrit la *Revue ecclésiastique*, et il est vraisemblable qu'en cette qualité, il se vit dans le cas de changer de langage pour se conformer à l'esprit et à la doctrine de cette Congrégation. » <sup>14</sup>

La véritable explication nous apporte autrement de lumières que ces « vraisemblances » tendancieuses. Ces trente-trois ans avaient compté qui prêtaient à des réflexions suggestives, les quinze derniers surtout. « L'expérience de la Révolution, constate l'historien de Fesch, avait ébranlé l'édifice » <sup>15</sup> gallican et, note le cardinal Pacca dans ses *Mémoires* <sup>16</sup>, jeté le discrédit sur les fameuses libertés. Le gallicanisme, en effet, sous sa forme politique et parlementaire avait cru, en 1790, l'occasion bonne pour prendre sa revanche du Concordat de 1515, qu'il n'avait jamais accepté. La *Pragmatic Sanction* de Bourges, sacrifiée par François I<sup>er</sup> pour obtenir en échange la collation des bénéfices, restait son idéal. Soucieux de réorganiser l'Eglise en même temps que l'Etat, car l'Eglise est pour eux dans l'Etat, les légistes de la Constituante s'inspirent de ces principes pour établir la Constitution civile du clergé. On sait quelles furent pour l'Eglise de France et pour la Révolution elle-même les conséquences de cette capitale erreur. Les maximes gallicanes subissent le contre-coup de ce triomphe funeste ; la défaveur qui s'attache à la Constitution civile rejaillit sur elles et beaucoup d'insermentés s'en détachent en raison du mal qu'elles ont causé.

Rien de plus caractéristique à cet égard qu'une lettre adressée en 1797 par M. Emery à l'abbé de Villèle, qui

14. *Revue ecclésiastique*, t. V et VI, 30.

15. A. LATREILLE, *Le gallicanisme ecclésiastique sous le Premier Empire*, *Rev. historique*, CXCIV, 22.

16. Cardinal PACCA, *Mémoires*, II, 73.

lui transmet les doléances de leurs défenseurs, indignés par une récente publication de l'abbé Pé dans un supplément à son ouvrage sur l'*Autorité des deux puissances*. « Je suis surpris de ce que les libertés trouvent encore des partisans si chauds parmi les ecclésiastiques qui ont été les victimes de l'abus qu'on en a fait, écrit-il, tandis que l'Eglise constitutionnelle ne combat aujourd'hui contre l'Eglise catholique qu'en invoquant ce *palladium*. » <sup>17</sup>

Après la signature du Concordat, ce *palladium* sert encore aux amis de Grégoire pour soutenir leur résistance au Souverain Pontife et s'arroger des pouvoirs qui appartiennent à lui seul. Le Coz, par exemple, au nom des maximes gallicanes, « donne des dispenses qui relèvent exclusivement du Pape », et le Supérieur général s'en indigne : « Bien entendu, assure-t-il à M. du Bourg, ces maximes ne favorisent pas ses prétentions. Mais vous savez qu'on leur fait dire ce qu'on veut, quand il est question de limiter les droits du Saint-Siège » <sup>18</sup>.

Dans ce vieux arsenal de l'Ancien Régime, Bonaparte lui-même, inspiré par ses légistes, comme jadis les rois de France, a largement puisé, afin de réduire la portée du Concordat. Avec aussi peu de logique que d'élégance, les *Articles organiques* réintroduisent les principes que la déposition générale des évêques, incluse dans le traité, contredisait formellement. Cette législation douteuse et ce procédé inqualifiable n'étaient pas de nature à rendre ces doctrines spécialement chères à M. Emery. Nous avons vu avec quelle sévérité il con-

---

17. A Villèle, 18 janvier 1797, D. E., cité par A. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 188.

18. A du Bourg, 5 janvier 1806, D. E., V, 5371.

damne les Organiques dans son Mémoire au cardinal légat. L'attitude du gouvernement dans la réorganisation religieuse de la France, l'usage qu'il fait de « nos libertés » pour restreindre celles de l'Eglise et soustraire les évêques à la direction du Saint-Siège, accroissent encore sa défiance. Bernier lui-même s'en déclare excédé, qui en arrive, dans une lettre à Talleyrand, à formuler « avec franchise » des protestations un peu aigres contre « les maximes outrées qu'on donne pour le *palladium* de l'Eglise gallicane, tandis qu'elles ne sont que les prétentions de quelques présidents et avocats jansénistes » <sup>19</sup>

Jusqu'alors cependant l'abus du *palladium* se limitait à l'application du Concordat ; on va maintenant s'en couvrir dans la lutte qui s'engage entre le Sacerdoce et l'Empire. C'était, en élargissant l'application des maximes gallicanes, les compromettre davantage encore et accroître d'autant leur discrédit.

Les évêques sans doute, dans l'ensemble, leur demeurent fidèles, Fesch plus que personne qui « a invoqué les quatre articles pour composer son maintien, en bon ambassadeur, sur celui de son souverain, et se constituer une réserve d'arguments dans de difficiles débats théologiques et politiques. Il s'est accroché surtout au second de ces articles qui, affirmant l'indépendance de l'autorité temporelle, lui paraissait mettre la couronne à l'abri des prétentions ultramontaines » <sup>20</sup>.

Mais les prêtres, surtout les plus jeunes, se détachent des principes que professent encore le cardinal oncle et ses vénérables collègues. Le gallicanisme napoléonien,

---

19. Bernier à Talleyrand, 2 juillet 1804, Arch. Affaires étrangères, Rome, 936, f° 276-277.

20. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 595.



en effet, s'il favorise l'épiscopalisme en restreignant les interventions du Saint-Siège au profit des prélats, n'a rien de presbytérien. Contre le second ordre qui a fait la Révolution, l'Empereur se tient en défiance ; aussi le soumet-il à l'autorité absolue du premier, que renforce au besoin la puissance séculière des gendarmes et des préfets. Curés et desservants se tournent donc vers le Pape, seul recours qui leur reste. L'émigration, d'autre part, puis « les échanges inévitables entre diocèses français, belges, rhénans, italiens, réunis sous le même sceptre, contribuent à la diffusion de tendances favorables à Rome »<sup>21</sup>. Enfin, la popularité que Pie VII s'est acquise durant son séjour en France, les mauvais procédés du gouvernement à son endroit, les menaces qui pèsent sur l'unité de l'Eglise, rendent fort antipathiques ces doctrines d'Ancien Régime dont Napoléon s'autorise pour persécuter le Saint-Père. Toutes ces causes réunies ébranlent les conceptions gallicanes. La théologie, semble-t-il, intervient beaucoup moins.

Déjà sensible, en 1807, cette évolution, qui s'accroîtra jusqu'à la fin de l'Empire, n'échappe point à la perspicacité de M. Emery. Cet ultramontanisme, qui gagne le clergé et s'agite plus encore chez les séminaristes toujours empressés à suivre, sinon à précéder, les mouvements nouveaux, lui paraît excessif ; car il est, pour son compte, et restera gallican. Il déplore davantage encore l'abus que fait Napoléon des fameuses libertés. Ces libertés, le Supérieur général ne les abandonne pas ; il veut seulement qu'elles soient « bien entendues » et que, pour demeurer acceptables, elles se maintiennent dans de justes limites. Entre les tendances

---

21. A. LATREILLE, *Le gallicanisme ecclésiastique sous le Premier Empire*, *Rev. historique*, CXCIV, 21.

des ecclésiastiques du second ordre et les prétentions de l'Empereur, sa position s'établit donc en 1807 dans un moyen terme, celui du gallicanisme modéré qu'il regarde comme le seul authentique. Cette position, il la marque en publiant les *Nouveaux Opuscules* de Fleury.

Le pauvre Fleury avait eu cette singulière malchance de s'attirer en même temps les foudres de Rome et celles du pouvoir royal. Il devait ce double malheur à la façon peu scrupuleuse dont les éditeurs du XVIII<sup>e</sup> siècle manipulent son ouvrage pour en modifier la rédaction dans le sens du gallicanisme outré, ce qui ravit les Parlements et mécontente le Saint-Siège, et pour l'enrichir de notes plus que jansénisantes, ce qui déchaîne la Sorbonne contre lui. Or, en fouillant chez les bouquinistes, sur la fin de la Révolution, M. Emery tombe sur son manuscrit. On devine avec quel empressement ce collectionneur de documents se porte acquéreur de ce texte original qui fait foi. Il le compare aux textes publiés et relève les infidélités de ceux-ci avec une joie d'autant plus grande que la version originale se trouve en parfait accord avec ses propres vues.

L'honneur de Fleury n'est pas seul en cause qui mérite quelque réparation. Le gallicanisme, aux yeux du Supérieur, trouve avantage à reprendre ses véritables traits, que déformèrent à la fois ses détracteurs pour le noircir, ses partisans pour l'exploiter. Rome elle-même y gagne la reconnaissance de ses droits. Telles que Fleury les entend, les libertés gallicanes satisfont M. Emery ; elles échappent à d'injustes critiques ; elles condamnent en même temps les abus de Napoléon.

Tout heureux de reconnaître, sous la plume de cet auteur la *via media* qu'il a toujours suivie, le Supérieur communique aux messieurs de Saint-Sulpice cette

importante découverte ; il la communique à M. de Cicé qui l'engage à publier la version authentique ; il la communique aussi à Bruté, directeur au Séminaire de Rennes, et Jean-Marie de Lamennais presse celui-ci de faire une édition « fidèle, complète, exacte de ces *Discours*, car les unes sont incomplètes ; dans les autres, le texte est altéré et accompagné de notes très dangereuses » <sup>22</sup>. M. Emery se charge personnellement de ce travail et les *Nouveaux Opuscules* de Fleury paraissent au début de 1807.

Deux d'entre eux surtout firent quelque sensation, le *Discours sur les libertés de l'Eglise gallicane* et les *Anecdotes sur l'Assemblée de 1682*. Imprimé pour la première fois en 1724, le *Discours sur les libertés de l'Eglise gallicane* avait subi dans les éditions suivantes de tels remaniements « qu'il n'était plus possible de distinguer ce qui était de Fleury et ce qui n'en était pas » <sup>23</sup>. Or, ces remaniements portent justement sur les passages dans lesquels l'auteur établit quelque point favorable à l'autorité de l'Eglise ou du Saint-Siège. M. Emery ne se contente pas de rétablir le véritable texte ; les notes qui soulignent ces graves et systématiques altérations, accusent davantage encore le calcul des falsificateurs et la portée des corrections nécessaires. La préface d'ailleurs déclarait sans ambages que « rien n'avait été changé ni supprimé dans ce *Discours* que ce qui était en opposition avec certaines maximes ou certains usages du Parlement... et que l'abbé Fleury, quoique nourri dans le barreau de Paris, n'était pas, comme on le croit communément, un bas adulateur du

22. Jean-Marie de Lamennais à Bruté, Fr. SYMPHORIEN ANGE, *A travers la correspondance de Jean-Marie Lamennais*, II, 226-227.

23. *Nouveaux opuscules de Fleury*, 40.

Parlement et un aveugle partisan de toutes nos libertés »<sup>24</sup>.

Pour rester d'ordre simplement historique, les *Anecdotes sur l'Assemblée de 1682* n'en ouvraient pas moins de curieuses perspectives sur cette Assemblée si chère à tous les gallicans ; ceux-ci l'invoquent d'autant plus volontiers qu'ils ignorent ce qui s'y passa et se retranchent derrière Bossuet, sans bien connaître le rôle tenu en la circonstance par l'évêque de Meaux. Or, Fleury, intimement lié avec ce dernier, en tenait des renseignements précieux qu'il nous transmet. Sa relation établit que Bossuet fit avorter le projet de déclaration présenté par l'évêque de Tournay refusant au Pape l'infailibilité, qu'il voulait écarter toute discussion sur l'autorité du Pontife romain, qu'il s'efforça d'obtenir tout au moins l'ajournement indéfini de la décision. C'était priver le gallicanisme d'une grande autorité, ou du moins la restreindre à un gallicanisme modéré, celui même de Fleury, celui de son éditeur, M. Emery.

### III

Le texte authentique des *Opuscules*, édité par M. Emery, reçut à Rome le plus favorable accueil. Si hostile qu'il fût aux formes les plus modérées du gallicanisme, le cardinal Antonelli adressa au Supérieur général ses plus vives félicitations, avec celles de Pie VII.

On ne peut assez louer, écrit cette Eminence, ni remercier l'éditeur des *Nouveaux Opuscules*, d'avoir lavé, autant qu'il était possible, l'abbé Fleury de la tache imprimée à sa mémoire, et d'avoir fortement réprimé, sinon entièrement

---

24. *Nouveaux opuscules de Fleury*, 30 et 40.

réduit, les ennemis de l'Eglise romaine qui abusaient du nom et de l'autorité de ce grand homme... Le Saint-Père a reçu avec beaucoup de joie les *Opusculs* de Fleury et il m'a chargé d'exprimer ses remerciements à l'éditeur dont le dévouement au Siège apostolique se manifeste si évidemment dans cet ouvrage <sup>25</sup>.

Fesch, au contraire, se montre furieux, et la chose se comprend, car cette publication renverse tout le système dans lequel il se réfugiait pour concilier avec ses devoirs d'évêque ses complaisances familiales et son rôle d'ambassadeur.

J'ai lu les *Nouveaux Opusculs* de Fleury, écrit-il au Supérieur général. C'est un ouvrage qui ne peut faire que du mal dans le moment où nous nous trouvons. Il peut encourager l'audace des uns et décourager l'audace des autres. Si on avait pensé aux exagérations de Rome et aux impulsions perfides de nos ennemis pour la pousser à des extravagances, on aurait vu que ce n'était pas le temps de publier un pareil ouvrage <sup>26</sup>.

M. Emery répondit à l'Eminence irritée une longue lettre où les finesses, les suggestions, les nuances alternent avec de très vigoureuses déclarations :

La lettre que Votre Eminence m'a fait l'honneur de m'écrire m'a jeté dans le plus grand étonnement. Ses occupations ne lui auront pas permis de lire véritablement l'ouvrage dont il s'agit ; elle n'aura fait que le parcourir, de l'œil. Je la prie de vouloir bien charger une personne intelligente de le lire et de lui en rendre compte ; et si Votre Eminence persévère dans le jugement qu'elle m'a communiqué, je la prie de le dire à M. l'abbé de Sambucy qui m'en avertira ; et alors j'écirai à Votre Eminence plus amplement que je ne vais le faire.

C'est dans leurs rapports avec le Pape que les *Opusculs* paraissent vous avoir déplu. Voici ce qui en résulte, qu'on avait supprimé dans le discours de M. Fleury sur les libertés

---

25. Le cardinal Antonelli à M. Emery, 5 mai 1807, D. E., VI, 377.

26. Fesch à Emery, 11 avril 1807, D. E., V, 5024.

de l'Eglise gallicane quelques traits favorables au Pape et aux évêques, et que les traits ont été rétablis, que M. Fleury a cru que les Parlements avaient quelquefois mis au nombre de nos libertés de véritables abus, que le Parlement de Paris semblait être en guerre avec le Pape, que dans les démêlés même qu'on avait avec le Pape il fallait ne point oublier qu'il est le Père commun et qu'on devait agir comme des enfants bien nés en agissant avec leur père quand ils sont forcés d'avoir avec lui quelque contestation. Or, en tout cela, il n'y a pas un mot de moi, tout est de M. Fleury; et quel est aujourd'hui le jurisconsulte honnête qui ose être d'un autre avis? On décréditait les témoignages et les sentiments de M. Fleury en matière ecclésiastique, parce qu'on prétendait que c'était un ennemi passionné du Pape, j'ai prouvé le contraire. On voulait les décréditer encore parce que M. Fleury était, disait-on, janséniste; j'ai prouvé le contraire; on ne savait ce qu'on devait penser du discours de M. Fleury, parce que toutes les éditions se contredisaient les unes les autres, j'ai mis hors de doute son authenticité. D'où il résulte que j'ai fortifié les témoignages que M. Fleury rend à nos véritables libertés. J'ai rapporté encore quelques notes de M. Fleury sur l'Assemblée de 1682, et le sentiment de M. Bossuet sur le sens du 4<sup>e</sup> article. Assurément, il n'y a rien en tout cela qui contrarie nos véritables libertés et les quatre articles de 1682.

Qu'est-ce que tout cela a de commun avec le mauvais emploi que le Pape a pu faire de son autorité temporelle, ou même avec l'abus de son autorité spirituelle? Est-ce que l'autorité du Pape fondée sur le droit divin ne demeure pas toujours la même, malgré l'abus qu'il en ferait? Cet abus serait-il une raison de détruire son autorité, et un catholique sage et zélé ne devrait-il pas continuer de la défendre? Combien d'évêques abusent et abuseront de leur autorité? Les théologiens catholiques en sont-ils moins obligés de la défendre? Mais il n'est pas même question dans les *Opuscules* de défendre l'autorité du Pape; il n'est question tout au plus, et encore indirectement, que des ménagements qu'on doit garder avec lui et qui n'ont pas toujours été gardés par nos Parlements.

Encore une fois, je suis encore à concevoir ce qui a pu donner lieu à Votre Eminence de croire que le gouvernement pouvait être choqué de l'impression de quelques *Opuscules* de M. Fleury. A Dieu ne plaise que j' imagine que le gouvernement est l'ennemi du Saint-Siège et qu'il trouve mauvais

qu'on dise quelque chose qui soit à l'avantage de son autorité spirituelle, telle qu'elle a été établie par Jésus-Christ ! Ce n'est pas assurément vous, Monseigneur, qui le trouveriez mauvais et comme cardinal, et comme évêque du premier siège des Gaules, et que deviendrait l'autorité spirituelle des évêques si celle du chef tombe dans le mépris ?

La seule conséquence qu'on puisse citer des *Opuscules* de M. Fleury, c'est que M. Fleury lui-même, quoique défenseur zélé de nos libertés, a cru que les Parlements avaient souvent abusé de ce nom pour gêner et opprimer la juridiction spirituelle des évêques ; et vous avez vu M. Bossuet dire dans l'oraison funèbre de M. le chancelier Le Tellier en présence de tous les magistrats du Parlement que les *libertés de l'Eglise* avaient toujours été employées contre elle.

Et encore à présent, Monseigneur, n'avez-vous pas vu, n'avez-vous pas quelquefois expérimenté, que dans les Conseils, dans les tribunaux, les plus grands adversaires de l'Eglise et des évêques étaient d'anciens avocats, tout imbus encore des principes de l'ancienne jurisprudence ?

J'avais, pendant la Révolution, recueilli ces petits *Opuscules* manuscrits de M. Fleury, et surtout son *Discours sur les libertés de l'Eglise gallicane*. J'en avais parlé par occasion à quelques évêques, et particulièrement à M. l'archevêque d'Aix, qui n'a cessé de m'écrire pour me pousser de le rendre public ; et en le rendant public, je n'ai fait que déférer à ses instances. Je n'ai vu encore aucun évêque, qui, après avoir lu les *Opuscules*, ne m'ait dit que j'avais rendu un grand service à l'Eglise et à la religion ; et je suis persuadé que si vous voulez bien prendre la peine de lire encore cet ouvrage ou de vous en faire rendre compte, vous en porterez le même jugement <sup>27</sup>.

Fesch s'apaise, mais, faute de pouvoir discuter le fond, se retranche derrière la question d'opportunité. « Je pense que, tout au moins, vous n'avez pas choisi votre temps pour publier l'ouvrage en question, répond-il à M. Emery. Lorsque je serai à Paris, je vous prouverai que mon opinion est fondée. » <sup>28</sup>

---

27. A Fesch, 18 avril 1807, D. E., V, 5059-5060.

28. Fesch à Emery, 23 mai 1807, D. E., V, 5024.

Le Supérieur général ne partage nullement cet avis. Vu la tournure que prennent les choses, il devient urgent d'éclairer l'opinion. « Le point auquel il faut s'attacher davantage, écrit-il à Bruté, c'est l'autorité de l'Eglise romaine. Les *Nouveaux Opuscules* ont fait à cet égard un bien notable. »<sup>29</sup> Sa position lui apparaît d'autant plus forte que, pour garantir l'authenticité de sa publication, il met à la disposition de tous l'autographe de Fleury. « Voit qui veut mon manuscrit chez moi, mande-t-il encore à Bruté ; plus de trente personnes l'ont vu et il demeurera au Séminaire. »<sup>30</sup>

Cette édition des *Nouveaux Opuscules* de Fleury produit une sensation assez vive. La presse pourtant, sauf de rares exceptions, se garde bien de la relever. « Le livre des *Opuscules* de Fleury est plus important et plus favorable au Pape que je ne le croyais, écrit le Supérieur général à M. de Bausset. Aucun journaliste, ajoute-t-il, excepté l'abbé de Boulogne et le *Journal des Curés* n'ose en parler, j'imagine *propter metum judeorum*. »<sup>31</sup> Cette conspiration du silence ne s'explique pas seulement par une crainte prudentielle ; une consigne formelle a été donnée par Fouché. Le *Journal des Curés* ayant, en effet, signalé l'ouvrage avec l'annonce « qu'il ferait connaître les altérations qu'avait subies le fameux *Discours sur les libertés de l'Eglise gallicane*, ce passage déplut, rapporte Jauffret. L'abbé Roman, directeur du journal, fut mandé à la police et les rédacteurs eurent l'ordre d'être plus circonspects à l'avenir »<sup>32</sup>.

Le ministre ne se borne pas à chapitrer M. Roman ;

---

29. A Bruté, 17 janvier, D. E., *Lettres à Bruté*, VII.

30. A Bruté, s. d., D. E., *Lettres à Bruté*, XI

31. A Bausset, 4 juillet 1807, D. E., VI, 387.

32. JAUFFRET, *Mémoires sur les affaires religieuses de France pendant les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle*, I, 65.



il convoque M. Emery en personne pour lui adresser les représentations les plus vives. De tout temps, il a poursuivi de sa hargne le Supérieur et la Compagnie ; son hostilité ne se dissimule pas. « Vous êtes plus jeune et tout autre que je ne pensais, déclare-t-il à l'abbé le Surre qui vient le trouver pour dissiper ses préventions ; je vous avais pris pour un vieux Sulpicien. — Excellence, repartit M. le Surre, il paraît que vous n'aimez pas les Sulpiciens. — Effectivement, je ne suis pas leur ami », reconnaît le ministre et il en donne une raison : « Je ne suis pas leur ami parce qu'ils gênent trop les séminaristes dans les études. » Son visiteur lui raconte alors comment, avec l'autorisation de ses supérieurs, il lut, aux Robertins, les *Provinciales*, de Pascal, « pour se former le style sur celui de l'auteur », comment, dans cette maison, « on mettait dans les mains des élèves les preuves qu'on leur donnait à établir »<sup>33</sup>.

Pour l'ex-Oratorien, Saint-Sulpice incarne l'étroitesse et la vétusté. M. le Surre réussit-il à le persuader du contraire ? La chose semble plus que douteuse. D'autres raisons d'ailleurs beaucoup plus graves, et, il faut le dire pour l'honneur de la Compagnie, beaucoup plus justes, expliquent sa malveillance systématique. Ce qu'il ne pardonne pas aux Sulpiciens, c'est de contrarier sa politique essentiellement antireligieuse par l'influence profonde qu'ils exercent sur le clergé ; c'est l'action aussi efficace qu'insaisissable de leur Supérieur. M. Emery constitue un partenaire qu'il ne peut compromettre, car celui-ci excelle à le dépister, qu'il ne peut davantage neutraliser, car celui-ci glisse et pénètre partout. L'édition des *Nouveaux Opuscules* lui semble donc une excellente occasion pour le perdre. Rien ne

---

33. Notes de M. le Surre, D. E., IV, 193.

saurait mieux irriter Napoléon que cette apologie de l'autorité du Saint-Siège, publiée au moment précis où s'envenime sa querelle avec Rome. Des questions insidieuses posées avec tout l'art d'un policier consommé arracheront à l'auteur des aveux qu'il sera très facile d'exploiter contre lui.

Fouché le convoque. Une joute s'engage très serrée. Mais le Supérieur se montre de taille ; tout en marquant avec beaucoup d'adresse et de fermeté ses positions doctrinales, il échappe avec une adroite souplesse aux pièges de son adversaire et retourne si bien les rôles que le ministre se trouve désarmé.

Sur cet entretien capital, nous sommes parfaitement renseignés par M. Emery lui-même, car le prudent personnage craignant que son perfide interlocuteur ne dénature ses paroles lui adresse par écrit un résumé de ses déclarations. Copie de cette lettre, en outre, est envoyée à Fesch, afin que celui-ci puisse, au besoin, pièce en main, rétablir la vérité devant l'Empereur, si Fouché présentait un rapport inexact et tendancieux.

Dans cette longue lettre, le Supérieur expose d'abord ses « vrais sentiments sur l'autorité du Pape en établissant une distinction » :

Il est des prérogatives du Saint-Siège dont tous les catholiques conviennent et qui appartiennent même à la foi ; il en est d'autres qui sont une matière de contestation entre les catholiques.

Les prérogatives du premier genre et qui peuvent se réduire à une seule sont que le Pape est le *centre de l'unité catholique, le chef visible de l'Eglise, à qui tous les chrétiens doivent obéissance, qu'il a de droit divin, la primauté d'honneur et de juridiction dans toute l'Eglise.*

Les évêques de France, assemblés en 1682, ont rendu hommage à ces vérités dans le préambule de leur Déclaration ; et dans le dernier des quatre articles, ils déclarent que dans *les questions de foi, la décision appartient principalement au*

*Pape et que ses décrets regardent toutes et chacune des Eglises du monde.*

M. Bossuet, dans le discours qu'il prononça sur l'unité ecclésiastique à l'ouverture de l'Assemblée avec l'applaudissement de tous les évêques, assure que *la puissance qu'il faut reconnaître dans le Saint-Siège est si haute et si éminente, si chère et si vénérable à tous les fidèles qu'il n'y a rien au-dessus que toute l'Eglise catholique ensemble.*

Je suis catholique, Monseigneur ; j'adhère donc de tout mon cœur à ces vérités. Mais quant aux prérogatives du Saint-Siège sur lesquelles disputent entre eux les catholiques, j'ai eu l'honneur de vous dire que je n'avais point, et que je n'avais jamais eu d'autres sentiments que ceux de l'Eglise de France consignés dans la Déclaration de l'Assemblée de 1682 ; que j'ai toujours soutenu et fait soutenir les quatre propositions du clergé de France ; qu'elles ont été soutenues cette année dans le Séminaire de Saint-Sulpice et ont fait la matière des examens qu'ont subis les élèves à la fin de leurs cours.

Resterait à savoir quelle portée le Supérieur général leur reconnaît, quelle interprétation il leur donne, ce que, sans doute pour cause, il se garde bien de préciser par écrit.

Ces principes une fois bien affirmés, le Supérieur général passe aux *Nouveaux Opuscules* de Fleury, pour établir que, loin de nuire à la cause de nos libertés, cet ouvrage l'a « servie avantageusement », démonstration qu'il conduira avec finesse, non sans ironie, en glissant, sous une forme apparemment innocente, des protestations assez nettes contre les procédés du gouvernement à l'égard de l'Eglise et de la Papauté.

Cette publication a servi avantageusement la cause de nos libertés, explique-il, parce que, d'abord, elle les présente, comme Fleury lui-même, « avec sagesse et sans emportement », ce qui apparaît encore la meilleure manière de leur donner crédit. « Les ennemis les plus dangereux d'une doctrine sont ceux qui l'outrent et ne mettent aucune modération dans sa défense. »

Quant à ceux qui ne mettent aucune modération dans leur usage et, ainsi, la compromettent plus encore, M. Emery n'en parle point. Fouché savait comprendre à mi-mot. A bon entendeur, salut ! Cette publication a servi avantageusement la cause de nos libertés, parce que, en outre, elle rétablit l'autorité de Fleury qui souffrait des altérations de son texte. Plus encore que la première, cette seconde démonstration introduit des observations courageuses et fortes dont le ministre et son gouvernement pouvaient faire leur profit.

Pour affaiblir l'autorité de M. l'abbé Fleury, on a dit :

1° Qu'il était suspect de jansénisme, et il est prouvé dans l'ouvrage que loin de favoriser cette secte il la condamnait hautement ;

2° Qu'ayant suivi dix ans le barreau, il était, comme tous les avocats, un servile adulateur du Parlement de Paris.

Mais la fausseté de cette imputation paraît manifestement par ses *Opuscules* ; on y voit que M. Fleury croyait que ce Parlement avait mis quelques fois au rang de nos libertés des usages qui étaient de véritables abus, qu'il le blâmait ouvertement sur certains points de sa jurisprudence et de ses procédés à l'égard de la puissance ecclésiastique, et il dit deux fois en propres termes, *qu'on pourrait faire un traité des servitudes de l'Eglise gallicane, comme on en a fait un de ses libertés.*

3° On dit encore que M. Fleury était un ennemi passionné de la Cour de Rome ; et il résulte évidemment des pièces qui accompagnent le discours, qu'il était plein de respect pour le Pape, qu'il trouvait fort mauvais que le Parlement de Paris parût toujours en guerre avec lui, qu'il désirait fort que dans les différends qu'on avait avec le Saint-Siège, on n'oubliât jamais que le Pape est notre supérieur et notre chef, et qu'on agît alors avec les égards que des enfants bien nés ont toujours pour leur Père dans les démêlés qu'ils sont forcés d'avoir avec lui. Ainsi, conclut le Supérieur général, j'ai détruit les accusations qu'on intente contre M. Fleury, en vue de diminuer le poids de son autorité, quand il se montre le défenseur de nos maximes, et par conséquent son discours sur nos libertés en acquiert bien plus de force.

Cette défense adroite s'orientait ainsi de façon progressive vers la vigoureuse contre-attaque qui, sur la fin de l'entretien, accule le ministre au Concordat lui-même. Comment condamner les principes de Fleury, ceux de son éditeur, sans contredire formellement certaines dispositions de ce traité, voulues et imposées par l'Empereur en personne ? Fouché, en effet, croyait prendre M. Emery en flagrant délit d'ultramontanisme en lui mettant sous les yeux, pages 60 et 61, l'affirmation suivante : « L'autorité du Pape est souveraine et elle s'élève au-dessus de tout, quand il s'agit de maintenir les règles et les canons. » En quoi il se montra bien mal inspiré, car il s'attire cette réplique foudroyante qui le met, pour son compte, en opposition formelle avec les accords signés par Napoléon et Pie VII : « Nous avons besoin de ce principe de M. Fleury, quand il s'agit de défendre le Concordat et tous les changements qui, dans ces derniers temps, ont été faits dans l'Eglise de France, car il est très vrai que ce que nous appelons nos libertés y répugnait absolument, qu'il a fallu en faire taire la plus grande et la plus notable partie. Par un seul acte, tous les évêchés ont été supprimés, ceux-mêmes qui subsistaient depuis l'établissement du christianisme ; d'autres ont été créés sans aucun égard aux anciennes limites ; tous les évêques français, au nombre de plus de cent, ont été destitués sans forme de procès ; tous les Chapitres, abbayes et bénéfices ont été anéantis ; tous les biens ecclésiastiques irrévocablement cédés... J'ose dire que tous les Papes, ceux mêmes qui ont porté le plus loin leur autorité, n'ont jamais fait dans la suite de plusieurs siècles de changements ou de coups d'autorité aussi grands que ceux qui ont été faits en un moment par Pie VII. Je crois cette opération du Pape très légitime,

et il faut bien le reconnaître, et autrement il n'y aurait plus en France que des évêques sans titre valable. Mais cette opération ne peut être légitime qu'autant que le Pape a eu le droit et l'autorité de la faire ; et pour établir qu'il a cette autorité, il faut donc dire que, dans certaines circonstances, *son autorité est souveraine et s'élève au-dessus de tout.* » <sup>34</sup>.

C'était, sans le savoir, reproduire pour l'essentiel la pensée du cardinal Antonelli lui-même, dans son fameux *Votum* en faveur du Concordat ; en exigeant du Pape la démission générale des évêques, Bonaparte avait consacré en fait les principes ultramontains, abdiqué en fait les principes gallicans.

Nous ignorons ce que pensa Fouché de l'entretien et de la lettre. Mais de son attitude, on peut conclure que son hostilité s'en trouva plutôt accrue que diminuée. Un homme aussi fort que M. Emery n'en devenait que plus dangereux. Aussi le ministre s'applique-t-il à englober les Sulpiciens et leur Supérieur dans la proscription générale qui doit frapper les Congrégations.

Par un billet de M. Emery à M. de Bausset, nous apprenons, en effet que « la lettre en question », c'est-à-dire la lettre à Fouché, remise en copie à Fesch « n'a pu être montrée ou n'a pas fait l'effet attendu, car il y a eu, il y a trois ou quatre jours, un gros orage et il s'en est fallu de peu que la personne à laquelle vous vous intéressez, ainsi que ses associés n'aient été congédiés ». Une contestation très vive s'élève en présence des ministres et des dames de la cour, entre l'Empereur et Fesch au sujet des Pères de la Foi, qui ont le tort « honorable » de vider les lycées de Lyon,

---

34. A Fesch, 15 octobre 1807, D. E., V, 234 bis.

en attirant les élèves dans leurs collèges « très bien montés ». Le cardinal reçoit l'ordre de les renvoyer. Des Sulpiciens, il a été également question. Mais la menace qui pèse sur ces derniers semble s'éloigner <sup>35</sup>.

Le 9 novembre, un second billet de M. Emery à l'évêque d'Alais ajoute quelques précisions plutôt rassurantes.

J'ai vu le cardinal Fesch, écrit le Supérieur. Il m'a raconté ce qui pouvait me concerner personnellement dans la conversation dont je vous ai parlé. D'après son récit, il paraît que nous pouvons être tranquilles au moins pour le moment. Vous savez qu'il ne faut pas grand'chose pour troubler cette tranquillité ; mais il est vrai que tous les rassemblements sont menacés. Les religieuses elles-mêmes sont fort en peine de savoir ce qu'on veut faire d'elles <sup>36</sup>.

Avec calme, le Supérieur général attend les événements, agissant « comme s'il n'avait rien à craindre ». Pour son compte, il en vient à penser que son édition de Fleury provoqua cet orage. Il ne la regrette pas cependant, loin de là.

Peut-être, écrit-il à M. de Bausset, dans la bourrasque qui s'est élevée contre tout ce qui avait l'apparence de corps rétablis ou se rétablissant, est-il heureux qu'on ait cru pouvoir tirer grand avantage de l'ouvrage en question et qu'on m'ait reproché l'ultramontanisme ? Il a été facile de me défendre là-dessus. Peut-être, ajoute le Supérieur général, cela aurait-il été plus embarrassant sur d'autres points, quoique également faux ? Je vois de plus en plus que, dans l'ordre de la Providence, ce qu'on regardait d'abord comme désavantageux tourne à notre avantage <sup>37</sup>.

Le péril toutefois ne se trouvait que provisoirement conjuré, car l'attitude de plus en plus énergique de

35. A Bausset, 6 novembre 1807, D. E., VI, 405.

36. A Bausset, 9 novembre 1807, D. E., VI, 408.

37. A Bausset, 14 novembre 1807, D. E., VI, 409.

M. Emery dans la défense des droits du Saint-Siège attirera sur lui les foudres impériales que Fesch lui-même ne pourra détourner. A mesure, en effet, que le conflit entre Napoléon et Pie VII s'aggrave, s'accroît chez le Supérieur l'évolution de son gallicanisme vers des formes de plus en plus modérées, qui le feront passer pour farouche ultramontain. Dans un rapport à l'Empereur, Bigot de Préameneu soulignera très justement la relation des deux choses : « Je ne dois pas dissimuler, écrit-il, que M. Emery n'avait pas, avant les affaires de Rome, des idées ultramontaines. Je crois qu'il est fort opposé au nouvel ordre de choses. » <sup>38</sup>.

Rien ne l'avait mieux éclairé sur les fameuses libertés que leur usage de plus en plus abusif ; plus encore que celle de la Révolution, l'expérience de l'Empire lui avait révélé leur péril ; comme à M. de Boulogne, elle lui apparaissent « la source première de nos servitudes » <sup>39</sup> et une formule commode, fallacieuse, pour couvrir les pires attentats du pouvoir césarien contre la liberté spirituelle du Saint-Siège et de l'Eglise.

#### IV

Le souci de maintenir l'honneur, la dignité, l'indépendance de l'Eglise qui oppose le Supérieur général à la rédaction du catéchisme impérial, à l'abus des libertés gallicanes, explique aussi son attitude parfois sévère vis-à-vis des prélats trop adulateurs de la puissance impériale. Dans leurs mandements, leurs lettres, leurs discours, avec un ensemble touchant et une émulation pieuse, les évêques entonnent, à qui mieux mieux, les

---

38. Arch. Nat., AF IV, 1 047.

39. *Boulogne à Emery*, 19 juin 1809, D. E., V, 5564.



louanges de Napoléon ; ils « se ruent dans la basilolâtrie » <sup>40</sup>, a-t-on écrit sévèrement. Quand on a épuisé le thème du nouveau Constantin, on recourt aux souvenirs bibliques ; de Belloy compare Bonaparte à Salomon, l'évêque de Liège à Cyrus, celui de Metz à Judas Machabée « qui se revêt de sa cuirasse comme un géant » ; Zorobabel vient à la rescousse pour rajeunir les autres clichés. M. Emery regrette vivement ces flatteries et ne manque pas de le dire aux prélats qui le consultent, voire même à ceux qui ne le consultent pas. Ses avertissements deviennent d'autant plus nets, que l'attitude de l'Empereur envers Pie VII exige plus de réserve dans l'adulation.

Lorsqu'en 1808 le nouvel évêque de Vannes lui soumet sa première pastorale, il lui donne catégoriquement son avis, et sur cette lettre elle-même, et sur la mesure à garder dans l'éloge de Napoléon, et sur l'attitude de son prédécesseur, M. de Pancemont.

Cette lettre m'a paru bien, écrit le Supérieur général à M. de Bausset. J'ai déjà vu l'évêque de Vannes. Je lui ai fait une observation générale. C'est qu'il fallait jusqu'à un certain point interroger tous les partis, parce qu'il est évêque des uns et des autres ; et il y a certainement un parti qui était opposé à son prédécesseur et dont celui-ci a été la victime. Il faut sans doute, quand les circonstances l'exigent, louer l'Empereur ainsi qu'il le mérite ; mais il faut le faire quand les circonstances l'exigent et le faire avec modération, pour éviter le reproche de flagornerie qu'on fait à tant d'évêques et pour ne pas blesser certaines gens qui peuvent être en grand nombre dans son diocèse et dont il est important à tous égards qu'il ait la confiance <sup>41</sup>.

De Pancemont, en effet, malgré ses mérites incontestables, avait eu le tort manifeste de prendre trop à la

---

40. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 112.

41. A Bausset, 23 juin 1808, D. E., VII, 523.

lettre le serment concordataire qui l'obligeait à dénoncer les ennemis du gouvernement, de jouer au préfet violet, voire même de collaborer trop souvent avec la police. De là, contre sa personne, dans un diocèse travaillé par la propagande royaliste, une opposition très vive. De là aussi les représailles des chouans qui tendent une embuscade à l'évêque de Vannes, s'emparent de lui et le relâchent moyennant une forte rançon. Le malheureux prélat ne survécut point à cette dramatique aventure. « Cette attaque de paralysie est apparemment la suite de l'accident qu'il a éprouvé, écrit M. Emery à M. de Bausset. »<sup>42</sup> « Il meurt martyr de son zèle et de son attachement au gouvernement. Il mérite autant qu'un général d'armée tué sur le champ de bataille »<sup>43</sup>, observe, quelques jours plus tard, le Supérieur général dans une lettre au cardinal Fesch, lui recommandant un frère de Pancemont, premier président à la Cour de Nîmes, qui désire une place de sénateur ou de conseiller d'Etat. Sans le vouloir, peut-être, M. Emery évoquait ainsi le mot fameux qu'on prête à Fouché : « L'évêque de Vannes nous économise toute une division. » Sans aucun doute, il eût préféré que ce respectable évêque se cantonnât dans son rôle pastoral et que, chef spirituel d'un diocèse très divisé, il ne compromît point son ministère par son activité politique et son inféodation éclatante au régime napoléonien.

Tous les prélats, grâce à Dieu, n'égalent pas le zèle de Pancemont. Mais leurs démonstrations oratoires et le ton de leurs lettres pastorales témoignent d'une ferveur laudative qui ne laisse pas de nous choquer ; loin de modérer leurs accents, la crise

---

42. A Bausset, 15 mars 1807, D. E., VII, 374.

43. A Fesch, 20 mars 1807, D. E., non coté.

religieuse et politique qui s'aggrave les amène au contraire à forcer le ton ; les panégyriques enthousiastes du début se doublent en effet d'apologies sans cesse plus indispensables ; la France se fatigue des guerres continuelles ; il faut les justifier et prêcher de plus en plus la conscription. Le Supérieur général s'applique, assez vainement du reste, à recommander la mesure. « Un mandement ne doit pas avoir le ton d'un manifeste » ; il le rappelle à Rousseau, le rappelle à Le Coz, avec lequel il entretient maintenant des relations cordiales.

Rousseau se pique et répond avec humeur :

Je sais à merveille qu'un mandement ne doit pas avoir le ton d'un manifeste et je ne pense pas qu'un homme raisonnable et de bonne foi puisse le trouver dans aucun des miens. C'est toujours la Providence qui intervient et j'ai toujours pour but principal d'en faire remarquer l'influence ou plutôt la marche dans nos succès les plus éclatants. Ce que l'Écriture Sainte peut me fournir pour renforcer ce plan, je ne manque jamais de le saisir autant qu'il est en moi.

L'évêque d'Orléans que M. Emery a sans doute rappelé à la charité, en soulignant la violence de ses diatribes, continue sur le même ton :

Je crois m'acquitter de ma dette d'évêque français en m'élevant, comme je le fais, lorsque le sujet l'exige, contre les ministres qui, ineptes ou corrompus, entraînent par leurs conseils les malheureux monarques dans de fatales résolutions qui compromettent le trône et appellent la guerre sur les peuples... Si on croit que c'est manque de charité, je répondrai que la véritable charité, toutes les fois que l'intérêt public le commande, est de faire ressortir le plus possible les indignes manœuvres payées par l'or de l'Angleterre pour égarer les souverains.

Le tout se concluait par une apologie du pouvoir personnel exercé par Napoléon, pour le plus grand bonheur

de ses sujets : « Alors, les Français n'en sentiront que mieux l'inappréciable bienfait d'avoir pour Empereur un monarque qui gouverne par lui-même et par lui seul <sup>44</sup>. » Non content de prêcher ses diocésains, M. Rousseau voulait en outre convertir son censeur, M. Emery.

Le Coz qui, en dépit de ses outrances, se montre brave homme, répond aux même critiques avec plus de rondeur.

Vous paraissez affligé de ce que nos mandements ont parfois un air de manifeste ? écrit-il au Supérieur général. Plaiguez-nous en cela. Presque toujours nous y sommes forcés par les alarmes de certains hommes. A les entendre, notre Empereur n'est qu'un ambitieux qui veut tout envahir, qui, par des victoires et des conquêtes, va ruiner la France. A ces propos séditieux, le peuple n'est que trop enclin à y ajouter foi. C'est donc pour instruire nos diocésains qu'on voudrait égarer que nous nous permettons certains détails relatifs aux causes de la guerre. Si nos mandements diffèrent beaucoup de ceux de Bossuet, de Massillon..., on doit s'en prendre non seulement à nos défauts de talent, mais aussi à la différence des temps où nous sommes placés. Plaiguez, Monsieur, plaiguez les évêques actuels. Si vous saviez combien leur administration est délicate et pénible <sup>45</sup> !

M. Emery ne le savait que trop. Certains prélats malheureusement acceptaient plus facilement ses plaintes que ses justes critiques. Tous eussent gagné pourtant à solliciter, à suivre les conseils de cet homme si expérimenté, si désintéressé, si surnaturel, si sage. L'Eglise impériale elle-même n'y aurait rien perdu.

---

44. *Rousseau à Emery*, 6 juin 1809, D. E., V, 5531.

45. *Le Coz à Emery*, 1<sup>er</sup> juin 1809, D. E., V, 1207-1209.



## CHAPITRE XI

### L'UNIVERSITE IMPERIALE

I. L'héritage scolaire de la Révolution. Fondation de l'Université impériale. Le rôle réservé à la religion. Projet de Fourcroy. Les critiques de M. Emery. Les amendements obtenus par le cardinal Fesch. — II. Napoléon nomme M. Emery conseiller de l'Université. Hésitations de M. Emery. Insistance de Fesch. L'acceptation. Félicitations et aubades. — III. Les cérémonies officielles. Messe du Saint-Esprit. Réception du Conseil de l'Université par Napoléon. Séance académique. — IV. Les séances du Conseil de l'Université. Assiduité de M. Emery. Son dégoût de ses fonctions. Absence de MM. de Bausset et de Bonald. La nomination des aumôniers, des professeurs. Les prêtres membres de l'Université. Les Frères des Ecoles chrétiennes et leur promesse d'obéissance au Pape.

#### I

La Révolution, en matière scolaire, avait fait table rase de tout le passé. Jusqu'alors l'enseignement relevait exclusivement de l'Eglise qui l'assurait à tous les degrés par ses propres moyens. On supprime Universités et collèges ; on supprime également les Congrégations, Doctrinaires, Oratoriens, Frères des écoles chrétiennes, etc. L'Etat, désormais, monopolise ce service public et le laïcise complètement. Une nouvelle

organisation peu à peu se substitue à la précédente et, par les rapports et discours de Fourcroy en l'an X, nous pouvons juger des résultats. Pour le primaire, Fourcroy avoue l'échec avec une franchise sans déguisement. « Les écoles élémentaires sont d'une nullité presque totale », écrit-il<sup>1</sup>. Le secondaire paraît moins défavorisé, car chaque département possède une école centrale ; mais la conception des programmes inspirés par les théories du XVIII<sup>e</sup> siècle, où les sciences dominent aux dépens du latin qui « s'apprend vite », c'est-à-dire mal, la liberté laissée aux élèves de choisir à leur guise entre les matières, le manque de direction qui abandonne les professeurs à leur complète initiative, entraînent une baisse très sensible des études. « On voulait, dit Roederer, peupler la France d'encyclopédies vivantes »<sup>2</sup> ; on ne réussit qu'à entasser dans les intelligences et les mémoires des notions disparates. Ce système, assez chaotique, on a même écrit « anarchique »<sup>3</sup>, exige une réforme sérieuse. Fourcroy lui-même le reconnaît.

Seul l'enseignement supérieur se montre à la hauteur de sa tâche, car c'est l'honneur de la Convention d'avoir créé le Muséum, l'Ecole polytechnique, le Collège de France, l'Observatoire, le Bureau des longitudes, les cours de sciences orientales, des écoles de pharmacie et de santé. Ces institutions comptent des professeurs éminents, un Corvisart, un Cuvier, un Lalande, un de Sacy. Cependant, elles travaillent en ordre dispersé, sans organisation d'ensemble. Ce manque de cohésion ne pouvait plaire à Bonaparte ; épris d'unité, il va

---

1. Cité par A. AULARD, *Napoléon et le monopole*, 17.

2. *Discours sur le projet de loi relatif à l'instruction publique. Recueil de lois et règlements*, II, 256.

3. A. AULARD, *Napoléon et le monopole*, 145.

recueillir tout ce legs assez composite pour en faire, sous une direction centrale, l'Université.

Les premiers projets datent de l'an X, qui substituent aux écoles centrales, fort critiquées, des collèges et des lycées. Ils se complètent en 1806 par la création d'un corps professoral qui groupe le personnel enseignant en une sorte de Congrégation laïque. Mais il faut attendre 1808 pour que Napoléon mette au point l'institution nouvelle. Le 17 mars 1808, paraît le décret impérial. L'Université de France est née.

Cette Université est une Université d'Etat ; elle jouit du monopole ; l'enseignement s'y trouve assuré par le corps universitaire étroitement « hiérarchisé sous un chef qui sera lui-même dans la main de l'Empereur » <sup>4</sup>. Indépendante de l'Eglise, elle ne devient pas laïque au sens moderne du mot ; la religion, au contraire, demeure la base de l'enseignement ; Napoléon y tient absolument. « Ce faisant, note M. Aulard, ce n'est point les intérêts de la religion catholique qu'il entend favoriser, au détriment de ce que nous appellerions aujourd'hui la laïcité. Il voulut servir ses propres intérêts. De même qu'il avait fait le Concordat par ambition, afin de régner sur les consciences au moyen du Pape, de même il posa son Université sur une base catholique, afin de domestiquer la religion. » <sup>5</sup> Ici encore, on retrouve sa conception générale : utiliser l'Eglise pour appuyer son autorité politique, se servir d'elle en la contrôlant, en se l'annexant.

Utiliser l'Eglise, se servir d'elle, l'Empereur ne le peut sans se mettre d'une certaine manière d'accord avec ses représentants. Par là s'expliquent les modifi-

4. A. AULARD, *Napoléon et le monopole*, 144.

5. *Id.*, 366.



cations apportées au projet primitif. Que Fourcroy ait eu la paternité de ce projet, la chose n'agréa point aux catholiques ; déjà si en défiance vis-à-vis des lycées, ils ne se rassurent point en voyant cet ancien conventionnel patronner la nouvelle institution ; ils suspectent le parti des philosophes, ses chers amis, de l'avoir organisée avec lui ; on en tire toutes sortes de conclusions.

Fesch intervient donc avec le poids de son autorité, alors très grande, pour réclamer d'importantes retouches et imposer des corrections. Or, derrière Fesch se tient M. Emery. Les historiens le soupçonnaient, mais sans pouvoir en administrer la preuve, leur documentation se restreignant aux archives d'Etat, qui ne gardent sur cette affaire aucune trace de son action. Les archives de Saint-Sulpice qu'on ne saurait trop consulter pour toute cette époque, confirment avec évidence la justesse de leur intuition et apportent une certitude. Un mémoire, conservé dans les dossiers de M. Faillon, contient, en effet, les *Observations de M. Emery sur le projet d'Université*, auquel certaines critiques du cardinal se rapportent point par point et quasi textuellement<sup>6</sup>.

La plus grave porte sur le monopole. « Aucune école, aucun établissement quelconque d'instruction ne pourra être formé hors de l'Université sans l'autorisation de son chef », porte le titre I, article 2. M. Emery proteste véhémentement. Il ne réclame pas, sans doute, la liberté de l'enseignement, telle que nous la concevons aujourd'hui. Ses *Observations* se limitent aux Séminaires, car ceux-ci, remarque-t-il, doivent relever des évêques. Restreintes à cet objet qui lui tient à cœur, elles se formulent en termes indignés. « Serait-il possible que les évêques ne fussent pas maîtres de l'éducation de

---

6. D. E., V, 5087-5088, Arch. Nat., AF IV, 300, plaquette 2148.

leurs ecclésiastiques, écrit-il, qu'ils ne puissent changer à leur gré tous les directeurs et supérieurs de leurs Séminaires ? Ce serait le coup le plus mortel porté à l'autorité spirituelle de l'Eglise et des évêques. L'Eglise de France aurait alors à envier le sort des Eglises qui sont sous la domination des Turcs, car elles sont pleinement maîtresses de leur enseignement. »

Fesch propose alors et obtient le rectificatif suivant : « Néanmoins, l'instruction dans les Séminaires dépend des archevêques et évêques, chacun dans son diocèse. Ils en nomment et révoquent les directeurs et les professeurs. Ils sont seulement tenus de se conformer aux règlements pour les Séminaires que nous avons approuvés. »

Une seconde disposition recevra aussi un amendement : « Le grand maître est juge du nombre des élèves à admettre dans les Séminaires. » « Pour qui compte-t-on les évêques ? » demande le Supérieur général. De quel droit leur imposer cette limitation d'effectifs ? Fesch réclame donc pour eux là liberté entière pour le recrutement de leurs écoles cléricales, et le Conseil d'Etat fait droit à ses observations.

Cette concession permet bientôt de battre en brèche le monopole et de tourner la loi, car les Petits Séminaires comprendront, avec les candidats au sacerdoce, d'autres jeunes gens que leur famille ne veut pas confier aux lycées, trop militaires d'allure, trop composites de recrutement, trop peu sûrs au point de vue moral et religieux. Les Pères de la Foi, plus que personne, utiliseront ce biais pour ouvrir de véritables collèges, et le système continuera sous la Restauration. Le gouvernement impérial essayera bien, en 1811, par le décret du 15 novembre, de mettre fin à cette pratique, pour renforcer « le blocus universitaire » ; il n'autorisera

qu'une seule institution ecclésiastique par département, ordonnera la fermeture des écoles de campagne, de celles des villes où se trouve un lycée. Mais Fontanes amortira le coup, et le décret du 15 novembre 1801 demeurera lettre morte ou à peu près.

Une troisième observation de M. Emery porte sur la nomination des professeurs de théologie dans les Facultés. « Le grand maître nommera le personnel de l'enseignement supérieur », stipule le projet qui prévoit d'ailleurs un concours. M. Emery s'élève contre cette disposition. « Il serait bien inconvenant, remarque-t-il, que le grand maître, qui peut être un homme du monde, fît le choix des professeurs de théologie. Mais au moins faudrait-il qu'il n'en nomme définitivement aucun qui ne fût approuvé par le métropolitain. Son choix autrement pourrait porter sur un ignorant ou sur un homme de doctrine suspecte ou même sur un homme qui aurait peu de religion. Dès qu'il y a des émoluments attachés à la place, elle deviendra l'objet de la cupidité. »

Quant au concours prévu pour départager les candidats, quels en seront les juges ? Des laïques ou des ecclésiastiques ? « Il vaudrait mieux, écrit M. Emery, que la nomination fût faite par le grand maître avec l'approbation de l'évêque. » A ce sujet, le cardinal Fesch obtient encore satisfaction. On décide que le droit de présentation reviendra aux évêques ; les attributions du grand maître se réduisent à choisir entre les sujets proposés.

La dernière critique du Supérieur général porte sur l'article 38 fixant les bases que doivent prendre pour leur enseignement toutes les écoles de l'Université impériale, à savoir « les préceptes de la religion chrétienne, les maximes et libertés de l'Eglise gallicane, les maximes sur lesquelles reposent les lois organiques du

culte ». Cet article lui paraît d'autant plus inadmissible que les membres de l'Université doivent s'engager par serment à le respecter. « Combien de personnes attachées aux maximes de l'Eglise gallicane, observe-t-il, répugneront à se lier par ce serment ! Mais surtout, qui pourrait prudemment s'engager à soutenir les maximes sur lesquelles reposent les lois organiques ? Il en est qui respirent l'hérésie, puisque le rédacteur de ces lois est convenu plusieurs fois qu'il en était un très grand nombre qui n'étaient pas exécutées ni exécutoires. » Nouvelles corrections de Fesch. « Les préceptes de la religion chrétienne » deviennent « les préceptes de la religion catholique » ; « les maximes sur lesquelles reposent les lois organiques » ne figurent plus parmi les fameuses bases ; on n'en fait plus la moindre mention ; leur enseignement se restreint aux cours de théologie, mais en termes assez généraux pour qu'elles puissent se prêter à l'interprétation très large qui est celle de M. Emery : « Tous les professeurs de théologie seront tenus de se conformer aux dispositions de l'édit de 1682 concernant les propositions contenues dans la Déclaration du clergé de France de ladite année. » Or, nous savons quelles restrictions apportait à cette Déclaration l'éditeur de Fleury, gallican si modéré qu'on le range parmi les ultramontains.

Rien de plus suggestif que le rapprochement des deux documents qui nous conservent l'un à Saint-Sulpice, l'autre aux Archives nationales, les *Observations de M. Emery sur le projet d'Université impériale* et les rectifications de Fesch. Ils prouvent, et de façon très frappante, à quel point le cardinal et le Supérieur général marchaient la main dans la main. Ce n'est pas seulement pour la conversion de son âme que le premier s'en rapporte aux conseils du second ; c'est aussi pour

le règlement des affaires qui intéressent l'Eglise ; c'est pour la défense des droits spirituels et de l'autonomie religieuse qu'il se conforme à ses directions. Ils travaillent ainsi de concert. Leur accord sans doute ne restera pas toujours aussi complet qu'en cette circonstance, leur collaboration n'apparaîtra pas toujours aussi manifeste. Cette analyse de textes un peu austère les prend tous deux sur le fait.

## II

Lorsqu'il rédige, à l'intention du cardinal Fesch et dans le plus grand secret, ses observations sur le projet de Fourcroy, M. Emery ne soupçonne nullement le rôle officiel qu'il jouera bientôt dans l'Université impériale. Sa nomination de conseiller à vie, selon sa propre expression, tomba sur lui comme « une bombe ». « Je ne m'y attendais pas, écrit-il à Duvoisin ; j'en suis accablé. »<sup>7</sup> « C'est l'évêque de Casal, M. de Villaret, très digne chancelier de l'Université, qui est venu lui-même me donner cette nouvelle », rapporte-t-il à l'évêque de Mende ; et il s'en déclare « stupéfait »<sup>8</sup>.

On devine sans peine ses perplexités. « Je suis embarrassé pour refuser, mande-t-il à Bausset ; je suis embarrassé pour accepter. Je vais consulter la Sainte Vierge. »<sup>9</sup> Des jours durant, le Supérieur général hésite, balance. De tous côtés, on insiste pour qu'il réponde affirmativement. « On m'en fait un devoir de conscience, écrit-il. J'ai bien des raisons que vous connaissez, excepté celle-ci : cette nomination est du propre

---

7. A Duvoisin, 18 novembre 1808, D. E., V, 5519 bis.

8. A l'évêque de Mende, 6 octobre 1808, D. E., V, 5493.

9. A Bausset, 17 septembre 1808, D. E., VI, 554.

mouvement de l'Empereur et on m'a assuré que mon refus l'indisposerait infailliblement contre moi et, par contre-coup, contre Saint-Sulpice. »<sup>10</sup>

Que cette nomination soit du propre mouvement de l'Empereur, M. Emery ne saurait en douter ; le renseignement lui vient d'une source officieuse et très sûre ; il le tient de Maret, et le cardinal Fesch, bientôt, lui en donnera confirmation. Le 23 mars 1808, Fontanes avait proposé comme membres du Grand Conseil de l'Université, Arnault, Bausset, Champigny, Thouret, Nougarede, de Bonald, Joubert, Jourdan, Duvoisin, Carré. Napoléon parcourt la liste. « Comment, s'écrie-t-il, M. Emery n'est pas du nombre ? Je ne comprends pas le Conseil sans cet homme-là. »<sup>11</sup> Bien qu'il n'aimât guère ceux qu'il appelait « les sacristains de Saint-Sulpice », Fontanes dut s'incliner. Il substitue M. Emery à l'évêque de Nantes, Duvoisin ; Bausset, Nougarede, Bonald, Cuvier demeurent maintenus ; le naturaliste Jussieu, le géomètre Legendre, le proviseur de Charlemagne de Guérault, l'avocat Delamalle, l'ex-abbé Demandres, ancien vicaire général de Talleyrand à Autun, ami et protégé du ministre des Relations extérieures, complètent la liste, en remplaçant les candidats éliminés.

Le clergé se trouve ainsi représenté dans le Grand Conseil et par deux valeurs indiscutables, l'évêque d'Alais et le Supérieur général de Saint-Sulpice. L'Empereur tient à lui réserver une place, car « il veut le domestiquer dans la vie politique et privée et, pour cela, prendre à l'Eglise ses serviteurs les plus distingués », écrit M. Aulard. La formule est brutale ; on ne

10. A. Rendu, par E. RENDU, 36.

11. A. AULARD, *Napoléon et le monopole*, 366.

saurait la dire entièrement fausse. Que Napoléon vise à couvrir cette nouvelle institution par des autorités ecclésiastiques respectables, afin de désarmer les préventions des catholiques fort hostiles aux lycées officiels, la chose paraît évidente. Par là s'expliquent la nomination de M. de Bausset et celle de M. Emery ; par là s'explique également le choix du chancelier, M. de Villaret, évêque de Casal. M. de Villaret, d'ailleurs, dans une circulaire à ses collègues, en fidèle interprète des vues officielles, s'exprime comme il suit :

Sa Majesté en confiant à un évêque la place de chancelier de l'Université a eu principalement en vue la fidèle exécution de l'article du décret qui donne pour première base à l'enseignement public les préceptes de la religion et qui prescrit aux membres de l'Université l'obéissance aux statuts qui tendent à former pour l'Etat des citoyens attachés à la religion, au bien public, à leurs familles <sup>12</sup>.

Le choix de Fontanes, préféré à Fourcroy comme grand maître, relevait de la même politique. Ami de Chateaubriand, ami de Bonald, il appartient au parti antiphilosophique. Sa présence à la tête de l'Université impériale rassure donc les évêques et les catholiques qu'eût inquiété l'ancien conventionnel jusqu'alors tout puissant. Le désespoir de ce dernier ne souligne que mieux son éclatante disgrâce. Ce n'est pas seulement un homme qui abandonne la direction de l'enseignement public, c'est une école et une doctrine. Fontanes se montrera systématiquement favorable à l'Eglise, corrigera, sur les observations de Fesch, les projets de son prédécesseur, et sa complaisance vis-à-vis des « influences cléricales » deviendra si grande que M. Aulard l'accusera de demi-trahison <sup>13</sup>.

---

12. A. Rendu, par E. RENDU, 18.

13. A. AULARD, *Napoléon et le monopole*, 208.

Cette nomination réjouit le Supérieur général et pèse sur sa décision. Une première lettre apporte au grand maître une réponse fort aimable, qui ne dit pas encore oui, mais ne dit pas davantage et définitivement non. Les nombreuses objections du début n'écartent pas une espérance qu'encourage le dernier paragraphe.

J'ai toujours vécu jusqu'à présent, écrit-il, par goût et par principe, dans un état de retraite et d'obscurité ; j'ai refusé en conséquence les évêchés que Sa Majesté a bien voulu m'offrir. Je persiste plus que jamais dans mes goûts et dans mes principes. Je touche à la fin de ma carrière, puisque j'ai soixante-dix-sept ans, et voilà que la place à laquelle j'ai été nommé me produit dans le monde et me tire de mon obscurité heureuse.

Il y a plus, le poste que j'occupe m'occupe tout entier ; et la preuve, c'est que, depuis qu'il m'a été possible de le reprendre, c'est-à-dire depuis cinq ou six ans, je n'ai pas trouvé le temps de finir un travail commencé sur Descartes, semblable à celui que j'ai fait sur Leibniz et Bacon, quoique quinze jours fussent suffisants pour y mettre la main...

Au reste, je vous prie de croire que je n'aurais pas hésité à refuser la place si vous n'étiez à la tête de l'Université ; et, dès que l'Université devait avoir à sa tête un homme du monde, j'ai regardé comme trait singulier de la Providence de Dieu sur cet empire que le choix de l'Empereur fût tombé sur votre personne <sup>14</sup>.

Quelques jours plus tard, le 19 septembre 1808, M. Emery envoie son acceptation. « J'ai pris conseil, écrit-il à Fontanes ; j'ai pensé au chef de l'Université, et mon incertitude sur l'acceptation a cessé. » <sup>15</sup>

C'était laisser entendre, de façon fort gracieuse, et que la désignation du grand maître avait compté dans sa décision, et qu'elle n'en constituait pas le motif déterminant. Le motif déterminant, nous le savons par

---

14. A Fontanes, 18 septembre 1808, D. E., I, 236-237.

15. Emery à Fontanes, 25 septembre 1808, cité par A. RENDU, 37.



M. Garnier, témoin direct et bien informé, fut le « conseil » de Fesch. Grâce à l'appui du cardinal, M. Emery a déjà pu, sans dommage, se dérober, à plusieurs reprises, aux propositions du gouvernement; l'affaire d'Arras une fois classée, on lui offre Troyes, puis Autun; on veut plus tard l'introduire dans le Conseil de Madame Mère, protectrice des religieuses de Charité; mais l'archevêque de Lyon plaide sa cause et tout s'arrange sans éclats. Encouragé par ces heureux précédents, le Supérieur général recourt donc, une fois de plus, aux bons offices de cette Eminence qui a quelques motifs de lui être secourable; il la prie, vu les raisons qu'il lui expose, de faire agréer, comme les autres, ce nouveau refus. Mais Fesch ne l'entend pas de cette oreille; loin de se prêter à cette intervention, il se montre catégorique, voire impérieux. C'est Sa Majesté qui a nommé M. Emery de son propre mouvement; elle tient absolument à l'acceptation de l'élu. Si, après avoir successivement repoussé toutes les dignités que lui offrait le gouvernement, M. Emery se récuse encore, Napoléon attribuera son attitude à un système; il conclura que le Supérieur général ne veut rien accepter de lui et « il se regardera comme méprisé »<sup>16</sup>; il le rangera avec les royalistes boudeurs, parmi les ennemis du régime; plus encore que sa personne, Saint-Sulpice subira le contre-coup de son juste mécontentement.

M. Emery revint de l'audience du cardinal pénétré de douleur, rapporte M. Garnier. Il nous assembla pour nous demander conseil. On crut que, dans les circonstances, il ne pouvait refuser sans compromettre le Séminaire et la Compagnie, et comme il préférerait la Compagnie à son repos et à sa propre

---

16. *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, par M. GARNIER, 168.

vie, il se rendit à nos avis. Il alla néanmoins se recommander à Notre-Dame de Toutes-Grâces et lui promit de consacrer tous ses émoluments à l'acquisition de la maison où M. Olier avait demeuré et jeté les premiers fondements de la Compagnie. Il m'a dit plus d'une fois que, dans ces longues et ennuyeuses séances du Conseil de l'Université, il se consolait par la pensée qu'il travaillait pour la Sainte Vierge et M. Olier. Il avait même calculé ce que lui valait chaque séance et disait : « Voilà ce que j'ai gagné pour la Très Sainte Vierge. »<sup>17</sup>

De fait, son traitement de 10 000 francs lui permettra de recouvrer non seulement la maison de M. Olier, mais encore la chapelle de Lorette avec tout le parc d'Issy.

Fesch se déclare ravi ; il se défend sans doute d'avoir poussé la candidature du Supérieur général ; mais le souci d'attribuer à son neveu l'honneur de cette nomination, si rassurante pour les catholiques français, apparaît si manifeste qu'on hésite à le croire sur parole. La joie du cardinal est celle de l'ami, celle de l'homme d'Eglise, mais aussi celle du napoléonide heureux de placer, en faveur du régime impérial, un couplet apologétique bien senti.

J'applaudis avec vous et avec tout le clergé à la nomination de M. Emery, écrit-il à Fournier, et c'est toute la part que je puis en réclamer, car je vous assure que tout le mérite en revient à l'Empereur. Les ecclésiastiques doivent juger par là du bon esprit qui dirige ses choix et de l'empressement avec lequel Sa Majesté saisit toutes les occasions de leur marquer sa bienveillance. M. Emery a été le seul que cette nomination ait contrarié ; il aurait voulu ne pas sortir de l'état de simple particulier. Cependant, il a bien senti qu'il ne pouvait se refuser à cette marque de confiance de la part de Sa Majesté. J'espère que les services qu'il rendra lui feront bientôt oublier la contrariété qu'il éprouve momentanément<sup>18</sup>.

Le premier accablement passé, le Supérieur général se déride.

---

17. *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, par M. GARNIER, 168.

18. *Fesch à Fournier*, 9 novembre 1808, D. E., V, 5137.

J'ai rechargé, écrit-il à son cousin de Gex, Girard ; il m'a fallu deux jours pour en prendre mon parti. Enfin, je l'ai pris ; force en a été, car on tombait sur moi de tous côtés.

Je ne sais trop ce qu'est un conseiller à vie, ajoute-t-il plaisamment. Est-ce un conseiller qui conseille de vivre ou un conseiller à qui on conseille de vivre ? Quoiqu'il en soit, j'ai reçu ma patente ; mais il y a un article qui m'a déconcerté, c'est que je n'aurai mon brevet de conseiller qu'après cinq ans et que mon noviciat durera cinq ans. Cinq ans, c'est un peu long et, dans cinq ans, je ne serai plus en vie <sup>19</sup>.

Pour l'instant, il se trouve assailli de compliments et de félicitations, assailli également « de demandes très inutiles et très ennuyeuses ». On vient lui réclamer des places dans l'Université. « Si je leur réponds que les places ne dépendent pas de moi, écrit-il, les gens se rabattent à solliciter des lettres de recommandation. Quelle perte de temps ! » <sup>20</sup> Pour comble de bonheur, « les poissardes », accompagnées de tambours, viennent le congratuler en musique et le régaler d'aubades. « Je n'ai pu m'en défaire autrement qu'en leur donnant de l'argent, ajoute-t-il, et ma bourse est légère. » <sup>21</sup>

Bientôt, il lui faudra figurer aux cérémonies officielles, assister aux Conseils qui se tiennent souvent trois ou quatre fois par jour. Aussi le Supérieur général en arrive-t-il à envier « la bienheureuse goutte » de l'évêque d'Alais. « Elle vous délivre de tout embarras, lui écrit-il, puisque sans vous défendre de toucher les appointements, elle vous interdit l'exercice. » <sup>22</sup> Ses appointements, M. Emery doit les gagner et même les payer fort cher, de son temps qui est rare, de ses travaux personnels, de sa tranquillité.

---

19. A Girard, 27 septembre 1808, D. E., IX, 9038.

20. A Bausset, 31 septembre 1808, D. E., VI, 571.

21. A Girard, 27 septembre 1808, D. E., IX, 9038.

22. A Bausset, 17 septembre 1808, D. E., VI, 554.

## III

L'Université impériale inaugure ses travaux par une Messe de rentrée à Saint-Sulpice, le 16 octobre 1808. Elle marquait ainsi le rôle assigné à la religion dans la nouvelle organisation scolaire, et cette manifestation parut d'autant plus significative que l'initiative en venait du protestant Cuvier.

Il y aura, le 16 octobre, une Messe solennelle à laquelle assistera toute l'Académie de Paris à l'effet d'implorer l'assistance divine pour le succès des études, avait décidé le grand Conseil. Cette Messe sera célébrée en l'église Saint-Sulpice, à midi précis. M. l'évêque de Casal, chancelier de l'Université, officiera. Les élèves des pensions, avec leurs maîtres, devront prendre place une heure et demie d'avance.

La cérémonie se trouvait rehaussée par la présence de cardinaux et de prélats. Le clergé de la paroisse vint, en corps, recevoir le grand maître au portail, au grand mécontentement de Fouché. « Cet honneur n'est pas exigé par les préséances », note-t-il avec humeur dans son *Bulletin de Police* du 21<sup>23</sup>.

M. Emery, naturellement, assiste avec le grand Conseil à cette Messe du Saint-Esprit. Pour la circonstance, il emprunte à M. de Bausset son costume d'apparat, tenue somptueuse, bien insolite pour lui, qu'il ne se résigne point à revêtir complètement. « Je n'ai profité que d'une partie de votre défroque, mande-t-il avec humour à l'évêque d'Alais. Je n'ai usé ni de la soutane violette, ni de la ceinture, ni de la toque. J'ai pris, sur ma robe noire, cette robe dont je ne sais pas le nom, avec mon bonnet carré à la main. J'ai paru, moitié comme conseiller, moitié comme Supérieur. »<sup>24</sup> Cette

23. Arch. Nat., AF IV, 1507.

24. A Bausset, 18 octobre 1808, D. E., VI, 565.

robe, dont il ignore, ou du moins prétend ignorer le nom, était une simarre de velours. « M. Emery l'avait rembarée sur son dos, rapporte le docteur Pigné, ce qui lui donnait un air fort extraordinaire ; on l'aurait pris pour un homme qui porte un fardeau. » <sup>25</sup>

« Notre cérémonie fut fort édifiante, assure le Supérieur général à M. de Bausset. » <sup>26</sup> Officielle pour beaucoup, elle gardait pour lui un caractère essentiellement religieux. Il tenait, rapporte encore le docteur Pigné, son Bréviaire à la main <sup>27</sup>. Son équipage, dont il plaisante, ne le métamorphose nullement. « On m'a habillé d'une autre couleur, déclarait un jour le cardinal Verdier à ses anciens élèves. L'homme reste le même. » M. Emery aurait pu faire sien le spirituel propos de son éminent successeur.

Quelques semaines plus tard, le 16 novembre, Napoléon reçoit solennellement le grand Conseil de l'Université au palais des Tuileries. Fontanes harangue le souverain avec son éloquence coutumière. « Sire, déclare-t-il, l'Université, qu'on appelait depuis des siècles la fille aînée des rois, reprend le plus honorable et le plus cher de ses privilèges... Elle disait autrefois, pour relever l'éclat de ses origines, que Charlemagne fut son père. Elle citera désormais son nouveau fondateur avec plus d'orgueil que le premier. C'est votre destinée d'agrandir toutes les anciennes institutions en les recréant. » L'Empereur, dans sa réponse, recommanda à l'Université « de rétablir les bonnes études, de maintenir l'alliance de la littérature avec les mœurs, avec la religion, avec la raison ».

---

25. *Relation du Dr Pigné*, D. E., XII, 10015.

26. *A. Bausset*, 18 octobre 1808, D. E., VI, 565.

27. *Relation du Dr Pigné*, D. E., XII, 10015.

M. Emery apprécia beaucoup le discours du grand maître « tiré *ex visceribus rei* », écrit-il à M. de Bausset. Il goûta infiniment moins les autres « réduits aux lieux communs »<sup>28</sup>. Volontiers, il se fût dispensé de cette cérémonie ; mais le Supérieur général ne peut invoquer les mêmes excuses que l'évêque d'Alais, retenu à Ville-moison par sa mauvaise santé. « J'ai paru, écrit-il à celui-ci, parce que l'Empereur m'ayant vu quelques jours auparavant, il se serait aperçu de mon absence. »<sup>29</sup> La maladie de son collègue lui permet de revêtir à nouveau « sa défroque ». Une fois de plus, il endosse la simarre de velours ; mais, comme à la Messe du Saint-Esprit, il conserve sa soutane, sa ceinture noire et arbore surtout son rabat.

L'audience se prolongea longtemps.

Nous avons attendu. Mais je n'ai pas perdu entièrement mon temps, écrit-il à M. de Bausset ; j'ai dit une partie de mon chapelet. J'ai fait quelques élévations d'esprit jusqu'au ciel pour comparer la cour de là-haut à celle d'ici-bas. Et je vous avoue que cette dernière me paraissait bien misérable ; elle était toute renfermée dans deux salles ; et je pensais que dans quelques années et le courtisé et les courtisans seraient tous réduits en pourriture<sup>30</sup>.

Au milieu de cette assemblée somptueuse, dans le décor doré des Tuileries, l'homme d'oraison se retrouve, pour méditer sur les vanités de la terre et s'unir intimement à Dieu.

Après la Messe de rentrée, la réception par l'Empereur, une troisième cérémonie, tout académique celle-là, inaugure les travaux de l'Université et ceux de l'Académie de Paris. Le grand Conseil y assiste en corps, sous la conduite de son grand maître ; tous les éta-

28. A Bausset, 17 novembre 1808, D. E., VI, 565.

29. Id., *ibid.*

30. Id., *ibid.*

blissements scolaires envoient des députations en service commandé ; le Séminaire Saint-Sulpice ne fait pas exception, que représente un groupe d'élèves. Le cardinal Maury se trouve là, heureux de se produire, qui s'est lui-même invité.

Les discours succèdent aux discours, tous également solennels, doctes, longs et inégalement ennuyeux. M. Lemarié, qui disserte sur la poésie latine, réussit à endormir Son Eminence qui trône en bonne place dans un confortable fauteuil, plus sensible aux charmes de Morphée qu'à ceux d'Horace et de Virgile. Mais soudain, l'orateur embouche la trompette épique et, comme Virgile, hausse le ton. L'art des transitions, qui réalise de véritables prodiges, lui permet de greffer sur l'éloge des muses et de leurs fidèles interprètes celui du prince de l'Eglise. L'assistance applaudit. Réveillé en sursaut par ce bruit insolite qui contraste si brutalement avec le ronron monotone d'un soporifique débit, sans savoir de quoi il s'agit, le cardinal « bat des mains » avec une ardeur d'autant plus grande qu'il veut paraître attentif. Sans le savoir, il avait souligné de ses approbations les plus frappantes et les plus chaudes son propre panégyrique.

On s'amusa beaucoup de cette aventure que nous rapporte M. Caltet, plus tard chanoine de Lyon, qui figurait dans la députation de Saint-Sulpice. Elle mit une note de pittoresque fort imprévue dans cette séance interminable, qui laissa aux séminaristes une impression de lassitude. « Nous nous sommes bien ennuyés, dirent-ils en sortant à M. Emery. Et vous, Monsieur le Supérieur ? » Ils nous ont gardé la réponse : « Non, je ne me suis pas ennuyé ; j'ai trouvé le secret de dire mon chapelet. » <sup>31</sup>

---

31. *Souvenirs de M. Caltet*, D. E., IV, 302.

## IV

Après tous ces préambules, le grand Conseil de l'Université se met au travail. La besogne ne lui manque pas, vu la multiplicité de ses attributions : discuter les projets, règlements et statuts, arrêter les budgets des Facultés, lycées, collèges, contrôler la comptabilité, assurer l'administration générale et la police du corps enseignant, recevoir les plaintes des supérieurs et les réclamations des inférieurs, porter des peines contre les délinquants, admettre ou interdire les ouvrages classiques, entendre les rapports des inspecteurs généraux, connaître des affaires contentieuses, etc.

M. Emery se montre très assidu aux séances. Ce n'est pas qu'il approuve beaucoup cette institution de l'Université impériale ; bien au contraire, il déplore souvent qu'on veuille centraliser tout l'enseignement des provinces et le faire dépendre du Conseil de Paris ; pour son compte, il souhaiterait plus d'indépendance et d'autonomie <sup>32</sup>. Ses nouvelles fonctions, d'autre part, loin de l'intéresser, lui pèsent. « Mon dégoût pour cette place va toujours en augmentant, confie-t-il à M. de Bausset, et je ne crois pas que Dieu ait exigé de moi jusqu'à présent plus grand sacrifice. » <sup>33</sup> Le gouvernement de la Compagnie, du Séminaire, l'administration du diocèse de Paris, ses travaux personnels, suffiraient à remplir ses journées laborieuses. « N'avoir pas un seul moment à soi ! écrit-il à l'évêque d'Alais. Voilà ma lettre qui a été interrompue huit à dix fois et je suis obligé de finir pour qu'elle puisse partir. » <sup>34</sup> « Vous

---

32. *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, par M. GARNIER, 162.

33. A Bausset, 5 janvier 1809, D. E., VI, 578.

34. *Id.*, *ibid.*



me demandez où en est mon *Descartes*, répond-il à Bruté. Comment veut-on que je m'y emploie aujourd'hui que cette place de conseiller absorbe une si grande partie de mon temps ? Cette place est ma plus rude croix. » <sup>35</sup>

Les séances aussi rapprochées qu'interminables manquent, en outre, de charme ; on s'y ennuie souvent. « Je suis au Conseil, mande-t-il à M. de Bausset. Voilà deux heures qu'un membre parle des facultés de droit. Le pupitre de M. d'Alais me fait souvenir de lui. Je prends la plume pour lui écrire et lui dire — je ne sais quoi lui dire — quels sont mes sentiments pour lui. » <sup>36</sup>

Habituellement, en effet, le pupitre de M. d'Alais reste sans occupant, puisque la santé du prélat ne lui permet que deux ou trois apparitions par année scolaire. Celui-ci éprouve donc quelque scrupule à toucher son traitement de 10 000 francs. Mais le Supérieur général le rassure. S'il y renonce, ses collègues qui assurent son travail n'y gagneront rien. Par ailleurs, « l'Etat est bien loin de nous restituer tout ce qui nous a été pris. On a voulu votre nom pour décorer le Conseil aux yeux du public. L'effet a été produit et la décoration est payée. Mais votre scrupule, ajoute M. Emery, si vous en voulez avoir, pourrait porter sur autre chose ; c'est qu'au lieu de deux représentants ecclésiastiques, il n'y en a qu'un qui portera en bien des circonstances le poids de deux » <sup>37</sup>.

Cette absence de l'évêque d'Alais semble d'autant plus regrettable au Supérieur général que M. de Bonald ne paraît jamais, et il le regrette vivement, car M. de Bonald

---

35. A Bruté, D. E., *Lettres à Bruté*, lettre XXIII.

36. A Bausset, 30 novembre 1808, D. E., VI, 710.

37. A Bausset, 10 novembre 1808, D. E., VI, 604.

eût fourni un précieux appoint. « Votre collègue et le mien, écrit-il à M. de Bausset, ne vient pas. Savez-vous que vous et lui faites un grand vide dans notre Conseil ? »<sup>38</sup> Leur influence aurait efficacement servi la cause religieuse, et leur voix, dans les votes, manque pour les défendre. « Les gens à espérance comptaient sur vous pour la majorité. »<sup>39</sup>

Pour d'autres raisons, Fontanes se montre fort ennuyé. Il avait beaucoup tenu à introduire son ami dans le Conseil, malgré les objections de Napoléon, peu favorable. De là son extrême embarras, car Napoléon s'impatiente et l'interpelle fréquemment : « Eh bien ! et votre Bonald ? — Sire, je l'attends », était obligé de répondre le grand maître, avec les variantes qui lui suggérerait sa diplomatie souple et flatteuse<sup>40</sup>. Mais il l'attendait en vain. Fontanes recourt donc à M. Emery avec l'espoir que les arguments du Supérieur général, invoquant les intérêts de l'Eglise, auront plus de poids que ses propres exhortations. M. Emery ne réussit pas davantage à tirer de son « désert », de Rouergue, ce solitaire impénitent. Bonald ne vient toujours pas, écrit-il à Fontanes<sup>41</sup>. Il se borne à réorganiser sur place le lycée de Rodez avec un relatif succès. « Je crois que ce lycée ira mieux, ajoute le Supérieur général sans beaucoup d'optimisme. Il ira à peu près comme ceux qui vont bien. Et pourquoi ne vont-ils pas tous bien ? Tout dépend trop du caractère du proviseur. » Les professeurs, d'autre part, ne se consacrent pas à leur tâche avec la conscience et le désintéressement

---

38. A Bausset, 8 décembre 1808, D. E., VI, 569.

39. A Bausset, 25 octobre 1808, D. E., VI, 564.

40. A Rendu, par E. RENDU, 46.

41. A Fontanes, 29 novembre 1809, cité par E. RENDU, A. Rendu, 48-49.

nécessaires ; « ils pensent trop à leur avancement ; ils aiment mieux faire un livre que leur classe » <sup>42</sup>.

Le Sulpicien se retrouve dans ces critiques, qui entendent se donner à ses élèves et s'y donner sans aucune préoccupation personnelle, exclusivement. Chez tous les membres du corps universitaire, fondé comme une sorte de Congrégation laïque par l'empereur Napoléon, il voudrait retrouver cet esprit de sa chère Compagnie. A ses yeux, le maître idéal est celui qui ne vit que pour ses élèves et s'oublie à leur service. On ne pouvait concevoir une plus haute idée de cette fonction éducatrice pour la nouvelle Université de France ; on ne pouvait nourrir plus noble ambition.

Puisque M. de Bausset assiste très rarement au Conseil, puisque M. de Bonald se tient à l'écart, M. Emery restera seul pour défendre les intérêts spirituels des âmes. Aussi, malgré son grand âge, ses occupations écrasantes, ses dégoûts, du moins au début, assiste-t-il par devoir à toutes les séances avec une ponctualité toute sulpicienne.

Dès le principe, il marque quelque succès.

Hier, écrit-il à l'évêque d'Alais, je n'ai point perdu mon temps. Je fis adopter un article très important sur l'éducation religieuse dans les lycées. Je serai encore de quelque utilité quand on organisera les Facultés de théologie. Après cela, je croirai pouvoir m'absenter impunément de temps en temps. Le royaume des cieux est bien beau, conclut-il, mais je l'achète bien cher depuis que je suis conseiller <sup>43</sup>.

Le 7 décembre, en effet, le Conseil décide que le grand maître enverra aux lycées et collèges un plan d'exercices religieux, dressé sur ce qui se pratiquait

---

42. A Fontanes, 29 novembre 1805, cité par E. Rende. A. Rende, 48-45.

43. A Bausset, 8 décembre 1808, D. E., VI, 569.

avant la Révolution dans les collèges de l'Université de Paris.

Mais il ne suffit pas de tracer un programme, si parfait soit-il, il faut encore assurer son application. De là, aux yeux du Supérieur général, l'importance primordiale des aumôniers chargés de la formation chrétienne des élèves. Il importe donc que ceux-ci présentent toutes les garanties ecclésiastiques ; il importe également, pour la bonne entente et le succès de leur ministère, que leur nomination se fasse en bon accord avec les proviseurs. Dans une lettre à Fontanes, M. Emery s'attache à mettre en lumière ces deux points :

J'ai eu l'honneur, écrit-il avec autant de modération que de sagesse et de fermeté, de vous dire, Monsieur, que j'avais été appelé à une séance de la Commission pour les aumôniers, j'ignorais pleinement que cette Commission existât, et que j'en fus (*sic*) membre. J'ai compris que cette Commission avait déjà tenu des séances et que Votre Excellence avait été priée d'écrire à tous les recteurs et proviseurs pour qu'ils eussent à vous présenter trois sujets pour les places d'aumônier dans les lycées. Il me paraît que cette mesure a été exécutée. Mais il me semble qu'on a perdu de vue l'article du règlement des lycées, arrêté en grande connaissance de cause, et qui porte que l'aumônier du lycée sera approuvé par l'évêque diocésain, *ad hoc*, c'est-à-dire qu'il ne suffit pas que le prêtre choisi soit approuvé dans le diocèse, il faut que l'évêque ait jugé qu'il était propre à la place ; et en vérité, je regarde les aumôneries de lycées comme des places encore plus importantes que les cures ordinaires. La religion, la moralité des sujets les plus marquants de l'Empire sont entièrement entre les mains des aumôniers. Leur choix intéresse donc autant les évêques que les choix des curés ; et il me semble qu'il serait bon que M. le grand maître fût à l'égard du choix des aumôniers, ce que l'Empereur est à l'égard du choix des curés. C'est l'évêque qui choisit les curés, mais l'Empereur les agrée ou ne les agrée pas. Dans le fait, il faudrait que les évêques s'entendissent avec les proviseurs, et quand il vous serait connu qu'un

sujet est jugé propre par l'évêque à remplir la place d'aumônier, et que le proviseur, avec lequel l'aumônier doit vivre en bonne intelligence, en juge de même, votre choix serait déterminé, et vous n'auriez dans une affaire aussi délicate aucune responsabilité à craindre <sup>44</sup>.

La nomination de l'aumônier chargé de l'Ecole normale supérieure, où les futurs maîtres de l'Université reçoivent une formation de choix, présente une importance encore plus grande que celle des simples aumôniers de lycées. L'âge des élèves, leur haute culture, la mission éducatrice à laquelle ils se destinent, exigent un prêtre de toute valeur. Fontanes avait avancé le nom d'un candidat. M. Emery l'écarte, le Conseil de l'archevêché de Paris unanime, estimant « qu'il n'était pas ce qu'il fallait pour cette place ». Le Supérieur propose alors un autre ecclésiastique, « qui convient parfaitement, un très bon prêtre, compagnon d'études de M. Borderie à Sainte-Barbe, qui avait remporté des prix à l'Université : c'est M. Fromentin qui sort d'être supérieur du Séminaire de Versailles » <sup>45</sup>. Nous ignorons le résultat de cette intervention.

La désignation des professeurs, des proviseurs, des inspecteurs intéressait moins directement M. Emery que celle des aumôniers. Dans l'intérêt général, il ne laisse pas cependant de s'en occuper de façon très active. On recourt, en effet, à son influence, à ses recommandations, et il se plaint souvent d'être assailli de sollicitations indiscrètes. On lui transmet aussi des doléances au sujet du personnel enseignant. Il arrive même que celles-ci concernent des ecclésiastiques, car les ci-devant prêtres abondent dans les lycées et leur pré-

---

44. A Fontanes, 17 mars, D. E., non classé.

45. A Fontanes, 10 avril, D. E., non classé.

sence contribue pour une bonne part au discrédit dont souffrent ces établissements. Les évêques réclament et protestent. « Le proviseur et deux de ses coopérateurs, prêtres comme lui, tâchent de faire ignorer leur sacerdoce, écrit l'archevêque de Bordeaux au grand maître. Encore s'ils se montraient bons et réguliers laïques ! Tant s'en faut ! »<sup>46</sup> Joubert dresse avec un P. M. bien marqué la liste de ces indésirables et les poursuit avec un impitoyable acharnement : « Prêtre marié ! écrit-il, quelle note ! »<sup>47</sup> A leur égard, chose significative, le protestant Cuvier ne se montre pas moins sévère<sup>48</sup>. Quelle fut vis-à-vis d'eux l'attitude de M. Emery ? Aucun document ne l'indique. Qu'il déplore, dans l'intérêt des élèves, dans l'intérêt de l'Université impériale, dans l'intérêt même de ses confrères infidèles à leur sacerdoce, cette fausse et pénible situation, on le devine aisément; il préférerait aux mesures générales la solution des cas individuels, aux ordres administratifs les relations d'homme à homme, qui facilitent le règlement des problèmes délicats, aux décisions qui tranchent les arrangements qui apaisent. Il n'est pas impossible qu'au sein du Conseil ses collègues laïques aient apporté, en l'occurrence, plus de rigueur.

L'Université ne compte pas seulement parmi ses membres des prêtres en rupture de ban avec l'Eglise ; un certain nombre d'ecclésiastiques enseignent dans les collèges, dans les lycées, figurent parmi les proviseurs, voire les inspecteurs qui sont « très dignes et très méritants », tel M. Egras que le Supérieur général, d'accord

---

46. A Rendu, par E. RENDU, 41.

47. *Id.*, 51.

48. L. DE LANZAC DE LABORIE, *La haute administration de l'enseignement sous Napoléon*, *Revue des Etudes Napoléoniennes*, juillet-août 1916, 214.

avec les vicaires généraux de Lyon, recommande au grand maître pour la direction du collège de Belley<sup>49</sup>. Ils deviennent même assez nombreux pour que M. Aulard en fasse un grief à Fontanes et s'autorise de cette affluence pour stigmatiser sa demi-trahison<sup>50</sup>.

Les évêques, pourtant, vu l'extrême pénurie dont souffrent leurs diocésains, ne se prêtent guère à lui fournir du personnel. Bernier avait même obtenu de Portalis l'interdiction formelle d'admettre dans les établissements d'Etat, sans l'agrément de leur évêque, les desservants employés dans le ministère<sup>51</sup>. Les prélats d'ailleurs ont toutes les peines du monde à trouver les professeurs indispensables à leurs Séminaires ; faute de vocations, ils doivent les prélever dans les paroisses et laisser, en conséquence, des villages qui protestent, sans service religieux. M. Emery ne pouvait donc favoriser l'évasion ou, pour employer le mot de Bernier, « la désertion »<sup>52</sup> du clergé diocésain.

Reste toutefois de l'ancien clergé nombre de spécialistes, avant 1789, uniquement consacrés à l'éducation et fort impropres au ministère pastoral qu'ils n'ont jamais exercé. Que le Supérieur général se soit employé à leur procurer des places, la chose s'explique d'autant mieux qu'on manque alors de maîtres qualifiés. Il ne travaille nullement à envahir, par un afflux massif d'ecclésiastiques, le nouveau corps universitaire ; la pénurie dont souffre l'Eglise de France ne le permettait pas ; sa préoccupation presque exclusive des nécessités immédiates, qui ne le porte guère à détourner, pour des tâches intellectuelles pourtant bien urgentes, les

---

49. A Fontanes, 17 mars, D. E., non classé.

50. A. AULARD, *Napoléon et le monopole*, 208-209.

51. J. LEFLON, *Bernier*, II, 284.

52. *Id.*, *ibid.*

sujets trop rares, favorise encore moins leur emploi dans les établissements scolaires de l'Etat ; s'il introduit dans les collèges, dans les lycées un certain nombre de prêtres, ce n'est pas un système qu'il applique, ce sont des cas individuels qu'il règle, tout simplement.

M. Emery prenait son rôle tellement à cœur, il le remplissait avec une telle conscience que, sous aucun prétexte, il ne manque le Conseil quand les intérêts religieux se trouvent en jeu. Il réside à Issy, chargé d'occupations, fatigué. Ses confrères insistent pour qu'il prenne quelque repos, objectent, pour le retenir à la campagne, son grand âge, sa santé qui décline. Il refuse de les écouter. « Je dois partir, répond-il avec autorité à M. Garnier. Il faut que je défende aujourd'hui les Frères des Ecoles chrétiennes. On veut les inquiéter sur une promesse d'obéissance au Pape contenue dans leurs constitutions. J'assisterai à cette séance, à tout prix. » De fait, le Supérieur général intervient en leur faveur. « Cet engagement, observe-t-il à ses collègues, n'a rien de particulier à cette Congrégation ; il est commun à tous les catholiques. J'y suis tenu, moi aussi. » S'abritant alors derrière les sacro-saints décrets de 1682, il établit que le Pape, comme chef suprême de l'Eglise, a droit à l'obéissance de tous les baptisés. Appuyée par cette autorité non suspecte d'ultramontanisme, la démonstration parut convaincante ; l'affaire en reste là. Les Frères des Ecoles chrétiennes n'oublieront pas cette ferme et adroite intervention de M. Emery. Après sa mort, ils célébreront un service funèbre pour le repos de son âme. Entre les fils de saint Jean-Baptiste de La Salle et Saint-Sulpice, un nouveau lien s'était noué <sup>53</sup>.

---

53. *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, par M. GARNIER, 167.



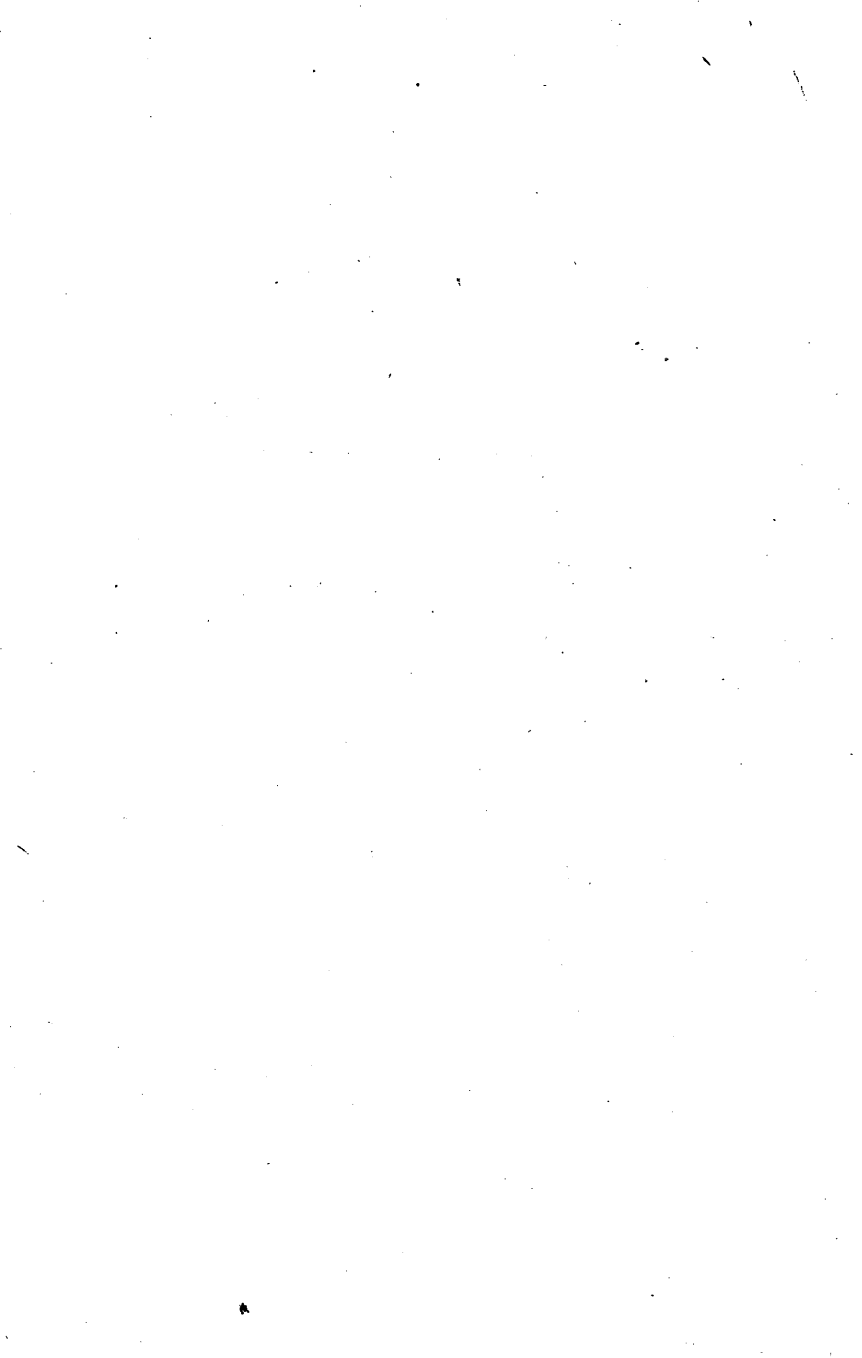
Par son désintéressement, sa conscience, son souci du bien général, sa modération, sa judicieuse sagesse, le Supérieur s'impose à ses collègues, comme au grand maître lui-même. Ses avis comptent d'autant plus qu'ils restent empreints de la plus grande modération. Aussi lui témoigne-t-on beaucoup d'estime, de confiance, de respect. Lorsque le grand Conseil se divise en Commissions, afin de mieux répartir le travail, on le désigne pour la plus délicate, la seconde, dont relèvent l'administration et la police. M. de Bausset fait partie de la quatrième, celle du sceau, qui « est un peu *in partibus* », lui écrit spirituellement M. Emery. Lorsque, enfin, s'organise l'enseignement supérieur des Facultés, on lui confie le vice-rectorat de la Faculté de théologie ; il figure en bonne place avec de Jussieu, vice-recteur de la Faculté de médecine ; de Nougarede, vice-recteur de la Faculté de droit ; Cuvier, vice-recteur de la Faculté des sciences, tandis que l'historien de Fénelon, M. de Bausset, doit à son prestige littéraire le vice-rectorat de la Faculté des lettres.

Tel fut le rôle joué par le Supérieur général dans l'Université impériale, qui portera plus tard le nom magnifique d'Université de France. Formé en d'autres temps, par d'autres méthodes, cet homme d'Eglise n'aura jamais ce qu'on a pu appeler « l'esprit universitaire ». Il regrettait les vieilles Facultés, indépendantes, autonomes, douées chacune d'une individualité originale ; il déplorait l'excessive uniformité d'un système outrancier ; il craignait qu'une direction centrale émanée de Paris ne portât préjudice à la vie provinciale. Que ses critiques manquent de fondement, on ne saurait l'affirmer.

Toutefois, si la nouvelle organisation ne répond guère à ses vues, avec une haute conscience, de ses responsa-

bilités, il lui consacre son dévouement. Introduit, bien malgré lui, au grand Conseil qui groupe les plus éminentes personnalités du monde littéraire et scientifique, il sait faire figure et cependant demeurer modeste, effacé. Il sait intervenir en matière d'enseignement avec la rare compétence qu'il doit à sa valeur intellectuelle, à son expérience, à sa culture. Il sait, enfin, rester prêtre, avec tact, modération, fermeté. Le rabat, qu'il arbore par-dessus l'éclatante simarre empruntée à l'évêque d'Alais, ne reste pas un vain symbole. Sans démonstration voyante, sans éclat, M. Emery, comme toujours, se montre éminemment sacerdotal ; même dans les cérémonies officielles, il ne dépouille pas le caractère dont il est marqué jusqu'au profond de son âme et qui, fatalement, transparaît dans ses attitudes, ses conseils, ses propos.

En acceptant la charge que lui confia Napoléon, le Supérieur général de Saint-Sulpice voulait sans doute, avant tout, servir l'Eglise. Mais il a également servi et bien servi l'Université de France. L'inscription gravée sur sa tombe : *Universitatis imperialis consiliarius perpetuus* rappelle la reconnaissance que celle-ci lui garde et lui doit.



## CHAPITRE XII

### LA VACANCE DU SIEGE DE PARIS

I. Mort du cardinal de Belloy. Les candidats de M. Emery pour le siège de Paris. Ses préférences pour Fesch et leurs raisons. Evolution des idées de Fesch sur la question romaine sous l'influence de M. Emery. — II. Fesch, nommé archevêque de Paris, veut cumuler ce siège avec celui de Lyon. Désapprobation de M. Emery. Délégation à Fesch des pouvoirs capitulaires par le Chapitre de Notre-Dame. Fesch n'use pas de ces pouvoirs.

Son refus définitif du siège de Paris.

#### I

« Notre bon cardinal est enfin mort ce matin, à 2 h. 30 »<sup>1</sup> écrivait le Supérieur général à M. de Bausset, le 10 juin 1808. Cet « enfin » ne manque pas de saveur. Il traduit la « véritable stupéfaction »<sup>2</sup> que cause à ses contemporains et même à la Faculté — les bulletins de santé médicaux du D<sup>r</sup> Portal en témoignent — l'incroyable longévité du prélat. A plusieurs reprises, l'archevêque de Paris avait surmonté des crises que tous croyaient fatales.

---

1. A Bausset, 18 juin 1808, D. E., VII, 515.

2. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*. IV. *La religion*, 184.

M. le cardinal a été indisposé et il l'est encore, mandait M. Emery à Fesch le 8 mars 1806. Son indisposition est de même nature que celle qui a été presque générale à Paris ; mais il n'est point fait aux indispositions, mais il a quatre-vingt-dix-sept ans et, dans trois ou quatre mois, quatre-vingt-dix-huit. Par conséquent, une maladie qui n'est point alarmante pour un homme d'un âge ordinaire était alarmante dans M. le cardinal de Belloy <sup>3</sup>.

En dépit de tous les pronostics, sinon en dépit de toutes les espérances, l'archevêque se rétablit néanmoins, et, le 20 avril, le Supérieur général mande à Fesch cette nouvelle qui ne semble pas le ravir, « M. le cardinal est revenu à son état de santé. Mais que d'observations il y aurait à faire sur la manière dont le diocèse de Paris est administré ! » <sup>4</sup>

Cette guérison inattendue restait un simple sursis. Au milieu de mai 1808, une congestion pulmonaire se déclare ; le prélat semble condamné sans rémission et à court terme. Au grand étonnement des médecins, il se défend contre ce mal implacable et dépasse les délais réglementaires, pour ne succomber que le 10 juin. Il avait quatre-vingt-dix-neuf ans.

Une résistance aussi anormale, qui déconcerte toutes les prévisions de la science, explique « l'enfin » du Supérieur général. On croit deviner cependant que ce mot échappé à sa plume hâtive, sous le coup direct de l'événement, n'exprime pas un regret spécialement vif. Ni le diocèse de Paris ni l'Eglise de France ne pouvaient perdre à la disparition de ce vieillard ; sa capacité demeurerait fort en dessous de sa tâche, son caractère encore plus. Napoléon d'ailleurs se charge de souligner lui-même ce qu'il appréciait tout particulièrement chez

---

3. A Fesch, 8 mars 1806, D. E., V, 5081.

4. A Fesch, 20 avril 1806, D. E., V, 5097.

le défunt : « Vous veillerez, ordonne-t-il à Bigot de Préameneu, à ce que le cardinal de Belloy soit enterré avec la plus grande solennité et que, dans l'éloge funèbre qui sera prononcé à cette occasion, on appuie sur les vertus qu'a déployées ce prélat, la conciliation, la charité et l'amour de la paix. »<sup>5</sup> Cet évêque était un évêque selon son cœur.

M. Emery goûtait beaucoup moins cette conciliation, cette charité, cet amour de la paix qui s'identifiaient trop souvent avec la faiblesse. Au moment où la situation religieuse s'aggrave, le premier siège de France réclame une personnalité autrement forte et un chef autrement énergique, pour défendre l'indépendance spirituelle de l'Eglise contre le césaro-papisme de plus en plus envahissant.

Qui recueillera cette difficile succession ? Depuis 1806, M. Emery s'en préoccupe. Il a ses candidats qu'il propose à Fesch :

Le public a raisonné sur le successeur de M. de Belloy, écrit-il au cardinal le 8 mars de cette année. Ce public n'a pas hésité à penser et à dire que vous seriez archevêque de Paris, si vous le vouliez. Mais on a raisonné dans la supposition que vous ne le voudriez pas et alors, on a dit assez généralement que le nouvel archevêque de Paris aurait été M. de Fontanges, si la mort ne l'avait pas enlevé ; et, pour le dire en passant, Votre Eminence voit quel présent elle avait fait à l'Eglise de France en faisant donner l'évêché d'Autun à ce prélat et en l'engageant à l'accepter, puisqu'on s'accordait à le regarder comme le prélat le plus propre à remplir le siège de Paris, dans la supposition que vous ne jugiez pas à propos de le remplir vous-même. Je persévère à croire que le bien de l'Eglise gallicane vous demande à cette place. Si Votre Eminence n'en veut point et si elle me demandait ce que pensent et ce que désirent les gens de bien, je lui répondrais que l'on

---

5. *Napoléon à Bigot de Préameneu*, 15 juin 1809, *Correspondance*, 14094.

désire M. l'évêque de Troyes. On n'objecte rien, sinon qu'il a eu une attaque d'apoplexie ; mais il se porte fort bien et il peut vivre encore pendant plusieurs années. M. de La Tour du Pin a peut-être moins d'activité et d'habileté pour les affaires que M. de Fontanges, mais outre qu'il les entend très bien et quoique M. de Fontanges fût un prélat vraiment vertueux, M. de La Tour du Pin est bien supérieur en cette partie. Et voilà ce qui vous honore encore infiniment, c'est que les deux plus illustres prélats de l'Eglise gallicane, ceux qu'on a jugés plus dignes d'occuper le siège de la capitale, sont vos créatures <sup>6</sup>.

Les années ont passé. M. de La Tour du Pin est mort à son tour. Des trois candidats de M. Emery, il n'en reste qu'un, Fesch, celui que, dès 1806, il préfère. « J'admire l'attachement de Votre Eminence au siège où la divine Providence l'a d'abord élevé, écrit-il au cardinal ; mais je demeure cependant persuadé quelle serait beaucoup plus utile à l'Eglise de France sur un autre siège. » <sup>7</sup> Dès cette époque, en effet, le Supérieur général estime absolument nécessaire que Fesch réside à Paris ; des séjours, même d'un mois entier, ne suffisent point.

Le bien de toute l'Eglise de France est d'une plus haute importance que celui de l'Eglise de Lyon... Nous n'avons que vous à Paris pour faire parvenir à l'Empereur et lui faire agréer ce qu'on croit avantageux, nécessaire même pour la conservation ou du moins le meilleur état de la religion en France <sup>8</sup>.

En 1808, cette présence et cette action du cardinal à Paris deviennent plus indispensables encore. Les intérêts de la religion en France ne se trouvent plus seuls en jeu ; ils s'identifient avec ceux de l'Eglise romaine, car, depuis Tilsitt, les événements se préci-

---

6. A Fesch, 8 mars 1806, D. E., V, 5081.

7. A Fesch, avril 1806, D. E., V, 5097.

8. A Fesch, 8 mars 1806, D. E., V, 5081.

pitent. Le 2 février 1808, Rome est occupée ; le 24 du même mois, Napoléon rappelle Alquier, et Pie VII, le 3 mars, notifie à Caprara que sa légation a pris fin.

M. Emery s'alarme ; mais Fesch, qui persiste dans ses illusions, le rassure. « M. le cardinal m'a dit que, le 2 février, les troupes françaises sont entrées dans Rome, qu'il croyait que tout s'arrangerait, qu'il s'agissait de faire entrer le Pape dans une coalition contre les Anglais et les Barbaresques »<sup>9</sup>, mande à M. de Bausset le Supérieur général, auquel la prudence ne permet pas de donner par écrit ses propres appréciations.

Si tout peut encore s'arranger, le cardinal oncle, plus que personne, se trouve en mesure d'intervenir utilement. Mais encore faudrait-il que la portée réelle du conflit lui apparût clairement. Or, Fesch s'abuse et s'abuse avec obstination ; la solidarité familiale, les souvenirs assez amers qu'il garde de son ambassade auprès du Saint-Siège, le gallicanisme derrière lequel il se retranche, faussent ses perspectives ; il méconnaît les conséquences religieuses de l'occupation romaine pour considérer le seul aspect politique de la question. Une longue lettre à Isoard, en date du 7 avril 1808, nous éclaire sur ses sentiments.

On pourrait, écrit-il, faire un traité théologique pour prouver que la conscience du Pape n'a rien à craindre en entrant dans la Confédération italique... Mais combien l'obligation de conscience devient plus impérieuse lorsqu'on est au moment de se voir enlever la domination temporelle ! Il ne faut pas se le dissimuler ; on est exaspéré au point de ne rien ménager... En vain espérerait-on, sans un miracle de la divine Providence, de faire revenir sur ses pas l'Empereur Napoléon. Qu'il plaise à Dieu qu'une plus longue résistance du Saint-Père ne le porte pas à confisquer définitivement les Etats du Saint-Siège, et, si ce malheur arrivait, n'est-on pas convaincu que, si l'on ne veut

---

9. A Bausset, 17 février 1808, D. E., XI, 7445.



pas perdre totalement l'Eglise d'Allemagne et d'autres grandes Eglises, il faudra avoir recours à lui-même en ne parlant plus du temporel de l'Eglise romaine <sup>10</sup> ?

Pour Fesch, « la querelle du Pape ne touche pas au fond même de la doctrine chrétienne ; d'autre part... toute tentative d'emploi des armes spirituelles provoquerait un tel émoi que l'Eglise gallicane, et peut-être les autres Eglises d'Europe, se sépareraient du Saint-Siège. Si ce langage répond de tout point à sa pensée intime, ce n'est pas comme un ultramontain militant qu'il faut le représenter, mais comme l'interprète fidèle, peut-être même comme un des inspirateurs de la politique ecclésiastique de Napoléon » <sup>11</sup>.

Sa position s'affirme donc très nette ; il ne conçoit pas que le Pape puisse refuser d'entrer dans le système politique de la France et de s'associer à la lutte contre les Anglais ; il en arrive même, au nom de sa théologie, à envisager purement et simplement l'abandon du pouvoir temporel.

Napoléon, d'ailleurs, s'applique pour son compte à rassurer les intimes du cardinal ; il ne craint pas d'employer son temps et sa séduction à cet effet.

Il y a trois ou quatre jours, écrit le Supérieur général à M. de Bausset, en mars 1808, MM. Fournier et Jauffret étant à Saint-Cloud dans l'appartement du cardinal, l'Empereur les envoya chercher et causa avec eux dans sa chambre pendant plus d'une heure et demie. Il témoigna beaucoup de bonne volonté pour la religion et l'Eglise et disputa sur l'enfer et le salut hors de l'Eglise avec M. Fournier. Il fut étonné de ce qu'on lui apprit sur ces deux articles <sup>12</sup>.

---

10. Fesch à Isoard, 7 avril 1808, Arch. archevêché de Lyon.

11. A LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège. L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, 576.

12. A Bausset, mars 1808, D. E., VII, 472.

Les principes césariens qui dirigent sa politique impériale ne valent guère mieux sans doute que sa doctrine sur l'enfer et le salut des infidèles. Sur le premier point, comme sur les autres, Napoléon avait besoin qu'on le catéchisât. Ce rôle revenait au grand aumônier. Mais avant de rectifier les principes de son neveu, le cardinal oncle devait commencer par les siens. Son établissement à Paris qui le mettrait en contact permanent avec le Supérieur général faciliterait ce redressement.

M. Emery, en effet, avec sa perspicacité coutumière, a trouvé le point sensible de la cuirasse gallicane dont se couvre le cardinal Fesch ; contre la solidarité familiale, qui lie cette Eminence au système impérial, il invoque, pour défendre le Saint-Père, la solidarité des évêques et du Pape : « Que deviendrait l'autorité spirituelle des évêques, lui écrit-il le 18 avril 1807, à propos des *Nouveaux Opusculs* de Fleury, si celle du chef tombe dans le mépris ? »<sup>13</sup> C'était frapper « au bon endroit »<sup>14</sup>, car Fesch se montre fort susceptible quand ses privilèges pontificaux se trouvent en jeu. M. Emery l'engage donc par ce biais. L'argument *ad hominem*, parfaitement adapté au tempérament du personnage, présentait d'ailleurs une valeur universelle que l'histoire a constamment vérifiée. L'épiscopalisme n'affranchit les prélats du Saint-Siège que pour les faire tomber sous la coupe du gouvernement ; il ne les soustrait au pouvoir du Souverain Pontife que pour les soumettre, sans contrepoids ni garantie, au pouvoir de l'Etat ; ce qui devait accroître leur indépendance et leur autonomie ne réussit au contraire qu'à les ruiner l'une et l'autre.

---

13. A Fesch, avril 1807, D. E., V, 5059-5060.

14. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 580.

L'Eglise constitutionnelle en avait fait trop récemment la preuve pour qu'on oubliât cette expérience aussi évidente que fatale. Il s'agit bel et bien de sauvegarder les droits de l'épiscopat. Or, la suppression de la légation, d'une part, les procédés du ministre des Cultes, Bigot de Préameneu, d'autre part, se greffant sur la crise du Sacerdoce et de l'Empire, les mettent justement en cause. Si Fesch en prend conscience, son intervention ne fait pas de doute. C'est donc sur ce point qu'il faut éveiller sa vigilance. M. Emery s'y emploie activement.

Dans l'ordre politique et diplomatique, la suppression de la légation présente une gravité extrême ; dans l'ordre théologique, elle pose de plus, pour le gouvernement de l'Eglise de France, coupée de Rome, une question de principes qui va devenir très aiguë. Mettre fin à l'activité du pauvre Caprara, presque réduit à néant, en pratique, ne changeait pas grand'chose. Caprara s'était toujours montré faible et inférieur à sa lourde tâche. Du moins son titre officiel, la nécessité de recourir à lui pour les pouvoirs et dispenses, contenaient-ils dans une certaine mesure les empiétements de la puissance séculière. Jusqu'en 1805, appuyé par des prélats de première valeur, Sala et Mazio, conseillé par Bernier que sa disgrâce rend de plus en plus ultramontain, le cardinal réussit tant bien que mal à compter. En 1805, justement à cause de leur influence, le gouvernement écarte Sala et Mazio ; l'abbé Desjardins, qui succède à Sala comme secrétaire, avoue qu'il hérite seulement de sa place, sans hériter de son génie. Bernier, d'autre part, se trouve cantonné dans son diocèse et meurt en 1806. Caprara, désormais, n'est plus que l'ombre de lui-même en face de l'Empereur de plus en plus exigeant.

La bonne volonté, la sagesse, la bienveillance de Portalis tempéraient au mieux les inconvénients de cette situation défavorable. Portalis disparaît à son tour, au grand regret de M. Emery. Par la raideur de ses procédés, son esprit tâtilion et ses manques d'égard, Bigot de Préameneu accuse de plus en plus les empiétements du gouvernement impérial, auxquels le pauvre Caprara se prête avec une résignation plaintive. Quand Pie VII supprime la légation, le cardinal ne compte plus que pour la forme ; mais du moins cette forme sauvegardait-elle le principe même de l'autorité spirituelle, car, au nom du Pape, il transmettait des pouvoirs canoniques et réguliers.

A qui recourir maintenant pour les obtenir ? A Rome ? Napoléon s'y oppose. Sur ce point, la circulaire qu'envoie aux évêques Bigot de Préameneu, pour leur notifier la suppression de la légation, ne permet aucune hésitation. Voilà donc les prélats livrés, d'une part, sans contrepoids à la discrétion du ministre des Cultes, qui est un laïque et, de plus, un maladroit, sans même l'apparence d'un contrôle exercé par l'autorité du Saint-Siège. Les voilà réduits, d'autre part, à se passer de pouvoirs et de dispenses à moins de s'arroger un droit qui appartient au Souverain Pontife. Grave problème. Malgré sa nullité personnelle, Caprara représentait du moins un principe. Avec la cessation de son mandat, ce principe se trouve bel et bien compromis.

Alors intervient Fesch. Fesch n'a pas encore saisi toute la portée spirituelle du conflit engagé entre le Sacerdoce et l'Empire ; mais, sur les conséquences religieuses qu'entraîne la suppression de la légation, il ouvre enfin les yeux. A la nouvelle de la mesure prise par le Saint-Siège, sa première réaction avait été la

colère, une colère de napoléonide, et il avait pris la chose de très haut, envisageant les solutions extrêmes.

Quel bien faisait le légat au gouvernement ? Aucun. Qui tirait le plus d'avantages de la demeure du légat en France, de l'Empereur ou du Pape ? Il étendait l'autorité de celui-ci malgré les libertés de l'Eglise gallicane. Et que va-t-il arriver ? Croit-on que le gouvernement veuille permettre qu'on aille chercher les dispenses à Rome ? J'en doute avec raison et je crains bien qu'on interdise toute correspondance à ce sujet et qu'on dise aux évêques : « Vous ne pouvez plus recourir à Rome pour ces dispenses, parce que nous ne voulons pas que vous correspondiez avec un ennemi de l'Etat. Dans ce cas, *casus papabilis sit casus episcopalis*, car les fidèles peuvent-ils rester sans aucun secours ? Et de là, Rome tant qu'elle sera brouillée avec l'Empereur perdra pour la France l'exercice de ses pouvoirs. Qu'on se mette bien dans la tête que, pour de semblables objets, il n'y aura pas de révolte en France et que les évêques instruits par les événements passés, ne feront que ce qu'auraient fait les évêques réunis dans l'Assemblée de 1682 <sup>15</sup>.

Or, trois mois après cette lettre, où grondent contre Rome des menaces de scission gallicane, le même Fesch, avec la même violence, tient à l'Empereur un langage diamétralement opposé. Rien ne montre mieux l'évolution de ses idées que le rapprochement des deux textes. Le 21 juin, officiellement, c'est à Bigot de Préameneu que le cardinal s'en prend ; mais ses attaques contre le ministre lui servent à introduire des critiques qui visent Napoléon en personne. La circulaire où Bigot notifiait aux évêques la suppression de la légation lui a causé une vive « douleur », car celui-ci « ne s'est pas occupé du soin de détruire ou du moins d'affaiblir les impressions fâcheuses du coup terrible qu'on vient de porter à la Papauté. Depuis six mois, les opérations du ministre dirigent l'opinion de manière

---

15. Fesch à Isoard, 7 avril 1808, arch. archevêché de Lyon.

à faire croire que Sa Majesté veut séparer l'Eglise de France du Chef de l'Eglise catholique en abrogeant les lois fondamentales de la discipline ecclésiastique. De là dérivent l'inquiétude générale dans le clergé, la frayeur d'une persécution prochaine et, parmi les fidèles les plus irréfléchis et les plus impatientes, la haine contre votre gouvernement. L'incorporation au royaume d'Italie, d'une partie des Etats du Pape a dû terroriser les peuples qui se soucient fort peu des vues politiques de l'Etat. Le clergé a dû craindre son anéantissement en voyant les calamités du Chef de l'Eglise et les opérations du ministre des Cultes l'ont confirmé dans cette appréhension ».

Après avoir reproché à Bigot de Préameneu certaines de ces « opérations », Fesch aborde enfin la question capitale, celle de l'autorité spirituelle du Saint-Siège.

Le ministre des Cultes, en notifiant aux évêques que la mission du cardinal légat est terminée, a insinué que les évêques n'auraient plus de recours à Rome. Ce coup de foudre a retenti dans toutes les parties de l'Eglise de France... On parle et on parle. On défigure, on exagère, on craint... On est mécontent... On murmure ou bien on se chagrine. Nous faisons de notre mieux pour persuader à tous ce dont nous sommes intimement persuadé nous-même, que Sa Majesté impériale continuera sa protection à la religion catholique et sa bienveillance à ses ministres et qu'elle ne rompra jamais les liens sacrés qui unissent le clergé de France au chef de l'Eglise <sup>16</sup>.

Comment expliquer ce revirement total et assez rapide de Fesch, sinon par l'influence de M. Emery ? En effet, il est assez frappant de noter que cette lettre, sauf le ton, traduit une idée chère au Supérieur général : le recours à Rome s'impose pour en obtenir pouvoirs spirituels et dispenses valables. Ce principe, il ne se

---

16. Fesch à Napoléon, 8 avril 1808, Arch. Nat., F19, 1904.

lasse point de le rappeler. Une lettre qu'il adresse à l'évêque d'Orléans, M. Rousseau, se montre sur ce point aussi catégorique que possible. Bien que le Pape ne réponde point aux demandes de dispenses qu'on lui adresse, les prélats ne peuvent les accorder eux-mêmes.

Je crois que ce serait une grande imprudence à des évêques de s'arroger, en attendant, un droit qui ne leur appartient pas, d'autant plus qu'ils ne sont pas dans le cas où le recours à Rome est impossible, puisqu'on peut y recourir comme avant l'arrivée du cardinal Caprara, et que les chrétiens qui ne veulent pas prendre la peine d'attendre une réponse de Rome et qui sont dans la volonté de se passer de dispense et de rompre avec l'Eglise ne méritent pas le nom de chrétiens.

Il vaut mieux laisser les chrétiens de cette espèce aller accroître le nombre des prévaricateurs et des dissidents que de porter atteinte à l'autorité du Saint-Siège où consiste, écrivait Bossuet, le salut de la catholicité et de l'Eglise. Les évêques doivent être très persuadés que les atteintes portées à l'autorité du Saint-Siège frappent leur propre autorité ; que si le gouvernement (ce qu'à Dieu ne plaise !) envahissait l'autorité du Saint-Siège, il envahirait bientôt et bien plus facilement celle des évêques, et que les mêmes raisons, qui feraient secouer aux évêques l'autorité du Pape, feraient bientôt secouer aux curés l'autorité des évêques <sup>17</sup>.

On retrouve dans cette lettre, avec une netteté et une force de pensée vraiment admirables, vu le climat théologique de l'Eglise gallicane, le même principe que M. Emery exposait plus brièvement à Fesch, le 18 avril 1807, avant l'occupation de Rome : « Que deviendra l'autorité des évêques si celle du Chef tombe dans le mépris ? » Le presbytéranisme ne la menace pas moins que les entreprises du pouvoir séculier. Les Conciles constitutionnels de 1797 et de 1801 avaient clairement montré le premier péril : les « opérations » de Bigot

---

17. A Rousseau, 5 janvier 1809, D. E., X, 663.

de Prémeneu, dénoncées par Fesch, présageaient le second.

La personne du ministre n'est pas seule en cause, encore que ses procédés accusent davantage les abus. Sous Portalis, qu'il aimait pourtant, M. Emery déplore le système qui compose exclusivement de laïques l'administration des Cultes.

Je souhaite, écrivait-il à Fesch, en avril 1806, que plusieurs évêques soient adjoints au ministère ecclésiastique au moins en forme de Conseil, car c'est une chose regrettable, déplorable, que toutes les affaires ecclésiastiques se traitent et se décident sans qu'aucun ecclésiastique soit consulté. Votre Eminence sait qu'il n'y en a pas un seul dans le Conseil d'Etat. Mais vous pourriez proposer et faire réussir ces idées<sup>18</sup>.

Nul doute qu'avec la crise du Sacerdoce et de l'Empire, avec plus d'insistance encore, le Supérieur général n'ait repris cette suggestion, car dans la finale de sa lettre à l'Empereur, nous voyons le cardinal exprimer la même proposition. Après avoir, des pages durant, chargé à fond contre le malheureux Bigot, l'Eminence s'adoucît pour introduire sa requête :

Malgré les réflexions que je viens de faire sur le ministre des Cultes, je dois cependant exposer à Votre Majesté les bonnes qualités que j'ai remarquées en lui. C'est un brave homme. Il gagne à être connu personnellement. Il perd peu à peu certaines idées fâcheuses qu'il avait puisées dans le Conseil d'Etat. Il s'occupe beaucoup de son ministère, il est exact dans sa correspondance, quoique un peu sèche. Je crois qu'il servira très bien Votre Majesté. Mais il lui faudrait un Conseil ecclésiastique pour le diriger dans des matières dont il ne pourra jamais, à son âge, acquérir la connaissance, pour l'initier dans les raisons d'Etat, pour le guider dans les affaires mixtes, du moins pour lui faire connaître les limites où l'autorité civile doit s'arrêter, et plus encore pour lui insinuer un

---

18. A Fesch, avril 1806, D. E., V, 5097.



certain tact d'administration qu'on ne néglige jamais sans causer de mécontentement <sup>19</sup>.

Suggestif par lui-même, ce rapprochement de textes nous fait deviner quelle orientation pouvaient imprimer aux conceptions de l'Eminence les entretiens oraux du Supérieur général. Avec plus de liberté que dans un courrier surveillé par la police, celui-ci plaide la cause de l'indépendance religieuse conditionnée par l'indépendance du Saint-Siège. Le cardinal se laisse persuader. Son gallicanisme se tempère devant des démonstrations si convaincantes ; la confusion, qui masque à ses yeux, sous des raisons politiques, le véritable caractère des entreprises napoléoniennes contre Rome, se dissipe progressivement ; le souci de son autorité épiscopale, qui lui tient jalousement à cœur, le rend solidaire de l'autorité du Pape. Le napoléonide enfin s'inquiète pour le régime impérial qui perd la faveur du clergé, surtout celle des jeunes prêtres, se discrédite aux yeux des fidèles, fait le jeu d'une opposition toujours croissante dans un pays qui se lasse de guerres continuelles.

Pour que l'archevêque mît son influence au service de Pie VII, il fallait d'abord qu'il eût de la situation une vue très nette. Sa présence habituelle dans la capitale permettrait à M. Emery de la lui donner ; en dissipant ses illusions et ses préventions, celui-ci rectifierait, sur les droits du Pape, sa théologie aussi tranchante que sommaire et parfois douteuse. Après avoir réconcilié avec l'Eglise ce constitutionnel pénitent, il le réconcilierait avec la cause et la Cour romaines afin qu'il défendît, avec la liberté du Pape, celle de l'Eglise et celle des âmes. A Paris, près de Saint-Sulpice, Fesch serait mieux placé pour comprendre ; près de l'Empereur,

---

19. Fesch à Napoléon, 21 juin 1808, Arch. Nat., 0<sup>2</sup> 1.

Fesch serait mieux placé pour agir. Aussi le Supérieur général désire-t-il vivement que le successeur de saint Irénée devienne le successeur de saint Denys.

Mais d'autres candidatures surgissent. Fouché, à nouveau, patronne son confrère de l'Oratoire, Primat, qu'il ne put faire agréer en 1802. Bien que l'ancien intrus ait régularisé sa situation avec Rome, bien qu'il entretienne avec Saint-Sulpice des relations honnêtes, bien que la Compagnie lui fournisse des directeurs pour son Grand Séminaire, M. Emery ne lui est point favorable. Fesch le souhaite encore moins. Aussi met-il l'Empereur en garde contre une nomination qui alarmerait les milieux orthodoxes. La réponse de Napoléon arrive de Bayonne, sèche, tranchante, voire même mortifiante pour l'ancien vicaire épiscopal d'Ajaccio : « Il me semble qu'il n'y a plus de constitutionnels et que, selon les principes de l'Eglise, on ne doit pas se souvenir d'un péché pardonné. » <sup>20</sup>

Le cardinal cependant maintient son opposition, mais en la fondant sur d'autres raisons que des raisons de principe. « Lorsque j'eus l'honneur de dire à Votre Majesté, écrit-il à son neveu, qu'on craignait que le successeur du cardinal de Belloy ne fût pris parmi les constitutionnels, j'oubliais de faire observer que c'était moins cette qualité qu'on redoutait que les qualités personnelles de ces messieurs. » Et voici, après cette observation générale, son application particulière à Primat : « L'archevêque de Toulouse a été longtemps sur le tapis, à cause, disait-on, de la protection du ministre de la Police dont il a été le confrère dans la Congrégation de l'Oratoire ; mais (dans l'opinion publique),

---

20. Napoléon à Fesch, 16 juin 1808, *Correspondance*, 14006.

on a fini par lui donner l'exclusion, parce qu'il est fils d'un perruquier de Lyon. »<sup>21</sup> Ce dernier argument, de tous, restait le meilleur pour arrêter cette indésirable candidature. Soucieux de se rallier l'aristocratie, pour s'entourer de gens biens nés, l'Empereur ne pouvait installer sur le premier siège de France le fils d'un perruquier de Lyon. Primat ne sera pas archevêque de Paris.

Fouché n'intervient pas seul ; en faveur de candidats très divers jouent toutes sortes d'influences. Manifestement attaché à l'ancien état de choses qu'il s'applique — ses *Registres de délibérations* en témoignent — à reconstituer, le Chapitre métropolitain souhaite M. de Juigné. Après la mort du cardinal de Belloy, il vient en corps lui demander son portrait dont il orne la salle capitulaire<sup>22</sup>. Mais l'ancien archevêque a contre lui ses infirmités, son grand âge. « Il ne siégerait que peu de temps »<sup>23</sup>, observe Fesch à Napoléon. On lance également les noms de Maury, de Cambacérès, de Caprara, de Casoni. Maury a pour lui et contre lui sa conversion, aussi tardive que bruyante, à la cause impériale, Cambacérès, son caractère trop difficile. Caprara serait docile et pacifique, autant sinon plus que M. de Belloy ; mais « l'espèce de cécité dans laquelle il est tombé n'aura pas permis de s'arrêter à ce choix, écrit M. Emery à M. du Bourg »<sup>24</sup>. Quant au cardinal Casoni, il déclare au Supérieur général, « qu'il accepterait s'il vivait dans les temps apostoliques et qu'il eût (*sic*) le don des langues »<sup>25</sup>.

21. Fesch à Napoléon, 21 juin 1808, Arch. Nat., 0<sup>a</sup> 1.

22. *Registre des délibérations du Chapitre métropolitain, Archives du Chapitre de Paris*, 13 novembre 1808.

23. Fesch à Napoléon, 21 juin 1808, Arch. Nat., 0<sup>a</sup> 1.

24. A l'évêque de Mende, 6 octobre 1808, D. E., V, 5493.

25. *Id.*, *ibid.*

Tandis que le public se livre à des pronostics plus ou moins aventureux, Fesch, qui suit l'affaire de près, s'arrête sur trois candidats qui donneraient toute satisfaction. « Il me nomme trois prélats entre lesquels il croyait que Sa Majesté choisira, mande M. Emery à l'évêque d'Alais ; il n'en est aucun dont le choix donnerait prise à une juste critique. »<sup>26</sup> Il s'agit de l'archevêque de Tours, de Barral, de l'évêque de Nantes, Duvoisin, de l'évêque de Poitiers, de Pradt. Ce dernier semble tellement certain de sa nomination qu'il prend déjà ses dispositions en conséquence : « Pas encore d'archevêque de Paris, écrit le Supérieur à M. de Bausset, le 26 août. Je sais seulement que l'évêque de Poitiers compte l'être. J'ai vu une lettre d'un de ses vicaires généraux à qui il propose de le suivre. »<sup>27</sup> M. de Pradt se montrait aussi prévoyant que pressé.

Des mois s'écoulaient. Napoléon, absorbé par la guerre d'Espagne, ne se prononce toujours point. Il faut attendre le 31 janvier 1809 pour que paraisse la nomination de Fesch.

## II

Cette nomination ravit le Supérieur général qui en exprime toute sa joie à l'évêque d'Alais. Elle contrarie plus encore les constitutionnels, témoin ce que note dans son *Journal*, le secrétaire de Grégoire, Rondeau :

Le clergé tenait à cœur que ce cardinal occupât ce premier siège de l'Empire français ; il se flattait qu'il opérerait de grandes réformes, et des Sulpiciens n'ont pas dissimulé à ce sujet leur manière de pensée et les espérances qu'ils concevaient en faveur de leur molinisme et ultramontanisme. Les personnes éclairées et attachées à la vérité redoutaient que le cardinal

26. A Bausset, 5 septembre 1808, D. E., VII, 543.

27. A Bausset, 26 août 1808, D. E., VII, 513.

Fesch fût archevêque de Paris, instruites de son dévouement aveugle aux Jésuites, aux Sulpiciens, de sa confiance en M. Emery <sup>28</sup>.

Les constitutionnels se rassureront bientôt, car une difficulté s'élève, dont le Supérieur général se déclare marri :

Il y a une circonstance bien fâcheuse, confie-t-il à M. de Bausset vers le milieu de février 1809. Le cardinal s'aheurte à vouloir garder l'archevêché de Lyon. Ce serait le premier exemple donné en France de la pluralité des évêchés depuis le Concile de Trente. Ses raisons sont louables et marquent de très bonnes intentions ; mais elles sont insuffisantes ; c'est donner sans cause un très mauvais exemple, et je crains que cela, en portant un coup mortel à sa régularité ou à la réputation de sa régularité, ne soit un grand obstacle au bien qu'il aurait pu faire. C'est lui qui veut cette pluralité ; ce n'est pas l'Empereur. Il m'avait demandé ce que j'en pensais, je le lui ai dit avec franchise et j'ai motivé puissamment mon opinion. Mais il y a si peu de personnes qui nous aiment sincèrement et qui ne craignent de nous déplaire en nous disant la vérité, que les évêques eux-mêmes, qui blâment fortement la chose et qui sont bien avec Son Eminence, n'osent lui rien dire <sup>29</sup>.

Comment expliquer cette prétention de Fesch que désapprouve si ouvertement et si courageusement le Supérieur général ? Son attachement à son Eglise doit entrer en ligne de compte. Le cardinal aime beaucoup son diocèse au service duquel il s'est généreusement dépensé. Bien qu'elles surprennent un peu chez cet homme, dont le cœur ne semble pas très chaud, ces raisons sentimentales pèsent d'un poids très réel sur sa décision ; on ne saurait les méconnaître sans injustice. D'autres s'y ajoutent, infiniment plus positives. Le cardinal préfère à une situation aléatoire une situation

---

28. *Mémoires de RONDEAU*, juillet 1809, *Bibliothèque des Amis de Port-Royal*.

29. A Bausset, février 1809, D. E., VII, 595.

ferme. Quand Napoléon lui offre, à Ratisbonne, la succession de Dalberg, il n'entend pas renoncer pour ce siège d'Allemagne à son siège de France, autrement sûr ; la Confédération germanique ne lui donne pas toute confiance ; s'il ne peut se maintenir à Ratisbonne, la chose n'a rien d'impossible, il aura lâché la proie pour l'ombre et se trouvera sans titre. Aussi Fesch accepte-t-il ce second archevêché en supplément du premier qui, en tout état de choses, lui restera.

Pour Paris, le cas devient encore plus grave. A la suite de l'occupation de ses Etats, Pie VII refuse l'institution canonique aux évêques d'Italie nommés par l'Empereur et il faut prévoir qu'il prendra la même mesure pour la France elle-même. A Lyon, les droits du cardinal sont incontestables. S'il prend la succession de M. de Belloy, rien ne prouve que Rome lui enverra ses Bulles. Et si Rome ne lui envoie pas ses Bulles, il fera figure d'évêque illégitime. Pareille situation ne lui sourit point. Le Souverain Pontife, plus tard, lui saura gré de ses scrupules qu'il attribuera à l'orthodoxie de ses principes et à sa louable fidélité. Il semble bien qu'en l'occurrence, vu la théologie douteuse que professe le cardinal et que doit redresser M. Emery, l'orthodoxie de ses principes et sa louable fidélité aient beaucoup moins dicté sa conduite qu'un calcul précautionneux.

Le Chapitre pourtant l'accueille avec empressement. Sous une forme qui rappelle tout à fait le style canonial de l'Ancien Régime, son *Registre de délibérations* porte « qu'il apprend la nomination du nouvel archevêque avec un grand sentiment de reconnaissance envers la divine Providence et Sa Majesté, empereur et roi ». Ce qui suit ne paraît pas moins significatif : « Le Chapitre, décident ses membres, se rendra en corps au palais de Son Altesse pour lui porter l'hommage de ses félici-

tations et de son profond respect et la prier de vouloir bien prendre dès ce moment l'administration du diocèse. »<sup>30</sup> Ainsi donc, sans attendre l'institution canonique et les Bulles du Saint-Siège, Fesch, comme délégué des chanoines, devient administrateur de Paris.

Sur la légitimité de cette délégation que blâmera plus tard la Cour romaine, aucune hésitation ne se manifeste. M. Emery l'approuve, comme les vicaires capitulaires ses collègues, sans aucune restriction. D'Astros lui-même qui, plus tard, se montrera si ferme contre l'usurpation de Maury, reconnaît loyalement cette unanimité ; après la chute de l'Empire, bien que les circonstances ne le conseillent guère, il prend très nettement ses responsabilités. « Il ne s'était encore élevé aucun doute sur la canonicité d'une pareille mesure »<sup>31</sup>, avoue-t-il dans un mémoire que son biographe nous a conservé.

Cet « encore » mérite qu'on le souligne, car il témoigne que, chez d'Astros comme chez le Supérieur général, pénétrés de doctrines gallicanes, les vrais principes ne se dégagent que progressivement à la lumière des faits qui les éclairent. « Nous avons agi ainsi, écrit à Pie VII, en 1814, le futur archevêque de Toulouse, sans aucune pression du gouvernement, parce que la vertu et l'intégrité du cardinal nous donnaient confiance, parce que nous croyions suivre l'usage des Chapitres de France, qui, disait-on, avaient coutume depuis longtemps de conférer cet honneur aux évêques

---

30. *Registre des délibérations du Chapitre métropolitain*, 1<sup>er</sup> février 1809, *Archives du Chapitre de Paris*.

31. Mémoire manuscrit de d'Astros, CAUSSADE, *Vie du cardinal d'Astros*, pièces justificatives, XLIII.

nommés. » <sup>32</sup> Cette décision demeurerait donc spontanée ; la marque de confiance donnée à Fesch, qui s'explique par sa « vertu, son intégrité », ne méconnaissait en rien les droits du Saint-Siège ; elle permettait seulement d'attendre l'institution canonique qu'on escompte. Quand il s'agira de Maury, qui ne présente plus les mêmes garanties, quand la délégation des pouvoirs capitulaires sera imposée par Napoléon, quand on saura que Rome refuse leurs Bulles aux nouveaux évêques de France, comme à ceux d'Italie, d'Astros changera d'attitude, et M. Emery deviendra moins catégorique.

Pour le moment, dans les milieux ecclésiastiques de Paris, personne n'éprouve le moindre scrupule et, si Fesch s'y était prêté, il aurait immédiatement pris en main le gouvernement du diocèse. Mais Fesch ne s'y prêle nullement. Eprouve-t-il des doutes sur la validité de sa situation canonique ? Rome s'en persuade et, plus tard, lui en fera honneur, opposant sa réserve à l'ingérence de Maury <sup>33</sup>. En quoi le Saint-Siège paraît bien s'être abusé. « Il est plus probable, écrit M. de Lanza de Laborie, que le nouvel élu, très vain de sa double dignité de cardinal et de membre de la famille impériale, craignit de la compromettre en agissant comme le mandataire des chanoines, à l'égal des vicaires capitulaires. » <sup>34</sup>

On cherche donc à ménager les susceptibilités de cette Eminence ombrageuse, pour que celle-ci consente à exercer ses pouvoirs. En août 1809, une négociation

---

32. *D'Astros à Pie VII*, 23 novembre 1814, *id.*, pièces justificatives, LVII.

33. *Bref de Pie VII à Maury*, 5 novembre 1810, de PRADT, *Les quatre Concordats*.

34. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*. IV. *La religion*, 196.



s'engage pour déterminer les vicaires capitulaires à offrir leur démission, de telle sorte que Fesch ne partage plus, sur pied d'égalité, la juridiction avec eux. Si l'on en croit un rapport de Savary<sup>35</sup>, M. Emery aurait non seulement approuvé, mais encore conseillé cette mesure que l'opposition de d'Astros aurait fait écarter.

Mais que vaut cette affirmation, du ministre de la Police ? On se l'est demandé. On a observé qu'elle était de dix-huit mois postérieure aux événements, que Savary ne péchait point par excès de finesse, qu'en matière ecclésiastique sa compétence n'égalait pas, loin de là, celle du ci-devant Oratorien Fouché, que, dans son mémoire il s'applique à charger d'Astros, alors incarcéré à Vincennes, et que le plus sûr moyen de le perdre était de le mettre en opposition formelle avec le Supérieur général de Saint-Sulpice.

Faute de documents pour confirmer ou infirmer les dires de Savary, on se trouve réduit à invoquer des vraisemblances. M. Emery avait trop de caractère, objecte M. de Lanzaç de Laborie<sup>36</sup>, pour se prêter à cette com-naison douteuse. De ce caractère, il avait donné sans doute et donnerait les preuves de plus en plus manifestes. Mais il ne se montre ferme qu'une fois bien éclairé sur les principes en jeu. Qu'entre la délégation du 1<sup>er</sup> février et les négociations d'août, d'Astros, « après avoir étudié de plus près le problème canonique, ait modifié ses sentiments intimes »<sup>37</sup>, on peut le croire. La chose apparaît beaucoup moins évidente pour le Supérieur général. Celui-ci désirait très vivement que Fesch devînt archevêque de Paris ; la

---

35. Arch. Nat., AF IV, 1048.

36. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon. IV. La religion*, 196.

37. *Id.*, *ibid.*

« vertu et l'intégrité » du cardinal, qui avaient forcé la confiance du Chapitre, influaient sur son propre jugement. Peut-être craignait-il, qu'au refus de son oncle, Napoléon ne choisît un candidat indésirable ? Peut-être redoutait-il Maury, dont il signale avec une insistance intriguée, les départs toujours annoncés et sans cesse remis ? Enfin, était-il moins canonique à ses yeux d'adjoindre Fesch aux vicaires capitulaires, que de le nommer seul et unique délégué du Chapitre métropolitain ?

L'échec de cette tentative ne pouvait encourager le cardinal qui s'obstine dans sa passivité. En vain, Napoléon fait-il remettre l'archevêché en état pour qu'il soit digne de son nouvel hôte. En vain déclare-t-il publiquement à son oncle : « Quand j'ai besoin de voir l'archevêque de Paris, je veux le trouver sous les tours de Notre-Dame. »<sup>38</sup> En vain lui observe-t-il que « la Chaussée-d'Antin n'est pas un quartier convenable pour un prince de l'Eglise ». Fesch ne veut pas quitter son hôtel de la rue du Mont-Blanc et répond qu'il y reste « pour ranimer par de bons exemples la piété et le feu de la religion »<sup>39</sup>.

L'Eminence n'exerce pas sa juridiction ; les vicaires capitulaires, Lejeas, d'Astros, Jalabert, Emery, Sinchol d'Espinasse, assurent seuls le gouvernement du diocèse. Si le cardinal figure à Notre-Dame aux *Te Deum* officiels, c'est comme grand aumônier et « sur l'invitation du Chapitre ». S'il donne les Ordres le 16 juin à Saint-Sulpice, c'est « à la demande des vicaires généraux et non comme archevêque »<sup>40</sup>, on prend soin

38. DUCASSE, *Histoire des négociations diplomatiques*, I, 140.

39. ARTAUD, *Vie de Pie VII*, II, 282, note 1.

40. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*. IV. *La religion*, 199.

de le spécifier. Cette ordination n'en revêt pas moins un caractère exceptionnel de solennité. On s'extasie sur le nombre des diacres qui reçoivent le sacerdoce. « Il y en eut neuf, ce qu'on regardait alors comme considérable, note le maître des cérémonies du Séminaire, M. Caron. » <sup>41</sup> On s'extasie également sur la piété du célébrant. « La dignité et le recueillement avec lesquels ce prélat officie, rapporte le *Journal de l'Empire*, ajoutaient à l'impression de cette cérémonie, si imposante par elle-même. » <sup>42</sup> On souligne enfin que, pour honorer Son Eminence, M. Emery ordonne à ses élèves d'assister tous au pontifical <sup>43</sup>.

Cette situation anormale ne pouvait se prolonger indéfiniment. Aux instances de Bigot de Préameneu, qui le presse de prendre possession, Fesch réplique, le 30 août, que Sa Majesté lui a permis d'opter pour Lyon. Le 4 septembre, une seconde lettre au même ministre apporte une réponse définitive. « Je ne veux pas d'une administration qui m'assimilerait aux simples vicaires généraux. Ce serait jeter l'alarme, paralyser le bien que je pourrais faire à Paris et faire une chose qui ne conviendrait pas à ma dignité. » <sup>44</sup>

A cette époque, en effet, le cardinal ne peut plus espérer son institution canonique, car les événements se sont précipités. Le 10 juin, on hisse le drapeau français sur Rome et le château Saint-Ange ; les Etats pontificaux, capitale comprise, sont réunis à l'Empire ; le 6 juillet, Pie VII, enlevé par Radet, part en captivité.

---

41. *Notes de M. Caron*, D. E., IV, 7380.

42. *Journal de l'Empire*, 21 juin 1810.

43. *Notes de M. Caron*, D. E., IV, 7380.

44. D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise romaine et le premier Empire*, IV, pièces justificatives, XXIII et XXIV.

Malgré le désir du Supérieur général, Fesch ne deviendra pas archevêque de Paris. Le cardinal, plus tard, se félicitera hautement d'avoir renoncé à ce siège pour conserver une situation canonique et incontestable. Il reste archevêque de Lyon et le restera jusqu'à sa mort. Lorsqu'en 1815, sous l'impulsion de Talleyrand Périgord et de Coucy, les évêques émigrés, revenus avec Louis XVIII dans les fourgons des envahisseurs, s'appliquent à épurer l'épiscopat napoléonien, Rome, qui lui marque une grande reconnaissance pour son refus de 1808, soutiendra ses droits contre les prétentions du gouvernement royal. Avec l'appui de Pie VII, Fesch refusera sa démission et gardera son titre<sup>45</sup>. Le Saint-Siège entendait ainsi récompenser une fermeté qu'il attribuait, non sans quelque illusion, à l'orthodoxie de ses principes. En fait, il récompensait seulement, avec la fidélité à son Eglise, la perspicacité d'un homme qui voyait loin, et, peut-être, comme Madame Mère disait, avec l'accent italien en moins : « Pourvu que ça dourre ! »

---

45. A. LATREILLE, *Un épisode de l'histoire religieuse de la Restauration : La question de l'administration du diocèse de Lyon (1814-1839)*, *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, t. XXX, 1944, 54-93.



## CHAPITRE XIII

### LA COMMISSION ECCLESIASTIQUE DE 1809

I. Napoléon et M. Emery. L'Empereur partagé entre des influences contraires : Fouché, Fesch, Portalis, Fontanes. *Les Nouveaux Opuscules de Fleury* déferés une seconde fois à Napoléon. M. Emery mandé à Fontainebleau. L'audience de Fontainebleau. Deux jours d'attente. L'entretien avec l'Empereur. Le voyage du Pape. Les prétentions théologiques de Napoléon. — II. Sentiments mêlés de Napoléon à l'égard de M. Emery. Activité de M. Emery en faveur de Pie VII. Un bureau de correspondance. Un service de transmission. La Bulle d'excommunication portée en Bretagne par Jean-Marie de Lamennais. — III. Le Comité ecclésiastique de 1809. Les trois séries de questions posées par l'Empereur. Les réponses de la Commission. M. Emery défend les droits du Saint-Siège.

#### I

L'année 1809, qui voit éclater avec violence la querelle du Sacerdoce et de l'Empire, latente depuis 1806, marque une date capitale dans la vie de M. Emery. Jusqu'alors, le Supérieur général n'est pas sorti de l'ombre dans laquelle il aime se tenir ; jusqu'alors, il n'intervient dans les affaires religieuses que discrètement, en silence, et par personnes interposées, utilisant son influence, ses relations personnelles, pour agir

sur Caprara, Portalis, Talleyrand, Fesch, les évêques, le clergé ; il donne des conseils à ceux qui les sollicitent, car on recourt beaucoup à son expérience, à sa sagesse ; il offre même des suggestions, car l'esprit d'initiative ne lui manque point ni même la hardiesse. Il s'applique cependant à ne pas se découvrir. Le rôle d'Eminence grise lui plaît par-dessus tout, qu'il joue d'ailleurs admirablement. Officiellement, il n'est rien et ne veut être rien, autant par goût et par humilité que par tactique ; sa « petite méthode » consiste à arranger doucement, sans bruit, les affaires, sans paraître y toucher. Avouons, d'ailleurs, que cette méthode lui réussit à merveille. Raison de plus pour qu'il ne désire nullement la modifier.

Sa nomination au grand Conseil de l'Université, qui lui donne un titre et une charge dans un organisme impérial, ne modifie pas cette situation, pour l'essentiel du moins ; le concours qu'on lui demande se limite à la direction de l'enseignement ; il traite avec Fontanes, avec ses collègues, de questions purement scolaires. Le moment arrive où il devra traiter de la question romaine, et avec Napoléon directement.

Le mérite exceptionnel de ce « petit prêtre » n'avait pas échappé à l'Empereur, si bon juge des valeurs humaines. La réserve de M. Emery, le soin qu'il met à passer inaperçu le frappent d'autant plus que cette réserve contraste davantage avec un empressement aussi général que peu désintéressé. La grâce de Brumaire avait opéré en abondance de si éclatantes et soudaines conversions ! Respectueux, loyal vis-à-vis du nouveau régime, jamais le Supérieur général n'a fait sa cour ; sans cesse il a repoussé les fonctions, les honneurs, qu'on s'obstine à lui offrir. Mais il a toujours soutenu la politique religieuse de Bonaparte et avant le Con-

cordat — comment oublier ses décisions en faveur de la promesse, ses conseils de ralliement ? — et après le Concordat dont il se montre le plus chaud partisan. Tout cela n'échappe pas à Napoléon.

L'Empereur ignore d'autant moins le Supérieur général qu'en sens inverse on attire sur lui son attention. M. Emery a des ennemis acharnés, les constitutionnels, le parti philosophique et surtout Fouché. Il a aussi ses amis et ses amis bien placés, en premier lieu Fesch réconcilié avec Rome par son entremise, Fesch qui le regarde comme son père spirituel, l'entoure de confiance, voire d'affection. Portalis, d'autre part, le tient en haute estime et recourt souvent à ses conseils dont il apprécie la modération. Talleyrand lui-même se laisse impressionner par cette valeur sacerdotale, qui évoque des souvenirs de jeunesse et peut-être, qui sait ? éveille ses remords. Fontanes enfin, jadis si méprisant pour « les sacristains de Saint-Sulpice », ne manque pas de vanter ce collaborateur si consciencieux, si compétent, si sage, qu'on lui a imposé. « J'avais toujours regardé M. Emery, avoue-t-il un jour, comme un ecclésiastique distingué par ses vertus et par la science de son état. Mais, plus je le vois de près, plus j'admire l'étendue de son esprit et la variété de ses connaissances. »<sup>1</sup>

Entre ces influences contraires, Napoléon reste longtemps indécis. Celle du ministre de la Police, au début, semble bien l'emporter, témoin cette lettre de Bonaparte à Fesch qui trahit l'origine de ses suspicions :

Je vois avec peine que vous écrasez les constitutionnels ; vous ne les traitez pas de la même manière que les anticonstitutionnels. Cependant, les uns sont bien plus vos amis et ceux

---

1. M. GARNIER, *Recueil de traits relatifs à la vie de M. Emery*, 166.



de l'Etat que les autres... Méfiez-vous beaucoup des Sulpiciens. Je vous le répète; ces hommes ne sont attachés ni à l'Etat ni à la religion; ce sont des intriguants<sup>2</sup>.

Fouché souhaiterait vivement accroître ce discrédit. Mais le Supérieur général sait qu'on le surveille et se tient sur ses gardes; on ne peut que lui faire un procès de tendances, sans arguer d'aucune preuve sérieuse. Aussi le ministre exploite-t-il avec empressement la publication des *Nouveaux Opuscules de Fleury*; l'occasion lui paraît favorable pour perdre définitivement le Supérieur et, avec lui, la Compagnie de Saint-Sulpice.

Fesch pare le coup avec son habituelle vigueur. Mais Fouché ne désarme pas et, en 1809, après la rupture avec Rome, revient à la charge; vu l'exaspération de Napoléon, excommunié par Pie VII pour avoir réuni à ses Etats le domaine temporel du Saint-Siège, l'accusation d'ultramontanisme revêt une gravité extrême. Infailliblement ce crime attirera sur l'éditeur de Fleury et sur le Séminaire toutes les foudres impériales. Sans qu'il s'en doutât, le perfide ministre ouvrait les voies à M. Emery pour s'introduire dans la confiance du souverain.

Fontanes, en effet, prend courageusement sa défense. « M. Emery, assure-t-il, n'a certainement pas les idées exagérées qu'on lui attribue. C'est un homme modéré; je m'applaudis tous les jours de l'avoir près de moi dans le Conseil de l'Université, où il ne parle jamais que pour ouvrir ou appuyer les avis les plus sages. »<sup>3</sup> Le grand maître ajoute que Sa Majesté avait un moyen bien simple de vérifier personnellement la valeur de

---

2. Napoléon à Fesch, 10 avril 1802, *Ami de la religion*, CLVII, 395.

3. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 170.

l'accusation : qu'elle lise l'ouvrage incriminé pour se rendre compte des sentiments réels de l'auteur ; qu'elle demande, en outre, à celui-ci des explications orales qui la rassureraient complètement. Fesch, que Napoléon consulte, abonde dans le même sens. L'Empereur convoque donc le Supérieur général à Fontainebleau.

Le primat des Gaules a coutume de mener les choses tambour battant ; en même temps que l'invitation de Sa Majesté, il envoie donc sa « dormeuse » à M. Emery pour l'amener « incontinent ». On devine l'impression fâcheuse de celui-ci. De quoi s'agit-il ? Fesch n'a donné aucune explication. Comment soupçonner qu'après deux ans l'affaire des *Opuscules* de Fleury revienne sur le tapis ? Evidemment, la question romaine se trouve en cause et, avec elle, l'existence de la Compagnie qu'on accuse de soutenir le Pape, dépossédé, prisonnier. Comment défendre l'indépendance du Saint-Siège sans provoquer contre Saint-Sulpice l'irritation et les représailles de l'Empereur courroucé ?

Le Supérieur, en hâte, rassemble ses confrères pour leur communiquer cette grave nouvelle. « Priez beaucoup pour moi, leur dit-il, afin que Dieu m'inspire les réponses convenables. » Après s'être agenouillé dans la chapelle, il monte dans la « dormeuse » cardinalice qui l'emmène au grand trot de ses chevaux. A 10 heures du soir, la voiture s'arrête dans la cour du château<sup>4</sup>.

Ce départ soudain, cette course précipitée, cette arrivée à Fontainebleau en pleine nuit ne sont pas de nature à le rassurer. Fesch heureusement lui ménage le plus gracieux accueil et, avant de l'installer dans son propre appartement, fournit des explications apaisantes. On a voulu indisposer l'Empereur en lui déférant

---

4. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 170.

les *Opuscles* ; mais Napoléon a lu ces *Opuscles* et reconnaît qu'on l'a trompé sur le caractère de cet ouvrage ; l'audience qu'il réserve au Supérieur général permettra de confirmer cette impression. Malgré ces bonnes paroles, M. Emery reste préoccupé, car, de Fleury, cette audience déviara certainement sur la question romaine. Il faudra prendre le parti du Saint-Siège et, pour cela, trouver des formules assez adroites pour ne pas déchaîner les fureurs de Napoléon. Délicat problème.

Le « petit prêtre » aura tout le temps de réfléchir à la solution ; car le neveu paraît beaucoup moins pressé que l'oncle. La « dormeuse » de l'Eminence aurait pu différer son départ et modérer son allure ; il n'était vraiment pas nécessaire de s'embarquer si vite, ni de brûler les pavés, puisque, pendant trois jours, le Supérieur attend le bon plaisir de Sa Majesté. Il passe donc de longues heures dans la chapelle habituellement solitaire, réclame assistance et inspiration, prie « pour les princes de la branche des Valois qui avaient construit le château, ce qu'on n'avait pas fait depuis longtemps », prépare enfin ses réponses et surtout cette déclaration qui doit lui servir d'entrée en matière : « Sire, je suis sur le bord de la tombe ; aucun intérêt humain ne peut me faire parler ; mais le seul intérêt de Votre Majesté m'oblige de lui dire qu'il est très important pour elle de se réconcilier avec le Pape et qu'autrement elle est exposée à de grands malheurs. »

Napoléon ne lui laisse pas le temps de formuler cette déclaration courageuse ; il l'accueille avec cette brusquerie habituelle qui déconcerte ses visiteurs, et parle avec une telle volubilité, un ton si tranchant que, d'abord, le pauvre M. Emery ne trouve pas moyen de placer un seul mot. « Vos *Opuscles*, je les ai lus. Les

voilà sur ma table. Il est vrai qu'il y a dans la préface quelque chose qui n'est pas franc du collier ; mais, en somme, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. » Sur quoi l'Empereur tire par l'oreille le Supérieur, assez ahuri de cette familiarité qu'ignorait le protocole dans les cours d'Ancien Régime et que ne recommandaient pas dans les Grands Séminaires les sages manuels de politesse et convenances ecclésiastiques. Que ce fût de sa part une gentillesse, qu'il se la permît « vis-à-vis de ceux dont il était content », le bon Sulpicien l'ignorait. Il l'apprendra bientôt par Dalberg, car Dalberg, fort mécontent de ce que Napoléon ait pris cette liberté avec un prince primat, archevêque de Ratisbonne, vient se plaindre à lui non sans amertume. « Monseigneur, répond-il, j'ai reçu la même faveur que Votre Altesse. Je n'osais pas m'en vanter. Mais à présent que je la partage avec un si grand seigneur que vous, je vais le dire à tout le monde. »

L'affaire des *Opuscules* de Fleury, une fois liquidée, et de façon aussi rapide que cavalière, l'Empereur, il fallait s'y attendre, aborde la question de ses rapports avec le Saint-Siège. Il s'exprime avec une telle animation et une telle vivacité que son interlocuteur se trouve réduit à écouter, sans pouvoir interrompre cet impétueux monologue : « Je ne sais ce que le Pape peut me reprocher. N'ai-je pas nommé de bons évêques ? Il est vrai que plusieurs ont refusé, comme vous avez fait vous-même. Mais je ne suis pas cause de leur refus. Du reste, ajoute Napoléon, je respecte la puissance spirituelle du Pape. Mais sa puissance temporelle ne vient pas de Jésus-Christ. Elle vient de Charlemagne. Je suis empereur, moi aussi. Je puis et je veux la lui ôter, parce qu'il ne sait pas l'exercer et qu'étant déchargé de l'administration temporelle, il pourra

vaquer plus librement à ses fonctions spirituelles. » M. Emery à la fin réussit à faire observer que Charlemagne n'avait pas donné au Pape toutes ses possessions temporelles, déjà considérables au v<sup>e</sup> siècle, et qu'on devait respecter au moins les plus anciennes.

Napoléon « qui n'était pas très instruit de l'histoire ecclésiastique et ignorait ce point », sans répliquer, passe à un autre sujet.

Le Pape est un brave homme, déclare-t-il, mais il est entouré de cardinaux encroûtés d'ultramontanisme qui lui donnent de mauvais conseils. Si je pouvais m'entretenir un quart d'heure avec lui, j'aurais bientôt arrangé tous ces différends.

— Sire, si Votre Majesté croit pouvoir s'arranger si facilement avec le Pape, elle pourrait le faire venir à Fontainebleau.

— C'est aussi ce que j'ai l'intention de faire.

— Mais dans quel état Votre Majesté le fera-t-elle venir ? S'il traverse la France en prisonnier, un pareil voyage fera beaucoup de tort à Votre Majesté, car le Pape sera partout environné de la vénération des fidèles.

— Ce n'est pas ainsi que je l'entends, répliqua l'Empereur ; si le Pape vient ici, je veux qu'on lui rende les mêmes honneurs que lorsqu'il est venu me sacrer. D'ailleurs, il est étonnant que vous, qui avez étudié la théologie toute votre vie, vous ne puissiez, pas plus que les évêques de France, trouver un moyen canonique pour m'arranger avec lui. Quant à moi, si j'avais étudié la théologie seulement pendant six mois, j'aurais bientôt débrouillé cette affaire, parce que, dit-il en portant le doigt sur son front, Dieu m'a donné l'intelligence. Je ne parlerais pas latin aussi bien que vous ; mon latin serait un latin de cuisine, mais j'aurais bientôt éclairé toutes les difficultés.

— Sire, vous êtes bien heureux d'être en état d'apprendre toute la théologie en six mois ; pour moi, il y a plus de cinquante ans que je l'étudie et même que je l'enseigne, et je ne crois pas encore la savoir<sup>5</sup>.

L'entretien durait depuis longtemps lorsqu'avec beaucoup de solennité un huissier annonce les rois de

---

5. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie M. Emery*, 174-175.

Hollande, de Bavière et de Wurtemberg. « Qu'ils attendent ! » répond sèchement Napoléon. Ils attendirent, en effet, une demi-heure. « Quel honneur pour moi ! disait avec humour M. Emery, en racontant son audience aux Sulpiciens ses confrères. Tandis que je me trouvais chez l'Empereur, trois rois faisaient antichambre. »

Avant de prendre congé, « le petite prêtre » remet à Sa Majesté les *Additions aux Opuscules* de Fleury qu'il vient d'éditer. Celui-ci les accepte et les met sur son bureau en promettant de les lire. L'adroit Supérieur se proposait ainsi un double but : mettre sous les yeux du souverain deux passages de Bossuet et de Fénelon en faveur de l'Eglise romaine, se couvrir vis-à-vis de la police. Malheureusement, ni Bossuet ni Fénelon ne pouvaient modifier les vues de Napoléon ni mettre fin à ses entreprises contre l'indépendance du Saint-Siège. Quant à la police, elle saisirait quand même, pour les mettre au pilon, les *Additions* plus suspectes encore que les *Opuscules*, auparavant incriminés. Alors commencera une persécution qui entraînera la suppression de la Compagnie de Saint-Sulpice et la disgrâce de son chef.

## II

Telle fut cette audience fameuse dont M. Garnier nous a conservé l'essentiel d'après le récit du Supérieur général. Avec une modeste et touchante simplicité, M. Emery lui-même nous donne ses impressions immédiates dans une lettre à M. de Bausset.

J'ai vu l'Empereur seul avec le cardinal pendant près d'une heure. Il a été peu question de ma personne et de mon ouvrage, mais il a parlé continuellement des affaires avec le Pape ; j'ai intercalé de temps en temps quelques observations. Je l'ai fait

comme un bon catholique et en ami de la concorde entre le Sacerdoce et l'Empire ; ma conscience ne me reproche aucune flagornerie. Mon audience a eu lieu jeudi matin. J'aurais pu partir le soir même. Mais M. le cardinal voulait que j'attendisse le P. Fontana qu'on se propose d'envoyer à Savone et M. l'évêque de Nantes. Nous parlerons encore de tout cela une autre fois. Mille et mille <sup>6</sup>.

D'abord interloqué par la brusquerie cavalière de l'accueil, surpris de la familiarité douteuse avec laquelle Napoléon lui tire l'oreille, décontenancé par ce flux de paroles hachées, impétueuses, passionnées, le Supérieur général finit par se ressaisir ; avec un curieux dosage de tact, d'audace, de courage, d'esprit, voire d'ironie, il réussit à placer son mot et administre de bonnes vérités, mais sous une forme si adroite que l'Empereur, déconcerté à son tour, perd un peu de son assurance première.

Ce « petit prêtre » lui en impose et le surprend. Son attitude si ferme et, dans tous les sens du mot, si honnête, contraste si fort avec celle de ses ministres et de ses courtisans ! Devant sa puissance, tout cède ou, du moins, fait mine de céder. Mais, derrière les servilités obséquieuses ou les flatteries, son regard scrutateur découvre les platitudes, les intrigues, l'intérêt ou même la trahison. De là son pessimisme sévère. « C'est l'homme du monde, disait Metternich, qui méprise le plus l'humanité. » Dans cette humanité qu'il méprise, M. Emery lui apparaît une honorable exception. Aussi ne cache-t-il pas l'estime qu'il éprouve ni l'impression qu'il ressent. « Napoléon ne pouvait se lasser d'admirer dans ce saint prêtre je ne sais quel mélange de simplicité presque primitive et de sagacité pénétrante, de sérénité et de force, j'ai presque dit de grâce et d'aus-

---

6. A Bausset, 6 avril 1809, D. E., VI, 659.

tère ascendant », déclarait le comte Molé, en 1840, dans son *Discours de réception à l'Académie française*. « Voilà, me dit-il un jour, la première fois que je rencontre un homme doué d'un véritable pouvoir sur les hommes et auquel je ne demande aucun compte de l'usage qu'il en fera. Loin de là, je voudrais qu'il fût possible de lui confier toute notre jeunesse. Je mourrais plus rassuré sur l'avenir. » <sup>7</sup>

Toutefois, ce mélange de simplicité presque primitive ou de sagacité pénétrante, de sérénité et de force, d'ascendance et de grâce, ne laisse pas de le déconcerte. Aussi se partage-t-il entre des sentiments contraires, et ces sentiments contraires, les influences qu'il subit en sens inverse, ne sont pas de nature à les départager, car, si le ministre de la Police poursuit sa campagne d'insinuations perfides, Fesch et Fontanes, de leur côté, chantent sur tous les tons les exceptionnels mérites de M. Emery.

De là, chez l'Empereur, un chassé-croisé continu de confiance et de défiance, de crainte et de sécurité. De là aussi, dans son attitude, un illogisme, voire une incohérence qui nous étonnent ; les témoignages d'estime les plus éclatants alternent avec les mesures vexatoires, les honneurs avec la persécution ; tour à tour, Napoléon le consulte et l'écarte, donne en exemple sa parfaite sagesse et le tient en suspicion, l'introduit dans ses Conseils et le chasse du Séminaire, l'accable de ses disgrâces et, après sa mort, veut l'enterrer au Panthéon avec les grands serviteurs de l'Etat. Sous une forme simpliste et quelque peu excessive, Mlle Jouen traduit assez gauchement cette antinomie qui jamais ne se

---

7. *Annales de la religion*, CVIII, 2.



résoudra : « L'Empereur, écrit-elle, l'a toujours caressé ou haï. »

En 1809, après l'audience de Fontainebleau, il semble que la confiance domine. M. Emery pourtant a nettement marqué sa position. Ses rapports avec les cardinaux romains, en résidence à Paris, pourraient, d'autre part, éveiller les soupçons du gouvernement fort ombrageux. On sait qu'il les assiste matériellement ; on sait qu'il les reçoit au Séminaire, parfois de façon officielle et non sans éclat. « C'est le cardinal Dugnani, notre ancien nonce, qui fera demain la cérémonie de la rénovation (des promesses cléricales) », écrit le Supérieur à M. de Bausset le 20 novembre 1809<sup>8</sup>. On ne pouvait s'afficher davantage. Les Eminences pourtant éprouvent quelques scrupules à visiter un homme aussi surveillé et lui expriment leurs appréhensions. « Je me trouvais à la porte au moment où M. Emery accompagna le cardinal Dugnani, rapporte M. Hervy, et j'entendis le cardinal qui lui disait : « Ce serait pour moi une grande joie et une grande consolation de venir souvent dans votre maison. Mais nous nous en abstenons dans la crainte de la compromettre. — Monseigneur, répond M. Emery, je ne pense pas que votre présence puisse nous compromettre. Mais si la maison de Saint-Sulpice devait être détruite, elle ne pourrait pas périr pour une plus belle cause que celle de l'Eglise romaine. »<sup>9</sup>

Ces réceptions ne pouvaient échapper à la police. Beaucoup plus dangereuse était l'activité secrète du Supérieur général en faveur de Pie VII, car, dès cette époque, s'organise au Séminaire tout un bureau de correspondance qui transmet en province nouvelles, con-

8. A Bausset, 20 novembre 1809, D. E., VI, 647.

9. D. E., IV, 412.

sultations et avis. Les directeurs s'emploient d'abord aux transcriptions nécessaires ; mais, bientôt, le travail devient si abondant que M. Emery recourt à des élèves très sûrs, comme M. de Mazenod. Les jours de congé, il les garde dans sa chambre et, tandis que leurs confrères se rendent en promenade à Issy, ces jeunes gens reproduisent sous sa direction les pièces qu'il leur communique. Malgré le danger couru et la tristesse des conjonctures, ce scriptorium ecclésiastique ne manque pas de gaieté. A 4 heures, le Supérieur général fait apporter des gâteaux, du chocolat, des boissons ; on se détend ; on se restaure ; puis on se remet à l'ouvrage et, le soir, le dangereux courrier se trouve prêt.

La première lettre ainsi transmise, à notre connaissance, est une lettre arrivée de Grenoble qui donne sur l'arrivée du Pape en cette ville, sur le traitement qu'on lui inflige, des renseignements désolants. Cette lettre, selon toute vraisemblance, devait émaner de Courbon que Fesch députe à Grenoble au-devant du Souverain Pontife, geste courageux, « qui peut sembler un désaveu des violences que le Saint-Père a subies »<sup>10</sup>. Malgré une recommandation en bonne forme du ministre des Cultes, Bigot de Préameneu, malgré l'autorité du cardinal qui l'a chargé de cette mission, le conseiller de préfecture Girard, qui remplace le préfet absent, refuse au vicaire général de Lyon l'autorisation de voir le Pape. Il refuse également de communiquer à Pie VII les lettres que Fesch, Caprara, Maury ont confiées à Courbon pour le Chef de l'Eglise. L'évêque de Grenoble lui-même ne peut accéder auprès de lui. Les rigueurs officielles qui contrastent avec l'attitude de la population provoquent les protestations de Fesch et

---

10. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 584.

produisent en ville le plus déplorable effet<sup>11</sup>. Cette lettre de Grenoble, M. Emery la fait copier à M. Caron « pour l'envoyer à quelques personnes »<sup>12</sup>, rapporte le maître des cérémonies de Saint-Sulpice. On saura de cette manière comment le gouvernement se comporte avec le successeur de saint Pierre ; on connaîtra aussi les réactions des catholiques français.

Cependant, il ne suffit pas de transcrire les pièces à répandre ; il faut encore les porter aux destinataires par des voies très sûres. Le bureau de correspondance se complète donc par tout un service de transmission secrète. Or, si nous pouvons identifier les copistes, les messagers nous restent inconnus, sauf deux.

Le Supérieur général avait été mis en relations avec les frères Lamennais par un directeur au Séminaire de Rennes, M. Bruté. Au début de 1809, ce dernier lui soumet les *Réflexions sur l'état de l'Eglise de France pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle et sa situation actuelle*, en sollicitant ses observations. Du premier coup d'œil, M. Emery discerne la valeur de Félicité.

Je suis charmé d'apprendre, mande-t-il à Bruté, que l'auteur du mémoire est le jeune prêtre dont vous m'avez parlé. Son écrit suppose des talents distingués et, par conséquent, il offre une ressource pour l'Eglise qui, dans quelques années, sera destituée de ministres en état de la défendre. Ce qui augmente ma satisfaction, c'est que vous m'apprenez qu'il a un frère qui ne lui cède point en mérite et, ce qui leur rend à l'un et à l'autre le travail de cabinet plus facile, c'est qu'ils jouissent d'une grande aisance et d'une excellente bibliothèque. Aussi, je ne balance pas à vous exhorter de leur conseiller à l'un et à l'autre de faire leur capital de l'étude de la religion et de la science ecclésiastique. L'auteur du mémoire est capable de bien écrire, ce qui est un grand avantage ; car il ne suffit pas

11. MAYOL DE LUPPÉ, *La captivité de Pie VII*, 161-164.

12. *Souvenirs de M. Caron*, D. E., IV, 735.

de rassembler les matériaux ; il faut les mettre en œuvre et les présenter sous la forme la plus agréable et puisque ces Messieurs joignent la piété aux talents, Dieu ne manquera pas de bénir leurs travaux <sup>13</sup>.

Tout en reconnaissant que « le mémoire est très bien écrit et plein de bonnes vues, très digne de l'impression » <sup>14</sup>, le Supérieur général formule cependant quelques observations :

Il y a des endroits qui pourraient déplaire au gouvernement et d'autres dont il ne pourrait être que content. Si Laréveillière-Lépeaux vivait encore, je crois qu'il faudrait adoucir ou supprimer son article... On voit bien que l'auteur est un ecclésiastique. Ce jugement convient et s'applique de tout point aux réflexions <sup>15</sup>.

Tel fut le premier contact de M. Emery avec les frères Lamennais. Quelques mois plus tard, Bruté se rend à Paris avec Jean-Marie qui séjourne, pour une retraite, à la maison d'Issy. Justement, le Supérieur général vient de recevoir un exemplaire de la Bulle, par laquelle Pie VII excommunait Napoléon, et l'occasion lui paraît excellente pour transmettre en Bretagne le texte authentique de cet acte pontifical.

Il engagea l'abbé de Mazenod à le copier, écrira Jean-Marie à M. Faillon, le 22 mai 1846 ; il nous chargea, mon saint ami, M. Bruté, et moi, de l'apporter dans notre province et de l'y répandre. M. Bouté la cacha dans la cuve de son chapeau et, arrivés à Vitré, nous fîmes ce que le vénérable Supérieur et père nous avait dit de faire <sup>16</sup>.

---

13. A Bruté, mars 1809, *Lettres à Bruté*, D. E., lettre XXXVI.

14. A Bruté, 12 mars 1809, cité par A. FEUGÈRE, *Lamennais avant l'essai sur l'indifférence*, 114.

15. A Bruté, 23 juin 1809, D. E., *Lettres à Bruté*, lettre X.

16. Jean-Marie de Lamennais à M. Faillon, 22 mai 1845, D. E., IV, 1041.

Par quelle voie la Bulle d'excommunication arrive-t-elle à M. Emery ? Sans doute, par Eugène de Montmorency qui l'avait dissimulée dans l'une de ses bottes pour l'introduire dans Paris<sup>17</sup>. Toute une association, l'Association des Chevaliers de la Foi, se crée, en effet, pour diffuser, malgré les interdictions de Napoléon, les documents relatifs aux affaires romaines. Cette Association qui se recrute dans la Congrégation demeure très mystérieuse ; même après l'abdication de l'Empereur, ses membres gardèrent avec une telle rigueur le secret promis qu'on connaît seulement son existence, sans avoir pu jusqu'à présent soulever le voile qui la recouvre. Si vigilante qu'elle fût, la police de Fouché ne parvient pas à la dépister ; elle arrêtera bien, en avril 1810, Alexis de Noailles en possession de lettres pontificales ; mais celui-ci refuse obstinément de fournir la moindre indication ; les limiers de la rue de Jérusalem, qui multiplient les interrogatoires, en restent pour leurs frais<sup>18</sup>.

On admet généralement que M. Emery se tenait en rapports avec ces jeunes gens intrépides, qu'il collabora avec eux pour recevoir et diffuser par leur entremise tout ce qui concernait la cause de Pie VII prisonnier. Mais, sur ce point, il garda, lui aussi, un silence tellement impénétrable qu'on doit se borner à des conjectures, sans qu'il soit possible de rien certifier. Quelles représailles aurait attirées sur sa personne et sur son œuvre le moindre indice d'une activité si périlleuse, on le devine aisément.

---

17. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon. IV. La religion*, 215.

18. *Id.*, 217.

## III

Napoléon, en effet, se préoccupe de l'inflexible résistance que lui oppose Pie VII et son excommunication le laisse beaucoup moins insensible qu'il ne veut bien le montrer. Tout a plié devant sa puissance ; la Prusse est écrasée, l'Espagne domptée, l'Autriche réduite par le récent traité de Vienne ; la Russie, depuis Tilsitt, figure parmi ses alliés ; soit directement, dans les cent trente départements que compte son Empire, soit indirectement, par les rois ses vassaux, il commande à soixante-dix millions d'Européens. Seul, le Pape s'obstine à lui tenir tête ; privé de ses conseillers, isolé, prisonnier, le doux pontife ne cède pas un pouce des droits temporels qui garantissent son indépendance spirituelle. Comment sortir de cette impasse ?

La solution de ce problème ne relève pas des armes ; en comparaison des campagnes d'Allemagne, la prise de Rome restait un jeu d'enfant ; elle ne relève pas davantage de la diplomatie, qui ajoute sa pression à celle de victoires triomphantes. C'est un problème religieux qui engage des principes et utilise des forces morales. Or, même en théologie, Napoléon a le culte des compétences ; seuls des spécialistes qualifiés pourraient concilier les exigences de la doctrine avec celles de sa politique ; auprès d'eux, il trouverait en matière ecclésiastique les lumières que lui apportent en matière juridique les techniciens de son Conseil d'Etat. Les mesures prises par le Saint-Père après l'expropriation de ses Etats, l'excommunication lancée contre les ravisseurs, le refus d'instituer les nouveaux évêques nommés par le gouvernement créent dans l'esprit public un malaise très grave, dont l'autorité impériale souffre préjudice ; la confiance s'ébranle ; l'Eglise que Napo-

l'évêque avait voulu, par le Concordat, annexer à son régime, pour bénéficier de son crédit sur les âmes, risque de lui échapper, voire de se retourner contre lui. Il faut donc, autour de sa personne, grouper des autorités religieuses incontestables qui, d'une part, justifieraient la solution qu'il souhaite et, d'autre part, contre-balanceraient par leur prestige moral l'effet des résistances romaines. L'Empereur institue donc une Commission ecclésiastique qui répond à ce double but, en donnant par sa valeur toutes les garanties désirables ; composée d'archevêques, d'évêques, de théologiens, elle formulera des avis, proposera des décisions, interviendra auprès de Pie VII. Le gouvernement ne paraîtra plus trancher seul les affaires religieuses ; de très dignes représentants de l'Eglise l'assisteront de leurs lumières et s'interposeront entre Savone et Paris. Les catholiques s'en trouveront rassurés, le Pape impressionné et, comme le souverain escompte la docilité parfaite de ce Conseil trié sur le volet, le résultat semble acquis.

Le 16 novembre 1809, Bigot de Préameneu prie donc le cardinal Fesch de se réunir avec le cardinal Maury, l'archevêque de Tours, les évêques de Trèves, Nantes, Evreux, Verceil, « le sieur Emery » et le P. Fontana pour rédiger une consultation sur une série de questions que leur propose l'Empereur <sup>19</sup>.

On devine les raisons qui dictent ces choix. Le primat des Gaules, archevêque nommé de Paris, est, pour ainsi dire, le chef de l'épiscopat français ; oncle de Sa Majesté, il ne saurait par ailleurs desservir les

---

19. *Bigot de Préameneu à Fesch*, 16 novembre 1809, cité par M. DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'Histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 96.

intérêts de sa famille. Maury se montra jadis le plus intrépide défenseur du Saint-Siège et figura parmi les plus fervents « zelanti » ; ses anciens sentiments ne le recommandent pas moins que ses nouveaux, absolument contraires ; les premiers peuvent donner le change aux partisans de Pie VII, les seconds ne permettent aucun doute à Napoléon, qui peut compter entièrement sur lui. De Barral, « théologien renommé »<sup>20</sup>, Duvoisin, « canoniste émérite »<sup>21</sup>, s'imposent par leur science ; leur attachement au régime leur vaut un titre supplémentaire, le seul que possède Bourlier, ancien précepteur et protégé de Talleyrand. Les évêques de Trèves et de Verceil représentent les diocèses de la rive gauche du Rhin et ceux d'Italie. Quant au P. Fontana et à M. Emery, s'ils n'appartiennent pas à l'Eglise enseignante, l'exceptionnelle autorité qu'ils doivent à leur mérite personnel n'en devient que plus précieuse. Confesseur de Pie VII, le P. Fontana ne prête à aucun soupçon de servilité césarienne. Conseiller des prélats et, depuis 1789, « conscience vivante du clergé de France »<sup>22</sup>, le Supérieur général de Saint-Sulpice possède un crédit sans égal qu'il doit à ses connaissances théologiques, à son éminente sagesse, à sa haute vertu. Pareil dosage, avouons-le, ne manquait pas d'habileté.

Cette nouvelle marque de la confiance impériale ne ravit pas, on le devine, « le sieur Emery ». Déjà écrasé de travail, il ne peut suffire à sa tâche. « Je n'ai pas même un moment de liberté, écrit-il à M. de Bausset ; souvent, je ne dîne pas. »<sup>23</sup> Et voici un nouveau

---

20. D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise romaine et le premier Empire*, IV, 48.

21. *Id.*, 50.

22. A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 80.

23. A. Bausset, 20 novembre 1809, D. E., VI, 647.



surcroît. D'autre part, si le Supérieur général ne connaît pas encore les questions soumises au Conseil, ce qu'il « en présume »<sup>24</sup> ne le rassure point. « Vous comprenez combien cette adjonction m'embarrasse et doit m'embarrasser, confie-t-il à l'évêque d'Alais. »<sup>25</sup> Mais sa décision est prise, malgré les représailles auxquelles l'expose une ferme attitude, « le sieur Emery » parlera selon sa conscience et défendra les droits de l'Eglise. « Je dirai mon avis franchement, peut-être pas impunément. »<sup>26</sup> Quelques semaines plus tard, après les premières séances, il écrira à M. du Bourg :

Vous avez bien raison de penser que j'ai besoin de sagesse et encore plus de force... Je crains bien que tout n'aboutisse à des conséquences contre ceux qui auront été chargés de donner leur avis et je vous prie de croire à tout événement qu'une délibération peut n'être point prise à l'unanimité<sup>27</sup>.

D'avance, il prend fermement position et laisse présager sa courageuse résistance.

La réunion de ce Comité ecclésiastique produit à Paris une sensation dont témoignent les *Mémoires* de Rondeau. Le bruit se répand qu'on députe à Pie VII le P. Fontana. On dément bientôt cette nouvelle qui, peu après, retrouve crédit et se corse d'une autre : le cardinal Maury et M. Emery<sup>28</sup> accompagneraient le confesseur du Pape. De fait, on projette bel et bien de confier une mission à ce religieux barnabite. Le Supérieur général en avertit M. de Bausset, en ajoutant toutefois : « Je voudrais bien qu'on envoie un

---

24. A. BAUSSET, 20 novembre 1805, D. E., VI, 647.

25. *Id.*, *ibid.*

26. *Id.*, *ibid.*

27. A du Bourg, 10 décembre 1809, D. E., V, 5381.

28. *Mémoires* de RONDEAU, 1809, *Bibliothèque des Amis de Port-Royal*.

évêque. »<sup>29</sup> Quant à lui, rien ne prouve que les milieux officiels aient envisagé son concours. Pour le moment, d'ailleurs, le gouvernement renonce à dépêcher une ambassade à Savone; avant de tenter la moindre démarche auprès du Souverain Pontife, il préfère attendre la réponse des consultants, qui se mettent au travail, sous la présidence de Fesch, dans le célèbre et fastueux hôtel de la rue du Mont-Blanc.

Le Supérieur général assiste très régulièrement aux séances. « Je ne puis en manquer aucune, écrit-il à l'évêque d'Alais. Je ne crois pas qu'il puisse exister une Commission plus importante et plus critique. »<sup>30</sup> Mais il lui faut, pour accomplir ce devoir, vaincre des répugnances si vives, s'imposer de tels efforts, qu'il appelle de ses vœux une crise de santé providentielle et souhaite, comme saint Paul, un trépas libérateur. L'heureuse indisposition qui dispense le P. Fontana de paraître après quelques semaines avive encore ses désirs. « Oh ! que je bénirais une maladie qui m'arriverait dans ces circonstances, dût-elle m'emporter ! écrit-il à M. de Bausset. Aussi bien, je commence à m'ennuyer de la vie. »<sup>31</sup> Le futur cardinal Bernet, qui le rencontre rue des Saints-Pères, et s'enquiert de ses nouvelles, recueille, pour toute réponse, deux mots de l'Apôtre : « *Mori lucrum.* »<sup>32</sup> « C'est maintenant le beau bon temps pour mourir, assure-t-il, vers la même époque à l'abbé de Coustou. »<sup>33</sup>

Cette lassitude et ce dégoût ne l'empêchent pas cepen-

---

29. A Bausset, 20 novembre 1809, D. E., VI, 647.

30. Id., *ibid.*

31. A Bausset, 22 novembre 1809, D. E., VI, 648.

32. Le cardinal Bernet à M. Faillon, 1<sup>er</sup> janvier 1842, D. E., IV, 12.

33. A. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 223.

dant de prendre une part très active aux délibérations ni de protester avec la dernière énergie contre les complaisances excessives de certains prélats. Aussi, malgré le secret jalousement gardé sur les travaux de la Commission, malgré le mystère qui enveloppe systématiquement les matières ecclésiastiques soumises aux consultants, apprit-on bientôt « qu'il y avait une grande différence de sentiments »<sup>34</sup> Loin de masquer ce désaccord, M. Emery, bien au contraire, l'accuse, en marquant, de façon très claire, de quel côté vient l'opposition.

Tout ce que je puis vous dire, écrit-il à M. Nagot quelques mois plus tard, c'est que je suis sorti de là sans avoir aucun reproche à me faire. Je crois que Dieu m'a donné l'esprit de conseil en cette circonstance ; mais je suis sûr qu'il m'a donné celui de force par sa sainte miséricorde<sup>35</sup>.

La formule reste prudente ; elle n'en trahit pas moins de sa part une vigoureuse résistance. Cette résistance, le Supérieur général la poussera jusqu'au bout, car, pour bien marquer sa réprobation, il refuse de signer, avec les cardinaux et les évêques, le rapport destiné à l'Empereur. De ce geste, aussi courageux que dangereux, loin de là, il ne fait point mystère. « Vous n'avez pas vu mon nom à la fin de la consultation, écrit-il à Grivel, parce que je n'étais pas du même avis que les Docteurs consultés. »<sup>36</sup>

En exprimant sa vive admiration pour celui qu'il appelle *vir integerrimus*, le P. Fontana, plus tard, complétera les données de cette lettre. Le général des Barnabites, rapporte l'évêque de Verdun, M. Letour-

34. Mémoires de RONDEAU, 1809, *Bibliothèque des Amis de Port-Royal*.

35. A Nagot, 12 mai 1810, D. E., VIII, 8165.

36. A Grivel, 3 juin 1810, D. E., IX, 9057.

neur, « a répété dix fois que jamais il n'avait vu tant d'énergie, de lumière, de fermeté que n'en montra M. Emery durant les assemblées préparatoires à la Commission, dont l'un et l'autre faisaient partie, que jamais il n'avait vu un prêtre plus dévoué au Saint-Siège, aux intérêts de l'Eglise, que M. de Barral s'était efforcé par les formes les plus douces et les plus persuasives d'attirer à son sentiment ce vénérable vieillard dont l'avis seul balançait celui de la Commission entière à cause de son grand ascendant, et que M. Emery lui avait répondu jusqu'à onze et douze fois, avec autant de fermeté que de respect : « Non, Monseigneur; cela n'est pas. Non, Monseigneur ! »<sup>37</sup>

Nous connaissons ainsi l'un des partenaires du Supérieur général, sans doute le principal. Le zèle que déploie, en faveur de la thèse napoléonienne, l'archevêque de Tours ne saurait nous étonner, car selon la formule de l'époque, qui signifie tant de choses, M. de Barral est « attaché au gouvernement ». Toutefois, si les confidences du P. Fontana à M. Letourneur mettent son rôle en lumière, sur l'objet du désaccord, elles ne fournissent aucune indication. Les comptes rendus officiels, si réticents qu'ils se montrent, les souvenirs de Frayssinous, ceux du P. Rozan, secrétaires de la Commission, permettent, dans une certaine mesure, de circonscrire les débats.

L'Empereur avait posé aux évêques trois séries de questions : la première sur le gouvernement de l'Eglise en général, la seconde sur l'Eglise de France en particulier, la troisième sur les Eglises d'Allemagne, d'Italie et la Bulle d'excommunication. Toutes ces questions se

---

37. *Souvenirs de Mgr Letourneur*, D. E., IV, 220.

ramenaient essentiellement à deux : l'institution des évêques, la Bulle d'excommunication.

Pour ce qui concerne le refus d'institution canonique, la Commission devait se prononcer sur deux points : le Pape peut-il, pour des motifs d'affaires temporelles, refuser son intervention dans les affaires spirituelles ? Comment suppléer aux Bulles pontificales ? M. Emery n'hésite pas : « L'indépendance, la conservation des biens temporels du Saint-Siège, affirme-t-il, ne sont pas choses indifférentes sous le rapport des intérêts spirituels, l'indépendance du Chef de l'Eglise étant de la plus grande importance pour le libre exercice de sa juridiction », et il cite en preuve un passage de Bossuet, dans la Défense de la Déclaration du clergé gallican<sup>38</sup>. Tout autre est le langage des évêques qui se retranchent derrière des conditionnels. « Si les affaires temporelles n'ont pas les mêmes rapports avec le spirituel, si elles n'empêchent pas le Chef de l'Eglise de remplir librement et avec indépendance les fonctions du ministère apostolique, nous pensons que le Pape ne peut pas, par le seul motif des affaires temporelles, refuser son intervention dans les affaires spirituelles. La distance qui les sépare est du temps à l'éternité. » Cette abondance de « si » précautionneux permet toutes les interprétations et toutes les spoliations ; elle vise à sauvegarder la doctrine en satisfaisant l'Empereur. Le second résultat fut obtenu, et ne pouvait l'être, qu'aux dépens du premier. De là l'opposition du Supérieur général.

Une formule si habile n'aboutissait d'ailleurs à rien, car les deux partis peuvent tour à tour l'invoquer, le Saint-Siège pour soutenir que la confiscation de ses Etats l'empêche de remplir librement les fonctions du

---

38. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 176.

ministère apostolique, Napoléon, en sens inverse, pour prétendre exactement le contraire. Seule l'affirmation du principe, telle que la proposait catégoriquement M. Emery, pouvait couper court à cette exégèse qui prêtait à des discussions sans fin. Le problème restait donc entier.

Les prélats s'en aperçoivent, lorsqu'ils cherchent le moyen canonique de mettre, faute de Bulles, les évêques nommés en possession régulière. Ils ont beau « penser » que le Pape ne peut refuser son intervention dans les affaires spirituelles, si les conditions posées par eux se réalisent, ce qu'ils se gardent bien d'affirmer ; cette opinion leur est personnelle. Pie VII, qui la réprouve, n'accorde aucune institution et maintient la thèse romaine, celle-là même que défend M. Emery. L'indépendance spirituelle du Pape exige son indépendance temporelle ; or, l'incorporation du domaine pontifical à l'Empire lui ravit l'une et l'autre. D'autre part, comme si cette spoliation ne suffisait pas à marquer la sujétion du Saint-Père, Napoléon, pour le réduire à sa merci, l'enferme à Savone. Il n'exercera donc sa juridiction que moyennant sa pleine et entière liberté et, tant que celle-ci ne lui sera pas rendue, refusera toute dispense, toute délégation de pouvoirs.

Que faire ? L'embarras de la Commission devient extrême. « Le principe de la nécessité d'une institution canonique, affirme-t-elle, demeure invariable ; les variations portent seulement sur son application. Mais ces divers changements se sont faits toujours du consentement exprès ou tacite de l'Eglise, et, sans son approbation, on ne peut revenir à l'une des méthodes adoptées dans les siècles précédents. Une loi abrogée n'est plus une loi et ne peut en reprendre le caractère que de l'autorité qui l'a abrogée ; l'Eglise ne se gouver-

nerait plus elle-même... si quelque autre puissance pouvait la forcer à reprendre des règlements et des lois qu'elle aurait abolis. » Impossible donc de revenir à la *Pragmaticque Sanction* « à moins que l'autorité ecclésiastique n'intervienne dans son rétablissement. » Irrégulière, « cette entreprise serait, en outre, extrêmement dangereuse et deviendrait la source de troubles semblables à ceux qu'a excités la Constitution civile du clergé. On peut même assurer que la résistance des fidèles à toute nouvelle entreprise de la puissance séculière contre l'autorité de l'Eglise serait encore plus vive et plus générale, parce que, à la suite des contestations précédentes, la matière est plus éclairée et les principes mieux connus. Des évêques institués au mépris de formes canoniques n'obtiendraient jamais la confiance du clergé et des peuples, et on verrait se renouveler les scènes scandaleuses qui ont déshonoré le ministère du clergé constitutionnel ». Il faut reconnaître la fermeté et la vigueur de cet exposé doctrinal.

Reste à trouver la solution. Ici, les évêques se dérobent. « Le Conseil, à qui Sa Majesté fait l'honneur de proposer cette importante question, n'a pas l'autorité nécessaire pour indiquer les mesures propres à remplacer l'intervention du Pape dans la confirmation des évêques. Son avis, à cet égard, ne serait que celui d'un petit nombre de prélats, sans pouvoirs et sans caractère pour représenter, nous ne disons pas l'Eglise universelle, mais même l'Eglise gallicane qu'elle intéresse plus particulièrement. » La Commission propose donc la convocation d'un Concile national « où le clergé de l'Empire examinerait la question qui nous est proposée et indiquerait les moyens propres à prévenir les inconvénients du refus de Bulles pontificales ». Or, ce Concile épouvantait M. Emery, qui voyait poindre

1

un schisme, et se montra toujours radicalement opposé à cette dangereuse solution.

Napoléon, d'ailleurs, ne se montre pas satisfait de cette réponse, car « elle ne déterminait pas si le Concile national avait en lui-même l'autorité nécessaire pour suppléer au défaut de Bulles apostoliques ou s'il faudrait recourir à une autorité supérieure à la sienne ». Nouvel embarras des évêques qui doivent fournir une consultation supplémentaire. « C'est au Concile, écrivent-ils, de se déclarer ou non compétent. S'il se déclare incompetent, il resterait le recours au Concile général, la seule autorité dans l'Eglise qui soit au-dessus du Pape. Mais, ajoutent les évêques, si ce recours devient impossible, soit parce que le Pape refuserait de reconnaître le Concile général, soit parce que des circonstances politiques ne permettraient pas de l'assembler, la question proposée par Sa Majesté se présente de nouveau. » On se retrouve en présence du problème ; on retombe dans « l'impasse »<sup>39</sup>.

Acculés à cette impasse, les évêques cèdent. « La discipline ecclésiastique, observent-ils, est faite pour l'état ordinaire des choses » et il s'agit de circonstances extraordinaires. On pourrait donc revenir à une partie de l'ancien droit et « ce retour provisoire serait justifié par la première de toutes les lois, la loi de nécessité que Notre Saint-Père le Pape a lui-même reconnue, à laquelle il s'est soumis, lorsque, pour rétablir l'unité dans l'Eglise de France, il s'est mis au-dessus de toutes les règles ordinaires en supprimant, par un acte d'autorité sans exemple, toutes les anciennes Eglises de France pour en créer de nouvelles ». Et les prélats de conclure : « En conséquence, nous pensons

---

39. D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise romaine et le premier Empire*, IV, 61.



qu'après avoir protesté de son attachement inviolable au Saint-Siège et à la personne du Souverain Pontife, après avoir réclamé l'observation de la discipline actuellement en vigueur, le Concile pourrait déclarer, qu'attendu l'impossibilité de recourir à un Concile œcuménique et vu le danger imminent dont l'Eglise est menacée, l'institution donnée conciliairement par le métropolitain à l'égard de ses suffragants, ou par le plus ancien des évêques de la province à l'égard du métropolitain, tiendra lieu des Bulles pontificales, jusqu'à ce que le Pape ou ses successeurs consentent à l'exécution du Concordat. »

M. Emery se prononce énergiquement contre cette solution ; de l'institution canonique donnée par le métropolitain, il ne veut entendre parler à aucun prix ; dans la seconde Commission ecclésiastique de 1811, il s'opposera encore à ce que les évêques écrivent au Souverain Pontife pour obtenir son assentiment sur ce point <sup>40</sup>. Les pénibles souvenirs de la Constitution civile l'obsèdent ; sous peine de retomber dans cette erreur, dont l'expérience a montré les funestes effets, il faut maintenir l'indépendance spirituelle du Saint-Siège, résister à tous les empiétements du pouvoir civil.

De là son indignation contre les « docteurs » du Comité qui, sourds à ses avis, se laissent arracher de fatales concessions.

Ne voient-ils pas, déclare-t-il à M. Coustou, que ces moyens de conciliation, que l'Empereur demande, ne sont qu'un jeu pour en imposer aux simples, un masque pour couvrir sa tyrannie ? Qu'il laisse l'Eglise tranquille, qu'il rende à leurs fonctions le Pape, les cardinaux, les évêques ; qu'il renonce à des prétentions extravagantes ! Tout le reste sera bientôt arrangé.

---

40. *Souvenirs du P. Dumesnildot*, D. E., IV, 481.

Et, comme le rapport de la Commission énumère avec reconnaissance « la décoration de la Légion d'honneur accordée à un grand nombre de prélats, les titres de comte ou de baron affectés aux archevêques et évêques de l'Empire, l'admission de plusieurs d'entre eux dans le Corps législatif et le Sénat », afin de prouver de façon péremptoire combien « l'état du clergé s'est amélioré depuis que le Concordat est en vigueur », le Supérieur général s'écrie : « Quoi ! ces évêques regardent comme des améliorations, comme des avantages pour l'Eglise, les décorations ou les titres qu'ils ont obtenus ! Où allons-nous donc, mon Dieu ? »<sup>41</sup>

Restait une dernière question, ainsi formulée par l'Empereur : « La Bulle d'excommunication du 10 juin 1809 étant contraire à la charité chrétienne, ainsi qu'à l'indépendance et à l'honneur du trône, quel parti prendre pour que, dans des temps de troubles et de calamités, les Papes ne se portent pas à de tels excès de pouvoir ? » Les évêques n'hésitent pas à répondre « que la déclaration authentique de la nullité de l'excommunication semble être le plus sûr moyen pour empêcher que les Souverains Pontifes ne se laissent aller aux fausses suggestions par lesquelles on tenterait de leur persuader d'en tenter de semblables à l'avenir ».

Les prélats s'attachent donc à prouver que cette Bulle du 10 juin doit être déclarée « comme nulle et de nul effet », et ils multiplient les arguments : il s'agit d'une pure affaire politique. « La Cour de Rome, entraînée par les circonstances à des démarches hostiles, s'est constituée, sans le vouloir, en état de guerre avec la France. Dès lors, cette position a dû la soumettre

41. COSTE, *Vie de M. Coustou*, 232.

à toutes les chances inséparables des événements militaires, et l'invasion de Rome n'a plus été qu'une conquête ordinaire à laquelle on ne peut plus appliquer les armes spirituelles. » La souveraineté temporelle du Saint-Siège, d'autre part, ne conditionne pas absolument la vie même de l'Eglise. « Qui oserait dire que la foi et la religion catholiques reposent essentiellement sur elle ? » Interviennent enfin les doctrines gallicanes ; on invoque l'autorité d'Héricourt pour affirmer que les rois de France « n'ont que Dieu pour juge et pour supérieur » ; on cite l'Assemblée du clergé de France de 1682 qui déclare : « Les rois et les princes, en ce qui concerne le temporel, ne sont soumis, par l'institution divine, à aucune puissance ecclésiastique ». Telle est la solution des évêques. « Resterait à la soumettre à l'examen d'un Concile national pour être renouvelée. Nous avons lieu de croire que ce Concile, après avoir établi les vrais principes et déclaré quel est l'esprit de l'Eglise dans l'application des censures à l'égard des souverains et notamment des rois ou empereurs, déclarerait la nullité et interjetterait au Concile général ou au Pape mieux informé, tant de la Bulle d'excommunication que de toutes les Bulles semblables qui pourraient être rendues par la suite. »

Par M. Frayssinous, secrétaire du Comité ecclésiastique, nous savons que M. Emery s'éleva avec la dernière énergie contre cette décision ; il montra « que l'Eglise avait excommunié pour des choses temporelles dans tous les temps, qu'elle le faisait encore dans les monitoires prévus par le Concile de Trente, que, si la doctrine de la Commission était exacte, elle aurait abusé de sa puissance, ce qu'aucun catholique ne pouvait dire ». Son érudition lui permet de citer des textes, des faits ; il discute, prouve, argumente. L'auto-

rité du Saint-Siège se trouve en jeu, qu'il s'agit de défendre, et le supérieur s'échauffant va jusqu'à déclarer : « Messeigneurs, si vous avez raison, si vous me prouvez que l'Eglise ne possède pas le droit que vous lui contestez, dès demain, je me fais protestant. » <sup>42</sup>

D'autre part, la contestation qui s'est élevée au sujet des Etats romains entre Napoléon et Pie VII n'est pas temporelle uniquement ; en compromettant l'indépendance religieuse du Saint-Siège, elle prend un caractère spirituel qui légitime le recours à des armes de même nature. On ne peut donc considérer la Bulle d'excommunication comme nulle et sans effet.

Les cardinaux et les évêques, malheureusement, ne se laissent pas convaincre. Fesch reste enfermé dans son gallicanisme, trop heureux de s'abriter derrière ce rempart commode pour soutenir la cause de son neveu. Ses principes valent ce qu'ils peuvent ; mais, du moins, invoque-t-il une théologie. Maury, qui jadis utilisait l'orthodoxie en faveur de la monarchie légitime, ne connaît plus maintenant que les droits de la force et ceux du succès.

C'est Rome elle-même qui se perd, qui se jette par la fenêtre, écrivait-il le 15 janvier 1808, et elle seule pouvait s'en préserver en accordant des choses raisonnables et très supportables qu'on lui demandait pour la France, l'Allemagne et le royaume d'Italie... Je suis confondu d'étonnement, tombé dans la plus profonde douleur en voyant les Romains arriérés en politique. Comment est-il possible que la dégradation ou la soumission des plus grandes puissances ne les éclaire pas <sup>43</sup> ?

Le cardinal ajoute, le 18 mars :

---

42. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 178.

43. Maury à son neveu, 15 janvier 1808, *Collection particulière*.

On est toujours plus fou à Rome... Il est étrange qu'aucun membre du Sacré-Collège ne veuille faire au Pape l'opération de la cataracte... Si la folie allait jusqu'à l'excommunication, il faut prévoir que la convocation immédiate d'un Concile général, la déposition du Pape et l'élection d'un successeur en seraient les suites immédiates <sup>44</sup>.

S'il conversait avec Pie VII sans témoin, une heure lui suffirait « pour faire entendre au Souverain Pontife son intérêt, qui est la raison même. On ne finit bien aucune affaire en se fâchant, en écoutant l'humeur, la rancune, l'amour-propre, les complaisants... L'art de la politique consiste à savoir résister ou céder à propos » <sup>45</sup>.

Avec de pareilles dispositions, le cardinal ne pouvait goûter les arguments de M. Emery. Une fois de plus, les voilà apposés l'un à l'autre ; mais aujourd'hui c'est le « zelante » qui attaque les droits du Saint-Siège, tandis que le gallican assume leur défense. Si les conjonctures n'étaient pas si graves, la situation ne manquerait pas de piquant.

Le Supérieur général ne peut compter sur les deux cardinaux pour soutenir son point de vue ; il ne peut compter davantage sur les évêques ; ceux d'Evreux, de Trèves, demeurent effacés ; de Barral et Duvoisin, le premier surtout, prêchent l'accommodement ; l'évêque de Verceil montrerait plus de consistance, au moins si l'on en juge par une lettre qu'il écrit à Bigot de Préameneu <sup>46</sup>. Seul contre tous, mais inspiré, comme il le reconnaît avec une simplicité touchante, par la force de l'Esprit-Saint, le Supérieur général plaide une cause perdue d'avance. Si l'on ajoute que son attitude

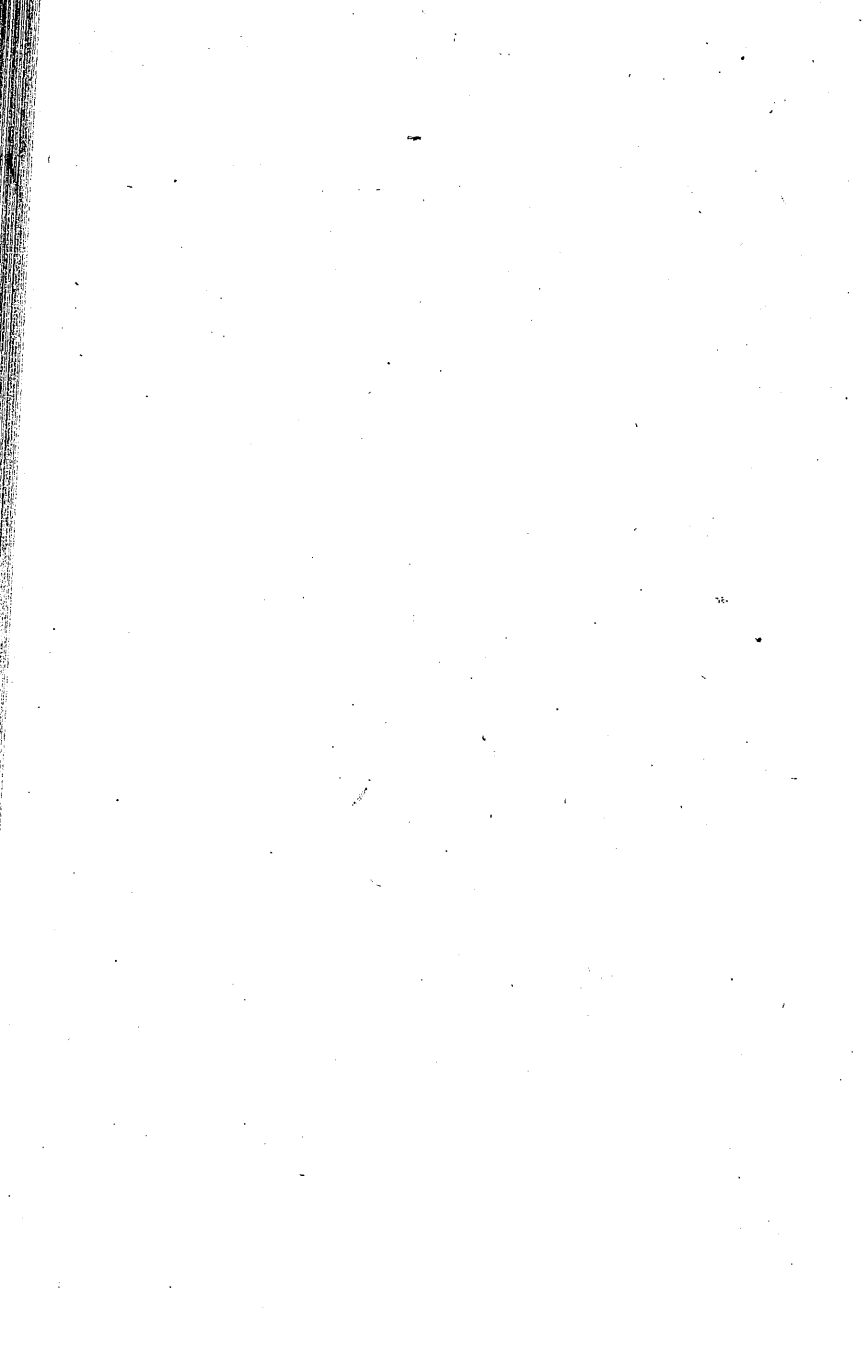
---

44. Maury à son neveu, 18 mars 1808, *Collection particulière*.

45. Maury à son neveu, mai 1808, *Collection particulière*.

46. A Bigot de Préameneu, 14 août 1809, cité par Mgr RICARD, *Le Concile de 1811*, 49-51.

courageuse l'exposait aux représailles du gouvernement, on n'en mesure que mieux son exceptionnel mérite. Dans cette Commission ecclésiastique, où tremblent et composent ceux qui devaient, en vertu de leur éminente dignité et de leur charge, prendre en main les droits du Saint-Siège contre les prétentions césariennes, le « petit prêtre » dépasse, domine évêques et princes de l'Eglise ; il apparaît vraiment grand.



## CHAPITRE XIV

### LE DIVORCE DE NAPOLEON

I. Les communiqués de presse et les démentis de M. Emery ; il n'a pris aucune part ni à la décision de la Commission ecclésiastique sur la compétence de l'Officialité de Paris ni à la sentence de cette Officialité annulant le mariage de l'Empereur.

II. Les causes de nullité. Les sentences de l'Officialité diocésaine et métropolitaine de Paris et le droit gallican. M. Emery reconnaît la nullité du mariage pour vice de forme. Il n'admet pas la nullité pour défaut de consentement. — III. La question de compétence de l'Officialité de Paris. La décision de la Commission ecclésiastique. Les hésitations de M. Emery. L'assistance des cardinaux au mariage de Napoléon avec Marie-Louise.

M. Emery et le cardinal della Somaglia.

#### I

M. Emery n'eut pas à intervenir officiellement dans le divorce de Napoléon ni comme membre de la Commission ecclésiastique qui se prononce pour la compétence de l'Officialité parisienne, ni comme membre de cette Officialité, qui déclare nul le mariage contracté par l'Empereur avec Joséphine la veille du sacre. Lui-même a formellement démenti les communiqués de presse qui prétendent ou insinuent le contraire.

On a, en effet, imprimé son nom à la suite des signa-



tures qu'apposent à leur consultation les sept évêques de la Commission. Il s'agissait d'un faux. Après *le Moniteur, le Journal des Curés* publie, d'autre part, le communiqué suivant :

Le Comité a été unanimement d'avis des motifs et conclusions de la sentence de l'Officialité qu'il a trouvés conforme aux coutumes de l'Eglise gallicane et aux différents décrets et canons des Conciles. Nous sommes bien aises de pouvoir donner ces détails qui sont faits pour satisfaire les fidèles, soit par l'importance qui a été mise à se conformer aux lois de l'Eglise, soit par le poids, le caractère, la science des hommes qui ont été consultés et qui en ont décidé <sup>1</sup>.

Cette note présentait un caractère tendancieux. On pouvait, sans doute parler d'unanimité, mais il fallait ajouter, unanimité des membres présents ; faute de mentionner l'absence du Supérieur général, on laisse croire que celui-ci s'est prononcé dans le même sens que les prélats ; on engage son autorité et sa responsabilité. Plus loyal, l'official Boileswe parlera seulement, dans le procès canonique, de la décision prise par « sept de Nos Seigneurs les évêques » <sup>2</sup>. Cette note renfermait, en outre, une grave inexactitude ; la Commission ecclésiastique a tranché uniquement la question de compétence ; elle n'avait pas à approuver la sentence rendue par les Officialités diocésaine et métropolitaine de Paris.

M. Emery s'applique donc à rétablir la vérité, et il s'y applique d'autant plus que, de toutes parts, on le questionne, on l'incrimine, on le blâme ; ses élèves eux-mêmes le critiquent et se déclarent scandalisés. Publier un démenti par la voix de la presse, il n'y faut pas songer. A M. Hervy qui, en bon séminariste, ne doute

---

1. H. WELSCHINGER, *Le divorce de Napoléon*, 135.

2. *Registre de l'Officialité métropolitaine de Paris*, Arch. archevêché de Paris, 203, I, f° 7.

de rien et déclare : « M. le Supérieur devrait protester contre cette imputation calomnieuse », M. Montaigne observe : « Quel bien pourrait-il en résulter ? La protestation serait arrêtée par la police et vous, et les autres renvoyés dans leur famille. »<sup>3</sup> M. Emery recourt donc à d'autres moyens.

Averti, sans doute par M. Montaigne, des réflexions formulées par M. Hervy, sous prétexte qu'il reste une place à prendre, il invite ce jeune clerc à sa table, le mercredi suivant, au réfectoire d'Issy et, pendant le repas, aiguille la conversation sur le divorce de Sa Majesté. C'est pour lui l'occasion de s'expliquer sur son attitude et d'exposer son sentiment, avec une netteté qui surprend son convive. « Pour ôter toute occasion de scandale à un enfant, rapporte ce dernier, il osa traiter une question si délicate en ma présence, sans craindre de compromettre la Compagnie. »<sup>4</sup> Ses propos, naturellement, firent le tour de la communauté. Le contraire eût surpris et, on le devine, déçu le Supérieur général.

Avec ses correspondants, M. Emery ne s'exprime pas moins catégoriquement. Les textes abondent. Voici les plus significatifs. A son cousin Girod, procureur général à la Cour criminelle de Genève, un juriste, il écrit :

Vous avez vu mon nom au bas d'une pièce à laquelle je n'ai aucune part. L'affaire a été discutée en mon absence et il n'a été question dans la Commission que de la compétence. Ces messieurs disent que la sentence et les motifs n'ont point été soumis à leur délibération.

Suit une phrase en patois : « *No vezem or ben des tiuzes que nos pares n'avion gen vu.* Nous voyons

---

3. Hervy à M. Faillon, 1842, D. E., IV, 413.

4. Id., *ibid.*

maintenant bien des choses que nos pères n'ont pas vues. » <sup>5</sup>

Avec Bruté, intransigeant et passionné, le démenti devient plus cassant, marque même une certaine impatience :

Je vous remercie, écrit le Supérieur général, des souhaits que vous avez bien voulu faire pour moi. Ceux que je fais pour vous ne sont ni moins sincères ni moins étendus. Mais je souhaite particulièrement que vous ne vous inquiétiez pas tant de ce qui ne vous regarde pas et ne demande de vous que des prières. Au nom de Dieu, ne me regardez pas comme un homme à qui vous avez recours pour satisfaire ou tranquilliser les mauvaises têtes ou les oiseaux qui prononcent sur ce qu'ils ne savent pas. Que leur fait cette sentence de l'Officialité ? L'ont-ils vue ? En connaissent-ils les motifs ? Quant à ce qui me concerne : 1° Je n'ai pas eu plus de part à la discussion sur le mariage que vous ; elle n'a point eu lieu en ma présence et je n'ai rien signé. 2° On ne m'a demandé aucun avis sur cette sentence, et je ne l'ai point vue <sup>6</sup>.

Quelques jours plus tard, une seconde lettre, beaucoup plus calme, mais aussi ferme, apporte au même correspondant, quelques précisions complémentaires :

1° Je vous ai déjà fait connaître que votre ami n'avait eu aucune part à la discussion de l'affaire, n'y avait pas même été présent, qu'il n'a pas vu la sentence de l'Official, qu'il croit même que les évêques ne l'ont pas vue. Ainsi le compte rendu dans les journaux est *très infidèle* ; mais au moins il est vrai qu'il n'a rien signé, et si, dans la suite, on produisait quelque acte comme de la Commission et signé par elle, et que le nom de votre ami s'y trouva (*sic*), vous pouvez être certain dès à présent que c'est une méprise ou une imposture <sup>7</sup>.

Deux points restent donc acquis ; malgré les affirmations de la presse, le Supérieur général n'a joué

---

5. A Girod, 14 février 1810, D. E., IX, 9140.

6. A Bruté, 24 janvier 1810, D. E., non coté.

7. A Bruté, 2 février 1810, D. E., non coté.

aucun rôle dans ce procès ; il n'a pas tranché avec la Commission ecclésiastique la question de compétence ; il n'a pas tranché avec l'Officialité la question de nullité. Comme théologien privé, selon sa propre expression, il donne pourtant et motive son avis.

## II

Sur la nullité du mariage, M. Emery n'hésite pas ; il déclare correcte la sentence rendue par l'official Boileswe et l'approuve sans restriction.

On sait dans quelles conditions Napoléon et Joséphine avaient échangé leur consentement. La veille du sacre, à 2 heures, l'impératrice se jette aux genoux de Pie VII et lui confesse l'irrégularité de leur situation. Pie VII exige qu'ils s'unissent devant l'Eglise, condition *sine qua non* pour qu'il procède à la cérémonie du lendemain. C'était justement la réponse escomptée par l'ancienne « Merveilleuse », à qui le calcul inspirait cet aveu beaucoup plus que les scrupules de conscience. Joséphine n'a pas donné d'héritier à Sa Majesté, et le trône en appelle un. Plus d'une fois, pour cette raison et pour beaucoup d'autres, on a voulu les séparer ; les napoléonides y travaillent avec un ensemble touchant<sup>8</sup>. Sans l'appui de Fouché, leurs intrigues auraient déjà abouti. L'indissolubilité d'un mariage religieux apporterait, contre une répudiation menaçante, infiniment plus de garanties que le soutien problématique d'un ministre peu sûr.

Or, vu les exigences du Pape, Napoléon pris au piège ne peut se dérober. De là sa fureur, car il voit

---

8. L. MADELIN, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. V. *L'avènement de l'Empire*, 197-200.

clair dans le jeu de son épouse et trahit ses arrière-pensées de divorce par la violence même de son emportement<sup>9</sup>. Pie VII demeure inflexible. Fesch s'interpose. L'Empereur enfin se résigne, mais aux conditions suivantes : le mariage aura lieu sans témoins, devant son oncle qui gardera sur cette affaire le secret de la confession. Le cardinal demande donc au Pape toutes les dispenses « qui lui seraient quelquefois indispensables pour remplir les devoirs de grand aumônier », et, le soir à 4 heures, dans la chapelle des Tuileries, reçoit le consentement des époux. « Ainsi, écrit A. Vandal, la veillée des armes de Charlemagne eut pour intermède une représentation du *Mariage forcé*. »<sup>10</sup>

Que valait canoniquement ce mariage forcé ? Pour établir sa nullité, Napoléon allègue deux raisons : le manque de formes, le défaut de consentement. De ces deux raisons, l'official diocésain Boileswe ne retient que la première :

Le mariage n'a pas été revêtu des formalités exigées sous peine de nullité, décide-t-il ; en effet, point de témoins, point de propre prêtre, comme il appert par la déclaration de S. A. Em. le cardinal. Or, s'il n'y a pas eu de témoins, il n'y a pas eu de mariage, car cette formalité est requise sous peine de nullité, soit par le Concile de Trente qui en exige deux, soit par les ordonnances du royaume et notamment l'édit de 1697 qui en exige quatre. Point de propre prêtre, c'est-à-dire point de curé. C'est ainsi que nos ordonnances entendent le propre prêtre du Concile de Trente ou quelqu'un commis de sa part, et le tout sous peine de nullité.

A l'objection suivante : Fesch a obtenu du Pape les pouvoirs nécessaires avec une délégation valide, l'official répond :

---

9. H. WELSCHINGER, *Le divorce de Napoléon*, 13.

10. A VANDAL, *L'Europe et la Révolution*, VI, 403.

Le Pape n'a pu lui accorder que ce qu'il demandait. Or, il ne lui a demandé que les pouvoirs nécessaires pour exercer les fonctions et la charge de grand aumônier, qui ne paraissent pas devoir s'étendre aux fonctions curiales. Aussi voyons-nous, depuis Louis XIV, les curés des paroisses respectives assister en étole aux fonctions curiales faites par le grand aumônier dans les maisons royales. D'ailleurs, dans tous les cas, cette concession de droits n'est-elle pas de droit dévolue à l'Ordinaire <sup>11</sup> ?

Cette sentence, comme on l'a justement noté <sup>12</sup>, s'inspirait du droit gallican qui attachait une importance considérable aux questions de forme et tenait compte non seulement des règles canoniques, mais encore des décrets royaux. Aussi l'official invoque-t-il, avec les prescriptions du Concile de Trente, « nos ordonnances », et particulièrement l'édit de 1697.

Aujourd'hui, en France, le mariage civil est séparé du mariage religieux ; deux droits distincts et pas toujours concordants règlent les conditions de l'un et de l'autre ; des registres distincts, ceux de la paroisse, ceux de la mairie, en conservent les actes ; des tribunaux distincts, le tribunal civil et l'Officialité décident de sa nullité et de sa validité. Sous l'Ancien Régime, au contraire, le mariage restait uniquement religieux et entraînait les effets civils de l'union contractée devant Dieu ; les registres de catholicité, tenus par le clergé, servent d'état civil ; les procès en nullité relèvent des Officialités dont les sentences ont un effet civil. Aussi les légistes et le pouvoir royal interviennent-ils dans la législation canonique. « Par d'ingénieuses subtilités, les Parlements avaient, petit à petit, fait un départ, à leur façon, entre les matières admises comme spirituelles et appar-

---

11. *Registre de l'Officialité métropolitaine de Paris*, Arch. Archevêché de Paris, 203, I, f° 7.

12. E. FOURNIER, *L'origine du vicaire général et des autres membres de la curie diocésaine*, 281.

tenant *proprio jure* au juge d'Eglise, et les matières prétendues temporelles que le roi avait bien voulu laisser traiter dans les tribunaux religieux. »<sup>13</sup> Sur les rapports du contrat et du sacrement, toute une doctrine s'établit dont le fameux ouvrage de Portalis sur *La distinction des deux pouvoirs* donnera, en 1765, l'exposé devenu classique ; sous le Concordat, elle inspirera encore les *Articles organiques* et les prétentions du gouvernement<sup>14</sup>. Cette doctrine s'introduit, et dans la théologie gallicane qui se fausse, et dans le droit canonique gallican, qui incorpore aux règles de l'Eglise, « nos ordonnances », c'est-à-dire, les décrets royaux, et « nos coutumes ».

Or, c'est sur le modèle des Officialités d'Ancien Régime que le cardinal de Belloy reconstitue l'Officialité parisienne. Comment s'en étonner, puisqu'il « avait été évêque trente-huit ans sous le régime du gallica-

---

13. E. FOURNIER, *L'origine du vicaire général et des autres membres de la Curie diocésaine*, 269.

14. Les légistes gallicans établissent un partage entre ce qui revient à l'Eglise et ce qui revient à l'Etat, dans ce mariage uniquement religieux qui compte comme mariage civil. Ils concèdent que la première règle ce qui regarde le sacrement et l'existence du lien (*foedus*). Ils réservent au second, ce qui concerne le contrat, qu'ils distinguent du sacrement, et ils en concluent que seul l'Etat a le droit de poser des empêchements dirimants. Portalis invoque cette doctrine dans son rapport sur les *Articles organiques*. Le gouvernement s'en autorise pour interdire aux ministres du culte de donner la bénédiction nuptiale à ceux qui ne justifieraient pas « en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil » (54<sup>e</sup> article organique); et de refuser la bénédiction nuptiale à ceux qui sont mariés civilement, fussent-ils divorcés. Les anciens évêques constitutionnels s'inspirent de ces principes. Saurine frappe de censure un curé qui refuse de bénir le mariage de divorcés. Reymond soutient que les mariages contractés par des prêtres et des religieux sont valides et n'ont pas besoin d'être régularisés. Le Coz déclare que ces mariages sont « valides mais illicites », car le sacerdoce et les vœux de religion ne sont pas des empêchements dirimants dans la législation de l'Etat qui règle

nisme triomphant » <sup>15</sup> ? Or, les juges de cette Officialité ont reçu la formation d'Ancien Régime ; ils en gardent la mentalité. On a noté que dans les soixante causes de nullité jugées de 1805 à 1809, « l'official recourt constamment aux lois de l'Eglise gallicane, aux auteurs de son époque, qu'il pense et argumente en gallican » <sup>16</sup>. Il en va de même pour le mariage de Napoléon. Rien de plus caractéristique à ce sujet que le passage de la sentence relatif aux pouvoirs du grand aumônier, qui ne comportaient pas la juridiction curiale. D'après Boileswe, la délégation consentie par le Pape reste limitée par les usages d'Ancien Régime aux pouvoirs que comportait cette fonction au temps de Louis XIV, d'après le droit coutumier gallican.

M. Emery raisonne exactement de la même manière que l'official de Paris. La présence du « propre prêtre » conditionne la validité du mariage.

On a bien soutenu en spéculation, observe-t-il, que le grand aumônier était le « propre prêtre » de nos rois. Mais on n'avait jamais suivi ce sentiment. La pratique est toujours que le curé de Saint-Germain assiste en étoile à la bénédiction nuptiale qui était donnée par le grand aumônier.

Il conclut donc à la nullité du mariage « célébré par le cardinal Fesch en l'absence du propre curé » <sup>17</sup>.

Quelles dispenses avait données exactement le Pape

---

le contrat. Voir à ce sujet une lettre curieuse de Bernier à Portalis (18 Frimaire an XII), dans laquelle ce prélat, jouant sur les mots, essaye de concilier avec la doctrine du gouvernement celle de l'Eglise, J. LEFLON, *Etienne Bernier, Lettres, Notes diplomatiques, Mémoires, Rapports inédits*, 109-116. Sur les idées de Portalis, relativement aux rapports du contrat et du sacrement voir : L. LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, 217-219.

15. E. FOURNIER, *L'origine du vicaire général et des autres membres de la Curie diocésaine*, 274.

16. *Id. ibid.*

17. M. Hervy à M. Faillon, 1842, D. E., IV, 415.



au cardinal Fesch ? D'après la déposition de l'Éminence, celles-ci se restreignaient aux fonctions de sa charge. Basée sur ces déclarations, la sentence de Boileswe, comme l'avis du Supérieur général, se conformait à la loi gallicane. Étant donné qu'ils avaient, l'un et l'autre, reçu la formation juridique d'avant la Révolution, étant donné que l'Officialité de Paris se modelait, dans son organisation comme dans ses principes, sur celle de l'Ancien Régime « pouvaient-ils faire autrement » ? On a posé la question pour répondre : « S'il y a un coupable, c'est le gallicanisme. L'Officialité parisienne ne saurait être accusée ni d'ignorance, ni de complaisance, ni de servilisme. »<sup>18</sup> M. Emery encore moins.

On pourrait ajouter qu'il y eut un autre coupable, Fesch, dont la déposition, « fort extraordinaire »<sup>19</sup>, emporta la sentence et dont le rôle ne semble pas très net. Que le Pape ait voulu lui donner entière délégation, on ne saurait le contester. Mais la distinction gallicane entre pouvoirs de grand aumônier qui ne comportent pas ceux du « propre prêtre » et juridiction curiale, échappe à l'archevêque de Lyon ; ses connaissances canoniques avaient dû s'estomper durant ses années de vie laïque, et ses fonctions canoniales d'Ajaccio ne posaient pas de pareils problèmes. Il faut tenir compte, en outre, de l'émotion provoquée par l'aveu de Joséphine, du caractère dramatique de la situation, des scènes violentes qui se déroulent, de l'urgence d'une solution<sup>20</sup>. Aussi les historiens les plus sévères pour le

---

18. E. FOURNIER, *L'origine du vicaire général et des autres membres de la Curie diocésaine*, 281.

19. *Id.*, 278.

20. L'affaire fut réglée en deux heures ; l'aveu de Joséphine eut lieu à 2 heures, le mariage à 4 heures.

cardinal excluent-ils l'hypothèse d'une tromperie systématique et voulue<sup>21</sup>. Comme on l'a justement noté, tout le monde avait perdu la tête<sup>22</sup>.

Fesch ne demande-t-il pas au Pape, pour la présence des quatre témoins exigés par l'ordonnance de 1697, une dispense qui relève de Napoléon<sup>23</sup>, l'Eglise se limitant à deux ? Dans son exposé des motifs, l'official Boileswe, non sans finesse, invoque ce trouble en écrivant :

Je rends hommage à la foi et aux vertus de S. A. Em. le cardinal Fesch. Déjà, il avait préjugé la question en disant : « Pas de témoins, pas de mariages. » Mais l'empressement de répondre aux désirs de Sa Majesté, l'espérance peut-être de compléter un jour son ouvrage, enfin cette demande inattendue de l'impératrice ont dû le frapper tout à coup et écarter les réflexions qu'il aurait faites avec quelques instants de plus<sup>24</sup>.

Tenu, d'autre part, au secret de la confession, qu'il avait promis à l'Empereur, le pauvre cardinal se trouve dans un embarras terrible. On a observé enfin que Pie VII ne fit jamais aucune déclaration officielle sur le caractère des pouvoirs délégués au grand aumônier. Peut-être se regardait-il comme lié par l'aveu de Joséphine ? Certains historiens le supposent, en avouant que sa réserve ne contribue pas, loin de là, à éclairer la question.

L'Officialité diocésaine n'avait pas retenu le second motif de nullité invoqué par Cambacérès, le défaut de consentement. « Par respect pour Sa Majesté, porte la sentence de Boileswe, je ne discuterai pas ce second

---

21. H. WELSCHINGER, *Le divorce de Napoléon*, 117.

22. E. FOURNIER, *L'origine du vicaire général et des autres membres de la Curie diocésaine*, 278.

23. *Id.*, 277.

24. *Registre de l'Officialité métropolitaine de Paris*, Arch. Archevêché de Paris, 203, I, f° 7.

moyen, le premier me paraissant suffisant. »<sup>25</sup> L'Officialité métropolitaine, qui juge en appel, l'invoque au contraire dans ses considérants :

Le défaut d'une volonté formelle de se lier par un nœud spirituel et indissoluble, écrit l'official métropolitain Lejeas, résulte non seulement des déclarations réitérées sur ce point par Sa Majesté l'Empereur et qui sont constatées par l'information, mais on le peut induire surtout de la circonstance frappante de l'omission des formalités essentielles, dont on veut assurer les effets qui dérivent de leur régularité dans les formes extérieures<sup>26</sup>.

Ce motif de nullité qui, au jugement des canonistes modernes, serait le seul à invoquer, M. Emery se refuse à le reconnaître. A M. Hervy, le Supérieur général déclare « que ces raisons étaient vaines, que de pareils motifs pourraient être allégués par des princes qui voudraient répudier leur femme, qu'une pareille raison rendue publique démoraliserait la nation et qu'en supposant que le consentement intérieur n'ait pas été donné, il devait le donner, que la partie innocente ne pouvait être victime de l'imposture et de la mauvaise foi »<sup>27</sup>. Il ajoute même, ce qu'insinue seulement l'official diocésain que « l'Empereur se déshonorerait aux yeux de toute l'Europe, en faisant valoir un pareil moyen de nullité, puisqu'il témoignait qu'il avait trompé Joséphine avec laquelle il avait si intimement et si longuement vécu, dans l'occasion la plus solennelle et la plus sacrée »<sup>28</sup>. Pour lui, le défaut de témoins et surtout l'absence du « propre prêtre » restent la seule cause de

---

25. *Registre de l'Officialité métropolitaine de Paris*. Arch. Archevêché de Paris, 203, I, f° 7.

26. *Id.*, f° 7, verso.

27. *Hervy à M. Faillon*, 1842, D. E., IV, 415.

28. M. GARNIER, *Recueil des différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 182.

nullité. Son avis de « théologien privé » concorde ainsi avec la première sentence, celle de Boileswe. Comme Boileswe, avant tout préoccupé des formes, il juge en juriste gallican.

### III

Mais que vaut cette sentence portée par une simple Officialité diocésaine et métropolitaine ? Même à supposer qu'elle repose sur des considérants inattaquables, n'est-elle pas nulle de plein droit ? Ne s'agit-il pas d'une cause majeure relevant du Saint-Siège, qui se réserve, pour garantir l'impartialité du tribunal, les causes matrimoniales des souverains ? La question de compétence se pose donc. « Monseigneur, avait objecté à Cambacérès l'official Rudemare, cette affaire ne peut s'instruire comme celle des simples sujets de Sa Majesté. » A quoi Cambacérès répondit : « Vous voulez suivre les formes. J'ai été jurisconsulte. Elles tuent le fond. » <sup>29</sup>

Cette question de compétence, la Commission ecclésiastique la tranche de façon affirmative. M. Emery, nous l'avons vu, n'avait pris aucune part à cette décision. Qu'en pensait-il ? Il paraît impossible de le dire avec précision, car, selon la remarque de M. Garnier, « il n'était pas très décidé sur le sentiment qu'avait embrassé la Commission » <sup>30</sup>. Aujourd'hui, pareille hésitation ne se comprendrait plus. Mais il ne faut pas oublier que, si la France avait fixé son droit par le Code napoléonien, en 1809, dans l'Eglise, il n'en va pas de même pour le droit canonique et que les prêtres

29. H. WELSCHINGER, *Le divorce de Napoléon*, 90.

30. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 184.

d'Ancien Régime restaient tributaires de leur formation gallicane.

Le Supérieur général entreprend donc « de grandes recherches dans l'histoire ecclésiastique relativement à ce point »<sup>31</sup>, pour essayer de fixer son opinion ; il discute avec le cardinal della Somaglia, des prélats, des théologiens. « J'étais à la bibliothèque, occupé à consulter un manuscrit contenant les pièces du divorce de Louis XII, rapportera plus tard le chanoine Caltet, lorsque arrive M. Emery avec l'évêque de Trèves. Il me prit le volume : « Vous voyez bien, dit-il en le montrant à M. Mannay, que la question de compétence n'est pas réservée au Pape. »<sup>32</sup> Des précédents historiques, il conclut que « la dissolution du mariage des princes n'avait été portée au Pape que sur les instances des reines qui n'y consentaient et se croyaient lésées, ce qui n'était pas tout à fait le cas pour Joséphine »<sup>33</sup>.

L'argumentation du cardinal della Somaglia elle-même n'arrive point à le persuader.

Vous savez très bien, Monseigneur, lui écrira-t-il le 29 mars en rappelant leur discussion, que j'ai témoigné à votre Eminence et répété souvent que les raisons que vous aviez de croire que le droit de casser les mariages des souverains exclusivement à tout autre tribunal ne me paraissait pas clairement établi, qu'il était fort incertain que la coutume à cet égard eût passé en loi et qu'on citait inutilement le Pape Célestin III à ce sujet.

Vous m'avez fait voir un chapitre des Conférences de Paris, comme décisif à ce sujet ; je n'en suis point convenu. Je crois même, après l'avoir examiné avec soin, qu'il est entièrement contre votre opinion, car il suppose que, pendant longtemps, on s'adressait pour la cassation de ces mariages, ou

---

31. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 184.

32. D. E., IV, 305.

33. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 184.

au Pape, ou aux Conciles provinciaux, mais qu'aujourd'hui on s'adresse seulement au Pape, parce que les Conciles provinciaux ne se tiennent pas ou ne se tiennent que rarement. Donc, si les Conciles provinciaux se tenaient encore, on pourrait comme autrefois s'adresser à eux ; donc, le droit de juger les causes de cassation de mariage n'appartient pas au Pape, exclusivement à tout autre tribunal. Or, je ne vois pas pourquoi, si le Concile provincial peut être jugé compétent de la cassation, l'évêque diocésain ne le serait pas aussi. Et au reste, peu importe au Saint-Siège et aux défenseurs de son autorité, si la cause n'est pas de droit dévolue au Saint-Siège, qu'elle soit alors jugée par les évêques de la province ou par l'évêque diocésain <sup>34</sup>.

« Si la cause n'est pas de droit dévolue au Saint-Siège », cette formule conditionnelle montre que le Supérieur général hésite à se prononcer.

A Bruté, qui tranche et proteste, il écrit :

Vous avez examiné l'affaire de la compétence comme quelqu'un qui voudrait bien que l'official soit incompetent. Toutes vos citations ne le prouvent pas. Voyez dans le second volume de Féret la remarque de l'annotateur, page 329. C'est bien l'usage pour les souverains de recourir au Pape. Mais cet usage a-t-il force de loi ? Encore cet usage n'est-il pas universel. Voyez le mariage de Louis le Jeune et d'A. de Guyenne, jugé nul sans Concile ou assemblée d'évêques. Les parties se marièrent chacune de leur côté sans que le Pape soit intervenu. Aussi, ajoute-t-il, je n'oserais blâmer la décision dans les circonstances. Réservons nos censures pour des cas plus clairs <sup>35</sup>.

Au cardinal della Somaglia, il écrira plus tard : « Il est vraisemblable que, si j'avais assisté à la séance de la Commission et qu'il eût fallu donner mon opinion, je l'aurais donnée conforme aux autres. » <sup>36</sup> Vraisemblable dit plus que possible, mais ne signifie pas certain.

34. *Au cardinal della Somaglia*, 25 mars 1810, D. E., V, 5179.

35. *A Bruté*, 2 février 1810, D. E., non classé.

36. *Au cardinal della Somaglia*, 25 mars 1810, D. E., V, 5179.

Ces hésitations de M. Emery expliquent les contradictions qui se relèvent dans les témoignages de ses anciens séminaristes ; les uns affirment avec M. Bardin qu'il tenait l'official pour compétent, d'autres assurent avec M. Hervy, qu'il regardait la cause comme réservée à Rome. Frappés par les arguments qu'il exposait en faveur de chacune des thèses, ils ont pris sans doute pour définitive une affirmation d'un moment, sans recueillir peu après l'affirmation inverse, car une pensée en fluctuation se présente tour à tour sous de multiples aspects. La jeunesse simplifie volontiers, volontiers exagère ; elle aime tout ce qui est catégorique, apprécie infiniment moins les nuances, se perd dans le flottement d'une opinion qui se cherche, force le sens des expressions, fait dire aux gens beaucoup plus qu'ils n'ont réellement dit. La vraie note, semble-t-il, nous est donnée par le sage M. Garnier. « Je ne sais si M. Emery avait des idées bien fixes sur cette compétence »<sup>37</sup>, écrit-il prudemment. Personne pourtant ne se trouvait mieux placé que son collaborateur immédiat pour connaître le sentiment du Supérieur général, qu'il nous eût loyalement transmis.

Par là s'explique l'attitude de M. Emery lors du second mariage qui unit, le 2 avril, Marie-Louise d'Autriche et Napoléon. Aux cardinaux romains qu'il a fait venir dans sa capitale, l'Empereur adresse quatre invitations officielles, pour la présentation à Saint-Cloud, le mariage civil, le mariage religieux, la réception solennelle aux Tuileries. Ces quatre invitations mettent les princes de l'Eglise dans un cruel embarras. Malgré l'excommunication lancée par le Pape contre les ravisseurs des Etats du Saint-Siège, la plupart

---

37. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 184.

n'éprouvent aucun scrupule à figurer dans les réceptions de la cour. « Par ordre, chaque dimanche, ils se rendaient à la chapelle des Tuileries pour orner de leur pourpre la Messe impériale. Quelques-uns dépassaient même cette rigoureuse étiquette en assistant aux soirées du ministre des Cultes et aux fêtes de Cambacérès, au vif regret, presque au scandale de leurs collègues plus rigides. »<sup>38</sup> Pacca gémit de « ces dégoûtantes nouvelles » qui pénètrent jusque dans sa prison et empoisonnent son existence<sup>39</sup>. « Consalvi, dans ses *Mémoires*, ne se montre pas moins sévère ; il regarde « comme une chose indécente et très indigne qu'au moment même où notre chef était prisonnier, le Saint-Siège plongé dans le malheur, l'Eglise privée de sa liberté et de ses domaines, la religion au milieu des périls, de la ruine et de la tristesse, un cardinal pût parader dans les assemblées, dans les conversations, assister aux banquets et faire bonne mine aux représentants de ce gouvernement qui avait renversé le sien. »<sup>40</sup>

Répondre aux quatre invitations de Sa Majesté, à certaines tout au moins, ce n'était pas seulement « faire bonne mine » à celui qui avait dépouillé et interné Pie VII, c'était reconnaître de façon équivalente, avec la légitimité du second mariage, la compétence de l'Officialité parisienne, alors que cette cause majeure relève du Saint-Siège lui-même ; la présence des cardinaux « à la bénédiction nuptiale serait interprétée comme un acquiescement à cette procédure illégale et réputée un oubli de leurs devoirs »<sup>41</sup>. S'abstenir,

38. H. WELSCHINGER, *Le divorce de Napoléon*, 31-32.

39. Cardinal PACCA, *Mémoires*, I, 289.

40. Cardinal CONSALVI, *Mémoires*, II, 470.

41. G. DE GRANDMAISON, *Napoléon et les cardinaux noirs*, 33.



par ailleurs, n'allait pas sans graves périls pour les membres du Sacré Collège ; on pouvait tout craindre de la fureur impériale qui verrait dans leur absence une injure et une provocation.

Les Eminences se réunissent donc au nombre de vingt-sept, à l'hôtel de l'Elysée, rue de Lille, dans l'appartement de Consalvi et délibèrent sur la résolution à prendre. Les avis se partagent ; quatorze se prononcent pour la prudence ; treize, dont Consalvi, décident de répondre seulement à la première et à la dernière invitation ; ils ne pourraient, déclarent-ils, assister au mariage civil ni au mariage religieux, sans paraître sacrifier les principes. Toutefois la « combinazione » traditionnelle conservant ses droits, même dans la fermeté, ils proposent à Fesch d'inviter seulement une partie du Sacré-Collège, puisqu'on invite seulement, « vu l'étroitesse de l'enceinte », une partie du Sénat et du Corps législatif<sup>42</sup>.

L'Empereur, informé de cette opposition, maintient ses exigences. Afin de calmer des scrupules que, pour son compte, il ne partage nullement, Fesch s'emploie donc à endoctriner les treize ; on s'attache surtout à gagner le cardinal della Somaglia, et la chose se comprend ; lors du Conseil tenu chez l'ancien secrétaire d'Etat, della Somaglia s'était prononcé contre l'assistance au mariage religieux ; mais, moins radical que Consalvi, il ne voyait aucune difficulté à se rendre au mariage civil<sup>43</sup>. Les rapports de police, d'autre part, le donnent comme moins irréductible que les autres Eminences. « Il s'est fait dévot depuis qu'il est évêque, lisons-nous dans les *Renseignements de police*

---

42. G. DE GRANDMAISON, *Napoléon et les cardinaux noirs*, 35-36.

43. *Id.*, 34.

sur les cardinaux habitant Paris. Il ne manque ni d'esprit ni d'instruction ; mais il est imbu de tous les préjugés de la Cour de Rome depuis quelques années et parce qu'il n'a été consulté sur rien. C'est un homme minutieux et vain. En le flattant et en caressant son orgueil, on peut le gagner aisément <sup>44</sup>. » Il semble que, même après son refus d'assister au mariage de Napoléon, le gouvernement ait encore escompté son intervention. On a souligné, en effet, qu'en transmettant le nom des cardinaux coupables, Bigot de Préameneu tait le sien <sup>45</sup>, « que, dans la lettre du ministre des Cultes à Champagny », le chiffre douze est en surcharge sur le chiffre treize d'abord écrit et qui se voit encore <sup>46</sup>. « Oubli volontaire, a-t-on dit, afin d'ouvrir la porte à l'ancien cardinal vicaire pour une démarche personnelle, point de départ d'excuses qui eussent ramené une partie des opposants. » <sup>47</sup>

Il faut tenir compte de tout cet ensemble, si l'on veut comprendre et que della Somaglia soit entré en rapports avec M. Emery, sans doute sur le conseil de Fesch, pour discuter de cette affaire, et que ce dernier se montre si furieux de la décision négative que cette Eminence attribue au Supérieur général. On peut juger de son mécontentement par la sommation suivante :

Hier au soir, écrit le cardinal Fesch, une personne digne de foi, et dont le témoignage est au-dessus de tout soupçon, m'a assuré avoir entendu le matin, de ses propres oreilles, d'un cardinal parlant à elle-même, que M. Emery avait confirmé ce cardinal dans son opinion qu'il ne pouvait pas, en conscience, assister au mariage de l'Empereur. J'ai eu beau assurer à cette personne que hier même, à 3 heures après-midi, M. Emery, pour la seconde ou troisième fois, m'avait protesté qu'il était d'une

44. Arch. Nat., AF IV, 1047.

45. G. DE GRANDMAISON, *Napoléon et les cardinaux noirs*, 48.

46. *Id.*, 48, note 2.

47. *Id.*, 48.

opinion toute contraire, et qu'il pensait que les cardinaux pouvaient assister à la cérémonie ; cette personne a persisté à soutenir que vous aviez tenu à ce cardinal un langage entièrement opposé à celui que j'ai dit avoir entendu de vous. Cette affaire est trop grave pour qu'elle ne soit pas éclaircie, afin de faire revenir des personnes qu'on a voulu tromper. Je vous demande une réponse catégorique et qui ne puisse laisser aucun doute sur votre manière de penser à cet égard, et sur les propos qu'on vous attribue d'avoir tenu à ce cardinal. J'ai besoin de votre réponse aujourd'hui, avant 6 heures du soir <sup>48</sup>.

Le Supérieur général identifie sans peine l'Eminence dont l'indiscrétion risque d'attirer sur sa personne et son œuvre, déjà si menacées, les foudres impériales. Il envoie donc à della Somaglia une longue lettre pour « lui adresser avec simplicité quelques plaintes respectueuses » et remettre les choses bien au point.

Les « plaintes respectueuses » constituent toute la première partie du mémoire.

Quand il serait vrai que j'aurais donné cette décision, écrit M. Emery, indépendamment que cette décision serait de la plus mince autorité vis-à-vis des cardinaux, Votre Eminence n'a donc pas vu qu'elle m'exposait gratuitement aux plus grands dangers, puisque la colère de l'Empereur qui éclaterait contre les cardinaux refusant d'assister à son mariage retomberait ensuite et plus rudement encore sur moi, s'il venait à connaître que moi, sans mission et sans caractère, j'ai influé dans ce refus ? Quelle prise ne donnerais-je à mes ennemis qui m'observent jour et nuit dans le dessein de me perdre ?

C'était « avec simplicité » sans doute, mais aussi avec franchise, laisser entendre à della Somaglia qu'un cardinal doit prendre ses responsabilités, accepter leurs conséquences et ne point découvrir, pour se dégager lui-même, ceux dont il sollicite les avis périlleux.

Suivent les explications.

---

48. *Fesch à Emery*, 25 mars 1810, D. E., V, 5010.

On vous a donc bien mal entendu, ou vous m'avez bien mal entendu vous-même quand j'ai eu l'honneur de répondre à Votre Eminence sur les questions qu'elle m'a faites à ce sujet. Vous m'avez dit qu'après avoir fait les recherches les plus exactes, vous étiez convaincu que vous ne pouviez assister au mariage sans blesser votre conscience. J'ai dû vous dire, et je vous ai dit que, dans cette supposition, vous ne deviez point y assister, parce que j'étais persuadé comme vous, qu'on ne pouvait, qu'on ne devait jamais agir contre sa conscience, même erronée. Je suis convenu encore, avec Votre Eminence, sur diverses raisons, qu'il y aurait plus de difficultés d'assister à l'acte civil qu'à l'acte religieux ; il est inutile d'entrer sur ce sujet dans quelques détails. Mais vous ai-je jamais dit que vous ne pouviez en conscience assister au mariage ? Ne vous ai-je pas fait remarquer les inconvénients sans nombre qui étaient attachés à votre refus d'assister, non que les inconvénients soient une raison d'autoriser l'assistance qui serait en conséquence illicite, mais ces inconvénients sont une raison très forte d'examiner le plus attentivement possible si réellement l'assistance est illicite, et si la conscience qu'on s'est formée à ce sujet n'est point une conscience erronée.

Ce fut donc pour aider le cardinal à se former une conscience juste, qu'avec lui, le Supérieur général discuta la compétence de l'Officialité. Il lui rappelle alors les précédents historiques, les textes cités ; il lui rappelle aussi la conclusion qu'il lui avait dégagée : les faits qu'on allègue ne tranchent pas clairement la question de droit.

Quant à décider « formellement, que les cardinaux pouvaient assister au mariage », M. Emery ne pouvait le faire.

Cette décision, écrit-il, ne m'appartient pas. Mais je n'ai pas dissimulé à Votre Eminence qu'il me paraissait y avoir pour les y décider des raisons très précieuses et que je désirais de tout mon cœur que ces raisons fissent impression sur tous ou tout au moins sur la plus grande partie de MM. les cardinaux.

Aux réflexions faites ce jour-là à cette Eminence, le Supérieur général ajoute en terminant « une pensée qui

m'est venue, écrit-il, et qui peut-être ne paraîtra pas mal fondée à Votre Eminence ». Vu le caractère de l'invitation, qui est une injonction véritable, vu « les traitements » rigoureux « auxquels s'exposeront les cardinaux qui n'y répondraient pas... », il est bien difficile de tirer de leur assistance la preuve qu'ils approuvent par là même l'acte auquel ils sont présents. « J'invite Votre Eminence à examiner et à peser cette considération <sup>49</sup>. »

Au reçu de cette longue lettre, le cardinal della Soma-glia vint trouver M. Emery, qui transmet à Fesch le résumé de leur entrevue :

M. le cardinal, après quelques préliminaires, m'a dit qu'il était prêt à me donner par écrit le témoignage que je n'avais rien négligé pour le détourner du refus d'assister au mariage. Effectivement, je lui ai, en différentes circonstances, représenté amplement tous les inconvénients qu'entraînerait le refus ; et j'ai fait valoir toutes les raisons qui autorisaient cette assistance. Au reste, quand il est venu, il m'a paru bien différent de ce qu'il avait paru auparavant, et il m'a dit qu'il fallait examiner encore. J'incline à croire qu'il se rendra <sup>50</sup>.

En réalité, della Somaglia ne se rendrait pas et, bientôt, avec les cardinaux noirs, se verrait relégué en province. Ni les arguments ni les avis du Supérieur général n'avaient pu le décider à une démarche qu'il estimait contraire à son devoir.

M. Emery, pour son compte, ne prendra part à aucune des cérémonies officielles. Son abstention, toutefois, contrairement à celle des cardinaux, ne présente aucun caractère de protestation et ne s'inspire d'aucun scrupule doctrinal. Elle s'explique par les mêmes raisons, qui l'avaient tenu à l'écart, en 1802, lors du *Te Deum*

---

49. Au cardinal della Somaglia, 25 mars 1810, D. E., V, 5109-5110.

50. A Fesch, 29 mars 1810, D. E., V, 5109.

qui célèbre la proclamation du Concordat, et, en 1804, lors du sacre de Napoléon par le Pape : amour de la retraite et de la prière. « Nous sommes pleins de préparatifs pour le mariage, écrit-il à M. de Bausset ; mais tout ce spectacle ne me tentera pas le moins du monde. Je ferai les points de mon oraison sur la cité céleste vers laquelle je m'approche. » <sup>51</sup>

L'assistance au second mariage de l'Empereur lui paraît si licite, qu'à la demande de Fesch il envoie quinze séminaristes de Saint-Sulpice pour faire les cérémonies.

Si notre curiosité eut lieu d'être satisfaite, rapporte l'un d'eux, M. Gosselin, il faut avouer que nous le payâmes bien, car il fallut être sur ses jambes depuis 5 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir, sans nous asseoir un instant et sans prendre d'autre nourriture qu'un petit pain de collation avec quelques figues. Comme on était en Carême, nous ne fîmes ce modeste repas qu'à 11 h. 30 pour ne pas enfreindre la loi du jeûne. La cérémonie qui devait commencer à midi commença à 2 heures. Nous ne rentrâmes qu'à 5 heures, épuisés <sup>52</sup>.

Cette participation du Séminaire Saint-Sulpice ne devait pas détourner de M. Emery et de la Compagnie la persécution qui les menace depuis longtemps et qui déjà s'est abattue sur les Congrégations, sur les œuvres suspectes de dévouement au Saint-Siège.

M. le ministre des Cultes ne paraît pas être le ministre chargé de la distribution des grâces qui aurait lieu à l'occasion du mariage, écrit le Supérieur à Fesch, le 29 mars 1810. Il prend au contraire ce temps pour signifier des sentences de mort. J'ai reçu de lui une lettre... que j'aurai l'honneur de communiquer à Votre Altesse quand elle sera sortie de ses embarras et que je pourrai me rendre chez elle... J'espère, ajoute-t-il, que ces orages me ramèneront enfin dans le port,

51. *A Bausset*, 24 mars 1810, D. E., VII, 669.

52. *Souvenirs de M. Gosselin*, D. E., IV, 803.

et c'est ma consolation. Au reste les afflictions, au milieu des réjouissances communes, doivent être regardées comme une grâce, parce qu'elles rappellent à Dieu et préservent de l'éblouissement des grandeurs et des vanités du siècle <sup>53</sup>.

L'heure approche, en effet, des grandes séparations, des luttes suprêmes, qui sanctifieront et grandiront le déclin de sa vie dans une douloureuse ascension.

---

53. A Fesch, 29 mars 1810, D. E., V, 5109.

## CHAPITRE XV

### PERSECUTIONS ET DISGRACE

I. Première offensive de Fouché contre Saint-Sulpice en 1808. Explications apaisantes de Bigot de Préameneu. Intervention de Fesch. Seconde offensive de Fouché en 1810. Décret impérial du 15 février 1810 prescrivant la translation du Séminaire à Saint-Nicolas-du-Chardonnet et la suppression de la Compagnie. La tactique de M. Emery : gagner du temps. — II. Deux lettres interceptées par la police. Napoléon ordonne à M. Emery et aux Sulpiciens de quitter le Séminaire ; la maison de la rue du Pot-de-Fer sera expropriée. Les adieux de M. Emery à sa communauté. Son installation rue de Vaugirard. Les Sulpiciens provisoirement maintenus au Séminaire. La maison de la rue du Pot-de-Fer rachetée par l'Etat. M. Emery recouvre le parc d'Issy et la chapelle de Lorette.

#### I

Une première offensive avait été lancée, en 1808, contre la Compagnie de Saint-Sulpice ; on avait voulu l'englober dans la proscription générale des Congrégations religieuses et lier son sort à celui des Pères de la Foi. Le coup vient de Fouché, des constitutionnels, des jansénistes acharnés à la perdre. La double accusation portée contre elle ne peut qu'impressionner l'Empereur : les Sulpiciens sont ultramontains ; les Sulpiciens



s'acquièrent « une trop grande influence sur le clergé en s'occupant de toute l'éducation ecclésiastique » <sup>1</sup>.

Le second chef, à lui seul, suffirait à les condamner. Comment admettre que la formation des ministres du culte relève exclusivement d'une « corporation » indépendante, alors que le totalitarisme croissant veut assurer, par la fondation de l'Université, le monopole de l'enseignement d'Etat ? S'il importe de façonner selon les conceptions autocratiques de Napoléon les cerveaux des jeunes Français, il importe plus encore de façonner ceux des jeunes prêtres, pour que l'Eglise impériale soit vraiment impériale. Or, loin d'inculquer à ses élèves les principes du gouvernement, la Compagnie, au contraire, les pénètre des doctrines romaines ; à l'heure où les rapports se tendent à l'extrême avec le Saint-Siège, où l'appui du clergé gallican s'avère de plus en plus indispensable pour résister aux prétentions pontificales, ce crime devient impardonnable. Au lieu de préparer des auxiliaires dévoués et soumis, Saint-Sulpice prépare des opposants.

Cette première offensive échoue. Dans son rapport du 5 février 1808, Bigot de Préameneu se montre favorable ; il s'applique à montrer que les Sulpiciens n'ont rien de commun avec les Jésuites. « Qu'est-ce que les Sulpiciens, demandait l'Empereur, le 9 octobre 1807 ? Les uns assurent que ce sont des Jésuites, les autres des molinistes. Combien sont-ils ? Ont-ils des correspondances avec les cours étrangères ? » <sup>2</sup> A toutes ces questions, le ministre fournit des réponses apaisantes.

La Compagnie, écrit-il, ne forme pas une Congrégation, quoique ses membres soient unis par les liens les plus forts,

1. *Fesch à Napoléon*, 24 mars 1808, D. E., XII, 131-133, Arch.

2. *Correspondance de Napoléon*, 13 272.

la cohabitation, l'identité de doctrine et de but. Ce but est la direction de l'enseignement des études ecclésiastiques dans les Séminaires, comme la direction de toutes espèces d'enseignement public était le but des Pères de la Foi. L'une et l'autre fin tendent à donner une grande influence à l'Association dont elles dirigent invariablement la marche.

Il y a cette différence entre les Sulpiciens et les Pères de la Foi et même les anciens Jésuites, que les Sulpiciens se consacrent exclusivement à l'éducation des prêtres, obtiennent et conservent parmi le clergé une influence beaucoup plus durable, et qui n'est affaiblie par aucune distraction étrangère. Aussi M. Emery, directeur actuel du Séminaire de Saint-Sulpice, a-t-il traversé la Révolution et lui a-t-il survécu, sans cesser d'être la boussole du clergé dans les temps malheureux, comme il l'est encore depuis le rétablissement de la prospérité publique.

Un autre rapport sous lequel les Pères de la Foi ne sont pas à comparer avec les Sulpiciens, c'est que les premiers, nés en pays étrangers et du sein des orages, ne s'étaient transplantés en France qu'à la faveur du mystère et n'y jouissaient que d'une existence réprouvée.

Les Sulpiciens, au contraire, datent du XVII<sup>e</sup> siècle. Leur fondateur fut M. Olier, curé de Saint-Sulpice, né dans les premières classes de la société. Ils reçurent leurs statuts de M. le cardinal de Noailles, en 1708, et leur confirmation au Parlement et au Grand Conseil eut lieu dans la même année.

On peut remarquer que ces statuts leurs prescrivent de se renfermer uniquement dans les soins de l'enseignement ecclésiastique. Pour n'être point distraits, ils doivent s'abstenir de tout autre ministère.

L'intention du fondateur avait été de se borner à une petite Compagnie ; mais l'établissement passa ses espérances, et les Sulpiciens, avant la Révolution, étaient au nombre de quarante.

Il reste encore la moitié, la plupart employés dans le saint ministère, ou dirigeant les Séminaires établis par les soins des évêques, ou hors de service.

Leur Supérieur n'a jamais voulu accepter d'autres fonctions ecclésiastiques que celle du Séminaire de Saint-Sulpice, qu'il dirige encore aujourd'hui. Ce Séminaire est considéré comme Séminaire diocésain de Paris. Comme tel, il est dans la même

catégorie. que tous les Séminaires diocésains de l'Empire qui attendent une organisation définitive<sup>3</sup>.

Fesch, de son côté, intervient activement ; mais, pour une fois, le cardinal abandonne le ton tranchant qui lui est familier ; le mémoire justificatif qu'il adresse à l'Empereur contraste même si évidemment avec sa manière habituelle qu'on y devine l'inspiration de M. Emery ; car, au lieu de prendre les choses avec hauteur, l'Eminence plaide la petitesse de la « petite » Compagnie, et cet épithète « petit » revient sous sa plume avec une insistance aussi exceptionnelle que significative :

Il circule dans le clergé que la Commission choisie par Votre Majesté impériale et royale, pour lui faire son rapport sur les institutions religieuses existantes en France a remis à Votre Majesté son travail et que les Sulpiciens y seraient représentés comme dangereux par leur doctrine et par la trop grande influence qu'ils acquerraient en s'occupant de toute l'éducation ecclésiastique.

On ne s'attendait pas à moins de la part des membres de cette Commission. Mais on se rassure en se persuadant que la sagesse de Votre Majesté repoussera un projet qui serait une calamité pour l'Eglise.

Les Sulpiciens n'administrent en ce moment-ci que cinq Séminaires ; faute de sujets, ils ne pourraient se charger d'aucun autre. Mais ils sont le modèle des directeurs des autres Séminaires. Ils conservent la tradition des études ecclésiastiques, de la régularité et de l'esprit de l'Eglise.

Vu leur petit nombre, ils ne seraient pas dangereux, eussent-ils une doctrine telle qu'on la leur suppose. Mais, bien loin de là, Sire, j'ose me rendre garant qu'elle ne sera jamais en opposition avec les intérêts de votre trône. Ils sont et seront gallicans. Ils ne seront jamais que ce que seront les évêques de votre Empire et je ne crains pas d'assurer qu'ils peuvent rendre des services signalés dans des cas extraordinaires.

Pour ce qui regarde la trop grande influence qu'ils acquer-

---

3. *Rapport de Bigot de Préameneu*, 5 février 1808, D. E., XII, 139-140.

raient en s'emparant de tous les Séminaires de France, il est en votre pouvoir, Sire, de la circonscrire en ordonnant que les Sulpiciens ne puissent gouverner qu'un nombre déterminé de Séminaires. Cette mesure obvierait à tous les abus et conserverait à l'Eglise de France une petite Association utile et nécessaire.

Au reste, cette Association n'a jamais été une Congrégation religieuse, puisqu'elle n'a jamais demandé l'autorisation de Rome et que les membres n'y tiennent par aucun lien.

Sire, je pourrais prouver à Votre Majesté, lorsqu'elle m'en donnera l'occasion, que les Sulpiciens sont et seront dévoués aux intérêts de Votre Majesté plus qu'elle n'a lieu de le croire, ne les connaissant pas personnellement.

La conclusion n'apparaît pas moins curieuse :

Cependant, si leur sort était décidé, s'il faut qu'ils cessent d'exister comme Association, Votre Majesté n'aurait pas besoin de donner son décret qui les humilierait et contristerait l'Eglise. Un ordre verbal du ministre des Cultes suffira pour leur imposer un devoir de conscience et les engager à se soumettre à vos volontés <sup>4</sup>.

Sans cesse, le Supérieur général proposera ce moyen aussi silencieux qu'avantageux, car un ordre purement verbal ne laisse aucune trace dans la législation ; un décret, comme celui du 3 Messidor an XIII contre les Pères de la Foi, ne marquerait pas seulement avec éclat le coup porté aux Sulpiciens ; il pourrait, en outre, dans la suite, être invoqué pour les empêcher de revivre. Mieux valait partir sans bruit, afin de pouvoir se reconstituer de même.

Les dispositions bienveillantes de Bigot de Préameneu, l'intervention du cardinal Fesch conjurent ce premier péril ; l'orage passe et le Supérieur général se rassure. « Qui vous a dit que nous étions inquiétés, écrit-il à M. de Bausset ? Cela est vrai. Mais le car-

---

4. Fesch à Napoléon, 24 mars 1808, D. E., XII, 131-133, Arch. Nat., AF IV, 1026.

dinal Fesch a pris notre défense et je crois que tout cela est fini. »<sup>5</sup> En réalité, il s'agissait d'un simple délai.

En 1810, en effet, Fouché et ses amis reprennent l'offensive, exploitant contre M. Emery sa ferme attitude à la Commission ecclésiastique et son refus catégorique de signer le rapport présenté à l'Empereur ; cet homme est un ultramontain, un ennemi du gouvernement ; comment lui abandonner plus longtemps la formation du jeune clergé auquel il inculque ses funestes principes ? Une lettre imprudente « où un séminariste exaltait en l'amplifiant quelque peu la résistance de Fesch aux volontés de son neveu »<sup>6</sup> sert à la police qui l'intercepte, pour incriminer la doctrine de la maison<sup>7</sup>. Les constitutionnels font écho. « Parlerai-je de l'esprit qui régnait au Séminaire Saint-Sulpice ? note, dans ses *Mémoires*, Rondeau, secrétaire de Grégoire. Tout le monde sait combien depuis longtemps Sa Majesté était mécontente. Qu'on se rappelle les paroles de l'Empereur sur la place même de cette église à M. de Pierre, curé : « Je veux orner cette place d'une manière qui réponde à la beauté de cet édifice. D'ailleurs, je sais que j'oblige des ingrats. »<sup>8</sup> Et, de même que Fouché dénonce M. Emery comme le protecteur de l'abbé Frayssinous<sup>9</sup>, Rondeau établit un rapport entre le mauvais esprit du Séminaire et les prédications interdites de cet ancien Sulpicien ; « suspectes comme une réunion d'aristocrates », ses conférences montraient

---

5. A Bausset, mars 1808, D. E., VII, 483.

6. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, *La religion*, 233.

7. *Rapport de police*, 2 février 1810, Arch. Nat., AF IV, 1508.

8. *Mémoires de Rondeau*, février 1811, Bibliothèque des Amis de Port-Royal.

9. *Rapport de police*, février 1809, Arch. Nat., AF IV, 1505.

« dans quels préjugés les ecclésiastiques étaient la plupart élevés »<sup>10</sup>.

M. Emery n'ignore rien de cette campagne menée contre sa personne et son œuvre avec un acharnement croissant ; que celle-ci porte ses fruits, il en acquiert la conviction, car Napoléon se livre à des réflexions inquiétantes.

Vous savez, Monseigneur, écrit-il à Fesch, que nous ne tenons qu'à un fil ; que, sans la bonté et la protection de Votre Altesse, nous serions déjà détruits. Le parti dominant ne peut nous souffrir et il prévaudra tôt ou tard. L'Empereur s'est expliqué, il n'y a pas bien longtemps, d'une manière très peu favorable sur notre compte à une personne de qui je le tiens<sup>11</sup>.

Les nuages s'amoncellent et, en février 1810, l'orage éclate. Une visite de Bigot de Préameneu, le 23 mars, une lettre du même ministre, le 27 mars, avisent le Supérieur général qu'une double mesure a été prise par un décret impérial en date du 14 février ; la première concerne la translation du Séminaire à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, la seconde la suppression de la Compagnie.

Depuis longtemps, en effet, Napoléon trouve anormal, M. Emery écrit « indécent », que « le Séminaire de Paris soit logé par emprunt »<sup>12</sup> dans un local appartenant aux Sulpiciens ; il entendait qu'au lieu de demander pour ses clercs l'hospitalité de la Compagnie, le diocèse de Paris eût, comme les autres, son Séminaire diocésain ; cette situation toute spéciale, qui se maintiendra jusqu'à l'époque actuelle, contrarie son esprit centralisateur et son goût d'organisation uniforme ; elle lui déplait, en outre, à cause de l'indé-

---

10. *Mémoires de Rondeau*, février 1811, Bibliothèque des Amis de Port-Royal.

11. *A Fesch*, 22 février 1810, D. E., XII, 480.

12. *A Fesch*, mars 1808, D. E., XII, 483.

pendance qu'elle vaut au Supérieur et aux directeurs, dont les principes ne lui donnent pas, loin de là, toute garantie. La tradition voulait, en effet, que cette maison, propriété de Saint-Sulpice, reçût des élèves venant de toute la France, voire même de l'étranger, auxquels s'adjoignaient les Parisiens ; ce recrutement très large et très composite lui donnait un caractère particulier, qui ne contribue pas médiocrement à la formation générale de ses sujets. Lui enlever ce caractère, lui enlever son nom, « auquel elle doit tout ce qu'elle est »<sup>13</sup>, aboutirait d'ailleurs à la vider presque entièrement. « Sans cela, écrit à Fesch M. Emery, il n'y aurait pas quinze séminaristes »<sup>14</sup>, car la capitale, hélas ! fournit un nombre de vocations extrêmement minime.

Faire entendre raison au gouvernement, il n'y faut pas songer ; les arguments que le Supérieur général expose au cardinal le laisseraient absolument insensible. Aussi M. Emery n'élève-t-il qu'une objection d'ordre pratique : la translation ordonnée ne peut se faire à la date prévue, 1<sup>er</sup> mai, « attendu que le Séminaire Saint-Nicolas n'est pas habitable et que, excepté les murs et le couvert, tout y est presque à refaire. Il faudra attendre la fin de l'année »<sup>15</sup>. Cela permettra de gagner du temps et « c'est beaucoup de gagner du temps »<sup>16</sup>. Aussi s'adresse-t-il à Fesch pour obtenir un délai.

Il me vient une pensée, lui-écrit-il, que je communique à Votre Altesse. Je sens parfaitement que, dans ces jours-ci, il est très difficile, sans être cependant impossible, de parler à l'Empereur d'autre chose que de ce qui a rapport à son mariage ;

---

13. A Fesch, 22 février 1810, D. E., XII, 480.

14. *Id.*, *ibid.*

15. A Bausset, 28 mars 1810, D. E., VII, 755.

16. *Id.*, *ibid.*

si la Providence vous fournissait un moment, Votre Altesse ne pourrait-elle pas représenter à l'Empereur qu'il est contre ses intentions que dans le temps où on ne distribue que des grâces dans tout l'Empire, je sois le seul qu'on ait ordonné de tourmenter, que s'il le voulait bien, Votre Altesse dirait de sa part au ministre des Cultes que votre intention est qu'il soit sursis jusqu'à nouvel ordre à ce qui concerne le Séminaire <sup>17</sup>.

« Gagner du temps », le Supérieur général s'applique également à le faire pour ce qui concerne la Compagnie. A Bigot de Préameneu qui lui réclame « le plus tôt possible » : 1° un état nominatif des membres de l'Association des Sulpiciens ; 2° le lieu de leur résidence ; 3° le lieu de leur naissance ; 4° leur âge au moins par approximation ; 5° les noms de ceux qui, ayant annoncé la vocation pour entrer dans cette Société, ont été admis aux travaux et aux épreuves préparatoires ; 6° l'état des maisons ou biens fonds, s'il en est, qui appartiennent à la Société, quoiqu'ils puissent être sous des noms particuliers <sup>18</sup>, M. Emery répond d'abord que, pour dresser ce rapport, il a besoin de recueillir au préalable tous les renseignements nécessaires. Quinze jours plus tard, il s'excuse sur son état de santé : un violent mal de jambe l'a cloué dans son fauteuil. La Semaine Sainte arrive, qu'il a coutume de consacrer à sa retraite annuelle ; nouveau délai. Le 30 avril, le Supérieur général exprime à Bigot de Préameneu ses vifs regrets de l'avoir manqué par deux fois au ministère des Cultes où, à deux reprises, il se rendit pour le voir ; il voulait demander à Son Excellence si elle avait été satisfaite de son mémoire justificatif et si elle persistait encore à trouver nécessaire qu'il envoyât l'état nominatif des sujets survivants de

17. A Fesch, 1<sup>er</sup> avril 1810, D. E., V, 5115.

18. Bigot de Préameneu à M. Emery, 27 mars 1810. D. E., XII, 142.



l'ancienne Compagnie de Saint-Sulpice. Cet état nominatif, qu'on lui a demandé le 27 mars « le plus tôt qu'il sera possible », M. Emery l'envoie seulement le 10 mai, en exprimant d'ailleurs l'espoir qu' « il ne sortirait pas des bureaux du ministère des Cultes pour passer dans ceux d'un autre »<sup>19</sup>, celui de la Police.

Cependant, les prétextes invoqués pour remettre de semaine en semaine le rapport exigé par le gouvernement sur la Compagnie ne jouent plus lorsqu'il s'agit de défendre Saint-Sulpice ; ces mesures systématiquement dilatoires font place au contraire à la plus active célérité. Le mal de jambe qui retient le Supérieur dans son fauteuil et le condamne au repos ne l'empêche nullement de rédiger un long mémoire pour Bigot de Préameneu et pour Fouché, d'alerter Fesch pour le munir d'arguments et lui suggérer la tactique à suivre.

Voilà une copie de la lettre écrite au ministre de la police, mande-t-il au cardinal, et voilà quelques réflexions que je communique à Votre Altesse dont elle fera l'usage qu'elle jugera à propos.

1° Je ne sais si dans les renseignements donnés sur Saint-Sulpice, il ne faudrait pas retrancher les derniers articles qui regardent les relations de Saint-Sulpice avec l'étranger, parce que peut-être n'insiste-t-on point à présent sur cet article ; et si Votre Altesse juge à propos de communiquer ces renseignements à l'Empereur, ce sont des longueurs.

2° Je viens de calculer le nombre des Sulpiciens en activité de service, car je n'ai pas seulement un catalogue, et je n'en trouve guère qu'un peu plus de trente ; et dans ce nombre je compte quelques anciens supérieurs de Séminaire appartenant à la Congrégation du Saint-Sacrement qui ont demandé à reprendre leurs premières fonctions avec nous.

3° Un décret qui nous supprimerait ferait un grand éclat et fournirait un prétexte aux malintentionnés de dire, comme ils l'ont déjà, que le gouvernement ne veut pas sincèrement la religion.

---

19. A. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 263.

4° Si l'Empereur veut que l'Association de Saint-Sulpice se dissipe ou ne reçoive plus personne pour continuer son œuvre, il n'a qu'un mot à dire par le ministre ou même par Votre Altesse et ses intentions seront remplies sans éclat.

5° Il n'y a pas lieu de supprimer une Association qui l'est déjà par les anciens décrets et qui n'existe pas de droit. On n'en a pas rendu un quand il s'est agi des Pères de la Foi.

6° On ne saurait trop répéter que l'Association de Saint-Sulpice, surtout dans les circonstances, ne forme pas une Congrégation proprement dite ni même un corps en rigueur que les anciens membres de l'Association ont bien voulu, pour rendre service aux évêques, reprendre leurs premières fonctions, qu'ils n'ont aucun engagement entre eux ni avec l'ancien Supérieur, que le Supérieur ne s'est servi de son ancienne qualité que pour leur être un point de réunion, pour les indiquer aux évêques qui les demandaient, qu'il ne fait à leur égard que l'office de conseiller et d'ami, que si quelques ecclésiastiques ont témoigné du goût pour remplir les fonctions de directeur de Séminaire, et qu'il les y ait cru propres, tout a consisté de sa part à les instruire sur la manière dont ils devaient remplir leur vocation, que les sujets qui sont en très petit nombre se retirent quand ils le veulent, que quand les membres de l'Association travaillent dans un Séminaire, c'est l'évêque du diocèse qui est leur supérieur proprement dit, et que leurs relations avec le chef de l'Association consiste à en recevoir des encouragements, des consolations et des conseils.

7° Il ne vaut pas la peine de faire aucun éclat pour dissoudre cette petite Association. Les ressources qui ont aidé à la faire subsister s'épuisent : son chef a soixante-seize ans ; il y a tout à craindre qu'à sa mort elle se dissipe elle-même.

8° Si quelques personnes tentent d'inspirer des ombrages à l'Empereur contre les principes de Saint-Sulpice, ce ne peut être que des ennemis secrets. La moitié des archevêques et des évêques de France, actuellement existants, ont été élevés dans les Séminaires de Saint-Sulpice ; ils en connaissent bien la doctrine ; l'Empereur peut s'en informer, et puisqu'il est très content de ses évêques, sa satisfaction doit s'étendre à ceux qui les ont formés, dans le sens que la doctrine de ces derniers ne doit pas lui être suspecte.

9° Si on veut examiner ceux qui cherchent à décrier Saint-Sulpice, on trouvera que ce sont des hommes favorables au jansénisme, Saint-Sulpice n'a jamais eu d'autre ennemi que les

jansénistes et c'est uniquement son attachement et sa soumission aux évêques qui lui a fait ces ennemis, parce qu'ils ont toujours fait profession de n'avoir point d'autre cause et d'autre doctrine que celle de l'épiscopat, et que ces jansénistes, dès le principe, ont toujours été en opposition avec l'épiscopat.

Voilà, Monseigneur, quelques réflexions que j'ai jetées sur le papier ; notre cause est entre vos mains ; et j'aime à croire que dans ce moment cette cause est un peu celle du clergé. La volonté de Dieu soit faite.

Suit un long *post-scriptum* relatif à l'accusation d'ultramontanisme et une déclaration gallicane, accompagnée des restrictions habituelles qui s'abritent, une fois de plus, derrière l'incontestable autorité de Bossuet.

Sur ce que l'on a donné à entendre à l'Empereur que j'avais dit qu'en France les jugements du Pape devaient être exécutés sans l'acceptation du clergé, elle peut assurer Sa Majesté que c'est une calomnie. Les quatre articles de l'Assemblée de 1682 sont très clairs ; mais si on pouvait supposer la moindre équivoque, Votre Altesse peut s'assurer que moi et les miens les entendons au sens de M. Bossuet dans sa défense de la Déclaration.

Il est bon de rappeler à Votre Altesse que c'est M. le ministre de la Police qui voulut que j'ajoutasse à la lettre que je devais lui écrire ce que je lui avais dit de vive voix, au sujet de l'observation que j'avais faite dans le discours préliminaire que M. Fleury disait que l'autorité du Pape en certaines circonstances *s'élevait au-dessus de tout*. C'est que nous avons besoin de ce principe pour nous défendre contre les ennemis du Concordat <sup>20</sup>.

Les semaines passent ; le décret du 14 février reste toujours lettre morte, et le Supérieur général se réjouit des heureux résultats qu'obtient sa tactique dilatoire. « Quant aux affaires de Saint-Sulpice, écrit-il à M. de Bausset, elles sont *in statu quo*. Il ne reste plus qu'un bénéfice, celui du temps ; mais ce bénéfice est considérable, quoique souvent il ne rende rien. » <sup>21</sup> L'implacable Fouché allait précipiter la solution.

---

20. A Fesch, 24 mars 1810, D. E., XII, 490.

21. A Bausset, 31 mai 1810, D. E., VII, 674.

## II

Sur la fin de mai, la police intercepte, en effet, une lettre adressée par M. Emery à l'abbé de Lacoste Beaufort, chanoine théologal de Cahors ; les libéralités de cet ecclésiastique avaient permis d'acheter la statue de Notre-Dame du Mont-Carmel que Madame Louise de France avait érigée dans le jardin des Carmélites de Saint-Denys et que le Supérieur avait fait placer au fond du parterre d'Issy, « à côté de la voûte »<sup>22</sup>.

Il est très sérieusement question, écrivait M. Emery, de transporter le Séminaire de Saint-Sulpice dans les bâtiments de Saint-Nicolas, qu'on commence à rétablir dans ce dessein. Un arrêté voulait que la translation eût lieu le 1<sup>er</sup> mai, mais l'impossibilité a opposé un autre arrêté auquel on obéit toujours. Il est même très difficile que cette translation puisse s'exécuter au commencement de l'année prochaine. On suppose une translation entière, ce qui entraîne celle du maître aussi bien que celles des élèves, et c'est beaucoup, car on en veut au nom et aux personnes. Celles-ci essuient une attaque directe, en tant qu'on soupçonne qu'elles forment corps, et vous voyez par les nouvelles que la haine du corps et des corporations se conserve dans toute sa force. J'espère cependant encore du bénéfice du temps et surtout de la protection des saints patrons et supérieurs. J'espère que nous pourrons procurer une niche à votre statue de Notre-Dame du Mont-Carmel sans vous mettre à contribution. Quoique vous ayez trois ans de plus que moi, je peux fort bien vous précéder ; mais, comme le contraire est possible, si vous faites quelques dispositions pieuses, destinez-moi quelques cent livres que j'emploierai en œuvres pies dans l'établissement d'Issy, le seul monument à Paris qui, avec la maison de Vaugirard, rappelle l'ancien Saint-Sulpice. Je prends des mesures pour être conservé dans le cas même où nous n'aurions plus de Séminaires ; mais l'état des choses ne peut pas durer avec violence ; le gouvernement peut changer de système, et le bras de Dieu n'est pas raccourci<sup>23</sup>.

22. A Nagot, 12 mai 1810, D. E., VII, 8163.

23. A de Lacoste Beaufort, 26 mai 1810, D. E., XII, 172-173.

Fouché communique à l'Empereur cette lettre qu'il estime compromettante, et Napoléon, à son tour, la transmet à Bigot de Préameneu avec ordre formel de lui en donner l'explication. Le ministre des Cultes, loin de là, ne se montre pas malveillant ; mais son caractère n'égale point ses bonnes dispositions. De là son rapport où les sévérités se mêlent à une justification prudente et timide. Après avoir discuté ce document point par point et sévèrement qualifié les dernières phrases : « L'état des choses peut ne pas durer avec violence ; le gouvernement peut changer de système et le bras de Dieu n'est pas raccourci », Bigot de Préameneu concluait :

M. Emery est réellement à la tête des études ecclésiastiques. La plupart des évêques, et même les plus recommandables, ont été élevés à Saint-Sulpice ; ils ont en lui une très grande confiance. Il a refusé d'être évêque, ce qui le met à cet égard sur leur ligne ; mais il est au-dessus de chacun d'eux par sa grande influence sur le clergé. Il s'est rendu utile et s'est montré avec de bons principes dans le temps du rétablissement du culte, ce qui a encore ajouté beaucoup à sa considération. Il est d'ailleurs très propre à maintenir les mœurs et le meilleur ordre pour les études d'un Séminaire et la préparation aux fonctions sacerdotales.

Votre Majesté a reconnu qu'il pouvait être utile et lui a donné dans l'Université un grade élevé.

S. A. Mgr le cardinal Fesch a cru également utile au bien de votre service de le ménager beaucoup, pour joindre cette influence à la sienne propre et multiplier ainsi les moyens de mieux seconder Votre Majesté.

Mais je ne puis dissimuler que M. Emery n'avait pas, avant les affaires de Rome, des idées ultramontaines. Je crois qu'il est fort opposé au nouvel ordre des choses, que cela tient aux principes qu'il s'est formés, et qu'il en reviendrait d'autant moins qu'il craindrait de compromettre son ascendant.

Le plan que je me proposais de présenter à Votre Majesté à son égard était d'exiger de lui une déclaration par écrit de sa soumission pleine et entière au décret qui supprime sa Société, et de défendre en même temps aux membres connus de

sa Société toute correspondance entre eux sous peine d'être déclarés incapables d'enseigner, d'être renvoyés dans leurs diocèses et privés de toutes pensions.

Depuis la lettre, je ne peux plus rien proposer. M. Emery a besoin de toute l'indulgence de Votre Majesté <sup>24</sup>.

Au début de juin, la police intercepte une seconde lettre adressée par un séminariste de Saint-Sulpice à l'abbé d'Auzers. Ecrite « sur un ton déclamatoire et plein d'imprudences » <sup>25</sup>, elle dépeignait sous les couleurs les plus noires l'état de l'Eglise et dénonçait âprement les conspirations systématiques de ses ennemis.

Vous me dites, écrivait ce jeune séminariste, que votre pays ne fournit aucune nouvelle ; il n'en est pas de même du nôtre qui nous en fournit continuellement, et de bien mauvaises. La ruine de la religion et de ses ministres, on n'entend pas parler d'autre chose. On ne peut plus se dissimuler cette terrible vérité ; partout le découragement et la terreur. Ce n'est pas seulement en France que l'impiété fait ses ravages ; elle les étend sur l'Espagne, sur l'Italie et sur l'Allemagne. C'est une conspiration générale en Europe de proscrire la religion de Jésus-Christ. Si Dieu ne nous regarde en sa miséricorde, avant qu'il soit deux ans il n'y aura plus aucune trace du culte public, et les peuples seront ce qu'ils voudront être ; tout semble tendre à ce but déplorable. On ne fait plus mystère des plans concertés et suivis avec méthode ; on les apprend dans les conversations ; on les lit dans les ouvrages périodiques. Le zèle des premiers pasteurs, ou refroidi, ou enchaîné, n'oppose aucune digue à ce torrent qui va bientôt tout engloutir. Il faut que nos crimes soient bien grands pour nous avoir attiré de si épouvantables fléaux. Il y a apparence qu'on nous laissera finir l'année dans notre maison. On travaille à toute force à réparer le Séminaire de Saint-Nicolas, dont on avait d'abord suspendu les travaux. On ne croit pas que nos messieurs soient appelés à diriger ce nouveau Séminaire. Leur Compagnie est détruite en haine des bons principes qu'elle

---

24. *Bigot de Préameneu à Napoléon*, 21 mai 1810, Arch. Nat., AF IV, 1047.

25. A. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 268.

a toujours professés. Qui mettra-t-on à leur place ? Vraisemblablement des hommes d'une doctrine moderne, et qui soient propres à égarer ; car on ne cherche pas autre chose... On ne voit aucun moyen humain de rétablir tant soit peu les affaires de l'Eglise. Il faut un prodige du ciel ; sans contredit, nous ne le méritons pas. Aucun des évêques nommés n'a l'espoir d'aller dans son siège, à moins qu'il ne veuille y aller contre l'autorité légitime, ce qu'il ne faut pas présumer. Le Saint-Père ne fera pas de pacte au détriment de la religion dont il est le Chef auguste, et qu'il console par sa patience inaltérable au milieu des maux sans nombre dont il est accablé, et par sa résignation dont il y a peu d'exemples. On s'attendait à ce que cette ordination fût nombreuse. On s'est trompé. Tous nos jeunes gens ont la terreur dans l'âme ; ils redoutent les malheurs attachés à l'état ecclésiastique. D'ailleurs leurs parents, dont le consentement est nécessaire, et cela d'après de nouveaux ordres, les en détournent <sup>26</sup>.

Ravi de cette nouvelle aubaine, Fouché communique cette lettre malencontreuse à l'Empereur, qui la transmet à Bigot de Préameneu avec cette note signée de sa propre main : « Renvoyé au ministre des Cultes pour prendre une idée de la routine du Séminaire Saint-Sulpice et prendre des mesures pour activer les travaux, de sorte qu'au mois de juillet cette Congrégation soit dissoute et le Séminaire détruit. » <sup>27</sup> Deux jours plus tard, par le ministre des Cultes, Napoléon fait adresser aux vicaires généraux de Paris l'ordre suivant :

Il convient que le Séminaire de Saint-Sulpice change tout à fait de main et de nature ; à dater d'après-demain, il faut qu'il ne soit autre chose qu'un Séminaire du diocèse de Paris ; qu'il soit organisé en conséquence ; qu'on lui donne un directeur et tous les administrateurs dont il a besoin ; qu'on n'y emploie aucun Sulpicien, et que M. Emery cesse sur-le-champ d'y remplir aucune fonction. On doit s'emparer immédiatement de la maison, qui pourrait être une propriété du Domaine, et

---

26. D. E., XII, 147-148.

27. D. E., XII, 147-148.

que, du moins dans le cas, on pourrait considérer comme une propriété publique, puisqu'elle appartient à une Congrégation. S'il est reconnu qu'elle est une propriété particulière de M. Emery ou de tout autre, on pourra en payer d'abord les loyers, et la requérir ensuite, sauf indemnité, comme utile à un service public. Le ministre des Cultes fera connaître dans la journée de demain les intentions de l'Empereur aux grands vicaires de Paris et à M. Emery. Lorsque le Séminaire qu'on prépare sera établi, le Séminaire de Saint-Sulpice subsistera comme Petit Séminaire <sup>28</sup>.

Bigot de Préameneu se rend alors chez M. Emery pour lui témoigner combien Sa Majesté « était mécontente du mauvais esprit qui régnait dans sa maison, au point que les élèves, dans leurs correspondances, osaient se mêler d'affaires publiques » <sup>29</sup> Le ministre transmet-il la décision prise par l'Empereur ? Son rapport ne le dit pas. Mais de cette semonce officielle, la conclusion se dégageait suffisamment ; on pouvait s'attendre à tout.

Le Supérieur général n'éprouve donc aucune surprise lorsque, le jour même de l'ordination, les vicaires généraux de Paris lui notifient l'ordre impérial ; il se tient prêt à cette pénible communication, qui contraste étrangement avec la joie de cette fête. « Saint Ignace, avait-il déclaré, demandait quinze minutes d'oraison avant de se résigner à la suppression de la Compagnie de Jésus. Pour moi, cinq seulement suffiraient. » <sup>30</sup> Ces cinq minutes lui avaient été largement octroyées. De là son calme inaltérable qui frappe tous les témoins ; tandis que les directeurs et les séminaristes marquent la plus profonde tristesse, durant tout le déjeuner qui

---

28. D. E., I, 257.

29. *Bigot de Préameneu à Napoléon*, 16 juin 1810, D. E., XII, 148.

30. D. E., IV, 812.



suit la cérémonie présidée par le cardinal Fesch, M. Emery conservé toute sa gaieté et se mêle à la conversation avec son habituel enjouement. Avec le plus grand sang-froid, il envisage la situation et, dès lors, dresse sa ligne de conduite qui permettra de gagner encore et toujours du temps.

Trois mesures ont été arrêtées par Napoléon : le Supérieur général doit quitter le Séminaire ; le Séminaire Saint-Sulpice deviendra simple Séminaire diocésain ; la maison de la rue du Pot-de-Fer sera expropriée.

M. Emery, pour son compte, obéit immédiatement à la première de ces mesures qui le frappe personnellement. Le lendemain même de l'ordination, il fait, en guise de lecture spirituelle, ses adieux à la communauté.

Quelle scène attendrissante ! écrit un témoin. Ce saint vieillard couronné de mérites et de soixante-dix-huit années de travaux s'est vu entouré pour la dernière fois de sa chère famille qui sanglotait à chaque parole qui sortait de sa bouche. Il s'est servi des expressions dont l'apôtre saint Paul encourageait les fidèles de Milet et d'Ephèse : *Scitis, nous dit-il, quoniam nihil subtraxerim utilium, quominus annuntiarem omne consilium Dei vobis ; propter quod vigilate, memoria retinentes quoniam per triennium nocte et die non cessavi cum lacrymis monens unumquemque vestrum, etc. Et nunc commendo vos Deo et verbo gratiae ejus qui potens est aedificare et dare hereditatem in sanctificatis omnibus, etc.*<sup>31</sup>. Les larmes et nos cris l'interrompirent quelquefois... Ensuite, prenant sur lui de nous adresser (en finissant, dit-il, auprès de nous son ministère) quelques paroles utiles, il a développé avec toute sagesse

---

31. « Vous savez comment je ne vous ai rien caché de ce qui vous était avantageux. Je vous ai annoncé tout le dessein de Dieu sans vous en rien cacher. Veillez donc, vous souvenant que, durant trois années, je n'ai cessé nuit et jour d'exhorter chacun de vous... Et maintenant, je vous recommande à Dieu et à la parole de sa grâce, à Celui qui peut achever l'édifice et vous donner l'héritage avec tous les sanctifiés. » *Actes des apôtres*, xx, 20, 27, 32.

et cependant avec une sainte liberté, les quatre articles du clergé de France, nous en indiquant le vrai sens et le séparant de cette doctrine fausse que plusieurs répandent. Il soutenait chacun de ses paroles de plusieurs textes des saints Pères et de Bossuet. Il a confessé hautement son tendre et inviolable attachement au Saint-Siège et à la Cour romaine... Je ne puis vous rapporter ici tout ce qu'il nous a dit d'admirable. Puis il nous a engagés à la fidélité à la règle, nous priant de ne point nous troubler, qu'il emploierait ce qu'il lui restait de crédit pour nous avoir des professeurs orthodoxes ; ajoutant qu'il croyait que nous pourrions leur donner notre confiance, qu'il espérait n'avoir point à dire avec saint Paul : *Post discessionem meam scio quoniam intrabunt lupi rapaces in vos* <sup>32</sup>. Il a répandu encore une dernière fois son cœur au milieu de nous, nous assurant qu'il serait toujours présent en esprit parmi nous, etc. Comme nous l'interrompions toujours par nos sanglots et que ses larmes altéraient sa voix, elle n'en devenait que plus déchirante pour nos cœurs. Enfin, l'heure sonne. Il termine en se recommandant à nos prières et disant le *Sub tuum*. Alors l'abbé (de Mazenod) s'écria : « Notre bon Père ! Le vœu de toute la communauté, c'est que vous lui donniez votre bénédiction. » Alors, le saint vieillard, tout troublé, tout en pleurs, voit pour la dernière fois sa famille à ses pieds. Il étend les bras vers le crucifix et ne trouve plus de paroles. Il restait là comme entre le ciel et la terre et avait l'air d'un ange... Il se remit cependant un peu et nous bénit sûrement de tout son cœur qui depuis tant d'années n'a battu que pour la gloire de Dieu et le désir de notre sanctification.

Le deuil est général dans la maison... Au reste, le courage de tous messieurs les directeurs et leur paix sont inébranlables. Pour nous fortifier de tous ces saints exemples, nous nous préparons à combattre les nobles combats du Seigneur, quelque indignes que nous en soyons. Nous nous abandonnons à la Providence dont la main nous châtie pour nous humilier, bien résolus toujours de nous consacrer à Dieu et de ne vivre que pour Jésus-Christ, ignorant ce que nous serons, ce que nous ferons demain et ne désirant pas même connaître encore quelle terre nous évangéliserons ni en quel lieu reposeront nos

---

32. « Je sais qu'après mon départ, il s'introduira parmi vous des loups cruels. » *Actes des apôtres*, xx, 29.

os. Pussions-nous les voir brisés, de fatigue au moins, pour le service et la gloire de Jésus-Christ, notre divin Maître<sup>33</sup> !

Après ces adieux, M. Emery se rend à la tribune de la chapelle pour une dernière prière, tellement troublé, qu'au lieu de plonger la main dans le bénitier, il trempe ses doigts dans la fontaine destinée au lavabo du célébrant<sup>34</sup>. En des circonstances moins tragiques, on eût souri de cette distraction ; elle trahissait alors chez cet homme parfaitement maître de lui une si vive émotion, que les témoins en furent douloureusement impressionnés. Le Supérieur général gagne alors la maison d'Issy. Après le souper, où il ne mange guère, il va se recueillir dans la chapelle de Notre-Dame de Toutes-Grâces, puis au pied de Notre-Dame du Mont-Carmel, héritage de Madame Louise de France, car « il faut, déclare-t-il, que la Sainte Vierge fasse nos affaires ».

M. Emery a donc quitté le Séminaire dont il cesse d'assumer la direction ; il réside d'abord à Issy, puis bientôt, pour se rapprocher de Saint-Sulpice, s'assure un logement à Paris, rue de Vaugirard, au coin de la rue du Pot-de-Fer. Sœur Rosalie et Mlle Jouen président à son emménagement, sur lequel sa filleule nous donne des détails aussi édifiants que pittoresques. « Nous allâmes, Mlle Jouen et moi, écrit-elle, pour monter son petit ménage. Nous le trouvâmes très gai et, comme nous étions loin de partager ses sentiments, il nous reprocha notre peu de foi. « Cette tristesse n'est pas digne d'une fille de saint Vincent de Paul, si soumis aux ordres de la Providence et qui regardait les croix et les tribulations comme les vrais biens de

---

33. D. E., IV, 151.

34. D. E., IV, 812.

cette vie. Vous n'avez donc point de foi ? Ce n'est qu'une tempête qui se dissipera. Il est vrai que nous avons de puissants adversaires ; mais ils passeront et nous resterons après eux. Lorsque Dieu nous envoie une tribulation et qu'il nous châtie, il faut plier le dos, (et il s'inclinait et faisait le gros dos), baisser la tête et baiser la main qui nous frappe. » « Son ameublement était la simplicité même ; son lit avait tout l'air d'un triste grabat », ajoute Sœur Rosalie. Pour qu'il accepte un cruchon le soir, car il avait toujours froid aux pieds, « il fallait soutenir une sorte de combat ». « On ne doit pas, disait-il, être le serviteur de notre carcasse, s'assujettir à tous ses besoins. » <sup>35</sup>

Au coin de la rue du Pot-de-Fer et de la rue de Vaugirard, le Supérieur général se trouve à portée immédiate du Séminaire. Il se ménage, d'ailleurs, avec adresse, le moyen de rentrer dans sa maison.

Je serai obligé, écrit-il à Bigot de Préameneu, de repaître de temps en temps au Séminaire, mais ce sera comme étranger et, si j'y rencontre quelques jeunes gens qui m'abordent, ma conversation n'aura d'autre objet que de les calmer, de les engager à ne point quitter le Séminaire et de leur donner de la confiance pour les nouveaux directeurs qui leur seront donnés <sup>36</sup>.

Le ministre, bien disposé, accorde l'autorisation nécessaire.

Vous me marquez, Monsieur, répond-il, que vous êtes dans une maison qui vous appartient à Issy ; que, lorsque vous irez accidentellement, à raison de vos affaires personnelles, dans la maison du Séminaire, vous n'y paraîtrez que comme étranger et pour inspirer aux jeunes gens que vous rencontrez des sentiments de docilité. Je ne puis trouver dans cette conduite

---

35. *Souvenirs de Sœur Rosalie*, D. E., IV, 967.

36. *A Bigot de Préameneu*, 11 juin 1810, D. E., I, 260.

que les preuves de votre soumission aux intentions de Sa Majesté <sup>37</sup>.

M. Emery, d'ailleurs, avec l'espoir tenace d'une détente qui permettrait un arrangement, s'applique à rassurer Bigot de Préameneu sur ses dispositions. De là cette lettre du 26 juin, qui lui rappelle la bienveillance de l'Empereur et marque une fois de plus sa position doctrinale, en des termes adroitement calculés pour satisfaire le ministre et sous-entendre les réserves formelles d'un homme qui reste, le cardinal Pacca le note dans ses *Mémoires*, un « gallican modéré » <sup>38</sup>.

Sa Majesté m'a comblé de bontés dans tous les temps. Je ne peux pas oublier qu'elle m'a offert successivement les trois évêchés d'Arras, de Troyes et d'Autun, et que, quand il a été question de nommer des conseillers de l'Université, elle a daigné, de son propre mouvement, jeter les yeux sur moi.

Elle me traita encore avec beaucoup d'affabilité l'année dernière, dans l'audience qu'elle voulut bien m'accorder à Fontainebleau. Je lui dois une grande reconnaissance, et je ne peux qu'être douloureusement affecté de ce que, depuis cette époque, on a travaillé à me perdre dans son esprit. C'est apparemment en me faisant passer comme un ultramontain forcené. Moi, ultramontain ! moi qui ai toujours enseigné et fait enseigner les quatre articles ; moi qui, dans un acte déposé dans les bureaux du ministre des Cultes, ai déclaré de mon propre mouvement que je n'avais point sur ces matières d'autre doctrine que celle de Bossuet ; moi qui, dans les derniers adieux que j'ai faits au Séminaire assemblé, un quart d'heure avant d'en sortir, ai fait une haute protestation d'être et d'avoir toujours été attaché à la doctrine de l'Eglise de France, telle qu'elle a été exposée par les évêques de l'Assemblée de 1682 dans leur Déclaration et défendue par Bossuet dans ses écrits, et qui ai, dans la même circonstance, exhorté vivement les élèves du Séminaire d'adhérer (*sic*) constamment à cette doctrine et de la suivre dans toute son étendue <sup>39</sup> !

37. Bigot de Préameneu à M. Emery, 19 juin 1810, D. E., I, 263.

38. Cardinal PACCA, *Mémoires*, II, 66.

39. A Bigot de Préameneu, 26 juin 1810, Arch. Nat., AF IV, plaquette 3530.

Quelques jours plus tard, afin de prévenir les suspensions auxquelles donneraient lieu ses visites au Séminaire, beaucoup moins exceptionnelles qu'il ne l'avait laissé prévoir, le Supérieur général s'explique auprès du ministre des Cultes sur les avantages que celles-ci présentent et le caractère qu'elles gardent.

Je donnerai, écrit-il, toutes les facilités possibles à ceux qui me succéderont dans la conduite du Séminaire, outre que je les accréditerai auprès des jeunes gens. Je ne négligerai rien pour que la fin de cette année scolastique se termine sans aucun préjudice de l'ordre et de la régularité pour les jeunes gens du Séminaire. L'état de mes affaires et de mes papiers exige que je rentre de temps en temps dans la maison, mais j'y rentrerai comme étranger. J'ai déclaré aux jeunes gens que je n'étais plus leur Supérieur. Je ne paraîtrai à aucun exercice, et si j'y mangeais quelquefois, ce que je suis bien en droit de faire, puisque j'ai payé ma pension comme séminariste, ce serait en particulier.

En terminant, M. Emery annonce à Bigot de Préameneu qu'il ira prochainement le voir afin de prendre « ses ordres et ses conseils sur tout ce qui peut contribuer de ma part au plus grand bien de l'Eglise. Il suffit pour ma tranquillité de savoir que nous sommes sous un gouvernement libre et où les propriétés sont respectées »<sup>40</sup>.

De fait, pour passer inaperçu, le Supérieur général entre à Saint-Sulpice de grand matin, pendant l'oraison, par une porte de derrière qui, du jardin, ouvre sur la rue de Vaugirard ; il dit sa Messe à la tribune, évite de se montrer en communauté, se tient constamment dans sa chambre. Mais, dans cette chambre, il reçoit les directeurs pour le conseil ; il reçoit également les élèves qui désirent le visiter. Pratiquement, sans aucun

---

40. A Bigot de Préameneu, 29 juin 1810, D. E., XII, 149.

titre officiel, il reste le chef et l'âme de la maison. La première mesure arrêtée par Napoléon se trouve ainsi tournée bel et bien.

Il faut maintenant esquiver la seconde, qui ordonne à tous les Sulpiciens de quitter le Séminaire. D'accord avec M. Emery, les vicaires généraux de Paris s'appliquent à maintenir ceux-ci en fonctions, de façon provisoire, avec l'espérance que ce provisoire finira par devenir définitif.

Nous avons communiqué à M. Emery la lettre de Votre Excellence et les ordres de Sa Majesté relatifs au Séminaire, écrivent-ils à Bigot de Préameneu. Nous étions d'avance persuadés, Monseigneur, de son obéissance, nécessairement mêlée cette fois d'une affliction que son grand âge et ses longs services ne pouvaient que lui rendre très amère.

Le Séminaire de Paris n'est plus autre chose, Monseigneur, selon le vœu de Sa Majesté, que le Séminaire du diocèse.

Puisque les volontés prononcées de l'Empereur éloignent de cette maison les anciens membres de la Compagnie de Saint-Sulpice, nous ne les compterons pas, Monseigneur, dans la nouvelle organisation ; mais nous pensons que la sagesse et la bonté de Sa Majesté nous autorisent à prendre, après la retraite de M. Emery, le temps absolument nécessaire pour remplacer les Sulpiciens par d'autres ecclésiastiques qui, au talent de l'enseignement, joignent le goût de la vie sérieuse et assidue d'un Séminaire, et à qui nous puissions confier sagement, utilement et honorablement pour nous-mêmes, le Séminaire de la capitale, centre des jeunes élèves de talent de tous les diocèses <sup>41</sup>.

Le ministre se rend à ces excellentes raisons.

Les grands vicaires demandent le temps absolument nécessaire pour changer de professeurs, écrit-il le 16 juin à Napoléon. Je veillerai à ce que ce ne soit pas un moyen dilatoire, et

---

41. *Les vicaires généraux de Paris à Bigot de Préameneu*, 15 juin 1810, Arch. Nat., AF IV, 1047.

si, contre les ordres que j'ai répétés, ce changement est différé, j'en rendrai compte à Votre Majesté <sup>42</sup>.

De fait, les Sulpiciens resteront jusqu'en octobre 1811, pour se voir remplacés, sous la direction de M. Jalabert, par d'anciens élèves animés de leur esprit, et même pour quelques-uns résolus à entrer dans la Compagnie. On reconnaît une fois de plus la tactique de M. Emery.

Vous savez, Monseigneur, mande-t-il à l'évêque de Mende, que nous avons perdu, nous autres gens d'Eglise, tous nos bénéfices ; il ne nous reste que le bénéfice du temps, mais il rapporte quelque chose. Au reste, notre principale confiance est dans la Providence que j'invoque à force <sup>43</sup>.

Ces heureux délais paraissent d'autant plus favorables au Supérieur général que la disgrâce de Fouché le débarrasse de son principal adversaire. « Celui qui est l'auteur de tout cela, à la suggestion des gens qui l'environnent, n'est plus en place, écrit-il au même prélat, et il paraît certain qu'on a mis les scellés sur ses papiers après qu'il est parti. » <sup>44</sup> Et à M. de Bausset : « Le ministre qui est l'auteur de tout n'est plus. Son successeur ne sait pas seulement s'il y a des Sulpiciens dans le monde. » <sup>45</sup>

Tout pourrait donc encore s'arranger si Bigot de Préameneu se montrait plus énergique. « Le ministre des Cultes n'est pas mal intentionné pour nous, remarque M. Emery ; s'il était un peu plus courageux, les choses seraient bientôt remises en l'ancien état. » <sup>46</sup> Au demeurant, le Supérieur général ne regrette rien.

42. *Bigot de Préameneu à Napoléon*, 16 juin 1810, Arch. Nat., AF IV, 1047.

43. *A l'évêque de Mende*, 28 juillet 1810, V, 5500.

44. *Id.*, *ibid.*

45. *A Bausset*, 20 juin 1810, D. E., VII, 688.

46. *Id.*, *ibid.*



Toute notre affaire est l'ouvrage du ministre disgracié et des jansénistes qui composent ses bureaux, et vous savez combien les jansénistes détestent Saint-Sulpice, écrit-il à l'évêque de Mende. Quant aux causes véritables, je les présume justement et elles ne m'occasionnent aucun repentir par la grâce de Dieu 47.

Reste la dernière mesure ordonnée par l'Empereur : on expropriera la maison de la rue du Pot-de-Fer qui deviendra un Petit Séminaire, et le Grand Séminaire se transportera à Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Mais Saint-Nicolas-du-Chardonnet exige de telles réparations, de tels aménagements, qu'il faut surseoir au projet. M. Emery, d'autre part, a pris ses précautions afin de garantir la possession légale des bâtiments convoités par l'Etat ; l'immeuble n'appartient pas à la Compagnie, ce qui empêche de le confisquer purement et simplement en supprimant cette dernière. Le Supérieur général envoie donc à Bigot de Préameneu l'acte de vente établi à son nom. « Votre Excellence, lui écrit-il, se convaincra par elle-même que cette maison est ma propriété. Elle n'a pas plus appartenu à Saint-Sulpice que celle que vous habitez. » 48 Le gouvernement doit donc racheter l'immeuble. Une expertise d'architecte en fixe le prix à 200 000 francs. Le ministre des Cultes verse cette somme importante au Supérieur général qui l'emploiera en partie à payer ce qu'il doit encore pour la maison d'Issy, en partie à faire l'acquisition du parc et de la Chapelle de Lorette « qui excitent ma convoitise, écrit-il à M. de Bausset. Il est vrai que c'est une convoitise spirituelle » 49.

---

47. *A l'évêque de Mende*, 2 juillet 1810, D. E., V, 5497-5498.

48. *A Bigot de Préameneu*, 19 juin 1810, D. E., I, 260.

49. *A Bausset*, s. d., D. E., VII, 652.

Malheureusement le propriétaire du parc d'Issy, qui veut monnayer la convenance, élève des prétentions exorbitantes ; la valeur réelle ne dépasse pas 30 000 francs ; il en exige 44 000. Personnellement, M. Emery ferait tous les sacrifices ; il offre de prendre le surplus, soit 14 000 francs, sur son patrimoine et son traitement de conseiller de l'Université. Mais les Sulpiciens objectent qu'une acquisition aussi dispendieuse ne semble guère prudente, alors qu'une menace de dissolution pèse sur la Compagnie. Le Supérieur général tient bon, et son avis, à la fin, l'emporte. Il lui reste toutefois un scrupule qu'il confie à M. de Bausset.

Nos messieurs, lui écrit-il, consentent qu'on emploie 30 000 livres à l'acquisition ; mais ils ne croient pas qu'on doive aller au delà. Il m'est possible, tant de mon patrimoine que de mes revenus de conseiller, d'ajouter 14 000 livres. Je désirerais l'acquisition, principalement pour rétablir la chapelle de Lorette et la désire : 1° par respect pour la mémoire de mes prédécesseurs à qui cette chapelle était si chère ; 2° pour témoigner à la Sainte Vierge notre reconnaissance de ce qu'elle a fait ; car ce n'est qu'à sa protection singulière que nous devons notre existence, qui, quoique telle, me paraît miraculeuse ; 3° pour mériter la continuation de cette protection.

Il est singulièrement désagréable pour moi d'être la dupe et la victime de la grossièreté et de l'avidité d'un *maroufle*. Je passerai sur cette considération. Mais on me fait entendre que ce n'est pas le plus grand bien, qu'avec 14 000 francs je pourrais faire un plus grand bien que ne serait le rétablissement de cette chapelle, dont peut-être moi et Saint-Sulpice profiterons fort peu. Mon cœur va à l'acquisition ; mais la considération précédente me retient. Cependant, il faut que, dans quatre ou cinq jours, cela soit décidé. Vous êtes sage ; vous êtes désintéressé ; vous connaissez les avantages et les désavantages. Décidez-moi... pour la plus grande gloire de Dieu, pour le plus grand bien de Saint-Sulpice <sup>50</sup>.

---

50. A Bausset, 6 février 1811, D. E., VII, 740-741.

M. de Bausset, lui aussi, hésite, et le Supérieur général doit insister. « Je crains, lui dit-il le 12 février, si je meurs bientôt, ainsi qu'il doit arriver, que la maison de Lorette ne périclite. »<sup>51</sup> Enfin, l'évêque d'Alais approuve l'achat et M. Emery lui répond triomphant : « *In verbo tuo laxabo rete*. Puisque vous pensez que je dois le faire, je rachète le clos. »<sup>52</sup> Le 9 mars, on signe l'acte de vente, et le Supérieur général en éprouve une grande joie. « Enfin ! Lorette est à nous, s'écrie-t-il, et je meurs content. »<sup>53</sup>

Le parc, hélas ! a terriblement souffert de l'abandon. « En entrant, écrit M. Emery à Nagot, on croyait entrer dans un pré ou dans un champ. Je viens de faire replanter l'allée du milieu. J'ai fait rétablir l'allée de la Quarantaine qui subsistait encore en très grande partie. Quant aux frais de réparation de la chapelle, la Providence y pourvoira. »<sup>54</sup> L'essentiel du moins se trouve acquis ; cette propriété, que menace le morcellement, redevient en totalité possession de la Compagnie. La restauration intégrale se fera avec le temps.

L'adresse et la ténacité du Supérieur général permettent ainsi de limiter au maximum les funestes effets du décret impérial. Saint-Sulpice se maintient rue du Pot-de-Fer ; les Sulpiciens conservent leurs fonctions. M. Emery lui-même continue discrètement à diriger le Séminaire ; on a évité l'expropriation, et le rachat de l'immeuble par l'Etat permet de recouvrer le parc magnifique de la maison de campagne. A Paris, le péril immédiat semble conjuré ; à Issy, où reposera bientôt

51. A Bausset, 12 février 1811, D. E., VII, 742.

52. A Bausset, 3 mars 1811, D. E., VII, 748.

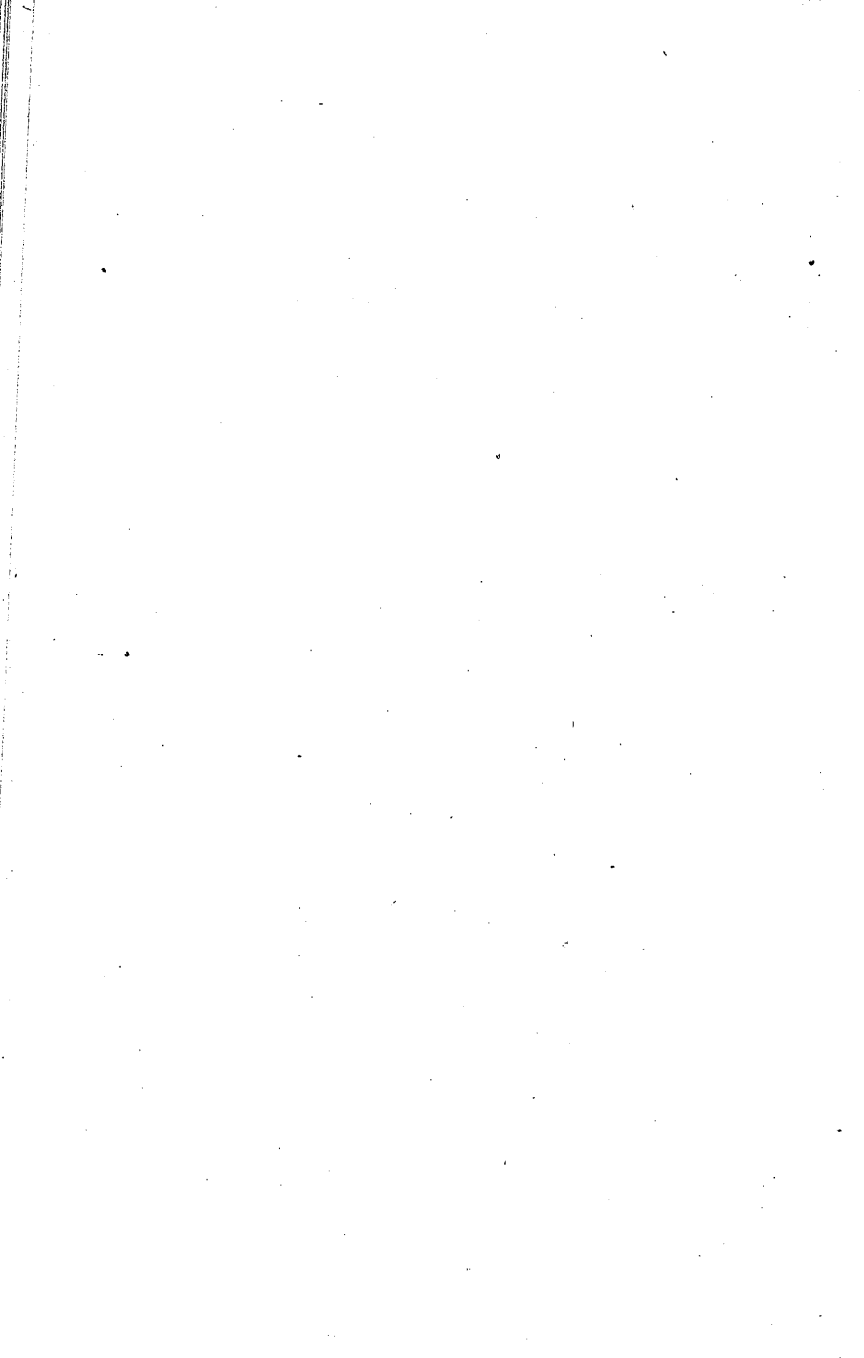
53. M. GARNIER, *Recueil de traits relatifs à la vie de M. Emery*, G. II, 316.

54. A Nagot, 21 avril 1811, D. E., VIII, 8158.

le Supérieur général dans le modeste cimetière de la Compagnie, tout un avenir se prépare qui légitimera au delà de toutes les prévisions la décision prise avec tant de hardiesse, tant d'esprit de foi, à un moment si incertain. « Nous devons ce témoignage de reconnaissance à la Sainte Vierge, écrivait M. Emery à Nagot, en lui annonçant l'heureuse acquisition de la chapelle de Lorette. Espérons que ce témoignage attirera sa protection. »<sup>55</sup> Cet espoir qui, dans ces circonstances tragiques, reproduisait le *contra spem in spem* de saint Paul ne sera pas confondu.

---

55. A Nagot, 21 avril 1811, *ibid.*



## CHAPITRE XVI

### MAURY, ARCHEVEQUE DE PARIS

I. — Napoléon nomme Maury archevêque de Paris. Réactions défavorables de l'opinion. Sentiments de M. Emery. M. Emery et le ralliement de Maury à l'Empire. Du « bonbon » pour Saint-Sulpice. Un visiteur encombrant et indiscret. — II. La délégation des pouvoirs capitulaires à Maury. Une controverse sur le rôle joué par M. Emery en cette affaire. Il déclare au cardinal qu'il n'est pas vraiment archevêque de Paris. — III. L'affaire d'Astros. M. Emery « gracieux » par l'Empereur le 1<sup>er</sup> janvier 1811. L'adresse du Chapitre à Sa Majesté. Opposition de M. Emery au projet rédigé par Maury. Une substitution de textes. Capitulation du Chapitre. Le public déchaîné contre Maury.

#### I

Le 14 octobre 1810, Napoléon nommait le cardinal Maury, archevêque de Paris, et le Supérieur général, deux jours plus tard, transmettait à M. de Bausset cette grande nouvelle « qui occupe le public ». « Il y a unanimité, ajoutait M. Emery. Devinez si c'est pour l'approbation ou l'improbation. » <sup>1</sup>

De toute évidence, l'improbation domine. La conver-

---

1. A Bausset, 16 octobre 1810, D. E., VII, 700.

sion politique de cette Eminence, qui passe du légitimisme le plus fervent à un bonapartisme outrancier, lui vaut de farouches animosités. Maury a beau expliquer, non sans esprit, que s'il a perdu la foi et l'espérance, il garde du moins la charité, le faubourg Saint-Germain parle de trahison et poursuit le transfuge avec une passion méprisante, indignée. Les milieux officiels n'éprouvent guère d'estime pour cette recrue de la onzième heure qu'ils annexent au régime sans enthousiasme ni confiance. Quant au clergé, son étonnement va jusqu'au scandale ; que ce royaliste, jadis plus royaliste que le roi, passe avec armes et bagages au service de l'Empereur, pour son plus grand profit, il pouvait s'en choquer ; depuis 1802, sans doute, on avait enregistré bien des ralliements, mais aucun ne présentait plus d'inattendu, plus d'éclat, et dans le *Dictionnaire des Girouettes*, ce nouveau nom, tardivement et bruyamment inscrit, faisait particulière sensation. Malgré leur fidélité assez générale à la monarchie, les prêtres de France auraient cependant éprouvé une impression moins pénible, si pareil changement de front ne s'aggravait d'un autre, religieux celui-là. Que cet ancien « zelante », hier défenseur intransigeant du Saint-Siège, abandonnât Pie VII, son bienfaiteur, pour celui qui le persécutait, qu'il acceptât du geôlier le premier siège de France, alors que le captif se refusait à toute institution canonique, voilà ce qu'ils ne sauraient accepter.

Ils l'acceptent d'autant moins que le cardinal, en toutes choses, manque de la plus élémentaire dignité. Jusque dans ses reniements, un Talleyrand garde de l'allure ; ses vices eux-mêmes se parent d'aristocratique distinction ; intéressé, vénal, il a du grand seigneur la prodigalité somptueuse. Maury se montre vulgaire ;

vulgaire dans « son goût pour la grosse bonne chère »<sup>2</sup>, il court les invitations et ne les rend jamais ; vulgaire dans son avarice qu'il pousse jusqu'au ridicule ; vulgaire dans ses propos, non seulement il émaille ses conversations de mots grossiers<sup>3</sup>, applique aux cardinaux romains le qualificatif italien qu'employait, le 10 août 1792, à l'adresse du faible Louis XVI, le lieutenant Bonaparte, « raconte des histoires lestes dans un langage intolérable »<sup>4</sup>, abuse de la galéjade méridionale en ajoutant pour s'excuser : « Vous pouvez me croire ; je ne mens qu'en chaire. »<sup>5</sup> Sa tenue reste à l'avenant ; il porte une soutane sans poches, la retrousse constamment pour prendre sa tabatière et « joignant l'inélégance du verbe à celle du geste, dit alors, même et surtout devant les dames : « Il faut que je trousse ma cotte. »<sup>6</sup>. Comme l'observait au maître des cérémonies de Saint-Sulpice M. Caron, M. Biot, membre de l'Institut, « il ne gardait pas les bienséances de son état »<sup>7</sup>.

Ces raisons mineures qui s'ajoutent aux majeures, expliquent l'improbation générale constatée par M. Emery. Le cardinal pourtant affirme que son élévation sur le siège de Paris rencontre un chaleureux accueil. « L'opinion publique, écrit-il à son neveu, est très prononcée en ma faveur. »<sup>8</sup> L'Eminence excelle dans l'interprétation des faits ; selon le mot de Bernier, elle a coutume de donner ses propres pensées pour celles des autres ; jamais elle ne manque d'organiser sa propa-

2. PASQUIER, *Mémoires*, I, 415-416.

3. *Souvenirs de M. Caron*, D. E., IV, 745-746.

4. DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Mémoires*, VI, 424.

5. ARNAULT, *Souvenirs d'un sexagénaire*, II, 304.

6. DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Salons de Paris*, IV, 231.

7. *Souvenirs de M. Caron*, D. E., IV, 746.

8. Maury à son neveu, 30 novembre 1810, *Collection particulière*.



gande et de l'organiser bruyamment ; enfin, la joie qu'elle éprouve entretient sa douce euphorie ; cette joie, écrit Pasquier<sup>9</sup>, éclate sur sa physionomie ; elle éclate plus encore dans l'intempérance de ses propos ; Maury ne répète-t-il pas à satiété que l'Empereur vient « de satisfaire aux deux plus grands besoins de sa capitale » en nommant le même jour un préfet de police et un archevêque<sup>10</sup> ? Sans doute, se méprend-il sur les réactions de l'esprit public ; mais la faveur de mauvais aloi que lui manifeste une partie de ses ouailles permet cette agréable illusion, car ses allures quelque peu débraillées et la spirituelle verdure de son langage valent à un prélat « si peu fier » une certaine popularité. Dès qu'il arrive à Paris, les poissardes qui, jadis, voulaient le pendre à la lanterne, lui apportent compliments et félicitations, protestant « qu'elles furent toujours ses amies ». « Je le sais bien, répond l'Eminence ; mais vous en changez un peu trop souvent. » « Elles ont été étourdies de ma réplique »<sup>11</sup>, écrit-il à son neveu. On le comprend assez. « Le climat de Paris, ajoute-t-il, me traite comme une ancienne connaissance avec une extrême faveur »<sup>12</sup>, et sa nièce qui l'accompagne donne des preuves à l'appui : « Mon oncle ne peut sortir même en voiture, sans être suivi d'écuyers, dès qu'il est reconnu, et le peuple lui témoigne sa joie de le revoir par des : Vive l'abbé Maury ! Il est obligé de se priver de toutes promenades ; il ne peut officier dans aucune église, pour éviter le concours du peuple qui s'y porterait en foule. »<sup>13</sup> Pareil succès ravit le cardinal et

---

9. PASQUIER, *Mémoires*, I, 415.

10. *Id.*, *ibid.*

11. *Maury à son neveu*, 7 juin 1806, Mgr RICARD, *Correspondance et Mémoires inédits du cardinal Maury*, II, 328.

12. *Maury à son neveu*, 28 juin 1806, *id.*, *ibid.*

13. *Id.*, *ibid.*

encourage ses ambitions. « Personne ne doute ici et n'a jamais douté depuis mon arrivée du beau sort qui m'est réservé. Ce ne sont pas les hommes ; ce sont les pavés qui le disent unanimement... On espère qu'avant la fin du mois, le génie de l'Empereur décidera la question qu'il médite et dont il dit que je fais partie. Je me conduis de mon mieux ; je m'efface le plus qu'il m'est possible... Je deviens, à vue d'œil, gros et gras. Tout le monde m'en fait compliment, avec un air de surprise qui m'en garantit la sincérité. Ce serait bien autre chose sans l'abominable habitude qui s'est introduite à Paris de dîner à 7 heures du soir. » <sup>14</sup> Cette faveur populaire dont il croit jouir, masque aux yeux du cardinal l'exacte situation. Entre ses affirmations et le témoignage de M. Emery, on ne peut hésiter. S'il n'y a pas unanimité complète, l'improbation l'emporte, et de beaucoup, sur l'approbation.

Que Maury s'installât sur le premier siège de France, le Supérieur général ne saurait, pour son propre compte, s'en féliciter. Mais chez cet homme de Dieu, la charité dissipe les mauvais souvenirs ; de là cette phrase qui nous étonne sous sa plume : « Pour moi, personnellement, et pour ma Confrérie, je n'ai rien à redouter, car sa personne n'a pas laissé en tout temps de me témoigner de l'amitié et de l'intérêt. » <sup>15</sup> Oublier à ce point les polémiques de 1792 et les procédés plus que douteux de l'Eminence première supposait vraiment quelque vertu.

De la vertu, il en fallait aussi, jusqu'à en paraître naïf, pour ne pas souligner le jeu trop évident auquel se livrait le prince de l'Eglise, subitement redevenu si

14. *Maury à son neveu*, 6 septembre 1806, *ibid.*, 343.

15. *A Bausset*, 16 octobre 1810, D. E., VII, 700.

aimable lorsqu'il s'agit d'utiliser le crédit du premier prêtre de France. Le temps est loin où le défenseur du trône et de l'autel écrivait avec une hauteur protectrice et méprisante au Sulpicien sans principes qui autorisait le serment de 1792, le traitait cavalièrement de « mon cher abbé », condamnait sa doctrine et ses funestes compromissions: Le « cher abbé » possède maintenant une telle autorité, une telle influence, que son concours s'avère indispensable. L'ermite de Montefiascone, qui se morfond dans la solitude et cherche à rentrer en grâce, le sollicitera comme les autres ; car ses palinodies ne se comptent plus. A son neveu, qui réside à Rome, il conseille de faire sa cour à Lucien, à Madame Mère, à Mme Bonaparte, voire même plus tard au général Miollis, qui a occupé la Ville Eternelle malgré les protestations du Pape, et aux officiers français. Le plus important toutefois serait de gagner Fesch à sa cause ; il l'a bien invité, en 1803, dans son palais épiscopal, mais l'ambassadeur de France reste sourd à ses avances. Deux ans plus tard, en 1805, une longue lettre expose donc au primat des Gaules, qu'en se ralliant à l'Empire, Maury ne commettrait aucune inconséquence ; toujours opposé au gouvernement républicain « inadmissible, funeste, précaire et illusoire », toujours attaché à la monarchie, il peut, sans modifier ses « immuables principes », reporter sur le nouveau souverain légitime son dévouement et son fidèle attachement ; reste à trouver l'occasion « pour mettre ses dispositions présentes hors de doute et d'incertitude » ; les « bons conseils » de son vénéré collègue, ses « bons offices » l'y aideraient fort utilement <sup>16</sup>.

---

16. Maury à Fesch, 16 juin 1805, Mgr RICARD, *Correspondance et Mémoires inédits du cardinal Maury*, II, 310-311.

La réponse de Fesch, brève, réservée et d'une ironie voilée, ne décourage pas le requérant, mais ne réussit pas à le satisfaire. « Le courage et le caractère que Votre Eminence avait hautement montrés pour soutenir les principes monarchiques, son élévation d'âme et ses connaissances sur le temps et sur les hommes, écrit l'oncle de Napoléon, étaient pour moi de sûrs garants de la durée des sentiments de Votre Eminence et de son adhésion sincère au nouvel ordre de choses. »<sup>17</sup> Evidemment, l'archevêque de Lyon ne se montre pas très chaud ; s'il n'oppose pas une fin de non-recevoir, le succès demeure très relatif, et Maury entend pousser ses avantages. Qui pourrait mieux que le Supérieur de Saint-Sulpice lui gagner entièrement le tout puissant cardinal, afin d'aplanir les difficultés de son délicat ralliement ?

On devine la surprise de M. Emery, lorsqu'il reçoit, au début d'octobre 1805, une lettre de Montefiascone. Depuis des années, l'Eminence ne lui avait pas donné signe de vie et, subitement, elle retrouve la mémoire ; subitement aussi, elle évoque le souvenir d'anciennes relations toujours chères à son cœur et manifeste le désir très vif de les reprendre comme par le passé ; ces protestations de fidèle amitié introduisaient naturellement une demande aussi désintéressée que cette amitié elle-même ; Maury sollicite une intervention auprès de Fesch. M. Emery avait trop de finesse pour ne point discerner le calcul un peu gros qui dictait des paroles si aimables ; le billet qu'il écrit au primat des Gaules en témoigne avec finesse. Ce que vaut le personnage, il le sait fort pertinemment ; il sait également quelle créance méritent ses sincérités contradictoires et successives ; il devine les

---

17. *Fesch à Maury*, 17 juillet 1805, *ibid.*, 315-316.

motifs qui expliquent la guérison miraculeuse de sa tenace amnésie. Mais, avec la hauteur de vue surnaturelle qui le caractérise, le Supérieur général s'élève au-dessus de ces petites choses pour considérer seulement l'intérêt général : toujours, il a travaillé à la pacification, au rapprochement ; en l'occurrence, son attitude restera la même, dût-il vaincre ses répugnances et passer sur de cuisants souvenirs. Maury, constate sévèrement M. de Lanzac de Laborie, « pratiquait l'oubli des injures, surtout de celles dont il était l'auteur »<sup>18</sup>. Il pardonne, lui, celles dont il fut victime et se prête immédiatement au service demandé. « J'ai reçu une lettre du cardinal Maury, qui ne m'avait pas encore écrit depuis sa promotion au cardinalat, mande-t-il à Fesch. Je vois avec plaisir qu'il est en correspondance avec Votre Eminence et il me propose même de vous adresser la réponse que je dois lui faire. Je prendrai donc cette liberté. »<sup>19</sup> On ne pouvait pousser la bienveillance plus loin.

Lorsque, enfin, l'Eminence, officiellement ralliée à l'Empire, arrive à Paris, en 1806, elle recourt à M. Emery pour « faire cautionner sa régularité sacerdotale » et « réhabiliter sa réputation »<sup>20</sup> mal en point ; celui-ci lui prête une chapelle épiscopale et les ornements nécessaires pour célébrer la Messe dans son hôtel. Le cardinal lui a donné de si belles assurances que « le candide Supérieur prit d'abord au sérieux ses résolutions de vie édifiante et retirée »<sup>21</sup>. « Son frère m'a dit qu'il était plus ecclésiastique que jamais, écrit-il à M. de

---

18. L. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 249.

19. A Fesch, 13 octobre 1805, D. E., non coté.

20. L. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 249.

21. *Id.*, *ibid.*

Bausset... Il me paraît qu'il n'a aucune vue de s'établir en France, qu'il n'en a pas même le goût. » <sup>22</sup> Pouvait-on prévoir que, devenu archevêque de Paris, ce personnage, « plus ecclésiastique que jamais », supprimerait au Séminaire, chaque jour, une demi-heure d'oraison, pour la remplacer par une leçon d'écriture ? Ladre comme toujours, le prince de l'Eglise ne tarde pas d'ailleurs à regretter ses emprunts à la sacristie de Saint-Sulpice. « Je suis obligé de faire un présent à ce Séminaire qui m'a prêté toute la fourniture de ma chapelle depuis que je suis à Paris, ce qui est une sottise et ruineuse économie, écrit-il à son neveu. En conséquence, outre les livres que je t'ai déjà chargé de m'envoyer, je te prie de mettre à part, dans un cabinet, toutes les œuvres du Pape Clément XI qui s'y trouvent en six ou sept volumes, avec le Synode du cardinal Mattei, le Synode de Foligno, le Synode de Montefiascone, le Synode de Bologne et le Synode du cardinal d'York, s'il y est. Il faut emballer le tout dans une caisse légère et me l'envoyer par la première occasion de quelqu'un qui vienne à Paris. Cela doit se trouver. C'est du bonbon à donner à Saint-Sulpice. » <sup>23</sup> Piètre cadeau.

Afin d'accréditer celui qu'il appelle, dans sa correspondance avec M. de Bausset, « le grand personnage », M. Emery s'applique à redresser les jugements défavorables; ses lettres elles-mêmes, jusqu'en 1810 tout au moins, témoignent de ce charitable souci. « Que de clameurs contre lui, écrit-il à l'évêque d'Alais; elles vont jusqu'à l'injustice. » <sup>24</sup> Depuis le mois de mai 1806, où le cardinal débarque à Paris, il annonce sans cesse

---

22. A Bausset, 30 octobre 1806, D. E., VI, 338.

23. Maury à son neveu, 29 septembre 1809, *Collection particulière*.

24. A Bausset, 7 janvier 1810, D. E., VII, 654.

son prochain départ ; et ce départ se remet toujours *sine die* ; depuis la mort de M. de Belloy surtout, ce séjour prolongé, que rien ne justifie et que condamnent les règles canoniques de la résidence épiscopale, prête à des commentaires malveillants. Maury, évidemment, ne souhaite d'aucune façon reprendre à Montefiascone sa vie érémitique ; il ne se soucie de son diocèse que pour remettre à leur place ses chanoines trop remuants. Toujours bienveillant, le Supérieur général plaide les circonstances atténuantes ; et pour ce qu'il croit le bien général, en arrive à écrire, victime de ses premières illusions : « Je désirerais que M. le cardinal Maury se fixât en France. Il pourrait être utile à la religion ; mais je ne le désire pas pour son bonheur. Heureux ceux qui ne sont rien ! »<sup>25</sup> Le prince de l'Eglise ne partageait pas cette conviction ; « en fait de béatitude, sa devise était : *Beati possidentes* »<sup>26</sup> ; on ne tardera pas à le constater.

Pour le moment, M. Emery se flatte d'exercer sur lui une influence spirituelle qui compléterait sa conversion politique par une autre beaucoup moins discutable. De là sa patience et sa longanimité. Malgré les occupations qui l'écrasent, il se prête à recevoir le grand personnage et à le recevoir longuement, car ce bavard intarissable se montre fort indiscret, s'installe et pérore, plus attentif à s'écouter lui-même qu'à recueillir des conseils bien nécessaires et discrètement glissés. Les sonneries qui appellent aux exercices de communauté ne le préoccupent point. M. Gosselin, alors réglementaire, nous rapporte que, plus d'une fois, il dut venir délivrer M. Emery ; encore ne suffisait-il point qu'il avertît ce

---

25. A Bausset, juin 1806, D. E., VI, 327.

26. L. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, *La religion*, 250.

dernier. « Dites tout haut à son Eminence ce que vous m'avez dit tout bas », lui demandait le Supérieur, et le séminariste embarrassé coupait la parole au cardinal, qui consentait enfin à se retirer <sup>27</sup>.

Pour mieux ramener son illustre visiteur à l'esprit de son état, ce fin psychologue utilise jusqu'à ses notoires faiblesses. Maury passe, en effet, pour parasite ; son avarice y gagne avec son amour des bons déjeuners. M. Emery ne l'ignore point. « L'évêque de Versailles étant au repas du sacre (de MM. Fournier et Jauffret) a invité le cardinal Maury qui n'a pas de table et, par conséquent, ne l'a pu inviter, écrit-il à un prélat non identifié. Il me disait que le cardinal de Fleury et le cardinal de La Roche-Aimon ne le faisaient point. Mais le cardinal Fleury avait toujours sur sa table la *Perfection chrétienne*, de Rodriguez. » <sup>28</sup> De temps en temps, le Supérieur général reçoit donc le grand personnage au Séminaire de Paris ou à Issy. Ce dernier ne se laisse jamais prier et même arrive plus tôt qu'on ne l'attendait. « Je me rappelle, écrit M. Garnier, qu'un jour, à la maison de campagne, il débarqua dès le matin, et que M. Emery, qui avait des affaires, ne put s'empêcher de dire : « C'est beaucoup d'avoir cet homme toute une après-midi ! Faut-il qu'il vienne encore m'enlever toute ma matinée ! » Il le reçut néanmoins avec politesse, témoigna qu'il avait beaucoup d'affaires, ce que le cardinal ayant compris, il dit qu'il venait de si bonne heure pour pouvoir étudier dans la bibliothèque, et M. Emery l'y laissa jusqu'à midi. Après le dîner, pendant lequel l'Eminence parla beaucoup, M. Emery conduisit, selon la coutume, tous les convives à la chapelle

27. *Souvenirs de M. Gosselin*, D. E., IV, 803.

28. *A un évêque non identifié*, D. E., non coté.



de Toutes-Grâces pour y adorer le Très Saint Sacrement. Le cardinal Maury, y apercevant des tableaux, commençait déjà, dans la chapelle même, une longue histoire sur quelques tableaux qu'il avait vus en Italie. Mais, M. Emery l'interrompant lui dit : « Souvenez-vous, Monseigneur, que le Saint Sacrement est dans la chapelle et qu'il ne faut pas ici le lieu convenable pour raconter des histoires. » Il le prend librement par le bras et le conduit dans le jardin. »<sup>29</sup>

Le prince de l'Eglise au besoin s'invite lui-même, particulièrement chez M. de Bausset. « Ce qui est sérieux, écrit le Supérieur général à l'évêque d'Alais, c'est qu'il voulait aller dîner un jour avec vous et qu'il voulait m'emmener dans son carrosse. Le terme de ce voyage me serait bien agréable », ajoute-t-il malicieusement<sup>30</sup>. Et, quelques jours plus tard : « Je crois que vous vous passeriez fort bien de la descente que la personne se propose de faire chez nous. Il m'est difficile de refuser de l'accompagner. » D'autant que le cardinal parle d'ouvrir au biographe de Fénelon les portes de l'Institut et ce projet sourit à M. Emery : « Je ne sais, observe-t-il, s'il n'y aurait pas d'avantage pour la religion à accepter, puisque, enfin, si les honnêtes gens refusent d'entrer dans ce corps, il sera donc perpétuellement composé d'impies et c'est un malheur pour la religion. Il y a des gens bien pensants qui, par leur dureté et leur bile, sont plus propres à aigrir les mécréants qu'à les gagner. Vous vous feriez aimer de tous ces gens-là. »<sup>31</sup> Pareil résultat valait bien un voyage dans

---

29. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 267-268.

30. A Bausset, 15 janvier 1808, D. E., VII, 422.

31. A Bausset, janvier 1808, D. E., VII, 428.

le carrosse de Maury et une présence indésirable qui enlevait à cette réception tout le charme de son intimité.

Bientôt, le Supérieur général s'aperçoit que tous ses efforts restent vains ; avec un homme tel que Maury, malgré sa patience, son adresse, son prestige, il ne pourra rien gagner. Fesch, malgré ses défauts, possède autrement de fond, de foi, et un sens plus juste des choses divines et humaines ; la crise qui s'aggrave le montrera de plus en plus. Toutefois, s'il renonce à restaurer chez le premier un esprit ecclésiastique vraiment trop déficient, M. Emery gardera toujours avec lui toute sa liberté de parole et, puisque le cardinal ne comprend pas les nuances, au besoin il forcera la note. De là cette remarque d'un ancien élève : « Il le traitait comme un petit garçon. » <sup>32</sup> Peine perdue ; un homme trop sûr de lui n'a que faire de conseils, et la surdité devient irrémédiable lorsqu'on se refuse à entendre. « Monsieur, avait dit le Supérieur général à l'abbé Maury, pour qu'il le répète au nouvel archevêque de Paris, recommandez bien à votre frère de se conduire avec beaucoup de modération ; autrement, il va faire beaucoup de mal », « avis sage, écrit M. Garnier, dont cette Eminence ne profita pas » <sup>33</sup>.

## II

Le lendemain du jour où paraissait la nomination de Maury, Bigot de Préameneu adressait aux vicaires capitulaires l'ordre suivant : « Le ministre notifie l'intention de Sa Majesté pour que les membres du Chapitre

32. *Souvenirs de M. de Janson, évêque de Nancy*, D. E., IV, 160.

33. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 268.

s'assemblent de suite relativement aux pouvoirs qui sont dans leurs attributions. » <sup>34</sup>

On devine l'émoi des chanoines. Au cardinal Fesch, ils avaient, sans aucune hésitation, consenti, délégué la juridiction nécessaire ; mais, comme l'écrira plus tard d'Astros à Pie VII, la situation ne reste pas la même ; depuis un an, les événements se sont précipités ; la réunion des Etats pontificaux à l'Empire, la captivité du Pape à Savone donnent à réfléchir et les intentions du gouvernement apparaissent évidentes. « On ne pouvait douter, écrit d'Astros, qu'il ne voulût manifestement s'opposer à l'Eglise. » <sup>35</sup> « La récente insistance du pouvoir civil pour faire conférer aux évêques nommés les pouvoirs de vicaires capitulaires, avait éveillé les scrupules de plusieurs théologiens qui se demandaient si cet usage gallican était bien conforme au droit canon, surtout lorsqu'il devenait un moyen détourné de parer au refus de Bulles par le Pape. » <sup>36</sup> Maury enfin, et à juste titre, n'inspirait pas la même confiance que Fesch.

Le Chapitre de Notre-Dame se divise. D'Astros vote contre la délégation des pouvoirs et, avec lui, deux ou trois chanoines. La majorité cède à la pression de l'Empereur. On adopte le texte suivant : « Le Chapitre a arrêté qu'une députation composée de deux vicaires généraux, de quatre chanoines et du secrétaire se rendra le plus tôt possible chez Son Eminence pour lui porter l'hommage de félicitations et du profond respect du Chapitre et le supplier de vouloir bien prendre, dès

---

34. *Registre de délibérations du Chapitre de Paris*, 16 octobre 1810.

35. *D'Astros à Pie VII*, 23 novembre 1814, CAUSSETTE, *Vie du cardinal d'Astros*, LIX.

36. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon. IV. La religion*, 259.

ce moment, l'administration du diocèse, le tout conformément à ce qui fut délibéré le 1<sup>er</sup> février 1809 à l'égard de S. Em. le cardinal Fesch. »<sup>37</sup> Les chanoines se référaient donc tout simplement au précédent du 1<sup>er</sup> février 1809 ; mais, cette fois, l'unanimité n'existe plus ; les avis se partagent et, selon la fine remarque de M. de Lanza de Laborie, « une nuance imperceptible aux profanes »<sup>38</sup>, mais bien digne de la prudence capitulaire, trahit ces dispositions toutes différentes ; au lieu de porter leurs félicitations « en corps » à l'élu de Sa Majesté, comme il l'a fait jadis pour le cardinal Fesch, le vénérable Chapitre se borne à une délégation. Son porte-parole d'Astros souligne enfin dans son compliment que le siège de Paris se trouve bel et bien vacant<sup>39</sup>.

Quel rôle joua le Supérieur général en ces délicates circonstances ? Deux documents conservés par M. Faillon nous apportent à ce sujet des données absolument contradictoires. Le premier, qui émane du P. Le Blanc, met en cause, et gravement, sa responsabilité. Si l'on en croit ce Père Jésuite, d'Astros, prévoyant la nomination de Maury, l'aurait chargé de se rendre à Semur pour y consulter le cardinal di Pietro sur la conduite à tenir. Mais la réponse du cardinal, nettement opposé à la délégation des pouvoirs, ne parvient pas à temps. Vu l'urgence de la décision, d'Astros « court » chez M. Emery. M. Emery répondit « qu'en des temps aussi rudes, où on attaquait le dogme, on devait céder à Bonaparte pour cette administration, qui

37. *Registre de délibérations du Chapitre de Paris*, 16 octobre 1810.

38. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 260.

39. *Registre de délibérations du Chapitre de Paris*, 17 octobre 1810.

n'était *que de discipline*. M. d'Astros le dit aux chanoines et à bien d'autres, et le Chapitre, sans aucune difficulté, nomma Maury administrateur.

Dès qu'il fut dit à Paris que les Sulpiciens étaient de cet avis, tous les prêtres moralement y acquiescèrent, et il n'y eut à peu près personne qui pensât même à examiner l'affaire. D'ailleurs, on est toujours porté à adopter une décision, vraie ou fausse, qui délivre de bien des embarras qu'aurait donnés la résistance. » Or, en réalité, les Sulpiciens ne se trouvent pas d'accord avec leur Supérieur. « M. Montaigne me dit positivement qu'ils n'étaient pas du tout de l'avis de M. Emery, mais, qu'au milieu de tant de gros brouillages (*sic*), ils n'avaient pas voulu faire un espèce de schisme avec lui, qu'ils s'étaient tus et avaient laissé croire que les Sulpiciens approuvaient cette cession d'autorité. » Et le P. Le Blanc de conclure : « Je veux espérer que M. Emery a eu dans son avis des dispositions tant angéliques que vous voudrez, quoique je ne puisse pas voir sur quel motif il les a formées et appuyées. Mais le fait est qu'il a été la seule cause première et efficace de l'intrusion de Maury... On peut bien ajouter que cette intrusion a été en quelque sorte cause de celles qu'on a opérées dans d'autres diocèses, où l'on jurait, pour le faire, *in verba magistrorum* de Paris... On ne peut donc louer M. Emery de sa conduite dans cette affaire, où il s'est trompé si grossièrement. Je n'ai pas ouï dire qu'il ait fini par y voir clair. » <sup>40</sup>

Ce témoignage se trouve formellement démenti par le cardinal d'Astros lui-même auquel M. Faillon s'en référa. « Quant au fait particulier de la consultation de M. Emery relative au cardinal Maury, écrivait le

---

40. Le P. Le Blanc à M. Faillon, 27 juin 1842, D. E., IV, 284-287.

1<sup>er</sup> août 1842, au directeur de Saint-Sulpice, M. Vieusse, directeur au Séminaire de Toulouse, Mgr l'archevêque m'assure que jamais il n'a consulté M. Emery sur ce point, qu'il a constamment ignoré ce que pensaient les Sulpiciens sur cette question, que, du reste, il n'a jamais su quelle était l'opinion de M. Emery, qui, cependant, passait dans l'opinion publique pour ne pas être sévère sur cette matière. Il m'a ajouté que le cardinal di Pietro était alors à Paris, et qu'il avait répondu, non point comme le porte votre narration, qu'on ne pouvait élire sans péché très grave, mais que l'élection ou collation des pouvoirs serait nulle. » <sup>41</sup>

Que conclure de ces témoignages discordants ? Il faut d'abord observer, avec M. de Lanzac de Laborie que la lettre du P. Le Blanc trahit « une évidente animosité contre la mémoire de M. Emery » <sup>42</sup>. Nous connaissons, en revanche, le noble caractère du cardinal d'Astros, qui, sous la Restauration, dans son mémoire à Pie VII, prend si loyalement ses responsabilités pour la délégation des pouvoirs capitulaires à Fesch, avouant que, dans ce premier cas, il n'éprouvait aucune hésitation. Il faut, en second lieu, distinguer entre divergences de détail et divergence de fond. La divergence de fond porte sur le point essentiel : d'Astros a-t-il consulté M. Emery ? L'archevêque de Toulouse lui-même répond catégoriquement par la négative ; il est témoin direct. Le P. Le Blanc transmet un simple ouï-dire, appuyé par une inférence douteuse : « M. d'Astros me déclara, écrit-il : « Pour ne pas donner l'administration à Maury, j'aurais dû croire que le soleil n'éclairait

---

41. M. Vieusse à M. Faillon, 1<sup>er</sup> août 1842, D. E., IV, 325.

42. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, *La religion*, 391. On pourrait ajouter qu'elle trahit également une animosité plus grande encore contre « Buonaparte ».

que pour moi dans Paris. » Le P. Le Blanc en conclut : « Que les prêtres de Paris regardaient comme certain qu'on le pouvait et qu'on le devait, et cela d'après la décision des Sulpiciens. »<sup>43</sup> Or, le propos de d'Astros, qui se tient dans la généralité, ne met pas les Sulpiciens en cause, leur Supérieur encore moins.

Les divergences de détail portent sur la décision du cardinal di Pietro. « Le cardinal était alors à Paris », répond d'Astros. « Je me rendis à Semur pour demander à Son Eminence ce que le Chapitre devait faire », relate le P. Le Blanc, qui, par ailleurs, parle de « péché très grave ». Sur les termes authentiques de cette décision, il semble impossible de les départager l'un et l'autre. Sur le lieu, au contraire, une évidence s'impose. « En octobre 1810, il y avait quatre mois que di Pietro, comme tous les autres cardinaux noirs, avait été exilé de Paris et relégué dans une petite sous-préfecture », observe M. de Lanza de Laborie, pour ajouter aussitôt : « Ce qui est probable, c'est que, le refus de Fesch étant depuis longtemps prévu, d'Astros avait posé de vive voix, avant le 10 juin 1810, le cas de conscience qui le préoccupait, abstraction faite de la personnalité de Maury. Cette défaillance de mémoire, sur un point accessoire, ne me paraît pas de nature à infirmer le démenti très net donné par d'Astros aux allégations du P. Le Blanc. Il convient de remarquer qu'en 1842, le prélat septuagénaire était en possession de toutes ses facultés, que, postérieurement, il prit une part très active à la campagne en faveur de la liberté de l'enseignement, et soutint une polémique contre Dom Guéranger pour défendre la liturgie gallicane »<sup>44</sup>.

43. *Le P. Le Blanc à M. Faillon*, 27 juin 1842, D. E., IV, 285.

44. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, IV, *La religion*, 392.

D'autre part, si le cardinal commet une erreur sur le lieu où di Pietro donna sa consultation, on en relève chez le P. Le Blanc d'autres, infiniment plus graves. Soucieux de bien établir la responsabilité de M. Emery, il affirme que son avis entraîna le vote unanime des chanoines : « Le Chapitre, sans aucune difficulté, nomma Maury administrateur. »<sup>45</sup> Or, nous savons qu'il y eut, parmi les chanoines, une minorité opposante, et d'Astros qui, soi-disant, aurait rapporté à ses collègues la décision du Supérieur général et, pour son compte, adopté sa manière de voir, figure justement parmi les résistants.

Enfin, la dernière phrase du P. Le Blanc : « Je n'ai pas ouï dire qu'il ait fini par y voir clair »<sup>46</sup>, se trouve contredite par la correspondance et l'attitude de M. Emery. M. de Bausset, en bon gallican, ne met en doute ni la validité ni même la licéité des délégations capitulaires. « Je ne suis pas fâché, écrit-il à son ami, le 9 août 1810, qu'on ait enjoint aux évêques nommés d'aller gouverner leurs diocèses comme grands vicaires des Chapitres. C'est suivre la même marche qui avait été mise en usage sous Louis XIV pour les contestations de la Régale. Cela donne le temps de respirer. »<sup>47</sup> Le Supérieur général ne partage pas cet avis; il entreprend de vastes recherches sur les précédents historiques invoqués par l'évêque d'Alais, consulte la *Gallia Christiana*, sans trouver d'arguments décisifs en faveur de la thèse soutenue par M. de Bausset, car « la *Gallia Christiana* ne dit pas tout. Il faudrait consulter les registres des Chapitres; mais ils ont été apparemment détruits »<sup>48</sup>.

45. *Le P. Le Blanc à M. Faillon*, 27 juin 1842, D. E., IV, 285.

46. *Id.*, 287.

47. *Bausset à Emery*, 9 août 1810, D. E., VII, 690.

48. *A Bausset*, janvier 1811, D. E., VII, 716.



Enfin, il aboutit aux conclusions suivantes : « Je crois que quelques-uns des évêques nommés gouvernèrent comme vicaires généraux des Chapitres, cinq ou six, et j'en ai la preuve ; mais je suis très porté à croire que la plupart demeurèrent chez eux, qu'il n'y eut aucune mesure générale prise et commandée par le gouvernement. »<sup>49</sup> Reste la question de droit, que ne tranche pas la question de fait. Le Supérieur distingue alors « entre un simple prêtre nommé à un évêché et qui le gouverne par délégation du Chapitre, et un évêque nommé à un autre diocèse et qui abandonne le diocèse dont il continue d'être évêque pour aller gouverner un autre diocèse qui ne lui appartient point et qu'il gouverne comme vicaire général du Chapitre ou d'un autre évêque. Il m'apparaît clair qu'il n'y a pas lieu de blâmer les premiers, mais je conçois comment bien des personnes pourraient se permettre de blâmer les seconds<sup>50</sup>. « Or, Maury rentre dans cette dernière catégorie. Une lettre, exposée aux indiscretions du cabinet noir, ne pouvait se prononcer plus nettement.

En pratique, le Supérieur général ne manque jamais l'occasion de faire sentir au cardinal que le diocèse de Paris « ne lui appartient point ». Le 21 novembre 1810, il s'arrange pour que l'Eminence ne vienne pas au Séminaire présider la rénovation des promesses cléricales, fonction qui, de droit, revient à l'archevêque. « Il aurait fallu parler » et le prélat n'a pas le temps de se préparer, car il s'occupe du « mandement qu'il va publier à l'occasion de la grossesse de l'Impératrice. Ce mandement, ajoute M. Emery, est entre les mains de l'Empereur. J'en ai entendu la lecture ; il n'est point indigne de l'abbé Maury ; il est fait pour plaire

49. *A. Bausset*, 22 janvier 1811, D. E., VII, 722.

50. *Id.*, *Ibid.*

à l'Empereur et à l'Impératrice. Plaira-t-il au public ? Vous savez que c'est un juge si difficile, si bizarre »<sup>51</sup>. Le Supérieur, en la circonstance, avait trouvé un prétexte élégant pour écarter une présence indésirable.

Bientôt, sans ambages, il dira, en toute liberté, sa façon de penser. Un jour que le cardinal, rapporte M. Garnier, voulait lutter contre le cardinal Fesch pour faire le baptême du petit roi de Rome, il lui déclara : « Si vous étiez vraiment archevêque de Paris, je n'aurais rien à objecter ; mais vous ne tenez votre nomination que de l'Empereur qui pourrait la révoquer quand il lui plaira. Vous croyez l'emporter sur le cardinal Fesch, oncle de cet enfant, sur l'Empereur lui-même qui ne veut pas que ce soit vous. » Avertissement inutile, car « le cardinal néanmoins composa un mémoire qu'il présenta à Buonaparte qui lui dit nettement qu'il voulait que ce fût le cardinal Fesch ; ayant représenté à l'Empereur qu'alors il ne pourrait assister au baptême : « Eh bien ! n'y assistez pas, lui dit Buonaparte ; nous pouvons bien nous passer de vous. »<sup>52</sup>

Les vicaires généraux n'agissent pas autrement, témoin ce que portent en date du 5 novembre 1810 les registres de délibérations du Chapitre : « Il a été observé que S. Em. le cardinal Maury, évêque de Montefiascone et Corneto, nommé à l'archevêché de Paris, administrateur capitulaire du diocèse, le siège vacant, s'était rendu à la métropole le premier jour de ce mois, jour de la Toussaint, à 9 heures du matin, avait célébré une Messe basse au grand autel, sans aucun des insignes qui sont attribués aux archevêques de Paris. Il a été

---

51. A Bausset, 20 novembre 1810, D. E., VII, 708.

52. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 269.

arrêté qu'il serait fait registre de ladite observation dans le procès-verbal de ce jour <sup>53</sup>. » Dans la cathédrale, un jour que Maury faisait porter devant lui la croix archi-épiscopale, réservée aux archevêques titulaires, d'Astros ordonne publiquement de la remettre à la sacristie. « Votre Eminence se trompe, observe-t-il en la même circonstance au cardinal qui le présentait avec ses collègues, en les appelant : « Mes grands vicaires. » « Ce sont les grands vicaires du Chapitre et non les siens. » <sup>54</sup> Le 22 décembre 1810, lors de l'ordination, nouvelle remontrance. Comme le consécrateur demandait aux jeunes prêtres de Paris la promesse rituelle d'obéissance à leur archevêque, en employant la formule *mihi et successoribus meis*, au lieu de *pontifici ordinario tuo*, d'Astros, une fois de plus, le reprend vertement : « Monseigneur, permettez-moi de vous faire observer, pour l'instruction de ces messieurs, que vous n'avez pas le droit de demander cette promesse en ces termes. » <sup>55</sup> Avec des formes moins tranchantes sans doute, car il n'aime guère appuyer, le Supérieur général observait la même attitude ; Maury ne pouvait ignorer ce qu'il pense et se le tint pour dit.

On s'en aperçut dès novembre 1810. Il n'échappe pas, en effet, à Napoléon que les documents ecclésiastiques et la presse ne donnent jamais au cardinal que son titre canonique d'administrateur, et le souverain furieux mande à Savary : « Le cardinal est archevêque de Paris et il doit toujours être désigné comme tel. Je n'entends pas qu'on l'appelle autrement et je suppose que le car-

---

53. *Registres de délibérations du Chapitre de Paris*, 5 novembre 1810.

54. D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise romaine et le Premier Empire*, II, 457-458.

55. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 287.

dinal lui-même ne reçoit ni ne prend d'autre titre. Les journaux doivent être les premiers à reconnaître ce que le gouvernement reconnaît. » <sup>56</sup> « Crise dangereuse, écrit à M. de Bausset M. Emery. Le grand personnage crut échouer sur cet intitulé. Il demanda une audience à l'Empereur et le fit changer d'avis. Ce changement honore également l'Empereur et le cardinal. Si l'Empereur avait persisté, ou le cardinal aurait acquiescé, ou il n'aurait pas acquiescé. Voyez les conséquences de l'un et de l'autre. » <sup>57</sup> Le grand personnage, grâce à Dieu, « s'est bien défendu ». On connaît sa réponse : « Sire, sous le titre d'administrateur capitulaire, j'ai tout pouvoir ; si je prends celui d'archevêque, je n'en ai plus aucun. » <sup>58</sup> En l'occurrence, il fit preuve d'énergie.

Toujours juste et sans passion, le Supérieur général rend hommage à sa ferme attitude, pour conclure philosophiquement : « Voilà à quoi on est exposé dans les grandes places. Qui croirait que la devise du sage Descartes était : *Bene qui latuit, bene vixit.* » <sup>59</sup> Maury, en tout cas, ne s'en doute nullement qui écrivait à son neveu atteint de nostalgie : « Pour te contenter, il aurait fallu te renfermer dans un berceau, à Valréas, avec toute ta nichée et te laisser passer ta vie dans cette charmante baraque. Heureusement pour toi et pour moi, je n'ai pas été atteint de la même maladie. » <sup>60</sup> La sienne valait-elle mieux ?

56. 14 novembre 1810, *Lettres inédites de Napoléon*, Edition Lecestre, 720.

57. A Bausset, novembre 1810, D. E., VII, 701, 20 novembre 1810, D. E., VII, 708.

58. *Mémoire de d'Astros à Pie VII*, CAUSSETTE, *Vie du cardinal d'Astros*, XLIII.

59. A Bausset, 20 novembre 1810, D. E., VII, 708. Le texte cité, inexactement d'ailleurs, n'est pas de Descartes, mais d'Ovide. *Crede mihi, bene qui latuit, bene vixit.* *Tristes*, III, IV, 25.

60. Maury à son neveu, 6 septembre 1806, Mgr RICARD, *Correspondance et Mémoires du cardinal Maury*, II, 343.

## III

Une situation aussi délicate, aussi fausse, eût exigé du nouvel archevêque infiniment de prudence, de tact et le prestige d'une vie profondément sacerdotale. Celui-ci, au début, paraît le comprendre ; dans une réception chez Cambacérès, il annonce si bruyamment des résolutions si édifiantes que les rapports de police eux-mêmes signalent son éclatante conversion ; il déclare en effet « que c'était la dernière fois qu'il dînait en ville ; qu'il allait loger à l'archevêché ; qu'il se lèverait tous les jours à 4 heures, ferait la prière à ses domestiques, à 8 heures recevrait son clergé, qu'il irait officier et prêcher successivement dans les diverses paroisses et ferait des missions » <sup>61</sup>. M. Emery, d'autre part, constate avec satisfaction que, « dans les premiers Conseils qu'il tint, le cardinal se conduit avec modération, écoutant les avis de chacun des membres » <sup>62</sup>. Les observations du Supérieur général auraient-elles porté ? On peut un instant le croire.

Mais le vieil Horace avait raison : *Naturam expellas furca, tamen usque recurret* et avec lui Destouches : Chassez le naturel, il revient au galop. Le grand personnage reprend bientôt ses habitudes gastronomiques ; on ne le voit guère dans les églises ; dans la chaire de Notre-Dame, il ne montera qu'une fois pour un sermon de Passion ; le sermon, il est vrai, durera deux heures, mais l'auditoire déçu ne reconnaît plus l'éloquence de l'abbé Maury dans cette lecture interminable et monotone et l'on évoque en sortant le souvenir de l'arche-

---

61. *Bulletin de police*, 10 octobre 1810, Arch. Nat., AF IV, 1510.

62. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 268.

vêque de Grenade. Avec les vicaires généraux, son attitude change : « Dans les Conseils, rapporte M. Garnier, il ne soutint pas longtemps son premier personnage ; il devient tranchant, cassant, voulant que tous se rangeassent à son opinion, ce qui effrayait M. Emery. » <sup>63</sup> Dès le 10 novembre, ce dernier qui perd toutes ses illusions écrit à M. de Bausset : « Après avoir examiné d'où vient le grand discrédit, je vois effectivement de ce qu'il parle à tort et à travers ; il annonce une multitude de belles résolutions qu'il n'exécute pas et qu'il est peu fidèle dans les faits qu'il rapporte. » <sup>64</sup> Les relations se tendent ; l'opposition grandit. Bientôt, l'orage va éclater.

Le 30 ou 31 décembre, la police intercepte un courrier de Savone qui apportait à d'Astros un Bref pontifical déclarant nuls les pouvoirs transmis à Maury par le Chapitre de Notre-Dame. Avisé immédiatement par Bigot de Préameneu, Napoléon ordonne de tenir cette découverte absolument secrète et médite une de ces scènes violentes qui constituent un procédé habituel de sa diplomatie et de son gouvernement. Le 1<sup>er</sup> janvier, au cours de la réception officielle aux Tuileries, il passe en silence, rapidement, devant le Sénat, la cour, les maréchaux, fonce sur d'Astros : « Monsieur, s'écrie-t-il, vous êtes l'homme le plus suspect de tout mon Empire. Il faut être Français avant tout. Il faut soutenir les libertés de l'Eglise gallicane. Il y a autant de distance de la religion de Bossuet à celle de Grégoire VII que du ciel à l'enfer. Du reste, j'ai l'épée au côté. Prenez garde à vous ! » <sup>65</sup>

63. *Id.*, *Ibid.*

64. A Bausset, 10 novembre 1810, D. E., VII, 705.

65. *Mémoires de d'Astros à Pie VII*, CAUSSETTE, *Vie du cardinal d'Astros*, XXVII.

L'Empereur continue à parcourir « les différentes files des gens qui venaient, en cette occasion, lui rendre leurs hommages » <sup>66</sup>, l'air courroucé, sans adresser la parole à personne. Devant le Supérieur général, qui figure, en grand costume, dans le Conseil de l'Université, soudain il s'arrête ; sa physionomie se détend ; l'irritation fait place au plus aimable sourire. « Vous êtes Monsieur Emery ? — Oui, Sire. — Vous avez 80 ans ? — J'y touche de très près ; j'en ai 79. — Eh bien ! je vous souhaite dix ans de plus. » <sup>67</sup> Et la réception se poursuit, sans que Napoléon adresse le moindre mot aux autres assistants.

Ce contraste répondait à un calcul ; M. Garnier le note finement. « Cette différence de traitement, écrit-il, était conforme à la politique de Buonaparte. Il voulait faire entendre par là que M. Emery avait plus de modération que M. d'Astros et justifier ainsi la conduite rigoureuse qu'il tenait envers lui. » <sup>68</sup> Il voulait aussi ménager l'opinion ecclésiastique, en manifestant avec évidence qu'il n'éprouvait aucune hostilité contre l'Eglise, qu'il savait honorer de ses faveurs les authentiques représentants du clergé.

On devine l'impression des témoins ; atterrés par la terrible semonce qui foudroie le pauvre d'Astros, ils ne se trouvent pas moins surpris de cette amabilité soudaine et unique. Le Supérieur général se voit accablé de félicitations. Lui-même avoue son étonnement. « Croiriez-vous que dans cette même audience, le meilleur de vos serviteurs a été gracieusé, écrit-il à M. de Bausset en lui rapportant l'essentiel de ce grave évé-

---

66. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 194.

67. *Id.*, *ibid.*

68. *Id.*, *ibid.*

nement ? » <sup>69</sup> Comment concilier cet honneur inattendu avec les mesures prises contre sa personne et contre la Compagnie ? Le gouvernement ne l'a-t-il pas récemment expulsé du Séminaire ? N'a-t-il pas ordonné la dissolution de Saint-Sulpice ? Cet illogisme trahit de secrets desseins. On comprend donc que M. Emery ne prenne pas les vœux de Sa Majesté pour argent comptant et ne désire point leur réalisation. De là cette réflexion à la fois spirituelle, inquiète et mélancolique : « L'Empereur, dit-il plaisamment à M. Garnier, m'a fait une civilité qu'il n'a faite à personne. Il m'a souhaité non pas seulement une bonne année, mais dix bonnes années. Je crains beaucoup que ses souhaits ne soient pas heureux et ne me portent malheur. » <sup>70</sup>

Ils ne porteraient pas malheur au « petit prêtre » qui aspire à la mort, *Mori lucrum*, et, dans quelques mois, rendra son âme à Dieu. Ils ne lui porteraient pas davantage malheur en l'inféodant au césaro-papisme ; son esprit lucide, son caractère indépendant, courageux, resteront insensibles à la crainte comme à la flatterie. En montant la scène dramatique du 1<sup>er</sup> janvier, auprès du Supérieur général, Napoléon manque totalement son effet.

Les vénérables chanoines, au contraire, sortent épouvantés et ce qu'ils apprennent bientôt ne contribue pas, tant s'en faut, à les rassurer. Après l'audience des Tuileries, en effet, Maury, dans sa propre voiture, conduit en personne d'Astros quai Malaquais ; sous l'escorte du cardinal, celui-ci pénètre, en rochet et en camail, dans le cabinet du ministre Savary, qui ouvre

69. A Bausset, 4 janvier 1811, D. E., VII, 717.

70. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 195.



immédiatement l'enquête. L'Eminence vérifiait alors, avec une indolence incroyable, son fameux mot : « Un archevêque aussi est une bonne police. » Le soir même, le conseiller Réal perquisitionne l'appartement de d'Astros. Dans la coiffe d'un chapeau, on découvre le Bref pontifical adressé le 5 novembre à Maury, pour condamner son intrusion coupable. Pressé de questions, après un interrogatoire qui dure des heures, le vicaire général livre le nom de trois personnes auxquelles il communiqua le document, Portalis, l'abbé Guyard, M. de La Calprade, chanoine de Notre-Dame. D'Astros est alors conduit à Vincennes, de La Calprade jeté en prison ; Portalis, le 4 janvier, se verra chassé par Napoléon du Conseil d'Etat après une algarade aussi violente que celle des Tuileries.

La terreur règne, amplifiée par des rumeurs auxquelles M. Emery fait écho : « Il y a plusieurs arrestations, écrit-il le 6 janvier à M. de Bausset. On parle de Barral. Ce qui vous touchera le plus et ce qui vous sera fort sensible, c'est que son cousin (Portalis, cousin de d'Astros) a perdu toutes ses places et qu'il a été exilé à quarante lieues de Paris. » Et le 12 du même mois : « On dit que le cardinal di Pietro est arrêté. Un prélat, Gregorio, et le P. Fontana sont arrêtés. Mme de Soyecourt, la Carmélite, est à la Préfecture de police. Je crois pourtant qu'elle sera relâchée. »<sup>71</sup>

Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait craindre que les vénérables chanoines de Notre-Dame résistassent à ses impérieuses volontés. Le 2 janvier, ceux-ci reçoivent du ministre des Cultes un *veniat* urgent. « J'ai besoin de conférer avec deux ou trois de vos membres », leur écrit Bigot de Préameneu. La

---

71. A Bausset, 6 janvier 1811, D. E., VII, 718.

députation composée de Roman, Myre-Mory et du secrétaire Coriolis transmet le soir même les ordres formels de Napoléon ; le Chapitre révoquera les pouvoirs de vicaire général délégués à d'Astros ; il rédigera une adresse à Sa Majesté pour lui exprimer ses sentiments et ses principes <sup>72</sup>.

Sur le premier point, les chanoines cèdent immédiatement. « Ni leur éducation théologique ni leur passé ne les préparaient à résister au maître dont ils portaient le dais lors de ses visites à la cathédrale ; cassés par l'âge et la tempête, fermés aux vastes ambitions et défiants des lourdes responsabilités, le canonikat ne leur était guère apparu que comme l'honorable abri de leur vieillesse. » <sup>73</sup> Trois mots introduits dans le procès verbal trahissent à la fois leurs répugnances et leur faiblesse : « Le Chapitre, ouï le rapport des députés, *après mûre délibération*, arrête la révocation des pouvoirs de M. d'Astros. » <sup>74</sup> De toute évidence, il ne souhaitait nullement se transporter « en corps » à Vincennes pour y joindre son ancien mandataire et M. de La Calprade dans les cachots du château.

Restait à libeller l'adresse. Cette fois, Maury qui, jusqu'alors se tenait dans la coulisse, entre personnellement en scène. Le cardinal a pris soin de rédiger lui-même le projet. Au lieu de vagues assurances de docilité auxquelles, d'avance, ils se résignent humblement, les vénérables chanoines se trouvent en présence d'une véritable profession de foi gallicane concernant les

---

72. *Registre de délibérations du Chapitre de Paris*, 3 janvier 1811.

73. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 279.

74. *Registre de délibérations du Chapitre de Paris*, 4 janvier 1811.

quatre articles de 1682 et l'administration capitulaire des évêques nommés, profession de foi étayée sur la prétendue Pragmatique Sanction de saint Louis, dont l'inauthenticité n'était pas évidente alors, et sur l'autorité de Bossuet, « suffragant de cette métropole », profession de foi enfin que tous se déclarent prêts à soutenir « jusqu'à la mort » <sup>75</sup>.

Or, subitement, le Chapitre retrouve une énergie passagère, car M. Emery, convoqué à la réunion avec les autres vicaires généraux, formule une vigoureuse protestation. « Je sais, rapporte M. Garnier, qu'il s'opposa fortement à deux assertions extrêmement fausses que contenait cette adresse : 1° que c'était l'usage de toutes les Eglises de France de conférer les pouvoirs capitulaires aux évêques nommés ; 2° que c'était par le conseil de Bossuet que tous les évêques nommés par Louis XIV, dans le temps de ses démêlés avec Innocent XI, avaient pris l'administration des Eglises auxquelles ils avaient été nommés. M. Emery s'éleva surtout avec beaucoup de chaleur contre ce dernier point, et dit qu'il n'y avait aucun vestige dans toute l'histoire de ces temps-là que Bossuet eût été l'auteur d'un pareil conseil. » <sup>76</sup>

Maury a beau répondre que l'Empereur, auquel il communiqua son projet, en attend le vote intégral ; les chanoines exigent des amendements sur la nature desquels leurs actes officiels, selon l'époque, s'exprimeront assez différemment : « Quelques amendements », porte en date du 5 janvier 1810, leur prudent Registre

---

75. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 280-281.

76. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 196.

de délibérations<sup>77</sup> ; *Nonnullas gravissimi momenti emendationes*, des amendements d'une très grave importance », assure, en 1814, leur lettre triomphante à Pie VII libéré<sup>78</sup>.

Ces « quelques amendements », que Maury accepte, provisoirement du moins, ne satisfont pas le Supérieur général qui refuse de signer l'adresse et « sort brusquement de la salle, sans que le cardinal puisse le retenir »<sup>79</sup>. Plus docile, le Chapitre vote enfin le texte ainsi rectifié.

Il ne jouira pas longtemps de cette demi-victoire, car l'Eminence « par une perfidie insigne », au dernier moment, substitue à la rédaction convenue sa rédaction primitive, et M. Jalabert, qui en fait lecture solennelle devant l'Empereur et la cour, se trouve indigné et surpris, de n'y pas reconnaître la version adoptée par ses collègues. Personne n'osa protester. Pour comble de malheur, les chanoines se voient contraints, le 6, de signer « l'original remis entre les mains de Sa Majesté »<sup>80</sup> et, pour consacrer leur défaite, Maury en personne appose sa griffe sur le Registre officiel de leurs délibérations. Enfin, le gouvernement prie tous les Chapitres de donner à ce faux leur adhésion motivée, et ces adhésions « spontanées » encombrèrent, pendant des semaines, les colonnes du *Moniteur*<sup>81</sup> !

---

77. *Registre de délibérations du Chapitre de Paris*, 4 janvier 1811.

78. *Lettre du Chapitre de Paris à Pie VII*, 26 avril 1814, cité par L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 28, note 1.

79. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 196.

80. *Registre de délibérations du Chapitre Notre-Dame de Paris*, 6 janvier 1811.

81. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 283.

Bientôt, la vérité perce ; on devine le *tolle* qui en résulte. « Le public se déchaîne contre notre cardinal en cette circonstance, écrit le Supérieur général à M. de Bausset. Je crois que le public a tort, ajoute-t-il ; mais ce tort était facile à prévoir. »<sup>82</sup> Ce « je crois » témoigne, a-t-on dit, de son exceptionnelle charité<sup>83</sup>. « Il répond surtout à une préoccupation, trop habituelle chez M. Emery, pour qu'il apparaisse impossible de se méprendre sur ses véritables sentiments. Qu'il blâme l'incroyable attitude de l'Eminence, on ne saurait en douter. Mais il ne veut pas que l'opposition politique exploite à des fins partisans une résistance qui doit rester d'ordre purement religieux. Or, les royalistes, une fois de plus, exploitent l'incident contre le régime de l'usurpateur. De là cette lettre à l'évêque d'Alais : « Les bavards et bavardes du faubourg Saint-Germain, et vous savez que le nombre n'en est pas petit, prétendent que l'adresse du Chapitre de Florence est seulement signée de trois chanoines, et ils ajoutent que ce sont les plus mauvais sujets du Chapitre. Mais, n'est-il pas plus simple de dire que, si on ne voit que trois signatures, c'est que les signataires ont signé pour tout le Chapitre. Est-il rien de plus commun que cette forme ? »<sup>84</sup>

Au milieu des passions qui se donnent libre cours et risquent de compromettre la défense des principes, en y mêlant des intrigues monarchistes, le Supérieur général, comme toujours, ne pense qu'à l'Eglise et se maintient dans une impartiale sérénité. Seul, en cette circonstance, il a eu le courage de faire front. Loin de

---

82. A Bausset, 6 janvier 1811, D. E., VII, 718.

83. L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon, IV, La religion*, 284.

84. A Bausset, 31 janvier 1811, D. E., VII, 728.

s'en prévaloir, pour condamner indistinctement ceux qui se laissèrent impressionner ou abuser, il s'applique, au contraire, à la justice, voire à l'indulgence, et réserve aux courageux et dévots censeurs des nobles salons parisiens l'exclusive sévérité de ses blâmes. Aussi bien, n'est-ce pas dans l'ombre qu'il entend défendre, et défendre uniquement, l'indépendance du Siège apostolique et de Pie VII prisonnier. L'heure approche pour lui du témoignage suprême ; dans l'universel silence, la voix du « petit prêtre » s'élèvera une dernière fois pour rencontrer dans toutes les âmes, étonnées par sa prudente audace, le plus retentissant des échos.



## CHAPITRE XVII

### LA COMMISSION ECCLESIASTIQUE DE 1811

I. La composition du second Comité ecclésiastique. M. Emery se résigne à en faire partie. Les deux questions posées par l'Empereur à la Commission. — II. La communication préliminaire de Bigot de Préameneu. Heureuse intervention de M. Emery consterné auprès de Fesch. La Commission et les dispenses. La Commission et le problème de l'institution canonique des évêques nommés par l'Empereur. La double proposition d'un Concile national et d'une délégation à Savone. L'opposition de M. Emery. — III. La séance du 17 mars 1811 aux Tuileries. La controverse entre Napoléon et M. Emery. M. Emery défend l'autorité spirituelle et le pouvoir temporel du Pape. Son éloge par l'Empereur. L'admiration de Talleyrand. L'hommage du cardinal Pacca.

#### I

Le problème posé par le refus de Bulles pontificales aux évêques nommés par l'Empereur ne se limitait pas à l'Eglise de Paris ; mais l'illustration du premier siège de France, les scènes dramatiques qui se déroulent aux Tuileries, l'invitation envoyée à tous les Chapitres d'adhérer officiellement à l'adresse du Chapitre de Notre-Dame lui donnent une acuité nouvelle. Les



mesures policières prises contre d'Astros, de La Calprade, le P. Fontana, le prélat Gregorio, s'aggravent d'autres, particulièrement odieuses, contre le Pape lui-même. Le maître se voit traité aussi rigoureusement que ses fidèles serviteurs ; Napoléon ordonne à Chabrol de lui ôter « tout moyen de correspondre », de lui interdire toute visite, « de ne lui laisser ni papier, ni plume, ni encre, ni aucun moyen d'écrire. Si le Pape se portait à des extravagances, ajoutait-il, vous le feriez enfermer dans la citadelle de Savone »<sup>1</sup>. En soi locale, l'affaire d'Astros prend ainsi une portée générale ; la lutte engagée depuis 1806 entre le Sacerdoce et l'Empire atteint son point culminant.

L'humble soumission des chanoines de Paris, terrorisés par l'arrestation de leurs deux collègues et odieusement joués par le cardinal Maury, illusionne le souverain ; les manifestations des Chapitres provinciaux et étrangers, qui adoptent leurs déclarations falsifiées, accroissent encore son assurance ; les diocèses d'outre-monts ne se montrent pas les moins démonstratifs, et leur attachement aux doctrines gallicanes, « bien surprenant chez ces Italiens »<sup>2</sup>, trahit une particulière ferveur ; leur éclatante conversion aux principes de 1682 permet d'augurer en France une soumission plus grande encore. De là, chez l'Empereur, la volonté formelle de pousser à fond ses avantages afin de régler victorieusement les questions pendantes selon les règles de la stratégie militaire qu'il applique volontiers à la diplomatie. Nul doute que, soutenu par les évêques et le clergé, il ne triomphe enfin de Pie VII réduit à l'impuissance ;

1. *Napoléon au prince Borghèse*, 2 janvier 1811, LESCESTRE, *Lettres inédites de Napoléon*, 11, 100, n<sup>os</sup> 741-742.

2. L. MADELIN, *Histoire du Concordat et de l'Empire*. X. *L'Empire de Napoléon*, 82.

devant cet assaut concentré, « le vieillard imbécile » capitulerait fatalement.

Les circonstances paraissent donc favorables pour réunir le Concile national. En 1809, le nouveau Charlemagne avait hésité devant cette grave mesure par crainte d'oppositions trop éclatantes. Jusqu'alors sa politique veillait à maintenir les prélats dans un isolement complet, afin de les rendre plus maniables. Groupés, en effet, ceux-ci se trouveraient plus forts, dans une action commune. Mais, depuis 1802, après huit ans de régime concordataire, qui les avait si bien domestiqués, vu les démonstrations de loyalisme fervent que prodiguent leurs lettres pastorales, vu la puissance accrue de l'Empereur, le péril devenait moindre. D'autre part, il fallait que le gouvernement s'appuyât sur le corps entier des premiers pasteurs, afin de se couvrir auprès des fidèles qui s'inquiètent, afin d'impressionner surtout par cette vigoureuse poussée d'épiscopalisme le Souverain Pontife isolé, prisonnier.

Cependant, une certaine méfiance persiste chez Napoléon. La partie s'avère décisive ; sous peine de la perdre, il doit obtenir une complète unanimité. Aussi, en bon tacticien, se décide-t-il à des travaux d'approche. Bigot de Préameneu sondera d'abord individuellement quelques archevêques, ceux de Paris, Lyon, Tours, Malines, Toulouse, Turin, Bordeaux, et quelques évêques choisis parmi « les plus forts »<sup>3</sup>. Puis, trois semaines plus tard, Napoléon convoque un second Comité ecclésiastique « pour examiner plusieurs questions qui lui seraient pro-

---

3. Napoléon à Bigot de Préameneu, 5 janvier 1811, *Correspondance de Napoléon*, 17 268.

posées par le ministre des Cultes de la part de l'Empereur » <sup>4</sup>.

Dans ce second Comité, on retrouve l'essentiel du premier, Fesch, Maury, de Barral, Bourlier, Duvoisin, Mannay. Le P. Fontana, emprisonné, cède sa place au cardinal Caselli, « ce membre du Sacré Collège à l'égard duquel le Pape avait témoigné tant de méfiance, lorsqu'il avait été envoyé en mission à Savone » <sup>5</sup>. A l'évêque de Verceil, qui vient de mourir, succède M. de Pradt, archevêque de Malines, personnage ambitieux, servile, qui, pour désarmer les préventions de Napoléon, « s'était jeté à corps perdu dans la querelle soulevée à propos de l'institution canonique, embrassant avec son audace accoutumée d'allure et de langage la cause de Napoléon » <sup>6</sup>. Enfin, à tous ces membres de l'Eglise enseignante, on adjoint, comme en 1809, M. Eméry, « que sa haute conscience pouvait rendre inquiétant, mais que l'Empereur, malgré son indépendance, espérait encore gagner » <sup>7</sup>.

Ce redoutable honneur « consterne » <sup>8</sup> littéralement le « petit prêtre ». « Rien de plus contraire à ma tranquillité et à mon caractère, écrit-il à M. de Bausset. Je ferai ce que je pourrai pour qu'on m'oublie. » <sup>9</sup> Aussi essaye-t-il de se dégager. Le 3 février, une longue lettre à Bigot de Préameneu exprime son étonnement et sa perplexité « et présente ses objections ».

4. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 181.

5. D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise Romaine et le Premier Empire*, IV, 71.

6. *Id.*, 72.

7. L. MADELIN, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. X. *L'Empire de Napoléon*, 83.

8. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 197.

9. A Bausset, 5 février 1811, D. E., V, 5 774.

Si Son Excellence, écrit-il, avait le temps d'écouter mes raisons, je crois qu'elle ne les désapprouverait pas. Mais, dans le moment présent, je ne lui en exposerai qu'une, c'est que je crois qu'un simple prêtre, tel que je le suis, est déplacé dans une assemblée d'évêques... et qu'il est contre tous les usages de l'y appeler. Je viens de vérifier dans tous les procès-verbaux du clergé que, dans toutes les assemblées du clergé extraordinaires où l'on convoquait les évêques qui étaient dans la capitale, pour délibérer sur des matières de religion, on n'appelait que des évêques, et on ne leur associait aucun théologien. Quelle figure un prêtre seul ferait-il dans ces assemblées ?

Le Supérieur général, toutefois, n'entretient aucune illusion sur l'efficacité de cet argument, qu'en 1809 déjà il avait inutilement invoqué, d'autant que l'Empereur, il le soupçonne, l'a personnellement désigné. Mais, s'il lui paraît inévitable de répondre à la convocation du ministre, il prend du moins la précaution de restreindre son rôle à celui d'un simple technicien.

Si Votre Excellence juge dans sa sagesse que je ne peux me dispenser d'assister à l'assemblée, elle trouvera bon que, par respect pour les évêques, je m'abstienne de toute voix délibérative et que je n'aie que la voix consultative, c'est-à-dire que je fournisse, sur les matières qui seront mises en délibération, les lumières et les documents que mes études et mon expérience peuvent me mettre dans le cas de donner, quand je serai requis de le faire<sup>10</sup>.

## II

La réunion du Comité ecclésiastique se heurte d'abord aux susceptibilités protocolaires du cardinal Fesch.

J'allai, hier, voir M. le cardinal Fesch, à qui j'avais déjà exposé toutes mes raisons de désirer qu'on ne pensât point à moi, écrit le Supérieur général à M. de Bausset. Il m'a parlé sur ce point fort sagement. Il m'a dit qu'il n'irait point

---

10. A Bigot de Préameneu, 2 février 1811, D. E., I, 296-297.

à cette assemblée : 1° parce qu'il était incommodé ; 2° parce que son rang de cardinal et de primat de France exigeait qu'il présidât. Je ne sais pas si M. le cardinal Maury, comme archevêque nommé de Paris, n'a pas quelques prétentions là-dessus <sup>11</sup>.

M. Emery ne se désole nullement de cet incident qui retarde l'ouverture des travaux.

Le 7 février, un malentendu, dont il s'excuse et, au fond, se réjouit, l'empêche de participer à la première session.

Je me suis présenté à l'hôtel de Votre Excellence, explique-t-il à Bigot de Préameneu, d'après la lettre qu'elle m'avait fait l'honneur de m'écrire. Votre suisse est venu à moi et m'a dit qu'il n'y avait point d'assemblée aujourd'hui et qu'elle était renvoyée à un autre jour. Je me suis retiré et, à ma rentrée dans le Séminaire, vers 3 h. 15, on m'a dit m'avoir (*sic*) envoyé avertir de me rendre au ministère, mais il n'était plus temps. J'ai cru devoir prévenir Votre Excellence de la méprise du suisse, afin qu'elle ne croie pas que j'ai négligé l'avertissement qu'elle m'avait donné. Il semble que la Providence ne veuille pas que j'assiste à une assemblée d'évêques, où bien des raisons me font croire que je suis effectivement déplacé <sup>12</sup>.

Il ne s'agissait que de simples délais. Le Supérieur général doit enfin se résigner à comparaître chez Bigot de Préameneu, avec les cardinaux et les prélats, « pour entendre la communication que le ministre avait à faire de la part de l'Empereur » <sup>13</sup>.

Cette communication indiquait sans ambages au Comité ecclésiastique ce que Napoléon attendait de ses conseillers : « C'est comme attachés à sa personne et aux intérêts de ses peuples, dont ils sont les principaux pasteurs, que Sa Majesté les a réunis dans sa capitale, afin que, dans les circonstances actuelles, ils lui tracent la marche la plus conforme aux Conciles et aux usages de l'Eglise. »

---

11. A Bausset, 4 février 1811, D. E., VII, 734.

12. A Bigot de Préameneu, 7 février 1811, D. E., I, 302.

13. A Bausset, 4 février 1811, D. E., VI, 734.

Après avoir déterminé le rôle dévolu aux membres de la Commission, le ministre, avec une brutalité de termes incroyable, développait le thème suivant : « Le Pape n'est pas évêque universel. » Si, en 1802, « il a fait acte d'évêque universel », en déposant tous les évêques de France, « il a été autorisé à cet acte par les circonstances extraordinaires où se trouvait l'Eglise gallicane et par l'autorisation formelle de l'Empereur, donnée par les articles 3, 4, 5 du Concordat. » Mais, « il s'agissait alors d'un cas exceptionnel dû à des circonstances uniques. » Or, le Pape, « s'autorisant de ce cas extraordinaire et unique dans l'Eglise, a, depuis le Concordat, agi comme s'il avait un pouvoir absolu sur l'épiscopat. Il devient donc indispensable de poser de nouvelles limites entre les prétentions du Pape et l'indépendance de toutes les nations. Ces limites sont toutes posées par le Concile et les quatre propositions de l'Eglise gallicane. »

Comme Pie VII a méconnu ces principes depuis 1802, comme sa conduite prouve « qu'il veut faire de la France ce qu'il a fait de l'Allemagne, la gouverner par un vicaire apostolique..., il ne s'est pas borné à annuler le Concordat de fait, il a voulu décidément et formellement l'annuler ».

En conséquence, « deux déterminations ont été prises par Sa Majesté : 1° Aucune communication n'aura lieu entre ses sujets et le Pape, que celui-ci n'ait posé les limites de son autorité en reconnaissant celles qui ont été posées par Jésus-Christ lui-même, c'est-à-dire qu'aux termes du sénatus-consulte, il n'ait juré de ne rien faire en France contre les quatre propositions de l'Eglise gallicane, arrêtées dans l'Assemblée du clergé de 1682.

2° De ne plus faire dépendre l'existence de l'épis-

copat en France de l'institution canonique du Pape, qui serait ainsi le maître de l'épiscopat » <sup>14</sup>.

Reste à prendre des mesures « pour que l'Eglise ne souffre pas de cette interruption de communications et que les évêques aient le caractère requis pour exercer leur juridiction épiscopale ». Pour arrêter ces mesures, Napoléon posait donc au Comité ecclésiastique les deux questions suivantes : « 1° Toute communication entre le Pape et les sujets de l'Empereur étant interrompue quant à présent, à qui faut-il s'adresser pour obtenir les dispenses qu'accordait le Saint-Siège ?

2° Quand le Pape refuse persévéramment d'accorder les Bulles aux évêques nommés par l'Empereur pour remplir les sièges vacants, quel est le moyen légitime de leur donner l'institution canonique ? » <sup>15</sup>

Cette déclaration, que M. Garnier appelle « un manifeste épouvantable » <sup>16</sup>, effraye le Supérieur général.

M. Emery sortit de cette assemblée le cœur navré de douleur. Il se coucha, mais ne put fermer l'œil. Il se leva à 3 heures du matin et écrivit au cardinal Fesch qu'on ne peut accorder ces articles sans anéantir le Saint-Siège et détruire l'Eglise, qu'on ne peut entrer là-dessus en aucun tempérament et que c'est le cas de résister jusqu'à l'effusion du sang... La lettre de M. Emery, ajoute M. Garnier, eut son effet, car le cardinal Fesch étant allé trouver Bonaparte lui représenta que, si on voulait obtenir tout ce que le ministre des Cultes avait proposé en son nom, tous les évêques résisteraient et qu'il devait s'attendre à faire des martyrs, ce qui l'engagea à être plus modéré dans ses demandes <sup>17</sup>.

14. *Instructions pour le Comité ecclésiastique de 1811*, cité par D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise Romaine et le Premier Empire*, IV, 378-380.

15. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 182 et 198.

16. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 199.

17. *Id.*, 199-200.

La courageuse intervention du Supérieur général et du cardinal obtient donc un relatif apaisement. La Commission ecclésiastique commence alors ses laborieux travaux.

La réponse à la première question s'ouvre par une déclaration très catégorique :

La franchise et la sainte véracité de notre ministère, écrivent les évêques, ne nous permettent pas de déguiser la profonde douleur dont nous avons été pénétrés, en apprenant que toute communication entre le Pape et les sujets de l'Empereur venait d'être rompue. Sujets fidèles et respectueux, nous oserons néanmoins dire à Sa Majesté que le Saint-Siège étant le lien le plus fort, le lien nécessaire de l'unité ecclésiastique dont il est le centre, nous ne pouvons plus prévoir que des jours de deuil et d'affliction pour l'Eglise, si les communications et les rapports demeurent longtemps suspendus entre les fidèles et le Père commun que Dieu leur a donné dans la personne de Notre Saint-Père le Pape<sup>18</sup>.

Mais, bien vite, les prélats consultés, pour se faire pardonner leur audace, s'abritent derrière les quatre articles de 1682 et « le génie prévoyant de Bossuet », le tout, pour céder en fin de compte sur la question des dispenses. Du moins essayent-ils de sauver le principe qui les réserve au Saint-Siège. En droit, ces dispenses relèvent de lui ; mais « si le recours au Saint-Siège devient impossible, périlleux ou même simplement difficile, la réserve est suspendue pour tout le temps que durent l'impossibilité, la difficulté ou le danger de ce recours ». En conséquence, la Commission donne à la première question de Sa Majesté la réponse suivante : « Lorsque des circonstances malheureuses interrompent, pour un temps, la communication entre le Pape et les sujets de l'Empereur, c'est aux évêques diocésains que

---

18. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 182-183.



les fidèles doivent s'adresser, afin d'obtenir les dispenses qu'accordait le Saint-Siège. » Encore les prélats distinguent-ils deux sortes de dispenses, les unes relatives à l'administration générale de l'Eglise et à sa discipline intérieure, les autres qui ont pour objet les besoins journaliers des fidèles. « C'est uniquement aux dernières que doit se rapporter la réponse que nous venons de faire à Sa Majesté. Car il y aurait trop d'inconvénients à laisser à la volonté particulière de chaque évêque l'exercice du droit de dispenser des lois que l'Eglise a portées pour le bon ordre et l'uniformité de son gouvernement. » <sup>19</sup>

Cette consultation ne manquait pas d'adresse ; elle maintenait la doctrine relative aux droits du Pape ; elle limitait, en outre, l'octroi de dispenses par les Ordinaires « aux besoins journaliers des fidèles » et aux situations « exceptionnelles, malheureuses, transitoires », qui empêchaient un recours normal au Souverain Pontife. Ces trois qualificatifs, aussi discrets qu'habilement calculés, masquaient sous des formes prudentes une réserve bien significative.

Or, malgré toutes ces restrictions, la réponse du Comité ecclésiastique ne satisfait pas le Supérieur général ; sa position reste la même qu'en 1809 ; intransigeant non seulement sur le principe, mais encore sur l'application, il n'admet pas que les évêques se substituent à Pie VII ; s'arroger un pouvoir qui relève du Saint-Siège, et du Saint-Siège exclusivement, constitue, de leur part, une usurpation aussi flagrante que périlleuse ; on ne peut battre en brèche l'autorité du successeur de Pierre, sans saper *ipso facto* celle des successeurs des apôtres.

19. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 197-198.

Cette affaire des dispenses, que certains historiens ont qualifiée de « secondaire »<sup>20</sup> et qui paraissait telle aux Docteurs consultés, mettait, en effet, réellement en cause la constitution de l'Eglise. Simple corollaire, sans doute, elle engageait sur une conséquence un problème de fond. Ce problème de fond, la Commission ecclésiastique, très docile à suivre exactement l'ordre du questionnaire établi par l'Empereur, l'aborde en second lieu, avec un embarras beaucoup plus grand.

Quel est le moyen légitime de donner aux évêques l'institution canonique, quand le Pape refuse persévéramment de leur envoyer leurs Bulles ? Tel est l'objet de la deuxième consultation demandée par Napoléon.

Un premier moyen, répondent les prélats, consiste à obtenir des Chapitres délégation de leurs pouvoirs, moyen très canonique conseillé, à ce que l'on croit, par l'oracle de l'Eglise gallicane, l'immortel Bossuet (au roi Louis XIV) et parfaitement conforme aux principes de la hiérarchie, « précieuse ressource », ajoutent-ils<sup>21</sup>. Sans doute, Pie VII, dans ses Brefs aux Chapitres de Florence, d'Asti, de Paris, a dénié aux chanoines cette faculté et défendu aux évêques nommés par l'Empereur « d'accepter les pouvoirs qui leur seront offerts et de s'immiscer dans le gouvernement de leur Eglise ». Mais, « ces Brefs qui ne sont reçus nulle part ne prévaudront jamais contre notre antique discipline »<sup>22</sup>, ne craignent pas d'affirmer les Docteurs du Comité ecclésiastique. Cependant, avouent-ils, cette manière d'obvier au refus des Bulles ne donne pas aux élus le caractère requis

---

20. L. MADELIN, *Histoire du Consulat et de l'Empire*. X. *L'Empire de Napoléon*, 84.

21. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 203.

22. *Id.*, 205.

et reste « un expédient passager » ; d'autre part, elle ne peut satisfaire Sa Majesté qui déclare « qu'elle ne veut plus faire dépendre l'existence de l'épiscopat en France de l'institution canonique du Pape qui serait ainsi le maître de l'épiscopat » <sup>23</sup>.

Pour répondre aux intentions de l'Empereur, observent les consultants, il faudrait modifier le Concordat « qui donne aux Papes un avantage trop marqué sur nos monarques. Par une des clauses du Concordat, le prince perd le droit de nommer si, dans un temps fixé, il ne présente pas au Pape un sujet capable. Pour qu'il y eût égalité de droit entre les augustes parties contractantes, il eût fallu que, de son côté, le Pape se fût obligé de donner l'institution, ou de produire un motif canonique de refus, dans un temps déterminé, faute de quoi le droit d'instituer serait dévolu, par ce seul fait, au Concile de la province où serait situé l'évêché vacant. Au moyen de cette clause, le Pape ne serait plus le maître de l'épiscopat. Nous conserverions tous les avantages du Concordat, sans inconvénients et sans danger » <sup>24</sup>.

Or, cette clause n'a pas été introduite dans le traité de 1801, oubli regrettable qu'il importe de réparer. Les évêques proposent donc à Napoléon de modifier celui-ci dans ce sens. De toutes les mesures possibles, celle-là serait « la plus simple, la plus conforme aux principes, la plus propre à rallier les esprits et à rassurer les consciences timorées » <sup>25</sup>.

Mais cet amendement exige l'accord des deux parties. « L'Empereur a droit de l'exiger. Le Pape doit y consentir. » Si, toutefois, le Saint-Père se refusait

23. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 206.

24. *Id.*, 207.

25. *Id.*, 208.

« à une proposition aussi raisonnable », son refus justifierait, aux yeux de l'Eglise, l'entière abolition du Concordat et le recours à un autre moyen de conférer l'institution canonique » <sup>26</sup>.

Or, au moment de proposer ce moyen, les consultants, jusqu'alors si affirmatifs, se retranchent derrière la nécessité de ménager l'opinion et de la préparer, sous peine de reprendre la fatale expérience de la Constitution civile, en retombant dans les divisions et le schisme. Leur langage alors devint ferme et courageux.

Nous connaissons les sentiments et les dispositions des peuples confiés à notre sollicitude. Nous nous rappelons les difficultés que nous avons éprouvées au début de notre épiscopat et les ménagements qu'il a fallu employer pour les concilier avec des changements amenés par les circonstances, mais contre lesquels d'anciennes habitudes les avaient prévenus. Nous savons que nous n'avons obtenu leur confiance et celle de leurs pasteurs immédiats, qu'en nous présentant à eux au nom du Saint-Siège. Nous savons encore, et il est de notre devoir de le dire à Sa Majesté, qu'au premier bruit de la mésintelligence qui a éclaté entre les deux puissances, l'inquiétude s'est répandue dans les esprits, que les consciences ont été alarmées et que, malgré tous nos efforts pour les rassurer, les peuples craignent de se voir replongés dans l'anarchie religieuse dont la sagesse de Sa Majesté les a tirés.

Après avoir évoqué le spectre de l'Eglise constitutionnelle, les prélats agitent la menace de la petite Eglise, pour arriver à cette conclusion :

Dans une affaire d'une si haute importance..., il faut bannir de l'esprit des peuples toute anxiété, toute inquiétude de conscience, et ne laisser à des hommes mal intentionnés aucun prétexte pour exciter des troubles <sup>27</sup>.

Reste toujours à trouver la solution qui réponde aux volontés de l'Empereur, comme aux exigences psycho-

26. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 208.

27. *Id.*, 211-212.

logiques d'une situation dangereuse. Les consultants essayent alors de se dégager et imaginent deux « échappatoires »<sup>28</sup> qui les tireront de cette impasse : la réunion d'un Concile national, l'envoi d'une délégation à Pie VII. « Le suffrage d'un petit nombre d'évêques, observent-ils, serait compté pour rien. Il faut une délibération faite en commun », qui manifeste « le vœu de l'Eglise de France de manière imposante »<sup>29</sup>. Une négociation engagée directement avec le Pape pourrait aussi aboutir à un arrangement. « La droiture de ses intentions est généralement reconnue. Il n'a besoin que d'être éclairé sur le véritable état des choses et nous sommes persuadés qu'il ne résisterait pas aux remontrances et aux prières de toute l'Eglise de France, si elles lui étaient portées par quelques évêques à qui Sa Majesté aurait permis de se rendre auprès de lui. »<sup>30</sup>

« Cette décision de la Commission ne lui fait pas honneur », écrit sévèrement M. Garnier, qui reflète en l'occurrence le propre jugement de M. Emery<sup>31</sup>. Nous savons que le Supérieur général, constamment sur la brèche, intervint au cours des débats, avec une inlassable énergie, pour rectifier la théologie douteuse de ses éminents collègues, qu'il éleva de vigoureuses protestations, qu'il défendit pied à pied les droits du Saint-Siège, qu'il refusa de signer la consultation du Comité. Malheureusement, les précisions nous manquent, car les documents atteints jusqu'ici demeurent réticents, voire même absolument silencieux. Sur les délibérations,

28. DE MAYOL DE LUPPÉ, *La captivité de Pie VII*, 475.

29. Mgr DE BARRAL, *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du XIX<sup>e</sup> siècle*, 224.

30. *Id.*, 227.

31. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 198.

M. Garnier avoue, dans ses précieux souvenirs, qu'il ne peut fournir la moindre donnée et il s'en explique : « Comme tous les membres de la Commission étaient obligés par serment à garder le plus profond silence, M. Emery, écrit-il, ne m'a jamais dit en détail ce qui s'y était passé. Je connais seulement ce qui arriva avant l'ouverture, et, quand, après que le travail fût fini, Buonaparte en convoqua tous les membres aux Tuileries. » <sup>32</sup>

D'autre part, la correspondance du Supérieur général avec M. de Bausset, pour les raisons de prudence qu'on devine, risque fort de nous tromper sur ses véritables sentiments.

La Commission a fini son premier travail, mande-t-il le 3 mars à l'évêque d'Alais, et il sera présenté à l'Empereur dans le courant de la semaine. S'il devient public, il sera sûrement critiqué ; mais il faudrait se mettre à la place des évêques et savoir à quels périls il était question d'échapper. Le gouvernement a pris pour base qu'on ne pouvait plus avoir de communication avec le Pape et qu'il ne voulait plus que le Pape donne l'institution canonique aux évêques, qu'il ne voulait plus de Concordat, etc. Espérons que ses dispositions changeront.

Mais, dans la même lettre, nous relevons le passage suivant qui promet des commentaires plus complets et plus libres :

Vous annoncez, en parlant de Bossuet, que vous ferez bientôt un petit voyage à Paris. Oh ! que nous avons de choses à nous dire qui ne se disent qu'en conversation <sup>33</sup>.

Les seuls renseignements que renferment les billets hâtifs de M. Emery se rapportent à des incidents de séance, sans rapport avec les délibérations. D'aucuns méritent qu'on les relève, bien qu'ils ne concernent

---

32. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 198.

33. A Bausset, 3 mars 1811, D. E., VII, 748.

en rien les graves questions discutées par les consultants, car ils intéressent parfois l'histoire des belles-lettres et celle de l'Académie.

Hier, écrit le Supérieur en date du 21 février, la Commission tint une assemblée. M. le cardinal Maury sortit pour aller à l'Institut voter dans l'affaire de l'élection et en faveur de M. de Chateaubriand. Il nous a dit à son retour que M. de Chateaubriand avait été élu et l'avait emporté d'une voix sur La Cretelle, d'où il suivait que, sans lui, M. de Chateaubriand n'aurait pas été élu. M. le cardinal Fesch avait fortement combattu l'usage où il se mettait, tout archevêque de Paris qu'il se prétendait, d'assister aux séances de l'Institut, assurant que, non seulement à Paris, on le trouvait mauvais, mais qu'en Bretagne, on lui en avait porté de grandes plaintes et que, jamais, archevêque de Paris n'avait fait rien de semblable <sup>34</sup>.

Ainsi donc, la querelle des anciens et des modernes, que l'honorable Compagnie entretient fidèlement, comme les autres traditions dont elle garde le dépôt, troublait jusqu'au Comité ecclésiastique. Il est vrai que, révolutionnaire en littérature, l'auteur des *Martyrs* avait quelques droits aux suffrages d'un cardinal; son entrée à l'Académie n'introduisait pas seulement dans l'immortelle assemblée, à une voix de justesse et par la petite porte, la nouvelle école romantique; jusqu'alors, forteresse quasi inexpugnable de l'athéisme philosophique, l'Institut s'entr'ouvrait au parti néo-chrétien. Pour une fois, on doit le reconnaître, Maury s'était montré mieux inspiré que Fesch, car Fesch n'oubliait pas ses démêlés de Rome avec son secrétaire d'ambassade. Peut-être aussi regrettait-il que le primat des Gaules, chef, lumière et protecteur de tout l'épiscopat français, ne pût obtenir, comme son collègue de Paris,

---

34. A Bausset, 21 février 1811, D. E., VII, 743.

la consécration d'une éloquence, d'autant plus précieuse qu'elle se faisait plus rare. Sa mauvaise humeur notoire, que souligne discrètement le Supérieur général, ne semble pas ce jour-là inspirée par les soucis théologiques que valait à son éminente dignité la présidence du Comité ecclésiastique.

L'élection de Chateaubriand à l'Académie française réjouit manifestement M. Emery, car cet homme si classique et si peu sentimental apprécie hautement le mérite du jeune écrivain ; son continuel souci d'adapter l'apologétique à la mentalité de son époque l'aide à passer sur la valeur douteuse de ses arguments plus esthétiques que substantiels ; à temps nouveaux, il faut un langage nouveau. Cette diversion assez pittoresque aux laborieux travaux des Docteurs gallicans, associés aux graves débats de principes qui émeuvent les Immortels, le déride et l'amuse. Mais il faut, hélas ! revenir bien vite aux problèmes dont la solution l'angoisse et qui conditionnent la vie même de l'Eglise. Il ne s'agit plus de départager sur des questions de littérature le *genus irritabile vatum*, mais de sauver l'indépendance spirituelle de la religion.

Les évêques, dont il condamne l'exposé théologique, faussement abrité derrière l'autorité de Bossuet, « oracle de l'Eglise gallicane », proposent deux solutions. Catégoriquement, le Supérieur général écarte la première ; du Concile national, il ne veut pas entendre parler ; ce projet, jusque dans son agonie, restera son cauchemar.

Cette assemblée, relate le maître des cérémonies du Séminaire, M. Caron, lui donnait beaucoup d'inquiétude ; il craignait qu'on n'essayât de faire un schisme ; il en était d'autant plus effrayé qu'il avait encore tout présents les maux causés par la Constitution civile, il me fit alors copier diverses pièces et



lettres qu'il adressait à des évêques ou qu'il recevait pour les leur communiquer <sup>35</sup>.

Un instant, il croit le péril écarté. « M. Duvoisin lui annonçant le jour de Pâques 1811 que le Concile était décommandé, qu'il n'aurait pas lieu, qu'il allait repartir pour son diocèse avec l'agrément de l'Empereur, il sembla revivre à cette nouvelle ; jamais on n'avait vu chez lui gaieté plus aimable. Tout le monde est surpris de ce changement. » Malheureusement, il s'agit d'une fausse joie. Le lendemain, l'évêque de Nantes apporte un démenti. M. Emery en perd le sommeil <sup>36</sup>. « Ce Concile, confie-t-il à M. Garnier, me donnera la mort. » <sup>37</sup> Cette prévision ne se vérifierait que trop. Le Supérieur général, en effet, redoute la complaisance et la servilité des évêques. Ce qu'il a constaté à la Commission ecclésiastique ne le rassure point sur l'orthodoxie de leur doctrine et l'énergie de leur caractère. De là son pessimisme. Pouvait-on escompter alors que les prélats gallicans, par leur ferme attitude, obligeraient Napoléon à dissoudre une assemblée qui le déçoit, tandis qu'en dépit de leur ultramontanisme les prélats italiens se montreraient de tous les moins résistants ?

Un seul espoir lui reste, bien fragile toutefois, l'envoi d'une députation à Savone. « Je désire vivement qu'elle ait lieu, écrit-il à M. de Bausset. » <sup>38</sup> Mais l'Empereur l'autorisera-t-il ? M. Emery en doute. « J'entends dire, ajoute-t-il, que Sa Majesté ne goûtera pas cette

---

35. *Souvenirs de M. Caron*, D. E., IV, 273.

36. D. E., XII, 442.

37. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 200.

38. A Bausset, 10 mars 1811, D. E., VII, 749.

demande. »<sup>39</sup> Napoléon finira par se rallier à cette suggestion du Comité ecclésiastique, mais pour poser à Pie VII de telles conditions que, selon le mot de Talleyrand, « il eut l'air de chercher lui-même à faire manquer la négociation »<sup>40</sup>. Le Pape ne devait pas seulement modifier le Concordat dans le sens prévu par la Commission et consentir à ce que le métropolitain donnât l'institution canonique aux évêques nommés, si dans un délai de trois mois la Cour de Rome ne l'avait pas accordée ; il devait promettre « également de ne rien faire dans l'Empire qui fût contraire aux quatre propositions de l'Eglise gallicane ». La délégation lui signifierait, en outre, que, jamais il ne rentrerait à Rome comme souverain ; elle lui annoncerait enfin la convocation du Concile national.

### III

Napoléon, en effet, ne trouve pas suffisant le zèle du Comité ecclésiastique. Avant de convoquer le Concile, avant surtout de tenter auprès de Pie VII une dernière et décisive démarche, il veut obtenir davantage. Afin d'impressionner cardinaux et prélats, il organise donc une de ces scènes dramatiques et spectaculaires, qui constituent son moyen habituel de pression. Sur son ordre, Bigot de Préameneu convoque, pour le 17 mars, les consultants aux Tuileries.

Le Supérieur général se disposait à partir pour Issy et « la voiture qui devait l'y transporter était à la porte du Séminaire », quand, au nom du cardinal Fesch, MM. Jauffret et de Boulogne lui transmettent l'ordre

39. A Bausset, 10 mars 1801, D. E., VII, 749.

40. Cité par L. MADELIN, *L'Empire de Napoléon*, 85.

impérial. M. Emery essaye d'abord de se récuser ; puisqu'il n'a pas voix délibérative, observe-t-il, « cet ordre ne le concerne pas » ; d'autre part, « il fait sentir aux deux évêques l'embarras où il va se trouver en présence de Buonaparte » ; que ceux-ci l'excusent donc en alléguant son absence de Paris, « comme cela sera vrai quand ils le diront » ; il supplie qu'on le tienne à l'écart d'une séance où son caractère de simple prêtre ne l'autorise point à figurer. L'un des prélats se laisse fléchir et « goûte ses raisons », relate dans ses souvenirs M. Garnier. « Mais l'autre persistait à penser que, s'il ne venait pas, il allait irriter l'Empereur contre lui et attirer la suppression de sa Compagnie. » Que faire ? « Dans cette incertitude, M. Emery entre dans son cabinet, se prosterne devant une statue de la Sainte Vierge, qui avait été, je crois, à l'usage de M. Olier ; il la conjure de lui obtenir des lumières pour le diriger dans cette périlleuse occasion. Après sa prière, il va rejoindre les deux évêques qui, réunis dans le même avis, insistent pour que M. Emery parte incontinent, et qu'autrement il va grandement se compromettre. M. Emery voit dans cette réunion subite de sentiments un signe de la volonté de Dieu. » <sup>41</sup> « Messieurs, déclare-t-il, je ferai ce que vous jugez convenable dans l'intérêt de l'Eglise. » <sup>42</sup> Le Supérieur général se rend donc aux Tuileries avec les deux prélats.

Deux heures se passent avant que Napoléon ne paraisse. « C'était son habitude de dire que les gens qui avaient longuement attendu étaient plus hébétés. » <sup>43</sup>

41. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 201-202.

42. *L'évêque de Strasbourg à M. Faillon*, 1842, D. E., IV, 104.

43. D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise Romaine et le Premier Empire*, IV, 82.

Il entre enfin, « entouré d'un appareil extraordinaire » <sup>44</sup>, avec Cambacérès, Talleyrand, ses ministres et officiers en grand costume et les membres du Conseil d'Etat qui l'assistent dans les affaires religieuses.

L'Empereur ouvre la séance par une violente diatribe dont les éditeurs de sa correspondance nous ont conservé l'essentiel. « Messieurs les cardinaux, archevêques et évêques composant le Comité ecclésiastique, s'écrie-t-il, vous me dites que le clergé de France, imbu de la doctrine sacrée de l'Evangile, s'indignerait de toute entreprise contre l'autorité du souverain. Le Pape a entrepris contre mon autorité, en excommuniant mes ministres, mes armées et presque tout l'Empire, et ce, pour soutenir des prétentions temporelles ; et cependant, dans l'état actuel de la religion catholique, où la doctrine de ceux qui ont subordonné les évêques aux volontés et aux intérêts de la Cour de Rome a prévalu, quel moyen ai-je pour mettre mon trône à l'abri de pareilles attaques ? Y a-t-il un moyen canonique de punir un Pape qui prêcherait la révolte et la guerre civile ?

Le Pape a entrepris non seulement contre mon autorité ; il a entrepris contre l'autorité et le bien des Eglises de l'Empire, soit en laissant perdre l'Eglise d'Allemagne, soit en refusant d'instituer mes évêques, et depuis en défendant aux Chapitres de remettre les pouvoirs de vicaire capitulaire aux individus que j'aurais nommés... Des Bulles, des correspondances ont été imprimées par ordre du Pape et répandues dans toute la chrétienté. Il n'a pas dépendu de lui que les scènes des Clément, des Ravailac, des Damien ne se

---

44. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 202.

renouvelassent. Il n'a pas dépendu de lui que je sois abandonné de mes peuples, de mes armées, comme Philippe le Long. Je sais qu'il faut rendre à Dieu ce qui est à Dieu, mais le Pape n'est pas Dieu. Lorsqu'on voit les Papes constamment s'agiter et bouleverser la chrétienté pour les intérêts temporels du petit Etat de Rome, c'est-à-dire d'une souveraineté qui équivaut à un duché, on déplore l'état de la société catholique, compromise pour de si chétifs intérêts. » <sup>45</sup> Et le virulent réquisitoire se poursuit dans l'universel effroi des auditeurs atterrés.

« Quoique le discours de l'Empereur ne fût qu'un tissu de principes erronés, de faussetés, de calomnies atroces, de maximes anticatholiques, écrit le cardinal Consalvi dans une note qu'utilise pour ses *Mémoires* le cardinal Pacca, pas un évêque, pas un cardinal n'eut le courage de défendre la vérité en présence de la force et de la puissance ; tous même, dans l'oubli de leurs devoirs, gardèrent un scandaleux silence. Un simple prêtre se leva pour sauver l'honneur de son état et osa dire la vérité au plus formidable des Césars. Ce prêtre fut l'abbé Emery, gallican modéré, qui soutenait les principes de la Déclaration de 1682, sans toutefois en admettre les conséquences ; homme également recommandable par sa science et par sa conduite, et qui avait traversé les mauvais jours sans qu'ils eussent laissé sur lui la plus légère de leurs taches. » <sup>46</sup>

Soudain, en effet, l'Empereur interrompt son interminable monologue et, avec sa brusquerie habituelle, qui vise à déconcerter, interpelle le Supérieur général : « Monsieur Emery, que pensez-vous de tout cela ? » Celui-ci ne se laisse pas démonter, et avec un calme, une présence

45. *Correspondance de Napoléon*, XXI, p. 481.

46. Cardinal PACCA, *Mémoires*, II, 66.

d'esprit vraiment admirables, répond au souverain irrité : « Sire, je ne puis avoir d'autre sentiment sur ce point que celui qui est contenu dans le catéchisme qui s'enseigne par vos ordres dans toutes les Eglises de de votre Empire. A la demande : Qu'est-ce que le Pape ? On répond qu'il est le chef de l'Eglise, le Vicaire de Jésus-Christ à qui tous les chrétiens doivent obéissance. Or, un corps peut-il se passer de son chef, de celui auquel il doit, de droit divin, l'obéissance ? » Comme Napoléon se trouve surpris, désarmé, par cette réponse, si directe et si simple, le Supérieur général en profite pour continuer : « On nous oblige en France à soutenir les quatre articles de la Déclaration de 1682. Mais il faut en recevoir la doctrine en son entier. Or, il est dit dans le préambule de cette Déclaration que le Pape est le chef de l'Eglise à qui tous les chrétiens doivent obéissance, et, de plus, on ajoute que ces quatre articles décrétés par l'Assemblée ne le sont pas tant pour limiter la puissance du Pape que pour empêcher qu'on ne lui accorde pas ce qui lui est essentiel. » « Alors, rapporte M. Garnier, M. Emery entra dans un assez long développement des quatre articles et montra que, quoi qu'ils limitassent la puissance du Pape en quelques points, cependant ils lui conservaient une autorité si grande et si éminente qu'on ne pouvait s'en passer dans l'Eglise. » <sup>47</sup>

« Vaincu sur ce point », Napoléon reporte alors la discussion sur un autre terrain : « Eh bien ! concède-t-il, je ne conteste pas la puissance spirituelle du Pape, puisqu'il l'a reçue de Jésus-Christ. Mais il ne lui a pas donné la puissance temporelle ; c'est Charlemagne, et moi qui lui succède, je veux la lui ôter. Monsieur Emery,

47. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 204.

que pensez-vous de cela ? » « Sire, répond le Supérieur général, je ne puis avoir d'autre sentiment sur ce point que celui de Bossuet. Or, dans sa *Défense de la Déclaration du clergé de France*, il dit, en parlant de l'autorité temporelle du Pape, qu'il ne congratulate pas seulement l'Eglise romaine mais l'Eglise universelle de cette souveraineté temporelle du Pape, parce que, n'étant soumis à aucun prince, il peut plus facilement exercer ses fonctions de Père commun de tous les fidèles. » Et il cita textuellement le passage de Bossuet qu'il avait très présent, l'ayant déjà cité dans la Commission précédente au sujet de l'excommunication<sup>48</sup>. « Nous félicitons de sa souveraineté temporelle non seulement le Siège apostolique, mais encore l'Eglise universelle et nous souhaitons de toute l'ardeur de notre cœur que cette principauté sacrée demeure saine et sauve en toutes manières. »<sup>49</sup>

Comment récuser l'autorité de celui qu'on appelle « l'oracle de l'Eglise gallicane » ? Napoléon se tire d'embarras en invoquant la différence des situations. « Tout cela, dit-il, était vrai du temps de Bossuet, où l'Europe reconnaissant plusieurs maîtres, il n'était pas convenable que le Pape fût assujetti à un souverain particulier. Mais quel inconvénient y a-t-il à ce que le Pape me soit assujetti, maintenant que l'Europe ne connaît d'autre maître que moi seul ? »<sup>50</sup>

M. Emery pouvait répondre que ce nouvel état de choses compromettrait plus que l'ancien l'indépendance spirituelle du Souverain Pontife et qu'il exigeait *a for-*

48. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 204.

49. BOSSUET, *Defensio Declarationis*, Lib. I, sect. I, xvi.

50. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 205.

*tiori* son indépendance temporelle, pour garantir le libre exercice de son pouvoir religieux. Mais, comme le remarque M. Garnier, « il ne voulait pas blesser trop sensiblement l'orgueil impérial ». Adroitement, le Supérieur général reste donc sur le terrain de l'évolution historique, pour faire entendre au souverain, trop assuré de sa puissance, une grande et forte leçon. « Sire, il peut se faire que les inconvénients que voyait Bossuet ne se présentent pas sous le règne de Votre Majesté. Mais Votre Majesté connaît aussi bien que moi l'histoire des révolutions. Ce qui existe maintenant peut très bien ne pas toujours subsister. Alors, tous les inconvénients reparaitraient. Par conséquent, il ne faut pas changer un ordre aussi bien établi. » S'enhardissant alors, « le petit prêtre » invoque les vicissitudes possibles de la fortune essentiellement inconstante. « Sire, vous allez souvent à la guerre ; vous en connaissez les hasards. Si vous laissez votre fils en bas-âge, on voudra le dépouiller, et le Pape, qui a toujours été le protecteur des faibles, sera peut-être alors son seul appui. » <sup>51</sup>

Ces graves paroles résonnent au milieu d'un silence inquiet, avec un accent prophétique. L'Empereur impressionné se radoucit alors pour aborder le point essentiel du débat : comment suppléer au refus d'institution canonique ? La Commission proposait une modification du Concordat qui autoriserait les métropolitains à mettre les évêques nommés en possession régulière, si Rome n'envoyait pas les Bulles dans les six mois. Mais Pie VII accepterait-il un amendement si gros de conséquences ? Napoléon, qui s'en préoccupe, interroge à nouveau M. Emery : « Croyez-vous, lui demande-t-il, que le Pape fera cette concession ? » M. Garnier nous

51. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 205-206.



a transmis la réponse : « Non, Sire, je crois qu'il ne la fera pas, car ce serait anéantir son droit d'institution. » <sup>52</sup>

Pendant ce dialogue, écrit le cardinal Pacca, « on voyait les visages des membres du Comité se décomposer tour à tour » <sup>53</sup>. Tous s'attendent à ce que les foudres impériales tombent sur le vieillard intrépide. Les plus vaillants à la fin esquissent une intervention prudente pour détourner le coup ; ils supplient le souverain d'excuser le Supérieur à cause de son grand âge. A leur grande surprise, les remontrances de celui-ci s'abattent sur eux. « C'était un des beaux traits du caractère de l'Empereur, note M. Madelin, que le courage, surtout chez un homme dont il estimait l'intelligence et la bonne foi, loin de l'exaspérer, le séduisait souvent. » <sup>54</sup> « Vous vous trompez, Messieurs, réplique-t-il, je ne suis aucunement fâché contre M. Emery. Il a parlé en homme qui sait son affaire et c'est ainsi que j'aime qu'on me parle. Vous vouliez me faire faire un pas de clerc, en demandant au Pape une chose qu'il ne peut m'accorder. » <sup>55</sup> Sur quoi, Napoléon lève la séance et, affectant de ne porter aucune attention aux autres, salua gracieusement de la tête l'abbé Emery <sup>56</sup>.

Les assistants alors entourent le Supérieur général pour lui présenter leurs compliments. Talleyrand n'est pas le dernier à le féliciter, qui proclame tout haut son admiration. « Je savais, dit-il, que M. Emery avait de

52. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 206.

53. Cardinal PACCA, *Mémoires*, II, 67.

54. L. MADELIN, *L'Empire de Napoléon*, 86.

55. Cardinal PACCA, *Mémoires*, II, 67. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 207.

56. Cardinal PACCA, *Mémoires*, II, 67.

l'esprit ; mais je ne croyais pas qu'il en eût autant. Il a eu l'adresse de dire franchement la vérité sans déplaire à l'Empereur. »<sup>57</sup> « Tout Paris, écrit le cardinal Pacca, retentit des louanges du courage de M. Emery ; cet estimable ecclésiastique, déjà plus qu'octogénaire, mourut peu de jours après, victime peut-être des efforts de son courage, mais heureux d'avoir fini sa carrière d'une façon aussi glorieuse aux yeux du monde que méritoire pour le ciel. »<sup>58</sup> Il n'avait pas sauvé seulement les droits du Saint-Siège ; il avait également sauvé l'honneur du clergé français.

Tandis que monte autour de lui ce concert d'éloges auquel l'histoire fait écho, le Supérieur rentre au Séminaire, un peu plus courbé que de coutume. Aux questions qu'on lui pose, avec un bon sourire, il répond par des malices : « J'ai appris à l'Empereur son catéchisme », déclare-t-il simplement, et il se retire dans sa chambre, si fatigué que, sans prendre aucune nourriture, il se couche immédiatement.

Le lendemain, un peu reposé et remis de ses émotions, M. Emery griffonne pour M. de Bausset la lettre suivante :

Il faut pourtant bien causer cinq ou six secondes avec Mgr l'évêque d'Alais. Hier, je passai quatre ou cinq heures aux Tuileries, où la Commission des évêques avait été convoquée. L'Empereur présida, accompagné des grands dignitaires de l'Empire. J'hésitai longtemps si je ne prétexterais pas quelque excuse pour être dispensé. Enfin, je me rendis. L'Empereur a parlé presque tout le temps. Il n'y a été question principalement que du Pape et du Concile. Il paraît que le prince ne veut pas de la députation qu'on a proposé d'envoyer au

---

57. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 208.

58. Cardinal PACCA, *Mémoires*, II, 67.

Pape. Il m'a souvent adressé la parole. J'ai parlé quelquefois et ma conscience ne me reproche rien sur ce que j'ai dit. Nous causerons plus amplement une autre fois. Venez-vous à Paris avant ou après Pâques ? Mille et mille <sup>59</sup>.

Lettre émouvante de modestie et de simplicité.

Le Supérieur général n'adresserait plus qu'un seul billet, dix jours plus tard, à son saint ami :

Ayant peu de liberté d'esprit et accablé plus que jamais de soucis et de traverses, mais *Deus super omnia*, j'ai un mal de jambe qui m'ôte la liberté de marcher et me cloue à mon fauteuil. Je crains d'en avoir pour une bonne quinzaine et je suis dans l'inquiétude sur l'état du peu faire qui me reste en ce monde... J'ai des écritures à faire d'une grande délicatesse, des recherches à faire, des conseils à demander. Votre présence me serait bien nécessaire <sup>60</sup>.

En réalité, cette maladie, qu'il ne prend pas au sérieux, entraînerait bientôt la mort de M. Emery. La longue et dramatique séance des Tuileries avait épuisé le courageux vieillard, et le cardinal Pacca ne se trompe pas en suggérant qu'elle devait précipiter sa fin. Son registre de correspondance avec M. de Bausset pouvait se clore ; le « petit prêtre » venait d'écrire la plus belle page de sa vie.

---

59. *A Bausset*, 18 mars 1811, D. E., VII, 754.

60. *A Bausset*, 28 mars 1811, D. E., VII, 755.

## CHAPITRE XVIII

### LES DERNIERS JOURS — LA MORT

I. M. Emery refuse de se soigner et de se reposer. Sa dernière retraite. Ses veilles, ses insomnies, son labeur acharné. La première attaque. La dernière Messe. Les derniers sacrements. Les dernières paroles. La mort. Napoléon veut faire à M. Emery les honneurs du Panthéon. — II. Les obsèques au Séminaire. L'incident de Grégoire. Le cortège. L'inhumation dans le cimetière de Lorette à Issy. — III. Une vie apparemment sinieuse. Sa réelle unité. « Je n'ai travaillé que pour l'Eglise. »

#### I

Visiblement, les forces du Supérieur général déclinaient. Son grand âge, son état de santé, son extrême fatigue eussent exigé des soins attentifs. Mais cet homme si austère n'avait point coutume de se ménager et recourait pour se mortifier à des méthodes thérapeutiques aussi édifiantes qu'hygiéniquement discutables : « Dans les derniers temps, rapporte Mgr de Mazenod, s'était formée une escarre sur le dos d'une de ses jambes à la suite d'une petite plaie suintante. Il ne trouvait rien de mieux, dans la rigueur de son esprit de pénitence, que d'arracher le bas qui se prenait à la plaie. Par une suite de la déférence qu'il voulait bien avoir

pour moi, il consentit à se laisser bassiner par moi cette jambe malade, autant que je me rappelle, avec du quinquina. Mais ce n'était pas sans avoir, auparavant, plâtré sur mes prétentions au doctorat. »<sup>1</sup> En vain le presse-t-on de consulter la Faculté; il répond que, de toute sa vie, il n'a jamais recouru à la science de M. Purgon, que cette méthode lui a parfaitement réussi, qu'une bonne diète et un peu d'eau sucrée valent infiniment mieux que les drogues; il cite enfin le mot de l'Ecclésiastique : « On doit honorer le médecin à cause de la nécessité, mais s'en passer le plus possible. »<sup>2</sup> Devant ses refus catégoriques, toutes les instances échouent.

M. Emery, d'autre part, a perdu le sommeil depuis trois mois. « Il se levait la nuit, rapporte le D<sup>r</sup> Pigné, et se mettait à écrire sur les matières en cause, soit pour les évêques, soit pour lui-même. On lui disait de se reposer et de ne pas s'échauffer le sang par ces veillées continuelles. « Comment voulez-vous, répondait-il, qu'on soit tranquille à la vue des dangers qui menacent l'Eglise ? »<sup>3</sup>

Jusqu'au bout, le Supérieur général prétend maintenir son effort au maximum et suivre exactement, avec une ponctualité toute sulpicienne, la règle de vie qu'il se traça. Aussi, en 1811, consacre-t-il, selon son habitude, la Semaine Sainte à sa retraite annuelle. Cette retraite, toutefois, ne lui donne pas satisfaction; trop de soucis le poursuivent dans la solitude d'Issy; la lutte du Sacerdoce et de l'Empire, le cauchemar du Concile troublent son oraison; on vient enfin, à plusieurs

---

1. *Mgr de Mazenod à M. Faillon*, 29 août 1842, D. E., IV, 140.

2. *Ecclésiastique*, xviii, 1.

3. *Relation du D<sup>r</sup> Pigné*, D. E., XII bis, 5.

reprises, le déranger pour recueillir conseils et avis. Aussi projette-t-il de recommencer bientôt des exercices qu'il déclare manqués, car il veut se préparer à une mort qu'il souhaite prochaine. « Jamais la vie ne m'a été plus à charge, avoue-t-il. Voilà le bon temps pour mourir. »<sup>4</sup> Dieu allait exaucer le vœu de son fidèle serviteur qui reprenait à son compte la plainte et le souhait de l'apôtre saint Paul : *Quoniam supra modum gravati sumus, ita ut taederet etiam vivere*<sup>5</sup>. *Desiderium habens dissolvi et esse cum Christo*<sup>6</sup>.

Le 14 avril, jour de Pâques, M. Emery rentre au Séminaire et reprend avec une activité fébrile ses travaux, ses recherches, sa correspondance, ses consultations. Mais l'organisme usé ne se prête plus à cet habituel surmenage. « Le lundi de Quasimodo, relate M. Garnier, il vint le matin dans ma chambre, pour me remettre des lettres destinées au Séminaire de Baltimore. Le changement qui paraissait dans ses yeux et dans tout son visage me fit peur. « Monsieur, lui dis-je, quels yeux vous avez ! Vous êtes certainement malade. » Ce fut alors qu'il m'avoua que, depuis trois mois, il ne dormait plus et que ce malheureux Concile lui donnerait la mort. Il sortit néanmoins ce jour-là pour aller au Conseil de l'archevêché, fit plusieurs courses à pied dans Paris, et rentra au Séminaire, vers 4 heures du soir, n'ayant encore pris aucune nourriture. Il se mit à table pour dîner ; mais, selon sa coutume, il avait un livre à la main et lisait en mangeant. La nuit suivante, il eut une indigestion, ce qui ne l'empêcha pas de se lever le matin et de dire la Messe à son ordinaire ; mais,

---

4. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 218.

5. *II Cor.*, I, 10.

6. *Philipp.*, I, 23.

s'étant retiré dans sa chambre après son action de grâces, il se trouva très mal sans le dire à personne. » <sup>7</sup>

Le même jour, M. de Mazenod, qui l'assista jusqu'au dernier moment et nous a laissé sur sa fin de très émouvants souvenirs, voit accourir dans sa chambre M. de Tournefort, futur évêque de Limoges. « Je ne sais ce qu'a notre Supérieur, lui dit son jeune confrère, je l'ai trouvé dans son bureau comme à demi assoupi sur sa chaise ; il répondit à peine à mon salut ; je le crois bien malade. » « Je me précipite à l'instant vers l'appartement de M. Emery, relate M. de Mazenod, et, pour avoir un prétexte qui motivât mon apparition subite chez lui, je portai avec moi une authentique pour qu'il la légalisât. J'entre chez lui, je le trouve, en effet, affaîssé sur sa chaise ; je lui parle, il a de la peine à me répondre. Pour le secouer un peu, je le prie de vouloir bien apposer sa signature au papier que je lui présente ; il prend la plume que je lui offre, sans relever la tête et griffonne sa signature, hélas ! la dernière qu'il ait donnée, d'une manière presque illisible.

Je fus effrayé de son état. Je crus qu'il couvait une apoplexie et, sortant précipitamment, je courus chez M. Giraud, alors économe de la maison, pour le presser de se rendre chez M. Emery, dans le temps que j'irais chercher un médecin. Je demandai à M. Giraud quel était le médecin de confiance de M. Emery. M. Giraud me dit qu'il n'en avait point et que ce serait une misère pour le faire consentir à en voir un. J'allai au plus près et j'en amenai bientôt un avec moi. » <sup>8</sup> C'était le D<sup>r</sup> Laennec, si fameux depuis. « Dans l'intervalle de ma

---

7. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 218.

8. *Mgr de Mazenod à M. Faillon*, 29 août 1842, D. E., IV, 141-141.

course, poursuit l'évêque de Marseille, M. Emery s'était un peu remis et, attribuant son état à la fatigue, il voulut aller se reposer à Issy. Il descendait l'escalier pour monter en voiture, quand j'arrivai avec le docteur que j'avais prévenu de la répugnance de notre Supérieur pour les secours de la Faculté. Le docteur joua assez bien son rôle ; il s'approcha de M. Emery, comme pour lui toucher la main, et il essaya de lui tâter le pouls. Mais le rusé vieillard s'en aperçut et nous dit en plaisantant : « Ne voilà-t-il pas qu'il me tâte le pouls. » Je lui répondis en riant : « C'est une habitude chez ces messieurs. »<sup>9</sup>

Mes supérieurs me prièrent d'aller coucher à la campagne avec l'économe... Je ne voulus pas me coucher, quelques instances que me fît l'économe ; je passai la nuit dans la bibliothèque attendant à la chambre du malade et à son insu ; je craignais qu'il ne fût enlevé subitement.

Le lendemain mercredi, il voulut se lever malgré son extrême faiblesse. Il fut impossible de l'empêcher de dire son office et il voulut à toutes forces célébrer la Messe ; il se traîna à la chapelle. C'était un spectacle attendrissant de voir un vénérable vieillard, de près de quatre-vingts ans, ne pouvant mettre un pied devant l'autre, soutenu par deux personnes, s'acheminer vers l'autel où il allait offrir le sacrifice à l'Agneau qu'il allait immoler par ses mains défaillantes. J'eus le bonheur de servir cette dernière Messe. Quel sentiment n'éprouvai-je pas à la vue de ce saint prêtre, presque à l'agonie, célébrant les Saints Mystères avec un redoublement de foi et d'amour qui ont laissé des traces bien profondes dans mon cœur ! Il eut toutes les peines du

---

9. *Mgr de Mazenod*, éd. Faillon, 29 août 1842, D. E., IV, 140-141.



monde d'achever ; son courage seul lui donna la force suffisante pour aller jusqu'au bout. »<sup>10</sup>

Rentré dans sa chambre, le Supérieur général s'étend sur son lit. Le même soir, M. Garnier, qui vient prendre de ses nouvelles, le trouve « si pâle, si accablé », qu'il lui conseille de regagner Paris où l'on trouverait plus facilement qu'à la campagne les médecins et les remèdes nécessaires. Celui-ci accepte et repart pour sa chère maison d'où l'Empereur l'avait expulsé, mais où Dieu, par une attention délicate, le ramenait pour mourir.

Dès lors, le mal progresse, la fièvre monte ; le délire alterne avec les moments de lucidité. Le saint vieillard, avec une obstination et une énergie extraordinaires, veut absolument réciter son office et dire la Messe. Il faut lui enlever son Bréviaire ; il faut lui cacher ses vêtements. Encore se lève-t-il pour les retrouver. « Un prêtre, répète-t-il, doit mourir à l'autel. » M. Duclaux s'impose et ferme la tribune à clé.

Par instants, le Supérieur général redevient lui-même pour plaisanter les docteurs qui prétendent le guérir. A M. Portal, qui vient avec Laennec lui donner une consultation et lui demande comment il se trouve : « Comme un homme, répond-il, qui est malheureusement tombé entre les mains des médecins. »<sup>11</sup> Il redevient également lui-même pour défendre la clôture, car les visiteurs accourent ; Mme de Villette, sa chère Belle et bonne, Sœur Rosalie ne se montrent pas les moins empressées qui voudraient le revoir une dernière fois. « Ce n'est pas le moment de commettre des infractions à la règle quand on va paraître devant Dieu », fait-il

---

10. *L'abbé de Mazenod à sa mère*, 2 mai 1811, D. E., IV, 148.

11. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 224.

dire à la première qui se morfond au parloir. Et à la seconde : « Comme parrain et comme prêtre, je dois vous former au sacrifice. Je vous envoie ma bénédiction. » <sup>12</sup>

On profite d'une amélioration passagère qui rend au malade le plein usage de ses facultés pour lui administrer les derniers sacrements. Avertis par une sonnerie de cloche inusitée, les séminaristes quittent leur classe et rejoignent les directeurs dans la chambre de leur Père agonisant. Quand M. Emery eut reçu le Viatique et l'Extrême-Onction, M. Duclaux lui demande pour toute la communauté sa sainte bénédiction. Il trace alors sur ses enfants agenouillés un large signe de croix, en ajoutant ces paroles qui résument toute son existence : « Je n'ai vécu que pour l'Eglise et le Séminaire ; ils seront l'objet de mes prières et de mes vœux jusqu'à ma fin. » <sup>13</sup> Le délire le reprend bientôt. Prêcher infatigable, son cousin Fournier, évêque de Montpellier, s'obstine cependant à l'exhorter. « Je me souviens encore des paroles et du ton et aussi de l'impatience que j'éprouvai, rapporte Mgr de Mazenod, car il criait à tue-tête à ses oreilles les paroles de saint Paul : *Cursum consummavi, fidem servavi*. Il y avait de quoi étourdir un homme bien portant. » <sup>14</sup>

Sans avoir repris connaissance, le Supérieur général s'éteignit doucement, le 28 avril 1811, second dimanche après Pâques, à 2 h. 45 de l'après-midi.

Le cardinal Fesch, appelé d'urgence, arrive juste à temps pour recevoir son dernier soupir. « Il se retira pénétré de douleur et versant des larmes, rapporte

---

12. *Souvenirs de Sœur Rosalie*, D. E., IV, 968.

13. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 223.

14. Mgr de Mazenod à M. Faillon, 29 août 1842, D. E., IV, 142.

M. Garnier. Le soir, étant allé à la cour et s'étant présenté à l'Empereur: « Sire, lui dit-il, j'ai une bien triste nouvelle à vous annoncer. M. Emery vient de mourir. — J'en suis fâché, répondit Napoléon ; j'en suis très fâché. C'était un homme sage ; c'était un ecclésiastique distingué. Il faut lui faire des obsèques extraordinaires. Je veux qu'il soit enterré au Panthéon avec les grands serviteurs de l'Etat. » Le cardinal eut toutes les peines du monde à écarter pareil honneur, si peu en rapport avec le caractère du personnage et l'esprit de Saint-Sulpice ; il représenta à son oncle qu'on avait déjà fixé, dans la maison de campagne d'Issy, la sépulture du Supérieur général, « qu'il convenait que les restes de cet homme vénérable demeuraient au milieu de ses enfants, qui seraient inconsolables si on les en séparait »<sup>15</sup>. Le souverain se laisse persuader et renonce à son « extraordinaire » dessein. M. Emery reposerait dans le cimetière de Lorette, parmi les siens, tout contre la chapelle de la Vierge qu'il aimait d'une particulière affection.

## II

Une foule énorme, où se mêlaient cardinaux, évêques, personnages officiels, prêtres et fidèles, défila dans la chapelle mortuaire où les séminaristes en surplis se relayaient pour prier. « Le visage de M. Emery, extrêmement défiguré pendant sa maladie, relate M. Garnier, reprit immédiatement après sa mort ses traits naturels. On voyait reluire sur sa figure le calme et la tranquillité d'un homme qui se repose après de longs travaux.

---

15. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 224.

Au lieu d'inspirer aucune horreur, il portait à la piété et au recueillement. »<sup>16</sup>

« On ne l'ensevelit que vingt-quatre heures après sa mort, relate d'autre part le maître des cérémonies de Saint-Sulpice, M. Caron, et on le mit dans une bière de bois, tout simplement. Un de ses intimes amis voulait le faire mettre dans un cercueil de plomb ; on le pria de n'en rien faire, dans la crainte que la cupidité ne pût, un jour, porter quelqu'un à prendre le cercueil et à profaner les ossements de ce grand serviteur, comme l'ont été ceux des premiers Supérieurs généraux de Saint-Sulpice, pour avoir le plomb qui faisait leur cercueil. »<sup>17</sup> Cette précaution atteste qu'on n'avait pas oublié les expériences de la Révolution, encore si proche, et que, par ailleurs, l'avenir semblait très incertain.

« Les obsèques furent célébrées le 30 avril. M. Duclaux fit la levée du corps, la voix entrecoupée de sanglots. La Messe fut célébrée par M. Fournier, en qualité de parent. Le diacre était M. Tharin, depuis évêque de Strasbourg, le sous-diacre, M. Gosselin. S. Em. le cardinal Dugnani, qui affectionnait singulièrement M. Emery, plusieurs archevêques et évêques assistaient à la Messe. Plusieurs conseillers de l'Université y étaient aussi venus pour rendre hommage à leur collègue. »<sup>18</sup> On signale enfin la présence de Belle et bonne, Mme de Villette, « qui accompagna le convoi jusqu'à Issy »<sup>19</sup>.

On réussit à écarter par un subterfuge le sénateur Grégoire qui, pendant la maladie du Supérieur général,

16. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 235.

17. *Notes de M. Caron, maître des cérémonies du Séminaire*, D. E., IV, 822-823.

18. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 226.

19. *Id.*, *ibid.*

n'avait pas manqué de prendre, chaque jour, de ses nouvelles et annonçait son intention formelle d'assister aux funérailles. Grégoire, en effet, depuis quelques années, se trouvait en excellentes relations avec M. Emery ; ils se visitaient, échangeaient des lettres cordiales, se prêtaient des livres, se communiquaient leurs travaux ; la ferme attitude adoptée par le second, depuis les affaires de Rome, accentua davantage encore son rapprochement avec le premier, républicain fidèle et farouche opposant au régime napoléonien. Cette évolution déconcerte un peu notre logique, car ces deux hommes se rencontrent à mesure que l'un s'oriente vers l'ultramontanisme en défendant les privilèges du Pape, tandis que l'autre s'enfonce dans un gallicanisme impénitent. Mais en logique, l'évêque de Loir-et-Cher connaît surtout les antinomies du césarisme qu'il abhorre et de la démocratie qui le passionne. Que M. Emery prenne en main la cause de Pie VII, qu'il revendique pour Rome le droit d'institution canonique si contraire aux principes de l'Eglise constitutionnelle, la chose lui importe assez peu. Qu'il résiste à Napoléon, voilà tout l'essentiel.

Par là, il rejoint le sénateur irréductible. Aussi Grégoire veut-il absolument, par sa présence aux obsèques, souligner aux yeux de tous la correspondance de leurs sentiments.

On devine que cette démonstration inquiète les Sulpiciens déjà si mal en cour. D'autre part, ceux-ci redoutent que « l'intrus » ne se présente en costume épiscopal. Comment faire siéger ce schismatique au milieu des cardinaux et des prélats ? Ils conviennent que, s'il se présente, on ne l'introduira pas dans le chœur, mais qu'on le placera à la tribune avec les conseillers de l'Université et les personnages officiels. Tou-

tefois, le mieux serait qu'on le pût évincer. Les directeurs de Saint-Sulpice s'arrangent donc pour l'inviter une demi-heure seulement avant la Messe. Grégoire se montra fort mécontent, car il avait pris un engagement pour ce jour. Il se froisse, en outre, de ce que le mandataire de ces messieurs, M. de Janson, l'appelle M. le sénateur. « Je suis évêque, proteste-t-il, et, si j'avais assisté à la cérémonie, j'y aurais paru en évêque. » A quoi M. de Janson répondit : « Je ne puis vous donner d'autre titre que celui de sénateur ; c'est le seul que le gouvernement vous reconnaisse. » Il aurait pu ajouter que M. Emery en usait de même avec lui. Mais à quoi bon prolonger cette contestation, puisque le but cherché se trouvait atteint ? Le patriarche de l'Eglise constitutionnelle ne figurerait pas aux funérailles du Supérieur général ; on évitait ainsi tout incident <sup>20</sup>.

Malgré la longueur du trajet, les séminaristes réclament l'honneur de porter eux-mêmes le corps de leur Père. Parmi eux figurent M. de Mazenod et le futur cardinal de Bonald. « Je lui devais bien ce témoignage de ma vénération, écrira en 1842 cette Eminence à M. Faillon ; il m'avait toujours témoigné beaucoup de bienveillance. » <sup>21</sup> Elèves et directeurs suivent « deux à deux, en soutane, le surplis sur le bras gauche, le bonnet carré sur la tête et un cierge éteint dans la main ». Viennent enfin les voitures des prélats, des membres de l'Université, des « personnes de distinction » <sup>22</sup>.

A la barrière de Vaugirard, une fois qu'on a quitté Paris où le culte public et les processions demeurent

20. A. GOSSELIN, *Vie de M. Emery*, II, 341-342.

21. *Le cardinal de Bonald à M. Faillon*, 28 mars 1842, D. E., IV, 1.

22. *Notes de M. Caron*, IV, D. E., IV, 823.

interdits, le clergé se revêt du surplis ; la croix de procession et les chandeliers, « qu'on avait fait déposer dans le bureau des employés, qui rendirent volontiers ce petit service »<sup>23</sup> prennent la tête du cortège ; des clerks entonnent les psaumes de la pénitence.

« En passant devant l'église de Vaugirard, on dépose le corps sur des tréteaux, vis-à-vis de la porte de l'église. M. le curé sortit avec son clergé et chanta l'absoute... A l'entrée du village d'Issy, M. le curé de cette paroisse vint au-devant du corps en chappe, avec son clergé. » Le convoi alors s'organise de façon à ménager les droits respectifs, souci bien caractéristique d'une époque où survivaient encore les conflits de préséances chers à l'Ancien Régime. « La croix du Séminaire prit la droite du pavé, avec deux acolytes, l'un du Séminaire, l'autre de la paroisse, note soigneusement le maître des cérémonies, M. Caron ; la croix de la paroisse prit la gauche avec deux acolytes, l'un du Séminaire, l'autre de la paroisse. M. le curé et ses deux choristes allèrent se mettre à la fin de la procession, en avant du corps.

A quelque distance du village, M. le maire et son adjoint, avec deux gendarmes, se mirent auprès du corps du vénérable défunt, les deux gendarmes en avant, le maire et son adjoint par derrière. »<sup>24</sup>

On arrive enfin à la porte cochère de la maison, devant laquelle « quatre sentinelles de la garde nationale bourgeoise » rendent les honneurs. Le cortège s'avance à travers le parterre et « s'arrête devant le bassin ». M. Fournier chante une nouvelle absoute, puis six directeurs « portent le cercueil jusqu'au cimetière

---

23. *Notes de M. Caron*, D. E., IV, 823.

24. *Id.*, *ibid.*

de Lorette. Avant les dernières prières, l'évêque de Montpellier prononça l'éloge funèbre du défunt et « le peignit comme un ange de la paix, de lumière et de consolation »<sup>25</sup>. Il termina en exhortant les assistants à marcher sur ses traces ; le cardinal Dugnani, les évêques et, après eux, tous les assistants répondent : *Amen*<sup>26</sup> ! »

On descend alors les restes mortels de M. Emery dans le caveau voûté attenant à la chapelle de Lorette. Le Supérieur général y repose depuis ce temps, à l'ombre du sanctuaire dédié à la Vierge Marie, parmi les siens, dans la paix.

Sur sa modeste tombe, une épitaphe latin dont les dernières lignes inquiéteront la police impériale, résume tous les mérites de sa longue vie.

Ci-gît Jacques-André Emery, neuvième Supérieur du Séminaire Saint-Sulpice, conseiller à vie de l'Université impériale. C'était un homme excellemment doué et d'une vertu peu commune. Son visage exprimait la bonté ; à ses lèvres venaient les mots propres à gagner les âmes ; ses écrits renferment un exposé doctrinal sans apprêt, coulant, et marquent la qualité de son jugement. Les anciens usages et les règles de ses Pères lui tenaient très au cœur. Il se montra avisé et prudent dans les conseils, adroit dans les situations embrouillées, maître dans l'art du gouvernement, courageux et invincible dans l'adversité, intègre en toutes choses. Il refusa à plusieurs reprises la dignité épiscopale et choisit de demeurer caché dans la maison du Seigneur. Serviteur très dévot de la bienheureuse Vierge Marie, soldat infatigable de l'Epouse du Christ,

25. *Notes de M. Caron, D. E., IV, 823.*

26. M. GARNIER, *Recueil de différents traits relatifs à la vie de M. Emery*, 228.



l'Eglise, pour laquelle seule il vécut, il mourut en combattant le bon combat, le 28 avril 1811, à 79 ans.

HIC JACET  
 JACOBUS ANDREAS EMERY  
 SEMINARII SANCTI SULPITII SUPERIOR NONUS  
 UNIVERSITATIS IMPERIALIS CONSILIARIUS PERPETUUS  
 VIR OPTIMI INGENII INSIGNISQUE VIRTUTIS  
 IN VULTU BENIGNITAS  
 IN ORE SERMO AD FLECTENDOS ANIMOS APPOSITUS  
 IN SCRIPTIS DOCTRINA SPONTE FLUENS  
 EXQUISITUMQUE JUDICIUM  
 PRISCI MORIS ET AVITAE DISCIPLINAE TENACISSIMUS  
 IN CONCILIIS SAGAX ET PRUDENS  
 IN INTRICATIS SOLERS  
 IN REGIMINIS ARTE PRAECIPUUS  
 IN ADVERSIS FORTIS ET INVICTUS  
 INTEGER IN OMNIBUS  
 EPISCOPALIBUS INFULIS PLURIES REPULSIS.  
 ELEGIT ABJECTUS ESSE IN DOMO DEI SUI  
 BEATAE MARIAE VIRGINIS FAMULUS ADDICTISSIMUS  
 SPONSAEQUE CHRISTI ECCLESIAE, CUI TOTUS VIXIT  
 MILES INDEFESSUS  
 BONUM CERTAMEN CERTANS OBIIT  
 28 APRILIS 1811, AETATIS 79

### III

« Je n'ai vécu que pour l'Eglise. » Ce mot de M. Emery mourant dégage la ligne maîtresse d'une existence qui laisse, de prime abord, une impression sinieuse.

Lui-même opposait volontiers la constance de son attitude aux étonnantes palinodies de ses contemporains. Nulle époque, en effet, plus que la sienne, n'a brûlé ce

qu'elle avait adoré, adoré ce qu'elle avait brûlé ; les éditions, sans cesse revues et considérablement augmentées, du fameux *Dictionnaire des Girouettes* en témoignent.

Ces girouettes, on les trouve parmi les anciens révolutionnaires.

Si vous voyiez de près, comme je le vois à présent, écrit le Supérieur général à son cousin Girod, tous ces malheureux philosophes qui ont tant travaillé à abolir les anciens principes, à établir les droits de la raison, de l'homme et du peuple, si vous voyez combien ces hommes sont aujourd'hui rampants, flagorneurs ! Vous savez ce qu'ils ont été pour la démocratie et ils sont aujourd'hui les plus ardents défenseurs de l'autorité arbitraire. C'est qu'au fond tous ces gens à beaux principes ne sont que des esclaves de la vanité et de la cupidité. Ils trouvent aujourd'hui leur profit à flatter l'autorité arbitraire et ils la flattent sans pudeur <sup>27</sup>.

Ces girouettes, on les trouve dans l'Eglise elle-même.

Bien faire et laisser dire, c'était la maxime de saint François de Sales, observe M. Emery à son cher Bruté. Garder un juste milieu et s'y tenir ferme, voilà quelles ont été les maximes que j'ai suivies. Je n'ai pas été, depuis le commencement de la Révolution, dans le cas de changer une seule fois d'opinion. Il est arrivé que des personnes qui, au dedans et au dehors, m'accusaient de faiblesse, sont revenues à ma façon de penser et que c'est moi qui suis obligé aujourd'hui de leur inspirer du courage et de la force, pour ne pas tomber dans l'extrémité opposée <sup>28</sup>.

D'aucuns, il l'avoue, le trouvèrent trop accommodant avec la Révolution. On ne doit pas oublier pourtant avec quelle fermeté il se prononça contre les erreurs doctrinales de la Constitution civile du clergé. Parce qu'il servait l'Eglise, le Supérieur général se refuse à en

---

27. A Girod, 8 février 1810, D. E., IX, 9 042.

28. A Bruté, 25 février..., D. E., *Lettres à Bruté*, lettre XXIII.

adopter les principes qu'il juge absolument contraires à l'indépendance spirituelle de la société chrétienne ; sur ce point, jamais il ne variera, jamais il ne cédera. Mais, parce qu'il sert l'Eglise et ne sert que l'Eglise, il n'entend point que les monarchistes utilisent la religion pour combattre le régime nouveau, fassent d'elle, selon sa parole célèbre, « un moyen et non une fin ». Aussi, à mesure que se déroule la crise, son intransigeance du début cède-t-elle à une attitude plus libérale. Une confusion détestable s'est créée, due à l'erreur capitale des Constituants, qu'accréditent, d'une part, les ennemis de la foi pour écraser l'infâme et, d'autre part, les royalistes qui solidarisent l'autel et le trône, afin d'exploiter à leur profit la résistance des croyants persécutés. Il faut dissocier la religion qui dure et les régimes qui passent, le spirituel et la politique, l'éternel et le temporel. Ainsi les partisans du nouvel état des choses ne pourront plus traiter prêtres et fidèles en insurgés, encore moins en complices des puissances étrangères ; ceux-ci recouvreront leur titre de patriotes et de citoyens. Ainsi les aristocrates ne pourront utiliser le catholicisme pour restaurer un système dont ils n'entendent point sacrifier les avantages. Ainsi peut-être se dissipera l'équivoque dont la Révolution elle-même pâtit, en dressant contre elle une opposition supplémentaire. De là cette consigne que M. Emery adopte pour son propre compte et qu'il répète inlassablement : « Acceptez le gouvernement de fait. Ne vous posez pas en adversaires systématiques. » De là le souci continu, pourvu que la doctrine reste sauve, de pousser jusqu'aux limites extrêmes la conciliation nécessaire.

D'un côté comme de l'autre, les passions étaient trop fortes, les erreurs de tactique trop graves pour qu'on écoutât ces conseils si nouveaux, si en avance sur

leur temps. Sous la III<sup>e</sup> République, ceux de Léon XIII, ce grand Pape le prévoyait, ne porteraient qu'à longue échéance. Les royalistes répondent par l'indignation, le mépris, les injures, les jacobins par la méfiance. Le Directoire succombe avant que ne se réalise l'apaisement.

Bonaparte accède au pouvoir. M. Emery maintient son attitude : fidélité au gouvernement de fait. Vis-à-vis de ce régime, qui n'a pas, loin de là, ses préférences, car il demeure royaliste de sentiments et de conviction, on le trouve loyal, arrangeant. Personne plus que lui n'a travaillé à rallier évêques, prêtres et fidèles au Premier Consul. Mais, contrairement à ce qui se passa sous la Révolution, à partir de 1806, le Supérieur général se raidit. De 1789 à 1799, il va de la résistance au libéralisme ; de 1800 à 1811, sa marche s'inverse pour aboutir à une opposition inflexible.

Cet ondoisement, qui déconcerte en apparence, s'explique chez lui par un principe constant. Bonaparte ne doit pas se servir de l'Eglise à des fins politiques et dynastiques ; il faut que celle-ci, à tout prix, conserve son autonomie de société indépendante et parfaite ; pas plus en 1809 qu'en 1789, elle ne peut se laisser absorber par l'Etat. Nous parlerions aujourd'hui de totalitarisme. La chose avait précédé le mot.

M. Emery eut assez de lucidité pour discerner le péril, assez de courage pour le dénoncer et faire front. Beaucoup de ses contemporains, évêques et cardinaux compris, ne voient dans la question romaine qu'une question politique. Après de passagères hésitations, il va au nœud du problème et dissipe cette équivoque, comme les précédentes. Autour de lui, on tremble, on capitule. Il tient tête, presque seul, en face, à Napoléon. Rien ne l'arrête, ni menaces, ni persécutions, ni flatteries, ni la terrible colère impériale, ni même la scène specta-

culaire des Tuileries. Le Supérieur général de Saint-Sulpice ne cédera pas d'un pouce sur la ligne de résistance qu'il s'est fixée. Car il y a des heures pour la souplesse et d'autres pour la rigidité. Tandis que les gens tout d'une pièce emploient souvent la seconde quand il faudrait la première et la première quand il faudrait la seconde, cet « homme sage » les utilise l'une et l'autre avec un sens extraordinaire de l'opportunité, qui n'a rien de commun avec cet opportunisme qu'on lui a parfois et injustement reproché.

Ce prêtre qui avait horreur de la politique se montre ainsi politique consommé. Talleyrand, bon juge en la matière, l'a reconnu avec une admiration nuancée de respect. Les hommes d'Etat, ceux de la Révolution, ceux de l'Empire, voire Napoléon, eussent gagné à consulter ses lumières, et la France avec eux. Mais, parce qu'il voyait plus loin, en voyant plus haut, on ne le comprit guère ; on le suivit encore moins. Les précurseurs n'ont raison qu'après coup.

Ceux qui bénéficient aujourd'hui du recul de l'histoire et de cent cinquante ans d'expériences douloureuses ne pourraient invoquer la même excuse, s'ils retombaient dans les mêmes fautes et les mêmes erreurs. Puisse la méditation de cette admirable vie apporter à nos contemporains, qui oscillent à leur tour entre le totalitarisme et la révolution, les enseignements dont ils ont particulièrement besoin !

« Par sa fermeté, par sa sagesse, écrivait, le 6 mai 1811 à M. Duclaux le saint évêque d'Alais, M. Emery a su se rendre supérieur aux événements ; il n'a jamais considéré que l'intérêt de la religion et, fidèle inviolablement à cette grande pensée, il s'est attaché à séparer ce grand intérêt de toutes les considérations humaines et de toutes les vicissitudes politiques. Il n'a jamais

pensé qu'à Dieu et à l'Eglise et, cependant, il n'a pas échappé à cette gloire et à cette renommée humaine qu'il dédaignait. » <sup>29</sup>

On ne pouvait, en termes plus heureux et plus justes, dégager les traits essentiels de cette grande figure, honneur et modèle du clergé français.

---

29. *M. Bausset à M. Duclaux*, 6 mai 1811, D. E., IV, 24.

*Paris, 18 juin 1946.*



## INDEX NOMINUM

Les noms de personnes cités dans ce livre sont en petites capitales, les noms de lieux en italique. On n'y a pas porté celui de Napoléon qui, dans certains chapitres, revient presque à chaque page.

- ABRIAL, 174, 190.  
 AFFRE, 216.  
 Aix, 190, 244, 246.  
 ALQUIER, 283, 361.  
 Ancône, 269, 282.  
 Angers, 18, 21, 156, 227, 231, 246.  
 ANTONELLI, 16, 111, 309, 319.  
 ARGENTRÉ (J.-B. DU PLESSIS D'), évêque de Séez, 33, 34.  
 AREZZO (Mgr D'), 292.  
 Arras, 114, 146, 153.  
 ASSELINE, 15, 119, 144.  
 ASTROS (D') 105, 107, 116, 117, 118, 143, 152, 297, 299, 376-379, 484, 485, 486, 489, 492, 495-496, 497, 498, 506.  
 Autun, 142, 153, 227, 242, 246, 255, 256, 259, 293.  
 AVARAY (D'), 15, 25.  
 AVIAU (D'), 113, 293.
- BABAD, 235, 247.  
 BALORE (CORTOIS DE), 113.  
 Baltimore, 235, 237-240, 242.  
 BARBAZAN, 190, 193, 195.  
 BARRAL (DE), 373, 400, 401, 414, 508.  
 BARRAS, 8.
- BAUSSET (DE), 19-21, 24, 26, 29, 30, 41-43, 47-52, 54-55, 58-60, 64, 70, 71, 90, 91, 95, 96, 103, 108, 112-116, 120-121, 127, 135, 137, 138, 140, 144, 145, 181, 187, 210, 212, 213, 229, 270, 296, 297, 313, 319, 320, 323, 334-336, 340-343, 345, 347, 348, 355, 358, 361, 362, 373, 374, 391, 394, 401, 403, 439, 447, 452, 465, 466-468, 471, 479, 482, 489, 491, 493, 495, 496, 498, 502, 508, 509, 519, 522, 531, 532, 550, 551.  
 BEAULIEU, 133.  
 BÉCHEREL, 133.  
 BELLOY (Cardinal DE), 113, 127, 149, 152, 162, 172-177, 194-197, 208-213, 220, 271, 296, 322, 357-359, 424, 425, 480.  
 BELMAS, 133.  
 BERNET (Cardinal), 138, 203, 403.  
 BERNIER, 7, 18-21, 42, 43, 45-47, 49, 52-60, 64, 65, 69-71, 95, 98, 99, 103-108, 114-116, 120, 130-134, 137, 143,



- 148-150, 154-157, 168, 170,  
173, 175, 184, 190, 243, 258,  
276, 297, 299, 305, 352, 364,  
473.
- BERTHIER, 169.
- Besançon*, 258, 259.
- BEXON, 185.
- BOISGELIN (Cardinal DE), 102,  
105, 106, 114, 115, 117, 136,  
143, 168, 169, 176.
- BOISLEWE, 418, 421, 423, 425,  
426, 427, 429.
- BONALD (Cardinal DE), 543.
- BONALD (DE), 335, 336, 346-  
348.
- BONAPARTE (JOSEPH), 8, 95.
- BONAPARTE (LETITIA), 476.
- BONAPARTE (LUCIEN), 200,  
476.
- BONNEVAL (D'AGOUT DE), 118,  
119.
- BOULOGNE (DE), 523, 524.
- BOURDEILLES (DE), 118, 119.
- BOURG (DU), 175, 179, 241,  
278, 291, 304, 334, 372, 402,  
465.
- BOURLIER, 401, 414, 508.
- BOVET (DE), 34, 119.
- BRIENNE (DE), 32.
- BROGLIE (DE), 100.
- Bruges*, 118, 185, 188, 189.
- BRULERIE (DE LA), 101.
- BRUTÉ, 308, 313, 346, 396,  
397, 420, 431.
- CACAULT, 70, 71.
- CAFFARELLI, 160.
- CAMBACÉRÈS (Archichancelier),  
80, 494, 429, 433.
- CAMBACÉRÈS (Cardinal), 33,  
372, 427, 525.
- CANAVERI, 400, 401, 414.
- CAPRARA (Cardinal), 53, 97,  
98, 101-103, 106, 114, 116,  
120, 124-127, 130, 134-137,  
154, 156, 159, 161-163, 168,  
173, 175, 181, 184, 187, 300,  
301, 305, 361, 364, 372, 384,  
395.
- CARROLL, 236-240.
- CASELLI, 43, 95, 99, 508.
- CASONI (Cardinal), 116, 117,  
372.
- CHABOT (DE), 116.
- CHARMEROY (Mlle DE), 193-  
196.
- CHATEAUBRIAND, 92, 96, 106,  
146, 283, 287, 520, 521.
- CICÉ (J.-M. CHAMPION DE),  
archevêque d'Aix, 61, 62,  
69, 114, 117, 187, 190, 244,  
308, 312, 351.
- CICÉ (J.-M. CHAMPION DE),  
évêque d'Auxerre, 119.
- CICÉ (Mlle DE), 69.
- CLÉMENT, 33.
- Clermont*, 244, 246.
- COBENZL, 78.
- CONSALVI (Cardinal), 43, 44,  
49, 50, 56, 64, 68, 71, 76,  
81, 85, 95, 96, 106, 146,  
283, 287, 433, 434, 526.
- CONZIÉ (DE), 144.
- COUCY (DE), 108, 116, 117,  
381.
- COURBON, 190, 248, 287, 395.
- COURTADE, 203, 204.
- COUSSENGUES (CLAUSEL DE),  
153, 272-274.
- Coutances*, 31, 32.
- CRÉTET, 95.
- CROUSSEILLES (DOMBIDAUD  
DE), 90, 92, 101, 102, 106,  
107, 138, 139, 143, 180, 260.
- CUVIER, 335, 341, 351, 354.
- DALBERG (DE), 375, 389.
- DAMPIERRE (DE), 54, 59, 86,  
88, 143, 144.
- DESJARDINS, 364.
- DESPRÈS-CASSIER, 88.
- DILLON, 113.

- DUBOIS, 75, 76, 81, 82, 87, 88,  
     92, 93, 209.  
 DUBOURG, 236, 247, 249.  
 DUCI, 102.  
 DUCLAUX, 18 - 21, 204 - 207,  
     225, 228, 233, 538, 539, 541.  
 DUCOS, 7.  
 DUGNANI, 48, 51, 394, 541,  
     545.  
 DUVOISIN, 138, 331, 335, 373,  
     392, 400, 401, 414, 508, 522;  
 FAUCHET, 198.  
 FESCH (Cardinal), 8, 13, 18,  
     19, 41, 42, 58, 60, 64, 69,  
     71, 75-78, 80, 81, 90-92, 103,  
     130, 166, 175, 176, 179, 204,  
     274, 275, 293, 313-320, 341,  
     371, 372, 378, 385, 386, 393,  
     422, 425, 427, 434, 435, 436,  
     438, 439, 444, 448, 450, 452,  
     454, 458, 476-478, 483, 485,  
     487, 488, 491, 508, 509, 512,  
     520, 523, 532, 540.  
 FIRMONT (DE), 25.  
 FLEURY, 307-313, 316-320.  
 FLORAC (DE), 25.  
 FONTANA, 392, 393, 400-405,  
     498, 506, 508.  
 FONTANES (DE), 332, 335-337,  
     341, 342, 347, 348, 350, 352,  
     384-386.  
 FONTANGES (DE), 119, 121,  
     131, 132, 140, 141, 142, 177,  
     184, 185, 254-256, 259, 359,  
     360.  
 FOUCHÉ, 8, 13, 18, 19, 41, 42,  
     58, 60, 64, 69, 71, 75-78,  
     80, 81, 88, 90-92, 103, 130,  
     166, 175, 176, 179, 204, 274,  
     293, 313-320, 341, 371, 372,  
     378, 385, 386, 393, 423, 441,  
     446, 450, 452, 454, 456, 465.  
 FOURCROY, 328, 330, 331, 334,  
     336.  
 FOURNIER, 73-81, 83, 84, 92-  
     94, 180, 189, 198, 207, 228,  
     234, 281, 293, 339, 362, 481,  
     539, 541, 544, 545.  
 FRAYSINOUS, 207, 228, 272,  
     405, 412, 446.  
 FROMENT, 204-206, 212.  
 GAILLARD (TALAUE DE), 15,  
     118, 119.  
 GARNIER, 225, 236, 239, 271.  
 GERDIL (Cardinal), 30, 47, 48,  
     51.  
 GIRAC (DE), 119.  
 GRAULT, 146, 152, 153.  
 GRÉGOIRE, 26, 169, 192, 259,  
     447, 541-543.  
 GREGORIO, 498, 506.  
*Grenoble*, 244, 395, 398.  
 GROU, 100.  
 HAÛY, 273.  
 HUSSEY, 42, 43, 48, 95, 100.  
 IMBERTRÈS, 293.  
 ISOARD, 361, 362.  
 ISTRIA (COLONNA D'), 163.  
 JACOUPEY, 138-140.  
 JALABERT, 379, 501, 465.  
 JAUFFRET, 161-164, 190, 198,  
     244, 253, 257, 279, 280, 287,  
     293, 299, 301, 313, 362, 481,  
     523, 524.  
 JOSÉPHINE (Impératrice), 417,  
     423, 426, 428, 430.  
 JOUBERT, 351.  
 JOUEN, 79, 88-92, 180, 214,  
     233, 393, 394, 460.  
 JUIGNÉ (DE), 22-25, 59, 61,  
     66, 86, 88, 119-121, 372.  
 LABRADOR, 29, 30, 43, 48.  
 LA CLORIVIÈRE (DE), 69.  
 LACOMBE, 133.  
 LAENNEC, 536, 537, 538.

- LA FARE (DE), 63, 65, 119.  
 LALANDE, évêque constitutionnel de Nancy, 88.  
 LA LUZERNE (DE), 119.  
 LA MARCHE (DE), 117.  
 LAMENNAIS (FÉLICITÉ DE), 396, 397.  
 LAMENNAIS (JEAN-MARIE DE), 308, 396, 397.  
 LAMOURETTE, 190.  
 LA NEUVILLE (DE), 24.  
 LAPLACE, 9.  
 LA ROCHE, (CHARRIER DE), 132, 133, 177, 189.  
 LA ROCHEFOUCAULD (Cardinal DE), 31, 119.  
 LA TOUR-LANDRY (DE), 34, 35, 54, 100, 113, 138, 203, 207.  
 LEBRUN, 55, 146, 152.  
 LE COZ, 113, 177, 202, 258, 260, 277, 304, 324, 424.  
 LEJEAS, 175, 379, 428.  
 LE SURRE, 99-103, 106, 126, 127, 133, 136, 138, 145, 146, 181, 314.  
 LE TOURNEUR, 404, 405.  
 LIAUTARD, 206.  
 Limoges, 189, 234, 235, 240, 242, 244, 246, 291.  
 LINSOLAS, 32, 36.  
 LITARD, 31.  
 LORRY (DE), 113, 189.  
 LOUIS XVIII, 14-17, 25, 26, 37, 61, 62.  
 LYON, 31-33, 35-37, 374, 375, 380.  
 MACHAULT (DE), 119.  
 Mâcon, 112, 113.  
 MALARET (DE), 86, 888, 174.  
 MANDOLX (DE), 174.  
 MANNAY, 413, 508.  
 MARBEUF (DE), 31, 35.  
 MARET, 335.  
 MARIE-LOUISE (Impératrice), 432.  
 MARTINIANA (Cardinal), 29, 40.  
 MAURY (Cardinal), 13-16, 24, 26, 53, 58, 62-66, 117, 293, 344, 372, 376, 378, 395, 396, 400-402, 413, 471-503, 506, 508, 510, 520.  
 MAZENOD (DE), 396, 397, 459, 533, 536, 537, 539, 543.  
 MAZIO, 98, 99, 102, 103, 364.  
 MEILLOC, 227, 231.  
 MERCY (DE), 63, 118, 119, 145.  
 MÉRINVILLE (DE), 119.  
 MESSEY (DE), 119.  
 Milan, 40, 41.  
 Montpellier, 79, 93.  
 MOREAU, évêque de Mâcon, 35, 36, 112, 113.  
 MUSQUIZ (DE), 42.  
 NAGOT, 235, 239, 404, 468, 471.  
 Nancy, 88, 119.  
 Orléans, 190.  
 OSMOND (D'), 114.  
 PACCA (Cardinal), 102, 303, 433, 462, 526, 530, 531, 533.  
 PANCEMONT, 58, 90, 120, 121, 154, 173, 187, 207, 322, 323.  
 PÉRIER, 133, 246.  
 PIETRO (Cardinal DI), 35, 124, 130, 278, 301, 485, 487, 489.  
 PIE VII, 14, 15, 26, 29, 30, 43, 45, 47, 48-51, 54, 66, 68, 95, 96, 98, 102, 109, 110, 112, 120, 121, 124, 181, 239, 240, 258, 266, 268-279, 282, 287, 289, 291, 294, 306, 307, 309, 310, 321, 322, 362, 365, 370, 375, 376, 381, 386, 387,

- 399, 407, 421, 422, 425, 426,  
 427, 472, 484, 487, 506, 507,  
 511, 515, 518, 523, 525, 526,  
 POLIGNAC (DE), 119.  
 PORTALIS, ministre des Cultes,  
 102-106, 113, 118, 130, 134,  
 135, 140-142, 144, 146, 152,  
 155, 157, 176, 187, 193, 194,  
 198, 199, 201, 216, 241, 253,  
 254, 256, 257, 259, 260, 263,  
 289, 293, 297, 299, 301, 352,  
 366, 368, 384, 385, 424.  
 PORTALIS, fils, 498, 499.  
 PRADT (DE), 373, 508.  
 PRÉAMENEU (BIGOT DE), 198,  
 321, 359, 364-368, 395, 400,  
 414, 435, 442-444, 447, 449,  
 454, 456, 457, 461-466, 483,  
 495, 498, 507, 508, 510.  
 PRÉCY (DE), 37.  
 PRESSIGNY (DE), 119.  
 PRIMAT, 130, 133, 136, 175,  
 177, 258, 371.  
  
 QUÉLEN (DE), 206.  
*Quimper*, 101, 138, 139.  
  
*Rennes*, 120, 138.  
 REYMOND, 133, 202, 424.  
 ROEDERER, 40, 41.  
 ROHAN (DE GUÉMÉNÉE DE),  
 120.  
 ROHAN (Cardinal LE), 119.  
 RONDEAU, 373, 446, 447.  
 ROQUELAURE (DE), 54, 113.  
 ROSALIE (Sœur), 214, 460,  
 461, 538, 539.  
 ROUSSEAU, 144, 324-325.  
 ROVIÈRE, 188.  
 ROYER, 53, 159.  
 RUBI, 102, 103.  
 RUDEMARE, 429.  
 RULLY (DE), 31.  
  
 SABRAN (DE), 119.  
 SALA, 99, 102, 364.  
 SAMBUCY (DE), 203, 280, 281,  
 310.  
 SAURINE, 133, 202, 277, 424.  
 SAVARY, 378, 492, 497.  
 SEBASTIANI, 162, 163.  
 SOMAGLIA (Cardinal DELLA),  
 430, 431, 434-438.  
 SOYECOURT (Mme DE), 205,  
 228, 498.  
 SPINA (Cardinal), 33, 42, 43-  
 57, 62-71, 95, 98, 99, 108,  
 112, 114, 120, 124, 126, 292.  
  
 TABARAUD, 130.  
 TALARU (DE), 31.  
 TALLEYRAND (Cardinal DE),  
 25, 68, 119, 381.  
 TALLEYRAND (CHARLES-MAU-  
 RICE DE), 9, 18, 29, 30, 32,  
 43, 44, 47, 55, 56, 69, 74,  
 120, 142, 146, 152-156, 187,  
 202, 241, 242, 305, 335, 385,  
 472, 523, 525, 530.  
 THÉMINES (DE), 108, 116, 117.  
*Toulouse*, 141, 246, 256, 258.  
 TOURNEFORT (DE), 536.  
  
*Valence*, 9, 44, 119.  
 VERDIER, 227.  
 VERDOLLIN, 32, 36, 37.  
 VERNET, 12, 41, 64, 66, 132,  
 189, 191, 217, 219, 227, 230,  
 231, 233, 246.  
 VILLARET (DE), 334, 336, 341.  
 VILLEDIEU (DE), 119.  
 VILLÈLE (DE), 303.  
 VILLETTE (Mme DE), 538, 539,  
 541.  
  
 WATERFORD, 43, 44, 48, 99,  
 100.



## TABLE DES MATIERES

### CHAPITRE PREMIER

#### Au lendemain de Brumaire.

|                                                                                                                                                                                                                                              |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Les premières mesures religieuses du gouvernement consulaire. La promesse de fidélité à la Constitution. La controverse sur la licéité. M. Emery autorise cette promesse. Opposition des royalistes et de Maury. M. Emery et Bernier..... | 7  |
| II. Les hésitations de M. de Juigné. Le Mémoire des évêques résidant en France rédigé par M. Emery. Son envoi à Rome par Labrador.....                                                                                                       | 22 |
| III. L'administration des diocèses vacants. Les droits des Chapitres et la nomination par le Saint-Siège d'administrateurs apostoliques. L'affaire de Lyon. M. Emery soutient les droits des Chapitres.....                                  | 30 |

### CHAPITRE II

#### Les négociations concordataires.

|                                                                                                                                                                                                                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Le discours de Bonaparte au clergé de Milan. Sa diffusion par M. Emery. Retour de Bernier. Arrivée de Spina à Paris. Vie retirée de Spina.....                                                                                                         | 39 |
| II. M. Emery et Spina. Leurs entretiens. Le Mémoire des évêques. La situation générale de l'Eglise de France....                                                                                                                                          | 47 |
| III. L'attentat de Noël. Première entrevue de M. Emery et de Bonaparte.....                                                                                                                                                                               | 57 |
| IV. Spina et la promesse de fidélité. Révélation de Maury sur la condamnation de la promesse par la Congrégation des cardinaux. Embarras de Spina. Démarche de M. Emery auprès des ministres. Suggestions de Spina à Consalvi. La crise du Concordat..... | 61 |

## CHAPITRE III

## Troisième captivité de M. Emery.

|                                                                                                                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Les sermons de Fournier. Son éloquence originale. Ses audacieuses allusions. Fournier enfermé comme fou à Bicêtre par ordre de Fouché. Mémoires et interventions en sa faveur..... | 73 |
| II. Arrestation de M. Emery. Ses raisons réelles. Les interrogatoires. Les rapports de police.....                                                                                    | 81 |
| III. Charité et courage du prisonnier. Son élargissement. Ses conseils à Fournier. Ses démarches pour la libération de son cousin.....                                                | 88 |

## CHAPITRE IV

## Les démissions épiscopales.

|                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La signature du Concordat. Inquiétudes de M. Emery. M. Emery et le légat Caprara. M. le Surre, secrétaire à la légation. M. Emery et Portalis.....              | 95  |
| II. La nouvelle circonscription des diocèses. Regrets de M. Emery. La démission générale des évêques. La question de principe. M. Emery et les droits du Pape..... | 106 |
| III. Les refus de démission. L'opposition en Angleterre, en Espagne, en Allemagne. Intervention et conseils de M. Emery. Les résultats.....                        | 112 |

## CHAPITRE V

## Le nouvel épiscopat.

|                                                                                                                                                                                       |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. L'administration des diocèses vacants par la démission des évêques. Instructions données par le Saint-Siège au légat. Les observations du légat et les réflexions de M. Emery..... | 123 |
| II. Les nominations épiscopales. Les vues de M. Emery. La nomination et la réconciliation des évêques constitutionnels .....                                                          | 129 |
| III. Les consignes de M. Emery aux évêques nommés. Son intervention en faveur de MM. de Fontanges et de La Tour du Pin.....                                                           | 137 |
| IV. M. Emery refuse le siège d'Arras. Insistance de Bernier .....                                                                                                                     | 142 |
| V. M. Emery et la rétractation des évêques constitutionnels. M. Emery absout et convertit Fesch.....                                                                                  | 154 |

## CHAPITRE VI

## Le conseiller des évêques de France.

|                                                                                                                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La publication du Concordat. Le <i>Te Deum</i> à Notre-Dame de Paris. Le bonheur de n'être rien.....                                                          | 167 |
| II. M. Emery et le cardinal de Belloy. L'administration du diocèse de Paris. Le Conseil archiépiscopal. Réserve et critiques de M. Emery.....                    | 172 |
| III. M. Emery et l'épiscopat. Napoléon prend ombrage de son influence. La police surveille son courrier. Les <i>Articles organiques</i> et leur application..... | 186 |
| IV. La réconciliation des prêtres constitutionnels. Leur nomination aux postes concordataires.....                                                               | 186 |
| V. Les refus de sacrements et de sépulture ecclésiastique.                                                                                                       | 192 |

## CHAPITRE VII

## La restauration du Séminaire Saint-Sulpice.

|                                                                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Le Séminaire de la Vache-Noire. Son organisation matérielle. Sa ferveur.....                                                                                                                                    | 201 |
| II. Le Séminaire de la rue Notre-Dame-des-Champs. Vaines tentatives pour recouvrer les anciens bâtiments du Séminaire Saint-Sulpice. Démolition du Séminaire. Installation provisoire à Notre-Dame-des-Champs..... | 207 |
| III. Le Séminaire de la rue du Pot-de-Fer. Achat et ameublement de la maison de l'Instruction chrétienne. Le recrutement. Le rétablissement de l'heure d'oraison. La reprise du costume ecclésiastique.....        | 213 |
| IV. Rachat de la maison de campagne d'Issy. Construction de la chapelle de Notre-Dame-de-Toutes-Grâces. Promenades et congés à Issy.....                                                                           | 222 |

## CHAPITRE VIII

## La formation du clergé.

|                                                                                                                                                                                                                   |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La restauration de la Compagnie de Saint-Sulpice. M. Emery offre sa démission qui est refusée. Le regroupement des Sulpiciens. L'interdiction du ministère extérieur. L'affaire des Séminaires d'Amérique..... | 227 |
| II. Les Séminaires de province. Les problèmes matériels. Le manque de directeurs. Exigences du cardinal Fesch. Les Petits Séminaires.....                                                                         | 240 |
| III. Les études ecclésiastiques dans les Séminaires.                                                                                                                                                              |     |



|                                                                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Projet de Séminaires métropolitains. Les projets de Fesch. Le Séminaire de Saint-Denys. Le fléchissement intellectuel du clergé de France..... | 250 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE IX

**Le sacre de Napoléon et la nouvelle orientation  
de sa politique religieuse.**

|                                                                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La politique religieuse de Napoléon s'oriente vers une politique impériale. Conséquences spirituelles de ses entreprises temporelles sur les Etats du Saint-Siège..... | 265 |
| II. Le sacre et le séjour de Pie VII en France. Pie VII et M. Emery.....                                                                                                  | 270 |
| III. Les représentations de Pie VII et des évêques de France à Napoléon. Suggestions de M. Emery.....                                                                     | 275 |
| IV. M. Emery et l'ambassade du cardinal Fesch à Rome. M. Emery, Fesch et Chateaubriand. Le rappel de Fesch.                                                               | 281 |
| V. L'optimisme de Fesch partagé par M. Emery. Equivoques et confusions. Un apaisement provisoire.....                                                                     | 290 |

## CHAPITRE X

**M. Emery et le gallicanisme.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Le <i>Catéchisme impérial</i> . L'opposition de M. Emery au projet de <i>Catéchisme impérial</i> . Ses raisons.....                                                                                                                                             | 295 |
| II. L'évolution des idées gallicanes de M. Emery. Une suppression significative. Les leçons de la Révolution. Le progrès de l'ultramontanisme dans le clergé de second ordre. M. Emery édite les <i>Nouveaux Opuscles</i> de Fleury. But de cette publication..... | 301 |
| III. Les félicitations de Rome. Le mécontentement de Fesch. L'intervention de Fouché. La défense de M. Emery. La Compagnie et le Séminaire menacés.....                                                                                                            | 309 |
| IV. Les mandements épiscopaux. Les panégyriques de l'Empereur. Observations de M. Emery aux évêques. Pas de manifestes !.....                                                                                                                                      | 321 |

## CHAPITRE XI

**L'Université impériale.**

|                                                                                                                     |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| I. L'héritage scolaire de la Révolution. Fondation de l'Université impériale. Le rôle réservé à la religion. Projet |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| de Fourcroy. Les critiques de M. Emery. Les amendements obtenus par le cardinal Fesch.....                                                                                                                                                                                                              | 327 |
| II. Napoléon nomme M. Emery conseiller de l'Université. Hésitations de M. Emery. Insistance de Fesch. L'acceptation. Félicitations et aubades.....                                                                                                                                                      | 334 |
| III. Les cérémonies officielles. Messe du Saint-Esprit. Réception du Conseil de l'Université par Napoléon. Séance académique.....                                                                                                                                                                       | 341 |
| IV. Les séances du Conseil de l'Université. Assiduité de M. Emery. Son dégoût de ses fonctions. Absence de MM. de Bausset et de Bonald. La nomination des aumôniers, des professeurs. Les prêtres membres de l'Université. Les Frères des Ecoles chrétiennes et leur promesse d'obéissance au Pape..... | 345 |

## CHAPITRE XII

**La vacance du siège de Paris.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Mort du cardinal de Belloy. Les candidats de M. Emery pour le siège de Paris. Ses préférences pour Fesch et leurs raisons. Evolution des idées de Fesch sur la question romaine sous l'influence de M. Emery.....                                                | 357 |
| II. Fesch, nommé archevêque de Paris, veut cumuler ce siège avec celui de Lyon. Désapprobation de M. Emery. Délégation à Fesch des pouvoirs capitulaires par le Chapitre de Notre-Dame. Fesch n'use pas de ces pouvoirs. Son refus définitif du siège de Paris..... | 373 |

## CHAPITRE XIII

**La Commission ecclésiastique de 1809.**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Napoléon et M. Emery. L'Empereur partagé entre des influences contraires : Fouché, Fesch, Portalis, Fontanes. <i>Les Nouveaux Opuscules</i> de Fleury déferés une seconde fois à Napoléon. M. Emery mandé à Fontainebleau. L'audience de Fontainebleau. Deux jours d'attente. L'entretien avec l'Empereur. Le voyage du Pape. Les prétentions théologiques de Napoléon..... | 383 |
| II. Sentiments mêlés de Napoléon à l'égard de M. Emery. Activité de M. Emery en faveur de Pie VII. Un bureau de correspondance. Un service de transmission. La Bulle d'excommunication portée en Bretagne par Jean-Marie de Lamennais .....                                                                                                                                    | 391 |
| III. Le Comité ecclésiastique de 1809. Les trois séries                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |     |

de questions posées par l'Empereur. Les réponses de la Commission. M. Emery défend les droits du Saint-Siège. 399

#### CHAPITRE XIV

##### Le divorce de Napoléon.

I. Les communiqués de presse et les démentis de M. Emery ; il n'a pris aucune part ni à la décision de la Commission ecclésiastique sur la compétence de l'Officialité de Paris ni à la sentence de cette Officialité annulant le mariage de l'Empereur..... 417

II. Les causes de nullité. Les sentences de l'Officialité diocésaine et métropolitaine de Paris et le droit gallican. M. Emery reconnaît la nullité du mariage pour vice de forme. Il n'admet pas la nullité pour défaut de consentement ..... 421

III. La question de compétence de l'Officialité de Paris. La décision de la Commission ecclésiastique. Les hésitations de M. Emery. L'assistance des cardinaux au mariage de Napoléon avec Marie-Louise. M. Emery et le cardinal della Somaglia..... 429

#### CHAPITRE XV

##### Persécutions et disgrâce.

I. Première offensive de Fouché contre Saint-Sulpice en 1808. Explications apaisantes de Bigot de Préameneu. Intervention de Fesch. Seconde offensive de Fouché en 1810. Décret impérial du 15 février 1810 prescrivant la translation du Séminaire à Saint-Nicolas du Chardonnet et la suppression de la Compagnie. La tactique de M. Emery : gagner du temps..... 441

II. Deux lettres interceptées par la police. Napoléon ordonne à M. Emery et aux Sulpiciens de quitter le Séminaire ; la maison de la rue du Pot-de-Fer sera expropriée. Les adieux de M. Emery à sa communauté. Son installation rue de Vaugirard. Les Sulpiciens provisoirement maintenus au Séminaire. La maison de la rue du Pot-de-Fer rachetée par l'Etat. M. Emery recouvre le parc d'Issy et la chapelle de Lorette..... 453

#### CHAPITRE XVI

##### Maury, archevêque de Paris.

I. Napoléon nomme Maury archevêque de Paris. Réactions défavorables de l'opinion. Sentiments de M. Emery.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| M. Emery et le ralliement de Maury à l'Empire. Du « bonbon » pour Saint-Sulpice. Un visiteur encombrant et indiscret .....                                                                                                                                                        | 471 |
| II. La délégation des pouvoirs capitulaires à Maury. Une controverse sur le rôle joué par M. Emery en cette affaire. Il déclare au cardinal qu'il n'est pas vraiment archevêque de Paris.....                                                                                     | 483 |
| III. L'affaire d'Astros. M. Emery « gracieusé » par l'Empereur le 1 <sup>er</sup> janvier 1811. L'adresse du Chapitre à Sa Majesté. Opposition de M. Emery au projet rédigé par Maury. Une substitution de textes. Capitulation du Chapitre. Le public déchaîné contre Maury..... | 494 |

## CHAPITRE XVII

## La Commission ecclésiastique de 1811.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. La composition du second Comité ecclésiastique. M. Emery se résigne à en faire partie. Les deux questions posées par l'Empereur à la Commission.....                                                                                                                                                                                                  | 505 |
| II. La communication préliminaire de Bigot de Préameneu. Heureuse intervention de M. Emery consterné auprès de Fesch. La Commission et les dispenses. La Commission et le problème de l'institution canonique des évêques nommés par l'Empereur. La double proposition d'un Concile national et d'une délégation à Savone. L'opposition de M. Emery..... | 509 |
| III. La séance du 17 mars 1811 aux Tuileries. La controverse entre Napoléon et M. Emery. M. Emery défend l'autorité spirituelle et le pouvoir temporel du Pape. Son éloge par l'Empereur. L'admiration de Talleyrand. L'hommage du cardinal Pacca.....                                                                                                   | 523 |

## CHAPITRE XVIII

## Les derniers jours. — La mort.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. M. Emery refuse de se soigner et de se reposer. Sa dernière retraite. Ses veilles, ses insomnies, son labeur acharné. La première attaque. La dernière Messe. Les derniers sacrements. Les dernières paroles. La mort. Napoléon veut faire à M. Emery les honneurs du Panthéon... | 533 |
| II. Les obsèques au Séminaire. L'incident de Grégoire. Le cortège. L'inhumation dans le cimetière de Lorette à Issy .....                                                                                                                                                            | 540 |
| III. Une vie apparemment sinueuse. Sa réelle unité. « Je n'ai travaillé que pour l'Eglise. ».....                                                                                                                                                                                    | 546 |



IMPRIMERIE MAISON  
DE LA BONNE PRESSE  
S. A. 5, RUE BAYARD,  
PARIS, VIII<sup>e</sup> — 1946-376  
DÉP. LÉG. 1947-1<sup>er</sup>



UNIVERSITY OF CHICAGO



22 357 202

|                              |                                      |
|------------------------------|--------------------------------------|
| BX<br>4705<br>.E47L4<br>v. 2 | 1710423<br>LEFLON<br>Monsieur Emery. |
| JUN 12 1955                  | Wax (Cassidy)                        |
| Oct 17 '60                   | R. Meekins                           |
| MAR 16 1961                  | L. Gottschalk (cm) fac               |
| NOV 11 1963                  | L. Gottschalk Fac                    |
| OCT 20 1967                  | INTERLIBRARY LOAN                    |

BX 4705

.E47L4

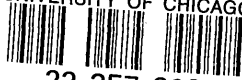
V. 2

1710423

SWIFT HALL LIBRARY



UNIVERSITY OF CHICAGO



22 357 202

